

Trotskyisme ou léninisme?

HARPAL BRAR

Trotskisme ou Léninisme?

Harpal Brar

Traduit de l'anglais par Johnny Coopmans
Postface de Ludo Martens

Etudes Marxistes - EPO

Remerciements à

Jean-Marie Flemal, Annelise Arcq, Andrée Glineur, Dominique Meeus pour l'aide à cette édition

Couverture: Jan Depover Photocomposition: EPO Impression: EPO

Comité de rédaction d'Etudes marxistes

Thomas Gounet (rédacteur en chef), Jo Cottenier. Danny Vandembroucke, Herwig Lerouge, Nadine Rosa-Rosso

Adresse de la rédaction Institut d'Etudes marxistes

Rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Belgique Tél.: + 32 (0)2/5040 146 Fax: +32 (0)2/513 98 31 E-mail: etudes.marx@marx.be
Site web: <http://www.marx.be/fr>

First published in Great Britain by Harpai Brar, London, 1993

© EPO, Etudes marxistes et auteur

La revue Etudes marxistes est une coédition de l'Institut d'Etudes marxistes (INEM) et des éditions EPO

EPO-Belgique

Lange Pastoorstraat 25-27, B-2600 Anvers

Tél.: 32 (0)3/239 68 74

Fax: 32 (0)3/218 46 04

E-mail: editions@epo.be

Web: www.epo.be

EPO-Paris

c/o Le Temps des cerises

6, Avenue Edouard Vaillant 93500 Pantin

Tél.: +33 (0) 1/494299 11 Fax: +33 (0) 1/49 42 99 68 E-mail: editions@epo.be

Isbn 2 87262 201 2 D 2003/2204/21

Mot clés: Trotski, trotskisme, Lénine, léninisme, U.R.S.S.

Editeur responsable

INEM - R. Willockx, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles, Belgique

Table des matières

Préface 9

Première partie: Le parti d'avant-garde de la classe ouvrière et la théorie léniniste de la révolution contre la théorie trotskiste de la «révolution permanente» 75

Chapitre 1.

Introduction à la première partie

Chapitre 2.

Le parti du prolétariat: la conception de Lénine d'un parti prolétarien de type nouveau et la liquidation du trotskisme ...

L'importance du Parti

La lutte de Lénine en vue de construire un parti révolutionnaire du prolétariat et la lutte de Trotski en vue d'empêcher la construction d'un tel parti

La formule de Lénine contre celle de Martov à propos des conditions d'affiliation au Parti

Le bloc d'Août des liquidateurs et Trotski 95

Chapitre 3.

La théorie de la révolution: La théorie de la révolution de Lénine contre la théorie de Trotski de la «révolution permanente»

Les différences entre les bolcheviks, les mencheviks et Trotski sur le caractère de la révolution russe

La position des mencheviks à propos du caractère de la révolution russe

La position léniniste bolchevique

La position de Trotski: sa théorie de la «révolution permanente»

Les caractéristiques particulières de la révolution d'Octobre

Chapitre 4.

Conclusion de la première partie: Le trotskisme est l'ennemi de la révolution prolétarienne et des mouvements de libération nationale

Deuxième partie: Le socialisme dans un seul pays

Chapitre 5.

Le socialisme dans un seul pays ...

La position de Trotski

L'échec de la révolution européenne et les alternatives qui s'offraient à la classe ouvrière soviétique
Staline était-il contre la révolution mondiale?

Est-ce Staline qui a soulevé pour la première fois la question du «socialisme dans un seul pays»?

Le socialisme a-t-il été construit en U.R.S.S.? Trotski affirme qu'il l'a été

Le rôle d'une politique et d'une direction correcte

«Les conditions de propriété socialisée» ne peuvent pas par elles-mêmes construire le socialisme

Les acquis de l'industrialisation socialiste

Chapitre 6.

La collectivisation: la construction du socialisme à la campagne

Le rôle de la direction

La politique du groupe Boukharine-Rykov sur la collectivisation

La politique de Trotski et Zinoviev sur la collectivisation

La critique de Staline de ces politiques erronées

1927: l'agriculture à la traîne de l'industrie

Le 15^e Congrès du Parti: la collectivisation

Opposition du groupe Boukharine-Rykov à la collectivisation

La similitude de l'essence des théories trotskistes et boukhariniennes

La résistance des koulaks et les mesures prises par le parti pour contrer cette résistance

Défaite des boukharinistes dans l'organisation du parti de Moscou

La 16^e Conférence du Parti

Croissance rapide des fermes collectives

La politique d'élimination des koulaks en tant que classe et les raisons de l'adoption de cette politique

La position de Trotski sur la dékoulakisation en 1930

Succès de la politique de collectivisation et élimination des koulaks

Les instructions du parti sur la méthode de la collectivisation, les violations de ces instructions et la rectification par le parti

Le 16^e Congrès du parti

Le 17^e Congrès du parti

Le socialisme a été construit en U.R.S.S.

Que doivent faire les révolutionnaires pour mettre fin à cette confusion ?

Troisième partie: Les procès de Moscou 165

Chapitre 7.

Introduction

Le développement ultérieur du trotskisme, sa préparation théorique à des actes de terreur, au meurtre, aux destructions et aux alliances traîtres avec le fascisme

La restauration du capitalisme -le programme économique des conspirateurs

Méthodes utilisées par le trotskisme

Chapitre 8.

Terrorisme

Activités terroristes des accusés et meurtres de personnalités de l'État soviétique

L'assassinat de Gorki

Les projets et tentatives d'assassinats

Chapitre 9.

Destruction, diversion et sabotage

Perfidie et duplicité des accusés

Chapitre 10.

Accords avec le fascisme

Chapitre 11.

Les aspects militaires de la conspiration - Plans pour un coup d'État
Les forces supportant le trotskisme
Forces soutenant le gouvernement soviétique et le P.C.(b)U.S.
Le type de gouvernement que les trotskistes avaient l'intention d'établir
La signification historique des procès

Chapitre 12.

Critiques bourgeoises des procès de Moscou et réfutation de ces critiques
«Explications» bourgeoises des procès

Quatrième partie: Deux lignes politiques à propos de la révolution chinoise: La ligne du Comintern et celle de l'opposition trotskiste 275

Chapitre 13.

Le trotskisme par rapport au mouvement communiste international
L'analyse de la révolution chinoise selon le Comintern
L'analyse de la révolution chinoise selon Trotski
D'autres erreurs de l'opposition trotskiste
En résumé: la ligne du Comintern et la ligne de l'opposition trotskiste
Le trotskisme choisit des «moments inopportuns» pour lancer ses attaques contre le mouvement communiste

Chapitre 14.

Pourquoi l'opposition trotskiste en Union soviétique commit-elle le même genre d'erreurs qu'elle fit à propos de la révolution chinoise?
Trois principes tactiques du léninisme: l'adhésion à ces principes par le Comintern et la violation de ces trois principes par l'opposition trotskiste
Le premier principe tactique du léninisme: considérer les caractéristiques nationales particulières d'un pays donné
Le second principe tactique du léninisme: la question des alliés
Une ligne de conduite correcte ne peut à elle seule garantir la victoire
Le troisième principe tactique: la question de l'éducation des masses 304

Chapitre 15.

La conception du Front uni imposée par le Comintern au Parti communiste chinois
Le second stade de la révolution chinoise 315 Quelques conclusions
Les défaites de 1927 étaient surtout dues à l'opportunisme de la clique de Chen Duxiu
Mao Zedong a appliqué à la Chine la ligne du Comintern
À ceux qui sèment la dissension entre la ligne de Mao Zedong et celle de Staline
En conclusion

Cinquième partie: La guerre d'Espagne

Chapitre 16.

Le contexte de la guerre d'Espagne
La condition des travailleurs et des paysans espagnols
La République
Les Asturies
Des Asturies à la victoire aux élections de février 1936

Chapitre 17.

La formation du Front populaire et le déroulement de la guerre
Le Front populaire
Les circonstances de la formation du Front populaire
Les tâches consécutives aux élections de février
La guerre
La défense de Madrid
Le Cinquième Régiment
Progressions fascistes
Le POUM est exclu du gouvernement
La seconde attaque fasciste contre Madrid
Malaga
Le Jarama
Guadalajara
Le Nord
Le putsch du POUM
Épurations à l'arrière
Espions et agents provocateurs
Les trotskistes en dehors de l'Espagne
Brunete
Teruel
La chute de la Catalogne
La non-intervention

Sixième partie: De la collectivisation 365

Chapitre 18.

La collectivisation
L'importance générale de la collectivisation
Deux déviations de la ligne léniniste du parti sur la collectivisation
La recette trotskiste du désastre via «la discorde» avec la paysannerie contre la formule léniniste de construction du socialisme via une alliance stable avec la masse principale de la paysannerie
L'année 1929 et l'adhésion de la paysannerie à la collectivisation
La déviation opportuniste de droite (boukharinienne)
L'usage de la force et la collectivisation
Succès de la collectivisation

Chapitre 19.

Critique du Groupe d'étude de la politique chinoise
Les tentatives des libéraux bourgeois du Groupe d'étude de la politique chinoise de miner le léninisme

Septième partie: Des mécanismes de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat 419

Chapitre 20.

Des mécanismes de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat

Chapitre 21.

Classes et lutte des classes

En 1936, dans son discours sur le projet de Constitution de l'U.R.S.S., Staline a-t-il dit que les classes, dans toute l'acception du terme, avaient déjà disparu en U.R.S.S.?

Staline a-t-il dit que le communisme total avait été construit en U.R.S.S.?

Peut-on, sans cesser d'être marxiste-léniniste, dire que les classes exploiteuses ont été abolies alors que l'État existe toujours ?

Chapitre 22.

Intensification de la lutte des classes sous le socialisme

Chapitre 23.

Le communisme dans un seul pays

Chapitre 24.

«Dégénérescence nationaliste»

Résumé des faits relatifs au pacte de non-agression germano-soviétique

L'Union soviétique bien consciente de la guerre qui se préparait

Les efforts soviétiques pour réaliser la sécurité collective et la politique d'apaisement des États impérialistes non agressifs

L'Union soviétique persiste dans sa ligne politique

Signature du pacte de non-agression germano-soviétique

Pourquoi l'Union soviétique signa le pacte du 23 août

Staline accusé de nationalisme bourgeois 471

Chapitre 25.

Absence d'une ligne de masse

Comment N. R. «défend» Staline

Chapitre 26.

Staline et l'intelligentsia

Chapitre 27.

Conclusion

Annexe 1.

Le testament de Lénine

Annexe 2.

Trotsky et la presse impérialiste

Annexe 3.

Trotsky a été assassiné par un trotskiste

Bibliographie

Notes

Postface Ludo Martens

Préface

L'un des mythes lancés par les trotskistes - avec l'aide considérable de la bourgeoisie impérialiste - est que le léninisme et le trotskisme sont synonymes; qu'après Lénine, Trotski était le bolchevik le plus brillant et le plus important (certains vont même jusqu'à dire que Lénine fut un grand trotskiste); que Trotski était le véritable héritier du léninisme et un digne successeur de Lénine, mais qu'il fut - hélas! - privé de la place qui lui revenait par les manœuvres retorses d'un homme médiocre de troisième ordre doublé d'un despote oriental, à savoir Joseph Staline. Ce mythe anticomuniste, ressassé jusqu'à l'indigestion d'une décennie à l'autre sur un mode carrément goebbelsien, non seulement dans les publications trotskistes, mais aussi dans les classes des professeurs et enseignants petits-bourgeois d'histoire et de sociologie - sans parler de la presse impérialiste et des médias électroniques - ce mythe, donc, a acquis la force d'une véritable nuisance publique. Celle-ci est le produit d'une distorsion et d'une falsification délibérées du marxisme-léninisme par le trotskisme et ses alliés bourgeois, de tromperies, d'insinuations, d'omissions, ainsi que d'interprétations tendancieuses de l'histoire de la grande Révolution d'Octobre, de la pratique et du rôle révolutionnaire de l'U.R.S.S., d'une part, et de l'ignorance des personnes à qui sont adressées ces tromperies, ces distorsions et ces falsifications directes, d'autre part. Quiconque a, un tant soit peu, étudié - et, à plus forte raison, beaucoup étudié - le sujet ne peut qu'être conscient du mensonge total que constitue ce mythe. Le but du présent ouvrage est de dénoncer ce mythe et d'exposer l'essence réellement réactionnaire, contre-révolutionnaire de l'idéologie petite-bourgeoise que représente le trotskisme, aussi inconciliablement hostile au marxisme-léninisme que ne l'est la bourgeoisie au prolétariat - et ce, en dépit de sa terminologie pseudo marxiste, ultra-« gauchiste » et ultra-« révolutionnaire ».

La tâche que je me suis imposée dans cet ouvrage consiste à montrer que le léninisme et le trotskisme s'excluent mutuellement; que le trotskisme est inconciliablement opposé au léninisme; que ceux qui se veulent marxistes-léninistes ont le devoir impérieux, dans l'intérêt du prolétariat, de mener une lutte impitoyable et sans compromis contre le trotskisme; qu'ils doivent enterrer le trotskisme en tant que courant idéologique au sein de la classe ouvrière. En outre, je vise à démontrer qu'après la mort de Lénine, en janvier 1924, du fait que le léninisme avait été confirmé par le Parti bolchevik désormais sous la direction de Staline, le trotskisme poursuivit ses incessantes attaques contre ce même léninisme, après avoir apporté quelques modifications tactiques à ses attaques. Dorénavant, il allait attaquer le léninisme et la politique léniniste du Parti en feignant de s'en prendre au « stalinisme » au nom du léninisme. Pour y arriver, le trotskisme poursuivit sa lutte contre-révolutionnaire contre le léninisme révolutionnaire, sans toutefois jamais citer ouvertement ni spécifiquement le léninisme en tant que cible. Mentionnons - et c'est tout à l'honneur du Parti bolchevik et de son dirigeant Staline - que le trotskisme

reçut des coups aussi violents que ceux qu'il avait déjà reçus du vivant de Lénine, coups qui allaient se solder par son ignominieuse défaite. J'insisterai tout particulièrement sur *trois* caractéristiques spécifiques du trotskisme, des caractéristiques qui le mettent en contradiction irréconciliable avec le léninisme.

Trois caractéristiques spécifiques du trotskisme

1. La «révolution permanente»

Le trotskisme préconise la théorie de la « révolution permanente », sans tenir compte des masses importantes de la paysannerie pauvre en tant que force révolutionnaire et alliée fiable du prolétariat. Comme Lénine le faisait remarquer à juste titre, la révolution «permanente», préconisée par le trotskisme, équivaut à ignorer le mouvement paysan et à « jouer à la prise de pouvoir ». Toute tentative d'une révolution telle que préconisée par Trotski se serait soldée par un échec certain, car elle aurait privé le prolétariat russe de son allié le plus fiable, à savoir la paysannerie pauvre. Rien que ceci explique déjà le combat sans répit que le léninisme livra contre le trotskisme à partir de 1905.

Pour sa part, le trotskisme considérait le léninisme comme une théorie présentant des «caractéristiques antirévolutionnaires» et n'avait rien trouvé de mieux pour s'en expliquer que de dire qu'en temps utile, le léninisme préconisait et défendait l'idée de la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Allant loin au-delà de cette opinion révoltante, le trotskisme affirme:

En un mot, tout le léninisme en ce moment est fondé sur le mensonge et la falsification et porte lui en germe de sa propre décomposition. (Trotski 1-4-1913, p. 61.)

Le léninisme, par contre, affirme:

Jamais encore Trotski n'a eu d'opinion bien arrêtée sur aucune question sérieuse du marxisme; il a toujours eu coutume de « s'échapper par la tangente » à propos des divergences et de passer d'un camp à l'autre. À l'heure actuelle, il se trouve en compagnie des bundistes et des liquidateurs. Or, ces messieurs en prennent à leur aise avec le parti. (Lénine mai 1914, pp. 473-474.)

2. La méfiance envers le léninisme en matière d'organisation

Le trotskisme préconise la méfiance envers le léninisme, ou le bolchevisme, en matière d'organisation. Alors que le bolchevisme défend le principe d'un parti prolétarien révolutionnaire d'un type nouveau, un parti discipliné et monolithique, hostile aux éléments opportunistes, le trotskisme est partisan de la coexistence de révolutionnaires

et des opportunistes ainsi que de la formation de groupes, factions et coteries au sein d'un même parti. Toute personne un tant soit peu au courant de l'Histoire du fameux bloc d'Août de Trotski, dans lequel les martovistes et les otzovistes¹, les liquidateurs² et les trotskistes collaborèrent allègrement dans leur lutte contre le bolchevisme, aura remarqué cette caractéristique liquidationniste du trotskisme. Par conséquent, durant cette période cruciale de l'histoire, alors que le léninisme considérait la destruction du bloc d'Août comme une condition préalable au développement du parti prolétarien, le trotskisme considérait le bloc d'Août et son liquidationnisme comme la base de la construction d'un parti «réel».

Tout au long de cette période - de 1903 à 1917 - Lénine ne cessa de dénoncer le caractère « carriériste », « menchevik », « conciliateur » et « liquidateur » de Trotski. Voici quelques exemples choisis au passage dans d'innombrables textes de la même veine de la plume de Lénine.

Dans une lettre adressée à Zinoviev et datée du 24 août 1909, Lénine écrit:

(...) Trotski s'est conduit comme le plus lâche des arrivistes et des fractionnistes du type Riazanov et Compagnie. Soit l'égalité sur le plan de la rédaction, la *subordination* au C.C. et le non-transfert à Paris de nul autre que Trotski (il voudrait, le misérable, «caser» à nos frais *toute* la jolie petite équipe de la *Pravda!*), soit la rupture avec cet aventurier qui devra être démasqué à l'O.C. Il ne tarit point sur le Parti, mais se conduit plus mal que tous les autres fractionnistes. (Lénine 24-8-1909, pp. 418-419.)

Alors que Lénine menait un combat de vie ou de mort en vue de purger le Parti des liquidateurs et des otzovistes, Trotski, endossant un rôle de conciliateur, essayait par tous les moyens de réconcilier le Parti avec ces deux tendances bourgeoises. Ceci amena Lénine à dénoncer Trotski en ces termes:

En novembre 1910, Lénine poursuit, dénonçant Trotski parce qu'il « clopine derrière (le mencheviks), sous le couvert de phrases particulièrement sonores » (Lénine 11-1910, p. 397), ou que, avec Martov, ils «offrent aux camarades allemand des conceptions libérales teintés de marxisme» (*ibid.*), ou qu'il excelle dans les «phrases creuses» (p. 398), ou qu'il ignore le «*contenu économique* de la révolution russe (*ibid.*) et par conséquent, qu'il « se prive de la possibilité de comprendre la signification historique de la lutte au sein du parti en Russie» (*ibid.*). Il affirme:

La lutte du bolchevisme et du menchevisme est (...) une lutte à propos du soutien des libéraux, à propos de la liquidation de leur hégémonie sur la paysannerie. Aussi, lorsqu'on cherche à expliquer [comme le faisait Trotski] nos scissions en invoquant l'influence des intellectuels, l'absence de maturité du prolétariat, etc., on ne fait que reproduire naïvement les fables des libéraux (p. 402).

Et il ajoute:

Trotsky défigure le bolchevisme pour la bonne raison qu'il n'a jamais pu se faire une idée bien précise du rôle du prolétariat dans la révolution bourgeoise russe (p. 404).

Tout en contrant les mensonges et falsifications de Trotsky dans la presse social-démocrate allemande et en l'accusant de suivre une politique « *de réclame* » (p. 414), « d'impudence (...) abaissant le parti et se glorifiant devant les Allemands » (*ibid.*), Lénine conclut:

Aussi, lorsque j'entends Trotsky déclarer aux camarades allemands qu'il représente la « tendance générale du Parti », je me vois dans l'obligation de préciser que Trotsky ne représente que *sa propre* fraction et qu'il jouit d'un certain crédit auprès des otzovistes et des liquidateurs *exclusivement* (p. 416).

Lorsque le club viennois de Trotsky, accroissant le volume de ses activités, passa, en novembre 1910, une résolution en vue d'organiser « un fonds de tout le Parti pour la préparation à la convocation d'une conférence du P. O.S.D.R. » (Lénine 12-1910, p. 14), Lénine définit cela comme « une démarche ouverte en direction du schisme (...) une violation nette de la légalité du Parti et le début d'une aventure de Trotsky, qui s'y cassera les reins » (*ibid.*).

Lénine poursuit:

C'est une aventure dans le sens idéologique. Trotsky groupe tous les ennemis du marxisme, rassemble Potressov et Maximov qui haïssent le bloc « lénino-plékhanovien » (comme ils aiment à dire). *Trotsky unit tous ceux qui n'aiment rien tant que la pagaille dans le domaine des idées, tous ceux qui se moquent éperdument de la défense du marxisme, tous les petits-bourgeois qui ne comprennent rien au sens de la lutte en cours et qui ne veulent pas étudier, réfléchir et rechercher les racines idéologiques de cette divergence de vues. En cette période de désaccord, de démembrement et de flottement, Trotsky peut facilement paraître le « héros de l'heure », rassembler autour de lui toute la médiocrité. Mais l'échec de cette entreprise sera d'autant plus spectaculaire qu'elle aura été menée plus ouvertement* (p. 15, c'est moi qui souligne - H. B.).

Lénine termine sa lettre en appelant, notamment, à la « lutte contre l'aventure scissionniste et sans principes de Trotsky » (p. 16.).

En décembre 1911, malade et écoeuré par l'infâme boulot de Trotsky en tant qu'avocat et diplomate au service des liquidateurs et des otzovistes, Lénine, dénonçant le factionnisme de Trotsky, écrivait:

On ne peut pas discuter sur le fond avec Trotsky, car il n'a aucune conviction. On peut et on doit le faire avec les liquidateurs et otzovistes convaincus, mais avec

quelqu'un qui joue à couvrir les fautes des uns et des autres, on ne discute pas, on le démasque comme ... diplomate au petit pied. (Lénine 8-12-1911, p. 366.)

En juillet 1912, dans une lettre adressée à la rédaction de la *Pravda*, le quotidien légal des bolcheviks publié à Saint-Pétersbourg dès le 5 mai 1912, Lénine conseille à la rédaction de ne pas répondre aux « lettres de chicane et d'intrigues » de Trotski, et il ajoute:

L'odieuse campagne de Trotski contre la *Pravda* n'est que pur mensonge et intrigue. (...) cet intrigant et liquidateur ment à gauche et à droite. (Lénine 19-7-1912, p. 30.)

Dans *La désagrégation du bloc «d'Août»* (mars 1914), Lénine écrit:

Mais Trotski n'a jamais eu aucune «physionomie», et il n'en a aucune; il n'a à son actif que des migrations, que des désertions qui l'ont fait passer des libéraux aux marxistes et vice versa, des bribes de mots d'esprit et de phrases ronflantes, pillés à droite et à gauche. (Lénine 15-3-1914, p. 164.)

Et:

En fait, sous le couvert de phrases bien sonores, vides de sens et fumeuses, Trotski embrouille les ouvriers les moins conscients et assume la défense des liquidateurs en passant sous silence la question de l'organisation illégale, en affirmant qu'il n'existe pas en Russie de politique ouvrière d'inspiration libérale, etc. (*ibid.*).

(...) L'unité, c'est le rassemblement de la majorité des ouvriers de Russie autour des décisions que tous connaissent depuis longtemps et qui ont condamné le courant liquidateur. (...) (p. 165).

Quant aux liquidateurs et à Trotski, (...) qui ont rompu leur propre bloc d'Août, qui ont rejeté toutes les décisions du Parti, qui ont rompu avec l'organisation illégale et avec les ouvriers organisés, ce sont les pires dissidents. Heureusement, les ouvriers l'ont déjà compris, et tous les ouvriers conscients édifient *pratiquement* leur unité *contre* les liquidateurs qui veulent la détruire (*ibid.*).

Dans son article *La violation de l'unité aux cris de: « Vive l'unité! »*, écrit en mai 1914, Lénine dénonce Trotski pour son factionnisme et son liquidationnisme et dénonce également l'absence totale de fondement dans l'accusation de scissionnisme adressée par Trotski et les liquidateurs aux bolcheviks. Écrivant dans son journal prétendument non factieux, *Borba*, Trotski, non content d'avoir accusé les bolcheviks de scissionnisme pour la seule raison qu'ils avaient dénoncé et combattu le liquidationnisme, poursuit en admettant que «la scission [opérée par les bolcheviks] fait l'une après l'autre des conquêtes qui sont autant de suicides» (n°1, p. 6, cité dans Lénine 5-1914a. p. 348). Cela dit, Trotski ajoute:

De nombreux ouvriers avancés, dans un état de désarroi politique complet,

deviennent bien souvent eux-mêmes des agents actifs de la scission (*ibid.*, p. 349).

Voici la réponse de Lénine à cette accusation se voulant en même temps une explication est extrêmement flatteuse pour Trotski (...) et pour les liquidateurs. Trotski aime beaucoup donner, «avec l'air savantissime d'un connaisseur» et en usant de phrases pompeuses et sonores, une explication des phénomènes historiques sur sa propre personne. Si «de nombreux ouvriers avancés» deviennent des « agents actifs » d'une ligne politique, de parti, qui ne concorde pas avec celle de Trotski, ce dernier résout la question sans le moindre embarras, allant d'emblée droit au but: ces ouvriers avancés se trouvent « dans un état de désarroi politique complet », alors que lui, Trotski, est sans doute « dans un état » de fermeté politique caractérisé par une ligne claire et juste! ... Et c'est ce même Trotski qui, se frappant la poitrine, fulmine contre le fractionnisme, contre l'esprit de coterie, contre la tendance qu'ont les intellectuels à vouloir imposer leur volonté aux ouvriers! ...

Vraiment, en lisant cela, on se demande involontairement si ces paroles ne viennent pas d'une maison de fous (*ibid.*, p. 350).

Lénine poursuit:

Si Trotski évite les faits et les indications concrètes, c'est parce qu'ils réfutent implacablement toutes ses exclamations virulentes et ses phrases pompeuses. Il est évidemment très facile de prendre une pose avantageuse et de dire: « C'est là une grossière caricature sectaire ». Il n'est pas difficile non plus d'ajouter quelques mots encore plus virulents, encore plus pompeux, sur « l'affranchissement à l'égard de l'influence du factionnisme conservateur ».

Seulement, n'est-ce pas user d'un moyen vraiment trop facile? Cette arme ne sort elle pas d'un arsenal remontant à l'époque où Trotski brillait devant les collégiens? (*ibid.*, p. 362.)

Lénine conclut son article par une description brillante des oscillations et allées et venues de Trotski entre le Parti et les liquidateurs, il le traite de « transfuge de Touchino» (*ibid.*, p. 363), paraissant devant le Parti avec « des prétentions inouïes (ne voulant) absolument compter *ni* avec les décisions du Parti, lesquelles ont établi et fixé dès 1908 l'attitude à observer envers le courant liquidateur, *ni* avec l'expérience du mouvement ouvrier actuel en Russie, qui a créé dans les faits *l'unité* de la majorité en partant de la reconnaissance absolue de ces décisions » (*ibid.*, p. 364).

Cette brillante description apparaît dans le corps même de l'ouvrage et, par conséquent, est exclue de la présente préface.

À peu près à la même époque (début 1914), Trotski, écrivant dans le n° 2 de son journal *Barba*, p. 25, attribuait à tort aux « marxistes polonais » - et pas uniquement à Rosa

Luxemburg - la position selon laquelle «le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est absolument dénué de contenu politique et devrait être aboli du programme». Ce mensonge suscita de la part de Lénine la remarque suivante:

L'obligeant Trotski est plus dangereux qu'un ennemi! Nulle part, si ce n'est dans des «entretiens privés» (c'est-à-dire tout simplement dans les commérages, dont se nourrit toujours Trotski), il *n'a pu* trouver de preuves lui permettant de ranger les «marxistes polonais» en général parmi les partisans de chaque article de Rosa Luxemburg. Jamais encore Trotski n'a eu d'opinion bien arrêtée sur aucune question sérieuse du marxisme; il a toujours eu coutume de « s'échapper par la tangente » à propos des divergences et de passer d'un camp à l'autre. À l'heure actuelle, il se trouve en compagnie des bundistes et des liquidateurs. Or, ces messieurs en prennent à leur aise avec le Parti. (Lénine 5-1914b, pp. 473-474)

Dans sa lettre à Henriette Roland- Holst, datée du 8 mars 1916, Lénine demande:

En quoi consistent nos divergences avec Trotski?

À cette question, il donne la réponse suivante:

En quelques mots, c'est un kautskiste, c'est-à-dire qu'il veut l'unité avec les kautskistes dans l'Internationale, avec la fraction Tchkhéidzé en Russie. Nous sommes résolument opposés à une telle unité (...) (Lénine 8- 3-1916, p. 525.)

Écrivant à Alexandra Kollontaï, le 17 février 1917, Lénine dit ceci:

Quel animal que ce Trotski, des phrases de gauche et le bloc avec la droite contre les gauches de Zimmerwald! Il (vous) faudrait bien le démasquer, ne serait-ce que par une brève lettre au *Social-Démocrate!* (Lénine 17 -2-1917, p. 288.)

Finalement, dans cette lettre du 19 février 1917, adressée à Inessa Armand, Lénine écrit, entre autres:

Une nouvelle lettre de Kollontaï qui (...) est rentrée, retour d'Amérique, en Norvège.

N . Iv. et Pavlov (...) auraient *conquis* le *Novy Mir* (...), mais ... voilà que Trotski arrive, et aussitôt cette canaille s'abouche avec] aile *droite* de *Novy Mir* contre la gauche de Zimmerwald!! Voilà! C'est bien Trotski!! Il est toujours égal à lui-même: louvoyeur, filou, posant à l'homme de gauche, *aidant* la droite aussi longtemps que c'est possible ... (Lénine 19-2-1917, pp. 291-292.)

À la lumière de cette impeccable et irréfutable preuve historique, on peut affirmer

sans le moindre risque d'erreur que, durant cette longue période - entre 1903 et 1917 -, Trotski fut un menchevik et un liquidateur et qu'il mena une campagne absolument infâme et factieuse contre les tentatives bolcheviques de construire un parti révolutionnaire du prolétariat.

Bien que les personnes au fait de l'histoire du Parti bolchevik ne sachent que trop bien que, de 1903 à août 1917, Trotski fut un menchevik et un liquidateur, les trotskistes s'enveloppent généralement, à ce sujet, dans un silence calculé ou, pire encore, ils tentent de l'excuser. C'est pourquoi il est très réconfortant de tomber sur certains agents trotskistes qui condamnent chez Trotski son menchevisme, son centrisme, son conciliationnisme et son fractionnisme. Dans cette catégorie, on retrouve les trotskistes de la Ligue communiste internationale (L.C.I.) de la prétendue Quatrième Internationale (la Quatrième Internationale officielle, bien entendu, puisqu'il n'y a pas une seule organisation trotskiste, sur un milliard, qui ne se prétende elle-même l'officielle Quatrième Internationale et qui ne décrive toute autre organisation trotskiste comme étant bidon - un phénomène hilarant qui nous rappelle quelque peu *La vie de Brian*). La L.C.I. publie le journal théorique *Spartacist*. L'occasion de reconnaître franchement et de condamner le menchevisme de Trotski se présenta sous la forme d'une critique - dans les numéros 45 et 46 (hiver 1990-91) de l'édition anglaise de *Spartacist* et par un membre de la L.C.I., Daniel Baugé - d'une biographie de Léon Trotski publiée en 1988 par Pierre Broué. Ce dernier était professeur à l'Institut des Études politiques de l'Université de Grenoble et, depuis quarante ans, il était membre de «1 tendance lambertiste, manifestation trotskiste, en France » (description par la L.C.I.) dans ladite critique), c'est-à-dire du Parti communiste international (PCI).

Broué loue Trotski pour son « esprit indépendant » - une louange qui suscite un franc tollé de la part de la L.C.I. Ainsi, afin de ne pas perdre la pleine puissance de la prose courante de la L.C.I., la pleine ardeur de sa colère et de sa honte et la force de ses arguments, et afin de ne pas être accusés d'extraire des citations de leur contexte nous reproduisons ici la quasi-totalité du passage de la critique consacrée au factionnisme et au menchevisme de Trotski entre 1903 et 1917.

« Trotski, esprit indépendant »

La façon dont Broué traite l'activité politique de Trotski entre la scission décisive de 1903 entre bolcheviks et mencheviks et la révolution d'Octobre occupe le centre de son interprétation, parce que c'est là, précisément, qu'il traite des débats, au sein de la social-démocratie russe, sur la nature, la forme et la structure qu'un parti révolutionnaire doit adopter s'il veut s'emparer du pouvoir de l'État. C'est là aussi qu'il traite du rôle du débat politique et du débat concernant le programme dans la constitution d'un tel parti. Après la scission de 1903 entre les bolcheviks et les mencheviks, Trotski est devenu « une sorte d'esprit indépendant au sein du Parti ».

Pour cela, Broué loue Trotski, y voyant la cause du rôle dirigeant joué par Trotski dans la révolution de 1905 en tant que président du soviet de Saint-Pétersbourg et de son savoir-faire brillant de propagandiste, lorsqu'il se sert de son procès suite à la défaite de 1905:

En fait, effectivement libéré de toute obligation factieuse, à bonne distance des aléas des conflits entre les deux principales factions, satisfait de sa position « unitaire » dont la victoire lui semblait acquise à l'avenir, Trotski avait les mains totalement libres pour consacrer son attention et ses activités aux événements qui se déroulaient en Russie ... (Broué 1988.)

À lire ceci, on conclurait que la lutte factieuse de Lénine contre le menchevisme n'avait aucun rapport avec l'intervention dans la lutte révolutionnaire et la direction de celle-ci, pour ne pas dire qu'elle la contrebalançait directement.

« Dans le temps, écrit Broué, les cercles immigrés considéraient Trotski, partisan de la centralisation et de l'autorité du Comité Central dès sa déportation en Sibérie, comme l'homme de main de Lénine ». Lors du congrès de 1903, Trotski avait entamé une querelle de *programme* contre Lénine sur la question du parti. Par exemple, Trotski était hostile à la souveraineté du congrès du parti: « Le congrès est un registre, un moyen de contrôle, et non de création ». (*Rapport à la délégation sibérienne*, 1903). Bien que les implications du programme fussent loin d'être claires à l'époque, la scission de 1903 fut fondamentale quant à la question du parti. La position fédéraliste de Trotski vis-à-vis de cette question se refléta également dans le *Rapport à la délégation sibérienne* avec son refus de la définition bolchevique du membre du Parti qui réclamait « une participation personnelle dans l'une des organisations du Parti ». En termes pratiques, Trotski était partisan de la définition menchevique du membre du Parti en tant que personne apportant son « assistance personnelle » au Parti - il souhaitait permettre à toutes les « grandes organisations de travailleurs » existant à côté des comités du Parti dans nombre de villes russes importantes d'agir au nom du Parti *indépendamment* de leur adhésion ou non aux statuts ou décisions des congrès du Parti.

Au moment même où Broué s'enthousiasme de l'indépendance de Trotski il mentionne au passage que Trotski, durant toute cette période, eut des positions erronées à propos de la question du parti. Mais ce qu'il dit est bien insignifiant comparé au jugement même de Trotski:

Les profondes divergences qui m'ont séparé du bolchevisme pendant des années entières et qui, dans certains cas, m'ont placé dans une opposition vive et hostile au bolchevisme, se sont exprimées le plus nettement en ce qui concerne la faction menchevique. J'ai commencé par adopter la perspective radicalement fautive selon laquelle le cours de la révolution et la pression des masses prolétariennes forceraient en fin de compte les deux factions à suivre la même voie. Par conséquent, je

considérais qu'une scission constituerait une rupture inutile des forces révolutionnaires. Mais du fait que, dans la scission, le rôle actif se situait du côté des bolcheviks - puisque, d'après l'opinion de Lénine, assurer le caractère révolutionnaire du parti prolétarien ne pouvait se faire que par une démarcation impitoyable, non seulement idéologique mais également organisationnelle (et toute l'histoire ultérieure a pleinement confirmé le bien-fondé de ces lignes politiques) - mon « conciliationnisme » m'a amené, dans nombre de tournants décisifs de la route, à des heurts hostiles avec le bolchevisme. (Trotsky 11-1924.) Le « centre » traditionnel et l'aile droite de la social-démocratie ont été extrêmement contents d'utiliser le nom et le grand talent journalistique de Trotsky comme couverture de gauche à leurs propres positions et *comme arme contre Lénine*, Broué, de son côté, rapporte que « Trotsky s'entendit bien avec Kautsky et avec le "centre" de la social-démocratie allemande jusqu'en 1912 au moins [...]. Durant cette période, ce fut Kautsky qui, à la grande colère de Lénine, ouvrit à Trotsky les pages de *Die Neue Zeit* et *Vorwärts* ». Broué décrit également les relations cordiales entre Trotsky et les austro-marxistes de Vienne, faisant remarquer qu'il était rapidement devenu « la tête incontestée de la colonie social-démocrate de Vienne », et ce de 1909 à 1912. Il ne s'attarde guère sur le fait qu'au cours de la même période, Rosa Luxemburg considérait Trotsky avec une « suspicion systématique » et le tenait pour un « individu douteux », sans aucun doute en raison des liens qu'il entretenait avec ses opposants de droite (à elle) au sein de la social-démocratie allemande.

L'attitude de Broué à l'égard de Trotsky durant ces années se retrouve dans la façon dont il aborde l'infâme bloc d'Août. La *Pravda* viennoise, éditée par Trotsky, tenta de « concilier » les factions bolchevique et menchevique - avec approbation, Broué cite les louanges adressées par Leonard Shapiro, un anticommuniste professionnel, à l'égard de la *Pravda* viennoise parce que celle-ci ne se montre pas aussi polémique que la presse bolchevique. En 1910, un accord entre les factions assura le soutien financier bolchevique à cette même *Pravda* de Vienne, et ce fut Kaménev (proche de Lénine et beau-frère de Trotsky) qui fut responsable de la gestion des fonds bolcheviques. L'accord stipulait que les mencheviks mettraient leur aile droite sur la touche et que les bolcheviks feraient de même avec leur aile gauche. Mais si les bolcheviks respectèrent l'accord, ce ne fut pas le cas des mencheviks et, au cours des polémiques qui ensuivirent, Trotsky prit le parti des mencheviks et évinça Kaménev. Les articles de Trotsky, destinés à des militants de Russie qui n'étaient guère au fait des détails de la querelle, reprochaient aux bolcheviks d'avoir fomenté une « conspiration de la clique émigré Kautsky commanda et publia plusieurs articles de Trotsky contre les bolcheviks, articles qui s'attirèrent de sévères ripostes, pas seulement de Lénine, mais aussi de Plekhanov et de Rosa Luxemburg. Lorsque, en 1912, le congrès bolchevique de Prague proclama qu'il représentait le Parti dans son ensemble, Trotsky organisa une contre-conférence l' « unité » à Vienne, en août de la même année.

Dans l'esprit de Trotsky, [la conférence] aurait dû déboucher sur l'unification générale, la réunification du Parti. En fait, le refus de cette réunification par les bolcheviks réduisit les participants à constituer un bloc contre les bolcheviks mêmes, le « bloc d'Août », Le

sociaux-démocrates polonais et Plekhanov s'abstinrent également de faire acte de présence ... En fait, le retour de Trotski dans l'arène factieuse s'avéra particulièrement malheureux. Indépendamment de ses intentions, et même de ses précautions, les positions qu'il adopta après la conférence de Prague et son rôle dans la constitution du bloc d'Août le firent apparaître, bien malgré lui, comme l'âme d'une coalition générale contre les bolcheviks et comme un partisan indirect des « liquidateurs », (Broué 1988.)

Toute explication dans la description par Broué du rôle de Trotski dans le bloc d'Août est erronée et trompeuse. Comme la chose apparaît clairement dans la dénonciation par Trotski des bolcheviks en tant que « clique d'émigrés », il était bien conscient que ce que Broué appelle avec délicatesse « une unification générale » constituait un matraquage polémique destiné à attaquer Lénine. Trotski n'est pas seulement apparu comme étant l'âme de la coalition antibolchevique, il fut en fait cette âme en ce sens qu'il était la force la plus à gauche, la plus respectée en dehors des bolcheviks. Les actions de Trotski n'ont pas été interprétées erronées « malgré lui », elles représentaient un exact reflet du rôle qu'il joua vis-à-vis des bolcheviks durant toute la période allant de 1903 à 1915 au moins.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale et la trahison des partis de la Deuxième Internationale, dont la plupart des dirigeants soutinrent leurs « propres » gouvernements respectifs dans cette sanglante guerre entre impérialistes, déplaça les terrains de discussion au sein du mouvement socialiste mondial, imposant des réalignements et des regroupements. Lénine et Trotski combattirent tous deux la guerre impérialiste et tous deux assistèrent à la réunion des socialistes opposés à la guerre qui se tint à Zimmerwald, en Suisse en septembre 1915. (Bauget 1990-91, pp. 33-34.)

Notons en passant que la dernière phrase est entachée soit de malhonnêteté soit de simple ignorance - mais apparemment. il s'agit de malhonnêteté - car toute personne, un tant soit peu au fait de cette question - sait que le mot d'ordre bolchevique préconisant de travailler à la défaite de son propre gouvernement au cours de la guerre impérialiste qui faisait rage à l'époque, fut violemment contré par Trotski et son slogan exigeant « Ni victoire, ni défaite ». En outre, nous avons fourni ci-dessus des citations de Lénine qui montrent que, durant cette période, Trotski était un kautskiste et qu'il avait combattu la gauche zimmerwaldienne dirigée par les bol ne. Mais ce n'est pas ce qui nous intéresse ici. La L.C.I poursuit:

Broué prétend qu'après Zimmerwald, malgré les « désaccords réels » entre Lénine et Trotski, «on rechercha raisonnablement un rapprochement progressif entre les deux hommes qui, en réalité, n'étaient en désaccord que [sic] sur la scission de 1903 qui, depuis longtemps, était révolue ». Broué passe sur le fait que Lénine n'a jamais renié la scission de 1903 - au contraire, s'appuyant sur cette scission, il en fit une généralité en la muant en position théorique à part entière à propos de la nécessité pour les cadres révolutionnaires d'organiser un parti d'avant-garde, séparé des tendances réformistes et centristes. En 1917, Trotski finit par se ranger du côté de Lénine, en ce qui concerne cette question.

Il y a quelque chose d'anachronique, et qui évoque les pires aspects des traditions politiques françaises, dans l'insistance avec laquelle Broué présente Trotski comme un simple « astre », un « penseur indépendant », trop occupé à être « un meneur d'hommes » et à donner des discours brillants avant et après la Révolution pour avoir été un « homme de parti » ou pour avoir eu le temps de « se familiariser avec les luttes factieuses qui se déroulaient dans les corridors ». Trotski était un factieux avant 1917 - et dans le mauvais camp. Mais son programme de conciliationnisme n'aurait jamais pu construire une sorte de faction dure, capable de gagner la direction du Parti, ni non plus un parti capable de s'emparer du pouvoir d'État. (Bauget 1990-91, p. 34.)

Bien dit, messieurs les trotskistes de la L.C.I.! Nous pensons que tout commentaire à ce propos serait superflu !

Toutefois, tout cela n'empêche pas les trotskistes de la L.C.I. d'affirmer, sans rougir le moins du monde, que Trotski, après la mort de Lénine, était le mieux placé « pour promouvoir l'authentique programme bolchevique contre les usurpateurs staliniens ». Logique très étrange, en effet, que celle qui prétend que Trotski, le liquidateur menchevique, qui passa deux décennies dans une lutte mortelle contre tous les aspects sans exception du léninisme, était mieux placé pour appliquer l' « authentique » programme bolchevique que quelqu'un comme Staline qui avait passé deux décennies et demie à soutenir fidèlement et appliquer réellement ce même programme bolchevique. Voici comment la L.C.I. présente la chose :

Dans son admiration pour Trotski en tant que menchevique de gauche, Broué ne considère jamais l'autorité potentielle que Trotski aurait acquise et gardée parmi des bolcheviks inébranlables s'il avait rallié le camp de Lénine en tant qu'homme fort du Parti en 1903 - une autorité qui lui aurait bien servi au cours de la période suivante lorsqu'il lutta pour promouvoir l'authentique programme bolchevique contre les usurpateurs staliniens. (Bauget 1990-91, p. 35.)

Si les cochons avaient des ailes, ils pourraient voler! La déclaration ci-dessus de la L.C.I. correspond, pour autant qu'elle corresponde à quelque chose, à une tautologie complètement vide de sens, car, si Trotski avait été un partisan convaincu du léninisme dans la période allant de 1903 à 1917, il aurait été bien placé pour appliquer l'authentique programme bolchevique après la mort de Lénine. Le problème, toutefois, c'est que, ni durant cette longue période ni durant la suivante, il n'a jamais été un partisan convaincu de Lénine. Le seul à avoir été *réellement* un léniniste convaincu, à savoir Joseph Staline, fut très correctement choisi par le Parti bolchevik pour le diriger dans son application de l'authentique programme bolchevique contre un usurpateur en devenir, c'est-à-dire Trotski.

Il y a de la méthode dans la folie de la L.C.I. Elle admet le menchevisme de Trotski avant 1917 afin de présenter aux lecteurs crédules une version aseptisée de Trotski

qui. prétend-elle a soudain découvert la lumière et, après 1917, est devenu un bolchevik bien meilleur que tout autre.

Le fait est. écrit la L.C.I., que Broué (...) est *d'accord* avec le conciliationnisme de Trotski avant 1917 et préfère de loin le Trotski antiléningiste au Trotski bolchevique.

Au contraire de Broué, la L.C.I., dans une vaine tentative de faire gagner au trotskisme quelque crédibilité, préférerait admettre sagement le menchevisme et l'antiléningisme de Trotski avant 1917 afin d'être à même, avec d'autant plus de zèle, de coler le badge de léningiste convaincu au revers de Trotski. Toutefois, l'astuce ne prendra pas, car, hormis la brève période d'octobre où il remisa au placard son artillerie antiléningiste, Trotski continua à pratiquer son antiléningisme, son antibolchevisme avec un zèle digne des meilleures causes. Ce n'est pas seulement que Broué, comme le prétend à juste titre la L.C.I., « place subtilement Lénine dans le collimateur » afin de gagner l'appréciation de « l'intelligentsia soviétique antiléningiste » (ces mots ont été écrits durant l'hiver 1990-1991), mais il y a également le fait que les trotskistes de la L.C.I., conjointement à tous les autres trotskistes, tentent de substituer le trotskisme en lieu et place du léningisme, même s'ils dénoncent le trotskisme d'avant 1917. Aucun subterfuge, aucune ficelle, aucun tour de passe-passe, aucune tromperie ne peuvent dissimuler cette vérité - pas même le fait de faire semblant de louer le léningisme.

3. La méfiance vis-à-vis de la direction bolchevique

Trotski prône la méfiance à l'égard des dirigeants du bolchevisme, il les discrédite et les diffame. Comme Staline le faisait correctement remarquer:

Je ne connais aucun courant dans le Parti qui puisse se comparer au trotskisme en matière de discrédit jeté sur les chefs du léningisme ou des institutions centrales du Parti. (Staline 19-11-1924. III. Troisièmement.. ..)

Dans la lettre déjà citée, adressée par Trotski à Tchkhéidzé, Trotski présente Lénine sous les traits d'un « exploiteur professionnel de la routine du mouvement ouvrier russe ».

Si Trotski était capable d'exprimer des opinions aussi grossières sur le léningisme, peut-on être surpris si, après la mort de Lénine, il a pu répandre des insultes encore plus viles sur le disciple le plus fidèle de Lénine, Staline?

Comment Trotski a-t-il fini par se retrouver dans les rangs bolcheviques?

Comment se fait-il que Trotski, avec un palmarès aussi irréprochablement antibolchevique et antiléningiste, a fini par se retrouver dans les rangs bolcheviques - à l'époque de la révolution

d'Octobre? Lors d'un discours, prononcé le 19 novembre 1924, Staline avait soulevé la question et y répondait de la façon suivante:

Mais comment Trotski, qui assumait un fardeau aussi désagréable, a-t-il pu malgré tout se trouver dans les rangs des bolcheviks à l'époque du mouvement d'Octobre ?) Cela s'est produit parce que Trotski à l'époque s'est débarrassé de ce fardeau (il s'en était effectivement débarrassé) et l'avait caché dans une armoire. Sans cette « opération », toute collaboration sérieuse avec Trotski aurait été impossible. La théorie du Bloc d'Août, c'est-à-dire la théorie de l'unité avec les mencheviks avait été écrasée et jetée par-dessus bord par la révolution, car de quelle unité pouvait-il être question alors que la lutte armée entre bolcheviks et mencheviks faisait rage? Il ne restait à Trotski qu'à admettre le fait que cette théorie était inadéquate.

La théorie de la révolution permanente « a connu » la même mésaventure, car personne parmi les bolcheviks n'avait pensé à la prise immédiate du pouvoir au lendemain de la révolution de février, aussi Trotski ne pouvait-il ignorer que les bolcheviks ne lui permettraient pas, si l'on reprend les termes de Lénine, de « jouer à la prise du pouvoir ». Il ne restait à Trotski qu'à accepter la politique des bolcheviks sur la lutte à mener pour rallier à soi la paysannerie afin d'acquérir de l'influence dans les Soviets. Quant au troisième trait distinctif du trotskisme (la défiance à l'encontre des chefs bolcheviques), elle devait naturellement être reléguée au dernier plan, en raison de l'échec manifeste des deux premiers traits.

Trotski pouvait-il, dans un tel état de choses, ne pas cacher son fardeau dans l'armoire et ne pas suivre les bolcheviks, lui qui n'avait pas derrière lui un groupe quelque peu sérieux et qui était venu aux bolcheviks comme un politicien isolé, abandonne par son armée. Assurément non!

Mais quelle est la leçon à tirer de cela? Une seule: une longue collaboration des léninistes avec Trotski n'est possible que si ce dernier abandonne totalement son vieux fardeau et se rallie totalement au léninisme. Trotski écrit sur les enseignements d'Octobre, mais il oublie qu'à part tous les autres, il est un enseignement d'Octobre, dont je viens de parler, et qui revêt une importance primordiale pour le trotskisme. Le trotskisme devrait faire aussi son profit de cet enseignement d'Octobre. (Staline 19-11-1924, III.)

Le trotskisme, toutefois, n'a pas retenu cette leçon et son vieil attirail de méchancetés, rangé au placard durant la période du mouvement d'Octobre, a été une fois de plus ressorti au grand jour, spécialement après la mort de Lénine, à travers les déclarations littéraires trotskistes visant à saper le principe du parti bolchevik, rabaissant et discréditant Lénine (quoique sous le couvert de vouloir le louer et l'exalter) et affirmant le caractère correct de la théorie très discréditée de la révolution permanente qui

fut mise en pièces par l'expérience des trois révolutions russes - celle de 1905 et celles de février et octobre 1917.

En arrivant à Petrograd en 1917, Trotski s'affilia aux mejraïontsy (interarrondissements), un groupe qui hésitait entre les bolcheviks et les mencheviks. En août 1917 déclarant qu'ils ne différaient en rien des bolcheviks, les mejraïontsy rallièrent le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (les bolcheviks). Trotski rejoignit les bolcheviks en leur compagnie. En ralliant le Parti bolchevik, un nombre important de mejraïontsy rompirent avec l'opportunisme. Mais, comme les événements qui allaient suivre le révélèrent, pour Trotski et certains de ses disciples, le fait de rallier les bolcheviks n'était qu'une ruse. Ils continuèrent à proposer leurs points de vue nocifs et réactionnaires, à se moquer de la discipline et à saper l'unité organisationnelle et idéologique du Parti.

Comme le trotskisme, loin d'abandonner son vieil attirail malfaisant, le dévoilait au contraire au grand jour, il était voué, en raison de tout son contenu, à devenir le centre et le point de ralliement non seulement des éléments non prolétariens de l'U.R.S.S. qui tendaient alors (dans les années 20 et 30) à vouloir désintégrer la dictature du prolétariat, mais également de la bourgeoisie impérialiste qui cherchait par mille moyens de renverser le régime prolétarien qui avait été mis en place par la puissante révolution d'Octobre. À chaque étape cruciale du développement de la révolution russe et de l'existence de la dictature du prolétariat en U.R.S.S., le trotskisme continua à garder son discours antibolchevique et antiléniniste réactionnaire sur le plan de la théorie aussi bien que sur celui de l'organisation, l'enveloppant d'épaisses couches de rhétorique «révolutionnaire».

Brest- Litovsk

En 1918, la jeune République soviétique, privée de toute armée dotée de la volonté et de la capacité de combattre, se battait pour sa propre survie en signant le traité de paix de Brest-Litovsk avec l'impérialisme allemand, gagnant ainsi un répit bien nécessaire pour sa population épuisée. À un moment très important de ces négociations, Trotski, en tant que chef de la délégation soviétique dans les pourparlers de paix, violant les consignes du Comité central du Parti et du gouvernement soviétique, prononça le retrait unilatéral de la république soviétique de la guerre, la démobilisation de l'armée russe et il quitta ensuite Brest-Litovsk sur le fallacieux prétexte que « nous ne pourrions être sauvés, au sens propre du terme, que par une révolution européenne ». (Septième congrès extraordinaire du P.C.(b)R.)

Ceci fournit au commandement allemand le prétexte dont il avait besoin pour mettre un terme à l'armistice, passer à l'offensive et obliger le gouvernement soviétique à signer « une paix beaucoup plus humiliante, par la faute de ceux qui n'avaient pas voulu l'accepter. » (Lénine 7-3-1918, p. 99.)

À propos de l'incapacité de la révolution européenne d'arriver à maturité, laissant ainsi la révolution bolchevique résoudre ses problèmes toute seule et forçant les bolcheviks à affronter la réalité telle qu'elle était et non telle qu'ils auraient souhaité qu'elle fût, Lénine apostropha Trotski et ses semblables au sein du Parti dans des termes que voici:

Si l'on ne sait pas s'adapter, si l'on n'est pas disposé à ramper sur le ventre, dans la boue, on n'est pas un révolutionnaire, mais un bavard. Et si je propose de marcher ainsi, ce n'est point parce que cela me plaît, mais parce qu'il n'est pas d'autre voie. Parce que l'histoire ne nous offre pas l'agrément de faire mûrir la révolution simultanément en tous lieux (*ibid.*, p. 98).

Ainsi, la jeune République soviétique paya à un prix très lourd l'aventurisme et le défaitisme bavard de Trotski, caractéristiques principales de son infecte théorie de la révolution permanente, selon laquelle rien de bon ne peut advenir de quelque révolution si elle ne s'accompagne pas d'une révolution mondiale.

Le débat sur les syndicats

Avec la conclusion victorieuse de la guerre civile de 1918-1920, la République soviétique, guidée par Lénine, passa du communisme de guerre à la Nouvelle Politique Économique (NEP) et s'engagea dans un programme de renouveau et de rajeunissement économique - un programme de restauration de l'industrie via une reprise de l'agriculture, et l'implication des ouvriers et des syndicats dans l'active construction du socialisme via une organisation planifiée et la persuasion (et non la coercition). C'est alors que Trotski et ses partisans imposèrent au Parti un débat sur la question des syndicats (c'était le détourner du travail de construction économique et du combat contre la famine et la dislocation économique, ce qui constituait un luxe que le Parti pouvait difficilement se permettre à l'époque). Trotski, le patriarche des bureaucrates, comme Staline l'avait surnommé à juste titre, insistait sur le fait qu'il fallait «resserrer les boulons» et «secouer» les syndicats, transformer ceux-ci en agences de l'État et remplacer la persuasion par la coercition.

Le débat du Parti sur les syndicats se solda par une totale déroute pour Trotski et ses partisans. Lorsque le Comité central du Parti rejeta la proposition de Trotski, digne d'un sergent prussien, Trotski sortit et réunit un groupe de ses partisans dans le but de combattre le Comité central. Lénine fut si effrayé par le factionnisme de Trotski et par son mépris de la discipline de parti qu'il fit en sorte que le 10^e congrès du Parti (en mars 1921) passe une résolution interdisant la formation de factions et dissolvant dorénavant les factions existantes. Il fut en outre décidé que « la non-exécution de cette décision du congrès doit entraîner sans faute l'exclusion immédiate du parti ». (Lénine 16-3-1921, p. 255.)

Le retour de Trotski à un factionnisme à part entière

Cette résolution allait susciter l'amer ressentiment et l'opposition de Trotski, car chaque fois qu'il ne pouvait imposer ses propres idées dans quelque question que ce soit, il se hâtait de former une faction trotskiste au sein du parti, même si elle risquait de provoquer une rupture.

Au cours de l'année 1921, la santé de Lénine commença à décliner. L'artériosclérose cérébrale paralysait déjà sa circulation sanguine et prélevait son tribut, ce qui entraînait une fatigue constante chez cet homme d'une énergie et d'un allant inépuisables. Il passa le plus clair de l'été à se reposer dans le village de Gorki, non loin de Moscou. Le 11^e congrès du Parti, réuni fin mars 1922, instaura le nouveau poste de Secrétaire général, qui revint à Staline au lendemain de la fin du congrès (c'est-à-dire le 3 avril 1922) à l'initiative et sous le patronage de Lénine. Le 26 mai 1922, alors qu'il se reposait à Gorki, Lénine subit une attaque sévère qui provoqua une hémiparésie droite et partielle de son corps et le priva de la parole. Il se remit remarquablement vite de cette attaque et regagna son bureau début octobre 1922. Après deux autres attaques mineures, les 13 et 16 décembre 1922, il subit une attaque générale, le 10 mars 1923, dont il ne se remit jamais et à l'issue de laquelle il ne participa plus du tout à la politique.

Suite à la dernière attaque de Lénine, Trotski, qui avait la direction en vue, intensifia ses activités factieuses et ses basses attaques calomnieuses contre la direction du Parti, ses institutions centrales et sa politique. Le 8 octobre 1923, il adressa au Comité central une lettre dans laquelle il affirmait que le pays, dirigé par les instances supérieures du Parti, courait inexorablement à la catastrophe et que, pour empêcher cela, il exigeait une plus grande démocratie au sein du Parti. Débarrassé du verbiage trotskiste, cela signifiait le droit de constituer des groupes factieux. Un groupe de 46 partisans de Trotski sortit également un manifeste - connu sous le nom de Déclaration des 46 - réclamant la même chose. La lettre de Trotski et la Déclaration des 46 furent débattues et condamnées en octobre 1923, lors d'une assemblée plénière réunissant le CC et le CCC, avec des représentants de dix des plus importantes organisations du Parti.

Trotski fit suivre sa lettre d'une brochure intitulée *Cours nouveau*, dans lequel, outre l'exigence de plus de démocratie dans le Parti, il accusait les anciens bolcheviks - la direction du Parti - de dégénérescence. Il proposait plus particulièrement, en lieu et place des vieux bolcheviks, des étudiants, déclarant que ceux-ci étaient le baromètre du Parti.

En parlant de la dégénérescence de la « vieille garde », Trotski avait utilisé l'expression « nous, les vieux bolcheviks », ce qui suscita de la part de Staline la remarque suivante, toute empreinte de sarcasme mordant:

Je dois, en premier, lieu lever une équivoque possible. À l'évidence (...), Trotski, ainsi qu'il ressort de sa lettre, se range dans la vieille garde bolchevik, et il se déclare ainsi prêt à prendre sa part des reproches qui peuvent éventuellement être adressés à la vieille garde si, en effet, elle s'engage dans la voie de la dégénérescence. Il faut reconnaître que cet empressement à se sacrifier est sans nul doute un trait noble. Mais je dois défendre Trotski contre lui-même, car, pour des raisons bien compréhensibles, il ne peut, ni ne doit, assumer la responsabilité d'une éventuelle dégénérescence des cadres principaux de la vieille garde bolchevik (...). (Staline 15-12-1923, p. 314.)

Avec plus qu'une simple allusion sous-jacente au long passé menchevique de Trotski, Staline, tout en admettant la *possibilité* d'une dégénération en garde bolchevique, poursuit:

Et pourtant il existe au sein de notre parti des éléments d'où peut effectivement provenir le danger d'une dégénérescence atteignant certains secteurs de notre parti. Je veux parler de cette portion de mencheviks qui est entrée à contrecœur dans notre parti et qui ne s'est pas encore débarrassée de ses vieilles habitudes opportunistes. (Staline 15-1923, p. 314)

La 13^e Conférence du PC.(b)R., qui se tint du 16 au 18 janvier 1924. condamna sévèrement le factionnisme de Trotski et de ses partisans, déclarant que «l'actuelle opposition n'est pas seulement une tentative de réviser le bolchevisme, pas seulement un abandon flagrant du léninisme, mais, ouvertement, une *déviaton petite bourgeoise*. Aucun doute n'est permis sur le fait que cette opposition reflète la pression de la petite bourgeoisie sur la position du parti prolétarien et de sa politique. » (Révolution «Sur le bilan de la discussion et sur la déviaton petite-bourgeoise au - in du Parti» - *Le P.C. U.S. au travers de ses résolutions, etc.*, vol. 2.)

La mort de Lénine et les tentatives de Trotski de substituer le trotskisme au léninisme

Lénine, à l'issue d'une dernière attaque survenue au matin du 21 janvier 1924, mourut le soir même. Bien que nouveau venu dans le Parti, Trotski s'était convaincu de ce qu'il était le mieux placé pour revendiquer la succession de Lénine, face à d'anciens bolcheviks confirmés et dignes de confiance comme Staline. Ainsi donc, en octobre 1924, Trotski publia une introduction à son recueil d'œuvres, introduction intitulée *Les leçons d'Octobre* (Trotski 9-1924), qui se proposait de traiter des raisons de la victoire bolchevique dans la révolution d'Octobre. Après y avoir adjoint les habituelles références générales quant à la nécessité d'un parti révolutionnaire si l'on veut mener à bien une révolution, Trotski poursuivait en minimisant le rôle du Parti bolchevik, tout en exaltant son propre rôle dans la révolution et en faisant remarquer que Lénine avait brusquement modifié son ancienne position pour adopter celle de

Trotsky, un fait auquel- et auquel uniquement - il attribuait le succès de la révolution d'Octobre. Il ressortait également du placard sa théorie très discréditée de la « révolution permanente », prétendant que des chocs hostiles entre l'avant -garde prolétarienne et les grandes masses paysannes étaient inévitables. On a l'impression, à lire ses *Les leçons d'Octobre*, que c'est Trotsky en personne qui a organisé la victoire d'Octobre.

En d'autres termes, l'homme qui avait combattu le bolchevisme et le léninisme durant quatorze longues années, qui avait été aux côtés des mencheviks et des liquidateurs pour s'opposer à la construction, par les bolcheviks de Lénine, du parti révolutionnaire prolétarien capable de diriger le prolétariat et les grandes masses dans la prise du pouvoir politique, qui avait passé sa vie à s'opposer à la théorie léniniste de la révolution prolétarienne avec son « absurde théorie gauchiste de la révolution permanente » (Lénine 5-1914a, p. 364), qui s'était opposé au mot d'ordre bolchevique prônant la défaite de son propre gouvernement au cours de la guerre impérialiste (Première Guerre mondiale) et avait voulu le remplacer par son slogan chauvin réclamant « Ni victoire, ni défaite », apparut brusquement et providentiellement sur la scène à Saint-Pétersbourg afin de sauver la révolution du ramassis effrayé et inutile qui constituait le Comité central du Parti bolchevik dont la majorité, selon on conte de fées digne des *Mille et Une Nuits*, était hostile à l'insurrection d'Octobre!

Rien n'est plus éloigné de la vérité. Le rôle particulier de Trotsky dans Octobre tire son origine chez John Reed, l'auteur des *Dix jours qui ébranlèrent le monde* (Reed 1958), et qui, éloigné qu'il était du Parti bolchevik, n'était pas au courant de la réunion secrète de son Comité central le 23 octobre 1917 et tomba par conséquent dans le panneau du bobard répandu par des gens comme Soukhanov. Plus tard, ses élucubrations sur le rôle spécial de Trotsky en octobre circulèrent à la ronde et furent répétées dans plusieurs brochures rédigées par des trotskistes, y compris la brochure de Syrkin sur Octobre. Après la mort de Lénine, Trotsky renforça ces rumeurs dans ses prises de position littéraires.

Comme on assistait à une tentative systématique des trotskistes de réécrire l'histoire d'Octobre et d'éduquer la jeunesse soviétique avec de telles légendes, Staline, dans un discours prononcé lors du Plénum du Groupe communiste du C.G.C.S. (Conseil Général Central des Syndicats)³, réfuta ces contes dignes des *Mille et Une Nuits* de la façon dévastatrice qui le caractérisait, en faisant référence aux faits réels. Citant les minutes de la réunion du Comité central du Parti bolchevik le 23 octobre 1917, il prouva que la résolution concernant l'insurrection avait été adoptée par une majorité de dix contre deux: que la même réunion avait désigné un centre *politique*, appelé le Bureau politique, afin de diriger l'insurrection et que les membres de ce centre étaient Lénine, Zinoviev, Staline, Kaménev, Trotsky, Sokolnikov et Bubnov. Par conséquent, le centre comprenait même Zinoviev et Kaménev qui furent les deux

seuls à voter contre la résolution concernant l'insurrection. Ce fut possible en dépit des désaccords politiques entre eux parce qu'il y avait, à l'époque, une unité de vues entre les deux (Zinoviev et Kaménev) et le reste du Comité central sur des questions aussi fondamentales que « la question du caractère de la révolution russe, des forces directrices de la révolution, du rôle de la paysannerie, des bases de la direction du Parti, etc. » (Staline 19-11-1924.) Par conséquent, la décision de l'insurrection fut prise par le Comité central et le Comité central seul. D'où l'on peut déduire que la direction politique de l'insurrection se trouvait bien fermement aux mains du Comité central.

Quant à la légende affirmant que Trotski joua un rôle « spécial » en ce sens qu'il « inspira » l'insurrection d'octobre et qu'il en fut le « seul dirigeant », cette légende fut répandue par Lentsner, et Staline la traita comme suit:

Les trotskistes répandent avec insistance des rumeurs selon lesquelles Trotski fut l'inspireur et le seul dirigeant de l'insurrection d'Octobre. Ces rumeurs sont répandues avec une vigueur particulière par le prétendu rédacteur des *Œuvres* de Trotski, Lentsner. Trotski lui-même, en évitant systématiquement de parler du Parti, du Comité central et du comité du Parti pour Petrograd, en passant sous silence le rôle dirigeant de ces organisations dans la question de l'insurrection et en s'efforçant de toutes les manières d'apparaître comme la figure centrale de l'insurrection d'Octobre, contribue, volontairement ou non, à la propagation de ces rumeurs sur son rôle particulier dans l'insurrection. Je n'ai nullement l'intention de nier le rôle indubitablement important de Trotski dans l'insurrection. Mais je suis contraint de dire que Trotski n'a joué ni ne pouvait jouer aucun rôle particulier dans l'insurrection d'Octobre, car étant président du Soviet de Petrograd, il a seulement exécuté la volonté des instances correspondantes du Parti, lesquelles ont dirigé Trotski à chacun de ses pas. Tout cela peut paraître surprenant à des gens mesquins comme Soukhanov, mais les faits, les faits véritables, confirment pleinement et entièrement mes dires. (Staline 19-11-1924, I.)

Staline passe ensuite à l'examen des minutes de la réunion suivante du Comité central, tenue le 29 octobre 1917. Hormis les membres du Comité central, étaient également présents, à cette réunion, des représentants du Comité de Petrograd ainsi que des représentants d'organisations militaires, de comités d'usines, de syndicats et de cheminots. Lors de cette réunion, la résolution de Lénine concernant l'insurrection fut adoptée par une majorité de vingt contre deux, avec trois abstentions. Cette réunion vit également la désignation d'un centre *pratique* en vue de la direction organisationnelle de l'insurrection. À ce centre pratique furent désignées les cinq personnes suivantes: Sverdlov, Staline, Dzerjinski, Bubnov et Ouritski. Laissons la parole à Staline:

Les fonctions du centre pratique consistent à diriger tous les organes pratiques de l'insurrection conformément aux directives du Comité central. Ainsi, comme vous le

voyez, quelque chose de « terrible » se produisit à cette réunion du Comité central, à savoir que, «étrangement», l' « inspirateur », la « figure principale », le « seul dirigeant » de l'insurrection, Trotski, ne fut pas élu au sein du centre pratique qui était appelé à diriger l'insurrection. Comment cela peut-il se concilier avec l'opinion courante sur le rôle particulier de Trotski? Tout ceci n'est-il pas quelque peu « étrange », comme diraient Soukhanov, ou les trotskistes? Et pourtant, à vrai dire, il n'y a là rien d'étrange, car, ni dans le Parti, ni dans l'insurrection d'Octobre, Trotski n'a joué aucun rôle *particulier* et ne pouvait le jouer, étant, dans la période d'Octobre, un homme relativement nouveau dans notre parti. Comme tous les ouvriers responsables, il exécutait simplement la volonté du Comité central et de ses organes. Quiconque connaît les mécanismes de la direction du Parti bolchevik n'aura pas de difficultés à comprendre qu'il ne pouvait en être autrement: il aurait suffi que Trotski allât contre la volonté du Comité central pour être dépouillé de toute influence dans le cours des événements. Ces palabres sur le rôle particulier de Trotski ne sont qu'une légende répandue par les commères complaisantes « du Parti »⁴ -

Cela, naturellement, ne veut pas dire que l'insurrection d'Octobre n'ait pas eu d'inspirateur. Elle a eu son inspirateur et son dirigeant, mais celui-ci fut Lénine, et nul autre que Lénine, le même Lénine dont le Comité central adopta les résolutions quand il décida de la question de l'insurrection, précisément ce Lénine que, en dépit de ce que dit Trotski, la clandestinité n'empêcha pas d'être le véritable inspirateur de l'insurrection. Il est stupide et ridicule de tenter maintenant, par des bavardages sur la clandestinité de Lénine, de ternir le fait indubitable que l'inspirateur de l'insurrection fut le dirigeant du Parti, V. I. Lénine.

Tels ont les faits. (Staline 19-11-1924,1.)

Staline poursuit:

Admettons-le, nous dit-on, mais l'on ne peut nier que Trotski a bien combattu dans la période d'Octobre. Oui, c'est vrai, Trotski a effectivement bien lutté en Octobre, mais Trotski n'a pas été le seul à bien se battre durant la période d'Octobre. D'autres gens aussi, comme les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui étaient alors aux côtés des bolcheviks, ont bien combattu. En général, je dois dire que dans la période de l'insurrection triomphante, quand l'ennemi est isolé et que l'insurrection est dans sa phase ascendante, il n'est pas difficile de bien se battre. En ces moments, même des éléments arriérés deviennent des héros.

Mais la lutte du prolétariat n'est pas une avance ininterrompue, une chaîne continue de victoires. La lutte du prolétariat a aussi ses épreuves et ses revers. Le véritable révolutionnaire n'est pas celui qui fait preuve de courage dans la période de l'insurrection triomphante, mais celui qui, tout en combattant bien durant j'avance victorieuse de la révolution, fait preuve de tout autant de courage quand la révolution bat en retraite, quand le

prolétariat connaît la défaite, celui qui ne perd pas la tête et ne flanche pas quand la révolution subit des revers, quand l'ennemi remporte des victoires; qui n'est pas pris de panique ni ne perd espoir quand la révolution est en recul. Les socialistes-révolutionnaires de gauche ne se sont pas mal battus dans la période d'Octobre et ils ont soutenu les bolcheviks. Mais qui ne sait que ces «vaillants» combattants furent pris de panique dans la période de Brest, quand l'avance de l'impérialisme allemand les plongea dans le désespoir et l'hystérie. Il est triste mais indubitable que Trotski, qui se battit bien durant la période d'Octobre, manqua dans la période de Brest, dans la période où la révolution subit des revers temporaires, du courage nécessaire pour tenir ferme en ces moments difficiles et ne pas suivre les traces des socialistes-révolutionnaires de gauche. Sans aucun doute ce furent là des moments difficiles; il fallait faire preuve d'un courage exceptionnel et d'un sang-froid à toute épreuve pour ne pas perdre le nord, pour battre en retraite au moment opportun, pour accepter la paix en temps voulu, pour soustraire l'armée prolétarienne aux coups de l'impérialisme allemand, pour préserver les réserves paysannes et, après s'être ménagé ainsi un répit, frapper l'ennemi avec des forces renouvelées. Malheureusement Trotski, à ce moment difficile, manqua de ce courage et de cette fermeté révolutionnaires.

Selon Trotski, la principale leçon de la révolution prolétarienne est de «ne pas flancher» durant Octobre. Cela n'est pas vrai, car la formule de Trotski contient seulement une parcelle de la vérité sur les leçons de la révolution. Toute la vérité sur les leçons de la révolution prolétarienne est de « ne pas flancher » non seulement lorsque la révolution avance, mais non plus quand elle bat en retraite, quand l'ennemi a le dessus et que la révolution connaît des revers. La révolution ne prend pas fin avec Octobre. Octobre est seulement le début de la révolution prolétarienne. Il n'est pas bien de flancher quand la révolution est ascendante; mais il est pire de flancher au cours des épreuves ardues que connaît la révolution, après la prise du pouvoir. Conserver le pouvoir au lendemain de la révolution n'est pas moins important que de s'en emparer. (Staline 19-11-1924, I).

Staline posait la question: « pourquoi Trotski avait-il besoin de toutes ces légendes sur octobre et sur la préparation d'octobre, sur Lénine et le parti de Lénine? À quoi servent ces nouveaux écrits de Trotski contre le Parti? (...) » (*ibid.*)

En guise de réponse, Staline poursuit:

Trotski affirme que tout cela est utile pour l' «étude» d'Octobre. Mais n'est-il pas possible d'étudier Octobre sans se ruer une nouvelle fois contre le Parti et son dirigeant Lénine? Qu'est-ce cette «histoire» d'Octobre, qui commence et finit par le discrédit jeté sur le dirigeant principal de l'insurrection d'Octobre, par le discrédit jeté sur le Parti, qui organisa et exécuta toute cette insurrection? Non, il ne s'agit pas ici de l'étude d'Octobre. Ce n'est pas *ainsi* que l'on étudie Octobre, Ce n'est pas *ainsi* que l'on écrit l'Histoire d'Octobre. Apparemment, il y a ici un autre « dessein ». Et ce « dessein », selon toutes les données, consiste en ce que Trotski dans ces écrits fait une nouvelle

(encore une!) tentative pour préparer les conditions à la substitution du trotskisme au léninisme. Trotski a besoin « à tout prix » de discréditer le Parti et ses cadres qui ont fait l'insurrection afin de passer ensuite, de ce discrédit jeté sur le Parti, au discrédit du léninisme. Et ce lui est nécessaire de discréditer le léninisme pour introduire en fraude le trotskisme comme la « seule » idéologie « prolétarienne » (ne riez pas !). Et tout cela se fait, naturellement (oh, naturellement !), sous le drapeau du léninisme, afin que cette opération de contrebande soit exécutée « le moins douloureusement ».

Voilà quelle est l'essence des derniers écrits de Trotski. (Staline 19-11-1924, III.)

Le trotskisme - un point de ralliement pour la contre-révolution

Staline poursuit en concluant que le danger était « (...) dans le fait que le trotskisme, de par tout son contenu, a toutes les chances de devenir le centre de ralliement des éléments non prolétariens qui s'efforcent d'affaiblir et de détruire la dictature du prolétariat », en foi de quoi « la tâche du Parti est *d'enterrer le trotskisme comme courant idéologique* ». (Staline 19-11-1924, III.)

Des années plus tard, Trotski en personne fut obligé d'admettre que « dans le sillage de cette avant-garde (c'est-à-dire l'opposition trotskiste) traînait là le fin fond de toutes sortes de carriéristes insatisfaits, inaptés et même dépités », ajoutant, toutefois, que l'opposition s'était arrangée pour se libérer de « ses compagnons de route accidentels et indésirables ». Au contraire, comme le montrera le contenu des pages qui suivent, ce sont précisément les éléments non prolétariens, avec leur hostilité irrécyclable à l'égard de la dictature du prolétariat, leur désir de désintégration de la dictature du prolétariat, qui soutenaient l'opposition trotskiste en U.R.S.S. et qui continuèrent à le soutenir, lui, à l'étranger, après son expulsion de l'Union soviétique. C'est précisément le même type de personnes qui, depuis lors, a rallié le trotskisme, poussé par une haine viscérale du marxisme-léninisme et de la dictature du prolétariat.

Même le trotskiste Deutscher est forcé de l'admettre :

En dehors du Parti, les déceptions révolutionnaires, sans forme définie, se mêlaient à des tendances nettement contre-révolutionnaires.

Le groupe au pouvoir ayant choisi Trotski pour cible, cela lui attirait automatiquement la sympathie frelatée de beaucoup d'entre ceux qui l'avaient haï jusque-là. Lorsqu'il paraissait dans les rues de Moscou (au printemps 1924), il était tout de suite applaudi par des foules où des communistes idéalistes côtoyaient des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et la nouvelle *bourgeoisie* de la NEP, par tous ceux qui, en fait, pour des raisons diverses, souhaitaient un changement. (C'est-à-dire la désintégration de la dictature du prolétariat grâce à l'affaiblissement et à la désintégration du Parti bolchevik - H. B.) (Deutscher 1973, p. 287.) Lors de sa réunion plénière tenue du 17 au 20 janvier 1925, le Comité central du P.C.(b)R. définit le trotskisme comme une « variété du menchevisme » et les incessantes

attaques de Trotski contre le bolchevisme comme une tentative de « substituer le trotskisme au léninisme ». Cette réunion résolut de démettre Trotski de ses fonctions de président du Conseil militaire révolutionnaire de l'U.R.S.S. et il fut « averti, dans les termes les plus catégoriques, que l'affiliation au Parti bolchevik requiert une subordination réelle, et non verbale, à la discipline du Parti et une renonciation totale et inconditionnelle à toute attaque contre les idéaux du léninisme. »

Émergence de la Nouvelle Opposition

Après que la réunion ci-dessus se fût prononcée contre Trotski et qu'elle l'eût prévenu de ce que son activité scissionniste et sa propagande antiléniniste étaient incompatibles avec l'affiliation au Parti, Trotski battit quelques temps en retraite, guettant sa chance. Celle-ci vint lorsque Zinoviev et Kaménev, deux vieux bolcheviks, effrayés par les difficultés et en proie au défaitisme, passèrent dans l'opposition après que la Quatorzième conférence du Parti (avril 1925) eût affirmé la possibilité de construire le socialisme en U.R.S.S. Défaitistes et sceptiques invétérés, Zinoviev et Kaménev rejetaient la possibilité de construire le socialisme en Union soviétique et, de la sorte, trouvaient un terrain d'entente avec le pessimisme, le scepticisme et le défaitisme personnifiés, à savoir Trotski, l'auteur de la théorie de la « révolution permanente » l'incarnation même de l'absence totale d'espoir.

La Nouvelle Opposition (comme on l'appela), conduite par Zinoviev et Kaménev, lança des attaques perfides contre la ligne léniniste du Parti (à propos de la possibilité de construire le socialisme) lors du 14^e congrès du Parti, qui s'ouvrit en décembre 1925. Après avoir encaissé une cinglante défaite lors de ce congrès, la Nouvelle Opposition, dirigée par Zinoviev et Kaménev (qui, très peu de temps auparavant encore, avaient tenté d'écarter Trotski de la direction du Parti et que Trotski à son tour, avait tenté d'éliminer de celle-ci), adopta ouvertement le trotskisme. On assiste donc à l'émergence d'un bloc d'opposition au Parti, vers lequel convergèrent les restes des dix vers groupes d'opposition précédemment expulsés du Parti – tout étant motivés par leur haine et leur hostilité vis-à-vis de la politique du Pmi voulant renforcer la dictature du prolétariat et construire le socialisme en U.R.S.S.

Les dirigeants de cette opposition, Trotski, Zinoviev et Kaménev, « s' accordant mutuellement leur pardon », comme le dit Staline, et usant de l'occasion et du prétexte de l'effondrement de la grève générale britannique (à propos de laquelle ils blâmèrent les instances supérieures du Parti bolchevik pour avoir prétendument été incapables de donner une direction et une ligne de conduite aux travailleurs britanniques), présentèrent leur plate-forme, rédigée par Trotski, laquelle plate-forme fut présentée, partiellement, au Plénum du Comité central du 6 au 9 avril 1926 et, complètement, à la réunion qui se tint du 14 au 23 juillet 1926. En rupture flagrante avec la discipline du Parti, l'opposition organisa des manifestations dans les usines, exigeant une discussion complète de leur plate-forme. Les travailleurs communistes dénoncèrent avec véhémence les dirigeants de l'opposition et leur firent quitter ces

réunions. Confrontés à cette humiliante défaite, les dirigeants de l'opposition battirent en retraite et envoyèrent une déclaration, le 16 octobre 1926, dans laquelle ils confessaient leurs erreurs et promettaient de renoncer à l'avenir à leurs activités factieuses contre le Parti. Comme l'explique Ian Grey:

Consternés par leur propre témérité et leur propre imprudence, les six dirigeants Trotski, Zinoviev, Kaménev, Piatakov, Sokolnikov et Evdokimov - admirent leur faute dans une déclaration publique et jurèrent de ne plus poursuivre d'activités factieuses à l'avenir. Ils dénoncèrent également leurs propres partisans de gauche du Comintern et du groupe d'Opposition ouvrière. (Grey 1979, pp. 213-214.)

Formation d'un parti illégal

La déclaration d'opposition d'octobre 1926 s'avéra dénuée de la moindre sincérité et totalement hypocrite. En fait, l'opposition avait constitué son propre parti illégal, comportant un système distinct d'affiliation, de comités de district, ainsi qu'un centre. Le parti illégal, nanti d'une imprimerie illégale et secrète, tenait des réunions discrètes lors desquelles on discutait la plate-forme factieuse de l'opposition ainsi que les tactiques à adopter contre le Parti bolchevik. Tout ceci se faisait en violation des décisions du 10^e congrès du Parti qui avait interdit la formation et le maintien de factions séparées au sein du Parti.

En octobre 1926, le Plénum du Comité central, siégeant conjointement avec la Commission centrale de Contrôle, adressa un avertissement sévère aux dirigeants de l'opposition, écartant Trotski du Politburo et déboutant Kaménev de sa demande d'affiliation au sein de ce corps. Zinoviev, de son côté, fut écarté du Comintern.

La 15^e Conférence du Parti pour l'ensemble de l'Union (octobre-novembre 1926) catalogua l'opposition Trotski-Zinoviev de déviation menchevique au sein du Parti et mit en garde que poursuivre dans la voie du menchevisme déboucherait sur l'expulsion de celle-ci hors du Parti.

Au début 1927, l'opposition renouvela son attaque contre la politique du Comintern vis-à-vis de la révolution chinoise, blâmant le Comintern et le PCU.S. de revers subis par la révolution chinoise. Tirant parti des difficultés internes ainsi que de la détérioration de la position internationale de l'U.R.S.S., l'opposition revint à la charge en avançant la « plate-forme des 83 ». Renouvelant ses calomnies à l'encontre du Parti, l'opposition prétendait dans sa plate-forme que le gouvernement soviétique avait l'intention d'abolir le monopole du commerce avec l'étranger et d'accorder des droits politiques aux koulaks. De telles calomnies ne pouvaient qu'encourager les koulaks et, du même coup, l'impérialisme à faire pression sur le gouvernement soviétique dans une tentative d'arracher précisément ce genre de concessions de sa

part. De plus, l'opposition exigeait démagogiquement une plus grande liberté au sein du Parti, entendant par-là la liberté de constituer des factions et « de se laisser aller à ses insultes inouïes et à un dénigrement intolérable du Comité central, du PC(b)U.S. et de l'E.C.C.I. Ils se plaignent du "régime" qui règne à l'intérieur du Comintern et du PC(b)U.S. Essentiellement, ce qu'ils veulent, c'est la liberté de désorganiser le Comintern et le PC(b)U.S. (...) » (Staline 24-5-1927, p. 317.)

La lutte du trotskisme contre le «stalinisme» - une poursuite de la lutte contre le léninisme

Ce que combattait l'opposition trotskiste, c'était le régime établi par le 10^e congrès sous la direction de Lénine - un régime qui avait l'intention de renforcer la dictature du prolétariat à travers une unité et une discipline de fer au sein du Parti bolchevik, en mettant hors-la-loi le factionnisme. Les principes sous-jacents du régime établi par ce 10^e congrès stipulaient que, « alors que la démocratie interne du Parti est effective et que la critique sérieuse des défauts et erreurs du Parti est permise, aucun factionnisme de quelque genre que ce soit n'est toléré, et tout factionnisme doit être abandonné sous peine d'expulsion du Parti ». (Staline 27-9-1927, p. 166.)

J'affirme, disait Staline, que les trotskistes ont déjà entamé leur combat contre le régime léniniste du Parti du temps même de Lénine et que le combat que mènent les trotskistes aujourd'hui [c'est-à-dire en septembre 1927] est la continuation du combat contre le régime du Parti qu'ils menaient déjà du temps de Lénine. (*ibid.*)

Comme sa plate-forme n'obtenait aucun soutien des travailleurs, l'opposition battit à nouveau en retraite et adressa une autre déclaration au Comité central, le 8 août 1927, dans laquelle elle promettait, une fois de plus, de cesser ses activités factieuses, ce qui ne l'empêcha pas de violer cette promesse un mois plus tard.

Comme on était en pleine préparation du 15^e congrès du Parti en septembre 1927, l'opposition établit une troisième déclaration concernant ses objectifs et sa politique. Il fallait mettre fin au factionnisme de l'opposition, à ses activités désorganisatrices et aux mascarades des violations répétées de sa déclaration hypocrite d'aveu de culpabilité et de promesses de cesser toute activité factieuse. Ainsi, fin octobre 1927, au cours d'une réunion commune avec la Commission centrale de Contrôle, le Comité central expulsa Trotski et Zinoviev du Comité central, décidant en outre de soumettre au 15^e congrès, afin qu'il les examine, tous les documents relatant les activités factieuses de l'opposition trotskiste.

Il faut rappeler que, durant la discussion au sein du Parti qui précéda le 15^e congrès, 724 000 membres votèrent en faveur de la politique léniniste du Comité central, alors qu'un nombre dérisoire de 4 000 votes s'exprimèrent en faveur de la plate-forme du

bloc d'opposition trotskiste-zinoviéviste, c'est-à-dire un demi pourcent des membres qui participèrent à ce débat.

Pourquoi l'opposition échoua-t-elle?

L'opposition ne réussit pas à obtenir le moindre soutien au sein des organisations du Parti, car sa ligne était celle de la faillite totale - elle voulait remplacer le léninisme par le trotskisme, alors que le Parti souhaitait poursuivre fidèlement la ligne du léninisme, c'est-à-dire celle du bolchevisme révolutionnaire.

Comment, dans ce cas, se demandait Staline, allons-nous expliquer le fait que, malgré son talent d'orateur, malgré sa volonté de diriger, malgré ses capacités, Trotski fut éjecté de la direction du grand Parti qu'on appelle le P.C.U.S.(b) ? Il poursuivait en répondant: « La raison, c'est que l'opposition avait l'intention de *remplacer* le léninisme par le trotskisme, d' *'amender'* le léninisme au moyen du trotskisme. Mais le Parti veut demeurer fidèle au léninisme en dépit de toute la collection d'artifices des aristocrates aux talons éculés du Parti. C'est la raison essentielle pour laquelle le Parti, qui a fait trois révolutions, a jugé nécessaire de tourner le dos à Trotski et à l'opposition dans son ensemble ». (Staline 27-9-1927, pp. 164-165.)

Prenant la parole au 15e congrès du Parti, Staline revint une fois encore à cette question.

Comment a-t-il pu se faire que le Parti dans son ensemble, et avec lui la classe ouvrière, aient si strictement isolé l'opposition? Car enfin à la tête de l'opposition se trouvent des noms bien connus, des personnes habiles à se faire de la réclame (...), des personnes qui ne sont rien moins que modestes (...), qui savent se faire valoir et présenter avantageusement leur marchandise.

Cela a pu se faire parce que le groupe dirigeant de l'opposition s'est avéré un groupe d'intellectuels petits-bourgeois, coupés de la vie, coupés de la révolution, coupés du Parti, de la classe ouvrière. (Staline 3-12-1927, pp. 62-63.)

Du factionnisme au sein du Parti à la lutte contre-révolutionnaire opposée au régime soviétique

Confronté à une défaite totale au sein du Parti, politiquement en faillite et à 01' des membres du Parti, le bloc trotskiste-zinoviéviste passa de ses activités factieuses à une lutte antisoviétique et contre-révolutionnaire au détriment du régime bolchevique, attirant dans son camp tous les éléments antisoviétiques.

Le 7 novembre 1927, au dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, Trotski et Zinoviev organisèrent des manifestations contre le Parti à Moscou et à Leningrad.

Peu suivies, ces manifestations contre-révolutionnaires furent aisément dispersées par les manifestants de la classe ouvrière sous la direction du P.C.U.S.

Par ses actions du 7 novembre, l'opposition avait fourni la preuve de sa conversion en une force contre-révolutionnaire ouvertement hostile à la dictature du prolétariat en U.R.S.S. Après avoir enfreint toutes les normes et règles de la vie du Parti, les trotskistes s'engageaient désormais dans un parcours de violation des lois de l'État qui allait les conduire au meurtre, au sabotage, à la destruction et, finalement, à une alliance avec le fascisme.

Le 14 novembre 1927, le Comité central expulsa Trotski et Zinoviev du Parti, alors que d'autres membres de leur groupe étaient évincés du Comité central et de la Commission centrale de Contrôle.

Relevant que l'opposition avait rompu idéologiquement avec le léninisme, qu'elle avait dégénéré en menchevisme, qu'elle avait adopté la voie de la capitulation face à l'impérialisme international et à la bourgeoisie interne et qu'elle était devenue un instrument de lutte contre la dictature du prolétariat, le 15^e congrès du Parti (décembre 1927) approuva ces expulsions avec enthousiasme. En outre, il expulsa également septante-cinq membres du bloc trotskiste-zinoviéviste, de même que quinze centralistes démocratiques. De plus, le congrès notifia aux organisations du Parti de purger leurs rangs des trotskistes incorrigibles et de prendre des mesures en vue de rééduquer les simples affiliés de l'opposition dans l'esprit du léninisme.

Après le congrès, de nombreux membres ordinaires de l'opposition reconnurent leurs erreurs, rompèrent avec le trotskisme et furent réaffiliés au Parti. En janvier 1928, Trotski fut exilé à Alma-Ata, en Asie centrale (Kazakhstan). Même là, il continua clandestinement à se livrer à ses activités hostiles au Parti et à l'Union soviétique. Par conséquent, en janvier 1929, il fut chassé de l'Union soviétique.

Puisque l'opposition avait l'intention, petit à petit, de faire passer le Parti bolchevik de la voie du léninisme à celle du trotskisme et puisque le Parti voulait demeurer un parti léniniste, il n'était que naturel que le Parti tournât le dos à l'opposition et qu'il hissât plus haut encore l'étendard du léninisme. Ce seul point explique pourquoi, comme le déclara Staline, «les anciens dirigeants du Parti sont devenus des renégats.» (Staline 23-10-1927, p. 199.)

Ce ne sont pas des facteurs personnels mais sa scission vis-à-vis du léninisme qui constituent la cause de l'échec de Trotski

Au lieu de comprendre cette vérité, l'opposition trotskiste, en son temps, et les trotskistes depuis lors, ont expliqué la défaite de l'opposition en s'appuyant sur des facteurs personnels. Voici comment Staline décrivait les racines historiques très profondes de la lutte de Trotski contre le bolchevisme et les raisons de l'échec et de la faillite de la ligne de l'opposition:

L'opposition pense que sa défaite peut «s'expliquer» par des facteurs personnels, ou en raison de la dureté de Staline (...). Voilà vraiment une explication très bon marché! C'est une incantation, pas une explication. Trotski combat le léninisme depuis 1904. Depuis 1904 jusqu'à la révolution de février, en 1917, il a traîné autour des mencheviks à combattre désespérément et en permanence le Parti de Lénine. Durant cette période, Trotski a encaissé un nombre de défaites de la main du Parti de Lénine. Pourquoi? Peut-être la dureté de Staline était-elle à blâmer? Mais Staline n'était pas encore secrétaire du Comité central, à l'époque; il n'était pas à l'étranger, mais en Russie, combattant clandestinement le tsarisme, tandis que la lutte entre Trotski et Lénine faisait rage à l'étranger. Ainsi donc, qu'est-ce que la dureté de Staline a à voir là-dedans? Durant la période s'étendant de la révolution d'Octobre à 1922, Trotski, déjà membre du Parti bolchevik, s'arrangea pour faire deux «importantes» sorties contre Lénine et son Parti: en 1918, sur la question de la paix de Brest; et en 1921, sur la question des syndicats. Ces deux sorties se terminèrent par la défaite de Trotski. Pourquoi? Peut-être doit-on blâmer ici la dureté de Staline? Mais à l'époque, Staline n'était pas encore secrétaire du Comité central. Les postes de secrétaires étaient alors occupés par des trotskistes notoires. Ainsi donc, qu'est-ce que la dureté de Staline a à voir là-dedans? Plus tard, Trotski fit un nombre de sorties virulentes contre le Parti (en 1923, 1924, 1926, 1927) et chacune d'elles se termina par une sévère défaite pour lui.

Ne ressort-il pas manifestement de tout ceci que les tentatives des trotskistes en vue de remplacer le léninisme par le trotskisme sont la principale cause de l'échec et de la faillite de la ligne entière de l'opposition?

Notre Parti est né et a grandi dans la tempête des batailles révolutionnaires. Ce n'est pas un parti qui a grandi durant une période de développement paisible. Pour cette raison même, il est riche en traditions révolutionnaires et ne transforme pas ses dirigeants en fétiches. À une certaine époque, Plekhanov était l'homme le plus populaire du Parti. Plus encore, il était le fondateur du Parti et sa popularité était incomparablement plus grande que celle de Trotski ou de Zinoviev. Malgré cela, le Parti se détourna de Plekhanov dès qu'il commença à s'écarter du marxisme et à passer à l'opportunisme. Est-il surprenant, dans ce cas, que des personnes qui ne sont pas si « en vue », des personnes comme Trotski et Zinoviev, se soient retrouvées à la queue du Parti après qu'elles eussent tenté de se démarquer du léninisme? (Staline 23-10-1927, pp. 199-201.)

De la même façon que la lutte menée contre le trotskisme par le Parti bolchevik, dirigé par Staline à partir de 1924, fut une continuation de la lutte que le Parti, dirigé par Lénine, avait menée à partir de 1903, le combat de Trotski contre le Parti bolchevik, dirigé par Staline, fut une continuation de la lutte menée par le trotskisme contre le Parti bolchevik lorsque celui-ci était dirigé par Lénine. Lénine avait été la cible principale des calomnies de Trotski de 1903 à 1917. Après la mort de Lénine, Staline en vint à occuper cette position honorable et devint

à son tour la principale cible des attaques de l'opposition. Ceci, du fait que Staline, en défendant fidèlement et en poursuivant la ligne léniniste, était devenu le porte-parole le plus représentatif du Parti bolchevik et que, dans cette fonction, il attirait la colère de l'opposition dans les tentatives répétées, sinon couronnées de succès, de celle-ci de substituer le trotskisme au léninisme. Il ne s'agit cependant pas là des agissements d'un Trotski, supposé léniniste, combattant un prétendu usurpateur de l'extérieur, Staline, comme le prétendent les racontars fantaisistes des trotskistes; au contraire, ce fut l'obstiné et infatigable léniniste (Staline en l'occurrence) qui poursuivit brillamment, en le menant à bien, le combat léniniste contre l'idéologie antibolchevique et petite-bourgeoise du trotskisme. Ceci suffit amplement à expliquer la haine du trotskisme à l'égard de Joseph Staline, dont la seule mention du nom fait écumer de rage le clan trotskiste. Voici comment Staline décrivait cette haine que lui vouait l'opposition:

Tout d'abord, le facteur personnel. Vous avez entendu ici avec quelle assiduité les opportunistes hurlent leurs invectives contre Staline et l'insultent de toutes leurs forces. La raison pour laquelle les principales attaques étaient dirigées contre Staline réside dans le fait que Staline connaît mieux les ficelles de l'opposition que certains de nos camarades et il n'est guère aisé, oserais-je dire, de jouer au plus fin avec lui. Ainsi donc, ils dirigent leurs coups en premier lieu contre Staline. Eh bien, laissons-les hurler leurs insultes tout leur soûl !

Et que représente Staline? Staline n'est qu'un personnage mineur. Prenez Lénine. Qui ne sait qu'à l'époque du bloc d'Août, l'opposition, dirigée par Trotski, a mené une campagne de calomnies encore plus infâmes contre Lénine? Écoutez Trotski, par exemple:

Et la misérable division que Lénine, maître en cet art, exploiteur professionnel de la routine du mouvement ouvrier russe, entretient systématiquement, apparaît comme un cauchemar absurde. (Trotski 1-4-1913, p. 60.)

Remarquez le langage, camarades! Remarquez le langage! C'est ce qu'écrit Trotski, et c'est ce qu'il écrit sur Lénine.

Est-il étonnant, dans ce cas, que Trotski, qui écrivait d'une façon aussi grossière à propos du grand Lénine, dont il n'était même pas digne de lacer les chaussures, se mette à hurler ses invectives contre l'un des nombreux disciples de Lénine - le camarade Staline?

Il y a plus. Je pense que l'opposition me fait un grand honneur en dirigeant toute sa haine contre Staline. C'est ainsi que doivent aller les choses. Je pense qu'il serait bizarre et insultant si l'opposition, qui tente de couler le Parti, se mettait à louer Staline, qui défend la base des principes du parti léniniste. (Staline 23-10-1927, pp. 177-178.)

Les prédictions funestes régulièrement exprimées par Trotski

En s'appuyant sur la théorie non scientifique et pessimiste, pour ne pas dire antilé-niniste, de la «révolution permanente», qui avait été réfutée par l'expérience des trois révolutions russes et par toute la suite du développement social en U.R.S.S. et ailleurs, Trotski ne pouvait (et il ne s'en priva pas) que faire des prédictions funestes. Le thème sous-jacent et le but de toutes ses déclarations faites entre 1923 et 1940 étaient de contrer toute possibilité de bâtir le socialisme en U.R.S.S. et, donc, de saper la confiance du prolétariat soviétique dans la construction d'une société nouvelle par ses propres efforts, au cas où la révolution mondiale aurait été dans l'incapacité de venir à son secours. Cela s'accompagnait d'attaques perfides contre la seule garantie de succès de l'U.R.S.S. durant cette période cruciale marquée par des difficultés spéciales et une réussite exceptionnelle, à savoir la direction léniniste du Parti et l'État de la dictature du prolétariat. Bien sûr, ces attaques se dissimulaient toujours derrière le prétexte de vouloir attaquer « le bureaucratisme de l'appareil d'État », ou « la bureaucratie stalinienne », avec le désir supposé de remédier à ces problèmes. Et le désastre annoncé ne se produisant pas, il ne restait plus à Trotski qu'à faire un rapport sur un important désastre inventé, la désillusion ou la démoralisation comme moyens de provoquer l'accomplissement de ses jérémiades.

Le *Cours nouveau* de Trotski prédit la dégénérescence du Parti

En 1923, à l'époque de la Nouvelle Politique Économique (NEP), Trotski avait prédit l'écroulement immédiat de la dictature du prolétariat via la « dégénérescence de l'appareil d'État vers une direction bourgeoise ». Dans son *Cours nouveau*, écrit en 1923, il prétendait que « le bureaucratisme a atteint un développement excessif et vraiment alarmant ». Voici comment il prédisait la restauration du capitalisme via la NEP, prétendant que la quantité, à un certain stade, *serait* transformée en qualité:

5. - (...) Le développement rapide du capital privé (...) montrerait que le capital privé s'interpose de plus en plus entre l'État ouvrier et la paysannerie, acquiert une influence économique et, partant, politique (...) Il va de soi qu'une telle rupture entre l'industrie soviétique et l'agriculture, entre le prolétariat et la paysannerie, constituerait un grave danger pour la révolution prolétarienne, un symptôme de la possibilité du triomphe de la contre-révolution. » (Trotski 1923, p. 51.)

6. - Quelles sont les voies *politiques* qui pourraient amener la victoire de la contre-révolution si les hypothèses *économiques* que nous venons d'exposer se réalisaient? (...) l'appareil soviétique subirait vraisemblablement une dégénérescence bourgeoise (...) Si le *capital privé* croissait rapidement et arrivait à se mettre en contact, à se souder avec la paysannerie, les tendances contre-révolutionnaires actives dirigées contre le parti prévaudraient alors probablement»

(*ibid.*, p. 52.)

11. - Les tendances contre-révolutionnaires peuvent trouver un appui chez les koulaks, les intermédiaires, les revendeurs, les concessionnaires, en un mot, parmi des éléments bien plus capables d'investir l'appareil de l'État que le Parti lui-même. (*ibid.*, p. 53.)

14. - (...) Il est évident que les phénomènes sociaux négatifs que nous venons d'énumérer et qui alimentent maintenant le bureaucratisme pourraient, s'ils continuaient à se développer, mettre la révolution en danger. (...)

En d'autres termes, le bureaucratisme dans l'appareil d'État et dans le Parti est l'expression des tendances les plus fâcheuses inhérentes à notre situation, des défauts et des déviations de notre travail qui, dans certaines conditions sociales, peuvent saper les bases de la révolution. Et en l'occurrence, comme en beaucoup d'autres cas, la quantité, à un stade déterminé, se transformera en qualité. *ibid.*, pp. 54-55.)

Dans tout ceci, Trotski oublie complètement le rôle de la dictature du prolétariat.

Bien sûr, l'introduction de la NEP a libéré des éléments capitalistes, tout particulièrement dans les campagnes; bien sûr, ce fut un retour partiel au capitalisme. Tout ceci était bien connu du père de la NEP, Vladimir Ilitch Lénine en personne. Mais il n'y avait pas d'autre voie de transition, venant du communisme de guerre, pour aller au socialisme, si ce n'est par le biais de la NEP, même si cette dernière, en libérant des éléments capitalistes dans les campagnes, portait en elle le danger de la restauration du capitalisme. Ce danger, toutefois, cette éventualité de la restauration du capitalisme, ne put jamais se concrétiser aussi longtemps que la dictature du prolétariat exerça son pouvoir de fer sur les classes capitalistes hostiles - les koulaks et les commerçants. C'est pourquoi Lénine appela au renforcement maximal de la dictature du prolétariat. Ceci, à son tour, ne pouvait être réalisé que via une volonté unique et une discipline de fer au sein du Parti bolchevik dirigeant. C'est pourquoi il fit en sorte que le 10^e congrès adopte la résolution, qu'il avait lui-même rédigée, appelant dorénavant à la dissolution des factions existant au sein du Parti, à l'interdiction dans le futur de la formation de nouvelles factions et déclarant que la non-observance de cette résolution par qui que ce fût se traduirait par son expulsion immédiate du Parti. Trotski, de son côté, sapa constamment la dictature du prolétariat par ses virulentes attaques contre la direction du Parti, ses calomnies contre le Parti même et contre l'appareil de l'État en U.R.S.S., en faisant fi de toutes les normes et de la discipline du Parti bolchevik.

L'échec des prédictions de Trotski

En dépit des sabotages de Trotski, ses prédictions ne se réalisèrent pas, grâce à la

direction léniniste du Parti et de l'État durant cette période très difficile. Au lieu de cela, la Russie de la NEP fut transformée en une puissante U.R.S.S. socialiste qui poursuivit sa voie pour se couronner de gloire en défaisant la puissante machine de guerre nazie presque toute seule. Puisque la « dégénérescence », le « bureaucratisme néfaste à toute initiative », l'« ossification », l'« aliénation » et la « précarité morbide » prédits par Trotski ne se matérialisaient pas et que l'U.R.S.S. commençait à prendre forme via l'application de la collectivisation et de l'industrialisation par de plans quinquennaux, Trotski intensifia ses attaques contre l'U.R.S.S. et contre la direction du Parti bolchevik - révélant dans ses agissements son véritable et abominable caractère de socialiste favorable au marché, c'est-à-dire de socialiste bourgeois de la tendance social-démocrate.

Un capitulard lâche et méprisant

En 1933, Trotski publia son pamphlet *L'économie socialiste en danger*, dans lequel il se révéla en opposition vis-à-vis de sa seconde attaque contre le capitalisme, c'est-à-dire son attaque lancée au travers de l'industrialisation et la collectivisation socialistes, deux mesures d'une importance historique révolutionnaire de portée mondiale. Il déclara qu'une « collectivisation correcte et économiquement solide, à un stade donné, ne devrait pas aboutir à l'élimination de la NEP, mais à la réorganisation progressive de ses méthodes ». (Trotski 1933a)

En d'autres termes, on ne devait pas tenter d'éliminer le capitalisme en général ni le capitalisme dans les campagnes en particulier.

Dans le style de Gorbatchev, prétendant prôner l'une ou l'autre forme de contrôle du marché, la méthode de Trotski pour contrôler le marché revient, ni plus ni moins, à permettre au marché qu'il se contrôle lui-même!

Le contrôle du marché, dit-il, doit lui-même dépendre des tendances qui apparaissent par le biais de ce même marché (*ibid.*).

Chaque gigantesque enjambée révolutionnaire vers l'avant de l'économie soviétique à cette époque puisqu'elle se faisait en dehors du marché, est dépeinte par ce grand prêtre du socialisme de marché comme un désordre, un « chaos économique ». Trotski dit :

En éliminant le marché et en le remplaçant par des bazars asiatiques, la bureaucratie a créé (...) les conditions propices aux variations de prix les plus barbares et, de ce fait, a placé une mine sous les calculs commerciaux. En conséquence, le chaos économique a encore doublé (*ibid.*).

Trotski qui, en décembre 1925, lors du 14^e congrès du PC.U.S., avait tenté d'imposer au Parti la politique de la collectivisation immédiate de la paysannerie, alors que les

conditions nécessaires à cette collectivisation faisaient totalement défaut, le même Trotski, en 1933, lorsque la collectivisation était en bonne voie d'être réalisée, allait se déclarer hostile à la politique de liquidation des koulaks en tant que classe, exigeant en lieu et place l'instauration d'une « politique de restrictions sévères à l'égard des tendances exploiteuses des koulaks » (*ibid.*).

En d'autres termes, il ne faut pas éliminer le capitalisme dans les campagnes. Priant pour qu'il y ait des miracles, Trotski déclare: « Les marchandises doivent être adaptées aux besoins humains (...). » La position de Trotski revient à ceci: « Les calculs économiques sont impensables sans relations de marché. » Au vu de ceci, il n'est guère surprenant que Trotski ait conclu que: « Il est nécessaire de mettre un terme au second plan quinquennal. Assez de cet enthousiasme trop bruyant! » (*ibid.*).

Pas étonnant dans ce cas que Staline, dans son rapport au 17^e congrès du Parti (26 janvier 1934) ait fait l'observation suivante à propos du programme trotskiste:

Nous avons toujours dit que les « gauches » étaient ces mêmes droitiers qui masquaient leur politique de droite par des phrases gauchistes. Aujourd'hui, les « gauches » eux-mêmes confirment nos dires. Prenez le *Bulletin* trotskiste de l'an dernier. Qu'exigent messieurs les trotskistes? Qu'écrivent-ils? En quoi consiste leur programme « de gauche »? Ils demandent: la dissolution des sovkhoz, parce que de mauvais rapport; la dissolution de la plus grande partie des kolkhoz, parce que fictifs; l'abandon de la politique de liquidation des koulaks; le retour à la politique concessionnaire et la remise en concession de toute une série de nos entreprises industrielles, parce que de mauvais rapport.

Tel est le programme des méprisables poltrons et capitulards, le programme contre-révolutionnaire de restauration du capitalisme en U.R.S.S.!

En quoi diffère-t-il du programme des éléments d'extrême droite? En rien, évidemment. Les «gauches» se sont donc ralliés ouvertement au programme contre-révolutionnaire des droitiers, afin de faire bloc avec eux et d'engager en commun la lutte contre le Parti. (Staline 26-1-1934, p. 462.)

Les diatribes antisoviétiques de Trotski apportent de la farine au moulin impérialiste

Bien que l'économie bourgeoise n'ait rien appris de *L'économie soviétique en danger* de Trotski, vu qu'il n'avait fait que répéter, de façon maladroite, ce qui avait été dit une décennie plus tôt par des économistes bourgeois comme Von Mises et Brutzkus, l'ouvrage fut néanmoins cité en long et en large dans la presse impérialiste par les critiques bourgeois de la construction socialiste, car il leur donnait la possibilité d'insister sur le fait que leurs critiques « objectives » et « impartiales » du socialisme,

ainsi que leur dogme prétendant qu'il était impossible à la société de se libérer d'elle-même du marché, étaient totalement acceptées par ce « vieux bolchevik ». (Pour une approche plus complète du sujet, nous renvoyons le lecteur au chapitre II de mon ouvrage *Perestroïka - the Complete Collapse of Revisionism* (La perestroïka - l'effondrement complet du révisionnisme), Brar 1992.)

Les diatribes de Trotski contre le régime soviétique ont été promptement reprises par les fascistes allemands et italiens: « Voyez, mes amis, dit Goebbels aux socialistes et communistes allemands, ce que Trotski dit de l'État soviétique. Ce n'est plus un État socialiste, mais un État dominé par une bureaucratie parasitaire, vivant sur le dos du peuple russe. » (Voir Annexe 2.) Ce genre d'arguments, et d'autres du même ordre, diffusés par les fascistes aussi bien que par les autres États impérialistes, étaient destinés à affaiblir en même temps la foi que les masses auraient pu nourrir à l'égard de l'U.R.S.S. et la leur propre dans leur capacité à se construire une nouvelle existence. Ces arguments trotskistes étaient - et continuent d'être - utilisés par les opposants au communisme dans le mouvement travailliste aussi bien que par l'intelligentsia petite-bourgeoise radicale. Le trotskisme avait donc pour fonction (et a toujours) de semer la confusion et de désarmer le mouvement ouvrier tant politiquement qu'idéologiquement.

Défiant toute réalité, ignorant les développements de la construction du socialisme en U.R.S.S., Trotski continuait à prédire le désastre et à prôner le renversement de la « bureaucratie stalinienne » - un euphémisme pour la direction léniniste du Parti bolchevik et de l'État soviétique -, en d'autres termes, le renversement de la dictature du prolétariat. Dans un article écrit en octobre 1933, Trotski prédisait la restauration du capitalisme si la « bureaucratie stalinienne » continuait à maintenir sa domination:

(...) un développement ultérieur sans obstacle du bureaucratisme devrait inévitablement mener à un arrêt de la croissance économique et culturelle, à une crise sociale terrible et à un recul de toute la société. Mais cela signifierait non seulement l'effondrement de la dictature du prolétariat, mais aussi en même temps la fin de la domination bureaucratique. Pour remplacer l'État ouvrier, viendraient des rapports non pas « social-bureaucratiques », mais capitalistes. (Trotski 1-10-1933, p. 259.)

En février 1935, Trotski annonça « l'effondrement inévitable du régime politique stalinien » et son remplacement par « la contre-révolution fasciste-capitaliste », à moins que n'intervienne la suppression du régime soviétique en tant qu' « acte conscient de l'avant-garde prolétarienne », à savoir ces mêmes contre-révolutionnaires trotskistes qui réfutaient la possibilité de construire le socialisme en premier lieu, qui essayaient de mettre n'importe quel obstacle (bien que sans succès) dans la voie de la construction du socialisme, qui, main dans la main avec la bourgeoisie impérialiste, calomniaient l'État soviétique et la direction du Parti bolchevik, qui

minimisaient et dénigraient la moindre réalisation de l'industrie, de l'agriculture, de la science, de la technologie socialistes et qui finirent par devenir les alliés et les outils du fascisme allemand et japonais! Ces lâches et ces contre-révolutionnaires des plus méprisables, ces ardents défenseurs du programme de la restauration capitaliste, dans le monde en pleine confusion des faux-semblants et des intrigues trotskistes, se convainquent qu'ils sont « l'avant-garde prolétarienne »! Dans un même temps, Trotski essaie de nous faire croire que le Parti bolchevik qui, suivant la ligne léniniste, croit, non seulement en la possibilité de construire le socialisme en U.R.S.S., mais est, en fait, en train de le faire avec succès malgré les difficultés et les ennemis tant internes qu'externes, est un régime de « bonapartisme » amené à préparer le terrain pour la « contre-révolution », à moins que sa suppression ne se réalise grâce aux trotskistes contre-révolutionnaires qui se sont attribué eux-mêmes le titre d' « avant-garde prolétarienne »!

L'effondrement inévitable du régime politique stalinien n'aboutira au rétablissement de la démocratie soviétique que si le rejet du bonapartisme est un acte conscient de l'avant-garde prolétarienne. Dans tous les autres cas, à la place du stalinisme ne pourrait venir que la contre-révolution fasciste-capitaliste. (Trotski 2-1935, p. 87.)

Trotski reconnaît dans les réalisations socialistes un moyen d'accroître sa crédibilité

À la fin du second plan quinquennal, toutefois, même un aveugle n'aurait pas pu ne pas voir les réalisations gigantesques, réellement héroïques et faisant date dans l'Histoire mondiale de la construction socialiste. Même des représentants intelligents de l'impérialisme commencèrent à admettre les réalisations du socialisme dans tous les domaines de la vie de l'U.R.S.S. - le seul pays à avoir réalisé le plein emploi alors que le monde capitaliste titubait sous les coups de butoir de la récession. Trotski risquait de connaître le discrédit en raison du décalage flagrant entre la réalité soviétique et sa description par lui-même. Ainsi, Trotski, ce plus grand antisoviétique d'entre tous les antisoviétiques, afin de gagner quelque crédibilité, fut obligé d'écrire de façon presque enthousiaste sur les gains du socialisme en U.R.S.S., et de nouveau, bien sûr, en guise de simple prélude à une nouvelle campagne grossière de mensonges et de calomnies contre le régime soviétique. Dans sa *Révolution trahie* de 1933, il écrit:

Les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début plein de promesses d'un essor de l'agriculture. la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles, la création de nouvelles, la rapide augmentation du nombre des ouvriers, l'élévation du niveau culturel et des besoins, tels sont les résultats incontestables de la révolution d'Octobre (...) le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du *Capital*, mais dans une arène

économique qui couvre le sixième de la surface du globe; non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité. (...) la révolution prolétarienne a permis à un pays arriéré d'obtenir en moins de vingt ans des résultats sans précédent dans l'histoire.

Ainsi se clôt le débat avec les réformistes dans le mouvement ouvrier. Peut-on, ne serait-ce qu'un moment, comparer leur agitation de souris à l'œuvre titanesque d'un peuple appelé par la révolution à une vie nouvelle? (Trotski 1936, p. 13.)

Donc, de façon tout à fait mystérieuse et sans la moindre explication, sans une correction ou une précaution de Trotski, nous trouvons que « l'appareil bureaucratique plein de suffisance, négatif, dédaigneux, cliques que » caractérisé, d'une part, par l'« inertie » et, d'autre part, par une « violence antagoniste à l'égard de la critique », au sein duquel on ne trouve que des « carriéristes et des parasites politiques », tellement éloignés de la réalité qu'ils risquent de perdre le soutien des masses et de se faire ravir la domination de l'État par les « tendances contre-révolutionnaires » que l'on trouve parmi les « détaillants, les intermédiaires (...) et les koulaks - cet appareil bureaucratique », c'est-à-dire la direction du Parti bolchevik et de l'État soviétique, a, d'une manière ou d'une autre, profité de l'occasion et a organisé « dix années de succès sans précédent dans l'histoire »!

Normalement, le trotskisme brosse un tableau du peuple soviétique dans lequel on le voit commandé et surveillé par la « bureaucratie stalinienne » et acceptant son sort docilement et d'un air bougon. Pourtant, dans certaines pages de ce livre qui, de façon caractéristique, sont contredites par d'autres pages, toujours du même ouvrage, Trotski décrit, dans les termes chaleureux qui vont suivre, l'enthousiasme avec lequel la jeunesse soviétique s'est plongée dans des activités économiques, culturelles et artistiques:

La jeunesse est, il est vrai, très active dans le domaine économique. Les kolkhozes comptent aujourd'hui 1 200 000 jeunes communistes. Des centaines de milliers jeunes communistes ont été mobilisés au cours des dernières années dans les chantiers, les houillères, les forêts, les placers d'or, dans l'Arctique, à Sakhaline ou sur le fleuve l'Amour où se construit une ville nouvelle, Komsomolsk (littéralement: « Jeunesse-communiste-ville »), La nouvelle génération fournit des travailleurs de choc, des ouvriers d'élite, des stakhanovistes, des contremaîtres, des administrateurs subalternes. Elle étudie, et c'est avec application dans le plus grand nombre de cas. Elle n'est pas moins, sinon plus, active dans le domaine des sports, surtout des sports les plus audacieux, comme le parachutisme, et les plus belliqueux, comme le tir. Les entreprenants et les intrépides se joignent à des expéditions périlleuses de toutes sortes.

« La meilleure partie de notre jeunesse », disait dernièrement Schmidt, l'explorateur

bien connu des régions polaires, « aspire au travail difficile. » C'est certainement la vérité (...) (Trotsky 1936, pp. 109-110.)

(...) Ce serait pourtant calomnier grossièrement la jeunesse soviétique que de la présenter comme dominée exclusivement ou principalement par des intérêts personnels. Non, elle est dans son ensemble généreuse, intuitive, entreprenante (...) Dans ses profondeurs vivent des tendances variées, encore informes souvent, dont l'héroïsme foncier se cherche emploi. Le nouveau patriotisme soviétique se nourrit en partie de ces aspirations. Il est certainement très profond, sincère et dynamique (...). (Trotsky 1936, p. 112.)

Des attaques plus injurieuses encore contre le socialisme

Tout ceci, cependant, n'est qu'un prélude à une dénonciation virulente du régime soviétique, une négation des réalisations soviétiques et de tout ce qui est socialiste, et une distorsion - pour ne pas dire une falsification absolue - de l'histoire soviétique. Ayant été obligé de reconnaître à contrecœur que le socialisme avait « prouvé son droit à la victoire » et que l'État soviétique avait obtenu « en moins de vingt ans des résultats sans précédent dans l'histoire » (p. 13), Trotsky consacre le reste de son bouquin (Trotsky 1936) à une attaque au vitriol contre l'U.R.S.S. et sa direction. On nous dit, en dépit de tous ces gens qui admettent ces « résultats sans précédent dans « l' Histoire », qu' « à tous ces égards, l'État soviétique est bien plus près du capitalisme arriéré que du communisme » (p. 172); que, loin de réaliser le stade inférieur du communisme, ce que l'Union soviétique a réalisé était un « régime (...) *transitoire* entre le capitalisme et le socialisme, ou *préparatoire* au socialisme » (p. 39); que ce régime engendrait des inégalités croissantes: « les différences de salaires, affirmait-il, sont en U.R.S.S. non moindres, mais plus considérables que dans les pays capitalistes » (p. 161); et que] l'industrie était dominée par « tout un corps d'aiguilloniers » (p. 162). Avant que ce régime de transition puisse se développer en direction du socialisme, il était absolument nécessaire qu'il y ait « une seconde révolution, celle-ci contre l'absolutisme bureaucratique » (p. 191), parce que « la bureaucratie ne pourra être écartée que révolutionnairement et ce sera, comme toujours, au prix de sacrifices d'autant moins nombreux qu'on s'y prendra plus énergiquement et plus hardiment » (p. 191). Puisque la direction soviétique bénéficiait du soutien débordant de la classe ouvrière et de la paysannerie collectivisée, les références de Trotsky aux « forces révolutionnaires » pouvaient soit signifier des actes de terrorisme contre la direction du Parti bolchevik, soit une conspiration militaire, soit une intervention étrangère en vue du renversement du régime bolchevique - ou encore une combinaison de tous ces moyens. C'est précisément ce que Trotsky avait en tête: cela devient évident à la lecture des pages de cet ouvrage.

Réaffirmation de la théorie discréditée de la « révolution permanente »

Il y a également l'inévitable affirmation selon laquelle le progrès dans la voie du socialisme dépend, jusqu'à un certain point, de la victoire préalable de la révolution dans le reste de l'Europe (p. 192) - une version resucée et ultime du désespoir permanent de Trotski dissimulé sous la théorie de la « révolution permanente ». Et puisque c'est effectivement le cas, on sera pardonné si on demande: que réalisera la « seconde révolution, celle-ci contre l'absolutisme bureaucratique » si la révolution est destinée à végéter et à dégénérer dans le désespoir, en l'absence de « victoire révolutionnaire en Europe » ?

De plus, le livre contient de virulentes dénonciations de toutes les tentatives d'accroître la productivité du travail, impossible à atteindre dans les conditions du capitalisme. Trotski attaque toutes les différences de salaires, les rémunérations à la pièce, les efforts d'émulation socialiste - tout cela est simplement dénoncé comme étant « une cause d'injustice, d'oppression et de contraintes pour la majorité, de privilège et de "bonne vie" pour la minorité » (p. 172). Hormis toute cette démagogie, ce qui transparaît, c'est l'ignorance crasse, pour ne pas parler de malhonnêteté: il apparaîtrait que son auteur n'a pas du tout saisi l'essence de la *Critique du programme de Gotha*, dans lequel Marx traite, entre autres, des normes de distribution aux stades inférieur et supérieur du communisme. Au stade inférieur, la distribution ne peut se faire que selon la formule *De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail*, une formule qui « ne supprime pas (...) les défauts de la répartition et l'inégalité du « droit bourgeois. » (Lénine 30-11-1917, p. 504.)

Assimiler le socialisme au fascisme et répandre la démoralisation défaitiste

Poussé par sa haine intense et absurde de l'État soviétique, son subjectivisme stupide et sa rancœur sans limite contre le régime bolchevique pour la simple raison que ce dernier avait décidé de l'expulser pour son factionnisme incorrigible, Trotski pousse la bassesse jusqu'à dire, dans le chapitre onze de son ouvrage *La révolution trahie*, que « le stalinisme et le fascisme sont des phénomènes symétriques. Par bien des traits, ils montrent une similitude accablante. » (Trotski 1936, p. 185.)

En annexe de son ouvrage, Trotski dit encore en conclusion:

(...) en ce qui concerne la classe ouvrière et les partisans sincères qu'elle compte parmi les intellectuels (...) notre travail peut, en effet, faire naître des doutes et susciter la défiance, non envers la révolution, mais envers ceux qui l'étranglent. Et tel est bien le but que nous nous sommes proposé. (Trotski 1936, p. 204.)

Trotski prédit et souhaite ardemment la défaite de l'U.R.S.S. au cours de la guerre

Puisque Trotski, poussé par une combinaison de factionnisme égoïste et de subjec-

tivisme bourgeois, a toujours fait référence à la direction léniniste du Parti bolchevik et de l'État soviétique en tant que « bureaucratie stalinienne », « caste d'usurpateurs », « régime totalitaire », etc., on peut difficilement nier que le but et l'intention que recelaient les vitupérations démentes de Trotski étaient de nuire au régime soviétique, en tentant de convaincre les travailleurs du monde entier que ce régime, indiscernable du fascisme selon Trotski, ne méritait pas leur soutien. Une telle attitude n'est que le prélude au vif souhait de la défaite de ce régime dans toute guerre contre le fascisme et ce, en semant la démoralisation. Que le trotskisme adopte cette attitude non seulement en secret, mais aussi ouvertement est clair quand on lit les déclarations dégoûtantes qui suivent à propos de la Seconde Guerre mondiale, alors imminente. Dans ces déclarations, Trotski prédit, avec une jubilation malveillante, la défaite militaire de l'U.R.S.S. au cours de la guerre à venir. En fait, il va même plus loin encore, en affirmant qu'une guerre de longue durée sans défaite militaire « devrait déboucher sur une révolution bonapartiste bourgeoise ». Voici les propos mêmes de Trotski:

Peut-on espérer que l'U.R.S.S. sortira de la prochaine guerre sans défaite? Répondons nettement à cette question posée en toute netteté: si la guerre n'était qu'une guerre, la défaite de l'U.R.S.S. serait inévitable. Sur les rapports de la technique, de l'économie et de l'art militaire, l'impérialisme est infiniment plus puissant que l'U.R.S.S. S'il n'est pas paralysé par la révolution en Occident, il détruira le régime né de la révolution d'Octobre. (Trotski 1936, p. 153.)

Que se passerait-il si l'Union soviétique parvenait à survivre au sort que lui assigne Trotski. Eh bien, la destruction de l'État soviétique s'ensuivrait exactement de la même façon. Retournons l'histoire comme nous le voulons - défaite militaire ou pas - l'Union soviétique ne pourrait pas survivre à la guerre:

47. Mais, précisément, la longueur de la guerre, écrit Trotski, révélera inévitablement les contradictions entre l'économie de transition de l'U.R.S.S. et sa planification bureaucratique (...) En d'autres termes, dans le cas d'une guerre longue, *le prolétariat mondial restant passif*, les contradictions sociales internes en l'U.R.S.S. non seulement peuvent conduire, mais également conduiraient à une *contre-révolution bourgeoise bonapartiste*. (Trotski 10-6-1934, p. 69.)

En 1940, approchant de la fin de sa vie - une vie d'hostilité irréconciliable envers le léninisme - Trotski, avec un zèle digne des meilleures causes, prédit à nouveau la défaite de l'U.R.S.S. et le triomphe de l'Allemagne hitlérienne:

Nous sommes toujours partis du fait que la politique internationale du Kremlin était déterminée les intérêts de la nouvelle aristocratie (...) par son incapacité à mener une guerre. (Trotski 2-9-1939, p. 384.)

(...) la caste dirigeante n'est plus désormais capable de penser au lendemain. Sa devise est celle de tous les régimes condamnés: «Après nous le déluge!» *ibid.*, p. 387.)

La guerre va démolir bien des choses et bien des individus. Artifices, tricheries, impostures et trahisons ne permettront pas d'échapper à la sévérité de son jugement. (*ibid.*, p. 387.)

Staline ne peut pas faire la guerre avec des ouvriers et des paysans mécontents et une Armée Rouge décapitée. (Trotsky 4-9-1939, p. 390.)

Le niveau de ses forces productrices [de l'U.R.S.S.] lui interdit une grande guerre. (Trotsky 4-12-1939, p. 176.)

Mais l'entrée de l'U.R.S.S. dans une guerre majeure, avant que ce moment ait été atteint, signifierait de toute façon un combat à armes inégales.

Le facteur subjectif, qui n'est pas moins important que le facteur matériel, a profondément empiré au cours des dernières années. (*ibid.*, p. 176.)

Il [Staline] ne peut entreprendre une guerre offensive avec quelque espoir de remporter la victoire. Au cas où l'U.R.S.S. entrerait en guerre, avec les innombrables victimes et privations que cela implique, tout le caractère frauduleux du régime au pouvoir, ses outrages et sa violence provoqueraient inévitablement une violente réaction de la part d'un peuple qui a déjà mené à bien trois révolutions au cours de ce siècle. (*ibid.*, p. 177.)

La guerre actuelle peut jeter bas la bureaucratie du Kremlin bien avant le déclenchement de la révolution dans les pays capitalistes. (*ibid.*, p. 183.)

Les prédictions de Trotsky réfutées par la victoire épique de l'U.R.S.S. au cours de la Seconde Guerre mondiale

Comme d'habitude, et c'est heureux pour l'humanité, toutes les prédictions de Trotsky se sont avérées totalement erronées. Après les revers des premières semaines de la guerre, attribuables surtout à l'attaque surprise des nazis, les défenses soviétiques se consolidèrent et elles allaient longtemps rendre coup pour coup. Le reste du monde, à l'instar de Trotsky, n'avait donné que quelques semaines à l'U.R.S.S. avant de s'effondrer sous les assauts de la machine de guerre nazie prétendument invincible. L'Armée Rouge et le peuple soviétique, ne faisant plus qu'un sous la direction du P.C.U.S. et de leur chef suprême, Joseph Staline, pulvérisèrent ce mythe de l'invincibilité nazie. Les victoires soviétiques dans les batailles titanesques de Moscou, Stalingrad, Koursk et Leningrad seront à jamais chéries non seulement par les peuples de l'ancienne, grande et glorieuse Union soviétique, mais également par

toute l'humanité progressiste.

La bataille de Moscou avait été un événement épique (...) Elle avait impliqué plus de deux millions d'hommes, 2 500 chars, 1 800 avions et 25 000 canons. Les pertes avaient été d'une ampleur horrifiante. Pour les Russes, la bataille s'était terminée par une victoire. Ils avaient encaissé l'impact total de l'offensive de la « blitzkrieg » allemande et, en dépit de leurs pertes (...) ils avaient été en mesure de monter une contre-attaque efficace. Ils avaient commencé à détruire le mythe de l'invincibilité allemande (...)(Grey 1979, p. 344.)

La reddition du 1^{er} février 1943 à Stalingrad, par le général fasciste Von Paulus et 23 autres généraux, hypnotisa le monde. La victoire de l'Armée Rouge à Stalingrad fut incroyable autant qu'héroïque. Les pertes nazies dans la zone Volga-Don-Stalingrad furent de 1,5 million d'hommes, 3 500 chars, 12 000 canons et 3 000 avions. Jamais auparavant, la machine de guerre nazie, habituée à traverser des pays en quelques jours ou quelques semaines, n'avait subi de défaite aussi humiliante - une défaite « dans laquelle périt la fleur de l'armée allemande. Ce fut contre le même arrière-plan (...), que Staline s'éleva maintenant à une figure presque titanesque aux yeux du monde entier. » (Deutscher 1973, p. 486.)

À partir de ce moment, seule la défaite attendait encore les Allemands, et elle allait survenir partout, jusqu'au moment où l'Armée Rouge allait entrer dans Berlin et faire irruption au Reichstag, le 30 avril 1945 - le jour même où le Führer se suicidait. Six jours plus tard, le feld-maréchal Wilhelm Keitel, agissant au nom du Haut Commandement allemand, se rendait au maréchal Joukov.

Staline et la Grande Guerre patriotique

Bien que, si l'on veut être correct, le crédit de la victoire doive être attribué aux forces armées soviétiques et aux efforts héroïques du peuple soviétique, aucun récit de ces années fatidiques n'est complet sans faire référence - et il s'agit, en fait, d'un hommage à part entière - au dirigeant indiscuté du PC.U.S. et du peuple soviétique, le commandant suprême des forces soviétiques, Joseph Staline. Même un renégat comme Gorbatchev est obligé, à propos de la victoire soviétique dans la Seconde Guerre mondiale, d'admettre que:

Un facteur qui permit d'obtenir la victoire, ce fut la terrible volonté politique, la détermination et l'acharnement, la capacité d'organiser et de discipliner le peuple déployés par Joseph Staline au cours de ces années de guerre. (*Rapport lors de l'Assemblée festive du 70^e anniversaire de la grande Révolution d'Octobre* tenue à Moscou le 2 novembre 1987, p. 25.)

Ian Grey, écrivain bourgeois mais honnête, dit ceci, à ce propos:

Les déconvenues massives et la menace immédiate contre Moscou auraient décontenancé la plupart des hommes, mais, sur Staline, cela eut comme impact de renforcer sa sombre détermination à combattre. Aucun autre facteur ne fut plus déterminant, à l'époque, pour sauvegarder la nation de la désintégration. (Grey 1979, p. 335.)

Plus loin, il ajoute:

Au véritable sens du terme, ce fut sa victoire (à Staline). Elle n'aurait pu être remportée sans sa campagne d'industrialisation et, particulièrement, le développement intensif de l'industrie au-delà de la Volga. La collectivisation avait contribué à la victoire en mettant le gouvernement en mesure de stocker de la nourriture et des matières premières en vue d'empêcher la paralysie de l'industrie et la famine dans les villes. Mais la collectivisation, elle aussi, avec ses ateliers de machines et de tracteurs, avait donné aux paysans leur première formation à l'usage de tracteurs et d'autres machines. (*ibid.*, p. 419.)

Citant approuvativement Deutscher, qui est loin d'être favorable à Staline, Ian Grey poursuit:

L'agriculture collectivisée «avait été l'école préparatoire du paysan pour la guerre mécanisée». (Deutscher 1973, p. 549.)

Ce fut sa victoire, aussi, parce qu'il avait dirigé et contrôlé chaque branche des opérations russes tout au long de la guerre. L'ampleur et le fardeau de ses responsabilités étaient extraordinaires, mais, jour après jour, sans la moindre interruption durant les quatre années de la guerre, il exerça le commandement direct des forces russes et du contrôle des fournitures, des industries de guerre et de la politique gouvernementale, y compris les affaires étrangères. (*ibid.*, pp. 419-420.)

En fin de compte, il écrit encore :

Ce fut sa victoire, par-dessus tout, parce qu'elle avait été remportée par son génie et son travail, de dimensions héroïques. Le peuple russe avait requis sa direction et il ne lui avait pas fait faux bond. Ses discours du 3 juillet et du 6 novembre 1941, qui avaient galvanisé le peuple pour les épreuves de la guerre, et sa présence à Moscou durant la grande bataille autour de la ville, avaient prouvé sa volonté de victoire. Il (...) l'inspira et lui donna une direction positive. Il avait la capacité de s'intéresser aux détails tout en gardant à l'esprit une perspective large et, alors qu'il se souvenait du passé et qu'il s'immergeait dans le présent, il regardait en permanence vers l'avenir. (*ibid.*, p. 424.)

Naturellement hostile comme il l'est à l'égard de Staline, Deutscher est néanmoins obligé de brosser ce portrait du rôle de Staline durant la guerre:

De nombreux visiteurs, qui s'étaient trouvés au Kremlin pendant la guerre, étaient étonnés de constater de combien de problèmes, grands ou petits, militaires, politiques ou

diplomatiques, l'ultime décision dépendait de Staline. Il fut en fait son propre commandant en chef, son propre ministre de la défense, son propre chef d'intendance, son propre ministre du ravitaillement, son propre ministre des Affaires étrangères et même son propre chef du Protocole. Le *Stavka*, c'est-à-dire le G.Q.G. de l'Armée Rouge, se trouvait dans les bureaux de Staline au Kremlin. De son bureau, il fut en contact constant et direct avec les chefs sur les différents fronts et surveilla et dirigea la campagne de Russie. De son bureau également, il fit exécuter cette opération étonnante qui consista dans l'évacuation de treize cent soixante usines de la Russie occidentale et de l'Ukraine vers la Volga, l'Oural et la Sibérie, une évacuation qui entraîna non seulement le déplacement de machines et d'installations, mais encore celui de millions d'ouvriers avec leurs familles. Entre ces différentes occupations, il trouva le temps de négocier avec Beaverbrook et Harriman sur les quantités d'aluminium ou le calibre des fusils et des armes antiaériennes qui devaient être livrés à la Russie par les Alliés occidentaux, ou encore il reçut les chefs de guérillas qui venaient des territoires occupés par les Allemands et discuta avec eux de raids à exécuter des centaines de kilomètres à l'arrière des lignes ennemies. Au cœur de la bataille de Moscou, en décembre 1941, lorsque le tonnerre des canons d'Hitler grondait, menaçant, sur Moscou, il trouva assez de temps nécessaire pour engager des négociations diplomatiques subtiles avec le général Sikorski, venu pour conclure un pacte russo-polonais. (...) il s'entretenait avec eux [les visiteurs étrangers] d'habitude tard dans la nuit ou au petit matin. Après une journée remplie de rapports militaires, de décisions stratégiques, d'instructions économiques et de négociations diplomatiques, il se penchait, au crépuscule, sur les dernières dépêches du front ou sur un rapport (...), émanant du commissariat de l'Intérieur ou N.K.V.D. (...) Pourtant, il continua, jour après jour, durant quatre années de guerre - un prodige de patience, de ténacité et de vigilance - presque omniprésent ou presque omniscient. (*ibid.*, pp. 469-470.)

Et, plus loin:

Il n'est pourtant pas douteux qu'il fut leur véritable commandant en chef [des troupes soviétiques]. Son commandement n'était nullement confiné à des décisions stratégiques abstraites, spécialité de certains hommes politiques. L'intérêt passionné qu'il consacra à l'étude des aspects techniques de la guerre moderne, jusqu'en ses détails les plus minimes, démontre qu'il n'était pas un dilettante. Il considérait la guerre sous l'angle de la logistique (...) Assurer un nombre suffisant de réserves, acheminer des d'armes en quantités et proportions suffisantes, les attribuer et les transporter aux places nécessaires au moment voulu, concentrer une réserve stratégique décisive afin qu'elle soit prête pour l'intervention au moment crucial - ces opérations constituaient les neuf dixièmes de son temps. (*ibid.*, p. 472.)

Deutscher dissipe également toute notion d'hostilité populaire à l'égard du régime soviétique:

(...) il ne faut pas croire que la majorité de la nation fut hostile au gouvernement. Si cela

avait été le cas, aucun appel patriotique, aucune promesse ou aucune mesure de coercition n'auraient évité l'effondrement politique de la Russie, qu'Hitler espérait. La grande transformation par laquelle le pays avait passé dans les années qui avaient précédé la guerre avait (...) renforcé le moral de la nation. La majorité était convaincue du progrès social et économique et elle était déterminée à le défendre avec décision contre tout danger venant de l'extérieur (...). (*ibid.*, p. 487.)

C'est toujours ça de pris sur les balivernes trotskistes à propos de la « nouvelle aristocratie incapable de mener la guerre », des « ouvriers et paysans mécontents et une armée décapitée, rendant impossible de faire la guerre, de l'infériorité supposée des armes de l'Armée Rouge, de Staline étant incapable de « mener une guerre offensive avec le moindre espoir de victoire », et de la guerre écrasant « la bureaucratie du Kremlin ».

Bien loin d'être écrasé, le régime soviétique émergea de la guerre très renforcé.

Loin d'écraser le régime soviétique par sa guerre contre l'U.R.S.S., ce fut le régime nazi lui-même qui fut écrasé et, avec lui, l'Allemagne. Qui plus est, la victoire soviétique démontra, au-delà de toute mesure, le bien-fondé des politiques d'industrialisation et de collectivisation qu'avait poursuivies, en dépit de l'opposition trotskiste et impérialiste, le régime soviétique avant la guerre.

Cette nouvelle appréciation du rôle de Staline ne provenait pas uniquement de certains courants nés dans l'enthousiasme de la victoire. Il est un fait que la guerre n'aurait pu être gagnée sans l'industrialisation intensive de la Russie et de ses provinces orientales, en particulier. Elle n'aurait pu non plus l'être sans la collectivisation d'un grand nombre de fermes. Le moujik de 1930, incapable d'actionner un tracteur ou toute autre machine, n'aurait présenté que peu d'utilité dans une guerre moderne. La collectivisation des terres, avec ses tracteurs distribués sur l'ensemble du pays, avait, été l'école préparatoire du paysan pour la guerre mécanisée. L'augmentation rapide du niveau moyen d'éducation avait permis à l'Armée Rouge de disposer d'une réserve considérable d'officiers et de soldats intelligents. « Nous avons cinquante ou cent ans de retard sur les pays avancés; nous devons combler ce retard en dix ans. Ou bien nous le ferons, ou ils nous écraseront », avait dit Staline, exactement dix ans avant que Hitler décidât la conquête de la Russie. Si on rappelait maintenant ces mots, ils ne pouvaient qu'impressionner le peuple, aussi bien comme une prophétie que comme un appel à l'action venant juste à temps. En fait, un retard de quelques années dans la modernisation de la Russie aurait signifié peut-être la défaite à la place de la victoire. (*ibid.*, p. 549.)

Voici comment Deutscher décrit le défilé de la victoire sur la Place Rouge, à la fin de la guerre:

Le 24 juin 1945, Staline était debout sur le sommet du mausolée de Lénine et vit passer une grande parade de l'Armée Rouge, à l'occasion du quatrième anniversaire de l'at-

taque de Hitler. À côté de Staline se trouvait le maréchal Joukov, son adjoint, le vainqueur de Moscou, de Stalingrad et de Berlin. Les troupes qui défilait devant lui étaient commandées par le maréchal Rokossovski. En avançant, raides, et en galopant à travers la place Bouge, les régiments d'infanterie, de cavalerie et de tanks salissaient le trottoir de boue - c'était un jour de pluie torrentielle - et exhibaient les innombrables drapeaux et bannières de l'armée de Hitler. Devant le mausolée, ils jetèrent les drapeaux aux pieds de Staline. Cette scène symbolique dénotait une imagination étrange, (...) Le lendemain, Staline reçut l'hommage de Moscou pour la défense de la cité en 1941. Le surlendemain, il était nommé «héros de l'Union Soviétique» et promu au rang de généralissime.

Ce furent des jours d'un triomphe et d'une gloire qu'on n'aurait osé rêver. (...)

Staline se trouvait dans la lumière éclatante de la reconnaissance et de la gratitude populaires. Ces sentiments étaient spontanés, sincères et non provoqués par ses propagandistes officiels. Les slogans usés d' «achèvement de l'ère stalinienne» étaient maintenant porteurs d'un sens nouveau, non seulement pour les jeunes, mais encore pour les sceptiques et les mécontents de l'ancienne génération. (...) (*ibid.*, pp. 548- 549.)

Ainsi donc, à la fin de la guerre, le trotskisme avait perdu complètement tout crédit, il était en pleine faillite - et considéré comme rien de plus qu'une agence de renseignements et un allié anticommuniste de l'impérialisme - en particulier durant la guerre d'agression, dirigée par les États-Unis, contre le peuple coréen, au cours de laquelle les trotskistes, rongés par leur haine génétique de l'Union soviétique, prirent effectivement parti pour l'impérialisme américain contre les forces de libération nationale et du socialisme.

La guerre froide - la réponse de l'impérialisme au prestige du socialisme victorieux

Les succès de l'U.R.S.S. dans la collectivisation de l'agriculture, l'industrialisation socialiste massive, les gigantesques réalisations dans l'éducation, la science, les technologies et la culture, avec la hausse constante du niveau de vie de la classe ouvrière et de la paysannerie collectiviste et sa glorieuse victoire au cours de la grande guerre patriotique contre les fascistes, avec, en conséquence, la victoire des gouvernements démocratiques populaires en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie, ont fait monter en flèche le prestige russe. Ce fut ce spectacle du triomphe, de la confiance et du progrès du socialisme qui insuffla la crainte de Dieu dans les cœurs de la bourgeoisie impérialiste et qui poussa celle-ci, sous la direction de l'impérialisme américain qui était sorti de la guerre comme la puissance impérialiste la plus forte, à déclencher la guerre froide, à instaurer l'alliance militaire belliqueuse et agressive de l'Otan et à réarmer l'Allemagne de l'Ouest en tant que membre de cette même alliance.

Les semeurs de guerre de l'Otan menacèrent l'U.R.S.S. d'un blocus économique et d'un chantage nucléaire. Mais l'U.R.S.S. défia aussi bien le blocus que les menaces militaires. Elle redoubla d'efforts pour construire son économie et saper le monopole américain sur la bombe atomique. Fin septembre 1949, la même semaine où le camarade Mao Zedong proclamait la République populaire de Chine et le succès de la révolution chinoise, le monde entendait l'explosion de la première bombe atomique de l'U.R.S.S. Même un auteur trotskiste comme Isaac Deutscher, dont la haine pour Staline est totale et qui ne rate jamais une occasion de décrire Staline comme «lourd et ennuyeux », est obligé de l'admettre:

Il [Staline] atteignit pourtant certains de ses objectifs vitaux. Il résista assez fermement à la pression occidentale pour décourager toute projet américain d'extension de la guerre; l'industrie nucléaire soviétique avança par bonds et produisit sa première bombe à hydrogène en 1953, peu après les Américains. Les secteurs fondamentaux de l'économie soviétique ayant atteint leur niveau d'avant-guerre pour le rendement dans les années 1948-49, le dépassèrent de moitié pendant les dernières années de Staline. La modernisation et l'urbanisation de l'Union soviétique allèrent s'accéléralent. Au début des années cinquante, la population urbaine, à elle seule, avait augmenté d'à peu près 25 millions d'âmes. Les écoles secondaires et les universités instruisaient deux fois plus d'élèves qu'avant 1940. Après les ruines de la guerre mondiale, les fondations étaient posées pour le renouveau industriel et militaire de la Russie, renouveau qui devait bientôt éblouir le monde. (Deutscher 1973, p. 598.)

Quelques pages plus loin, Deutscher fait remarquer:

(...) c'est un fait que «Staline trouva la Russie travaillant avec une charrue en bois et la laissa équipée de piles atomiques» (...). Résumer ainsi la domination de Staline, c'est, sans nul doute, rendre hommage à sa réussite. (*ibid.*, p. 620. - Les mots cités par Deutscher sont tirés de sa notice nécrologique sur Staline publiée dans le *Manchester Guardian* du 6 mars 1953.)

Bien sûr, seuls des trotskistes incorrigibles peuvent prétendre que les réalisations citées plus haut sont apparues automatiquement lors de la mise en place des rapports socialistes de propriété, hérités de la révolution d'Octobre - non pas à cause de, mais en dépit de la direction socialiste, si l'on peut dire. Non, de telles réalisations ne peuvent se produire sans une direction convenable. Il suffit de comparer la direction, les politiques poursuivies par la direction et les conséquences et réalisations de ces politiques dans l'U.R.S.S. jusqu'au milieu des années 1950 avec celles de la direction à partir du 20^e congrès du Parti (1956) jusqu'au coup d'État d'août 1991 qui a eu pour conséquence la désintégration de l'U.R.S.S., pour comprendre la différence énorme qui sépare les deux périodes. Même Roy Medvedev, qui ne fut pas tendre avec Staline et qui fut l'auteur de l'ouvrage absolument hostile à ce dernier, *Let history judge* (L'Histoire jugera, Medvedev 1971), a été forcé de l'admettre: « Staline découvrit l'Union soviétique en ruines et en fit une superpuissance. Gorbatchev

hérita d'une superpuissance et la quitta en ruines. »

Le triomphe du révisionnisme khrouchtchévien et la résurrection du trotskisme

Par conséquent, compte tenu de ses réalisations gigantesques, qui furent le fruit d'une volonté acharnée à suivre la voie léniniste de la construction du socialisme, les gens de la classe ouvrière traitèrent, avec le plus profond mépris les divagations trotskistes contre l'U.R.S.S. et sa direction. Tout cela, cependant, allait changer après la mort de Staline, avec le triomphe au sein du P.C.U.S., du révisionnisme khrouchtchévien. Le révisionnisme khrouchtchévien ne pouvait arriver à rien dans son désir de saper le socialisme, de trouver des arrangements avec l'impérialisme et d'initier le long processus de retour au capitalisme, s'il n'attaquait pas la personne qui, après la mort de Lénine, et dans une lutte amère pour la victoire de la ligne léniniste dans la question de l'industrialisation et la collectivisation socialistes, était devenue le porte-parole le plus représentatif de la construction du socialisme en U.R.S.S., et dont le nom allait être lié de façon indélébile et indissociable à cette même construction, Joseph Staline lui-même. Ce qui explique l'attaque de Khrouchtchev contre Staline dans son prétendu rapport secret lors du 20^e congrès du P.C.U.S., en 1956. Avec cette attaque contre le supposé « culte de la personnalité » de Staline - et tout ceci, incidemment, au nom du léninisme et dans le but prétendu de revenir à des normes véritablement léninistes - commença le long processus politique et économique qui allait permettre aux fruits capitalistes de mûrir grâce aux soins tendres et aimants du dernier successeur de Khrouchtchev, Gorbatchev. Je ne peux ici m'étendre davantage sur cette question que j'ai traitée de façon plus détaillée dans mon ouvrage *Perestroïka, the Complete Collapse of Revisionism* (La perestroïka ou l'effondrement complet du révisionnisme, Brar 1992).

L'attaque de Khrouchtchev contre Staline apporta, après coup, quelque crédibilité aux emportements contre-révolutionnaires des trotskistes contre l'U.R.S.S. qui avaient débuté au milieu des années vingt et n'allaient plus cesser par la suite. Du fait que, sous la tutelle de Khrouchtchev et de ses successeurs, le P.C.U.S. lui-même, ainsi que les partis révisionnistes d'Europe et d'ailleurs, se mit réellement à dégénérer, les sempiternelles jérémiades trotskistes à propos du prétendu Thermidor et de la dégénérescence qui s'étaient emparés du P.C.U.S. dès 1923, finirent par acquérir un semblant de plausibilité.

Le trotskisme prend fait et cause pour n'importe quel mouvement contre-révolutionnaire

Dans la foulée du triomphe du révisionnisme lors du 20^e congrès du P.C.U.S., et sous son encouragement direct, les tendances bourgeoises nationalistes au sein des partis ouvriers, agissant en étroite coordination avec les agences impérialistes et les médias de diffusion aussi bien qu'avec l'Église, passèrent à l'avant-plan dans

certaines démocraties populaires. Dans un certain nombre d'endroits -l'exemple le plus connu est la Hongrie - elles amenèrent des insurrections contre-révolutionnaires. Partout, au cours de ces soulèvements dirigés contre le socialisme et le pouvoir de la classe ouvrière, les trotskistes se retrouvèrent - et on devait s'y attendre - aux côtés de l'impérialisme, de la réaction, de la contre-révolution et du cléric-fascisme. Le II e congrès mondial des trotskistes rendit hommage à la contre-révolution hongroise inspirée par la CIA et le Vatican dans les termes chaleureux que voici:

La révolution hongroise d'octobre et novembre 1956 est allée le plus loin dans la voie de la révolution politique antibureaucratique pleinement épanouie. (*Imprecor*, II e congrès mondial de la 4^e internationale, novembre 1979, cité dans Martens 1991, pp. 108-109.)

James Burnham, le trotskiste américain et acolyte de confiance de Trotski jusqu'en 1940, soutint ouvertement, dès 1950, la politique américaine de « libération des nations captives » - une politique de déstabilisation des démocraties populaires de l'Europe de l'Est.

Le trotskisme et la contre-révolution tchécoslovaque

Lorsque les révisionnistes extrêmes de Tchécoslovaquie, dirigés par Dubcek, s'impatientant de la lenteur des « réformes » visant à restaurer une économie capitaliste et une démocratie bourgeoise multipartite, lancèrent ce qu'on a appelé le Printemps de Prague, ils déclarèrent, comme par euphémisme, que leur but était de « libérer le marxisme de la déformation stalinienne et bureaucratique » et de « formuler la vocation humaniste du mouvement communiste » (*Le Congrès clandestin - le 14^e congrès extraordinaire*, Éditions du Seuil, Paris, 1969, pp. 148 et 146, cité dans Martens 1991, p. 45). La signification de ces slogans, attrayants en apparence, devint beaucoup plus claire en 1989, époque à laquelle la liquidation des Partis communistes de Pologne et de Hongrie, le démantèlement de ce qui restait de la planification socialiste de l'économie dans ces pays et le plongeon dans le capitalisme et la démocratie bourgeoise - avec la reconnaissance attendrie de l'impérialisme et de son bras spirituel, le Vatican - furent chose faite. Dubcek, dans une lettre adressée à la direction du Parti, demanda à celle-ci de ne pas condamner les réformes en Pologne et en Hongrie. Son collègue Jiri Pelikan fit de même en appelant «le mouvement démocratique d'Europe occidentale (à) développer le dialogue avec Solidarnosc (...) en Pologne, avec le Forum démocratique (...) en Hongrie, avec la Charte 77 (...) en Tchécoslovaquie» (*Forum dissidences*, mai 1989, Genève, pp. 26-27, cité dans Martens 1991, p. 45), c'est-à-dire avec les forces de la restauration capitaliste. C'est ainsi qu'en 1968, et plus tard, à la fin des années 80 et au début des années 90, l'on trouva les trotskistes, fidèles à eux-mêmes, aux côtés de la contre-révolution.

Le trotskiste Petr Uhl fut l'un des membres les plus actifs de la Charte 77 hostile au communisme. Le 15 octobre 1988, les sommités de la Charte 77 et des autres groupes de l'opposition signèrent un *Manifeste du Mouvement pour la Liberté civique* qui, entre autres choses, réclamait «le pluralisme économique» et « politique », la libération des affaires du « joug de la bureaucratie centralisée », « le plein rétablissement de l'entreprise privée dans le domaine du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises » et l'intégration «de façon naturelle [de l'économie tchèque] à l'économie mondiale, basée sur la division internationale du travail » (*Imprecor* n° 283, 1989, p. 24, cité dans Martens 1991, p. 62). Il s'agissait donc, en d'autres termes, d'un *Manifeste* en faveur de la restauration du capitalisme et de la démocratie bourgeoise. Tout en avouant sa sympathie à l'égard de ce *Manifeste* de la contre-révolution de velours, Uhl ne jugea pas opportun d'y apposer sa signature, se permettant même de le critiquer comme « plate-forme libérale démocratique » et « totalitaire ». La conclusion? Au lieu de le dénoncer et de s'en dissocier, il accueillit favorablement le *Manifeste* parce qu'on y avait inclus « la revendication de l'autogestion dans les grandes entreprises » (*Imprecor* n° 283, 1989, pp. 26-30, cité dans Martens 1991, p. 62), c'est-à-dire le genre de bla-bla qui abonde dans les pays impérialistes et qui vante la démocratie du management participatif.

Après le succès de la contre-révolution et la mise en application du *Manifeste* ci-dessus, Uhl déclara:

On pourrait discuter dans quelle mesure la théorie de Trotski sur la révolution politique a été justifiée. Je pense que c'est en Tchécoslovaquie que la réalité est la plus proche de cette théorie. (*Imprecor* n° 304, 1990, p. 26, cité dans Martens 1991, p. 63.)

Il poursuit en ajoutant en guise d'explication de cette «révolution politique» et de la composition de cette coalition anticommuniste: « Tant qu'il s'agit de dire qu'on est contre le "communisme", contre le stalinisme, contre la bureaucratie, tout le monde est d'accord. » (*ibid.*)

Et, plus loin encore :

Il y avait ceux qui voyaient dans la Charte 77 un pas en direction de la révolution politique - c'était mon cas; d'autres y voyaient un moyen de propager la parole du Christ. C'était un véritable laboratoire de tolérance. (*Imprecor*, n° 300, 1990, p. 8, cité dans Martens 1991, p. 63.)

Dans son ouvrage *L'U.R.S.S. et la contre-révolution de velours*, que je recommande à tout lecteur souhaitant un compte rendu détaillé de ces événements, le camarade Ludo Martens, président du Parti du Travail de Belgique (PTB), fait judicieusement remarquer, à ce propos:

« Pour renverser et détruire le socialisme (que ce soit un socialisme vigoureux et fort ou un socialisme malade et miné), les clérico-fascistes, les nationalistes réactionnaires, les agents de la CIA et les sociaux-démocrates se serrent les coudes et ils font, bien sûr, preuve d'une grande "tolérance" envers les pseudo-socialistes qui viennent renforcer leur agitation à coup de citations de Trotski » (Martens 1991, p. 63), à propos de la révolution politique prétendument antibureaucratique qui s'avère, comme cela a toujours été prévu, n'être qu'une autre expression, emballée dans un langage « gauchisant », désignant la vulgaire restauration du capitalisme. Ainsi donc, le trotskisme avait eu sa « révolution politique » contre la « bureaucratie stalinienne »!!

Le trotskiste belge, Ernest Mandel, salua les événements du 12 janvier 1990 comme « le brusque accès à la vie politique de centaines de millions d'hommes et de femmes des pays de l'Est » (*Imprecor*, n° 300, 1990, p. 8, cité dans Martens 1991, p. 63). Le sens de cette hyperbole, qui n'en a justement aucun, a été clairement révélé par le même notable trotskiste prétentieux et pompeux, à peine dix mois plus tard, le 23 novembre 1990: « Selon Petr Uhl, il n'existerait que quelques centaines, voire quelques milliers de militants du Forum Civique, au niveau régional et local. »

Un peu plus loin:

Le mouvement estudiantin qui a, pour une large part, été le moteur des événements de novembre 1989 n'existe plus. (*Imprecor*, n° 319, 1990, p. 4, cité dans Martens 1991, p. 64.)

En Tchécoslovaquie, « l'accès à la vie politique », à propos duquel Mandel est si lyrique, s'est produit à une époque où les masses suivaient le Forum Civique contre-révolutionnaire, sous la direction de Havel, un agent notoire de la CIA. Voici ce que Pavel Pechacek, chef de la section tchécoslovaque de Radio Free Europe financée par la CIA, déclare à ce propos:

Nous avons toujours joué un rôle important. Selon le leader de la révolte estudiantine à Bratislava, c'est Radio Free Europe qui a mis le feu aux poudres. Nous avons toujours eu des contacts étroits avec Havel, Carnogursky et Dienstbier qui sont aujourd'hui membres du nouveau gouvernement, mais qui ont, pendant des années, travaillé pour nous comme correspondants indépendants (cité dans Martens 1991, p. 64).

Voilà donc les personnes - les Havel, les Pechacek ! - qui «éveillèrent les masses à la vie politique» en Tchécoslovaquie. Sachant parfaitement bien que le Forum Civique était partisan de la restauration du capitalisme, que Vaclav Klaus, chef du Forum Civique depuis octobre 1990 et l'un des principaux conseillers de Havel, ne se contente pas d'exprimer, sur un enregistrement, son admiration pour Milton Friedman

et Hayek, les deux économistes bourgeois les plus admirés par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, respectivement ancien Président des États-Unis et ancien Premier ministre de la Grande-Bretagne, mais y exprime également son engagement en faveur d' « une économie de marché sans adjectif aucun » (*The Wall Street Journal*, 6 mars 1990) - sachant tout cela, Mandel déclarait à un journal financier belge, le 21 mars 1990:

Le passage vers un modèle tout à fait occidental est possible, mais ce n'est pas le cas dans des pays comme l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie. (*De Financieel Economische Tijd*, 21 mars 1990, cité dans Martens 1991, p. 65.)

Sachant tout cela, pourquoi les trotskistes coopérèrent-ils avec le Forum Civique?

La réponse se situe dans leur haine foncière du socialisme et du communisme. Cette vérité, Uhl, dont l'esprit est confus, la laisse échapper furtivement en expliquant que son soutien au Forum Civique et à Havel fut motivé par un désir de se débarrasser des reliquats du système socialiste!

En fin de compte, et ce ne fut pas une surprise, après plusieurs soubresauts politiques et contorsions mentales, le trotskiste Uhl se creusa une jolie petite niche au sein du nouvel État bourgeois tchécoslovaque en tant que chef de l'Agence de Presse tchèque, un poste auquel il fut désigné en février 1990 et à partir duquel il allait propager les miracles de la restauration capitaliste ainsi que « l'accès à la vie politique » enclenché par cette restauration ou cette « révolution antibureaucratique », si vous préférez.

Après ses balbutiements de la veille concernant le contrôle des ouvriers, Uhl n'eut guère de mal à passer à la tâche consistant à informer les masses que l'État tchécoslovaque représente la société:

On sous-entend généralement que, si nous dépendons de l'État, nous soutenons le gouvernement. Ce qui n'est pas exactement le cas. Nous devons bien sûr «respecter» le gouvernement, mais s'il y a un conflit, c'est plutôt à un comité parlementaire d'en décider parce que le parlement représente davantage l'État que le gouvernement. Nous avons la tâche de propager des informations sur la société tchécoslovaque à l'étranger. Cela concerne l'État tchécoslovaque parce qu'il représente pour le moment la société tchécoslovaque. (*Imprecor*, n° 304, 1990, p. 27, 21 mars 1990, cité dans Martens 1991, p. 66.)

Si ce bla-bla rime à quoi que ce soit, il correspond à la pire forme de crétinisme parlementaire puisque, d'après lui, le parlement tchécoslovaque et l'État bourgeois tchécoslovaque sont synonymes et puisque, toujours selon cet imbécile trotskiste, l'État représente la société, « nous avons la tâche de propager des informations sur

la société tchécoslovaque »! ! ! C'est le début et la fin, la seule signification de la «révolution politique antibureaucratique» trotskiste tant annoncée. On ne pourrait être plus clair.

Le trotskiste belge Mandel et le trotskiste français Broué défendent carrément la contre-révolution

Durant plus de vingt ans, Mandel, célèbre pour son antimarxisme et son économisme vulgaire, a défendu le point de vue selon lequel, en l'absence d'une contre-révolution violente, le capitalisme ne pourrait être restauré dans les pays socialistes. Partant de ce principe erroné, il avait plaidé sans arrêt en faveur d'une démocratie multipartite (démocratie pour tous). Puisque, selon son raisonnement, il n'y avait pas de danger pour le socialisme et que le véritable ennemi résidait dans la « bureaucratie », c'est par le biais de la démocratie multipartite que le socialisme allait acquérir un caractère démocratique. Vers la fin 1989, à propos du mouvement contre-révolutionnaire de Timisoara qui aboutit au renversement et à l'assassinat brutal de Ceausescu et de sa femme Elena, Mandel surpassa même les mensonges des médias impérialistes en dénonçant « les monstrueux crimes staliniens commis à Timisoara » - des crimes dont, après coup, on allait s'apercevoir qu'ils n'avaient jamais eu lieu. Il s'avéra que les chiffres enflammés des médias bourgeois, parlant de 70 000, voir de 100 000 morts à Timisoara, et les horribles histoires concernant d'immenses fossés communes, avaient été inventés de toutes pièces. La correction, ramenée à 700 morts seulement, la plupart des mains de l'armée plutôt que de la Securitate, a été relatée dans des colonnes millimétriques reléguées dans les pages intérieures.

À propos du mouvement contre-révolutionnaire en République démocratique allemande, Mandel déclara:

Je suis réellement excité par tout ce qui se passe à Berlin (...) la tendance antisocialiste y est particulièrement faible.

Saluant cette « révolution », il poursuivait en s'exclamant:

Tout ce que Trotski a toujours espéré peut maintenant être réalisé. (*Huma*, 21 décembre 1989, cité dans Martens 1991, p. 142.)

Dans les cercles trotskistes, de même évidemment que dans les milieux impérialistes, alors que des gens comme Gorbatchev, Eltsine et Trotski sont des révolutionnaires, Staline et le Parti bolchevik qu'il dirigeait sont contre-révolutionnaires!!

Il est utile de reproduire les opinions de Mandel, considéré comme le théoricien de la Quatrième Internationale trotskiste, à propos du programme contre-révolutionnaire de la restauration capitaliste présenté dans la *perestroïka* de Gorbatchev. Au cours d'une interview accordée à un journaliste de *Temps nouveaux*, on lui demanda:

Mikhaïl Gorbatchev ne proclame-t-il pas que la perestroïka est une véritable nouvelle révolution?

Mandel répondit:

Oui, il le proclame effectivement, et c'est de nouveau fort positif. Notre mouvement avait défendu la même thèse depuis 55 ans, on l'avait qualifié pour cette raison de contre-révolutionnaire. Aujourd'hui, on comprend mieux, en U.R.S.S. et au sein d'une bonne partie du mouvement communiste international, où se trouvaient les véritables contre-révolutionnaires. (W 38,1990, pp. 41-42, cité dans Martens 1991, p. 213.)

De nouveau, dans le journal financier belge déjà mentionné, Mandel s'exprime sur cette question dans les termes suivants:

Le réformateur Eltsine représente la tendance qui veut réduire l'immense appareil bureaucratique. Ainsi, il marche sur les traces de Trotski. (*De Financieel Economische Tijd*, 21 mars 1990, cité dans Martens 1991, p. 213.)

Ces aveux admirables du trotskiste Mandel, dont nous le remercions de tout cœur, ne font que faciliter notre tâche de dénoncer l'anticommunisme et l'antibolchevisme de Trotski. Pour une fois, Mandel a absolument raison. Gorbatchev, Eltsine et Trotski présentent le même profil idéologique et politique: tous trois sont partisans de la restauration capitaliste.

C'est ce même méprisable Mandel qui avait décrit plus tôt le monarchiste archi-réactionnaire, Sakharov, comme l'un des gens de « la gauche radicale et progressiste » et le nationaliste bourgeois Sajudis, de Lituanie, comme appartenant au « mouvement populaire radical-démocratique et nationaliste »!!! (*Imprecor*, n° 285, 3 avril 1989, cité dans Martens 1991, p. 227.)

Partout, les trotskistes sans exception ont soutenu l'invention contre-révolutionnaire de la CIA et du Vatican, Solidarnosc, en Pologne, acclamant son apparition et son accession au pouvoir - une fois de plus, au nom de la «révolution politique anti-bureaucratique» de Trotski.

De son côté, le trotskiste français Broué, déjà mentionné, applaudit aux mouvements contre-révolutionnaires de l'Europe de l'Est qui, deux ans après la publication de son *Trotski*, en étaient venus à diriger des régimes favorables à la restauration capitaliste et attribue correctement à Trotski la version suivante de la «révolution politique»:

Les revendications apparaissant dans ces mouvements de travailleurs et de jeunes reproduisent celles qui constituaient le programme de la « révolution politique » comme Trotski l'avait esquissée: la démocratie, la liberté pour les

partis, la destruction de l'appareil bureaucratique, la « liberté » syndicale, la liberté électorale et le droit à la critique, la fin des violations des droits de l'homme, un châtement pour les responsables de crimes, l'acquisition des droits démocratiques de s'exprimer, de se réunir, de manifester, ainsi que l'apparition d'une presse libre - et, de ce fait, stimulante. (Broué 1988.)

Les arguments sophistiqués utilisés par les trotskistes américains de la L.C.I pour défendre la contre-révolution

Bien sûr, la représentation correcte et candide par messieurs Mandel et Broué de la «révolution politique» de Trotski contre la «bureaucratie stalinienne» est des plus embarrassantes pour les spartakistes de la L.C.I qui, toujours, présentent une version expurgée du trotskisme dans l'effort de rendre à ce dernier quelque crédibilité aux yeux des travailleurs progressistes en vue de pratiquer avec le plus grand succès possible la diffusion du trotskisme contre-révolutionnaire ainsi que la théorie de l'impuissance permanente. C'est pourquoi ils entrent dans une rage folle lorsque les Mandel et Broué reconnaissent directement la simple vérité.

Quelle est la position même de la L.C.I.? Alors qu'il peut sembler, aux yeux d'un observateur distrait ou superficiel, qu'ils défendent les acquis du socialisme et l'édification socialiste ainsi que les États ouvriers, ce n'est pas le cas. Ils ne sont jamais en reste pour stigmatiser les anciens régimes socialistes, spécialement le régime soviétique des années 1923 à 1953, qu'ils ont toujours dénoncé comme étant «bureaucratique» et à renverser par le biais d'une « révolution politique ». Dans certains moments de mégarde, baissant leur masque habituel, ils révèlent l'essence réactionnaire de leur ligne politique trotskiste. Dans un article rédigé en novembre 1992 dans le seul but de présenter une version expurgée du trotskisme, la vérité sue littéralement, en dépit de leurs efforts, des lignes que voici:

L'idée que le « socialisme » pourrait être construit dans un seul pays (et un pays arriéré, en plus), entouré d'ennemis impérialistes, est une perversion nationaliste du marxisme.

Le dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays » était le placenta idéologique d'une contre-révolution politique qui a vaincu l'internationalisme léniniste et a amené au pouvoir une caste bureaucratique nationaliste.

L'idée du socialisme dans un seul pays était-elle vraiment une « perversion nationaliste du marxisme »? Était-elle réellement un « dogme stalinien » et « le placenta » idéologique d'une contre-révolution politique qui a vaincu l'internationalisme léniniste et a amené au pouvoir « une caste bureaucratique nationaliste»? Si ce que dit ce spartakiste est vrai, vaudrait-il la peine pour lui, ou pour n'importe qui, de défendre les gains de cette « perversion nationaliste »? Les spartakistes de la L.C.I n'avaient

qu'à poser cette question pour montrer qu'ils dévoilaient tout leur jeu, consistant à faire semblant de défendre verbalement le socialisme alors qu'en réalité, ils le sabotaient. Les spartakistes sont-ils donc ignorants des écrits de Lénine au point de ne pas comprendre que cette « perversion nationaliste » du socialisme dans un seul pays n'était pas le « dogme de Staline », mais bien celui de Lénine? Lui, et lui seul, doit avoir le crédit (ou le discrédit) de la paternité de ce « dogme ». Les spartakistes ne devraient pas être si ignorants, car ils affirment qu'ils sont des léninistes et ils prétendent la même chose pour leur gourou, Trotski. Qu'ils lisent donc l'article écrit par Lénine en 1916, intitulé *Le programme militaire de la révolution prolétarienne* (Lénine 9-1916), et son article *De la coopération* rédigé au début de 1923 (Lénine, 6-1-1923), au moment même où Trotski écrivait son pamphlet antiléniniste et contre-révolutionnaire, *Cours nouveau* (Trotski 1923). Et qu'ils lisent donc les lignes suivantes tirées du discours prononcé par Lénine le 20 novembre 1922 à l'adresse du Soviet de Moscou:

Nous sommes arrivés au cœur même des questions quotidiennes, et cela constitue un immense progrès. Dès à présent, le socialisme n'est plus la question d'un avenir éloigné, je ne sais quelle image abstraite, ou je ne sais quelle icône. À propos d'icônes, nous gardons notre ancienne opinion, fort mauvaise. *Nous avons réussi à implanter le socialisme dans la vie quotidienne*, et c'est là que nous devons voir où les choses en sont. Voilà la tâche de l'heure, voilà la tâche de notre époque. Permettez-moi de terminer en exprimant l'assurance que, si difficile que soit cette tâche, si nouvelle qu'elle soit par rapport à l'ancienne, et si nombreuses que soient les difficultés qu'elle nous occasionne, tous ensemble, *en l'espace de quelques années*, et non demain, tous ensemble nous l'accomplirons coûte que coûte, et *de la Russie de la NEP sortira la Russie socialiste*. (Lénine 20-11-1922, pp. 455-456, c'est moi qui souligne - H. B.)

Après cela, si les spartakistes ont le courage de leurs convictions, ils devraient accuser Lénine du « dogme » qu'ils tentent de mettre sur les épaules de Staline; c'est Lénine, plutôt que Staline, qu'ils devraient blâmer de cette « perversion nationaliste ».

Les trotskistes du SWP accueillent favorablement la chute du communisme

La plus importante organisation trotskiste de Grande-Bretagne, le Parti ouvrier socialiste (Socialist Workers Party ou SWP), après avoir acclamé tout mouvement contre-révolutionnaire en Europe de l'Est, depuis l'insurrection hongroise, fomentée par la CIA et le Vatican, jusqu'au syndicat Solidarnosc, favorable à la restauration capitaliste, et au Forum civique en Tchécoslovaquie, salua avec une joie frénétique la chute du socialisme en U.R.S.S. Son organe, *Socialist Worker*, déclara avec jubilation: « Le communisme s'est effondré. Désormais, battons-nous pour le vrai socialis-

me. » (31 août 1991) Il poursuivait en applaudissant au déboulonnement des statues de Sverdlov, Dzerjinski et autres « icônes de l'ancien Parti communiste »; il lui sembla même opportun de publier une illustration montrant la destruction d'une statue du grand Lénine et de déclarer: « Le communisme s'est effondré (...) C'est un fait qui devrait réjouir chaque socialiste. »

Le SWP alla jusqu'à prétendre que la victoire d'Eltsine avait « rapproché, et non éloigné, les travailleurs de l'U.R.S.S. de l'esprit de la révolution socialiste de 1917 ».

Eh bien! Depuis la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, qu'est-ce que cette « mort du communisme » et le combat pour le « vrai socialisme » ont amené? Exactement ce que voulait l'impérialisme et ce pour quoi il a travaillé pendant des décennies. Exactement ce que tout observateur intelligent, non rongé par la haine du communisme, s'attendait à y voir. Les forces du marché ont pu se déchaîner sur les infortunés peuples de l'Europe de l'Est et de l'ancienne U.R.S.S. Partout, on a assisté à l'apparition du chômage, à la diminution de la production, à des taux d'inflation catastrophiques, à des luttes nationales, à l'apparition du racisme, de l'antisémitisme et du fascisme, à une hausse de la criminalité, du trafic de drogues, de la prostitution, du marché noir et de la famine. Il y a eu une flambée astronomique des prix des produits de base comme la nourriture, le logement, l'électricité et les vêtements. En d'autres termes, on a ouvert la voie à toutes les libertés associées à une économie de marché libre et à la « révolution politique » trotskiste contre la « bureaucratie stalinienne ».

Dans l'ancienne République démocratique allemande, par exemple, entre le début de 1990 et la fin de 1991, l'économie a régressé de 20% du fait de la fermeture d'usines entières. Au cours du premier semestre de 1990, la production industrielle connut une chute vertigineuse de 40%; dans le second semestre de la même année, elle chuta à nouveau de 40%! Au printemps 1991, un tiers des Allemands de l'Est avaient perdu leur emploi ou n'allaient pas tarder à le perdre. De 270 000 chômeurs en juillet 1990, les chiffres passèrent à 1 million à la fin 1991 et à 1,5 millions en 1992.

En Pologne, 2 millions de travailleurs, représentant 15% de la force de travail, sont au chômage et, alors que les salaires réels ont chuté de 30%, le coût de la vie a augmenté de 40%.

Le tableau est pareil en Hongrie et en Tchécoslovaquie où la production industrielle a chuté d'un cinquième.

En U.R.S.S. qui, avant 1985, possédait une économie gigantesque, la production industrielle a baissé de 40% depuis lors; le taux d'inflation, alarmant, se situe à 2 500%. La monnaie s'est écroulée: le rouble, dont la valeur était plus élevée que celle du dollar américain, n'est plus échangé qu'au taux de 800 roubles pour 1 dollar (mars

1993).

Les mêmes crétiens du SWP qui, avec le même ravissement criard, ont salué en la «mort» du «communisme» le début de la lutte pour le «véritable socialisme », deux ans plus tard, se lamentent, à la manière de vierges innocentes, sur le fait que les changements font du tort aux travailleurs. Dans le *Socialist Worker* du 9 novembre 1991, ils écrivent:

La prospérité, la liberté, la démocratie - tel était le futur de l'Allemagne de l'Est lorsque le mur de Berlin tomba le 9 novembre 1989, prétendaient les médias.

Dans les semaines qui ont suivi, les Tchécoslovaques, les Bulgares et les Roumains ont eux aussi chassé leurs dirigeants staliniens. Les Polonais et les Hongrois ont accru les pressions en faveur des réformes.

Deux ans se sont écoulés et ces mêmes politiciens, commentateurs et experts sont silencieux. Aucune de leurs prédictions ne s'est vérifiée, aucune de leurs perspectives ne s'est réalisée.

(...) L'économie de marché n'a pas conduit à la prospérité, elle a tout simplement accru la misère.

Au contraire. Chaque prédiction des politiciens et médias bourgeois s'est, elle, réalisée. Le capitalisme a été restauré et ce processus, comme chacun le savait (y compris les stupides trotskistes dont la «révolution politique antibureaucratique» contre le «stalinisme» et l' « économie planifiée », dépouillée de tout son verbiage «gauchiste», équivalait à cette restauration du capitalisme), ne peut se produire qu'avec la misère et la ruine pour les masses des travailleurs et l'enrichissement extraordinaire de quelques-uns. Le mouvement impliquant la démolition de toute planification centrale et l'introduction de la propriété privée ne peut s'exprimer que par des heurts, des chocs, des bouleversements qui nuisent gravement à la classe ouvrière des anciens États socialistes.

Ce sont, en effet, les gourous du SWP qui, s'ils avaient le moindre sentiment de honte et une once de socialisme en eux, devraient être rassurés, à l'extrême limite, puisque ce sont leurs chouchous Lech Walesa et son Solidarnosc en Pologne, Havel et son Forum Civique en République tchèque, Boris Eltsine en Russie etc., tous ces dirigeants de la « révolution antibureaucratique » trotskiste, qui sont occupés à introduire les miracles de la « démocratie » et du « marché libre ». Au lieu de se tenir sagement à l'écart de l'affaire, le *Socialist Worker*, après avoir résumé les résultats de l'introduction de l'économie de marché dans les pays de l'Europe de l'Est, poursuit en demi-teinte pour déplorer ceci:

Pourtant, la misère dont souffrent l'Allemagne de l'Est et la Pologne n'a pas empêché

le président de la Russie, Boris Eltsine, de proposer un programme de privatisation rapide et étendue et une suppression rapide des subsides alimentaires et locatifs.

Mais il apparaîtrait qu'ils ne sont pas non plus heureux des résultats, car ils croient que les régimes bourgeois nouvellement établis n'ont pas été assez loin dans la destruction de toutes les traces, instruments et institutions liés aux anciens régimes des États socialistes:

Et pas une semaine ne se passe sans que des révélations prouvant que la Stasi tant détestée, la Securitate, l'AVO en Hongrie et toute cette autre racaille qui maintenait en place les régimes staliniens, sont toujours présentes.

La phrase ci-dessus, hormis qu'elle révèle que leur haine est surtout réservée aux régimes socialistes, constitue également une tentative subtile de berner les pauvres naïfs qui gonflent partout les rangs des organisations trotskistes et qui manifestent un faible pour les expressions toutes faites, en leur faisant croire que les anciens régimes de l'Europe de l'Est étaient staliniens, c'est-à-dire léninistes. Dans la préface de mon ouvrage *Perestroika - the Complete Collapse of Revisionism* (Brar 1992), préface dans laquelle je faisais référence à ce propos aux trotskistes, aux révisionnistes et aux sociaux-démocrates, je disais:

Cette engeance révoltante - en particulier les contre-révolutionnaires trotskistes - s'est réjouie jusqu'à en délirer de l'effondrement prétendu du stalinisme en Europe de l'Est et en U.R.S.S. C'est juste le contraire. Ce qui s'est effondré, c'est le révisionnisme et son inévitable dégénérescence en capitalisme ordinaire. Ce que ces créatures méprisables appellent « stalinisme » n'est que la mise en pratique du léninisme. Lorsqu'on appliqua le léninisme en U.R.S.S., et ce fut sans aucun doute le cas durant les trois décennies du P.C.U.S. sous la direction de Staline, il réalisa des hauts faits de l'histoire mondiale sur tous les fronts - économique, social, culturel, diplomatique et militaire ce qui est précisément la raison pour laquelle le nom même de Staline est devenu la cible de tant d'injures de la part de la bourgeoisie et de ses « pugilistes à gages », Ainsi donc, ce qui s'est effondré, c'est le révisionnisme, même si, pour induire le prolétariat en erreur, les trotskistes rusés - bien que frustes et passablement étourdis -, en utilisant le terme de « stalinisme » comme insulte plutôt que comme caractérisation politique, l'ont appliqué aux révisionnistes mêmes qui nourrissent une haine mortelle à l'égard de Staline (pp. viii-ix).

Au bout du compte, le *Socialist Worker* est très satisfait des réalisations de la contre-révolution en Europe de l'Est et termine par la conclusion pleine de suffisance, pour ne pas dire grossière, que voici:

Ce qu'a dit le *Socialist Worker* en novembre 1989 demeure vrai aujourd'hui: « Ce qui est vraiment admirable à propos des nouveaux mouvements en Europe de l'Est, c'est qu'ils accroissent la possibilité d'une société qui soit meilleure, plus libre et plus démocratique que celle qui existe à l'Est ou à l'Ouest pour l'instant ».

En d'autres termes, quelle chose merveilleuse d'avoir remplacé les anciens régimes socialistes par des régimes bourgeois et des économies de marché libre, dont monsieur Alan Gibson, l'auteur de cet article dans le *Socialist Worker*, déplore les conséquences avec une telle folie et d'une façon tellement autodestructrice !!!

Le même SWP qui, en août 1991, avec un grand zèle contre-révolutionnaire, avait déclaré que la victoire d'Eltsine avait amené « les travailleurs de l'U.R.S.S. plus près de l'esprit de la révolution socialiste de 1917 », déclare aujourd'hui, dans la colonne du méprisable Jean Molyneux, que «c'est précisément la nature féroce hostile à la classe ouvrière des réformes libre-échangistes d'Eltsine qui le font aspirer à des pouvoirs dictatoriaux en vue d'imposer son programme. Par conséquent, aucun socialiste ne devrait soutenir Eltsine.» (*Socialist Worker*, 10 avril 1993, « Russia: should we take sides ? » (La Russie: devrions-nous prendre parti ?))

Telle est la logique de la clique contre-révolutionnaire du SWP: le soutien à la contre-révolution d'Eltsine en août 1991 sous le prétexte que sa victoire a amené le prolétariat soviétique « plus près de l'esprit de la révolution socialiste de 1917 » et l'opposition à Eltsine en avril 1993 pour sa tentative de mettre en pratique le programme annoncé de la contre-révolution à propos duquel le SWP déploie tellement d'éloquence !!!

Rien ne pourrait mieux révéler le visage hideusement social-démocrate du SWP que le fait que le même *Socialist Worker*, qui s'est senti tellement transporté de joie à la mort du communisme, a souffert d'une profonde «dépression» et d'une « démoralisation post-électorale » dans le sillage de la quatrième défaite électorale d'affilée du Parti travailliste. Voilà ce que déplorait le *Socialist Worker*: « Le résultat électoral fut un désastre pour tous ceux qui souhaitent une meilleure société. »

La grossièreté de la défense par le SWP du capitalisme et de ses représentants a même forcé les spartakistes de la L.C.I., une autre organisation contre-révolutionnaire trotskiste, à émettre l'observation correcte que voici:

Une organisation (en l'occurrence le SWP - H. B.) qui trouvait motif « à ce que tout socialiste se réjouisse » dans la victoire des forces contre-révolutionnaires d'Eltsine, lesquelles ont amené la pauvreté, le chômage massif et la misère aux masses de l'ancienne Union soviétique, tout en trouvant motif à ce que les « socialistes » se lamentent de la défaite de ce troupeau de jaunes que sont les traîtres travaillistes dirigés par Neil Kinnock, a manifestement, sur son toit, une girouette passablement tordue (...) (*Workers Hammer*, juillet-août 1993).

Et, plus loin dans le même article, la L.C.I poursuit:

La contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique a signifié une misère sans nom pour les masses laborieuses de ces pays - pauvreté, pénurie de logement, manque de nourriture - et a déclenché un assaut de luttes fratricides et

nationalistes sanglantes. L'Europe, tant de l'Est que de l'Ouest, est confrontée à un chômage massif, à une inquiétante résurgence de l'antisémitisme et de la terreur raciste et fasciste, à des attaques contre les droits des femmes (...) Maintenant que la menace unificatrice de l'antisoviétisme ne tempère plus leurs rivalités, les classes dirigeantes impérialistes tentent de resserrer les écrous de l'exploitation du prolétariat dans leurs propres pays. En même temps, elles essaient de vendre à la classe ouvrière et aux opprimés le mensonge qui prétend que le « communisme est mort », que toute tentative de renverser ce système d'exploitation : d'oppression est condamnée d'avance, inutile, voire criminelle.

Le SWP se présente comme une alternative combattante. S'il y avait la moindre justice en ce monde, ces renégats du troisième camp devraient se sentir honteux, ne serait-ce que de tenter de montrer leur visage en public! De la Pologne à l'Allemagne de l'Est et à Moscou, ils étaient parmi ceux qui applaudissaient le plus les forces de la contre-révolution qui dévastent actuellement l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique. Alors que la plupart du reste de la gauche a suivi le cortège, hurlant avec les loups impérialistes en saluant le moindre des « mouvements » antisoviétiques, le SWP, non seulement a soutenu certaines des forces les plus sombres de la réaction, mais les a présentées comme des modèles de la lutte contre le « totalitarisme » stalinien. »

Ainsi, par exemple, à l'issue du retrait soviétique de l'Afghanistan, les « cliffites » ont porté aux nues les réactionnaires islamiques financés par la CIA qui, aujourd'hui, sont occupés à noyer dans le sang la moindre parcelle de progrès social dans ce pays. Le *Socialist Worker* (5 février 1989) se réjouit de ce que « une victoire des moudjahidines allait encourager les opposants à la domination soviétique partout en U.R.S.S. et en Europe de l'Est »! Assurément, le SWP ne devrait pas se réjouir de ce que de tels « opposants à la domination soviétique » - des réactionnaires nationalistes, des terroristes fascistes, des cléricaux haïssant les femmes - aient été déchaînés par la contre-révolution capitaliste. (*ibid.*)

Le SWP peut être organisé indépendamment, mais sur le plan de son programme et de sa physionomie politique et idéologique, il ne se distingue en rien du Parti travailliste social-démocrate - pas plus que ne le font d'ailleurs toutes les organisations trotskistes qui, partout, agissent en tant qu'aile anticommuniste militante de la social-démocratie.

L'hypocrisie de la fausse attitude anti travailliste du SWP est dénoncée par un autre trotskiste, Sean Matgamna. Écrivant dans le *Socialist Organiser* du 19 novembre 1992, à partir d'un angle qui voudrait intégrer le SWP au Parti travailliste afin d'aider à construire la « gauche » au sein même de ce parti, voici comment il fait tomber le masque anti travailliste du visage hideux du SWP:

Lors des élections générales de 1979, le SWP, tout en se proclamant « l'alternative socialiste » du Parti travailliste, a refusé de présenter des candidats et a soutenu le

même Parti travailliste! (...) Cela a poussé Foot, dans une interview souvent citée et publiée dans *l'Evening Standard* de Londres, à exprimer le dualisme du SWP et son approche qui a abandonné le mouvement politique travailliste à la droite, dans tout ce que la chose avait de répugnant. Il avait déclaré: « Au cours des trois semaines à venir, je serai un supporter acharné des travaillistes. Je suis très anxieux qu'on ne retrouve pas un gouvernement conservateur, et je participerai un peu partout aux meetings que nous tiendrons afin de dire à tout le monde de voter travailliste.» (9 avril 1979)

Et monsieur Matgama de conclure:

Dans son rôle d'ambassadeur du SWP auprès de la bourgeoisie et des médias, Foot laisse souvent échapper, par inadvertance, la vérité à propos de la politique du SWP, sans les habituels langue de bois, circonlocutions et jargon « socialistes ». Paul Foot, le neveu de Michael, est donc un homme utile à avoir dans les parages.

Les trotskistes de la tendance Healy perçoivent la ligne de Trotski dans la *Perestroïka* de Gorbatchev et l'accueillent favorablement

Feu l'auteur non regretté d'attentats à la pudeur, sponsorisé par un large éventail de sources allant des régimes arabes à la CIA pour sa dévotion de toute une vie à la cause de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme, à savoir le trotskiste Gerry Healy, de l'ancienne et notoire Socialist Labour League (SLL), avait favorablement accueilli la *perestroïka* et la *glasnost* de Gorbatchev comme « la révolution politique qui allait rétablir les perspectives révolutionnaires bolcheviques mondiales ». Depuis l'effondrement de l'Union soviétique et sa désintégration, les disciples de Healy, les trots de Redgrave du prétendu Parti marxiste, ont poursuivi leur travail de dénigrement total du développement et de l'histoire soviétique en affirmant que Lénine s'était trompé d'un bout à l'autre et que la dénonciation par Rosa Luxembourg de Lénine comme un « chef stérile » visant à imposer une « subordination aveugle » à une « élite intellectuelle affamée de pouvoir » via un « centralisme impitoyable » était correcte.

Avec la disparition des anciens États socialistes et l'accession au pouvoir de régimes bourgeois, les trotskistes sont complètement désemparés une fois qu'il leur faut expliquer leur minable théorie de la « révolution politique antibureaucratique ». Par conséquent, ils sont occupés à s'entr'égorgés. Les autres rejetons de la frange des dingues de Healy, les *northistes* et les *torrancistes* éprouvent des convulsions à ce sujet. Les *northistes* renvoient simplement la responsabilité sur Trotski qui, disent-ils, s'est trompé, car il ne restait rien qui eût pu déboucher sur une révolution:

Ce qui a été détruit entre 1936 et 1940 ne représentait pas seulement la fleur

du marxisme, mais également ses racines.

Cela n'enlève rien à l'œuvre de Trotski de dire qu'il ne pouvait tout simplement pas prévoir, même lorsqu'il rédigeait ses dénonciations des procès de Moscou, l'ampleur du bain de sang qui se produisait en U.R.S.S.

Ceci peut vouloir dire une chose et même deux: soit que le socialisme avait cessé d'exister et que le capitalisme avait été restauré à la fin des années 30, auquel cas il s'avère que les *northistes* prétendent que Trotski aurait dû, dans ce cas, dénoncer le régime soviétique beaucoup plus violemment qu'il ne l'avait fait en réalité; ou bien cela pourrait vouloir dire que l'État des travailleurs, même s'il s'agissait d'un État «déformé», avait continué à exister en U.R.S.S., mais qu'après les procès de Moscou concernant les trahisons, il n'y avait plus d'« avant-garde révolutionnaire » de gauche capable d'appliquer la «révolution politique» trotskiste: de ce fait, le « renversement de la bureaucratie » ne pouvait déboucher que sur l'installation du capitalisme, but vers lequel les trotskistes, avec leur théorie de la « révolution politique », avaient travaillé durant toutes ces années. Dans ce cas, Trotski se trompait également en prônant sa «révolution politique» et menant ainsi ses disciples dans une impasse ne débouchant que sur la restauration du capitalisme. De quelque côté que l'on considère la citation *northiste* ci-dessus, on en vient à la conclusion que cette engeance se trompe tout autant lorsqu'elle explique les développements actuels en U.R.S.S. qu'elle n'est à l'aise pour expliquer le charabia trotskiste.

Du défaitisme antisoviétique, masqué par une véritable langue de bois et une soi-disant croyance dans cette chimère qu'est la « révolution politique antibureaucratique », les trots *northistes* passent sans la moindre difficulté au défaitisme sans réserve, absolu, caractérisant toute la période à partir d'octobre 1917 comme un désastre sans nuance:

Nous devrions éviter d'utiliser des expressions éculées à force d'avoir été utilisées; mais, dans ce cas, on peut dire vraiment que nous sommes arrivés à la fin de toute une période historique qui s'était ouverte en 1917.

Leurs rivaux, depuis la faction des trots à la Torrance jusqu'au croupion du Parti révolutionnaire des Travailleurs (WRP) de Newline, n'aiment guère l'« explication » *northiste* dont le défaitisme extrême les embarrasse beaucoup. Dans une tentative de faire gagner quelque crédibilité au trotskisme et de surmonter les doutes qui existent, même au sein des effectifs trotskistes, quant à savoir si la théorie de la « révolution politique » de leur gourou Trotski et son existence consacrée à des activités antisoviétiques ont jamais eu un atome de contenu progressiste, sans parler de révolutionnaire, les *torrancistes* se déclarent, à la manière de Mandel, partisans de caractériser les développements contre-révolutionnaires dans l'ancienne Union soviétique et l'Europe de l'Est comme étant de nature « révolutionnaire ». Se

moquant des *northistes*, les *torrancistes* écrivent:

Le côté comique de tout ceci, c'est que, puisque le bureaucratisme constitue la « force déterminante », si le prétendu « complexe militaro-industriel » devait renverser Eltsine pour réinstaller l'U.R.S.S., alors, il ne fait aucun doute que North serait forcé d'admettre que l'U.R.S.S. est redevenu un État des travailleurs. Il lui faudrait dire « Que Dieu soit loué pour cette bureaucratie stalinienne ».

Nous trouvons par conséquent une section des trots (les *northistes*) qui blâme Trotski de n'avoir pas été assez ferme dans ses récriminations contre l'Union soviétique, induisant de la sorte ses partisans en erreur, en les embarquant dans l'impasse qui consiste à soutenir un prétendu État des travailleurs placé devant la nécessité d'une révolution politique, alors que, comme le disent les *northistes*, le socialisme a déjà été liquidé et que, par conséquent, il ne reste plus rien contre quoi mener une révolution. L'autre section (les *torrancistes*) se décharge de toute responsabilité concernant toute une existence d'activités antisoviétiques et anticommunistes en prétendant que la contre-révolution n'a pas eu lieu du tout, qu'Eltsine représente la « révolution politique » qui, au fil du temps, va « restaurer le bolchevisme ».

Quelques autres trotskistes

Pour sa part, le torchon trotskiste *Socialist Organiser*, auquel on a fait référence dans les paragraphes précédents, exultait de la façon suivante, suite à la victoire des forces d'Eltsine:

Sa brave méfiance vis-à-vis de l'establishment stalinien aidera les travailleurs à comprendre quelles sont les questions importantes - une société d'ouverture, avec les débuts du règne de la loi et un certain degré de contrôle démocratique, d'une part, et l'époque glaciaire, paralysante, de la dictature stalinienne, de l'autre. (SO *Supplement*, 20 août 1992)

De façon assez méprisable, les trotskistes « militants » éprouvaient tout aussi peu de gêne à bien accueillir la contre-révolution d'Eltsine:

Partout dans le monde, les travailleurs verront ceci comme le pouvoir du peuple réduisant la menace de dictature à une farce mal montée. Chaque dictateur tremblera à la perspective de voir ses propres sujets entreprendre une telle action.

Workers Power, un autre rejeton trotskiste, étant parfaitement au courant de la « nature socialement contre-révolutionnaire du programme d'Eltsine » et des « filous et racketteurs » qui le soutenaient, se sentit néanmoins obligé de soutenir Eltsine:

Qu'importe la nature socialement contre-révolutionnaire du programme d'Eltsine,

qu'importe combien de filous et de racketteurs ont rallié les barricades pour «défendre» le parlement russe, ce serait un suicide révolutionnaire d'épauler ceux qui ont perpétré le coup d'État et de soutenir l'écrasement des droits démocratiques (...).

Il vaut infiniment mieux que les organisations novices de travailleurs de l'U.R.S.S. apprennent à nager à contre-courant du restaurationnisme bureaucratique plutôt que de s'entasser dans «l'espace respirable» d'une cellule de prison.

Regardant vers l'avant avec un grand enthousiasme « vers la prochaine étape - la tâche consistant à démanteler rapidement les instruments de la planification centrale » (*Workers Power*, septembre 1991), *Workers Power*, réduisant sa logique contrerévolutionnaire à une absurdité, souhaite ardemment un « contrôle des travailleurs » sur la contre-révolution! - autrement dit un « Eltsine des travailleurs » qui ne s'arrêtera pas à mi -chemin.

Les révolutionnaires partagent la haine des travailleurs à l'égard de tous les représentants réels et symboliques de leur oppression. Nous soutenons la fermeture des bureaux, magasins privés et sanatoriums somptueux du P.C.U.S. et l'élimination radicale de tous les officiers du KGB. Mais nous n'avons confiance ni en Eltsine ni en la direction de la plupart des soviets dans les villes et cités principales, une fois qu'il s'agit de mener à bien la destruction de la dictature stalinienne.

Nous cherchons à chaque moment d'impliquer les masses indépendamment dans le processus de destruction de la dictature stalinienne. (...)

Les travailleurs doivent contrôler le processus de destruction jusqu'à la fin et ne pas permettre à Eltsine de sauvegarder ce qui lui est utile.

À l'instar du *Socialist Organiser*, *Workers Power*, lui aussi était absolu e conscient des forces qui soutenaient Eltsine. Son compte rendu sur place affirmait que les hommes de faction sur les barricades d'Eltsine « n'étaient pas en majorité les travailleurs et les étudiants les plus audacieux de Moscou », ajoutant:

En majorité, il s'agissait plutôt de petits hommes d'affaires, de spéculateurs et de propriétaires de coopératives [fonctionnant selon le mode de la « libre entreprise », de la base traditionnelle des manifestations « pour une Russie démocratique» (nationaliste russe), ainsi que de quelques centaines de jeunes enthousiastes. Alors que, dans d'autres parties de la Russie, il y a eu des rapports d'actions de grève et de mobilisations de masse, à Moscou, au moins, la classe ouvrière n'a joué qu'un rôle mineur dans la résistance au coup d'État.

Il y a, bien sûr, d'innombrables autres groupes trotskistes dont on n'a rien dit du tout ici. Il n'est pas possible, toutefois, ni même nécessaire, et encore moins souhaitable, de les mentionner tous, car ils ne représentent rien de plus que des variations sur

des thèmes déjà rencontrés dans la brève esquisse des tendances trotskistes majeures énoncées plus haut. Ce qui les unit, cependant, c'est qu'ils sont tous trotskistes. Par conséquent, ils sont tous contre-révolutionnaires jusqu'au bout des ongles - non par désir de l'être, mais parce qu'ils ne peuvent s'empêcher d'être des contre-révolutionnaires aussi longtemps qu'ils suivront la théorie petite-bourgeoise, pessimiste et contre-révolutionnaire de Trotski prônant la « révolution permanente ».

La faillite du trotskisme et le triomphe du socialisme

Les événements de ces quelques dernières années, qui ont submergé l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S., n'ont pas seulement prouvé la faillite extrême du révisionnisme khrouchtchévien, mais ont également dénoncé, pour autant qu'une telle dénonciation ait jamais été requise, la nature absolument contre-révolutionnaire du trotskisme. Ces événements ont prouvé, au-delà du moindre doute, l'affinité intérieure, malgré les différences dans la forme et l'essence, entre le révisionnisme et le trotskisme. Le révisionnisme khrouchtchévien, à droite par sa forme et son essence, visait, par le biais du Parti communiste, le même objectif de restauration du capitalisme en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe de l'Est que le trotskisme, à « gauche » dans sa forme et son essence, avait tenté d'imposer depuis les années 1920 déjà par le biais d'une prétendue « révolution antibureaucratique ». Cette affinité, et sa preuve dans la pratique de la forme la plus vivace de l'essence contre-révolutionnaire du révisionnisme et du trotskisme, devraient faciliter la tâche de dénoncer et de combattre ces deux tendances contre-révolutionnaires.

Cependant, nous traversons actuellement, sur le plan idéologique, une période de déclin, de confusion, de désintégration et d'indécision - une période où trahison et apostasie constituent l'ordre du jour. Avec l'effondrement complet du révisionnisme khrouchtchévien, la désintégration de l'U.R.S.S. et des régimes socialistes est-européens, ainsi qu'avec la liquidation de partis révisionnistes partout ailleurs, on peut s'attendre, à nouveau, à ce que les trotskistes apparaissent au premier plan pour dire: « Nous vous l'avions bien dit. Trotski avait rai on d'affirmer que le socialisme ne pouvait être construit dans un seul pays, etc. Notre tâche consiste à réfuter ce verbiage absurde et contre-révolutionnaire, En réalité, l'effondrement de l'U.R.S.S., loin d'avoir prouvé le bien-fondé du trotskisme, le brise en mille morceaux. Ce que cela prouve, c'est que si l' on avait mis le trotskisme (ou le boukharinisme, sur ce plan) en pratique dans l'U.R.S.S. du milieu des années 1920, l'U.R.S.S. se serait effondrée beaucoup plus tôt, c'est-à-dire il y a plus de six décennies. Le P.C.U.S., toutefois, en rejetant le trotskisme et le boukharinisme, a poursuivi la construction du socialisme et d'un puissant État soviétique, ce bastion, ce phare du socialisme. Cet État soviétique a été le théâtre de réalisations épiques, en temps de guerre comme en temps de paix: il a été le théâtre de faits héroïques, dans toutes les sphères du développement social, économique, pédagogique, artistique, militaire et scientifique: il a été le théâtre de tentatives surhumaines de construire une société

nouvelle ne reposant plus sur l'exploitation de l'homme par l'homme, mais sur la loi du développement équilibré de l'économie nationale, afin de satisfaire les besoins sans cesse croissants de la population, une société basée sur la coopération fraternelle et non sur les dissensions nationales et le racisme, une société basée sur l'égalité et non la discrimination entre les sexes; il a été le théâtre d'une lutte titanesque couronnée par des victoires qui ont libéré l'humanité du fléau du fascisme. Cet État soviétique a amené le socialisme en Europe de l'Est et a donné une impulsion énorme aux mouvements de libération nationale, affaiblissant de ce fait l'impérialisme. Il a accordé un soutien illimité aux guerres révolutionnaires prolétariennes et de libération nationale. Il continuera à inspirer l'humanité dans sa tentative de se débarrasser de toute exploitation et de réaliser une société communiste sans classes par le biais de la dictature du prolétariat.

Le trotskisme ou le léninisme?

En cette période de confusion idéologique, les trotskistes sont amenés à se pointer avec des bribes de phrases toutes faites, pompeuses, tonitruantes, vides de sens, obscures et grandiloquentes qui, dans une tentative de remplir le vide idéologique et de faire passer le trotskisme pour le léninisme, induisent en erreur l'intelligentsia et les travailleurs non conscients de leur classe. Ils ne manqueront pas de tenter une nouvelle fois de remplacer le léninisme par le trotskisme. On ne peut, en aucun cas, leur en laisser l'occasion. Tout marxiste-léniniste, tout travailleur conscient de sa classe, doit jouer son rôle à essayer de déjouer cette tentative et à faire en sorte qu'elle avorte misérablement comme ce fut le cas dans le passé pour toutes les autres tentatives en ce sens.

Le présent ouvrage est en quelque sorte une contribution à vouloir déjouer cette tentative de remplacer le léninisme par le trotskisme. L'auteur ne cherche d'autre récompense que d'atteindre cet objectif. Le choix est on ne peut plus clair: soit le trotskisme contre-révolutionnaire, soit le léninisme révolutionnaire. C'est l'un ou l'autre. Le trotskisme ou le léninisme ?

Quelques mots à propos de cet ouvrage

Pour terminer, quelques mots sur le matériel qui constitue cet ouvrage. Les parties 1 à IV s'appuient sur une série de conférences que j'ai données à Londres, à l'invitation de l'Association des Travailleurs communistes (ACW), un groupe antirévissionniste qui, bien que ses effectifs soient restreints, a joué un rôle très important dans la défense des fondements du marxisme-léninisme contre les attaques émanant à la fois des trotskistes et des révissionnistes. À l'origine, ces pages ont été publiées sous forme d'une série de quatre brochures séparées et sous le titre *Questions concernant la lutte de trotskisme contre-révolutionnaire contre le léninisme révolutionnaire*. Les pages traitant de la guerre d'Espagne (se partie) n'ont jamais été

publiées à l'époque. Depuis lors, sur base de certaines des notes à ma disposition et après plus amples recherches de sa part, ma camarade et amie Ella Rule a rédigé cette section et l'a présentée comme contribution lors des débats de la Staline Society qui ont eu lieu le 24 mars 1991. Les sections traitant de la question de la collectivisation et de la lutte des classes sous les conditions de la dictature du prolétariat ont été rédigées, toutes deux, en guise de préface à des recueils de textes de Staline concernant ces deux questions importantes. Elles ont également été publiées en tant que brochures séparées, celle traitant de la collectivisation en 1975 et celle sur la lutte des classes en 1973. Dans ce dernier texte, la section traitant du pacte de non-agression germano-soviétique a subi des développements beaucoup plus détaillés afin d'y inclure des preuves substantielles qui ne figuraient pas dans le texte original. Maintenant que ce pacte subit de nouvelles critiques, j'ai décidé d'inclure ce matériel. De même, j'ai rafraîchi le texte en vue de tenir compte des travaux qui ont été publiés après la publication du matériel original ou qui ont retenu mon attention depuis lors. D'après le contexte et les dates de publication auxquels il est fait référence, le lecteur éprouvera peu de difficulté à repérer le nouveau matériel.

Les deux dernières publications ont été rendues nécessaires par une vague d'attaques lancées contre la politique marxiste-léniniste du P.C.U.S.(B) au cours de la direction de Staline (1924-1953) par des individus et des organisations se prétendant antirévissionnistes et qui, de ce fait, auraient dû s'opposer au révisionnisme ainsi qu'au trotskisme. Dans la pratique, toutefois, ce que ces gens avançaient était incroyablement confus et réactionnaire et, dans de nombreux cas, ce n'était rien d'autre que des resucées des propositions de Trotski. Leurs écrits se caractérisaient par un mélange de platitudes erronées et d'arrogance ignorante. Le mouvement anti-révissionniste britannique de cette époque s'est vraiment livré à une quantité considérable d' « absurdités sublimes », pour reprendre l'expression d'Engels, en mettant en lumière plusieurs personnages qui se donnaient de grands airs à propos de la science du marxisme-léninisme dont, en réalité, ils n'avaient pas retenu un traître mot.

Dans les années 1870, dans la préface de son *Anti-Dühring*, Engels déplora amèrement la « maladie infantile » qui, à l'époque, affectait une section importante de l'intelligentsia allemande, y compris une section de l'intelligentsia socialiste, pour qui « Liberté de la science, cela veut dire qu'on écrit sur tout ce qu'on n'a pas appris et qu'on donne cela pour la seule méthode rigoureusement scientifique ». (Engels 11-9- 1878, p. XIV.)

Durant les années 1970, cette « maladie infantile » couvrait aussi parmi une section importante du mouvement antirévissionniste et de ses compagnons de route, semant ainsi une grande confusion. De nouveau, à l'invitation de l'ACW, j'ai publié les deux recueils de textes de Staline sur les sujets mentionnés plus haut et j'ai pourvu chaque recueil d'une longue préface dans le but de réfuter les sublimes absurdités et

platitudes de nos opposants qui - n'ayant que peu de connaissances de la science du marxisme-léninisme, mais une dose considérable de vanité et d'ignorance - proféraient bon nombre d'absurdités embrouillées et réactionnaires. Et puisque ces absurdités réactionnaires provenaient de milieux antirévissionnistes, du moins de nom, il fallait que j'en parle.

Plusieurs années se sont écoulées depuis que le contenu de cet ouvrage a été publié la première fois sous forme de six brochures séparées. Certaines des personnes contre qui j'avais polémique sont décédées ou se sont retirées, à moins que, tout simplement, et avec prudence, elles ne se soient retirées dans les petites niches bourgeoises qu'elles s'étaient aménagées. De même, certaines des organisations ont, ou bien choisi de disparaître volontairement, ou se sont tout simplement enfouies dans l'oubli politique. Pourtant, d'autres ne sont plus reconnaissables du fait qu'elles ont changé de nom une ou deux fois, voire davantage (et c'est particulièrement le cas pour les organisations trotskistes). Rien de tout ceci n'importe, en fin de compte. Ce qui importe réellement, ce sont les problèmes et les questions qui existaient alors et qui présentent toutes les caractéristiques pour devenir, aujourd'hui ou dans le futur, le sujet de discussions et polémiques passionnées. Dans ce cas, tout ce dont nous avons besoin, c'est de changer le nom de la personne et de l'organisation tout en utilisant la substance de l'argument contre ceux qui pourraient s'obstiner à proférer des absurdités du type de celles que proféraient les gens contre qui je polémiquais voici deux décennies. En outre, les personnes contre qui je polémiquais sont devenues insignifiantes aujourd'hui, à moins qu'elles ne l'aient déjà été à l'époque. Mais des absurdités du même tonneau sont venues de milieux bien plus importants, dont la parole a du poids, de l'influence et fait autorité. J'espère que les polémiques que j'entreprends contre mes adversaires auront l'effet souhaité, c'est-à-dire de contrer également les absurdités pernicieuses en provenance de ces éminents milieux.

Au départ, lorsque le contenu de cet ouvrage fut publié sous forme de brochures séparées, chacune de ces brochures était précédée d'une introduction, de sorte qu'on pouvait les lire séparément si on le souhaitait. J'ai maintenu cette forme dans le présent ouvrage. Ceci devrait permettre plus aisément au lecteur de lire les différentes sections dans l'ordre qui lui sied le mieux. J'ai délibérément composé une préface un peu longue afin, premièrement, de rafraîchir le texte en y incluant une brève référence à la chute du socialisme en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, événement qui constitua le point culminant d'une longue élaboration de la théorie révisionniste et de sa mise en pratique dans les domaines de la politique, de l'économie politique, de la lutte des classes et de la philosophie, et qui fut enclenché au moment du triomphe du révisionnisme moderne de Khrouchtchev lors du 20^e congrès du CPUS, en 1956; j'ai également conservé cette forme en vue de fournir plus de preuves de la nature carrément contre-révolutionnaire du trotskisme, en référence à la réponse des principales organisations trotskistes actuelles et d'un

certain nombre de personnes à la restauration du capitalisme en Europe de l'Est; et, enfin, en vue de fournir à toutes les questions traitées dans cet ouvrage un degré de cohérence qu'elles ne possédaient peut être pas en ayant été originalement publiées sous forme de textes séparés.

Il a également été décidé d'adjoindre trois annexes - l'une concernant ce qu'on allait appeler le «testament» de Lénine, une autre sur les relations entre Trotski et la presse impérialiste et une troisième sur l'assassinat de Trotski par un de ses disciples. Comme elles s'expliquent d'elles-mêmes, il n'est nul besoin ici d'en dire plus pour l'instant.

Je conclurai cette préface en exprimant l'espoir qu'elle constituera une contribution utile, même si elle n'est que modeste, à la lutte contre le trotskisme et le révisionnisme et une défense des propositions à jamais valables du marxisme-léninisme. Je n'ai nullement prétendu à quelque originalité que ce fût, en rédigeant cet ouvrage. Ce que je veux dire par là, c'est qu'il constituera un ensemble de connaissances communes pour une génération plus âgée de marxistes-léninistes. Mais, à notre honte, la connaissance de ce qui devrait constituer des vérités universellement connues se fait de plus en plus rare auprès de la nouvelle génération. Nous rencontrons de jeunes camarades qui veulent rejoindre le mouvement et nous aider dans notre tâche. Qu'allons-nous faire avec ces camarades? Je réponds à cette question à l'aide des propos de Staline que voici:

Je pense que la répétition systématique des vérités dites « universellement connues » et leur explication patiente constituent des meilleurs moyens pour éduquer ces camarades dans le marxisme. (Staline 1952, p. 9.)

Si j'ai réussi, dans cet ouvrage, à répéter correctement et systématiquement ne serait que certaines vérités « universellement connues », je me considérerai entièrement satisfait de l'entreprise que cela a constitué.

Harpal Brar
21 juillet 1993

Première partie

**Le parti d'avant-garde de la classe ouvrière et la
théorie léniniste de la révolution contre la théorie
trotskiste de la «révolution permanente»**

*Le prolétariat n'a d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation.
Lénine, Un pas en avant, deux pas en arrière (Lénine 5-1904.)*

*Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire.
Lénine, Que faire? (Lénine 2-1902.)*

Chapitre 1

Introduction à la première partie

Le trotskisme est une idéologie bourgeoise dans les rangs de la classe ouvrière.

Tant qu'on ne l'aura pas enterré, tant qu'on ne l'aura pas expulsé du mouvement ouvrier, il continuera à provoquer une grande confusion et beaucoup de mal et, de ce fait, à perturber gravement l'organisation du prolétariat en vue d'une révolution prolétarienne. D'où la nécessité de venir à bout du trotskisme. D'où la nécessité de l'enterrer pour de bon en tant que tendance idéologique.

En Grande-Bretagne, actuellement, le trotskisme n'est qu'un courant idéologique antiléniniste et anticommuniste bourgeois et fallacieux au sein même du mouvement ouvrier. Il va chercher ses partisans sur base d'une plate-forme antiléniniste et anticommuniste, même si son antiléninisme et son anticommunisme se camouflent sous l'appel à combattre le « stalinisme » ou la « bureaucratie stalinienne ». C'est la nature antiléniniste de son programme qui fait que l'intelligentsia petite-bourgeoise et les gens aux tendances individualistes, et plus spécialement les jeunes des universités et des collèges, trouvent tant d'attrait au trotskisme. D'où la composition à grande majorité petite-bourgeoise de la plupart des organisations trotskistes de Grande-Bretagne. Mais, en dépit de cette particularité, il est indéniable que le trotskisme continue à bénéficier de quelque soutien parmi certaines sections de la classe ouvrière. Pourquoi? Parce que, suite à la faillite du Parti communiste révisionniste de Grande-Bretagne (CPGB), le trotskisme a été à même de se proposer comme une alternative « militante de gauche » au révisionnisme; parce que le mouvement marxiste-léniniste de ce pays est très faible, en effet; et parce qu'il n'existe toujours pas de véritable parti révolutionnaire marxiste-léniniste du prolétariat.

Toutefois, puisque le mouvement marxiste-léniniste se développe sans cesse et que le trotskisme s'affaiblit en proportion, ce dernier va cesser de n'être rien qu'un autre courant - antiléniniste, anticommuniste, fallacieux, mais un courant quand même - et, pour reprendre les mots de Staline, il sera poussé à se muer en « une bande forcenée et sans principes de saboteurs, d'agents de diversion et d'assassins agissant sur ordre des services d'espionnage des États étrangers » (Staline 3-3-1937, p. 67), c'est-à-dire en un détachement avancé de la bourgeoisie. Cela fut d'ailleurs le cas dans les années 1930. Le trotskisme s'allia au fascisme; il fit de son mieux pour provoquer le renversement du premier État de la classe ouvrière - soit l'U.R.S.S. - et il ne fait aucun doute dans nos esprits que, si le besoin se présentait à nouveau, le trotskisme viendrait aux positions qu'il occupait dans les années 1930. De tendance

bourgeoise du mouvement ouvrier, il se transformerait en détachement avancé de la bourgeoisie.

C'est pourquoi il nous faudrait entreprendre une étude du contenu du trotskisme et des causes de sa dégénérescence. Dénoncer le trotskisme comme une idéologie contre-révolutionnaire, antiléniniste de surcroît et qui, si les travailleurs la suivent, ne peut que mener à leur propre asservissement, est d'une extrême importance vu sous l'angle du développement du mouvement révolutionnaire de ce pays. Parfois, des camarades affirment que «le trotskisme est contre-révolutionnaire, que nous n'avons pas besoin de perdre notre temps sur la question et que tout le monde sait qu'il est contre-révolutionnaire ». Cette approche n'est pas correcte. Il y a des gens qui ne savent pas que le trotskisme est contre-révolutionnaire. Il exerce une influence considérable et, de ce fait, il est de notre devoir de dévoiler de façon scientifique l'essence contre-révolutionnaire interne du trotskisme, afin d'arracher le masque «ultra-gauchiste» qui dissimule son visage et de dénoncer sa véritable essence de droite. Et nous devons le faire en nous appuyant sur la vérité historique, sur une documentation sûre et non sur de vulgaires commérages - la méthode favorite des trotskistes.

Il est de notre devoir de ne pas prendre le trotskisme à la légère (même si nous prenons à bon escient certains trotskistes pour de vulgaires plaisantins), mais comme une idéologie qui provoque de graves dégâts au mouvement ouvrier. Nous devrions réfuter cette idéologie bourgeoise de façon scientifique et prouver aux travailleurs (et pas qu'à nous-mêmes) que le trotskisme est une idéologie contre-révolutionnaire bourgeoise, anticommuniste et antiléniniste, même si, par amour des convenances et de la tromperie, elle préfère opérer sous l'étiquette du «marxisme-léninisme».

Lénine a mené une lutte constante et impitoyable contre le trotskisme, et ce dernier a été vaincu, jeté aux ordures, son biotope naturel, lors des événements qui ont abouti à la révolution d'Octobre. Le fait même que, quelques semaines avant cette même révolution d'Octobre, Trotski fut forcé par les événements - autrement dit, par la réalité - de quitter son ancienne position, de rallier le Parti bolchevik et d'accepter le programme du Parti bolchevik prouve à suffisance que le trotskisme avait été complètement discrédité et réfuté.

Après la mort de Lénine, le trotskisme fit une autre tentative de revenir sur la scène et de se substituer au léninisme. Il connut un désastre complet, comme on le verra dans les chapitres consacrés au procès de Moscou et fut vaincu.

Depuis le milieu des années 1950, le trotskisme a fait une autre tentative de se substituer au léninisme et, admettons-le, avec un succès mitigé. Ceci, parce que le trotskisme a été ressuscité et a connu un regain de vie grâce à la trahison du marxisme-léninisme par la clique de renégats révisionnistes qui dirigeait l'Union soviétique. Lors

du 20^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (P.C.U.S.), il y eut un véritable coup d'État qui mit au pouvoir cette même clique de renégats et de jaunes dirigés par N.S. Khrouchtchev. Leur objectif principal était de restaurer le capitalisme en Union soviétique. Ils ne pouvaient y arriver, toutefois, sans discréditer en même temps les acquis de la construction socialiste durant la trentaine d'années qui avaient précédé le 20^e congrès du Parti et sans discréditer, par la même occasion, l'homme sous la direction duquel ces acquis du socialisme avaient été réalisés.

C'est sous cet éclairage qu'il convient de comprendre les attaques contre le camarade Staline. Les révolutionnaires du monde entier ont un respect et une affection énormes pour ce grand marxiste-léniniste qui a maintenu bien haut l'étendard du marxisme-léninisme, l'étendard de la révolution prolétarienne. Avec une obstination et un courage sans pareils, Staline a défendu la dictature du prolétariat en Union soviétique contre les ennemis de la classe ouvrière tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement ouvrier. Mao Zedong, le grand dirigeant de la révolution chinoise, eut ces mots lors du 60^e anniversaire de Staline:

Staline est le grand dirigeant de la révolution mondiale. C'est d'une importance capitale. C'est une grande chose que l'humanité ait la chance d'avoir Staline. Depuis que nous l'avons, les choses peuvent aller bon train. Comme vous le savez tous, Marx est mort et il en va de même pour Engels et Lénine. S'il n'y avait pas eu Staline, qui aurait été là pour donner des directives? Mais, nous l'avons - c'est vraiment une grande chance. Aujourd'hui, il existe dans le monde une Union soviétique, un Parti communiste ainsi qu'un Staline. Donc, les affaires du monde peuvent aller très bien.

Ceci résume réellement les sentiments du peuple révolutionnaire partout dans le monde à propos de Staline. C'est précisément pour cette raison qu'il était devenu d'une nécessité capitale pour les ennemis de classe de la classe ouvrière d'attaquer le camarade Staline avant de pouvoir vaincre le léninisme dans le pays même de Lénine, avant qu'ils ne puissent s'emparer de la forteresse de l'intérieur et préparer la voie à la restauration du capitalisme. L'attaque de la clique de renégats révisionnistes ne fut pas une attaque contre Staline en tant qu'individu. Ce fut une attaque contre le Parti bolchevik, une attaque contre ses méthodes et formes d'organisation, une attaque contre la construction socialiste menée à bien sous la direction du Parti bolchevik dirigé par le camarade Staline, une attaque contre la victoire de l'Union soviétique sous la direction du Parti bolchevik et de Staline lors de la guerre antifasciste. Ce n'est que parce que Staline, au cours de cette lutte, était apparu comme le porte-parole le plus représentatif du Parti bolchevik qu'il encourut la haine de tous les réactionnaires. Et c'est dans cette opposition et leur attaque contre le Parti bolchevik et contre la dictature du prolétariat que les renégats révisionnistes au pouvoir en Union soviétique peuvent être mis dans le même sac que les trotskistes.

Doit-on s'étonner, dans ce cas, si «la folle campagne de la direction du P.C.U.S. contre Staline fit que les trotskistes, qui depuis longtemps n'étaient plus que des cadavres politiques, se ranimèrent et clamèrent qu'il fallait "réhabiliter" Trotski»? (*Renmin Ribao & Hongqi 13-9-1963.*)

Ainsi donc, à la suite du 20^e congrès du Parti, le trotskisme, longtemps discrédité et enterré par le peuple du monde, fut exhumé pour provoquer la confusion dans les rangs du prolétariat.

Dans un pays comme la Grande-Bretagne, où les trotskistes sont plus enracinés que dans aucun autre pays avancé de l'Europe occidentale, ils sont relativement bien placés pour induire en erreur la classe ouvrière et les masses militantes.

Au vu de ce qui a été dit, cela devient le devoir de tout marxiste-léniniste révolutionnaire de mener une lutte acharnée et impitoyable contre le trotskisme, qui ne représente rien d'autre qu'une influence idéologique de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière.

Mais, afin de mener la lutte contre le trotskisme, nous devons avant tout connaître la nature même du trotskisme, les méthodes qu'il adopte et les formes qu'il revêt pour faire son horrible apparition de temps à autre.

L'essence du trotskisme réside dans le fait qu'il est une idéologie bourgeoise, non prolétarienne, irréductiblement opposée au léninisme, c'est-à-dire au bolchevisme révolutionnaire. Cette vérité, il convient que les révolutionnaires et les prolétaires de partout la comprennent pleinement. Le trotskisme s'oppose au léninisme dans des questions aussi importantes que la nature et le rôle du Parti, la théorie de la révolution et le rôle de la direction. À partir de 1903 jusqu'à la révolution d'Octobre, le trotskisme en tant qu'idéologie fut engagé dans une lutte âpre contre le léninisme et le bolchevisme. En fait, le trotskisme n'a jamais cessé de mener ce violent combat contre le léninisme. Alors qu'avant la révolution d'Octobre le trotskisme était engagé dans une attaque frontale ouverte contre le léninisme, pendant et après la révolution d'Octobre, il adopta une politique consistant à saper insidieusement le léninisme, le faisant chaque fois sous le couvert de «louer» Lénine et le léninisme, naturellement, et ceci, parce que le trotskisme avait été affaibli et rendu inutile par les trois révolutions russes - celle de 1905, celle de février 1917 et la grande révolution socialiste d'Octobre 1917. Le léninisme, par ailleurs, était sorti vainqueur et avait prouvé son bienfondé, après avoir réussi le test de trois révolutions. Voici comment le camarade Staline décrivait la faiblesse du trotskisme, suite à la révolution d'Octobre:

Le nouveau trotskisme n'est pas une simple répétition de l'ancien; on lui a enlevé ses plumes et il est plutôt crotté; il est incomparablement plus doux

d'esprit et plus modéré dans sa forme que l'ancien trotskisme; mais, en essence, il garde sans aucun doute toutes les caractéristiques de l'ancien trotskisme. Le nouveau trotskisme n'ose pas s'affirmer comme une force militante contre le léninisme; il préfère opérer sous le drapeau commun du léninisme, sous le mot d'ordre de l'interprétation et de l'amélioration du léninisme. Ceci, c'est parce qu'il est faible. On ne peut imputer au hasard le fait que l'apparence du nouveau trotskisme a coïncidé avec le départ de Lénine. Du vivant de Lénine, il n'aurait pas osé franchir ce pas risqué. (Staline Les questions.)

Il convient maintenant d'ajouter une chose à cette déclaration profonde du camarade Staline à propos des caractéristiques du nouveau trotskisme, à savoir que le trotskisme n'allait plus oser lancer des attaques directes, ouvertes ou subreptices, contre le léninisme. Au contraire, il poursuivait dès lors le même objectif ancien visant à attaquer le léninisme et à se substituer à lui par la méthode indirecte, détournée et, partant, incomparablement plus dangereuse et nuisible, qui consistait à s'en prendre à tous les fondements du léninisme en attaquant Staline et le «stalinisme », et ce, toujours au nom de la «défense» du léninisme, naturellement.

Le véritable caractère du trotskisme réside dans l'emploi d'expressions de «gauche» dans l'intention de masquer une absence de foi dans la classe ouvrière et dans les masses importantes du peuple et de masquer également une volonté de céder au capitalisme. L'essence du trotskisme ne se révèle pas dans sa phraséologie ultra-«gauchiste », mais dans ses activités, bien plus éloignées, elles, de la gauche: «une phraséologie ultra-«gauchiste» visant à masquer des actions extrêmement contre-révolutionnaires» - telle est la nature du trotskisme.

Bien des gens qui ont grandi avec les légendes et mensonges trotsko-bourgeois, vont jusqu'à affirmer: «Trotski était un proche camarade de combat de Lénine; Trotski n'a jamais dit le moindre mal de Lénine; Trotski était un bolchevik qui s'était engagé à défendre le léninisme dans la lutte de ce même léninisme contre le stalinisme», etc. Mais une telle vision est erronée et dénote un manque total de lucidité, ainsi qu'une ignorance complète de la vérité historique. Que Trotski combattit avec acharnement contre le léninisme révolutionnaire et le bolchevisme et que Lénine, durant une longue période (de 1903 à 1917, avant la révolution d'Octobre. et par la suite également), mena une lutte sans merci contre le trotskisme contre-révolutionnaire sont des faits historiques bien connus qui ont «échappé à l'attention» des trotskistes soit parce qu'ils ne veulent pas connaître la vérité ou qu'il sont, pour reprendre la terminologie de Lénine, des «ignoramus» complets, des «gars sans pantalons» qui n'ont jamais appris, ni même lu, la moindre histoire du bolchevisme révolutionnaire, mais se sont tout bêtement retrouvés dans des cercles trotskistes «dans lesquels se balader quasiment nu est considéré comme le nec plus ultra» en ce qui concerne la connaissance du bolchevisme et tout ce qu'il représente. Que

Trotsky ait lancé des attaques virulentes contre le léninisme et Lénine n'est pas une «invention» de Staline, comme l'affirment généralement les trotskistes, mais on peut s'en rendre compte dans les passages suivants d'une lettre adressée par Trotsky à Tchkhéidzé en 1913 :

En un mot, tout le léninisme en ce moment est fondé sur le mensonge et la falsification et porte en lui le germe de sa propre décomposition. (Trotsky 1-4-1913, p. 61.)

Un peu avant, dans la même lettre, Trotsky décrit Lénine comme «exploiteur professionnel de la routine du mouvement ouvrier russe». (Trotsky 1-4-1913, p. 60.)

Ici, de source on ne peut plus sûre, on a sous forme inaltérée la véritable opinion que le trotskisme a du léninisme: il considère «tout le léninisme» comme ayant été «fondé sur le mensonge et la falsification» et il considère Lénine comme «un exploiteur professionnel de la routine du mouvement ouvrier russe ».

Pourtant, cela n'a pas empêché Trotsky, après la mort de Lénine, de prétendre qu'il était le plus grand léniniste luttant contre la «bureaucratie stalinienne ». Pas plus que cela n'empêche les trotskistes d'aujourd'hui, dans leur lutte incessante contre le léninisme, de se prétendre également les infatigables défenseurs du léninisme contre la «bureaucratie stalinienne », d'utiliser le nom même du grand Lénine et de proférer de fausses vérités aussi éhontées que celle prétendant que Trotsky était le frère d'arme de Lénine ainsi qu'un grand léniniste.

La vérité, c'est que le trotskisme est aussi éloigné du léninisme que la terre ne le t du ciel. La vérité, c'est que le trotskisme a combattu le léninisme dans le passé et qu'il le combat encore aujourd'hui. Avant la révolution d'Octobre, il a combattu le léninisme ouvertement; depuis la révolution d'Octobre, il ne l'a plus fait aussi ouvertement. Aujourd'hui, il combat le léninisme indirectement en lançant de virulentes attaques contre Staline et le «stalinisme». Pourquoi? Parce que la dénonciation de Staline est une précondition nécessaire à la dénonciation du léninisme et du bolchevisme, de la dictature du prolétariat et de la construction du socialisme en U.R.S.S. à l'époque de Lénine et de Staline. Staline fut un grand marxiste-léniniste qui, durant trois décennies, appliqua avec succès le léninisme aux conditions existant en U.R.S.S. et dans le monde. Ce fut sous la direction de Lénine et entre les dents de l'opposition trotskiste que le peuple soviétique bâtit le socialisme en U.R.S.S. et guida le peuple du monde dans la guerre contre le fascisme. Il y eut de glorieuses réalisations, en effet. Si l'on nie ces réalisations et trois décennies de l'application la plus brillante qui soit du léninisme, que reste-t-il dans ce cas du léninisme? N'est-il pas clair pour tout le monde, alors, que cette attaque contre le «stalinisme» est en effet une attaque contre le léninisme, qu'elle représente une autre - encore! - tentative des trotskistes de substituer le trotskisme au léninisme. Voici comment le trotskiste utilise le

«léninisme» en vue de combattre le léninisme.

Que le trotskisme combatte le léninisme ouvertement ou pas est une question de détail technique ressortissant au domaine de la méthodologie. Mais la réalité nue demeure inchangée, le trotskisme ne s'en prend pas moins au léninisme (assurément, de façon plus sophistiquée qu'avant 1917, mais il n'en demeure pas moins qu'il attaque toujours le léninisme).

En résumé, trotskisme est synonyme d'antiléninisme, d'antibolchevisme. Le trotskisme est contre-révolutionnaire.

Le léninisme, par ailleurs, est le bolchevisme révolutionnaire:

Le léninisme est le marxisme de l'ère de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Plus exactement, le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier. (Staline4-1924, p. 3.)

Ces deux idéologies - le trotskisme d'une part et le léninisme de l'autre - sont des ennemis irréconciliables. On ne peut accepter l'une de ces deux idéologies sans, en même temps, rejeter l'autre. On ne peut être léniniste sans rejeter le trotskisme. De même, on ne peut être trotskiste sans rejeter le léninisme. C'est l'un ou l'autre: le trotskisme ou le léninisme.

Il conviendrait maintenant de justifier ces affirmations. À cette fin, c'est-à-dire en vue de dévoiler la véritable nature du trotskisme, de la dévoiler dans sa forme réellement opportuniste, contre-révolutionnaire, en l'élaguant de toute sa phraséologie «ultra-gauchiste», il faut obligatoirement faire référence, ne serait-ce que brièvement, à la théorie et à la pratique de Trotski et de ses disciples, c'est-à-dire au point de vue théorique et pratique du trotskisme à propos des problèmes et mouvements les plus importants durant une période qui s'étale sur un bon demi-siècle. Quelle fut, par exemple, la position adoptée par Trotski vis-à-vis du Parti bolchevik, et quelles furent sa stratégie et sa tactique pour la révolution russe? Il serait nécessaire d'examiner soigneusement la position adoptée par Trotski et ses disciples à propos de la controverse qui a fait rage sur le problème de la construction du socialisme dans un seul pays et, ensuite, de passer à l'examen critique de la réaction de Trotski et de ses disciples suite à la défaite de leur politique d'opposition à la construction du socialisme dans un seul pays: Trotski et ses disciples, par exemple, recoururent-ils à des activités contre le Parti, à la terreur et à l'assassinat, à la destruction et au sabotage afin de réaliser ce qui n'avait pu se faire, vu l'intervention d'une majorité écrasante du prolétariat soviétique? Se sont-ils, oui ou non, unis aux fascistes dans le but d'attaquer l'État des travailleurs, vis-à-vis desquels leur haine était si grande qu'ils étaient prêts à conclure une alliance avec les nazis? Ont-ils ou n'ont-ils pas

tenté de saboter les mouvements de Front Populaire partout dans le monde avant la Seconde Guerre mondiale? Sont-ils, oui ou non, parvenus à saboter avec succès le Front Populaire en Espagne et, ce faisant, à contribuer à la victoire des fascistes dirigés par Franco dans ce pays? On examinera également le point de vue de Trotski et du reste de l'opposition en ce qui concerne la révolution chinoise.

Chapitre 2

Le parti du prolétariat: la conception de Lénine d'un Parti prolétarien de type nouveau et la liquidation du trotskisme **L'importance du Parti**

Le prolétariat n'a d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile au profit du capital, rejeté constamment « dans les bas-fonds » de la misère noire, d'une sauvage inculture et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir - et deviendra inévitablement - une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique basée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle de l'organisation qui groupe les millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. (Lénine 5-1904, p. 434.)

En raison de la lutte du léninisme contre l'individualisme petit-bourgeois et «l'anarchisme aristocratique», nous, marxistes-léninistes, concluons d'avance que s'il doit y avoir révolution prolétarienne, il doit également y avoir un parti du prolétariat qui guidera ce prolétariat et les millions de personnes des masses laborieuses afin qu'elles mènent à bien cette révolution. Cette vérité, sur laquelle on ne pourra jamais insister assez, est confirmée par l'histoire des révolutions prolétariennes en Russie, en Chine, etc.

Prenons l'exemple de la Russie. Avec la grande révolution socialiste d'Octobre, l'ensemble de l'humanité a fait un gigantesque pas en avant. La révolution d'Octobre a débouché sur une ère nouvelle, l'ère de la révolution prolétarienne et de l'effondrement du capitalisme. En très peu de temps, à la suite de cette révolution, la Russie arriérée, ignorante et barbare s'est muée en un État socialiste hautement cultivé et économiquement développé dont l'économie planifiée et le développement économique sont devenus des sujets d'étude pour de nombreux économistes du monde entier. Les salves de la révolution d'Octobre ont placé le prolétariat russe, naguère arriéré, à la tête du mouvement prolétarien mondial et ont fait de la Russie, jadis « prison des nations », une libre fraternité de nations. Comment une telle transformation, déclarée absurde par la majorité des dirigeants, même « socialistes », d'Europe, a-t-elle été rendue possible? Comment se fait-il, qu'en un bref espace de vingt ans, sans la moindre aide extérieure et malgré l'hostilité la plus véhémente des États capitalistes et de l'opposition trotskiste, l'U.R.S.S. a été en mesure de progresser en s'appuyant sur ses propres ressources et de construire un État socialiste?

La chose a été possible pour les raisons suivantes:

(1) Le dévouement et les énergies créatrices des grandes masses du peuple dans les usines, les mines et les campagnes. Sans la coopération et la participation des masses populaires, le genre de transformation sociale opérée avec succès en U.R.S.S. aurait été impossible. Ce fut en raison de la coopération et de la participation du peuple soviétique que l'Union soviétique fit des progrès incroyables dans chaque domaine - économique, militaire, idéologique et culturel- malgré le fait que la révolution ne disposait pas de ses propres spécialistes et qu'elle dut recourir à ceux que lui avaient laissés le tsarisme et le capitalisme, parmi lesquels bon nombre étaient les pires ennemis du bolchevisme et, partant, de la révolution d'Octobre. Sans le soutien, la coopération, l'enthousiasme, l'héroïsme au travail sans réserve de millions de Russes, les progrès fantastiques réalisés par l'U.R.S.S. n'auraient pas été possibles.

(2) La direction assurée par un parti révolutionnaire. Il ne serait pas exagéré de dire que l'État soviétique n'aurait pu survivre, et encore moins se développer, dans de telles conditions, si les travailleurs russes n'avaient pas été dirigés par un parti révolutionnaire, un parti qui, sur base de la qualité de sa direction, de son abnégation et de son héroïsme, avait gagné leur confiance, un parti qu'ils étaient prêts à suivre dans chaque étape de la lutte, avant, pendant et après la révolution.

Sans le parti, le prolétariat ne peut ni réaliser la dictature du prolétariat ni maintenir, consolider et développer cette dictature afin d'assurer la création des conditions matérielles et spirituelles de la victoire complète du socialisme, la création des conditions de transfert de la société de la phase inférieure du communisme (socialisme) vers la phase supérieure du communisme, c'est-à-dire la création des conditions de disparition de l'État, lorsque l'humanité sera capable de concrétiser la formule: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins!» (Marx 5-5-1875, p. 17.)

En 1920, Lénine eut l'occasion d'insister sur l'importance d'un parti réellement révolutionnaire et discipliné, inséparablement associé à la classe ouvrière et jouissant de sa confiance et de son soutien:

Certes, presque tout le monde voit aujourd'hui que les bolcheviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux années et demie, mais même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, une véritable discipline de fer dans notre parti, sans l'appui total et indéfectible accordé à ce dernier par la masse de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tout ce qu'elle possède de réfléchi, d'honnête, de dévoué jusqu'à l'abnégation, de lié aux masses, d'apte à conduire derrière soi ou à entraîner les couches arriérées. (Lénine 5-1920, p. 17.)

Afin d'établir, de maintenir et d'étendre la dictature du prolétariat, il est nécessaire d'« créer dans les masses prolétariennes la cohésion et un rempart contre l'influence corrosive des forces de l'élément petit-bourgeois et des habitudes petits-bourgeois » (Staline 4-1924, p. III). Il est nécessaire d'inculquer aux masses prolétariennes l'esprit de discipline et d'organisation. Il est nécessaire d'aider le prolétariat à s'éduquer en vue de devenir une force capable de guider l'humanité vers son but de société communiste sans classes. Mais on ne peut arriver à une société sans classes qu'après être passé par une ère de lutte des classes vraiment opiniâtre au cours de laquelle le prolétariat aura besoin de son parti, un parti de fer trempé dans la lutte.

La dictature du prolétariat, dit Lénine, est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès. (Lénine 5-1920, p. 39.)

Quand nous parlons de discipline de fer au sein d'un parti d'avant-garde réellement révolutionnaire du prolétariat, cela signifie-t-il « discipline aveugle » ? Une telle discipline de fer exclut-elle toute discussion, toute possibilité de conflit d'opinion au sein du parti ? Bien sûr que non. Une véritable discipline de fer non seulement n'exclut pas la discussion, la critique et la possibilité de conflit d'opinion au sein du parti, mais, au contraire, elle présuppose ce genre de critique, de discussion et de conflit d'opinion. La discipline de fer d'un parti réellement révolutionnaire repose sur la soumission consciente et volontaire de ses membres et sur leur unité de volonté et leur unité d'action. Sans une telle unité de volonté et d'action, sans cette soumission volontaire et consciente, la discipline de fer est impossible. Voici ce que dit Lénine sur la question du maintien de la discipline dans un parti révolutionnaire :

Et tout d'abord la question se pose; qu'est-ce qui cimente la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ? Qu'est-ce qui la contrôle ? Qu'est-ce qui l'étaye ? C'est, d'abord, la conscience de l'avant-garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, ensuite, son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, *mais aussi* la masse des travailleurs *non prolétarienne*. Troisièmement, c'est la justesse de la direction politique réalisée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus grandes masses se convainquent de cette justesse *par leur propre expérience*. À défaut de ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde appelée à renverser la bourgeoisie et à transformer la société, la discipline est irréalisable. Ces conditions faisant défaut, toute tentative de créer cette discipline se

réduit inéluctablement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées. Mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir d'emblée. Elles ne s'élaborent qu'au prix d'un long travail, d'une dure expérience; leur élaboration est facilitée par une théorie révolutionnaire juste qui n'est pas un dogme, et qui ne se forme définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement massif et réellement révolutionnaire. (Lénine 5-1920, pp. 18-19, c'est Lénine qui souligne.)

Pour les marxistes-léninistes, pour les révolutionnaires réellement prolétariens, on ne pourra jamais assez insister sur le rôle d'un parti d'avant-garde du prolétariat et les connexions inséparables que doit maintenir un tel parti avec la masse la plus large possible des travailleurs. Mais pour les intellectuels petits-bourgeois, il est presque impossible de saisir l'importance d'un parti révolutionnaire du prolétariat. Ces intellectuels petits-bourgeois n'ont jamais été, et ne seront jamais (même s'ils se décrivent comme étant «socialistes») capables de comprendre le rôle important joué par le Parti bolchevik durant toutes les étapes - avant, pendant et après - de la révolution. La masse de l'intelligentsia petite-bourgeoise n'est capable que de voir les dirigeants et une foule de disciples: Lénine a fait ceci ou Staline a fait cela. Leur refus obstiné, à la manière de l'intelligentsia enclin à l'individualisme, de reconnaître l'importance et le rôle du Parti, le rôle de cet instrument unique créé sous la direction de Lénine et qui mena le peuple russe à travers toutes les difficultés pour établir la dictature du prolétariat, combattant contre l'agression armée des impérialistes étrangers associés aux réactionnaires internes et aux traîtres - les gardes blancs - et, finalement, construisant le socialisme dans un pays arriéré, ce fut précisément cette incapacité de l'intelligentsia petite-bourgeoise et même de certains «socialistes» qui incita Lénine à insister encore et toujours sur le rôle important joué par le Parti bolchevik et sur ses liens et relations avec les masses. Cela suscita la remarque suivante de Lénine:

Les acclamations adressées au pouvoir des Soviets et aux bolcheviks, ne conviendrait-il pas de les accompagner *un peu plus souvent* d'une *très sérieuse analyse des causes* qui ont permis aux bolcheviks de forger la discipline indispensable au prolétariat révolutionnaire? (Lénine 5-1920, p. 18, c'est Lénine qui souligne.)

Nous avons montré plus haut l'importance d'une avant-garde révolutionnaire - un parti du prolétariat - qui soit indissociablement liée aux masses laborieuses, prolétariennes ou pas. Et nous répétons que les intellectuels petits-bourgeois (et parmi ceux-ci, il convient d'inclure les trotskistes) ne peuvent que ramener les questions organisationnelles et politiques à leur niveau personnel et individuel. Ils sont incapables de considérer la lutte entre deux lignes sur des questions politiques, organisationnelles et tactiques autrement que comme une lutte entre deux individus. C'est pourquoi, à partir de 1923, la confrérie susmentionnée n'y vit qu'une lutte entre Trotski et Staline en vue d'une domination personnelle.

Ceci constituait une erreur et continue de l'être et nous espérons le prouver en nous appuyant sur des faits historiques et une documentation solide (et non en recourant à la méthode des trotskistes, à savoir une méthode s'appuyant sur des rumeurs et des mensonges). *La lutte entre Staline et Trotski ne fut pas une lutte entre deux individus mais une lutte entre deux lignes; ce fut une lutte entre le léninisme révolutionnaire et le trotskisme contre-révolutionnaire; ce fut la continuation, après la mort de Lénine, de la même lutte entre le léninisme et le trotskisme que celle qui avait eu lieu du vivant de Lénine et sur une période de vingt ans.* La seule différence, c'était qu'après la mort de Lénine, le léninisme était porté par le Parti bolchevik à la tête duquel se trouvait Staline. Trotski et ses disciples, vu la position de faiblesse du trotskisme, estimèrent nécessaire d'adopter un changement de tactique. Il n'était plus possible pour les trotskistes d'attaquer le léninisme ouvertement et directement comme ils avaient pu le faire avant 1917. Par conséquent, ils adoptèrent la tactique subtile et insidieuse - et, partant, plus nuisible - d'attaquer les lignes léninistes du Parti bolchevik tout en prétendant attaquer le «stalinisme» afin, naturellement, de «défendre» le léninisme. Voici comment Trotski et ses partisans cherchèrent à discréditer les lignes politiques léninistes du Parti bolchevik dirigé par Staline. Ce fut en effet un exemple classique de l'utilisation du nom de Lénine pour combattre le léninisme - contre la totalité de son contenu -, un exemple évident de la façon d'agiter le drapeau rouge pour mieux le combattre, ainsi qu'un exemple évident des habituels subterfuges utilisés par les trotskistes.

C'est dans ce contexte que l'attaque de Trotski contre Staline doit être comprise.

Cette attaque n'était pas dirigée contre Staline en tant qu'individu, mais contre quelqu'un qui, au cours de la lutte, était apparu comme le porte-parole le plus représentatif du Parti bolchevik, lequel prônait, défendait et appliquait le léninisme. La principale cible des attaques de Trotski, par conséquent, n'était pas Staline mais le Parti bolchevik. C'était le bolchevisme révolutionnaire, c'est-à-dire le léninisme, qui faisait l'objet de cette attaque. Il s'agissait d'une attaque contre les méthodes et les formes d'organisation du Parti bolchevik, une attaque contre les lignes léninistes fondamentales suivies par le Parti.

Ce n'est pas Trotski contre Staline, mais le trotskisme contre le léninisme, qui constitue la véritable formule des relations de Trotski avec la révolution russe; Trotski contre le Parti bolchevik et sa politique léniniste. Voici où en sont les choses concernant les relations de Trotski avec le Parti bolchevik, à la fois avant et après la révolution, et tant avant qu'après la mort de Lénine.

À propos de quasiment n'importe quelle question majeure, la ligne de Trotski était en conflit avec celle adoptée par le Parti bolchevik, et la pratique a prouvé qu'à chacune de ces occasions, sa ligne fut totalement incorrecte et se solda par une faillite complète. Cela n'empêcha pourtant pas Trotski, après la mort du grand Lénine, de

prétendre, avec sa modestie habituelle, que le Parti bolchevik s'était trompé et que lui, Trotski, avait eu raison sur toute la ligne. On peut comprendre que lorsque les trotskistes d'aujourd'hui mentent et versent dans l'égotisme petit-bourgeois, ils ne font qu'appliquer les principes, ou plutôt, tentent d'appliquer les principes, de leur patron Trotski en personne.

La lutte de Lénine en vue de construire un parti révolutionnaire du prolétariat et la lutte de Trotski en vue d'empêcher la construction d'un tel parti

Après la révolution bolchevique, Trotski fit naturellement semblant d'approuver le Parti bolchevik, le parti même dont, avant 1917, il avait essayé d'empêcher la constitution. Au cours de la période pendant laquelle Lénine était occupé à construire le parti, Trotski attaqua violemment Lénine et épuisa son vocabulaire d'insultes - qui n'était pas pauvre, pourtant - à s'opposer à tout ce que Lénine tentait de faire. Lénine essayait de construire un parti révolutionnaire centralisé, capable de poursuivre sa tâche tout en se gardant de la police tsariste. Dans les conditions en vigueur à l'époque en Russie tsariste, il était impossible de construire un tel parti sur base d'une démocratie ouverte sans, en même temps, soumettre les membres du parti à de fréquentes arrestations du chef de la police secrète tsariste. C'est pourquoi Lénine croyait que l'affiliation au Parti ne devait pas être ouverte à toutes les personnes simplement désireuses de s'y inscrire⁵. Divers comités urbains du Parti furent sélectionnés par le Comité Central et tous les comités eurent un droit de cooptation. Lors du 2^e congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (P.O.S.D.R.), qui se tint à Londres en 1903, ce conflit atteignit son paroxysme et Trotski, en compagnie de l'aile droite du congrès, s'opposa violemment au point de vue de Lénine sur les questions organisationnelles. Lénine fut battu, sur cette question, par une majorité de deux ou trois voix.

Camarades, il serait bon que nous examinions les débats de ce congrès un peu plus en détail. Les trois principaux sujets à l'ordre du jour de ce congrès étaient les suivants:

- l'adoption du programme du Parti,
- l'adoption des statuts (constitution) du Parti, et
- la désignation de responsables.

Bien que, lors du congrès, les opportunistes se fussent opposés bec et ongles au programme du Parti, et tout particulièrement à l'insertion dans le programme du Parti de la question de la dictature du prolétariat, des exigences sur la question paysanne et du droit des nations à l'autodétermination, ils ne concentrèrent pas leur principale opposition sur la question de l'adoption du programme. Le principal conflit entre les deux ailes (l'une était l'aile révolutionnaire dirigée par Lénine et soutenue par Plekhanov⁶ et les autres iskristes stables; l'autre était l'aile opportuniste dirigée par

Martov et soutenue par Trotski et d'autres iskristes instables, par le centre - c'est-à-dire le «marais» - et les anti-iskristes - c'est -à-dire les économistes et les bundistes) représentées lors du 2^e congrès du Parti concerna la question des statuts du Parti et l'élection des responsables. Les divergences les plus fortes apparurent quant à la formule du premier paragraphe des statuts traitant de l'affiliation au Parti. Qui pouvait devenir membre du Parti? Quelle allaient être la nature et la composition du Parti? Quelle allait être la nature organisationnelle du Parti? Telles étaient les questions qui surgirent à propos du premier paragraphe des statuts du Parti.

La formule de Lénine contre celle de Martov à propos des conditions d'affiliation au Parti

Selon la formule de Lénine, on ne pouvait devenir membre du Parti qu'en satisfaisant aux trois conditions suivantes:

(a) en acceptant le programme du Parti, (b) en soutenant financièrement le Parti, et (c) en appartenant à l'une des organisations du Parti, c'est-à-dire en participant activement à l'organisation ⁷.

Mais, selon la formule de Martov, soutenue par Trotski et d'autres opportunistes, seules les deux premières conditions devaient être remplies afin de postuler son affiliation au Parti. À leurs yeux, la troisième condition était absolument inutile et, par conséquent, on pouvait facilement s'en passer.

Lénine considérait le Parti comme un détachement organisé de la classe ouvrière et considérait, par conséquent, que ses membres ne pouvaient simplement s'engager dans le Parti. Au contraire, ils devaient être admis au sein du Parti par l'une de ses organisations et, partant, ils devaient se soumettre à la discipline du Parti. Mais, selon la formule de Martov, on pouvait s'engager soi-même dans le Parti et, dans la mesure où l'on n'appartenait pas à une organisation, on ne devait pas se soumettre à la discipline du Parti.

Par conséquent, la formule de Martov, au contraire de celle de Lénine, contenait toutes les conditions préalables pour ouvrir toute grande la porte du Parti à toutes sortes d'opportunistes, d'éléments instables et non prolétariens, et pour transformer de la sorte le Parti, d'une organisation disciplinée, monolithique et militante de la classe ouvrière qu'il était, en une organisation hétérogène, amorphe et relâchée de type bourgeois, c'est-à-dire de le transformer de détachement d'avant-garde de la classe ouvrière en détachement d'arrière-garde de la classe ouvrière. Ce fut tellement le cas que Martov et d'autres opportunistes demandèrent que tout gréviste reçoive automatiquement le droit de joindre les rangs du Parti. De même, on proclama que tout intellectuel qui sympathisait avec le Parti, tout professeur sympathique, tout étudiant universitaire ainsi que tout participant à une manifestation

avaient le droit de se déclarer membres du Parti.

Avec l'adoption du programme, le congrès posa les fondations de l'unité idéologique du Parti. Il dut également adopter les statuts du Parti afin de poser les fondations de l'unité organisationnelle et mettre un terme à l'amateurisme et à l'aspect paroissial des cercles, au manque d'unité organisationnelle et à l'absence d'une discipline stricte au sein du Parti.

La formule de Martov faisait juste le contraire. Non seulement elle laissait la porte du Parti grande ouverte à des éléments instables, anarchistes, individualistes, mais elle oblitérait également la ligne de division entre le Parti et la classe. La distinction entre le détachement d'avant-garde et le reste de la classe ouvrière ne peut disparaître avant que les classes elles-mêmes aient disparu. Toute personne défendant un autre point de vue, quelles que soient ses intentions, essaie d'oblitérer la distinction entre le Parti et la classe et, en agissant de la sorte, il essaie de priver le prolétariat de son «état-major général». Comme le disait Staline:

La classe ouvrière, sans parti révolutionnaire, est une armée sans état-major général. Le parti est l'état-major de combat du prolétariat. (Staline 4-1924, p. 102.)

Commentant la formule de Martov, Lénine écrivit:

Nous sommes le Parti de la classe, et c'est pourquoi *presque toute la classe* (et en temps de guerre, à l'époque de guerre civile, absolument toute la classe) doit agir sous la direction de notre Parti, doit serrer les rangs le plus possible autour de lui. Mais ce serait du manilovisme⁷ et du «suivisme» que de penser que sous le capitalisme presque toute la classe ou la classe tout entière sera un jour en état de s'élever au point d'acquérir le degré de conscience et l'activité de son détachement d'avant-garde (...) Ce ne serait que se leurrer soi-même, fermer les yeux sur l'immensité de nos tâches, restreindre ces tâches, que d'oublier la différence entre le détachement d'avant-garde et les masses qui gravitent autour de lui, d'oublier l'obligation constante pour le détachement d'avant-garde *d'élever* des couches de plus en plus vastes à ce niveau avancé. (Lénine 5-1904, pp. 271-272.)

Si la formule de Martov avait prévalu au sein du Parti bolchevik, elle «aurait forcément abouti à le remplir à l'excès de professeurs et de collégiens, et à le faire dégénérer en une "formation" imprécise, amorphe, désorganisée, perdue dans un océan de "sympathisants", effaçant toute démarcation entre le Parti et la classe, renversant la tâche du Parti qui est d'élever les masses inorganisées au niveau du détachement d'avant-garde». (Staline 4-1924, p. 105.)

Trotsky joua un rôle opportuniste majeur dans cette controverse⁸, Il se rangea aux côtés de Martov pour lancer de violentes attaques contre la formule de Lénine. Il s'opposa à la

conception de Lénine qui disait que le Parti était la somme totale des organisations du parti et que chaque membre du parti était membre de l'une des organisations du parti. Il s'opposa à l'idée du parti en tant que simple ensemble avec des corps dirigeants supérieurs et inférieurs. Il réfuta le principe de la minorité se soumettant aux décisions de la majorité. Telle fut donc la position opportuniste adoptée par Trotski et Martov sur la question de l'organisation. Leur position n'était autre que l'expression concentrée de l'esprit de cercle et de l'individualisme petit-bourgeois qui se considère comme étant au-dessus de la discipline et qui se renfrogne à l'idée de la minorité devant se soumettre aux décisions de la majorité.

En effet, l'application du principe de la minorité se soumettant à la majorité et du principe des corps dirigeants inférieurs liés aux décisions des corps dirigeants supérieurs, ainsi que du principe de diriger le travail du parti à partir d'un centre, déboucha sur des accusations de «bureaucratisme», de «formalisme», de «rouages et engrenages», etc. lancées par messieurs Trotski, Martov et d'autres opportunistes. Voici comment Lénine décrit ces anarchistes dans son ouvrage *Un pas en avant, deux pas en arrière*:

Cet anarchisme de grand seigneur est particulièrement propre au nihiliste russe. L'organisation du parti lui semble une monstrueuse «fabrique» ; la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité lui apparaît comme un «asservissement» (...); la division du travail sous la direction d'un organisme central lui fait pousser des clameurs tragi-comiques contre la transformation des hommes en «rouages et ressorts» (...); le seul rappel des statuts d'organisation du Parti provoque chez lui une grimace de mépris et la remarque dédaigneuse (...) que l'on pourrait très bien se passer entièrement des statuts. (Lénine 5-1904, p. 410.)

Il semble évident que les lamentations sur le fameux bureaucratisme tendent simplement à dissimuler le mécontentement contre l'effectif des organismes centraux; que c'est là une feuille de vigne (...) Tu es un bureaucrate, parce que tu as été désigné par le congrès à l'encontre de ma volonté; tu es un formaliste, parce que tu t'appuies sur les décisions formelles du congrès, et non sur mon accord; tu agis d'une façon grossièrement mécanique, car tu te réclames de la majorité «mécanique» du congrès du Parti et ne tiens pas compte de mon désir d'être coopté; tu es un autocrate parce que tu ne veux pas remettre le pouvoir entre les mains de la vieille et bonne compagnie (...) (Lénine 5-1904, p. 380.)

Nous remarquerons que ceci allait constituer le thème récurrent de Trotski et de ses collaborateurs dans leurs attaques contre le Parti bolchevik sous la direction du camarade Staline. Mais nous allons prouver que «ces lamentations sur le fameux bureaucratisme» ne tendaient à rien d'autre qu'à «dissimuler le mécontentement» issu de la défaite de sa théorie faillie prétendant qu'il était impossible de construire le socialisme en U.R.S.S.

Trotsky et Martov furent incapables de comprendre la signification de la discipline d'une organisation prolétarienne et de s'y soumettre. Pour eux, la discipline était pour la «masse nombreuse» et non pour les «âmes d'élite». Et, naturellement, ils se comptaient parmi ces dernières. Quand les délégués, lors du 2^e congrès, désignèrent le Comité central et le Comité de rédaction de l'*Iskra* - le congrès avait refusé d'avaliser l'ancien Comité de rédaction comme l'exigeaient ces messieurs, ce qui explique les quolibets de Lénine concernant la cooptation dans le passage cité plus haut - ils s'insurgeaient parce que la composition des effectifs de ces deux corps ne les agréait pas. Ils refusèrent d'accepter les décisions du congrès, se «justifiant» en recourant à des expressions du genre «nous ne sommes pas des serfs », sapant ainsi la base même de l'unité des rangs du Parti. Aucun parti ne peut maintenir l'unité dans ses rangs sans imposer une discipline prolétarienne (quant à la nature de cette discipline, voir un peu plus haut) également contraignante vis-à-vis de tous les membres du Parti, tant les leaders que les membres ordinaires; contraignante également vis-à-vis des «âmes d'élite» aussi bien que du «grand nombre». Sans cela, le parti ne pourra jamais maintenir son intégrité ni l'unité dans ses rangs.

L'absence totale d'arguments *raisonnables* contre la rédaction, désignée par le congrès, est illustrée au mieux, chez Martov et consorts, par ce petit mot qui leur appartient: «nous ne sommes pas des serfs!» (...) La mentalité de l'intellectuel bourgeois qui se range parmi les «âmes d'élite» placées au-dessus de l'organisation de masse et de la discipline de masse, apparaît ici avec un relief remarquable (...)

Toute organisation et toute discipline semble être du servage à l'individualisme de la gent intellectuelle (...) (Lénine 5-1904, p. 373.)

Et, plus loin:

Mais, à mesure que se forme chez nous un *véritable* parti, l'ouvrier conscient doit apprendre à distinguer entre la psychologie du combattant de l'armée prolétarienne et celle de l'intellectuel bourgeois, qui fait parade de la phrase anarchiste; il doit apprendre à *exiger* l'exécution des obligations incombant aux membres du Parti, - non seulement des simples adhérents, mais également par les «gens d'en haut»; (...) (Lénine 5-1904, p. 413.)

Telle est l'importance de la discipline prolétarienne au sein d'un parti prolétarien. Nous avons procédé à un examen plutôt détaillé de la controverse qui avait fait rage autour de la question de l'affiliation lors du 2^e congrès du P.O.S.D.R., et le but de cet examen était de montrer:

1. Que la position de Martov, Trotsky et consorts sur les problèmes d'organisation était opportuniste et que si elle avait été adoptée, elle aurait certainement causé

grand tort, confusion et désorganisation dans le Parti. Lénine dit:

Au contraire, du point de vue du camarade Martov, les limites du Parti restent absolument indéterminées, car «chaque gréviste» peut «se déclarer membre du Parti ». Quelle est l'utilité de cette imprécision? La large diffusion d'une «appellation ». Elle a ceci de nuisible qu'elle comporte une idée *désorganisatrice*, la confusion de la classe avec le Parti. (Lénine 5-1904, p. 278.)

2. Que l'individualisme petit-bourgeois et l' «anarchisme de grand seigneur» de Martov et Trotski ont fait qu'il leur fut impossible de rectifier leur position opportuniste dans les problèmes d'organisation.
3. Que la mentalité petite-bourgeoise de Martov et de Trotski, avec leur suprême aversion et mépris pour la discipline prolétarienne et les statuts organisationnels, ont fait qu'il leur fut impossible de s'y soumettre et de les respecter.
4. Que, par conséquent, Martov, Trotski et consorts s'opposèrent à toute forme d'organisation qui aurait fait de l'imposition de cette discipline (prolétarienne) l'un de ces principes organisationnels.
5. Que, pour ces intellectuels petits-bourgeois, un parti de fer avec une discipline de fer ne signifie rien de plus et rien de moins que le « bureaucratisme».
6. *Qu'objectivement* (les désirs subjectifs ne sont pas à leur place ici), Martov et Trotski étaient opposés à la révolution, car, sans un parti discipliné, révolutionnaire, il ne peut y avoir de révolution, et
7. que, sur le plan organisationnel, Trotski n'était pas seulement un «antistalinien» luttant contre le «bureaucratisme stalinien », mais également un antiléniniste qui avait longuement bataillé contre le « bureaucratisme» léniniste.

La haine de Trotski pour la discipline lui fit adopter un point de vue opportuniste sur les principes organisationnels au point de s'opposer à Lénine lors du 2^e congrès. Le même individualisme petit-bourgeois, que l'on peut qualifier d' «anarchisme aristocratique », avec sa haine extrême de la discipline, allait pousser Trotski à s'opposer encore et toujours au Parti bolchevik et à ses méthodes et formes d'organisation et, en fin de compte, à constituer une alliance avec les fascistes dans le but de renverser l'État soviétique. Nous y reviendrons plus tard.

Plus tard, Trotski allait prétendre que «la révolution avait été trahie» en Union soviétique par Staline. Nous ferons simplement remarquer que si les idées opportunistes de Trotski à propos de l'organisation avaient prévalu, il n'y aurait pas eu de Parti partant, aucune révolution qui eût pu être «trahie ».

À la suite du 2^e congrès du P.O.S.D.R., Trotski écrivit un texte polémique intitulé *Nos tâches politiques*, dans lequel il attaquait l'entière ligne politique de Lénine de la façon la plus virulente et insultante qui soit. Parce que, plus tôt, Lénine avait parlé d'une division du travail dans le Parti basée sur le fait que les diverses branches de l'activité révolutionnaire requièrent diverses capacités, Trotski mit sur pied une attaque de grande envergure contre Lénine, dénonça la division du travail dans l'usine moderne du fait qu'elle réduit les travailleurs à de simples rouages de la machine. Et tel était le véritable but de Lénine, faisait-il encore remarquer: quelques dirigeants dictatoriaux au sommet, avec les travailleurs du Parti réduits au rôle de simples «rouages» au sein de la machine du parti. Ce grief, Trotski n'allait plus cesser de l'exprimer chaque fois qu'il n'arrivait pas à ses propres fins. Quand le Parti était d'accord avec Trotski, tout ce qui se faisait dans le Parti était parfait; dès l'instant où les vues de Trotski étaient rejetées par le Parti, celui-ci se muait brusquement en une monstruosité atroce, terrible, insupportable et en une «bureaucratie» qu'il fallait combattre et liquider à tout prix. Telle est la manifestation de l'individualisme petit-bourgeois déployé par Trotski, qui concluait le texte polémique mentionné plus haut de cette façon:

Cette méfiance chez Lénine, malveillante et moralement pénible, cette plate caricature qu'il offre de l'intolérance tragique du jacobinisme (...) ces méthodes (...) doivent être aujourd'hui liquidées coûte que coûte, sinon elles menaceront notre Parti d'une décomposition complète: politique, morale et théorique.
(Trotski 1906a, p. 192.)

Ce paragraphe suffit à lui seul pour montrer que Trotski qui, tout en prétendant être léniniste, avait l'intention de liquider le «stalinisme» et d'évincer Staline, avait l'intention, à l'époque où Lénine était occupé à bâtir le Parti bolchevik, de liquider le léninisme et d'évincer Lénine.

Le Parti révolutionnaire centralisé que Lénine essayait de mettre sur pied présentait quelque ressemblance avec les Jacobins, le parti révolutionnaire de la petite bourgeoisie lors de la Révolution française. Mais il présentait également une différence importante avec les Jacobins en ce sens qu'il était le Parti de la classe ouvrière; il était l'avant-garde, non pas de la petite bourgeoisie, mais de la classe ouvrière russe - la classe qui avait été désignée pour diriger le peuple russe contre la tyrannie et le despotisme. Comme on l'a déjà dit, il était impossible, dans les confins de la Russie autocratique, de construire un parti révolutionnaire capable de diriger la classe ouvrière russe et la masse entière du peuple sur base d'une démocratie complète et ouverte. Par conséquent, et par la force des conditions existant en Russie, il devait présenter quelque ressemblance avec les Jacobins, quoique avec la différence importante que l'on vient de mentionner.

Cette accusation de jacobinisme attira le commentaire suivant de la part de Lénine et

valut à Trotski le titre bien mérité d'opportuniste:

Les «paroles terribles»: jacobinisme, etc., n'expriment absolument rien, si ce n'est de *l'opportunisme*. Le Jacobin lié indissolublement à l' *organisation* du prolétariat, *conscient* de ses intérêts de classe, c'est justement le *social-démocrate révolutionnaire*. Le Girondin qui soupire après les professeurs et les collégiens, qui redoute la dictature du prolétariat, qui rêve à la valeur absolue des revendications démocratiques, c'est justement l' *opportuniste*. (Lénine 5-1904, p. 40 l.)

Permettez-moi de prendre un autre exemple, camarades, dans le même livre de Trotski, *Nos tâches politiques*, qui constitue une preuve supplémentaire du menchevisme de Trotski et de sa haine de la politique bolchevique de Lénine. Trotski y cite en l'approuvant une question soulevée par le menchevik Axelrod, qui demandait:

Pourquoi cette gamine espiègle qu'est l'histoire (dit le camarade Axelrod) ne donnerait-elle pas à la démocratie bourgeoise révolutionnaire un chef formé à l'école du marxisme révolutionnaire orthodoxe? (...) Le marxisme légal ou demi-marxisme n'a-t-il pas donné un chef littéraire à nos libéraux? (Trotski 1906a, p. 195.)

En d'autres termes, Lénine était le dirigeant probable de la classe bourgeoise russe!

Camarades, je vous le demande: pour quelqu'un qui nourrit une telle opinion à l'égard de Lénine et de sa politique, est-il vraiment difficile de comprendre pourquoi il nourrissait une opinion similaire à l'égard de Staline et de sa politique? Il n'est guère nécessaire de prouver, camarades, que, pour quelqu'un qui traitait Lénine de futur dirigeant des classes moyennes russes, il n'était pas du tout difficile de poursuivre et d'accuser Staline d'aider la paysannerie aisée, ni de lancer un appel en vue de «liquider» Staline «coûte que coûte, sinon elles menaceront notre Parti d'une décomposition complète: politique, morale et théorique. » Le fait est que Trotski sortit cet appel contre le léninisme - contre «cette méfiance chez Lénine, malveillante et moralement pénible, cette plate caricature qu'il offre de l'intolérance tragique du jacobinisme» - en 1906. Il ne cessa plus de réitérer cet appel jusqu'à la révolution d'Octobre. La révolution d'Octobre fut en même temps une réfutation profonde du trotskisme et elle l'affaiblit. Le trotskisme avait «perdu ses plumes» et avait l'air quelque peu «dépenaillé». Ce fut précisément pour cette raison qu'après la mort de Lénine, le trotskisme adopta la tactique consistant à ne pas attaquer le léninisme ouvertement, c'est-à-dire une tactique consistant à ne pas lancer des attaques frontales contre le léninisme. En lieu et place, il adopta la tactique détournée visant à attaquer le léninisme au nom et sous le couvert de la défense du léninisme et la tactique visant à attaquer le «stalinisme» en vue de «défendre» le léninisme. C'est dans ce contexte, camarades, que l'attaque contre le camarade Staline doit être

comprise. C'est une continuation de l'attaque lancée par le trotskisme contre le léninisme.

Le bloc d'Août des liquidateurs et Trotski

Après la défaite de la révolution de 1905 en Russie, un groupe de « socialistes » de droite, appelés les liquidateurs, passa à l'avant-plan. On les appelait les liquidateurs parce qu'ils voulaient liquider le Parti centralisé qui était capable de diriger les masses dans la révolution. Les liquidateurs déclaraient que l'ère des révolutions était passée et qu'il ne pouvait y avoir que de lents progrès dans le cadre de la constitution tsariste. Par conséquent, prétendaient les liquidateurs, le Parti centralisé du prolétariat, avec son réseau d'organisations clandestines, devait être dissous, et ils appelaient à la création d'un Parti libéral-travailliste, opérant légalement en vue de réformes dans le contexte du tsarisme. Les bolcheviks, avec Lénine à leur tête, menèrent une lutte acharnée contre les liquidateurs, dans les rangs desquels on retrouvait Trotski. Celui-ci ne prônait pas ouvertement le liquidationnisme, mais il fit tout en vue de prêter une aide active aux liquidateurs par sa « complaisance » et par sa « capitulation devant les liquidateurs ». Voici comment Lénine décrivait la position de Trotski:

Des gens comme Trotski, avec ses phrases redondantes sur le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, avec sa complaisance envers les liquidateurs qui n'ont *absolument rien de commun avec le Parti ouvrier social-démocrate de Russie*, constituent le mal de l'époque. (...) En réalité, *ils sont les vecteurs de la capitulation au profit des liquidateurs, lesquels n'attendent qu'une chose, de constituer un « parti ouvrier stolypinien »*,

Le sens véritable de ces méthodes est évident. On se sert de phrases pour couvrir d'authentiques liquidateurs et on fait tout pour gêner le travail des anti liquidateurs. (...)

Il est clair que *Trotski et ses pareils, les « trotskistes et conciliateurs »*, sont plus nuisibles que n'importe quel liquidateur, car les liquidateurs déclarés exposent ouvertement leurs conceptions, et il est facile aux ouvriers d'en voir le caractère erroné, tandis que MM. Trotski et consorts trompent les ouvriers, couvrent le mal et rendent impossible de le démasquer et d'y remédier. (Lénine 14-9-1911, p. 246, c'est moi qui souligne - H. B.)

Telle fut l'attitude de Trotski envers le Parti révolutionnaire au cours des années de réaction qui suivirent la défaite de la révolution de 1905: Trotski aida les liquidateurs qui étaient partisans de la liquidation du Parti, Durant cette période, il se montra « plus nuisible que les liquidateurs » et c'est pour cette raison que Lénine mena une lutte sans répit contre le liquidationnisme caché de Trotski, « plus nuisible » que le liquidationnisme ouvert des liquidateurs eux-mêmes.

L'année 1912 vit le début d'une reprise d'activité révolutionnaire dans toute la Russie.

En réponse à cette reprise, en janvier 1912, les bolcheviks convoquèrent une conférence de toutes les organisations clandestines du Parti afin de discuter de la politique du Parti et de définir les lignes de conduite ultérieures de la lutte révolutionnaire. La conférence décida de renforcer les organisations clandestines en Russie, on fit savoir aux organisations du Parti qu'elles devaient accroître leurs activités en direction de l'éducation socialiste des travailleurs et ceci, afin de donner à la classe ouvrière la possibilité de diriger les masses russes dans leur lutte en vue du renversement de l'autocratie tsariste et de l'installation d'une république démocratique - une dictature démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Et quelle fut la réponse de Trotski à la Conférence de Prague des bolcheviks en 1912? Sa réponse consista à réunir, en août 1912, à Vienne, tous les groupes russes vivant en exil et qui étaient hostiles aux bolcheviks. La seule chose qui unissait ces groupes était leur opposition aux bolcheviks. Tous ces groupes étaient partisans de la liquidation des organisations clandestines du Parti - la liquidation du Parti révolutionnaire du prolétariat et son remplacement par un «parti ouvrier stolypinien». Les groupes représentés - l'Organisation socialiste juive (le «Bund»), les Social-Démocrates lettons, le Parti socialiste polonais (petit-bourgeois), Trotski et quelques-uns de ses partisans - furent appelés le «bloc d'Août». Celui-ci devint célèbre du fait que, lors de sa conférence à Vienne, il passa des résolutions antibolcheviques et contre-révolutionnaires. Sur le plan de la totalité de ses objectifs pratiques, la conférence de Vienne du bloc d'Août se révéla un échec, car aucun des groupes représentés à cette conférence n'avait de relations vraiment dignes de ce nom avec les organisations clandestines des travailleurs en Russie. Mais la Conférence de Vienne fut d'une valeur inestimable pour dénoncer le menchevisme opportuniste de Trotski et des autres participants à ce qui ne fut, en fait, qu'une parodie de conférence.

En mai 1914, Lénine rédigea un article intitulé *La violation de l'unité aux cris de: «Vive l'unité!»*. Dans cet article, Lénine nous livre un brillant exposé des «expressions grandiloquentes et vides» de Trotski, de son fractionnisme, de son liquidationnisme et de la faillite de son bloc d'Août. Lénine termine son article par une description inoubliable de Trotski. Cette description, me semble-t-il, est très importante pour la compréhension de l'opportunisme de Trotski. Par conséquent, je la livre dans sa totalité et j'espère que nos camarades ne la considéreront pas comme une digression inutile. Voici comment Lénine décrivait Trotski en mai 1914:

Les vieux participants au mouvement marxiste russe connaissent bien Trotski et il n'est pas nécessaire de leur en parler. Mais la jeune génération ouvrière ne le connaît pas, et il faut lui en parler, car c'est un personnage typique pour les cinq petits groupes de l'étranger qui, en fait, oscillent aussi entre les liquidateurs et le Parti.

Au temps de la vieille *Iskra* (1901-1903), ces hésitants et transfuges qui passaient du

camp des «économistes» dans celui des «iskristes» et vice versa avaient reçu un surnom: les «transfuges de Touchino» (c'est ainsi qu'aux temps troubles, dans la vieille Russie, on appelait les combattants qui passaient d'un camp à l'autre).

Lorsque nous parlons du courant liquidateur, nous désignons un certain courant idéologique formé pendant des années et dont les racines se rattachent au «rénchevisme» et à l'«économisme» tels qu'ils se sont manifestés durant les vingt années d'histoire du marxisme, et qui est lié à la politique et à l'idéologie d'une classe déterminée, la bourgeoisie libérale.

Les «transfuges de Touchino» se déclarent au-dessus des fractions pour la seule raison qu'ils «empruntent» leurs idées aujourd'hui à une fraction, demain à une autre. Trotski fut un farouche «iskriste» en 1901-1903, et Riazanov a dit de lui qu'il avait joué au congrès de 1903 le rôle de «matraque de Lénine»!⁹, À la fin de 1903, Trotski est un farouche menchevik, c'est-à-dire qu'il est passé des iskristes aux «économistes»; il proclame qu'«il y a un abîme entre la vieille et la nouvelle *Iskra*». En 1904-1905, il quitte les mencheviks et occupe une position indécise: tantôt il collabore avec Martynov (un «éconorniste»), tantôt il proclame l'absurde théorie gauchiste de la «révolution permanente ». En 1906-1907, il se rapproche des bolcheviks et, au printemps 1907, il se déclare solidaire de Rosa Luxembourg.

À l'époque de la désagrégation, après de longs flottements «non-fractionnistes», il oblique de nouveau vers la droite et fait bloc, en août 1912, avec les liquidateurs. Maintenant, il s'en écarte à nouveau, mais *au fond* il reprend leurs misérables petites idées.

De tels personnages sont caractéristiques en tant que débris des formations historiques d'hier, lorsque le mouvement ouvrier de masse sommeillait encore en Russie et que le premier groupuscule venu avait «toute latitude» de se présenter comme un courant, un groupe, une fraction, en un mot, comme une «puissance» qui parle d'unification avec d'autres «puissances ».

Il faut que la jeune génération ouvrière sache bien à qui elle a affaire, lorsqu'elle entend formuler des prétentions inouïes par des gens qui ne veulent absolument compter *ni* avec les décisions du Parti, lesquelles ont établi et fixé dès 1908 l'attitude à observer envers le courant liquidateur, *ni* avec l'expérience du mouvement ouvrier actuel en Russie, qui a créé dans les faits *l'unité* de la majorité en partant de la reconnaissance absolue de ces décisions. (Lénine 5-1914a, pp. 363-364.)

Il s'agit d'une description clairvoyante, non seulement du plus grand «transfuge de Touchino» de son temps, Léon Trotski, mais également de ses disciples à notre propre époque, à savoir les trotskistes des Socialistes internationaux (SI), du Groupe

international marxiste (IMG), de la Ligue socialiste du Travail (SLL) etc., qui croient en une chose un jour et en une autre le lendemain, qui empruntent leurs idées chez Trotski un jour et auprès du Labour Party le lendemain, qui dénoncent le Front national de Libération du Viêtnam du Sud un jour et le «soutiennent» le lendemain (voir le chapitre concernant la révolution chinoise).

Trotski continua à s'opposer à Lénine lors des tentatives de ce dernier de construire le parti de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat jusqu'en 1917, et ce ne fut que quelques semaines avant la grande révolution socialiste d'Octobre que Trotski rejoignit le Parti bolchevik. Pourtant, ce fait historique bien connu est «oublié», pour des raisons de convenance, passé sous silence et éludé par ces menteurs de trotskistes et par l'intelligentsia radicale bourgeoise, par les mensonges de la presse trotskiste et bourgeoise qui, défiant la vérité historique, affirment pour ainsi dire quotidiennement et jusqu'à la nausée que Trotski était un bolchevik, c'est-à-dire un léniniste. Pouvons-nous demander à l'intelligentsia radicale bourgeoise et à la clique des trotskistes comment il se fait que quelqu'un qui a toujours été un «bolchevik », un «léniniste », se soit toujours opposé à Lénine? Voilà bien une espèce amusante de «bolchevisme-léninisme»!!! Selon cette formule, on doit rester en dehors du Parti bolchevik et s'opposer en permanence à Lénine si l'on veut pouvoir se définir comme «bolchevique-léniniste». Étrange, non? Non, messieurs les trotskistes et les intellectuels bourgeois, ça ne passera pas. La réponse à nos questions est celle-ci: Trotski n'a jamais été un bolchevik, ni un léniniste. Il était, une fois pour toutes, antibolchevique et antiléniniste.

Trotski n'abandonna pas sa position menchevique à propos des questions organisationnelles, autrement dit, à propos du Parti, même après avoir rallié le Parti bolchevik. En 1921, lorsque la proposition de Trotski de «secouer» un peu les syndicats et d'en faire des organes d'État fut rejetée par le Comité Central du Parti, Trotski sortit de la pièce où se réunissait le CC et tenta de rassembler quelques partisans afin d'aller se battre avec le Cc. Cet incident montre la haine et le mépris profond qu'éprouvent les intellectuels bourgeois à l'égard du Parti et de sa discipline.

Que pensait Lénine des gens qui, à l'instar de Trotski, faisaient fi de la discipline du Parti? Voici ce qu'il disait:

Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature), aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat. (Lénine 5- 1920, p. 39.)

Oui, camarades, Trotski affaiblissait «la discipline de fer du Parti» et pas «tant soit peu », mais à un degré extrême, tant avant qu'après la révolution d'Octobre.

L'incident à propos des syndicats et le comportement de Trotski firent dire à Lénine:

Voyez un peu: après deux réunions plénières du Comité central (les 9 novembre et 7 décembre), consacrées à une discussion extraordinairement détaillée, longue et passionnée, de l'avant-projet des thèses du camarade Trotski et de toute la politique du parti dans les syndicats qu'il préconise, un membre du Comité central [Trotski] reste *seul contre dix-neuf*; il constitue autour de lui un groupe en dehors du Comité central, et présente un «ouvrage» «collectif» de ce groupe en guise de «programme», en proposant au congrès d' «opter entre *deux tendances* ». (Lénine 25-1-1921, p. 69.)

Lénine poursuit:

Peut-on nier que, même si les «tâches et méthodes nouvelles» étaient décrites par Trotski d'une façon aussi totalement juste qu'elles le sont, en fait, d'une façon totalement fautive (ce que je montrerai plus loin), par sa seule attitude, Trotski porterait préjudice à la fois à lui-même, au Parti, au mouvement syndical, à l'éducation des millions de membres des syndicats, et à la République?? (Lénine 25-1-1921, p. 72.)

Cet incident inquiéta tellement Lénine qu'il fit en sorte que le 10^e congrès du PC.U.S.(B) passe une résolution spéciale contre la formation de blocs, groupes et factions séparés au sein du parti. Lénine estimait que les membres du Parti avaient le droit de ne pas être d'accord entre eux et de résoudre leurs divergences par la discussion. Mais une fois qu'on avait obtenu une décision après toute une discussion approfondie et que la critique avait été complètement passée en revue, l'unité et la volonté d'action des membres du Parti était nécessaire, car sans cette unité, un parti prolétarien et une discipline prolétarienne sont inconcevables. Trotski n'allait jamais pouvoir comprendre cela. Chaque fois qu'il se retrouvait en minorité, il fonçait tête baissée pour constituer une faction au sein du Parti - mettant de la sorte le Parti et la République soviétique en danger.

En résumé, camarades, sur la question du Parti, le trotskisme ne choisit pas la position du léninisme. Il adopte une position antiléniniste. Sans une organisation d'avant-garde (le Parti), le prolétariat ne peut jamais conquérir le pouvoir. **L'organisation** est l'arme la plus puissante dont dispose le prolétariat pour sa propre libération. Sans organisation, sans le Parti, il ne peut y avoir de révolution prolétarienne. Sur cette question importante du parti d'avant-garde du prolétariat, la position de Trotski est similaire à celle des hommes politiques radicaux bourgeois et travaillistes libéraux. Sur les questions organisationnelles, le trotskisme est partisan du libéralisme - c'est-à-dire que la création d'organisations de type labour Parti était censée fabriquer des machines électorales au sein du capitalisme - et de la destruction de partis du type bolchevique - les véritables partis communistes révolutionnaires au sein desquels règne une discipline de fer.

Si l'on est partisan de la désorganisation du Parti d'avant-garde du prolétariat, comme l'est le trotskisme dans la pratique, où se situe donc le bolchevisme chez ces gens? On peut certes dire des gens comme Trotski, qui ont travaillé à la destruction du parti bolchevique, qu'ils ont *objectivement* œuvré pour la continuation de l'autocratie tsariste et de l'impérialisme mi li taro- féodal tsariste.

Même si nous n'avions rien d'autre à reprocher au trotskisme, camarades, la position du trotskisme sur la seule question du Parti d'avant-garde du prolétariat le condamne et suffit à étayer notre accusation selon laquelle le trotskisme est une tendance antiléniniste, antibolchevique au sein du mouvement ouvrier et qui, au fur et à mesure que se développe le mouvement marxiste-léniniste, est une fois de plus lié par sa logique interne à devenir un détachement d'avant-garde de la bourgeoisie. Mais ne vous inquiétez pas, camarades, la position du trotskisme à propos de l'organisation n'est pas la seule chose qui compose son antibolchevisme et son antilélinisme. Et cela m'amène au second sujet dont je voulais vous entretenir ce soir, à savoir, la théorie de Lénine sur la révolution et «l' absurde théorie gauchiste [de Trotski] de la "révolution permanente" ». (Lénine 5-1914a, p. 364.)

Chapitre 3

La théorie de la révolution: la théorie de la révolution de Lénine contre la théorie de Trotski de la «révolution permanente»

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire.

Lénine, *Que faire?* (Lénine 5-1904, p. 376.) [...] *seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde est capable de remplir le rôle de combattant d'avant-garde.*

Lénine, *Que faire?* (Lénine 5-1904, p. 377.) [..] *la pratique devient aveugle si sa voie n'est pas éclairée par la théorie révolutionnaire.*

Staline, *Des principes du léninisme* (Staline 4-1924, p.21.)

Les différences entre les bolcheviks, les mencheviks et Trotski sur le caractère de la révolution russe

La position des mencheviks à propos du caractère de la révolution russe

Les mencheviks (les socialistes réformistes) prétendaient que la révolution qui se profilait en Russie serait une révolution bourgeoise et, compte tenu de sa nature démocratique bourgeoise, qu'elle devait être dirigée par la bourgeoisie libérale. Le prolétariat ne doit pas établir d'étroites relations avec la paysannerie, mais avec la bourgeoisie libérale. La tactique du prolétariat doit consister à aider la bourgeoisie libérale à acquérir le pouvoir d'État. Le prolétariat ne doit pas assumer la direction de la révolution, car un déploiement vigoureux de zèle révolutionnaire de la part du prolétariat pourrait faire fuir la bourgeoisie libérale dans les bras de l'autocratie. Le prolétariat ne pourrait prendre part non plus à aucun gouvernement provisoire, car cela reviendrait à répéter l'erreur commise par les socialistes français en ralliant le gouvernement bourgeois. Au contraire, le prolétariat doit exercer des pressions de l'extérieur afin de forcer la bourgeoisie libérale à mener à terme la révolution bourgeoise-démocratique.

En bref, les mencheviks prétendaient que le prolétariat devait jouer un rôle subsidiaire - le rôle d'appendice à la bourgeoisie libérale. Il ne devait pas jouer un rôle prédominant et ne devait pas établir d'étroites relations avec la paysannerie, car cela «inciterait les classes bourgeoises à se détourner de la révolution et à diminuer sa portée. »

La position léniniste bolchevique

Par ailleurs, les bolcheviks, les socialistes révolutionnaires, prétendaient qu'en dépit du caractère bourgeois-démocratique de la révolution imminente, c'était en tout premier lieu le prolétariat qui était intéressé dans sa victoire totale, car la victoire de cette révolution le mettrait en mesure de s'organiser, de se développer politiquement et d'acquérir de l'expérience dans la direction politique des masses laborieuses et, ce faisant, à passer du stade de la révolution bourgeoise à celui de la révolution socialiste. Le prolétariat était davantage intéressé dans la victoire totale de la révolution bourgeoise-démocratique que la bourgeoisie parce que, «la révolution bourgeoise est, *dans un certain sens, plus avantageuse* au prolétariat qu'à la bourgeoisie.» (Lénine 1905, p. 45.) Par conséquent, le prolétariat devait assumer la direction de la révolution.

Mais le prolétariat seul ne pouvait effectuer avec succès sa tâche consistant à diriger la révolution bourgeoise-démocratique et la mener à bien sans l'assistance et la participation active d'un allié digne de confiance!¹⁰ Cet allié digne de confiance, prétendaient les bolcheviks, n'était autre que la paysannerie. Les paysans avaient un intérêt dans le succès de la révolution, car seul un tel événement pouvait rendre la paysannerie à même de régler ses comptes avec la classe des propriétaires terriens et arracher la possession de leurs terres.

Lénine traita du rôle de la paysannerie russe -le rôle qui lui avait été assigné par sa position de classe dans la révolution, qui se préparait - dans les termes suivants:

La paysannerie renferme une masse d'éléments semi-prolétariens à côté de ses éléments petits-bourgeois. Ceci la rend instable, elle aussi, et oblige le prolétariat à se grouper en un parti de classe strictement défini. Mais l'instabilité de la paysannerie diffère radicalement de l'instabilité de la bourgeoisie, car, à l'heure actuelle, la paysannerie est moins intéressée à la conservation absolue de la propriété privée qu'à la confiscation des terres seigneuriales, une des formes principales de cette propriété. Sans devenir pour cela socialiste, sans cesser d'être petite-bourgeoise, la paysannerie est capable de devenir un partisan décidé, et des plus radicaux, de la révolution démocratique. Elle le deviendra inévitablement si seulement le cours des événements révolutionnaires qui font son éducation n'est pas interrompu trop tôt par la trahison de la bourgeoisie et la défaite du prolétariat. À cette condition, la paysannerie deviendra inévitablement le rempart de la révolution et de la République, car seule une révolution entièrement victorieuse pourra *tout* lui donner dans le domaine des réformes agraires, *tout ce que* la paysannerie désire, ce dont elle rêve, ce qui lui est vraiment nécessaire (...). (Lénine 1905, pp. 95-96.)

De plus, les bolcheviks prétendaient que la bourgeoisie libérale devait être *isolée*, car, sans la mise à l'écart de cette classe déloyale et instable, il ne pourrait être question de mener à bien une révolution bourgeoise-démocratique sous la direction du prolétariat. Parlant de l'objection des mencheviks selon laquelle la tactique bolchevique «allait pousser les classes bourgeoises à se détourner de la révolution et, ce faisant, à diminuer sa portée» et rejetant ces objections comme étant une «tactique de trahison de la révolution» et comme une «tactique qui transformerait le prolétariat en pitoyable appendice des classes bourgeoises », Lénine écrivait:

Qui comprend véritablement le rôle de la paysannerie dans la révolution russe victorieuse ne dira jamais que l'envergure de la révolution diminuera quand la bourgeoisie s'en sera détournée. Car le véritable essor de la révolution russe ne commencera vraiment, la révolution n'atteindra vraiment la plus grande envergure possible dans le cadre d'un mouvement démocratique bourgeois que lorsque la bourgeoisie s'en sera détournée et que la masse paysanne, marchant de conserve avec le prolétariat, assumera un rôle révolutionnaire actif. Pour être menée jusqu'au bout d'une façon conséquente, notre révolution démocratique doit s'appuyer sur des forces capables de paralyser l'inconséquence inévitable de la bourgeoisie (c'est-à-dire capables justement de l' «obliger à se détourner» (...)). (Lénine 1905, p. 97.)

Selon les bolcheviks, la victoire décisive sur le tsarisme aurait pour résultat l'installation d'un gouvernement provisoire qui consisterait en une dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. La fonction d'un tel gouvernement serait d'assurer une victoire décisive sur le tsarisme, d'écraser par la force la résistance de l'autocratie, de neutraliser l'instabilité de la bourgeoisie, de mener des réformes agraires et autres réformes démocratiques et, par conséquent, de mener la révolution bourgeoise-démocratique jusqu'à son terme. Citant la fameuse thèse de Marx selon laquelle «après la révolution, toute organisation provisoire de l'État exige la dictature, et une dictature énergique» (*Nouvelle Gazette Rhénane*, 14 septembre 1848, cité dans Lénine 1905, p. 129), Lénine en vint à la conclusion que:

La «victoire décisive de la révolution sur le tsarisme», *c'est la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.* (...)

Et cette victoire sera précisément une dictature, c'est-à-dire qu'elle devra de toute nécessité s'appuyer sur la force armée, sur l'armement des masses, sur l'insurrection, et non sur telles ou telles institutions constituées «légalement», par la «voie pacifique». Ce ne peut être qu'une dictature, parce que les transformations absolument et immédiatement nécessaires au prolétariat et à la paysannerie provoqueront de la part des propriétaires fonciers, des grands bourgeois et du tsarisme, une résistance désespérée. Sans dictature, il serait impossible de briser cette résistance, de faire échouer les tentatives de la contre-révolution. Cependant, ce ne sera évidemment pas une dictature socialiste, mais une dictature démocratique. Elle ne pourra pas toucher (avant que la révolution ait franchi diverses étapes intermédiaires) au fondement du capitalisme. (Lénine 1905, p. 51.)

Et, en fin de compte, les bolcheviks n'avaient pas l'intention de demander un arrêt au moment où la révolution bourgeoise-démocratique aurait abouti. Ils croyaient qu'il n'existait pas de mur infranchissable entre la révolution bourgeoise-démocratique et la révolution socialiste. Ils prétendaient que, dans la foulée de l'accomplissement des tâches démocratiques, le prolétariat et les autres masses exploitées auraient à entamer une lutte pour la révolution socialiste. Pour les bolcheviks, la république bourgeoise-démocratique n'était pas une fin en soi, mais un moyen permettant d'atteindre une finalité, c'est-à-dire une république socialiste: la république bourgeoise-démocratique était une étape nécessaire et indispensable en direction d'une république socialiste - une étape intermédiaire indispensable dans le développement du mouvement révolutionnaire dans sa progression inexorable vers l'établissement de la dictature du prolétariat. Mais ceci ne pouvait se faire que si le prolétariat était à la tête du peuple tout entier et particulièrement de la paysannerie, dans la phase de la révolution démocratique, et à la tête de tous les travailleurs et exploités dans la période de lutte pour le socialisme. Lénine, dans son ouvrage, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, parlant de l'envergure de la révolution bourgeoise et des tâches du parti prolétarien, résumait brillamment la stratégie et les tactiques du parti du prolétariat dans la période de la révolution bourgeoise-démocratique et, une fois pour toutes, traitait avec grande clarté de la question de la relation entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste. Il écrivait ceci:

Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la révolution socialiste, en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétariens de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. Telles sont les tâches du prolétariat, celles mêmes que les gens de la nouvelle Iskra [c'est-à-dire les mencheviks - H. B.] présentent d'une façon si étriquée dans tous leurs raisonnements et toutes leurs résolutions sur l'envergure de la révolution. (Lénine 1905, p. 97.)

Et, un peu plus loin:

À la tête du peuple entier, et surtout de la paysannerie, pour la liberté totale, pour une révolution démocratique conséquente, pour la République! À la tête de tous les travailleurs et de tous les exploités, pour le socialisme! Telle doit être pratiquement la politique du prolétariat révolutionnaire, tel est le mot d'ordre de classe qui doit dominer et déterminer la solution de tous les problèmes tactiques, toutes les actions pratiques du parti ouvrier pendant la révolution. (Lénine 1905, p. 112.)

C'était la théorie de la révolution ininterrompue - la théorie de la révolution bour-

geoise-démocratique passant à la révolution socialiste.

La position de Trotski: sa théorie de la «révolution permanente»

Trotski occupait une position «moyenne », formellement différente, à la fois, de celle des bolcheviks et de celle des mencheviks, mais, dans son essence et objectivement, plus proche de cette dernière dans tous ses objectifs pratiques. Il était d'accord avec les bolcheviks à propos de leur estimation de la bourgeoisie libérale russe (les capitalistes) et ne voulait donc pas en entendre parler. En même temps, il se trouvait en accord complet avec les mencheviks à propos de leur estimation de la paysannerie et, par conséquent, ne voulait pas en entendre parler non plus. La paysannerie ne pouvait être un allié fiable, prétendait-il. Le mouvement paysan et son soulèvement spontané pouvaient aider la classe ouvrière dans sa lutte contre le despotisme tsariste, mais il n'en allait pas de même pour le rôle de la paysannerie en tant qu'allié révolutionnaire de la classe ouvrière révolutionnaire dans sa lutte contre l'autocratie. Le tsarisme, selon Trotski, ne pouvait être remplacé que par un gouvernement des travailleurs. En aucun cas, il ne pouvait être remplacé par une dictature mixte de la classe ouvrière et de la paysannerie. Et, à l'arrivée au pouvoir, la fonction du gouvernement des travailleurs serait de s'en prendre à la propriété privée, y compris les terres appartenant à la paysannerie. En s'en prenant à la propriété privée, le gouvernement des travailleurs éloignerait et éveillerait l'hostilité et la résistance (merci Trotski) de la majorité de la population, à savoir la paysannerie. La résistance de la paysannerie mettrait en danger l'existence même du gouvernement des travailleurs. Mais, par ailleurs, le gouvernement des travailleurs stimulerait la classe ouvrière des pays industriellement avancés d'Europe à mener une lutte sans merci contre leurs «propres» bourgeoisies, à s'emparer du pouvoir de l'État et à instaurer le socialisme. Et, à son tour, la classe ouvrière victorieuse des pays avancés de l'Europe occidentale viendrait au secours du gouvernement des travailleurs en Russie afin d'aider ce dernier à écraser par la force la résistance de la paysannerie. Trotski appelait cette théorie la théorie de la «révolution permanente» et elle fut la cause et l'objet d'une virulente controverse entre Lénine et Trotski.

Une chose sur laquelle il convient d'insister, à propos de Trotski, c'est que, chaque fois qu'il adoptait une position incorrecte et opportuniste, il l'emballait toujours en utilisant des expressions «ultra-gauchistes» et «ultra-révolutionnaires ». Par exemple, il était partisan de sauter arbitrairement le premier stade de la révolution russe. Il était opposé à l'instauration de la dictature du prolétariat et de la paysannerie en tant que condition préalable nécessaire à l'établissement de la dictature du prolétariat. Pourquoi? Parce que, prétendait-il, «nous vivons à une époque d'impérialisme (...) Il oppose non la nation bourgeoise à l'ancien régime, mais le prolétariat à la nation bourgeoise.» (Trotski 17-10-1915, p. 156.)

Au vu de ce qui a été dit plus haut, deux conclusions s'imposent, et les voici:

(1) L'hostilité de Trotski et son manque de confiance dans la paysannerie; son incapacité d'apprécier le rôle révolutionnaire que la paysannerie est à même de jouer à un certain stade du développement de la révolution.

(2) De son incapacité à apprécier le rôle révolutionnaire de la paysannerie a découlé son désir subjectif de sauter par-dessus le stade bourgeois-démocratique de la révolution et d'établir directement le socialisme. D'où l'appel à un gouvernement des travailleurs pour remplacer le tsarisme. Dans la pratique, cela revenait à ceci: le premier stade de la révolution ne verrait pas la majorité du peuple russe, et particulièrement la paysannerie, s'opposer au tsar, mais seulement la classe ouvrière (constituant une petite minorité de la population russe) opposée au tsar, à la «nation bourgeoise », y compris la paysannerie.

Accepter cette théorie de la «révolution permanente» aurait signifié accepter la contre-révolution permanente; car cela aurait constitué une négation du rôle révolutionnaire que la paysannerie était capable de jouer et qu'en fait, elle joua; cela aurait signifié priver la classe ouvrière russe d'un allié extrêmement important et fiable et transformer la paysannerie en un outil de la bourgeoisie libérale. Plus tard, Trotski allait prétendre que la révolution avait été trahie par Staline. Pour l'instant, nous dirons simplement qu'il n'y aurait pas eu de révolution et, partant, pas de «trahison », si Trotski avait obtenu gain de cause, si sa théorie de la «révolution permanente» avait été mise en pratique, car il n'y aurait pas eu de révolution en Russie sans le rôle révolutionnaire joué par la paysannerie russe. Lénine rejeta la théorie de la «révolution permanente» dans son texte *À propos des deux lignes de la révolution (1915)*, dans lequel il écrivait:

(...) Trotski reprend sa théorie «originale» de 1905 et se refuse à réfléchir aux causes pour lesquelles, dix années durant, la vie est passée outre à cette magnifique théorie. (Lénine 20-11-1915, p. 435.)

Et, plus loin:

Trotski aide en fait les politiciens ouvriers libéraux de Russie qui «nient» le rôle des paysans parce qu'ils *ne veulent pas* les pousser à la révolution. (Lénine 20-11-1915, p. 436.)

Il n'a fallu que deux ans pour que se vérifie le bien-fondé de l'évaluation par Lénine du rôle de la paysannerie. •

Au vu de l'évaluation par Trotski du rôle de la paysannerie et, partant, de sa négation de la paysannerie en tant que force révolutionnaire et, finalement, sa négation des étapes dans le développement de la révolution, il n'est pas du tout surprenant que

les trotskistes d'aujourd'hui, tant en Grande-Bretagne qu'à l'étranger, attaquent le Front national de Libération (FNL) du Viêtnam du Sud et son programme. Il n'est pas du tout surprenant qu'ils qualifient et refusent le programme du FNL comme étant un programme bourgeois et qu'ils le vilipendent, ou qu'ils sont incapables de comprendre son caractère révolutionnaire anti-impérialiste. Ils se refusent à tirer quelque enseignement de la vie même et «se refusent à réfléchir aux causes pour lesquelles », pendant pas moins de 60 ans, «la vie est passée outre à cette magnifique théorie», la théorie de la «révolution permanente». Mais nous y reviendrons plus en détail plus loin.

La théorie de la «révolution permanente» a mené Trotski à la conclusion suivante en 1906, conclusion qu'il allait réitérer en 1922:

Sans l'aide directe d'État de la part du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination temporaire en une dictature socialiste durable. On ne saurait en douter un instant. (Trotski, *Notre révolution*, 1906, cité dans Staline 17-12-1924, p. 133.)

Trotski en arriva à la conclusion ci-dessus en 1906. Il n'allait jamais abandonner ce point de vue. Selon lui, la révolution russe ne pouvait survivre, et encore moins le socialisme, sans l'aide de la classe ouvrière victorieuse des pays de l'Europe occidentale. Avec un tel point de vue, qu'allait-on devoir faire si la classe ouvrière européenne ne parvenait pas à mener à bien sa révolution sociale? Nous verrons que, lorsque les chances d'une révolution socialiste dans les pays de l'Europe occidentale ont disparu (il n'y a pas lieu, ici, d'examiner les raisons de l'échec de la révolution en Europe), Trotski a commencé par prôner une politique d'aventurisme désespérée, alternant de temps à autre avec une politique de capitulation absolue face au capitalisme monopoliste international. Ceci constituait la conséquence naturelle et logique de sa position incorrecte et carrément opportuniste en ce qui concerne la stratégie et les tactiques de la révolution russe. Si l'on adoptait la position, comme le faisait Trotski, consistant à dire que la révolution russe ne pouvait survivre sans le soutien de la révolution sociale européenne, on ne pouvait qu'aboutir aux conclusions suivantes à propos de l'échec de la classe ouvrière européenne à s'emparer du pouvoir:

Un. Que par le biais de l'une ou l'autre sorte d'aventurisme, la révolution sociale devait être «exportée» vers les pays de l'Europe occidentale;

Deux. La reddition complète au capitalisme monopoliste international. Trotski est arrivé à ces deux conclusions et les a préconisées de temps à autre. *L'aventurisme allant de pair avec la tendance à la capitulation, les deux émergeant d'un manque de confiance dans les masses et d'une surestimation de la force de la réaction, telle est l'essence du trotskisme.*

En raison de cette théorie de la «révolution permanente» - avec sa négation du rôle de la paysannerie, avec son absence de foi dans la capacité du prolétariat à diriger les masses des travailleurs vers la victoire du socialisme dans un seul pays, avec sa croyance religieuse, non scientifique et contraire au marxisme selon laquelle la victoire du socialisme n'était une possibilité que dans l'éventualité d'une révolution simultanée «dans les pays les plus importants d'Europe» - Trotski ne fut jamais à même de comprendre les caractéristiques particulières de la révolution d'Octobre. Il est nécessaire que nous traitons de ces caractéristiques afin de dégager les positions respectives (et irréconciliables) du léninisme et du trotskisme.

Les caractéristiques particulières de la révolution d'Octobre

Quelles sont les caractéristiques particulières de la révolution d'Octobre?

La révolution d'Octobre présente deux caractéristiques propres dont la compréhension est une condition préalable si nous souhaitons comprendre l'importance, tant sur le plan national qu'international, de cette révolution. Ces deux caractéristiques sont les suivantes:

(1) La dictature du prolétariat est née en Russie sur base d'une alliance entre le prolétariat et la paysannerie journalière, la paysannerie étant dirigée par la classe ouvrière;

(2) La dictature du prolétariat a été instaurée dans un seul pays - et un pays arriéré, en plus, du point de vue de son développement - alors que le capitalisme s'est maintenu dans d'autres pays, dont certains très développés sur ce plan.

Ces deux caractéristiques sont d'une extrême importance pour nous, car non seulement elles représentent l'essence de la révolution d'Octobre ainsi qu'une application brillante de la théorie de Lénine de la dictature du prolétariat et de sa théorie de la révolution prolétarienne, mais elles révèlent également la nature carrément opportuniste de la théorie de Trotski de la «révolution permanente ».

Examinons brièvement ces caractéristiques:

(1) L'alliance entre le prolétariat et la paysannerie, cette dernière étant dirigée par le prolétariat.

La question des alliés est d'une extrême importance. Qui les masses laborieuses des villes et des campagnes vont-elles soutenir; quelle réserve vont-elles devenir, celle du prolétariat ou celle de la bourgeoisie? De ceci dépend le sort, la solidité de la révolution. Comme le disait Staline: «Les révolutions de 1848 et de 1871 en France échouèrent surtout parce que les réserves paysannes se sont trouvées du côté de la

bourgeoisie. La révolution d'Octobre a vaincu parce qu'elle a su enlever à la bourgeoisie ses réserves paysannes; parce qu'elle a su conquérir ces réserves aux côtés du prolétariat (...).

Qui n'a pas compris cela ne comprendra jamais ni le caractère de la révolution d'Octobre, ni la nature de la dictature du prolétariat, ni le caractère particulier de la politique interne de notre pouvoir prolétarien. (Staline 17-12-1924, p. 124.)

On peut donc voir que la dictature du prolétariat est une alliance de classe entre le prolétariat et la paysannerie, cette dernière étant dirigée par le prolétariat, en vue du renversement révolutionnaire du capitalisme et de la victoire finale du socialisme. Ainsi donc, ce n'est pas une question, comme l'affirment certaines personnes, de surestimer ou sous-estimer «légèrement» le rôle de la paysannerie, mais une question concernant le caractère et les fondements mêmes de la dictature du prolétariat. Qu'est, dans ce cas, la théorie léniniste de la dictature du prolétariat? Voici comment Lénine formule la chose en 1919:

La dictature du prolétariat est une forme spéciale d'alliance de classe entre le prolétariat, l'avant-garde des travailleurs, et les larges couches non prolétariennes de travailleurs (la petite bourgeoisie, les petits propriétaires, la paysannerie, l'intelligentsia, etc.) ou la majorité de celles-ci; c'est une alliance contre le capital, une alliance visant au renversement complet du capital, à la suppression complète de la résistance de la bourgeoisie et de toute tentative de restauration de sa part, une alliance visant à l'établissement définitif et la consolidation du socialisme. (Lénine 23-6-1919, p. 385, cité dans Staline 17-12-1924, p. 125.)

Et, plus loin:

Si nous traduisons le terme latin, scientifique, historique et philosophique «dictature du prolétariat» en langage plus simple, voici tout simplement ce que cela signifie:

Seule une classe précise, à savoir celle des travailleurs urbains et des travailleurs de l'industrie en général, est à même de diriger l'ensemble des travailleurs et des exploités dans la lutte pour le renversement du joug du capital, dans ce processus de renversement, dans la lutte pour conserver et consolider la victoire, dans le travail consistant à créer le nouveau système social socialiste, dans l'ensemble de la lutte visant à abolir complètement les classes. (Lénine 28-6-1919, p. 424, cité dans Staline 17-12-1924, p. 125.)

Telle est la théorie léniniste de la dictature du prolétariat. La révolution d'Octobre «est une application classique de la théorie léniniste de la dictature du prolétariat. »

(Staline 17-12-1924, p. 125.)

Voilà donc les caractéristiques du premier trait essentiel de la révolution d'Octobre.

Quelle est la position du trotskisme à la lumière de la première caractéristique propre de la révolution d'Octobre? Autrement dit, qu'en est-il de ces questions par rapport à la théorie de Trotski de la «révolution permanente»?

(...) Nous vivons à une époque d'impérialisme (...) Il oppose non la nation bourgeoise à l'ancien régime, mais le prolétariat à la nation bourgeoise.
(Trotski 17-10-1915, p. 156.)

Nous n'allons pas perdre notre temps à détailler la position de Trotski en 1905, lorsqu'il lançait le slogan «Pas de tsar, mais un gouvernement des travailleurs» c'est-à-dire une révolution sans la paysannerie! Pas plus que nous ne nous éterniserons sur la position de Trotski en 1915, lorsque, partant du fait que «nous vivons à une époque d'impérialisme» et que l'impérialisme «oppose non la nation bourgeois à l'ancien régime, mais le prolétariat à la nation bourgeoise», il arrivait à la conclusion, dans son article intitulé *La lutte pour le pouvoir* (Trotski 17-10-1915), que le rôle de la paysannerie était condamné à décliner, que la paysannerie n'était plus destinée à jouer le rôle important qui lui avait été attribué jusque-là, que le slogan de la confiscation des terres n'avait plus l'importance qu'il avait eue par le passé. Comme tout le monde le sait, Lénine, à l'époque, reprocha cette thèse à Trotski dans les termes suivants:

Trotski aide en fait les politiciens ouvriers libéraux de Russie qui «nient» le rôle de paysans parce qu'ils en veulent pas les pousser à la révolution. (Lénine 20-11-1915, p. 436 - Lénine se réfère page 435 aux phrases de Trotski ci-dessus.)

Passons donc aux ouvrages ultérieurs de Trotski sur la question - ses ouvrages (la période qui a suivi l'instauration de la dictature du prolétariat. Prenez par exemple préface de Trotski, écrite en 1922, à son livre de 1909 intitulé *1905*. Voici ce que Trotski y dit à propos de sa théorie de la «révolution permanente»:

C'est précisément dans l'intervalle du 9 janvier à la grève d'octobre 1905 que se sont formées chez l'auteur les conceptions sur le caractère du développement révolutionnaire de la Russie qui furent désignées sous le nom de théorie de la «révolution permanente ». Cette désignation abstruse exprimait l'idée que la révolution russe, devant laquelle se dressent immédiatement des fins bourgeoises, ne pouvait toutefois en rester là. La révolution ne pourrait résoudre ces objectifs bourgeois immédiats qu'en portant au pouvoir le prolétariat. Or, lorsque celui-ci aurait pris en main le pouvoir, il ne pourrait se limiter au cadre bourgeois de la révolution. Au contraire, précisément pour assurer sa victoire, l'avant-garde prolétarienne

devrait, dès les tout premiers jours de sa domination, opérer les incursions les plus profondes non seulement dans la propriété féodale, mais aussi bourgeoise. Ce faisant, elle entrerait en *collisions hostiles* non seulement avec tous les groupements de la bourgeoisie qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, mais aussi avec les grandes masses de la paysannerie dont le concours l'aurait poussée au pouvoir. Les contradictions dans la situation du gouvernement ouvrier d'un pays arriéré, où la majorité écrasante de la population est composée de paysans, pourront trouver leur solution *uniquement* sur le plan international, dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat. (Trotsky 1922a cité dans Staline 17-12- 1924, pp. 127-128 - c'est Staline qui souligne.)

Telle est la théorie trotskiste de la «révolution permanente». Telle est la position du trotskisme à propos de la dictature du prolétariat. Voici où en sont les choses en ce qui concerne la théorie de la «révolution permanente» à la lumière de la première caractéristique propre de la révolution d'Octobre, à savoir que la dictature du prolétariat a été établie en Russie sur base d'une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, la force directrice de cette alliance étant le prolétariat.

Camarades, y a-t-il quelque chose de commun entre la théorie de Lénine et de dictature du prolétariat et la théorie de Trotsky de la «révolution permanente»? Il n'est guère besoin de prouver qu'il n'y a, en fait, rien de commun entre les deux théories. Il suffit de confronter la citation reprise ci-dessus dans la préface de Trotsky aux deux autres précédentes citations des écrits de Lénine «pour comprendre quel abîme sépare la théorie léniniste de la dictature du prolétariat d'avec la théorie de la "révolution permanente" de Trotsky.» (Staline 17-12-1924, p. 128.)

Permettez-moi, camarades, de résumer ce point, à savoir la comparaison entre la théorie de Lénine de la dictature du prolétariat et celle de Trotsky de la «révolution permanente », dans le langage immortel du camarade Staline. Celui-ci dit:

Lénine parle de *l'alliance* du prolétariat et des couches travailleuses de la paysannerie, comme de la base de la dictature du prolétariat. Or, d'après Trotsky, il s'agirait de «*collisions hostiles*» entre «l'avant-garde prolétarienne» et les «grandes masses de la paysannerie».

Lénine parle de la *direction*, par le prolétariat, des masses travailleuses et exploitées. Or, d'après Trotsky, il s'agirait de «*contradictions* dans la situation du gouvernement ouvrier dans un pays arriéré, où la majorité écrasante de la population est composée de paysans».

Selon Lénine, la révolution puise ses forces, avant tout, parmi les ouvriers et les paysans de la Russie même. Or, d'après Trotsky, c'est *uniquement* «dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat» que l'on peut puiser les forces nécessaires.

Mais comment faire si la révolution universelle se trouve retardée? Y a-t-il alors quelque lueur d'espoir pour notre révolution? Trotski ne nous laisse aucune lueur d' espoir, car «les contradictions dans la situation du gouvernement ouvrier (...) pourront trouver leur solution *uniquement* (...) dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat». D'après ce plan, il ne reste à notre révolution qu'une perspective: végéter au milieu de ses propres contradictions et pourrir sur pied dans l'attente de la révolution mondiale.

Qu'est-ce que la dictature du prolétariat, selon Lénine?

La dictature du prolétariat, c'est le pouvoir qui s'appuie sur l'alliance du prolétariat et des masses travailleuses de la paysannerie pour le «renversement complet du Capital », pour «l'édification et la consolidation définitives du socialisme ».

(...)

En quoi cette «théorie de la révolution permanente» diffère-t-elle de la fameuse théorie du menchevisme niant l'idée de la dictature du prolétariat?

En rien, quant au fond.

Le doute n'est pas possible. La «révolution permanente» n'est pas une simple sous-estimation des possibilités révolutionnaires du mouvement paysan. La «révolution permanente» est une telle sous-estimation du mouvement paysan qu'elle mène à la négation de la théorie léniniste de la dictature du prolétariat.

La «révolution permanente» de Trotski est une variété de menchevisme. (Staline 17- 12-1924, pp. 128-130.)

Voici donc l'importance du problème vis-à-vis de la première caractéristique propre de la révolution d'Octobre. Passons maintenant à la seconde caractéristique propre de cette révolution.

(2) La victoire de la révolution dans un seul pays - peu développé sur le plan capitaliste - alors que le capitalisme est maintenu dans d'autres pays plus avancés sur ce plan.

À partir de ses études sur l'impérialisme, Lénine est arrivé à la loi du développement économique et politique inégal dans les divers pays capitalistes. Selon cette loi, le développement capitaliste des divers pays ne procède pas selon un plan défini d'après lequel un pays capitaliste est toujours à l'avance sur les autres, alors que d'autres connaissent toujours un certain retard par rapport à ce pays. Au contraire, le développement des pays capitalistes s'effectue de façon spasmodique - par bonds en avant dans le développement de certains et par des interruptions dans le développement des autres. Cette situation mène à des aspirations «absolument légitimes» de la part de ces pays, ceux qui étaient avancés par rapport

aux autres, mais ont été laissés à la traîne, à se cramponner à leurs anciennes positions, et à des aspirations «tout aussi légitimes» de la part des pays qui ont été relégués à l'arrière à effectuer des changements dans leurs anciennes positions et d'en gagner de nouvelles. Ces deux aspirations également «légitimes» et irréconciliables ne peuvent que déboucher sur des chocs armés et des guerres inter-impérialistes. C'est de ces contradictions qu'éclatèrent aussi bien la Première Guerre mondiale que la Seconde. L'Allemagne, qui avait été un pays arriéré avec un capitalisme peu développé, avait dépassé la France et talonnait la Grande-Bretagne sur le marché mondial. L'aspiration «légitime» de la Grande-Bretagne et de la France à se cramponner à leurs anciennes positions et l'aspiration tout aussi «légitime» de l'Allemagne à conquérir de nouvelles positions débouchèrent sur la Première Guerre mondiale inter-impérialiste.

La loi du développement inégal découle de ce qui suit:

- (1) «Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays "avancés".» (Lénine 6-7-1920, p. 207.)
- (2) «Et le partage de ce "butin" se fait entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre dans *leur* guerre de partage de *leur* butin.» (*Ibid.*)
- (3) À cause de l'intensification des contradictions catastrophiques au sein même du système impérialiste, et qui se traduisent par des guerres impérialistes et par le développement de mouvements révolutionnaires, le front mondial de l'impérialisme est de plus en plus vulnérable. Il est alors possible d'envisager des brèches dans ce front, dans certains pays pris individuellement.
- (4) Où cette brèche va-t-elle se produire? Au maillon le plus faible de la chaîne du front mondial de l'impérialisme, là où l'impérialisme est faible et où les forces révolutionnaires sont assez fortes pour provoquer une telle brèche.
- (5) Par conséquent, la victoire du socialisme dans un seul pays (même un pays arriéré où le capitalisme est peu développé), alors que le capitalisme est maintenu dans d'autres pays (plus développés dans le sens capitaliste du terme) devient une probabilité.

L'inégalité du développement économique et politique, dit Lénine, est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait *contre* le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes

opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs États. (...) La libre union des nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des républiques socialistes contre les États retardataires. » (Lénine 23-8-1915, pp. 354-355.)

Et encore:

Le développement du capitalisme se fait de façon extrêmement inégale dans les différents pays. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement sous le régime de la production marchande. *D'où cette conclusion inéluctable. ' le socialisme ne peut triompher simultanément dans tous les pays. Il triomphera d'abord dans un seul ou plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou pré bourgeois.* (Lénine 9-1916, p. 86. - C'est moi qui souligne - H.B.)

Tels sont les fondements de la théorie de Lénine de la révolution prolétarienne. Les opportunistes (qu'ils soient trotskistes, révisionnistes ou sociaux -démocrates) de tous les pays affirment qu'une révolution prolétarienne ne peut se déclencher que dans des pays hautement industrialisés. Qui plus est - selon eux, la victoire du socialisme dans un seul pays, particulièrement un pays où le capitalisme n'est pas hautement développé - est absolument exclue. Lénine combattit cette théorie opportuniste dès le début de la Première Guerre mondiale et, s'appuyant sur la loi du développement inégal du capitalisme, contra les opportunistes avec sa théorie de la révolution prolétarienne. Qu'est-ce qui distingue la théorie de Lénine de la révolution prolétarienne des diverses théories opportunistes?

La possibilité et la probabilité de la victoire du socialisme dans un seul pays même si ce pays n'est pas hautement développé dans le sens capitaliste du terme-, voilà ce qui distingue la théorie de Lénine de la révolution prolétarienne de toutes les théories opportunistes qui affirment que le socialisme ne peut être victorieux dans un seul pays et, à plus forte raison, dans un pays arriéré.

La révolution d'Octobre a fourni une preuve éloquente du bien-fondé de la théorie de Lénine de la révolution prolétarienne et une preuve tout aussi éloquente du mal fondé et de la nature opportuniste des diverses théories prétendant que la victoire du socialisme n'était pas possible dans un seul pays, et particulièrement un pays arriéré:

La seconde particularité de la révolution d'Octobre, dit Staline, c'est que cette révolution est un modèle d'application pratique de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne.

Qui n'a pas compris cette particularité de la révolution d'Octobre ne

comprendra jamais ni la nature internationale de cette révolution, ni sa formidable puissance internationale, ni sa politique extérieure spécifique. (Staline 17-12-1924, pp. 131- 132.)

Comment la théorie de Trotski de la «révolution permanente» en réfère-t-elle à la théorie de Lénine de la révolution prolétarienne?

Dans son ouvrage *Notre révolution* (1906), Trotski écrivait:

Sans l'aide directe d'État de la part du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination temporaire en une dictature socialiste durable. On ne saurait en douter un instant. (Cité dans Staline 17-12- 1924, p. 133. Aussi dans Trotski et le trotskisme, p. 15.)

Que veut dire cette citation? Sa signification, c'est que le socialisme ne peut être vainqueur dans un seul pays - la Russie, dans le cas présent - «sans l'aide directe d'État de la part du prolétariat européen». Cela veut dire qu'en Russie, le prolétariat ne peut «se maintenir au pouvoir », et encore moins construire le socialisme, avant que le prolétariat européen se soit emparé du pouvoir.

Y a-t-il quelque chose de commun entre cette «théorie» de la théorie de Lénine de la révolution prolétarienne concernant la victoire du socialisme dans un seul pays, même si ce pays n'est pas hautement développé dans le sens capitaliste du terme?

Il n'est guère nécessaire de dire qu'il n'y a rien de commun entre les deux théories. On pourrait prétendre que l'ouvrage de Trotski, *Notre révolution*, a été publié en 1906 lorsqu'il était encore difficile de déterminer avec précision le caractère de la révolution russe; qu'il contient certaines erreurs et que, par conséquent, il ne reflète pas les opinions ultérieures de Trotski. Mais examinez les opinions de Trotski tels qu'il les expose dans une autre brochure, *Programme de paix*. Cette brochure a été publiée avant la révolution d'Octobre et rééditée en 1924 dans l'ouvrage de Trotski, 1917. Trotski y attaque la théorie de Lénine de la révolution prolétarienne concernant la victoire du socialisme dans un seul pays et lui oppose sa théorie des États-Unis d'Europe. Trotski prétend que la victoire du socialisme n'est possible que si l'on obtient cette victoire dans les principaux États européens, qui devraient ensuite se rassembler en États-Unis d'Europe. Selon Trotski, une révolution en Russie ne pourrait être victorieuse sans révolution prolétarienne en Allemagne. Et la révolution ne pourrait être victorieuse en Allemagne sans une révolution dans d'autres pays européens avancés. Voici ce que dit Trotski:

La seule objection historique tant soit peu concrète au mot d'ordre des États-Unis a été formulée dans le *Social-démocrate* suisse [organe central des bolcheviks à l'époque note de Staline] en ces termes: «L'inégalité du

développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme », D'où le *Social-démocrate* tirait cette conclusion que la victoire du socialisme dans un seul pays est possible et que, par conséquent, il est inutile de conditionner la dictature du prolétariat dans chaque État pris à part par la formation des États-Unis d'Europe. Que le développement capitaliste des différents pays soit inégal, c'est là une chose absolument indiscutable. Mais cette inégalité est-elle même très inégale. Le niveau capitaliste de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'Allemagne ou de la France n'est pas le même. Mais, comparés à l'Afrique ou à l'Asie, tous ces pays représentent l'«Europe» capitaliste, mûre pour la révolution sociale. Qu'aucun pays ne doive «attendre» les autres dans sa lutte, voilà une idée élémentaire qu'il est utile et indispensable de répéter pour qu'à l'idée de l'action internationale parallèle ne soit pas substituée l'idée de l'inaction internationale expectante. Sans attendre les autres, nous commençons et continuons la lutte sur le terrain national, avec l'entière certitude que notre initiative donnera une impulsion à la lutte dans les autres pays; or, si cela ne devait pas se produire, il n'y a aucun espoir de croire - l'expérience historique et les considérations théoriques en font foi - que la Russie révolutionnaire, par exemple, puisse tenir face à l'Europe conservatrice, ou que l'Allemagne socialiste puisse demeurer isolée dans le monde capitaliste. (Trotsky 25-5-1917, cité dans Staline 17 -12-1924, p. 134. Aussi dans Trotsky et le trotskisme, p. 16.)

Par conséquent, ce que nous avons en face de nous, c'est encore une fois cette vieille théorie de la «révolution permanente» qui requiert une victoire simultanée de la révolution prolétarienne dans les plus importants des pays européens. La théorie de la «révolution permanente» de Trotsky excluait la théorie de Lénine de la révolution prolétarienne; la théorie de Trotsky du désespoir «permanent» n'a rien en commun avec la théorie de Lénine de la révolution prolétarienne concernant la victoire du socialisme dans un seul pays.

Il est possible que la citation ci-dessus de l'ouvrage de Trotsky, 1917, ne corresponde pas aux opinions plus mûres de Trotsky. À ce propos, examinons donc ses ouvrages ultérieurs, ceux rédigés après la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, c'est-à-dire dans *un seul* pays. Prenez, par exemple, la postface de Trotsky, écrite en 1922, à la nouvelle édition de sa brochure *Programme de paix*, et voyons ce qu'il y déclare:

L'affirmation que la révolution prolétarienne ne peut se terminer victorieusement dans le cadre national, affirmation que l'on trouve répétée à plusieurs reprises dans le *Programme de paix*, semblera peut-être, à certains lecteurs, démentie par l'expérience presque quinquennale de notre République soviétique. Mais une telle conclusion ne serait pas fondée. Le fait que l'État ouvrier dans un seul pays, pays arriéré avec cela, ait résisté au monde entier témoigne de la puissance colossale du prolétariat qui, dans les autres pays plus avancés, plus civilisés, sera capable d'accomplir de véritables pro-

diges. Mais nous étant maintenus politiquement et militairement en tant qu'État, nous n'avons pas abouti à la création d'une société socialiste, nous ne nous en sommes même pas approchés (...) Aussi longtemps que la bourgeoisie est au pouvoir dans les autres États européens, nous sommes obligés dans la lutte contre l'isolement économique de rechercher des accords avec le monde capitaliste; en même temps, l'on peut dire avec certitude que ces accords peuvent, dans le meilleur des cas, nous aider à guérir telles ou telles blessures économiques, à faire tel ou tel pas en l'avant, mais que le véritable essor de l'économie socialiste en Russie ne sera possible *qu'après la victoire* du prolétariat dans les principaux pays d'Europe. (Cité dans Staline 17-12-1924, pp. 136-137, c'est Staline qui souligne.)

Permettez-moi, camarades, de conclure ce point en citant ce que le camarade Staline disait de la citation ci-dessus:

Ainsi parle Trotski, qui pêche manifestement contre la réalité et s'obstine à vouloir sauver la «révolution permanente» du naufrage définitif.

Ainsi, nous aurons beau faire et beau dire, non seulement nous n'avons pas «abouti» à la création d'une société socialiste, mais nous ne nous en sommes même pas «approchés». Certains, paraît-il, mettaient leur espoir dans des «accords avec le monde capitaliste», mais ces accords eux non plus n'ont, paraît-il, rien donné; car, quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, le «véritable essor de l'économie socialiste» sera impossible tant que le prolétariat n'aura pas vaincu «dans les principaux pays d'Europe». Or, comme il n'y a pas encore de victoire en Occident, il ne reste plus à la révolution de Russie qu'un «choix»: ou bien pourrir sur pied, ou bien dégénérer en État bourgeois. Ce n'est pas pour rien que Trotski parle, depuis deux ans déjà, de la «dégénérescence» de notre Parti. Ce n'est pas pour rien que Trotski prédisait l'an dernier la «perte» de notre pays. Comment concilier cette étrange «théorie» avec la théorie de Lénine sur la «victoire du socialisme dans un seul pays»? Comment concilier cette étrange «perspective» avec la perspective de Lénine selon laquelle la nouvelle politique économique nous mettra dans la possibilité de «construire les fondations de l'économie socialiste»? Comment concilier cette désespérance «permanente» avec, par exemple, ces paroles de Lénine:

Dès, à présent, le socialisme n'est plus la question d'un avenir éloigné, je ne sais quelle image abstraite, ou je ne sais quelle icône. À propos d'icônes, nous gardons notre ancienne opinion, fort mauvaise. Nous avons réussi à implanter le socialisme dans la vie quotidienne, et c'est là que nous devons nous y retrouver. Voilà la tâche de l'heure, voilà la tâche de notre époque. Permettez-moi de terminer en exprimant l'assurance que, si difficile que soit cette tâche, si nouvelle qu'elle soit par rapport à l'ancienne, et si nombreuses que soient les difficultés qu'elle nous occasionne, tous ensemble, en l'espace de quelques années, et non demain, tous ensemble nous l'accomplirons coûte que coûte, et de la Russie de la NEP sortira la Russie socialiste.

(Lénine 20-11-1922. pp. 455-456.)

Comment concilier cette absence « permanente » de perspective, chez Trotski, avec, par exemple, ces autres paroles de Lénine :

En effet, le pouvoir de l'État sur les principaux moyens de production, le pouvoir d'État aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc., - n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitons auparavant de mercantile, et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la NEP, de la même façon, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet. (Lénine 6-1-1923, p. 481.)

Il est clair qu'il n'y a là et qu'il ne peut y avoir aucune conciliation. La « révolution permanente » de Trotski est la négation de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne, et, inversement, la théorie léniniste de la révolution prolétarienne est la négation de la théorie de la « révolution permanente ».

Absence de foi dans les forces et les capacités de notre révolution, absence de foi dans les forces et les capacités du prolétariat de Russie, tel est le dessous de la théorie de la « révolution permanente ».

Jusqu'à présent, on marquait ordinairement *un seul* côté de la théorie de la « révolution permanente » : l'absence de foi dans les possibilités révolutionnaires du mouvement paysan. Aujourd'hui, pour être juste, il est nécessaire de compléter ce côté par *un autre* : l'absence de foi dans les forces et les capacités du prolétariat de Russie.

En quoi la théorie de Trotski diffère-t-elle de la théorie ordinaire du menchevisme selon laquelle la victoire du socialisme dans un seul pays, pays arriéré avec cela, est impossible sans la victoire préalable de la révolution prolétarienne « dans les principaux pays de l'Europe occidentale » ?

En rien, quant au fond.

Le doute n'est pas possible. La théorie de la « révolution permanente » de Trotski est une variété du menchevisme. (Staline 17-12-1924, pp. 137-138.)

Voici où en sont les choses en ce qui concerne la seconde caractéristique propre de la révolution d'Octobre.

Les trotskistes et l'intelligentsia bourgeoise, dans leur tentative désespérée de faire gober que la théorie de la « révolution permanente » est compatible avec le léninisme, affirment très

souvent que le problème, avec Trotski, était qu'il était bien trop à l'avance; que, si la théorie de Trotski ne convenait pas pour l'année 1905, elle s'était avérée correcte pour octobre 1917. On affirme par ailleurs qu'en avril 1917, Lénine renonça à son point de vue sur la «révolution permanente» de Trotski. Il est nécessaire de se pencher sur cette affirmation, car, si elle était vraie, il serait alors correct de dire que Lénine était trotskiste. Plus encore - on ne parlerait dans ce cas pas de marxisme-léninisme, mais de marxisme-trotskisme. On peut donc voir clairement, camarades, que les trotskistes ne tentent pas seulement de faire apparaître le trotskisme comme compatible avec le léninisme, mais qu'en fait, ils tentent de substituer le trotskisme au léninisme. Ce n'était pas la première fois que le trotskisme se livrait à pareille tentative, et ce ne sera pas la dernière non plus. Mais nous pouvons dire avec certitude qu'à l'instar de toutes les précédentes tentatives du trotskisme de remplacer le léninisme et de se substituer en tant que seule idéologie prolétarienne (!), celle qui nous occupe (de même que les tentatives ultérieures) sera complètement annihilée.

Une autre tentative de faire passer le trotskisme pour compatible avec le léninisme fut celle de Radek, en 1924. Staline, suite à cette tentative, surnomma Radek le «diplomate pourri». Voici les propos de Radek:

La guerre a créé un abîme entre la paysannerie, aspirant à la conquête de la terre et à la paix, et les partis petits-bourgeois; la guerre a mis la paysannerie sous la direction de la classe ouvrière et son avant-garde, le Parti bolchevik. Ce qui est devenu possible, ce n'est pas la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie, mais la dictature de la classe ouvrière s'appuyant sur la paysannerie. Ce que Rosa Luxembourg et Trotski avançaient en 1905 contre Lénine [c'est-à-dire la «révolution permanente» - note de Staline], s'est avéré, en fait, la deuxième étape du développement historique. (Cité dans Staline 17-12-1924, pp. 139-140.)

On ne peut trouver meilleure réfutation des affirmations contenues dans la citation ci-dessus que dans les lignes suivantes du camarade Staline:

Ici [c'est -à-dire dans] l'affirmation de Radek], autant de mots, autant de falsifications. Il est faux que, pendant la guerre, «Ce qui est devenu possible, ce n'est pas la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie, mais la dictature de la classe ouvrière s'appuyant sur la paysannerie». En fait, la révolution de février 1917 réalisait la dictature du prolétariat et de la paysannerie en la combinant d'une façon originale avec la dictature de la bourgeoisie.

Il est faux que la théorie de la «révolution permanente» que Radek passe pudiquement sous silence, ait été formulée en 1905 par Rosa Luxembourg et Trotski. En fait, cette théorie fut formulée par Parvus et Trotski. Maintenant, au bout de dix mois, Radek, se reprenant, juge nécessaire de tancer Parvus pour sa «révolution permanente ». Mais la justice exige de Radek que soit tancé également le compagnon de Parvus, Trotski.

Il est faux que la «révolution permanente», réfutée par la révolution de 1905, se soit trouvée être juste pour la «deuxième étape du développement historique », c'est -à-dire pendant la révolution d'Octobre. Tout le cours de la révolution d'Octobre, tout son développement ont montré et démontré la carence totale de la théorie de la «révolution permanente », sa complète incompatibilité avec les principes du léninisme.

Ni discours sucrés, ni diplomatie pourrie n'arriveront à masquer le gouffre béant qui sépare la théorie de la «révolution permanente» d'avec le léninisme. (Staline 17-12-1924, p. 140.)

Chapitre 4

Conclusion de la première partie: Le trotskisme est l'ennemi de la révolution prolétarienne et des mouvements de libération nationale

À la lumière de ce qui a déjà été dit, il devient de notre devoir impérieux, camarades, de rejeter le trotskisme, de le dénoncer et de s'y opposer comme une idéologie bourgeoise pernicieuse. C'est d'une importance toute particulière pour nous, qui vivons dans un pays impérialiste, car l'acceptation du trotskisme par les travailleurs ne peut que les conduire à sceller une alliance avec leur «propre» bourgeoisie impérialiste. Pourquoi cela? Parce que, selon le trotskisme, «le véritable essor de l'économie socialiste (...) ne sera possible qu'après la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe» (cité dans Staline 17-12-1924, p. 137) et en outre:

Sans l'aide directe d'État de la part du prolétariat européen, la classe ouvrière (...) ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination temporaire en une dictature socialiste durable. On ne saurait en douter un instant. (Cité dans Staline 17-12-1924, p. 133.)

Ainsi, selon le trotskisme, la révolution socialiste ne peut réussir dans les pays moins avancés sur le plan du capitalisme; on ne peut construire le socialisme dans ces pays – pas avant «la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe ».

Mais que se passerait-il si le prolétariat d'un pays arriéré mène à bien une révolution, mais que son succès n'est pas suivi par «la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe»? Le trotskisme répond: «or, si cela ne devait pas se produire [c'est-à-dire si la victoire du prolétariat dans un pays arriéré, comme c'était le cas pour la Russie d'avant 1917, n'est pas suivie par la victoire du prolétariat européen], il n'y a aucun espoir de croire - l'expérience historique et les considérations théoriques en font foi - que la Russie révolutionnaire, par exemple [ou, pour la même raison, tout autre pays arriéré], puisse tenir face à l'Europe conservatrice, ou que l'Allemagne socialiste puisse demeurer isolée dans le monde capitaliste.» (Trotsky 25-5- 1917, cité dans Staline 17-12-1924, p. 134.)

En d'autres termes, et dans de telles circonstances, le conseil du trotskisme au prolétariat victorieux d'un pays arriéré serait: rendez-vous inconditionnellement - capitulez -, faites la paix avec votre «propre» bourgeoisie et avec l'impérialisme, car votre position est sans «*aucun espoir*» ; puisque dans votre pays, «l'expérience historique et les considérations théoriques en font foi», vous ne pouvez-vous maintenir «face à

l'Europe conservatrice»; puisque «la révolution prolétarienne ne peut connaître une conclusion victorieuse dans les limites d'un seul pays» et cetera, et cetera.

Cette position du trotskisme affirmée dans la théorie de Trotski de la «révolution permanente », constitue sa véritable essence contre-révolutionnaire. Aucune phraséologie ultra-« gauchiste» ne peut dissimuler cette essence contre-révolutionnaire du trotskisme. C'est cette position du trotskisme qui en fait le soutien le plus acharné de l'impérialisme; si le prolétariat victorieux d'un pays arriéré devait suivre ce conseil, cela conduirait à la restauration du capitalisme dans ce pays et cela renforcerait donc l'impérialisme. À son tour, l'effet du renforcement de l'impérialisme rendrait plus malaisée «la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe». Par conséquent, grâce à ce conseil du trotskisme, nous n'aurions pas la dictature du prolétariat dans le pays en question et nous n'approcherions jamais d'une Europe socialiste. La conséquence ne pourrait être que le renforcement de l'impérialisme et cela le mettrait à même plus facilement de placer le prolétariat européen sous sa domination. Le prolétariat européen se rapprochera de la victoire au moment, précisément, où l'impérialisme sera rendu faible, et non suite à son renforcement. La voie du trotskisme, la voie de la théorie de la «révolution permanente», mène à la réaction permanente et à la contre-révolution permanente - c'est la voie du désespoir permanent.

La théorie de Trotski de la «révolution permanente», en raison de son rejet du rôle révolutionnaire de la paysannerie, prétend que, dans ces pays dans lesquels le féodalisme est toujours la force prédominante, le féodalisme ne peut être remplacé que par un gouvernement ouvrier; en d'autres termes, le trotskisme rejette les stades de la révolution - il rejette le stade intermédiaire de la révolution démocratique populaire, c'est-à-dire une révolution qui met un terme au féodalisme, mais qui n'instaure pas dans la foulée directe le socialisme, une révolution qui ne se mue en socialisme qu'après avoir accompli ses tâches démocratiques et au cours de laquelle le réalignement indispensable des forces de classes a eu lieu. Le trotskisme rejette la théorie de la révolution néo-démocratique, qui est la théorie marxiste-léniniste de la révolution par stades, de même que la théorie marxiste-léniniste de la révolution ininterrompue. Le trotskisme croit - et il ne peut en être autrement, étant donné son rejet du rôle révolutionnaire de la paysannerie - que l'on peut subjectivement sauter les stades¹¹? de la révolution. Le résultat comprend deux volets: (1) il prépare aujourd'hui les tâches futures et il néglige les tâches actuelles; et (2) il néglige de conférer du soutien aux luttes de libération nationale, sous le prétexte que le programme du Front National de Libération du Vietnam du Sud est «bourgeois ». En procédant de la sorte, le trotskisme agit comme une force désorganisatrice au sein du mouvement de solidarité avec les peuples des pays opprimés et enfonce un coin entre le prolétariat européen et les peuples opprimés du monde luttant contre l'impérialisme, il prête ainsi un soutien tout-puissant à l'impérialisme. Ce fut le cas en ce pays, par exemple, avec le mouvement de solidarité envers le peuple vietnamien.

Les trotskistes, en compagnie des révisionnistes, ont mis tout en œuvre pour saboter le mouvement de solidarité, et non sans un certain succès. Je n'écris pas ici l'histoire du mouvement de solidarité avec le Viêt-Nam. Mais quelques exemples servant à prouver les positions contrerévolutionnaires auxquelles le fait d'accepter la théorie de la «révolution permanente» a mené les trotskistes sont tout à fait indiqués ici.

Les trotskistes ont toujours refusé de soutenir le programme du Front National de Libération en prétendant qu'il s'agissait d'un programme «bourgeois». Ils agissent de la sorte parce que, étant des adeptes de la théorie de la «révolution permanente», laquelle rejette le rôle révolutionnaire de la paysannerie, ils ne reconnaissent pas les stades de la révolution vietnamienne. Ils veulent passer subjectivement par-dessus - ou éluder - le stade de la libération nationale. En d'autres termes, ils veulent que le socialisme soit instauré dans la moitié méridionale du Viêt-Nam avant que le peuple vietnamien n'ait mené à bien sa libération nationale en venant à bout des agresseurs impérialistes américains et qu'il n'ait effectué les tâches démocratiques de la révolution vietnamienne. Selon les trotskistes, la domination du féodalisme et de l'impérialisme au Viêt-Nam du Sud ne peut être remplacée que par un gouvernement des travailleurs. Tout ceci est révolutionnaire en apparence, mais, dans son essence, c'est une absurdité réactionnaire. Poursuivre une voie telle que celle prônée par les trotskistes résulterait sur une chose: non seulement le socialisme ne pourrait être instauré au Viêt-Nam du Sud, mais même la libération nationale ne pourrait être réalisée. La grande majorité du peuple du Viêt-Nam du Sud, qui a mené une bataille glorieuse contre l'impérialisme et pour le salut national, l'a fait parce qu'elle était d'accord et unie dans sa détermination à venir à bout de l'agression américaine, à réaliser la libération du pays et à instaurer une république démocratique populaire. *À ce stade*, un programme socialiste n'aurait qu'un seul effet, celui de provoquer une brèche dans le front national uni contre l'impérialisme; *à ce stade*, un programme socialiste prêterait une aide des plus appréciables à l'impérialisme américain. On peut s'en rendre compte que lorsque les trotskistes condamnent le FNL, ils rendent un service inestimable à l'impérialisme américain. C'est à cela que sert tout leur verbiage ultra-« gauchiste »: *à perturber gravement les luttes de libération par servilité à l'égard de l'impérialisme.*

Les trotskistes n'ont jamais cessé d'insulter le grand dirigeant du peuple indochinois, le camarade Hô Chi Minh. Qu'a donc fait le camarade Hô Chi Minh pour mériter tel traitement? La réponse réside dans le fait qu'il a agi de façon profondément révolutionnaire, qu'il a conduit le peuple vietnamien de victoire en victoire, qu'il l'a amené à instaurer le socialisme dans la République démocratique du Viêt-Nam et qu'il a donc prouvé, dans la pratique, la faillite et la nature réactionnaire de la théorie de la «révolution permanente» selon laquelle le socialisme ne peut être construit dans un seul pays arriéré. En d'autres termes, il a fait la même chose que ce qui avait été fait en U.R.S.S. sous la direction de Staline. Est-il étonnant, dans ce cas, que les trotskistes appellent le camarade Hô Chi Minh un «bureaucrate stalinien»?

Toute personne qui n'est pas d'accord avec la théorie défaitiste et réactionnaire de la «révolution permanente» est un «bureaucrate stalinien », du point de vue de ces dégénérés de trotskistes.

En traitant Hô Chi Minh de bureaucrate et en insultant sans arrêt le FNL, les trotskistes sont à même de présenter à la classe ouvrière d'ici la lutte du peuple vietnamien comme une lutte réactionnaire qui ne mérite par conséquent pas qu'on la soutienne. Le résultat, c'est que le mouvement de solidarité est subverti et que le prolétariat britannique continue de croire les mensonges semés sur la question par le gouvernement impérialiste de la Grande-Bretagne et par la presse impérialiste, qui décrivent le peuple vietnamien en lutte comme des meurtriers assoiffés de sang qui, depuis des années, commettent des agressions contre les États-Unis, et qui prétendent que les États-Unis ne font que mener une guerre défensive! Il est facile pour le prolétariat de Grande-Bretagne de croire ces mensonges pour deux raisons:

parce qu'il vit dans un pays impérialiste, et

parce qu'il y a des «communistes», tels les trotskistes, qui se font l'écho des mensonges de l'impérialisme.

Il est clair dans ce cas que les trotskistes constituent un obstacle majeur dans la façon dont le prolétariat britannique accomplit ses devoirs internationalistes prolétariens. *Le prolétariat européen, y compris le prolétariat britannique, ne sera jamais à même de faire une révolution à moins qu'il ne s'imprègne complètement de l'esprit de l'internationalisme prolétarien, et pas avant qu'il n'associe sa propre lutte à la lutte des peuples et prolétaires opprimés pour leur libération nationale et la révolution prolétarienne, et qu'il prête main-forte de la manière la plus fraternelle à de telles luttes.* On n'insistera jamais assez sur cette vérité. Et toute personne qui se met en travers du chemin du prolétariat britannique dans l'accomplissement de ces devoirs reporte le jour de la révolution chez nous et est donc un contre-révolutionnaire. Les trotskistes sont précisément de tels contre-révolutionnaires. Je le répète, on n'insistera jamais assez sur cette vérité.

Ce qui s'applique à la lutte du peuple vietnamien s'applique aussi, par extension logique, aux luttes des peuples opprimés partout ailleurs, et les trotskistes y font leur sale boulot exactement de la même manière. Pour illustrer les profondeurs de l'extrême dégénérescence atteinte par les trotskistes, j'aimerais citer un tract récent publié par l'une de ces organisations trotskistes, Solidarity. En lisant ce passage, on ne peut qu'avoir des sentiments de dégoût vis-à-vis de ces trotskistes. Vous êtes prévenus d'avance, camarades. Selon ce tract, la guerre au Viêt-Nam n'est pas une guerre impérialiste d'agression imposée par l'impérialisme américain au peuple vietnamien aimant la paix, mais c'est un «conflit entre impérialistes». Par conséquent, insistent les dégénérés de trotskistes auteurs de ce tract, la «gauche bolchevique» ne devrait

pas choisir son camp. Ils dénoncent ensuite ceux qui présentent la guerre du Viêt-nam comme un «effort unilatéral, un produit de l'ogre américain ». Le tract poursuit en dénonçant la théorie marxiste-léniniste de la révolution par étapes: «l'expérience vietnamienne (...) montre l'extrême misère de l'approche stalinienne basée sur les «deux stades».» Le tract poursuit en répandant le mensonge vicieux qui prétend qu'en 1945, «d'innombrables travailleurs ont été assassinés par le boucher Hô Chi Minh (...)». Selon les auteurs trotskistes de ce tract, «la victoire d'un camp ou de l'autre [dans la guerre du Viêt-Nam] portera préjudice à la lutte pour le socialisme mondial ». Pour camoufler cette falsification infâme, les agents trotskistes de la bourgeoisie terminent le tract en appelant à «l'établissement de **l'autodétermination** à l'échelle mondiale». Pour vous familiariser davantage avec le véritable trotskisme, le trotskisme dans sa forme contre-révolutionnaire non déguisée, je propose de citer ce tract intégralement. Je ne doute pas, camarades, que lorsque vous aurez pris connaissance du contenu de ce tract, vous comprendrez pleinement notre position et serez d'accord avec nous lorsque nous disons que le trotskisme est contre-révolutionnaire et qu'il constitue un soutien fiable de l'impérialisme. Voici donc le contenu entier de ce tract:

VIÊT-NAM - La victoire pour qui?

L'escalade récente dans la guerre du Viêt-Nam illustre douloureusement les réalités de notre époque; la politique des grandes puissances contre les travailleurs. Il y a neuf semaines, l'offensive du DRVNINLF, lancée avec l'aide massive des Russes et des Chinois contre le régime de Saïgon a modifié l'image de **l'Asie** du Sud-Est. La guerre est un conflit entre impérialistes et sa solution sera décidée à Moscou, Washington, Pékin et Paris au détriment des masses du Viêt-Nam, du Cambodge, du Laos et des États-Unis. Incapable de comprendre ceci, la gauche bolchevique de Grande-Bretagne nous presse de choisir notre camp dans ce conflit barbare.

Ces gens présentent la guerre comme un effort impérialiste *unilatéral*, un produit de l'ogre américain. Le côté du DVRNINLF est peint de couleurs rutilantes: «(...) une victoire vietnamienne dans le Sud constituerait un gros coup de pouce à la révolution socialiste dans d'autres parties du monde.» (*Red Mole*, 15 mai 1972). IS, craignant de recruter sur base de l'opportunisme, s'écrie: «Victoire au FNL! Forcez le blocus de Nixon!» (*Socialist Worker*, 3 juin 1972). D'autres, comme le PC, appellent à la «paix» et à l'application des accords de Genève de 1954. On part ici du postulat que les travailleurs ne devraient pas avoir voix au chapitre sur le plan de leur existence et que les bureaucraties politiques devraient négocier en leur nom. Un autre postulat est que la lutte pour le *socialisme* au Viêt-Nam est hors de question «actuellement». Les bolcheviks les plus dégénérés passent là-dessus en identifiant la «libération nationale» au «socialisme». Dans chaque cas, il s'agit d'une falsification monstrueuse.

Ces approches sont illustrées par les perles suivantes: «(...) lorsque le problème du pouvoir américain sera réglé, nous saurons quel genre de régime et de politique le FNL choisira alors - et sera forcé de choisir en fonction de la logique de sa situation. Mais, pour l'instant, il s'agit d'un autre combat, du véritable combat pour le socialisme. » (IS 32, «Ni Washington, ni Moscou - Et le Viêt-Nam, dans tout ça?»).

L'expérience du Viêt-Nam (de même qu'en Espagne, en 1936), montre l'extrême misère de l'approche stalinienne basée sur les «deux stades» (tous deux dirigés, naturellement, par «Le Parti»). Est-il nécessaire de rappeler la Commune de Saïgon de 1945 lorsque d'innombrables travailleurs vietnamiens furent assassinés par le boucher Hô Chi Minh en collusion avec l'impérialisme français et britannique? Il s'y était produit un début d'insurrection socialiste balayée par les véritables gangsters que la gauche bolchevique soutient de façon tellement hystérique. L'écrasement par Hanoi de la résistance paysanne à la collectivisation dans la province de Nghe An en 1956 a également été oublié par solution de facilité. Les paysans adolescents enrôlés de force qui, aujourd'hui, périssent à Hue, Kontum et An Loc, témoignent de la dureté de la nouvelle offensive du régime de Hanoi; la population en fuite et le manque évident de soutien de la part de la population civile sont une preuve supplémentaire de ce que la population n'a rien à gagner de la victoire de quelque camp que ce soit.

À quoi reviennent toutes les mystifications des bolcheviks? Elles cachent simplement l'essence du conflit: *les deux camps*, dans la guerre du Viêt-Nam, représentent des intérêts impérialistes. Quoique la dépendance idéologique et militaire du régime de Hanoi vis-à-vis de la Russie et de la Chine soit différente de celle du régime de Thiêu vis-à-vis des États-Unis, la victoire de l'un ou l'autre des camps se fera au détriment de la lutte pour le socialisme mondial. La victoire du FNL et de Hanoi renforcera l'impérialisme russe et chinois contre l'impérialisme américain. Un «accord négocié» ne fera donc que prolonger la guerre sur une autre génération. Nous abandonnons aux patriotes sociaux du capitalisme d'État la possibilité de choisir l'impérialisme qu'ils préfèrent. Tout comme ils prônent «la victoire à l'IRA» en Grande-Bretagne, ils prônent des solutions réactionnaires similaires dans d'autres parties du monde. Leur raisonnement est que de telles «victoires» affaiblissent l'impérialisme occidental, mais les 50 dernières années de luttes de libération nationale démentent de telles affirmations. Les victoires obtenues sur base du nationalisme ou de la race ne sont pas un maillon du socialisme et, en fait, elles renforcent les idéologies bourgeoises et autoritaires, ce qui démoralise encore plus les travailleurs.

Nous croyons que le principal ennemi est intérieur. Nous sommes partisans d'une campagne efficace contre la collaboration du gouvernement britannique avec l'impérialisme américain au Viêt-Nam. Cela ne signifie pas, toutefois, un soutien au FNL. Au contraire, que dire d'une manifestation contre l'ambassade russe à l'avenue des Millionnaires?

En fin de compte, la seule solution à ce conflit barbare est une solution socialiste: contre l'impérialisme américain, contre le FNL et les bureaucrates de Hanoi, pour la fraternisation des

troupes américaines et vietnamiennes, pour la défaite des deux camps dans leurs pays respectifs, pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile s'appuyant sur le *classe contre classe* - c'est-à-dire pour la mise en place d'une autodétermination à l'échelle mondiale.

Ce tract parle de lui-même et aucun commentaire n'est nécessaire à propos de cet étalage de trotskisme contre-révolutionnaire - il ne fait que corroborer tout ce qui a déjà été dit!¹² . Il y a deux points, toutefois, que j'aimerais reprendre en guise d'éclaircissement, afin de démêler l'écheveau de confusion propagé par ce tract.

(1) Les trotskistes de Solidarity, auteurs du tract ci-dessus, décrivent d'autres organisations trotskistes dégénérées et contre-révolutionnaires telles le Groupe marxiste international (IMG), responsable de la publication de *Red Mole* (Taupe rouge) et les Socialistes internationaux (IS), qui publie *Socialist Worker* en tant que «gauche bolchevique». Il s'agit en fait d'une tentative de faire passer des organisations bourgeoises trotskistes et contre-révolutionnaires pour des organisations de type bolchevique et de semer la confusion entre le trotskisme contre-révolutionnaire et le bolchevisme révolutionnaire, c'est-à-dire le léninisme. La vérité, c'est que ces diverses organisations trotskistes mises ensemble ne constituent pas la gauche bolchevique mais la droite menchevique.

(2) Les auteurs de ce tract produisent diverses citations tirées de *Red Mole* et de *Socialist Worker* dans un effort de montrer que l'IMG et l'IS soutiennent la lutte du peuple vietnamien contre l'agression impérialiste américaine et en faveur de sa libération nationale. Ce n'est pas vrai. L'IMG et l'IS ne soutiennent pas la lutte de libération nationale du peuple vietnamien. Comme ils le disent plus haut, pendant des années, ils ont dénoncé le FNL et déversé des flots d'insultes à l'encontre du grand dirigeant du peuple vietnamien, le camarade Hô Chi Minh. Des gens comme Tariq Ali, de l'IMG, et autres ordures de l'IS, de la Ligue travailliste socialiste, etc., ont souvent condamné le camarade Hô Chi Minh en tant que «bureaucrate stalinien ». Ils se sont détachés de la grande manifestation du 27 octobre 1968 en faveur du Viêt-Nam et contre l'agression impérialiste américaine et ont refusé de marcher vers l'ambassade américaine. En lieu et place, ils ont emmené 50 000 personnes dans un pique-nique de diversion à Hyde Park Corner. Ils ont refusé d'accepter les trois mots d'ordre de la marche, à savoir «Agresseurs américains, hors du Viêt-Nam tout de suite! », «Pour la victoire du FNL!» et «longue vie a Hô Chi Minh!» Tariq Ali n'était pas d'accord avec le deuxième et le troisième mots d'ordre en prétendant que le programme du FNL était bourgeois et que Hô Chi Minh était un bureaucrate stalinien. Nous lui avons dit que si c'était son sentiment, il n'avait qu'à porter un écriteau avec des slogans reflétant ses opinions. Il n'osa pas le faire, inutile de le dire. S'il avait affiché un tel écriteau, les milliers de personnes rassemblées à la manifestation l'auraient lynché. En lieu et place, sous les pressions de la foule des militants et en face des caméras de télévision, Tariq Ali nous servit un exemple de son hypocrisie

en criant des slogans tels que «Pour la victoire du FNL et «Longue vie à Hô Chi Minh ». Tout ceci fut accompli en vue de bernier les masses et d'être en mesure de renverser avec succès le mouvement de solidarité.

Il est inconcevable que les mêmes trotskistes aient brusquement modifié leur ligne. S'ils l'avaient fait, ils auraient dû le dire. S'ils avaient vraiment eu l'intention de modifier leur ligne, ils auraient, dans ce cas, cessé d'être des trotskistes. En réalité, ils n'ont absolument pas changé de ligne. L'IS «soutient» le FNL, pour reprendre le texte du tract d'IS 32, parce qu'il pense que le FNL est engagé dans l'instauration du socialisme sans passer par les étapes nécessaires. Ceci, en réalité, ne constitue pas un «soutien» au FNL, mais une tentative désespérée d'expliquer la propre conduite passée de l'IS et de sauvegarder la théorie de la «révolution permanente» de son naufrage final. Des années de lutte ont prouvé l'absolue justesse du programme du FNL et la faillite non moins absolue de la ligne trotskiste. Au lieu d'admettre aujourd'hui cette faillite du trotskisme, c'est-à-dire celle de leur propre ligne tout au long des années, et d'y renoncer pour de bon, les trotskistes de l'IS continuent à déformer la ligne et le programme du FNL. Même les auteurs de ce tract sont en mesure de voir clair dans cette distorsion et, partant, de cataloguer ses responsables de «bolcheviks dégénérés », c'est-à-dire de trotskistes dégénérés. Le socialisme sera instauré au Viêt Nam, mais seulement après que le peuple vietnamien sera passé par le stade de sa libération nationale et qu'il aura réalisé les tâches démocratiques de la révolution vietnamienne. C'est la vérité tout simple, messieurs les trotskistes, une vérité que nous n'avez jamais comprise et qu'à l'avenir, vous ne comprendrez jamais à moins que vous ne cessiez de vous agenouiller dévotement face à cette «absurde théorie gauchiste de la "révolution permanente"» (Lénine 5-1914a, p. 364).

De pareille façon, l'IMG ne soutient pas non plus le FNL. Tant l'IS que l'IMG «soutiennent» le FNL, non pas pour ce qu'il défend, en fait, mais pour ce qu'eux pensent qu'il défend, et ce n'est pas du tout pareil. Récemment, ils ont publié du matériel qui donne l'impression que les trotskistes ont commencé à «soutenir» le FNL parce que ce dernier a abandonné ses anciennes positions et adopté la ligne trotskiste. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité que cette suggestion absurde. Quelle est, dans ce cas, la vraie raison du «soutien» apparent que les trotskistes de l'IMG et de l'IS ont apporté récemment au FNL? La raison, c'est que le FNL est au bord de la victoire: en poursuivant son programme correct, il a vaincu les agresseurs impérialistes américains. C'est pourquoi les trotskistes sont pressés de s'associer à l'imminente victoire totale du peuple vietnamien. Ils ont hâte de présenter cette victoire, qu'ils ont tout fait pour saboter, comme leur propre victoire, résultat de leurs actions de «solidarité».

Plus encore, le changement de direction de la ligne trotskiste à propos du Viêt-Nam a coïncidé avec la visite de Nixon en Chine. Les trotskistes ont fait de la propagande

afin que les Chinois rencontrent Nixon et fassent un «arrangement» sur la question du Viêt-Nam par-dessus la tête même du peuple vietnamien. Cela faisait partie intégrante de leur propagande quotidienne contre ce bastion du socialisme. La vérité est que le gouvernement, le parti et le peuple chinois ont prouvé en pratique qu'ils étaient les alliés les plus fiables du peuple vietnamien et qu'ils feraient jamais d'«arrangement» avec l'impérialisme américain au détriment du peuple vietnamien. Nixon s'est rendu en Chine en guise de reconnaissance de la position affaiblie de l'impérialisme américain. Celui-ci ne peut plus refuser de reconnaître la réalité de l'existence de la Chine. Nixon peut s'être attendu à toutes sortes d'«arrangements» (tous les réactionnaires le font), mais il est certain qu'il n'en a pas obtenu le moindre en Chine. Afin de diffamer la Chine et de répandre des calomnies malveillantes à son propos, les trotskistes ont commencé à glapir que «les bureaucrates chinois bradent complètement la lutte du peuple vietnamien». Afin de pouvoir faire avaler ces calomnies malveillantes, les contre-révolutionnaires trotskistes devaient avoir l'air de soutenir le FNL. Voilà donc l'explication de l'affaire. La vérité, c'est que ce sont les bureaucrates trotskistes qui, tout au long de cette affaire, ont fait de leur mieux pour saper la lutte du peuple vietnamien. Les camarades chinois, par ailleurs, ont apporté leur chaleureux soutien, tant matériel que politique, au peuple vietnamien.

Outre les raisons données ci-dessus, nous devrions également rejeter le trotskisme parce que, selon lui, une victoire du socialisme n'est pas possible dans un seul pays, même si ce pays est le plus avancé sur le plan du capitalisme, car «il n'y a aucun espoir de croire (...) que la Russie révolutionnaire, par exemple, puisse tenir face à l'Europe conservatrice, ou que l'Allemagne socialiste puisse demeurer isolée dans le monde capitaliste. » (Trotski 25-5-1917, cité dans Staline 17-12-1924, p. 134.)

En d'autres termes, si le prolétariat britannique devait réussir à renverser le capitalisme et établir la dictature du prolétariat, tout serait perdu à moins que la victoire du prolétariat britannique ne soit suivie par la victoire du prolétariat d'autres «pays européens importants» et, peut-être, de celui des États-Unis également. Ce que veut le trotskisme, par conséquent, est une victoire simultanée à l'échelle mondiale du socialisme. C'est impossible, car il s'agit d'une utopie pure et simple. La révolution prolétarienne ne peut avoir lieu partout dans le monde en une seule fois; elle sera menée à bien, dit le léninisme, d'abord dans un seul ou quelques pays et, ensuite, dans d'autres et, éventuellement, dans tous les pays du monde. En fait, nous pouvons dire «l'expérience historique et les considérations théoriques en font foi», la révolution mondiale n'aura pas lieu simultanément. Puisque le cours de la révolution ne se déroule pas selon les schémas préconçus du trotskisme, ce dernier, au lieu d'admettre sa propre faillite, préconise qu'on ne défende aucune révolution - que l'on ne construise aucun socialisme dans des pays pris isolément. Et si les révolutionnaires n'acceptent pas leur conseil, ils sont par conséquent des «traîtres et des bureaucrates staliniens» qui «trahissent la révolution». Voilà donc la nature réactionnaire du trotskisme.

En résumé, camarades, nous devrions dénoncer le trotskisme et nous y opposer, car il s'agit d'une idéologie bourgeoise hostile à la construction du socialisme et de la libération nationale - une idéologie qui constitue un soutien des plus fiables de l'impérialisme. Nous devons nous adresser au prolétariat conscient de sa classe et l'aider à se former dans un esprit d'intolérance à l'égard de l'idéologie bourgeoise du trotskisme. Il est de notre tâche d'enterrer pour de bon cette idéologie. Si cette série de conférences y contribue, et c'est là son objectif principal, nous, de l'Association des Travailleurs communistes, considérerons que cela aura été un honneur que d'y avoir joué un certain rôle.

Deuxième partie

Le socialisme dans un seul pays

L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part.

Lénine (Lénine 23-8-1915, pp. 354-355.)

Chapitre 5

Le socialisme dans un seul pays La position de Trotski

Trotski, adhérant obstinément à sa «théorie de la révolution permanente» pensait que le socialisme ne pouvait être construit dans la Russie arriérée sans l'aide d'une révolution prolétarienne victorieuse dans les pays capitalistes avancés.

Les contradictions, disait Trotski dans la préface de son livre sur la révolution de 1905, dans la situation du gouvernement ouvrier d'un pays arriéré, où la majorité écrasante de la population est composée de paysans, pourront trouver leur solution uniquement sur le plan international, dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat. (Trotski 1906b, cité dans Staline 17-12-1924, p. 128.)

Sans l'aide directe d'État de la part du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination temporaire en une dictature socialiste durable. On ne saurait en douter un instant. (Trotski 1906b, cité dans Staline 17-12-1924, p. 133.)

L'affirmation que la révolution prolétarienne ne peut se terminer victorieusement dans le cadre national, affirmation que l'on trouve répétée à plusieurs reprises dans le *Programme de paix*, semblera peut-être, à certains lecteurs, démentie par l'expérience presque quinquennale de notre République soviétique. Mais une telle conclusion ne serait pas fondée. (...) le véritable essor de l'économie socialiste en Russie ne sera possible qu'après la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe. (Trotski 1922b, cité dans Staline 17-12-1924, pp. 136-137.)

C'est la position défendue par Trotski d'une façon consistante sur une longue période de temps; en fait, il n'a jamais dévié de cette position même lorsqu'il en donnait l'apparence. Avec cette position théorique, qui sous-estimait la capacité des larges masses du peuple russe de construire le socialisme et surestimait les forces noires de la réaction, Trotski ne pouvait que s'opposer à la politique de construction du socialisme en U.R.S.S. Dès lors, la position de Trotski n'était rien d'autre qu'une nouvelle variante du menchevisme. Les Mencheviks russes disaient: «La Russie est un pays arriéré et donc la seule possibilité est une révolution bourgeoise qui donnera un élan au développement du capitalisme en Russie. » Trotski dit: «Non, une révolution prolétarienne est possible, mais, à moins qu'elle ne soit rapidement suivie par une révolution prolétarienne en Europe, elle est vouée à s'effondrer.» Dès lors, on peut voir qu'il n'y a pas de désaccord de base, entre les points de vue mencheviks et trotskistes. Tous deux croyaient ardemment qu'il était impossible pour la Russie de construire le socialisme par elle-même du fait de son arriération.

L'échec de la révolution européenne et les alternatives qui s'offraient à la classe ouvrière soviétique

Ceci dit, il est tout à fait vrai que les Bolcheviks pensaient et s'attendaient à ce que la révolution en Russie soit suivie par la révolution dans un grand nombre de pays européens. Leur espoir se basait sur la situation révolutionnaire objective qui prévalait alors en Europe. Mais les espoirs et les attentes des bolcheviks ne se réalisèrent pas, à cause, entre autres, de la trahison et de l'opportunisme de la social-démocratie officielle. En 1922, la bourgeoisie européenne avait obtenu des conditions de relative stabilité et il était clair que les chances d'une révolution prolétarienne victorieuse en Europe s'étaient dissipées pour un temps certain. Et donc, dans cette situation - le prolétariat russe ayant le pouvoir d'État mais en l'absence d'une révolution prolétarienne en Europe - que devait faire le prolétariat russe? Quelles alternatives s'offraient à lui?

Deux voies s'offraient au prolétariat russe:

(1) Soit il pouvait prendre conseil chez Trotski et déclarer que «sans l'aide directe d'État de la part du prolétariat européen» le prolétariat russe ne pouvait rester au pouvoir - a fortiori construire le socialisme -, qu'il devait faire la paix avec la bourgeoisie nationale et internationale, remettre le pouvoir à cette classe même qui en avait été privée en octobre 1917 et démontrer ainsi que la classe ouvrière était incapable de diriger et de construire le socialisme;

(2) Soit il pouvait se résoudre, en dépit d'énormes difficultés, à construire le socialisme en U.R.S.S. et apporter ainsi aux prolétaires et aux larges masses non seulement d'U.R.S.S., mais du monde entier «la conviction que la classe ouvrière peut se passer de la bourgeoisie».

Voici comment le camarade Staline soulignait brillamment la signification de la construction du socialisme en U.R.S.S.:

Que faut-il aux prolétaires d'Occident pour vaincre? Tout d'abord la foi en leurs forces, la conviction que la classe ouvrière peut se passer de la bourgeoisie; que la classe ouvrière n'est pas seulement capable de détruire l'ancien, mais d'édifier du nouveau, le socialisme. Tout l'effort de la social-démocratie tend à susciter chez les ouvriers le scepticisme, le manque de foi en leurs forces, en la possibilité pour eux de gagner par la force une victoire sur la bourgeoisie. La portée de tout notre travail, de toute notre édification est que ce travail et cette édification donnent à la classe ouvrière des pays capitalistes la conviction que la classe ouvrière est capable de se passer de la bourgeoisie et de bâtir une société nouvelle par ses propres forces.

(...) Et quand les ouvriers des pays capitalistes auront pris confiance en leurs forces, vous pouvez être certains que ce sera le commencement de la fin du capitalisme et le signe le plus sûr du triomphe de la révolution prolétarienne.» (Staline 18-12-1925, pp. 82-83.)

Il s'agissait de la politique alternative révolutionnaire mise en avant par Staline et le Parti bolchevik. En conséquence, le 14^e congrès du P.C.(b)U.S. rejeta les plans capitulaires de Trotski et de ses acolytes et constata dans sa résolution devenue célèbre:

Dans le domaine de la construction de l'économie, le congrès part de ce fait que notre pays, pays de la dictature du prolétariat, possède «tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale» (Lénine 6-1-1923, pp. 481). Le congrès estime que la lutte pour la victoire de la construction socialiste en U.R.S.S. est la tâche fondamentale de notre Parti. (*Histoire du PC(b)US* 1938, p. 307.)

Résumant les résultats du 14^e congrès du Parti et soulignant sa signification historique, le camarade Staline a écrit:

L'importance historique du 14^e congrès du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., c'est qu'il a su mettre à nu, jusqu'à la racine, les erreurs de la «nouvelle opposition» [c'est-à-dire Zinoviev, Kaménev et Trotski - note de H. B.]; il a repoussé bien loin de lui le scepticisme et les lamentations de cette opposition; il a tracé, claire et nette, la voie où la lutte se poursuivra pour le socialisme; il a donné au Parti la perspective de la victoire et armé par là même le prolétariat d'une foi inébranlable en la victoire de la construction socialiste. (Staline 25-1-1926, p. 238.)

La classe ouvrière russe et les larges masses du peuple russe ont soutenu cette alternative révolutionnaire et ont rejeté fermement le découragement et le désespoir petit-bourgeois de Trotski, déguisé en phraséologie «révolutionnaire». Elles le firent parce que la politique proposée par le parti bolchevik et par Staline était révolutionnaire et avait du sens; tandis que celle proposée par Trotski était un fouillis contre-révolutionnaire qui n'avait absolument aucun sens.

Staline était-il contre la révolution mondiale?

Les plus ignorants des trotskistes affirment souvent que Staline était un nationaliste étroit, tandis que Trotski était un internationaliste, car Staline voulait le socialisme en U.R.S.S. tandis que Trotski voulait le socialisme partout, voulait une révolution mondiale. S'il était vrai que Staline voulait une révolution uniquement en U.R.S.S., et nulle part ailleurs, alors cette accusation trotskiste aurait un certain fondement. Mais le fait est que cette accusation n'est qu'un monstrueux mensonge et l'un des nombreux exemples qui démontrent les profondeurs dans lesquelles le trotskisme a sombré afin de dénigrer l'un des grands dirigeants du parti bolchevik, le camarade Staline. Quiconque a un certain respect pour la précision historique et prend la peine de parcourir les documents concernant la controverse en question trouverait qu'il n'y a aucune différence d'opinion dans le parti en ce qui concerne l'opportunité et la nécessité de suivre une politique internationaliste prolétarienne - la politique qui consiste à offrir une aide fraternelle aux prolétaires des autres pays engagés dans des combats décisifs. Le Parti bolchevik, sous la direction de Staline, a pleinement pris conscience de l'importance de suivre - et il a suivi - une politique internationaliste prolétarienne, car il reconnaissait totalement que la véritable consolidation du socialisme en U.R.S.S. ne pourrait avoir lieu qu'après la victoire du prolétariat dans d'autres pays. Toutes les révolutions et luttes révolutionnaires se soutiennent mutuellement. Citons, pour le profit des trotskistes ignorants, le commentaire bien connu du camarade Staline à ce sujet (Staline dont il suffit de mentionner le nom pour que les trotskistes et autres réactionnaires écument de rage - bien qu'écumer de rage et montrer des signes de délire ne constituent pas une réponse à de simples faits):

Ayant consolidé son pouvoir et entraîné la paysannerie à sa suite, le prolétariat du pays victorieux peut et doit édifier la société socialiste. Mais cela signifie-t-il qu'il arrivera par là même à la pleine victoire, à la victoire définitive du socialisme? Autrement dit, cela signifie-t-il qu'il peut, par les seules forces de son pays, asseoir définitivement le socialisme et garantir pleinement le pays contre l'intervention et, partant, contre la restauration? Évidemment non. Pour cela, il est nécessaire que la révolution triomphe au moins dans quelques pays. Aussi la révolution victorieuse a-t-elle pour tâche essentielle de développer et de soutenir la révolution dans les autres pays. Aussi la révolution du pays victorieux ne doit-elle pas se considérer comme une grandeur se suffisant à elle-même, mais comme un auxiliaire, comme un moyen pour hâter la victoire du prolétariat dans les autres pays. (Staline 4-1924, p. 38¹³.)

Il est clair ainsi qu'il n'y avait pas de divergences de principe au sein du P.C.(b)U.S. en ce qui concerne la nécessité de suivre une politique internationaliste. Il y avait cependant des divergences quant au contenu de cette politique internationaliste. Se basant sur sa théorie bien connue de la «révolution permanente», selon laquelle le socialisme ne pouvait pas être construit en Russie sans l'aide d'une révolution prolétarienne victorieuse en Europe, Trotski défendait de temps en temps des politiques aventurières afin d'exporter la révolution socialiste en Europe. Ces politiques aventurières, suggérées par un manque de foi dans la capacité de la classe ouvrière et de la paysannerie russe de construire le socialisme sans aide de l'étranger, furent naturellement et justement rejetées par le Parti.

Dès lors, il n'y avait pas de controverse sur la question de savoir si le prolétariat de l'U.R.S.S. devait donner une assistance fraternelle aux luttes révolutionnaires des prolétaires à l'étranger. La controverse était: l'U.R.S.S. pouvait-elle construire le socialisme sans l'assistance du prolétariat victorieux d'Europe. Staline et la majorité écrasante du parti bolchevik répondaient à cette question d'importance mondiale par l'affirmative¹⁴. L'histoire a pleinement donné raison au camarade Staline et au Parti bolchevik, mais nous en dirons davantage à ce sujet dans la suite.

Est-ce Staline qui a soulevé pour la première fois la question du «socialisme dans un seul pays» ?

Un autre mythe répandu par les trotskistes est que Staline fut en 1924 la première personne à évoquer la question du «socialisme dans un seul pays» et qu'avant cela personne n'avait vraiment considéré sérieusement la possibilité de construire «le socialisme dans un seul pays». On peut voir que c'est un mensonge par le fait que, dès 1915, Lénine disait:

L'inégalité¹⁵ du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait *contre* le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs États. (Lénine 23-8-1915, pp. 354-355.)

Et Lénine formula de nouveau en 1916 la même conclusion dans son article *Le programme*

militaire de la Révolution prolétarienne:

Le développement du capitalisme se fait de façon extrêmement inégale dans les différents pays. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement sous le régime de la production marchande. D'où cette conclusion inéluctable: le socialisme ne peut triompher simultanément *dans tous* les pays. Il triomphera d'abord dans un seul ou plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou pré bourgeois. Cela donnera nécessairement lieu à des frictions, et incitera en outre directement la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'État socialiste. Dès lors, la guerre de notre part serait légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour l'émancipation des autres peuples du joug de la bourgeoisie. (Lénine 9-1916, p. 86.)

Lénine arriva à cette conclusion par son étude de l'impérialisme, qu'il décrivait comme «le stade monopoliste du capitalisme». Il donna une définition de l'impérialisme qui inclut les cinq caractéristiques de base suivantes:

1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce «capital financier», d'une oligarchie financière; 3) l'exportation de capital, à la différence de l'exportation de marchandises, prend une importance toute particulière; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les grandes puissances capitalistes est achevée. (Lénine 6-1916, p. 287.)

L'impérialisme, a dit Lénine, intensifie toutes les contradictions, à la fois internes et externes, à un degré extrême. La croissance des monopoles rend le joug des trusts et groupements capitalistes de plus en plus lourd et insupportable. Cela intensifie les contradictions entre la bourgeoisie et la classe ouvrière dans les pays impérialistes, ce qui conduit les masses vers la révolution prolétarienne comme leur seul salut. L'esclavage financier, l'exploitation et l'oppression coloniales des peuples habitant la grande majorité des pays du monde par une poignée de pays avancés intensifient les contradictions entre l'impérialisme et la grande majorité des pays colonisés et dépendants qui sont conduits à mener une lutte de libération du joug de l'impérialisme. Le développement inégal du capitalisme mène à un combat effréné pour le repartage du monde entre ces pays qui ont déjà saisi de vastes territoires et ceux qui sont des nouveaux venus dans ce jeu et qui demandent leur «part» du butin. L'impérialisme allemand, par exemple, du fait du développement inégal du capitalisme, fut plus ou moins écarté du pillage colonial, tandis que les capitalistes anglo-français dominaient le monde entier. Le capitalisme allemand cependant, ayant rattrapé les capitalistes anglo-français, demandait maintenant sa «part»; il exigeait une redistribution basée sur la force présente des parties. Les capitalistes anglo-français rejetèrent bien sûr cette demande comme «complètement injuste». Et l'impérialisme allemand alla en guerre contre l'impérialisme anglo-français. Dès lors, le développement inégal du capitalisme mena à l'intensification des contradictions inter impérialistes. Donc, aussi longtemps qu'existe l'impérialisme, la guerre est inéluctable et la coalition est «inévitabile» entre la révolution prolétarienne et le mouvement de libération nationale «formant un front unique mondial de la révolution contre le front mondial de l'impérialisme.» (Staline 4-1924, p. 26.)

Lénine résuma toutes ces conclusions dans une conclusion générale qui est que «l'impérialisme est le prélude de la révolution socialiste». (Lénine 6-1916, pp. 203.)

Lénine en arriva donc aux conclusions suivantes:

(1) Comme la croissance du capitalisme avait créé une économie mondiale et que les économies nationales des pays individuels étaient comme des maillons de cette chaîne de l'économie mondiale, la question de la révolution prolétarienne ne pouvait plus être considérée de la manière ancienne, c'est-à-dire du point de vue du développement capitaliste d'un pays donné, ni du point de vue de la classe ouvrière constituant une «majorité» de la population, etc. Le système impérialiste dans son ensemble étant mûr pour la révolution, la chaîne du front mondial impérialiste se briserait à son maillon le plus faible, fournissant ainsi un exutoire pour la révolution prolétarienne. Le maillon le plus faible pouvait se trouver dans un pays capitaliste avancé ou dans un pays dont l'avancement capitaliste n'était pas très poussé.

(2) La croissance inégale du capitalisme dans les conditions de l'impérialisme et l'intensification au sein de l'impérialisme de contradictions catastrophiques, résultant dans des guerres impérialistes et dans la croissance des mouvements révolutionnaires dans tous les pays, mène non seulement à la possibilité, mais aussi à la nécessité de la victoire du prolétariat dans des pays individuels. Le socialisme peut être victorieux dans des pays individuels, car le prolétariat victorieux peut tirer profit de l'intensification de toutes les contradictions - contradictions inter impérialistes, contradictions entre bourgeoisie et classe ouvrière dans les pays impérialistes ainsi qu'entre impérialisme et nations opprimées - pour se garantir contre l'intervention impérialiste et construire le socialisme.

Juste avant sa mort, Lénine est revenu sur la question de la construction du socialisme en U.R.S.S.:

En fait, le pouvoir de l'État soviétique sur les principaux moyens de production, le pouvoir d'État aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc., (...) n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet. (Lénine 6-1-1923, pp. 481.)

Nous espérons qu'il est maintenant clair que la question concernant la possibilité de construire avec succès le socialisme dans un seul pays ne fut pas soulevée pour la première fois par Staline. Elle fut soulevée par Lénine dès 1915 et de nouveau juste avant sa mort. Si bien que les attaques trotskistes contre Staline sur la question de la construction du socialisme dans un seul pays sont en fait des attaques contre Lénine et le léninisme!¹⁶ Cela doit être compris par chaque travailleur révolutionnaire.

Partant de la théorie de la «révolution permanente», le trotskisme ne pouvait qu'attaquer le léninisme. Le léninisme disait que le prolétariat dans un seul pays pouvait construire le socialisme tandis que le trotskisme disait qu'il ne le pouvait pas. Le léninisme soutenait que la paysannerie était un allié ferme et fiable du prolétariat tandis que le trotskisme disait qu'elle ne l'était pas. Le léninisme disait que, dans les

conditions de la dictature du prolétariat et sous la direction de la classe ouvrière, il était possible de mobiliser la paysannerie pauvre et moyenne pour la construction du socialisme, tandis qu'il s'agissait d'une impossibilité d'après le trotskisme. Nous n'avons pas ici affaire à des différences d'opinion de nature fortuite ou à des différences dans les détails. Nous avons affaire à deux tendances fondamentalement différentes et mutuellement inconciliables: (1) le léninisme révolutionnaire et (2) le trotskisme contre-révolutionnaire.

Le trotskisme est incapable de comprendre la théorie léniniste de la révolution prolétarienne et de la construction du socialisme, non seulement parce que sa perspective politique est encombrée par l'acceptation de la fausse théorie de la «révolution permanente», mais aussi parce qu'il n'a jamais accepté (accepté dans la pratique et non en paroles) les thèses de Lénine sur l'impérialisme. Ces maux jumeaux - l'acceptation de la théorie de la «révolution permanente» et la non-acceptation des thèses de Lénine sur l'impérialisme - constituent la base théorique du trotskisme et expliquent dans une large mesure pourquoi le trotskisme a dégénéré au point de devenir un allié du fascisme, comme nous l'expliquerons plus tard.

Le socialisme a-t-il été construit en U.R.S.S.? Trotski affirme qu'il l'a été

La réponse que nous donnons est que le socialisme a été construit en Union soviétique et, pour soutenir cette réponse affirmative de notre part, nous citons une autorité qui ne peut certainement pas être décrite comme biaisée en faveur de Staline et du parti bolchevik ou en faveur de la construction du socialisme en U.R.S.S. Cette autorité n'est autre que ce maître-phraseur, Trotski lui-même:

Le socialisme a démontré son droit à la victoire, dit Trotski, non dans les pages du *Capital*, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe; non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité. Si même l'U.R.S.S. devait succomber sous les coups portés de l'extérieur et sous les fautes de ses dirigeants - ce qui, nous l'espérons fermement, nous sera épargné - (la nature réelle des espoirs de Trotski fut cependant dévoilée par les procès de Moscou), il resterait, gage de l'avenir, ce fait indestructible que seule la révolution prolétarienne a permis à un pays arriéré d'obtenir en moins de vingt ans des résultats sans précédent dans l'histoire. (Trotski 1936, p. 13.)

Et encore:

L'ampleur de l'industrialisation de l'U.R.S.S. sur le fond de la stagnation et du déclin de presque tout l'univers capitaliste ressort des indices globaux que voici. (...). Les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début plein de promesses d'un essor de l'agriculture. la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles, la création de nouvelles, la rapide augmentation du nombre des ouvriers, l'élévation du niveau culturel et des besoins, tels sont les résultats incontestables de la révolution d'Octobre (...) (Trotski 1936, pp. 12-13.)

On ne pouvait pas demander de meilleure réfutation du trotskisme que celle avancée par Trotski lui-même dans les remarques ci-dessus. Nous sommes hautement reconnaissant à

Trotsky pour ces aveux candides. Trotsky avait raison lorsqu'il admettait que «le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du *Capital*, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe», lorsqu'il parlait des «immenses résultats obtenus par l'industrie»; du «début plein de promesses d'un essor de l'agriculture»; de «l'élévation du niveau culturel et des besoins» du peuple soviétique. Il avait parfaitement raison. Les «résultats incontestables» du combat pour la victoire de la construction socialiste en U.R.S.S. étaient en effet tels - un combat lancé par le parti en conséquence de la décision du 14^e congrès du parti, une décision qui affronta l'opposition la plus viscérale de Trotsky et de la Nouvelle Opposition, c'est-à-dire Zinoviev et Cie.

Le rôle d'une politique et d'une direction correcte

Sous la bannière du marxisme-léninisme et la direction juste du Parti bolchevik dirigé par le grand léniniste et le défenseur le plus résolu du léninisme et de la dictature du prolétariat, le camarade Staline, le peuple soviétique, surmontant toutes les difficultés, écrasant les ennemis du socialisme, intérieurs et extérieurs, allait de victoire en victoire. Il réalisa littéralement des miracles et le fit, *non seulement grâce aux conditions de la propriété socialisée des moyens de production* créées par la révolution d'Octobre (Trotsky attribue à ces seules conditions tous les succès et acquis du combat pour la construction du socialisme en U.R.S.S.), *mais aussi grâce aux politiques révolutionnaires du Parti bolchevik et à la qualité de sa direction*. Le rôle du parti et la qualité de la direction sont des facteurs très importants sans lesquels rien ne peut être obtenu.

«Les conditions de propriété socialisée» ne peuvent pas par elles-mêmes construire le socialisme

«Les conditions de propriété socialisée» ne peuvent pas, par elles-mêmes, construire le socialisme. Est-ce qu'une personne sensée peut sérieusement suggérer que si, durant la période de construction du socialisme, la direction de l'U.R.S.S. avait été confiée à des personnes comme Trotsky, le peuple soviétique aurait pu obtenir exactement les mêmes résultats dans la construction du socialisme? Est-ce qu'une telle suggestion ne reviendrait pas à l'affirmation absurde que des gens qui prétendent que «sans l'aide directe d'État de la part du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination temporaire en une dictature socialiste durable» (Trotsky, *Notre révolution*, 1906, cité dans Staline 17-12-1924, p. 133) sont tout autant capables (voire davantage, comme l'affirment d'habitude les ignorants trotskistes) de mener la lutte pour la construction du socialisme que ceux qui croient - et croient sur base de la réalité objective - que, non seulement il est possible de construire le socialisme, mais que c'est aussi une nécessité et la seule voie révolutionnaire pour le prolétariat? De notre point de vue, une telle suggestion serait en effet le sommet de l'absurdité et de la stupidité.

En ce qui concerne la vérité historique, la «propriété socialisée» ne triompha pas, et n'aurait pas pu triompher, automatiquement sur les éléments capitalistes. Elle pouvait triompher, et triompha, en raison de la direction correcte d'un parti ayant une politique bien définie. Mais avant que la politique du parti ne puisse réussir et être mise en pratique, les politiques erronées et contre-révolutionnaires devaient être défaites et furent défaites. Mais en dépit de ce que nous venons de dire, les

trotskistes continuent à répéter la formule apprise par cœur selon laquelle «les conditions de propriété socialisée créées par la révolution» - et non la qualité de la direction furent responsables de la construction du socialisme. Et pourtant, ils blâment la direction pour chaque erreur, réelle ou imaginaire, mineure ou majeure. Mais nos chers trotskistes ne peuvent avoir raison des deux côtés! Ils ne peuvent pas dire sans cesse que le socialisme ne peut être construit dans un seul pays et pourtant affirmer que «les conditions de propriété socialisée créées par la révolution» peuvent d'elles-mêmes, automatiquement, construire le socialisme! Ils ne peuvent pas affirmer que la direction n'a aucun rôle à jouer dans la construction du socialisme et pourtant blâmer le «groupe de Staline» pour tous les problèmes, réels ou imaginaires! Il y a une contradiction évidente dans ce qu'ils disent! Sont-ils vraiment devenus incapables de percevoir cette contradiction? Leur sens de la perception et leur conscience politique ont-ils été à ce point déformés par leur acceptation aveugle de la fausse théorie de la «révolution permanente»?

L'histoire a montré que la théorie trotskiste de la «révolution permanente» était assez inutile et erronée. Trotski aurait pu prendre la seule attitude correcte pour quiconque se prétend marxiste, c'est-à-dire renoncer à la théorie qui s'était révélée fautive dans la pratique et admettre franchement qu'elle était fautive. Trotski ne le fit pas. L'arrogance intellectualiste de l'individu petit-bourgeois (et, dans le cas de Trotski, cette arrogance se trouvait à son plus haut degré) rendait impossible pour Trotski de digérer ce qui, aux yeux de l'intellectuel petit-bourgeois, n'est rien d'autre qu'une humiliation. Trotski prit donc le parti que sa théorie était correcte et l'histoire fautive. C'était une position idéaliste typique qui revenait à dire: si la réalité n'est pas conforme à ma conception, alors il y a quelque chose de faux dans la réalité, car la réalité doit correspondre à ma conception. Cette position idéaliste, digne de l'évêque Berkeley, mena Trotski de plus en plus loin dans la dégénérescence. Ce qui aurait pu être une erreur fortuite devint une monstruosité lorsqu'elle fut justifiée, répétée et élevée au niveau d'un système, d'une théorie. Une théorie fautive mène à une pratique fautive et, sans rectification à la lumière de la pratique, chaque erreur suivante devient encore plus grave. La quantité se transforme d'elle-même en qualité. Les erreurs se transforment en crimes. Ce processus explique pourquoi Trotski a dégénéré au point de devenir un allié et un agent du fascisme, déterminé à renverser l'État soviétique à n'importe quel prix. Les gens qui suivent Trotski glissent sur la même pente de dégénérescence que Trotski lui-même. Nous appelons tous les travailleurs qui ont été séduits par la phraséologie à la mode et attirante des trotskistes à réfléchir sérieusement à ce que nous avons dit, à rejeter le trotskisme, à accepter le marxisme-léninisme et à offrir leur contribution au combat pour le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et la construction du socialisme.

Les acquis de l'industrialisation socialiste

Au début de 1926, l'industrie soviétique, bien que plus ou moins revenue au niveau d'avant-guerre grâce aux mesures de restauration prises par le gouvernement soviétique lors de la Nouvelle Politique Économique, souffrait de trois problèmes: (1) la plupart des usines étaient vieilles et équipées de machines usées et démodées, (2) il n'y avait pas d'usines de construction de machines et (3) il n'y avait pas d'industrie lourde à proprement parler. Tout cela devait être rectifié par l'adoption de la politique d'industrialisation socialiste. En plus, une nouvelle industrie d'armements

devait être créée pour la défense du premier État de la classe ouvrière. Il était aussi nécessaire de construire des usines pour la production de machines agricoles et de fournir ces machines à l'agriculture afin de permettre à des millions de minuscules fermes individuelles de passer à l'agriculture collective à grande échelle et ainsi d'assurer la victoire du socialisme à la campagne. En bref, beaucoup d'industries qui n'avaient jamais existé en Russie devaient être créées.

Il faut dire, au crédit et à la gloire des masses soviétiques, du Parti bolchevik et de son dirigeant, le camarade Staline, que, surmontant toutes les difficultés, techniques et financières, déjouant les plans de l'intervention impérialiste et écrasant les plans et complots des réactionnaires internes - à la fois dans et à l'extérieur du parti - et montrant un héroïsme exemplaire au travail, ils construisirent avec succès le socialisme en Union soviétique. Tout cela fut possible grâce à l'enthousiasme des masses, à leur engagement dans la construction du socialisme et, surtout, à leur nouvelle attitude vis-à-vis du travail. De la servitude involontaire et forcée qu'il était sous le capitalisme, le travail devenait, comme le dit Staline, «une affaire de dignité, une affaire de gloire, une affaire de vaillance et d'héroïsme». (Staline, cité dans *Histoire du PC(b)US* 1938, pp. 328-329.)

Déjà fin 1929, la construction industrielle à grande échelle avait fait des progrès dans l'ensemble du pays:

L'édification industrielle se poursuivait, immense, à travers le pays. Les travaux de construction de la centrale hydroélectrique du Dniepr battaient leur plein. Dans le bassin du Donetz, on édifiait les usines de Kramatorsk et de Gorlovka; on reconstruisait l'usine, de locomotives de Lougansk. Des hauts fourneaux neufs et de nouvelles mines apparaissaient. Dans l'Oural, on édifiait une usine de constructions mécaniques, des groupes d'usines chimiques à Bérezniki et Solikamsk. On élevait l'usine métallurgique de Magnitogorsk. La construction de grandes usines d'automobiles à Moscou et à Gorki était en train. On édifiait de géantes usines de tracteurs et de moissonneuses-batteuses, une usine monstre de machines agricoles à Rostov-sur-Don. La deuxième base houillère de l'Union soviétique, le bassin de Kouznetsk, prenait de l'extension. En onze mois, on avait vu surgir en pleine steppe, près de Stalingrad, une colossale usine de tracteurs. Sur les chantiers du Dnieproguès et de l'usine de tracteurs de Stalingrad, les ouvriers avaient battu les records mondiaux de productivité du travail.

L'Histoire n'avait jamais vu encore une construction industrielle d'une envergure aussi gigantesque, un pareil enthousiasme pour bâtir une œuvre nouvelle, un tel héroïsme au travail de la part des masses innombrables de la classe ouvrière. C'était, dans la classe ouvrière, un véritable élan de travail, qui se déployait sur la base de l'émulation socialiste. (*Histoire du PC(b)US* 1938, pp. 328-329.)

En 1938, l'industrie soviétique avait grandi d'un facteur 9 en comparaison avec l'année 1913. Voici un tableau montrant la croissance de l'industrie soviétique, exprimé en pourcentage du niveau d'avant la Première Guerre mondiale. Il montre aussi le taux de croissance de l'industrie dans les principaux pays capitalistes durant la même période. Elle provient du *Rapport au 18^e Congrès du P.C. U.S.* écrit par Staline

en mars 1939 (Staline 10-3-1939, p. 909).

Accroissement de l'industrie de l'U.R.S.S. et des principaux pays capitalistes en 1913-1938

	1913	1933	1934	1935	1936	1937	1938
U.R.S.S.	100,0	380,5	457,0	562,6	732,7	816,4	908,8
États-Unis	100,0	108,7	112,9	128,6	149,8	156,9	120,0
Angleterre	100,0	87,0	97,1	104,0	114,2	121,9	113,3
Allemagne	100,0	75,4	90,4	105,9	118,1	129,3	131,6
France	100,0	107,0	99,0	94,0	98,0	101,0	93,2

Les déclarations de Staline à ce propos sont entièrement confirmées par les experts bourgeois. Dans son livre *Stalin's Industrial Revolution*, Hiroaki Kuromiya, professeur à l'université d'Indiana, fait, entre autres, les observations suivantes:

La percée réalisée par la révolution de 1928-1931 posa les fondements de la remarquable expansion industrielle des années 30 qui soutiendra le pays durant la Seconde Guerre mondiale. À la fin 1932, lorsque le plan quinquennal fut déclaré avoir été effectué en quatre ans, la production industrielle brute avait, d'après les rapports officiels, plus que doublé depuis 1928. Ce rapport officiel est généralement considéré à l'Ouest comme largement exagéré, mais, tandis que les projets essentiels du premier plan quinquennal étaient mis en fonction les uns après les autres au milieu des années 30, la production industrielle se développa énormément. Pendant les années 1934-1936, l'indice officiel montra une croissance de 88 % de la production industrielle brute totale, le produit des industries des biens de production s'élevant de 107 % et celui des industries des biens de consommation de 66 %. Durant la décennie 1927-28/1937, selon les données soviétiques, la production industrielle brute fit un bond de 18 300 millions de roubles à 95 500 millions; la production de fer grimpa de 3,3 millions de tonnes à 14,5; celle de charbon de 35,4 millions de mètres cubes à 128 millions; la puissance électrique de 5,1 millions de kWh à 36,2; la production de machines-outils de 2 098 à 36 120 unités. Même en tenant compte des exagérations, on peut dire, avec certitude, que les résultats étaient époustouffants. (Kuromiya 1988, p. 287.)

D'après *Les progrès du pouvoir soviétique depuis 40 ans*, un recueil statistique publié à Moscou en 1958, durant les onze années 1930-1940, l'U.R.S.S. enregistra une croissance annuelle moyenne de la production industrielle de 16,5 % (Les progrès, p. 30).

En ce qui concerne la croissance du capital fixe dans l'industrie et le bâtiment, qui est un reflet correct des remarquables prouesses industrielles réalisées par le peuple soviétique, si l'on prend 100 comme indice de l'année 1913, nous trouvons que ce chiffre a atteint 132 en 1928, l'année du lancement du premier plan quinquennal (Les progrès, p. 26).

Douze ans plus tard, en 1940, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'indice est monté à 1 085 - une croissance sans précédent par un facteur 8. Les chiffres pour la croissance du capital fixe dans l'agriculture pendant la même période sont de 100 (1913), 141 (1928) et 333 (1940).

Quel pays capitaliste, arriéré ou avancé, peut se targuer de succès aussi gigantesques dans le domaine de l'industrialisation!

Malgré les sacrifices effectués, le peuple soviétique a accepté avec joie et détermination le défi afin de construire un avenir socialiste radieux pour lui-même et pour ses enfants, tirant une grande fierté de cette entreprise, montrant un véritable héroïsme au travail pendant tout ce processus. Hiroaki Kuromiya observe correctement:

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'accumulation forcée fut non seulement une source de privation et de mécontentement, mais aussi d'héroïsme soviétique. (...) La jeunesse soviétique des années 30 se conduisit avec héroïsme dans son travail dans les usines et sur les sites de construction comme Magnitogorsk et Kouznetsk. (...) (Kuromiya 1988, pp. 305-306.)

(...) L'industrialisation rapide, provoquée par le plan quinquennal, fut un symbole du but grandiose et bouleversant qu'était la construction d'une nouvelle société. Réalisée sur fond de dépression et de chômage massif en Occident, l'industrialisation soviétique fut associée à des efforts «surhumains», héroïques, romantiques et enthousiastes. «Le mot enthousiasme, comme beaucoup d'autres, a été dévalué par l'inflation», écrit Ilya Ehrenbourg, «pourtant, il n'y a pas d'autres mots pour décrire les jours du premier plan quinquennal; c'était un enthousiasme pur et simple qui a conduit les jeunes gens à des prouesses quotidiennes». Selon un autre contemporain, ces jours étaient «une époque vraiment romantique et grisante ... Les gens créaient de leurs propres mains ce qui apparaissait auparavant comme un simple rêve et étaient convaincus en pratique que ces plans merveilleux étaient entièrement réalistes ». (Kuromiya 1988, p. 316.)

Exprimant sa conviction de la capacité du peuple soviétique à construire le socialisme, même si l'Union soviétique n'était pas soutenue par des révolutions prolétariennes victorieuses en Europe ou en Amérique, Lénine avait déclaré: «Le communisme, c'est le pouvoir soviétique plus l'électrification du pays entier» (Lénine 22-12-1920b, p. 537). En étudiant le problème dans cette perspective, Lénine avait avancé en 1920 un plan d'électrification de la Russie qui envisageait la construction sur 15 ans de 30 centrales électriques d'une puissance totale de 1,75 millions de kW. En fait, en 1935, l'U.R.S.S. avait 40 centrales installées pour une puissance de 4,07 millions de kW, réalisant ainsi à 233% le rêve audacieux de Lénine- un tribut incroyable à l'héroïsme et à l'autosacrifice du peuple soviétique et à la détermination et à la sagesse de la direction léniniste du P.C.U.S. avec Staline à sa tête (Les progrès, p. 75).

Des réalisations aussi gigantesques n'ont été rendues possibles que par une accumulation interne sans précédent et, dans une certaine mesure, aux dépens de la consommation immédiate. 1928 vit les fonds d'accumulation atteindre 3,6 milliards de roubles, représentant 14 % du revenu national. Ils grimperent à 17,7 milliards de roubles (44 % du revenu national !) en 1932.

Tout cela eut lieu non pas à cause de l'insensibilité du régime soviétique aux terribles difficultés endurées par la classe ouvrière, cela eut lieu pour assurer la survie de l'U.R.S.S. et du socialisme en U.R.S.S. Sans aucun doute, l'Union soviétique aurait pu facilement améliorer le niveau de vie du peuple soviétique bien plus que ce ne fut en fait le cas en mettant plus l'accent sur le développement de l'industrie légère, en produisant plus de biens de consommation, en construisant plus de maisons etc.

Mais cela aurait-il assuré sa survie dans la guerre qui était alors en train de se préparer? Personne ne doit oublier que les bêtes nazies ont saccagé, incendié et détruit 1 710 villes et plus de 70 000 villages et hameaux, laissant sans toit près de 25 millions de citoyens soviétiques (Les progrès, p. 31). Seule l'industrialisation effrénée des années 1928-1940, avec son accent sur l'industrie lourde, métallurgique et de construction de machines ainsi que le développement d'une industrie d'armements moderne, aurait pu sauver (et sauva) l'U.R.S.S. face à l'assaut nazi. Seule une telle industrialisation, jointe à la collectivisation, a pu propulser le peuple soviétique dans le monde moderne de la machine, en extrayant des millions de paysans illettrés de leur environnement médiéval.

Mais il ne faudrait certainement pas en conclure que les conditions de vie de la classe ouvrière et de la paysannerie étaient restées aussi misérables que sous le régime tsariste. Loin de là. L'industrialisation et la collectivisation ont posé les fondements de la prospérité de la classe ouvrière et de la paysannerie soviétiques. En 1934, tandis que régnaient une profonde dépression et un chômage massif dans le monde capitaliste, l'U.R.S.S. avait aboli le chômage.

En 1934 déjà, le visage des villes et des campagnes avait changé à en devenir méconnaissable en conséquence des succès de l'industrialisation et de la collectivisation. Dans son rapport au 17^e congrès du parti, tenu en janvier 1934, voici en quels termes Staline décrit les changements apportés par l'industrialisation et la collectivisation:

Il est évident que cette victoire historique remportée sur les exploiters ne pouvait manquer d'apporter une amélioration radicale à la situation matérielle et à toute la vie des travailleurs.

La suppression des classes parasites a fait disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme. Le travail de l'ouvrier et du paysan est affranchi de l'exploitation. Les revenus que les exploiters tiraient du travail du peuple restent aujourd'hui dans les mains des travailleurs et sont utilisés, en partie, pour élargir la production et y intégrer de nouveaux contingents de travailleurs et, en partie, pour augmenter directement les revenus des ouvriers et des paysans.

Le chômage, ce fléau de la classe ouvrière, a disparu. Alors que dans les pays bourgeois des millions de chômeurs sont réduits à la misère et aux souffrances par manque de travail, chez nous il n'y a plus d'ouvriers sans travail et sans salaire.

Avec la disparition du joug des koulaks, la misère a disparu à la campagne. Chaque paysan, kolkhozien ou individuel, peut vivre aujourd'hui dans des conditions humaines, pourvu qu'il veuille travailler honnêtement, au lieu de fainéanter, de vagabonder ou de piller le bien du kolkhoz.

La suppression de l'exploitation, la suppression du chômage dans les villes, la suppression de la misère à la campagne, autant de réalisations historiques pour la situation matérielle des travailleurs dont ne peuvent pas même rêver les ouvriers et les paysans des pays bourgeois,

même les plus «démocratiques».

La physionomie de nos grandes villes et de nos centres industriels a changé. L'indice obligatoire d'une grande ville. dans les pays bourgeois, ce sont les taudis, ce qu'on appelle les quartiers ouvriers des faubourgs, qui ne sont qu'un amas de locaux obscurs, humides, à moitié démolis, la plupart du temps des sous-sols où s'entasse d'ordinaire le pauvre monde, grouillant dans la crasse et maudissant son sort. Ces taudis, la Révolution d'Octobre les a fait disparaître chez nous. Ils ont été remplacés par des quartiers ouvriers nouvellement construits, bien aménagés et bien éclairés; il arrive souvent que les quartiers ouvriers ont chez nous une plus belle apparence que le centre de la ville. La physionomie de nos régions rurales a changé plus encore. Le vieux village avec son église bien en évidence, avec, au premier plan, les plus belles maisons appartenant à l'ouriadnik, au pope, au koulak, et ses isbas paysannes à moitié écroulées à l'arrière-plan, ce village-là commence à disparaître. À sa place apparaît le nouveau village avec ses bâtiments d'exploitation et ses bâtiments publics, ses clubs, sa T.S.F., son cinéma, ses écoles, ses bibliothèques et ses crèches, ses tracteurs, ses moissonneuses-batteuses, ses batteuses, ses automobiles. Elles ont disparu, les vieilles notabilités comme le koulak exploiteur, l'usurier-buveur de sang, le marchand-spéculateur et le petit pèreouriadnik. Aujourd'hui, les personnages importants, ce sont les dirigeants des kolkhoz et des sovkhoz, des écoles et des clubs, les conducteurs-chefs de tracteurs et de moissonneuses-batteuses, les chefs d'équipe pour les travaux des champs et pour l'élevage, les meilleurs ouvriers et ouvrières de choc sur les champs kolkhoziens. (Staline 26-1- 1934, pp. 735-737.)

À la fin 1932, la force de travail industrielle avait doublé par rapport à 1928 pour atteindre plus de 6 millions de personnes. (Kuromiya 1988, p. 290.)

Sur la même période de quatre ans, dans l'ensemble des secteurs, 12,5 millions de personnes avaient trouvé un nouveau travail dans les villes; 8,5 millions d'entre elles étaient d'anciens paysans (Kuromiya 1988, p. 306).

L'essence du livre de Kuromiya peut être résumée dans la phrase suivante: Staline a réussi à mobiliser les travailleurs industriels et autres en présentant la question comme celle d'une guerre de la classe des opprimés contre les saboteurs qui étaient apparus dans leurs propres rangs. Commentant ce fait, Ludo Martens, président du Parti du Travail de Belgique, a fait, dans son livre *Un autre regard sur Staline*, la judicieuse observation suivante:

Cette idée est juste. Pourtant, avec force ouvrages littéraires et historiques, on nous pousse à l'identification avec ceux qui furent réprimés lors des guerres de classe qui s'appellent industrialisation et collectivisation. On nous apprend que la répression est «toujours inhumaine» et qu'il n'est pas permis à une nation civilisée de faire du mal à un groupe social, fût-il exploiteur ou taxé comme tel.

Que peut-on objecter à cet argument prétendument humaniste?

Mais comment a été réalisée l'industrialisation du «monde civilisé»? Comment nos banquiers et capitaines d'industrie londoniens et parisiens ont-ils créé leur base industrielle? Leur industrialisation aurait-elle été possible sans le pillage de l'or et de l'argent des rois indiens? Pillage qui s'accompagna de l'extermination de soixante millions d'Indiens aux Amériques. Aurait-elle été possible sans cette saignée

monstre, pratiquée sur l'Afrique, qui s'appelle la traite des Noirs? Des experts de l'Unesco estiment les pertes africaines à 210 millions de personnes, tuées lors des razzias, mortes en route, vendues en esclavage. Notre industrialisation aurait-elle été possible sans la colonisation qui a rendu des peuples entiers prisonniers sur leur propre terre natale?

Et ceux qui ont industrialisé ce petit coin du monde appelé Europe à coups de dizaines de millions de morts «indigènes», nous disent que la répression bolchevique contre les classes possédantes fut une abomination! Ceux qui ont industrialisé leur pays en chassant les paysans de leur terre à coups de fusils, qui ont massacré femmes et enfants à coups de journées de travail de quatorze heures, qui ont imposé aux ouvriers un travail de forçat à coups de chômage et de famine, fulminent à longueur de livres contre l'industrialisation «forcée» en Union soviétique!

Si l'industrialisation soviétique a bien dû être réalisée à travers la répression contre les cinq pour cent de riches et de réactionnaires; l'industrialisation capitaliste est née de la terreur exercée par cinq pour cent de nantis contre l'ensemble des masses travailleuses de leur propre pays et des pays dominés. (Martens 1994, pp. 53-54.)

Tandis que l'U.R.S.S. se transformait et avançait avec des bottes de sept lieues grâce à l'activité créatrice et à l'enthousiasme sans bornes de son peuple qui se rassemblait autour du P.C.U.S. et répondait d'une seule voix à ses mots d'ordre, le fameux «bureau d'information de la presse capitaliste sur les affaires du P.C.(b)U.S.» (Staline 27-6-1930, p. 353), à savoir le trotskisme, était occupé à récriminer sur la prétendue dégénérescence et bureaucratisation du parti. En fait, l'entreprise hardie et époustouflante qu'était l'industrialisation et la collectivisation rapides de l'U.R.S.S. n'aurait pu être réalisée si le parti n'avait pas été profondément enraciné dans les masses et sans la participation active et enthousiaste de celles-ci. Même un intellectuel bourgeois comme Kuromiya éprouve peu de difficultés à admettre ce que les intellectuels petits-bourgeois trotskistes trouvent si difficile d'accepter. Selon Kuromiya, le nombre de membres du parti est passé de 1,3 million de membres en 1928 à 1,6 million en 1930. Durant la même période, le pourcentage de travailleurs industriels a grimpé de 57% à 65% - 80% des nouvelles recrues étant des ouvriers des brigades de choc. Il s'agissait pour la plupart de personnes relativement jeunes qui avaient une éducation technique, d'activistes du Komsomol qui s'étaient distingués comme travailleurs modèles, qui aidaient à rationaliser la production et obtenaient de hauts chiffres de productivité.

Entre 1930 et 1933, le revenu national soviétique de 35 milliards à 50 milliards de roubles. Pendant la même période, la population soviétique augmenta de 160 millions à 168 millions, la force de travail industriel d'à peu près 8 millions (passant de 14,5 millions à 21,8 millions). Le salaire global des ouvriers et autres employés passa de 13,5 millions à 34,2 millions de roubles. Les salaires annuels moyens passèrent de 991 roubles à 1 591. Le fond d'assurance social pour ouvriers et employés s'accrut de 1,81 millions de roubles à 4,61 millions de roubles.

La même période vit l'introduction de la journée de sept heures dans toutes les industries de surface; l'introduction de l'instruction élémentaire obligatoire dans toute l'U.R.S.S. - causant ainsi une croissance de l'alphabétisation dans la population de

67 % en 1930 à 90% à la fin 1933. Le nombre d'élèves assistant à l'école, pour tous les degrés, s'éleva de 14 millions en 1929 à 26,4 millions en 1933. Le nombre d'enfants recevant une éducation préscolaire passa de 838 000 à 5 917 000. Le nombre d'instituts d'enseignement supérieur passa de 91 en 1914 à 600 en 1933. (D'après Staline 26-1-1934, pp. 737-739.)

Nous défions n'importe quel pays bourgeois de reproduire les développements impétueux de l'U.R.S.S. à cette époque.

Tournons-nous maintenant vers l'agriculture.

Chapitre 6

La collectivisation: la construction du socialisme à la campagne Le rôle de la direction

«La propriété socialisée» ne construit pas automatiquement une industrie socialiste, comme nous espérons l'avoir démontré. «La propriété socialisée» est tout aussi incapable de réorganiser l'agriculture sur une base socialiste. Et de nouveau, comme dans le cas de la politique d'industrialisation socialiste, les politiques erronées sur la question de la collectivisation devaient être combattues et défaites. La politique bolchevique correcte, léniniste, devait lutter pour sa victoire sur les politiques antibolcheviques. Quelles étaient donc ces politiques erronées?

La politique du groupe Boukharine- Rykov sur la collectivisation

La première de ces politiques erronées fut poursuivie par Boukharine, Rykov et Tomski. Cette politique était en faveur de l'abandon de l'assaut socialiste contre les koulaks à la campagne, du ralentissement du taux de croissance industrielle et d'une confiance aux fermes individuelles plutôt que collectives. Cette politique aurait créé des problèmes insurmontables sur le front de l'approvisionnement en grains et les éléments capitalistes à la campagne - les koulaks - auraient été en mesure de donner des ordres au gouvernement soviétique. Boukharine avait en fait donné aux koulaks le slogan «Enrichissez-vous ». Le Comité central du parti condamna immédiatement ce slogan (en dépit des objections de Trotski) et Boukharine fut forcé d'écrire un article désavouant ce slogan.

La politique de Trotski et Zinoviev sur la collectivisation

La seconde de ces politiques erronées était celle prônée par Trotski et Zinoviev.

Cette politique était aventuriste, car elle défendait un assaut contre les koulaks prématurément, en 1925, avant que le prolétariat n'ait forgé une alliance avec la paysannerie moyenne et avant que les riches fermiers n'aient été remplacés par les sovkhoz soviétiques et les kolkhoz dans le domaine de la production de grains.

Les éléments capitalistes à la campagne -les koulaks - ne pouvaient être éliminés que par une lutte de classes sans merci. Pour cette lutte de classes, le prolétariat avait besoin d'une alliance ferme avec la paysannerie moyenne. Cette alliance ne pouvait être renforcée qu'en poussant le paysan moyen vers la collectivisation. Ceci, à son tour, ne pouvait être accompli que lorsque l'industrie serait suffisamment développée que pour donner un support réel et actif à la paysannerie en lui fournissant des tracteurs, d'autres machines agricoles, des engrais et lorsque l'État serait capable d'offrir des crédits. Finalement, la paysannerie moyenne devait être persuadée sur base de sa propre expérience et non pas par la coercition ou par la

force, de se tourner de l'agriculture individuelle vers l'agriculture collective. Et, comme nous le verrons plus tard, un rôle d'importance inestimable fut joué par les sovkhoz et par les stations de tracteurs et de machines dans l'ensemble du pays. La ferme d'État Chevchenko établit la première station de machines et de tracteurs et aida la paysannerie des environs par le prêt de machines. Le succès de telles mesures, le développement de l'industrie à un degré suffisant pour soutenir la paysannerie et la capacité de l'État à fournir des crédits, ont tous été responsables de faire se tourner la paysannerie moyenne vers l'agriculture collective et renforcer ainsi l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie moyenne. Cette alliance renforcée causerait en retour un changement aigu dans la politique soviétique à l'égard des koulaks -de la politique de limiter simplement l'influence des koulaks, le parti passerait à une politique d'élimination des koulaks en tant que classe. Ceci, et ceci seulement, explique pourquoi il n'était pas possible d'attaquer les koulaks en 1925 et pourquoi cela devint possible en 1930. L'élimination de la classe des koulaks n'aurait pas été possible par de simples «décrets» comme le proposaient Trotski et Zinoviev en 1925. Elle pouvait seulement être réalisée par une lutte de classes sans merci à la campagne - une lutte de classes pour laquelle le prolétariat avait besoin d'une alliance ferme avec la paysannerie pauvre et moyenne - et pour laquelle le prolétariat n'était pas du tout préparé en 1925. Mais en 1930, toutes les conditions nécessaires étaient réunies pour cette lutte de classes sans merci contre les koulaks.

Pour ces raisons, on peut voir que la politique prônée par Trotski et Zinoviev était encore plus dangereuse que celle prônée par le groupe Boukharine-Rykov. Si elle avait été suivie en 1925, elle aurait isolé le gouvernement soviétique et la classe ouvrière de la paysannerie moyenne qui serait passée sous l'influence de la paysannerie riche. Cette politique aurait amené le gouvernement soviétique en «collision hostile», pour utiliser l'expression favorite de Trotski, avec le gros de la paysannerie et aurait ainsi rapproché la réalisation des prophéties pessimistes et désespérées de Trotski.

Les deux politiques mentionnées ci-dessus étaient erronées à l'extrême. Elles avaient une chose en commun: si on les avait suivies, elles auraient conduit à la domination des éléments capitalistes sur les éléments socialistes et, à la fin, au renversement de la dictature du prolétariat. Dès lors, leur essence était la même, même si leur forme était différente. Formellement, la politique de Boukharine, Rykov et Tomski était opportuniste de droite tandis que celle de Trotski et Zinoviev était aventuriste de gauche. L'aventurisme de gauche, masqué derrière des phrases ultra-révolutionnaires, est plus difficile à détecter et à combattre. Mais il n'y a pas le moindre doute que ces deux types d'opportunisme au sein de la classe ouvrière constitue un soutien réel et puissant pour la bourgeoisie.

La critique de Staline de ces politiques erronées

Critiquant à la fois les trotskistes et les boukhariniens sur leurs politiques erronées quant à la question du combat contre les koulaks et concentrant ses attaques sur les trotskistes, le camarade Staline a dit:

Les deux déviations (celle qui minimise le danger des koulaks et celle qui cherche à les détruire immédiatement) sont dangereuses, toutes les deux sont mauvaises, on

ne peut pas dire laquelle est plus dangereuse, mais on peut, on doit dire quelle déviation le Parti est le mieux préparé à combattre. Si l'on demande aux communistes à quoi le Parti est le mieux préparé: à déshabiller le koulak, ou à ne pas le faire mais à contracter une alliance avec le paysan moyen, je pense que 99 communistes sur 100 répondront que le Parti est le mieux préparé au mot d'ordre: sus au koulak. Pour peu qu'on le permette, on aura vite fait de déshabiller le koulak. Quant à ne pas le déposséder, mais à faire une politique plus compliquée, celle qui consiste à isoler le koulak en contractant une alliance avec le paysan moyen, ces choses-là ne sont pas si facile à assimiler. C'est pourquoi je pense que, dans sa lutte contre ces deux déviations, le Parti doit néanmoins concentrer le feu principalement sur la seconde (celle qui cherche à détruire les koulaks immédiatement). (Staline 18-12-1925, pp 70-71.)

À ce propos, on peut aussi voir que les malheurs de Trotski résultent de la théorie de la «révolution permanente», dont l'essence est une méfiance à l'égard de la paysannerie, un manque de confiance dans le fait que, sous les conditions de la dictature du prolétariat - sous la direction de la classe ouvrière -les grandes masses de la paysannerie peuvent être attirées vers le travail de la construction socialiste et un manque de compréhension du rôle des différentes sections de la paysannerie aux différents stades de la révolution et après la révolution socialiste.

Tout cela - la nécessité d'une politique et d'une direction correctes en plus de la «propriété socialisée» - est clair pour tout le monde, sauf pour les trotskistes et l'intelligentsia bourgeoise. C'est pourquoi il était nécessaire de préfacer le sujet de la collectivisation en répétant ces vérités élémentaires; il n'était pas seulement nécessaire de réfuter Trotski, mais aussi de réfuter tous les mensonges et déformations que les trotskistes d'aujourd'hui déversent sur les travailleurs - en particulier la jeunesse, qui a tendance à être séduite par la phraséologie petite-bourgeoise; car ils se présentent comme des «marxistes» (« Pauvre Marx! », a dit un jour Lénine) qui nient le rôle d'une politique correcte, d'une direction et d'une théorie correctes. Mais revenons à la collectivisation.

1927: l'agriculture à la traîne de l'industrie

En 1927, il Y avait eu une croissance rapide de l'industrie socialiste. Mais le tableau était assez différent dans l'agriculture. Bien que la production agricole globale ait atteint le niveau d'avant-guerre, la production de grains n'était qu'à 91 % du niveau d'avant-guerre.

Pour rendre encore pire la situation, la partie de la production de grains vendue sur le marché - la quantité de grains vendue pour approvisionner les villes - atteignait à peine 37% du chiffre d'avant-guerre. La démarche de diviser les grandes fermes en petites fermes et ces petites fermes en plus petites encore avait été trop loin.

Si on avait laissé persister cette situation dans l'agriculture, la population urbaine et l'armée auraient été confrontées à une famine chronique. La seule porte de sortie hors de cette situation consistait à passer à l'agriculture à grande échelle, ce qui per-

mettrait l'usage des tracteurs et d'autres machines agricoles modernes et accroîtrait ainsi la production de nourriture et, en particulier, la partie de celle-ci qui serait vendue sur le marché. L'État soviétique était placé devant une alternative: soit adopter l'agriculture capitaliste à grande échelle, ce qui aurait ruiné les masses de la paysannerie, détruit l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie et énormément renforcé les koulaks, éliminant ainsi à jamais la possibilité de construire le socialisme à la campagne; soit adopter l'alternative socialiste d'amalgamer les petites propriétés paysannes en fermes socialistes à grande échelle, ce qui non seulement permettrait l'usage de tracteurs et de machines pour accroître la production agricole, mais renforcerait aussi l'alliance entre classe ouvrière et paysannerie et donnerait un coup décisif aux koulaks et à leurs rêves de restauration du capitalisme.

Vu ce qui vient d'être dit, l'État soviétique et le parti bolchevik pouvaient seulement choisir, et ils choisirent, la seconde alternative: le développement de l'agriculture au moyen de grandes fermes collectives. En faisant ce choix, le parti bolchevik était guidé par les principes suivants de Lénine concernant la nécessité de passer de la petite agriculture paysanne à la grande agriculture collective:

On ne saurait se tirer de la misère avec la petite exploitation. (Lénine 18-11-1919, p. 146.)

Pour que l'agriculture paysanne se développe, nous devons fermement assurer sa transition à l'étape suivante qui est nécessairement celle où les petites fermes isolées, les moins profitables et les plus arriérées vont graduellement s'amalgamer pour former des kolkhoz à grande échelle. (*Selected Works*, vol. 9, p. 151.)

Si nous nous confinions comme autrefois dans de petites exploitations, (...), nous n'en serions pas moins menacés de périr infailliblement. (Lénine 22-5-1917, p. 519.)

Ce n'est que dans le cas où nous réussirions à montrer dans la pratique aux paysans les avantages de la culture en commun, collective, par associations et par artels (...) que la classe ouvrière, qui détient le pouvoir d'État, prouvera réellement au paysan qu'elle a raison et attirera réellement à ses côtés, de façon durable et effective, les millions et millions de paysans. (Lénine 4-12-1919, pp. 197-198.)

Le 15^e congrès du Parti: la collectivisation

Le 15^e congrès du parti s'est ouvert le 2 décembre 1927. Dans son rapport au nom du Comité central, le camarade Staline, en se référant à l'expansion rapide de l'industrie socialiste, fixa au parti la tâche suivante:

Étendre et consolider nos postes de commandement socialistes dans tous les domaines de l'économie nationale, à la ville comme à la campagne, en nous orientant vers la liquidation des éléments capitalistes dans l'économie nationale. (Staline 3-12-1927, p. 30.)

Notant le caractère arriéré de l'agriculture, du fait des petites fermes individuelles qui

empêchaient l'usage de machines, ce qui mettait en danger l'État soviétique, le camarade Staline demanda:

Où est donc l'issue?

Et il répondit :

L'issue, c'est de passer des petites exploitations paysannes dispersées aux grandes exploitations unifiées, basées sur le travail de la terre en commun; c'est de passer à la culture collective de la terre, basée sur une technique nouvelle, supérieure.

L'issue, c'est de grouper les petites et les minuscules exploitations paysannes, progressivement, mais d'une façon constante, - non pas en exerçant une pression, mais par l'enseignement des faits et la persuasion, - en de grandes exploitations basées sur le travail de la terre en commun, par associations, par collectivités, en employant des machines agricoles et des tracteurs, en appliquant les procédés scientifiques d'intensification de l'agriculture. Il n'est point d'autres issues. (Staline 3-12-1927, p. 35.)

Le 15^e congrès adopta une résolution appelant au développement le plus complet de la collectivisation de l'agriculture. Le congrès donna aussi des directives «pour développer l'offensive contre les koulaks et pour adopter un certain nombre de mesures qui restreindrait le développement du capitalisme à la campagne et guiderait l'agriculture paysanne vers le socialisme.» (Résolution du P.C.(b)U.S.).

Finalement, se rendant compte que la planification économique avait fermement pris racine et avec pour but l'élimination systématique de tous les éléments capitalistes et la construction du socialisme, le congrès donna instruction aux agences appropriées de mettre au point le premier plan quinquennal pour le développement de l'économie soviétique.

Opposition du groupe Boukharine-Rykov à la collectivisation

Lorsque, après le 15^e congrès du parti, la collectivisation commença et que le parti démarra l'offensive contre les koulaks, un groupe d'opportunistes de droite menés par Boukharine et Rykov apparut. Le groupe Boukharine-Rykov était opposé à la politique de collectivisation du parti; il demandait la suspension des mesures d'urgence que le parti avait adoptées contre les koulaks et décrivait le déclin de l'agriculture koulak comme le déclin de l'agriculture en général. Le groupe Boukharine-Rykov déclara que rien de bon ne pouvait sortir de la collectivisation, que l'enrichissement des koulaks ne représentait pas un danger pour le socialisme, que les koulaks allaient d'eux-mêmes «s'intégrer» dans le socialisme. Afin de fournir une justification théorique à ces arguments, ils élaborèrent la théorie de «l'affaiblissement de la lutte des classes», selon laquelle, avec chaque progrès du socialisme, la lutte des classes allait s'affaiblir; que les koulaks allaient pacifiquement «s'intégrer au socialisme» et qu'en conséquence, il n'y avait pas besoin de mener une lutte déterminée contre eux; que la lutte des classes allait disparaître avant même que l'ennemi de classe n'ait été détruit. Avec cette théorie absurde et traître, le groupe Boukharine-Rykov faisait une tentative décidée pour jeter par-dessus bord et

remplacer la fameuse et correcte thèse du léninisme qu'avec chaque progrès du socialisme la lutte des classes allait s'accroître - que l'ennemi de classe allait multiplier par centaines ses tentatives, recourant à tous les moyens à sa disposition pour renverser le socialisme et regagner son «paradis perdu », le capitalisme.

La similitude de l'essence des théories trotskistes et boukhariniennes

S'informant à partir des comptes rendus de la presse, les koulaks comprirent qu'ils n'étaient pas seuls dans leur opposition à la construction du socialisme en U.R.S.S. et qu'ils avaient aussi leurs supporters au sein du parti bolchevik. D'un côté, il y avait le groupe dirigé par Trotski et Zinoviev qui prétendait que le socialisme ne pouvait pas être construit dans un pays arriéré et isolé comme la Russie. Il s'était opposé de toutes ses forces à la politique du parti pendant et après le 14^e congrès. De l'autre, il y avait le groupe Boukharine-Rykov. Ce groupe s'opposa au parti sur la question de la collectivisation et soutenait qu'une offensive contre les koulaks n'était pas nécessaire et que ceux-ci s'intégreraient au socialisme. On peut donc voir, que, en dépit des différences de forme, il n'y avait pas de différences de fond entre les capitulards trotskistes et zinoviévistes qui prétendaient que le socialisme ne pouvait pas être construit dans la Russie arriérée et le groupe d'opportunistes de droite Boukharine-Rykov. La seule différence était que les capitulards trotskistes et zinoviévistes furent capables, pendant un certain temps, de cacher leur caractère capitulard sous couvert de vociférations «de gauche» et «révolutionnaires» sur la «révolution permanente », tandis que le groupe d'opportunistes de droite Boukharine-Rykov ne pouvait masquer sa nature capitularde lorsqu'il défendait ouvertement et sans masque les forces capitalistes en U.R.S.S., en particulier les koulaks.

Les prémisses étaient ainsi réunies pour la rencontre de ces deux tendances opportunistes et réactionnaires et leur transformation en un seul front uni contre le parti. La théorie de la «révolution permanente» et celle de «l'affaiblissement de la lutte des classes» menaient inexorablement les deux tendances opportunistes à un point de rencontre commun. L'inévitable se produisit: les deux tendances opportunistes se rencontrèrent, unies par leur opposition à la politique révolutionnaire du parti bolchevik, et formèrent une opposition solide et compacte au parti. À partir de ce moment, les capitulards trotskistes et zinoviévistes et le groupe d'opportunistes de droite autour de Boukharine agirent de concert. Mais nous décrivons cela plus en détails lorsque nous traiterons des procès de Moscou.

La résistance des koulaks et les mesures prises par le parti pour contrer cette résistance

Les koulaks se rendirent très vite compte de l'énorme soutien potentiel qui pouvait être accordé à leur opposition. Ils savaient qu'ils n'étaient pas seuls, qu'ils avaient des défenseurs tels que Boukharine, Rykov, Trotski, Zinoviev et d'autres. Cette connaissance ne pouvait que renforcer la résistance des koulaks à la politique du parti et du gouvernement soviétique. Les koulaks refusèrent en masse de vendre leurs surplus de grains à l'État soviétique. Ils eurent recours au meurtre et au terrorisme contre les ouvriers du parti, les fonctionnaires du gouvernement et contre les paysans des kolkhoz, et ils incendièrent des kolkhoz ainsi que des greniers à

grains.

Le parti aboutit à la conclusion que les koulaks devaient être défaits dans une bataille ouverte; que, à moins que la résistance des koulaks ne soit brisée, la classe ouvrière et l'Armée Rouge souffriraient de famines chroniques, le mouvement de collectivisation s'arrêterait et les koulaks seraient en mesure de poser leurs exigences à l'État soviétique et finalement de le renverser.

Le parti lança donc une offensive déterminée contre les koulaks et, en accord avec les décisions du I^{er} congrès, mit en application le slogan: «*S'appuyer fermement sur la paysannerie pauvre, renforcer l'alliance avec la paysannerie moyenne et mener une lutte résolue contre les koulaks*». Les koulaks refusèrent de vendre les surplus de grains. Le parti et le gouvernement répondirent en appliquant l'article 107 du code criminel qui autorisait la justice à confisquer les surplus de grains des koulaks en cas de refus de leur part de vendre ces surplus à l'État à des prix fixés. On offrit à la paysannerie pauvre un certain nombre de privilèges et 25% du grain confisqué fut mis à leur disposition. Les différentes autres mesures d'urgence prises par le parti eurent pour effet que la paysannerie pauvre et moyenne se joignit à la lutte résolue contre les koulaks, isola les koulaks et fit avancer le mouvement des kolkhoz tout en éliminant le problème des pénuries de grains. Le résultat fut qu'à la fin de 1928, l'État soviétique avait à sa disposition des stocks de grains suffisants.

Défaite des boukhariniens dans l'organisation du parti de Moscou

Comme l'offensive du socialisme contre les koulaks s'intensifiait, le groupe Boukharine-Rykov intensifia aussi ses activités antiparti. Ce groupe fut capable de gagner le soutien de personnes occupant de hautes fonctions dans les organisations du parti à Moscou, comme Ouglanov, Kotov, Oukhanov, Rioutine, Yagoda, Polonski et d'autres. Aux réunions de l'organisation de Moscou du parti et dans la presse, on défendait le point de vue que la lourde taxation des koulaks était une erreur, que des concessions devaient leur être faites et que le développement de l'industrie lourde était prématuré. Ouglanov s'opposait à la construction du complexe hydroélectrique du Dniepr et demandait à ce que l'argent soit plutôt dépensé à la construction de l'industrie légère et à ce qu'on ne fasse pas de travaux lourds à Moscou. Ouglanov et les autres furent dénoncés par l'organisation de Moscou du parti qui apporta son soutien au Comité central du parti. La nécessité d'une lutte déterminée contre les déviations opportunistes dans le parti, en particulier cette fois-ci les déviations de droite, fut soulignée par le camarade Staline à une session plénière du Comité de Moscou du P.C.(b)U.S. tenue en 1928:

Il est certain que la victoire de la déviation de droite dans notre parti donnerait libre cours aux forces du capitalisme, minerait les positions révolutionnaires du prolétariat et augmenterait les chances de restauration du capitalisme dans notre pays. (Staline 19- 10-1928, p. 321.)

En dépit de l'opposition des koulaks et de celle des trotskistes et des boukhariniens, le mouvement des kolkhoz continua à se développer. Surmontant toutes les difficultés - externes et internes - les unes après les autres, le parti et le gouvernement soviétique poursuivirent, avec succès, le travail de construction du socialisme

en U.R.S.S. par la construction d'une industrie lourde, le développement des sovkhos et des kolkhos, et en posant les bases de l'adoption et de l'exécution du premier plan quinquennal.

La 16^e Conférence du Parti

Le parti tint sa 16^e Conférence en avril 1929 et adopta le premier plan quinquennal pour la construction du socialisme.

La tâche essentielle du plan quinquennal, dit Staline, était de créer dans notre pays une industrie capable de rééquiper et de réorganiser, sur la base du socialisme, non seulement l'industrie dans son ensemble, mais aussi le transport, mais aussi l'agriculture. (Staline, 7-1-1933, p. 601.)

La Conférence adopta aussi un appel à tous les travailleurs, les exhortant au développement de l'émulation socialiste.

Croissance rapide des kolkhos

Sans être intimidées par l'énormité de ce plan, les masses du peuple soviétique répondirent à cet appel par une nouvelle vague d'enthousiasme au travail et se mirent rapidement à la tâche pour réaliser le premier plan quinquennal. Cette fois-ci, les paysans n'étaient pas à la traîne. Les paysans se montrèrent de plus en plus en faveur de l'agriculture collective après avoir vu les fermes d'État et les stations de tracteurs et de machines. Les paysans visitaient les sovkhos et les stations de tracteurs et de machines, regardaient fonctionner les tracteurs et autres machines agricoles, admiraient leur performance et se décidaient à joindre les fermes collectives. Ce fut de cette manière que se développa le mouvement des kolkhos. Les paysans furent persuadés de joindre les kolkhos par la supériorité des sovkhos et des machines agricoles et non pas par l'usage de la force, comme l'affirment les agents, salariés ou non, de la bourgeoisie - les trotskistes, les professeurs bourgeois «érudits» et les intellectuels petits-bourgeois.

Mais cela ne veut pas dire que l'État prolétarien n'utilisa pas la force contre les koulaks et leurs agents, les saboteurs qui avaient recours au meurtre et au terrorisme pour s'opposer à la construction du socialisme et souhaitaient restaurer le capitalisme. La dictature du prolétariat exerça sa dictature contre les koulaks, contre la minorité des exploités, pour les intérêts plus larges de la majorité du peuple soviétique les ouvriers et les paysans - afin de s'assurer que les capitalistes vaincus ne reviendraient pas au pouvoir. L'État prolétarien exerça sa dictature, car c'est là le but spécifique de son existence. S'il ne remplissait pas une de ses fonctions principales, ne serions-nous pas en droit de le lui reprocher? Pour rendre plus claire la position marxiste sur la dictature du prolétariat et réfuter les mensonges et les calomnies des trotskistes et autres réactionnaires contre la dictature du prolétariat en U.R.S.S. et contre le camarade Staline, nous citerons Marx et Engels afin de montrer ce qu'ils ont dit sur la dictature dans le contexte de la Commune de Paris .

. . . lorsque les travailleurs substituent leur dictature révolutionnaire à la dictature de la bourgeoisie . . . afin de briser la résistance de la bourgeoisie...les travailleurs investis-

sent l'État d'une forme révolutionnaire et transitoire ...

(...) et le parti victorieux [dans une révolution], s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir son pouvoir par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servie de cette autorité du peuple armé face aux bourgeois? Ne peut-on, au contraire, lui reprocher de ne pas s'en être servie assez largement? (Engels 10-1872, p. 682, cité dans Lénine 30-11-1917, p. 473.)

L'État n'étant qu'une institution temporaire, dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre: tant que le prolétariat a encore *besoin* de l'État, ce n'est point pour la liberté mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. (Engels 18-3-1875, p. 37.)

Voici l'état de la question pour ce qui concerne la position du marxisme vis-à-vis de la dictature du prolétariat, et les trotskistes montrent à quel point ils sont éloignés du marxisme lorsqu'ils déversent leurs invectives contre la dictature du prolétariat en U.R.S.S. en l'accusant d'avoir supprimé la bourgeoisie par la force, d'avoir brisé sa résistance, d'avoir inspiré la terreur aux réactionnaires, d'avoir contenu par la force ses adversaires etc. Les trotskistes prouvent ainsi qu'ils sont aussi éloignés du marxisme que la terre l'est du ciel, que les libéraux le sont des révolutionnaires prolétariens.

Le taux de croissance du mouvement des kolkhoz était rapide et sans précédent; il surpassa même celui de l'industrie socialiste. Se référant au taux de croissance des kolkhoz, le camarade Staline a dit dans son article *L'année du grand tournant (1929)*: «Il faut reconnaître que des rythmes de développement aussi impétueux *sont inconnus*, même de notre grande industrie socialisée, dont les rythmes de développement se distinguent en général, par une grande envergure. » (Staline 3-11-1929, p. 447.)

La politique d'élimination des koulaks en tant que classe et les raisons de l'adoption de cette politique

Sur base du développement rapide de l'industrie, le mouvement des kolkhoz et l'alliance renforcée entre la classe ouvrière et les masses de base de la paysannerie (paysannerie pauvre et moyenne), le pouvoir soviétique était, vers 1930, capable de passer d'une politique de simple restriction des koulaks (c'est-à-dire la politique adoptée sous la Nouvelle Politique Économique afin de faire revivre l'agriculture et restaurer la connexion entre industrie et agriculture) à la politique d'élimination des koulaks en tant que classe. La politique de restriction des koulaks était essentielle aussi longtemps que les sovkhoz et les kolkhoz étaient faibles et incapables de remplacer les koulaks dans le domaine de la production agricole. Mais, à la fin de 1929, la croissance sans précédent des sovkhoz et des kolkhoz donna au pouvoir soviétique la possibilité de passer à la politique d'élimination des koulaks. Par cette politique, les koulaks devaient être expropriés, de même que les capitalistes avaient été expropriés dans le domaine de l'industrie en 1918, la seule différence étant que dans le cas présent les moyens de production des koulaks ne passaient pas à l'État,

mais dans les mains des paysans unis dans les kolkhoz.

La position de Trotski sur la dékoulakisation en 1930

Nous savons déjà qu'en 1925 Trotski et Zinoviev avaient demandé qu'on attaque les koulaks en tant que classe, et nous connaissons aussi les raisons pour lesquelles le parti avait rejeté cette demande à ce moment-là. Mais en janvier 1930, ayant réuni toutes les conditions prérequisées pour une telle offensive, le parti lança une offensive contre les koulaks en tant que classe. Le parti passa de la politique de simple restriction des koulaks à la politique de leur élimination en tant que classe. Lorsque cela se produisit, Trotski, qui n'avait jusque-là pas cessé de se plaindre de ce que le parti laissait les paysans riches s'en tirer sans mal, exigea alors que le parti «fasse correspondre le développement des kolkhoz à la réalité objective», «abandonne la politique de «dékoulakisation» (c'est-à-dire l'expropriation des paysans riches)», et «garde sous contrôle les tendances exploiteuses des koulaks pour un grand nombre d'années ».

Le principe de base vis-à-vis des koulaks doit être un «système contractuel» de fer (c'est-à-dire un système par lequel les koulaks devaient fournir à l'État une certaine quantité de leurs produits à prix fixé). (Trotski, *Lettre ouverte aux membres du parti communiste d'Union soviétique*, 23 mars 1930.)

Nous laissons à chacun le soin de former son propre jugement quant aux politiques prônées par Trotski et Cie sur la question de la collectivisation et de l'élimination des koulaks.

Succès de la politique de collectivisation et élimination des koulaks

Résumant les résultats du mouvement de masse des paysans pour la collectivisation et donnant les raisons pour passer à la politique d'élimination des koulaks, le camarade Staline a écrit en 1929:

On voit s'écrouler et se réduire en poussière l'espoir ultime des capitalistes de tous les pays qui rêvent de restaurer en U.R.S.S. le capitalisme «le principe sacré de la propriété privée». Les paysans qu'ils considèrent comme un engrais destiné à préparer le terrain pour le capitalisme abandonnent en masse le drapeau tant vanté de la «propriété privée» et s'engagent dans la voie du collectivisme, la voie du socialisme. Il croule, l'espoir ultime de voir restaurer du capitalisme. (Staline 3-11-1929, p. 453.)

La réalisation de la politique d'élimination des koulaks a eu pour résultat une profonde révolution qui, d'un seul coup, tranchait trois problèmes fondamentaux de la construction du socialisme:

(a) Elle liquidait la classe d'exploiteurs la plus nombreuse dans notre pays, la classe des koulaks, rempart de la restauration du capitalisme.

(b) Elle faisait passer de la voie de l'économie individuelle, qui engendre le capitalisme, à la voie de l'économie collective, kolkhozienne, socialiste, la classe laborieuse la plus nombreuse de notre pays, la classe des paysans.

(c) Elle donnait au pouvoir des Soviets une base socialiste dans le domaine le plus vaste, le

plus indispensable à l'existence, mais aussi le plus arriéré de l'économie nationale, dans l'agriculture.

C'est ainsi que furent supprimées, à l'intérieur du pays, les dernières sources de restauration du capitalisme; et en même temps on créait les conditions nouvelles, les conditions décisives, qui étaient indispensables pour construire l'économie socialiste. (*Histoire du re*» *JUS* 1938, pp. 337-338.)

Les instructions du parti sur la méthode de la collectivisation, les violations de ces instructions et la rectification par le parti

La politique d'élimination des koulaks en tant que classe a été consacrée par la décision historique adoptée par le Comité Central du P.C.(b)U.S. en date du 5 janvier 1930 «Sur les rythmes de la collectivisation et les dispositions prises par l'État pour aider à la construction des kolkhoz».

La résolution comprenait une instruction très importante selon laquelle la forme principale du mouvement des kolkhoz au moment présent devait être l'artel agricole, dans lequel seuls les moyens de production principaux étaient collectivisés.

Le Comité Central donna des avertissements très sérieux aux organisations du parti «contre la tendance à décréter, sous quelle que forme que ce fut, le mouvement kolkhozien par en haut; car de là peut venir le danger qu'au lieu de réaliser une émulation véritablement socialiste dans l'organisation des kolkhoz, on ne joue à la collectivisation.» (*Le PC de l'U.R.S.S. dans ses résolutions*, cité dans *Histoire du PC(b)US* 1938, p. 339.)

Dans certaines régions, en particulier dans la région de Moscou, en Transcaucasie et en Asie Centrale, ces avertissements du Comité central furent ignorés. Poussées par les premiers succès de la collectivisation, les personnes qui détenaient l'autorité dans ces régions violèrent les instructions du parti sur le rythme et le timing de la collectivisation. Ces erreurs, commises par des organisations locales du parti, causèrent un sérieux mécontentement parmi la paysannerie. Les koulaks, tirant avantage de ces erreurs, commencèrent à entretenir ce mécontentement parmi la paysannerie.

Le Comité central s'efforça immédiatement de remédier à la situation. Le 2 mars 1930, le Comité central décida de publier l'article du camarade Staline *Le vertige du succès* (Staline 2-3-1930, pp. 492-500) dans lequel le camarade Staline avertissait les ouvriers du parti de ne pas se laisser entraîner par les succès de la collectivisation au point de forcer les paysans à rejoindre les kolkhoz. Il enjoignait les ouvriers du parti à prendre en compte la diversité des conditions dans les différentes régions de l'U.R.S.S. et à être guidés par le principe d'après lequel la formation de kolkhoz devait être volontaire et la forme principale du mouvement des kolkhoz être l'artel agricole, dans lequel seuls les principaux moyens de production étaient collectivisés, et pas le potager, les habitations, la volaille etc.

Le Comité central changea aussi la direction de certaines organisations régionales

du parti (la région de Moscou, la Transcaucasie) qui avait commis des erreurs politiques et n'était pas parvenue à les rectifier.

Le 3 avril 1930, l'article du camarade Staline *Réponse aux camarades kolkhoziens* (Staline 3-4-1930, pp. 501-527) fut publié. Dans cet article, le camarade Staline soulignait les erreurs majeures commises dans le processus de collectivisation et la cause fondamentale de ces erreurs. Ces erreurs, démontra le camarade Staline, provenaient d'une approche incorrecte des paysans moyens, de la violation du principe léniniste du caractère volontaire de la formation des kolkhoz, de la violation du principe léniniste selon lequel il faut tenir compte de la diversité des conditions prévalant dans les différentes régions et districts de l'Union soviétique, et les tentatives de sauter l'étape de l'artel pour passer directement à la commune.

On peut donc constater, malgré les assertions en sens contraire des trotskistes et de l'intelligentsia bourgeoise, que c'était Staline et le Comité central qui étaient contre toute forme de coercition dans la collectivisation. Nous avons fourni des preuves documentées de nos assertions et ne nous sommes pas basés sur des lieux communs, comme le font d'habitude les trotskistes, les intellectuels et autres réactionnaires. Ces gens appartiennent à l'école de pensée dont le slogan principal est: une affirmation est une preuve. Un autre de leur slogan est: l'ignorance est une raison suffisante. Pour leurs propres affirmations, ils ne fournissent jamais d'autres preuves que leurs propres affirmations. Pour les déclarations des marxistes-léninistes, par contre, on exige les preuves les mieux établies; et si on leur fournit ces preuves, ils refusent de les accepter, car elles ne sont pas conformes à leur propre représentation de la réalité. Nous ne pouvons jamais espérer les convaincre - du moins tant qu'ils n'auront pas abandonné leur suffisance petite-bourgeoise et leur arrogance intellectuelle. Mais ce ne sont pas ces gens que nous cherchons à convaincre. Nous essayons d'atteindre la classe ouvrière et ce qu'il y a de mieux et de plus honnête en elle; nous avons le devoir de supprimer la confusion causée par les personnes mentionnées plus haut dans **l'esprit** du peuple. C'est dans ce but que nous avons pris la peine d'établir les faits qui ont été si longtemps enterrés ou déformés.

Dès lors, en suivant fermement une ligne correcte, le Comité central, sous la direction du camarade Staline, fut capable de rectifier toutes les déformations et erreurs commises par certaines organisations régionales du parti dans le processus de collectivisation. Cette rectification consolida le mouvement des kolkhoz et rendit possible de nouveaux progrès.

Le 16^e congrès du parti

Au moment du 16^e congrès du parti, du fait de la réalisation de la politique d'élimination des koulaks et des succès du mouvement des kolkhoz, l'offensive partielle contre les éléments capitalistes avait pris le caractère d'une offensive générale contre les éléments capitalistes. Le 16^e congrès du parti se réunit le 26 juin 1930 et le camarade Staline avait de très bonnes raisons pour le décrire fièrement comme «le congrès de *l'offensive développée* du socialisme *sur l'ensemble du front*, le congrès de la liquidation des koulaks comme classe et de la mise en application de la collectivisation intégrale.» (*Histoire du PC(b)US* 1938, p. 343.)

À ce congrès, le camarade Staline put annoncer, au milieu d'applaudissements nourris: «Nous sommes à la veille de nous transformer de pays *agraire* en pays *industriel*.» (*Histoire du PC(b)US 1938*, p. 343.)

Le 17^e congrès du parti

Lorsque se réunit le 17^e congrès du parti en janvier 1934, le peuple soviétique, sous la glorieuse direction du P.C.(b)U.S., avec à sa tête le camarade Staline, cet opposant résolu de tous les réactionnaires, avait effectué les réalisations inédites suivantes:

(a) La production industrielle en U.R.S.S. rendait maintenant compte de 70% de la production totale, et le pays avait été transformé d'un pays *agraire* en un pays *industriel*.

(b) Les éléments capitalistes dans le domaine de l'industrie avaient été complètement éliminés et le système économique socialiste était devenu le seul système économique dans ce domaine.

(c) Les koulaks avaient été éliminés en tant que classe et le système économique socialiste était devenu dominant dans le domaine de l'agriculture.

(d) Le système des kolkhoz avait mis fin à la pauvreté et à la misère de millions de gens à la campagne qui jouissaient à présent de conditions matérielles qui leur étaient jusque-là inconnues.

(e) En conséquence du développement de l'industrie socialiste, le chômage avait été aboli et, bien que la journée de huit heures ait été maintenue dans certaines industries, on avait instauré la journée de sept heures dans la majorité des entreprises; dans le cas des industries représentant un danger particulier pour la santé, la longueur de la journée de travail avait été réduite à six heures.

(f) La victoire du socialisme dans toutes les branches de l'économie nationale avait mis fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pas étonnant que le 17^e congrès du parti soit connu sous le nom de *Congrès des vainqueurs*.

À ce congrès, faisant rapport du travail du Comité central, le camarade Staline souligna les changements fondamentaux qui avaient eu lieu en U.R.S.S. durant la période en question:

Pendant cette période, l'U.R.S.S. s'est transformée à fond; elle s'est débarrassée de son enveloppe arriérée et médiévale. De pays *agraire*, elle est devenue un pays *industriel*. De pays de petite culture individuelle, elle est devenue un pays de grande agriculture collectivisée et mécanisée. De pays ignorant, illettré et inculte, elle est devenue - ou plus exactement, elle devient - un pays qui a du savoir et de la culture,

couvert d'un immense réseau d'écoles supérieures, secondaires et primaires où l'enseignement se fait dans les langues des nations de l'U.R.S.S. (Staline 26-1-1934, p. 707, cité dans *Histoire du PC(b)US* 1938, p. 354.)

Le socialisme a été construit en U.R.S.S.

Sur base de la documentation présentée ci-dessus, nous pouvons avec emphase répondre par l'affirmative à la question «Le socialisme a-t-il été construit en U.R.S.S.?»

La victoire du socialisme en U.R.S.S. fut rendue possible non seulement par «les relations de propriété socialisée créées par la révolution d'Octobre», mais aussi par la direction révolutionnaire correcte donnée aux peuples de l'Union soviétique par le Parti bolchevik et son porte-parole le plus représentatif, le camarade Staline.

Avant de clore cette discussion sur la construction du socialisme en U.R.S.S., il semble approprié de faire deux remarques supplémentaires:

(1) Trotski et ses partisans en U.R.S.S. maintenaient, d'un côté, que le socialisme ne pouvait pas être construit dans la Russie arriérée «sans l'aide directe d'État de la part du prolétariat européen» (Trotski, *Notre révolution*, 1906, cité dans Staline 17-12-1924, p. 133) et, de l'autre, prétendaient constamment que *le groupe de Staline* (c'est-à-dire le Parti bolchevik!) ne construisait pas le socialisme suffisamment vite. Voici un groupe de personnes qui ont continuellement prétendu que le socialisme ne pouvait pas être construit en U.R.S.S. et en même temps accusaient le Parti bolchevik (qui maintenait que la victoire du socialisme était possible en U.R.S.S. et adopta la résolution bien connue sur cette question à son 14^e congrès) de ne pas construire le socialisme suffisamment vite ou de restaurer le capitalisme. Chacun peut former sa propre opinion sur cette position trotskiste, mais je suggère que le seul point de vue correspondant aux faits est que la position de Trotski consiste, ni plus ni moins, en une tentative de sa part de cacher, de masquer le caractère capitulard du trotskisme, de la théorie de la «révolution permanente» par un verbiage d'ultragauches.

(2) Depuis le 20^e congrès du PC.U.S., le pouvoir d'État en Union soviétique a été usurpé par une bande de révisionnistes renégats qui ne représentent pas les intérêts de la classe ouvrière, mais seulement ceux de leur propre couche privilégiée et qui ont l'intention de restaurer le capitalisme en U.R.S.S. Ils ont poursuivi des politiques réactionnaires à la fois à l'intérieur du pays et dans le domaine des relations internationales. Si bien que la période d'après le 20^e congrès du parti ne doit en aucun cas être confondue avec la période précédant ce congrès. Mais, afin d'introduire la confusion parmi la classe ouvrière et de corrompre les masses, les trotskistes ont précisément fait cela. Par exemple, ils décrivent la direction du PC.U.S. et en fait tous les partis révisionnistes du monde comme «staliniens». Il est bien connu que les révisionnistes soviétiques ont dénoncé le camarade Staline. Pourtant, chaque acte révisionniste de leur part est décrit comme «stalilien». Il est risible de voir les trotskistes décrire le PC de Grande-Bretagne comme «stalilien». Et dans cette bataille de propagande, dont le but est d'induire la confusion parmi les masses, les trotskistes battent le record mondial établi par Goebbels lorsqu'ils (à

savoir les différentes sectes trotskistes) s'accusent les uns les autres de comportements «staliniens».

Que doivent faire les révolutionnaires pour mettre fin à cette confusion?

Nous devons mettre fin à la confusion créée par les trotskistes en dévoilant à la classe ouvrière la nature véritable et contre-révolutionnaire du trotskisme et celle du «staliniisme» révolutionnaire. Nous n'avons pas choisi l'expression «staliniisme»; elle ne fut jamais forgée par Staline ou par ses partisans. Elle a plutôt été imposée par les ennemis du léninisme, principalement les trotskistes, mais aussi les révisionnistes. À nous de transformer ce que nos ennemis considèrent comme une injure en un compliment. En ce qui concerne Staline, il n'a jamais prétendu être autre chose qu'un disciple fidèle de Lénine et du léninisme.

C'est notre devoir que de faire savoir à chaque travailleur conscient de sa classe que le «staliniisme» c'est le bolchevisme et le léninisme; que le staliniisme se bat pour la victoire du prolétariat, la victoire du socialisme, la dictature du prolétariat; qu'il offre son plein soutien fraternel aux luttes des prolétaires des autres pays et aux luttes de libération nationale; qu'il prend position pour une lutte résolue et sans compromis contre l'impérialisme, le révisionnisme et tous les réactionnaires. Nous devons faire connaître aux travailleurs l'essence révolutionnaire du mot «staliniisme» et devons les aider et les encourager fermement à répudier ces gens qui utilisent les mots «staliniens» et «staliniisme» comme injures. Tel est notre devoir.

Nous devons faire savoir que les cercles révisionnistes au pouvoir en Union soviétique ne sont pas des «staliniens», ni d'ailleurs le PC de Grande-Bretagne ou les différentes factions trotskistes. Ils appartiennent tous à la catégorie des renégats politiques anti-Staline, anti-bolcheviques, contre-révolutionnaires.

Staline était un grand révolutionnaire, un grand défenseur du bolchevisme, du léninisme et de la dictature du prolétariat, qui marchait à la tête du peuple soviétique et des peuples du monde dans le combat pour la victoire du socialisme en U.R.S.S. et dans le combat contre le fascisme et l'impérialisme mondial. Sous sa direction sage, les peuples d'U.R.S.S. et les peuples du monde ont fait des pas gigantesques en avant et obtenu de nombreuses victoires importantes. C'est pourquoi les révolutionnaires du monde entier chérissent la mémoire de Staline et pourquoi la seule mention de son nom inspire des sentiments d'amour, de respect et de gratitude aux révolutionnaires. Et c'est exactement pourquoi le nom de Staline inspire une telle haine aux trotskistes, révisionnistes et autres réactionnaires.

Quant aux raisons de la montée du révisionnisme dans le P.C.U.S. après la mort de Staline, et les réformes économiques capitalistes concomitantes, il nous faudra les traiter séparément. En conclusion, disons simplement qu'en dépit des prophéties pessimistes de Trotski, le socialisme a été construit en U.R.S.S. Il n'y a aucun doute à ce sujet et même Trotski fut forcé de l'admettre en grommelant, bien qu'il ait attribué tous les succès de la construction socialiste à la «propriété socialisée». Que ces succès n'aient pas seulement été le produit de la «propriété socialisée», mais aussi de la qualité de la direction, c'est ce que nous espérons avoir démontré.

Le fait même que le socialisme ait été construit en U.R.S.S. constitue la meilleure réfutation du trotskisme. La construction du socialisme en U.R.S.S. montra l'extrême inutilité de la théorie trotskiste de la «révolution permanente»; elle montra que la conception de la réalité de Trotski ne s'accordait pas avec la réalité elle-même. Trotski aurait pu modifier ses idées pour les faire s'accorder avec la réalité. Au lieu de cela, il choisit de déformer la réalité afin de la faire coïncider avec ses idées fondamentalement fausses. Il adopta dès lors la position de s'opposer à la construction du socialisme en U.R.S.S. lorsque celle-ci, en construisant le socialisme, faisait se développer et avancer la révolution mondiale de la seule manière possible à l'époque. En adoptant cette position d'opposition à la construction du socialisme, Trotski devint un agent, idéologiquement et organisationnellement, de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et de l'impérialisme. Comme la classe ouvrière soviétique n'était pas disposée à soutenir ses fausses théories, Trotski et ses disciples eurent recours, de plus en plus, au terrorisme. Finalement, comme leurs propres forces étaient insuffisantes, ils choisirent de faire alliance avec les États fascistes afin de renverser le pouvoir d'État soviétique et de restaurer le capitalisme en U.R.S.S. Leurs actions contre-révolutionnaires furent complètement dévoilées lors des fameux procès de Moscou, qui feront l'objet du chapitre suivant.

Troisième partie

Les procès de Moscou

Il n'y a jamais eu dans l'histoire un seul mouvement profond et puissant sans racaille abjecte.

Lénine

Le trotskisme a cessé d'être une tendance politique dans la classe ouvrière ... De tendance radicale qu'il était il y a sept ou huit ans, il s'est transformé en un gang hystérique et sans scrupules de pilleurs, de déviationnistes, d'espions et de meurtriers agissant sur ordre des services de renseignements d'États étrangers.

Staline (Staline 3-3-1937, p. 67.)

Chapitre 7

Introduction

On peut se demander pourquoi il faudrait en savoir davantage sur les procès de Moscou. N'appartiennent-ils pas à l'histoire? Pourquoi perdre du temps à s'y intéresser? La réponse, camarades, c'est que, dans leur lutte pour le renversement révolutionnaire du règne de la bourgeoisie réactionnaire et décadente, les révolutionnaires et la classe ouvrière doivent connaître leur propre histoire, ils doivent s'armer de la connaissance de la science de la révolution, ils doivent apprendre à combattre l'idéologie bourgeoise et les campagnes bourgeoises de mensonges et de calomnies, non seulement contre la théorie du socialisme scientifique, le marxisme-léninisme, mais aussi contre sa pratique. En ce qui concerne les procès de Moscou, la vérité est déformée quotidiennement et délibérément, par la bourgeoisie de partout et par ses agents dans le mouvement ouvrier, les trotskistes, les révisionnistes et les sociaux-démocrates. En violant grossièrement la vérité historique, en faussant et en déformant cette vérité, ces gens prétendent que les procès de Moscou étaient une purge dirigée par la «bureaucratie stalinienne» contre les «vrais bolcheviques », accusés aux procès. En n'ayant cessé de répéter ces mensonges, la bourgeoisie et ses laquais dans le mouvement prolétaire parviennent à introduire le scepticisme dans les esprits des travailleurs, en ce qui concerne la pratique du socialisme. En effet, il serait vain de lutter pour la victoire du socialisme si une telle victoire signifiait seulement] l'élimination des vrais révolutionnaires. Toutefois, la vérité est exactement l'inverse. Les procès de Moscou étaient une purge - une purge révolutionnaire - par laquelle le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière en Union soviétique, sous la direction révolutionnaire du P.C.(b)U.S. dirigé par Staline, a agi contre les déserteurs du camp communiste qui, incapables de faire face aux problèmes de la construction du socialisme dans un pays arriéré, ont adopté la ligne de la capitulation face au capitalisme national et international, ont noué des alliances avec les puissances impérialistes fascistes pour le renversement de la dictature du prolétariat et pour la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Bref, c'était une purge dirigée par les révolutionnaires bolcheviques contre les poltrons trotskistes et autres dégénérés bureaucratiques qui avaient commis des actes de trahison contre la classe ouvrière, le Parti du prolétariat, le gouvernement soviétique, l'État soviétique, contre le peuple soviétique tout entier. Les arguments que nous allons présenter suffiront largement à étayer cette affirmation. C'est pourquoi il est de notre devoir, camarades, de réaffirmer les faits réels, de porter ces vérités à la connaissance de la classe ouvrière et donc de l'arracher à l'influence de la bourgeoisie et de ses agents, les trotskistes, les révisionnistes et les sociaux-démocrates. Il s'agit d'une partie très importante de notre travail, dans nos efforts en vue de la construction d'un mouvement réellement

prolétaire qui brisera la dictature de la bourgeoisie et établira la dictature du prolétariat. C'est une partie de notre travail en vue de gagner le prolétariat et les millions de travailleurs au socialisme et au communisme. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire de traiter des procès de Moscou.

Il est utile de relever, en bref, l'idée essentielle de ce que je vais tenter d'exposer, de sorte qu'elle ne se perde pas dans la masse d'arguments que je devrai présenter. Lors des procès de Moscou, bon nombre de trotskistes et de droitiers ont été jugés. Ils ont reconnu avoir commis des crimes de trahison contre l'État soviétique ainsi que d'avoir commis, tenté de commettre et planifié des actes de terreur individuels contre les principaux dirigeants de l'Union soviétique. Ils ont plaidé coupables de l'accusation d'avoir organisé et exécuté des actes de sabotage dans l'industrie et de l'accusation d'avoir mené des manœuvres de diversion et de sabotage. Et surtout, ils ont plaidé coupables de l'accusation d'avoir organisé, en collaboration avec certaines puissances impérialistes et éléments réactionnaires en Russie, la restauration du capitalisme en U.R.S.S. C'est une chose qui n'est pas facile à faire comprendre aux gens en général et à l'intelligentsia en particulier. Comment est-il possible, argumentent-ils, pour des gens qui étaient des membres éminents du P.C.(b)D.S., de vouloir la restauration du capitalisme et d'entreprendre des menées en ce sens? Nous n'insinuons pas, camarades, qu'un soir, Trotski, Zinoviev, Radek, Boukharine et les autres accusés de ces procès sont allés se coucher en marxistes-léninistes et qu'à leur réveil, ils se sont soudain sentis saisis du besoin irrésistible de restaurer le capitalisme en U.R.S.S. Les choses ne se passent pas de cette manière. Ce que j'essaie de vous dire, camarades, c'est que c'est la logique de la position trotskiste et droitière sur la question de la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays - qui plus est arriéré -, la logique du développement de la lutte, qui a conduit les accusés de ces procès -les trotskistes et les gens de droite - dans une position où ils sont devenus - et où ils ne pouvaient que devenir -les outils et les marionnettes du fascisme.

Quelle que soit la couleur de l'opposition trotskiste et droitière en Union soviétique, quelles que soient les nuances d'opinion représentées en son sein, une chose unissait tous ses membres: ils croyaient tous qu'il était impossible de construire le socialisme en U.R.S.S. Trotski, beaucoup plus tôt que les autres membres de l'opposition, a mis en avant cette vision des choses dans sa fameuse théorie de la «révolution permanente». Cette théorie était basée sur une compréhension erronée du rôle de la paysannerie et du développement inégal du capitalisme. Du désespoir et du pessimisme - caractéristiques principales de cette théorie -, des idées réactionnaires contenues dans cette théorie, Trotski ne s'est jamais départi. Il n'a cessé de répéter cette «absurde théorie gauchiste» (Lénine 5-1914a, p. 364), comme nous l'avons déjà montré. Après que la 14^e Conférence du Parti se soit explicitement prononcée en faveur de la construction du socialisme en U.R.S.S., des sceptiques comme Kaménev et Zinoviev sont passés aux positions trotskistes. Plus tard, incapables de

faire face aux problèmes de la révolution et effrayés par la résistance des koulaks face à la collectivisation, les boukhariniens abandonnèrent, eux aussi, la position du Parti bolchevik et adoptèrent la position trotskiste sur l'impossibilité de construire le socialisme!¹⁷.

Pour commencer, l'opposition n'était pas plus qu'une opposition. Elle était une opposition parce qu'elle se trouvait en opposition avec la politique du Parti, parce qu'elle n'était pas d'accord avec la politique du Parti, qui soutenait la construction du socialisme. L'opposition, avec sa politique incorrecte, n'était, en ce temps-là, qu'une tendance au sein du mouvement de la classe ouvrière - une tendance antiléniniste, mais néanmoins une tendance. S'abstenant de corriger sa politique erronée, l'opposition tenta de modifier la politique correcte du Parti. Incapable de gagner le soutien de la classe ouvrière à sa politique qui, nonobstant les désirs et souhaits subjectifs de ses adhérents, signifiait la restauration du capitalisme, l'opposition n'avait plus que deux possibilités d'action. Premièrement, elle pouvait abandonner sa théorie erronée, admettre sa débâcle et se consacrer de tout cœur, comme le reste des membres du Parti, à la construction du socialisme. Deuxièmement, elle pouvait appeler à son secours tous ceux qui voulaient la restauration du capitalisme en Union soviétique, c'est-à-dire les Mencheviks, les socialistes révolutionnaires, les koulaks, les nationalistes ukrainiens et autres et, par-dessus tout, la bourgeoisie des différents pays impérialistes. C'est cette dernière alternative que l'opposition a choisie.

Estimant qu'il était impossible de gagner le soutien du prolétariat soviétique pour sa propre politique - soutien sans lequel un changement dans la politique et la direction du Parti ou du gouvernement soviétique était impossible - l'opposition passa à la position de la terreur individuelle contre les dirigeants du Parti et du gouvernement, au sabotage et aux destructions, en vue de renverser le gouvernement soviétique. Constatant que leurs forces étaient insuffisantes, les membres de l'opposition s'unirent aux réactionnaires internes -les Mencheviks, les koulaks, les nationalistes et les experts bourgeois. Et en fin de compte, lorsque les forces internes s'avérèrent inadéquates, l'opposition n'eut plus qu'une seule alternative, celle de conclure une alliance avec les puissances impérialistes - ce qu'elle entreprit de faire. Elle s'engagea dans des alliances avec les fascistes allemands et japonais en vue de renverser le gouvernement soviétique et de restaurer le capitalisme en Union soviétique. Et en passant aux méthodes du terrorisme individuel, aux destructions, au sabotage et aux alliances avec le fascisme, le trotskisme a cessé de n'être qu'une opposition, il a cessé de n'être qu'une tendance erronée et antiléniniste au sein du mouvement de la classe ouvrière. Il est devenu une bande de démolisseurs et de diversionnistes. Il est devenu un détachement avancé de la bourgeoisie. Les arguments qui vont être présentés maintenant établiront, sans aucun doute, la justesse de cette affirmation.

Dans les pages précédentes, j'ai longuement traité de l'évolution théorique du trotskisme. J'ai montré que cette évolution a démarré avec l'opposition de Trotski à la

construction du Parti bolchevik. Son opposition à Lénine sur la question de la construction d'un parti prolétaire n'est qu'un prélude à son opposition à Lénine en ce qui concerne la théorie. Trotski s'oppose à l'analyse de Lénine sur la nature de la révolution russe. Trotski avance sa théorie de la «révolution permanente» qui est une négation de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne et de celle de la dictature du prolétariat. Dans cette théorie, Trotski assigne à la paysannerie uniquement un rôle contre-révolutionnaire. Bien sûr, dit Trotski, un soulèvement spontané de la paysannerie pourrait aider le gouvernement des travailleurs à accéder au pouvoir, mais le gouvernement des travailleurs ne pourrait pas se maintenir au pouvoir confronté comme il le serait à l'opposition de la paysannerie, à moins que la révolution russe ne soit suivie par la révolution dans les pays capitalistes avancés d'Europe. Trotski, de ce fait, en arrive à la conclusion que le socialisme ne peut pas être construit en Russie, à moins que la révolution européenne ne vienne à la rescousse de la révolution russe. Ceci, je l'ai déjà montré plus haut. Maintenant, je me propose de montrer le trotskisme en action (comme il s'est dévoilé dans les procès de Moscou) et de vous prouver que la terreur individuelle, le sabotage, les manœuvres de diversion et de destruction ainsi que les alliances traîtresses avec le fascisme ne sont nullement incompatibles avec la position du trotskisme. Au contraire, ils sont le point culminant logique du développement du trotskisme - un point culminant logique de sa lutte contre-révolutionnaire contre le léninisme révolutionnaire et contre la politique léniniste du Parti bolchevik qui soutenait la construction du socialisme en U.R.S.S. Avec sa politique d'opposition à la construction du socialisme, le trotskisme a terminé - et il ne pouvait en être autrement - dans le camp du fascisme. Ceci est l'essentiel de ce qui suit, camarades, et je vous demande de ne pas le perdre de vue.

Le développement ultérieur du trotskisme, sa préparation théorique à des actes de terreur, au meurtre, aux destructions et aux alliances traîtresses avec le fascisme

Le point de vue de Trotski de l'impossibilité de construire le socialisme en U.R.S.S. fut définitivement rejeté par le Parti bolchevik. Même à ce moment, Trotski refusa de jeter à la décharge - où était sans doute sa place - sa théorie de la «révolution permanente». Au contraire, il se montra de plus en plus amer envers le Parti. Et quand, après la 14^e Conférence du P.C.(b)U.S., des défaitistes comme Kaménev et Zinoviev se déclarèrent à leur tour opposés à la possibilité de construire le socialisme, Trotski, qui partageait leur défaitisme et leur scepticisme, s'empressa de former avec eux une alliance opportuniste - les mêmes Zinoviev et Kaménev que Trotski, dans ses *Leçons d'Octobre* (Trotski 9-1924), avait présentés comme appartenant à l'aile droite et qu'il avait cherché, récemment, à éliminer du Parti, les mêmes Zinoviev et Kaménev qui, de leur côté, avaient fait tout leur possible pour obtenir l'élimination de Trotski de la direction du Parti, sinon du Parti même. En fait c'est Staline en personne - le même Staline qui, conformément à la légende trotskiste, craignait la «brillance» de Trotski et lui était de ce fait implacablement hostile, cherchant à l'éli-

miner du Parti à tout prix - qui s'opposa aux efforts de Zinoviev et Kaménev d'exclure Trotski de la direction du Parti. Voici ce que Staline dit à cet égard:

Nous savons que la politique du tranchoir, la méthode de la saignée [c'était la saignée que demandaient Kaménev et Zinoviev] est dangereuse et contagieuse. Aujourd'hui, vous tranchez une branche, demain une autre, le surlendemain une troisième - et que reste-t-il du Parti?

Tout ceci, toutefois, n'empêche pas les trotskistes et autres éléments bourgeois de répéter la légende mentionnée ci-dessus à propos de la prétendue hostilité implacable de Staline à l'égard du « brillant » Trotski.

Trotski n'a pas abandonné le point de vue selon lequel il était impossible de construire le socialisme dans un seul pays. De ce fait, à partir de 1924, Trotski ne pouvait voir qu'une chose: que le Parti bolchevik, sous la direction de Staline, était soumis aux capitalistes et aux riches paysans, qu'il ne construisait pas le socialisme. J'ai décrit, précédemment, la théorie de la révolution permanente de Trotski - une théorie qui refuse de tenir compte de la réalité, une théorie qui est désespérément en désaccord avec la réalité. Le refus de Trotski de rejeter cette théorie afin de rencontrer les exigences de la réalité, de la vraie vie, et son obstination à vouloir que la réalité change pour rencontrer les exigences de sa théorie l'entraînèrent dans une position désespérée, de laquelle il ne pouvait pas s'extraire sans bazarder la théorie réactionnaire qui l'avait amené là et en fonction de laquelle Trotski ne pouvait que décrire tout succès dans la construction du socialisme en U.R.S.S. comme étant une soumission au capitalisme et aux forces obscures de la contre-révolution. À mesure que la construction du socialisme en Union soviétique portait ses fruits, les prophéties de Trotski relatives à l'imminence de la décadence, de la destruction, du chômage, du chaos économique, de la guerre civile et du triomphe de la contre-révolution en U.R.S.S. devinrent plus insistantes et plus fréquentes. L'idéalisme est réactionnaire. Une théorie idéaliste est une théorie réactionnaire. L'idéalisme en matière de théorie conduit à une pratique idéaliste et réactionnaire. La théorie de la «révolution permanente» de Trotski, idéaliste et réactionnaire, l'a conduit en droite ligne à une pratique réactionnaire, contre-révolutionnaire. En déclarant l'impossibilité de construire le socialisme, et en décrivant et dénigrant les succès de la construction du socialisme en Union soviétique, Trotski devint - qu'il l'ait voulu ou non, qu'il l'ait réalisé ou non un allié et un outil de toutes les forces réactionnaires qui étaient opposées à la construction du socialisme en Union soviétique. Il devint en fait le porte-parole idéologique des forces réactionnaires et décadentes à travers le monde, un porte-parole idéologique de la bourgeoisie impérialiste, des koulaks, des mencheviks et des éléments bourgeois en tous genres. Si l'on arrive à la conclusion où Trotski était arrivé, on ne peut qu'attaquer - comme Trotski l'a fait - les succès de la construction socialiste.

Après que Trotski ait été éliminé du Parti à la suite de ses activités scissionnistes et de son refus répété de respecter les déclarations¹⁸ ? que lui-même et les autres dirigeants de la soi-disant opposition de gauche avaient remises au Comité central du Parti, dans lesquelles ils avaient tous promis de mettre fin à leur activité factieuse, il devint le critique le plus amer de l'Union soviétique et du Parti bolchevik en général et de Staline en particulier. Il rejoignit la bourgeoisie impérialiste, devint son principal porte-parole idéologique dans sa campagne de dénigrement de l'Union soviétique. C'est précisément grâce à ce service rendu par Trotski à la bourgeoisie que celle-ci et les radicaux bourgeois, dans certains cas même les réactionnaires¹⁹, ont un faible pour Trotski et défendent son «bolchevisme» contre la «bureaucratie stalinienne». Il serait utile ici de s'étendre davantage sur le service idéologique rendu par Trotski à l'impérialisme et à la réaction. Il est doublement important de le faire étant donné qu'outre le fait qu'il constitue une arme importante dans la panoplie de la propagande impérialiste et la campagne de mensonges contre l'U.R.S.S., il constitue aussi une préparation théorique, à l'échelle globale, au trotskisme en action tel qu'il a été dévoilé dans les procès de Moscou, c'est-à-dire une préparation théorique aux actes de terreur et au meurtre, aux manœuvres de diversion et de destruction, aux alliances traîtres avec le fascisme, dont Trotski et ses partenaires préparent l'action, à la fois dans et en dehors de l'Union soviétique. L'essence de toute la diatribe «de gauche» de Trotski dans sa *Révolution trahie* (Trotski 1936), et dans une multitude d'autres écrits, n'est rien d'autre qu'une feuille de vigne pour couvrir une activité qui, loin d'être de gauche, vise au renversement de la dictature du prolétariat en Union soviétique et à la restauration du capitalisme. Telle est l'essence de ce que J. R. Campbell appelle dans *Soviet Policy and its Critics* (Campbell 1939) «un véritable feu d'artifice de phrases de gauche pompeuses» de Trotski.

Dans le plan quinquennal, visant à éliminer les éléments capitalistes restants en Union soviétique, Trotski, comme à l'accoutumée, ne voit rien d'autre que la mort, le déclin et le désastre. Il considère le plan quinquennal comme une grande «aventure» et prédit la «décadence»:

Les politiques aventurières de Staline, dit-il, conduisent le pays à son déclin.

Ce déclin que prédisait Trotski avec un tel régal ne se matérialise pas. Le peuple soviétique, en dépit des immenses difficultés - et en surmontant ces difficultés -, sous la bannière glorieuse du marxisme-léninisme et sous la direction du Parti bolchevik conduit par Staline, continue de progresser sur la voie victorieuse de la construction du socialisme et remporte victoire après victoire. Les victoires du peuple soviétique amènent Trotski à déclencher les dénonciations les plus amères à l'encontre du Parti bolchevik et à prophétiser le chaos économique. Il accuse le Parti bolchevik de poursuivre une politique qui doit conduire inévitablement l'Union soviétique dans le chaos économique et qui doit la conduire à la guerre civile. Il accuse le gouvernement soviétique de sa propre maladie - le bonapartisme - et exige un

renversement de la «politique dangereuse» du gouvernement soviétique. Pour réaliser le renversement de cette «politique dangereuse », Trotski exige d'abord une réforme du gouvernement soviétique et poursuit en plaidant pour le renversement armé de ce gouvernement. Ceci résout le mystère qui entoure la question: pourquoi Trotski a-t-il rejoint ceux qui voulaient la restauration du capitalisme en U.R.S.S.? Toute l'évolution théorique du trotskisme n'a constitué qu'une école préparatoire à sa dégénérescence ultérieure et à son passage au camp de la restauration capitaliste et à celui du fascisme.

Guidé par la théorie de la «révolution permanente», Trotski n'a jamais manqué une occasion de décrire toute avancée dans la construction du socialisme comme un pas en arrière dans la voie du capitalisme ni d'accompagner ses descriptions de prophéties relatives à un déclin certain, etc. Depuis son lieu d'exil, en 1928, Trotski écrivait au 6^e congrès du Comintern :

Au lieu de leur bourrer le crâne (aux travailleurs russes) en leur prétendant que le socialisme est réalisé à 90%, nous devons leur dire que notre niveau économique, nos conditions sociales et culturelles sont aujourd'hui plus proches du capitalisme - un capitalisme arriéré et inculte - que du socialisme. Nous devons leur dire que nous ne nous engagerons dans la voie de la réelle construction socialiste que lorsque le prolétariat des pays les plus avancés se sera emparé du pouvoir. (Trotski, *Sur le projet de programme du Comintern*).

Ici, camarades, vous l'avez sous les yeux en toutes lettres, l'affirmation de Trotski selon laquelle l'Union soviétique ne s'engagera dans la voie du socialisme qu'après la victoire du prolétariat «des pays les plus avancés». Et l'année durant laquelle il affirme ceci, c'est 1928 et non 1905. Cette assertion, il l'a faite l'année même où le peuple soviétique enregistrait des progrès inimaginables dans la construction du socialisme.

Dès 1930, il était devenu clair, même pour les réactionnaires les plus rabiques, que leur espoir d'une restauration rapide du capitalisme - dont ils avaient espéré et attendu qu'elle résulte de la Nouvelle Politique Économique (NEP) - s'était évanoui. Non seulement la NEP ne conduisait pas à la restauration du capitalisme, mais au contraire elle conduisait à la construction du socialisme. S'en rendant compte, les réactionnaires à l'intérieur et en dehors de l'Union soviétique lancèrent une grande campagne contre la construction du socialisme en Union soviétique. La bourgeoisie impérialiste lança cette campagne de mensonges et de calomnies en vue de préparer l'opinion publique en faveur d'une intervention armée contre l'Union soviétique. Trotski et ses partisans rejoignirent allègrement la bourgeoisie impérialiste dans cette campagne. Que les trotskistes lancent plus bruyamment que jamais leur phraséologie «de gauche»: la vérité est qu'ils étaient du côté des forces impérialistes de la contre-révolution et/ou de l'intervention contre l'Union soviétique.

Jamais cette vérité ne peut être cachée.

En Grande Bretagne, la classe dirigeante britannique et le «Comité exécutif de gestion de ses affaires », c'est-à-dire le gouvernement britannique, lancèrent une campagne contre l'Union soviétique sous les slogans de lutte contre le «travail forcé» et «la persécution religieuse» en U.R.S.S. Souvenez-vous, c'était à une époque où le monde capitaliste était confronté à un crash: où des millions et des millions de travailleurs dans les pays capitalistes, devenus superflus, faisaient l'expérience de la faim, de la pauvreté, de la misère et de la dégradation; et où l'Union soviétique, à cause de la supériorité de son système économique - à cause du socialisme - était le seul pays au monde où le chômage était quasiment négligeable et où l'on réalisait des miracles économiques. En ce qui concerne la «persécution religieuse », il n'y avait nulle part de persécution de minorités religieuses ni de la religion en tant que telle. Le gouvernement soviétique maintenait les églises ouvertes, il payait les prêtres, et quiconque voulait se rendre à l'église était libre de le faire. Bien entendu, la religion était mise à sa place. Le clergé ne pouvait plus exercer l'influence réactionnaire qu'il avait l'habitude d'exercer durant la période tsariste. S'il s'agit là d'une «persécution religieuse », tant mieux. En tout cas, depuis quand la bourgeoisie s'intéresse-t-elle à la lutte contre la «persécution religieuse»? Seulement depuis que la menace du prolétariat révolutionnaire a commencé à la tourmenter. Durant sa jeunesse révolutionnaire, la bourgeoisie elle-même a combattu la religion, l'Église, parce que cette dernière était une force réactionnaire féodale qui entravait le progrès social et le pouvoir de la bourgeoisie montante. Mais la bourgeoisie n'est plus une force révolutionnaire. Elle est une force réactionnaire parce qu'elle est dans sa période de déclin et que maintenant - pour reprendre la phrase de Plekhanov - avancer, pour la bourgeoisie, c'est décliner. Ainsi, elle se raccroche à tout ce qui est réactionnaire comme quelqu'un qui se noie se raccroche à un brin de paille. C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie tente d'instiller dans les esprits des prolétaires le respect de la religion. C'est pourquoi elle prend la défense de Dieu et de la religion. Mais les prolétaires conscients ne savent que trop bien que, cachée derrière cette défense de Dieu et de la religion, il y a la défense, par la bourgeoisie, du capitalisme monopoliste c'est-à-dire la religion du profit et de l'exploitation de la classe ouvrière et des millions de travailleurs.

Tandis que la classe dirigeante britannique était occupée à mobiliser l'opinion publique et préparait une intervention contre l'Union soviétique, les réactionnaires de l'intérieur ne restaient pas inactifs. Les Mencheviks renforçaient leur organisation. Le Bureau des Mencheviks de Toute l'Union organisait des actes de sabotage et faisait des préparatifs en vue d'une intervention imminente. Le Bureau continuait à établir des relations avec l'organisation illégale des Mencheviks à l'étranger. Il établissait aussi des liens avec différents gouvernements étrangers en vue d'être en mesure de tirer profit de toute intervention et de s'emparer du pouvoir.

C'est dans ces circonstances, camarades, que Trotski rejoignit la bourgeoisie impérialiste dans la campagne de celle-ci contre le système soviétique, contre le socialisme.

En mars 1930, Trotski écrivit une lettre ouverte aux membres du Parti Communiste de l'Union soviétique, dans laquelle nous trouvons les lignes suivantes:

Ces lignes sont dictées par un sentiment de grande anxiété pour l'Union soviétique et le sort de la dictature du prolétariat. La politique de la direction actuelle, le petit groupe de Staline, conduit le pays à toute vitesse à des crises dangereuses et à l'effondrement. (Trotski 23-3-1930.)

Au moment précis où le peuple soviétique, sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde, le P.C.(b)U.S., est occupé à construire le socialisme à toute vitesse, Trotski le pessimiste, guidé par son «absurde théorie gauchiste de la "révolution permanente"» (Lénine 5-1914a, p. 364), déclare que «le petit groupe de Staline» (la manière par laquelle Trotski se réfère au Parti bolchevik) conduit le pays ... à des crises et à l'effondrement. »

En ce qui concerne le «sentiment de grande anxiété pour l'Union soviétique et le sort de la dictature du prolétariat», l'on trouve un meilleur guide pour ce sentiment, non dans les écrits hypocrites et mensongers de Trotski, mais dans les actes de Trotski et de ses collègues tels qu'ils ont été révélés aux procès de Moscou. Des actes qui exposent la véritable nature du «sentiment de grande anxiété pour ... le sort de la dictature du prolétariat»: il se révèle en effet être quelqu'un qui entretient des sentiments de la plus grande hostilité envers l'Union soviétique et la dictature du prolétariat et qui fait tout son possible pour provoquer la chute du gouvernement soviétique et de la dictature du prolétariat. Des actes qui le révèlent comme un allié et un instrument du fascisme. Quoi qu'il en soit, que signifie ses «sentiment de grande anxiété pour l'Union soviétique et le sort de la dictature du prolétariat» si, en même temps, Trotski dénonce âprement la politique de construction du socialisme? Cela ne signifie rien si ce n'est une phraséologie pompeuse et creuse destinée à couvrir ses sentiments réels et sa politique de restauration du capitalisme en U.R.S.S. Telle est la réelle signification des sentiments de Trotski, camarades, parce que, si le socialisme ne peut pas être construit, la seule alternative est alors la restauration du capitalisme. Telle est l'essence des sentiments de Trotski, et c'est un grand pas dans l'explication du trotskisme en action, du trotskisme comme l'organisateur de meurtres, de sabotages, de manœuvres de diversion et de démolition, le trotskisme comme un allié et un laquais du fascisme.

Le «courageux» Trotski, angoissé par les problèmes de la construction socialiste et trouvant son confort dans la capitulation, déclare que le socialisme ne peut pas être construit, que toute tentative de construire le socialisme doit conduire à «des crises

dangereuses et à l'effondrement», qu'il faut empêcher à tout prix «le petit groupe de Staline» de conduire le pays sur cette voie de «crises dangereuses et d'effondrement». C'est le défaitisme de la théorie de la «révolution permanente» qui a conduit Trotski et les autres accusés des procès de Moscou au sabotage et à une alliance avec le fascisme. Ceci deviendra tout à fait clair sur base des confessions de certains des accusés à ces procès, qui seront présentés brièvement.

Au cours de la même année, en novembre 1930, Trotski écrit:

Viser à la construction d'une société socialiste sur base nationale signifie, en dépit de tous les succès temporaires, ramener en arrière les forces productives, en comparaison avec le capitalisme ...

Aussi fantastique et incroyable qu'il puisse paraître, camarades, voici ce que dit Trotski: plus la construction du socialisme est avancée dans un seul pays, plus les forces productives deviennent primitives. En d'autres termes, dans un seul pays socialiste, tout progrès dans la construction du socialisme est toujours inversement proportionnel aux forces productives - moins la construction socialiste est avancée, plus les moyens de production sont avancés, et vice versa. La conclusion à en tirer est claire: si l'Union soviétique voulait améliorer sa technique, ses forces productives, alors, aux yeux de Trotski, elle ne pouvait le faire que sur la base du capitalisme, en ralentissant et en arrêtant le progrès de la construction socialiste. Même des économistes bourgeois, pour ne pas parler des socialistes, ne peuvent accepter cette proposition absurde de Trotski. Quoi qu'il en soit, la pratique a démontré l'absurdité de cette proposition mieux que cent livres n'auraient pu le faire. La pratique a montré que l'énorme progrès dans la technique et les forces productives soviétiques s'est produit précisément sur base de la politique de construction du socialisme.

Telle est donc l'essence de la diatribe de Trotski contre le «petit groupe de Staline». Trotski est amer parce que le «petit groupe de Staline» refuse de prêter attention à son avis, refuse de mettre un terme à la progression du socialisme et refuse de restaurer le capitalisme.

En 1931, Trotski revient à l'attaque, avec d'autres prédictions, dans son livre *Problems of Development in the USSR*.

Les années 1931-1932 furent des années de lutte difficiles et complexes pour l'Union soviétique, à la fois du point de vue de la situation internationale et de la lutte interne. En Allemagne, le fascisme était en vue. Les impérialistes ourdissaient toutes sortes de complots d'intervention contre l'Union soviétique. Sur le plan interne, les koulaks, réalisant que le socialisme était en train d'être construit, que les chances de restauration capitaliste reculaient rapidement, augmentaient leur résistance à la collectivisation. Ils recouraient au meurtre de fonctionnaires soviétiques et au sabotage

afin d'ébranler et de détruire les kolkhoz. Il vaudrait la peine, camarades, de vous donner une description du genre de sabotage commis par les koulaks dans leur résistance à la collectivisation. La description suivante est de la plume d'un contre-révolutionnaire ukrainien, Isaac Mazeppa:

D'abord, il y eut de l'agitation de masse dans les kolkhoz, ailleurs, les officiels communistes ou leurs agents furent tués, mais plus tard, un système de résistance passive fut favorisé, qui visait à contrecarrer systématiquement les plans bolcheviques pour les semis et la collecte des récoltes. Les paysans et ouvriers, voyant l'exportation impitoyable de tous les produits alimentaires par leurs maîtres bolcheviques, commencèrent à entreprendre des actions pour se sauver de la mort durant l'hiver et à saisir tous les moyens de lutter contre l'autorité étrangère tant haïe. C'est la raison principale de la mise en réserve à grande échelle de céréales et les vols sur les champs - délits qui, s'ils étaient découverts, étaient punissables de mort. Les paysans sont des résistants passifs, partout. Mais en Ukraine, la résistance a pris la forme d'une lutte nationale. L'opposition de la population ukrainienne a causé l'échec du plan d'engrangement des céréales de 1931 et, plus encore, de 1932. La catastrophe de 1931-1932 a été le coup le plus dur que l'Ukraine soviétique a dû affronter depuis la famine²⁰ de 1921-1922. Les campagnes de semis de printemps et d'automne ont échoué. Des espaces entiers n'ont pas été ensemencés. De plus, lorsque les récoltes ont été ramassées l'an passé, il est arrivé que, dans de nombreuses régions, spécialement dans le Sud, 20, 40 ou même 50 pourcent ont été laissés sur les champs et n'ont pas été ramassés ou ont été détruits lors du battage. (Isaac Mazeppa, dans *Slavonie Review*, janvier 1934)

D'abord, bien entendu, Isaac Mazeppa ment lorsqu'il dit que les masses des paysans ont recouru au sabotage. Ce n'étaient pas les masses de la paysannerie, mais les koulaks et les contre-révolutionnaires comme Mazeppa qui ont recouru au sabotage et au meurtre «d'officiels communistes et de leurs agents». Deuxièmement, en ce qui concerne l'abandon de jusqu'à 50% des céréales dans les champs, comment concilier cela avec le désir de «se sauver de la mort durant l'hiver»? Seul le contre-révolutionnaire Mazeppa le sait. Il ne nous informe pas davantage sur ce point. Ces deux réserves faites, toutefois, il faut admettre que la citation de Mazeppa, ci-dessus, donne une image précise du sabotage et de la résistance des koulaks à la hauteur de la collectivisation.

La réaction de Trotski à toutes ces difficultés, internes et externes, fut de prédire, comme à l'accoutumée, l'impossibilité de construire le socialisme en U.R.S.S. et une guerre civile imminente. La collectivisation, disait-il, va conduire au chômage à grande échelle:

Si nous continuons à admettre que la collectivisation, associée aux éléments de la technique nouvelle [il nous a dit précédemment que la construction du socialisme signifie «ramener en arrière les forces productives, en comparaison avec le capitalisme»], va accroître considérablement la productivité du travail agricole, sans laquelle la collectivisation ne serait pas justifiée économiquement et par conséquent ne se maintiendrait pas elle-même, cela créerait immédiatement dans la campagne déjà surpeuplée dix, vingt ou davantage de millions de travailleurs en surplus, que l'industrie ne serait pas capable d'absorber même dans les plans les plus optimistes. (Trotsky 1931.)

Ainsi, en 1931, la conclusion de Trotsky est: il faut mettre fin à la collectivisation.

Cette conclusion est atteinte, camarades, par le même camarade Trotsky qui, en 1924, lorsque la collectivisation avait effectivement mis en danger l'existence même du régime soviétique²¹, demandait la collectivisation immédiate à grande échelle et accusait Staline d'être de mèche avec les koulaks en ne partageant pas ce point de vue. Telle est donc l'essence des vues économiques et politiques trotskistes: la collectivisation sans préparation adéquate en 1924 et l'arrêt de la collectivisation en 1931. Trotsky donne des avis similaires sur le plan industriel, comme on le verra bientôt.

Le socialisme, répète Trotsky pour la trente-sixième fois, ne peut pas être construit:

L'impossibilité de construire une économie socialiste autosuffisante ravive les contradictions fondamentales de la construction socialiste à chaque nouveau stade à une échelle toujours plus grande et avec une profondeur toujours plus grande. (*ibid.*)

En d'autres termes, plus la construction socialiste avance, plus l'impossibilité de construire le socialisme est grande. Une absurdité profonde, en effet, à laquelle seul Trotsky aurait pu donner le change. Plus grande l'industrialisation, plus grande la collectivisation, plus grand, dit Trotsky, sera le développement de contradictions dans la société soviétique - contradictions qui mèneront à la guerre civile, «à l'effondrement du principe du plan» et à la restauration inévitable du capitalisme. Pour preuve de son affirmation, Trotsky cite les procès de Mencheviks, qui venaient alors d'avoir lieu, procès que, quelques années plus tard, Trotsky allait qualifier de «guet-apens staliniens». Mais en 1931, ces procès n'avaient pas encore été transformés en «guetapens». Voici ce que dit Trotsky de ces procès, pour étayer son affirmation:

Deux procès - contre les spécialistes-destructeurs et contre les Mencheviks - ont donné une image extrêmement remarquable des rapports de forces des classes et des partis en U.R.S.S. Il était établi irréfutablement par la Cour

[notez le langage, camarades; pas d'indication, jusque maintenant, que ces procès sont des « guet-apens staliniens »] que, durant les années 1923-1928, les spécialistes bourgeois, étroitement alliés avec les centres étrangers de la bourgeoisie, ont réalisé avec succès un ralentissement artificiel de l'industrialisation, comptant sur le rétablissement de relations capitalistes. (Trotsky 1931, p.26.)

Personne ne nie que la construction du socialisme donne lieu à l'intensification de la lutte des classes. Comme le dit Staline:

Il faut démolir et rejeter loin de nous la théorie pourrie selon laquelle, à chaque pas que nous faisons en avant, la lutte de classe, chez nous, devrait, prétend-on, s'éteindre de plus en plus; qu'au fur et à mesure de nos succès, l'ennemi de classe s'appriivoiserait de plus en plus.

C'est non seulement une théorie pourrie, mais une théorie dangereuse, car elle assoupit nos hommes, elle les fait tomber au piège et permet à l'ennemi de classe de se reprendre, pour la lutte contre le pouvoir de Soviëts.

Au contraire, plus nous avancerons, plus nous remporterons de succès et plus la fureur des débris des classes exploiteuses en déroute sera grande, plus ils recourront vite aux formes de lutte plus aiguës, plus ils nuiront à l'État soviétique, plus ils se raccrocheront aux procédés de lutte les plus désespérés, comme au dernier recours d'hommes voués à leur perte. (Staline 3-3-1937, p. 144.)

Nous avons déjà relevé la résistance et le sabotage mis en œuvre par les koulaks, etc. Cela devait arriver. À mesure que les exploiters réalisaient que leurs chances de retrouver leur « paradis perdu » s'amenuisaient, ils ne pouvaient que s'engager dans des tentatives de restauration du capitalisme. Mais leurs tentatives furent une chose, les succès de ces tentatives en furent une autre. Le puissant peuple soviétique, sous la direction de la classe ouvrière soviétique et de son parti d'avant-garde, le P.C.(b) U.S., fut à même de faire voler en éclats ces tentatives de restauration du capitalisme. L'histoire contient des témoignages attestant²² que c'est précisément ce que fit le peuple soviétique, à l'époque. Les procès des Mencheviks furent, de ce fait, un exemple non seulement des tentatives de la bourgeoisie de restaurer le capitalisme, mais aussi de la force du peuple soviétique qui a déjoué ces tentatives.

Mais Trotsky le défaitiste voyait les choses autrement. Il était convaincu que le peuple soviétique ne pouvait pas repousser efficacement les tentatives de restauration du capitalisme, que la guerre civile et la restauration du capitalisme étaient vouées à suivre le développement des contradictions en U.R.S.S. comme la nuit suit le jour. Il

prédisait que «des forces hostiles» allaient «faire surface », que les «cadres des entreprises allaient vite parvenir à la position de propriétaires privés ou d'agents du capital étranger, vers lequel bon nombre d'entre eux seraient obligés de se tourner dans leur lutte pour la vie. Dans la campagne, où les formes de kolkhoz qui ne sont pas très capables de résister, auront à peine eu le temps d'absorber les petits producteurs, l'effondrement du principe du plan déchaînerait précipitamment les éléments de l'accumulation primitive.» (Trotsky, *ibid.*)

Voici, camarades, pour tous visible, le capitulationnisme de Trotsky, le super-industrialisateur, l'avocat d'une offensive contre les koulaks en 1924!

Face à la situation internationale et au fascisme allemand émergeant à l'horizon, Trotsky conserve son optimisme habituel. Discutant de la possible victoire du fascisme en Allemagne qui, à l'époque, n'avait pas encore eu lieu, Trotsky dit:

L'écrasement du prolétariat allemand par les fascistes comporterait déjà au moins pour la moitié l'écrasement de République des Soviets. (Trotsky 26-11-1931, 16.)

Sur base d'une évaluation extrêmement pessimiste de la situation interne et internationale, surestimant les forces de l'impérialisme et de la réaction, sous-estimant les capacités du prolétariat et des masses populaires soviétiques, ignorant les contradictions inter-impérialistes et effrayé par les problèmes de la révolution et de la construction socialiste, les trotskistes finirent par devenir «porte-parole des forces hostiles au prolétariat». Voici comment Radek expliqua ce développement, durant son procès:

Un grand nombre de trotskistes rentrés au Parti », explique Radek, «travaillaient sur les principaux secteurs et dans les différentes régions du pays, au moment où la lutte pour le plan quinquennal s'était aggravée et prit dans certaines parties du pays un caractère très aigu de conflit avec les koulaks et avec les éléments de la paysannerie moyenne qui marchaient sous la houlette des koulaks; alors, les renseignements les plus pessimistes commencèrent à affluer vers moi, venant de mes anciens compagnons de lutte, renseignements qui se répercutèrent de la façon la plus néfaste sur mon appréciation de la situation dans le pays. (Commissariat Justice 1937, p.89.)

Oui, c'était en 1930 et 1931. J'appréciais la situation de la façon suivante: les conquêtes du plan quinquennal, sont énormes, un pas sérieux a déjà été fait vers l'industrialisation; les kolkhoz sont déjà, pour une certaine part, un fait acquis; mais, en même temps, sur la base des informations dont je disposais et sur la base de l'appréciation de la situation, que j'avais reçue des économistes trotskistes qui m'étaient proches - je nommerai Smilga,

Préobrajenski - j'estimais que: l'offensive économique était menée sur un front trop large, que les forces matérielles dont on disposait: quantité de tracteurs, etc., ne permettaient pas une collectivisation générale; que si l'on ne freinait pas cette offensive générale, il se passerait ce que nous définirions par une phrase en vogue: «Cela se terminera comme la marche sur Varsovie»; l'industrialisation, entreprise à des rythmes rapides, ne donnerait pas de résultats, et entraînerait d'énormes dépenses.

Déjà à l'époque, en 1931, j'estimais qu'il fallait freiner l'offensive, qu'il fallait masser les ressources sur des secteurs déterminés du front économique. En un mot, j'étais en désaccord sur la question fondamentale, sur la question de la continuation de la lutte pour la réalisation du plan quinquennal. S'il faut donner une caractéristique sociale, il est évident alors que la tactique que je considérais comme juste était la meilleure tactique communiste. Mais si l'on demande la caractéristique sociale d'un tel phénomène, je dois dire que l'ironie de l'histoire, c'était que je surestimais la force de résistance, la capacité de la masse des koulaks et même des paysans moyens de mener une politique indépendante; j'ai eu peur des difficultés, reflétant ainsi les forces hostiles au prolétariat. (Commissariat Justice 1937, pp. 90-91.)

Toutes ces prévisions antérieures de déclin ne s'étant pas réalisées, Trotski fait alors une autre prédiction de déclin imminent, si le gouvernement soviétique ne procédait pas à un «repli» dans sa politique de construction socialiste. Voici ce qu'écrivit Trotski en 1932, dans son *Soviet Economy in Danger*:

Tout le problème, c'est que les bonds dans l'industrialisation ont entraîné les di vers éléments du plan dans une contradiction mutuelle extrême - que l'économie fonctionne sans réserves matérielles et sans calcul. .. Le problème est que les disproportions accrues encourent le risque de surprises de plus en plus grandes. Le problème est que la bureaucratie incontrôlée a associé son prestige à l'accumulation d'erreurs qui en découle. (Trotski 1932.)

Nous ajouterons encore que «le problème est» que notre super-égoïste Trotski a «associé son prestige» à sa théorie scélérate de la «révolution permanente» et à «l'accumulation d'erreurs qui en découle».

Trotski poursuit avec des prédictions encore plus épouvantables. Il prédit un chômage à grande échelle, la fermeture d'entreprises et des conséquences ruineuses dans l'économie rurale - dans le domaine de l'agriculture.

Le problème est qu'une crise est imminente avec un cortège de conséquences telles que la fermeture forcée d'entreprises et le chômage. (Trotski 1932.)

Et plus loin:

La chasse étourdie à briser des records dans la collectivisation ... a conduit en réalité à des conséquences ruineuses. Elle a détruit le stimulant du petit producteur bien avant qu'elle soit capable de le remplacer par d'autres stimulants économiques plus élevés. La pression administrative qui s'épuise elle-même rapidement dans l'industrie s'avère être entièrement impuissante dans le domaine de l'économie rurale. (Trotsky 1932.)

Pour y remédier, Trotsky, l'ancien superindustrialisateur et avocat d'une offensive contre les koulaks en 1924, propose un repli «à la fois dans l'industrie et dans l'économie rurale». Voici ce qu'il dit:

Un repli temporaire est nécessaire, à la fois dans l'industrie et dans l'économie rurale. La ligne du repli ne peut pas être déterminée à l'avance. Elle ne se révélera que dans l'expérience de la reconstruction du capital.

D'abord, un repli est inévitable dans le domaine de la collectivisation. Ici plus que n'importe où, l'administration est prisonnière de ses propres erreurs. (Trotsky 1932)

Et plus loin:

La politique de «liquider mécaniquement» les koulaks est maintenant mise au rebut dans les faits. Il faudrait faire officiellement une croix dessus. Et simultanément, il est nécessaire de mettre en place la politique de réduire sévèrement les tendances exploiteuses des koulaks ... (Trotsky 1932.)

Ignorant les contrevérités de Trotsky telles que «la politique de «liquider mécaniquement» les koulaks est maintenant mise au rebut dans les faits» (c'est une double contrevérité parce que (1) la politique d'élimination des koulaks n'était pas une politique mécanique mais scientifiquement élaborée et (2) au moment même où Trotsky dit que la politique de liquidation des koulaks a été mise au rebut, elle avançait en fait à la vitesse d'une avalanche), je dois vous rappeler une nouvelle fois, camarades, que le repli dont il est question ci-dessus, Trotsky le demande en 1932- le même Trotsky qui plaidait, en 1924, pour une offensive contre les koulaks, à un moment où l'offensive aurait certainement eu, pour reprendre les mots de Trotsky, «un rythme aventurier». C'est l'absurdité logique qui découle tout à fait naturellement de «l'absurde théorie gauchiste de la "révolution permanente"» (Lénine 5- 1914a, p. 364). À cause de cette absurdité logique inhérente au trotskisme, les trotskistes n'ont cessé, toujours et partout, de réaliser les tâches futures du mouvement tout en ignorant profondément les tâches actuelles. Ils combattent toujours le mauvais ennemi, ou des ennemis qui n'existent pas. Ils battent sans cesse l'air. La réalité échappe toujours aux pauvres gars. Quiconque ne bat pas l'air avec lui et n'affronte pas des moulins à vent n'est pas un révolutionnaire mais un « bureaucrate stalinien ».

En ce qui concerne le «repli temporaire» demandé par Trotski, sa réelle nature a été révélée par Boukharine lors de son procès. Boukharine n'a laissé aucun doute sur le fait que ce «repli temporaire» n'était rien d'autre qu'une demande de restauration du capitalisme. Ce que Boukharine avait à dire sur le programme du bloc des droitiers et des trotskistes mérite d'être relevé. C'est important non seulement parce qu'il nous fournit des informations sur la réelle nature de ce programme et du «repli temporaire» demandé par le bloc, mais aussi parce que c'est essentiel pour comprendre réellement l'évolution du bloc des droitiers et des trotskistes. Le témoignage de Boukharine, comme celui de Radek relevé plus haut, résout le mystère de savoir comment il est possible qu'un certain nombre d'éminents ex-bolcheviks se sont retrouvés au banc des accusés, accusés de crimes tels que de travailler à la restauration capitaliste et de collaborer avec le fascisme dans le but de réaliser son objectif. Donnons la parole à Boukharine sur le banc des accusés:

Précisément parce qu'il me semble que ce procès est d'une importance publique, et parce que cette question a été extrêmement peu traitée, j'ai pensé qu'il serait utile de s'étendre sur le programme qui n'a jamais été mis sur papier nulle part, sur le programme pratique du «bloc des droitiers et des trotskistes », et de déchiffrer une formule: ce que l'on entend par restauration du capitalisme dans le sens où elle était vue et conçue dans les cercles du « bloc des droitiers et des trotskistes» ...

Les contre-révolutionnaires de droite semblèrent d'abord être une «déviation»: ils semblèrent, au premier regard, être des gens qui commencèrent par un mécontentement relatif à la collectivisation, à l'industrialisation, au fait que l'industrialisation, comme ils le prétendaient, détruisait la production. C'est ce qui semblait, au premier abord, être le principal. C'est alors qu'apparut la plate-forme Rioutine. Quand toutes les machines de l'État, tous les moyens, toutes les meilleures forces furent lancées dans l'industrialisation du pays, dans la collectivisation, nous nous sommes retrouvés littéralement en 24 heures sur l'autre rive, nous nous sommes retrouvés avec les koulaks, avec les contre-révolutionnaires, avec les vestiges capitalistes qui existaient toujours à l'époque dans le milieu du commerce. Il s'en suit donc que l'opinion de base, le jugement, du point de vue subjectif, est clair. Nous avons traversé un processus très intéressant, une surestimation de l'entreprise individuelle, un passage à son idéalisation, l'idéalisation du propriétaire. Telle a été l'évolution. Notre programme était la ferme du paysan individuel prospère, mais en fait le koulak devint une fin en soi. Nous étions ironiques à propos des kolkhoz. Nous, les conspirateurs contre-révolutionnaires, en sommes venus de plus en plus à développer la psychologie que les kolkhoz étaient la musique du futur. Ce qui était nécessaire, c'était de développer des propriétaires riches. C'était le changement énorme qui prenait place dans notre point de vue et dans notre psychologie. En 1917, ce ne serait jamais arrivé à aucun membre de notre parti, y compris à moi-même, d'avoir pitié des gardes blancs qui avaient été tués: mais dans la période de liquidation des koulaks, en 1929-1930, nous avons pitié des koulaks expropriés, pour des raisons prétendument

humanitaires. À qui serait-il arrivé, en 1919, de reprocher aux Bolcheviks - et non au sabotage - la désorganisation de notre vie économique? À personne. Cela aurait sonné comme une trahison franche et ouverte. Bien que j'aie moi-même inventé, en 1928, la formule relative à l'exploitation militaro-féodale de la paysannerie, j'attribuais la responsabilité des sacrifices de la lutte de classe non à la classe qui était hostile au prolétariat mais aux dirigeants du prolétariat même. C'était déjà un tournant à 180°. Ceci signifie que les plates-formes idéologiques et politiques se transformaient en plates-formes contre-révolutionnaires. La paysannerie koulak et les intérêts koulaks devenaient un point du programme. La logique de la lutte menait à la logique des idées et à un changement de notre psychologie, à la contre-révolutionnarisation de nos visées. (Commissariat Justice 1938).

Il serait difficile sinon impossible, camarades, de donner une meilleure explication que celle fournie ici par Boukharine du développement du bloc des droitiers et des trotskistes, ou de la manière dont ils sont devenus des destructeurs et des saboteurs. Ce témoignage de Boukharine constitue une des explications les plus scientifiques jamais données de la «contre-révolutionnarisation» des visées du bloc des droitiers et des trotskistes. Il n'explique pas seulement l'évolution du bloc des droitiers et des trotskistes en tant que bloc, mais aussi celle de chacun de ses membres individuels, les accusés. Sur base de leur position selon laquelle le socialisme était impossible à construire en Union soviétique est issue l'opposition des trotskistes et des gens de la droite à la politique de construction du socialisme du Parti bolchevik. De leur opposition à la construction du socialisme est issue la sympathie de l'opposition pour les koulaks et leur virage «littéralement en 24 heures, sur l'autre rive ... avec les koulaks, avec les contre-révolutionnaires, avec les vestiges capitalistes. »

De ce qui précède, il ressort clairement que tandis que le gouvernement et le parti soviétique dirigeaient le peuple dans la lutte victorieuse pour la construction du socialisme, les trotskistes, les zinoviévistes et ceux de droite, entamant leur programme de l'impossibilité de construire le socialisme, se rapprochaient à toute vitesse, par la logique de la lutte, de leur programme contre-révolutionnaire de restauration du capitalisme.

La politique du P.C.(b)U.S. et du gouvernement soviétique était de conduire les masses soviétiques, dans leur grand nombre, dans la tâche ardue de construction du socialisme. Naturellement, de nombreuses difficultés apparurent. Mais les masses soviétiques, tenant haut la bannière du marxisme-léninisme, et sous la direction glorieuse du Parti bolchevik, surmontèrent toutes les difficultés, éliminèrent un obstacle après l'autre, vainquirent la résistance des koulaks et des riches commerçants et, ne fléchissant jamais face aux difficultés et à la résistance orgueilleuse des ennemis de classe, avancèrent de victoire en victoire et construisirent le socialisme en U.R.S.S.

Cette construction fut un événement d'une importance historique mondiale, un événement d'une importance non moindre que la révolution d'Octobre elle-même.

En construisant avec succès le socialisme en U.R.S.S., le peuple soviétique a démontré au monde entier comment même un pays arriéré tel qu'était la Russie en 1917 a pu, en l'espace de quelques décennies, développer sa technique et améliorer la qualité de vie de sa population, transformant les masses en mauvaise santé, sous-alimentées, analphabètes et ignorantes qu'elles étaient avant la révolution en citoyens soviétiques en bonne santé, bien nourris, instruits, informés et fiers. En construisant le socialisme, le peuple soviétique a porté le coup de grâce à la fois à la théorie réactionnaire trotskiste selon laquelle le socialisme ne pouvait pas être construit dans un seul pays et aux espoirs et désirs des impérialistes qui affirmaient depuis longtemps que les difficultés de la construction du socialisme contraindraient le gouvernement soviétique et le parti d'abandonner sa politique en faveur de celle prêchée par les trotskistes et ceux de droite et, en passant, par les impérialistes. Le monde entier est redevable de gratitude envers le peuple soviétique, le gouvernement soviétique, le P.C.(b)U.S. et son dirigeant J. V. Staline pour avoir fait voler en éclats, en construisant réellement le socialisme, la théorie réactionnaire de l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays arriéré.

La politique des trotskistes et de ceux de droite était celle du défaitisme et de la capitulation face aux difficultés. Autour du programme trotskiste défaitiste se sont rassemblés bon nombre d'éminents défaitistes, par exemple Kaménev et Zinoviev qui, après la 14^e Conférence du Parti, désertèrent le camp du léninisme pour rejoindre celui du trotskisme. Tous ces gens continuèrent alors à établir des relations avec le groupe de la droite dirigé par Boukharine, Rykov et Tomski. Le rapprochement entre les trotskistes et la droite n'est devenu possible que parce que Trotski accepta le programme de la droite dans son entièreté et, pour utiliser l'expression de Boukharine, parce que Trotski a mis au grenier son uniforme de gauche.

Les trotskistes et ceux de droite s'unirent sur base du programme de Rioutine²³. L'essence du programme de Rioutine était qu'il voulait (1) la dissolution des kolkhoz et des sovkhoz, (2) l'affermage des usines soviétiques à des capitalistes étrangers, et (3) le terrorisme contre les dirigeants du Parti bolchevik et du gouvernement soviétique, particulièrement contre Staline, pour s'emparer du pouvoir et réaliser les deux objectifs ci-dessus.

L'essence du programme de Rioutine était qu'il signifiait la restauration du capitalisme en U.R.S.S.

Le programme de Rioutine n'était pas le résultat des efforts de Rioutine à lui seul.

Il avait été produit collectivement par tous ceux de la droite et tous l'avaient discuté en long et en large. Du temps de sa circulation, les dirigeants de la droite - Boukharine, Rykov et Tomski - se tinrent à l'arrière-plan. Kaménev et Zinoviev, cependant,

furent trouvés en possession de ce programme et furent expulsés du Parti.

Étant donné ces informations, dont certaines apparurent durant les procès de Moscou ou au cours des enquêtes qui y menèrent, il est clair désormais qu'en 1932-1933, la situation, relative à la composition des différentes organisations conspiratrices antiparti impliquées dans des activités renégates en vue du renversement par la force du gouvernement soviétique et de la restauration du capitalisme en U.R.S.S., était la suivante:

A. Un groupe mixte trotskiste et zinoviéviste, confondu lors du premier procès de Moscou en août 1936, une association d'assassins politiques composée de:

(1) ZINOVIEV et

(2) KAMÉNEV.

Ils étaient les dirigeants de l'ancienne opposition de Leningrad. Les autres zinoviévistes étaient:

(3) I. P. BAKAÏEV, qui était chargé de l'organisation quotidienne des attaques terroristes contre les dirigeants du Parti et du gouvernement.

(4) I.I. REINGOLD, qui était le membre le plus actif de l'organisation contre-révolutionnaire zinoviéviste clandestine, qui était en tous temps en contact direct avec Zinoviev et Kaménev et a participé à toutes les conférences secrètes des zinoviévistes.

(5) G. E. EVDOKIMOV

(6) R. V. PICKEL, qui était un des hommes les plus sûrs de Zinoviev et a été chargé de son secrétariat durant de nombreuses années. Il était un membre actif du centre terroriste de Moscou.

Les trotskistes étaient:

(7) I. N. SMIRNOV, qui était un ferme partisan de Trotski durant les débats du Parti en 1923-1927, député de Trotski en U.R.S.S. et le vrai organisateur et dirigeant des activités contre-révolutionnaires trotskistes clandestines en U.R.S.S. Il entretenait des relations personnelles avec Trotski et les organisations trotskistes à l'étranger.

(8) A. E. DREITZER, qui était responsable du travail organisationnel quotidien de ce groupe. Trotski décrivait Dreitzer comme «un officier de l'Armée Rouge. Durant et après mon expulsion, il a organisé une garde autour de ma maison, avec dix ou

douze officiers.» Avec Trotski, il a organisé la manifestation contre-révolutionnaire du 7 novembre 1927. Lorsque Trotski était en exil à Alma-Ata, Dreitzer organisait les communications entre Trotski et le centre trotskiste de Moscou.

(9) S. V. MRATCHKOVSKI, qui était l'homme le plus dans la confiance de Trotski et le plus proche de lui sur le plan personnel. Un moment, il a occupé une position importante dans l'armée.

(10) E. S. HOLTZMAN, qui était un membre actif de l'organisation contre-révolutionnaire trotskiste, personnellement en relation avec Smirnov sur les instructions duquel il maintenait le contact avec le centre trotskiste à l'étranger. En 1932, il reçut personnellement des instructions de Trotski concernant les préparatifs d'actes terroristes contre les dirigeants du P.C.U.S.

(11) V. A. TER - V AGANIAN, qui admit au tribunal qu'il était un des organisateurs du centre trotskiste-zinoviéviste et que ce centre était organisé sur base des instructions de Trotski sur le terrorisme.

(12) V. P. OLBERG, «ce citoyen particulier de la République du Honduras», était un agent rémunéré de Trotski et, en même temps, de la police secrète allemande, la Gestapo. Il était membre de l'organisation trotskiste allemande depuis 1927-1928 et avait été envoyé en U.R.S.S. par Trotski avec la mission d'exécuter des actes terroristes.

(13) M. LURYE, qui quitta Berlin pour Moscou le 4 mars 1933, après avoir reçu les instructions de Trotski d'accélérer les actes terroristes contre les dirigeants du P.C.U.S. et le gouvernement soviétique.

(14) N. LURYE, qui arriva en U.R.S.S. en avril 1932, en provenance de Berlin, en mission spéciale de l'organisation trotskiste, dans le but de commettre des actes terroristes.

(15) K. B. BERMA LYOURIN

(16) FRITZ DAVID (KROUGLIANSKI), lui aussi envoyé en U.R.S.S. par Trotski avec des instructions de commettre un attentat contre la vie du camarade Staline. Il reçut ces instructions à Copenhague, de Trotski personnellement.

B. Un centre parallèle de trotskistes. Ce centre a été démasqué au second procès de Moscou en janvier 1937. Il était composé de:

(1) Y. L. PIATAKOV, le Vice-commissaire à l'Industrie lourde qui, étant donné qu'il occupait ce poste très important, était capable de placer d'autres membres et partisans à des positions clés. Il était un des dirigeants de ce centre parallèle.

(2) K. B. RADEK, qui a adhéré à la théorie trotskiste de l'impossibilité de construire le socialisme en U.R.S.S. et qui a conspué la théorie de la construction du socialisme en U.R.S.S. comme étant la théorie de la construction du socialisme dans une seule rue. Il était un des dirigeants de ce centre.

(3) G. Y. SOKOLNIKOV, le Commissaire du Peuple adjoint aux Affaires étrangères et une fois Commissaire aux Finances, qui calomnia l'État soviétique en 1925 en affirmant que les institutions commerciales internes de l'U.R.S.S. étaient des entreprises d'État capitalistes.

(4) L. P. SÉRÉBRIAKOV, qui était un autre dirigeant du centre parallèle trotskiste et qui s'est opposé à Lénine sur la question des syndicats. Il tenait une position liquidationniste à l'égard du Parti.

(5) N. I. MOURALOV, qui était un «soldat» trotskiste, un des aides les plus loyaux et fidèles de Trotski. Lui aussi reconnu qu'il était un saboteur et un déviateur. (6) y. A. LIVCHITZ, qui était un ex-Commissaire du Peuple adjoint aux Chemins de fer et, en même temps, l'assistant de Piatakov dans des affaires criminelles contre les chemins de fer.

(7) Y. N. DROBNIS, un vieux trotskiste professionnel qui extermina des travailleurs, conformément à la formule «plus il y a de victimes, mieux c'est». (8) M. S. BOGOUSLAVSKI, un trotskiste.

(9) I. A. KNIAZEV, un espion japonais qui détruisit des dizaines de trains.

(10) S. A. RATAÏTCHAK, qui occupait le poste clé de Chef de l'Administration centrale de l'Industrie chimique. À ce poste, «ce super-destructeur développe ses talents dans le domaine de la chimie, produit des explosions, détruit les fruits du travail du peuple, tue des gens ... » (Vychinski)

(11) B. O. NORKINE

(12) A. A. CHESTOV

(13) M. S. STROÏLOV

(14) Y. D. TOUROK

(15) I. S. HRASCHE, que Vychinski décrit comme «un homme non seulement à trois dimensions mais à au moins trois nationalités, qui décrit lui-même son occupation principale par le mot éloquent mais pas très agréable d'espion. »

(16) G. E. POUCHINE

(17) V. V. ARNOLD, qui était présenté comme «ce clochard international» et portait différents noms, une canaille endurcie et un agent trotskiste authentique.

Comme on peut le voir, ce groupe occupait de très importantes positions dans le gouvernement et dans l'industrie soviétiques, bien plus que ceux mentionnés dans le premier groupe.

C. Le bloc des droitiers et des trotskistes. Ce bloc a été jugé aux procès de Moscou en mars 1938. Les personnages en vue de ce bloc étaient les dirigeants de l'aile droite:

(1) N. I. BOUKHARINE, qui occupa durant des années de nombreuses positions importantes dans le Parti, bien qu'il fût connu pour son indécision politique et pour son opposition à Lénine et à la ligne du Parti.

(2) A. I. RYKOV, qui était un ex-Premier ministre de l'U.R.S.S.

(3) G. G. YAGODA, chef de la police politique, l'O.G.P.U., jusque 1936.

Les trotskistes dans le bloc étaient :

(4) N. N. KRESTINSKI, ex-ambassadeur à Berlin, ex-Commissaire du Peuple aux Finances et ex-Secrétaire du Comité central du P.C.U.S.

(5) K. G. RAKOVSKI, ex-ambassadeur à Londres et Paris.

(6) A. P. ROSENHOLTZ, qui était le Commissaire du Peuple au Commerce extérieur de l'U.R.S.S.

(7) S. A. BESSONOV.

Les alliés nationalistes de la droite et des trotskistes étaient:

(8) G. F. GRINKO, qui était Commissaire du Peuple aux Finances de l'U.R.S.S. et nationaliste ukrainien.

(9) A. IKRAMOV, qui était un des dirigeants de l'organisation nationaliste bourgeoise en Ouzbékistan et, dans les années trente, le Secrétaire du Bureau central asiatique du Comité central de l'U.R.S.S.

(10) F. KHODJAÏEV, qui était lui aussi un des dirigeants de l'organisation nationaliste bourgeoise en Ouzbékistan.

(11) V. F. CHARANGOVICH, qui était un des dirigeants de l'organisation nationale fasciste biélorusse qui s'était fixé pour objectif de miner le pouvoir soviétique et de

séparer la Biélorussie de la Russie et de la placer sous le contrôle des capitalistes et des propriétaires polonais.

Les nationalistes avaient rejoint le P.C.(b)U.S. parce qu'ils croyaient que le Parti, à travers la NEP, prenait la direction du capitalisme. Mais lorsque le plan quinquennal fut déployé, rendant de plus en plus ténues les chances de restauration du capitalisme, les nationalistes devinrent résolument hostiles au pouvoir soviétique. Ils devinrent les alliés de ceux de droite tels que Boukharine et Rykov, étant donné que les deux tendances (les nationalistes et la droite) étaient opposées à la construction du socialisme en U.R.S.S. La droite promit aux nationalistes l'établissement de républiques nationales bourgeoises indépendantes après avoir pris le pouvoir en Union soviétique.

(12) M. A. TCHERNOV, le Commissaire du Peuple à l'Agriculture de l'U.R.S.S., un ex-menchevik qui avait gardé des relations avec les organisations mencheviques à l'étranger. Il rejoignit le P.C.U.S. à l'époque de la NEP.

(13) L. G. LÉVINE, qui, comme Pletnev et Kazakov (voir ci-dessous) était membre d'un groupe de docteurs sous l'influence de Yagoda. (14) D. D. PLETNEV

(15) I. N. KAZAKOV

(16) I. A. ZELENSKI, qui était un ancien dirigeant de l'Administration des Coopératives pour toute l'Union (président de la Centrosèyuz) .

D'autres, d'une importance politique moindre, qui n'étaient que des outils du groupe dirigeant, étaient:

(17) V. I. IVANOV

(18) P.T. ZOUBAREV, qui était un des organisateurs et dirigeants de l'organisation clandestine contre-révolutionnaire des Droits dans l'Oural.

(19) P. P. BOULANOV, qui était l'ancien secrétaire du Commissariat du Peuple aux Affaires internes.

(20) P. P. KRIOUTCHKOV, qui était l'ancien secrétaire de M. Gorki.

(21) V. A. MAXIMOV-DIKOVSKY, qui était un ancien secrétaire de Kouibychev, le Vice-Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S., assassiné par le bloc des droitiers et des trotskistes.

D. Le groupe militaire comprenait:

(1) M. N. TOUKHATCHEVSKI

(2) I. E. YAKOV

(3) I. P. OUBOREVITCH (4) A. G. KORK

(5) R. P. EIDEMANN

(6) B. M. FELDMAN

(7) V. M. PRIMAKOV

(8) V. K. POUTNA

Ce groupe, bien qu'opérant indépendamment jusqu'à un certain point, entretenait des contacts principalement avec ceux de droite.

En 1933, sur les instructions de Trotski, ces groupes établirent un centre de contact à travers lequel ils échangèrent régulièrement des informations et coordonnèrent leurs politiques. Les trois premiers groupes entretenaient des contacts réguliers avec Trotski (qui était en exil) et exécutaient ses instructions. Le groupe n'eut aucune difficulté à maintenir un contact régulier avec Trotski à l'étranger. Certains des membres des groupes devaient, dans leurs fonctions officielles, se rendre à l'étranger de temps en temps. Alors qu'ils étaient en visite officielle à l'étranger, ils en profitaient pour prendre contact avec Trotski, directement ou indirectement. Comme on peut le voir sur base de la composition du second groupe, quelques-uns de ses membres étaient des trotskistes qui avaient été les ambassadeurs de l'Union soviétique dans des centres aussi importants que Paris et Berlin. Certains des accusés devaient aussi, dans leurs fonctions officielles, rencontrer à Moscou les représentants diplomatiques de pays étrangers. Tous ces facteurs rendaient très facile, pour les trois premiers groupes, d'être en relation constante avec Trotski en exil.

La restauration du capitalisme - le programme économique des conspirateurs

Tous les groupes étaient unis dans leur hostilité et leur opposition à la construction du socialisme en U.R.S.S. Ils étaient unis dans leur défaitisme. Les groupes étaient composés de gens qui étaient défaitistes, qui pliaient face aux difficultés. Le programme économique de ces groupes impliquait la dissolution des kolkhoz et sovkhoz et le retour à une agriculture capitaliste individuelle; il impliquait le ralentissement de l'industrialisation rapide. Bref, le programme économique de ces groupes impliquait la restauration des relations capitalistes de production, la mise en œuvre de la politique de «repli», c'est-à-dire de restauration capitaliste, comme décrite par Trotski dans son *Soviet Economy in Danger*. Cette politique était, en

essence, impossible à distinguer du programme de Rioutine. À son procès, Radek expliqua la signification du programme économique de ces groupes. Dans le domaine de l'industrie, Radek expliqua que ce programme signifiait «non seulement l'octroi de concessions aux États capitalistes sur des entreprises industrielles importantes, mais aussi le transfert, la vente à des propriétaires capitalistes privés d'entreprises économiques importantes à préciser par eux. Trotski envisageait la question des *debenture loans*, c'est-à-dire l'admission de capital étranger pour l'exploitation d'usines qui resteraient formellement entre les mains de l'État soviétique.

Dans le domaine de la politique agricole, il [Trotski] posait nettement la question de dissoudre les kolkhoz et exprimait l'idée de mettre à la disposition des paysans individuels les tracteurs et autres machines agricoles complexes pour faire renaître une nouvelle couche de koulaks. Enfin, la nécessité de faire renaître le capital privé dans les villes était posée d'une façon absolument nette. Il était clair qu'il s'agissait de la restauration du capitalisme. (Commissariat Justice 1937, p. 121.)

Au même procès, Piatakov expliqua aussi la véritable signification du «repli» prôné par Trotski - un «repli très avancé dans la direction du capitalisme». Piatakov expliqua que l'essence du programme économique prôné par Trotski était impossible à distinguer du programme économique de la droite - le programme Rioutine - et que l'unité entre les trotskistes et ceux de droite était «non seulement une mesure tactique», mais aussi une unité qui avait «une certaine signification de principe». Voici ce que disait Piatakov dans ce contexte:

Bref, Trotski posait la question de telle sorte qu'il s'agissait d'un recul très sérieux; il dit très exactement: vous [Piatakov] et Radek, vous êtes encore sous l'empire des vieilles idées de 1925-1926 [lorsque Trotski était un superindustrialisateur, et vous ne vous représentez pas, qu'au fond, l'arrivée au pouvoir signifierait que nous devons fortement reculer vers le capitalisme. Sous ce rapport, Trotski disait que, au fond, nous n'avions qu'un seul programme avec les droitiers, pour autant que ceux-ci ont accepté le programme d'actes de diversion et de sabotage et considèrent qu'il faut reculer vers le capitalisme. Trotski exprima sa très grande satisfaction lorsque je lui eus raconté les entretiens que Sokolnikov, puis moi, avions eus avec Tomski et quel était le contact que Radek et moi avions avec Boukharine. Il dit que cela n'était pas seulement une mesure tactique, c'est-à-dire l'union dans la lutte contre un seul et même ennemi, mais que c'était aussi une union ayant une certaine importance de principe. (Commissariat Justice 1937, p. 70.)

À son procès, Boukharine dit quelque chose de semblable. Il expliqua que la formulation pratique de son programme signifiait la restauration du capitalisme dans la

sphère économique et la restauration de la démocratie bourgeoise dans la sphère politique. En d'autres termes, le programme des gens de droite et des trotskistes ne signifiait rien d'autre que le renversement de la dictature du prolétariat et la fin de la construction socialiste. Boukharine:

Si mon programme avait dû être formulé pratiquement, il serait, dans la sphère économique, un capitalisme d'État, le moujik individuel prospère, la restriction des kolkhoz, les concessions étrangères, l'abandon du monopole du commerce étranger et, en résultat, la restauration du capitalisme dans le pays ...

Dans le pays, notre programme actuel- il faut le souligner, je pense - était un retour à la liberté bourgeoise-démocratique, à la coalition, parce que, en faisant bloc avec les mencheviks, les socialistes révolutionnaires et semblables, il s'ensuit qu'il y aurait eu la liberté de parti, la liberté de coalition, et cela découle assez logiquement de la combinaison des forces pour la lutte, parce que si l'on choisit des alliés pour renverser le gouvernement, au lendemain de la victoire, ils seront des partenaires pour l'exercice du pouvoir. C'est un retour non seulement dans la voie de la liberté bourgeoise-démocratique, mais, au sens politique, dans des voies qui présentent sans aucun doute des éléments de césarisme. (Commissariat Justice 1938, p. 381-382.)

Répondant à une intervention de Vychinski, le procureur, Boukharine expliqua que «césarisme» veut dire fascisme:

Puisque, dans les milieux de la droite et des trotskistes, existait un penchant idéologique pour les koulaks ainsi qu'un penchant pour une «révolution de palais» et un coup d'État, pour une conspiration militaire et une garde prétorienne de contre-révolutionnaires, ceci n'est rien d'autre que du fascisme. (Commissariat Justice 1938, p. 382.)

Le groupe des nationalistes bourgeois mentionné précédemment, qui travaillaient pour le même objectif de restauration du capitalisme en U.R.S.S. que ceux de droite et les trotskistes, firent cause commune avec ces derniers. Les nationalistes avaient rejoint le Parti au moment de la NEP parce que «nous considérions que l'évolution de la NEP dans le sens que nous désirions [c'est-à-dire la restauration du capitalisme] n'était pas exclue. D'autre part, nous ne voyions pas en Europe les forces alliées avec qui nous pouvions progresser plus résolument (Commissariat Justice 1938, p. 69, Grinko). »

Mais quand il devint plus clair que, non seulement la NEP n'évoluait pas «dans le sens désiré» par les nationalistes bourgeois, mais qu'elle conduisait au contraire au succès de la construction du socialisme, les nationalistes cessèrent tout simplement

de poursuivre l' «exploration politique» qu'ils avaient menée jusqu'ici. Grinko: «Nous avons progressivement aboli les antennes pour la recherche de forces politiques étrangères susceptibles de nous aider.» Et à ce moment, «l'organisation nationaliste ukrainienne avait entièrement repris la position de la droite sur les questions politiques générales, c'est-à-dire la position de lutte contre l'industrialisation et la collectivisation. » (Commissariat Justice 1938.)

Ayant déjà établi des contacts avec «certains États hostiles au pouvoir soviétique », le groupe nationaliste de Grinko continua, en 1935-1936, à établir des relations avec ceux de droite et les trotskistes. Ce qui unissait ceux de droite et les trotskistes, d'une part, et les nationalistes, d'autre part, c'était que tous avaient adopté une position identique «sur les questions politiques générales, c'est-à-dire la position de lutte contre l'industrialisation et la collectivisation. » Tous avaient adopté la position de lutter contre la politique du Parti de construction du socialisme, la position de miner le gouvernement soviétique et d'œuvrer pour la restauration du capitalisme. Il est vain de demander si chacun d'eux désirait *subjectivement* une telle restauration. Les nationalistes désiraient certainement *subjectivement* une telle restauration, mais, en ce qui concerne ceux de droite et les trotskistes, la vérité objective est que, ayant fait de l'impossibilité de construire le socialisme en U.R.S.S. leur point de départ, ils étaient amenés naturellement et par la «logique de la lutte» à occuper une position contre-révolutionnaire qui était objectivement impossible à distinguer de celle tenue par le groupe nationaliste de Grinko. «La logique de la lutte, disait Boukharine, a conduit à la logique des idées et à un changement de notre psychologie: à une contre-révolutionnarisation de nos objectifs.» Boukharine avait absolument raison. La position trotskiste et de droite était réduite à attirer tous les éléments, aussi bien nationaux qu'internationaux, qui étaient «hostiles au pouvoir soviétique» et à les souder tous dans un front uni contre le pouvoir soviétique et contre le socialisme, éperonné par la haine du socialisme. Les trotskistes et ceux de droite représentaient les sections «socialistes» de ce front uni contre-révolutionnaire anticommuniste, contre le socialisme, contre l'État de la classe ouvrière. Ayant débuté sur une position objectivement contre-révolutionnaire, les trotskistes et ceux de droite ont abouti à une position, elle aussi, subjectivement contre-révolutionnaire.

Un autre facteur qui était commun aux trotskistes, à ceux de droite et aux nationalistes était que tous s'appuyaient sur l'intervention et l'aide militaire des puissances impérialistes. Tous travaillaient à miner la capacité de défense soviétique tout en faisant tout, dans le même temps, pour provoquer une agression impérialiste contre l'Union soviétique. Grinko:

Cela signifie miner le pouvoir de défense de l'Union soviétique, miner les activités dans l'armée et l'industrie de la défense, ouvrir le front au cas où la guerre éclaterait et provoquer cette guerre. Cela signifie élargir les relations avec les éléments antisoviétiques agressifs à l'étranger. Cela signifie

permettre le démembrement de l'U.R.S.S. et dédommager les agresseurs au détriment des territoires frontaliers de l'U.R.S.S. (Commissariat Justice 1938, p. 76.)

Le groupe de Grinko, comme les autres groupes nationalistes en U.R.S.S., avait reçu la promesse des trotskistes et de la droite qu'après l'arrivée au pouvoir de ces derniers (c'est-à-dire après la restauration capitaliste en U.R.S.S.), les différents groupes nationalistes seraient autorisés à établir des républiques nationales bourgeoises indépendantes. Tel était le prix que les trotskistes et ceux de droite avaient consenti à payer pour s'assurer le soutien des nationalistes. Le groupe de Grinko opérait en Ukraine et œuvrait à une république bourgeoise indépendante d'Ukraine. Des groupes nationalistes similaires opéraient en Ouzbékistan et à Bokhara. Khodjaïev, un des accusés au troisième procès et membre de l' «Alliance Nationale» (une organisation nationaliste bourgeoise), donna le compte rendu suivant du mouvement nationaliste et des activités de l' «Alliance Nationale». Il affirma que l' «Alliance Nationale» «se fixe l'objectif de transformer le peuple de la république populaire de Bokhara en une république démocratique bourgeoise, pour en faire un État tampon entre la Grande Bretagne et la Russie soviétique.» (Commissariat Justice 1938, p. 212.)

Ikramov était un autre membre de la même organisation que Khodjaïev. Ikramov expliqua à son procès que Boukharine lui avait exprimé le point de vue que les Républiques d'Asie centrale «devraient inévitablement passer par le stade du développement capitaliste normal» et que, sans passer par ce stade, elles ne pourraient pas construire le socialisme. Étant donné que c'était aussi le point de vue des nationalistes bourgeois, ils n'eurent aucune hésitation à soutenir et collaborer avec ceux de droite, spécialement depuis qu'on leur avait fait la promesse de formation d'une république démocratique bourgeoise indépendante de Bokhara, après le renversement du pouvoir soviétique.

La victoire du fascisme en Allemagne en 1933 eut pour résultat de renforcer encore le pessimisme des trotskistes et de la droite qui croyaient maintenant que, en cas de guerre avec l'Allemagne, l'Union soviétique ne survivrait pas et que sa défaite était inévitable. Ils considéraient de ce fait qu'il était nécessaire de s'entendre avec l'Allemagne fasciste, de faire des concessions aux fascistes à l'extérieur et aux éléments capitalistes dans l'Union soviétique. Puisque le Parti et le gouvernement soviétique ne consentiraient pas à faire ces concessions, il était nécessaire, selon les trotskistes et ceux de droite, de changer la direction du gouvernement et du parti de manière à éviter le désastre et la défaite de l'Union soviétique dans la guerre avec l'Allemagne nazie. Ce qui suit sont quelques exemples de l'estimation de la force relative du fascisme et de l'impérialisme, d'une part, et de celle de l'Union soviétique, d'autre part, donnée par les trotskistes et ceux de droite:

Il est clair, en tout cas, qu'avec les seules forces intérieures, dans la situation de désagrégation ultérieure du mouvement prolétarien mondial et de domination fasciste, qui s'étend, il est impossible de maintenir longtemps le pouvoir soviétique. (Trotsky 1-10- 1933, p. 263.)

Et:

Si la guerre n'était qu'une guerre, la défaite de l'U.R.S.S. serait inévitable. Sous les rapports de la technique, de l'économie et de l'art militaire, l'impérialisme est infiniment plus puissant que l'U.R.S.S. S'il n'est pas paralysé par la révolution en Occident, il détruira le régime né de la révolution d'Octobre. (Trotsky 1936, p. 153.)

Avant de continuer à reproduire l'estimation que faisait Boukharine du fascisme, comme révélé par Ivanov, un des accusés au troisième procès de Moscou, il faut remarquer que cette estimation pessimiste et défaitiste de Trotsky s'est avérée être tout à fait sans fondement et fautive. Non seulement l'Union soviétique n'a pas été vaincue par l'Allemagne nazie, mais en fait l'Union soviétique a apporté une contribution immense à la défaite de l'Allemagne nazie. Sans la contribution soviétique, celle-ci n'aurait pas pu être vaincue.

Pour en revenir à l'estimation que Boukharine faisait du fascisme, voilà ce qu'en

dit Ivanov:

Vous savez, il (Boukharine) disait que le capitalisme est maintenant entré dans une nouvelle phase de développement et, à ce nouveau stade, le capitalisme développe des éléments assez élevés d'organisation et de planning. Le capitalisme, disait-il, manifeste une force nouvelle et fraîche, qui s'exprime dans le progrès de la technique qui équivaut en fait à une révolution technologique et au rajeunissement du capitalisme. Et, par conséquent, nous devons revoir notre point de vue sur les contradictions, sur les classes, sur la lutte des classes, etc. Il faut introduire des amendements fondamentaux au marxisme. La manière dont Marx traitait la question des révolutions prolétariennes n'est plus appropriée. La doctrine de Lénine et de Staline, selon laquelle l'époque de l'impérialisme est une époque de révolutions prolétariennes était, disait-il, l'utopie la plus nuisible. C'était, en fait, la position sur laquelle nous nous basions et qui nous a conduits au fascisme Boukharine disait que je n'avais pas réfléchi assez profondément à cette question. Le fascisme, disait-il, correspondait aux dernières tendances du développement du capitalisme. Nous avons abouti directement au fascisme. (Commissariat Justice 1938, p. 118-119.)

Au vu de cette estimation défaitiste et pessimiste de la situation intérieure et internationale et de leur opposition à la construction du socialisme, est-il surprenant que les trotskistes et ceux de droite aient voulu recourir à des mesures de restauration capitaliste en U.R.S.S. et à

des concessions à l'Allemagne fasciste afin d'éviter le «désastre» et de «sauver» l'Union soviétique? Mais les trotskistes et ceux de droite ne pouvaient pas mettre en œuvre leur politique «d'évitement du désastre», c'est-à-dire de restauration capitaliste et de concessions à l'Allemagne sans un changement dans la direction du Parti et du gouvernement. Comment pouvaient-ils réaliser un tel changement de direction? Une manière aurait été de faire appel à la classe laborieuse et à son avant-garde, le P.C.(b)U.S., pour la convaincre que le Parti, sous la direction de Staline, conduisait le pays au «désastre », que l'opposition avait un plan pour éviter le désastre et que, pour ce faire, un changement de direction était nécessaire. Mais les trotskistes et ceux de droite n'avaient aucune chance de mobiliser la classe laborieuse pour leur programme. Pourquoi pas? Parce que leur programme était contrerévolutionnaire et visait la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Les trotskistes et ceux de droite ne pouvaient pas se présenter ouvertement à la classe laborieuse avec un tel programme et espérer son soutien. C'est la seule explication pour laquelle le programme des trotskistes et de la droite n'a jamais été exposé à la classe ouvrière, mais est resté la propriété d'une petite clique d'adeptes du capitalisme, les trotskistes et gens de droite. Le camarade Staline avait parfaitement raison de dire:

Les trotskistes de nos jours craignent de montrer à la classe ouvrière leur vrai visage; ils craignent de lui ouvrir leurs buts et objectifs réels; ils cachent soigneusement à la classe ouvrière leur physionomie politique, de peur que si la classe ouvrière apprend leurs véritables intentions, elle les maudisse comme hommes qui lui sont étrangers et les chasse loin d'elle. (Staline 3-3-1937, p. 134.)

C'est vrai pour les trotskistes de 1937, mais aussi pour ceux d'aujourd'hui. N'étant pas en position de rendre leur programme public pour la classe laborieuse et moins encore de rallier le soutien de cette classe autour d'un tel programme, il ne restait plus aux trotskistes et à ceux de droite que les alternatives suivantes, s'ils voulaient obtenir un changement dans la direction du P.C.(b)U.S. et du gouvernement soviétique:

le recours à la terreur individuelle contre les dirigeants les plus éminents et représentatifs du Parti et du gouvernement -liquider les dirigeants en les assassinant;

l'élimination de la direction du Parti et du gouvernement par un coup d'État militaire éventuellement planifié pour coïncider avec une agression étrangère contre l'Union soviétique ou, si l'agression étrangère tardait à venir, il aurait pu se produire en temps de paix;

le recours aux destructions et au sabotage pour miner l'industrie soviétique, particulièrement l'industrie de la défense;

la confiance en des puissances impérialistes étrangères et à l'agression

étrangère contre l'U.R.S.S. dans le but de renverser le gouvernement soviétique.

Telles étaient les méthodes charmantes qu'il restait aux trotskistes et gens de droite contre-révolutionnaires, coupés de la classe ouvrière et des millions de travailleurs, méthodes sur lesquelles nous allons nous pencher.

Méthodes utilisées par le trotskisme

À la 15^e Conférence du Parti, le camarade Staline a dit que les trotskistes se distinguaient par leur «manque de scrupules dans le choix des moyens et l'absence de principes en politique». (Cité par Vychinski dans Commissariat Justice 1937, p.SOS.) C'est cette absence de scrupules en ce qui concerne les moyens et cette absence de principes en politique, propres aux trotskistes et aux droitiers, que les procès de Moscou ont révélé aussi clairement.

Les procès ont révélé le véritable visage politique du trotskisme - le trotskisme en action. Ils ont mis en évidence les véritables caractéristiques des trotskistes en tant que groupes de déviationnistes et de meurtriers, opérant sur les instructions des services secrets étrangers et des états généraux des agresseurs. Les procès ont montré le trotskisme dans le rôle de l'avant-garde des forces fascistes antisoviétiques. Ils ont montré que la conversion du trotskisme en agence fasciste n'était que l'aboutissement de son développement historique et que cette conversion ne faisait que couronner la lutte que le trotskisme avait menée contre la classe laborieuse et le Parti, contre Lénine et le léninisme, durant des décennies. «Comme une bande cinématographique tournée à rebours, ce procès nous a rappelé et montré toutes les étapes essentielles de la voie historique des trotskistes et du trotskisme, qui a consacré plus de trente années de son existence pour préparer, en fin de compte, sa transformation définitive en un détachement d'assaut du fascisme, en une section de la police fasciste.» (Vychinski dans Commissariat Justice 1937, p. 484.)

Le chapitre suivant traite de l'évidence relative au manque de scrupules en ce qui concerne les moyens utilisés par les trotskistes, les zinoviévistes et les droitiers dans leur lutte pour le renversement du gouvernement soviétique et pour la restauration du capitalisme.

Chapitre 8

Terrorisme

Présentons d'abord les preuves relatives au terrorisme. Lors du procès du Centre terroriste zinoviéviste (le premier des trois procès de Moscou) en août 1936, Smirnov, l'un des accusés, un trotskiste, affirma qu'il avait reçu, au cours d'un séjour à Berlin, un message de Trotski via le fils de celui-ci, Sedov. Trotski disait dans son message «qu'il était nécessaire de modifier les anciennes méthodes de lutte contre le parti et qu'il était temps d'adopter des méthodes terroristes.» (Commissariat Justice 1936.)

Holtzman, qui avait eu un entretien secret avec Trotski à Copenhague en 1932, témoigna aussi qu'au cours de sa conversation avec Trotski, ce dernier affirma qu'il était «nécessaire d'éliminer Staline. »

Vychinski. - Que signifie «éliminer Staline»? Expliquez.

Holtzman. - Je vais en parler. Trotski dit alors que si Staline était éliminé, il deviendrait possible pour les trotskistes de prendre le pouvoir et la direction du P.C.U.S. Il a dit aussi que la seule façon d'éliminer Staline était le terrorisme.

Vychinski. - Trotski a-t-il dit cela explicitement?

Holtzman. - Oui. Il a dit que, dans ce but, il était nécessaire de choisir des gens responsables comme cadres, adaptés à cette tâche. Ensuite, il a dit que cela devait être communiqué à Smimov, mais je ne devais en parler à personne d'autre.

Vychinski. - Ainsi, Trotski vous a dit en face que la tâche fondamentale à présent (c'est-à-dire en automne 1932) était d'assassiner le camarade Staline? Vous vous en souvenez parfaitement?

Holtzman. - Oui. (Commissariat Justice 1936.)

L'accusé Fritz David affirma qu'il avait, lui aussi, eu une conversation avec Trotski en novembre 1932. Durant cette conversation, Trotski a dit littéralement ceci:

Il n'y a à présent plus d'autre porte de sortie que l'élimination par la violence de Staline et de ses partisans. La terreur contre Staline - voici la tâche révolutionnaire. Quiconque est révolutionnaire, sa main ne tremblera pas. (Volume 8, *Preliminary Investigations*, p. 62.)

L'accusé Berman - Yourine témoigna que Trotski avait dit à plusieurs reprises: «Tant que Staline n'aura pas été éliminé par la violence, il ne sera pas possible de changer la politique du parti; dans le combat contre Staline, nous ne devons pas hésiter à adopter des mesures extrêmes. Staline doit être éliminé physiquement. »

En plus des preuves mentionnées ci-dessus concernant l'adoption du terrorisme par Trotski comme moyen d'acquérir le pouvoir, on pourrait aussi ajouter qu'en 1932, dans un accès de furie contre-révolutionnaire, Trotski exprima dans une lettre ouverte un appel à « se débarrasser de Staline». Cette lettre fut trouvée dans le double fond de la valise de Holtzman et fut exhibée au premier procès de Moscou.

En 1933, Trotski prôna encore une fois le terrorisme contre les dirigeants du gouvernement et du Parti soviétique sous une forme assez explicite. Dans le *Bulletin de l'opposition* (trotskiste), numéro 36-37 d'octobre 1933, nous trouvons un certain nombre de références directes au terrorisme comme méthode de lutte contre le gouvernement soviétique. Voici un exemple:

Ce serait un enfantillage de croire qu'il soit possible d'éliminer la bureaucratie stalinienne par un congrès du Parti ou des Soviets. Pour écarter la clique gouvernante [comme les trotskistes appellent calomnieusement le gouvernement soviétique], il ne reste aucune voie constitutionnelle normale. »

Les obliger à remettre le pouvoir aux mains de l'avant-garde prolétarienne (les agents fascistes trotskistes se considéraient eux-mêmes comme l'avant-garde prolétarienne !), - on ne le peut que *par la force*. (Cité par Vychinski dans Commissariat Justice 1937, p. 530.)

Trotski était hors d'atteinte de la loi soviétique lorsqu'il écrivit les phrases ci-dessus dans lesquelles il prône le terrorisme. Aucun trotskiste ou autre critique bourgeois des procès n'est donc en mesure d'affirmer que Trotski a été forcé d'écrire ces lignes par la Guépéou. Lorsque les différents accusés déclarèrent lors des procès qu'ils avaient organisé des actes terroristes sur instruction directe de Trotski, ils furent obligés de dire ce qui était en fait la vérité et, pour utiliser les termes du camarade Vychinski, «il n'est point de bavardage, point de calomnies, point d'insinuations ni de mensonges trotskistes qui puissent masquer ce fait !» (Commissariat Justice 1937, p. 531.)

Avant de continuer à fournir des détails sur les actes terroristes des trotskistes, des zinoviévistes et de la droite, il faut poser la question: pourquoi ces gens ont-ils eu recours au terrorisme? C'est une question très importante qui est posée constamment et à laquelle il faut donc répondre de façon exhaustive. Comment le marxisme peut-il être concilié avec l'incitation à la terreur et aux activités terroristes? L'accusé Reingold a fourni les réponses à ces questions dans les termes suivants:

En 1932, Zinoviev, dans l'appartement de Kaménev, en présence d'un certain nombre

de membres du centre uni trotskiste-zinoviéviste, argumenta en faveur du recours à la terreur comme suit: bien que la terreur soit incompatible avec le marxisme, ces considérations doivent être abandonnées au moment présent. Il n'y a actuellement pas d'autre méthode à notre disposition pour combattre les dirigeants du parti et du gouvernement. Staline combine en lui toute la force et la rigueur de la direction du parti. Dès lors, Staline doit être le premier à être éliminé.

Comme a dit Vychinski:

Voici une réponse, franchement cynique, insolente mais absolument logique.

Reingold poursuivit:

Kaménev a élargi sa théorie et dit que les précédentes méthodes de lutte, à savoir les tentatives de gagner les masses ... et de miser sur les difficultés économiques, ont échoué. C'est pourquoi la seule méthode de lutte à notre disposition est le terrorisme,

197

les actes terroristes contre Staline et ses plus proches collaborateurs, Vorochilov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Kossior, Postitchev et Jdanov.

Au premier procès, Kaménev affirma:

Je devins convaincu que la politique du parti, de sa direction, avait été victorieuse uniquement dans le sens que la victoire politique dans le pays du socialisme est possible, que cette politique était acceptée par la masse des travailleurs.

Cette affirmation est unique de par son manque de principe, son cynisme. Voici un aveu franc que l'accusé a combattu la politique du parti simplement parce qu'elle avait été victorieuse.

Rykov donna une explication semblable à l'adoption du terrorisme par son groupe clandestin. Il explique:

Du fait du caractère illégal et conspirateur de l'organisation contre-révolutionnaire de la droite, de l'absence de toute base de masses pour ses activités contre-révolutionnaires, et de l'impossibilité d'arriver au pouvoir d'une autre façon, l'adoption de méthodes terroristes, du point de vue de notre centre, donnait quelques perspectives. (Commissariat Justice 1938.)

On peut donc voir que les accusés en vinrent au terrorisme du fait de l'absence

complète de perspectives favorables dans leur lutte pour le pouvoir par d'autres méthodes. C'était justement sur base de la lutte terroriste que les négociations qui résultèrent dans l'union des trotskistes, zinoviévistes et de la droite furent menées et conclues avec succès. Le terrorisme afin de renverser le gouvernement soviétique et de restaurer le capitalisme était la base réelle sur laquelle s'unirent les trotskistes, les zinoviévistes et la droite. Passons maintenant à l'organisation concrète et aux actes terroristes commis par les trotskistes, les zinoviévistes et la droite contre les dirigeants du gouvernement et du Parti soviétique.

Activités terroristes des accusés et meurtres de personnalités de l'État soviétique

Les meurtres planifiés et perpétrés avec succès par les accusés furent ceux de S. M. Kirov, V. R. Menjinski, V. V. Kouibychev, A. M. Gorki et de M. A. Pechkov.

Prenons l'assassinat de Kirov²⁴. Cet assassinat fut complètement élucidé lors du procès du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste, mais il ne fut établi que lors du 3^e procès -le procès du bloc antisoviétique de la droite et des trotskistes - que le centre terroriste trotskiste-zinoviéviste qui avait commis le meurtre de Kirov n'avait pas agi seul. Il fut établi indubitablement au troisième procès que Kirov avait été assassiné sur décision du centre de la droite et des trotskistes, «le centre de tous les centres» (Vychinski).

L'accusé Yagoda confirma devant la Cour que Kirov avait été assassiné sur décision directe du bloc des droitiers et des trotskistes et qu'il avait exécuté lui-même cette décision. C'est lui qui accomplit cette tâche infâme. Il donna ordre à Zaporozjetz, premier assistant de l'administration régionale du commissariat du peuple aux affaires intérieures à Leningrad, de faire tout ce qu'il pouvait pour que cet assassinat soit commis. À peu près deux mois avant l'assassinat, Nikolaïev, l'assassin de Kirov et l'instrument de l'organisation clandestine trotskiste-zinoviéviste à Leningrad, fut arrêté et amené devant l'administration régionale. Il fut trouvé en possession d'un revolver et de cartouches et d'une carte de la route que Kirov avait l'habitude de prendre. Il était parfaitement clair que Nikolaïev se préparait à commettre un acte terroriste contre Kirov. Mais, observant les ordres directs de Yagoda, Zaporozjetz relâcha cet assassin potentiel. Deux mois plus tard, Nikolaïev assassina Kirov, avec la participation directe de Yagoda, qui était chargé à ce moment de la protection des membres du gouvernement. C'est ainsi que les traîtres à la cause du socialisme commirent ce crime lâche et insensé, le meurtre du camarade Serghei Mironovich Kirov. En assassinant Kirov, «ces chiens enragés du capitalisme tentèrent d'arracher ce que notre pays a de meilleur. Ils tuèrent un des hommes de la révolution qui nous était le plus cher, cet homme admirable et merveilleux, brillant et joyeux comme le sourire sur ses lèvres et comme notre nouvelle vie. Ils ont tué notre Kirov; ils nous ont blessés tout près de notre cœur. Ils pensaient qu'ils pourraient semer la

confusion et la consternation dans nos rangs.» Mais «aux lâches coups de feu du meurtrier du 1er décembre 1934, le pays entier a répondu par une haine unanime» (Vychinski, Commissariat Justice 1936.)

Yagoda confirma aussi devant la Cour que Rykov et Boukharine avaient pris part à l'adoption de la décision d'assassiner Kirov.

Les comptes rendus de la Cour dans le procès du bloc des droitiers et des trotskistes établissent aussi que leurs activités terroristes ne s'étaient pas limitées au meurtre de Kirov; que Gorki, Menjinski, Kouibychev et Pechkov (le fils de Gorki) furent aussi victimes d'actes terroristes commis sur les instructions du centre des droitiers et des trotskistes. Sur ce sujet, Yagoda a témoigné comme suit:

En 1934, en été, Iénoukidzé m'informa que le centre du «bloc de la droite et des trotskistes» avait adopté une décision pour organiser l'assassinat de Kirov ... Je déclare donc catégoriquement que le meurtre de Kirov fut effectué sur instructions du centre du «bloc de la droite et des trotskistes ». Ce fut aussi sur décision de ce centre que des actes terroristes furent commis contre Kouibychev, Menjinski et Gorki. Quelle était la situation? Même avant que Kirov ne soit assassiné, le fils de Gorki, Maxime, mourut. J'ai déjà déclaré devant la Cour que j'admettais mon rôle dans la maladie de Maxime. (Commissariat Justice 1938, pp. 572-573.)

Le témoignage de Yagoda fut confirmé par ceux qui prirent une part directe à ces lâches assassinats. Yagoda tenta d'abord de nier toute responsabilité dans le meurtre de Pechkov. Mais il l'admit plus tard à huis clos, expliquant que son manque de volonté à en parler était dû au fait que les motifs du meurtre de Pechkov avaient été de nature purement personnelle. Mais Yagoda parla à la session publique de la Cour du meurtre de Menjinski, président de la Guépéou, en insistant sur le fait que les motifs de ce meurtre n'étaient pas du tout de nature personnelle ou carriériste mais purement politique. Yagoda déclara:

Je nie qu'en provoquant la mort de Menjinski, j'aie été guidé par des considérations de nature personnelle. J'aspirais au poste de chef de la Guépéou, non pas pour des considérations personnelles ou carriéristes, mais pour les intérêts de notre activité conspiratrice. (*Ibid.*)

Comment Yagoda exécuta-t-il ces meurtres? Quelles méthodes adopta-t-il? Les techniques de meurtres de Yagoda étaient rusées. Sa technique avait recours à des médecins, ce qui fournissait une garantie parfaite (ce que du moins croyait Yagoda) contre le risque d'être découvert. La méthode de Yagoda pour mettre à mort ses victimes était la mort par maladie. En réponse à une question des autorités d'enquête sur comment il fallait comprendre mort par maladie, Yagoda répondit:

Très simplement. Une personne tombe naturellement malade; il est malade pour un certain temps; ceux qui l'entourent s'habituent, comme il est aussi naturel, à l'idée que le patient va soit mourir, soit guérir. Le médecin qui traite le patient peut faciliter soit la guérison du patient, soit sa mort. .. tout le reste n'est qu'une question de technique. (*Ibid.*)

Ayant mis au point la technique de l'assassinat, Yagoda la communiqua aux docteurs qui devaient accomplir ces meurtres. Lorsque le docteur Pletnev interpréta la méthode de Yagoda comme une proposition d'utiliser le poison, Yagoda dit au docteur Pletnev: «Non, c'est brutal, trop brutal et trop dangereux; ce qu'il faut faire, c'est employer une méthode adéquate de traitement pour hâter la fin des personnes dont on vous a confié le traitement. » (*Ibid.*)

«Employer une méthode adéquate de traitement pour hâter la fin des personnes dont on vous a confié le traitement» - voilà ce qu'il faut appeler le sommet du cynisme, de la perfidie et de la duplicité. Yagoda proposa aussi d'assassiner Kirov par sa méthode «sûre» de «mort de maladie », mais sa proposition fut rejetée par Lénoukidzé. Yagoda affirma:

Lorsque Lénoukidzé me transmit la décision du Centre de Contact au sujet de l'assassinat de Kirov, j'exprimai mes craintes qu'un acte terroriste direct ne fasse découvrir non seulement ma propre personne, mais aussi l'ensemble de l'organisation. Je montrai à Lénoukidzé qu'il y avait une méthode moins dangereuse et je lui rappelai comment la mort de Menjinski fut provoquée avec l'aide de médecins. Lénoukidzé répliqua que l'assassinat de Kirov devait être effectué de la manière prévue, que les trotskistes et les zinoviévistes avaient pris eux-mêmes la responsabilité de commettre ce meurtre et que nous n'avions pas à placer un quelconque obstacle. (*Ibid.*)

Mais Lénoukidzé promit que, la prochaine fois, ils adopteraient la méthode et les moyens proposés par Yagoda.

En ce qui concerne la méthode sûre de causer la mort avec l'aide de médecins, poursuivit Yagoda, Lénoukidzé affirma que dans un futur proche, le centre discuterait la question de savoir lequel des dirigeants du parti et du gouvernement devrait être le premier à être assassiné par cette méthode. (*Ibid.*)

Rien ne pourrait surpasser le cynisme et la perfidie de ces gens qui, avec un calme et un sang-froid révoltants, discutaient de savoir lequel des dirigeants du parti et du gouvernement il serait préférable d'assassiner et quelle méthode devrait être adoptée.

Le moment d'adopter la méthode «sûre» de Yagoda vint lorsque les meurtres suivants furent

discutés, ce qui mena à l'assassinat de Gorki.

L'assassinat de Gorki

Quelques temps plus tard, lors de mon entretien suivant avec Lénoukidzé, il me dit que le centre avait décidé d'accomplir un certain nombre d'actes terroristes contre des membres du bureau politique et, en plus, contre Maxime Gorki personnellement. .. Lénoukidzé m'expliqua que le bloc des droitiers et des trotskistes, considérant que le renversement du gouvernement soviétique était une perspective pour le futur proche, considérait Gorki comme une figure dangereuse. Gorki était un supporter acharné de la direction de Staline et, dans le cas où la conspiration aboutirait, il élèverait sans aucun doute la voix contre nous, les conspirateurs.

La décision de tuer Gorki fut finalement prise par le bloc, car il était «un supporter acharné de la direction de Staline », car les traîtres conspirateurs le considéraient comme une «figure dangereuse».

L'accusé Bessonov en témoigna aussi lorsqu'il rencontra Trotski à Paris en juillet 1934. Trotski dit à Bessonov que Gorki devait être éliminé à tout prix, car Gorki était un ami proche de Staline et se faisait le champion de la ligne générale du Patti. Trotski donna instruction à Bessonov de transmettre cet ordre à Piatakov. Ce message affirmait explicitement que Gorki devait à tout prix être éliminé physiquement. Il fut transmis par Bessonov à Piatakov, au bloc des droitiers et des trotskistes. Le bloc, comme en témoigna Yagoda, accepta l'ordre de Trotski, adopta la décision d'assassiner Gorki et accomplit ce meurtre.

Le bloc adopta aussi la décision d'éliminer physiquement Kouibychev, le vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple et l'un des membres les plus actifs du Bureau Politique.

Pour utiliser les mots du camarade Vychinski :

Dès lors, au cours de cette brève période, trois hommes remarquables connurent une mort prématurée sur décision du bloc des droitiers et des trotskistes. Trois des personnes les plus remarquables de notre pays, de véritables enfants de leur patrie, furent victimes d'une honteuse conspiration de traîtres. Et parmi eux se trouvait la fierté de la littérature russe et mondiale, le grand auteur russe et génie littéraire, Alexeï Maximovitch Gorki.

Chaque ligne de ses chansons et de ses histoires, de ses romans et de ses contes, respire l'esprit de noblesse et l'ardeur de l'action révolutionnaire. Ce n'est pas sans raison qu'il est devenu l'un des meilleurs et des plus proches amis du grand Lénine et du grand Staline. Ce n'est pas sans raison que Lénine a écrit à plusieurs reprises que Gorki était un homme de grand talent artistique qui avait fait et ferait encore beaucoup pour le mouvement prolétarien mondial.

Ce n'est pas sans raison que Lénine a écrit que Gorki était sans aucun doute le plus grand représentant de l'art prolétarien, qui, par ses grandes productions artistiques, avait établi des liens fermes avec la classe ouvrière de la Russie et du monde. Gorki a senti venir la tempête, il a prédit la victoire de notre mouvement, le triomphe de la brillante intelligence du prolétariat sur l'obscurantisme et la vilénie du capitalisme. L'un des plus remarquables amis de l'humanité laborieuse a péri des coups lâches délivrés au cœur malade de ce grand homme. L'un des représentants les plus brillants et puissants de la raison et de la beauté humaine s'est éteint. Ce représentant s'est éteint par la faute de ces traîtres, de ces bêtes à forme humaine, qui ont, de sang-froid et par trahison, arrêté à jamais le cœur noble et ardent de ce grand homme. (*Ibid.*)

Boukharine et Rykov firent de leur mieux pour nier leur responsabilité dans le meurtre de Gorki, mais (1) le témoignage de Rykov et Boukharine eux-mêmes et (2) la logique des choses, établissent irréfutablement que Boukharine et Rykov étaient au courant des préparatifs de l'assassinat de Gorki, qu'ils organisèrent et couvrirent cet assassinat - et dès lors, ils participèrent au lâche assassinat de Gorki. Voici quelques extraits significatifs des témoignages de Rykov et Boukharine à ce propos:

Lénoukidzé m'a dit, affirme Rykov, que les trotskistes et les zinoviévistes étaient extrêmement tracassés par l'influence que Gorki avait acquise et par le fait qu'il était un supporter déterminé de Staline et de la ligne générale du Parti.

Cette conversation entre Rykov et Lénoukidzé eut lieu en 1935, un an avant l'assassinat de Gorki. Rykov poursuit:

Ils (les trotskistes et les zinoviévistes) considéraient comme nécessaire, vu l'importance de Gorki, de mettre un terme à son activité politique.

En réponse à une question de Vychinski sur la manière de mettre fin à l'activité politique de Gorki, Rykov répondit que Lénoukidzé «parlait sur un ton si emporté ou avec une expression si hostile, qu'il était clair pour moi que ce ton cachait la possibilité de l'usage de mesures violentes. »

À la question «Que signifie «aller jusqu'à l'usage de mesures violentes»? Peut-il s'agir d'assassinat? », Rykov répondit: «Bien sûr. »

Vychinski demanda à Rykov: «Étiez-vous au courant des préparatifs du meurtre de Gorki?» «Pas exactement», répondit Rykov. Ce à quoi Vychinski répliqua très pertinemment: «Pas exactement, mais il savait ! »

Abordons à présent le témoignage de Boukharine. Boukharine affirma: «En 1935, Tomski me déclara que Trotski préparait une action hostile contre Gorki. » Tomski

était au courant de cette «action hostile» via Bessonov qui avait rapporté de l'étranger les instructions de Gorki. On demanda à Boukharine: «En quoi consistait cet acte hostile?» Sa réponse fut: «Une action contre« Gorki, le stalinien », le défenseur de la construction socialiste en général et de la politique de Staline en particulier. »

Vychinski. - Tomski a-t-il fait un lien entre l'exécution d'un acte hostile contre Gorki et la question du renversement du gouvernement soviétique ?

Boukharine. - Oui, en essence.

Il est donc clair qu'en 1935, un an avant que Gorki ne soit victime d'un acte terroriste, tant Rykov que Boukharine savaient que Trotski préparait un acte hostile contre Gorki. Rykov le savait par Lénoukidzé et Boukharine par Tomski. C'est précisément ce dont témoigna Bessonov lorsqu'il donna les détails de sa conversation avec Trotski à Paris en juillet 1934. La logique des choses prouve aussi que la préparation «d'actes hostiles» contre Gorki ne signifiait rien d'autre que la préparation de l'élimination physique de Gorki, car il n'y avait pas d'autres moyens de «mettre fin à l'activité politique de Gorki». La logique des choses prouve aussi ce point d'une autre façon: en effet, puisque «les préparatifs d'un acte hostile contre Gorki» étaient liés «à la question du renversement du gouvernement soviétique», de tels préparatifs ne pouvaient être que des préparatifs à l'élimination physique de Gorki. Gorki avait beaucoup d'influence et était très populaire parmi les masses; il était aussi un ferme supporter de la ligne léniniste du parti. Les conspirateurs qui se préparaient au renversement du pouvoir soviétique ne pouvaient pas plus épargner Gorki comme cible de leurs révoltantes «actions hostiles» qu'ils n'avaient épargné Kirov, qui s'était distingué par sa lutte contre le trotskisme contre-révolutionnaire, qui avait mis en déroute les trotskistes et les zinoviévistes à Leningrad. Tous les marxistes-léninistes influents se trouvaient sur la liste trotskiste des gens à assassiner. Certains furent effectivement assassinés. Dans d'autres cas, les assassinats échouèrent. Nous en parlerons plus tard.

En conséquence, ayant adopté la décision de «mettre fin à l'activité politique de Gorki », le bloc des droitiers et des trotskistes, avec l'accord - et donc la participation - de Boukharine et Rykov, exécuta la décision. Cette fois-ci, Yagoda ne voulut pas accepter le rejet de ses propositions quant aux moyens de commettre ce crime perfide. Il était temps de mettre en pratique la formule de Yagoda de meurtre par degrés, «de meurtre avec garantie» -la méthode de l'assassinat avec l'aide d'experts. Yagoda utilisa donc une bande de meurtriers et d'empoisonneurs spécialement entraînés - Lévine, Pletnev, Kazakov, Maxime-Dikovski, Krioutchkov et Boulanov. Yagoda choisit des médecins pour exécuter ces crimes monstrueux, car, comme disait Vychinski, «il tenait compte des circonstances historiques, si on peut dire », car d'autres méthodes pouvaient s'avérer trop dangereuses. Les découvertes de la commission d'experts médicaux de la plus grande autorité, qui a soigneusement étudié tout le matériel

placé à sa disposition, ne laissent aucun doute en ce qui concerne le fait que les médecins, sur ordre de Yagoda et avec l'approbation du centre droit de la droite et des trotskistes, facilitèrent la mort de Gorki, Kouibychev et Menjinski. Voici les questions posées par la commission et les réponses à ces questions en rapport avec la mort de Gorki:

Question. - Peut-il s'avérer que des médecins proprement qualifiés puissent avoir adopté une aussi inadéquate méthode de traitement sans mauvaise intention?

Réponse. - Non.

Question. - Est-il permis d'administrer de façon prolongée d'importantes doses de stimulants cardiaques, à savoir de la digitaline, de la digalen, de la strophantine et du strophantus, de façon intraveineuse, sous-cutanée et interne en même temps, et en particulier dans le cas d'un patient très malade, A.M. Gorki, qui avait 68 ans et souffrait de l'affection susmentionnée des organes internes?

Réponse. - C'est absolument défendu.

Question. - Peut-on considérer comme établi, sur base de tous ces faits, que la méthode de traitement de A. M. Gorki était un acte délibéré d'assassinat?

Réponse. - Oui, cela peut être considéré comme établi sans aucun doute.

On aboutit aux mêmes conclusions dans les autres cas.

Outre Gorki, d'autres éminents bolcheviques, comme Kouibychev et Menjinski, furent assassinés à l'aide de cette «science» criminelle - la méthode de Yagoda de «mort avec garantie». Le fils de Gorki, Pechkov, fut traité de même. Mais cette «garantie» se révéla sans valeur et la bande criminelle des trotskistes, de la droite et des zinoviévistes, fut interceptée par les services secrets bolcheviques, amenée devant la justice et payèrent de leur vie leurs crimes odieux, lâches et cyniques.

Il s'agissait de meurtres effectivement commis par cette bande de saboteurs et d'assassins professionnels, sans mentionner le grand nombre de personnes tuées par cette même bande au cours de leurs activités de sabotage, auxquelles le chapitre suivant est consacré. Mais le portrait de cette bande de criminels en action ne serait pas complet sans une brève référence à toutes les tentatives d'assassinats, qui pour une raison ou pour une autre échouèrent.

Les projets et tentatives d'assassinats

Cette liste contient les noms des personnes suivantes qui échappèrent aux desseins du gang trotskiste d'assassins et de saboteurs professionnels: Staline, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch, Ordjonikidze, Jdanov, Kossior, Postichev, Eïtche et Béria. Le temps ne me permet pas de traiter tous ces cas en détails. Je vais dès lors choisir trois cas pour un traitement relativement détaillé. Quant au reste, je suis forcé de n'en faire qu'une brève mention. Les trois cas que je vais traiter dans le détail sont ceux concernant les tentatives d'assassinat des camarades Staline, Molotov et Ordjonikidze.

Staline tout d'abord: le premier procès a prouvé que le centre terroriste uni trotskiste-zinoviéviste, sur instruction de Trotski reçue par le «centre uni» via les accusés Smirnov, Holtzman et Dreitzer durant la période 1932-1936, prépara des activités terroristes contre les dirigeants du gouvernement soviétique et du P.C.U.S., qu'il se concentra sur l'organisation de la terreur contre les dirigeants du parti et du gouvernement en général et contre Staline en particulier. Des groupes terroristes clandestins furent organisés dans ce but.

Ce procès établit qu'en 1934, les accusés Bakaïev, Reingold et Dreitzer essayèrent à deux reprises d'attenter à la vie du camarade Staline. Le procès établit que Trotski ne se limita pas à l'organisation d'actes terroristes contre les dirigeants du parti et du gouvernement sous la direction directe du «centre uni », mais envoya aussi, pendant la période 1932-1936, un certain nombre de terroristes de l'étranger dans le même but. En novembre 1932, Trotski ordonna à Berman-Yourine et Fritz David de se rendre en U.R.S.S. afin d'assassiner le camarade Staline. Nathan Lourye, un autre terroriste, fut aussi envoyé par Trotski la même année dans le même but. Nathan Lourye, en collaboration avec Franz Weitz (qui vivait alors à Moscou en tant que spécialiste étranger, mais était en fait un agent de la Gestapo et un proche de Himmler, le chef de la Gestapo), organisa des préparatifs pour attenter à la vie du camarade Staline et d'autres camarades tels que Vorochilov, Kaganovitch et Ordjonikidze. Voici ce dont témoigna Berman-Yourine en relation avec les préparatifs de la tentative d'assassinat sur le camarade Staline et en réponse à la question de Vychinski: «Trotski vous a donc non seulement donné des instructions générales, mais a aussi formulé votre tâche de façon concrète?»

Berman-Yourine. - Il (Trotski) a dit que cet acte terroriste devait, si possible, être planifié pour avoir lieu lors d'un plénum du comité exécutif lors du congrès du Comintern, de telle façon que le coup de feu sur Staline retentirait dans une grande assemblée. Cela aurait des répercussions énormes bien au-delà des frontières de l'Union soviétique et donnerait naissance à un mouvement de masse dans le monde entier ...

En mars 1933, Berman-Yourine se rendit à Moscou. Berman-Yourine, après son arrivée à Moscou et conformément aux instructions de Trotski que lui avaient trans-

mises Sedov, le fils de Trotski, contacta Fritz David. Tous deux discutèrent les préparatifs d'un attentat contre le camarade Staline au 13^e Plénum du Comité exécutif du Comintern. Le plan échoua cependant, car Berman - Yourine ne put se procurer un laissez-passer pour le plénum. On décida donc de postposer l'assassinat du camarade Staline jusqu'au congrès du Comintern, mais cette tentative échoua également. Voici ce que déclara Berman- Yourine à propos de cet échec:

Le congrès devait être convoqué en septembre 1934. Je donnai à Fritz David un pistolet Browning et des munitions. Mais avant l'ouverture du congrès, Fritz David m'informa qu'il n'avait de nouveau pas réussi à obtenir un laissez-passer pour moi, mais que lui même serait au congrès. Nous tombâmes d'accord qu'il serait celui qui commettrait l'acte terroriste.

Quelques jours plus tard, j'ai rencontré Fritz David et il me déclara qu'il n'avait pas été capable de tirer. Il était assis dans une tribune dans laquelle se trouvait trop de gens et d'où il était impossible de tirer. Ce plan échoua donc également.

Parlons maintenant des tentatives d'attentat contre les camarades Molotov et Ordjonikidze. Dans les préparatifs de ces attentats, le plan des accusés était de profiter des visites des dirigeants du parti et du gouvernement à des districts éloignés et d'organiser leur assassinat là-bas. Ce fut précisément lors d'une visite du camarade Molotov en Sibérie qu'on essaya d'attenter à sa vie. Mouralov, confirmant le témoignage d'Arnold, admit fermement et franchement qu'il avait eu effectivement l'intention d'organiser un attentat terroriste contre le camarade Molotov, président des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S. Mouralov non seulement organisa cet acte terroriste, mais essaya aussi de l'accomplir via Chestov et Arnold. Un acte terroriste fut organisé de semblable façon contre le camarade Ordjonikidze, en tirant aussi parti d'une visite en Sibérie. Arnold raconte dans son témoignage les circonstances dans lesquelles il fut recruté par l'organisation trotskiste de Sibérie «pour le travail» et le dialogue suivant se développe alors entre le procureur Vychinski et Arnold:

Vychinski. - Pour quel travail?

Arnold. - Pour l'exécution d'actes terroristes. Vychinski. - Et puis?

Arnold. - Puis il partit.

Vychinski. - Pourquoi vous arrêtez-vous?

Arnold. - C'était en 1933 ... Sur quels faits dois-je m'arrêter?

Vychinski. - Sur le travail dont Chestov vous a chargé. Sur votre travail actuel. Arnold.
- En 1934, plusieurs dirigeants du gouvernement sont venus dans notre région. J'étais

chef de garage et chargé d'exécuter les actes terroristes.

Vychinski. - Qui vous en avait chargé?

Arnold. - Tchérépoukhine.

Vychinski. - Et qui en chargea Tchérépoukhine ? Arnold. - Chestov.

Vychinski. - Et vous, en avez-vous parlé personnellement avec Chestov? Arnold. - Après, seulement.

Vychinski. - Vous en avez parlé?

Arnold. - Oui.

Vychinski. - Quels sont les actes que vous avez préparés?

Arnold. - On m'avait indiqué deux endroits pour accomplir ces actes: l'un au puits n° 3 et l'autre au puits n° 8.

Vychinski. - C'est bien, continuez. Mais, voyons, vous avez perdu la voix? Quand avez-vous organisé des actes terroristes?

Arnold. - Le premier en 1934, au début de l'année, plus exactement au printemps.

Vychinski. - Contre qui?

Arnold. - Contre Ordjonikidzé.

Vychinski. - En quoi consistait-il?

Arnold. - Tchérépoukhine m'avait dit: «Ordjonikidzé doit arriver demain. Prends garde, tu devras accomplir un acte terroriste. Coûte que coûte. »

Vychinski. - Bien, et puis?

Arnold. - J'ai accepté cette proposition. Le lendemain j'allai à la gare, en automobile; je conduisais moi-même la voiture, car comme chef de garage et membre du Parti, j'étais hors de soupçon. Ordjonikidzé, Eïkhé et Roukhimovitch y prirent place. Je les conduisis à la colonie allemande. Puis ils me prièrent de les mener à Tyrkan, nous montions la côte, ils me firent stopper sur les hauteurs afin de contempler Prokopievsk. Ensuite, nous nous arrêtâmes aux puits n° 7-8-9. Tchérépoukhine m'avait prévenu que là tout était prêt: «Tu verras là un obstacle, fonce dessus! ». Et voilà qu'à la descente du coteau, je roulai à une vitesse assez grande, 70-80 km à l'heure, j'aperçus l'obstacle à environ 1 500 m. de distance.

Je compris du coup que c'était là l'endroit où je devais occasionner un accident. Ne connaissant pas l'endroit, je ne savais pas ce qui allait m'arriver... Aussi, je ralentis et je tournai à gauche, sur le pont au lieu d'aller tout droit.

Vychinski. - Vous ne vous y êtes pas décidé?

Arnold. - je n'ai pas pu le faire.

Vychinski. - Vous n'avez pas pu, vous ne vous y êtes pas décidé? Pour notre bonheur. Et le deuxième cas?

Arnold. - Un matin, Tchérépoukhine arrive au bureau et me dit: «Molotov viendra aujourd'hui. Prends garde de ne pas rater le coup cette fois-ci encore». Je lui dis: je ne l'ai pas raté. Il répondit: «Oui, je sais comment tu ne l'as pas raté». Je compris alors que quelqu'un me surveillait. Je répondis que je le ferais. J'avançai l'auto devant l'Expédition. Je connaissais très bien l'endroit où je devais provoquer un accident. C'était tout près du puits n° 3 où il y avait une courbe. Le long de celle-ci, il y a non pas un fossé comme disait Chestov, mais ce que nous appelons un talus, avec une pente de 8 à 10 m. et dont l'inclinaison était presque verticale. Quand j'arrivai en auto à la gare, Molotov, Kourganov, secrétaire du Comité régional du Parti, et Griadinski, président du Comité exécutif des Soviets du territoire, prirent place dans la voiture ...

On me pria d'aller à la cité ouvrière, rue Komsomolskaïa. Comme j'allais sortir du chemin de traverse pour m'engager sur la chaussée, soudain une auto vint à ma rencontre. Ce n'était pas le moment de réfléchir, il fallait accomplir un acte terroriste. Et tout à coup, j'aperçois une seconde voiture qui se lance dans ma direction. Je compris alors que Tchérépoukhine ne m'avait pas cru et avait envoyé une deuxième voiture. Je n'eus guère le temps de réfléchir. Je fus pris de peur. Je parvins à virer vers le fossé, mais à ce moment, Griadinski m'empoigna en disant: «Que fais-tu donc?»

Vychinski. - Qu'est-ce qui vous a arrêté?

Arnold. - La frousse.

Vychinski. - Et c'est cela qui a bouleversé vos plans criminels? Arnold. - Oui.

Vychinski. - Je voudrais poser une question à Chestov. Accusé Chestov, confirmez - vous la déclaration d'Arnold concernant la préparation et la tentative de commettre un attentat contre la vie du camarade Molotov?

Chestov. - Oui. Tchérépoukhine m'a raconté au fond la même chose. Vychinski. - L'attentat a été organisé sur l'instruction de qui? Chestov. - Sur mon instruction.

Vychinski. - La vôtre?

Chestov. - Oui.

Vychinski. - Par l'intermédiaire de Tchérépoukhine? Chestov. - Oui.

Vychinski. - Avez-vous parlé personnellement avec Arnold avant l'événement?

Chestov. - Non, à ce moment-là, je travaillais dans les mines d' Anjerka - Soudjenka; c'est pourquoi tout le travail pratique était dirigé par Tchérépoukhine.

Vychinski. - Le travail pratique?

Chestov. - Oui, l'assassinat.

Vychinski. - C'est Tchérépoukhine qui dirigeait? Chestov. - Oui.

Vychinski. - Et vous en avez pris connaissance par Arnold après le fait accompli ?

Chestov. - Oui, il m'en avait déjà parlé en automne, à la fin de 1934.

Vychinski. - A quel propos vous en avait-il parlé?

Chestov. - Il était venu travailler dans les mines d' Anjerka-Soudjenka. Vychinski. - Et puis après? Quel besoin avait-il de vous en parler?

Chestov. - Il était intéressant pour moi de savoir comment cela s'était passé.

Vychinski. - Savait-il que c'était vous qui aviez donné les instructions?

Chestov. - Cette affaire m'intéressait au point de vue technique, le pourquoi et le comment.

Vychinski. - Cela vous intéressait? Chestov. - Oui.

Vychinski. - Cela signifie que vous l'avez interrogé? Chestov. - Oui.

Vychinski. - Et il a donné des explications? Chestov. - Oui.

Vychinski. - C'est vous qui l'avez chargé d'organiser l'attentat contre la vie du camarade Molotov?

Chestov. - Oui.

Vychinski. - Sur l'instruction de qui?

Chestov. - J'avais reçu une directive de Mouralov. Vychinski. - De Mouralov?

Chestov. - Oui.

Vychinski (au Président). - Je demande la permission de poser une question à l'accusé Mouralov.

Le Président. - S'il vous plaît.

Vychinski. - Mouralov, je dois vérifier de nouveau, à cette occasion, la déclaration de Chestov. Reconnaissez-vous avoir chargé Chestov d'organiser un attentat contre le camarade Molotov?

Mouralov. - J'ai déjà dit dans ma déclaration que je le confirmais.

Vychinski. - Je vous prie de noter que je vous pose cette question à propos de l'interrogatoire de l'accusé Arnold. Chestov l'avait chargé d'organiser un attentat contre la vie du camarade Molotov. A son tour, Chestov se réfère à vous; je dois le vérifier.

Mouralov. - Je le reconnais, je le confirme. (Commissariat Justice 1937, pp. 344- 347.)

En ce qui concerne les préparatifs d'assassinat d'autres dirigeants mentionnés, ci-dessus, on peut brièvement mentionner que les procès ont révélé ceci:

Le premier procès révéla que le «centre uni », c'est-à-dire le centre terroriste trotskiste-zinoviéviste, donna instruction à un membre du centre terroriste de Moscou d'effectuer des préparatifs pratiques pour l'organisation d'un acte terroriste contre le camarade Vorochilov. Nathan Lourye fit des préparatifs pour des attentats contre le camarade Staline, Vorochilov, Kaganovitch et Ordjonikidze. En 1934, Nathan Lourye essaya d'attenter à la vie des camarades Kaganovitch et Ordjonikidze. Le premier mai 1936, sur instructions de M. Lourye, Nathan Lourye essaya d'attenter à la vie du camarade Jdanov durant les manifestations du 1^{er} mai à Leningrad.

Ce procès établit également que le centre terroriste trotskiste-zinoviéviste prépara des actions terroristes contre les camarades Kossior et Postichev via le groupe terroriste ukrainien opérant sous la direction du trotskiste Moukhine.

Le second procès, le procès Piatakov-Radek, révéla que Piatakov s'était aussi préparé, en accord avec les décisions du centre trotskiste, à commettre des actions terroristes contre les dirigeants du gouvernement soviétique et du parti par l'intermédiaire du centre ukrainien, pour un acte terroriste contre Postichev et Kossior et, en 1935, contre Staline. Mdivani, sous la direction de Sérébriakov, prépara un attentat contre le camarade Beria. Mouralov prépara des attentats contre les dirigeants qui visitaient la Sibérie (voir le témoignage d'Arnold) ainsi qu'un attentat contre le camarade Eïche, le secrétaire du Comité territorial de Sibérie occidentale du P.C.(b)U.S. qui, bien sûr, vivait en Sibérie.

Voilà, en bref, le portrait des activités terroristes de Trotski. Passons maintenant à un autre aspect de l'action du trotskisme, à une autre de ses compétences profession-

nelles, à savoir le sabotage, en collaboration avec les services secrets de puissances étrangères et sur instruction directe de ceux-ci.

Chapitre 9

Destruction, diversion et sabotage

Pendant que le peuple soviétique, sous la juste direction du P.C.U.S., et rempli d'héroïsme au travail, s'occupait à construire le socialisme en U.R.S.S., les «héros» des procès de Moscou - les trotskistes, la droite et les zinoviévistes - liaient leurs destins aux fascistes et aux agents des services secrets des puissances étrangères; perdant tous scrupules, en arrivant aux pires niveaux de duplicité et, faisant de la perfidie et de la trahison un système, la loi de leur lutte contre l'État soviétique, contre la construction du socialisme en U.R.S.S., ils s'occupaient à faire étalage de leur «héroïsme au travail²⁵ ?» sur un autre front, à savoir celui du sabotage. Ces saboteurs professionnels se fixèrent eux-mêmes la tâche de détruire ce que le peuple soviétique avait construit. Poussés par leur haine de la construction du socialisme en U.R.S.S., par leur désir de prouver la «justesse» de la théorie dépassée, réactionnaire et contre-révolutionnaire de la «révolution permanente», par leur désir de rendre la réalité conforme à leur théorie idéaliste et par leur désir de restaurer le capitalisme, les méprisables «héros» de ces procès se mirent au travail. Et, en adhésion stricte aux instructions trotskistes «de frapper les coups les plus forts aux endroits les plus sensibles », ces «héros» détruisirent des ponts, causèrent des explosions dans des usines et des installations gazières, assassinèrent des ouvriers, sabotèrent des centrales électriques, provoquèrent des accidents de train, tuèrent des chevaux et du bétail, sabotèrent les plans agricoles, affaiblirent l'industrie de la défense, sabotèrent les finances et le commerce extérieur du pays, créèrent une pénurie artificielle des ressources essentielles, placèrent des clous et du verre dans le beurre! Aucun crime n'était assez monstrueux pour cette bande. C'est ainsi que la théorie de la «révolution permanente» est prouvée dans la pratique.

Le but principal du sabotage effectué par la droite et les trotskistes était de miner la puissance économique de l'U.R.S.S. et d'affaiblir la défense soviétique afin de liquider le système socialiste soviétique et de restaurer le capitalisme.

Grinko, dont le travail au Commissariat du Peuple aux Finances aurait dû être de sauvegarder les finances du pays, organisa le sabotage dans le domaine des finances, tout en agissant simultanément comme agent des services secrets polonais et allemands et comme bras droit de Boukharine et de Rykov. La méthode de Grinko pour saboter les finances soviétiques consistait à «frapper le gouvernement soviétique avec le rouble soviétique».

Mais les finances ne peuvent être isolées des diverses branches de l'industrie dont elles déterminaient le développement et l'orientation. Le sabotage dans le domaine des finances s'étendit bientôt aux différentes branches de l'économie soviétique. Dans l'agriculture, les activités de sabotage furent conçues pour ruiner l'objectif d'effectuer une

récolte de 7 à 8 milliards de pouds de grains.

Dans la poursuite de leur objectif de renverser le gouvernement soviétique afin de restaurer le capitalisme, les trotskistes et la droite adoptèrent les méthodes les plus sordides et les plus cyniques afin de miner la confiance des masses dans les organes du pouvoir soviétique, de semer le mécontentement parmi la population et d'exciter le peuple contre le pouvoir soviétique. À ce propos, il faut mentionner que Grinko «organisa» le fonctionnement de la Caisse d'Épargne de telle façon que les épargnants devaient perdre une quantité énorme de temps et être confrontés à de l'impolitesse, de l'insolence et à un manque d'attention. Tout était fait pour mettre en colère l'opinion publique et la détourner des Caisses d'Épargne. Voici ce qu'a dit Grinko en rapport avec ses activités de sabotage au Commissariat aux Finances:

Une des tâches que m'avait assignées le centre de la droite et des trotskistes était d'organiser des activités de sabotage au Commissariat du Peuple aux Finances ...

La tâche du centre de la droite et des trotskistes me fut transmise par Rykov et, ce faisant, il souligna que la direction du centre, Boukharine et lui, attachait une grande importance au développement d'activités de sabotage au commissariat du peuple aux finances vu l'importance particulière et la signification politique de l'argent. En même temps, il me donna la formule de Boukharine: «frapper le gouvernement soviétique avec le rouble soviétique» ...

Les activités de sabotage furent réalisées en relation avec les mesures financières qui concernaient les larges masses de la population: les taxes, les caisses d'Épargne, les prêts etc.

En ce qui concerne les Caisses d'Épargne, deux mesures furent adoptées: la réduction du nombre de caisses d'Épargne; et l'autre en rapport avec les emprunts des bons d'État. Le nombre réduit de caisses d'Épargne n'était pas préparé à cette mesure de grande ampleur, et, comme cette opération concernait un service affectant des dizaines de millions de personnes, elle causa de l'irritation parmi de larges masses de la population. Un travail de sabotage considérable fut effectué dans le domaine du budget de l'État. .. J'ai aussi participé à des activités de sabotage dans le domaine de l'agriculture en appliquant des mesures financières insensées. Le sabotage des activités agricoles était considéré comme une tâche très importante par le centre de la droite et des trotskistes. Staline avait appelé à la collectivisation comme moyen décisif de surmonter l'arriération de l'agriculture. Sur base des succès obtenus dans la collectivisation, on fixa l'objectif d'engranger une récolte de 7-8 milliards de pouds par an. Le centre de la droite et des trotskistes esquissa un plan de mesures de sabotage ... Du point de vue des préparatifs politiques à la lutte antisoviétique, c'était d'une signification énorme, qui devait aussi être prise en considération par le centre de la droite et des trotskistes lorsque le programme fut rédigé. (Commissariat Justice 1938.)

Laissons Grinko pour le moment et passons aux activités d'un autre saboteur, Tchernov, qui «parvint en un soir à atterrir dans un commissariat (à Berlin) et à devenir un espion» pour l'impérialisme allemand. Les services secrets allemands donnèrent des instructions à Tchernov, qui les appliqua. Tchernov dit franchement à la Cour: «Les services secrets allemands insistèrent sur l'organisation d'activités de sabotage dans le domaine de l'élevage des chevaux», le but étant de soustraire des chevaux à l'Armée Rouge. Tchernov ne trouva pas du tout difficile de remplir cette mission. Après tout, il était le Commissaire du Peuple à l'Agriculture. Il sélectionna donc trois usines pour préparer «des sérums avec des bactéries virulentes» avec lesquels un grand nombre de têtes de bétail fut éliminé. Tchernov dit à la Cour que 25 000 chevaux furent éliminés de cette façon, sur ses instructions. Également sur instructions de Tchernov, un grand nombre de cochons fut infecté par la peste et d'autres maladies dans la région de Voronej, dans le territoire de la mer noire et de la mer d'Azov et dans la région de Leningrad. Voici ce que dit Tchernov sur ce point:

Dans ce but (c'est-à-dire la destruction du bétail), trois usines furent sélectionnées suivant ma suggestion: Kachintsevo, Orel et Stavropol. Dans ces usines, on fabriqua des sérums avec des bactéries virulentes et on leur donna des numéros de série spéciaux. Boïorchinov fut informé de ces numéros de série et il les transmit aux chefs des départements vétérinaires dans les localités où ils nous étaient favorables et ceux-ci les transmirent à leur tour à des vétérinaires qui avaient des sentiments antisoviétiques et qui, en cas de forte mortalité du bétail, ne crieraient pas au scandale.

De cette manière, ces sérums furent distribués et une infection artificielle fut effectuée dans ces trois régions.

Il est difficile d'estimer les résultats, mais on peut certainement considérer que plusieurs milliers de porcs périrent du fait de cet acte de sabotage.
(Commissariat Justice 1938.)

Prenons Zelenski, le président du Centrosoyuz. Il organisa le plus monstrueux des crimes, à savoir le mélange de clous et de morceaux de verre avec les aliments, le beurre en particulier, frappant ainsi les intérêts les plus vitaux de l'État soviétique, la santé et la vie du peuple soviétique. Il fit de son mieux pour créer une pénurie artificielle de produits dont l'U.R.S.S. surabondait. Par exemple, il faut mentionner le cas de 50 cargaisons d'œufs qu'il détruisit délibérément pour créer une pénurie d'œufs à Moscou. Ces activités de sabotage avaient pour but de mettre en colère le public et d'exciter ses sentiments contre le système de gestion économique en U.R.S.S., contre le système et le pouvoir soviétiques. Ces activités de sabotage fournissent un élément de réponse à la question de savoir pourquoi le peuple soviétique, en ce temps-là, devait supporter de temps en temps des pénuries d'articles alimentaires nécessaires, ces pénuries étant à l'époque imputées au système économique

soviétique par les ennemis bourgeois du socialisme. Sur cette question, voici un extrait du dialogue entre le procureur général Vychinski et l'accusé Zelenski en relation avec le sabotage dans le domaine des denrées alimentaires:

Vychinski. - Vous voulez expliquer les aspects techniques de cette affaire et je veux aller au fond de cette affaire. Vous avez dit lors de l'enquête préliminaire que le caractère destructeur de votre travail consistait dans la chose suivante: l'échelle de qualité de beurre adoptée avait pour résultat que seul le beurre de la plus haute qualité et pas le beurre bon marché était écoulé.

Zelenski. - C'est juste ce que je voulais expliquer. Vychinski. - Est-ce un fait, oui ou non?

Zelenski. - Oui.

Vychinski. - Continuons. Cela affectait le budget du consommateur. Oui ou non?

Zelenski. - Oui.

Vychinski. - Est-ce que cela a amené de la satisfaction ou du mécontentement parmi le public?

Zelenski. - Du mécontentement.

Vychinski. - Était-ce ce que vous recherchiez? Zelenski. - Oui.

Vychinski. - Était-ce ce que votre organisation recherchait? Zelenski. - Oui.

Vychinski. - Et le beurre qui était à vendre était-il toujours de bonne qualité ou bien avez-vous aussi essayé de gêner sa qualité?

Zelenski. - Oui.

Vychinski. - Y eut-il des cas où des membres de votre organisation liés au commerce du beurre mirent du verre dans le beurre?

Zelenski. - Il y eut des cas où du verre fut trouvé dans le beurre.

Vychinski. - Le verre ne fut pas «trouvé», mais placé dans le beurre. Vous comprenez la différence: placé dans le beurre. Y eut-il de tels cas ou non?

Zelenski. - Il y eut des cas où du verre fut placé dans le beurre.

Vychinski. - Y eut-il des cas où vos complices, vos associés dans le complot criminel contre le pouvoir et le peuple soviétique, mirent des clous dans le beurre?

Zelenski. - Oui.

Vychinski. - Dans quel but? Pour lui donner plus de «goût»? Zelenski. - C'est clair.

Vychinski. - Bien. Il s'agit d'organisation d'activités de sabotage. Admettez-vous en être coupable?

Zelenski. - Je l'admets. Et plus loin:

Vychinski. - Vous parlez de surévaluation des prix, mais je suis intéressé par des questions plus proches du beurre. Je voudrais d'abord parler des œufs et ensuite de surévaluation des prix. Avez-vous pris le même genre de mesures que dans le cas du beurre pour la distribution d'œufs au public? C'est une autre question qui intéresse le public. Par exemple, y eut-il des cas, où des tentatives périodiques furent faites pour laisser Moscou sans œufs? Y eut-il de tels cas?

Zelenski. - Oui.

Vychinski. - Y eut-il un cas en 1936 où Moscou fut privé d'œufs par votre faute, non pas votre faute en tant que personne, mais en tant que participant actif de ce bloc de conspirateurs?

Zelenski. - Oui.

Prenons Charangovitch. Il répandit artificiellement l'anémie parmi les chevaux, provoquant ainsi la mort de 30 000 chevaux. Il sabota aussi l'industrie de la tourbe. Il témoigna:

Je suis coupable d'avoir personnellement, ainsi que l'organisation nationale fasciste de Biélorussie sous ma direction, sur instruction du Centre de la Droite, effectué des activités de sabotage intensif dans toutes les branches de l'économie et de la vie culturelle. Avec mes complices, j'ai saboté l'agriculture, tué des chevaux, privé des agriculteurs collectifs de leur terre, semé la pagaille dans la planification des récoltes et tenté, avec des motifs provoqués, de monter les fermiers collectifs contre le gouvernement soviétique.

Dans l'industrie de la Biélorussie, nous avons saboté les ressources de combustible, l'industrie électrique, retardé les nouveaux chantiers de construction et commis un certain nombre d'actes de sabotage.

Charangovitch ajouta:

Je souhaite, une fois de plus, décrire à la Cour les activités terroristes que mon organisation clandestine et moi-même avons menées, sur instructions du

«bloc de la droite et des trotskistes» et de l'État-major polonais. (Commissariat Justice 1938, p. 742.)

Ikramov, selon son propre témoignage, effectua ses activités de sabotage dans le Namangan, dans les moulins à soie, dans les usines de coton et les champs de coton. D'après le témoignage d'Ikramov et de Khodjaïev, les dirigeants du bloc, Boukharine et Rykov, jouèrent un rôle dominant dans l'organisation du sabotage.

Ivanov détruisit l'industrie de la cellulose et du papier.

Rosenholtz n'est pas à la traîne de ses «collègues» dans le travail de sabotage. Il organisa de façon criminelle le sabotage du commerce extérieur de l'U.R.S.S., affaiblissant ainsi les capacités de défense de l'U.R.S.S., tout en renforçant la défense (ou plutôt les capacités d'agression) des ennemis de l'U.R.S.S. Il signa des accords pétroliers qui favorisaient les intérêts du fascisme allemand et japonais. Il organisa spécialement la vente de lingots d'or de façon insensée, afin de servir une fois de plus les intérêts de l'Allemagne et du Japon et en contradiction avec les intérêts de l'U.R.S.S. socialiste. Rosenholtz fit obstacle de toutes les manières possibles aux importations servant les buts de défense de l'Union soviétique, tout en accélérant, en même temps, l'exportation de fer vers le Japon, ce qui aurait pu être utilisé par l'armée japonaise pour fabriquer des obus avec lesquels bombarder l'U.R.S.S.

Le sabotage de l'industrie soviétique fut effectué partout dans le pays. Au second procès, le témoignage de Piatakov fournit aussi des détails sur le sabotage effectué sur instructions des diverses organisations trotskistes dans le pays, par exemple, le sabotage des industries chimiques et du charbon en Ukraine, de l'industrie du cuivre dans l'Oural et des centrales électriques dans la région de Kouznetsk. Piatakov affirma que le sabotage était effectué par les managers des différentes usines, non pas sur leur propre initiative, mais sur instruction de Trotski ainsi que sur ses propres directives personnelles:

D'une façon générale, il (Kolégaïev, administrateur de l' «Ouralsredmed») ne le faisait pas sur sa propre initiative, mais selon la directive de Trotski et en outre selon ma directive personnelle. (Commissariat Justice 1937, p. 47.)

Bogouslavski, un autre accusé du même procès que Piatakov, donna aussi des détails morbides et nauséux du sabotage effectué par le centre sibérien dans le domaine des chemins de fer, sur instruction de Trotski et sur les directives personnelles de Piatakov. Voici ce qu'a dit Bogouslavski:

En 1934, l'activité du centre sibérien, et notamment mon travail à moi, s'engagea dans une voie nouvelle. En 1934, j'eus une deuxième rencontre avec Piatakov, cette fois au domicile de ce dernier. Jugeant notre travail tout à fait insuffisant, Piatakov nous assignait des tâches qui, sans être nouvelles, avaient une autre allure.

[...]

Pour répondre à mon état d'esprit pessimiste [...] Piatakov m'avait dit: il faut développer le travail, d'autant plus qu'il y a des lettres, des directives de Trotski. Il nous accuse de rester dans une inaction qui, comme s'exprima alors Piatakov, frise le sabotage de ses directives à lui, Trotski.

[...]

Pour ce qui était de l'activité que je dirigeais moi-même dans les transports, le nombre des avaries avait notablement augmenté en 1934 [...] le nombre et le pourcentage des locomotives mises hors d'usage avait de même notablement augmenté en 1934. (Commissariat Justice 1937, pp. 207-208.)

N'est-ce pas fantastique? Voici un ministre soviétique dont la responsabilité est de superviser la construction de l'industrie lourde. Et que fait-il? Il nomme ses hommes de confiance à des postes clés et leur ordonne d'organiser des activités de sabotage; et lorsqu'il découvre que les activités de sabotage de ses assistants ne vont pas aussi vite qu'il l'aurait voulu, il leur dit qu'ils doivent «développer le travail», c'est-à-dire qu'ils doivent organiser plus de sabotage, car Trotski a envoyé des lettres et des directives. Trotski «nous accuse de rester dans une inaction qui frise le sabotage de ses directives à lui, Trotski.» Cela révèle notre superindustrialisateur Trotski sous son vrai jour. Il accuse ses hommes de main de «sabotage» parce qu'ils ne sabotent pas suffisamment l'industrie soviétique !

La désorganisation du plan de développement économique soviétique se poursuit. Une importance particulière était accordée à l'affaiblissement des industries qui étaient connectées à la défense du pays afin de rendre la voie libre à l'invasion étrangère qui était alors en préparation. Après avoir fourni les détails du sabotage effectué dans le domaine du commerce extérieur, l'accusé Rosenholtz ajouta:

Il faut noter en particulier les activités de sabotage qui résultaient de notre objectif de faciliter la défaite de l'U.R.S.S. -le retard dans l'importation de matériels nécessaires à la défense. (Commissariat Justice 1938.)

Drobnis raconta une histoire semblable:

Un des objectifs du sabotage dans le domaine de la planification consistait à éparpiller les fonds en projetant la construction d'entreprises secondaires. L'autre, c'était d'entraver la construction de façon à ce que les principales entreprises ne soient pas mises en exploitation dans les délais fixés par le gouvernement. (Commissariat Justice 1937, p. 220.)

Sous la direction de Piatakov, les activités de sabotage furent organisées de façon systématique et planifiées très minutieusement. Lors de l'enquête préliminaire, Pia-

takov témoigna:

Je conseillais à mes hommes (et c'est ce que je faisais moi-même) de ne pas s'éparpiller dans leur travail de sabotage, mais de concentrer leur attention sur les grandes entreprises essentielles de l'industrie intéressant la défense et toute l'U.R.S.S.

Sur ce point, je me conformais à la directive de Trotski: «Porter des coups sensibles aux endroits les plus sensibles ». (Commissariat Justice 1937, p. 521.)

Et comme disait Vychinski :

Il faut rendre cette justice à Piatakov, qu'il savait porter des coups sensibles aux endroits les plus sensibles. (Commissariat Justice 1937, p. 521.)

Le second procès révéla que, en accord avec la formule «porter des coups sensibles aux endroits les plus sensibles », et sous la direction de Piatakov, des machines, des installations et des usines entières furent sabotées ou détruites. On incendia ou fit exploser des ateliers entiers. Un grand nombre de trains furent sabotés avec perte de vies humaines.

Dans l'organisation et l'exécution de leurs activités de sabotage, les accusés considéraient non seulement les pertes en vies humaines comme inévitables, mais même comme une composante délibérée de leur politique visant à causer le mécontentement parmi la population envers le gouvernement soviétique. Drobnis a dit:

Ce sera même mieux s'il y a des victimes dans la mine: elles provoqueront sans aucun doute certainement la colère des ouvriers, et c'est ce qu'il nous faut. (Commissariat Justice 1937, p. 522.)

L'accusé Kniazev rapporta que Livchitz lui avait donné instruction «de préparer et de réaliser une série d'actes de diversion (explosions, catastrophes ou intoxications), qui entraîneraient un grand nombre de victimes.» (Commissariat Justice 1937, p. 522.)

C'est précisément ce qui fut fait. Le Centre trotskiste provoqua une explosion dans la mine de Tsentralnaïa qui causa la mort de 10 ouvriers et blessa gravement 14 autres. La collision de train provoquée délibérément à la gare de Choumikha causa la mort de 29 soldats de l'Armée Rouge et en blessa 29 autres. Ce sabotage fut exécuté par Kniazev le 27 octobre 1935, sur instructions de Livchitz, l'assistant du Commissaire du Peuple aux Chemins de fer. En 1935-36, Kniazev, agissant sur ordre de Livchitz, organisa et perpétra le sabotage de plusieurs trains - de passagers et de transport de troupes - impliquant des pertes en vies humaines. D'autres personnes actives dans les activités de sabotage dans le domaine des chemins de

fer étaient Sérébriakov, Tourov et Bogouslavski.

Dans les industries charbonnières et chimiques du bassin de Kouznetsk, les accusés Drobnis, Norkine, Chestov et Stroïlov, sur instructions de Piatakov et de Mouralov, exécutèrent du travail de sabotage avec pour objet de contrecarrer la production de charbon, de retarder la construction et le développement de nouvelles mines et industries chimiques, de créer des conditions de travail nuisibles et dangereuses pour les travailleurs en permettant au gaz de s'accumuler dans les galeries et les puits. En plus, le 23 septembre 1936, sur instruction de Drobnis, comme mentionné ci-dessus, des membres de l'organisation trotskiste locale provoquèrent une explosion au puits Tsentralnaïa dans la mine de Kemorov, qui causa la mort de 10 travailleurs et en blessa gravement 14 autres.

Dans l'industrie chimique, les accusés Rataïtchak et Poutchine, sur instruction de Piatakov, effectuèrent du travail de sabotage dans le but de contrecarrer le plan de production d'État, de retarder la construction de nouvelles usines et entreprises et de gâcher la qualité du travail de construction des nouvelles entreprises. En plus, en 1934-35, Rataïtchak et Poutchine organisèrent trois actions de sabotage aux usines d'azote de Gorlovska, et deux d'entre-elles furent accompagnées d'explosions qui causèrent la mort de travailleurs et de lourdes pertes matérielles à l'État. Des actions de sabotage furent aussi organisées à l'instigation de Rataïtchak au Combinat chimique de Voskressensk et à l'usine Nevski.

Les procès révélèrent qu'au moins certaines des activités de sabotage furent exécutées sur instructions directes des services secrets de l'Allemagne et du Japon. L'accusé Kniazev avait agi sur instructions directes de monsieur H., un agent des services secrets japonais. Le témoignage de Tchernov au troisième procès révéla la même chose. Parlant de la période 1930, une période caractérisée par des problèmes aigus pour l'U.R.S.S. sur le front du blé, Tchernov affirma:

La tâche principale que m'avaient assignée à ce moment les services secrets allemands était de m'arranger pour gâter la qualité du grain dans le pays. Cela impliquait de retarder la construction d'entrepôts et d'élévateurs afin de créer un fossé entre la taille croissante des réserves de grain et l'espace de stockage disponible ...

En ce qui concerne la rotation des récoltes, l'idée était de planifier les zones de récoltes de façon incorrecte et de placer ainsi les paysans des kolkhoz dans une situation telle qu'ils seraient virtuellement incapables de pratiquer une rotation des cultures convenable et seraient obligés de labourer des prairies et des pâturages pour la croissance des récoltes. Cela réduirait la taille des récoltes dans le pays et, en même temps, susciterait l'indignation des paysans qui seraient incapables de comprendre pourquoi on les avait

obligés à labourer des prairies et des pâturages alors que les kolkhoz souhaitaient développer des réserves d'élevage et, dans ce but, avaient besoin de fourrage. En ce qui concerne l'élevage, l'objectif était de tuer le bétail de qualité et de provoquer une haute mortalité parmi le bétail. (Commissariat Justice 1938.)

La nature criminelle de différentes explosions fut établie et admise par les accusés.

Elle fut corroborée et prouvée par les éléments probants apportés par les témoins et les experts. Les réponses fournies par les experts aux diverses questions qui leur furent posées ne laissent aucun doute quant au fait que ces explosions furent le résultat d'une intention criminelle; qu'il n'était pas difficile de les éviter. Prenons par exemple l'explosion dans les services d'hydrogène synthétique de l'usine d'engrais azotés de Gorlovka. À propos de cette explosion, on demanda aux experts s'il aurait été possible de la prévenir:

- Incontestablement.

Comment?

- Pour cela, il fallait s'en tenir au règlement.

Mais peut-être, après tout, l'explosion aurait pu être accidentelle?

- En l'occurrence, alors que les règlements ont été entièrement violés, ce qui avait créé toutes les conditions nécessaires pour une explosion, on ne saurait parler d'accident. Ici la malveillance est indéniable. (Commissariat Justice 1937, pp. 466-467.)

Afin de se rendre pleinement compte de la monstruosité de ces crimes, on ne doit pas perdre de vue le fait que ces crimes non seulement furent commis, mais ils furent commis précisément par les personnes chargées de la protection des intérêts de l'État soviétique contre toute sorte de sabotage. Ces gens auraient dû être les premiers à protéger l'industrie soviétique et à la sauvegarder contre tous dommages, mais ils agirent comme des traîtres. Piatakov, assistant au Commissaire du Peuple à l'Industrie lourde, aurait dû être le premier à protéger cette importante section de l'économie soviétique, mais, dans les faits, il était un maître saboteur. Rataïtchak aurait dû être le premier à sauvegarder l'industrie chimique. Livchitz, assistant au Commissaire du Peuple aux Chemins de fer; Tchernov, Commissaire du Peuple à l'Agriculture; Grinko, Commissaire du Peuple aux Finances; Sokolnikov, assistant au Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères tous ces gens auraient dû être les premiers à sonner l'alarme au moindre signe de danger pour les intérêts de l'État soviétique, mais, au lieu de cela, ils agirent comme saboteurs, en violation de la confiance qui avait été placée en eux et en violation de leur devoir envers le pays des Soviets. C'est véritablement monstrueux et montre quelles extrémités de décadence morale ces gens avaient atteintes. Dans ce contexte, je ne peux pas m'empêcher d'écrire que l'accusé

Evdokimov, lors du premier procès, avait mille fois raison lorsqu'il caractérisa ainsi les accusés de ce procès, qui est tout aussi applicable aux différents accusés des procès suivants:

La différence entre nous (les accusés) et les fascistes, dit Evdokimov, est fortement en notre défaveur. Le fascisme inscrit franchement et ouvertement sur sa bannière «Mort au communisme». Sur nos lèvres, on lisait toujours «Vive le communisme» alors que, dans les faits, nous combattions le socialisme victorieux en U.R.S.S. En paroles - « Vive le parti communiste d'Union soviétique». En pratique - préparatifs d'assassinat des membres du bureau politique du Comité central du parti, dont l'un (Kirov) fut effectivement assassiné. En paroles - «À bas l'impérialisme»; en pratique - parier sur la défaite de l'U.R.S.S. dans la lutte contre l'impérialisme international. (Commissariat Justice 1936.)

Perfidie et duplicité des accusés

Afin de pleinement saisir la dépravation morale des accusés des procès de Moscou et l'ampleur de leurs crimes et de comprendre pleinement les extrémités auxquelles ils en arrivèrent, il est nécessaire de mentionner la duplicité politique, le double jeu, l'hypocrisie qu'ils pratiquaient. Voici quelques exemples:

(1) Juste au moment où les préparatifs d'actions terroristes battaient leur plein, lorsqu'ils en arrivèrent au meurtre méprisable du camarade Kirov, précisément à ce moment-là, Zinoviev (le 8 mai 1933) envoya une lettre au Comité central. Dans cette lettre, il renonçait non seulement à ses erreurs passées, mais jurait hypocritement sa loyauté au socialisme et au parti. Il termina sa lettre avec les lignes suivantes:

Je vous demande de croire que je dis la vérité et rien que la vérité. Je vous demande de me réintégrer dans les rangs du parti et de me donner une occasion de travailler pour la cause commune. Je donne ma parole de révolutionnaire que je serai le membre le plus dévoué du parti et je ferai tout mon possible, du moins dans une certaine mesure, pour expier ma faute devant le parti et son Comité central.

Après les procès de Moscou, nous connaissons la valeur de ces paroles. Zinoviev fit montre de sa perfidie à un point tel qu'après le meurtre de Kirov, qu'il avait organisé, il envoya à la *Pravda* un éloge mortuaire intitulé «l'homme phare». Voici ce que Zinoviev a écrit:

Le chagrin de notre parti est le chagrin de tout un peuple, de tous les peuples de l'U.R.S.S. Le deuil de notre parti est le deuil de tout notre grand pays ... Tout le peuple a ressenti l'amertume de cette disparition.

Le meurtre insensé de Serghei Mironovitch Kirov a, en réalité, fait se lever tout

le parti, toute l'Union soviétique.

La perte de cet homme, chéri et aimé, a été ressentie par tous comme la perte de quelqu'un de proche et de cher à tous ...

Fils aimé du parti.

Un fils de la classe ouvrière - voilà ce qu'était cet homme phare. On ne pouvait s'empêcher de l'aimer, on ne pouvait s'empêcher d'être fier de lui.

Ayant cité cette lettre dans son discours final dans l'affaire du Centre terroriste trotskiste-zinoviéviste, Vychinski fit les commentaires suivants qui résument les sentiments de tous les révolutionnaires et des prolétaires honnêtes du monde entier sur ce sujet:

Voilà ce que Zinoviev a écrit, dépassant toutes les bornes du cynisme !

Ainsi est cet homme. Il l'a aimé, il était fier de lui, et il l'a tué ! Le criminel, le meurtrier, pleurant sa victime ! A-t-on jamais vu chose pareille ?

Que peut-on dire, quels mots peut-on utiliser, pour décrire pleinement la vilénie et l'horreur de cela: sacrilège! Perfidie! Duplicité !

C'était vous, Zinoviev, qui de votre main sacrilège avez éteint ce phare, et vous avez commencé publiquement et hypocritement à arracher vos cheveux afin de tromper le peuple.

Qui avez-vous tué? Vous avez tué un bolchevique extraordinaire, un tribun passionné, un homme dangereux pour vous, un homme qui combattait ardemment pour défendre le testament de Lénine contre vous. Vous avez tué cet homme en un instant d'une balle tirée par la main méprisante de Nikolaïev et, deux ou trois jours plus tard, vous avez envoyé un article à la Pravda dans lequel vous écriviez sur «le phare éteint». Où trouver les mots pour décrire cette ruse méprisante! Je ne peux pas trouver les mots dans mon vocabulaire !

Kaménev aussi publia en 1933 de semblables articles hypocrites qui sont remarquables de perfidie et de duplicité. Dans ces articles, Kaménev condamnait ses propres erreurs et renonçait à ses errances passées, affirmant que «l'homme qui avait combattu Lénine pendant des décennies était devenu la figure la plus importante de l'opposition. » «Il est clair», écrivait Kaménev dans cet article du 25 mai 1933, «que la résistance à la politique menée par le camarade Staline était basée sur les prémisses qui firent de certains membres du parti en octobre 1917 des opposants à la politique de Lénine. »

Kaménev écrivit ces lignes en mai 1933. Pourtant, en été 1933, après que Zinoviev et lui soient rentrés d'exil, une réunion du centre trotskiste-zinoviéviste se tint dans l'appartement de Zinoviev dans le but d'organiser des actions terroristes contre les dirigeants du parti et du gouvernement soviétique. Vychinski questionna Kaménev sur le fossé entre ses paroles et ses actes. Il en résulta le dialogue suivant:

Vychinski. - Quel jugement devrait être porté sur les articles et les déclarations que vous avez écrites en 1933, dans lesquels vous exprimiez votre loyauté au parti. Tromperie?

Kaménev. - Non, pire que de la tromperie. Vychinski. – Perfidie ?

Kaménev. – Pire !

Vychinski. - Pire que de la tromperie, pire que de la perfidie - trouvez le mot juste. Trahison ?

Kaménev. - Vous avez trouvé le mot juste !

(2) L'absence de scrupules des trotskistes dans la lutte politique et leur dégradation morale est aussi pleinement révélée par les articles que Radek et Piatakov ont écrits pour dénoncer leurs propres complices, Zinoviev et Kaménev, qui étaient responsables du meurtre insensé et méprisable de Kirov. Ces articles, dans lesquels Radek et Piatakov exigent la peine de mort pour leurs amis, alliés et complices, représentent le sommet du cynisme et une moquerie du dernier reste de conscience humaine, des dernières conceptions de moralité.

Radek, dans le numéro 3 du *Bolchevik* de 1935, pour dénoncer la duplicité de Zinoviev et de tous les dirigeants de la faction de Zinoviev, écrivit les lignes suivantes:

Ayant roulé jusqu'à la contre-révolution, les anciens meneurs du bloc zinoviéviste-trotskiste ont employé cette méthode des espions de l'intervention militaire, des dynamiteurs et des saboteurs. Leur duplicité s'est avérée un moyen de camouflage, qui permet de faire feu sur l'état-major prolétarien. (Cité dans Commissariat Justice 1937, pp. 505-506.)

Et, au moment du procès de Zinoviev, Kaménev etc., Radek s'exclamait:

Anéantissez cette mauvaise bête! Il ne s'agit pas d'anéantir des ambitieux qui ont commis le plus grand des crimes, il s'agit d'anéantir les agents du fascisme, qui étaient prêts à allumer l'incendie de la guerre, à faciliter la victoire du fascisme pour recevoir de ses mains ne fût-ce qu'un fantôme de pouvoir. (Cité dans Commissariat Justice 1937, p. 506.)

Radek parlait dans son article du «gang fasciste trotskiste-zinoviéviste et son lieutenant - Trotski», etc.

Radek termina son article par le paragraphe suivant:

Le tribunal prolétarien rendra à l'égard de la bande d'assassins sanglants le verdict qu'ils ont cent fois mérité. Les hommes qui ont levé les armes contre la vie des chefs bien-aimés du prolétariat doivent payer de leur tête leurs fautes sans nom. Le principal organisateur de cette bande et de ses œuvres, Trotski, est déjà cloué par l'histoire au poteau d'infamie. Il n'échappera pas au verdict du prolétariat mondial. (Cité dans Commissariat Justice 1937, p. 508.)

Piatakov n'était pas à la traîne de son collègue saboteur Radek. Piatakov écrit le 21 août 1936:

Les mots me manquent pour exprimer pleinement mon indignation et mon dégoût. Voilà des hommes qui ont perdu les derniers traits de leur figure humaine. Il faut les détruire, les détruire comme une charogne qui empoisonne l'air pur, l'air vivifiant du pays des Soviets, comme une charogne dangereuse pouvant causer la mort de nos chefs, et qui a déjà causé la mort d'un des meilleurs hommes de notre pays, de cet excellent camarade et dirigeant qu'était S. M. Kirov. (Cité dans Commissariat Justice 1937, pp. 508-509.)

Voilà ce que Radek et Piatakov écrivaient à propos de Zinoviev et Kaménev, mais il s'avéra qu'ils écrivaient à propos d'eux-mêmes, car, comme nous le savons maintenant, non seulement Radek et Piatakov étaient à l'avance au courant de la tentative d'assassinat sur Kirov, mais ils consentirent à ce que cet acte soit tenté.

(3) Prenons Boukharine. Laissons de côté son auto-dénonciation hypocrite précédente et commençons avec l'année 1928. Cette année-là, Boukharine déclara au Plénum du Comité central du parti qu'il n'avait pas de différend avec le parti. Il s'avéra cependant que, dans le même temps, Boukharine était engagé dans des négociations secrètes et parvint à un accord avec Kaménev. En 1929, Boukharine écrivit dans la *Pravda* au sujet de ses points de vue erronés:

Tout en admettant ces erreurs de notre part, nous allons engager tous nos efforts pour mener, ensemble avec tout le parti, une lutte résolue contre toutes les déviations.

C'était précisément à ce moment que prenait forme l'organisation clandestine qui commença à s'opposer au pouvoir soviétique par les armes. Boukharine admit durant son procès que la déclaration ci-dessus était un mensonge, une manœuvre tactique, destinée à induire le parti en erreur, Lorsque Boukharine écrivit les lignes ci-

dessus, juste à ce moment-là, d'après son propre témoignage et celui de Rykov et d'Ivanov, il était occupé à attiser la lutte dans le Caucase du Nord et à organiser la révolte des koulaks contre le pouvoir soviétique.

En 1930, Boukharine remit une déclaration au Comité central admettant ses erreurs. Boukharine parle dans cette déclaration de «sa condamnation sans réserve de toute atteinte à l'unité du parti, de toute activité factionnelle, de toute tentative de lutte subversive contre la direction du parti, de toute défense subversive d'une ligne politique autre que celle du parti. »

Il s'avère cependant, toujours d'après le propre témoignage de Boukharine, que c'était à ce moment précis qu'il menait des négociations avec Semionov sur l'organisation d'actions terroristes contre les dirigeants du gouvernement soviétique et du parti.

En 1933, Boukharine fit un discours au Plénum commun du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du P.C.(b)U.S. dans lequel il exigeait «une punition sévère du groupe de A.P. Smirnov» et parlait de sa propre «ligne opportuniste de droite, une ligne politique générale absolument fausse» et de sa «culpabilité envers le parti, sa direction, envers le Comité central du parti, envers la classe ouvrière et le pays », etc.

Il s'avère cependant que c'était la première année de la formation du bloc de la droite et des trotskistes, qui avait Boukharine et Rykov comme dirigeants, et qui se rendit coupable de terrorisme, de sabotage, d'espionnage et de haute trahison et encouragea le séparatisme des républiques nationales de l'U.R.S.S.

En 1934, dans son discours au 17^e congrès du parti, Boukharine approuva «l'écrasement sans pitié de toute l'opposition, et de l'opposition de droite, en tant que danger principal, c'est-à-dire précisément le groupe auquel j'ai jadis appartenu».

Il s'avère cependant que, juste à ce moment-là, Boukharine était occupé à mobiliser toutes les forces dans le but d'intensifier l'activité de son groupe, de cette bande criminelle qui était déjà devenue un groupe de meurtriers, de saboteurs professionnels, de véritables espions et agents des services secrets de pays étrangers.

Les autres accusés n'avaient pas moins d'expérience dans ce jeu d'hypocrisie, de duplicité et de tricherie. Chacun d'eux était capable de dissimuler ses activités criminelles pour un assez long moment et, comme Vychinski le fit remarquer, dans son discours de conclusion lors du premier procès:

C'est peut-être l'un des cas les plus frappants dans l'histoire où le mot masque acquiert sa véritable signification: ces gens mirent un masque sur leur visage, prirent la pose de pécheurs repentants qui avaient rompu avec leur passé, qui

avaient abandonné leurs anciennes errances et fautes.

C'est justement à cause du masque porté par ces gens et des hautes positions officielles qu'ils détenaient, qu'ils échappèrent si longtemps à la détection²⁶ ?

Dans leurs activités criminelles visant le renversement du gouvernement soviétique et la restauration du capitalisme en U.R. S. S., les accusés des procès n'épargnèrent personne - ni les gens qui refusaient de leur obéir, ni ceux qui exécutaient leurs instructions. Le premier procès révéla que, dans l'éventualité de la réussite de leur complot, et dès leur arrivée au pouvoir, les accusés avaient l'intention de nommer Bakaïev (un autre accusé) comme président de la Guépéou. Une fois nommé à ce poste, Bakaïev devait détruire toutes les traces de leur conspiration qui pourraient être aux mains de la Guépéou, ce qui n'était pas exclu par Zinoviev et Kaménev, ainsi que les personnes qui avaient exécuté les instructions de ces criminels.

Reingold témoigna:

Zinoviev et Kaménev étaient tous deux d'avis, et ils m'en parlèrent, que, dès le lendemain du coup d'État, après la prise du pouvoir, Bakaïev devait être nommé à la tête de la Guépéou, il devait faire disparaître toutes les traces en tuant, non seulement les employés du Commissariat du Peuple aux Affaires internes -la Guépéou - qui pourraient être en possession de traces de la conspiration, mais aussi tous les exécutants directs d'actes terroristes contre Staline et ses assistants immédiats. Par la main de Bakaïev, l'organisation trotskiste-zinoviéviste devait détruire ses propres activistes, ses propres militants terroristes, qui étaient impliqués dans le complot. (Commissariat Justice 1936.)

Un autre incident qui montre comment cette bande de méprisables criminels aurait traité quiconque aurait osé leur désobéir est celui de la mort de l'ingénieur Boïarchinov. Boïarchinov avait été un saboteur à un moment donné et avait été convaincu de sabotage lors du procès Chakhty. Mais il se repentit et commença à travailler comme un honnête citoyen soviétique. Il refusa de construire la mine de Roukhimovitch selon les plans saboteurs qui avaient été dessinés et il protesta maintes fois contre les retards dans le travail et contre l'activité criminelle de Stroïlov. Il dénonça Stroïlov. L'honnêteté de Boïarchinov au travail et son refus d'obéir aux saboteurs rendit ces derniers furieux. Cette bande organisa son assassinat. Le 15 avril 1934, Boïarchinov revenait de la gare dans une voiture à cheval lorsqu'il fut percuté par un camion et écrasé sur ordre du gang Tchestov - Tcherepoukhine.

Si c'est ce qu'ils ont fait alors qu'ils n'avaient pas le pouvoir, l'amplitude des crimes qu'ils auraient commis s'ils étaient parvenus au pouvoir est inimaginable.

On peut donc constater que cette bande avait l'intention d'arriver au pouvoir sur une

montagne de cadavres. Il y a pourtant des gens, même des «marxistes», qui pleurnichent sur la punition justifiée infligée par la Cour de justice révolutionnaire à cette bande de meurtriers qu'ils décrivent comme « bolcheviques». Ces «marxistes» n'ont jamais montré le moindre signe de tristesse ou versé une seule larme pour ceux qui furent victimes des activités terroristes et de sabotage de cette bande; pour les millions de personnes qui auraient une fois de plus été soumises à l'esclavage salarié et à l'exploitation du capitalisme si cette bande était parvenue au pouvoir. Le fait est que ceux qui répandent des larmes sur le destin des accusés de ces procès - un destin conséquent avec leurs propres activités criminelles et traîtres contre le pays du socialisme - ne sont pas des marxistes. Ils sont des partisans du capitalisme qui sont tristes de ce que le capitalisme n'ait pas été restauré en Union soviétique.

Avant de terminer ce chapitre, il faut poser la question: comment se fait-il qu'en dépit de toutes les activités de sabotage de ce gang -les accusés -l'Union soviétique fut capable de faire des progrès sur tous les fronts - économique, technique, militaire, politique, idéologique et culturel - et de construire le socialisme? La réponse est simple, s'il y eut quelques douzaines de personnes peu scrupuleuses qui sapèrent les fondations de l'Union soviétique, il y eut des millions de personnes honnêtes la protégeant par leur vigilance et leur dévouement. Ce que les saboteurs détruisaient, des millions de citoyens soviétiques étaient capables de le réparer instantanément. C'est la seule explication qui rende compte des réalisations gigantesques et littéralement miraculeuses de l'U.R.S.S. durant cette période de la construction socialiste.

Nous passons maintenant au chapitre suivant, qui traite des activités de trahison des accusés, c'est-à-dire de leurs accords avec les puissances fascistes et autres.

Chapitre 10

Accords avec le fascisme

Le premier procès de Moscou, en août 1936, jeta déjà une certaine lumière sur la relation et la proche coordination entre les trotskistes et la Gestapo. Nous avons déjà vu que Nathan Lourye, un terroriste envoyé de Berlin en U.R.S.S. par Trotski, travaillait en coordination étroite avec Franz Weitz, un agent de la Gestapo et homme de confiance d'Hitler, le chef de la Gestapo à ce moment-là. Ce n'est cependant qu'au troisième procès - celui du bloc antisoviétique des droitiers et des trotskistes en mars 1938 qu'il devint clair que les relations des trotskistes avec l'état-major allemand dataient déjà de bien avant. Selon le témoignage de l'accusé Krestinski, les trotskistes avaient conclu un accord avec l'impérialisme allemand par lequel ils acceptaient d'exécuter des activités d'espionnage au bénéfice de l'Allemagne et de lui fournir des informations en échange de fonds pour le travail de propagande de l'opposition trotskiste en U.R.S.S.

En 1921, Trotski me demanda de profiter d'une réunion avec Seeckt, durant des négociations officielles, pour proposer à ce dernier de lui accorder un subside régulier pour développer des activités trotskistes illégales; il me dit aussi que, si Seeckt nous demandait en échange de lui rendre certains services d'espionnage, nous pouvions et devions l'accepter. .. l'ai discuté de cette question avec Seeckt et proposé la somme de 250 000 marks or, soit 60 000 dollars par an. Le général Seeckt, après avoir consulté son assistant, fut en principe d'accord et demanda en échange que certaines informations importantes et confidentielles de nature militaire lui soit transmises, pas forcément régulièrement, par Trotski à Moscou ou via moi. En plus, il devait recevoir de l'aide dans l'obtention de visas pour certaines personnes dont ils avaient besoin et qu'ils enverraient en Union soviétique comme espions. Cette demande du général Seeckt fut acceptée et, en 1923, cet accord avait été mis en pratique. (Commissariat Justice 1938, accusé Krestinski.)

Outre l'obtention de subsides allemands en échange d'un travail d'espionnage, de la fourniture d'informations importantes et confidentielles, des fonds furent aussi récoltés par les trotskistes et la droite via des détournements criminels et la manipulation du commerce extérieur. Voici ce que dit Rosengoltz à ce propos lors de son procès:

Le commerce extérieur fut utilisé d'une façon criminelle par l'utilisation et le vol de fonds pour financer le mouvement trotskiste. Sans m'appesantir sur un certain nombre d'affaires relativement insignifiantes, je mentionnerai deux des

exemples les plus importants. Le premier est une opération exécutée par Kraïevski pour un montant de 300 000 dollars, qui furent transmis à l'organisation trotskiste ou directement à Trotski. (Commissariat Justice 1938.)

Au départ, le besoin de rassembler des fonds pour leur propagande anti-parti semble avoir conduit les trotskistes à conclure un accord traître avec l'armée allemande. Mais lorsque les trotskistes subirent de plus en plus de défaites dans leurs attaques ouvertes contre le parti, lorsqu'ils devinrent de plus en plus isolés et perdirent ne fût-ce qu'un semblant de soutien de masse à leur politique d'opposition à la construction du socialisme en U.R.S.S., ils se sentirent obligés d'abandonner les méthodes de lutte ouverte contre le parti et, n'ayant plus aucune perspective de succès, d'adopter la tactique du complot. Ils dégénérent en une bande de saboteurs professionnels et d'assassins. Ce changement de la tactique du trotskisme et ses liens avec la bourgeoisie étrangère le mena de la position d'une simple opposition à la construction du socialisme en U.R.S.S. à la politique de la restauration bourgeoise directe. Au fur et à mesure que leurs liens avec la bourgeoisie s'étendaient et que les trotskistes étaient de plus en plus isolés du parti et des masses et de la classe ouvrière soviétique, la bourgeoisie impérialiste, profitant de cet isolement, exigea de plus en plus de concessions de la part des trotskistes dans l'éventualité où ceux-ci arriveraient au pouvoir avec l'aide impérialiste. Dès lors, le changement dans la tactique des trotskistes conduisit à un changement dans leur programme. Dans ce contexte, je ne peux m'empêcher de citer quelques passages de la dernière plaidoirie de l'accusé Krestinski qui était trotskiste.

Voici ce qu'il a dit:

En 1921, j'ai accepté la proposition de Trotski de prendre part au travail trotskiste illégal qui commençait alors, rassemblant des forces pour l'action ouverte qui devait suivre.

Un bureau fut alors formé, comprenant Trotski, Sérébriakov, Préobrajenski, Piatakov et moi. C'était en octobre 1921. Ma lutte illégale contre le parti date de cette époque.

Au printemps 1922, lorsque je suis venu au 11^e congrès du parti, Trotski aborda le sujet de la récolte de fonds pour la lutte interne dans le parti, pour la lutte contre le Comité central, qu'il prévoyait prolongée et aiguë. Victor Kopp, qui était présent, proposa qu'une tentative soit faite pour récolter des fonds auprès de l'armée allemande. Cette proposition suscita d'abord certaines réticences de ma part, mais je l'acceptai ensuite et jouai un rôle actif dans la conclusion d'un accord traître avec les Allemands.

Vers la fin de 1923, une attaque ouverte des trotskistes contre le parti eut lieu.

La défaite que nous subîmes, nous trotskistes, ne fit qu'intensifier notre ressentiment et rendre la lutte plus aiguë.

En 1926-1927, les trotskistes lancèrent un certain nombre d'attaques contre le Comité central. Simultanément, une lutte trotskiste commença aussi dans les partis communistes occidentaux. Profitant de la situation, l'armée allemande exigea non seulement que nous intensifiions nos activités d'espionnage, mais que nous donnions aussi certaines promesses politiques sur de futures concessions économiques en Ukraine si nous prenions le pouvoir. Trotski et moi, craignant de perdre une source de financement en un moment de lutte aiguë, y consentirent.

Fin 1927, Trotski jeta toutes ses forces dans la bataille, mais subit une défaite complète. Les trotskistes furent exclus du parti. La majorité de leurs dirigeants furent exilés. Les masses étaient contre nous et une lutte ouverte n'offrait pas de perspectives de succès. Il semble que Trotski ait alors donné des instructions à tous ceux qui avaient été expulsés ou exilés de se faire réintégrer dans le parti en soumettant d'hypocrites rapports où ils prétendraient avoir renoncé à leur point de vue. Au même moment, il donna des instructions pour la restauration de l'organisation trotskiste illégale, qui devait alors adopter un caractère purement conspirationnel.

Sa méthode de lutte devait préparer la voie à un coup d'État armé. Les moyens à cette fin étaient le terrorisme et le sabotage.

Ce changement de la ligne tactique était accompagné d'un changement de programme. Nous avons toujours considéré que la construction du socialisme en U.R.S.S. seulement était impossible aussi longtemps que le système bourgeois capitaliste était préservé dans les autres pays et que les fascistes devaient prendre le pouvoir dans certains d'entre eux. Nous jugions nécessaire d'adopter la politique de permettre des relations capitalistes dans le pays et, lorsque nos liens avec la bourgeoisie étrangère devinrent plus étroits, nous en vîmes à une politique de restauration bourgeoise directe.

Lors de la réunion de Meran en octobre 1933, Trotski m'exposa longuement le programme de restauration bourgeoise de notre organisation conspirationnelle et le programme de renversement du système social socialiste qui existait dans notre pays, adoptant dans ce but les méthodes du terrorisme et du sabotage et envisageant le démembrement subséquent de l'Union soviétique et la sécession de l'Ukraine et de la région maritime.

J'ai accepté le programme proposé par Trotski et donné également mon accord aux nouvelles méthodes de lutte. À partir de ce moment, je porte une responsabilité politique et criminelle complète pour toutes ces méthodes de lutte.

En février 1935, Piatakov m'informa qu'un accord sur un coup d'État armé commun avait été atteint entre les trotskistes, la droite et le groupe militaire de Toukhatchevski. À partir de ce moment, je porte la responsabilité non seulement des actions des trotskistes, mais aussi des actions de la droite et des conspirateurs militaires. (Commissariat Justice 1938, pp. 732-733.)

La preuve de cet accord conclu par Trotski²⁷ avec l'Allemagne nazie et le Japon fasciste se trouve aussi dans les témoignages de Sokolnikov et Radek. Tous deux ont donné des récits détaillés des différentes rencontres qu'ils ont eues avec les représentants diplomatiques de l'Allemagne fasciste qui confirmèrent que Trotski n'agissait pas isolément, mais que, derrière lui, se trouvaient des gens qui occupaient des positions importantes et influentes dans le gouvernement et l'économie soviétique. Voici ce que dit Sokolnikov:

J'ai eu un entretien avec Kaménev au début de 1934, au cours de cet entretien, Kaménev m'a fait part des directives défaitistes de Trotski et de ses propres opinions défaitistes. La conclusion concrète de cet entretien fut que Kaménev me prévint, entre autres, qu'il se pourrait que l'on s'adresse à moi pour se renseigner.

Vychinski. - Qui aurait pu s'adresser à vous?

Sokolnikov. - Le représentant diplomatique d'un certain pays. Vychinski. - Est-ce Kaménev qui vous en a prévenu? Sokolnikov. - Oui, c'est Kaménev qui m'en a prévenu.

Vychinski. - Kaménev vous a-t-il dit quel genre de renseignements on pourrait vous demander?

Sokolnikov. - Oui, il m'a dit qu'on s'adresserait à moi pour demander confirmation du fait que les pourparlers menés par Trotski à l'étranger ne l'étaient pas en son nom personnel, mais que derrière Trotski se trouvait effectivement une organisation dont il était le représentant.

Vychinski. - Vous deviez le confirmer si l'on vous posait des questions en ce sens?

Sokolnikov. - Oui.

Vychinski. - Vous a-t-on posé une telle question?

Sokolnikov. - Oui, au milieu du mois d'avril, à l'issue d'une entrevue officielle avec le représentant d'un certain pays, que je voyais souvent par suite de mes fonctions. Notre conversation eut lieu après l'entretien officiel, alors que les interprètes étaient sortis dans la pièce voisine; comme je reconduisais mon interlocuteur, celui-ci me demanda si je savais que Trotski avait présenté certaines propositions à son gouvernement. Je confirmai que je le savais. Il me demanda, en outre, si ces propositions étaient sérieuses. Cela aussi, je le lui confirmai. Il me demanda si c'était là mon opinion per-

sonnelle. Je lui dit que ce n'était pas seulement mon opinion, mais celle de mes amis également. Cette question, je l'ai interprétée comme la confirmation du fait que le gouvernement de ce pays avait effectivement reçu des propositions de Trotski, et qu'il voulait se convaincre que ces propositions étaient réellement connues de l'organisation, et que celle-ci ne contestait pas à Trotski le droit de mener ces pourparlers.

Vychinski. - Quelles étaient vos fonctions officielles à cette époque?

Sokolnikov. - Adjoint au Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères. (Commissariat Justice 1937, pp. 157-158.)

Un facteur supplémentaire qui poussa les trotskistes dans les bras des fascistes, qui mena le bloc des droitiers et des trotskistes à conclure des accords avec les fascistes, qui les conduisit à suivre «la voie de la lutte terroriste, du sabotage, des positions défaitistes», était leur surestimation de la force du fascisme allemand et la sous-estimation de la puissance de l'U.R.S.S. et un désir d'arriver à un compromis avec le fascisme:

Nous considérions, déclara Sokolnikov, que le fascisme était le capitalisme le plus organisé, qu'il triomphait, englobait toute l'Europe et nous étouffait. C'est pourquoi il valait mieux s'entendre avec lui, il valait mieux consentir à un compromis quelconque, dans le sens d'un recul du socialisme au capitalisme. Tout cela était déterminé par [cette] prémisse: mieux vaut consentir des sacrifices, fussent-ils les plus lourds, que de tout perdre. Je dois expliquer, souligner cette position, parce que sans elle il serait absolument incompréhensible, pourquoi le bloc et le centre du bloc ont pu entrer dans le sillage de la lutte terroriste, dans la lutte par le sabotage, par les actes de diversion, dans le sillage des positions défaitistes. (Commissariat Justice 1937, p. 160.)

Les trotskistes et la droite arguèrent que le but de ces accords avec le fascisme était d'empêcher le fascisme de «s'emparer de l'Europe» et d'«écraser» l'U.R.S.S.; que leur but était d'«utiliser cette puissance hostile» (le fascisme allemand) en payant un prix qui, dans le cas présent, signifiait commettre des actes de trahison contre l'Union soviétique. Mais il va sans dire qu'indépendamment de leurs intentions, les trotskistes et la droite, séparés de la classe ouvrière soviétique et armés d'un programme contre-révolutionnaire de restauration capitaliste, finirent - et il n'aurait pas pu en être autrement - par devenir les agents du fascisme, leurs instruments et leurs marionnettes. Ils n'auraient jamais pu faire usage du fascisme. Le fascisme devait faire usage d'eux.

Sokolnikov. - [...] nous devons résoudre la question politique qui se ramenait uniquement à savoir si nous pouvions - dans ce chemin difficile qui, par rapport à la direction du Parti, par rapport au pouvoir soviétique, par rapport à l'Union soviétique, était, comme nous le comprenions parfaitement, une suite de crimes extrêmement graves, de crimes ignominieux, de trahisons, etc. - en payant ce prix, utiliser cette force ennemie. Vychinski. - Ou si c'est elle qui se servirait de vous?

Sokolnikov. - Ou si c'est elle qui se servirait de nous. Si nous devenions un simple appendice du fascisme, qui nous utiliserait et nous rejetterait ensuite comme un vieux chiffon, nous serions condamnés, déshonorés, et notre nullité la plus complète serait prouvée.

Vychinski. - Mais vous pensiez avoir un autre sort que celui d'être utilisés par le fascisme et ensuite, rejetés comme un vieux chiffon inutile?

Sokolnikov. - Bien entendu. Si nous n'avions envisagé qu'une telle fin, nous aurions dû liquider entièrement le bloc.

Vychinski. - Vous pensiez réussir à conserver une certaine indépendance? Sokolnikov. - Je parle en partant du point de vue d'alors. Nous considérions qu'il nous restait certaines chances. En quoi les voyions-nous? Nous les voyions dans le jeu des contradictions internationales. Nous considérions, disons, que la suprématie complète du fascisme allemand en Union soviétique ne pouvait se réaliser, car elle se heurterait à l'opposition des autres rivaux impérialistes. Des collisions internationales pouvaient se produire et nous pourrions nous appuyer sur d'autres forces, non intéressées au renforcement du fascisme. (Commissariat Justice 1937, pp. 162-163.)

Radek, Piatakov et Sokolnikov dirent à la Cour qu'en concluant un «accord» avec l'Allemagne et le Japon, ils escomptaient utiliser ces deux pays dans leurs propres intérêts trotskistes. «Mais comment peut-on sérieusement parler de ces choses, lorsque que ce même Centre parallèle est simplement une misérable bestiole en comparaison du loup? », demanda Vychinski et, poursuivant:

Accord! Ils auraient mieux fait de dire simplement: «Nous nous sommes livrés à la merci du vainqueur», car il est évident que ce n'est pas un accord, c'est simplement se livrer à la merci du vainqueur.» (Commissariat Justice 1937, p. 503.)

Et un peu plus loin:

Cet accord me rappelle une fable de Krylov: «Le lion en chasse». La fable raconte comment un chien, un lion, un loup et un renard avaient conclu un accord entre eux, «avaient signé un traité», pour faire en commun la chasse aux bêtes. Le renard attrapa un cerf, et l'on procéda au partage. Alors une des «parties contractantes» dit: «Ce morceau-là m'appartient en vertu du contrat; ce morceau-ci m'appartient sans conteste, parce que je suis lion; celui-ci parce que je suis le plus fort; quant à celui-ci, le premier qui en approchera sa patte ne se lèvera pas vivant de sa place »,

Ce «traité» ressemble fort à votre accord, messieurs les accusés, messieurs les officiers du fascisme allemand et japonais! (Commissariat Justice 1937, p. 504.)

Le troisième procès révéla que, privés de tout support en Union soviétique, les dirigeants du bloc des droitiers et des trotskistes, dans le but de renverser le système socialiste en U.R.S.S. et de restaurer le capitalisme, conclurent via Trotski et les participants individuels de ce « bloc » antisoviétique, un accord avec les représentants de certains États étrangers d'assistance armée pour le renversement du pouvoir soviétique en U.R.S.S., à la condition de son démembrement et de la sécession de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la région maritime, de l'Asie centrale et des républiques transcaucasiennes pour le bénéfice des États susmentionnés. La conclusion de cet accord traître fut facilitée par le fait que les participants majeurs de la conspiration antisoviétique furent des agents directs des services secrets étrangers et avaient pendant de nombreuses années effectué des activités d'espionnage pour ces services secrets.

Comme nous l'avons déjà mentionné, Krestinski, sur instructions directes de Trotski, entra dans des liaisons traîtresses avec l'armée allemande en 1921 et resta un espion allemand jusqu'à son arrestation en 1937, recevant en échange de son travail d'espionnage et pour le financement des activités criminelles de l'organisation trotskiste 250 000 marks or allemand par an.

Rosengoltz commença son travail d'espionnage pour l'état-major allemand en 1923 et pour les services secrets britanniques en 1926.

Radovski était un agent des services secrets britanniques depuis 1924 et un espion japonais depuis 1934.

Tchernov débuta son travail d'espionnage pour l'Allemagne en 1928, après avoir noué des relations avec les services secrets allemands avec l'aide du célèbre menchevik et émigré, Dan.

Charangovitch fut recruté par les services secrets polonais et envoyé en U.R.S.S. en 1921 pour y effectuer du travail d'espionnage. Il resta un espion polonais jusqu'au jour de son arrestation.

Grinko était un espion allemand et polonais depuis 1932.

Les dirigeants du bloc des droitiers et des trotskistes, Boukharine, Rykov et Yagoda, étaient non seulement informés des activités d'espionnage de leurs complices, mais encourageaient ces trahisons et eux-mêmes donnaient des instructions aux membres du bloc lorsqu'ils devaient conduire des négociations traîtres avec les représentants d'États étrangers.

Boukharine fit de son mieux pour nier son rôle dans l'organisation de l'espionnage contre l'U.R.S.S., mais ses dénégations se révélèrent sans valeur à la lumière des preuves contre lui. Le témoignage de Rykov prouve avec certitude que Boukharine et

Rykov étaient tout à fait coupables d'avoir entretenu des relations avec des espions et d'avoir effectué du travail d'espionnage pour des services secrets étrangers. Voici un extrait significatif du dialogue entre le procureur général et Rykov à la session du matin du 7 mars 1938:

Vychinski. - En conséquence, Tcheriakov et les personnes qui vous étaient liées maintenaient des relations systématiques avec les Polonais?

Rykov. - Oui.

Vychinski. - De quel type de liens s'agit-il?

Rykov. - Il s'agissait aussi de relations d'espionnage.

Vychinski. - Mais y avait-il un lien d'espionnage maintenu par une partie de votre organisation avec les Polonais sur vos instructions?

Rykov. - Bien sûr.

Vychinski. - Boukharine inclus? Rykov. - Bien sûr.

Vychinski. - Boukharine et vous, étiez-vous liés? Rykov. - Absolument.

Vychinski. - Vous étiez donc des espions? Rykov. - (pas de réponse)

Vychinski. - Et les organisateurs de l'espionnage? Rykov. - Je ne suis pas meilleur qu'un espion.

Vychinski. - Vous avez organisé l'espionnage, vous étiez donc des espions?

Rykov. - On peut le dire, en effet. (Commissariat Justice 1938.)

Rykov indiqua aussi clairement une autre caractéristique hautement significative qui dévoila le bloc des droitiers et des trotskistes comme une agence de certains services secrets étrangers. Interrogé au sujet du démembrement de l'U.R.S.S. et répondant à la question «Aviez-vous aussi pour but de préparer une base pour les fascistes, pour leur attaque contre l'U.R.S.S. et pour leur victoire? », Rykov répondit: «Oui, indiscutablement. »

L'enquête de la Cour établit que l'objectif de préparer une base pour une attaque contre l'U.R.S.S. et d'assurer la victoire sur l'U.R.S.S. dans l'éventualité d'une telle attaque fut imposé par les services secrets allemands, polonais et autres au bloc des droitiers et des trotskistes en tant qu'agence directe des services secrets fascistes. Et l'accusé Tchemov avait absolument raison de dire que, à part Trotski, les véritables maîtres du bloc des droitiers et des trotskistes étaient en fait les services

secrets de certains États étrangers.

L'intention de ces traîtres méprisables, ces suppôts du capitalisme, était de transformer l'U.R.S.S. en une colonie du fascisme allemand. Dévoilant l'essence de l'accord avec l'armée allemande, dont les rouages menaient à la trahison du bloc des droitiers et des trotskistes, Krestinski affirma:

Nous (les trotskistes) recevions une petite somme d'argent et eux (l'armée allemande) recevaient des informations d'espionnage dont ils auraient besoin lors d'une attaque armée. Mais le gouvernement allemand, Hitler en particulier, voulait des colonies, du territoire et pas seulement des informations d'espionnage. Et lui (c'est -à-dire Hitler) était préparé à se satisfaire du territoire soviétique au lieu de colonies pour lesquelles il devrait combattre l'Angleterre, l'Amérique et la France. (Commissariat Justice 1938.)

Et Krestinski poursuit:

Nous étions préparés à restaurer des relations capitalistes en U.R.S.S. et à faire des concessions territoriales aux états bourgeois avec lesquels nous avons déjà conclu un accord. (Commissariat Justice 1938.)

C'est pour les raisons contenues dans le passage ci-dessus que les États fascistes et impérialistes étaient prêts à fournir le soutien le plus énergique au bloc des droitiers et des trotskistes afin de permettre à ce dernier d'arriver au pouvoir en renversant le gouvernement soviétique. Si le «bloc» était arrivé au pouvoir, il aurait restauré le capitalisme en U.R.S.S. et fait de grandes concessions territoriales aux États impérialistes. C'est à cause de cela que la bourgeoisie du monde entier se lamente sur le juste châtiment de ces traîtres au socialisme et déserteurs vers le camp de la bourgeoisie. C'est précisément à cause de cela que la bourgeoisie persiste à décrire ces traîtres comme de «vrais bolcheviks» éliminés par Staline à cause de son prétendu désir de pouvoir absolu. N'avons-nous pas le droit de demander à ces bourgeois: Messieurs les bourgeois, depuis quand avez-vous décidé de prendre parti pour les vrais bolcheviks? Ne serait-ce pas pour vous une cause de grande satisfaction, méritant de grandioses célébrations, si tous les vrais bolcheviks d'un parti communiste étaient éliminés? Il suffit simplement de poser ces questions pour y répondre, et par l'affirmative. La vérité est que, s'étant débarrassé de ces traîtres, le parti bolchevik émergea en fait beaucoup plus fort. Dans ce contexte, je dois citer quelques passages du rapport du camarade Staline au Ise congrès du P.C.(b)U.S. Dans ces passages, le camarade Staline traite des affirmations «idiotes» selon lesquelles les purges du parti et des organisations soviétiques des trotskistes, des zinoviévistes et de la droite auraient conduit à l'affaiblissement du parti et à la «démoralisation» du système soviétique. Voici ce que dit le camarade Staline:

Certains journalistes étrangers prétendent, dans leurs bavardages, que l'épuration, dans les organisations soviétiques, des espions, des assassins et des saboteurs dans le genre de Trotski, Zinoviev, Kaménev, Iakir, Toukhatchevski, Rosengolz, Boukharine et autres monstres a soi-disant «ébranlé» le régime soviétique, a été une cause de «démoralisation». Ce plat bavardage mérite qu'on le tourne en dérision. Comment le fait de chasser des organisations soviétiques les saboteurs et les éléments hostiles peut-il ébranler et démoraliser le régime des Soviets? La poignée trotskiste-boukharinienne d'espions, d'assassins et de saboteurs rampant devant l'étranger, et servilement aplatis devant le moindre fonctionnaire étranger et prêts à lui servir d'espions, - cette poignée d'hommes qui n'ont pas compris que le plus modeste citoyen soviétique, libéré des chaînes du Capital, dépasse de toute une tête n'importe quel haut fonctionnaire étranger traînant sur ses épaules le joug de l'esclavage capitaliste, - qui donc a besoin de cette misérable bande d'esclaves vendus, quelle valeur peut-elle représenter pour le peuple et qui peut-elle «démoraliser»? En 1937, Toukhatchevski, Iakir, Ouborévitch et autres monstres ont été condamnés à être fusillés. Après ont eu lieu les élections au Soviet suprême de l'U.R.S.S. Ces élections ont donné au pouvoir soviétique les suffrages de 98,6% de tous les votants. Au début de 1938, Rosengolz, Rykov, Boukharine et autres monstres ont été condamnés à être fusillés. Après, ont eu lieu les élections aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées. Ces élections ont donné au pouvoir soviétique les suffrages de 99,4% de tous les votants. On se demande: où sont donc les signes de «démoralisation», et pourquoi cette «démoralisation» n'est-elle pas apparue dans les résultats des élections?

À entendre ces bavards de l'étranger, on pourrait conclure que si on avait laissé en liberté les espions, les assassins et les saboteurs, si on ne les avait pas empêchés de saboter, d'assassiner et d'espionner, les organisations soviétiques seraient autrement solides et stables. (Rires.) Ne se sont-ils pas trahis trop tôt, ces messieurs qui défendent avec une telle impudence les espions, les assassins et les saboteurs?

Ne serait-il pas plus juste de dire que le fait de chasser des organisations soviétiques les espions, les assassins et les saboteurs devait conduire et a effectivement conduit à renforcer encore plus ces organisations?

Qu'attestent, par exemple, les événements du lac Khassan, sinon que chasser des organisations soviétiques les espions et les saboteurs est le plus sûr moyen de renforcer ces organisations? (Staline 10-3-1939, pp. 929-931.)

L'accusé Rakovski témoigna que le bloc travaillait à la défaite de l'U.R.S.S. et était systématiquement engagé dans des activités d'espionnage. À ce propos, il faut faire référence à Boukharine. Comme mentionné précédemment, Boukharine essaya de prouver qu'il n'avait pas favorisé la défaite de l'U.R.S.S., qu'il n'avait pas favorisé le sabotage, l'espionnage et des

activités subversives, car il n'était en général pas sensé avoir un lien avec les affaires pratiques, car il était un «théoricien» qui s'occupait d'armer le trotskisme avec l'arme «spirituelle» de la théorie de la restauration capitaliste. Mais même Boukharine dut admettre ceci:

En bref, en tant qu'un des dirigeants du Centre de la droite, c'était mon devoir de communiquer notre ligne aux dirigeants du Centre périphérique.

Quelle était la ligne que Boukharine devait communiquer «en tant qu'un des dirigeants du Centre de la droite» ? Boukharine affirma:

En bref, cette ligne était que, dans la lutte contre le pouvoir soviétique, il était permis d'utiliser une situation de guerre et de faire certaines concessions aux États capitalistes dans le but de les neutraliser et parfois dans le but d'obtenir leur assistance.

Comme le dit Vychinski: «Si l'on déchiffre cette affirmation absconse de Boukharine, elle signifie trahison pure et simple, désertion vers l'ennemi, utilisation de l'aide de ces ennemis afin de réaliser ses propres desseins criminels.» (Procès du bloc antisoviétique des droitiers et des trotskistes).

Lorsqu'on demanda à Boukharine: «En d'autres termes, une orientation vers la défaite de l'U.R.S.S.?», Boukharine répondit, restant fidèle à ses «acrobaties verbales nébuleuses», comme Vychinski décrivait justement la manière qu'avait Boukharine de répondre aux questions: «En général et d'une façon résumée, je le répète, OUI. »

Radek et Piatakov témoignèrent aussi, lors du procès du Centre trotskiste antisoviétique, de la position défaitiste adoptée par les trotskistes, de leur dépendance complète vis-à-vis des puissances étrangères dans le but d'arriver au pouvoir en renversant le gouvernement soviétique et des différentes concessions territoriales et autres qu'ils avaient accepté d'accorder à ces puissances étrangères en échange de leur assistance.

Dans l'éventualité de la défaite de l'U.R.S.S. et de l'arrivée au pouvoir des trotskistes, ces derniers, selon les témoignages de différents accusés du second procès, n'avaient pas seulement l'intention de louer comme concessions les entreprises industrielles considérées comme importantes par les capitalistes, mais aussi de carrément vendre à des propriétaires privés des entreprises importantes qu'ils avaient déjà repérées dans ce but. Les trotskistes proposaient de liquider les kolkhoz et sovkhos et d'adopter l'agriculture individuelle. Et, concernant la partition du pays, la formule de Radek était: «Donner l'Ukraine à l'Allemagne, la Province maritime et la région du fleuve Amour au Japon». (Commissariat Justice 1937, p. 512.)

L'impuissance totale du trotskisme, son isolement complet de la classe ouvrière et

des masses soviétiques, sa dépendance extrême vis-à-vis du fascisme, ses efforts pour provoquer une guerre contre l'Union soviétique et pour travailler à la défaite de cette dernière dans l'éventualité d'une telle guerre et sa véritable essence contre-révolutionnaire sont révélés par les remarques suivantes de l'accusé Radek lors de sa dernière plaidoirie:

Je voyais que Trotski lui-même perdait confiance. La première variante était voilée: «Eh bien, mes enfants, essayez donc de vos propres forces, sans Hitler, de mettre par terre le pouvoir soviétique. Quoi, vous ne le pouvez? Essayez de prendre le pouvoir vous-mêmes. Vous ne le pouvez ?» Trotski lui-même sentait déjà son impuissance intérieure totale, et misait sur Hitler. Maintenant, on mise sur Hitler. Les vieux trotskistes soutenaient qu'il était impossible d'édifier le socialisme dans un seul pays; c'est pourquoi il fallait accélérer la révolution en Occident. Maintenant, voici ce qu'on leur offre: en Occident aucune révolution n'est possible; pour cette raison, détruisez la révolution dans un pays, détruisez le socialisme en U.R.S.S. Que le socialisme soit édifié dans notre pays, c'est un fait que personne, ne peut manquer de voir. (Commissariat Justice 1937, p. 568.)

Ces remarques résument la quintessence de la théorie trotskiste de la «révolution permanente»: si la révolution mondiale ne suit pas la révolution dans un pays donné, alors, affirme le trotskisme, il faut détruire la révolution dans le pays où elle a eu lieu.

Il ne m'est pas possible de présenter la masse de preuves en rapport avec tous les «accords» traîtres conclus par les trotskistes et la droite avec le fascisme. Je dois me contenter des quelques détails que je vous ai déjà donnés. Pour le reste, il vous faut lire les comptes rendus de ces procès pour en avoir une image complète. Je propose donc d'achever ce chapitre par une citation de Boukharine qui caractérise très justement les accusés à ces procès:

Nous sommes tous devenus des contre-révolutionnaires rabiques, des traîtres à la patrie socialiste, nous nous sommes transformés en espions, en terroristes et restaurateurs du capitalisme. Nous nous sommes lancés dans le crime et la trahison. Nous nous sommes transformés en une bande d'insurgés, nous avons organisé des groupes terroristes, commis des activités de sabotage, souhaité renverser le gouvernement soviétique du prolétariat. (Commissariat Justice 1938.)

Je propose à présent de considérer les aspects militaires de la conspiration, les plans des conspirateurs pour un coup d'État.

Chapitre 11

Les aspects militaires de la conspiration Plans pour un coup d'État

Le plus difficile à détecter fut l'aspect militaire de la conspiration visant à renverser le gouvernement soviétique. Ce ne fut pas avant mai 1937 que les autorités soviétiques découvrirent une bande très dangereuse de comploteurs dans l'Armée Rouge. Les dirigeants soviétiques prirent à temps des mesures appropriées; ce qui mena huit généraux devant la justice sous l'accusation suivante:

Étant employés par les services de renseignements militaires d'un des États menant une politique inamicale envers l'U.R.S.S., ils ont systématiquement fourni aux milieux militaires de cet État de l'information d'espionnage, commis des actes de sabotage avec pour but de miner la puissance de l'Armée Rouge des ouvriers et des paysans, préparé, dans l'éventualité d'une attaque militaire contre l'U.R.S.S., la défaite de l'U.R.S.S., la défaite de l'Armée Rouge, et poursuivi le but d'aider au démembrement de l'Union soviétique et à la restauration du pouvoir des grands propriétaires et des capitalistes en U.R.S.S.

Que les généraux aient été vraiment impliqués dans la conspiration pour renverser le gouvernement soviétique, qu'ils aient planifié un coup d'État, qu'ils aient commis des actes de sabotage, tout cela fut démontré clairement par diverses preuves présentées au troisième procès de Moscou.

Rykov relata ainsi le plan des généraux pour un coup d'État:

Je me souviens qu'une fois, en ma présence, Boukharine formula l'idée d'ouvrir le front... l'existence d'un groupe militaire, dirigé par Toukhatchevski, qui était lié à notre Centre et qui avait pour objectif de profiter d'une guerre pour renverser le gouvernement. Cela signifiait se préparer à une intervention pure et simple. Nos négociations avec les Allemands, que nous avons intensifiées, étaient sensées stimuler de toutes les façons une attaque armée. (Commissariat Justice 1938, p. 186.)

Le plan initial des conspirateurs semble avoir été de monter un coup d'État dans l'éventualité d'une attaque militaire contre l'Union soviétique, de profiter d'une telle attaque pour renverser le gouvernement soviétique. Mais ce plan dut être reconsidéré, car, à la fin 1936, de plus en plus de trotskistes et de droitiers avaient été décou-

verts et toute leur organisation était sur le point de s'effondrer. C'est dans ces circonstances d'insécurité croissante pour les renégats encore en liberté que la conception d'un coup d'État en temps de paix eut lieu. Les détails de ce plan furent donnés par Rosengoltz lors de son procès:

Le point auquel je m'étais arrêté était notre conférence avec Toukhatchevski. Elle eut lieu fin mars (1937) ... À cette conférence, Toukhatchevski affirma qu'il comptait définitivement sur la possibilité d'un coup et mentionna la date. Il croyait que pour le 15 mai, dans la première moitié de mai, il réussirait à effectuer son coup d'État militaire ... Toukhatchevski avait un certain nombre de variantes. L'une d'elles, celle sur laquelle il comptait le plus, était la possibilité pour un groupe de militaires, ses partisans, de se rassembler à son appartement sur un prétexte quelconque, de pénétrer au Kremlin, de saisir la centrale téléphonique du Kremlin et de tuer les dirigeants du parti et du gouvernement. (Commissariat Justice 1938, pp. 252-253.)

Krestinski, un co-accusé de Rosengoltz, admit également avoir pris part à la conférence avec Toukhatchevski, mentionnée ci-dessus par Rosengoltz. Krestinski ajouta:

Nous discutâmes de la nécessité d'actes terroristes contre les dirigeants du parti et du gouvernement soviétique ... nous avons en tête Staline, Molotov et Kaganovitch. (Commissariat Justice 1938, p. 254.)

Le témoignage de Boukharine confirme aussi l'existence de deux plans de coup d'État contre le gouvernement soviétique - un plan pour un coup d'État en temps de paix et un autre pour un coup d'État en temps de guerre. Boukharine affirme:

Lorsque j'ai demandé à Tomski comment il concevait le mécanisme du coup d'État, il dit que c'était l'affaire de l'organisation militaire, qui devait ouvrir le front.

Vychinski:

Permettez-moi de lire le témoignage de Boukharine: «Tomski me dit que deux variantes étaient discutées: le cas où le nouveau gouvernement serait formé en temps de paix», et cela signifiait que les conspirateurs organiseraient un nouveau gouvernement en temps de paix, et «le cas où il serait organisé en temps de guerre; dans ce dernier cas, les Allemands exigeaient de grosses concessions économiques», concessions dont j'ai déjà parlé, «et insistaient sur des cessions de territoire».

Dans ce dernier cas, c'est -à-dire d'un front ouvert par une attaque allemande, Boukharine expliquait:

Il serait opportun de juger ceux coupables de la défaite au front. Cela nous permettrait de gagner les masses en jouant sur les slogans patriotiques.

Et plus loin:

J'avais en tête qu'en faisant cela, en condamnant les coupables de la défaite, nous serions en même temps capables de nous débarrasser du danger bonapartiste qui m'alarmait. (Commissariat Justice 1938, pp. 432-436.)

Ce qui nous mène à la question du bonapartisme évoquée par Boukharine. Ce bonapartisme est le bonapartisme des généraux - de Toukhatchevski et du groupe militaire qui devait être la force décisive dans l'action contre-révolutionnaire - ce dont les trotskistes avaient très peur. C'est significatif de l'atmosphère de cynisme, d'insensibilité, d'égoïsme et de suspicion dans laquelle vivaient les renégats du camp socialiste - les trotskistes et la droite. Ils craignaient leurs propres ombres et s'effrayaient du moindre bruissement de feuilles. Bien qu'ils aient trouvé nécessaire de collaborer les uns avec les autres contre le régime soviétique, ils avaient aussi en réserve des plans pour s'attaquer les uns les autres. Voici ce qu'affirma Rosengoltz à ce propos:

Sedov (le fils de Trotski) parlait beaucoup de la nécessité d'avoir des liens les plus serrés possible avec Toukhatchevski, car, pour Trotski, Toukhatchevski et le groupe militaire devaient être la force décisive de l'action contre-révolutionnaire. Pendant la conversation, il s'avéra aussi que Trotski entretenait certaines craintes à l'égard des tendances bonapartistes de Toukhatchevski. Au cours de la conversation, Sedov dit que Trotski à ce propos avait même exprimé la crainte que, si Toukhatchevski accomplissait avec succès son coup d'État militaire, il était possible qu'il n'autorise pas Trotski à rentrer à Moscou ... Trotski proposa donc que, lors du coup d'État, nous placions nos propres hommes partout, des gens qui seraient fidèles au trotskisme et sur la vigilance desquels on pourrait compter. (Commissariat Justice 1938, p. 245-246.)

Tels étaient alors les crimes commis par les trotskistes, les zinoviévistes et la droite dans leur lutte contre le pouvoir soviétique et pour la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Au vu de ces crimes commis par cette «bande forcenée et sans principes de saboteurs, d'agents de diversion et d'assassins agissant sur ordre des services d'espionnage des États étrangers» (Staline 3-3-1937, p. 134), est-il possible pour toute personne honnête de douter, même un seul moment, du caractère correct de la caractérisation suivante de ces saboteurs donnée par le camarade Staline:

Deux mots à propos des saboteurs, agents de diversion, espions, etc. Maintenant, il est clair pour tous, je pense, que les actuels saboteurs et agents de diversion, de quelque drapeau qu'ils se couvrent, trotskiste ou boukharinien, ont, depuis longtemps

déjà, cessé d'être un courant politique dans le mouvement ouvrier; qu'ils se sont transformés en une bande, sans principes et sans idées, de saboteurs professionnels, agents de diversion, espions, assassins professionnels. On conçoit que ces messieurs, il faudra les écraser et les extirper sans merci, comme des ennemis de la classe ouvrière, comme des traîtres à notre patrie. Cela est net et se passe d'explications complémentaires. (Staline 5-3-1937, p. 154.)

Non, il n'est pas du tout possible à quiconque un tant soit peu honnête de mettre en doute la validité de cette caractérisation des trotskistes.

Étant donné que ces crimes furent commis par des trotskistes et des droitiers détenant de hautes positions officielles et que ces crimes furent commis dans le cadre d'une construction socialiste colossale, est-il surprenant que les accusés «aient souffert d'une particulière dualité d'esprit» et «d'un esprit particulièrement malheureux ?» Boukharine, dans sa dernière plaidoirie, traite du processus de dégénérescence de la droite et des trotskistes et de «l'esprit particulièrement malheureux» que cette dégénérescence avait produit chez chacun des accusés. Voici ce que dit Boukharine:

J'ai déjà dit, lors de mon témoignage principal à ce procès, que c'était la logique nue de la lutte qui nous poussait, les conspirateurs contre-révolutionnaires, dans cette vie clandestine nauséabonde qui a été dévoilée au cours de ce procès dans tous ses détails. La logique nue de la lutte était accompagnée d'une dégénérescence des idées, d'une dégénérescence de la psychologie, d'une dégénérescence de nous-mêmes, d'une dégénérescence des gens. Il y a des exemples historiques bien connus d'une telle dégénérescence. Il suffit de mentionner Briand, Mussolini et d'autres. Et nous aussi avons dégénéré, et cela nous a menés dans un camp qui, par ses points de vue et caractéristiques, ressemblait fort à un fascisme koulak et prétorien. Comme ce processus s'est développé très rapidement dans le temps, dans les conditions d'une lutte de classes en développement, cette lutte, sa vitesse, son existence, agit comme l'accélérateur, comme l'agent catalyseur, du processus qui s'exprimait par l'accélération du processus de dégénérescence. Mais ce processus de dégénérescence, incluant le mien, eut lieu dans des conditions complètement différentes de celles dans lesquelles eut lieu le processus de dégénérescence des dirigeants ouvriers internationaux en Europe. Il eut lieu au milieu d'une construction socialiste colossale, avec ses buts immenses, ses tâches, ses victoires, ses difficultés, son héroïsme ...

Et sur cette base, il me semble probable que chacun d'entre nous, assis dans le box des accusés, souffrait d'une dualité d'esprit particulière, d'une foi incomplète dans sa cause contre-révolutionnaire. Je ne dirais pas que la conscience de ce fait était absente, mais elle était incomplète. *D'où* une certaine paralysie de la volonté, un retard dans les réflexes. Il me semble que, dans une certaine mesure, nos réflexes étaient retardés. Et cela n'était pas dû à l'absence d'une pensée cohérente, mais à la

grandeur objective de la construction socialiste. Les contradictions qui ont surgi entre l'accélération de notre dégénérescence et ces réflexes retardés exprimaient la position d'un contre-révolutionnaire ou d'un contre-révolutionnaire en développement, dans les conditions de la construction socialiste en développement. Une psychologie duale a surgi. Chacun de nous peut discerner cela dans sa propre âme, bien que je ne m'engagerai pas dans une analyse psychologique profonde.

Même moi, j'étais parfois emporté par les éloges que j'écrivais à propos de la construction socialiste, bien que dès le lendemain je répudiais cela par des actions pratiques à caractère criminel. Cela faisait surgir ce qu'on appelle dans la philosophie de Hegel un esprit des plus malheureux. Cet esprit malheureux différait de l'esprit malheureux ordinaire uniquement par le fait qu'il s'agissait aussi d'un esprit criminel.

Maintenant, camarades, posons la question: pourquoi le trotskisme dégénéra-t-il au point de devenir un détachement avancé du fascisme? Cette question mérite réponse. Quelques indications sur la réponse à cette question ont déjà été apportées. Le camarade Lénine a déjà été cité dans ce contexte et nous répétons maintenant cette observation pénétrante de sa part:

On peut vraiment dire qu'une petite erreur dans laquelle on persiste, que l'on démontre savamment et «pousse vers sa conclusion logique», se transformera en une monstruosité.

C'est ce qui s'est passé dans le cas de Trotski. Il a débuté par une analyse erronée du rôle de la paysannerie dans la révolution russe. C'était une «petite erreur» qui, si elle avait été corrigée, n'aurait sans doute pas conduit à la dégénérescence de Trotski. Au lieu de rectifier sa «petite erreur» cependant, Trotski «persista», la «démontra savamment» et la poussa «vers sa conclusion logique». Le résultat fut que la «petite erreur» de Trotski se transforma non seulement en une «monstruosité», mais aussi en crime. La théorie de Trotski de la «révolution permanente», avec sa sous-estimation du rôle de la paysannerie, est la cause de la dégénérescence de Trotski. C'est le point de départ de la route qui mena à l'alliance avec le fascisme. N'ayant pas réussi à corriger sa «théorie» erronée, Trotski entama la longue route de l'opposition au bolchevisme. Il ne joignit le parti bolchevique que quelques mois avant la révolution. Après la révolution, il continua ses activités factionnelles et antiparti en rapport avec des questions telles que Brest-Litovsk, les syndicats etc. Guidé par sa théorie de la «révolution permanente», Trotski s'opposa à la construction du socialisme en U.R.S.S. Comme sa ligne souffrait défaite après défaite dans le parti, comme il était de plus en plus isolé des masses du parti et de la classe ouvrière de l'U.R.S.S., il passa à des méthodes conspirationnelles et établit des relations avec les États fascistes et impérialistes. Voilà comment le trotskisme a dégénéré. Toute l'histoire de la lutte du trotskisme contre le bolchevisme et le léninisme n'était rien d'autre qu'une école préparatoire pour la transformation du trotskisme d'une tendance politique

erronée dans le mouvement ouvrier, comme il l'était jadis, en une « bande forcenée et sans principes de saboteurs, d'agents de diversion et d'assassins agissant sur ordre des services d'espionnage des États étrangers » (Staline 3-3-1937, p. 67).

L'accusé Rakovski, qui était un ami personnel très proche de Trotski, posa la question suivante lors de sa dernière plaidoirie:

Et la question qui se pose et à laquelle, étant un de ceux concernés, je sens la nécessité de trouver une réponse est la question de savoir pourquoi des anciens membres du gouvernement, d'anciens ambassadeurs, ont abouti ici. Quelle forme de folie politique les a-t-elle menés dans ce box d'infamie politique?

Ayant correctement rejeté « l'explication bourgeoise banale et creuse selon laquelle toutes les révolutions finissent par dévorer leurs propres enfants », Rakovski donne l'explication suivante:

... Nous (les trotskistes) étions ce qu'on peut considérer comme un corps étranger dans l'organisme vivant du parti. Trotski n'a joint le parti bolchevique que quelques mois avant la révolution d'Octobre, son idéologie a pris forme dans la lutte contre le bolchevisme. J'ai joint le parti à la fin de 1917, après avoir appartenu pendant plus d'un quart de siècle à la Seconde Internationale qui s'était développée dans des conditions très spécifiques, dans des conditions de développement pacifique du capitalisme et, bien que j'appartenais à son aile gauche, j'étais imprégné par l'opportunisme. Si je retrace l'histoire des autres trotskistes, si je prends Radek, Piatakov, Préobrajenski comme exemples, vous verrez que tant avant qu'après la révolution d'Octobre, chacun d'eux était coupable d'un certain nombre de déviations sérieuses.

C'est absolument correct. Le temps ne me permet pas d'aborder l'histoire de chacun des accusés; cependant, si vous retracez leur histoire, vous trouverez qu'ils ont abouti dans le box des accusés précisément à cause d'un « certain nombre de déviations sérieuses », parce qu'ils n'ont pas réussi à corriger leurs « petites erreurs », mais au contraire y « ont persisté » et les ont poussées vers leur conclusion logique. C'est la seule explication scientifique.

Dans ce contexte, quelques lignes de la dernière plaidoirie de Sérébrakov au second procès semblent particulièrement appropriées:

Il m'est pénible d'avouer qu'après avoir adhéré au mouvement révolutionnaire tout jeune et avoir été pendant vingt ans un membre du Parti, honnête et fidèle, je suis finalement devenu un ennemi du peuple, et me trouve ici au banc des accusés. Mais je me rends compte que tout cela s'est produit parce que, ayant commis une faute

une fois, puis ayant persévéré dans mon erreur, je l'ai approfondie et elle a évolué, en raison de l'inexorable logique du destin, en un crime horrible. (Commissariat Justice 1937, p. 579.)

Les forces supportant le trotskisme

Il faut de nouveau poser la question: quelles étaient les forces sociales, internes et externes, qui supportaient les trotskistes, les zinoviévistes et la droite, qui tous croyaient impossible de construire le socialisme en U.R.S.S.? Quelle section de la population soviétique supportait ces groupes qui s'opposaient à la politique du parti de la construction socialiste en U.R.S.S.? La réponse est claire. Seules ces sections qui ne désiraient pas la construction du socialisme supportaient les différents groupes anti-partis. Ces éléments, hostiles à la construction socialiste, peuvent être énumérés ainsi: les spécialistes bourgeois, les marchands et commerçants urbains, les koulaks, les nationalistes bourgeois, les ex-bureaucrates tsaristes, les sections politiquement dégénérées de l'armée et, bien sûr, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires.

À ces forces internes hostiles au socialisme, il faut ajouter les forces externes, la bourgeoisie impérialiste mondiale qui était toujours en train de manigancer des complots afin d'exterminer le système soviétique et de restaurer le capitalisme en U.R.S.S.

On ne doit pas oublier, disait un jour Lénine, que nous sommes constamment à un cheveu d'une invasion. (Lénine 23-12-1922, p. 146.)

Et encore:

Nous sommes encerclés par la bourgeoisie mondiale qui guette la moindre hésitation de notre part faire revenir les «siens», pour rétablir le pouvoir des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. (Lénine 21-4-1921, p. 386.)

Les ennemis internes et externes de la construction socialiste agissaient de concert et pas indépendamment les uns des autres. Rappelant au peuple soviétique les dangers de l'encerclement, Staline disait:

La résistance des classes agonisantes de notre pays n'a pas lieu indépendamment du monde extérieur, mais trouve un soutien dans l'encerclement capitaliste. (Staline, Les questions)

Le procès Chakhty en 1928, l'affaire du «parti industriel» en 1931, le procès des ingénieurs britanniques Thornton, Mac Donald et autres en 1933 et finalement les procès de Moscou fournissent une preuve vivante des vérités contenues dans ces citations des camarades Lénine et Staline. Tous ces procès ont montré comment les ennemis internes et externes du socialisme ont agi et agiront toujours de concert. Ils ont aussi montré que les ennemis du socialisme ne vont jamais quitter pacifiquement et calmement la scène

de l'histoire, qu'ils ne vont jamais pacifiquement et calmement «s'intégrer dans le socialisme», qu'ils vont résister et se battre jusqu'à la fin, utilisant toutes sortes de méthodes et de subterfuges, pacifiques et violents.

Les différents ennemis du socialisme énumérés ci-dessus ont espéré une victoire trotskiste pendant les années de lutte trotskiste ouverte contre le parti, de 1923 à 1927. Ils restèrent donc calmes. Ils savaient qu'une victoire trotskiste mènerait à la restauration du capitalisme, car les trotskistes s'opposaient à la politique du parti de construction du socialisme en U.R.S.S. Les koulaks, les marchands, les spécialistes bourgeois, les mencheviks et bien sûr l'impérialisme mondial etc. s'opposaient aussi à la politique de construction socialiste. Si bien qu'objectivement, il n'y avait pas de différences entre l'opposition trotskiste d'un côté et les marchands, les koulaks et l'impérialisme mondial de l'autre. Dans la mesure où ils s'opposaient tous à la construction du socialisme en U.R.S.S., une base objective existait pour une unité et une coopération entre eux. Que cette unité et cette coopération eurent lieu réellement, fut irréfutablement démontré par les procès de Moscou.

Mais les espoirs de tous ceux qui souhaitaient restaurer le capitalisme en U.R.S.S. furent réduits à néant par la défaite de l'opposition trotskiste. Les contre-révolutionnaires, qui avaient jusque-là placé leurs espoirs en une victoire trotskiste, furent poussés à l'action par la défaite des trotskistes. Un facteur supplémentaire qui poussa les contre-révolutionnaires à accroître leur résistance fut qu'en 1927, il était clair que la NEP n'allait pas conduire au capitalisme comme ils l'avaient espéré. Il était clair en 1927 que le socialisme était en train d'être construit en U.R.S.S. Si bien que les réactionnaires accrurent leur résistance: les experts bourgeois eurent systématiquement recours au sabotage, mais furent découverts et dévoilés au procès Chakhty en 1928. Un autre groupe d'experts bourgeois qui opérait sous l'étiquette de «parti industriel» se livra au sabotage. Il établit des relations avec les cercles capitalistes russes à l'étranger et prépara une intervention étrangère. Le dirigeant de ce groupe, le professeur Ramzin, devait dire à son procès:

À peu près au début 1927, avec la transition vers la reconstruction définitive de l'économie nationale, un changement aigu se produisit dans les sentiments des groupes d'ingénieurs et des groupes d'émigrés blancs. L'offensive socialiste et le début de la reconstruction fournissaient une cause immédiate et une base pour un combat actif. (Saboteurs en procès, 1931, p. 7)

Les mencheviks commencèrent à être plus actifs et améliorèrent leurs relations avec les organisations de droite russes à l'étranger et avec l'Internationale Socialiste. Dans leur programme de 1924, les mencheviks déclaraient:

Les conditions de production en Russie sont de plus en plus remodelées sur une base capitaliste par le fait du développement objectif et, en conséquence

des politiques économiques bolcheviques, le capital tant russe qu'étranger va inévitablement reconquérir une position après l'autre.

Les mencheviks aussi, comme les trotskistes, insistaient sur le fait que le socialisme ne pouvait pas être construit en U.R.S.S. Ils ne virent, dans le lancement du premier plan quinquennal, rien d'autre qu'une aventure qui, de leur point de vue, résulterait dans le chaos économique, pavant ainsi la route à la restauration et au développement du capitalisme. En 1928, les mencheviks renforcèrent leurs organisations illégales, les fusionnant en un bureau de toute l'union. Ce bureau, qui comprenait des membres dirigeants de la commission du plan d'État et de la banque d'État, commença dans ces institutions une politique de sabotage et se prépara à la prise du pouvoir via une intervention étrangère. Au procès des mencheviks, Petounine, témoin et membre du conseil des directeurs du Centrosyuz (1^{re} organisation centrale des coopératives russes) devait dire ceci:

Je me souviens très bien du contenu des instructions du Comité central à l'étranger du PTSDR (Parti travailliste social-démocrate russe -l'organisation menchevique) concernant les divergences dans le parti communiste de l'Union soviétique. Ces instructions étaient contenues dans une lettre dont je reçus une copie via Gromann pendant l'été 1929. Cette lettre, qui était signée par Dan et Abramovitch, contenait une évaluation de la déviation de droite dans le P.C.U.S. La lettre soulignait que, en conséquence de leur lutte contre le Comité central du P.C.U.S., les trotskistes étaient arrivés à la position de la social-démocratie, et que, sur base de cet exemple, et en conséquence de la logique de la lutte, on devait supposer que les droitiers en arriveraient à la même position au cours de la lutte. Plus intense sera la lutte, plus clairement pourra-t-on constater cela, selon cette lettre. Dès lors, il s'agit de jeter de l'huile sur le feu afin que la flamme de la lutte brûle plus intensément.

Telles étaient donc les forces internes opposées à la construction du socialisme en U.R.S.S. Lorsque les trotskistes passèrent d'une politique d'opposition au parti aux méthodes du terrorisme, du sabotage et de la trahison, ils considérèrent ces forces comme leurs plus proches alliés. Au procès du bloc antisoviétique des droitiers et des trotskistes, tant Boukharine que Tchernov donnèrent des détails des relations étroites que leur bloc entretenait avec les émigrés mencheviques et les organisations socialistes-révolutionnaires afin d'obtenir la coopération de ces derniers dans le bloc à l'intérieur de l'U.R.S.S.

Au procès du Centre trotskiste antisoviétique également, le témoignage de Loginov montre qui étaient les véritables alliés du trotskisme et révèle quelles étaient les couches de la population qui soutenaient le trotskisme:

À la même époque Piatakov indiquait que, dans la lutte contre l'État

soviétique, nous devons nous appuyer non pas seulement sur nos forces intérieures; qu'il était peu probable que ces forces-là fussent suffisantes. Je me rappelle que Piatakov posait ainsi la question, en indiquant que c'était bien la pensée de Trotski, que nous ne pouvions, qu'il était impossible de nous appuyer sur les masses travailleuses et prolétariennes à l'intérieur du pays; que nous devions, par conséquent, essayer d'entraîner à ce travail de vastes cadres d'ingénieurs. Je disais alors qu'il nous serait probablement impossible d'entraîner les cadres de jeunes, formés sous le pouvoir des Soviets; que la principale attention devait être portée non aux cadres de jeunes ingénieurs, mais aux plus anciens, à ceux surtout qui avaient pris part à la lutte contre le pouvoir des Soviets dans la période 1930-1931. (Commissariat Justice 1937, pp. 190-191.)

En ce qui concerne les forces externes soutenant le trotskisme dans sa lutte contre la politique de construction socialiste du parti, le deuxième et le troisième procès révélèrent pleinement que ces forces n'étaient rien d'autre que le fascisme et l'impérialisme. Ces procès révélèrent l'alliance entre trotskisme et fascisme; ils révélèrent la similitude absolue et l'indistingabilité entre les trotskistes et les agents des services secrets d'États étrangers.

Forces soutenant le gouvernement soviétique et le P.C.(b)U.S.

Quelles couches de la population soutenaient le gouvernement soviétique et le P.C.(b)U.S. avec Staline à sa tête? C'était la classe ouvrière et la grande masse des travailleurs, attelés à la construction du socialisme en U.R.S.S. et qui, avec une ardeur et une dévotion ardente, soutenaient la politique marxiste-léniniste correcte du parti. C'est la classe ouvrière d'Union soviétique qui a infligé les coups les plus cinglants aux trotskistes; c'est dans les plus grandes entreprises de Moscou, de Leningrad et du bassin du Don que les trotskistes ont subi leurs défaites les plus humiliantes dans le débat du parti de 1925-1927. Dans le parti, seules 4 000 personnes ont voté pour la ligne de l'opposition trotskiste tandis que 724 000 ont voté pour la ligne du parti. Cela n'empêche pourtant pas les trotskistes aujourd'hui - comme cela n'empêchait pas Trotski en son temps - de présenter Trotski comme le dirigeant des travailleurs contre la «bureaucratie ». Le seul problème est que les travailleurs d'Union soviétique (et de Russie avant la formation de l'Union soviétique) ont toujours refusé de reconnaître Trotski comme leur dirigeant. Avant la révolution d'Octobre, Trotski était le «dirigeant» d'un petit groupe qui prétendait se situer entre les bolcheviks et les mencheviks, mais qui, dans les faits, soutenait les mencheviks. Et lorsqu'après la révolution d'Octobre, en particulier à partir de 1923, Trotski se lança dans l'activité oppositionnelle contre le parti, il ne fut jamais capable d'acquérir le soutien de la classe ouvrière. Étant donné ceci ainsi que tout ce qui a été dit, on peut dire, pour reprendre les mots de J. R. Campbell, que «le trotskisme n'est pas une lutte du socialisme contre la bureaucratie; c'est une lutte de bureaucrates

dégénérés (représentant les forces de la restauration capitaliste ...) contre la tendance vers le socialisme» (Campbell 1939).

Le type de gouvernement que les trotskistes avaient l'intention d'établir

Si les trotskistes étaient arrivés au pouvoir, quel type de gouvernement auraient-ils établi? La seule réponse est celle-ci: un gouvernement de restauration capitaliste.

Parlant de la lettre de Trotski de décembre 1935, dont l'existence fut confirmée par Piatakov et Sérébriakov, voici ce que Radek devait dire :

Au point de vue politique, ce qu'il y avait de nouveau dans cette lettre, c'était la façon d'envisager la question du pouvoir. Trotski y disait: il ne peut être question d'aucune espèce de démocratie. La classe ouvrière a vécu 18 années de révolution et ses appétits sont immenses et ce sont ces ouvriers qu'il faudra renvoyer en partie dans les fabriques privées, en partie dans les fabriques de l'Etat auxquelles le capital étranger fera la concurrence la plus dure. Cela signifie qu'il se produira une aggravation brutale de la situation de la classe ouvrière. A la campagne, la lutte des paysans pauvres et moyens contre les koulaks recommencera. Et alors, pour se maintenir, il faudra un pouvoir fort, quelle que soit la forme sous laquelle il sera dissimulé. (Commissariat Justice 1937, p. 121.)

Telle est donc la nature réelle du trotskisme. Telle est la nature du trotskisme sans son uniforme de gauche. Telle est l'essence de la théorie de la «révolution permanente». Le but logique du trotskisme, selon lequel le socialisme ne peut pas être construit dans un seul pays et qui se base sur toutes les forces hostiles à la construction du socialisme, est la restauration des relations de production capitaliste dans la sphère économique et la restauration d'un «gouvernement fort», c'est-à-dire la forme fasciste de gouvernement bourgeois, dans la sphère politique.

La signification historique des procès

Posons finalement la question: quelle est la signification historique de ces procès?

La signification de ces procès consiste, d'abord et avant tout, dans le fait qu'ils ont établi avec une exactitude et une minutie exceptionnelles que les trotskistes, les zinoviévistes et la droite n'étaient rien d'autre qu'une bande de meurtriers, d'espions et de saboteurs, sans aucun principe ni idéal; qu'ils étaient une bande de conspirateurs engagés dans le renversement du système socialiste soviétique afin de restaurer le capitalisme. Je voudrais conclure cette section en citant quelques paragraphes du discours de clôture du camarade Vychinski au troisième procès de Moscou sur la signification historique de ce troisième procès. J'ai à peine besoin de faire remarquer que, bien que relatives au troisième procès, ces remarques du camarade Vychinski sont également applicables à tous les procès de Moscou. Voici ce que dit le camarade Vychinski de la signification historique du procès du

bloc antisoviétique des droitiers et des trotskistes:

La signification historique de ce procès réside d'abord et avant tout dans le fait qu'il a dévoilé complètement le caractère criminel du « bloc des droitiers et des trotskistes », sa stérilité idéologique, il a mis à jour le fait que le bloc - tous ces trotskistes, mencheviks, droitiers, socialistes-révolutionnaires, nationalistes bourgeois, etc. - sont tous des agents à la solde des services secrets fascistes.

Le « bloc des droitiers et des trotskistes » n'est pas un groupement politique; il s'agit d'une bande d'espions, d'agents des services secrets étrangers.

Cela a été prouvé entièrement et incontestablement. Ici se trouve l'énorme signification sociale, politique et historique du présent procès.

Le « bloc des droitiers et des trotskistes » qui se trouve maintenant dans le box des accusés - comme le procès l'a démontré avec une clarté complète - n'est qu'un détachement avancé du fascisme international, qu'un ramassis de bourreaux et d'assassins perfides, avec l'aide desquels le fascisme opère dans différents pays, principalement en Espagne et en Chine.

C'est pourquoi la mise en lumière du « bloc des droitiers et des trotskistes » comme une bande d'espions a une énorme importance, non seulement pour notre révolution socialiste, mais aussi pour tout le prolétariat international. C'est d'une énorme importance pour la cause de la paix dans le monde. C'est d'une énorme importance pour toute la culture humaine, pour le combat pour la vraie démocratie et la liberté des nations, pour la lutte contre tous les faiseurs de guerre, contre toutes les provocations internationales et les provocateurs.

C'est pourquoi ce procès tient en haleine la classe ouvrière du monde entier et en particulier celle des pays dont les peuples sont engagés dans une lutte héroïque pour leur liberté contre la tyrannie fasciste.

Sous la direction de Trotski, sous la direction des services secrets allemands, japonais, polonais et autres, les Boukharine et les Rykov, les Yagoda et Boulanov, Krestinski et Rosenholtz, Ikramov, Khodjaïev et Charangovitch accomplissent leurs forfaits sur ordre de leurs maîtres non seulement dans notre pays, mais en Espagne, en Chine, et partout où la lutte de classes des travailleurs continue, partout où des gens honnêtes se battent pour une vraie liberté, pour une vraie démocratie, pour une vraie culture humaine.

Les Boukharine et les Rykov, Yagoda et Boulanov, Krestinski et Rosenholtz, Ikramov, Charangovitch, Khodjaïev et autres sont les mêmes que la cinquième colonne, le POUM, le Ku Klux Klan. Ils sont un des détachements des provocateurs fascistes et des faiseurs de guerre opérant sur l'arène internationale.

L'écrasement de ce déviationnisme est un grand service à la cause de la paix, à la cause de la démocratie, à la cause de la véritable culture humaine. (Commissariat Justice 1938, pp. 628-629.)

On ne pouvait mieux résumer, à mon sens, la signification historique des procès. La dénonciation du trotskisme «est d'une énorme importance pour tout le prolétariat international». C'est une tâche qu'il nous faut entreprendre et accomplir afin d'être de dignes disciples de Lénine et de Staline, d'être de vrais marxistes-léninistes; c'est un devoir qu'il nous faut remplir, sans quoi il sera impossible, dans les conditions concrètes de la Grande-Bretagne, d'arracher le prolétariat britannique à l'influence social-démocrate du trotskisme et de construire un mouvement véritablement prolétarien pour le renversement révolutionnaire du capitalisme. C'est pour cette raison que nous avons abordé la question des procès de Moscou.

J'en arrive maintenant à la dernière partie de ce que j'ai à dire, à savoir: commenter les critiques bourgeoises des procès de Moscou et les réfuter. Étant donné que quasiment pas un seul jour ne passe sans que divers intellectuels bourgeois et agents salariés ou non de la bourgeoisie ne répandent des contrevérités sur ces procès, il faut bien admettre qu'il est nécessaire d'aborder ces contrevérités. Toutes les critiques trotskistes des procès seront bien sûr traitées comme des critiques bourgeoises, puisque les trotskistes ne sont rien d'autres que des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Chapitre 12

Critiques bourgeoises des procès de Moscou et réfutation de ces critiques

À partir de la révolution d'Octobre - à cause de la révolution d'Octobre - la Russie soviétique devint la cible principale des attaques de la bourgeoisie mondiale et de ses représentants idéologiques, les professeurs «cultivés» et l'intelligentsia bourgeoise, les mercenaires de la bourgeoisie. Il s'agit des gens qui s'étaient jusqu'à là entièrement consacrés à «réfuter» le marxisme et avaient «anéanti» le marxisme des centaines de fois. La bourgeoisie mondiale et ses idéologues ont présenté la Russie soviétique comme un agresseur au moment précis où elle était victime de l'intervention et de l'agression de 14 pays bourgeois et impérialistes qui étaient armés jusqu'aux dents afin d'étouffer la révolution. La bourgeoisie mondiale et ses dirigeants présentaient les dirigeants de la Russie Soviétique - Lénine, Staline et les autres - comme des meurtriers sanguinaires. Ils présentaient la Russie soviétique comme un grand camp de travail forcé juste au moment où l'U.R.S.S. était le seul pays à avoir éliminé le chômage - un moment où, dans le monde capitaliste, la classe ouvrière souffrait par millions du chômage, de la pauvreté, de la misère et de la faim. La bourgeoisie mondiale ne cessa jamais sa campagne de mensonges et de calomnies contre l'Union soviétique. Elle ne manquait jamais la moindre occasion de mobiliser l'opinion publique contre l'Union soviétique. Son but était, premièrement, de maintenir les travailleurs des pays capitalistes ignorants des réussites du socialisme en U.R.S.S. afin de contrecarrer le développement d'un mouvement révolutionnaire prolétarien ayant pour but le renversement du capitalisme et l'établissement du socialisme et, deuxièmement, de préparer une autre intervention contre l'Union soviétique. En d'autres termes, la campagne de la bourgeoisie impérialiste avait pour but d'abord de contenir et ensuite de détruire le socialisme, son but était d'empêcher la révolution russe de s'étendre à d'autres pays, ainsi que de détruire la révolution soviétique elle-même. Avec ces buts en tête, la bourgeoisie impérialiste organisa toutes sortes d'activités de sabotage et d'espionnage contre l'U.R.S.S., tout en montant l'opinion publique contre le système soviétique.

Il n'est donc pas surprenant que la bourgeoisie mondiale se soit révélée la plus grande diffamatrice de la justice révolutionnaire soviétique. Dans ces circonstances, les procès de Moscou furent une occasion tombée du ciel pour les impérialistes et l'intelligentsia bourgeoise, les trotskistes inclus, d'exploiter au maximum la fertilité de leur imagination dans le but de présenter faussement ces procès. Ils les transformèrent en un mélodrame hollywoodien, à un point tel que tout qui a lu les comptes rendus de ces procès ne peut s'empêcher de se demander, en lisant la version bour-

geoise des procès, s'il s'agit bien des mêmes. La version bourgeoise n'a absolument aucune relation avec les véritables procès de Moscou et donc, pour cette raison, les critiques bourgeoises des procès ne sont pas des critiques scientifiques, mais les critiques d'une classe mourante et décadente et de ses laquais idéologiques auxquels on paye d'imposants salaires pour effectuer ce sale travail de défense du pouvoir de classe chancelant et moribond de la bourgeoisie impérialiste. En d'autres termes, ces critiques sont le produit des intérêts de la bourgeoisie. Il est néanmoins nécessaire de les traiter, car elles exercent une telle emprise sur les esprits non seulement de notre jeunesse «éduquée», mais aussi de la classe ouvrière. Je vais donc citer chaque critique, y répondre avant de passer à la suivante.

Critique numéro un

S'il y avait eu une telle conspiration à grande échelle, interrogent nos critiques bourgeois, pourquoi les «réalisations» des conspirateurs ont-elles été si maigres et insignifiantes, particulièrement étant donné le fait que certains des accusés occupaient des positions extrêmement importantes dans le gouvernement et l'économie soviétique?

La réponse est la suivante: tout d'abord, l'échec des conspirateurs ne peut jamais constituer une preuve du fait qu'il n'y avait pas de conspiration. Deuxièmement, les «réalisations» des différents accusés aux procès de Moscou n'étaient en aucune façon maigres et insignifiantes. Ils ont assassiné Kirov; ils sont aussi responsables de la mort de Gorky, de Pechkov, de Kouïbychev et de Menjinski. Il y a eu aussi les tentatives d'assassinat contre d'autres dirigeants bolcheviques éminents, tels que Molotov et d'autres, comme nous l'avons vu ci-dessus - des tentatives qui ont failli réussir. Ajoutez à cela les «réalisations» les plus importantes des accusés -les actes de sabotage qu'ils ont pratiqués dans l'industrie et l'agriculture soviétiques, qui ont eu pour résultat la mort de nombreux innocents et la perte de céréales, de machines de valeur, d'usines et de ponts (qu'ils ont détruits), la destruction de trains (à la suite «d'accidents» arrangés), l'affaiblissement de l'industrie, en particulier de l'industrie de la défense, etc., et l'on pourra constater que les «réalisations» des conspirateurs n'étaient absolument pas «maigres».

Critique numéro deux

Les critiques bourgeois affirment qu'il n'y a pas eu de sabotage délibéré, que les accusations de sabotage contre les différents accusés étaient fausses. Par exemple, la Commission Dewey, mise sur pied par le Comité américain pour la défense de Léon Trotski, affirma à l'époque:

La Commission considère, d'après les preuves en sa possession, que les sabotages, retards et dégâts reprochés aux accusés dans les procès de Moscou sont explicables en termes de hâte, d'inefficacité et de surestimation des forces, et que les accusations de sabotage, en ce qui concerne Léon Trotski, ne sont pas prouvées et pas crédibles.

Que le sabotage ait été une réalité, que les accusés aient organisé et dirigé la réalisation d'actes de sabotage, c'est une chose claire, non seulement en raison des aveux des accusés et des preuves présentées aux procès de Moscou (dont certaines ont été reproduites ci-dessus), mais c'est aussi corroboré par des faits qui ont été présentés par certains experts étrangers impliqués dans le travail de construction industrielle en Union soviétique. John D. Littlepage, un ingénieur des mines américain, était employé comme expert dans l'industrie minière du cuivre et de l'or en U.R.S.S., de 1927 à 1937. En décembre 1937, le *Saturday Evening Post* publia trois articles de M. Littlepage dans lesquels il écrivait, à propos du sabotage:

Durant la période où je fus temporairement détaché des exploitations aurifères et assigné à travailler dans les mines de cuivre, j'eus l'occasion d'observer de mes propres yeux les actions de Youri Piatakov, exécuté en 1937 après qu'il ait confessé avoir dirigé un réseau d'espionnage. J'allai à Berlin au printemps 1931 avec une grande mission d'achats à la tête de laquelle se trouvait Piatakov; mon travail consistait à donner mon avis sur les achats d'équipement miniers. Quelques choses se passèrent à cette occasion, que je ne compris qu'après avoir lu le témoignage de Piatakov à son procès en 1937.

Entre autres choses, la mission devait acheter plusieurs douzaines d'élévateurs d'une puissance de 100 à 1 000 chevaux-vapeur. D'ordinaire, ces élévateurs consistent en tambours, arbres, paliers, engrenages etc. placés sur un châssis de poutrelles en 1 ou en H. La Commission demanda des prix sur la base de pfennigs par kilogramme. [...] Lorsque j'étudiai ces propositions, je découvris que les firmes avaient substitué aux bases en acier léger, prévues dans les spécifications, des bases en fonte, ce qui réduisait le prix de revient par kilogramme, mais augmentait le poids, par conséquent le prix payé par l'acheteur.

Naturellement, j'étais très heureux d'avoir fait cette découverte et je la communiquai aux membres de la mission avec un air de triomphe. Mais manifestement, ces hommes étaient réticents. Ils exercèrent même sur moi une pression considérable afin de me persuader d'approuver le marché. Je ne parvenais pas à comprendre leur attitude. J'ai finalement dit aux membres de la mission qu'ils devraient faire de tels achats sous leur propre responsabilité et que je voulais voir mon avis contraire figurer dans le rapport. Ce n'est qu'alors qu'ils retirèrent leur proposition.

À l'époque, j'attribuai leur attitude à de la stupidité obstinée ou peut-être à des pots-de-vin personnels. Mais les aveux de Piatakov expliquèrent entièrement cet incident.

L'affaire était ainsi arrangée que Piatakov aurait pu retourner à Moscou et montrer qu'il avait réussi à faire baisser les prix, mais en même temps il aurait payé pour une quantité de fonte sans valeur en permettant aux Allemands de lui accorder de très substantiels rabais. Selon ses propres affirmations, il partit après avoir fait le même truc pour d'autres mines, bien que j'eusse fait obstacle à cette affaire-là. (Littlepage 12-1937.)

Concernant l'état des choses qui prévalait dans les mines de cuivre et de zinc de l'Oural, M. Littlepage devait dire:

Le président communiste de toute la région de l'Oural, un homme nommé Kabakov, était officiellement responsable de cette industrie. Kabakov détint ce poste pendant à peu près 15 ans et avait tellement de pouvoir qu'on l'avait surnommé le «vice-roi bolchevique de l'Oural». Pour une raison que je n'avais jamais comprise, il gardait la complète confiance du Kremlin et on lui pardonnait toutes ses erreurs. Mais jugées objectivement, ses performances étaient mauvaises.

Durant son long règne, la région de l'Oural, qui possédait des richesses minérales presque illimitées et qui recevait de gros capitaux pour leur exploitation, ne produisit jamais ce qu'elle aurait dû produire. J'ai carrément refusé de travailler dans le territoire contrôlé par cet homme en 1932. Cinq ans plus tard, en 1937, il fut arrêté sur inculpation de sabotage industriel couvrant une période de neuf ans. Lorsque j'appris son arrestation, je n'en fus pas surpris.

Vers la fin de 1932, on me donna une tâche qui m'a complètement convaincu que du sabotage était organisé à grande échelle en Russie. On m'envoya pour restaurer les plus grandes mines de plomb et de zinc de Russie, une ancienne concession britannique dans le Sud du Kazakhstan. On m'avait averti que les conditions étaient assez mauvaises, mais je ne m'attendais pas à quelque chose d'aussi mauvais que ce que j'ai trouvé. Ces mines sont parmi les meilleures mines de plomb et de zinc au monde et, qui plus est, le minerai comporte une quantité d'or particulièrement grande.

Les méthodes mises en œuvre dans ces mines auraient brisé le cœur de n'importe quel ingénieur des mines. Elles avaient causé plusieurs éboulements si importants que la production avait presque été stoppée. Les mines se situent le long d'une rivière et les éboulements avaient causé une soudaine augmentation du débit d'eau, qui avait dépassé les capacités des équipements de pompage. Les mines étaient dans un tel état qu'elles menaçaient à tout moment d'être définitivement mises hors d'état de fonctionner à cause des inondations. Le gouvernement avait dépensé de grandes sommes pour acheter des machines et de l'équipement américain moderne pour ces mines, mais la plupart de cet équipement était déjà inutilisable. Par exemple, on avait érigé un très beau grand concentrateur à flottaison, mais il était dans un état épouvantable, car on n'avait pas pris soin de l'équipement et les ouvriers n'étaient pas

formés pour utiliser des machines américaines que les ingénieurs russes eux-mêmes ne comprenaient pas. Je me suis rendu dans ces mines en tant qu'ingénieur en chef avec la même autorité qu'à Khalata. Je vis tout de suite qu'une action immédiate était nécessaire pour sauver les mines et préparai un plan de travail. L'une des difficultés principales ici, comme je le découvris plus tard, avait été des querelles entre deux groupes, dans les mines, à propos des méthodes à utiliser. Mais les gens sur place firent immédiatement confiance à mon jugement et me fournirent une coopération excellente. Nous parvînmes ainsi à remettre les mines en assez bon état en quelques mois.

Deux jeunes ingénieurs russes de ces mines, particulièrement compétents, m'impressionnèrent et je pris beaucoup de peine à leur expliquer comment les choses s'étaient mal déroulées et comment elles avaient été corrigées. Ces ingénieurs n'étaient pas communistes, mais ils avaient été formés sous le régime communiste et semblaient travailler honnêtement.

Il était clair pour moi que les administrateurs communistes de ces mines, ignorants des problèmes d'ingénierie, avaient obligé ces jeunes gens à agir contre leur meilleur jugement, afin d'obtenir une croissance immédiate de la production aux dépens de l'avenir, et même au risque de perdre de grandes quantités de minerais de valeur.

Je leur ai donc dit: «Ne laissez pas ces administrateurs communistes vous pousser de nouveau à faire des choses pareilles. Vous savez ce qui est correct et vous devez y rester attachés.» Ils me promirent sincèrement qu'ils suivraient mes conseils. J'établis un ensemble considérable de recommandations et d'instructions pour des améliorations supplémentaires pour les mines et les hauts fourneaux. Ces instructions correspondaient à un plan détaillant les méthodes adéquates pour développer les mines et les usines dans les années à venir.

Eh bien! Une de mes dernières tâches en Russie, en 1937, fut de répondre à un appel urgent de revenir à ces mêmes mines. Lorsque j'ai vu leur état, j'étais prêt à quitter la Russie pour de bon. Une fois de plus, les mines étaient proches de la destruction. Des centaines de tonnes de minerai riche avaient déjà été perdues sans récupération possible et, quelques semaines plus tard, si rien n'avait été fait, tout le dépôt aurait été perdu.

Je découvris que les choses s'étaient assez bien passées pendant deux ou trois ans après que j'aie réorganisé la mine en 1932. Ensuite, une mission était venue, envoyée par Piatakov. Mes instructions avaient été jetées au feu et un système de travail avait été imposé dans ces mines qui était certainement la cause de la perte d'une grande partie de la couche de minerai en quelques mois. Les piliers que nous avions laissés pour protéger l'élévateur principal avaient été minés, si bien que le sol autour de ces élévateurs n'était plus stable.

L'un des exemples de sabotage délibéré les plus flagrants impliquait un système de ventilation assez élaboré qui avait été commandé pour le haut fourneau du plomb, afin d'empêcher l'empoisonnement des ouvriers. Ce système de ventilation, qui coûtait beaucoup d'argent et était nécessaire pour protéger la santé des travailleurs du haut fourneau, avait en fait été installé dans la section filtrée de l'usine, où il n'y avait pas de gaz toxiques ou de poussières d'aucune sorte. Tout ingénieur aurait convenu qu'une telle action pouvait difficilement être le résultat de la simple stupidité, même grossière. J'inspectai cette usine dans les détails et rédigeai mon rapport, expliquant comment les instructions écrites que j'avais laissées derrière moi en 1932 avaient disparu dans le courant de 1934. Lorsque je soumis ce rapport, on me montra les confessions écrites des deux jeunes ingénieurs que j'ai cités. Ils avouaient avoir utilisé mes instructions écrites de 1932 comme base pour un sabotage délibéré de l'usine. Leurs aveux expliquaient exactement comment et quand les «erreurs» que j'avais soulignées dans mon rapport avaient eu lieu. Ils admettaient avoir été entraînés dans une conspiration contre le régime de Staline par des communistes oppositionnels qui les avaient convaincus qu'ils étaient assez forts pour renverser Staline et ses collaborateurs et s'emparer du pouvoir pour eux-mêmes. Les conspirateurs leur prouvèrent qu'ils avaient de nombreux partisans parmi les communistes haut placés. Ils décidèrent qu'ils devaient soutenir un camp ou l'autre et choisirent le camp perdant^{xxviii}. (Littlepage 12-1937.)

Au vu des faits tels que ceux relevés ci-dessus, toutes les tentatives de nier l'existence du sabotage et du terrorisme sont vouées à l'échec.

Cependant, le fait que le sabotage et la terreur eurent lieu n'implique pas, en soi, les 54 accusés des procès de Moscou. Ce qui implique les accusés, ce sont leurs propres aveux, corroborés par d'autres preuves.

Critique numéro trois

Les critiques bourgeois affirment généralement que les confessions des accusés sont fausses, qu'elles ont été arrachées sous la torture par la police politique soviétique. Certains affirment même que les accusés ont accepté de fausses accusations par loyauté envers le parti.

(a) La torture

Que cette critique soit absolument sans fondement devient absolument clair si on l'examine de près. Il y eut 54 accusés en tout - 16 dans le procès Zinoviev-Kaménev, 17 dans le procès Piatakov-Radek et 21 dans le procès Boukharine-Rykov-Yagoda. Tous plaidèrent coupables pour les différentes charges dont ils étaient accusés. Ces crimes allaient du sabotage au terrorisme, au meurtre et à la

conclusion de pactes avec des puissances impérialistes afin de renverser par la force le régime soviétique. Une fois démontrés, des crimes aussi graves contre le régime soviétique entraînent la peine de mort. La seule sanction que les accusés pouvaient escompter en plaçant coupables était une mort certaine. Or, les critiques bourgeois n'expliquent jamais pourquoi les accusés - tous, sans exception - ont admis avoir commis des crimes qu'ils n'auraient soi-disant pas commis, tout en sachant parfaitement que, par leurs aveux, ils signaient leur arrêt de mort. Les critiques bourgeois n'expliquent jamais pourquoi les accusés ont montré une telle ardeur à confesser des crimes qu'ils n'auraient jamais commis. Peut-être les 54 accusés souffraient-ils tous d'une maladie mentale particulière, peut-être étaient-ils obsédés par un désir de mort, etc.? Il devrait y avoir une explication «freudienne» que nos critiques bourgeois seraient, sans aucun doute, capables d'avancer. Quant à nous, nous ne pouvons pas prendre au sérieux de telles fadaïses.

Selon nous - et les faits étayaient ce point de vue jusque dans les plus infimes détails - les 54 accusés des procès de Moscou ont fait des aveux parce qu'ils avaient effectivement commis les crimes dont ils étaient accusés. Il n'était pas question de les forcer à faire des aveux, d'extorquer de fausses confessions par la torture ou autres méthodes similaires. Certains des accusés avaient fait partie du mouvement révolutionnaire clandestin sous le tsarisme. D'autres, comme Mouralov, étaient connus pour leur courage physique exceptionnel. Mouralov, dit Trotski, «était, dans le plein sens du terme, une personnalité héroïque ». Pourtant, on prétend que l'accusé a fait de fausses confessions. Ces procès ont eu lieu dans une grande salle remplie de journalistes étrangers. Il n'aurait pas été du tout difficile pour les accusés, en présence de la presse internationale, de dénoncer ces procès comme des mises en scène, si tel avait été le cas. Il n'aurait pas été difficile de dénoncer les méthodes brutales utilisées par la Guépéou pour extorquer des aveux aux accusés, si de telles méthodes avaient été employées. Si un seul des accusés avait fait une seule déclaration dénonçant ces procès comme «mises en scène staliniennes» et dénonçant les prétendues méthodes brutales utilisées par les organes d'enquêtes, la presse bourgeoise n'aurait pas manqué de retransmettre une telle dénonciation dans toutes les maisons du monde. Malheureusement pour les trotskistes et autres critiques bourgeois, aucun des accusés sur les 54 n'a rien dit, ni contre le procès ni contre les méthodes d'interrogatoire utilisées par les enquêteurs. Au contraire, ils ont non seulement admis leur culpabilité, mais aussi donné des explications politiques et, dans certains cas (Boukharine par exemple), philosophiques de leurs crimes, comme on l'a vu ci-dessus.

Pour réfuter les allégations de recours à la torture dans le but d'extorquer de faux aveux des accusés, le meilleur argument est celui de Mouralov qui, selon Trotski, «était, dans le plein sens du terme, une personnalité héroïque» et qui, donc, ne se serait pas effondré face à la torture et n'aurait pas avoué des crimes dont il était innocent. Voici ce qu'a dit Mouralov sur la question de la torture:

Vychinski: Je suis curieux de savoir ce qui vous a décidé à faire de franches déclarations. En examinant les procès-verbaux de l'instruction préalable, je vois que, pendant toute une série d'interrogatoires, vous avez nié votre activité illégale. Est-ce vrai? Mouralov: Oui, jusqu'au 5 décembre. Huit mois.

Vychinski: Pourquoi avez-vous enfin décidé de faire des déclarations franches et pourquoi les avez-vous faites? Exposez les motifs qui vous ont décidé à tout avouer, s'il est vrai que vous avez tout avoué.

Mouralov: A mon avis, il y avait trois raisons qui me retenaient et qui m'obligeaient à tout nier. L'une est politique et des plus sérieuses, les deux autres ont un caractère purement personnel. Je commencerai par la moins importante: mon caractère. Je suis très violent, et susceptible. C'est la première raison. Quand on me mit en prison, je me suis senti offensé, je me suis mis en colère.

Vychinski: Qu'y avait-il là d'offensant?

Mouralov: On m'avait privé de la liberté.

Vychinski: Peut-être a-t-on usé envers vous de quelque procédé brutal?

Mouralov: Non, rien de pareil. Je dois le déclarer, à Novossibirsk comme ici, on a été correct avec moi, on ne m'a pas irrité, on a été très poli, très courtois. (Commissariat Justice 1937, pp. 243-244.)

En fait, les allégations de torture tenaient si peu qu'à l'époque, même un groupe de trotskistes français, dirigé par André Ferrat, tout en mettant en avant une explication encore plus absurde (celle du devoir de parti, cf. ci-dessous), rejetèrent la torture comme explication. Dans une brochure intitulée *Pourquoi ont-ils avoué?* publiée par le groupe «Que faire? », nous trouvons les lignes suivantes:

Les accusés déclarent qu'ils n'ont pas été soumis à la torture; rien ne nous permet d'affirmer le contraire. D'un côté, il est improbable que la torture puisse briser des hommes de la trempe de Piatakov, Radek, Mouralov ... (Que faire?)

Il faut cependant noter que les procès de Moscou n'étaient pas les premiers pour lesquels des allégations de torture eussent été faites. Des allégations semblables furent faites au moment du procès des ingénieurs de Metro-Vickers en 1933. Certains des ingénieurs britanniques avaient plaidé coupable. À l'époque, la presse britannique déclara, sans l'ombre d'une preuve, que ces aveux avaient été arrachés sous la torture. Lors des séances publiques, deux des ingénieurs concernés, Monkhouse et Thornton, rétractèrent leurs aveux et plaidèrent non coupables, tandis que Mac Donald, un autre ingénieur, plaida d'abord coupable, ensuite rétracta son aveu de culpabilité pour le réitérer par la suite. L'interrogatoire

de ces hommes en séance publique par le procureur général Vychinski est tellement pertinent pour réfuter les calomnies bourgeoises contre la justice révolutionnaire soviétique en général et les allégations de torture en particulier qu'il est utile de reproduire ici certains des dialogues entre Vychinski et les différents accusés.

On demande à Thornton pourquoi il a signé la déclaration suivante, à savoir:

J'ai lu les protocoles d'interrogatoire fait d'abord en ma présence, en présence de Goussev et puis de nous deux ensemble, et ensuite en présence de Koutouzova, en ma présence et puis de nous deux ensemble, protocoles que l'on m'a montrés durant cet interrogatoire et dans lesquels j'ai avoué des faits concernant mes activités d'espionnage et mes connexions avec d'autres personnes. Je n'ai pas de remarques supplémentaires à faire concernant ces protocoles. Les protocoles ont été reproduits correctement et sont confirmés par ma signature.

Vychinski: Confirmez-vous ceci?

Thornton: Non, c'était écrit et je l'ai signé.

Vychinski: Confirmez-vous que vous l'avez fait volontairement sans avoir été influencé, sans aucune pression?

Thornton: Oui.

Vychinski: Tout ce que vous avez lu? Thornton: Oui.

Vychinski: Et ensuite, vous avez signé?

Thornton: Oui, et maintenant la Cour va l'examiner.

Le président: Mais pourquoi avez-vous donné une telle information ? Était-ce seulement pour faire perdre du temps à tout le monde, à la Cour et au procureur? Ou aviez-vous une raison particulière? Ce que vous dites est absurde. Vous avez fait des dépositions pendant trois semaines et maintenant vous les niez.

Thornton: J'ai simplement. ..

Le président: Décidé de donner du travail à la Cour?

Thomton: J'ai agi ainsi parce que j'avais peur, comme je l'ai déjà dit.

Le président: Pourquoi aviez-vous peur? Qui vous faisait peur? Où et quand aviez-vous peur?

Thomton: Je n'avais pas peur de l'arrestation et de ses conséquences mais simplement

de cette façon ...

Le président: Non, donnez une réponse directe qui soit claire pour tout le monde. De qui aviez-vous peur? Quand vous a-t-on fait peur, dans quelle pièce?

Thomton: Je souhaite parler via l'interprète.

Le président: Lorsque vous trouvez difficile de répondre, vous avez toujours recours à l'interprète. Mais très bien, vous en avez le droit.

Thomton: Non, je vais parler en russe. J'avais simplement peur, mais de quoi, je ne le sais pas moi-même.

Le président: Et vous aviez peur le 11, le 12 et le 13 mars et le 4 avril. Vous aviez évidemment aussi peur le 10 avril, le jour précédant le procès, car vous n'avez pas fait de déclarations.

Thomton: Certains des points y sont corrects et je souhaite retirer certains autres; on m'a dit que cela devait être fait pendant le procès.

Le président: Qui vous a dit cela? Donnez son nom.

Thomton: Cela m'a été dit par ... (il essaie de se souvenir)

Vychinski: Bien. Passons. Permettez-moi de vous demander autre chose. Je suis intéressé par les circonstances dans lesquelles vous avez été interrogé au bureau du procureur général de la république par mon assistant Roginski, en ma présence. Les faits qui sont ici établis ont-ils été écrits exactement comme on me l'a dit ou non?

Thomton: Comme je l'ai déclaré. Oui, correctement.

Vychinski: Rien n'a été déformé.

Thomton: Non, vous n'avez rien changé.

Vychinski: Mais peut-être Roginski a-t-il changé quelque chose? Thomton: Non.

Vychinski: Peut-être la Guépéou a-t-elle déformé votre déclaration? Thomton: Non, je l'ai signée de ma propre main.

Vychinski: Et avec votre tête? Quand vous l'avez apposée, avez-vous réfléchi?

Thomton: (pas de réponse)

Le président: Et quelle tête pense maintenant pour vous? Thomton: À présent, je me sens différent.

Vychinski: Terminons-en avec ce témoignage. Il est important d'établir les faits. Nous tirerons des conclusions plus tard; à présent, il est important pour moi de confirmer à partir de la déposition qui a été faite le 19 mars que les faits qui ont été établis ici ont vraiment été avoués par vous, qu'il n'y a pas eu de falsifications.

Thomton: C'est ainsi.

Vychinski: Les dépositions que vous avez faites précédemment ont été données assez librement et volontairement, sans pression ou coercition. Est-ce que je vous comprends correctement?

Thornton: Correctement.

Vychinski: Je n'ai pas d'autres questions.

Voici l'interrogatoire de M. Mac Donald pendant la courte période durant laquelle il retira son aveu de culpabilité:

Le président (à Mac Donald): La déposition de la page 204 a-t-elle été écrite par vous, de votre propre écriture?

Vychinski: Lisez ceci, s'il vous plaît. Mac Donald: Oui, je l'ai signée.

Vychinski: Dans quelles circonstances l'avez-vous signée? Mac Donald: Je considérais que c'était approprié dans ces circonstances.

Vychinski: Dans quelles circonstances ? Est-ce qu'on vous a appliqué des méthodes particulières d'interrogatoire?

Mac Donald: Non.

Vychinski: Avez-vous été forcé d'écrire cela?

Mac Donald: Non, mais j'ai signé parce que ce n'était pas la Cour publique. Vychinski: Avez-vous été obligé de le faire ?

Mac Donald: Au début, j'ai refusé de le faire.

Vychinski: Où?

Mac Donald: Devant l'enquêteur -lorsque l'enquêteur m'a dit de signer, j'ai dit non. Mais il ne m'a pas permis de faire autrement.

Vychinski: Il vous a forcé?

Mac Donald: (pas de réponse).

Comme indiqué précédemment, Mac Donald a réitéré plus tard son aveu de culpabilité.

L'interrogatoire de Monkhouse également, de même que celui de Thomson et Mac Donald, montra qu'il n'avait pas été soumis à la torture. Il montra que les allégations de Mac Donald sur un interrogatoire très long de 18 heures étaient sans fondements.

Après avoir été relâché de prison, Monkhouse donna à la presse bourgeoise britannique le récit suivant du traitement qu'il avait reçu de la part des autorités soviétiques:

Ils furent extraordinairement agréables envers moi et très raisonnables dans leur interrogatoire. Mes interrogateurs semblaient être des techniciens de haut niveau qui connaissaient leur métier. La prison de la Guépéou est très efficace, très propre, ordonnée et bien organisée. C'est la première fois que j'étais arrêté, mais j'ai visité des prisons britanniques et peux attester que les prisons de la Guépéou sont bien supérieures. Ma libération ressemblait à une soirée d'adieux amicale. On m'a rendu tous mes papiers et tout ce que je possédais; des officiels de la Guépéou ont porté mon sac, m'ont serré cordialement la main et se sont préoccupés de mon confort. On m'a assuré que les autres prisonniers britanniques seraient également bien traités.
(*Daily Dispatch*).

En dépit de cela, la presse bourgeoise maintenait que les confessions des ingénieurs britanniques avaient été extorquées sous la torture. «Nos compatriotes traversent les horreurs d'une prison russe», clamait le *Daily Express* du 20 mars 1933. «On ressent une grande anxiété», proclamait le *Times* du 17 avril 1933 avec son hypocrisie habituelle, «quant à ce qui arrive à M. Mac Donald en prison entre les sessions de la Cour. Ceux qui connaissent les méthodes tchékistes pensent que sa vie est en danger.» La presse bourgeoise maintenait à l'époque que les accusés affirmeraient en séance publique avoir été torturés. Mais les ingénieurs ne racontant rien de tel, la presse bourgeoise, toujours changeante, déclara qu'ils étaient toujours entre les griffes de la Guépéou et ne diraient la vérité qu'après leur libération. Et lorsque après leur libération, les ingénieurs dirent la vérité (cf. ci-dessus le récit donné par Monkhouse du traitement qu'il avait reçu) - une vérité inacceptable pour la presse de boulevard impérialiste - la seule solution pour la presse bourgeoise fut de fabriquer de nouveaux mensonges et d'inventer des histoires d'hypnose et d'étranges drogues tibétaines. C'est précisément ce que fit le *Daily Mail*. Il sortit sa propre invention, une étrange drogue tibétaine qui, après avoir été administrée, subjuguait la volonté de la victime (les accusés, dans notre cas) et détruirait (pour utiliser la phrase de Trotski) «tous les réflexes humains» à un point tel qu'elle serait prête à admettre n'importe quoi suivant le souhait de l'accusation! Ce qui me mène à une autre «explication» des aveux:

(b) Les confessions auraient été extorquées grâce au recours à des drogues, à l'hypnose - en détruisant «tous les réflexes humains»

Il n'est nul besoin de dire que cette critique est aussi absurde que fantaisiste. Dans cette critique, l'esprit bourgeois s'éloigne complètement de la réalité. L'absurdité de cette critique est prouvée non seulement par la science médicale, mais aussi par le comportement des accusés devant la Cour: ils ont discuté en long et en large de sujets politiques complexes, répondu à des questions pendant des heures, mené un dialogue avec le procureur général Vychinski. Certains d'entre eux ont même discuté de philosophie devant la Cour: se référant à Boukharine, Vychinski a dit qu'il «avait même appelé Hegel comme témoin». *Et ils ont mené leur propre défense. Est-ce qu'un tel comportement peut être associé à des gens qui auraient été drogués ou hypnotisés? Peut-on attribuer un tel comportement à des gens dont tous les réflexes humains auraient été détruits? Sûrement pas.*

En fait, Boukharine, dans sa dernière plaidoirie, a traité des allégations de drogues tibétaines et d'hypnose. Voici ce qu'il a dit:

Le repentir est souvent attribué à des choses diverses et absolument absurdes, comme des poudres tibétaines ou des choses de ce genre. Je dois dire de moi-même que, en prison, lorsque j'ai été confiné pendant plus d'un an, j'ai travaillé, étudié et gardé toute ma clarté d'esprit. Cela servira à réfuter par les faits toutes les fables et contes absurdes contre-révolutionnaires.

On parle d'hypnose. Mais j'ai mené ma propre défense devant la Cour d'un point de vue légal, j'ai argumenté avec le procureur général; et tout le monde, même quelqu'un de peu d'expérience avec cette branche de la médecine, doit admettre qu'un hypnotisme de cette sorte est tout à fait impossible. (Commissariat Justice 1938, p. 777.)

(c) La loyauté envers le parti

Une autre «explication» des aveux, avancée par certains critiques bourgeois, est que les accusés ont fait de fausses confessions et ont pris sur eux de fausses accusations pour des motifs de fidélité envers le parti.

Cette «explication» a été émise par Trotski en personne lors de son témoignage devant la «Commission» mexicaine sur les aveux de Mouralov. Cette même «explication» a été répétée dans la brochure déjà citée des trotskistes français qui, rejetant la torture comme explication, mirent en avant la même hypothèse que celle de Trotski, à savoir que les accusés avaient accepté de fausses accusations par fidélité envers le parti:

Les accusés ont déclaré n'avoir été soumis à aucune torture. Rien ne nous permet d'affirmer le contraire. D'un côté, il est improbable que la torture puisse briser des hommes

de la trempe de Piatakov, Radek, Mouralov ...

La vérité est ce qui sert le parti. Ce qui sert Staline - ce que le parti exige, ce que Staline exige. C'est l'attitude adoptée par l'ancienne opposition qui a renoncé à une activité politique indépendante et à leurs idées. Les confessions qu'ils ont faites pendant leur procès venaient de la même mentalité, de la même attitude que leurs déclarations de 1927, de même que toutes les déclarations de repentir qui ont suivi ...

Dès lors, lorsqu'en 1936 la direction du parti a jugé nécessaire, pour les intérêts supposés de la révolution, de porter un coup au trotskisme et à Trotski, lorsqu'on a décidé d'utiliser à cette fin l'ancienne opposition, les anciens trotskistes, que pouvaient-ils opposer aux ordres de leur parti, à la volonté de Staline? Après le sacrifice de leurs idées, on leur a demandé de sacrifier leur vie et leur honneur. C'était nécessaire pour la défense de l'U.R.S.S. Le trotskisme est le danger principal, car, en cas de guerre, il pourrait créer des difficultés, détourner les travailleurs de leur devoir envers le parti ou profiter des circonstances pour substituer au gouvernement de Staline un autre gouvernement. C'est ainsi que raisonne la direction du parti; il exige des «capitulards» - ses otages - ce dernier service; qu'ils participent à l'exécution du trotskisme. Via leurs capitulations permanentes de ces dix dernières années, l'ancienne opposition s'est destinée à jouer cette ultime comédie, à forger le dernier maillon de la chaîne de l'hypocrisie qui pendant des années a constitué leurs vies.

Certains, en dépit de leurs faiblesses du passé, ne s'accommodent pas de cet amalgame, se révoltent, dans un dernier accès de volonté, lorsqu'ils s'aperçoivent du gouffre dans lequel leur politique les a conduits. Et bien, ils auront le temps de réfléchir en prison, de prouver si leur dévotion envers le parti dont ils parlent tant ne se révélera pas plus puissante que des scrupules petits-bourgeois. Ceux qui acceptent de rendre ce sacrifice suprême^{xxix} au régime qui, pour eux, reste le régime de la révolution prolétarienne, seront ceux qui apparaîtront au procès public. Ils devront accepter la discipline des membres du parti communiste. (Que faire?)

Quoi de plus absurde que « l'explication » ci-dessus donnée par Trotski et ses partisans français? D'un côté, les trotskistes et les autres critiques bourgeois des procès continuent à affirmer que les accusés de ces procès étaient des bolcheviques et de vieux révolutionnaires qui combattaient «la bureaucratie stalinienne», «la caste au pouvoir», et se trouvaient dans le box des accusés parce que Staline voulait se débarrasser d'eux. D'un autre côté, les mêmes personnes nous disent que les accusés ont accepté de fausses accusations, ont fait de faux aveux dont ils savaient qu'ils allaient leur coûter la vie, par devoir envers le parti et pour plaire à Staline! En d'autres termes, ils ont pris sur eux des fausses accusations par amour pour la « bureaucratie », la « caste dominante », et le « bureaucrate en chef » Staline, c'est-à-dire par amour et devoir envers ce même parti qu'ils avaient précédemment considéré comme bureaucratique et s'étaient consacrés à combattre de tout leur cœur.

Que peut-il y avoir de plus absurde que l'assertion, contenue dans les remarques citées ci-dessus des trotskistes français, selon laquelle il n'y avait pas de complot trotskiste contre le gouvernement soviétique et que pourtant ce dernier se sentait menacé par le trotskisme? Qu'il était à ce point effrayé par ce complot inexistant qu'il avait décidé de combattre le trotskisme en mettant en scène un procès spectacle d'anciens trotskistes qui, n'ayant en fait jamais commis les crimes dont ils étaient accusés, rendirent néanmoins service à Staline et au parti (le même Staline et le même parti qu'ils avaient jusque-là combattu) en faisant de fausses confessions et en admettant avoir eu des relations avec les fascistes pour renverser le gouvernement soviétique et pour restaurer le capitalisme en U.R.S.S.? D'après ces affirmations absurdes, l'amour des accusés pour Staline et le parti serait tel qu'ils accepteraient tout ce que Staline et le parti leur demandent, même faire de faux aveux de leurs connexions avec les nazis. L'absurdité doit sûrement avoir des limites! Il semble pourtant que non lorsqu'il s'agit de trotskisme.

(d) La promesse de pardon

Une autre «explication» (mise en avant par Trotski lorsqu'il apparut comme témoin, en 1936, devant une Cour norvégienne en relation avec un prétendu raid de fascistes locaux contre la maison où Trotski résidait) était que les confessions avaient été faites dans l'espoir de susciter la clémence. Le juge bourgeois norvégien, fort intéressé par les points de vue antisoviétiques bourgeois de Trotski, le laissa parler de toute une série de choses, y compris le procès Zinoviev-Kaménev. Parlant des aveux de Zinoviev et Kaménev, Trotski fournit «l'explication» suivante:

Tous les accusés, sans exception, ont déclaré que Trotski leur avait adressé, de l'étranger, des appels clandestins au terrorisme, leur avait donné des instructions terroristes et avait même envoyé des exécutants (pour exécuter ces instructions) en U.R.S.S.

Ma participation au terrorisme est donc un dénominateur commun à tous les aveux. C'est le minimum auquel la Guépéou ne pouvait renoncer. Il ne donnait à ses victimes une chance de survie qu'à condition d'obtenir ce minimum.

La signification de ces remarques est claire. On a promis aux accusés d'épargner leur vie pourvu qu'ils admettent les accusations de terrorisme et qu'ils admettent aussi avoir agi sur instructions de Trotski. Ayant ainsi obtenu de «faux» aveux des accusés, les autorités ont décidé de les tromper et de les faire fusiller. Cette «explication», remarquons-le en passant, correspond peu à la description des accusés, donnée par Trotski en d'autres occasions, selon laquelle les accusés étaient de vrais bolcheviques qui s'étaient retrouvés dans le box à cause de leur opposition à la «caste au pouvoir». Cette «explication» implique que les accusés étaient des gens méprisables qui, pour sauver leur vie, étaient prêts à admettre - et

ont admis - les crimes les plus affreux, des crimes qu'ils n'auraient jamais commis. Drôle de portrait de vrais bolcheviques combattant la «bureaucratie stalinienne»!

De plus, cette «explication» de Trotski, bien qu'elle ait pu convaincre les plus crédules à l'époque, ne pouvait plus expliquer les aveux des accusés aux second et troisième procès qui, on doit le supposer, avaient pleine connaissance des aveux de Kaménev-Zinoviev, et donc de la supposée tromperie des accusés dans la suite. À la lumière des confessions des accusés au second et troisième procès, la seule conclusion est que «l'explication» de Trotski n'explique pas les confessions. La seule explication est que les accusés ont admis avoir commis les crimes qu'on leur reprochait, simplement parce qu'ils avaient réellement commis ces crimes et que, face aux preuves, ils ne purent qu'accepter la responsabilité de ce qu'ils avaient fait.

Critique numéro quatre

La quatrième critique consiste à affirmer que les procès étaient une «pièce de théâtre judiciaire». Cette accusation fut aussi lancée par Trotski qui, ayant qualifié dans la presse américaine l'un des procès de Moscou de «pièce de théâtre judiciaire», poursuivait en disant:

Les rôles étaient écrits d'avance. Les accusés apparurent seulement sur scène après une série de répétitions qui donna au régisseur l'assurance qu'ils ne dépasseraient pas les limites de leur rôle.

Avant de répondre à cette accusation, nous devons faire remarquer que les acteurs de cette pièce (les accusés) devaient savoir d'avance que la mort était la seule récompense qu'ils pouvaient espérer obtenir de leur brillante performance. La meilleure réfutation de cette accusation absurde se trouve dans le paragraphe suivant tiré d'un livre sur le second procès de Moscou, écrit par le fameux avocat britannique Dudley Collard qui était présent à ce procès:

Si l'histoire racontée par les accusés était fausse, quelqu'un aurait dû l'inventer. À moins de faire l'hypothèse fantastique que les 17 accusés, au lieu de conspirer ensemble pour renverser l'État, ont conspiré ensemble pour écrire leur rôle dans les intervalles entre les séances de torture, quelqu'un d'autre que les accusés aurait dû écrire une pièce de 7 jours (à jouer 8 heures/jour) et assigner les rôles appropriés aux 17 accusés, aux 5 témoins, au juge et au procureur général. Il aurait fallu un Shakespeare soviétique pour écrire un tel drame. Donc, les accusés auraient dû passer toute la période depuis leur arrestation, non pas à être interrogés, mais à répéter ensemble jusqu'à ce que les répliques soient parfaites (en compagnie de Vychinski, des juges et des témoins). Il est aussi nécessaire de supposer que tous les accusés étaient des acteurs tellement brillants que, en dépit des pressions

exercées sur eux pour leur faire jouer leur rôle, ils auraient été capables de jouer leur rôle sans le moindre faux pas pendant sept jours de façon à faire croire à tous ceux présents que cette pièce était réelle. (Collard 1937.)

Critique numéro cinq

La cinquième critique est qu'il n'y avait «pas de documents, pas d'évidence matérielle» sur lesquels les condamnations auraient pu se baser. Cette accusation fut lancée par Schachtman, un trotskiste américain et un traducteur de Trotski. À l'époque, Schachtman dénonça le procès de Zinoviev et de Kaménev dans les termes suivants:

Tous les procès d'opposants politiques, réels ou supposés, c'est-à-dire tous les procès tenus en public, ont été identiques sous le règne de Staline. Aucun document, aucune évidence matérielle, rien d'écrit n'a été présenté, toutes les preuves se sont limitées à des confessions spontanées et «volontaires» des accusés, invariablement repentants. Tel fut le cas depuis le procès Chakhty jusqu'au procès Zinoviev. (Schachtman 1-11-1936.)

Il est faux de dire qu'il n'y a pas eu de documents écrits, qu'il n'y avait pas de preuves autres que celles contenues dans les confessions des accusés. Il y eut des témoins dont les déclarations confirmaient celles des accusés. Lors du second procès de Moscou -le procès Radek-Piatakov - par exemple, il y eut les témoignages des cinq complices, Boukhartsev, Romm, Loginov, Stein et Tamm. Il y eut ensuite les preuves fournies par le comité d'experts qui a démontré scientifiquement que certaines explosions n'auraient pas pu avoir lieu accidentellement et étaient donc le résultat d'un sabotage délibéré. Ajoutez à cela le journal de l'accusé Stroïlov produit devant la Cour. Ce journal contenait les numéros de téléphone des agents des services secrets allemands qui avaient, par chantage, forcé Stroïlov à faire de l'espionnage et du sabotage pour eux. Ces numéros furent vérifiés attentivement. Les photographies de ces agents des services secrets allemands furent produites devant la Cour dans des buts d'identification et Stroïlov choisit les photographies correctes parmi de nombreuses autres. Les mouvements de ces agents allemands ont confirmé les témoignages officiels donnés lors du procès. Des lettres d'agents japonais reçues par Kniazev, un important officiel des chemins de fer impliqué dans du sabotage, furent trouvées en sa possession. Kniazev n'avait pas réussi à détruire ces lettres et il les identifia lors du procès.

Il est donc clair que l'allégation «pas de documents, pas d'évidence matérielle» est fautive et s'effondre en face des faits. De plus, nous devons ajouter qu'avant que Trotski, suite à son divorce avec la classe ouvrière, passe au terrorisme, ni lui ni aucun de ses lieutenants n'avaient jamais mis en doute la validité de procès tels que le procès Chakhty. En fait, comme nous l'avons déjà souligné, Trotski à l'époque

considérerait le procès de Chakhty et des mencheviques comme «fournissant une image particulièrement frappante des rapports de force entre classes et partis en U.R.S.S.» (Trotsky 1931.)

Dans la même brochure, qui a, entre parenthèses, été traduite par Schachtman,

Trotsky affirme:

Il a été irréfutablement établi par la Cour que, durant les années 1923-1928, les spécialistes bourgeois, en étroite alliance avec les centres étrangers de la bourgeoisie, ont provoqué avec succès un ralentissement artificiel de l'industrialisation, en espérant le rétablissement de relations capitalistes. (Trotsky 1931, p. 26.)

Aucun doute n'est exprimé ici quant à la validité des procès. Ils ne sont pas des «mises en scène staliniennes». Pas encore. Les Cours soviétiques établissent «irréfutablement» les liens entre le spécialiste saboteur « en étroite alliance avec des centres étrangers de la bourgeoisie » et «un ralentissement artificiel de l'industrialisation, en espérant le rétablissement de relations capitalistes». Mais tout ceci se passait avant que le trotskisme rejoigne ses avant-courriers, les spécialistes bourgeois, dans le travail de sabotage, de destruction, de diversion, de «ralentissement artificiel de l'industrialisation, en espérant le rétablissement de relations capitalistes». Tout ceci se passait avant que le trotskisme, dans son isolement désespéré de la classe ouvrière soviétique et des millions de travailleurs qui construisaient avec zèle le socialisme et méprisaient le pessimisme de Trotsky, ne passe au meurtre et au terrorisme «en étroite alliance avec les centres étrangers de la bourgeoisie». Et, lorsqu'il passa à ces méthodes, il cessa d'être simplement une tendance erronée, antiléoniniste, au sein de la classe ouvrière et devint «une bande forcée et sans principes de saboteurs, d'agents de diversion et d'assassins agissant sur ordre des services d'espionnage des États étrangers» (Staline 3-3-1937, p. 67).

Après ces changements, le trotskisme ne pouvait que considérer les procès de Moscou comme des «mises en scène staliniennes ». Il ne pouvait que déclarer que, lors des procès, «tout le comportement des accusés avait été dicté du début à la fin, non pas par leurs propres idées et intérêts, mais par les intérêts de la clique au pouvoir. Et le pseudo-complot, et les aveux, le jugement théâtral, [...] tout était arrangé par une seule et même main.» (Trotsky 1936.)

Vu cette volte-face du trotskisme, il n'est pas du tout surprenant que la Commission Dewey, mise en place par le comité américain pour la défense de Léon Trotsky, ait déclaré:

La Commission estime, d'après les évidences en sa possession, que les

sabotages, retards et dommages reprochés aux accusés des procès de Moscou sont explicables en termes de hâte, d'inefficacité et d'excès de confiance et que les accusations de sabotage, en ce qui concerne Léon Trotski, ne sont pas prouvées et pas crédibles.

Les accusations d'absence de fondements dans les citations ci-dessus de Trotski et de la Commission Dewey ont déjà été réfutées et nous n'y reviendrons pas. Ces citations sont seulement fournies afin d'être mises en opposition avec les écrits précédents de Trotski et pour montrer qu'avec les changements dans les méthodes du trotskisme, avec son passage au meurtre et au sabotage, un changement devait se produire, et s'est produit, dans son évaluation des procès.

Les procès de Moscou n'étaient pas fondamentalement différents des procès de Chakhty et des mencheviques. Dans tous ces procès, les accusés ont été inculpés de sabotage, etc. Dans tous ces procès, les accusés souhaitaient la restauration du capitalisme et s'opposaient à la construction du socialisme en U.R.S.S. La seule différence entre les procès de Moscou et les procès précédents sont les «succès» obtenus par les accusés des procès de Moscou dans l'exécution de leurs crimes. Leurs succès étaient dus aux positions importantes qu'ils détenaient dans le parti et le gouvernement soviétique.

Mais un changement avait eu lieu dans le trotskisme. Il avait précédemment espéré que les difficultés dans la tâche de construction du socialisme causerait le chaos et conduirait au renversement du gouvernement soviétique, laissant ainsi la voie libre pour un gouvernement trotskiste de capitulation et de restauration capitaliste. Cela ne s'est pas matérialisé. Le parti, le gouvernement et le peuple soviétique ont résolu difficulté après difficulté, ils ont obtenu de grands succès dans la tâche de construction socialiste. Il devint clair, même pour les aveugles, même pour Trotski, que le gouvernement soviétique ne pouvait pas être renversé par le chaos interne. Le trotskisme se trouvait alors face à l'option d'abandonner son activité oppositionnelle ou bien d'adopter le meurtre, le terrorisme et le sabotage comme moyens de renverser le gouvernement soviétique «en alliance étroite avec les centres étrangers de la bourgeoisie». Il choisit la seconde alternative, comme ses prédécesseurs, les mencheviques et les spécialistes bourgeois. Le trotskisme devint contre-révolutionnaire, tant subjectivement qu'objectivement. Il devint un détachement avancé de la bourgeoisie.

Ce changement força le trotskisme à dénoncer les procès comme «une mise en scène stalinienne» dans «les intérêts de la clique au pouvoir».

Critique numéro six

La sixième critique est qu'il est inconcevable que des marxistes (a) aient adopté des

méthodes de terreur pour obtenir le pouvoir et (b) se soient alliés avec des puissances impérialistes pour renverser le pouvoir de la classe ouvrière.

Notre réponse à cette critique est qu'il est, en effet, inconcevable pour des marxistes de commettre l'un ou l'autre de ces actes. Nous disons simplement qu'avec l'adoption de la terreur et la conclusion d'une «alliance avec les centres étrangers de la bourgeoisie», les accusés ont cessé d'être des marxistes. Lorsqu'ils se trouvèrent dans le box des accusés devant la Cour de justice révolutionnaire, ils ne s'y trouvaient pas en tant que bolcheviques et marxistes-léninistes révolutionnaires, mais en tant que déserteurs du camp du bolchevisme, du marxisme-léninisme. Ils s'y trouvaient en tant qu'ex-révolutionnaires qui, incapables de faire face aux problèmes posés par la révolution, incapables de faire face à la tâche de construction du socialisme en U.R.S.S., ont fui le camp du socialisme, le camp du marxisme-léninisme et sont devenus d'incorrigibles contre-révolutionnaires. Non pas des marxistes et des bolcheviques, mais des déserteurs du marxisme et du bolchevisme: telle est la vraie description des accusés aux procès de Moscou.

Les gens qui affirment qu'il est inconcevable que les trotskistes et la droite en U.R.S.S. aient adopté la terreur comme moyen d'arriver à leurs fins, devraient nous dire quelle autre méthode s'offrait aux trotskistes pour obtenir le pouvoir, sachant que les trotskistes étaient complètement divorcés de la classe ouvrière soviétique et n'auraient pas pu mobiliser la classe ouvrière soviétique derrière leur programme de restauration capitaliste et d'opposition à la construction du socialisme? La réponse est qu'il n'y avait pas d'autres méthodes qui s'offraient aux trotskistes à part la terreur, le meurtre et le sabotage, les méthodes habituelles des vestiges des classes exploiteuses dans leur lutte contre la classe ouvrière. Certains trotskistes et autres critiques bourgeois des procès montrent les écrits de Trotski dénonçant le terrorisme. Mais ces écrits, se rapportant à la période tsariste, sont sans valeur dans le contexte que nous discutons. Regardons les écrits de Trotski se rapportant à une période ultérieure et faisons-nous alors expliquer la signification de phrases telles que celle-ci:

La bureaucratie (c'est-à-dire le parti bolchevique) ne peut être obligée à remettre le pouvoir aux mains de l'avant-garde prolétarienne (c'est-à-dire les capitulards trotskistes) que par la force.

Le premier choc social, externe ou interne, peut plonger la société soviétique atomisée dans une guerre civile.

En ce qui concerne la référence à un choc interne, il ne s'agit de rien d'autre que de meurtres, sabotage et plans de coup d'État. Cela est confirmé par les procès de Moscou. En ce qui concerne le choc externe, c'est une référence à l'agression impérialiste étrangère contre l' Union soviétique qu'espéraient les trotskistes et pour laquelle ils se préparaient «en alliance étroite avec les centres étrangers de la

bourgeoisie», c'est-à-dire en alliance étroite avec les fascistes allemands. Cela aussi est confirmé par les procès de Moscou.

Traitons maintenant de la seconde partie de cette critique: est-il possible pour des socialistes de s'allier avec des puissances capitalistes pour renverser le pouvoir de la classe ouvrière? Bien qu'il soit exact que de véritables socialistes - des marxistes-léninistes - n'auraient jamais pu commettre un crime aussi méprisable, l'histoire montre qu'un tel crime peut certainement être commis par des déserteurs du socialisme et des traîtres au socialisme et à la cause de l'émancipation de la classe ouvrière. Il est bien connu, par exemple, que la guerre contre-révolutionnaire d'intervention contre la jeune république soviétique avait le soutien des «socialistes» dans divers pays impérialistes dont les armées avaient agressé la Russie soviétique dans le seul but de restaurer le capitalisme en renversant le pouvoir de la classe ouvrière. Pourtant ces gens, tout en offrant leur soutien à leur «propre» bourgeoisie contre la classe ouvrière d'un autre pays - se rendant ainsi coupables de trahison envers le prolétariat et se moquant de l'internationalisme prolétarien - se prétendaient socialistes. La vérité est qu'ils n'étaient pas des socialistes: ils étaient des social-impérialistes, socialistes en paroles et impérialistes dans les faits.

On sait aussi que Karl Kautsky, qui avait été considéré avant l'éclatement de la Première Guerre mondiale comme un théoricien marxiste de premier plan, devint, après sa dégénérescence^{xxx}, le premier avocat du renversement armé du gouvernement soviétique. Le bolchevisme, prétendait Kautsky, avait dégénéré en «bonapartisme» et il exigeait donc que son renversement armé soit soutenu par tous les socialistes. Juste au moment de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Kautsky continuait à se faire l'avocat d'une intervention impérialiste armée contre l'Union soviétique pour renverser le bolchevisme. Donc, s'il a été possible pour Kautsky - à une certaine époque le représentant le plus brillant du marxisme orthodoxe - de dégénérer au point de se faire l'avocat du renversement armé du gouvernement soviétique, pourquoi donc aurait-il été impossible à l'auteur de «l'absurde théorie gauchiste de la "révolution permanente"» (Lénine 5-1914a, p. 364), Trotski, qui s'opposait à la construction du socialisme en U.R.S.S. (puisque, selon lui, il était impossible de construire le socialisme dans un pays arriéré et isolé) de dégénérer au point de conclure une alliance avec le fascisme pour le renversement du régime soviétique? Il n'y a pour nous aucune raison de croire cela impossible. Bien au contraire.

Trotski et ses partisans ne nous ont-ils d'ailleurs pas répété des centaines de fois que, sous la direction de Staline, l'ensemble du parti avait subi une «dégénérescence»? Ayant affirmé la dégénérescence de l'ensemble du parti bolchevique, les trotskistes et autres éléments bourgeois déclarèrent aussi, dans la même veine, l'impossibilité théorique de dégénérescence pour les accusés de ces procès. Comment est-il possible, demandent-ils, pour des bolcheviques tels que les accusés à ces procès, de dégénérer et de travailler à la restauration du capitalisme «en

alliance étroite avec les centres étrangers de la bourgeoisie»? Nous répondons: juste de la même façon que pour l'ensemble du parti. Notre position est que, de la même façon qu'un marxiste révolutionnaire comme Kautsky peut dégénérer et devenir un contre-révolutionnaire, il est aussi possible pour le parti tout entier de dégénérer en adoptant une politique fautive et en y persistant. Comme Lénine l'a fait remarquer: «On peut dire qu'une petite erreur dans laquelle on persiste, que l'on s'efforce de démontrer savamment et que l'on pousse à sa conclusion logique, va se transformer en une monstruosité.» Nous ne sommes donc pas en désaccord avec le trotskisme quant à la question de la possibilité théorique de la dégénérescence du parti tout entier. Notre désaccord porte sur la question de savoir si une telle dégénérescence a eu lieu dans le parti bolchevique sous la direction de Staline. Nous disons, contrairement au trotskisme, et avec la confiance provenant de la connaissance et de la conscience que les faits sont de notre côté, que non seulement une telle dégénérescence n'a pas eu lieu, mais aussi que le parti était suffisamment sain pour prendre, en temps utile, les mesures adéquates contre les sections qui étaient effectivement devenues pourries et dégénérées, c'est-à-dire les accusés des procès de Moscou. Les accusés sont devenus des dégénérés contre-révolutionnaires, car ils ont persisté dans leur plate-forme incorrecte, leur opposition à la construction du socialisme et, comme a dit Boukharine, «la logique de la lutte mène à la logique des idées et à un changement de notre psychologie, à rendre nos objectifs contre-révolutionnaires. »

On peut donc conclure qu'il est possible pour des socialistes de dégénérer, en particulier dans des temps de grande difficulté pour la révolution. Lorsque la marée révolutionnaire est haute et que la révolution balaye de tous côtés ce qui est réactionnaire, il est facile d'être un révolutionnaire. À de tels moments, même les gens les plus arriérés et lâches sont capables de faire des miracles. Mais, lorsque la révolution est en difficulté, lorsqu'elle doit faire retraite (même si cette retraite est seulement provisoire), il est très difficile d'être un révolutionnaire. Se référant au comportement non révolutionnaire de Trotski durant la période de Brest-Litovsk lorsque la révolution faisait temporairement retraite, le camarade Staline a dit:

Mais la lutte du prolétariat n'est pas une avance ininterrompue, une chaîne continue de victoires. La lutte du prolétariat a aussi ses épreuves et ses revers. Le véritable révolutionnaire n'est pas celui qui fait preuve de courage dans la période de l'insurrection triomphante, mais celui qui, tout en combattant bien durant l'avance victorieuse de la révolution, fait preuve de tout autant de courage quand la révolution bat en retraite, quand le prolétariat connaît la défaite, celui qui ne perd pas la tête et ne flanche pas quand la révolution subit des revers, quand l'ennemi remporte des victoires; qui n'est pas pris de panique ni ne perd espoir quand la révolution est en recul. Les socialistes révolutionnaires de gauche ne se sont pas mal battus dans la période d'Octobre et ils ont soutenu les bolcheviks. Mais qui ne sait que ces «vaillants» combattants furent pris de panique dans la période de Brest, quand l'avance de l'impérialisme allemand les plongea dans le désespoir et l'hystérie. Il est triste mais indubitable que Trotski, qui se battit bien durant la période d'Octobre,

manqua dans la période de Brest, dans la période où la révolution subit des revers temporaires, du courage nécessaire pour tenir ferme en ces moments difficiles et ne pas suivre les traces des socialistes-révolutionnaires de gauche. Sans aucun doute ce furent là des moments difficiles; il fallait faire preuve d'un courage exceptionnel et d'un sang-froid à toute épreuve pour ne pas perdre le nord, pour battre en retraite au moment opportun, pour accepter la paix en temps voulu, pour soustraire l'armée prolétarienne aux coups de l'impérialisme allemand, pour préserver les réserves paysannes et, après s'être ménagé ainsi un répit, frapper l'ennemi avec des forces renouvelées. Malheureusement Trotski, à ce moment difficile, manqua de ce courage et de cette fermeté révolutionnaires.

Selon Trotski, la principale leçon de la révolution prolétarienne est de «ne pas flancher» durant Octobre. Cela n'est pas vrai, car la formule de Trotski contient seulement une parcelle de la vérité sur les leçons de la révolution. Toute la vérité sur les leçons de la révolution prolétarienne est de «ne pas flancher» non seulement lorsque la révolution avance, mais non plus quand elle bat en retraite, quand l'ennemi a le dessus et que la révolution connaît des revers. La révolution ne prend pas fin avec Octobre. Octobre est seulement le début de la révolution prolétarienne. Il n'est pas bien de flancher quand la révolution est ascendante; mais il est pire de flancher au cours des épreuves ardues que connaît la révolution, après la prise du pouvoir. Conserver le pouvoir au lendemain de la révolution n'est pas moins important que de s'en emparer. (Staline 19-11-1924.)

Les trotskistes et la droite ont flanché pendant la période de Brest - Litovsk, pendant la période de résistance des koulaks à l'offensive du socialisme et pendant la période entre les deux guerres mondiales lorsque l'Union soviétique, étant le seul pays socialiste, faisait face à l'encerclement capitaliste et vivait sous une menace constante de guerre et d'intervention contre-révolutionnaire. Les accusés des procès de Moscou étaient des gens dont la caractéristique principale était l'instabilité petite-bourgeoise - c'était des gens qui capitulaient face aux difficultés, qui étaient incapables de faire face et de résoudre les problèmes apportés par la révolution. Ajoutez à cela leur programme incorrect et vous avez tous les pré-requis pour transformer quelqu'un en un contre-révolutionnaire. Il ne fallut que quelques années pour transformer les accusés en contre-révolutionnaires complets.

Des gens, comme les accusés des procès de Moscou, qui avaient cessé d'être des bolcheviques révolutionnaires, des marxistes-léninistes et étaient devenus des dégénérés contre-révolutionnaires divorcés d'avec la classe ouvrière, qui avaient trahi la cause de l'émancipation de la classe ouvrière, sont capables d'adopter le terrorisme comme moyen d'atteindre leur objectif d'arriver au pouvoir en renversant le gouvernement soviétique par une campagne de meurtres et par un coup d'État.

Critique numéro sept

La septième critique est qu'il y avait une différence entre le procès Zinoviev-Kaménev, qui se concentrait sur le terrorisme, et les deux procès suivants, qui se sont concentrés sur l'alliance des trotskistes avec l'Allemagne et le Japon, ainsi que le complot pour démembrer l'U.R.S.S. et le sabotage dans l'industrie. Opposant le procès Zinoviev-Kaménev avec celui de Piatakov-Radek, par exemple, Trotski écrit:

Pourquoi donc n'ont-ils (Zinoviev, Kaménev et les autres accusés du procès Zinoviev Kaménev) pas dit un seul mot de la chose la plus importante, l'alliance des trotskistes avec l'Allemagne et le Japon et le complot pour démembrer l'U.R.S.S.? Aurait-il pu oublier ces «détails» du complot? Aurait-il pu ne pas savoir, eux les dirigeants du soi-disant Centre, ce que savaient les accusés du dernier procès (le procès Radek-Piatakov), des gens de seconde catégorie? L'énigme s'explique facilement; le nouvel amalgame fut construit après l'exécution des 16, pendant les cinq derniers mois, en réponse aux échos défavorables dans la presse mondiale. (Trotski 1936, pp. 295-296.)

L' «énigme» «s'explique facilement» par le fait que Zinoviev et Kaménev ont seulement révélé ce qui était déjà connu à partir d'autres sources, ils ont seulement admis ce qui ne pouvait pas être nié face aux faits établis. Ce qui est logique dans leur comportement. En décembre 1934, Sergheï Kirov, l'un des dirigeants les plus éminents et les plus appréciés du P.C.(b)U.S. fut assassiné. Les coups de feu ont été tirés par Nikolaïev. L'enquête sur le meurtre de Kirov révéla une partie de l'organisation Zinoviev-Kaménev, à laquelle Nikolaïev appartenait. L'enquête établit un lien entre certains membres de cette organisation et Zinoviev et Kaménev. En conséquence, Zinoviev et Kaménev acceptèrent la «responsabilité morale» du meurtre de Kirov. Ils ont maintenu qu'ils n'avaient pas donné ordre à Nikolaïev d'assassiner Kirov, mais qu'ils étaient moralement responsables de l'assassinat de Kirov, car ils avaient créé une telle haine dans l'esprit de leurs partisans à l'égard des dirigeants du parti que cela avait mené à l'assassinat de Kirov. On accepta cette explication et ils furent condamnés en rapport avec elle. Ce n'est que plus tard, suite à la découverte d'autres groupes terroristes, que la participation complète de Kaménev et Zinoviev à l'organisation d'assassinats et d'actes de terreur fut pleinement révélée. Ce n'est qu'alors qu'ils se sont retrouvés de nouveau dans le box pour répondre de leurs crimes. Toute l'histoire de Zinoviev et Kaménev montre qu'ils ont admis seulement ce que connaissaient déjà les autorités d'enquête, pas plus. Ils savaient qu'ils allaient mourir pour leurs crimes. Ils souhaitaient néanmoins laisser derrière eux l'organisation conspirationnelle intacte afin que les conspirateurs restants puissent accomplir leurs desseins. C'est pourquoi ils «n'ont pas dit un mot sur la chose la plus importante, l'alliance des trotskistes avec l'Allemagne et le Japon et le complot pour démembrer l'U.R.S.S.» Voilà comment «l'énigme s'explique facilement». Tout cela est certainement compatible avec l'existence d'une conspiration dont toute l'ampleur ne fut découverte que petit à petit après une

enquête des plus soigneuses et pénibles. Si le complot avait été fabriqué par la Guépéou, rien n'aurait pu l'empêcher d'ajouter au procès Kaménev-Zinoviev l'accusation d'alliance avec l'Allemagne et le Japon. Une telle accusation ne fut pas reprochée aux accusés du premier procès, car, à l'époque, il n'y avait pas d'évidence qui aurait suggéré une telle alliance. Ce n'est que plus tard que l'existence de cette alliance devint évidente. D'où cette accusation lors des deuxième et troisième procès.

Critique numéro huit

La huitième critique suggère que les procès de Moscou renferment trois «défauts» qui «discréditent» toutes les preuves qui y ont été présentées. L'existence de ces «défauts» a été avancée par Trotski. Examinons-les.

(a) Holtzman, l'un des accusés du procès Kaménev-Zinoviev, avoua avoir eu un long entretien avec Trotski à l'hôtel Bristol de Copenhague. Trotski s'accroche à cet aveu comme un homme qui se noie s'accrocherait à une paille et s'écrie que les procès sont faux. Pourquoi? Parce que «il se fait, dit Trotski, que l'hôtel Bristol a été rasé jusqu'aux fondations en 1917. En 1932, cet hôtel n'existait plus que comme un vague souvenir.» Autrement dit, la Guépéou (dont Trotski affirme qu'elle avait dicté aux accusés jusque dans les moindres détails le contenu de leurs aveux) aurait été maladroite au point de faire avouer à Holtzman avoir rencontré Trotski dans un hôtel qui n'existait pas. Quel non-sens! Les faits sont les suivants.

En face de la gare, il n'y avait pas d'hôtel Bristol au moment de la rencontre. À la place se trouvait à l'époque l'hôtel Grand Central. Dans le même immeuble que l'hôtel Grand Central se trouvait le café Bristol. À l'époque, il était possible d'avoir accès à l'hôtel via le café Bristol. Il est donc très probable que Holtzman ait confondu le café Bristol avec l'hôtel Grand Central.

De plus, vu l'insistance de Trotski sur le fait que les aveux auraient été dictés aux accusés par la Guépéou, la remarque suivante qu'il a émise est plutôt bizarre:

Holtzman connaissait apparemment l'hôtel Bristol grâce à des souvenirs de son émigration il y a longtemps, c'est pourquoi il l'a cité.

Autrement dit, en rendant service à la Guépéou par un aveu faux et volontaire, Holtzman s'est trompé quant au nom. Autrement dit, les aveux n'ont pas été dictés par la Guépéou.

Si la Guépéou avait monté une mise en scène, il ne lui aurait pas du tout été difficile de découvrir l'existence et le nom de cet hôtel. La seule conclusion que nous pouvons donc tirer est que Holtzman a bien eu un entretien avec Trotski dans l'hôtel Grand Central dont il a confondu le nom avec le café Bristol.

(b) Le second «défaut» concerne le voyage de Piatakov pour voir Trotski à Oslo en 1935, dans un avion spécial fourni par le gouvernement allemand. On prétend que cela n'aurait pas pu avoir lieu, car aucun avion étranger n'a atterri à l'aéroport d'Oslo en décembre 1935. Il est plus probable que les fascistes, qui furent capables d'amener des centaines d'avions en Espagne du Nord en dépit du contrôle exercé par le comité de non-intervention, auraient été capables de dissimuler l'atterrissage et le décollage d'un seul avion étranger que d'imaginer que Piatakov et Boukharistev (le correspondant à Berlin des *Izvestia*, qui apparut comme témoin au procès et donna des preuves circonstanciées et détaillées de ce voyage) auraient accepté une fausse accusation.

(c) Le troisième et dernier «défaut» se réfère à l'évidence fournie par l'un des témoins du procès, Romm, un autre correspondant des *Izvestia*, qui avait transporté de la correspondance entre Trotski et Radek. Romm déclara qu'il avait rencontré Trotski à la fin de juillet 1933 pendant 25 minutes au Bois de Boulogne (Paris). Trotski chercha à discréditer les procès en disant que, pendant le mois de juillet, il était resté à Royan et que, durant son séjour à Royan, il avait rencontré deux membres du parti travailliste indépendant britannique, John Paton et c.A. Smith, qui tous deux confirmèrent, bien sûr, avoir vu Trotski à Royan en juillet. Nous n'avons pas besoin d'émettre des doutes quant à l'affirmation de Trotski selon laquelle il a séjourné à Royan en juillet 1933 et a rencontré là-bas Paton et Smith. Mais nous posons la question suivante: n'y avait-il pas de trains ou d'autres moyens de transports qui auraient permis à Trotski de voyager de Royan au Bois de Boulogne? Trotski aurait très bien pu séjournier à Royan en juillet 1933 et aurait quand même pu rencontrer, comme il l'a fait, Romm (un témoin dont nous n'avons aucune raison de mettre en doute le témoignage) au Bois de Boulogne.

On peut donc constater qu'après examen, les trois «défauts» disparaissent. Les tentatives faites par les trotskistes et autres critiques bourgeois pour discréditer les procès sur base de ces «défauts» ont lamentablement échoué.

Critique numéro neuf

La critique finale est que Trotski qui, dans ses déclarations publiques, a fréquemment dénoncé les accusés des procès de Moscou, n'aurait pas pu avoir collaboré avec eux dans le même temps, comme on suppose qu'il l'avait fait.

Il y a deux points pour contrer cette critique, l'un de nature historique, l'autre de nature tactique. Concernant le côté tactique, un moratoire soudain de toute critique des accusés par Trotski aurait rendu les autorités soviétiques soupçonneuses; il était donc nécessaire pour Trotski de poursuivre ses critiques publiques des accusés tout en coopérant avec eux en pratique. Il lui fallait agir ainsi afin de détourner l'attention des autorités soviétiques et de leur faire croire qu'il ne pouvait pas y avoir d'alliance

entre Trotski et les accusés.

Concernant l'aspect historique du point en discussion, Trotski était connu pour former des blocs avec toutes sortes de personnes qu'il avait souvent dénoncées dans les moments qui précédaient immédiatement la formation de tels blocs^{xxxii}. Prenons le cas de la dénonciation par Trotski de Radek et de la formation ultérieure par Trotski d'un bloc avec lui. Trotski, donnant une évaluation de Radek en 1918, affirma devant la Commission Dewey:

Il (Radek) fut actif pendant un certain temps (en 1918) au Commissariat aux affaires étrangères, mais les diplomates affirmèrent qu'il était impossible de dire quoi que ce soit en sa présence, car, le lendemain, ce serait connu par toute la ville. Nous l'avons remplacé immédiatement. ..

Voilà ce que Trotski pensait de Radek en 1918. Cette évaluation de Radek n'a pourtant pas empêché Trotski de travailler en étroite collaboration avec lui de 1925 à 1928. Pourquoi une telle collaboration aurait-elle été déclarée impossible après 1931 ?

Prenons un autre exemple: la dénonciation par Trotski de Kaménev et Zinoviev et la formation ultérieure d'un bloc avec eux. On a déjà fait remarquer qu'en 1924, dans ses *Leçons d'Octobre* (Trotski 9-1924), Trotski a dénoncé Zinoviev et Kaménev comme de dangereux droitiers coupables d'hésitation et d'instabilité à la veille de la révolution d'Octobre. Mais cela ne l'a pas empêché de former une alliance étroite avec eux dans la suite. Pourquoi alors la dénonciation par Trotski de Zinoviev et Kaménev en 1928 devrait-elle être présentée comme un obstacle insurmontable à la formation ultérieure d'une alliance étroite entre Trotski d'un côté et Zinoviev et Kaménev de l'autre? Et ce qui s'applique à Radek, Kaménev et Zinoviev s'applique également à Boukharine et à Rykov. Les différents de Trotski avec ces derniers ont disparu lorsqu'il a pris une position sur la collectivisation qui n'était pas différente des leurs. Ils furent ainsi de nouveau tous unis dans leur opposition frénétique au parti bolchevique.

Trotski a toujours fini par former des alliances et des blocs avec des gens qu'il avait dénoncés dans un passé proche. Ces alliances furent toujours rendues nécessaires par l'opposition frénétique de Trotski au parti bolchevique. Il était, dès lors, forcé de former des blocs avec des gens qui étaient eux-mêmes engagés dans une opposition tout aussi frénétique au parti bolchevique, même s'il les avait dénoncés dans le passé. L'opposition frénétique de tous ces gens, y compris Trotski, fut le facteur déterminant qui les mit ensemble, en dépit de toutes leurs différences, et les a poussés à mettre de côté leurs différences. Toute l'histoire du trotskisme depuis l'époque du bloc d'Août, et avant encore, fournit une confirmation éloquent de cette vérité.

«Explications» bourgeoises des procès

S'il n'y a pas eu de véritable complot, pas de conspiration contre le régime soviétique, comme le prétendent les trotskistes et autres critiques bourgeois des procès, pourquoi alors ces procès auraient-ils eu lieu? Comme on peut s'y attendre, les «explications» mises en avant par les trotskistes et autres défenseurs bourgeois de Trotski sont variées:

Première «explication»

L'«explication» des procès donnée par Trotski était qu'ils ont eu lieu pour le discréditer lui «personnellement» ainsi que la «4^e Internationale». En d'autres mots, il n'y avait pas de conspiration contre le régime soviétique, il n'y avait pas d'opposition en U.R.S.S., Trotski n'avait pas fait d'alliance avec les fascistes et n'avait aucune relation avec les accusés. Les accusés n'ont jamais été impliqués dans du sabotage, dans des actes de terreur et des meurtres, mais faisaient leur travail de bons communistes; et pourtant le gouvernement soviétique décida d'arrêter des gens qui occupaient de hautes positions officielles - des Vice-commissaires à l'industrie, des premiers ministres de républiques nationales, des diplomates etc. et de les juger. Pourquoi? Juste pour «combattre» le trotskisme et discréditer la «4^e Internationale»? Comme J. R. Campbell le fait justement remarquer:

On pourrait tout aussi bien prétendre que les procès ont eu lieu pour discréditer l'Union de Rugby et la Ligue méridionale. Y aurait-il jamais eu une telle disproportion entre la fin et les moyens? Le rouleau compresseur bolchevique aurait été mis en mouvement pour casser une cacahuète.
(Campbell 1939, p. 269.)

Seconde «explication»

Les trotskistes et autres calomniateurs bourgeois de Staline ont aussi prétendu que Staline aurait assuré la bourgeoisie mondiale qu'il restaurerait le capitalisme en U.R.S.S. et qu'il aurait mis en scène les procès de Moscou pour donner la preuve de sa sincérité à la bourgeoisie impérialiste.

Il suffit de réfléchir une seconde pour se rendre compte de l'absurdité de cette «explication», pour se rendre compte qu'elle n'est qu'une méchante calomnie. Quelle assurance aurait pu obtenir la bourgeoisie mondiale des procès et de l'exécution ultérieure (dans la plupart des cas) de ceux qui n'avaient jamais cru à la possibilité de construire le socialisme, qui s'opposaient à la construction socialiste en U.R.S.S.? Quelle assurance le procès des accusés - inculpés d'alliance avec le fascisme dans le but de démanteler l'Union soviétique et de renverser le régime soviétique pour faire place à la restauration capitaliste - aurait-elle pu donner à la bourgeoisie mondiale? Il suffit de poser ces questions pour se rendre compte de l'extrême

absurdité de cette «explication» et de l'extrême stupidité de ceux qui la mettent en avant.

Troisième «explication»

On a aussi prétendu que les procès avaient été mis en scène afin de détourner l'attention du peuple soviétique des difficultés économiques auxquelles faisait face le gouvernement soviétique et pour expliquer ces difficultés. Cette «explication» fut mise en avant par la Commission Dewey dans les termes suivants:

La Commission considère que la conclusion inévitable est que les inculpations et les aveux dans la série de ces procès hautement médiatisés étaient gouvernés, dans chacun des cas, par les difficultés internes actuelles, économiques et politiques... de l'Union soviétique. Autrement dit, les procès n'étaient pas vraiment criminels mais politiques.

La Commission ne prit en compte aucune preuve quant aux conditions économiques prévalant en Union soviétique dans les années 1936-38. Ce furent des années de croissance économique énorme (en dépit du sabotage) et d'une prospérité que le peuple soviétique n'avait encore jamais vécue. La collectivisation avait été réalisée avec succès en 1936. Le pays entier avait été transformé d'un pays agraire en un pays industriel. Le niveau de vie et les conditions de travail s'étaient de loin améliorés plus que jamais auparavant dans toute l'histoire de la Russie. Le chômage avait été éliminé et on avait accordé à chacun (dans la Constitution de Staline) le droit au travail. La culture de l'ensemble du peuple soviétique avait crû. Tels sont les faits. En ignorant complètement ces faits, la Commission Dewey ne fait que montrer son ignorance lorsqu'elle fait allusion aux supposées difficultés économiques du régime soviétique. Cette affirmation revient en fait à dire que, juste au moment où le gouvernement soviétique présentait au peuple soviétique les fières réalisations de la construction socialiste, il mettait en scène dans le même temps des procès «politiques» de personnes «innocentes» afin d'expliquer «les difficultés internes actuelles, économiques et politiques» auxquelles il faisait face. C'est du délire complet.

Quatrième «explication»

Selon cette «explication», les procès «ont aussi servi les buts de la bureaucratie en détournant l'attention du prolétariat soviétique et des travailleurs des pays capitalistes de la trahison de la classe ouvrière espagnole par l'appareil stalinien.» (Schachtman 1-11-1936.)

Schachtman a écrit ce mensonge le 11 novembre 1936, c'est -à-dire après l'annonce par l'U.R.S.S. qu'elle n'était plus liée par les accords de non-intervention et après que tout le monde ait pu se rendre compte que l'Union soviétique offrait un soutien

entier^{xxxii} à la lutte du peuple espagnol contre le fascisme.

Le manque de temps m'empêche de discuter maintenant de la question espagnole, sur laquelle je reviendrai plus tard lorsque je montrerai non seulement la véritable assistance donnée par l'Union soviétique au peuple combattant et héroïque de l'Espagne, mais exposerai aussi «l'assistance» fournie par le trotskisme^{xxxiii}. Pour le moment, il suffit de dire que pendant que l'Union soviétique fournissait au peuple espagnol une assistance fraternelle, généreuse et inoubliable, tant matérielle que politique, les trotskistes étaient occupés à lancer des attaques frénétiques contre l'Union soviétique, contre le socialisme en Union soviétique, et minaient donc véritablement le soutien «des travailleurs des pays capitalistes» pour l'Union soviétique, c'est-à-dire pour le socialisme.

Cinquième «explication»

La dernière «explication» est que «toutes les révolutions dévorent leurs enfants».

Rakovski, dans son discours final, a porté un coup fatal à cette explication pseudo historique mise en avant par les intellectuels bourgeois (l'intelligentsia, plus exactement). Je voudrais conclure en citant les remarques de Rakovski sur cette «explication», car elles portent non seulement un coup fatal à cette fausse «explication», mais elles constituent aussi une réelle explication des procès de Moscou. Voici ce qu'a dit Rakovski :

C'est une analogie ridicule et sans fondement. Excusez-moi si je cite ici quelques arguments théoriques qui sont cependant significatifs dans le présent contexte; les révolutions bourgeoises finissent en effet par dévorer leurs propres enfants, car, après avoir triomphé, elles devaient supprimer leurs alliés parmi le peuple, leurs alliés révolutionnaires de la gauche.

Mais la révolution prolétarienne, la révolution de la classe qui est révolutionnaire jusqu'à la fin, lorsqu'elle applique ce que Marx appelait «les méthodes plébéiennes de représailles», elle ne les applique pas aux éléments avancés, elle les applique à ceux qui se mettent en travers du chemin de la révolution ou à ceux qui, comme nous, étions avec cette révolution, ont marché à ses côtés pendant un certain temps et puis l'ont poignardée dans le dos. (Commissariat Justice 1938, p. 760.)

Il est inutile d'ajouter quoi que ce soit à ce qui a été dit.

Quatrième partie

Deux lignes politiques à propos de la révolution chinoise: La ligne du Comintern et celle de l'opposition trotskiste

Staline est le fidèle ami du peuple chinois en lutte pour sa libération. L'amour et le respect du peuple chinois pour Staline, ses sentiments d'amitié pour l'Union soviétique sont profondément sincères et aucune tentative de semer la discorde, aucun mensonge, aucune calomnie ne saurait les altérer.

Mao Zedong, *Staline, l'ami du peuple chinois* (Mao 1939, p. 358.)

Chapitre 13

Le trotskisme par rapport au mouvement communiste international

De multiples questions pourraient être abordées sous ce titre comme, par exemple, la révolution chinoise et la ligne de l'opposition trotskiste ainsi que la ligne de l'Internationale communiste (Comintern) par rapport à cette révolution, la question de la guerre d'Espagne, le pacte «Hitler-Staline», etc. Dans le passé, ces questions ont suscité de véhémentes discussions et pas mal de confusion et elles sont toujours d'une importance et d'un intérêt considérables, aujourd'hui, au sein du mouvement ouvrier international. Elles revêtent une grande importance parce que, si le mouvement ouvrier ne tire pas les leçons de son histoire, il ne sera pas capable d'éviter et d'éliminer ses propres erreurs et, sans cela, il lui sera difficile, sinon impossible, de connaître de futures réussites. Soyons justes, toutefois: je ne puis traiter toutes ces questions importantes en une seule réunion. C'est pourquoi j'ai décidé, lors de la présente réunion, de me concentrer sur une seule de ces questions, à savoir la question de la révolution chinoise et de la ligne de l'opposition trotskiste (Trotsky, Zinoviev, Radek), et celle du Comintern dans ce cas précis. Cette question est d'une grande importance lorsqu'on a pour objectif de réfuter les éléments trotskistes et autres éléments anti-léninistes qui s'obstinent à dire que le Comintern et la « bureaucratie stalinienne », c'est-à-dire le Parti communiste (bolchevik) de l'Union soviétique - ou P.C.(b)D.S. -, ont ignominieusement trahi la révolution chinoise ainsi que les communistes chinois. Aussi est-il extrêmement important pour nous de traiter la question de la révolution chinoise et de découvrir exactement qui, objectivement, a trahi les intérêts de la révolution chinoise.

Je pense qu'il serait tout à fait intéressant pour les camarades de savoir que les camarades chinois (et précisons que les camarades chinois ont mené à bien leur révolution, au contraire des trotskistes, qui n'ont jamais réussi la moindre révolution et ne seront jamais capables d'en mener une à bien tant qu'ils ne laisseront pas tomber leur trotskisme, car sans laisser tomber le trotskisme et sans adopter le marxisme-léninisme, aucune révolution prolétarienne ne peut être menée à bien), ont un immense respect pour la ligne de l'Internationale communiste et celle de Staline. À l'occasion du 60^e anniversaire de Staline, voici ce que déclarait Mao Zedong:

Staline est le grand dirigeant de la révolution mondiale. C'est d'une importance capitale. C'est une grande chose que l'humanité ait la chance d'avoir Staline. Depuis que nous l'avons, les choses peuvent aller bon train. Comme vous le savez tous, Marx est mort et il en va de même pour Engels et Lénine. S'il n'y

avait pas eu Staline, qui aurait été là pour donner des directives? Mais, nous l'avons -c'est vraiment une grande chance. Aujourd'hui, il existe dans le monde une Union soviétique, un Parti communiste ainsi qu'un Staline. Donc, les affaires du monde peuvent aller très bien. Nous devons le saluer, nous devons le soutenir et nous devons apprendre de lui [...] Nous devons apprendre de lui à deux égards: sa théorie et son œuvre. (Cité par Chen Po-Ta, 1949.)

Cette déclaration, que je sache, n'a jamais été réfutée par le camarade Mao Zedong, le dirigeant de la révolution démocratique populaire et de la révolution prolétarienne en Chine et c'est donc la position non seulement du camarade Mao Zedong, mais aussi du Parti communiste chinois. Par conséquent, il est parfaitement vrai que, lorsque les trotskistes, qui n'ont rien eu à voir avec la révolution chinoise si ce n'est de mettre en évidence leurs expériences ultra-e gauchistes» pour saboter objectivement la lutte du peuple chinois, disent, *eux*, que les communistes chinois ont été ignominieusement trahis par le «super-bureaucrate» Staline et par la «clique bureaucratique» qui dirigeait l'Union soviétique, il ne faut surtout pas les prendre au mot.

Les déclarations tonitruantes des trotskistes ne sont que mensonges, une couverture et un camouflage masquant leurs propres activités qui étaient tout simplement contre-révolutionnaires, comme nous l'avons vu lors de la dernière réunion, lorsque nous faisons référence aux masses de preuves et d'aveux des cinquante et un accusés des trois procès de Moscou. Ces procès de Moscou ont montré que, parce qu'il avait suivi une ligne de conduite contre-révolutionnaire, le trotskisme s'était retrouvé dans la pratique contre-révolutionnaire et que, lorsqu'il s'était rendu compte que ses propres forces étaient insuffisantes, il avait contracté une alliance avec les États fascistes, tels l'Allemagne et le Japon. Ceci a été prouvé au-delà de tout doute. Par conséquent, lorsque les trotskistes affirment aujourd'hui - comme l'ont fait Trotski et le reste de l'opposition au P.C.(b)U.S. durant les années vingt et trente de ce siècle - que les communistes chinois ont été ignominieusement trahis, nous ne devons surtout pas les croire. Au contraire, c'est notre devoir suprême de les désavouer. Pour ce faire, nous devons étudier le trotskisme, le marxisme-léninisme, le développement concret des événements, tant en U.R.S.S. que dans le monde puis, sur base de cette étude et de cet examen, démontrer scientifiquement pourquoi le trotskisme était contre-révolutionnaire. Nous avons démontré qu'il l'était en Union soviétique. Démonstrons maintenant qu'il l'était aussi en ce qui concerne, par exemple, la question de la révolution chinoise.

En ce qui concerne la question de la révolution chinoise, Trotski, Zinoviev et le reste de l'opposition au sein du P.C.(b)D.S. n'ont jamais cessé d'attaquer le camarade Staline, le Comité central du P.C.(b)D.S. et le Comité exécutif de l'Internationale communiste parce qu'ils prônaient une ligne politique dont ils prétendaient qu'elle

signifiait un soutien à la bourgeoisie nationale en Chine. En fait, cette allégation de l'opposition en Union soviétique n'était rien d'autre qu'une affaire montée de toutes pièces et un tissu de calomnies. En réalité, la ligne politique de l'Internationale communiste, du P.C.(b)U.S. et de Staline prévoyait d'utiliser la bourgeoisie nationale chinoise afin d'accroître l'ampleur de la révolution. Cette ligne politique visait à se servir de la bourgeoisie nationale dans la lutte anti-impérialiste menée à l'époque par le peuple chinois et, à cette époque bien précise, la bourgeoisie nationale chinoise menait effectivement une lutte contre l'impérialisme. Telle était la ligne politique de l'Internationale communiste et, comme le disait le camarade Staline:

C'est un malheur pour l'opposition que celle-ci ne puisse se passer de commérages et de distorsions. (Staline 24-5-1927, p. 290.)

Oui, en effet, c'est un malheur, non seulement pour l'opposition trotskiste, mais aussi pour toutes les alliances et oppositions malhonnêtes. C'est un malheur pour tous les contre-révolutionnaires et opportunistes qu'ils ne puissent se passer de commérages. Nous les retrouvons dans le mouvement «gauchiste» d'aujourd'hui. Ne voyons-nous pas les trotskistes actuels se laisser aller à ce genre de commérages? Ne voyons-nous pas les amis des trotskistes dans le mouvement antirévissionniste même?

L'analyse de la révolution chinoise selon le Comintern

Le Comintern avançait l'analyse suivante en ce qui concerne la révolution chinoise, son caractère et ses perspectives. Il prétendait que son principal caractère était antiféodal, parce que le féodalisme et les survivances du féodalisme constituaient le facteur prédominant dans les campagnes chinoises. La Chine, à l'époque, avait une population de 4 à 500 millions d'habitants, dont 350 à 400 millions (selon le nombre exact d'habitants) vivaient à la campagne. En gros, 90% des habitants étaient des paysans, exploités à l'extrême par le féodalisme et, de ce fait, la caractéristique prédominante de la révolution chinoise était la lutte contre le féodalisme. En d'autres termes, la révolution chinoise, selon l'analyse du Comintern, était une révolution agraire principalement orientée contre le féodalisme et, bien sûr, contre toute la structure militaro-bureaucratique qui s'appuyait sur cette structure féodale.

Était-ce une révolution agraire? C'est une absurdité de parler de révolution agraire si elle n'avait été dirigée contre le féodalisme. On ne peut dire d'une révolution qu'il s'agit d'une révolution agraire que si elle est dirigée contre le féodalisme. La révolution agraire constitue à la fois la base et le contenu de la révolution bourgeoise-démocratique.

De nos jours, ce qu'on appelait autrefois révolution bourgeoise-démocratique est appelée révolution démocratique populaire. Nous l'appelons ainsi parce qu'elle est

dirigée par le prolétariat plutôt que par la bourgeoisie, puisque, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, seul le prolétariat est intéressé par l'achèvement complet d'une révolution bourgeoise-démocratique. De ce fait, il est la seule force capable de diriger une révolution bourgeoise-démocratique. Plus encore, le prolétariat est la seule force qui puisse faire passer le peuple du stade bourgeois-démocratique au stade socialiste de la révolution, alors que la bourgeoisie, à un stade ou un autre, se compromet avec l'impérialisme ainsi qu'avec le féodalisme. En dernière analyse, comme c'est le prolétariat qui mène la lutte vers une révolution bourgeoise-démocratique, nous l'appelons donc une révolution démocratique populaire.

La révolution en Chine a été de nature bourgeoise-démocratique - ou, comme nous disons maintenant, de nature démocratique populaire - à cette époque précise. Le fer de lance de la lutte était dirigé contre le féodalisme. Mais la révolution bourgeoise-démocratique en Chine n'était pas de l'ancien modèle - ce n'était pas une révolution bourgeoise-démocratique semblable à n'importe quelle autre révolution bourgeoise-démocratique qui s'était produite auparavant comme, par exemple, en Angleterre.

En Angleterre, la révolution bourgeoise-démocratique a été d'un type totalement différent. Pourquoi? En Chine, et dans tout autre pays arriéré et semi-colonial tel que la Chine à cette époque précise, la révolution bourgeoise-démocratique ne peut qu'être également une révolution anti-impérialiste. Pourquoi? Parce que c'est l'impérialisme qui soutient toute la structure du féodalisme, le tissu tout entier du féodalisme. C'est l'impérialisme qui encourage, inspire, soutient et préserve le féodalisme et qui lutte aux côtés du féodalisme. C'est un fait - et, par conséquent, si le peuple de n'importe quel pays colonial ou semi-colonial (ce qu'était la Chine à cette époque particulière) veut combattre le féodalisme, il ne peut qu'être impliqué, en même temps, dans un combat révolutionnaire pour le renversement de l'impérialisme, parce que les intérêts de l'impérialisme sont inextricablement liés à ceux de la classe dirigeante féodale. Par conséquent, selon la ligne du Comintern, la révolution bourgeoise-démocratique en Chine a été également une révolution anti-impérialiste.

L'analyse de la révolution chinoise selon Trotski

Quel était le point de vue de l'opposition trotskiste quant au caractère de la révolution chinoise? Il serait intéressant de connaître la position de Trotski et du reste de l'opposition. Trotski sous-estimait la force du féodalisme et ne lui attribuait aucune importance décisive. Selon lui, le féodalisme n'avait pas une importance particulière. Il prétendait que la principale raison de la révolution chinoise se situait dans la dépendance de la douane de l'État chinois vis-à-vis des pays impérialistes et c'est cela, selon Trotski, qui faisait de la révolution chinoise une révolution anti-impérialiste. Ainsi donc, selon la position trotskiste, la révolution chinoise était une révolution pour l'autonomie de la douane de l'État, une révolution destinée à abolir la dépendance de la douane de l'État vis-à-vis de l'impérialisme. La classe dirigeante

chinoise s'était vu imposer par l'impérialisme divers traités iniques et, selon Trotski, la révolution chinoise était anti-impérialiste parce qu'elle entendait abolir ces traités injustes. Telle était la position défendue par Trotski concernant le caractère de la révolution chinoise. Trotski n'accordait pas la moindre importance aux survivances du féodalisme ni au fait que l'ensemble de la structure militaro-bureaucratique -les seigneurs de guerre et tout ce qui s'y rapportait - avait été bâti au sommet de l'édifice du féodalisme. Trotski et le reste de l'opposition ne comprenaient pas que le féodalisme et les survivances féodales étaient la caractéristique qui prédominait le plus parmi les campagnes chinoises. Permettez-moi de faire référence à la thèse que Trotski soumit en mai 1927 au Comité Central du PC.(b)U.S. et au Comité exécutif du Comintern. Voici ce que dit Trotski dans cette thèse:

La tentative de Boukharine de justifier sa ligne de compromission opportuniste en faisant référence au rôle supposé prédominant des «vestiges féodaux» dans l'économie de la Chine est fondamentalement intenable. Même si ses appréciations de l'économie chinoise reposaient sur une analyse économique et non sur des définitions scolastiques, les «vestiges féodaux» ne pouvaient de toutes manières justifier la ligne politique qui a facilité si manifestement le coup d'État d'avril. La révolution chinoise revêt un caractère national bourgeois *pour la raison fondamentale* que le développement des forces de production du capitalisme chinois est bloqué par la dépendance de la *douane d'État* de la Chine vis-à-vis des pays impérialistes. (Trotski 5-1927, cité dans Staline 24-5-1927, p. 293, c'est Staline qui souligne.)

On ne pourrait demander, et encore moins obtenir, de preuve plus flagrante de ce que pensait Trotski de la révolution chinoise. Il caractérise la révolution chinoise comme une révolution menée contre la «dépendance de la douane de l'État», une révolution dirigée contre l'impérialisme dans un seul but, celui d'abolir les traités iniques qui ont rendu la Chine dépendante vis-à-vis de plusieurs pays impérialistes sur le plan de sa douane d'État.

Ce que nous montrent les thèses de Trotski n'est rien d'autre qu'une négation du rôle prédominant des survivances du féodalisme en Chine. Selon Trotski, les survivances féodales en Chine sont insignifiantes, elles n'ont aucune importance. Je ne cesse de le répéter, parce que c'est le cœur du problème, parce que tant qu'on n'est pas à même de définir le caractère d'une révolution, il est tout simplement hors de question que cette révolution connaisse le succès. Les thèses de Trotski démontrent de manière éloquente qu'il ne parvenait pas à comprendre que, dans les campagnes chinoises, les seigneurs de guerre, les divers gouverneurs militaires écorchaient le peuple et l'exploitaient jusqu'au trognon, que la vente des femmes et des filles se pratiquait toujours en Chine - et pourtant, selon Trotski, les survivances féodales ne comptaient pas dans les campagnes chinoises. Tel était le point de vue de Trotski sur le caractère de la révolution chinoise.

Staline avait absolument raison de qualifier ce point de vue comme «celui d'un conseiller d'État de «Son Altesse» Chang Tso-lin». C'est absolument correct, parce que Trotski avait en effet rejoint le point de vue des fonctionnaires de «Son Altesse» Chang Tso-lin. Pourquoi? Parce que même les réactionnaires les plus rabiques, comme Chang Tso-lin et Chiang Kai-shek, réclamaient avec insistance que les traités iniques imposés par l'impérialisme à la Chine fussent abolis. À coup sûr, le prolétariat devait être capable d'aller plus loin que ça.

Ici, nous avons affaire au phraseur ultra-«gauchiste», Trotski en personne, qui prétend que le seul point important de la révolution chinoise réside dans l'abolition des traités sur la douane de l'État. Comme Staline l'explique:

En admettant que le point de vue de Trotski soit correct, il faudrait admettre, dans ce cas, que Chang Tso-lin et Chiang Kai-shek ont raison de ne souhaiter ni une révolution agraire ni une révolution des travailleurs et de ne souhaiter qu'une abolition des *traités iniques* et l'établissement d'une autonomie douanière pour la Chine. (Staline 24-5- 1927, p. 295, c'est moi qui souligne-H. B.)

Plus loin, en guise de comparaison et de récapitulation de la ligne du Comintern et de celle de Trotski, Staline poursuit:

Nous avons donc deux lignes de base:

(a) *la ligne du Comintern*, qui tient compte de l'existence des survivances féodales en Chine comme forme prédominante d'oppression, de l'importance décisive du puissant mouvement agraire, de la connexion des survivances féodales avec l'impérialisme, et du caractère démocratique-bourgeois de la révolution chinoise avec sa lutte dirigée contre l'impérialisme;

(b) *la ligne de Trotski*, qui nie l'importance prédominante de l'oppression féodale - militariste, est incapable d'évaluer l'importance décisive du mouvement révolutionnaire agraire en Chine et attribue le caractère anti-impérialiste de la révolution chinoise aux seuls intérêts du capitalisme chinois, qui sont de réclamer l'indépendance douanière pour la Chine.

L'erreur fondamentale de Trotski (et, partant, de l'opposition) est qu'il sous-estime la révolution agraire en Chine, qu'il ne comprend pas le caractère bourgeois-démocratique de cette révolution, qu'il nie l'existence des préconditions à un mouvement agraire en Chine qui englobe de nombreux millions de paysans, et qu'il sous-estime le rôle de la paysannerie dans la révolution chinoise. (Staline 24- 5-1927, pp. 296-297.)

Mais la plupart d'entre vous sauront que ce point de vue particulier de Trotski-le peu de cas qu'il fait de l'influence du féodalisme dans la société chinoise, son mépris des vestiges du féodalisme dans les campagnes chinoises - n'est pas nouveau. Toute la théorie de la

«révolution permanente» est une négation du rôle de la paysannerie. En fait, l'une des principales caractéristiques du trotskisme tout au long de son combat contre le bolchevisme - contre le léninisme - a été de sous-estimer, de nier le rôle de la paysannerie. Cette sous-estimation, cette négation du rôle de la paysannerie réside au cœur même de la théorie de la «révolution permanente». C'est la théorie même de la «révolution permanente », avec sa sous-estimation, son dédain du rôle de la paysannerie qui, à elle seule, peut expliquer la dégénérescence du trotskisme, qui finira par faire alliance avec le fascisme. La théorie de la «révolution permanente» ne pouvait qu'amener Trotski à nier le rôle de la paysannerie. Ce n'était pas la première fois que Trotski niait ce rôle, à l'époque où il ne parvint pas à déceler les survivances féodales en Chine. Il avait déjà fait de même en 1905. Il répéta son erreur «originale» juste avant la révolution de février 1917 en Russie. Trotski affirmait que, à cause de la différenciation permanente au sein de la paysannerie, de la domination de l'impérialisme et parce que le prolétariat affrontait la bourgeoisie - puisque «l' impérialisme oppose, non une nation bourgeoise à l'ancien régime, mais le prolétariat à la nation bourgeoise» (Trotski 17-10-1915, p. 156) -, le rôle de la paysannerie russe allait décliner, c'est-à-dire que la paysannerie russe n'allait plus jouer le rôle important qui lui était naguère assigné, et que, par conséquent, la révolution agraire n'aurait plus non plus l'importance qu'on lui attribuait jusqu'alors.

Permettez-moi, camarades, de citer la réplique de Lénine à ces affirmations absurdement «gauchistes» de Trotski. Dans un article rédigé en 1915, voici ce que Lénine déclare sur le rôle de la paysannerie dans la révolution bourgeoise-démocratique en Russie:

La théorie «originale» de Trotski [ici, Lénine fait référence à la théorie trotskiste de la «révolution permanente»] emprunte aux bolcheviks l'appel au prolétariat pour une lutte révolutionnaire résolue et la conquête du pouvoir politique et aux mencheviks la «négation» du rôle de la paysannerie. La paysannerie se serait différenciée: son rôle révolutionnaire éventuel n'aurait fait que régresser; une révolution «nationale» serait impossible en Russie: «nous vivons à l'époque de l'impérialisme» et «l' impérialisme oppose, non une nation bourgeoise à l'ancien régime, mais le prolétariat à la nation bourgeoise» .

Voilà un plaisant exemple de la façon dont on peut «jouer sur le mot»: impérialisme! Si, *en Russie*, le prolétariat s'oppose déjà à la «nation bourgeoise», c'est dire que la Russie est juste à la veille de la *révolution socialiste!* ! Dans ce cas. le mot d'ordre de la «confiscation des terres *des grands propriétaires fonciers*» (repris par Trotski en 1915 après la conférence de janvier 1912) est faux, et on doit alors parler, non pas d'un gouvernement «ouvrier révolutionnaire », mais d'un gouvernement «*socialiste ouvrier*»!! Trotski s'embrouille au point de déclarer que le prolétariat, par sa fermeté, entraînera aussi «des masses populaires *non prolétariennes (!)* » (n°217)!! Il n'a pas songé que, si le prolétariat entraîne les masses non prolétariennes des campagnes à confisquer les terres des grands propriétaires fonciers et s'il renverse la monarchie, ce sera précisément l'achèvement de la «révolution bourgeoise nationale» en Russie, ce

sera justement la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie!

Les dix mémorables années écoulées de 1905 à 1915 ont démontré que la révolution russe comporte deux lignes de classe, et rien que ces deux lignes. La différenciation de la paysannerie a intensifié la lutte des classes en son sein, réveillé beaucoup d'éléments politiquement assoupis, et rapproché du prolétariat des villes le prolétariat rural (dont les bolcheviks ont instamment recommandé l'organisation *à part* depuis 1906, en inscrivant cette revendication dans la résolution du Congrès de Stockholm, congrès menchevik). Mais l'antagonisme entre la «paysannerie» et les Markov-Romanov-Khvostov s'est accentué, développé, exacerbé. Cette vérité est si évidente que *même* des milliers de phrases dans les dizaines d'articles parisiens de Trotski ne pourraient la «réfuter». Trotski aide en fait les politiciens ouvriers libéraux de Russie qui «nient» le rôle des paysans parce qu'ils *ne veulent pas* les pousser à la révolution! (Lénine 20-11- 1915, pp. 435-436.)

Comme l'affirmait Staline:

C'est cette particularité de la vision de Trotski -le fait qu'il voit la bourgeoisie et qu'il voit le prolétariat, mais ne remarque pas la paysannerie ni ne comprend son rôle dans la révolution bourgeoise-démocratique - c'est précisément cette particularité qui constitue la principale erreur de l'opposition à propos de la question chinoise.

C'est précisément ceci qui constitue le «semi-menchevisme» de Trotski et de l'opposition dans la question du caractère de la révolution chinoise.

De cette principale erreur découlent toutes les autres erreurs de l'opposition, toute la confusion dans ses thèses sur la révolution chinoise. (Staline 24-5-1927, p. 299.)

La description, faite par le camarade Staline, de la position de l'opposition trotskiste sur la question du caractère de la révolution chinoise est absolument correcte. Dans un pays où les masses paysannes constituaient, comme c'était le cas en Chine en 1927, 90% de la population, où les survivances féodales étaient le facteur prédominant, toute personne qui refusait de reconnaître le rôle des survivances féodales, toute personne qui niait la nature antiféodale de la révolution en Chine, voulait, en fait, démobiliser la paysannerie, soutenait (volontairement ou non) Chiang Kai-shek et «Son Altesse» Chang Tso-lin ainsi que ses fonctionnaires. En fait, elle disait que, puisque la révolution chinoise n'était pas antiféodale, les masses populaires, les millions de paysans, ne pouvaient être poussés à la révolution dans cette révolution agraire, dirigée contre le féodalisme et contre l'impérialisme. À quoi équivalait l'affirmation de Trotski selon laquelle le caractère anti-impérialiste de la révolution chi-

noise n'était imputable qu'aux intérêts du capitalisme chinois, qui réclamait l'abolition des traités iniques, en d'autres termes, qui réclamait l'indépendance douanière? Cette affirmation revenait à dire que la révolution bourgeoise ne pouvait pas se muer en révolution socialiste et qu'elle ne le ferait certes pas. Pourquoi? Parce qu'il n'y avait que la bourgeoisie chinoise, les seuls Chiang Kai-shek et Chang Tso-lin, à être réellement intéressés par l'abolition des traités iniques imposés par l'impérialisme et par l'établissement d'une autonomie douanière. Pourquoi le prolétariat et les masses immenses de la paysannerie auraient-ils dû être intéressés par une révolution dont le seul but était l'établissement d'une autonomie douanière pour la Chine? Aussi, qui-conque affirmait que le véritable but de la révolution était de réaliser l'indépendance douanière, que tel était le principal contenu de la révolution chinoise, que la révolution chinoise n'était anti-impérialiste qu'en raison de la question des traités iniques imposés aux capitalistes chinois, apportait un soutien direct aux Chang Tso-lin, aux Chiang Kai-shek chinois. Ce faisant, en effet, il désorganisait, démobilisait ou refusait de mobiliser la paysannerie dans la révolution agraire et qu'il veillait à ce que la direction de la révolution reste aux mains de la bourgeoisie, puisque seule cette dernière était intéressée par l'autonomie douanière. Voici exactement comment se présentent ces questions, camarades. Ce fut la principale erreur de l'opposition trotskiste en Union soviétique à propos de la question de la révolution chinoise. Et, de cette principale erreur, de cette analyse erronée de la révolution chinoise, découlent les autres erreurs et la confusion, c'est-à-dire toutes les infortunes de l'opposition.

D'autres erreurs de l'opposition trotskiste

Quelles furent ces autres erreurs, ces autres infortunes de l'opposition? Quelles furent les autres conclusions erronées sur lesquelles elle déboucha? En raison de son analyse erronée du caractère de la révolution chinoise, l'opposition prôna toujours une ligne de conduite erronée. Examinons ici quelques-unes des erreurs importantes de l'opposition.

Première erreur: «*l'incongruité logique*» de Trotski à l'égard de Wuhan

Durant la période du front national uni de tout le pays (la période de Canton), et particulièrement au cours de la période allant de 1925 au 12 avril 1927, Trotski et le reste de l'opposition réclamèrent un moment le retrait des communistes du Guomindang.

D'abord, quelques mots sur le Guomindang de cette période: c'était un bloc constitué de plusieurs classes opprimées: la bourgeoisie nationale, les pauvres des villes, la paysannerie, l'intelligentsia petite-bourgeoise et le prolétariat. Fondamentalement, il était donc composé de quatre classes. Entre 1925 et le 12 avril 1927, la bourgeoisie nationale joua un rôle progressiste (nous en parlerons un peu plus tard).

Trotsky exigeait que le prolétariat, le Parti communiste de Chine (PCC), se retire du Guomindang. Pourquoi? Parce que, selon lui, la bourgeoisie était *toujours* contre-révolutionnaire. Manifestement, Trotsky prenait la révolution russe comme modèle (il s'avéra que Trotsky lui-même avait tort en ce qui concerne la révolution russe, mais, quoi qu'il en soit, une fois que la révolution russe eût été menée à bien, en suivant la thèse de Lénine, Trotsky prit alors la révolution russe comme modèle pour tout autre pays), ne comprenant pas que la Russie était un pays impérialiste alors que la Chine, à cette époque, était un pays opprimé; que la bourgeoisie d'un pays impérialiste, qui est contre-révolutionnaire sous tous les angles, ne pouvait se comparer à la bourgeoisie d'un pays opprimé, qui a ses propres rancunes contre l'impérialisme et qui a également des raisons de se battre contre l'impérialisme. *Durant un certain temps, sous des conditions spécifiques particulières, la bourgeoisie peut, en fait, se muer en alliée du prolétariat.* Personne ne dit qu'une alliance temporaire entre le prolétariat et la bourgeoisie exige que le prolétariat fusionne avec la bourgeoisie.

Non, camarades. Une telle alliance n'est pas un concept communiste. Notre concept d'une alliance avec la bourgeoisie, c'est que le prolétariat, à aucun moment, ne doit être gêné dans son travail d'organiser, en toute indépendance, le prolétariat, la paysannerie, les grandes masses populaires, sous son propre programme indépendant. Et, aussi longtemps que le PCC était dans le Guomindang, il ne fut pas gêné dans sa tâche d'organiser indépendamment les grandes masses du peuple en vue de la révolution, mais, en outre, du simple fait d'appartenir au Guomindang, sa capacité réelle d'organiser indépendamment et de diriger les masses s'en trouvait accrue (j'y reviendrai plus tard).

La bourgeoisie nationale déserta la révolution lorsque, le 12 avril 1927, elle lança son coup d'État. L'aile droite du Guomindang, dirigée par Chiang Kai-shek, commença à massacrer les communistes. La bourgeoisie nationale installa son centre contre-révolutionnaire à Nankin. Ainsi donc, à partir du 12 avril 1927, la bourgeoisie nationale n'était plus du côté de la révolution chinoise, mais s'était rangée du côté de la contre-révolution et de l'impérialisme. Qu'est-ce qui avait provoqué cette désertion de la bourgeoisie nationale? C'était la crainte de la révolution agraire et, en second lieu, la pression exercée sur la clique de Chiang Kai-shek par l'impérialisme à Shanghai.

Après la désertion de la révolution par la bourgeoisie nationale, l'aile gauche du Guomindang installa son centre révolutionnaire à Wuhan. Wuhan devint la base qui allait favoriser au maximum le développement de la révolution agraire, sous la direction du Parti communiste. Comment l'opposition trotskiste caractérisa-t-elle Wuhan et quelle fut son attitude à son égard? Trotsky décrit Wuhan comme une «fiction». Malgré cela, il ne prône pas le retrait du PCC de cette «fiction» bien qu'à l'époque, le PCC fut allié à l'aile gauche du Guomindang de Wuhan.

Permettez-moi de citer un passage du discours de Staline qui décrit avec grand art l'attitude de Trotski - «cette incongruité logique» - à l'égard de Wuhan:

Admettons que Wuhan soit une fiction. Mais si c'était le cas, pourquoi Trotski n'insiste-t-il donc pas pour qu'on mène une lutte décidée contre Wuhan? Depuis quand les communistes soutiennent-ils des fictions, y participent-ils, en dirigent-ils, etc.? N'est-ce pas un fait que les communistes ont le devoir de lutter contre ces fictions? N'est-ce pas un fait que, si les communistes s'abstenaient de lutter contre ces fictions, cela signifierait qu'ils trompent le prolétariat et la paysannerie? Pourquoi, dans ce cas, Trotski ne propose-t-il pas que les communistes combattent cette fiction, ne serait-ce qu'en se retirant directement du Guomindang de Wuhan ainsi que du gouvernement de Wuhan? Pourquoi Trotski propose-t-il qu'ils restent dans cette fiction et non qu'ils s'en retirent? Où est la logique, là-dedans?

Cette incongruité «logique» ne doit-elle pas s'expliquer par le fait que Trotski a adopté une attitude fanfaronne à l'égard de Wuhan et l'a qualifié de fiction et a ensuite eu peur de tirer la conclusion qui s'imposait sur base de ses thèses? (Staline 24-5-1927, pp. 300-301.)

Telle est donc la position de Trotski à propos de Wuhan.

Passons maintenant à la position de Zinoviev, encore plus bizarre. Zinoviev décrivait le gouvernement de Wuhan comme un gouvernement kémaliste, gouvernement de la période 1920 en Turquie, dirigé par Kemal. Cette description du gouvernement de Wuhan comme un gouvernement kémaliste provient du fait que l'opposition (Zinoviev, Radek et Trotski), à une certaine époque, confondait la révolution chinoise et la révolution kémaliste en Turquie.

Qu'est-ce qu'une révolution kémaliste? C'est une révolution de la couche supérieure de la bourgeoisie marchande contre l'impérialisme et qui, depuis ses débuts, est dirigée contre les travailleurs et les paysans. C'est une révolution qui s'enlise à son tout premier stade et la question de savoir si elle va passer à la révolution socialiste ne se pose tout simplement pas. Un gouvernement kémaliste, par conséquent, est un gouvernement qui ne se bat pas contre le féodalisme. Un tel gouvernement combat les travailleurs et les paysans et, de ce fait, les communistes n'y ont pas de place. Si l'on croyait vraiment que le gouvernement de Wuhan était un gouvernement kémaliste, dans ce cas, on ne pouvait qu'en arriver à la conclusion qu'une lutte bien décidée contre Wuhan - le renversement du gouvernement de Wuhan - était absolument nécessaire. Comme le disait Staline:

Mais c'est ce que les gens ordinaires, dotés d'une logique humaine ordinaire, pourraient penser. (Staline 24-5-1927, p. 301.)

Ce n'était pas la façon de penser de Zinoviev. Il qualifiait le gouvernement de Wuhan de gouvernement kémaliste. La conclusion qu'il fallait en tirer: une lutte déterminée contre Wuhan, le renversement du gouvernement de Wuhan. Mais Zinoviev non seulement ne préconise pas le renversement du gouvernement de Wuhan, mais il exige qu'on le soutienne de la façon la plus énergique qui soit. Voici ce que dit Zinoviev dans sa thèse, distribuée au plénum du Comité central du P.C.U.S. en avril 1927:

Il est nécessaire de prêter l'assistance la plus énergique et globale à Hankou^{xxxiv} et d'organiser de là la résistance contre les Cavaignac. Dans l'avenir immédiat, il faudrait précisément concentrer les efforts pour faciliter l'organisation et la consolidation à Hankou. (Cité dans Staline 24-5-1927, p. 301.)

Le commentaire de Staline à propos de ce point de vue étrange fut:

Comprenne qui pourra! (Staline 24-5-1927, p. 302.) Oui, camarades, comprenne qui pourra!

Trotsky prétendait que Wuhan était une «fiction», que «pour autant qu'on sache, ce [Wuhan] n'est rien, ou pratiquement rien». Quelle conclusion tirer de ceci? Une lutte bien décidée contre Wuhan, le renversement du gouvernement de Wuhan, une lutte bien décidée contre cette «fiction» et le retrait des communistes de cette «fiction». Mais Trotsky ne préconise rien de ce genre ...

Zinoviev qualifiait le gouvernement de Wuhan de gouvernement kémaliste. Quelle conclusion en tirer? Le retrait immédiat des communistes de ce gouvernement kémaliste et une lutte «énergique» en vue de le renverser. Mais telle n'est pas la conclusion à laquelle Zinoviev est arrivé - seuls «les gens ordinaires dotés d'une logique humaine ordinaire» pouvaient y arriver. Zinoviev, lui, en est arrivé à la conclusion que ce gouvernement doit bénéficier de «l'assistance la plus énergique et globale».

Comprenne qui pourra, camarades!

Trotsky et Zinoviev, après avoir décrit le gouvernement de Wuhan comme étant une «fiction» et un gouvernement kémaliste, ne préconisaient pas une lutte bien décidée contre cette «fiction», contre cette machine kémaliste. Après avoir décrit le gouvernement de Wuhan dans les termes ci-dessus, Trotsky et Zinoviev commencèrent à avoir peur et ne tirèrent pas la seule conclusion possible de leur propre caractérisation du gouvernement de Wuhan, à savoir qu'il était nécessaire de mener une lutte bien décidée contre cette «fiction» et cette machine kémaliste. Au lieu de cela, ils voulaient que les communistes chinois participent au gouvernement de Wuhan et prétendaient qu'il fallait lui donner «l'assistance la plus énergique et

globale». Telle est la confusion dans laquelle se trouvait l'opposition trotskiste même. Telle était la phraséologie verbeuse à laquelle l'opposition trotskiste était amenée à recourir, parce qu'elle avait fait une mauvaise analyse du caractère et des perspectives de la révolution chinoise, parce que le point de départ de l'opposition était «l'absurde théorie gauchiste de la "révolution permanente"» (Lénine 5-1914a, p. 364), théorie de laquelle découlent tous les malheurs et tragédies, toutes les erreurs - majeures et mineures - de l'opposition.

Voici comment Staline résume la confusion de l'opposition sur ce point de discussion:

Que montre tout ceci? Cela montre que l'opposition s'est empêtrée dans les contradictions. Elle a perdu la capacité de penser logiquement, elle a perdu tout sens de la perspective.

La confusion d'esprit et la perte de tout sens de la perspective à propos de la question de Wuhan - telle est la position de Trotski et de l'opposition, pour autant que l'on puisse qualifier la confusion de position. (Staline 24-5-1927, p. 302.)

Abordons maintenant la seconde erreur de l'opposition, une erreur qui découle, elle aussi, de l'analyse incorrecte de l'opposition dans la question de la révolution chinoise.

Seconde erreur: L'exigence formulée par l'opposition en faveur de l'établissement des soviets tandis que les communistes participaient au gouvernement de Wuhan

Au même moment où l'opposition exigeait que le gouvernement de Wuhan soit soutenu «énergiquement» (voir la thèse de Zinoviev un peu plus haut), elle exigeait également l'établissement immédiat des soviets de députés des travailleurs et des paysans en Chine.

Que signifie la création de soviets? La thèse spéciale du second congrès du Comintern par rapport à la question des soviets affirme, on ne peut plus catégoriquement, que:

Sans une révolution prolétarienne, les soviets vont inévitablement se transformer en simulacres de soviets. (Comintern abc, cité dans Staline 24-5-1927, p. 303.)

Quelle est, dans ce cas, la signification de la constitution de soviets? Quel est leur but? Le but des soviets est de mettre sur pied les organes de la lutte révolutionnaire en vue d'une lutte déterminée contre le gouvernement existant, en vue de son renversement. Si les soviets n'existent pas dans ce but, s'ils ne sont pas les centres

organisationnels en vue de la révolution, si en fait (et ceci constitue un aspect absolument important des soviets) ils ne sont pas les organes d'une insurrection contre le système étatique existant, dans ce cas, ils sont condamnés à dégénérer et à devenir des boutiques à ragots parcourues de courants d'air, bref, des jouets absolument inoffensifs.

Voici ce que disait Lénine sur la question de la formation des soviets de députés de travailleurs:

Les soviets des députés des travailleurs sont des *organes de lutte directe des masses*. [...] Ce n'était pas l'une ou l'autre espèce de théorie, ni un appel de la part de quelqu'un, ni une tactique de l'invention de quelqu'un, ni une doctrine de parti, mais la logique des faits qui confrontait ces organes de masse n'appartenant pas au Parti à la nécessité d'une insurrection et en faisait des organes *insurrectionnels*. Et mettre en place de tels organes à l'époque présente signifierait créer des organes insurrectionnels et réclamer leur mise en place signifierait *réclamer une insurrection*. L'oublier ou le dissimuler aux yeux des grandes masses du peuple constituerait une imprévoyance impardonnable et la pire des lignes de conduite.

Et, un peu plus loin:

L'expérience entière des deux révolutions, celle de 1905 et celle de 1917. et toutes les décisions du Parti bolchevik, toutes ses déclarations politiques des nombreuses dernières années, se réduisent à ceci - qu'un soviet des députés des travailleurs et des soldats n'est réalisable qu'en tant *qu'organe insurrectionnel*, qu'en tant *qu'organe du pouvoir révolutionnaire*. Si tel n'est pas leur but, les soviets deviennent des jouets inoffensifs condamnés à conduire à l'apathie, à l'indifférence et à la désillusion parmi les masses qui, tout naturellement, finissent par être saturées de la répétition sans fin des résolutions et des protestations.

Ceci étant dit, l'appel à la formation de soviets des députés des travailleurs et paysans, au printemps 1927, dans la zone du gouvernement de Wuhan, aurait signifié appeler à une insurrection contre le pouvoir du Guomindang de gauche qui, à cette époque, était révolutionnaire, et dans la zone duquel le mouvement se développait rapidement. Un tel appel aurait-il été opportun? Il n'est guère besoin de prouver qu'il ne l'aurait pas été. Un tel appel serait revenu à «sauter» la phase Guomindang de la révolution, à mettre en danger cette dernière et à donner, par conséquent, la meilleure aide possible à Chiang Kai-shek. C'est exactement ce que l'opposition trotskiste faisait. Elle essayait subjectivement de «sauter» la phase Guomindang de la révolution. Le désir de sauter des étapes de la révolution est une caractéristique inévitable chez tous ceux qui croient en la théorie de la «révolution permanente». Puisque tel est le cas, est-il surprenant que les trotskistes d'aujourd'hui amoncellent toujours des insultes à l'adresse du Front national de Libération (FNL) du Viêt-nam du Sud pour n'avoir pas de «programme socialiste»; qu'ils accusent

toujours les Palestiniens de ne pas instaurer le socialisme avant qu'ils n'aient reconquis leurs foyers perdus et leur pays, la Palestine? on, cela n'a rien de surprenant.

Le second point à propos des soviets, c'est que nous ne pouvons pas appeler à l'établissement des soviets des députés des travailleurs et paysans tout en prétendant que nous participerons au gouvernement que ces soviets ont l'intention de renverser. Nous ne pouvons appeler à une insurrection contre le gouvernement tout en participant en même temps à ce gouvernement. Cela équivaudrait à réclamer notre propre renversement. Il n'est guère utile d'ajouter qu'un plan d'une telle «intelligence» est de la folie pure. Et pourtant, c'est cette folie pure que préconisait l'opposition trotskiste en ce qui concerne la constitution de soviets en Chine. L'opposition voulait que les communistes chinois soutiennent le gouvernement de Wuhan, que le Parti communiste ne retire pas son soutien au gouvernement de Wuhan et que les communistes poursuivent à tout prix leur travail au sein de ce même gouvernement de Wuhan. Mais l'opposition voulait également, de la part du PCC, l'établissement immédiat de soviets, qu'il crée un pouvoir dual, qu'il crée des organes d'insurrection contre le gouvernement même dont il était membre. Ici aussi, comprenez qui pourra!

La création de soviets signifie la création d'un pouvoir dual et, une fois que ce pouvoir dual a été créé, la question de savoir qui doit détenir la totalité du pouvoir, qui doit détenir le pouvoir d'État, ne peut que se poser de la façon la plus vive. Appeler l'établissement des soviets revient à appeler à l'établissement d'organes insurrectionnels et «appeler leur établissement signifierait appeler à une insurrection». Seuls des gauchistes aussi cavaliers que Trotski, des gens qui ont rompu avec le marxisme-léninisme, peuvent dire qu'il faut créer des soviets et, en même temps, exiger que les communistes participent aux gouvernements que ces soviets ont l'intention de renverser. Lorsque les soviets sont apparus en Russie, en 1917³⁶, il ne serait même pas venu à l'esprit des bolcheviks de prôner la participation bolchevique au gouvernement provisoire.

Ainsi donc, l'opposition trotskiste au sein du P.C.U.S. s'est empêtrée d'elle-même dans la contradiction et ce, pour la simple raison que:

Primo, elle confondait la révolution bourgeoise-démocratique en Chine avec une révolution prolétarienne. La question de la formation des soviets ne peut se poser que lorsque la victoire complète de la révolution démocratique populaire (ou bourgeoisie démocratique, pour reprendre l'ancienne terminologie) est en vue et que les voies de transition vers la révolution prolétarienne deviennent bien claires.

Secundo, elle confondait la révolution bourgeoise-démocratique en Chine avec la révolution bourgeoise-démocratique de février 1917 en Russie, autrement dit, elle confondait la révolution bourgeoise-démocratique dans un pays semi-colonial, opprimé et exploité par l'impérialisme, avec la révolution bourgeoise-démocratique

dans un pays impérialiste. C'est cette confusion qui a rendu l'opposition absolument incapable de comprendre la distinction entre la bourgeoisie d'un pays opprimé, semi-colonial – la bourgeoisie pouvant jouer (et elle le joua, d'ailleurs) un rôle anti-impérialiste progressiste durant une période limitée - et la bourgeoisie d'un pays impérialiste comme la Russie (avant la révolution) qui ne pouvait pas (et ne l'a pas fait non plus) jouer un rôle progressiste. C'est en raison de cette confusion que l'opposition sombra dans un gâchis désespéré et sans issue.

En résumé: la ligne du Comintern et la ligne de l'opposition trotskiste

Pour résumer les deux lignes, celle du Comintern et celle de l'opposition trotskiste, à propos de la révolution chinoise, permettez-moi de citer quelques passages du discours du camarade Staline. Ces passages sont remarquables non seulement en raison de leur contenu, puisqu'ils constituent un résumé compétent des deux lignes sur le plan de la révolution chinoise, mais aussi parce qu'ils constituent une caractérisation brillante de la confusion et de la phraséologie verbeuse typiques et si caractéristiques du trotskisme. Voici les propos de Staline:

Et ainsi, nous nous trouvons devant deux différentes lignes à propos de la question chinoise - la ligne du Comintern et la ligne de Trotski et Zinoviev.

La ligne du Comintern. Les survivances féodales et la superstructure bureaucratie militaire, qui repose sur celles-ci et reçoit tout le soutien des impérialistes de tous les pays, constituent le fait de base de la vie chinoise de nos jours.

En ce moment précis, la Chine traverse une révolution agraire dirigée à la fois contre les survivances féodales et contre l'impérialisme.

La révolution agraire constitue la base et le contenu de la révolution bourgeoise-démocratique en Chine.

Le Guomindang à Wuhan et le gouvernement de Wuhan représentent le centre du mouvement révolutionnaire bourgeois-démocratique. Nankin et le gouvernement de Nankin représentent le centre de la contre-révolution nationale.

La ligne consistant à soutenir Wuhan est en même temps une ligne visant à développer la révolution bourgeoise-démocratique, avec toutes les conséquences qui en résultent. D'où la participation des communistes dans le Guomindang de Wuhan et dans le gouvernement révolutionnaire de Wuhan, ce qui n'exclut pas, mais plutôt présuppose, un esprit critique acerbe de la part des communistes à l'encontre du manque d'enthousiasme et des hésitations de leurs alliés au sein du Guomindang.

Les communistes doivent utiliser cette participation pour faciliter le rôle du prolétariat qui est d'avoir l'hégémonie au sein de la révolution bourgeoise-démocratique chinoise et d'accélérer le moment de la transition en révolution prolétarienne.

Lorsque le moment de la victoire complète de la révolution bourgeoise-démocratique approchera et quand, au cours de la révolution bourgeoise, les voies de transition vers la révolution prolétarienne deviendront claires, le temps sera alors venu où il sera nécessaire d'établir des soviets de députés travailleurs, paysans et soldats en tant qu'éléments d'un pouvoir dual, en tant qu'organes de lutte pour un nouveau pouvoir, en tant qu'organes d'un nouveau pouvoir, le pouvoir soviétique.

Lorsque vient ce moment, les communistes doivent remplacer le bloc au sein du Guomintang par un bloc à l'extérieur du Guomintang et le Parti communiste doit devenir le *seul* dirigeant de la *nouvelle* révolution en Chine.

Proposer maintenant, comme le font Trotski et Zinoviev, la formation *immédiate* de soviets de députés de travailleurs et de paysans et l'établissement *immédiat* d'un pouvoir dual aujourd'hui, quand la révolution bourgeoise-démocratique en est toujours dans la phase initiale de son développement. et quand le Guomintang représente la forme d'organisation de la révolution nationale-démocratique la mieux adaptée et celle qui correspond le plus étroitement aux caractéristiques spécifiques de la Chine, reviendrait à désorganiser le mouvement révolutionnaire. à affaiblir Wuhan. à faciliter sa chute et à prêter assistance à Chang Tso-lin et à Chang Kai-shek.

La ligne de Trotski et Zinoviev. Les survivances féodales en Chine sont un pur produit de l'imagination de Boukharine. Elles n'existent pas du tout en Chine ou sont tellement insignifiantes qu'elles ne peuvent avoir la moindre importance sérieuse.

Il apparaît qu'il se produit en Chine, en ce moment, une révolution agraire. Mais d'où elle vient, seul le diable le sait. (*Rires.*)

Mais, du fait qu'il y a cette révolution agraire, il faut bien, évidemment, qu'elle soit soutenue d'une façon ou d'une autre.

La principale chose, en ce moment précis, ce n'est pas la révolution agraire, mais une révolution pour l'indépendance douanière de la Chine, une révolution contre les douanes, en quelque sorte.

Le Guomintang de Wuhan et le gouvernement de Wuhan sont, soit une «fiction» (Trotski), soit du kéralisme (Zinoviev).

D'une part, le pouvoir dual doit être établi pour *renverser* le gouvernement de Wuhan par le biais de la formation immédiate de soviets (Trotski). Par ailleurs, le gouvernement de Wuhan doit être *renforcé*, il convient de lui donner une *assistance* énergique et complète, également, paraît-il. par le biais de la formation immédiate de soviets (Zinoviev).

En toute justice, les communistes devraient se retirer immédiatement de cette «fiction», c'est-à-dire du gouvernement de Wuhan et du Guomintang de Wuhan. Pourquoi

devraient-ils rester à Wuhan si Wuhan est une «fiction»? Cela, semble-t-il, Dieu seul le sait. Et *tous ceux qui ne sont pas d'accord avec ceci sont des traîtres et des renégats.* (C'est moi qui souligne- H. B.)

Telle est la prétendue ligne de Trotski et Zinoviev.

Il serait difficile d'imaginer quoi que ce soit de plus grotesque et confus que cette prétendue ligne.

On a l'impression qu'on traite, non pas avec des marxistes, mais avec une sorte de bureaucrates complètement à l'écart de la vie réelle - ou, plus encore, avec des *touristes « révolutionnaires »* qui ont fait du tourisme dans les régions de Soukhoumi et de Kislovodsk et autres endroits du même genre et ont négligé le Septième Plénum élargi du Comité exécutif du Comintern, plénum qui définissait l'attitude de base envers la révolution chinoise. Ayant appris dans les journaux que l'une ou l'autre révolution agraire ou anti-douanière, ils n'étaient pas tellement sûrs - avait lieu réellement en Chine, ils ont décidé qu'il était nécessaire de compiler un tas de thèses - l'une déposée en avril, une autre au début mai, une troisième fin mai - et, ayant agi de la sorte, ils en bombardent le Comité exécutif du Comintern, croyant apparemment qu'une pléthore de thèses confuses et contradictoires est la meilleure façon de sauver la révolution chinoise. (C'est moi qui souligne - H. B.)

Telles sont, camarades. les deux lignes sur les questions de la révolution chinoise. Il va vous falloir choisir entre elles. (Staline 24-5-1927, pp. 314-317.)

Telles étaient les deux lignes à propos de la révolution chinoise. Il serait difficile de trouver une meilleure description des bureaucrates trotskistes et des «touristes révolutionnaires» que celle donnée ci-dessus par le camarade Staline. Il ne faut qu'une connaissance sommaire de la ligne et des politiques des trotskistes actuels pour comprendre que l'on ne traite pas avec des marxistes-léninistes mais avec des bureaucrates qui se tiennent à l'écart de la vie réelle, pour comprendre que l'on traite avec des gens sans cervelle - des touristes «révolutionnaires» qui ont décidé de bombarder le mouvement marxiste-léniniste d'une pléthore de thèses anticomunistes contradictoires, pleines de calomnies et de mensonges, croyant que ceci est le meilleur moyen de «sauver» la «révolution mondiale 0)>>.

Le trotskisme choisit des «moments inopportuns» pour lancer ses attaques contre le mouvement communiste

Le camarade Staline terminait son discours dans les termes suivants:

Je dois dire, camarades, que Trotski a choisi un moment particulièrement inopportun pour ses attaques contre le Parti et contre le Comintern. Je viens de recevoir une information disant que le gouvernement conservateur britannique a décidé de rompre ses relations avec l'U.R.S.S. Il n'est nul besoin de prouver que ceci sera suivi d'une

campagne universelle contre les communistes. Cette campagne a déjà débuté. Certains menacent le P.C.(b)U.S. de guerre et d'intervention. D'autres le menacent de scission. *Quelque chose est en train de se former, de Chamberlain à Trotski, qui ressemble à un front uni.* (C'est moi qui souligne - H. B.)

Il est possible qu'ils veuillent nous effrayer. Mais il est à peine besoin de preuves pour affirmer que les bolcheviks ne sont pas du genre à s'effrayer. L'histoire du bolchevisme a connu de nombreux «fronts» semblables. L'histoire du bolchevisme montre que de tels «fronts» ont invariablement été écrasés par la détermination révolutionnaire et le courage suprême des bolcheviks.

Vous ne devez nourrir nul doute à ce sujet: nous réussirons aussi à écraser ce nouveau «front». (Applaudissements) (Staline 24-5-1927, pp. 317-318.)

C'est typique du trotskisme, qui s'arrange toujours pour choisir un «moment inopportun» pour lancer des attaques contre le mouvement communiste.

Attaques contre le léninisme. Il a lancé ses attaques les plus virulentes contre le léninisme, contre le bolchevisme, suite à la défaite de la révolution russe en 1905. Lorsque le mouvement connaissait ses épreuves les plus difficiles. Le trotskisme fit du mieux qu'il put pour aider les liquidateurs. Durant la période de Brest-Litovsk, lorsque le sort de la révolution était plutôt précaire, le trotskisme décida de lancer une campagne virulente contre le léninisme. Il fit de même durant la période de la Nouvelle Politique Économique (NEP). Dans les années 20 et 30, lorsqu'il y avait danger d'intervention impérialiste, le trotskisme non seulement lança des attaques contre le Parti et le Comintern, mais, en fait, passa à la destruction, à la diversion, au sabotage, au meurtre, à la terreur et, finalement, s'allia au fascisme.

Attaques contre le mouvement de libération vietnamien. Nos trotskistes actuels font exactement pareil. Au cours de la période de l'administration Johnson, lorsque l'impérialisme américain pratiquait l'escalade au cours de sa guerre d'agression contre le peuple vietnamien et les autres peuples de l'Indochine, les bureaucrates trotskistes, nos fameux «touristes révolutionnaires », choisirent de lancer une campagne de mensonges et de calomnies contre la République démocratique du Viêt-nam, contre le programme du FNL au Viêt-nam du Sud et contre le grand dirigeant du peuple vietnamien, le camarade Hô Chi Minh. «Hô Chi Minh est un bureaucrate stalinien. Le programme du FNL est bourgeois », glapissait le super-touriste «révolutionnaire» Tariq Ali (aujourd'hui membre du Groupe marxiste international trotskiste, anticommuniste et hostile à la Chine). «Lorsque la victoire sera acquise [par qui, là, ce n'est pas très clair] au Viêt-nam, le premier travail de la révolution [quelle révolution, on ne nous le dit pas clairement non plus], consistera à renverser la bureaucratie à Hanoi », hurlait un autre contre-révolutionnaire trotskiste. C'était précisément par ces attaques et par leurs perturbations provoquées avec succès au

cours de la grande mobilisation d'octobre 1968 en faveur du Viêt-nam, par leur refus de manifester contre l'ambassade de l'impérialisme américain, par leur diversion en emmenant 60 000 personnes à un pique-nique à Hyde Park, qu'ils parvinrent à désorganiser le mouvement contre la guerre du Viêt-nam en Grande-Bretagne, prêtant ainsi une assistance extrêmement opportune à l'impérialisme américain, qui en avait bien besoin. Aucune phraséologie ultra-«gauchiste» ne peut dissimuler ces vérités, messieurs les trotskistes!

Attaques contre le peuple indochinois. Une fois encore, lorsque la lutte du peuple vietnamien eut atteint un point critique, lorsque l'impérialisme américain, tout en feignant de se retirer du Viêt-nam, eut intensifié sa guerre d'agression contre le peuple du Viêt-nam et tous les peuples de l'Indochine, et renforcé sa politique fasciste de destruction délibérée, les trotskistes décidèrent de créer une diversion en lançant une campagne de mensonges et de calomnies contre la République populaire de Chine, détournant ainsi l'attention des jeunes - qui s'indignaient à juste titre de l'agression barbare de l'impérialisme américain contre les peuples indochinois - des actes criminels et du banditisme de l'impérialisme américain. Telle est l'essence de tout le «soutien» trotskiste à la «révolution vietnamienne». Telle est l'essence de toute leur phraséologie verbeuse ultra-« gauchiste». Une phraséologie ultra-« gauchiste» destinée à camoufler leur pratique ultra-réactionnaire et contre-révolutionnaire: telle est donc l'essence du trotskisme.

Quelque chose, ressemblant à un front uni entre le trotskisme et l'impérialisme américain, s'est constitué. Mais «vous ne devez nourrir aucun doute à ce sujet: nous réussirons à écraser ce nouveau «front» aussi. »

Chapitre 14

Pourquoi l'opposition trotskiste en Union soviétique commit-elle le même genre d'erreurs qu'elle fit à propos de la révolution chinoise?

Je vous ai déjà donné une raison majeure, de nature programmatique: l'analyse erronée, par l'opposition, du caractère de la révolution chinoise. J'ai déjà montré que Trotski ne pouvait pas comprendre la nature antiféodale, anti-impérialiste de la révolution chinoise; que l'opposition dirigée par Trotski n'attachait pas suffisamment de signification et d'importance à la nature antiféodale, à la nature agraire de la révolution chinoise. J'ai également montré que l'opposition ne comprenait pas la nature antiféodale de la révolution chinoise précisément en raison de son adhésion à la théorie de la «révolution permanente», car cette adhésion l'a empêchée de percevoir le rôle significatif que la paysannerie était amenée à jouer dans la révolution chinoise.

Mais ce n'est pas uniquement sur des questions de programme, de théorie, que le trotskisme a prouvé qu'il avait complètement tort. Sur des questions de tactique aussi, le trotskisme a prouvé qu'il avait également fait faillite.

Trois principes tactiques du léninisme: l'adhésion à ces principes par le Comintern et la violation de ces trois principes par l'opposition trotskiste

Permettez-moi de faire référence aux trois principes de base du léninisme dans les questions de tactique. Sans respecter ces trois principes tactiques du léninisme, la tâche de diriger une révolution est impossible.

Ces trois principes sont les suivants:

Un. Les caractéristiques particulières, spécifiques de chaque pays, sur le plan national, doivent être soigneusement prises en compte par les révolutionnaires de ce pays et par quiconque (y compris un corps comme l'Internationale communiste) chargé de tirer des directives générales pour le mouvement de la classe ouvrière du pays concerné. Si l'Internationale communiste ou les communistes chinois n'avaient pas tenu compte des caractéristiques nationales propres à la Chine, il aurait tout simplement été hors de question de mener à bien la révolution.

Deux. Le parti communiste de chaque pays doit absolument recourir à la moindre possibilité qui se présente à lui de rallier un allié de masse à la cause du prolétariat, même si cet allié de masse hésite, est faible, temporaire et peu digne de confiance.

Tel est le second principe. Le prolétariat a besoin d'alliés: la question des alliés est une question essentielle et elle a une implication directe sur l'issue de la révolution. Pour le prolétariat, il est absolument nécessaire, à divers stades, de trouver les alliés nécessaires à la poursuite du développement et de l'extension de la révolution.

Trois. Les communistes doivent absolument tenir compte de cette vérité: la propagande et l'agitation seules ne suffisent pas (il ne faudrait toutefois pas en conclure, comme le font les révisionnistes, que la propagande est sans conséquences et, de ce fait, qu'elle ne doit pas tenir compte de la science révolutionnaire du marxisme-léninisme). Il faut tenir compte du fait que, pour l'éducation politique des masses, il faut que cette agitation politique s'accompagne de l'expérience des masses elles-mêmes.

Toute personne qui s'écarte de ces règles n'est pas un véritable dirigeant prolétarien, mais un pseudo-dirigeant. Ce genre de pseudo-dirigeants se retrouvaient parmi les opportunistes, les membres de l'opposition au sein du P.C.U.S., les Trotski, Zinoviev, Radek. Comme le disait Staline, ils faisaient partie d'une sorte de dirigeants qui croyaient qu'ils pouvaient diriger la révolution chinoise «par télégraphe». Ils traitaient Staline de bureaucrate, mais c'étaient les trotskistes qui voulaient gérer la révolution chinoise par les méthodes du courrier et du télégraphe. Et, pour reprendre une fois de plus les mots de Staline:

En fait, ce qui distingue ces «dirigeants» des véritables dirigeants, c'est qu'ils ont toujours au fond de leurs poches deux ou trois formules toutes faites, prêtes à l'emploi, «convenant» à tous les pays et «obligatoires» quelles que soient les conditions. [...] Ils ne comprennent pas que *la tâche première de la direction [...] est de découvrir, de saisir les caractéristiques nationales propres* du mouvement dans chaque pays et de les coordonner savamment avec les principes du Comintern, en vue de faciliter et de rendre réalisables les objectifs de base du mouvement communiste. (C'est moi qui souligne H. B.)

Les membres de l'opposition trotskiste appartenaient à ce type de pseudo-dirigeants. La plupart des erreurs et confusions désespérantes de ces gens qui avaient toujours sous la main deux ou trois formules toutes prêtes, découlent de leur complète ignorance des trois principes tactiques du léninisme. Traitons maintenant des erreurs de l'opposition à propos de la révolution chinoise et ce, à la lumière de chacun de ces trois principes tactiques.

Le premier principe tactique du léninisme: considérer les caractéristiques nationales particulières d'un pays donné

Le premier principe tactique du léninisme est de considérer les caractéristiques nationales particulières et spécifiques d'un pays donné - la Chine, dans le cas

présent - pour lequel l'Internationale communiste a donné des directives.

L'Internationale communiste a effectivement agi de la sorte, elle a pris en compte les caractéristiques nationales particulières de la société chinoise, ses habitudes, ses coutumes, ses aspects économiques, son oppression par l'impérialisme, l'existence des seigneurs de guerre, les survivances du féodalisme etc. Il fallait tenir compte de tout cela et l'Internationale communiste le fit, et c'est précisément pour cette raison que sa ligne était correcte.

Mais que fit l'opposition? D'une façon ou d'une autre, l'opposition avait appris que la révolution qui avait lieu en Chine était de nature bourgeoise-démocratique. Elle se souvenait également de ce qu'une révolution bourgeoise-démocratique avait déjà eu lieu en Russie en février 1917. L'opposition savait qu'en Russie, la révolution bourgeoise-démocratique avait eu lieu contre la bourgeoisie, sans alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie. L'opposition arriva alors avec sa formule toute prête: pas d'alliance avec la bourgeoisie nationale chinoise, à bas la bourgeoisie. Telle était sa position, le mot d'ordre qu'elle préconisait *en avril 1926*. Mais elle avait oublié et ne comprenait pas que la bourgeoisie d'un pays opprimé, *durant un laps de temps spécifique, durant une période limitée, sous certaines conditions*, peut jouer un rôle révolutionnaire. Et c'est exactement ce qui se produisit. Durant la période de Canton, la bourgeoisie nationale de la Chine joua un rôle révolutionnaire, et le résultat fut que l'armée nationale atteignit le Yangzi Jiang (ou Yang-Tsê Kiang), étendant donc considérablement la zone révolutionnaire. Le résultat de ces victoires fut une retraite de l'opposition, son renoncement à l'ancienne formule et l'adoption d'une «nouvelle», à savoir que les communistes *ne devaient pas* se retirer du Guomindang. D'où la tentative de l'opposition de se raccrocher à la ligne du Comintern. Comme le disait Staline:

Ce fut la première punition qui frappa l'opposition pour sa négligence à prendre en considération les caractéristiques nationales de la révolution chinoise.

Prenez un autre exemple. L'opposition en Union soviétique avait entendu que le gouvernement de Pékin se querellait avec les Etats impérialistes au sujet de traités inégaux imposés par l'impérialisme, en d'autres termes, qu'il luttait pour l'autonomie des douanes en Chine. Donc, l'opposition se hâta de tirer des conclusions et arriva avec des formules toutes faites: la révolution chinoise était anti-impérialiste parce que son but était d'abolir ces traités inégaux; c'était une révolution pour l'indépendance de l'Etat. Mais l'opposition n'arriva pas à réaliser que la force de l'impérialisme en Chine ne reposait pas sur les restrictions douanières en Chine, mais sur le fait qu'il possédait en contrôlait les principaux fils de l'économie de ce pays: les banques, les mines, les chemins de fer, les usines, etc. l'opposition ne comprit pas que la révolution chinoise était anti-impérialiste en premier lieu et surtout à cause du fait que l'impérialisme était la force qui inspirait, maintenait et soutenait les exploiters immédiats du peuple chinois, c'est-à-dire les féodaux; que le peuple chinois ne pouvait faire autrement que de lutter contre l'impérialisme s'il voulait empêcher la féodalité de l'exploiter, que le peuple chinois ne pouvait, en réalité, mettre un terme à la féodalité en Chine. à moins qu'en même temps, il livre une guerre révolutionnaire contre l'impérialisme. L'opposition ne put se rendre

compte que c'était là précisément la circonstance qui pouvait rendre possible la transformation de la révolution bourgeoise-démocratique en une révolution socialiste. Et quand des millions de paysans devinrent impliqués dans un mouvement de masse agraire qui était dirigé contre le féodalisme et l'impérialisme, l'opposition fut à nouveau forcée d'admettre qu'elle avait tort. De là, le changement de l'opposition par rapport à sa vieille formule concernant l'autonomie des douanes et la tentative d'adopter la ligne du Comintern. Comme le disait Staline:

Ce fut la deuxième punition qui frappa l'opposition pour son refus d'étudier sérieusement les caractéristiques nationales de la révolution chinoise.

Prenez encore un autre exemple. L'opposition en Union soviétique avait entendu que la bourgeoisie marchande avait pénétré dans les campagnes chinoises, qu'elle achetait des terres qu'elle donnait en location aux paysans. L'opposition savait que le marchand n'est pas un seigneur féodal. Et dès lors vint la formule toute faite que la féodalité et les survivances féodales étaient peu importantes, que la révolution chinoise n'était pas une révolution agraire dirigée, en premier lieu et principalement, contre le féodalisme, mais une révolution pour l'autonomie des douanes. Mais l'opposition oublia que c'était le féodalisme qui exploitait le peuple chinois, que la structure militaro-bureaucratique reposait sur des structures féodales. A nouveau, quand dix millions de paysans rejoignirent le mouvement de masse agraire contre le féodalisme et l'impérialisme, il ne pouvait être plus clair pour quiconque que la révolution chinoise était de caractère antiféodal et donc, de nature anti-impérialiste, parce que l'impérialisme était la force qui alors soutenait le féodalisme en Chine. De là, encore une fois, le retrait de l'opposition de sa vieille formule que les survivances féodales étaient de peu d'importance et sa tentative subreptice d'adopter la ligne du Comintern. Comme le disait Staline:

Ce fut la troisième punition qui frappa l'opposition pour son refus prendre en considération les caractéristiques nationales de la révolution chinoise.

Staline poursuit:

Le désaccord entre les formules et la réalité - tel est le lot des pseudo-dirigeants de l'opposition.

Telle était exactement la position de l'opposition trotskiste au sein du P.C.U.S. et telle est exactement la position du trotskisme partout aujourd'hui. Pourquoi y a-t-il un tel désaccord entre les formules du trotskisme et la réalité? Précisément, parce que le trotskisme, l'opposition en Union soviétique, ne tint absolument pas compte du premier principe tactique du léninisme dont je viens justement de parler et qui recommande de tenir compte des caractéristiques nationales et autres spécificités du pays lorsqu'on établit les directives devant guider la révolution de ce pays. Voici comment Lénine formulait le premier principe tactique:

L'essentiel aujourd'hui est que les communistes de chaque pays prennent bien

conscience, d'une part, des objectifs fondamentaux - objectifs de principe - de la lutte contre l'opportunisme et le dogmatisme «de gauche», et de l'autre, des *particularités concrètes* que cette lutte revêt et doit inévitablement revêtir dans chaque pays, conformément aux caractères spécifiques de son économie, de sa politique, de sa culture, de sa composition nationale (Irlande, etc.), de ses colonies, de ses divisions religieuses, etc., etc. On sent partout croître le mécontentement contre la IIe Internationale, tant à cause de son opportunisme que de son inaptitude ou de son incapacité à créer un organisme véritablement centralisé, un véritable centre dirigeant propre à orienter la tactique internationale du prolétariat révolutionnaire dans sa lutte pour la république soviétique universelle. Il faut bien se rendre compte *qu'un pareil centre de direction ne peut, en aucun cas, être bâti sur des règles tactiques, stéréotypées, mécaniques, égales et identiques*. Aussi longtemps que des distinctions nationales et politiques existent entre les peuples et les pays - distinctions qui subsisteront longtemps, très longtemps, même après l'établissement de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale - l'unité de tactique internationale du mouvement ouvrier communiste de tous les pays veut, non pas l'effacement de toute diversité, non pas la suppression des spécificités nationales (à l'heure actuelle, c'est un rêve insensé), mais une application des principes fondamentaux du communisme (pouvoir des Soviets et dictature du prolétariat), qui *modifie correctement* ces principes dans les *questions de détail*, les adapte et les ajuste comme il convient aux particularités nationales et politiques. *Rechercher, étudier, découvrir, deviner, saisir ce qu'il y a de particulièrement national, de spécifiquement national dans la manière concrète dont chaque pays aborde la solution du problème international, le même pour tous: vaincre l'opportunisme et le dogmatisme de gauche au sein du mouvement ouvrier, renverser la bourgeoisie, instaurer la République des Soviets et la dictature du prolétariat telle est, au moment historique que nous traversons. la principale tâche assignée à tous les pays avancés (et pas seulement avancés).* (Lénine 5-1920, pp. 87-88, c'est moi qui souligne - H. B.)

En fait, le camarade Mao Zedong a résumé en une seule phrase ce premier principe tactique du léninisme en rédigeant une épigraphe à l'occasion de la visite d'une délégation japonaise. L'épigraphe disait ceci:

La révolution japonaise sera à coup sûr couronnée de succès lorsque les vérités universelles du marxisme-léninisme se seront imprégnées de la pratique concrète de la révolution japonaise.

En d'autres termes, il ne suffit pas de connaître deux ou trois formules toutes faites, il ne suffit pas de les sortir à l'adresse de tout le monde et de dire qu'elles sont obligatoires en tous temps. La tactique ne peut dépendre que des caractéristiques et circonstances nationales *spécifiques* données pour n'importe quel pays donné. Par conséquent, exiger que ce qui s'est passé en Chine soit obligatoire en Perse, que ce qui s'est passé en Russie soit obligatoire en Chine, n'est rien d'autre qu'une indication nous montrant que ceux qui expriment de telles

exigences ont, en fin de compte, rompu définitivement avec le marxisme-léninisme. Voilà où en sont les choses en ce qui concerne le premier principe tactique de Lénine, camarades.

Le second principe tactique du léninisme: la question des alliés

Abordons maintenant le second principe du léninisme, à savoir la question des alliés. Le prolétariat ne peut se passer d'alliés. Sans alliés, il ne peut réussir. Mais il faut veiller à ce que ces alliés soient des alliés de masse, d'une nature telle qu'ils n'empêcheront pas le prolétariat de s'organiser indépendamment, qu'ils n'empêcheront pas le Parti communiste d'organiser le prolétariat et les grandes masses des paysans, de les pousser à la révolution, qu'ils ne restreindront pas sa propagande. Si ces conditions sont remplies, le prolétariat doit tirer parti de toute opportunité qui se présente à lui pour s'assurer un allié de masse, même si cet allié de masse est un allié temporaire, faible, hésitant, instable et peu digne de confiance. Telle est l'essence du second principe tactique du léninisme.

Le prolétariat chinois a-t-il des alliés? La réponse est OUI, il en a. Au premier stade de la révolution, les alliés du prolétariat chinois étaient la bourgeoisie nationale (ceci représente la première période, la période de Canton, lorsque la révolution en était au stade d'un front uni de toute la nation), les pauvres des villes, l'intelligentsia petite-bourgeoise et la paysannerie. Le Guomindang, à l'époque, était-il une organisation de masse, une force révolutionnaire? Je pense qu'il l'était, et seuls des aveugles pourraient réfuter qu'à l'époque, Canton était le centre de la lutte révolutionnaire; que Canton à cette époque particulière dirigeait le mouvement révolutionnaire contre l'impérialisme.

Quelles furent les réalisations de cette période? Les réalisations de cette période furent les suivantes:

1. L'extension du territoire de la révolution: les troupes révolutionnaires réussirent à atteindre le Yangzi Jiang.
2. Le prolétariat chinois eut la possibilité de s'organiser lui-même, ouvertement. Le PCC acquit la possibilité d'organiser ouvertement le prolétariat en syndicats, en comités de grève, etc.
3. Les communistes chinois furent à même de se constituer, à partir de divers groupes, en un parti de masse de cinq ou six mille personnes.
4. Le prolétariat chinois fut à même de créer les premiers noyaux des organisations et associations paysannes.
5. Le PCC fut à même de pénétrer l'armée.

Peut-on nier que ces avantages furent importants à cette époque particulière, lorsque les communistes et le prolétariat représentaient une «force insignifiante»? Non, on ne le peut. Ces gains ne purent être réalisés qu'en travaillant avec le Guomindang,

d'abord parce que le Guomindang était une force révolutionnaire, dans la période de Canton, et ensuite parce qu'il n'empêcha pas les communistes d'organiser le prolétariat en tant que force indépendante.

Ensuite, le 12 avril 1927, la bourgeoisie nationale déserta la révolution et établit un centre de contre-révolution à Nankin. À cette époque, l'intelligentsia petite-bourgeoise choisit le camp de la révolution et un centre révolutionnaire fut installé à Wuhan. À l'époque, donc, Wuhan devint le centre du mouvement révolutionnaire. Au premier stade de la révolution, ça aurait été une erreur, de la part des communistes, de se retirer du Guomindang, parce qu'en ce temps-là, le Guomindang dirigeait la lutte du peuple et, en outre, il ne s'était pas encore discrédité ni déshonoré aux yeux des masses importantes du peuple chinois. Ceci est très important, parce que, pour nous, communistes, il est facile de réaliser et de comprendre la nature réactionnaire de gens comme Chang Kaï-shek, la nature fondamentalement réactionnaire et compromettante de la bourgeoisie. Il n'est pas difficile pour un militant politique compétent de réaliser que telle ou telle personne est réactionnaire, que la bourgeoisie est vouée à désertir le prolétariat. Mais cela ne suffit pas. Les masses du peuple doivent apprendre à partir de leurs propres expériences, elles doivent réaliser où la bourgeoisie veut en venir et comprendre le jeu faussé qu'elle joue. Et les masses chinoises ont acquis cette expérience lorsque Chiang Kaï-shek orchestra son coup d'État et que la bourgeoisie nationale déserta la révolution, installa un centre de la contre-révolution rallié au camp de l'impérialisme et qu'elle se mit à réprimer et à massacrer les travailleurs et paysans militants.

Dans le second stade de la révolution, quand la bourgeoisie nationale avait déjà déserté la révolution et que le centre de cette dernière se déplaça de Canton à Wuhan, qui, dans cette période, étaient les alliés du prolétariat? C'était la paysannerie, les pauvres des villes et l'intelligentsia petite-bourgeoise. Était-il correct, pour les communistes en Chine, à ce second stade de la révolution, de participer au Guomindang de Wuhan et était-il correct pour l'Internationale communiste de conseiller au Parti communiste de Chine (PCC) de se ranger aux côtés du centre révolutionnaire de Wuhan? Bien sûr, c'était correct. À l'époque, ç'aurait été une erreur de la part du Parti communiste de se retirer du Guomindang de Wuhan, parce qu'en ce temps-là, Wuhan était le centre de la révolution, et parce que le Guomindang de Wuhan était une organisation de masse. Plus important encore, si le Parti communiste avait pu réaliser que l'intelligentsia petite-bourgeoise allait désertir la révolution, le peuple chinois, lui, ne s'en était pas rendu compte, parce qu'à cette époque, la gauche du Guomindang ne s'était pas encore suffisamment discréditée et déshonorée.

Quelles furent alors les réalisations de ce second stade de la révolution? Quelles furent les réalisations de la période de Wuhan?

1. Le Parti communiste, d'un parti insignifiant qu'il était, comptant à peine 5 à 6 000 membres, se mua en parti de 50 ou 60 000 membres.
2. Les syndicats se transformèrent en une force terrible et finirent par compter trois millions de membres.
3. Les organisations paysannes prirent de l'extension pour inclure plusieurs dizaines de millions de paysans.
4. Le Parti communiste acquit la possibilité d'organiser ouvertement la révolution.
5. Le Parti communiste et le prolétariat commencèrent à se modifier. Facteur insignifiant au début, il se mua en fer de lance principal de la révolution chinoise. Il devint le facteur le plus important de la révolution, ralliant autour de lui les masses du peuple chinois.

Telles furent les réalisations de cette période.

Une ligne de conduite correcte ne peut à elle seule garantir la victoire

Lorsque le Guomindang de Wuhan, c'est-à-dire le Guomindang de gauche, déserta la révolution, l'opposition trotskiste prétendit que c'était parce que l'Internationale communiste avait suivi une ligne de conduite erronée. Mais, camarades, une ligne de conduite correcte ne peut en elle-même garantir la victoire. Ce qu'il faut pour atteindre le succès, ce n'est pas seulement une ligne de conduite correcte, mais également un équilibre favorable des forces de classe. Si les forces de la réaction sont plus fortes, la révolution peut être vaincue, même si elle est guidée par une ligne de conduite correcte. Toutefois, une chose est sûre: pour atteindre le succès, il faut, en plus d'un équilibre favorable des forces de classe, une ligne de conduite correcte, un programme et une tactique corrects. Mais une ligne politique correcte ne peut en elle-même mener à la victoire de la révolution à moins qu'il n'existe également un équilibre favorable des forces de classe. Ainsi, il serait exact de dire que, bien que le succès ne puisse être atteint sans une ligne de conduite correcte, un échec en soi n'est pas le signe d'une mauvaise ligne de conduite, car même une ligne de conduite correcte, sauf si l'équilibre des forces joue en faveur du camp de la révolution, peut mener à une défaite.

Prenez, par exemple, la révolution russe de 1905. Est-ce un fait que la révolution de 1905 a échoué en Russie? Oui, elle a échoué. Devons-nous en conclure que les tactiques des bolcheviks furent mauvaises? En fait, à cette époque particulière, les mencheviks attribuèrent la défaite de la révolution bourgeoise de 1905 aux tactiques «extrémistes» des bolcheviks en général et de Lénine en particulier. Les tactiques des bolcheviks étaient-elles correctes? Oui, elles l'étaient. Pourquoi, dans ce cas, la révolution de 1905 échoua-t-elle? Parce que les survivances féodales et l'autocratie s'avérèrent plus fortes que les forces révolutionnaires.

Après la révolution de février, durant les journées de juillet 1917, les bolcheviks

furent battus et forcés à la clandestinité. Allons-nous dire pour autant que leurs tactiques étaient mauvaises? Bien sûr que non, elles n'étaient pas mauvaises! Dans ce cas, comment expliquer la défaite des bolcheviks en juillet 1917? Elle s'explique par un fait, et un seul, à savoir que l'impérialisme russe s'avéra plus fort que le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Comme le disait le camarade Staline:

L'opposition attribue la défaite temporaire de la révolution [en Chine - H. B.] à la ligne de conduite du Comintern. Mais seuls les gens qui ont rompu avec le marxisme peuvent dire une telle chose. Seuls les gens qui ont rompu avec le marxisme peuvent prétendre qu'une ligne de conduite correcte doit toujours et nécessairement aboutir à une victoire immédiate sur l'ennemi. (Staline 28-7 - 1927, p. 351.)

Et, plus loin:

Une ligne de conduite correcte n'est, en aucune façon, assurée de mener, toujours et sans faille, à la victoire directe sur l'ennemi. La victoire directe sur l'ennemi n'est pas déterminée par la seule ligne de conduite correcte: elle est déterminée, d'abord et sur-tout, par la corrélation des forces de classes, par une prépondérance marquée de la force dans le camp de la révolution, par la désintégration du camp de l'ennemi, par une situation internationale favorable.

Ce n'est que pour autant que ces conditions sont remplies qu'une ligne de conduite correcte du prolétariat peut conduire à la victoire directe.

Mais il y a une exigence obligatoire qu'une ligne de conduite correcte doit satisfaire toujours et sous toutes les conditions. Cette exigence, c'est que la ligne de conduite du parti *doit augmenter la capacité de combattre du prolétariat, multiplier ses liens avec les masses laborieuses, accroître son prestige parmi ces masses et convertir le prolétariat en/force dominante de la révolution.*

Peut-on affirmer que cette période passée a présenté le maximum de conditions favorables pour la victoire directe de la révolution en Chine? Manifestement, on ne le peut. Peut-on affirmer que la ligne de conduite communiste en Chine n'a pas accru la capacité de combattre du prolétariat, qu'elle n'a pas multiplié ses liens avec les grandes masses et qu'elle n'a pas accru son prestige parmi ces masses? Manifestement, on ne le peut.

Seuls des aveugles seraient incapables de voir que le prolétariat chinois a réussi, durant cette période, à séparer les grandes masses de la paysannerie tant de la bourgeoisie nationale que de l'intelligentsia petite-bourgeoise, de façon à les rallier à son propre modèle. (Staline 28-7-1927, pp. 351-352, c'est moi qui souligne - H. B.).

La capacité de combattre du prolétariat chinois, ses liens avec les grandes masses et son

prestige parmi ces masses ont augmenté à mesure qu'il suivait la ligne de conduite correcte du Comintern. Ce n'est qu'en suivant une ligne de conduite qui s'avéra correcte que le prolétariat chinois fut à même d'atteindre le genre de résultats que j'ai soulignés plus haut. Même l'opposition, au cours de la seconde phase de la révolution chinoise (avril 1927), déclara qu'il était correct de poursuivre la ligne d'un bloc révolutionnaire avec le Guomindang de Wuhan. Mais dès que le Guomindang de Wuhan déserta la révolution - et à cause de cette désertion - l'opposition commença à affirmer que la ligne de conduite consistant à former un bloc avec le Guomindang de Wuhan était incorrecte et elle chercha à attribuer la défaite *temporaire* de la révolution chinoise à la ligne de conduite du Comintern.

Les tentatives de l'opposition trotskiste au sein du P.C.U.S. en vue d'attribuer les défaites temporaires de la révolution chinoise à la ligne de conduite du Comintern furent une preuve du manque de caractère, de la veulerie de l'opposition, de sa rupture avec le marxisme, de son abandon des derniers vestiges de marxisme et, par-dessus tout, de son éloignement du second principe tactique du léninisme, à savoir le besoin du prolétariat de s'assurer des alliés de masse. Voici comment Lénine formulait ce second principe tactique:

On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition *expresse* d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre «fissure» entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, *aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a compris goutte au marxisme, ni en général au socialisme scientifique contemporain.* (C'est moi qui souligne - H. B.) Qui n'a pas prouvé *pratiquement*, pendant un Japs de temps assez long et en des situations politiques assez variées, qu'il sait appliquer cette vérité dans les faits, n'a pas encore appris à aider la classe révolutionnaire dans sa lutte pour affranchir des exploités toute l'humanité laborieuse. Et ce qui vient d'être dit est aussi vrai pour la période qui *précède* et qui *suit* la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. (Lénine 5-1920, pp. 66-67.)

Voici où en sont les choses, en ce qui concerne le second principe tactique du léninisme.

Le troisième principe tactique: la question de l'éducation des masses

Passons maintenant au troisième et dernier principe tactique du léninisme, à savoir, la question de l'éducation des masses. La question est de savoir comment un mot d'ordre destiné au Parti peut devenir un mot d'ordre destiné aux masses. Comment les communistes doivent-ils diriger les masses vers des positions révolutionnaires, de sorte qu'elles finissent par être convaincues, grâce à leur propre expérience

politique, du bien-fondé du mot d'ordre du Parti? Comment le Parti communiste doit-il diriger les masses afin de transformer une formule, une perspective prévue pour le futur immédiat, en une formule de mot d'ordre du jour? Comment les communistes doivent-ils réellement agir? Ceci est d'une importance toute particulière.

Les trotskistes vous diront toujours: «Nous avons été les premiers à vous dire que la bourgeoisie nationale allait désertir. » Camarades, il ne s'agit pas de jouer un jeu, de savoir qui a été le premier à dire que la bourgeoisie nationale allait désertir. C'est absolument stupide. La question est de savoir quelle ligne de conduite il faut préconiser à un moment bien spécifique - une ligne de conduite adaptée à la situation, qui ne galope pas trop en avant des masses ni trop en arrière. Si vous avancez un mot d'ordre bien avant que les masses ne l'acceptent, ne vous vantez pas, plus tard, d'avoir été les premiers à l'avancer.

Supposons que, demain, les trotskistes britanniques lancent le mot d'ordre d'insurrection immédiate. Trois trotskistes, en réponse à ce mot d'ordre, participent à une «insurrection» qui est immédiatement réprimée par un seul agent de police. Pour les trotskistes qui ont lancé cet appel à l'insurrection, il serait absurde, à une date ultérieure, lorsqu'une insurrection aura été lancée avec succès par le prolétariat britannique, d'affirmer que leur ligne était correcte parce qu'ils avaient été les premiers à lancer le mot d'ordre d'insurrection contre la bourgeoisie britannique. Le plus important n'est pas d'être le premier à lancer un mot d'ordre, mais de le faire au moment propice.

Il y avait un groupe de bolcheviks à Petrograd (c'était ainsi que s'appelait Leningrad à l'époque) dirigé par un bolchevik appelé Bagdataïev. En avril 1917, ce groupe sortit prématurément le mot d'ordre «À bas le gouvernement provisoire et tout le pouvoir aux soviets ». À cette époque, le gouvernement provisoire était toujours soutenu par les travailleurs, par l'écrasante majorité du peuple en Russie. Il ne s'était pas encore discrédité, ce qu'il allait faire au cours des journées de Juillet, en noyant dans le sang les manifestations de travailleurs, et un peu plus tard encore au cours de son offensive impérialiste sans vergogne sur le front. Mais, à cette époque, il ne s'était pas encore discrédité. Lorsque, à Petrograd, Bagdataïev, suivi d'une poignée de bolcheviks, avait lancé son mot d'ordre, Lénine dénonça sévèrement Bagdataïev et qualifia sa tactique d'aventurisme. Pourquoi Lénine agit-il de la sorte? Était-il opposé à la révolution prolétarienne? S'il l'était, et si les trotskistes le croient, pourquoi ne le disent-ils pas? Pourquoi Lénine dénonça-t-il Bagdataïev? Parce qu'à ce moment-là, Bagdataïev avait sorti prématurément son mot d'ordre, parce qu'il allait dangereusement loin, trop loin devant les masses, parce qu'il se laissait aller à l'aventurisme. Six mois plus tard, une fois accomplie la révolution prolétarienne, Bagdataïev et ses partisans n'auraient-ils pu revendiquer qu'ils avaient été plus malins que Lénine en ayant été les premiers à lancer le mot d'ordre de la dictature du prolétariat, en ayant soulevé la question de «Tout le pouvoir aux soviets» en avril 1917? N'est-il pas évi-

dent que les trotskistes, en discutant de cette manière, vont emboîter le pas à Bagdataïev et non à Lénine?

Pourquoi les trotskistes agissent-ils ainsi? Parce qu'ils ont réellement oublié le troisième principe tactique du léninisme dont je viens de parler: comment transformer une formule qui soit une perspective pour le futur immédiat, en un mot d'ordre pour le jour même. Il n'est pas difficile, pour un travailleur politique compétent, pour un communiste, de comprendre la voie qu'il devrait suivre. Il est correct et juste que le Parti communiste soit en avant des masses. C'est exactement sa fonction. S'il était au même niveau que les masses, tout Parti communiste, dans n'importe quel pays, n'aurait plus qu'une seule alternative: adopter une résolution le rendant superflu. Cela ne vaut pas la peine d'avoir un Parti communiste s'il ne peut pas voir plus loin que les masses. Mais, en même temps, le Parti communiste ne doit pas galoper trop loin devant les masses. Si le Parti communiste, disait Staline, suit la tactique de viser trop loin ou pas assez loin, cette tactique ne sera pas de longue portée. L'opposition trotskiste en U.R.S.S. qualifiait sa tactique de tactique à «longue portée». Staline, de son côté, disait ceci:

Vous vous trompez, chers messieurs, vous vous trompez sur toute la ligne! Ce n'est pas une tactique «à long terme », c'est une tactique à J'aveuglette, la tactique de, sans cesse, tirer trop court ou tirer trop long par rapport à la cible. (Staline 28-7 -1927, p. 367.)

Lorsque l'opposition décrivait la révolution chinoise comme n'étant qu'une révolution pour les douanes de l'État et non une révolution antiféodale, anti-impérialiste, il s'agissait d'une tactique à trop faible portée. Quand, en avril 1926, l'opposition exigea le retrait immédiat des communistes du Guomindang, c'était une tactique allant trop loin. C'était une tactique allant trop loin quand, en avril 1927, l'opposition exigea la constitution immédiate de soviets, alors que les communistes participaient, en fait, au gouvernement de Wuhan. Telles étaient, en effet, les tactiques à l'aveuglette de l'opposition trotskiste en U.R.S.S.

Ces tactiques allaient toujours trop loin, ou pas assez, mais jamais au niveau adéquat. On ne peut appeler cela des tactiques à «longue portée». Si le Parti communiste doit être capable de voir plus loin que les masses, il ne doit jamais, à aucun moment, substituer la conscience d'un travailleur politique conscient - d'un communiste - à la conscience des masses. En agissant de la sorte, il oblitérerait la différence entre les communistes et les masses, et entre le Parti communiste et les masses. Cela conduirait à une évaluation subjective de la situation, à des erreurs subjectives, idéalistes et à des expériences aventuristes de «gauche» qui causeraient un mal indicible au parti, aussi bien qu'au mouvement révolutionnaire.

À propos de la question chinoise, comme, d'ailleurs, de toute autre question, l'opposition trotskiste préconisait une ligne de conduite aventuriste reposant sur une évaluation subjective

de la situation et non sur la réalité. Si le PCC avait suivi cette ligne aventuriste, il n'y aurait jamais eu de révolution en Chine. Pourquoi l'opposition prônait-elle cette ligne de conduite aventuriste? Parce qu'elle avait oublié, parce qu'elle s'était écartée, du troisième principe tactique du léninisme. Voici comment Lénine formulait ce troisième principe tactique:

«On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule. Jeter l'avant-garde seule dans la bataille décisive, tant que la classe tout entière, tant que les grandes masses n'ont pas adopté soit une attitude d'appui direct à l'avant-garde, soit tout au moins de neutralité bienveillante, qui les rende complètement incapables de soutenir son adversaire, ce serait une sottise, et même un crime. *Où; pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du Capital en arrivent-il une telle position, la propagande seule, l'agitation seule ne suffisent pas. Pour cela, il faut que ces masses fassent leur propre expérience politique.* (C'est moi qui souligne - H. B.) Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions, loi confirmée maintenant avec une force et un relief frappants, non seulement par la Russie, mais aussi par l'Allemagne. Ce ne sont pas seulement les grandes masses ignorantes, souvent illettrées, de Russie. ce sont aussi les masses d'Allemagne, hautement cultivées, sans un seul analphabète, qui ont dû éprouver, à leurs dépens, toute la faiblesse, toute la veulerie, toute l'impuissance, toute la servilité devant la bourgeoisie, toute la lâcheté du gouvernement des paladins de la 3^e Internationale, le caractère inévitable de la dictature des ultra-réactionnaires (Kornilov en Russie, Kapp et consorts en Allemagne), comme seule alternative en face de la dictature du prolétariat, pour se tourner résolument vers le communisme.

L'objectif immédiat de l'avant-garde consciente du mouvement ouvrier international, c'est-à-dire des partis, groupes et tendances communistes, c'est de savoir *amener* les larges masses (encore somnolentes, apathiques, routinières, inertes, engourdies, dans la plupart des cas) à cette position nouvelle ou plutôt de savoir conduire *non seulement* son parti, mais aussi les masses en train d'arriver, de passer à cette nouvelle position. (Lénine 5-1920, p. 89.)

À la lumière de cette formulation du troisième principe tactique (donnée par Lénine), il est clair que l'opposition trotskiste ne comprenait pas l'importance de ce principe, qu'elle le violait en permanence en ce qui concerne la révolution chinoise. L'opposition viola ce principe quand, en avril 1926, elle exigea le retrait immédiat du Parti communiste du Guomindang; elle viola ce principe quand, en avril 1927 (lorsque les communistes participaient encore au Guomindang de Wuhan et lorsque la phase Guomindang de la révolution n'avait pas encore été épuisée), elle exigea la formation immédiate de soviets.

Avant de passer à la prochaine et dernière partie du sujet en question, j'aimerais donner un seul exemple supplémentaire de la brillante application du troisième principe tactique de Lénine, à savoir, le besoin pour les masses, en fonction de leur propre expérience, d'être convaincues de la justesse des mots d'ordre du Parti.

On sait que le léninisme est opposé au parlementarisme bourgeois. Pourtant, les bolcheviks, sous la direction de Lénine, ne boycottèrent pas l'Assemblée constituante. Ils prirent part aux élections à la fois avant que le prolétariat ne prenne le pouvoir et après sa victoire. Pourquoi, pourrait-on se demander, les bolcheviks prirent-ils part à de telles élections si une telle assemblée était incompatible avec le pouvoir soviétique? Ils le firent pour amener les masses du peuple russe à comprendre, de leur propre chef, la nature réactionnaire de cette Assemblée, pour leur faire tourner le dos à cette institution réactionnaire et leur faire rallier le camp du pouvoir soviétique, et créer ainsi les conditions nécessaires pour mener à bien la dissolution de ce parlement bourgeois contre-révolutionnaire. Ce n'est qu'en adoptant de telles tactiques, en donnant sa pleine mesure au troisième principe tactique du léninisme, que les bolcheviks furent à même de pratiquer «l'élimination politique du parlementarisme bourgeois».

Voici ce que disait Lénine de la participation bolchevique aux élections à l'Assemblée constituante:

Nous avons participé aux élections pour le parlement bourgeois de Russie, pour l'Assemblée constituante, en septembre-novembre 1917. Notre tactique était-elle juste ou non? [...] Nous, les bolcheviks russes, n'avions-nous pas, en septembre-novembre 1917, *plus* que tous les communistes d'Occident, le droit d'estimer que le parlementarisme avait politiquement fait son temps en Russie? Nous l'avions, évidemment, car la question n'est pas de savoir si les parlements bourgeois existent depuis longtemps ou depuis peu, mais si les grandes masses laborieuses sont *prêtes* (idéologiquement, politiquement, pratiquement) à adopter le régime soviétique et à dissoudre le parlement démocratique bourgeois - ou à en permettre la dissolution. Que la classe ouvrière des villes, les soldats et les paysans de Russie aient été, en septembre-novembre 1917, par suite de conditions particulières, admirablement préparés à l'adoption du régime soviétique et à la dissolution du plus démocratique des parlements bourgeois, c'est là un fait historique tout à fait indéniable et parfaitement établi. Et cependant les bolcheviks *n'avaient pas* boycotté l'Assemblée constituante; ils avaient, au contraire, participé aux élections avant *et après* la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. [...]

De là une conclusion absolument indiscutable: la preuve est faite que, même quelques semaines avant la victoire de la République soviétique, même *après* cette victoire, la participation à un parlement démocratique bourgeois, loin de nuire au prolétariat révolutionnaire, lui permet de *démontrer* plus facilement aux masses retardataires pourquoi ces parlements méritent d'être *dissous*, *facilite* le succès de leur *dissolution*, *facilite* l'«élimination politique» du parlementarisme bourgeois. (Lénine 5-1920, pp. 54-55.)

Telle fut l'application brillante par les bolcheviks du troisième principe tactique du léninisme.

À la lumière de la discussion des trois principes tactiques du léninisme, nous pouvons dire désormais que l'opposition trotskiste se fourvoya dans un tel gâchis précisément parce qu'elle violait ces trois principes, parce qu'elle s'en écartait.

Voici où en sont les choses avec l'opposition trotskiste, à la lumière des trois principes tactiques du léninisme.

Chapitre 15

La conception du Front uni imposée par le Comintern au Parti communiste chinois

J'en viens maintenant à la partie finale de mon exposé, à savoir la conception du Front uni imposée par le Comintern au Parti chinois.

Comme je l'ai déjà souligné, un front uni du prolétariat avec la bourgeoisie et la petite bourgeoisie est utile à condition que le parti du prolétariat ait la liberté d'organiser le prolétariat comme force indépendante, d'organiser les larges masses des paysans et de pousser les masses du peuple à la révolution. En dépit des accusations contraires de l'opposition trotskiste, des documents universellement connus prouvent pleinement que c'est cette conception d'un Front uni que l'Internationale communiste a imposée au Parti communiste chinois (PCC).

Trotsky, Kaménev, Zinoviev et Radek se réfèrent sans cesse à un télégramme envoyé par l'Internationale communiste en octobre 1926. Ce télégramme conseillait au PCC: «Tant que Shanghai n'aura pas été prise, le mouvement agraire ne devrait pas être intensifié.» Ce télégramme était une erreur et Staline lui-même l'admit. Moins de cinq semaines après que ce télégramme ait été envoyé, l'Internationale communiste l'annula par un certain nombre de documents expliquant la ligne de conduite du Comintern, et qui étaient réellement caractéristiques de cette même direction du Comintern. Aux trotskistes et autres membres de l'intelligentsia bourgeoise «radicale», enclins à évoquer ce télégramme avec un ricanement malicieux, faisons remarquer les deux faits suivants:

Un. C'est l'Internationale communiste et le camarade Staline qui ont pris la responsabilité d'annuler ce télégramme, et non l'opposition.

Deux. La première fois que l'opposition a soulevé la question de ce télégramme, c'est *neuf mois* après qu'il eut été annulé.

En réalité, ce télégramme était un télégramme isolé, épisodique, il n'était absolument pas caractéristique de la ligne de conduite imposée au PCC par l'Internationale communiste. La ligne imposée au PCC par l'Internationale communiste est reprise dans un certain nombre de documents bien connus que les trotskistes préfèrent ignorer, parce que ça les arrange. C'est précisément pour cette raison que je n'ai pas d'autre choix que de citer abondamment ces documents afin de réfuter les calomnies trotskistes.

Voici un extrait de la résolution du Septième Plénum du Comintern (un document qui définit réellement la ligne du Comintern), en novembre 1926, c'est-à-dire un mois après l'envoi du fameux télégramme:

La caractéristique particulière de la situation présente est son caractère transitoire, le fait que le prolétariat doive choisir entre la perspective d'un bloc avec des sections considérables de la bourgeoisie et la perspective de poursuivre la consolidation de son alliance avec la paysannerie. Si *le prolétariat ne parvient pas à promouvoir un programme agraire radical, il sera incapable d'amener la paysannerie à la lutte révolutionnaire et perdra son hégémonie au sein du mouvement de libération nationale.* (Résolution du Septième Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, citée dans Staline 1-8-1927, pp. 18-19, c'est Staline qui souligne.)

Et, plus loin:

Le gouvernement populaire de Canton ne sera pas en mesure de garder le pouvoir dans la révolution, il ne sera pas à même d'obtenir la victoire complète sur l'impérialisme étranger et la réaction locale tant que la cause de la libération nationale *ne s'identifiera pas à la révolution agraire.* (Résolution du Septième Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, citée dans Staline 1-8-1927, p. 19, c'est Staline qui souligne.)

On peut voir clairement, d'après le document ci-dessus, que le Comintern non seulement a posé clairement le choix auquel était confronté le prolétariat chinois, c'est-à-dire former un bloc avec la bourgeoisie ou bien «consolider son alliance avec la paysannerie», mais qu'il conseillait également au prolétariat chinois de «*promouvoir un programme agraire radical*» et de s'identifier «*à la révolution agraire*».

Permettez-moi de citer quelques passages du discours que Staline présenta en novembre de la même année - 1926. Le discours de Staline a été publié sous le titre *Les perspectives de la révolution en Chine*. C'est ce discours, et non le télégramme mentionné plus haut, qui est caractéristique de la ligne de conduite de Staline et de celle du Comintern à propos de la révolution chinoise. Voici ce que Staline disait dans son discours:

Je sais qu'il y a des guomindanniens et même des communistes chinois qui ne considèrent pas qu'il soit possible de déclencher la révolution à la campagne, vu qu'ils craignent que, si la paysannerie était entraînée dans la révolution, elle romprait le front uni des anti-impérialistes. *C'est une profonde erreur, camarades. Plus rapidement et plus complètement la paysannerie chinoise sera entraînée dans la révolution, plus fort et plus puissant sera le front anti-impérialiste en Chine.* (Staline 30-11-1926, p. 385. c'est Staline qui souligne en rappelant ce texte en 1927 dans Staline 1-8-1927, pp. 19- 20.)

Et, poursuivant:

Je sais que parmi les communistes chinois, il y a des camarades qui désapprouvent les travailleurs qui se mettent en grève pour l'amélioration de leurs conditions matérielles et de leur statut légal et qui tentent de dissuader les travailleurs de se mettre en grève. (Une voix s'élève: «Cela s'est produit à Canton et à Shanghai!»). C'est une grande erreur, camarades. C'est une sous-estimation très grave du rôle et de l'importance du prolétariat chinois. Le fait devrait être noté dans ces thèses comme quelque chose de carrément inacceptable. Ce serait une grande erreur si les communistes chinois ne parvenaient à tirer parti de la situation favorable présente pour aider les travailleurs à améliorer leurs conditions matérielles et leur statut légal, même par des grèves. Autrement, quel objectif la révolution en Chine sert-elle ? (Staline 30-11-1926, p. 389.)

Voici un troisième document daté de décembre 1926 et envoyé par l'Internationale communiste au PCC:

Une ligne de conduite générale de repli dans les villes et de ralentissement de la lutte des travailleurs en vue d'améliorer leurs conditions serait *erronée*. La lutte à la campagne doit prendre plus d'ampleur mais, dans un même temps, il faut mettre à profit la situation favorable pour améliorer les conditions matérielles et le statut légal des travailleurs, tout en s'efforçant, par tous les moyens, de conférer à la lutte des travailleurs un caractère organisé qui empêcherait que l'on verse dans les excès ou que l'on galope trop en avant. Des efforts spéciaux doivent être faits pour diriger la lutte dans les villes contre la grande bourgeoisie et, par-dessus tout, contre les impérialistes, de façon à maintenir la petite et moyenne bourgeoisie chinoise le plus possible dans le cadre du front uni contre l'ennemi commun. Nous considérons le système des comités de conciliation, des cours d'arbitrage, etc., comme opportuns. pourvu qu'une ligne ouvrière correcte soit assurée dans ces institutions. Dans un même temps, nous pensons qu'il est nécessaire d'émettre l'avertissement suivant: les décrets dirigés contre le droit de grève, contre la liberté des travailleurs de s'assembler, etc., sont absolument inadmissibles. (Cité dans Staline 1-8-1927, pp. 20-21.)

Voici un quatrième document publié six semaines avant le coup d'État de Chiang Kai-shek:

Le travail du Guomindang et des unités communistes dans l'armée doit s'intensifier; elles doivent être organisées là où elles n'existent pas actuellement et où il est possible de les organiser; là où il n'est pas possible de le faire, il convient d'intensifier le travail avec l'aide des communistes clandestins.

Il est nécessaire d'adopter une ligne consistant à armer les travailleurs et les paysans et à transformer les comités paysans des localités en organes de fait de l'autorité gouvernementale, équipés d'une possibilité d'autodéfense armée, etc.

Partout, le Parti communiste doit se présenter en tant que tel; une ligne de conduite de

semi-légalité volontaire est inacceptable; le Parti communiste ne doit pas se présenter comme un frein au mouvement de masse; *le Parti communiste ne devrait pas protéger la ligne de conduite trompeuse et réactionnaire des droitiers du Guomindang, mais devrait mobiliser les masses autour du Guomindang et du Parti communiste chinois sur une base consistant à dénoncer les gens de droite.*

Il faut attirer l'attention de tous les militants politiques loyaux à la révolution sur le fait qu'à l'heure actuelle, en ce qui concerne le regroupement des forces et la concentration des armées impérialistes, la révolution chinoise connaît une période critique et qu'elle ne pourra continuer à engranger des victoires qu'en adoptant résolument une ligne consistant à développer le mouvement de masse. Autrement, un terrible danger menace la révolution. Par conséquent, l'exécution des directives est plus que jamais nécessaire. (Cité dans Staline 1-8-1927. p. 21.)

En fait, dès avril 1926, soit un an avant le coup d'État organisé par la droite du Guomindang et Chiang Kai-shek, le Comintern avait mis en garde le Parti communiste chinois, insistant qu'il était nécessaire d'œuvrer à la «démission ou à l'expulsion des gens de droite du Guomindang».

Les documents présentés ci-dessus constituent des preuves suffisantes de ce que le Comintern entendait par la tactique d'un front uni contre l'impérialisme - un front uni dans toute la nation, la période de Canton - au premier stade de la révolution chinoise, lorsque celle-ci portait ses coups principalement contre l'impérialisme étranger et lorsque la bourgeoisie nationale se trouvait elle-même dans le camp révolutionnaire et qu'elle soutenait le mouvement révolutionnaire.

Ces documents prouvent pleinement que le fameux télégramme envoyé puis annulé par le Comintern - et non pas par l'opposition - dans les quatre semaines après son envoi n'était qu'un incident fortuit, nullement caractéristique de la ligne recommandée au Parti communiste chinois par l'Internationale communiste. Par ailleurs, ces documents prouvent que la ligne préconisée par le Comintern requérait de la part du Parti communiste chinois qu'il ne devienne pas une entrave à la révolution, mais qu'il la favorise en intensifiant son travail dans l'armée, en isolant les droitiers au sein du Guomindang et en travaillant à leur démission ou à leur expulsion.

Tous ces documents étaient connus de l'opposition, mais elle s'abstint soigneusement de les mentionner. Comme le disait le camarade Staline:

Pourquoi ne dit-elle [l'opposition] rien sur eux [les documents mentionnés plus haut]? Parce que son but est de provoquer une querelle, pas de faire ressortir la vérité. (Staline 1-8-1927, p. 22.)

Le camarade Staline poursuit:

Et pourtant, il y eut une époque où les actuels dirigeants de l'opposition, particulièrement Zinoviev et Kaménev, comprenaient quelque chose au léninisme et, en général, prônaient la même ligne de conduite pour le mouvement révolutionnaire chinois que celle poursuivie par le Comintern et que le camarade Lénine fit ressortir dans ses thèses^{xxxv}, Je pense ici au Sixième Plénum de l'Internationale communiste, qui s'est tenu en *février-mars* 1926, lorsque Zinoviev était président du Comintern, qu'il était toujours léniniste et qu'il n'avait pas encore émigré dans le camp de Trotski. Je mentionne ce Sixième Plénum de l'Internationale communiste parce qu'il y a une résolution, adoptée à l'unanimité en février-mars 1926 et qui livre approximativement la même estimation du premier stade de la révolution chinoise, du Guomindang de Canton ainsi que du gouvernement de Canton. que celle du Comintern et du PCUS(B), mais que l'opposition rejette aujourd'hui. Je mentionne cette résolution parce que Zinoviev l'avait approuvée, à l'époque, et pas un seul membre du Comité central, pas même Trotski, Kaménev ou les autres dirigeants de l'actuelle opposition, n'avaient émis d'objection contre elle.

Permettez-moi de citer quelques passages de cette résolution.

Voici ce qu'il était dit dans cette résolution concernant le Guomindang:

Les grèves politiques des chômeurs chinois à Shanghai et à Hongkong (de juin à septembre 1925) ont constitué un tournant important dans la lutte du peuple chinois pour sa

En fait, dès avril 1926, soit un an avant le coup d'État organisé par la droite du Guomindang et Chiang Kai-shek, le Comintern avait mis en garde le Parti communiste chinois, insistant qu'il était nécessaire d'œuvrer à la «démission ou à l'expulsion des gens de droite du Guomindang».

Les documents présentés ci-dessus constituent des preuves suffisantes de ce que le Comintern entendait par la tactique d'un front uni contre l'impérialisme - un front uni dans toute la nation, la période de Canton - au premier stade de la révolution chinoise, lorsque celle-ci portait ses coups principalement contre l'impérialisme étranger et lorsque la bourgeoisie nationale se trouvait elle-même dans le camp révolutionnaire et qu'elle soutenait le mouvement révolutionnaire.

Ces documents prouvent pleinement que le fameux télégramme envoyé puis annulé par le Comintern - et non pas par l'opposition - dans les quatre semaines après son envoi n'était qu'un incident fortuit, nullement caractéristique de la ligne recommandée au Parti communiste chinois par l'Internationale communiste. Par ailleurs, ces documents prouvent que la ligne préconisée par le Comintern requérait de la part du Parti communiste chinois qu'il ne devienne pas une entrave à la révolution, mais qu'il la favorise en intensifiant son travail dans l'armée, en isolant les droitiers au sein du Guomindang et en travaillant à leur démission ou à leur

expulsion.

Tous ces documents étaient connus de l'opposition, mais elle s'abstint soigneusement de les mentionner. Comme le disait le camarade Staline:

Pourquoi ne dit-elle [l'opposition] rien sur eux [les documents mentionnés plus haut]? Parce que son but est de provoquer une querelle, pas de faire ressortir la vérité. (Staline 1-8-1927. p. 22.)

Le camarade Staline poursuit:

Et pourtant, il y eut une époque où les actuels dirigeants de l'opposition, particulièrement Zinoviev et Kaménev, comprenaient quelque chose au léninisme et, en général, prônaient la même ligne de conduite pour le mouvement révolutionnaire chinois que celle poursuivie par le Comintern et que le camarade Lénine fit ressortir dans ses thèses". Je pense ici au Sixième Plénum de l'Internationale communiste, qui s'est tenu *en février-mars 1926*, lorsque Zinoviev était président du Comintern, qu'il était toujours léniniste et qu'il n'avait pas encore émigré dans le camp de Trotski. Je mentionne ce Sixième Plénum de l'Internationale communiste parce qu'il y a une résolution, adoptée à l'unanimité en février-mars 1926 et qui livre approximativement la même estimation du premier stade de la révolution chinoise, du Guomindang de Canton ainsi que du gouvernement de Canton, que celle du Comintern et du PCUS(B), mais que l'opposition rejette aujourd'hui. Je mentionne cette résolution parce que Zinoviev l'avait approuvée, à l'époque, et pas un seul membre du Comité central, pas même Trotski, Kaménev ou les autres dirigeants de l'actuelle opposition, n'avaient émis d'objection contre elle.

Permettez-moi de citer quelques passages de cette résolution.

Voici ce qu'il était dit dans cette résolution concernant le Guomindang:

Le grèves politiques des chômeurs chinois à Shanghai et à Hongkong (de juin à septembre 1925) ont constitué un tournant important dans la lutte du peuple chinois pour sa libération des impérialistes étrangers. [...] L'action politique du prolétariat a donné une puissante impulsion à la poursuite du développement et de la consolidation de toutes les organisations révolutionnaires démocratiques dans le pays, et tout particulièrement du parti révolutionnaire du peuple, du Guomindang et du gouvernement révolutionnaire de Canton. Le Parti du Guomindang, dont le corps principal agit en alliance avec les communistes chinois, est *un bloc révolutionnaire de travailleurs, de paysans, d'intellectuels et de gens de la démocratie urbaine*, il s'appuie sur l'intérêt de classe commun de ces diverses couches dans la lutte contre les impérialistes étrangers et contre l'ensemble du mode de vie militaro-féodal, au profit de l'indépendance du pays et pour qu'il n'y ait qu'un seul gouvernement démocratique révolutionnaire. (Résolution du Sixième Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, c'est Staline qui souligne.)

Par conséquent, le Guomindang de Canton est une alliance de quatre «classes». Comme vous le voyez, c'est presque du «martyrovisme»^{xxxvi}, et c'est porté aux nues par nul autre que le président du Comintern de l'époque, Zinoviev en personne.

À propos du gouvernement du Guomindang de Canton:

Le gouvernement révolutionnaire instauré à Canton par le parti du Guomindang a déjà réussi à établir des contacts avec les masses les plus larges des travailleurs, des paysans et de la démocratie urbaine et, en s'appuyant sur ces mêmes masses, a anéanti les bandes contre-révolutionnaires soutenues par les impérialistes (et il travaille à la démocratisation radicale de l'ensemble de la vie politique de la province de Guangdong). Par conséquent, comme il représente l'avant-garde de la lutte du peuple chinois pour son indépendance, le gouvernement de Canton sert de modèle au futur développement révolutionnaire et démocratique du pays. (Ibid., c'est Staline qui souligne.)

Il s'avère que le gouvernement du Guomindang de Canton, formant un bloc de quatre «classes », était un gouvernement *révolutionnaire*, et non seulement révolutionnaire, mais, en plus, un *modèle* pour le futur gouvernement révolutionnaire-démocratique en Chine.

À propos d//front uni des travailleurs, des paysans et de la bourgeoisie:

Face aux nouveaux dangers, le Parti communiste chinois et le Guomindang doivent développer une activité politique la plus étendue possible, organisant l'action des masses dans le soutien de la lutte des armées populaires, tirant le meilleur parti possible des contradictions régnant dans le camp des impérialistes et opposant à ces derniers *un front révolutionnaire national uni des couches les plus larges de la population* (les travailleurs, les paysans et *la bourgeoisie*) sous la direction des organisations révolutionnaires-démocratiques. (Ibid., c'est Staline qui souligne.)

Il s'ensuit que, dans les pays coloniaux qui en sont à un certain stade de la révolution coloniale, les blocs temporaires et les accords *avec la bourgeoisie* ne sont pas seulement permis, mais encore positivement essentiels.

N'est-il pas vrai que cela ressemble très fort à ce que Lénine nous dit dans ses directives bien connues en ce qui concerne les tactiques des communistes dans les pays coloniaux et dépendants? Il est regrettable, toutefois, que Zinoviev se soit déjà arrangé pour l'oublier.

La question du *retrait hors du Guomindang*:

Certaines sections de la grande bourgeoisie chinoise, qui s'étaient temporairement groupées autour du Guomindang, s'en sont retirées au cours de l'année dernière, et il s'en est suivi la formation, dans l'aile droite du Guomindang, d'un petit groupe qui s'opposa

ouvertement à l'alliance étroite entre le Guomindang et les masses des travailleurs, exigea l'expulsion des communistes du Guomindang et s'opposa à la ligne de conduite révolutionnaire du gouvernement de Canton. *La condamnation de cette aile droite lors du Second congrès du Guomindang (janvier 1926) et la mise en application de la nécessité d'une alliance militante entre le Guomindang et les communistes confirment la tendance révolutionnaire des activités du Guomindang et du gouvernement de Canton et assurent au Guomindang le soutien révolutionnaire du prolétariat. (Ibid., c'est Staline qui souligne.)*

On a vu que le retrait des communistes du Guomindang au premier stade de la révolution chinoise aurait constitué une grave erreur. Il est regrettable, toutefois, que Zinoviev, qui avait voté cette résolution, se soit déjà arrangé pour l'oublier moins d'un mois plus tard; car ce n'est pas plus tard qu'en avril 1926 (dans le mois qui suivit) que Zinoviev demanda le retrait immédiat des communistes du Guomindang.

À propos des déviations au sein du Parti communiste chinois et du fait que l'on ne pouvait se permettre de sauter la phase Guomindang de la révolution:

L'autodétermination politique des communistes chinois va se développer dans la lutte contre deux déviations aussi néfastes l'une que l'autre: contre le liquidationnisme de droite, qui ignore les tâches indépendantes des classes du prolétariat chinois et mène à une fusion informe avec le mouvement national démocratique général; et contre les sentiments de l'extrême gauche partisans de *passer outre le stade révolutionnaire démocratique du mouvement* pour en venir immédiatement aux tâches de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique *sans tenir compte de la paysannerie*, ce facteur essentiel et décisif au sein du mouvement chinois vers l'émancipation nationale. *(Ibid., c'est Staline qui souligne.)*

Comme vous pouvez le voir, voici toutes les bases permettant de déclarer l'opposition coupable de vouloir désormais passer outre la phase Guomindang du développement en Chine, de sous-estimer le mouvement paysan et de se précipiter en toute hâte vers les soviets. En fait, ici, on met le doigt dessus.

Zinoviev, Kaménev et Trotski sont-ils au fait de cette résolution?

Nous devons présumer que oui. Quoi qu'il en soit, Zinoviev doit savoir de quoi il retourne, car ce fut sous sa présidence que cette résolution fut adoptée lors du Sixième Plénum du Comintern et lui-même vota pour elle. Pourquoi les dirigeants de l'opposition évitent-ils maintenant cette résolution *de l'institution la plus importante* du mouvement communiste mondial? Pourquoi gardent-ils le silence à ce sujet? Parce que cette résolution se retourne contre eux à propos de toutes les questions concernant la révolution chinoise. Parce qu'elle réfute l'ensemble de l'actuel point de vue trotskiste de l'opposition. Parce qu'ils ont abandonné le Comintern, qu'ils ont abandonné le léninisme et que, maintenant,

craignant leur passé, craignant leurs propres ombres, ils sont lâchement obligés d'éviter la résolution du Sixième Plénum du Comintern. (Staline 1- 8-1927, pp. 22-26.)

Voici donc où en sont les choses en ce qui concerne le premier stade de la révolution chinoise et la ligne du Comintern.

Passons maintenant au second stade de la révolution chinoise.

Le second stade de la révolution chinoise

En ce qui concerne le second stade de la révolution chinoise, lorsque le centre de la révolution s'était déplacé à Wuhan par opposition au centre de la contre-révolution, situé à Nankin, **l'opposition**, avec son habituel savoir-faire cousu de calomnies, affirma que le Comintern n'avait pas prévenu le Parti communiste chinois du possible effondrement du Guomindang de Wuhan, c'est-à-dire de la désertion du Guomindang de gauche du côté du camp de la contre-révolution. Cette calomnie vicieuse est répétée de nos jours non seulement par les trotskistes, mais aussi par certains «antirévissionnistes» de Grande-Bretagne. Pour réfuter ces calomnies, permettez-moi de citer quelques documents du Comintern relatifs à la seconde période de la révolution chinoise.

Premier document: mai 1927

Ce qui est le plus important maintenant, dans la ligne de conduite interne du Guomindang, c'est de développer la révolution agraire systématiquement dans toutes les provinces, particulièrement dans le Guangdong. sous le mot d'ordre: «Tout le pouvoir aux associations et comités paysans dans les campagnes ». *Telle est la base du succès de la révolution et du Guomindang.* Telle est la base de la création en Chine d'une grande et puissante armée politique et militaire contre l'impérialisme et ses agents. Pratiquement, le mot d'ordre de confisquer les terres est tout à fait opportun pour les provinces dans lesquelles il existe un fort mouvement agraire, telles que les provinces de Hunan, Guangdong, etc. *Sans cela, l'extension de la révolution agraire est impossible ...*

Il est nécessaire de se mettre immédiatement à organiser huit ou dix divisions de paysans et travailleurs révolutionnaires accompagnés d'officiers absolument dignes de confiance. Ce sera une force constituée de gardes de Wuhan à la fois au front et à l'arrière et elle aura pour tâche de désarmer les unités non fiables. Ceci ne peut souffrir aucun retard.

La tâche de désintégration des activités doit s'intensifier à l'arrière et dans les unités de Chiang Kai-shek, et il faut prêter assistance aux paysans insurgés à Guangdong. là où la domination des grands propriétaires fonciers est particulièrement insupportable. (Cité Staline 1-8-1927, p. 34, c'est Staline qui souligne.)

Deuxième document: mai 1927

Sans une révolution agraire, la victoire est impossible. Sans elle, le Comité central du Guomindang sera transformé en un jouet désarmé aux mains de généraux indignes de confiance. Les excès doivent être combattus, non au moyen de troupes, mais via les associations paysannes. Nous sommes résolument partisans de la réelle saisie des terres par les masses. Les appréhensions concernant la mission de Tang Pingchan ne sont pas vides de fondement. Vous ne devez pas vous couper de la classe ouvrière et du mouvement paysan, mais vous devez les assister de toutes les façons possibles. Autrement, vous allez ruiner votre travail.

Certains des vieux dirigeants du Comité central du Guomindang sont effrayés par les événements, ils hésitent et se compromettent. Un nombre accru de nouveaux dirigeants paysans et ouvriers doivent être puisés dans les masses et versés dans le Comité central du Guomindang. Leurs voix téméraires vont, soit affermir les échinés des vieux dirigeants ou aboutir à leur éviction. L'actuelle structure du Guomindang doit être modifiée. La direction suprême du Guomindang doit certainement être rafraîchie et renforcée par de nouveaux dirigeants venus à l'avant-plan de la révolution agraire. Alors que les organisations locales doivent être élargies à partir des millions de membres des associations de travailleurs et de paysans. Si cela n'est pas fait, le Guomindang courra le risque de se retrouver coupé de la vie et de perdre tout prestige.

La dépendance vis-à-vis de généraux indignes de confiance doit être éliminée. Mobiliser environ 20 000 communistes et environ 50 000 travailleurs et paysans révolutionnaires de Hunan et Hubei, constituer plusieurs corps d'armée nouveaux, utiliser les étudiants de l'école des officiers comme commandants et organiser votre propre armée fiable avant qu'il ne soit trop tard. Si cela n'est pas fait, il n'y a aucune garantie contre l'échec. C'est une question difficile, mais il n'y a pas d'alternative.

Organiser un tribunal militaire révolutionnaire dirigé par d'éminents guomindanniens non communistes. Punir les officiers qui maintiennent le contact avec Chiang Kai-shek ou qui incitent les soldats contre le peuple, les travailleurs et les paysans. La persuasion ne suffit pas. Il est temps d'agir. Les fripouilles doivent être punies. Si les guomindanniens n'apprennent pas à être des jacobins révolutionnaires, ils périront, en ce qui concerne le peuple et la révolution. (Cité dans Staline 1-8-1927, pp. 34-35.)

Ainsi, on voit clairement que le Comintern non seulement prévoyait les événements, mais donnait également un avertissement opportun quant aux dangers qui attendaient le PCC. Le Comintern insistait sur le fait que le développement systématique de la «révolution agraire» était «la base du succès de la révolution et du Guomindang»; qu'une lutte devait être menée contre «certains des vieux dirigeants du Comité central du Guomindang », qui «sont effrayés par les événements, [...] qui hésitent et se compromettent». Par-dessus tout, le Comintern attirait l'attention du PCC sur la tâche importante d' «organiser votre propre armée digne de

confiance avant qu'il ne soit trop tard», et, en guise d'avertissement, il ajoutait: «Si cela n'est pas fait, il n'y a aucune garantie contre l'échec. » Par conséquent, il est clair comme de l'eau de roche que les allégations trotskistes concernant «l'échec» du Comintern et de Staline à mettre les communistes chinois en garde contre un possible effondrement du Guomindang n'ont jamais été rien d'autre que des calomnies bourgeoises pures et simples. Il est clair que le Comintern, tout comme Staline, avait mis en garde au moment opportun les communistes chinois, leur disant que le Guomindang allait «périr» si des mesures du type suggéré dans les documents cités ci-dessus n'étaient pas prises de toute urgence.

Quelques conclusions

De ce qui a déjà été dit, il n'est pas du tout difficile de se rendre compte que la ligne de conduite préconisée par le Comintern et par Staline était une ligne correcte et révolutionnaire, intégrant de façon directe et véritablement scientifique les vérités universelles du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution chinoise. Par contre, la ligne préconisée par l'opposition trotskiste était une ligne antiléniniste s'appuyant, non pas sur une analyse scientifique des problèmes concrets de la révolution chinoise, mais sur un certain nombre de formules toutes prêtes que l'opposition considérait comme obligatoires en tous temps et en tous lieux. La ligne défendue par l'opposition reposait sur une «analyse» ne tenant nullement compte du fait que la révolution chinoise était en même temps de caractère anti-impérialiste et antiféodal. Par conséquent, l'opposition trotskiste, ignorant la réalité et en opposition avec elle, poursuivait, sur la question de cette révolution, une ligne subjectiviste et contre-révolutionnaire qui plaisait à ses ennemis, les Chiang Kai-shek et autres forces impérialistes. À ce stade, il serait extrêmement utile de passer en revue les erreurs de l'opposition trotskiste sur la question de la révolution chinoise, en recourant aux propos même du camarade Staline:

Les principales erreurs de l'opposition sont:

- (1) L'opposition ne comprend pas le caractère et les perspectives de la révolution chinoise,
- (2) L'opposition ne voit aucune différence entre la révolution en Chine et la révolution en Russie, entre la révolution dans les pays coloniaux et la révolution dans les pays impérialistes.
- (3) L'opposition s'écarte de la tactique léniniste sur la question de l'attitude envers la bourgeoisie nationale dans les pays coloniaux au premier stade de la révolution. (4) L'opposition ne comprend pas la question de la participation des communistes dans le Guomindang.
- (5) L'opposition viole les principes de la tactique léniniste sur la question des relations entre l'avant-garde (le parti) et l'arrière-garde (les grandes masses laborieuses). (6) L'opposition s'écarte des résolutions des Sixième et Septième

Plénums du Comité exécutif de l'Internationale communiste. (Staline 1-8-1927, p. 37.)

Staline poursuit :

L'opposition se vante bruyamment de sa ligne de conduite sur la question chinoise et affirme que, si cette ligne avait été adoptée, la situation en Chine, aujourd'hui [c'est-à-dire le 1^{er} août 1927], serait meilleure qu'elle n'est. Il est à peine besoin de prouver que, considérant les grossières erreurs commises par l'opposition, *le Parti communiste chinois se serait retrouvé dans une complète impasse s'il avait adopté la ligne antiléninguiste et aventureuse de l'opposition.*

Le fait que le Parti communiste chinois s'est mué en peu de temps, de petit groupe de cinq ou six mille qu'il était, en un parti de masse de 60 000 membres; le fait que, durant cette même période, le PCC a réussi à organiser presque 3 millions de prolétaires dans des syndicats; le fait que le PCC a réussi à tirer de nombreux millions de paysans de leur torpeur et à attirer des dizaines de millions de paysans dans les associations révolutionnaires paysannes; le fait que le PCC, durant cette période, a réussi à rallier à lui des régiments et divisions entiers de soldats nationaux; le fait que le PCC, durant cette période, a réussi à faire passer l'idée de l'hégémonie du prolétariat d'une aspiration à une réalité - *le fait que le PCC a réussi durant une brève période à concrétiser tous ces acquis est dû, entre autres, au fait qu'il a suivi la voie tracée par Lénine, la voie indiquée par le Comintern.*

Inutile de dire que si]' on avait suivi la ligne de conduite de l'opposition, avec ses erreurs et sa ligne antiléninguiste sur les questions de la révolution coloniale, ces acquis de la révolution chinoise n'auraient, soit jamais été réalisés du tout, ou ils auraient été extrêmement insignifiants.

Seuls des renégats «ultra-gauchistes» et des aventuriers peuvent en douter. (Staline 1- 8-1927, pp. 38-39, c'est moi qui souligne-H. B.)

Le camarade Staline avait absolument raison lorsqu'il disait que les acquis du Parti communiste chinois pouvaient être attribués, entre autres, «au fait d'avoir suivi la voie tracée par Lénine, la voie indiquée par le Comintern ». Il avait également raison de dire que si le PCC, dans la révolution chinoise, avait suivi la ligne de conduite antiléninguiste de l'opposition, il n'aurait pas du tout obtenu les acquis mentionnés plus haut.

Les défaites de 1927 étaient dues surtout à l'opportunisme de la clique de Chen Duxiu

En fait, un examen de la révolution chinoise (tant à la fin de l'année 1927 que par la suite) montre que les succès et les échecs de la révolution sont étroitement liés à la question de savoir si le PCC a appliqué, ou non, la ligne politique préconisée par le Comintern. Durant la

période où le PCC a appliqué la ligne politique du Comintern, les acquis de la révolution ont été énormes. Mais, quand le PCC n'a pas appliqué cette ligne préconisée par le Comintern et par Staline, il a subi des défaites. En réalité, les défaites de 1927 de la révolution chinoise sont imputables, dans des proportions non négligeables, au fait que le PCC n'a pas adhéré à la ligne du Comintern et de Staline. Il n'est pas du tout surprenant de voir qu'à cette époque, le PCC était dirigé par l'opportuniste notoire, Chen Duxiu. Sous sa direction, le PCC ne put approfondir la révolution agraire ni dénoncer directement les droitiers du Guomindang. Peu après les défaites de 1927, Chen Duxiu fut battu au sein du Parti. Après sa défaite, il tenta sans succès de lancer un mouvement trotskiste en Chine et, le 10 décembre 1929, il fit une déclaration selon laquelle il était nécessaire de «travailler sans dévier du côté de l'opposition internationale dirigée par le camarade Trotski ». En ce qui concerne les défaites de 1927 - dues, dans des proportions non négligeables, à l'échec du PCC dirigé par Chen Duxiu, qui ne suivit pas la ligne préconisée par le Comintern et par Staline - le même Chen Duxiu tenta de maquiller son propre rôle opportuniste en faisant la déclaration que voici, truffée de calomnies, de mensonges et d'insinuations malveillantes:

Moi, [C'est Chen Duxiu qui parle - H. B.], dont la compréhension n'était pas suffisamment claire, dont l'opinion n'était pas suffisamment résolue, je me suis profondément embourbé dans l'atmosphère de l'opportunisme, j'ai sincèrement soutenu la ligne opportuniste de la Troisième Internationale. Inconsciemment, je suis devenu un instrument de l'étroite faction stalinienne; je n'ai pas eu l'occasion de développer ma ligne; je ne pouvais pas sauver le Parti; je ne pouvais pas sauver la révolution ...

Cette déclaration de Chen Duxiu est truffée de mensonges malveillants: on peut s'en rendre compte à la voie victorieuse suivie par la révolution chinoise sous la direction brillante, correcte et léniniste de Mao Zedong, mais également à la déclaration suivante émise par le Comité exécutif du PCC le 7 août 1927, en guise d' autocritique:

À plusieurs reprises, l'Internationale communiste a recommandé au PCC de lutter pour l'amélioration des conditions matérielles des masses laborieuses. [...] Dans un même temps, l'Internationale communiste a insisté sur le fait qu'il est nécessaire *d'armer les travailleurs rapidement, hardiment et résolument*, et particulièrement ces éléments qui sont les plus conscients de leur classe et les mieux organisés. [...] *Mais l'organe de pointe de notre Parti a développé un parcours différent. Il a simplement empêché et minimisé la lutte des classes et les actions révolutionnaires des travailleurs.* Au lieu de répandre et promouvoir les mouvements de grève, le Comité central, de concert avec les dirigeants du Guomindang, a décidé d'une méthode arbitraire de médiation et a établi comme règle que l'autorité finale appartenait au gouvernement. Sous le gouvernement d'une coalition des classes, dirigée à ce premier stade par la bourgeoisie, ce genre de ligne de conduite a simplement servi à protéger les intérêts de la bourgeoisie et a considérablement entravé le mouvement des travailleurs. [...]

La révolution agraire est le nœud de la révolution bourgeoise-démocratique en Chine.

À plusieurs reprises, l'Internationale communiste s'est expliquée à propos de cette question.

La relation entre le Parti et l'Internationale communiste n'était pas non plus conforme à la procédure organisationnelle acceptée. *Il n'y a jamais eu un cas dans l'histoire de l'Internationale communiste où les instructions et résolutions aient été rejetées, de fait, dans une telle situation critique.* Ce n'était plus simplement un simple manque de discipline, mais un acte criminel contre le mouvement communiste chinois et international.

[...] Le Parti communiste chinois non seulement a appliqué une ligne de conduite incorrecte, une ligne qui a conduit la révolution à la défaite, qui a liquidé volontairement la révolution et qui a capitulé en passant à l'ennemi, mais qui n'a pas voulu non plus admettre ses erreurs ni obéir aux instructions de l'Internationale communiste [...]. (C'est moi qui souligne - H. B.)

La vérité contenue dans la déclaration ci-dessus du PCC est confirmée en outre par l'extrait suivant, emprunté à la brochure *Staline et la révolution chinoise*, par Chen Po-ta:

L'opportunisme de Chen Duxiu de 1927 était précisément opposé à cette analyse dialectique [du caractère de la révolution chinoise, et selon laquelle celle-ci était de nature antiféodale aussi bien qu'anti-impérialiste - H. B.] faite par Staline. L'opportunisme de Chen Duxiu a plus tard fusionné avec le trotskisme révolutionnaire. C'est bien connu et il n'est nul besoin d'y revenir ultérieurement. (Chen Po-ta 1949.)

On peut donc voir que les défaites encaissées par la révolution chinoise en 1927 étaient dues principalement à l'opportunisme de la clique de Chen Duxiu qui, rejetant la ligne de conduite prônée par Staline et par le Comintern, n'a pas approfondi la révolution agraire. Le rejet de la ligne du Comintern par la clique de Chen Duxiu est dû entièrement au fait qu'elle n'acceptait pas et «était opposée à l'analyse dialectique de Staline». Les opportunistes au sein du PCC allèrent jusqu'à supprimer les écrits de Staline sur la révolution chinoise. «Tant en 1927, lorsque Chen Duxiu était au pouvoir, qu'après, les opportunistes firent obstacle, intentionnellement ou non, à la diffusion au sein du Parti chinois des nombreuses *Œuvres* de Staline sur la question chinoise.» (Chen Po-ta 1949.)

Les événements qui suivirent les défaites de 1927, ayant mené à la victoire de la révolution chinoise en 1949, ont amplement prouvé que le non-respect de l'analyse dialectique et marxiste-léniniste de la révolution chinoise telle que l'avait faite Staline, valurent infailliblement des mésaventures à la révolution chinoise et à la cause de la libération du peuple chinois. Une étroite adhésion aux enseignements dialectiques de Staline, tout aussi infailliblement, amena la révolution chinoise à faire des pas

gigantesques en l'avant. Le camarade Mao Zedong n'allait jamais cesser d'insister sur cette vérité.

Citons à nouveau Chen Po-ta:

À ce sujet, il conviendrait de faire remarquer que, durant la bonne vingtaine d'années qui se sont écoulées depuis 1927^{xxxvii}, les erreurs de l'opportunisme, tant de droite que de «gauche» qui se produisirent au sein de notre parti furent en général, et en premier lieu, des violations de cette analyse dialectique de la nature de la révolution faite par Staline, erreurs consistant à ignorer l'aspect anti-impérialiste ou l' aspect antiféodal de la révolution. (Chen Po-ta 1949.)

C'est pourquoi, durant les dix années de la période de la guerre civile, les opportunistes de «gauche», ignorant l'aspect anti-impérialiste de la révolution chinoise, oubliant que «la révolution bourgeoise-démocratique en Chine est caractérisée par le durcissement de la lutte contre l'impérialisme^{xxxviii} ?», s'opposèrent à la ligne de conduite prônant la constitution d'un front anti-impérialiste. De même, ils préconisèrent prématurément la ligne visant à appliquer «la transformation en une révolution socialiste ».

Toutefois, durant la guerre de résistance contre l'agression japonaise, ces opportunistes de «gauche» se transformèrent, comme il fallait s'y attendre, en opportunistes de droite. Ignorant l'aspect féodal de la révolution chinoise, ils en vinrent à défendre des points de vue apparentés à ceux défendus par l'opportuniste Chen Duxiu.

Ils étaient incapables de comprendre l'importance décisive qu'il y avait d'approfondir le mouvement agraire. Ils correspondaient parfaitement à cette catégorie de communistes chinois auxquels Staline pensait lorsqu'il disait:

Je sais qu'il y a [...] même des communistes chinois qui estiment qu'il n'est pas possible de déclencher une révolution dans les campagnes, du fait qu'ils craignent que, si la paysannerie était entraînée dans la révolution, elle briserait le front anti-impérialiste.

Les opportunistes de droite oubliaient l'enseignement léniniste de Staline qui disait que «le front anti-impérialiste en Chine va devenir d'autant plus fort et plus puissant que la paysannerie chinoise sera attirée plus rapidement et plus solidement dans la révolution.» Sur base de leur point de vue qui ignorait l'aspect antiféodal de la révolution chinoise, les opportunistes de droite, durant la période de la guerre de résistance à l'agression japonaise, continuèrent de prôner, tout comme l'avait fait la clique de Chen Duxiu, l'abandon de la dictature du prolétariat. Ils «ne voyaient que la bourgeoisie» et furent incapables d'envisager un avenir pour la victoire de la révolution démocratique populaire et pour le socialisme. Ils oubliaient l'enseignement léniniste de Staline et du Comintern à propos de la révolution chinoise, selon lequel

«le rôle d'initiateur et de dirigeant de la révolution chinoise, le rôle de dirigeant de la paysannerie chinoise doit inévitablement incomber au prolétariat chinois et à son parti. »

Mao Zedong a appliqué à la Chine la ligne du Comintern

Le grand mérite du camarade Mao Zedong consiste à avoir combattu courageusement les déviations opportunistes de «gauche» et de droite au sein du PCC; à avoir combattu pour la mise en œuvre de la ligne de conduite léniniste préconisée par le Comintern et par Staline; à avoir administré de cuisantes corrections aux dogmatiques et aux droitiers au sein du Parti chinois et, par-dessus tout, à avoir appliqué la ligne du Comintern à la situation de la Chine et à l'avoir ainsi portée à un stade encore supérieur. C'est cette intégration experte, par le PCC brillamment dirigé par Mao Zedong, de la ligne du Comintern à la pratique concrète de la révolution chinoise, qui, notamment, engendra les succès de cette même révolution chinoise.

Sous la brillante direction du camarade Mao Zedong, le PCC n'ignora jamais un seul instant l'aspect à la fois anti-impérialiste et antiféodal de la révolution chinoise. Tout en menant à bien sa tâche de diriger la paysannerie dans la révolution agraire, il ne rata jamais une occasion d'élargir le front anti-impérialiste de la révolution chinoise en constituant un front national uni, surmontant également, de la sorte, l'isolement de la révolution agraire. La formation, en 1937, du front anti-impérialiste, sur l'insistance du PCC, fut le point culminant de la brillante tactique du PCC sous la direction très avisée du camarade Mao Zedong.

Le fait que les bandits de Chiang Kai-shek furent forcés de donner leur accord à la constitution d'un front uni avec le Parti communiste afin de mener la guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise constitua une brillante victoire pour la ligne de Mao Zedong, pour la ligne de Staline ainsi que pour celle du Comintern. Dans un même temps, ce fut une réfutation de l'absurdité contre-révolutionnaire des trotskistes.

Le grand mérite de Mao Zedong réside également dans le fait que sous sa direction, le PCC évita les erreurs de la période de 1927 et défendit, avec fermeté, le principe de l'indépendance du Parti communiste au sein du Front uni antijaponais, de même que le principe d'amener la paysannerie à entrer dans la révolution. Le PCC, sous la direction de Mao Zedong, combattit les dogmatiques qui s'opposaient à la constitution du Front uni sous le mot d'ordre «Renversez tout le monde». Le camarade Mao Zedong s'adressa à eux en ces termes:

Vous ne pouvez renverser ceux qui sont au pouvoir et vous voulez donc renverser ceux qui ne sont pas au pouvoir. Ils sont déjà dépourvus de pouvoir et pourtant, vous voudriez encore les renverser.

Le PCC combattit également les dogmatiques lorsque, durant la guerre de résistance contre le Japon, ils changèrent de cap pour préconiser, cette fois, «l'unité avec tout le monde».

Ainsi, c'est en suivant la juste ligne marxiste-léniniste sur la nature de la révolution chinoise et la question des tactiques à suivre, que le PCC, sous la direction correcte du camarade Mao Zedong, fut en mesure de diriger avec succès le peuple chinois pour mener à bien la révolution démocratique populaire et franchir ainsi le stade qui allait permettre de réaliser le socialisme en Chine.

Si le PCC avait suivi toute cette pagaille contre-révolutionnaire préconisée par l'opposition trotskiste, cela aurait certainement signifié la victoire de l'impérialisme ou l'instauration de la dictature de la bourgeoisie en Chine. Cela ne pouvait en aucun cas résulter dans l'instauration de la dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et de la paysannerie sous la direction du prolétariat, devant mener, au bout d'un certain temps, à l'instauration de la dictature du prolétariat. Peut-être Trotski voulait-il l'instauration de la dictature de la bourgeoisie? Cela semble avoir été le cas, car, dans ses *Perspectives et tâches en Orient*, de 1924, il dit ceci:

Il n'y a aucun doute que si le parti chinois du Guomindang réussit à unifier la Chine sous un régime national-démocratique, le développement capitaliste de la Chine progressera à pas de géant. Et pourtant tout cela prépare la mobilisation des masses prolétariennes innombrables qui, d'un seul coup, sortiront d'un état préhistorique, semi-barbare (...) (Trotski 21-4-1924.)

Telle est l'essence de tout le verbiage ultra-« gauchiste» du père de la «révolution permanente» !

Si le PCC avait suivi la ligne de l'opposition trotskiste, nous n'aurions pas aujourd'hui de République populaire de Chine.

À ceux qui sèment la dissension entre la ligne de Mao Zedong et celle de Staline

Bien des trotskistes et des non-trotskistes affirment qu'il y avait des différences fondamentales entre le camarade Staline et le camarade Mao Zedong; que Staline n'apporta aucune aide à la révolution chinoise et qu'il tenta de faire de son mieux pour trahir la cause de la libération du peuple chinois. Au vu de ces calomnies et de ces contrevérités persistantes, il m'apparaît nécessaire de conclure mon exposé par quelques remarques prononcées par le camarade Mao Zedong dans le discours du 20 décembre 1939, à l'occasion du 60e anniversaire de Staline.

Il y a aussi des amis d'un tout autre genre, ceux qui nous portent une sympathie réelle et qui nous considèrent comme des frères. Qui sont-ils? C'est le peuple soviétique,

c'est Staline.

Aucun pays n'a renoncé à ses privilèges en Chine, sinon l'Union soviétique.

Au cours de notre Première Grande Révolution, alors que tous les impérialistes étaient contre nous, seule l'Union soviétique nous a apporté son aide.

Depuis le début de la Guerre de Résistance contre le Japon, aucun gouvernement de pays impérialiste ne nous a véritablement soutenus; seule l'Union soviétique nous a aidés de son aviation et de son matériel.

N'est-ce pas suffisamment clair?

Seuls le pays du socialisme, son dirigeant et son peuple, les penseurs, hommes politiques et travailleurs socialistes peuvent apporter une aide réelle à la cause de la libération de la nation chinoise et du peuple chinois; sans leur aide, notre cause ne saurait remporter la victoire finale.

Staline est le fidèle ami du peuple chinois en lutte pour sa libération. L'amour et le respect du peuple chinois pour Staline, ses sentiments d'amitié pour l'Union soviétique sont profondément sincères, et aucune tentative de semer la discorde, aucun mensonge, aucune calomnie ne saurait les altérer. (Mao 20-12-1939, p. 358.)

Cela se passe de commentaire. Ces remarques du camarade Mao Zedong, dirigeant de la révolution chinoise victorieuse, suffisent amplement pour infirmer la campagne de mensonges des trotskistes déclarés ou cachés qui ont fait de leur mieux pour « semer la dissension » et provoquer la confusion, qui ont tenté de faire de leur mieux pour représenter la ligne révolutionnaire de Mao Zedong comme étant différente de la ligne révolutionnaire de Staline. Ces remarques suffisent amplement pour infirmer la propagande diffamatoire, à la fois des « amis » et des ennemis, contre Staline.

J'ai reproduit cette citation de Mao Zedong pour réfuter non seulement les trotskistes, mais aussi les organisations, telles la Fédération communiste de Grande-Bretagne (CFB) (marxiste-léniniste) qui, suivant le sillage du trotskisme, accusent Staline de nationalisme étroit" et qui utilisent le nom de Mao Zedong pour attaquer Staline.

Tout comme il est nécessaire de contrer la tendance qui, sous le prétexte de louer Mao Zedong, attaque Staline, il est nécessaire de contrer la tendance opposée qui utilise Staline comme un bouclier derrière lequel elle peut s'en prendre à Mao Zedong et à la République populaire de Chine.

C'est une pure perte de temps que de tenter de savoir laquelle de ces deux tendances (celle qui utilise le nom de Mao Zedong pour attaquer Staline et l'autre qui se cache derrière Staline pour attaquer Mao Zedong et le PCC) est la plus néfaste.

Toutes deux le sont également. Il est par conséquent de notre impérieux devoir de communistes de les combattre toutes deux.

En conclusion

Ce que nous avons dit ce soir n'est qu'une brève introduction au sujet de la discussion. J'espère que cela suscitera suffisamment d'intérêt au sein du mouvement communiste et que cela mènera à d'autres études et recherches, à plus de clarification des problèmes concernés et à la réfutation des mensonges bourgeois. Puis-je ajouter qu'il n'y a pas de meilleure façon d'étudier la question de la révolution chinoise que de se livrer à une étude intelligente des écrits de Mao Zedong et de ceux de Staline, sur la révolution chinoise.

Cinquième partie

La guerre d'Espagne

Les travailleurs de l'Union soviétique ne font que remplir leur devoir lorsqu'ils apportent leur aide aux masses révolutionnaires espagnoles. Ils sont conscients que la libération de l'Espagne de la persécution des réactionnaires fascistes n'est pas la cause privée des Espagnols, mais une cause universelle de l'ensemble de l'humanité avancée et progressiste.

Staline

Chapitre 16

Le contexte de la guerre d'Espagne La condition des travailleurs et des paysans espagnols

Durant plus de deux siècles, le peuple espagnol s'était battu contre l'étouffement de la propriété terrienne féodale afin d'introduire l'Espagne dans le monde moderne. Mais les seigneurs féodaux étaient parvenus à retarder la montée de la bourgeoisie et du développement capitaliste et, partant, le développement de la classe ouvrière. Aussi, l'économie espagnole accusait-elle un retard de plus en plus important sur le monde moderne et était de plus en plus impuissante face à la concurrence des pays où la révolution bourgeoise avait été réalisée. Par conséquent, la condition du peuple espagnol ne cessait d'empirer, tant de façon relative qu'en valeur absolue. Voici comment Frank Jellinek décrivait la situation dans les années 30 dans son ouvrage *The civil War in Spain*:

L'Espagne est un pays où sévit la faim: surtout la faim simplement physique, mais également la faim de terre.

Une population dont quasiment 70% vit de la terre et n'en possède pratiquement pas. 65% de la population détenait 6,3% des terres, alors que 4% de la population en détenait 60%. [...]

[...] Le duc de Medinaceli possédait 79 146 hectares, alors que deux millions et demi de paysans galiciens en possédaient 2,9 millions. (Jellinek 1938, p. 33.)

Dans ce pays, que les Maures considéraient comme le paradis terrestre et qu'ils traitaient avec le plus grand soin [...] la surface cultivée totalise 22 millions d'hectares, la surface non cultivée 24 millions. [...]

Les causes de ce monstrueux gaspillage peuvent se retrouver dans l'histoire politique et économique des classes dominantes espagnoles. La déforestation, la conversion de la terre arable en steppe et des terres agricoles en pâturages et en enclos, les propriétaires absents, le manque de marché interne fort en raison des salaires incroyablement bas, la lutte, d'abord entre les intérêts agricoles et ceux de l'élevage, ensuite entre l'agrarianisme et l'industrie, agissent de concert pour ruiner le pays. (Jellinek 1938, p. 34.)

Dans les années 30, la question de la révolution bourgeoise espagnole constituait la priorité absolue du peuple espagnol, mais elle avait de puissants ennemis, les principaux étant, naturellement, les grands et puissants propriétaires de l'aristocratie, dont l'Église catholique, et tout particulièrement les Jésuites. L'aristocratie pouvait faire pencher en sa faveur

n'importe quel résultat électoral, quand elle le voulait, grâce au pouvoir qu'elle détenait parmi la paysannerie (cette influence porte le nom de *caciquismo* et pouvait par conséquent s'assurer un contrôle ferme sur les mécanismes de l'État. L'Église, de son côté, contrôlait virtuellement toute l'éducation des enfants et exerçait une puissante influence idéologique sur le peuple espagnol.

La lutte entre, d'une part, le froment et le bétail [l'agrarianisme] et, d'autre part, le textile et l'acier [l'industrie] avait des effets sociaux et politiques profonds. Une chute des prix agricoles et une hausse des salaires allait favoriser l'industrie en renforçant le marché interne. Dans un même temps, elle allait renforcer les mouvements petits-bourgeois et prolétariens qui grandissaient dans le cadre même de la poussée industrielle vers le pouvoir et qui utilisaient les victoires de la grande bourgeoisie pour ouvrir à eux-mêmes de nouvelles possibilités d'expansion. Par conséquent, il était nécessaire pour les grands propriétaires féodaux de maintenir le pays dans un état de pauvreté aussi grand que possible et ils y réussirent totalement. (Jellinek 1938, p. 35.)

Avec un contrôle presque total de la politique espagnole, les grands propriétaires terriens purent écarter la menace de l'industrie presque aussi facilement qu'ils avaient écrasé le commerce au 16^e siècle. (Jellinek 1938, p. 36.)

Divers pays impérialistes étrangers avaient acquis des intérêts dans les sociétés espagnoles, comme les mines et même le service national des téléphones. et, eux aussi, avaient tout intérêt à maintenir l'Espagne dans une position relativement arriérée, de telle façon qu'elle ne constitue pas une menace contre leurs investissements. Frank Jellinek fait encore remarquer:

Le développement de l'industrie indigène espagnole doit nécessairement avoir créé non seulement une concurrence avec les intérêts étrangers, mais aussi, comme le Bureau dirigeant de Rio Tinto [une compagnie anglaise] s'en plaignit à plusieurs reprises à ses actionnaires, une atmosphère révolutionnaire. Il était essentiel, par conséquent, de voir que la plus-value allait être neutralisée par l'exportation de capitaux. (Jellinek 1938, p. 278.)

Inutile de dire que c'est exactement ce qui se passa.

Pour ceux qui aspiraient désespérément au progrès - par-dessus tout, la classe ouvrière et les masses paysannes, principales victimes de l'arriération de l'Espagne et dont la crasse et la pauvreté constituaient le lot quotidien, mais également les éléments les plus audacieux de la bourgeoisie et petite bourgeoisie nationale, particulièrement ceux qui étaient concentrés dans les régions industriellement développées du Pays basque et de la Catalogne, l'espoir de se libérer de ces chaînes semblait bien ténu. Beaucoup avaient essayé et échoué. Mais au début du 20^e siècle, des signes apparurent, indiquant que les choses pouvaient changer.

Les travailleurs et les paysans espagnols ne pouvaient que riposter contre ceux qu'ils considéraient comme responsables de leurs existences pénibles. La bourgeoisie nationale espagnole, quant à elle, cherchait, avec son indécision caractéristique, à créer les conditions de la poursuite de son développement. Toutefois, jusque dans les années 30, la classe ouvrière, numériquement faible, eut tendance à s'imprégner des concepts anarchistes petits-bourgeois qui prévalaient tant en Espagne, comme l'ex

plique Engels dans *Les bakouniniens à l'œuvre*. Mais la fin des années 20 et dans les années 30, sous l'influence du mouvement communiste mondial dont l'impact fut tellement amplifié par la révolution d'Octobre en Union soviétique, la classe ouvrière espagnole commença modestement à développer un parti ouvrier et une ligne ouvrière indépendante. Et lorsqu'éclata la guerre civile espagnole, le communisme était devenu une force avec laquelle il fallait compter en Espagne. Tout au long de la guerre, sa force se développa et finit par dominer la politique républicaine. Il s'en suivit que le développement et la maturité politique de la classe ouvrière espagnole devinrent un facteur important de changement social.

Parallèlement, la décadence économique et la corruption de la société espagnole furent, pour la classe ouvrière, une bonne école pour la révolution, comme il ressort de la description de la situation à l'issue de la Première Guerre mondiale, faite par Raymond Carr:

Alors que la Seconde Guerre mondiale imposa des privations qui cachaient, dans une misère généralisée, les défauts de la structure sociale, la guerre de 1914-1918 avait engendré une prospérité qui avait révélé ces défauts. Puissance neutre, l'Espagne réalisa de 1915 à 1918 de plantureux bénéfices et connut une hausse spectaculaire des prix. Les filatures catalanes approvisionnèrent les troupes françaises, la disparition du charbon gallois bon marché engendra une activité fiévreuse dans les charbonnages des Asturies. [...]

Certes, une bonne part de ces activités représentait des profits rapides plutôt qu'une saine expansion [...] Le véritable secret de la prospérité espagnole du temps de guerre résida dans le renversement des termes du commerce pour les produits primaires et dans les prix élevés que ses textiles pouvaient exiger [...] Cela se refléta dans le prix de la peseta plutôt que dans une véritable percée industrielle. Ces conditions permirent un rapatriement de la dette nationale et de celle des chemins de fer et favorisèrent le développement de la puissance des grandes banques.

Le boom de la guerre et la dramatique hausse des prix déstabilisèrent toutes les relations de travail. Les salaires grimpèrent rapidement, spécialement dans les charbonnages asturiens et parmi les travailleurs non qualifiés de Catalogne et du Nord industriel [...], mais certains travailleurs ne virent aucune hausse dans les salaires réels [...] et ceci, à une époque où les employeurs, supposait-on, engrangeaient d'immenses profits « spéculatifs ». Ces conditions favorisèrent un développement

rapide du travail organisé à un moment où la guerre rendait l'Espagne ingouvernable selon des méthodes parlementaires. (Carr R 1982, pp. 497-499.)

Si la guerre et la hausse des prix avaient engendré des troubles, la fin de la guerre intensifia les contradictions par mille:

La contraction d'après-guerre du marché européen amena une crise en Espagne. Les mines des Asturies, marginales, fermèrent. La guerre avait provoqué une énorme augmentation du fret maritime. Lorsqu'elle cessa, la masse de fret diminua et les pertes furent énormes. Bien des compagnies se trouvèrent criblées de dettes en raison des dépenses consenties dans la construction de navires durant la période de boom; les navires furent désarmés et les chantiers de Bilbao demeurèrent sans travail; les nouvelles aciéries ne trouvaient plus d'acheteurs pour leurs produits. Les propriétaires terriens, qui avaient mis des terres marginales en culture, les laissèrent retourner à l'état de pâturages. Le sous-emploi dans l'agriculture aggrava donc le chômage dans les villes.

La chute des prix et le chômage, par conséquent, sous-tendaient les grèves révolutionnaires de 1919-1923 [00] Les employeurs prétendirent qu'à moins de briser les syndicats, ceux-ci allaient leur rompre les reins avec leurs exigences qui, si on les satisfaisait, allaient les forcer à l'arrêt. (Carr R 1982, p. 509.)

On envoya des troupes pour réprimer les grèves de façon sanglante et impitoyable.

Entre 1919 et 1925, il s'ensuivit ce que Cau appelle une guerre de l'emploi, caractérisée non seulement par des grèves majeures et par des combats de rue à Barcelone entre les travailleurs et la police, mais aussi par des assassinats de dirigeants politiques des deux bords. Comme les électeurs étaient de plus en plus en colère contre leur misérable condition, la capacité du caciquismo à garantir des résultats «sûrs» aux élections s'avéra douteuse. Les classes dirigeantes pressentirent qu'il fallait suspendre la démocratie parlementaire, et c'est ce qui arriva en 1923, par le biais d'un coup d'État militaire (dont fut complice le monarque «constitutionnel» de l'Espagne, Alphonse XIII, qui installa une dictature militaire sous la direction du général Miguel Primo de Rivera.

L'installation d'un régime militaire n'améliora pas les choses, inutile de le préciser. Les militaires étaient entièrement au service de l'aristocratie féodale, dont l'idéologie transpirait par chaque pore du corps des officiers. Pour réprimer les masses, le général Primo de Rivera - qui n'était pas une lumière, comme on doit s'y attendre de la part d'un fonctionnaire de l'armée - prit des mesures tout à fait réactionnaires et appliquées de la façon la plus stupide et inutile qui soit. Elles comprenaient la suppression du mouvement nationaliste petit-bourgeois de Catalogne, la suppression de tous les droits démocratiques (tels que le droit à un procès par un jury et la liberté de

la presse) et les persécutions totales, l'emprisonnement et l'exil des dirigeants des travailleurs et des paysans. Comme le conflit ne cessait de se durcir, les classes dirigeantes comprirent que la dictature militaire était un remède pire que le mal et décidèrent de faire de Primo de Rivera un bouc émissaire, tout en recherchant une meilleure façon de sauvegarder leurs privilèges et leur pouvoir. L'armée et le roi se tournèrent contre Primo de Rivera, dans une tentative de s'absoudre eux-mêmes du blâme et, le 29 janvier 1930, le général fut forcé de démissionner. Il mourut à Paris la même année.

Sa démission vint trop tard pour sauver la monarchie, qui le suivit en exil quinze mois plus tard, en avril 1931 : les élections municipales du 12 avril avaient démontré que le peuple lui était absolument hostile en raison de son soutien à la dictature militaire. Les classes dirigeantes virent dans le sacrifice de la monarchie la seule façon de gagner le temps qui permettrait de dissiper ou de détourner l'hostilité des masses de l'édifice féodal en train de s'écrouler.

La République

Pour un temps, les masses furent effectivement distraites et laissèrent libre cours à leur joie. Ensuite, de grandes élections générales eurent lieu le 28 juin 1931, qui confirmèrent les résultats des élections municipales d'avril: 117 socialistes, 93 radicaux, 59 radicaux socialistes républicains, 27 membres de l'action républicaine, 27 républicains de droite, 33 nationalistes catalans, 16 nationalistes galiciens et 28 anti-monarchistes. Les monarchistes, de leur côté, ne purent rassembler que 85 sièges, ensemble. Mais, bien que, suite à ces élections, le gouvernement eût été constitué d'éléments relativement progressistes, il se révéla tout à fait incapable, le moment venu, d'imposer le moindre changement fondamental dans la nature de classe de l'État espagnol.

David Mitchell écrit qu'après que le Premier ministre, Alcalá Zamora, eut été remplacé par Manuel Azafia en octobre 1931, «il fut catalogué d'ennemi du militarisme et de l'Église. En se concentrant sur ces deux questions et en ne faisant que de timides efforts pour s'en prendre au problème le plus urgent - la réforme agraire -, la coalition mal assortie réussit surtout, au cours des deux années suivantes, à exaspérer quasiment chaque faction. Peut-être seuls les nationalistes catalans, qui avaient reçu l'autonomie en septembre 1932, furent-ils satisfaits de ses performances.» (Mitchell 1982, p. 16.) Si l'analyse que fait Mitchell de la réforme agraire est exacte et s'il est vrai que ce fut la cause principale de la désillusion des masses envers ce gouvernement, il est également vrai qu'un certain nombre de mesures progressistes que prit Azafia suscitèrent une peur bleue parmi les classes dominantes réactionnaires: il reprit à l'Église catholique son statut de religion d'État et fit élaborer une Constitution qui, entre autres choses, proclamait la liberté totale de religion. Les femmes, elles-mêmes, se voyaient attribuer des droits - en particulier le droit de vote, mais

également le droit au divorce. Ironiquement, ce fut précisément l'attribution du droit de vote aux femmes qui provoqua la chute finale d'Azafia : de très nombreuses femmes espagnoles, ayant été maintenues dans un état de grande arriération politique (il ne fallait pas s'attendre à autre chose dans une société féodale), ont donné leurs suffrages nouvellement acquis à des candidats approuvés par leurs pères confesseurs et les grandes dames «comme il faut» du château ou manoir voisin.

Pensant sauver l'Espagne de la «dictature anticléricale» d'Azafia, le général Sanjurjo fomenta un complot en vue de renverser le gouvernement. Toutefois, la tentative d'insurrection d'août 1932 fut facilement réprimée, car, à ce stade, les classes dirigeantes savaient qu'il aurait été suicidaire de la soutenir. Elles voulaient donner aux républicains petits-bourgeois davantage de corde pour pouvoir se pendre eux-mêmes, de sorte qu'aux élections futures, les masses reviennent voter comme leurs maîtres le leur avaient appris. après avoir compris la folie d'avoir voulu mettre en pratique leur indépendance. Ainsi donc, les dirigeants de l'insurrection de Sanjurjo, ce dernier y compris, furent arrêtés et incarcérés - dans des prisons plutôt confortables, au demeurant.

Jusqu'à certain point, la stratégie de la classe dirigeante réussit. Le principal problème avec Azafia était qu'il n'avait pas de programme économique à proprement parler en dehors de quelques très timides réformes agraires qui ne satisfaisaient personne. Le chômage augmentait à mesure que le monde capitaliste s'enfonçait dans la crise économique des années 30 et que, naturellement, montait, dans un même temps, la colère des masses:

Après une série de révoltes paysannes et de grèves dans l'industrie, le gouvernement, effrayé, fut obligé de faire appel à l'armée, à la Guardia Civil et à une force républicaine nouvellement créée, les Gardes d'Assaut, pour maintenir un semblant d'ordre. Ironiquement, l'Espagne se mua davantage en État policier qu'elle ne l'avait été sous Primo de Rivera. (Mitchell 1982, p. 16.)

De la sorte, le contrôle de l'armée sur le gouvernement se renforça, alors que le gouvernement lui-même éclatait inévitablement, puisque les minorités, sous la pression de leurs partisans, refusaient de suivre la ligne.

Quand les rebelles paysans furent abattus sans cérémonie alors que les rebelles militaires comme Sanjurjo étaient simplement exilés ou jetés dans des prisons confortables, les pires soupçons de la FAI [les anarchistes] se confirmèrent; et sous la pression de ses partisans, Largo Caballero commença à faire glisser le parti socialiste et l'UGT d'un réformisme modéré vers une position plus révolutionnaire. (Mitchell 1982, pp. 16-17.)

Dans l'intervalle, la Phalange fasciste (lancée par José Antonio Primo de Rivera, un fils de

l'ancien dictateur militaire) et la CEDA d'extrême droite s'organisèrent dans le but de profiter du mécontentement des travailleurs à l'égard des organisations traditionnelles des travailleurs. Ce mécontentement aboutit à une abstention considérable des travailleurs dans la participation aux élections de 1933. Résultat: le parti qui engrangea le plus grand nombre de sièges fut la CEDA. Les classes dirigeantes savaient qu'il fallait s'attendre à des troubles si on laissait la CEDA prendre le pouvoir, si bien que cette organisation ne fut pas directement admise au gouvernement. En lieu et place, le gouvernement fut constitué par le Parti radical, opportuniste, dirigé par l'archi-opportuniste Alejandro Lerroux. C'était toutefois la CEDA qui, tenant les rênes du pouvoir, décidait. Mitchell poursuit:

Cependant, le parti le plus important aux Cortes, la CEDA, n'avait pas la majorité absolue. Mais sous la pression de ses députés, le gouvernement, dirigé par Alejandro Lerroux, repoussa ou ignora la législation «subversive» de son prédécesseur. Les propriétés des grands d'Espagne furent rétablies, les paysans chassés, les salaires considérablement diminués. Tous ceux qui avaient été impliqués dans l'insurrection de Sanjurjo furent amnistiés.[...]

En février 1934, Largo Caballero disait que «le seul espoir des masses aujourd'hui est la révolution sociale. Elle seule peut sauver l'Espagne du fascisme ». (Mitchell 1982, p. 21.)

D'autres caractéristiques du régime de Lerroux mirent en colère travailleurs et paysans. Les voici:

1. Une amélioration marquée des relations entre l'État et la hiérarchie ecclésiastique.
Le régime de Lerroux n'osa pas aller jusqu'à permettre aux Jésuites de revenir reprendre leur ancienne tyrannie idéologique et financière, mais bien des réformes constitutionnelles séparant l'État de l'Église furent ralenties et on abandonna les efforts visant à remplacer l'éducation ecclésiastique par une éducation laïque.
2. La désignation à de hauts commandements militaires d'un très grand nombre de monarchistes.
3. Le rejet de l'autonomie de la Catalogne en octobre 1934 et la mise au frigo des plans visant à conférer l'autonomie à la Galice et au Pays basque.
4. L'amnistie accordée en avril 1934 à l'ancien membre monarchiste du gouvernement de Primo de Rivera, Calvo Sotelo, l'autorisant à rentrer en Espagne et, en règle générale, les relations amicales qui existaient entre le gouvernement et les dirigeants militaires et politiques antirépublicains.

Durant tout ce temps, la CEDA exigea d'être admise au sein du gouvernement, mais elle insistait pour qu'elle puisse le faire sans devoir soutenir pour autant la

République. Pour forcer la décision et surtout pour discuter de ses prétentions, la CEDA organisa une conférence des partis de droite dans la ville très prolétarienne de Covadonga. En termes de provocation, c'est la même chose que si le Front National, aujourd'hui, organisait un meeting à Southall. Cette réunion fut perçue comme un outrage et donna lieu à des manifestations tout au long du mois de septembre 1934. Le 1^{er} octobre, lors du vote au parlement, la CEDA vota contre le gouvernement, ce qui eut pour résultat la défaite du gouvernement et sa démission forcée. Le 4 octobre, le président de la République demanda à Lerroux de former un nouveau gouvernement qui allait confier à trois membres de la CEDA des ministères importants. Lerroux s'exécuta et c'est ainsi que la CEDA obtint le ministère du Travail, le ministère de la Justice et celui de l'Agriculture.

Les Asturies

Prévoyant le genre de traitement auquel ils pouvaient s'attendre si ces fascistes poursuivaient leur carrière au gouvernement et se souvenant des expériences de la classe ouvrière autrichienne sous Dollfuss, la réponse immédiate des travailleurs espagnols fut de se mettre en grève. Le syndicat à dominance socialiste-communiste, l'UGT, appela à la grève générale le 5 octobre et Lerroux proclama l'état de guerre!

Pour diverses raisons, le mouvement de grève n'atteignit son plein essor que dans les Asturies. Dans d'autres endroits, les travailleurs étaient épuisés suite aux grèves ou n'étaient pas sûrs de ce qu'ils devaient faire en raison du manque d'enthousiasme pour la lutte que déployaient les «dirigeants », tels le socialiste Largo Caballero et certains anarchistes. Mais, dans les Asturies, le syndicat dominé par les anarchistes, la C T, et l'UGT s'unirent sous le nom d'Union des Frères Prolétariens. Les travailleurs des villes asturiennes, très ouvrières, étaient unis et déterminés. Non contents de se mettre en grève, les travailleurs prirent le contrôle de la région durant plusieurs jours, espérant ainsi forcer le gouvernement à satisfaire à leurs exigences.

En lieu et place, le gouvernement mobilisa le général Franco et ses troupes mauresques pour mater la rébellion. Avec l'effondrement dans le reste de l'Espagne du mouvement de grève générale, la défaite de la rébellion asturienne était inévitable.

Les pires craintes des travailleurs quant à la brutalité du gouvernement dominé par la CEDA étaient sur le point de se réaliser. En fait, même en Espagne où la sauvagerie sanglante de la répression des travailleurs et des paysans constituait la norme, le traitement réservé aux travailleurs asturiens par le gouvernement Lerroux-CEDA fut inattendu par son degré d'horreur. David Mitchell écrit:

Des quelque 2 000 tués et blessés dénombrés avant la reddition du 19 octobre, à peine dix pour-cent n'étaient pas des rebelles: et on tua presque autant de rebelles

encore dans la répression impitoyable qui suivit. Manuel Montequin se rappelle que «en certains endroits, Maures, légionnaires et gardes civils n'épargnaient pas même les chiens, les chats, les cochons ou les veaux. Ils massacraient tout ce qui bougeait. Je l'ai vu de mes propres yeux alors que je me battais dans le village de Villafria. Ils coupaient même les têtes aux poupées des fillettes.» (Mitchell 1982, p. 24.)

30 000 travailleurs asturiens furent faits prisonniers et on dut les entasser dans des camps de concentration, par manque de place dans les prisons.

Tout horribles que ces événements aient été, il faut comprendre qu'ils posèrent les bases du développement de la force du mouvement ouvrier. Ils durcirent considérablement la classe ouvrière :

Le recours à des troupes marocaines et les horreurs de la répression forcèrent la gauche, en proie à de perpétuelles chamailleries, à la solidarité, puisqu'elle ne pouvait rien faire d'autre. [...] Les communistes, qui avaient plaidé en faveur de la poursuite de la lutte désespérée (parmi ces communistes, l'Asturienne Dolorès Ibarruri, une femme de mineur qui fut connue plus tard sous le surnom de La Pasionaria), moissonnèrent leur récompense sous forme d'un bond en avant de leur popularité et de leur nombre d'affiliés [...] (Mitchell 1982, p. 24.)

Jose Diaz, le secrétaire général du Parti communiste espagnol, dans un discours prononcé le 2 juin 1935 sur l'importance de l'insurrection asturienne, parlait au nom du mouvement ouvrier:

Vous savez tous ce qui s'est passé en octobre. Vous savez que nous nous sommes soulevés dans tout le pays; que les travailleurs espagnols, les travailleurs catalans, les Basques, les Galiciens, bref, les travailleurs de toute l'Espagne, sont descendus dans la rue pour contrer l'avancée du fascisme au moyen d'une grève générale et d'une lutte insurrectionnelle. Et vous savez aussi que les masses ont combattu avec un courage admirable pour renverser la grande bourgeoisie, les seigneurs et leur gouvernement réactionnaire et fasciste, en vue de prendre le pouvoir. Ce dernier objectif n'a été atteint que dans les Asturies. Dans les Asturies, il a été atteint grâce à la position héroïque du prolétariat. Dans les Asturies, il a été atteint parce qu'ils savaient comment marcher dans l'unité et comment faire main basse sur des armes. Le drapeau du pouvoir des travailleurs et des paysans a flotté triomphalement sur les Asturies pendant quinze jours. Les Alliances des travailleurs et des paysans ont pris le pouvoir par la lutte armée. Cette glorieuse action de nos camarades asturiens vivra pour toujours dans la mémoire de tous les exploités. En outre, nous ne devons pas oublier que, là-bas, nos frères et nos sœurs, nos héros, ont combattu dans l'unité et c'est pourquoi ils ont triomphé: les communistes, les socialistes et les anarchistes ont combattu comme un seul homme, épaule contre épaule. Pour cette même raison, si nous voulons triompher dans l'ensemble du pays, il est essentiel que le Front uni soit

une réalité, que l'unité dans l'action soit imposée, que des Alliances de travailleurs et de paysans soient créées et développées dans chaque partie du pays, de sorte qu'elles puissent diriger la lutte des larges masses afin d'écraser la réaction et le fascisme. Si nous le faisons, je vous dis qu'il ne faudra pas attendre longtemps avant de voir ce gouvernement, Gil Robles et tous ceux qui les défendent, s'enfuir, fuir aussi ignominieusement que l'ont fait les bourgeois et les gardes civils des Asturies lorsqu'ils ont dû faire face aux rangs serrés et au pouvoir armé des mineurs et des travailleurs des Asturies. (Mitchell 1982, pp. 11-12.)

Des Asturies à la victoire aux élections de février 1936

Les Asturies forcèrent nombre des plus importants partis petits-bourgeois à participer au Front populaire promu par les communistes. Il devint évident pour tout le monde qu'il ne pouvait y avoir de démocratie sans front populaire. La chose fut finalement entendue entre les républicains, les communistes et les socialistes le 15 janvier 1936. Les exigences qu'ils proposaient à l'électorat étaient les suivantes:

1. L'amnistie pour toutes les personnes accusées de crimes politiques après novembre 1933.
2. La reprise des employés du gouvernement qui avaient perdu leur emploi pour des raisons politiques.
3. Des compensations pour les familles à la fois des révolutionnaires et des forces gouvernementales qui avaient perdu la vie.
4. La restauration de la souveraineté de la Constitution.
5. La rédaction finale de la Constitution.
6. Une sécurité publique améliorée.
7. La réorganisation de la justice criminelle.
8. La redistribution des responsabilités au sein de l'armée et de la police et une version réécrite des réglementations disciplinaires.
9. Moins de taxes et davantage de crédits pour les paysans.
10. L'adoption de lignes politiques pour contrer la dépression économique dans l'industrie.
11. L'adoption d'un programme de travaux publics.
12. La Banque et le Trésor doivent être placés au service de la reconstruction nationale.
13. Des amendements à la législation sociale, y compris la fixation d'un salaire minimal.
14. De plus grands investissements dans les équipements scolaires laïques.

Le front populaire différait des fronts unis des années 20 en ce sens que celui-là comprenait les partis social-démocratiques alors que les précédents n'en comptaient pas. Pour que ces derniers puissent en accepter le programme, celui-ci devait être assez large, ce qui suscita des accusations de la part des trotskistes et autres qui prétendaient que ces programmes étaient bourgeois. Mais les raisons de vouloir inclure les partis social-démocratiques dans ces anciens fronts populaires ont été très bien expliquées par Campbell :

Les leçons de la révolution de 1917, et de la période révolutionnaire qui s'ensuivit en Europe, appartiennent au capital de base de la classe ouvrière et les négliger revient à commettre un suicide politique. Mais ces leçons ne peuvent s'appliquer à l'heure présente, sauf si l'on tient compte de la différence de la situation actuelle comparée à celle de 1917-1920. [...] (Campbell 1939, p. 316.)

En 1917-1920, le capitalisme défendait la démocratie parlementaire contre la poussée de la révolution socialiste, laquelle cherchait à établir une démocratie soviétique. Aujourd'hui, le capitalisme, afin de se maintenir, cherche à saper et à détruire la démocratie parlementaire et à dissoudre les organes de la classe ouvrière. Défendre la démocratie en 1917-1920 revenait à défendre le capitalisme contre la révolution.

L'analyse que fait J. R. Campbell de cette période n'est pas originale, mais elle coïncide avec la ligne du mouvement de l'internationale communiste, telle que l'exprimait le camarade Staline en avril 1929 dans *La déviation de droite dans le Parti communiste (bolchevik) de l'UR.S.S.*, où il insistait sur «la tâche d'intensifier la lutte contre la social-démocratie et, avant tout, contre son aile "gauche", soutien social du capitalisme» (Staline 4-1929, p. 346). Et, une nouvelle fois, dans son *Rapport politique du Comité Central au 16^e Congrès du Pc. US.(b)*, Staline déclarait:

En développant une lutte sans compromis contre la social-démocratie, qui est l'agence du capital dans la classe ouvrière, et en réduisant en poussière, sans exception, toutes les déviations du léninisme qui amènent de la farine au moulin de la social-démocratie, les partis communistes ont montré qu'ils sont sur la bonne voie. Ils doivent définitivement se fortifier sur cette voie, car ce n'est que s'ils agissent de la sorte qu'ils pourront compter gagner la majorité de la classe ouvrière et préparer avec succès le prolétariat aux futures batailles de classes. Ce n'est qu'en agissant de la sorte que nous pouvons compter sur un accroissement supplémentaire du prestige de l'Internationale communiste. (Staline 27 -6-1930, p. 261.)

Mais, en 1934, dans de nombreux cas, le problème n'était pas de préparer ce prolétariat aux batailles à venir. Il s'agissait d'organiser le prolétariat à gagner les batailles que la bourgeoisie lui imposait. Aussi Campbell poursuivait-il:

Défendre la démocratie en 1938 revient à contrecarrer l'attaque du capitalisme contre la classe ouvrière, et c'est le point de départ de tout progrès de la classe ouvrière vers le pouvoir. (Campbell 1939, p. 318.)

Une fois encore, son analyse est dans la ligne du camarade Staline et du mouvement communiste international, comme le montre le rapport du camarade Staline au 17^e congrès du Parti, en 1934, où il faisait remarquer:

Les masses populaires n'en sont pas encore au point de livrer assaut au capitalisme; mais que l'idée de cet assaut mûrisse dans la conscience des masses, il n'est guère possible

d'en douter. Nous en trouvons, un témoignage éloquent, par exemple dans des faits tels que la révolution espagnole. qui a renversé le régime fasciste [...].

C'est ce qui explique, à proprement parler, que les classes dominantes des pays capitalistes s'appliquent à détruire ou ramènent à zéro les derniers vestiges du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, vestiges pouvant être utilisés par la classe ouvrière dans sa lutte contre les oppresseurs [...].

À cet égard, la victoire du fascisme en Allemagne, il ne faut pas la considérer simplement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement. (Staline 26-1-1934, pp. 693-694.)

En août 1935, le 7^e congrès de l'Internationale communiste décida ce qui suit:

Sous les conditions de crise politique, lorsque les classes gouvernantes ne peuvent plus dominer le développement puissant du mouvement des masses, les communistes doivent mettre l'accent sur des mots d'ordre révolutionnaires *cruciaux* (comme le contrôle de la production et des banques, la dissolution de la police, sa substitution par une milice armée, etc.), calculés en vue d'ébranler encore plus le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie, de renforcer les forces de la classe ouvrière, d'isoler les parties conciliantes et de mener les masses vers la prise révolutionnaire du pouvoir. Si, en face d'une telle montée dans le mouvement des masses, il devait être possible et nécessaire, dans les intérêts du prolétariat, de constituer un *gouvernement de front prolétarien uni ou de front populaire antifasciste* qui ne serait pas encore un gouvernement de la dictature du prolétariat, mais qui entreprendrait d'appliquer des mesures décisives contre le fascisme et contre la réaction, le Parti communiste doit faire progresser la formation d'un tel gouvernement.

La prémisses essentielle à la formation d'un gouvernement de front uni, c'est une situation où l'on retrouve les facteurs suivants: (a) quand l'appareil étatique bourgeois est paralysé au point que la bourgeoisie n'est pas en position d'empêcher la formation d'un tel gouvernement; (b) quand les masses ouvrières les plus larges se lancent elles-mêmes massivement contre le fascisme et la réaction sans être encore prêtes à combattre pour le pouvoir soviétique; (c) quand une partie considérable des organisations de la social-démocratie et des autres partis faisant partie du front uni exigent l'application de mesures intransigeantes contre les fascistes et autres éléments réactionnaires et sont prêts à combattre en conjonction avec les communistes afin d'appliquer ces mesures.

Dans la mesure où le gouvernement de front uni prend réellement les mesures décidées contre les magnats financiers contre-révolutionnaires et leurs agents fascistes et ne restreint en aucun cas les activités du Parti communiste ni les luttes de la classe ouvrière, le Parti communiste soutiendra ce gouvernement de toutes les façons possibles. Quant au problème de la participation des communistes dans un gouvernement de front uni, il sera résolu selon la situation concrète de chaque cas. (Résolutions, chap. II, 8)

Et, comme Jellinek le fait remarquer à juste titre:

La situation concrète en Espagne au début de 1936 comportait bel et bien les trois facteurs constituant «la prémisse essentielle à la formation d'un gouvernement de front uni». (Jellinek 1938, p. 208.)

Chapitre 17

La formation du Front populaire et le déroulement de la guerre Le Front populaire

La tactique du Front populaire a été adoptée par le mouvement ouvrier international dans les conditions engendrées au début des années 30 par la victoire du fascisme en Allemagne et en Italie - au moment où le capitalisme monopoliste considérait le fascisme comme le seul moyen de se maintenir en place tout en se débarrassant de la démocratie bourgeoise. Dans ces circonstances, la tactique du Front populaire comportait deux volets. D'abord, il cherchait à bâtir une alliance entre la classe ouvrière et les couches intermédiaires de la population afin de défendre la démocratie, de préserver la paix et de mettre en place un gouvernement travailliste-démocratique censé atteindre cet objectif. Ensuite, le Front populaire voulait permettre au prolétariat révolutionnaire de rallier des sections entières de la classe ouvrière ainsi qu'une frange considérable des couches moyennes au programme du socialisme complet. Si cette tactique semblait intelligente, elle fit toutefois l'objet de virulentes dénonciations de la part de certaines sections de la «gauche», et en particulier de Trotski et de ses disciples. Une ligne aussi difficile, aussi complexe n'était pas du goût du trotskisme, qui cherche des solutions faciles à des problèmes difficiles, dans le confort des formules toutes faites et des dogmes défunts. Pour le trotskisme, empêcher les couches moyennes de la population de tomber sous l'influence du capitalisme monopoliste, c'est de la collaboration de classe. Chercher à

isoler les capitalistes monopolistes lorsque ces derniers virent à toute allure vers le fascisme, c'est de la collaboration de classe. Et, aux yeux du trotskisme révolutionnaire, la guerre civile espagnole n'est rien d'autre qu'un sale exemple de collaboration de classe.

Au long de cet article, nous allons démontrer, au-delà de tout doute, que les trotskistes ont saboté la lutte de la république espagnole contre le fascisme et que, en toutes circonstances, ce sabotage a été accompagné de slogans ultra-gauchistes tels que: «La bourgeoisie ne peut être une alliée contre le fascisme », «Seule la révolution prolétarienne peut constituer une force suffisamment mobilisatrice pour secouer les populations à l'arrière de Franco », «Le prolétariat est irréconciliablement opposé à la démocratie bourgeoise», etc. Cette clique malfaisante n'accorde pas la moindre attention à la résolution des véritables problèmes d'une lutte révolutionnaire particulière, dans des circonstances concrètes et dans le cadre du rapport des forces de classe existant. En lieu et place, chaque problème concret de la lutte est enseveli sous une cataracte d'expressions creuses, favorisant un auto-isolement «révolutionnaire» et une position politique dans laquelle le crétinisme de droite s'entremêle inextricablement avec un aventurisme de gauche des plus absurdes. Si le trotskisme n'a pu apprécier la nature révolutionnaire du Front populaire, les Jésuites (qui étaient la grande bourgeoisie et les grands propriétaires terriens de l'Église catholique espagnole), eux, le purent. Leur organe *El Debate* déclarait, le 4 août 1935, à la suite du 7^e congrès du Comité exécutif de l'Internationale communiste, qui avait adopté la tactique du front populaire :

Aujourd'hui, le communisme nous paraît infiniment plus dangereux lorsqu'il se déguise sous le masque de la collaboration gouvernementale et qu'il offre sa collaboration à quelque chose de plus que de la simple révolte. (Cité dans Jellinek 1939, p. 189.)

Les circonstances de la formation du Front populaire

Suite à la défaite de la grève générale et de l'insurrection des Asturies, fin 1934, le mouvement ouvrier espagnol fut plongé dans la clandestinité et 30 000 travailleurs allèrent croupir dans les geôles espagnoles. Dans de telles circonstances, à l'initiative du Parti communiste espagnol, le front des travailleurs s'élargit en Front populaire à travers un accord entre le Parti communiste, le Parti socialiste et les Républicains de gauche. Les anarchistes ne souhaitaient pas rallier le front populaire mais, à la fin, pressèrent leurs partisans de voter pour lui en raison de la promesse qu'il avait faite de libérer les prisonniers politiques. Lorsque la crise dans les rangs de la réaction déboucha sur les élections générales de février 1936, qui virent la victoire du Front populaire, d'autres opportunités s'offraient au mouvement ouvrier. À l'époque, les trotskistes espagnols étaient organisés dans un petit groupe contre-révolutionnaire sectaire qui avait l'audace de s'appeler le «Parti ouvrier d'unification marxiste» (le

POUM), dirigé par Joaquin Maurin (qui, quelques temps auparavant, avait quitté le Parti communiste sur des bases nationalistes droitières) et Andrés Nin, l'un des collègues les plus proches de Trotski en U.R.S.S. dans les années 1926-27.

Bien que les trotskistes aient toujours réfuté la nature trotskiste du POUM, affilié au Bureau international de Fenner Brockway pour le Socialisme révolutionnaire plutôt qu'à la Quatrième Internationale de Trotski, il était trotskiste dans toutes ses idées essentielles - par exemple, dans son attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S., du Front populaire et des problèmes de la Révolution espagnole. Au sein du POUM, existait un groupe se dénommant les «bolcheviks-léninistes», qui suivait jusqu'à la dernière virgule les théories de Trotski. D'abord, le POUM dénonça le Front populaire, renforçant ainsi les anarchistes et les anarcho-syndicalistes. Mais comme l'idée du Front populaire «balayait tout devant elle», pour emprunter l'expression de monsieur Brockway (à l'époque, puisqu'il allait bientôt recevoir le titre de Lord) qui ne pouvait en aucune façon être présenté comme un défenseur du Front populaire, le POUM entra dans l'alliance à des fins électorales et, en ayant profité, retourna ensuite à sa «liberté d'action» en dénonçant ce même Front populaire.

Les tâches consécutives aux élections de février

Après les élections de février, la classe ouvrière espagnole fut confrontée à la tâche de mettre sur pied ses organisations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Front populaire, et d'obtenir un gouvernement plus à gauche que le gouvernement républicain qui s'était constitué à partir de ces mêmes élections. À l'initiative du Parti communiste, quelques progrès furent faits. Des syndicats rouges, sous influence communiste, entrèrent dans l'UGT, la Fédération syndicale socialiste; les Jeunesses socialistes et communistes fusionnèrent en une seule organisation; les relations entre les fédérations syndicales anarchistes et socialistes s'améliorèrent; on entreprit des négociations en vue d'une unité entre les partis socialiste et communiste. Dès lors, il devint possible d'entraver la stratégie des classes dirigeantes qui avaient espéré que les masses se tourneraient vers la droite une fois qu'elles auraient vécu les tentatives maladroites de la démocratie petite-bourgeoise de gouverner le pays. Mais, comme les classes dirigeantes pouvaient le constater à leur grand dépit, la désillusion envers la démocratie petite-bourgeoise conduisait les masses vers la gauche plutôt que vers la droite, ce qui créait les conditions favorables à une hégémonie de la classe ouvrière sur le mouvement républicain. Aussi les reliquats féodaux et la grande bourgeoisie compradore saisirent-ils toutes les ficelles à leur disposition pour étrangler cette évolution. Comme toujours, elles furent aidées dans leurs efforts par les trotskistes qui introduisirent leurs points de vue réactionnaires au sein de la classe ouvrière et du mouvement paysan sous le couvert des slogans les plus «révolutionnaires». Les trotskistes du POUM, par exemple, firent de leur mieux pour entraver le processus d'unification des forces progressistes. Ils encouragèrent tous les excès de la part des travailleurs et paysans en colère et qualifièrent de contre-révolutionnaires toutes les

tentatives d'organiser et de discipliner ce mouvement spontané.

Voici en quels termes Felix Morrow, le trotskiste américain, exprimait son approbation envers certaines activités telles que, par exemple, incendier des églises:

Les paysans opprimés s'occupèrent également, à leur manière habituelle, du clergé détesté, ces dirigeants des «deux années noires». Lorsqu'il apparut que le gouvernement ne toucherait pas au clergé, les masses se chargèrent elles-mêmes du problème. Cela ne consista pas uniquement à incendier des églises, mais à commander aux prêtres de quitter les villages sous peine de mort s'ils y retournaient. Par abjecte loyauté envers le gouvernement, les staliniens dénigrèrent la lutte contre le clergé: «Rappelez-vous qu'incendier des églises et des monastères apporte du soutien à la contre-révolution» (*International Press Correspondance*, 1^{er} août 1936). On ne les écouta pas plus qu'on avait écouté Azafia. Dans la province de Valence, où les travailleurs ont écrasé la contre-révolution de si décisive façon, on trouve encore à peine une seule église en état, en juin. (Morrow 1974, p. 40.)

Les efforts du Parti communiste pour expliquer qu'une telle activité n'avait rien de commun avec la tactique révolutionnaire furent conspués. Pourtant, l'un des problèmes les plus urgents auxquels étaient confrontés les travailleurs espagnols était de gagner au Front populaire les paysans portés sur la religion. Incendier des églises entravaient leur tâche. En fait, cette activité était tellement néfaste à la cause de la révolution espagnole qu'avant la rébellion, des groupes fascistes furent pris en flagrant délit alors qu'ils incendiaient des églises dans l'intention d'en faire porter le blâme par les communistes.

Une autre méthode de provocation fasciste et bourgeoise était d'épuiser les travailleurs en prolongeant des grèves après que tous les gains réalisables aient été engrangés. Les trotskistes participèrent avec enthousiasme à de telles actions et, pendant qu'elles se déroulaient, attaquèrent le gouvernement, tentèrent de semer la division entre les deux fédérations syndicales ainsi qu'entre socialistes et communistes.

La classe des employeurs tenta de répondre à la vague de grèves et de troubles paysans en encourageant les organisations fascistes à lancer une campagne meurtrière contre les dirigeants de la classe ouvrière, semblable à celle lancée par les fascistes italiens en 1921-22. Mais les gangs fascistes subirent de lourdes débâcles dans leurs confrontations avec les travailleurs. Le gouvernement supprima l'organisation fasciste et procéda au nettoyage de la police. Dans l'intervalle, les fascistes, n'ayant pas réussi à s'emparer du contrôle de l'État par une victoire électorale, planifièrent une prise du pouvoir par un coup d'État militaire qui, cette fois, aurait le soutien total de tous les cercles dirigeants espagnols et de l'impérialisme

étranger. Des plans furent élaborés dès l'annonce de la victoire du Front populaire. Les généraux Franco, Varela et Mola se rencontrèrent à Madrid pour adopter une stratégie commune. Dans chaque capitale provinciale, le commandant militaire devait décréter l'état de siège et, en cas de besoin, cette prise de contrôle serait soutenue par l'armée d'Afrique. Franco et Varela étaient en poste hors de l'Espagne (précisément parce que le gouvernement n'avait pas confiance en eux), mais Mola resta en Espagne, à Pampelune, d'où il était en mesure de rassembler les conspirateurs de l'armée.

Informé de ce qui se passait, le gouvernement n'en crut pas un mot. Une délégation de la direction du Parti communiste se rendit chez Casares Quiroga, le Premier ministre, avec des preuves irréfutables du complot. Quiroga les éloigna d'un simple signe de la main, prétendant que les communistes voyaient des fascistes partout.

Comme les généraux avaient adopté une ligne de conduite hypocrite à l'égard du gouvernement, le gouvernement goba leur flatterie jusqu'au bout:

Lorsque Manuel Azafia fut élu président de la république en mai 1936, les premiers à lui adresser des marques de respect et à lui promettre leur soutien furent les généraux Franco, Goded, Cabanellas et Quiapo de Llano, le colonel Aranda et d'autres, lesquels furent tous impliqués dans la complot contre la république.

La lettre que Franco envoya au ministre de la Guerre du gouvernement républicain quelques jours avant l'insurrection est un modèle de duplicité et de dissimulation:

«Ceux qui disent que l'armée est opposée à la république mentent», écrivait le général félon. «Vous êtes trompé par des gens qui inventent des complots à partir de leurs propres passions ténébreuses». [...]

Au moment même où il écrivait ces lignes, Franco recevait et transmettait des instructions à d'autres généraux impliqués dans le complot; il était enfoncé jusqu'au cou dans les intrigues et la conspiration. (Sandóval & Azcárate 1966, p. 24.)

Les généraux Mola, Capaz, Cabanellas et le colonel Aranda recoururent à des subterfuges du même genre: «Le 16 juillet, Mola donna au général Batet sa parole d'honneur qu'il ne se rebellerait pas. Deux jours plus tard, il la trahissait [...] et arrêta Batet.» (Sandóval & Azcárate 1966.) Ajoutons qu'il le fit également fusiller. Pour faire bonne mesure, sans doute.

La guerre

L'insurrection fut orchestrée de manière à débiter simultanément dans toute l'Espagne, à 5 heures du matin, le 18 juillet 1936. Mais la première action fut déclenchée prématurément, lorsque les plans fascistes furent transmis par erreur à un commandant militaire de Melilla (la ville la plus orientale du Maroc espagnol), le général Romerales. Celui-ci envoya des troupes et la police au quartier général où les officiers rebelles avaient déjà distribué des armes. Après quelques mouvements de va-et-vient, ce fut le général Romerales qui fut arrêté par les rebelles, et non le contraire. Les rebelles déclarèrent l'état de guerre, occupèrent tous les bâtiments publics de Melilla au nom du général Franco comme commandant en chef du Maroc ... et arrêtèrent les dirigeants des groupes républicains ou de gauche. Comme Melilla s'était emballée, les deux autres villes principales du Maroc espagnol, Tétouan et Ceuta, devaient lui emboîter le pas. L'insurrection en Espagne même commença à 5 heures du matin, le 18 juillet, comme prévu.

Il n'y avait qu'une réponse possible à l'insurrection militaire - comme les Asturies l'avaient montré - à savoir, la force armée. Les seules forces disponibles pour les républicains, hormis un tiers de l'armée et de la Guardia Civil demeuré loyal, ce fut le peuple. Le gouvernement de Front populaire, toutefois, était un gouvernement petit-bourgeois qui hésita de façon vraiment criminelle avant d'entreprendre les démarches nécessaires. Selon Sandóval et Azcarate (Sandóval & Azcarate 1966, p. 27), «on prétend qu'on a entendu un haut fonctionnaire municipal de La Corogne se plaindre de cette tension alors que les rebelles étaient sur le point d'attaquer les bureaux gouvernementaux locaux: "Si nous armions le peuple maintenant, qui le tiendra en échec plus tard?" Et si nous ne le faisons pas, qu'advient-il de la République?» [...] Comme on pouvait s'y attendre, le Premier ministre Casares Quiroga et le président Azafia n'étaient pas d'accord de distribuer des armes au peuple et il fallut attendre trois jours avant que des manifestations de masse, dirigées par les communistes et les socialistes, soient à même d'obliger le gouvernement à céder sur ce point. Mais, à cette date, les garnisons militaires s'étaient insurgées dans toute l'Espagne et ne rencontraient pas de véritable opposition puisque les gouvernements provinciaux ne voulaient pas distribuer d'armes sans avoir la permission d'agir de la sorte. Durant ces trois jours, pas moins de 25 villes d'importance majeure furent prises par les fascistes, y compris Séville, Cadix, Algeiras et Jerez, le 18 juillet, Oviedo, Burgos, Saragosse, Huesca, Jaca, Pampelune, Teruel, Valladolid, Ségovie, Salamanque, Avila, Zamora, Palencia, Caceres, Albacete, Majorque et Ibiza, le 19 juillet, La Corogne, Vigo, Pontevedra, Léon et Cordoue, le 20 juillet. On peut se demander combien de ces villes auraient pu être sauvées si le peuple avait été armé! En fait, là où les villes furent sauvées (Barcelone, Valence, Madrid, etc.), elles le furent parce que les armes avaient été mises à la disposition du peuple pour la simple raison que des militaires bienveillants les avaient distribuées ou parce que l'on avait organisé, à l'avance, des milices locales armées. Il est significatif que ces villes comprenaient tous les grands centres industriels de l'Espagne, fortement peuplés, et où le mouvement ouvrier était puissant.

La défense de Madrid

Voici comment Sandoval et Azcarate décrivent la situation à Madrid:

La principale zone de danger fasciste à Madrid se trouvait aux casernes Montana.

Le dimanche 19 juillet, les troupes qui s'y trouvaient remarquèrent avec anxiété que les casernes se remplissaient d'étrangers, de jeunes fascistes en civil qui, immédiatement, recevaient des uniformes et des armes. À midi, le général fasciste Fanjul arriva, lui aussi en vêtements civils.

Après un discours faiblard, Fanjul sortit une proclamation, déclarant l'état de guerre à Madrid. Néanmoins, il n'osa pas envoyer ses troupes dans les rues, où les travailleurs madrilènes guettaient prudemment le moindre mouvement des militaires.

Des groupes de travailleurs [...] étaient postés aux coins des rues, dans des arbres et le long de murets. Les casernes étaient assiégées. La présence de foules hostiles poussa Fanjul à adopter la tactique prudente consistant à confiner sa rébellion à l'intérieur de la caserne. [...]

Dans l'intervalle, le peuple passa à l'offensive. Des détachements de civils armés, de Gardes d'Assaut, de Gardes Civils et de troupes loyales, avec un héroïsme et une audace magnifiques, s'emparèrent des casernes de Getafe, de Campamento et de Vicalvaro. À l'aube du lendemain, l'attaque de la caserne Montana débuta.

[...] Pour midi, les portes du bastion fasciste furent forcées. Madrid avait pris sa Bastille d'assaut. (Sandóval & Azcarate 1966, pp. 28-29.)

Ensuite, il fallait empêcher les fascistes de marcher sur Madrid, depuis l'extérieur.

Voici comment Jellinek décrit la façon dont ils s'y prirent:

Avec 10 000 hommes, l'artillerie lourde de Ségovie et de Median et les escadrilles aériennes de León et Logroño, le général Mola traversa la Sierra Guadarrama en direction de Madrid. Les bataillons mirent carrément le cap sur l'Alto de León, le col qui commande la route de Ségovie à Madrid. Le reste de la colonne se répandit à travers la chaîne de montagnes, en direction des tranchées de béton construites à l'époque où Gil Robles était ministre de la Guerre.

Alors se produisit l'un des événements les plus importants de toute la guerre civile. Sans officiers, pratiquement sans munitions, sans communications et sans ordres, les travailleurs affluèrent en taxis, en voitures réquisitionnées, en cars, avec n'importe quoi, dans la Sierra afin de s'opposer à une armée moderne. Les anarchistes marchaient vers les collines, armés seulement de bâtons de dynamite

emballés dans du papier. Plus tard, on leur distribua une partie des fusils trouvés dans les entrepôts de la caserne Montafia.

Les jeunes socialistes se précipitèrent en direction de l'Alto de Léon. Presque tous leurs dirigeants, étaient partis en vacances. L'organisation de la première colonne fut menée entièrement par le seul membre du Comité exécutif à Madrid, une jeune fille de 22 ans, Aurora Arnaiz.

Avec un enthousiasme sauvage - et, pour ainsi dire, rien d'autre - les premières colonnes se ruèrent dans les cols et les tinrent tous, excepté l'Alto de Léon. Même là, l'ennemi était bloqué. [...] (Jellinek 1938, pp. 313-314.)

Le Cinquième Régiment

Désormais, il était nécessaire de s'organiser sur une base plus permanente pour résister à la progression des fascistes et reprendre les zones dont ces derniers s'étaient emparés. Ce fut une tâche éprouvante, alors que le gouvernement n'avait qu'un tiers de son armée à sa disposition. Les communistes prirent l'initiative en constituant un régiment - le «Cinquième» régiment, qui allait très bientôt servir de modèle à l'armée républicaine populaire. Le Cinquième Régiment fut constitué en juillet 1936 dans la cour d'un monastère de Madrid, le couvent salésien de Francos Rodriguez. Les habitants de Madrid expérimentèrent, au cours des combats spontanés pour la défense de Madrid, combien leurs efforts auraient été plus réels et efficaces s'ils avaient été convenablement organisés et disciplinés. En conséquence de quoi, ils affluèrent vers les casernes pour rallier le Cinquième Régiment. Ils virent que c'étaient les communistes qui étaient préparés et prêts à s'organiser militairement, de façon professionnelle, et à entraîner et armer leurs soldats correctement. Chaque unité du Cinquième Régiment avait, comme dans l'armée soviétique, un commissaire politique dont la fonction était de forger un nouveau style de discipline - consciente et volontaire plutôt qu'imposée, et, par conséquent, autrement plus efficace.

Progressivement, les méthodes organisationnelles appliquées au Cinquième Régiment s'avèrent si efficaces qu'on les utilisa également dans les nouvelles unités (les Brigades mixtes) puis dans l'ensemble de l'armée populaire. Le succès des méthodes communistes dans l'organisation du peuple sont attestés par les louanges de l'historien bourgeois E. H. Carr qui, pourtant, ne fut jamais un grand ami des communistes:

Le premier et plus important terrain de l'activité soviétique fut la réorganisation de l'armée. Depuis le tout début de la guerre, le PCE avait fait campagne pour la fusion des unités survivantes de la vieille armée régulière et de la milice des travailleurs, afin de constituer une «armée populaire» unifiée. Mais on réalisa peu de chose avant l'arrivée des conseillers soviétiques et la formation des brigades internationales à la fin de l'année 1936. La formule de l'unification fut trouvée dans la création, par analogie avec les brigades internationales, de «brigades mixtes» comprenant des bataillons à la fois de la

vieille armée et des milices. La mise en place de commissaires politiques, introduite dans la brigade internationale, s'étendit aux brigades mixtes puis à l'ensemble de la nouvelle armée populaire. Puisque l'institution était basée sur un modèle soviétique, il était naturel que les communistes prédominent en son sein. Le corps des commissaires devint un groupe puissant, dont l'influence dans les affaires militaires était orientée sur la direction de l'armée et sur l'établissement d'un contrôle soviétique généralisé. L'objectif de l'efficacité militaire fut poursuivi, ce qui coïncidait avec la ligne de conduite des Soviétiques et du Comintern de l'époque. Si une idéologie fut invoquée, ce fut celle du patriotisme et non de la révolution.

L'effet salubre de ces mesures sur le pouvoir combattant de la république ne fait absolument aucun doute. (Carr E 1984.)

La force et la morale de l'Armée populaire révolutionnaire étaient telles que, sans le soutien vital apporté à Franco par les gouvernements fascistes allemand et italien, les Républicains auraient remporté une victoire facile. Tamames écrit:

[...] les batailles de la Sierra prouvèrent que les forces populaires républicaines, organisées en milices, étaient suffisantes pour contenir l'armée régulière et ses partisans auxiliaires tels que les phalangistes et les milices carlistes. Mais, lorsque ces mêmes forces bénéficièrent également du soutien d'une artillerie plus lourde et de troupes marocaines, allemandes et italiennes, ce fut une tout autre histoire. (Tamames 1979, pp. 263-264.)

Comme nous le verrons, les troupes et les équipements de Franco furent constamment complétés par le fascisme international, alors que l'effort républicain fut, pour ainsi dire, constamment sapé par l'impérialisme britannique, français et américain qui poursuivait une politique d'apaisement à l'égard d'Hitler.

Progressions fascistes

Le premier objectif majeur des fascistes était d'amener les troupes africaines en position d'attaquer Madrid. Toute leur stratégie consistait à s'emparer de Madrid dès que possible, parce qu'ils pensaient qu'une fois Madrid tombée, la guerre serait terminée. Toutefois, le déplacement de ces troupes constituait un problème. On ne pouvait les transporter par mer, puisque la Marine de guerre espagnole qui gardait les détroits était demeurée loyale.

Hugh Thomas décrit la façon dont on s'était assuré la loyauté de la Marine:

En cette aube mémorable du 19 juillet, les croiseurs *Libertad* et *Miguel de Cervantes* vogaient cap au sud, venant d'El Ferrol, envoyés par le gouvernement pour empêcher l'armée d'Afrique de passer le détroit de Gibraltar. Plus tard, le seul cuirassé en état de naviguer, le *Jaime I* (l'*Espafia* étant en réparation à El Ferrol), quitta Vigo en direction du sud. À bord de tous

ces navires, ainsi que du destroyer *Churruca* qui avait déjà débarqué le premier contingent de Marocains à Cadix, et de tous les bateaux de guerre à Carthagène, les mêmes actions révolutionnaires se produisirent que sur les trois destroyers qui avaient été dépêchés la veille à Melilla: les équipages, encouragés par des messages radio que l'Amirauté leur avait adressés à eux-mêmes, et non à leurs commandants, désarmèrent et, bien souvent, exécutèrent, emprisonnèrent les officiers qu'ils tenaient pour déloyaux. Les plus violents combats eurent lieu sur le Miguel de Cervantes, où les officiers, en plein océan, résistèrent jusqu'au dernier aux assauts de l'équipage. (À la question laconique de savoir ce qu'ils devaient faire des cadavres, l'Amirauté répondit au comité d'équipage qui avait pris le commandement: «Jetez les corps par-dessus bord avec une respectueuse solennité. ») (Thomas 1977, pp. 192.)

Le 22 juillet 1936, les fascistes espagnols implorèrent l'aide d'Hitler et de Mussolini, bien disposés à fournir à Franco tout ce dont il avait besoin. Le 27 juillet, onze avions de transport Savoia-81 partis d'Italie arrivèrent au Maroc et, le 28, vingt autres avions de transport Junker arrivèrent d'Allemagne, agissant comme s'il s'était agi d'avions civils commandés par une compagnie de transport hispano-marocaine constituée à la hâte. Ces avions furent utilisés pour transporter 14 000 hommes, avec tout leur équipement, de l'autre côté des détroits et les débarquer sur la terre ferme, en Espagne même.

Dans un acte délibéré de sabotage de l'effort de guerre républicain, les compagnies pétrolières américaines retinrent le carburant des navires républicains qui ne furent donc pas autorisés à refaire le plein. À cause de ce sabotage, les détroits s'ouvrirent très rapidement aux fascistes, leur permettant de transporter par mer le reste des troupes africaines, dès les premiers jours d'août 1936, à bord de convois gardés par le croiseur allemand *Deutschland*. Le débarquement de ces troupes à Algesiras fut à son tour facilité par les Britanniques, dont les navires de guerre, à partir de Gibraltar, empêchèrent les Forces aériennes espagnoles de bombarder le débarquement des troupes.

Une fois débarquées, les troupes africaines furent rapidement acheminées vers le Nord. Afin d'avoir le passage libre durant le reste de la guerre, elles devaient s'emparer des territoires tenus par la République entre la côte et Madrid. Elles avancèrent très rapidement, prenant Almendralejo le 7 août, Mérida le 8 et Badajoz le 15. À Badajoz, elles durent affronter une violente résistance et subirent de lourdes pertes avant de pouvoir s'emparer de la ville et prendre leur revanche en enfermant 2 000 personnes dans l'arène et en les massacrant toutes -l'une des atrocités les plus sanglantes de toute la guerre.

L'armée fasciste poursuivit sa poussée vers le nord le 20 août. Thomas note (Tho-

mas 1977, p. 290): «Tous les collectifs révolutionnaires fondés au lendemain de l'occupation des exploitations agricoles, en mars, tombèrent après n'avoir opposé que peu de résistance, et une vague d'assassinats s'ensuit vit.» Il vaut la peine de remarquer, au vu de la croyance encouragée par les trotskistes, que si l'on s'occupait de la révolution, la guerre, de son côté, s'occupait fort bien d'elle-même. Mais à quoi sert de réaliser des acquis révolutionnaires si l'on n'a pas à sa disposition les moyens nécessaires pour les défendre?

Assistée par des chasseurs italiens qui donnèrent aux fascistes le contrôle de l'espace aérien local, l'armée d'Afrique s'empara de Talavera de la Reina le 3 septembre, bien située pour monter une attaque contre Tolède et, de là, contre Madrid. Tolède avait subi un siège républicain, mais les troupes africaines avaient forcé la levée du siège le 27 septembre, lorsque les fascistes prirent le contrôle de la ville.

En septembre 1936, les républicains poursuivirent leur offensive en Aragon. Les forces impliquées progressèrent rapidement, après la consolidation de l'ensemble de la Catalogne dans le camp républicain, consolidation au cours de laquelle elles avaient remporté nombre de victoires retentissantes. Elles semblaient irrésistibles. Depuis la Catalogne, elles progressèrent en Aragon et s'emparèrent de la moitié de son territoire avant d'être bloquées. Selon Tamames, la raison de cette perte de vitesse se situait dans l'arrière-garde «qui ne répondait pas aux efforts qu'on en attendait. À Barcelone, alors que Madrid était à court de vivres, les gens vivaient comme si ce n'était pas la guerre. La production baissait en raison de la collectivisation anarchiste. La CNT-FAI, au lieu de faciliter la progression en territoire aragonais, à laquelle elle avait contribué de façon extrêmement importante, se consacra à faire une révolution et à saper le pouvoir républicain en créant des entités telles que le Consejo de Aragon.

La leçon à tirer de l'effondrement de la progression en Aragon était claire: gagner la guerre et mener en même temps une révolution libertaire était impossible, tout simplement. » Mais cela, les anarchistes, encouragés par les trotskistes du POUM, furent absolument incapables de le comprendre.

Ce fait amena le Parti communiste à se heurter aux anarchistes et aux trotskistes, puisqu'il était évident aux yeux du Parti communiste que la guerre contre le fascisme devait être remportée d'abord et que telle était la condition préalable à toute autre forme de progrès.

Dès lors, les communistes réclamèrent:

- les pleins pouvoirs au gouvernement de Front populaire;
- la formation d'une Armée populaire régulière sous un seul commandement

unifié, composé de trois officiers qui avaient fait leurs preuves au cours de la guerre civile.

Dans un même temps, le Parti communiste prit les devants avec la mise sur pied du Cinquième Régiment en tant que noyau d'une armée modèle.

Ce programme fut accueilli par une farouche hostilité de la part du POUM, des anarchistes et même de certains socialistes de gauche. Pourtant, l'un des aspects les plus tristes de la lutte antifasciste en Espagne fut le gâchis criminel de vies humaines dû à la division des forces armées du gouvernement en milices de partis, dont les rivalités et jalousies causèrent directement maintes débâcles militaires inutiles.

Voici comment un observateur allemand décrivait la situation aux alentours de

Huesca durant les premiers moments de la guerre civile:

En dehors de Huesca, il y avait la milice catalane, quelques centuries retirées de la Guardia Civil et d'autres du POUM, des bataillons de la FAI et, à proximité de ces derniers, les Socialistes unis.

Dans tous ces groupes, il y avait de braves combattants. Mais les divers dirigeants avaient des notions diamétralement opposées des tactiques correctes. Agissant de concert, la milice aurait débordé Huesca. Chaque groupe individuel opéra séparément et fut défait séparément.

Le groupe socialiste avança un plan commun d'opérations, mais les bataillons avoisinants dirent que c'était superflu.

Un de ces jours, vous allez vous réveiller et trouver des drapeaux rouges et noirs flotter sur Huesca. (Peter Martin, *Spain between Death and Birth*, cité dans Campbell 1939, p. 352.)

Les socialistes de gauche qui, à l'époque, contrôlaient Claridad, accueillirent la demande d'une Armée populaire aux ordres d'un commandement unifié par la déclaration suivante:

Imaginer qu'un autre type d'armée puisse se substituer à ceux qui combattent actuellement et qui, d'une certaine façon, contrôlent leur propre action révolutionnaire, c'est penser en termes contre-révolutionnaires. (Campbell 1939, p. 353.)

Après un certain temps, le POUM accepta l'idée d'une armée unie et d'un commandement unifié. Une telle armée, toutefois, devait être, selon eux, non pas une armée populaire, mais uniquement une armée des travailleurs! Elle ne serait soumise ni au gouvernement de la

République ni à celui de la Catalogne, mais à un conseil militaire élu à partir des organisations des travailleurs. Pendant ce temps, le POUM continuait à se livrer à une propagande des plus vicieuses contre les gouvernements de Madrid et de Barcelone (au sein desquels, après septembre 1936, les représentants des travailleurs furent en majorité) afin qu'on ne leur permit pas de bâtir une armée populaire, prétendant que les soldats d'une telle armée seraient comme les «automates sans tête qui claquent si efficacement leurs talons. et agissent ou meurent pour Hitler et Mussolini» et que la proposition communiste en faveur d'un commandement unifié comprenant «les soldats les plus capables et les meilleurs représentants des partis et syndicats qui jouissent de la confiance des masses» équivalait à «passer le contrôle absolu de l'armée des travailleurs à des militaires professionnels».

Alors que se déroulait ce débat, Franco remportait bataille après bataille. Tandis que les anarchistes se livraient à toutes sortes d'expériences avec l'industrie catalane, on négligea les deux points essentiels, d'une importance vitale pour une victoire sur le fascisme, à savoir, la création d'une armée populaire et le développement d'une puissante industrie de guerre.

Sur le front économique, le Parti communiste préconisait que les principales industries devaient être placées sous le contrôle de l'État, mais qu'il ne fallait pas tenter de s'emparer des petits commerces ou ateliers. En outre, il plaidait pour que ce contrôle de l'État serve à adapter les principales industries à la production de guerre. En réalité, la plupart des usines étaient aux mains de comités syndicaux; il n'y avait pas de coordination entre elles; les bénéfices engrangés dans ces entreprises contrôlées par les syndicats allaient dans les fonds syndicaux; dans de nombreux cas, les usines continuèrent à produire des éléments tels des cuvettes de bain et des landaus parce que cela rapportait plus de travailler de la sorte, alors qu'elles auraient pu fabriquer des munitions pour la guerre contre le fascisme. Tandis que cette situation scandaleuse se maintenait, le POUM se lamentait de ce que le gouvernement empêchait délibérément le front aragonais d'obtenir des armes. En fait, le POUM soutenait ceux qui empêchaient la transformation des industries catalanes en vue de répondre aux besoins armements du front aragonais. Il présentait toute tentative de l'État de contrôler la grosse industrie comme une volonté de liquider le contrôle des travailleurs, de raboter les acquis de la révolution et de restaurer la classe capitaliste.

L'appel du Parti communiste en faveur d'un gouvernement populaire représentant toutes les organisations de la classe ouvrière, avec les pleins pouvoirs de fonctionner sans devoir soumettre chaque décision aux diverses organisations, fut accueillie par le POUM dans les termes suivants:

Son intention est d'installer un gouvernement aux pouvoirs dictatoriaux au sein duquel les ministres ne sont pas responsables devant leurs organisations respectives, bref, un gouvernement fort qui dirigera tous ses efforts vers l'écrasement de l'instinct révolutionnaire créatif du prolétariat. (*La Batalla*,

décembre 1939, cité dans Campbell 1939, p. 356.)

En matière d'ordre public, le Parti communiste réclama une force de police réorganisée sous contrôle gouvernemental et supprima les patrouilles des travailleurs qui, ayant accompli leur tâche initiale de s'attaquer aux fascistes durant la rébellion de juillet, avaient fini par se conduire de façon arbitraire, comme le montre le massacre de La Faterellas. Durant leur résistance à la collectivisation forcée de l'agriculture, les paysans de ce village avaient abattu deux anarchistes. Une patrouille, composée principalement d'anarchistes, débarqua de Barcelone et, au cours de représailles terribles, abattit la moitié des hommes du village. Lorsque l'on réclama l'arrêt de tels abus, le POUM déclara:

Cette offensive des staliniens ne peut réussir et ne réussira pas [...]
(Campbell 1939, p. 357.)

On le voit donc, le POUM était partisan:

- d'une armée indépendante du gouvernement, et
- d'une force de police indépendante du gouvernement, en tant que première étape vers le renversement du gouvernement par la guerre civile.

Sur le front paysan, le POUM, contrairement aux exigences des communistes et aux intérêts du combat de la république contre le fascisme, prônait une politique de collectivisation forcée - ce qui mettait donc en danger l'approvisionnement en vivres.

Le POUM est exclu du gouvernement

Au vu de ce qui précède, il fallait arrêter le sabotage par le POUM de la ligne politique indispensable pour unir le peuple espagnol, sans quoi l'organisation de la lutte contre Franco aurait été complètement ruinée. La première condition était d'exclure le POUM du gouvernement, car, comment un parti qui ne cessait de qualifier de contre-révolutionnaire toute décision du gouvernement pouvait-il participer à un tel gouvernement? C'est finalement le Parti socialiste-communiste uni de Catalogne qui mit fin à cette situation, à la fois tragique et burlesque, en demandant l'expulsion du POUM du gouvernement. Après une lutte interne acharnée, la bataille fut gagnée. Cette mesure des communistes, dénoncée par les trotskistes et leurs amis comme destructrice de l'unité de la classe ouvrière, initia au contraire l'adoption d'une ligne de conduite unifiée en Espagne républicaine, en lieu et place de cette unité de façade qui empêchait le gouvernement de mener une action résolue pour défendre la république contre le fascisme.

La seconde attaque fasciste contre Madrid

La seconde attaque fasciste contre Madrid débuta dans la première semaine de novembre 1936. Vingt-cinq mille hommes étaient massés à 25 kilomètres de Madrid. Le 4 novembre, les troupes commandées par Mola s'emparèrent de l'aéroport de Getafe. Tout le monde pensait que la chute de Madrid n'était plus qu'une formalité. Le 8 novembre, en fait, l'ambassadeur soviétique, Ivan Maïski, rencontra Winston Churchill à Londres. Churchill soutenait Franco. Le ton monta étant donné que Maïski, bien entendu, soutenait la république. «Pourquoi discuter?» demanda Churchill. «Dans une semaine, ce désagréable problème espagnol aura disparu de la scène [...] Franco sera à Madrid d'ici deux ou trois jours. Qui se souviendra même de la république espagnole par la suite?»

La principale offensive fasciste contre Madrid était dirigée par le général Varela, qui venait tout juste de reprendre le commandement de l'armée d'Afrique des mains du général Yagüe. Le léger retard de l'attaque de Madrid était dû au désir des fascistes de s'emparer de Madrid le 7 novembre, en guise de défi réactionnaire à la grande Révolution d'Octobre. Comme nous allons le voir, pourtant, ce fut la grande Révolution d'Octobre qui triompha une fois de plus.

Le gouvernement républicain, petit-bourgeois comme il l'était, décida qu'il pouvait mener la guerre plus efficacement à partir de Valence, ville sûre où il s'était retiré. Il laissa donc aux militants - les communistes et la jeunesse socialiste unie, en particulier - le soin d'organiser la défense de Madrid. Ceux-ci, qui n'étaient pas entravés par le besoin de plaire aux sociaux-démocrates, firent un excellent travail. Dans la nuit du 6 au 7 novembre, ils constituèrent une Junta de Defensa sous le commandement du général Piñón. Même si la chose avait été montée à la hâte, le peuple de Madrid, sous sa direction, «debout épaule contre épaule, forma une immense barrière, sortit de la ville et chacun occupa sa place dans les tranchées qui entouraient la ville ».

«Madrid sera le Verdun de l'Espagne !» «Ils ne passeront pas !» proclamait le Parti communiste, et ces slogans furent repris par des hommes et des femmes de toute classe sociale, qui offraient leur vie pour sauver la ville. Et les fascistes, effectivement, ne passèrent pas. (Sandóval & Azcarate 1966, pp. 72- 73.)

Choqués et désarmés par leur incapacité à s'emparer de Madrid, en dépit des bombardements aériens intensifs effectués par les bombardiers allemands, les fascistes décidèrent de laisser provisoirement de côté ce problème particulier. Pour commencer, ils décidèrent qu'ils avaient besoin de plus d'effectifs et de matériel et ils se tournèrent à nouveau vers leurs quartiers-maîtres italiens et allemands pour leur demander des fournitures. L'ambassadeur allemand informa cette fois son gouvernement que «la situation militaire est loin d'être satisfaisante. Les opérations militaires menées jusqu'à présent ont été entreprises par des troupes de choc maro-

caines et les légionnaires. Ces troupes risquent d'être exténuées par Madrid, même si elles parviennent à s'emparer de la capitale.» Tant le gouvernement allemand que le gouvernement italien conclurent qu'ils avaient besoin d'accroître leur soutien militaire à Franco. Entre décembre 1936 et mars 1937, les Italiens débarquèrent 100 000 hommes frais en Espagne (70 000 Italiens et 30 000 Maures); les Allemands envoyèrent la Légion Condor spécialement formée et constituée de 6000 hommes, ainsi que 279 appareils de combat, 180 chars et une grosse artillerie de soutien.

Malaga

Les nouvelles troupes italiennes furent d'abord déployées dans l'attaque fasciste de Malaga (choisie par les fascistes parce que l'aventurisme anarchiste avait provoqué un tel chaos au sein de l'administration de la ville qu'il n'y avait plus personne pour la défendre). Malaga tomba le 9 février 1937 face à une armée composée de 15 000 Italiens, 10 000 Allemands, 5 000 Maures et 5 000 hommes de la Légion étrangère espagnole.

Néanmoins, la chute de Malaga illustra le point sur lequel le Parti communiste avait insisté, à savoir que les armées républicaines étaient inefficaces. Ce qu'il fallait, c'était un seul commandement et une armée unifiée. Une manifestation énorme en soutien de ces exigences eut lieu à Valence le 14 février et le gouvernement fut obligé de répondre aux exigences du peuple et aux besoins de la guerre, en dépit des craintes des républicains petits-bourgeois «respectables» du gouvernement qui estimaient que le Parti communiste devenait beaucoup trop influent.

Le Jarama

Entre-temps, les fascistes décidèrent d'abandonner pour l'instant tout assaut direct contre Madrid. En lieu et place, ils décidèrent de faire route vers Valence dans l'intention de couper les lignes de ravitaillement entre les deux villes.

40 000 hommes, en grande partie des Africains, soutenus par des chars, des mitrailleuses et des avions de la Légion Condor, se virent ordonner, le 5 février 1939, de traverser le fleuve Jarama afin de couper la route entre Madrid et Valence. Le 15 février, toutefois, ils furent forcés de battre en retraite face à l'Armée républicaine nouvellement réorganisée (des brigades mixtes de l'armée régulière et des milices populaires), aux 14^e et 15^e Brigades internationales et au soutien de 40 avions de guerre soviétiques - des Moscas et des Chatos - qui venaient d'arriver en Espagne: ils n'étaient pas aussi nombreux que les avions allemands mais étaient techniquement supérieurs.

Lors de la bataille de la Jarama, les deux camps subirent de lourdes pertes (estimées à 10 000 hommes de part et d'autre), mais la victoire des Républicains montre comment une armée populaire, même nouvellement constituée, même pauvrement entraînée et équipée, pouvait néanmoins triompher dans une bataille ouverte contre une armée professionnelle expérimentée: tout ce qu'il fallait, c'était s'organiser correctement et avoir une discipline appropriée - ce qui, grâce à l'influence communiste, fut le cas.

Guadalajara

La victoire de la Jarama allait bientôt être suivie d'une autre victoire splendide, celle de Guadalajara, contre les «volontaires» de Mussolini - une force de 50 000 hommes, 222 canons, 108 chars, 32 véhicules blindés et 80 avions de combat. Les Italiens pensaient que Jarama avait été perdue par les franquistes en raison de l'incompétence caractéristique des Espagnols, et ils décidèrent de «donner à l'Espagne et au reste du monde une démonstration de leur force et de leur sagesse stratégique. En mars 1937, les Forces expéditionnaires italiennes [...] lancèrent la quatrième attaque sur Madrid, cette fois, via Guadalajara. S'appuyant sur leurs nombreuses ressources en hommes et en armes, les fascistes italiens annoncèrent qu'ils allaient s'emparer de Madrid et abattre la république en un jour ou deux. » Sandóval & Azcarate 1966, p. 78.)

En fait, ce furent les Italiens qui mordirent la poussière. La bataille dura du 8 au 21 mars, date à laquelle les divisions italiennes furent mises en déroute. Les Italiens perdirent 8 000 hommes (3 000 tués, 1 000 prisonniers, 4 000 blessés) ainsi que d'énormes quantités d'armes et de vivres.

Le Nord

Sévèrement découragés par leurs tentatives d'encercler et de vaincre Madrid, les fascistes se tournèrent ensuite vers le Nord et, le 1^{er} avril 1937, lancèrent une offensive pour en prendre possession. Les Basques avaient enfin reçu leur autonomie tant demandée après le début de la guerre civile et, pour cette raison, étaient résolument républicains. Mais un certain nombre de facteurs affaiblirent le front du Nord:

1. L'accès à la frontière française (et donc aux approvisionnements par la France) avait été fermé par les fascistes lorsqu'ils s'étaient emparés d'Irún, le 5 septembre 1936, et de Saint-Sébastien, le 13 septembre 1936.
2. La Zone Nord opérait comme trois États semi-autonomes distincts: le Pays basque, les Asturies et la zone de Santander. Il n'y avait pour ainsi dire aucune coordination entre les trois et ils furent incapables de tirer parti des défenses naturelles qui entouraient la région.
3. Il n'y avait pas de véritable armée républicaine dans la zone. Les Basques refusaient de combattre en dehors du territoire basque.
4. Selon Sandóval et Azcarate: Malheureusement, la ligne de conduite de la direction du parti nationaliste n'était pas digne des efforts, du sacrifice et de l'héroïsme des combattants. Le Parti nationaliste avait le contrôle complet du gouvernement basque et son désir le plus effréné était d'empêcher l'introduction, au pays basque, des changements démocratiques qui s'étaient déjà produits dans le reste du territoire républicain. Il refusa de constituer une armée populaire. Les travailleurs n'obtinrent ni bénéfices sociaux ni bénéfices politiques. Le gouvernement basque ne fit rien pour accélérer le potentiel industriel du pays en vue d'assumer les besoins de la guerre, même lorsque la pérennité de la liberté basque fut mise en jeu. (Sandóval & Azcarate 1966, p. 107)
5. Les fascistes furent à même d'imposer un blocus maritime, empêchant l'arrivage de ravitaillement par mer.

En dépit de toutes les difficultés auxquelles furent confrontés les républicains, la capture du Nord n'eut rien d'une partie de campagne et, le 20 avril 1937, on décida de procéder à des bombardements intensifs pour briser la bravoure de la population civile. Le bombardement bien connu de Guernica fut effectué par l'aviation allemande. 1 654 personnes furent tuées et 889 blessées dans cette ville de 7 000 habitants bombardée en plein jour de marché. Deux jours plus tard, Guernica tombait aux mains des forces terrestres fascistes, de même que Durango. Le 30 avril, les troupes italiennes entraient à Bermeo. Le reste de l'Espagne républicaine, lui-même sous menace constante non seulement des fascistes, mais également (en Catalogne) du POUM, ne pouvait être de beaucoup d'aide.

En dépit des forces écrasantes alignées par les fascistes, les gens du Nord opposè-

rent une défense opiniâtre. Ils envoyèrent par le fond le croiseur franquiste *España* et assiégèrent Bermeo. Néanmoins, les fascistes avançaient inexorablement sur Bilbao, tout en livrant de durs combats. À Bilbao, il s'avéra impossible d'organiser une Junta de Defensa comme celle qui avait défendu Madrid, en partie par manque d'enthousiasme, en partie en raison d'un exode en masse des habitants de Bilbao vers Santander. Rien n'était organisé, pas même le dynamitage des ponts pour empêcher l'avance fasciste. Les Basques ne sabotèrent pas non plus leurs mines de fer ni leurs aciéries pour empêcher qu'elles tombent aux mains des ennemis. On répéta donc les erreurs de Malaga. À la mi-juin, Bilbao tomba et les Allemands se précipitèrent pour s'emparer des aciéries. Le 26 août, Santander tomba. Finalement, en dépit des vaillants efforts du côté républicain pour créer des diversions dans d'autres parties de l'Espagne, Gijón tomba le 21 octobre, mettant ainsi un terme à la Zone républicaine du Nord. Il convient néanmoins de dire que de nombreux combattants s'enfuirent vers les collines où, durant de longues années encore, ils allaient mener des offensives de guérilla contre le régime de Franco.

Le putsch du POUM

Alors que les fascistes détruisaient les positions fortes républicaines dans le Nord, le POUM redoublait d'efforts pour saboter les arrières républicains. La réplique du POUM à son exclusion du gouvernement de Catalogne (la *Generalitat*) consista à lancer des préparatifs de putsch dans le seul but de désorganiser l'arrière de la résistance des forces antifascistes. Dans une longue résolution publiée le 16 décembre 1936 dans son organe *La Batalla*, le Comité central élargi du POUM réclamait la création d'organes de double pouvoir, à côté du gouvernement existant, dans le but de renverser ce dernier. En d'autres termes, le POUM était partisan de la création des conditions de guerre civile dans le camp des forces populaires au moment précis où Franco avançait toujours et gagnait des batailles! Dans sa résolution, le POUM faisait un usage complaisant de formules «révolutionnaires» et ultra-gauchistes, histoire de camoufler une ligne de conduite qui s'opposait à toute tentative de créer une armée du peuple et une force de police sous le gouvernement républicain, et visant à résister, au nom du socialisme - bien sûr - au contrôle gouvernemental de l'économie de la Catalogne.

Et, comme le gouvernement progressait dans la réalisation de ces objectifs, si nécessaires pour remporter la victoire contre le fascisme, le POUM, jour après jour et dans des termes de plus en plus virulents, dénonçait ces mesures destinées selon lui à détruire les «acquis de la révolution» et ramener les capitalistes et les propriétaires terriens qui avaient fui à l'étranger, dans une tentative d'obtenir un compromis avec Franco. Les appels du POUM à la révolte contre le gouvernement devinrent de plus en plus fréquents et insistants. Le 22 mars 1937, *La Batalla* déclarait:

À cause de cela, notre Parti ne cesse de montrer la voie; un front

révolutionnaire des travailleurs qui nous permettra d'atteindre la fin de l'actuel stade et d'installer un gouvernement des travailleurs et des paysans au travers de la conquête du pouvoir [...]

En avril, Andreas Nin écrivait:

Il ne faut pas perdre de temps. Si nous continuons à attendre passivement la reconstruction de l'appareil bourgeois du pouvoir, la classe ouvrière espagnole aura perdu l'occasion la plus extraordinaire qui lui ait jamais été donnée de s'émanciper. [...] Il sera alors trop tard. Nous devons battre le fer tant qu'il est chaud.

Le 1^{er} mai, Nin déclarait dans un article de *La Batalla*:

La classe ouvrière doit rompre les liens qui la lient à la démocratie bourgeoise et prendre de façon décisive le chemin de la conquête du pouvoir. Il est encore temps. Demain, il sera trop tard.

Andrade, dans le même numéro de *La Batalla*, déclarait :

Les organisations de la classe ouvrière révolutionnaire doivent reconquérir leur pleine indépendance économique et politique; elles doivent abandonner toute sorte de coopération erronée avec les fractions de la petite bourgeoisie et du réformisme, sur le plan politique.

Un autre appel dans *La Batalla* du 1^{er} mai 1937 disait:

Depuis deux jours, la classe ouvrière monte la garde. Les hommes dans les usines et les ateliers veillent jour et nuit sur le bien-être de la Révolution, mise en danger par la ligne politique faible et douteuse des réformistes. Ce ne sont pas des éléments incontrôlables ni des provocateurs. Ce sont les sentinelles conscientes qui surveillent l'arrière-garde. Ils attendent avec leurs fusils prêts à servir, car la classe ouvrière a épuisé sa patience. Ils sont fatigués de tant de faiblesse de la part des gouvernements en papier mâché constitués sur la base de compromis impuissants. [...] Nous continuerons à veiller, dorénavant, car nous ne pouvons plus tolérer la politique boiteuse des gouvernements de Valence et de Catalogne. Une politique de compromis. Une politique tournée contre la classe ouvrière. Une politique consistant à freiner la Révolution des quatre fers. Une politique dirigée vers une renaissance de la bourgeoisie qui avait été chassée le 19 juillet.

Le 1^{er} mai, nous trouvons également cette déclaration de dernière minute:

Tous les membres de notre parti appartenant à l'École militaire populaire et qui ont été désignés à différents endroits en Catalogne ou sur les fronts, sont instamment priés d'adresser des rapports au Comité exécutif militaire, situé Rambla Estadio, quartier

général du Comité exécutif.

Le 2 mai, *La Batalla* disait encore:

Il ne s'agit plus de concrétiser les revendications immédiates. Aujourd'hui, la tâche est différente. Il s'agit de la prise de pouvoir par tous les travailleurs.

De même, le 2 mai, *La Batalla* imprimait une déclaration de l'Exécutif du POUM, disant:

Nous sommes d'accord avec l'un des groupes anarchistes, actuellement en conflit avec les dirigeants de la CNT au gouvernement et qui a sorti les mots d'ordre suivants: «Tout le pouvoir à la classe ouvrière. Tout le pouvoir économique aux syndicats.»

Le groupe anarchiste dont question dans la citation ci-dessus, se faisait appeler les «Amis de Durruti ». C'était un groupe littéralement pourri d'agents fascistes et, plus tard, il fut carrément répudié par la CNT elle-même. N'étant pas parvenu à rallier les syndicats anarchistes pour une ligne putschiste, le POUM choisit donc de tenter d'y semer la zizanie.

Le lendemain, le 3 mai 1937, l'insurrection appelée par le POUM avait lieu.

La situation entre le 25 avril et le 1^{er} mai fut si tendue que le gouvernement de la Catalogne interdit toutes les manifestations du 1^{er} Mai. À cette interdiction, le POUM répondit par les mots suivants, de la bouche de son porte-parole Nin:

La classe ouvrière doit rompre les liens qui l'unissent à la démocratie bourgeoise et prendre de façon décisive le chemin de la conquête du pouvoir. *Il est encore temps. Demain, il sera trop tard.*

Pas étonnant, dans ce cas, que le gouvernement, voyant jaillir de partout les incitations à l'insurrection, ait décidé de passer à l'action. La critique qu'on peut adresser à ce gouvernement, ce n'est pas d'avoir mené une action pour écraser l'insurrection, c'est de ne pas s'y être pris assez tôt pour l'empêcher purement et simplement. Les provocateurs fascistes ont obtenu le conflit qu'ils voulaient.

Bien que l'échec du POUM à gagner le soutien du syndicat anarchiste, la CNT, condamnait l'insurrection à une défaite prématurée, le POUM la poursuivit - avec deux autres organisations anarchistes extrémistes, les «Amis de Durruti» et la «Jeunesse anarchiste» - prolongeant ainsi l'inutile effusion de sang.

Ainsi, les provocateurs fascistes à l'intérieur et à l'extérieur du POUM et les organisations des extrémistes anarchistes mirent en scène leur plus grand et plus spectaculaire acte de sabotage. Mais ils furent écrasés. Puisque, dans le but de mener à bien leur putsch, le POUM trotskiste et les anarchistes extrémistes retirèrent leurs troupes du front d'Aragon, ce dernier fut affaibli à une époque même de pression

fasciste.

Épurations à l'arrière

Le peuple espagnol ne tarda pas à être convaincu de la nécessité d'épurer l'arrière à tout prix. Le gouvernement central de Largo Caballero, qui avait toléré si longtemps le POUM et les éléments anarchiste- incontrôlables, fut renversé et remplacé par un gouvernement capable, susceptible de concentrer les forces populaires en vue de la victoire dans la guerre. Le nouveau gouvernement entama son travail de façon décidée. Il désarma les «patrouilles» anarchistes et les remplaça par une police responsable et sous contrôle de communistes et socialistes confirmés. La collectivisation obligatoire et les réquisitions au détriment de la paysannerie, l'ingérence dans les petits magasins - la contrebande de devises, l'importation d'armes pour des groupes politiques distincts du Front, furent interrompues. Les excès absurdes et malsains qui avaient pendant si longtemps défiguré la révolution et sapé son unité et ses objectifs furent réfrénés. Mais la situation était telle qu'on ne put mettre un terme à ces abus sans marier la force et la persuasion. Il fallait traiter avec sévérité ceux qui étaient des provocateurs ou qui avaient un intérêt certain dans le maintien de l'anarchie. Ce processus de sécurisation des arrières sous une seule autorité plutôt que sous des groupes de comités rivaux en perpétuelles chamailleries, cette organisation de toutes les ressources disponibles sous un seul contrôle en vue de la victoire dans la guerre contre le fascisme -la tâche la plus noble à laquelle était confrontée alors la révolution espagnole - c'est ce processus qui, depuis, est présenté par les trotskistes et autres agents de la bourgeoisie comme la «terreur espagnole ». Ces messieurs «oublient» de mentionner la terreur fasciste déclenchée par la victoire de Franco, à laquelle les trotskistes du POUM et les éléments incontrôlables parmi les anarchistes firent de très importantes contributions en raison de leur ligne erronée, de leurs perturbations, de leurs sabotages et de leurs provocations directes.

Espions et agents provocateurs

Au cours de ses opérations de nettoyage, la police espagnole fit irruption dans l'ambassade du Pérou à Madrid. Elle y découvrit des renseignements détaillés sur un groupe d'espionnage fasciste bien organisé, en relation avec des agents des quartiers généraux de l'État-major, le service médical de l'armée, les services d'information du ministère de la Guerre, le bureau de la Défense antiaérienne de la Marine de guerre et du ministère de l'Air, ainsi qu'un nombre d'organisations gouvernementales. Dans l'un des documents découverts, on lit:

D'autre part, le groupement de nos forces pour un mouvement d'arrière-garde se déroule avec une certaine lenteur. Néanmoins, nous comptons sur quatre cents hommes qui sont prêts à agir. Ils sont bien armés et occupent des positions favorables sur le front de Madrid; l'infiltration de nos hommes parmi les rangs des

anarchistes extrémistes et du POUM s'opère avec succès. Nous avons besoin d'un bon chef de propagande qui effectuerait ce travail indépendamment de nous-mêmes de manière à pouvoir agir avec une sûreté plus grande.

[...] Dans l'accomplissement de vos ordres, je me suis rendu moi-même à Barcelone pour interviewer un membre dirigeant du POUM. Je lui ai communiqué tout ce que vous aviez indiqué. Le manque de communications entre vous-même et lui s'explique par la mise hors service de la station émettrice, qui a recommencé à fonctionner alors que j'étais encore là. Vous aurez certainement reçu une réponse en ce qui concerne le problème fondamental. N. vous demande expressément, à vous et aux amis étrangers, que la personne indiquée pour communiquer avec lui soit moi-même et personne d'autre. Il m'a promis de m'envoyer de nouvelles personnes à Madrid pour activer le travail du POUM. Avec ces renforts, le POUM va devenir, comme à Barcelone, un soutien ferme et réel, pour notre mouvement.

Le «N.» auquel il est fait allusion dans le document cité ci-dessus n'était autre qu'Andrés Nin, dirigeant du POUM. Arrêté pour cette trahison, il fut plus tard délivré par des fascistes déguisés en militaires, qui eurent recours à cette mesure dans l'espoir d'empêcher les autorités de se procurer de nouvelles preuves de leurs crimes.

Le 23 octobre, le chef de la police de Barcelone, le lieutenant-colonel Burillo, donna à des représentants de la presse un compte rendu détaillé de la découverte d'un complot similaire du POUM en Catalogne.

Les trotskistes en dehors de l'Espagne

L'activité des trotskistes et organisations trotskisantes en dehors d'Espagne fut menée dans le même esprit et avec les mêmes objectifs que celle qui se déroulait à l'intérieur même de l'Espagne. Ce n'est pas une coïncidence si, entre octobre et décembre 1937, alors que tout le monde s'attendait à une offensive fasciste déterminée contre le gouvernement républicain, les trotskistes redoublèrent leurs attaques contre le gouvernement populaire. Trotski lui-même dénonça de manière acerbe l'Union soviétique et reçut la couverture la plus large possible de la part de la presse impérialiste pro franquiste et des journaux socialistes de droite. Voici ce que disait Trotski:

Il est nécessaire de passer à une offensive internationale contre le stalinisme.

Et l'un des centres du stalinisme contre lequel il était nécessaire de développer une offensive internationale était, bien sûr, le gouvernement populaire d'Espagne!

Les événements des derniers mois en Espagne ont démontré de quels crimes la bureaucratie de Moscou, complètement dégénérée à l'heure qu'il est, est capable, associée à ses mercenaires internationaux.

En Espagne, où le prétendu gouvernement républicain sert d'écran aux bandes criminelles du stalinisme, la GPU a découvert l'arène la plus favorable pour faire appliquer les directives du Plénum. (Il est temps de passer à une offensive internationale contre le stalinisme, novembre 1937.)

Une offensive internationale des dupes du trotskisme contre la république espagnole, pour coïncider avec l'offensive de Franco - telle fut la contribution du trotskisme dans la période la plus critique de la lutte du peuple espagnol contre le fascisme local et international. L'expérience de l'Espagne ne fait que confirmer l'expérience de l'Union soviétique quant au caractère contre-révolutionnaire profasciste du trotskisme.

Brunete

Entre le 6 et le 26 juillet 1937, les forces républicaines montèrent une offensive contre les fascistes à Brunete, à l'est de Madrid. L'objectif était, en partie, de dégager la pression du front du Nord et, en partie, d'encercler et d'assiéger les forces de Varela en dehors de Madrid. Durant cette attaque, les républicains parvinrent à s'emparer de Brunete mais, le 25 juillet, les franquistes la reprirent après avoir reçu de lourds renforts du front du Nord, d'où la Légion Condor fut ramenée dans le but de reprendre la ville. La bataille se termina par de très lourdes pertes: 23 000 du côté républicain et plus de 13 000 du côté fasciste. L'offensive avait réussi à briser le front fasciste, mais cet avantage ne fut pas consolidé ni poursuivi. Les Basques furent incapables de tirer profit du sursis ainsi gagné.

Une offensive similaire fut lancée en septembre 1937, à Belchite, sur le front aragonais, avec des résultats similaires. Belchite, toutefois, tomba aux mains des forces républicaines le 6 septembre, et celles-ci la gardèrent durant plusieurs mois.

Teruel

Les républicains attendirent décembre pour lancer leur offensive suivante, à Teruel.

Cent mille hommes furent alignés pour récupérer la ville et disperser un rassemblement de forces fascistes à Guadalajara, lequel se préparait à une offensive contre Madrid. Le 15 décembre 1937, les républicains mirent le siège devant Teruel. Dans un froid épouvantable et après avoir repoussé une contre-attaque des franquistes (détournés avec succès de leur attaque prévue sur Madrid), les républicains parvinrent en fin de compte, au prix d'énormes difficultés, à prendre Teruel le 8 janvier. Une fois de plus, toutefois, l'Allemagne et l'Italie n'allaient pas tarder à voler au secours de Franco:

[...] L'ambassadeur allemand à Salamanque, von Stohrer, a envoyé un télégramme à Hitler pour lui dire que Franco serait incapable de poursuivre la guerre sans un accroissement important de l'aide étrangère. C'est ainsi, alors que les puissances occidentales resserraient le nœud coulant de la non-intervention qui étrangla le peuple espagnol, que l'Allemagne et l'Italie accrurent encore leurs livraisons de

matériel de guerre et envoyèrent des unités militaires complètes à Franco. Cela lui permit d'organiser une vaste offensive. [...] Le 22 février, il reprit Teruel. Le 9 mars, grâce à sa supériorité écrasante en aviation, en artillerie et autres équipements, il réussit à effectuer une trouée dans le front oriental et commença à progresser vers la Méditerranée.

Le 15 avril, l'ennemi atteignait Vinaroz, sur la côte méditerranéenne, coupant le territoire républicain en deux. Mais l'Èbre séparait les fascistes et la Catalogne et le rio Segre le séparait de Valence, de sorte que les républicains avaient encore l'espoir d'obliger les fascistes à se replier.

Malheureusement, toutefois, la défaite de Teruel brisa l'esprit de certaines sections des partisans petits-bourgeois de la république. Par exemple, le ministre socialiste de la Guerre. Indalecio Prieto, qui avait toujours été sceptique (ou inquiet?) quant aux capacités d'une armée populaire, devint ouvertement défaitiste et dut être destitué de ses fonctions. Mais le peuple espagnol n'avait pas l'intention de se rendre. Les événements de la guerre leur avait montré à quoi ils pouvaient s'attendre de la part de Franco s'ils se rendaient, et le sentiment était qu'on pouvait tout aussi bien mourir en combattant.

Le 20 avril 1938, le gouvernement républicain avança une proposition d'accord de paix à l'autre camp - un programme en 13 points pour une cessation de la guerre sans représailles. Mais pour que l'offre soit acceptée, le gouvernement devait mettre plus de pression sur Franco afin de le convaincre de l'inutilité de poursuivre le combat. Le 25 juillet 1938, les républicains repartirent à l'offensive, traversant l'Èbre au plus sombre de la nuit pour reconquérir les territoires perdus au Sud de la Catalogne. Les fascistes avaient des forces bien supérieures, surclassant les républicains à 12 contre 1 en ce qui concerne l'artillerie lourde, à 15 contre 1 dans les bombardiers et à 10 contre 1 dans les avions de chasse. Malgré cela, les républicains remportèrent une magnifique victoire et furent en mesure de maintenir leurs positions durant trois mois.

Entre-temps, Hitler et Chamberlain discutaient à Munich (les 29 et 30 septembre 1938) et, comme tout le monde le sait, Chamberlain assura Hitler qu'il ne risquait rien dans l'immédiat de la part de ses rivaux impérialistes. Aussi Hitler se sentit-il encouragé à intensifier son agression. Il savait qu'en Espagne, par exemple, il pouvait marquer des points et que la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ne lèveraient pas le petit doigt pour l'en empêcher. Le 30 octobre, les fascistes espagnols lancèrent une contre-attaque contre l'armée républicaine de l'Èbre qui, le 18 novembre, fut obligée de se replier de l'autre côté du fleuve. Selon Hugh Thomas, les républicains perdirent 70 000 hommes dans la bataille - 30 000 morts, 20 000 prisonniers - y compris les trois quarts de ce qui restait des Brigades internationales. Les pertes fascistes s'élevèrent à 33 000 hommes.

La chute de la Catalogne

À la suite de la défaite de l'Èbre et de l'ardeur renouvelée des fascistes allemands à consolider leur avantage en Espagne, la prise de la Catalogne n'était plus qu'une question de temps. Les Français avaient fermé la frontière le 12 juin 1938, de sorte que la Catalogne allait être privée d'approvisionnements. Des avions fournis par le gouvernement soviétique, ainsi que 500 pièces d'artillerie et quelque 10 000 mitrailleuses furent retenus en France. Franco disposait alors de 340 000 hommes et ses alliés le fournissaient abondamment et sans arrêt d'armements en tous genres.

Tout au long des mois de novembre et décembre 1938, des convois de navires italiens et allemands accostèrent dans les ports de la zone franquiste, amenant des milliers d'hommes et de techniciens militaires, ainsi que des milliers de tonnes de matériel de guerre. (Sandóval & Azcarate 1966, p. 127.)

Les Alliés disposaient de 120 000 hommes mal équipés, dont seuls 37 000 avaient des fusils.

L'offensive fasciste contre la Catalogne débuta le 23 décembre 1938. Grâce à la lutte héroïque livrée par l'armée républicaine, l'avance fut retardée, mais ne put être contenue. Tarragone tomba le 14 janvier 1939. Le gouvernement déménagea de Barcelone pour s'installer à Gérone. Barcelone tomba le 26 janvier. La Catalogne étant tombée, le gouvernement britannique décida de reconnaître le régime de Franco comme gouvernement légitime de l'Espagne: le but était de se maintenir dans les bonnes grâces de Franco afin d'avoir quelque influence sur l'Espagne une fois la guerre terminée.

Après la chute de la Catalogne, la résistance de la République se désintégra. Les noncommunistes du gouvernement tentèrent de se sauver en acceptant de se rendre. Les communistes voyaient toujours quelque avantage à tenir, avec une armée de pas moins de 700 000 hommes encore disponibles, dans les zones demeurées républicaines et dans une situation internationale hautement instable qui pouvait à tout moment tourner à leur avantage. Les socialistes, eux, avaient quelque peu tardé à se décider - en partie par défaitisme, mais également parce qu'ils commençaient à craindre que la victoire dans la guerre ne signifie l'instauration du communisme - car tel était le prestige gagné par les communistes dans leur conduite de la guerre. Estimant, ces socialistes, que le communisme ne valait pas la peine qu'on se batte pour lui - ils finirent par se tourner contre les communistes. La bagarre commença entre les anciens alliés du Front populaire. Casado, le dirigeant socialiste qui avait été en contact avec Franco pendant quelque temps afin de discuter des termes de reddition, démit tous les communistes de leurs fonctions militaires. 12 000 communistes furent jetés en prison, dont de nombreux allaient, par la suite, être livrés à Franco. Dès cet instant, la guerre fut perdue.

Le mardi 28 mars 1939, les fascistes entraient dans Madrid. Le 30 mars, toute l'Espagne était tombée.

La guerre était terminée. Mais, pour l'Espagne, vint la terrible paix de l'échafaud, les pelotons d'exécution à l'aube, les tortures des interrogatoires, l'extermination impitoyable des communistes - oui, et des socialistes, des anarchistes et des républicains aussi.

Des torrents de sang éteignirent le feu de l'héroïsme qui avait brûlé si vivement durant deux ans et huit mois, illuminant le monde et forgeant l'esprit de résistance parmi les peuples. (Sandóval & Azcarate 1966, p. 147.)

La non-intervention

Finalement, quelques mots à propos de la non-intervention. La guerre civile espagnole - c'est ainsi qu'il faut l'apprécier - fut la répétition générale de la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne et l'Italie avaient des intérêts en Espagne, à la fois en raison de sa position stratégique sur le plan du contrôle de la Méditerranée, et de ses ressources minérales qui en faisaient une possession attrayante pour une puissance impérialiste dotée d'ambitions militaires. En outre, la richesse en minerais de l'Espagne était largement aux mains des Britanniques et, ceux-ci étant les rivaux impérialistes que l'Allemagne devait déposséder, il fallait les priver de leur influence en Espagne.

Aussi l'intervention allemande et italienne dans la guerre civile d'Espagne fut-elle l'un des premiers jalons posés par les régimes fascistes de ces pays pour attaquer les intérêts des impérialistes britanniques et français, relativement affaiblis et, de ce fait, peu enclins à défier la puissance frénétique de leurs rivaux. La ligne politique britannique et française, par conséquent, se transforma pour tenter de convaincre Hitler de donner priorité à une agression contre l'Union soviétique. Une telle situation aurait affaibli leurs deux ennemis dans l'immédiat et leur aurait octroyé, pour une large part, le contrôle de la situation. Staline et le P.c.U.S., appréciant à leur juste mesure les intérêts britanniques et français, s'occupèrent avant tout de contrecarrer ces plans et, dans la mesure où c'était possible, de garder l'Union soviétique en dehors de la guerre. Toutefois, pour faire la guerre contre un ennemi aussi puissant que l'Union soviétique ou même que l'impérialisme britannique et français, Hitler et Mussolini devaient amasser le plus possible de sources d'approvisionnement en effectifs et en matériel, avant l'éclatement des hostilités. Dans ce contexte, l'Espagne semblait très appétissante, ayant à la fois une importante population et des ressources précieuses qui pouvaient être mobilisées pour la guerre.

C'est pourquoi, dès le commencement de la rébellion des officiers fascistes, Hitler et Mussolini les soutinrent sans réserve. Paralysés par l'espoir de convaincre Hitler, par la gentillesse et la compréhension, d'attaquer l'Union soviétique en premier lieu, les Britanniques et les Français ne prirent pas la peine de soutenir les ennemis des fascistes. Ils se permirent même de saboter les efforts des résistants aux fascistes, ce qui dut bien amuser Berlin et Rome.

Quant à l'Union soviétique, elle savait pertinemment bien que chacune des hyènes fascistes était son ennemie et, qui plus est, un ennemi puissant. Ses alliés étaient les classes ouvrières pacifistes et les masses paysannes de l'Europe qui n'avaient pas le moindre intérêt dans la façon dont les pillards impérialistes se partageaient le butin ni de mourir dans une guerre qui devait servir à redistribuer ce butin. C'est pourquoi l'Union soviétique soutint de tout cœur la cause du peuple espagnol, en dépit du danger bien réel de voir cette décision se muer en une guerre avec l'Allemagne, un danger qu'elle voulait retarder le plus longtemps possible. En l'Union soviétique, le peuple d'Espagne eut un ami loyal et il pouvait s'attendre à ce que les Soviétiques mettent tout en œuvre pour promouvoir sa cause et contrecarrer les desseins de toute puissance impérialiste. Comme le dit Staline dans un télégramme adressé à José Diaz, le 15 octobre 1936:

Les travailleurs de l'Union soviétique ne font que leur devoir lorsqu'ils donnent de l'aide aux masses révolutionnaires espagnoles. Ils sont conscients de ce que la libération de l'Espagne de la persécution des réactionnaires fascistes n'est pas une cause particulière aux Espagnols, mais une cause universelle de l'ensemble de l'humanité avancée et progressiste. Salutations fraternelles.

Comme nous l'avons vu, si les fascistes remportèrent la victoire en Espagne, ce ne fut qu'en raison de l'aide massive qu'ils reçurent de l'Italie et de l'Allemagne et parce qu'ils furent aidés et encouragés par le sabotage de l'effort républicain de la part des Britanniques, des Français et des Américains.

Ce sabotage fut coordonné via le front trompeur du «Comité de non- intervention» (ou Comité de Londres) qui, en appelant à la paix, chercha à mobiliser docilement les gens ordinaires pour qu'ils acceptent l'agression commise contre leurs frères et sœurs de classe en Espagne. Comme le faisait remarquer l'historien américain F.J. Taylor, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne furent «des collaborateurs de l'Axe» et commirent par conséquent «l'un des crimes les plus sombres des temps modernes contre la liberté».

Selon la législation internationale, lorsqu'une guerre civile éclate, tous les pays non combattants ont l'obligation de soutenir le gouvernement légal du pays concerné. Sous le prétexte de la «non-intervention», la Grande-Bretagne et la France se chargèrent d'imposer un embargo à la fourniture de matériel au gouvernement légal de l'Espagne tandis que les Allemands et les Italiens épaulèrent de façon flagrante les rebelles autant que ceux-ci le souhaitaient.

En théorie, la non-intervention fut organisée à l'initiative du gouvernement français social-démocrate du Front populaire (dirigée par l'archi-opportuniste Léon Blum), initiative prise le 6 août 1936 et proposant un accord de non-intervention. Cet accord fut signé par 27 États européens, qui acceptèrent de ne pas envoyer d'armes directement ou indirectement à l'un

ou l'autre camp dans le conflit espagnol. Parmi les signataires figuraient l'Allemagne et l'Italie qui, nous l'avons vu et cela devint bien vite évident, n'avaient nullement l'intention de s'y conformer. L'accord fut également signé par l'Union soviétique, ce qui déclencha le chœur des cris hurlant à la trahison, de la part des trotskistes et autres contre-révolutionnaires. Mais l'Union soviétique signa dans l'espoir qu'il serait possible, au travers de cet accord, de mettre la pression sur le fascisme allemand et italien afin qu'ils arrêtent leur intervention en Espagne ou de mobiliser les autres pays pour qu'ils s'insurgent contre les violations de cet accord par les Allemands et les Italiens. Aucune de ces possibilités ne se matérialisa: moins de trois mois plus tard, il devint évident que cet accord n'avait été qu'un canular, du début à la fin. Après plusieurs avertissements adressés au Comité de Londres, l'Union soviétique se retira. Les faits sont prouvés par des lettres officielles adressées par l'Union soviétique au Comité de Londres, les 7 et 23 octobre 1936.

La première de ces lettres disait:

Le gouvernement soviétique ne peut, en aucun cas, consentir à ce que l'accord de non-intervention soit transformé par certaines des parties en un écran destiné à masquer l'aide militaire accordée aux rebelles contre le gouvernement légal de l'Espagne.

Par conséquent, le gouvernement soviétique s'estime dans l'obligation de déclarer que, si ces violations ne cessent pas immédiatement, l'U.R.S.S. se considérera libérée de toute obligation découlant de cet «accord de non-intervention ».

La seconde lettre disait:

Le gouvernement soviétique ne peut se sentir lié par l'accord de non-intervention à un degré plus élevé qu'aucune des autres parties de cet accord.

Dès cet instant, le gouvernement soviétique mit tout en œuvre pour fournir aux républicains tout ce dont ils avaient besoin, des hommes (via les Brigades internationales qui dépêchèrent 35 000 hommes en Espagne), des conseillers militaires de sa propre armée, des armes et de la nourriture.

À long terme, le peuple soviétique tira parti de l'aide illimitée qu'il donna au peuple espagnol. Car, à coup sûr, l'héroïsme du peuple espagnol, lorsqu'il s'organisa selon les méthodes communistes pour combattre les armées fascistes et pour remporter des batailles face à des forces incroyablement supérieures en nombre, a servi à convaincre Hitler que ce n'était pas un bon plan de défier un État communiste comme les Britanniques et les Français le pressaient de faire. Sous cet angle, l'héroïsme du peuple espagnol fut un facteur important dans la défaite finale du fascisme en Europe.

Sixième partie

De la collectivisation

Ce n'est que dans le cas où nous réussirions à montrer dans la pratique aux paysans les avantages de la culture en commun, collective, par associations et par artels [...] que la classe ouvrière, qui détient le pouvoir d'État, prouvera réellement au paysan qu'elle a raison et attirera réellement à ses côtés, de façon durable et effective, les millions et millions de paysans.

Lénine

(Lénine 4-12-1919, pp. 197-198.)

... la proclamation d'un mot d'ordre ne suffit pas à faire adhérer la paysannerie en masse au socialisme. Au moins une circonstance supplémentaire est nécessaire: que les masses de la paysannerie elles-mêmes soient convaincues que le mot d'ordre proclamé est correct et qu'elles l'acceptent comme le leur.

Staline

(Staline 27-6-1930, p. 288.)

On ne peut implanter de force les kolhoz. Ce serait stupide et réactionnaire.

Staline

(Staline 2-3-1930, p. 494.)

Chapitre 18

La collectivisation

(Écrit comme préface aux écrits de Staline sur la collectivisation)

La question de la collectivisation en Union soviétique a toujours été des plus controversées - tant à l'intérieur de l'U.R.S.S. qu'en dehors. Et il ne pourrait en être autrement, du fait de l'importance générale de la collectivisation pour la construction de la base matérielle du socialisme à la campagne. Nous commencerons donc par faire quelques remarques sur l'importance de la collectivisation en général. Nous traiterons aussi des deux déviations - celle de droite et celle de «gauche» - de la ligne léniniste du parti sur la collectivisation, déviations contre lesquelles la ligne du parti a dû lutter intensément afin d'être victorieuse; et finalement nous montrerons que les hurlements frénétiques contre la collectivisation en U.R.S.S. poussés par la bourgeoisie de tous les pays et ses agents au sein du mouvement ouvrier, les trotskistes, les révisionnistes, les sociaux-démocrates, les réformistes et les réactionnaires, de toutes couleurs et nuances, ces hurlements ne sont rien d'autre qu'une défense déguisée - et ouverte dans certains cas - du capitalisme ou, plus exactement, de sa restauration.

L'importance générale de la collectivisation

Tout d'abord, la collectivisation est d'une importance énorme du point de vue de la paysannerie, car l'agriculture paysanne à petite échelle mène inévitablement à la ruine, à la dégradation et à la paupérisation de l'écrasante majorité de la population paysanne. Voici quelques déclarations de Lénine sur ce point:

Car on ne saurait se tirer de la misère avec la petite exploitation. (Lénine 18-11-1919, p. 146.)

En régime de production marchande, le système de la petite exploitation *ne peut pas* affranchir l'humanité, les masses, de la misère et de l'oppression. (Lénine 10-4-1917, p. 64.)

Si nous nous nous confinons comme autrefois dans de petites exploitations, même en tant que citoyens libres sur une terre libre, nous n'en serions pas moins menacés de périr infailliblement [...] (Lénine 22-5-1917, p. 519.)

Seul le travail en commun, le travail par artel, par association, peut nous tirer de

l'impasse où nous a acculés la guerre impérialiste. (Lénine 18-11-1919, p. 142.)

Il est indispensable de passer à la culture collective dans de grandes entreprises modèles, sans quoi nous n'échapperons pas à la débâcle, à la situation véritablement désespérée qui est celle de la Russie. (Lénine 22-5-1917, p. 520.)

Deuxièmement, ce n'est que via la collectivisation que la classe ouvrière, qui détenait le pouvoir d'État, pouvait s'assurer le soutien durable des vastes masses de la paysannerie; ce n'est que via la collectivisation que le prolétariat pouvait effectivement maintenir sa direction sur la masse principale de la paysannerie dans le système de la dictature du prolétariat.

Ce n'est que dans le cas où nous réussirions à montrer dans la pratique aux paysans les avantages de la culture en commun, collective, par associations et par artel; ce n'est que si nous parvenons à aider le paysan à exploiter la terre au moyen de l'agriculture coopérative de l'artel, que la classe ouvrière, qui a en mains le pouvoir d'État, prouvera réellement aux paysans le caractère correct de sa politique et s'assurera vraiment le soutien réel et durable des vastes masses de la paysannerie. (Lénine 4-12-1919, pp. 197-198.)

Troisièmement, tant que durait l'agriculture paysanne à petite échelle, le danger de restauration capitaliste se présentait comme le plus réel de tous les dangers, car «le pouvoir des Soviets ne peut longtemps se fonder sur deux bases opposées, sur la grande industrie socialiste qui *anéantit* les éléments capitalistes et sur la petite économie paysanne individuelle qui *engendre* les éléments capitalistes.» (Staline 7-1- 1933, p. 602.)

Voici ce que Lénine avait à dire à ce propos:

Tant que nous vivons dans un pays de petite culture, la base économique pour le capitalisme en Russie est plus solide que pour le communisme. Voilà ce qu'il faut retenir. Quiconque a observé attentivement la vie à la campagne, en la comparant à celle de la ville, sait que nous n'avons pas arraché les racines du capitalisme, ni sapé les fondements, la base, chez l'ennemi intérieur. Celui-ci tient grâce à la petite économie, et pour le saper, il y a un moyen: transférer l'économie du pays, y compris l'agriculture, sur une nouvelle base technique, celle de la grosse production moderne. Cette base ne peut être que l'électricité.

Le communisme, c'est le pouvoir soviétique plus l'électrification du pays entier. Autrement, le pays reste un pays de petite culture, et il faut que nous en prenions nettement conscience. Nous sommes plus faibles que le capitalisme non seulement à l'échelle mondiale, mais encore à l'intérieur du pays. Tout le monde le sait. Nous l'avons reconnu et nous pousserons les choses au point que la base économique, de petite culture devienne une base de grosse industrie. Alors seulement que le pays sera électrifié et qu'à l'industrie, à l'agriculture et aux transports sera assignée la base technique de la grande industrie moderne, alors seulement nous vaincrons définitivement. (Lénine 22-

12-1920b, pp. 537-538.)

Et ailleurs:

La petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. (Lénine 5- 1920, p. 18.)

Finalement, les kolkhoz sont le moyen le mieux adapté pour remodeler la paysannerie individualiste dans l'esprit du collectivisme, dans l'esprit du socialisme, la rapprochant ainsi de la classe ouvrière; ils sont le seul moyen par lequel le lien entre la classe ouvrière et la paysannerie peut être renforcé de façon à rapprocher la paysannerie de la classe ouvrière et de préparer ainsi l'élimination et l'abolition des classes. Comme dit Staline:

Quiconque n'en a pas conscience ou refuse de le reconnaître n'est pas un marxiste, pas un léniniste, mais un «philosophe paysan », qui regarde vers l'arrière plutôt que vers l'avant. (Staline, *Works*, vol. 9.)

Pourquoi les kolkhoz sont-ils le moyen le mieux adapté pour remodeler la paysannerie dans un esprit collectiviste? Pourquoi préparent-ils l'abolition des classes? Parce qu'ils établissent entre la classe ouvrière et la paysannerie un lien basé sur le métal, sur un nouvel équipement technique et sur le travail collectif; et c'est précisément un tel lien qui est requis pour remodeler le petit cultivateur. Voici ce que le camarade Lénine disait dans ce contexte:

Transformer le petit cultivateur, transformer toute sa mentalité et ses habitudes est l'œuvre de générations entières. Seules la base matérielle, la technique, l'utilisation en masse de tracteurs et de machines dans l'agriculture, l'électrification sur une grande échelle peuvent résoudre ce problème, assainir en quelque sorte sa mentalité. Voilà ce qui aurait pu transformer de fond en comble à une vitesse énorme, le petit agriculteur. (Lénine 15- 3-1921. p.227.)

Tel est le plan léniniste du remodelage de la paysannerie, afin de la rapprocher de la classe ouvrière et de créer les conditions nécessaires à l'élimination de toutes les classes. Ce plan léniniste est complètement opposé aux stupides petites utopies réactionnaires que l'on entend si souvent dans la bouche de «socialistes» qui construiraient plutôt le «socialisme» dans l'esprit des gens sans lui construire une base matérielle. Le plan de Lénine, par contre, indique la seule voie pour remodeler la paysannerie: créer les conditions matérielles nécessaires à un tel remodelage. Selon Lénine, le socialisme ne peut pas être simplement construit dans l'esprit du peuple: il possède une base matérielle. Ce n'est qu'en oubliant les enseignements révolutionnaires de Lénine que certains «socialistes» sont capables de critiquer la collectivisation et l'industrialisation en U.R.S.S.

Ce qui a été dit ci-dessus résume brièvement la signification de la collectivisation.

On peut maintenant clairement constater que ceux qui s'opposent à la collectivisation de l'agriculture sont les ennemis de la paysannerie, de la classe ouvrière, les ennemis du socialisme et du communisme.

Passons maintenant aux deux déviations de la ligne léniniste du parti sur la collectivisation.

Deux déviations de la ligne léniniste du parti sur la collectivisation

Première déviation -la déviation de «gauche» (trotskiste)

En bref, la déviation de «gauche» (trotskiste) peut se résumer dans les mots suivants: elle ne voit dans *l'ensemble* de la paysannerie rien d'autre qu'un instrument de restauration du capitalisme; elle considère la masse de la paysannerie comme une masse réactionnaire sur laquelle on ne peut pas compter. Elle ne prêche donc pas l'alliance avec elle mais la «discorde ». Et par-dessus tout, elle croit dans l'impossibilité de construire le socialisme avec succès dans un pays pris séparément. Tout ceci explique l'aventurisme caractéristique des politiques prônées par les trotskistes. Cet aventurisme seul explique pourquoi Trotski et Zinoviev ont fait de leur mieux pour forcer le parti à s'engager dans une politique de collectivisation à grande échelle au 14^e congrès du parti en décembre 1925.

Le parti a, bien sûr, rejeté cette politique aventuriste, pour des raisons que nous allons bientôt expliquer. Depuis ce rejet (qui a un attrait particulier pour le petit-bourgeois qui recherche toujours quelque chose d'excitant pour remplir sa vie ennuyeuse et vide), les trotskistes ont répandu la légende selon laquelle la politique de collectivisation avait été adoptée trop tard, que le parti bolchevik et Staline n'avaient pas conscience de la nature bestiale des koulaks jusqu'à ce que ces derniers tentent, en 1928, de menacer l'existence même du régime soviétique en refusant de vendre du grain à l'État soviétique, causant ainsi la famine dans les villes et dans l'Armée Rouge. Cette critique est associée à l'opposition trotskiste en U.R.S.S.

Cette critique, non fondée, se base sur la substitution, habituelle chez les trotskistes, du souhait à la réalité. Le trotskisme cesserait d'être le trotskisme s'il prenait la réalité concrète comme point de départ. Que les koulaks aient été «les exploiters les plus bestiaux, brutaux et sauvages» et devaient donc être éliminés peut difficilement être considéré comme une découverte du trotskisme. Voici comment Lénine dépeignait les koulaks:

Les koulaks sont les exploiters les plus féroces, les plus brutaux, les plus

sauvages; ils ont maintes fois rétabli, comme l'atteste l'histoire des autres pays, le pouvoir des grands propriétaires fonciers, des rois, des prêtres, des capitalistes. Les koulaks sont plus nombreux que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Cependant ils sont une minorité dans le peuple.

[...] Ces buveurs de sang se sont enrichis de la misère du peuple pendant la guerre, ils ont amassé de l'argent par milliers et par centaines de milliers de roubles en faisant monter les prix du blé et des autres produits. Ces scorpions se sont engraisés aux dépens des paysans ruinés par la guerre, aux dépens des ouvriers affamés. Plus l'ouvrier souffrait de la faim dans les villes et les usines, et plus ces sangsues se gorgeaient du sang des travailleurs, plus elles s'enrichissaient. Ces vampires accaparaient et accaparent encore les terres seigneuriales, ils asservissent encore et encore les paysans pauvres. (Lénine 8-1918, pp. 51-52.)

Que l'élimination des koulaks en tant que classe et la collectivisation de la paysannerie aient été la seule façon de sauvegarder le socialisme n'est pas non plus une découverte du trotskisme; les passages cités des œuvres du camarade Lénine en sont une ample preuve.

La question se pose donc: vu la signification énorme de la collectivisation et de la nécessité d'éliminer les koulaks en tant que classe, pourquoi la collectivisation n'a-t-elle pas été entreprise plus tôt et pourquoi les koulaks n'ont-ils pas été éliminés plus tôt? Pourquoi le parti bolchevik, dès le 8^e congrès, a-t-il proclamé la politique de restreindre les tendances exploiteuses des koulaks plutôt qu'une politique d'élimination des koulaks en tant que classe? Pourquoi le parti a-t-il rejeté l'exigence trotskiste d'élimination des koulaks en 1926?

La réponse est que, si le parti avait entrepris une offensive contre les koulaks sans préparer les conditions nécessaires à sa victoire, cette offensive aurait alors été d'un aventurisme le plus imprudent et aurait été vouée à l'échec. Et l'échec aurait signifié le renforcement des koulaks. Une offensive contre les koulaks à une époque antérieure, disons en 1926-27, aurait certainement échoué, car, à cette époque, il n'existait pas dans la campagne soviétique un vaste réseau de sovkhoz et de kolkhoz qui auraient fourni la base à une lutte déterminée contre les koulaks; car, à cette époque, l'État soviétique était incapable de remplacer la production capitaliste koulak par la production socialiste des sovkhoz et des kolkhoz. Voici ce que disait le camarade Staline à ce propos:

En 1926-1927, l'opposition zinoviéviste-trotskiste s'efforçait d'imposer au Parti une politique d'offensive immédiate contre le koulak. Le Parti ne s'est pas jeté dans cette dangereuse aventure, sachant que les gens sérieux ne peuvent se permettre de jouer à l'offensive. L'offensive contre le koulak est chose sérieuse. Il ne faudrait pas la confondre avec les déclamations contre le koulak. Il ne faudrait pas non plus la confondre avec la politique de coups d'ongle contre le koulak, que l'opposition zinoviéviste-trotskiste s'efforçait d'imposer au Parti. Mener l'offensive contre le koulak, c'est

le briser et le liquider comme classe. En dehors de ces buts, l'offensive n'est que déclamation, coups d'ongle, vain bavardage, tout ce qu'on voudra, sauf une véritable offensive bolchevique. Mener l'offensive contre le koulak, c'est se préparer à l'action et frapper le koulak, mais frapper de façon qu'il ne puisse plus se remettre sur ses pieds. C'est ce que nous appelons, nous bolcheviks, une véritable offensive. Pouvions-nous, il y a quelque cinq ou trois ans, entreprendre une telle offensive et escompter le succès? Non, nous ne le pouvions pas.

En effet, le koulak produisait en 1927 plus de 600 millions de pouds de blé, et, sur ce total, il en livrait environ 130 millions au marché, en dehors de ce qui était vendu à la campagne même. Force assez sérieuse, dont il était impossible de ne pas tenir compte. Et combien produisaient alors nos kolkhoz et sovkhos? Environ 80 millions de pouds, dont près de 35 millions étaient jetés sur le marché (blé marchand). Jugez vous-mêmes si nous pouvions alors *remplacer* la production et le blé marchand du koulak par la production et le blé marchand des kolkhoz et sovkhos. Il est clair que nous ne le pouvions pas.

Que signifie dans ces conditions entreprendre une offensive résolue contre le koulak? C'est s'enfermer à coup sûr, renforcer les positions des koulaks et rester sans blé. Voilà pourquoi nous ne pouvions ni ne devons entreprendre à ce moment une offensive résolue contre le koulak, en dépit des déclamations d'aventure de l'opposition zinoviéviste-trotskiste. (Staline 27 -12-1929, pp. 481-482.)

Ceci explique pourquoi les koulaks, pourquoi ces «vampires», ces «araignées» et ces «sangues» ont été tolérés et pourquoi le parti a poursuivi la politique de *restreindre* leurs tendances exploiteuses plutôt que de les éliminer. Ceci explique donc pourquoi le parti, à son 8^e congrès, a adopté la politique de *restreindre* les tendances exploiteuses des koulaks, pourquoi cette politique a, de nouveau, été annoncée au II^e congrès, au moment de l'introduction de la Nouvelle Politique Économique (NEP), pourquoi cette politique a été confirmée par le I^{er} congrès et pourquoi le parti a suivi cette ligne jusqu'à l'été 1929. Comme le camarade Staline l'a correctement remarqué, «la proclamation d'un mot d'ordre ne suffit pas à faire adhérer la paysannerie en masse au socialisme». (Staline 27-6-1930, p. 288.)

La recette trotskiste du désastre via «la discorde» avec la paysannerie contre la formule léniniste de construction du socialisme via une alliance stable avec la masse principale de la paysannerie

Si la déviation de «gauche» (trotskiste) avait eu l'ascendant dans le parti, le résultat aurait été la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Car ce que les trotskistes prônaient revenait ni plus ni moins à une déclaration de guerre civile à la masse principale de la paysannerie, à savoir la paysannerie moyenne, 60% de la paysannerie. Une telle déclaration aurait amené le régime soviétique en «collision hostile» avec la masse principale de la paysannerie. Et

une telle «collision hostile» n'aurait pu que représenter le danger le plus sérieux pour l'existence même du régime soviétique. On ne doit pas s'étonner que le parti ait rejeté la «politique» aventuriste prônée par le trotskisme.

Quiconque connaît un tant soit peu le trotskisme ne s'étonnera pas que Trotski ait pris la défense de cette politique aventuriste envers la masse principale de la paysannerie. Une telle politique est le résultat direct de la fameuse théorie trotskiste de la «révolution permanente» qui nie le rôle révolutionnaire de la paysannerie et prétend qu'il est impossible de construire le socialisme dans un seul pays. D'après cette théorie, il est impossible à la classe ouvrière de mener la masse principale de la paysannerie dans la voie de la construction socialiste. Voici quelques déclarations de Trotski à ce sujet:

Les contradictions dans la situation du gouvernement ouvrier d'un pays arriéré, où la majorité écrasante de la population est composée de paysans, pourront trouver leur solution uniquement sur le plan international, dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat. (Trotski 1922, cité dans Staline 17-12-1924, p. 128.)

Sans l'aide directe d'État de la part du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination temporaire en une dictature socialiste durable. On ne saurait en douter un instant. (Trotski 1906b, cité dans Staline 17-12-1924, p. 133.)

Il n'y a aucun espoir de croire [...] que la Russie révolutionnaire, par exemple, puisse tenir face à l'Europe conservatrice. (Trotski 25-5-1917, cité dans Staline 17-12-1924, p. 134.)

Est-il donc surprenant que Trotski, fuyant la réalité, accroché de façon entêtée à ces vues réactionnaires, ait prôné une politique qui, si elle avait été mise en pratique, aurait transformé ses rêves réactionnaires en réalité? Si la ligne de Trotski avait été suivie, la classe ouvrière de Russie n'aurait sans nul doute pas été capable de se maintenir au pouvoir.

Zinoviev, l'allié de Trotski dans l'opposition à la ligne léniniste du parti sur la question paysanne, ne croyait pas non plus dans une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie moyenne. Au lieu de cela, s'éloignant du léninisme, il prônait la neutralisation de la paysannerie moyenne dans les conditions de la dictature du prolétariat. Voici ce que Zinoviev, qui, à l'époque, était président du Comintern, écrivait sur cette question dans la *Pravda* du 18 janvier 1925 :

Il y a un certain nombre de tâches qui sont *absolument communes à tous les partis du Comintern*. Ainsi par exemple, ... une approche appropriée de la paysannerie. Il y a trois strates dans la population agricole du monde que nous pouvons et devons gagner et qui peuvent devenir les alliés du prolétariat (le prolétariat agricole, les semi-prolétaires - les paysans petits propriétaires - et la petite paysannerie qui n'emploie pas de main d'œuvre). Il y a une autre strate de la paysannerie (les

paysans moyens) que nous devons au moins *neutraliser*. (Cité dans Staline 23-12-1925, p. 101.)

L'économiste en chef de l'opposition trotskiste, Préobrajenski, allait même jusqu'à appeler la paysannerie «une colonie» pour l'industrie socialiste, un objet à exploiter à l'extrême.

Smirnov, un autre dirigeant de l'opposition, prônait ouvertement le «conflit» avec les paysans moyens:

Nous disons que le budget de l'État doit être révisé de manière à ce que la plus grande part de ce budget de 5 milliards afflue vers l'industrie car *il est préférable pour nous d'entrer en conflit avec les paysans moyens plutôt que d'aller vers un échec certain*. (Smirnov, discours prononcé à la conférence du parti du district Rogzhsko-Sirnonovsky, 1927, cité dans Staline 23-11-1927, p. 262).

Il suffit de comparer ces déclarations de l'opposition trotskiste avec les passages suivants des écrits du camarade Lénine pour se rendre compte du fossé profond qui sépare le trotskisme du léninisme.

Là où le trotskisme prônait le «conflit avec les paysans moyens» comme la meilleure méthode d'éviter «un échec certain», le léninisme au contraire prône une alliance avec la masse de base de la paysannerie comme le seul moyen d'assurer le rôle dominant du prolétariat et la consolidation de la dictature du prolétariat.

Le grand principe, dit Lénine, de la dictature [du prolétariat] est de soutenir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, afin qu'il [le prolétariat] puisse garder son rôle dirigeant et le pouvoir d'État. (Lénine 5-7 -1921, p. 521.)

Il est donc clair que, selon le léninisme, il est impossible de construire le socialisme avec succès sans «conclure avec le paysan moyen une *alliance solide*» (Lénine 18-3-1919, p. 141).

Selon le trotskisme pourtant, le «conflit avec les paysans moyens» est le seul moyen d'éviter «un échec certain» (Smirnov, cité ci-dessus).

En outre, il ne faut pas oublier qu'en 1927, la paysannerie moyenne constituait 60% de toute la paysannerie. Un conflit avec la paysannerie moyenne l'aurait donc poussée dans les bras des koulaks, renforçant ainsi ces derniers et isolant les paysans pauvres. En d'autres termes, un conflit, tel que prôné par le trotskisme, aurait signifié le début d'une guerre civile et un affaiblissement très dangereux du pouvoir soviétique à la campagne. Telle est la logique du trotskisme, en dépit de ses intentions. Voici comment le camarade Staline décrivait le fossé entre les désirs de l'opposition (ses bonnes intentions) et l'inévitable résultat désastreux de sa politique de conflit avec la paysannerie moyenne:

Je n'accuse pas l'opposition d'aspirer délibérément à ces problèmes, loin de là. La question n'est cependant pas ce que l'opposition désire et ce à quoi elle aspire, mais bien les résultats qui suivront inévitablement la politique de conflit prônée par l'opposition avec la paysannerie moyenne.

Il arrive la même chose à l'opposition que ce qui arrivait à l'ours dans la fable de Krylov «L'ermite et l'ours» (rires). Il va sans dire que l'intention de l'ours en défonçant le crâne de son ami l'ermite avec un bloc de pierre était de le délivrer de la mouche importune. L'ours était inspiré par les motifs les plus amicaux. Néanmoins, les motivations amicales de l'ours ont conduit à une action qui était loin d'être amicale et dont l'ermite a payé de sa vie. Bien sûr, l'opposition ne souhaite que du bien à la révolution. Mais pour réaliser cela, elle propose des moyens qui auraient comme résultat la défaite totale de la révolution, la défaite totale de la classe ouvrière et de la paysannerie, la destruction de tout notre travail de construction.

La «plate-forme» de l'opposition est une plate-forme pour la rupture de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, une plate-forme pour la destruction de tout notre travail de construction, une plate-forme pour la destruction du travail d'industrialisation. (Staline 23-11-1927, p. 265.)

L'année 1929 et l'adhésion de la paysannerie à la collectivisation

Dans la seconde moitié de 1929, cependant, le tableau avait terriblement changé et tous les prérequis pour une offensive déterminée contre les koulaks et pour leur élimination en tant que classe étaient présents. Quels étaient ces prérequis? Ils étaient:

Premièrement: les sovkhoz et les kolkhoz s'étaient développés à un tel degré qu'ils étaient capables de remplacer l'agriculture koulak en ce qui concernait la production commercialisable. En 1929, les kolkhoz à eux seuls produisaient 29 100 000 de pouds de grains, dont 12 700 000 étaient commercialisables. Expliquant pourquoi il n'était pas possible de s'attaquer aux koulaks en 1927 et pourquoi une offensive contre les koulaks était devenue faisable en 1929, voici comment le camarade Staline caractérisait les changements qui avaient eu lieu depuis 1927 et qui permettaient au parti d'entreprendre une véritable offensive léniniste contre les koulaks, à l'opposé des déclamations et des rodomontades trotskistes contre les koulaks:

Et maintenant? Où en sont les choses? Maintenant, nous avons une base matérielle suffisante pour frapper le koulak, briser sa résistance, le liquider comme classe et *remplacer* sa production par celle des kolkhoz et des sovkhoz. On sait qu'en 1929, la production du blé dans les kolkhoz et les sovkhoz n'a pas été inférieure à 400 millions de pouds (200 millions de pouds de moins que la production globale de l'économie koulak en 1927). On sait ensuite qu'en 1929 les kolkhoz et les sovkhoz ont fourni plus de 130 millions de pouds de blé marchand (c'est-à-dire plus que le koulak n'en avait

fourni en 1927). On sait enfin qu'en 1930 la production globale des kolkhoz et des sovkhoz ne sera pas inférieure à 900 millions de pouds (c'est -à-dire qu'elle dépassera la production globale du koulak en 1927) et la quantité de blé qu'ils livreront sur le marché atteindra au moins 400 millions de pouds (c'est-à-dire infiniment plus que ce que n'en avait livré le koulak en 1927).

Voilà, camarades, où en sont les choses aujourd'hui.

Tels est le changement qui s'est fait dans l'économie de notre pays.

Nous disposons maintenant, comme vous le voyez, d'une base matérielle pour *remplacer* la production du koulak par celle des kolkhoz et des sovkhoz. C'est bien pourquoi que notre offensive résolue contre le koulak se poursuit maintenant avec un succès indéniable.

Voilà comment il faut marcher contre le koulak, si l'on veut marcher contre lui véritablement et résolument, au lieu de se borner à de stériles déclamations contre les koulaks.

Voilà pourquoi, ces derniers temps, nous avons passé de la politique de *limitation* des tendances exploiteuses du koulak à la politique de *liquidation du koulak comme classe*. (Staline 27-12-1929, p. 482-483.)

Deuxièmement: l'État et l'industrie soviétique étaient à présent en mesure d'aider le mouvement des kolkhoz par des facilités de crédit et la fourniture de machines et de tracteurs. En 1927-1928, le gouvernement soviétique attribua 76 millions de roubles au financement des kolkhoz, en 1928-1929, 170 millions de roubles et en 1929-1930, 473 millions. En plus, 65 millions de roubles furent attribués pendant la même période au fonds de collectivisation. Des privilèges furent accordés aux kolkhoz qui accroissaient leurs ressources de 200 millions de roubles. Pour l'exploitation des champs des kolkhoz, l'État ne fournit pas moins de 30 000 tracteurs avec une puissance totale de 400 000 chevaux, sans parler des 7 000 tracteurs du centre de tracteurs qui servaient les kolkhoz et de l'assistance, au niveau des tracteurs, rendue par les sovkhoz aux kolkhoz. En 1929-30, on octroya aux kolkhoz des prêts de grains pour une quantité de 61 millions de pouds. Plus tard, les kolkhoz furent grandement aidés par l'assistance organisationnelle directe qui leur avait été donnée par l'établissement de plus de 7 000 stations de tracteurs et de machines.

Le résultat de toutes ces mesures fut une multiplication par 40 de la récolte des kolkhoz en trois ans et une multiplication par 50 de la production de grains des kolkhoz (avec une croissance dans la partie commercialisable par un facteur de plus de 40) pendant les mêmes années 1927-29.

Troisièmement: l'adhésion de la paysannerie au socialisme, à la collectivisation.

Elle n'est pas arrivée d'un coup, d'une façon accidentelle et spontanée. Elle avait été préparée d'une manière scientifique et via une dure lutte durant un grand nombre d'années, pendant lesquelles le parti a dirigé le peuple en éliminant les uns après les autres les obstacles qui se dressaient sur le chemin de la collectivisation. Voici comment le camarade Staline a décrit le processus qui a donné naissance, dans la seconde moitié de 1929, au puissant mouvement de masse des kolkhoz de millions de paysans pauvres et moyens:

L'adhésion de la paysannerie à la collectivisation n'a pas commencé d'un seul coup. Elle n'aurait pas pu commencer d'un seul coup. Il est vrai que le parti a proclamé le mot d'ordre de la collectivisation dès le 15^e congrès, mais la proclamation d'un mot d'ordre ne suffit pas à faire adhérer la paysannerie en masse au socialisme. Au moins une circonstance supplémentaire est nécessaire: que les masses de la paysannerie elles-mêmes soient convaincues que le mot d'ordre proclamé est correct et qu'elles l'acceptent comme le leur. Dès lors, cette adhésion fut préparée graduellement.

Elle a été préparée par l'ensemble de notre développement, par l'ensemble du développement de notre industrie et par-dessus tout par le développement de l'industrie qui fournit les machines et les tracteurs pour l'agriculture. Elle a été préparée par la politique de lutte résolue contre les koulaks et par le développement de notre approvisionnement en grains dans les formes nouvelles qu'elles ont connues en 1928-29, qui ont placé l'agriculture koulak sous le contrôle des masses de paysans pauvres et moyens. Elle a été préparée par le développement des coopératives agricoles, qui a entraîné le paysan individualiste dans les méthodes collectives. Elle a été préparée par le réseau des kolkhoz, grâce auquel la paysannerie a vérifié les avantages des formes collectives d'agriculture sur les formes individuelles. Récemment, elle a été préparée par le réseau des sovkhoz, répandu dans toute l'U.R.S.S. et équipé de machines modernes, qui a permis aux paysans de se convaincre de la puissance et de la supériorité des machines modernes.

Ce serait une erreur de ne considérer nos sovkhoz que comme une source d'approvisionnement en grains. En fait, les sovkhoz, avec leurs machines modernes, avec l'assistance qu'ils rendent aux paysans dans leur voisinage et les perspectives sans précédent de leur agriculture, furent la force dirigeante qui a facilité l'adhésion des masses paysannes et les a menées sur le sentier de la collectivisation.

Voici la base sur laquelle s'est élevé le mouvement de masse des kolkhoz de millions de paysans pauvres et moyens qui a débuté dans la seconde moitié de 1929 et qui a enclenché une période de grands changements dans la vie de notre pays. (Staline 27-6-1930, p. 288-289.)

Il est parfaitement clair, sur base de ce qui précède, que la politique de collectivisation du parti bolchevik était une politique léniniste et était la seule politique correcte. Il est tout aussi clair que la politique prônée par le trotskisme était frelatée par un aventurisme des plus

dangereux et désespéré et que, si cette politique avait été mise en pratique, le résultat aurait été un échec certain. Nous pouvons dire maintenant que le parti bolchevik avait mille fois raison de rejeter les exigences trotskistes de frapper les koulaks en 1926-27. Le parti avait aussi mille fois raison de lancer en 1929, après avoir préparé la base nécessaire, une offensive contre les koulaks. Le parti avait parfaitement raison, en 1929, de passer d'une politique de *restriction* des tendances exploiteuses des koulaks à la politique *d'élimination des koulaks en tant que classe*.

L'élimination des koulaks en tant que classe n'était pas seulement une question administrative, comme le pensaient les trotskistes. C'était une question de suprême importance économique. La classe des koulaks ne pouvait être effacée par un décret trotskiste. Elle ne pouvait être éliminée qu'en prenant des mesures économiques concrètes (du type de celles décrites ci-dessus) et en préparant les conditions économiques et politiques nécessaires. Comme dit le camarade Staline:

Les camarades ont tort qui croient pouvoir et devoir en finir avec koulaks par des mesures administratives, par l'intervention de la Guépéou: c'est dit, le cachet est apposé ; un point c'est tout. Cette méthode est facile, mais elle est loin d'être efficace. Il faut battre le koulak par des mesures d'ordre économique, en appliquant la loi soviétique. Or la loi soviétique n'est pas une phrase vide de sens. Cela n'exclut pas, naturellement, l'application de certaines mesures administratives nécessaires contre le koulak. Mais il ne faut pas que ces mesures administratives remplacent les dispositions d'ordre économique. (Staline 3-12-1927, p. 40.)

De plus, le moment choisi pour lancer une offensive déterminée contre les koulaks devait être correct. Toute erreur sur ce plan aurait galvaudé l'offensive et mis en péril l'existence même de la dictature du prolétariat. Une des caractéristiques essentielles de la direction léniniste, de la tactique bolchevique, est de choisir le moment correct et le terrain approprié pour lancer une offensive contre les ennemis du socialisme. Pour utiliser le langage du camarade Staline:

L'art de la politique bolchevique ne consiste absolument pas à faire feu de toutes nos armes sur tous les fronts sans discrimination, sans considération de temps et de lieu et sans se demander si les masses sont prêtes à soutenir tel ou tel pas de la direction. L'art de la politique bolchevique consiste à être capable de choisir le moment et l'endroit ainsi que de prendre en compte toutes les circonstances afin de concentrer l'assaut sur le front où l'on peut atteindre le maximum de résultats le plus rapidement. (Staline 13-4-1928, p. 55.)

Pourtant, lorsque le parti était déjà passé de la politique de restriction des tendances exploiteuses des koulaks à la politique de leur élimination en tant que classe,

Trotsky - qui, comme nous l'avons vu, avait prôné la dékoulakisation dès la période

suisant immédiatement le 14^e congrès (1926-27) - exigea l'abandon de la politique du parti d'élimination des koulaks en tant que classe. Dans sa *Lettre ouverte aux membres du P.C. U. S.* du 23 mars 1930, il exigeait que le parti:

Ajuste les kolkhoz à leurs sources réelles de soutien, ... abandonne la politique de dékoulakisation, ... restreigne les tendances exploiteuses des koulaks pour un grand nombre d'années [et que] le principe directeur en relation avec les koulaks doit être un «système de contrat» de fer [par lequel les koulaks devaient fournir à l'État une certaine quantité de leur production à un prix fixé - H. B.]. (Trotski 23-3-1930.)

C'est typique du trotskisme, le trotskisme avec son contenu vraiment absurde, antidialectique et réactionnaire: dékoulakisation en 1926 et abandon de la politique de dékoulakisation en 1930!!

Comme si cette absurdité n'était pas suffisante, Trotski y ajouta une nouvelle édition en 1933. Alors que la collectivisation était déjà réalisée pour l'essentiel, Trotski exigea, dans les numéros de son *Bulletin*, la dissolution des fermes d'État sous prétexte qu'elles n'étaient pas rentables, la dissolution de la majorité des kolkhoz sur base qu'ils étaient fictifs et l'abandon de la politique d'élimination des koulaks. Dans le domaine de l'industrie, Trotski exigeait un retour à la politique des concessions et la location à des concessionnaires d'un certain nombre d'entreprises industrielles soviétiques sous prétexte qu'elles n'étaient pas rentables.

Le camarade Staline avait parfaitement raison de caractériser ce programme trotskiste de contre-révolutionnaire et de programme de restauration du capitalisme:

Tel est le programme des méprisables poltrons et capitulards, le programme contrerévolutionnaire de restauration du capitalisme en U.R.S.S.! (Staline 26-1-1934, p.762.)

Voilà comment le «gauchiste» Trotski s'est démasqué et a révélé à tous son véritable caractère droitier.

Ayant traité de la déviation opportuniste «de gauche», tournons-nous à présent vers la déviation opportuniste de droite de la ligne léniniste du parti.

La déviation opportuniste de droite (boukharinienne)

Alors que les opportunistes de «gauche» (trotskistes) surestimaient la force du capitalisme, ne croyaient pas dans la possibilité pour l'U.R.S.S. de construire avec succès le socialisme par ses propres efforts - sans l'aide de révolutions victorieuses en Europe occidentale, et ne favorisait donc pas l'idée même d'une alliance avec les masses de base de la paysannerie, les opportunistes de droite (boukhariniens)

allaient à l'autre extrême, ils sous-estimaient la force du capitalisme, se déclaraient en faveur de toutes sortes d'alliances avec l'ensemble de la paysannerie, les koulaks inclus, et, sans considération pour les mécanismes de la lutte des classes dans les conditions de la dictature du prolétariat, proclamaient que les koulaks allaient automatiquement «s'intégrer au socialisme». (Boukharine, *Le chemin du socialisme*, cité dans Staline 4-1929, p. 359.) Le groupe de Boukharine maintenait qu'avec le progrès du socialisme et le développement des formes socialistes de l'économie, la lutte des classes s'effondrerait. Cette théorie opportuniste de droite et cette conception, prônées par le groupe de Boukharine, présentaient un danger extrêmement sérieux pour la dictature du prolétariat. Leur danger consistait «En ce qu'elles endorment la classe ouvrière, entament la volonté de mobilisation des forces révolutionnaires de notre pays, démobilisent la classe ouvrière et facilitent l'offensive des éléments capitalistes contre le pouvoir des Soviets» (Staline 4-1929, p. 369).

Et c'est ce qui se passa. Au début de 1928, les koulaks, se rendant compte que la NEP. loin de mener à la restauration du capitalisme en U.R.S.S. comme ils l'avaient espéré, menait au contraire à l'affaiblissement et à la déroute des éléments capitalistes à la campagne et à la consolidation du socialisme, engagèrent la résistance organisée au régime soviétique. À partir de 1928, cette résistance prit les formes les plus aiguës. La résistance des koulaks constituait la preuve la plus éloquente a) que l'offensive socialiste contre les éléments capitalistes allait de l'avant à toute vapeur et selon les plans: que les koulaks sentaient les choses venir et devaient décider, soit de résister désespérément, soit de quitter la scène volontairement, et (b) du fait que les éléments capitalistes n'avaient aucune envie de quitter la scène volontairement. Le camarade Staline, répliquant aux contes de fée des opportunistes de droite autour de Boukharine sur la disparition de la lutte des classes, s'exprima dans les inoubliables termes suivants:

Il ne faut pas imaginer que les formes socialistes vont se développer en écrasant les ennemis de la classe ouvrière, pendant que nos ennemis feront retraite en silence et feront place à notre avancée, que nous continuerons à avancer et qu'ils continueront à faire retraite jusqu'à ce que, «de façon inattendue», tous les groupes sociaux sans exception, tant les koulaks que les paysans pauvres, tant les ouvriers que les capitalistes, vont se retrouver «soudainement» et «imperceptiblement», sans lutte ni bouleversement, au sein d'une société socialiste. De tels contes de fées ne se produisent pas et ne peuvent pas se produire en général, ni dans les conditions de la dictature du prolétariat en particulier.

[...] Il n'est jamais arrivé, et cela n'arrivera jamais, que la classe ouvrière puisse avancer vers le socialisme dans une société de classes sans lutte ou bouleversement. Que du contraire, l'avance vers le socialisme ne peut que pousser les éléments exploités à résister à cette avance, et la résistance des exploités ne peut que mener à l'inévitable aiguïsement de la lutte des classes.

C'est pourquoi la classe ouvrière ne doit pas être leurrée par des discours qui prétendent que la lutte des classes joue un rôle secondaire. (Staline 9-7-1928, p. 180)

Sans tenir compte des petites fables ridicules de Boukharine sur la disparition de la lutte des classes et le miracle des koulaks «s'intégrant dans le socialisme», les koulaks commencèrent une résistance organisée, sérieuse au gouvernement soviétique.

Qui d'autre que Boukharine et son groupe se présenterait dans le parti pour défendre les intérêts des koulaks? Les boukhariniens présentaient le déclin de l'agriculture koulak comme un déclin de l'agriculture en U.R.S.S. Ils exigeaient le ralentissement du taux de développement industriel, l'assouplissement du monopole sur le commerce extérieur, la relégation de la collectivisation à l'arrière-plan et des concessions tous azimuts aux éléments capitalistes.

La première attaque sérieuse des koulaks vint au moment de la crise d'approvisionnement en grains, en janvier 1928. Les koulaks refusèrent de vendre du grain à l'État soviétique. Celui-ci se retrouva avec un déficit en grains de 130 millions de pouds. En l'absence de toute réserve, le gouvernement soviétique ne put qu'avoir recours à des mesures d'urgence, telle que l'application de l'article 107 du code criminel, qui prévoyait, dans le cas des koulaks refusant de vendre du grain, la confiscation de leur grain. L'application des mesures d'urgence qui, en dépit d'excès isolés, rencontra un grand succès et eut comme résultat de prendre aux koulaks les provisions nécessaires de grain requises par l'État, enragea les boukhariniens. Sous prétexte de combattre les «excès», ils s'engagèrent dans un combat contre la politique correcte du parti et dans la défense des koulaks. Voici comment le camarade Staline exposait ce procédé frauduleux et opportuniste des boukhariniens :

Aujourd'hui, le mot le plus à la mode, dans les rangs du groupe Boukharine, est le mot «excès» en matière de stockage de blé. Ce mot est chez eux une marchandise très courante, parce qu'il les aide à camoufler leur ligne opportuniste. Lorsqu'ils veulent camoufler leur propre ligne, ils disent habituellement: Certes, nous ne sommes pas contre une pression sur les koulaks, mais nous sommes contre les excès commis dans ce domaine, qui atteignent le paysan moyen. Ensuite, vient le récit de «l'horreur» de ces excès, on donne lecture de lettres de «paysans », de lettres paniques, émanant de camarades comme Markov, et puis on en tire cette conclusion: il faut abandonner la politique de pression sur les koulaks.

Jugez un peu: *étant donné* que des excès sont commis dans l'application d'une juste politique, *il faut*, paraît-il, *abandonner cette juste politique*. Tel est le procédé habituel des opportunistes: sous prétexte que des excès sont commis dans l'application d'une juste ligne, on abandonne cette ligne en lui substituant une ligne opportuniste. Et ce faisant, les partisans du groupe Boukharine passent soigneusement sous silence l'existence d'un autre genre d'excès, plus dangereux et plus nuisible, savoir les excès

dans le sens d'une union avec les koulaks, d'une adaptation aux couches aisées de la campagne, une substitution de la politique opportuniste des éléments de la déviation de droite à la politique révolutionnaire du Parti.

Il est évident que nous sommes tous contre ces excès. Nous nous opposons tous à ce que les coups dirigés contre les koulaks heurtent les paysans moyens. Cela est clair et il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet. Mais nous nous opposons résolument à ce que les bavardages que pratique avec zèle le groupe Boukharine sur les excès viennent infirmer la politique révolutionnaire de notre Parti, et lui substituer la politique opportuniste du groupe Boukharine. Non, ce subterfuge ne vous réussira pas.

Nommez-moi une seule mesure politique prise par le Parti qui n'ait été accompagnée de tel ou tel excès. Il s'ensuit qu'il faut combattre les excès. Mais peut-on, *pour cette raison*, dénigrer la ligne elle-même, qui est la seule juste?

Prenons, à titre d'exemple, l'application de la journée de 7 heures. Il est hors de doute que cette mesure est une des plus révolutionnaires que notre Parti réalise au cours de ces derniers temps. En est-il qui ignorent que cette mesure profondément révolutionnaire dans son essence, est fort souvent accompagnée chez nous de toute une série d'excès, parfois des plus détestables? Est-ce à dire que nous devons abandonner la politique d'application de la journée de 7 heures?

Les partisans de l'opposition boukharinienne comprennent-ils dans quelle mare ils tombent en se servant comme d'un atout des excès commis en matière de stockage de blé? (Staline 4-1929, p. 420-422.)

Pour défendre les intérêts des koulaks, le groupe de Boukharine allait jusqu'à accuser le parti de poursuivre une politique d'exploitation militaro-féodale envers la paysannerie. Il est à peine besoin de prouver que le groupe de Boukharine empruntait, contre le parti, cette arme de l'arsenal de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Je ne connais pas d'autre exemple dans l'histoire de notre Parti où ce dernier ait été accusé de pratiquer une politique d'exploitation militaire et féodale. Cette arme contre le Parti n'a pas été empruntée à l'arsenal des marxistes. Mais alors d'où vient-elle? De l'arsenal du leader des cadets, Milioukov. Lorsque les cadets veulent brouiller la classe ouvrière avec la paysannerie, ils disent d'habitude: messieurs les bolcheviks, vous bâtissez le socialisme sur les ossements de la paysannerie. En soulevant du bruit autour du «tribut», Boukharine se fait le thuriféraire de sieurs Milioukov, il se traîne à la remorque des ennemis du peuple. (Staline 4-1929, p. 386.)

Le groupe de Boukharine s'opposait au combat contre les koulaks; il était en faveur d'une alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie *dans son ensemble*, les koulaks compris. Le parti cependant s'opposait de la façon la plus décidée à une telle alliance.

Non, camarades, une telle alliance. nous ne la prônons pas et ne pouvons la prôner. Sous la dictature du prolétariat. quand le pouvoir de la classe ouvrière est fermement établi, l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie signifie le soutien aux paysans pauvres, l'alliance avec les paysans moyens et la lutte contre les koulaks. Quiconque pense que, sous nos conditions, l'alliance avec la paysannerie signifie l'alliance avec les koulaks n'a rien de commun avec le léninisme. Quiconque pense mener une politique à la campagne qui plaira à tout le monde, riche et pauvre, n'est pas un marxiste mais un fou. car une telle politique n'existe pas dans la nature, camarades. (*Rires et applaudissements*). Notre politique est une politique de classe. (Staline 13-4-1928, p.52.)

Le léninisme prend certainement position pour une alliance stable avec la masse principale de la paysannerie, mais, selon le léninisme, tout le but de l'alliance de la classe ouvrière avec la masse de la paysannerie est d'assurer le rôle dirigeant de la classe ouvrière, de consolider la dictature du prolétariat et de créer les conditions nécessaires - matérielles et spirituelles (culturelles) - qui faciliteront l'abolition des classes. Bref, le léninisme est pour une alliance stable avec la masse principale de la paysannerie (koulaks *exclus*) avec pour but ultime l'abolition des classes. Le léninisme n'est pas pour n'importe quelle alliance. Voici comment le camarade Lénine s'est exprimé à ce sujet:

Un accord entre la classe ouvrière et la paysannerie peut tout signifier. Si nous ne gardons pas en tête que, du point de vue de la classe ouvrière, un accord est permis, correct et possible en principe, seulement s'il soutient la dictature de la classe ouvrière et est l'une des mesures visant à l'abolition des classes, alors la formule d'accord entre la classe ouvrière et la paysannerie reste, bien sûr, une formule à laquelle tous les ennemis du régime soviétique et tous les ennemis de la dictature peuvent souscrire.

Et plus loin:

À présent, dit Lénine, le prolétariat détient le pouvoir et guide l'État. Il guide la paysannerie. Que signifie guider la paysannerie? Cela signifie d'abord poursuivre une route vers l'abolition des classes et pas vers le petit producteur. Si nous nous éloignons de cette route principale et radicale, nous cesserons d'être des socialistes et nous nous trouverons dans le camp de la petite bourgeoisie, dans le camp des socialistes-révolutionnaires et des mencheviques, qui sont maintenant les ennemis les plus acharnés du prolétariat.

L'alliance avec la paysannerie prônée par Boukharine signifiait cependant une alliance non seulement avec la paysannerie moyenne, mais aussi avec les koulaks. Il est à peine besoin de prouver qu'une telle alliance, loin de consolider le rôle dirigeant du prolétariat, de renforcer la dictature du prolétariat et de faciliter l'abolition des classes, aurait conduit à la négation du rôle dirigeant du prolétariat, à l'affaiblissement de sa dictature et à la

perpétuation des classes, car seule une alliance avec la paysannerie moyenne, qui constitue en même temps une alliance contre les koulaks, peut ouvrir la voie à l'abolition des classes. Les classes ne peuvent être abolies que par la lutte des classes contre les exploités - contre les koulaks et autres éléments capitalistes - et non par une alliance avec eux.

Il est à peine besoin de prouver que le groupe opportuniste de droite de Boukharine, avec ses politiques opportunistes, devait être défait. Sans sa défaite, le capitalisme aurait certainement été restauré au début des années 30. Il faut dire, au crédit, à la gloire et à l'honneur du Parti bolchevik et de son dirigeant de l'époque, le camarade Staline, que les opportunistes de droite du groupe de Boukharine furent aussi efficacement mis en déroute que ceux du groupe opportuniste de «gauche» de Trotski-Zinoviev. Par la suite, les groupes vaincus ont uni leurs forces (tout comme ils l'avaient fait précédemment) dans l'opposition au parti, démontrant ainsi leur essence antiléniniste et réactionnaire de droite. Il n'y avait que des différences de forme entre les deux plates-formes. La vérité demeure que le programme de la «gauche» menait tout autant que celui de la droite à la restauration du capitalisme. C'est dans ce sens, et à cause de cela, que les marxistes-léninistes ont toujours maintenu qu'en fait, les «gauchistes» aussi étaient de droite. Voici comment le camarade Staline caractérisait les opportunistes de droite (boukhariniens) et de «gauche» (trotskistes), mettant en évidence ce qu'ils avaient de commun, à savoir leurs plates-formes respectives de restauration du capitalisme, par des voies différentes:

En quoi consiste le danger de la déviation *de droite*, franchement opportuniste, dans notre Parti? En ce qu'elle *sous-estime* la force de nos ennemis, la force du capitalisme. En ce qu'elle ne voit pas le danger de restauration du capitalisme, ne comprend pas le mécanisme de la lutte de classes dans les conditions de la dictature du prolétariat et, de ce fait, consent si facilement des concessions au capitalisme, en réclamant le ralentissement du rythme de développement de notre industrie, en réclamant des facilités pour les éléments capitalistes de la ville et de la campagne, en exigeant qu'on mette à l'arrière-plan la question des kolkhoz et des sovkhoz, en réclamant le relâchement du monopole du commerce extérieur, etc., etc.

Il est certain que la victoire de la déviation de droite dans notre Parti donnerait libre cours aux forces du capitalisme, minerait les positions révolutionnaires du prolétariat et augmenterait les chances de restauration du capitalisme dans notre pays.

En quoi consiste le danger de la déviation « *de gauche* » (trotskiste) dans notre Parti? En ce qu'elle *surestime* la force de nos ennemis, la force du capitalisme, en ce qu'elle ne voit que la possibilité de restauration du capitalisme, mais ne voit pas la possibilité de construire le socialisme par les seules forces de notre pays, tombe dans le désespoir et est obligée de se consoler par des bavardages sur les tendances thermidoriennes de notre Parti.

Des paroles de Lénine disant: «Tant que nous vivons dans un pays de petits paysans, la

base économique pour le capitalisme en Russie est plus solide que pour le communisme», la déviation «de gauche» tire cette fausse conclusion qu'il est absolument impossible de construire le socialisme en U.R.S.S.; qu'on n'arrivera à rien avec la paysannerie; que l'idée d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie a fait son temps; que si l'aide de la révolution victorieuse en Occident n'arrive pas à temps, la dictature du prolétariat en U.R.S.S, devra tomber ou dégénérer; que si l'on n'adopte pas un plan fantastique de superindustrialisation, devant être réalisé même au prix d'une rupture avec la paysannerie, il faut considérer la cause du socialisme en U.R.S.S. comme perdue.

De là l'esprit d'aventure dans la politique de la déviation «de gauche». De là les bonds «surhumains» en politique.

Il est certain que la victoire de la déviation «de gauche», dans notre Parti, aboutirait à détacher la classe ouvrière de sa base paysanne, à détacher l'avant-garde de la classe ouvrière du reste de la masse des ouvriers, et, par conséquent, à la défaite du prolétariat et à la création de conditions facilitant la restauration du capitalisme.

Ainsi, vous le voyez, ces deux dangers, celui «de gauche» comme celui de droite, ces deux déviations à l'égard de la ligne léniniste, la droite comme la «gauche», aboutissent, bien que par des voies différentes, à un seul et même résultat. (Staline 19-10-1928, pp. 321-322.)

La seule différence est que la «gauche» (les trotskistes) utilise des phrases d'ultragauche, ce qui explique incidemment

... pourquoi la «gauche» réussit parfois à leurrer une partie des travailleurs à l'aide de phrases sonnantes résolument à «gauche» et en se posant comme les opposants les plus déterminés de la droite, bien que tout le monde sache qu'ils, la «gauche», ont les mêmes racines sociales que la droite, et qu'ils s'unissent fréquemment par un accord, dans un bloc, avec la droite afin de combattre la ligne léniniste. (Staline 19-11-1928, p. 291.)

Avant d'aller plus loin, on peut dire, en passant, que la plupart des critiques soulevées par les bourgeois ordinaires à l'encontre de la ligne léniniste du parti bolchevik sur la collectivisation, sont basées sur les plates-formes et la ligne d'argumentation des socialistes bourgeois dans le parti bolchevik, à savoir les opportunistes de «gauche» (trotskistes) et les déviateurs de droite (boukhariniens). Il ne saurait en être autrement, car les plates-formes des opportunistes de «gauche» et de droite étaient des plates-formes de restauration capitaliste, quoique sous une forme déguisée et habillée même d'une terminologie marxiste. D'où la concordance dans les points de vue des bourgeois ordinaires d'un côté et des opportunistes «socialistes» tels que les trotskistes et les boukhariniens de l'autre; d'où la sympathie des bourgeois ordinaires pour les représentants des intérêts de sa classe (la classe

bourgeoise) dans le mouvement communiste, à savoir les opportunistes socialistes: d'où l'anti stalinisme et le pro trotskisme des bourgeois ordinaires. Peu importe au bourgeois la terminologie utilisée³⁹: il ne fait pas objection à l'utilisation même d'une terminologie marxiste tant qu'elle est utilisée pour la défense et la préservation du capitalisme plutôt que pour son renversement révolutionnaire. En fait, dans certaines circonstances, la seule façon de servir le capitalisme est d'utiliser des phrases marxistes, car elles seules peuvent tromper les travailleurs. Comment les trotskistes pourraient-ils, par exemple, exiger ouvertement la restauration du capitalisme en U.R.S.S. lorsque la classe ouvrière était au pouvoir? Ils n'auraient eu qu'à proférer une seule phrase ouvertement pour être éjectés de chaque organisation ouvrière, sans parler du parti d'avant-garde du prolétariat et d'être complètement méprisés par tout travailleur conscient de sa classe. Ainsi, ils furent obligés de présenter leurs programmes de restauration capitaliste au nom de la classe ouvrière et du marxisme. Voilà en quoi consiste leur service à la bourgeoisie; et ici se trouve leur trahison à la classe ouvrière et au mouvement communiste.

L'usage de la force et la collectivisation

Il y a une question de plus que nous souhaitons commenter. à savoir celle de l'usage de la force dans la collectivisation. Les idéologues bourgeois ont lancé l'allégation selon laquelle la collectivisation en U.R.S.S. était une collectivisation forcée - contre la volonté de la majorité de la paysannerie. Cette allégation a acquis, par répétition et ignorance, la force d'un préjugé public et il faut admettre avec honte qu'elle est admise non seulement par des gens ordinaires, mais aussi par certains qui se prétendent eux-mêmes marxistes-léninistes. Il est donc naturel que nous souhaitions dire quelques mots sur cette question. Seuls des bureaucrates incorrigibles - du type bourgeois ordinaire comme du type trotskiste - peuvent croire que la collectivisation en Union soviétique était - ou aurait pu être - réalisée par la force. Seules des personnes qui considèrent la collectivisation comme une affaire bureaucratique, administrative, plutôt que comme une mesure économique de la plus grande importance, peuvent le croire. Si la collectivisation avait pu être réalisée par un «sergent Prichibeïev» armé d'un décret départemental trotskiste de collectivisation, alors, en effet, il y aurait eu toute raison de collectiviser non pas en 1929, mais en 1926 (comme exigé par Trotski et Zinoviev) et même beaucoup plus tôt, durant la vie de Lénine. Dans ce cas, nous serions obligés d'admettre que les trotskistes avaient raison d'exiger la collectivisation en 1926, tandis que les léninistes avaient tort de rejeter cette exigence. Les trotskistes exigeaient la collectivisation en 1926 précisément parce que c'étaient eux qui, en accord avec les pires traditions bourgeoises bureaucratiques, croyaient (et croient encore) que la collectivisation pouvait être atteinte avec un bout de papier et le bâton du sergent prussien. Si le parti avait été suffisamment fou pour regarder la collectivisation dans cette perspective et mettre ces méthodes en pratique, le résultat aurait été, comme expliqué ci-dessus, une «collision hostile» entre la classe ouvrière. qui était au

pouvoir, et la masse de base de la paysannerie, sans l'alliance de laquelle la classe ouvrière ne pouvait espérer rester au pouvoir longtemps; les effets auraient été une guerre civile et un échec certain de la dictature du prolétariat.

Le parti cependant considérait la collectivisation comme une mesure économique qui ne pouvait être réalisée sans créer les prérequis économiques nécessaires. Et, pour répéter, ces prérequis étaient:

- le développement de l'industrie à un degré suffisant pour fournir à l'agriculture des tracteurs, des machines et le savoir-faire technique;
- la capacité de l'État d'accorder des crédits et autres facilités et aides financières; le développement des fermes d'État et collectives au point de pouvoir remplacer la production koulak;
- la direction donnée par des ouvriers avancés (sous la forme des brigades d'ouvriers et de propagandistes ouvriers) à la paysannerie soviétique dans la question du développement de l'agriculture collective;
- la réalisation par le parti de Lénine de la politique d'éducation des masses par l'implantation d'une vie communale coopérative via les coopératives d'achats et de ventes et les coopératives de producteurs.

Toutes les mesures ci-dessus ne pouvaient que renforcer le lien entre la classe ouvrière et la paysannerie, sans lequel toutes les tentatives de collectivisation se seraient achevées comme la «Marche sur Varsovie», sans lequel la collectivisation aurait perdu son caractère volontaire, ce qui, à son tour, aurait alors sonné le glas de la collectivisation. Les succès de la collectivisation ont précisément été obtenus du fait de sa nature volontaire. Dès le moment où l'obligation est entrée en scène (nous y reviendrons un peu plus loin), les kolkhoz ont commencé à se désagréger et une partie des paysans qui, pour citer Staline, «hier encore, témoignaient une confiance extrême aux kolkhoz, s'en détournèrent.» (Staline 3-4-1930, p, 504,)

En fait, le mouvement en faveur de la collectivisation avait été entrepris de façon si enthousiaste par l'écrasante majorité de la paysannerie et elle avait rencontré un tel élan qu'à la fin de 1929, il était devenu évident que tout mécontentement parmi la masse principale de la paysannerie «ne concerne pas la politique de collectivisation pratiquée par le pouvoir des Soviets, mais le fait que ce dernier, quant à l'approvisionnement des paysans en machines et tracteurs, a du mal à suivre le progrès du mouvement kolkhozien. » (Staline 3-11-1929, p. 451.)

Bien que le mouvement des kolkhoz ait été globalement de caractère volontaire, cela ne signifie absolument pas qu'il n'y eut pas des distorsions de la politique du parti, dans des cas individuels, par des fonctionnaires du parti trop zélés et toutes sortes de déviationnistes de «gauche ». Ces distorsions étaient de nature suivante:

- violation du principe concernant le caractère volontaire du mouvement des kolkhoz, violation qui avait pour conséquence la désagrégation des kolkhoz. Si cette distorsion n'avait pas été corrigée, la collectivisation en U.R.S.S. n'aurait pas rencontré de succès. Ceci montre uniquement à quel point les critiques bourgeois ont tort lorsqu'ils affirment que la collectivisation en U.R.S.S. a été obtenue par la force. Bien au contraire;

- violation du principe qui exigeait la prise en compte de la diversité des conditions en U.R.S.S. (J'U.R.S.S. avait été divisée en trois groupes de districts qui avaient fixé, pour chacun d'eux, des dates approximatives pour l'achèvement de la collectivisation);

- violation de la règle qui définissait *la forme d'artel* du mouvement des kolkhoz comme le *maillon essentiel dans le système des kolkhoz* à J'époque. Des tentatives furent faites pour sauter l'étape de l'artel et pour passer directement à l'étape de la commune agricole.

Chacune de ces trois distorsions eut lieu en violation de la décision du Bureau politique du Comité central, adoptée le 5 janvier 1930 sous le titre *Le taux de collectivisation et les mesures d'État pour assister le développement des kolkhoz*. Il est à peine besoin de préciser que ces violations mécontentaient beaucoup le Bureau politique, le Comité central et Staline. En conséquence, le Comité central et Staline prirent des mesures pour corriger ces distorsions de la politique du parti dès le moment où elles surgissaient. Il suffit de lire les articles du camarade Staline *Le vertige du succès* (Staline 2- 3-1930) et *Réponse aux camarades kolkhoziens* (Staline 3-4-1930) pour en être convaincu - en dépit des assertions des trotskistes et autres bourgeois affirmant le contraire. Voici par exemple ce que le camarade Staline a écrit à propos - et en condamnation - de ces distorsions bureaucratiques de la politique du parti sur la collectivisation:

Que peut-il y avoir de commun entre cette «politique» du sous-off Prichibéev et la politique du parti qui repose sur le principe volontaire et prend en considération les particularités locales dans le développement des kolkhoz? Il n'y a et ne peut clairement y avoir rien de commun entre elles. (Staline 2-3-1930, p. 496.)

Et plus loin:

Qui tire profit de ces distorsions, de cette mise en décrets bureaucratiques du mouvement des kolkhoz, de ces menaces perfides contre les paysans? Personne, si ce n'est nos ennemis! (*Ibid.*)

Et plus loin encore:

Les kolkhoz ne doivent pas être établis par la force. Ce serait fou et réactionnaire. (*Ibid.*)

Staline dénonçait les tentatives de remplacer le travail préparatoire pour l'organisation des kolkhoz par «une mise en décrets bureaucratiques du mouvement des kolkhoz, des résolutions de papier sur la croissance des kolkhoz, l'organisation de kolkhoz sur papier - des kolkhoz qui n'avaient jusque là aucune réalité, mais dont «l'existence» était proclamée dans un fracas de résolutions grandiloquentes. » (*Ibid.*)

Mais suffit-il de quelques distorsions locales - des distorsions qui furent rapidement éliminées par le parti - pour prétendre que la ligne du parti sur la collectivisation était fautive? Non, cela ne signifie certainement pas cela. Jamais une politique correcte n'a été mise en pratique sans être accompagnée de quelques distorsions. Seuls des escrocs opportunistes peuvent exiger l'abandon d'une politique correcte simplement parce que certaines distorsions ont été commises dans l'exécution de cette politique. La conclusion correcte à tirer de ces distorsions est que nous devons les combattre, nous devons les extirper, et pas que nous devons abandonner la politique correcte. Il faut affirmer, une fois de plus, que la politique du parti sur la collectivisation était une politique léniniste et correcte; il s'agissait d'une politique basée sur la formule léniniste correcte: «Reposer sur le paysan pauvre, construire une alliance stable avec le paysan moyen, ne jamais cesser un moment de combattre les koulaks». Ce n'est qu'en appliquant cette formule que la masse principale de la paysannerie pouvait être amenée - comme elle le fut dans les faits - dans la voie de la construction socialiste. La politique du parti fut un succès, car il menait une lutte ferme et de principe contre les déviations de «gauche» (trotskiste) et de droite (boukharinienne), car le parti menait une lutte sans merci contre ceux qui essayaient de courir en avant (les trotskistes) comme contre ceux qui traînaient les pieds (les boukhariniens). C'est là le secret du succès de la politique du parti sur la collectivisation comme sur d'autres questions.

Hormis quelques distorsions, donc, la collectivisation fut effectuée grâce à la coopération active et à l'enthousiasme de la masse de la paysannerie. Cela ne signifie cependant pas que l'État de la classe ouvrière ne fit pas usage de la violence révolutionnaire contre les koulaks et les exploités qui utilisaient la violence contre-révolutionnaire et qui avaient recours au terrorisme et au meurtre de fonctionnaires du parti et du gouvernement, dans leur tentative désespérée d'arrêter l'avance du socialisme. Pouvons-nous reprocher à l'État soviétique d'avoir utilisé la violence révolutionnaire pour contrer la violence réactionnaire des koulaks et autres éléments capitalistes? Nos reproches ne seraient-ils pas davantage justifiés, au contraire, s'il avait manqué en cela à l'une de ses tâches révolutionnaires principales? Que peut-il y avoir de mal dans l'usage de la violence révolutionnaire contre notre ennemi de classe, les koulaks? Que cela provoque des gesticulations de la part des trotskistes, des révisionnistes et des sociaux-démocrates ne fournit qu'une preuve

supplémentaire du fait qu'ils sont des agents de la bourgeoisie dans les rangs du mouvement ouvrier. Voici, par exemple, ce qu'Engels écrivait à ce sujet, à savoir l'usage de la violence révolutionnaire par le parti révolutionnaire victorieux contre les réactionnaires:

[...] et le parti victorieux [dans une révolution], s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir son pouvoir par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servie de cette autorité du peuple armé face aux bourgeois? Ne peut-on, au contraire, lui reprocher de ne pas s'en être servie assez largement? (Engels 10-1872, p. 682, cité par Lénine, L'État et la révolution, *Œuvres*, tome 25, p, 473.)

Ces messieurs (les trotskistes et autres socialistes bourgeois), ces antistaliniens (qui doivent donc être aussi antiléninistes car Staline n'était que l'élève le plus fidèle de Lénine), ont-ils réfléchi aux remarques que nous venons de citer d'un génie révolutionnaire - des remarques dont chaque mot est plein du sens le plus profond?

Succès de la collectivisation

Quand le parti entama la collectivisation, celle-ci rencontra un accueil hostile non seulement des koulaks et de la bourgeoisie du monde entier, mais aussi des éléments opportunistes dans le parti: elle rencontra les critiques de ces hommes de «science» ; tous ces éléments proclamaient que l'argent dépensé dans les sovkhoz et les kolkhoz était de l'argent «jeté par les fenêtres». Cependant, les succès ultérieurs de la politique de collectivisation menée par le parti montrèrent que «les gens qui tournaient en ridicule les décisions du bureau politique du Comité central (concernant l'organisation des fermes d'État et collectives en préparation d'une offensive à grande échelle contre les koulaks) se ridiculisaient eux-mêmes. » (Staline)

En février 1930, 50% des fermes paysannes avaient déjà été collectivisées, dépassant ainsi le plan quinquennal de collectivisation de 100%,

En à peu près trois ans, entre 1929 et 1931, le parti réussit à organiser 200 000 kolkhoz et environ 5 000 sovkhoz consacrés à la culture des céréales et à l'élevage du bétail. En quatre ans, le parti réussit à accroître la surface de récolte de 21 millions d'hectares.

À la fin du premier plan quinquennal, le parti avait réussi à regrouper plus de 60% des fermes paysannes en kolkhoz, couvrant plus de 70% de la superficie totale cultivée - réalisant ainsi trois fois le plan quinquennal- voir les tableaux 1 et 2 (basés sur Staline 26-1-1934, pp. 723-724 et Staline 10-3-1939, pp. 913-914).

À la fin du premier plan quinquennal, le parti avait aussi réussi à rendre possible la production de 1 200 à 1 400 millions de pouds de grains commercialisables annuellement, à comparer aux 500 à 600 millions de pouds qui furent produits dans la période de prédominance de l' agriculture paysanne individuelle.

Tableau 1 :

Collectivisation

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1938
Pourcentage des ménages collectivisés (en proportion du nombre total de ménages)	3,9	23,6	52,7	61,5	65,0	71,4	93,5
Pourcentage de la surface collectivisée (en proportion de la surface totale)	4,9	33,6				87,4	99,3

Tableau 2: Surfaces emblavées par secteurs

Secteurs:	1929	1930	1931	1932	1933	1938	1933
	(en millions d'hectares)					(en pour-cent)	
1. Sovkhoz	1,5	2,9	8,1	9,3	10,8		10,6
2. Kolkhoz	3,4	29,7	61,0	69,1	75,0	92,0	73,9
3. Exploitations individuelles	91,1	69,2	35,3	21,3	15,7	0,6	15,5

Surface emblavée

pour toute l'U.R.S.S.	96,0	101,8	104,4	99,7	101,5	100,0	
------------------------------	-------------	--------------	--------------	-------------	--------------	--------------	--

(Au moment du 17^e congrès du parti en janvier 1934, les sovkhoz et les kolkhoz possédaient ensemble 84,5 % de toutes les surfaces cultivées en céréales de l'U.R.S.S., devenant ainsi une force décidant du sort de toutes les branches de l'agriculture; tandis que toute la masse des exploitations individuelles qui subsistaient, soit 35 % de l'ensemble de la population paysanne, ne possédaient plus que 15,5 % de la totalité des surfaces cultivées en céréales - d'après Staline 26-1- 1934, p. 725.)

La politique du parti sur la collectivisation réussit à mettre en déroute les koulaks en tant que

classe, à émanciper la paysannerie laborieuse de l'exploitation et de l'esclavage koulak et à fournir au régime soviétique une base économique ferme à la campagne, la base d'une agriculture collective à grande échelle.

Le parti a réussi à transformer l'U.R.S.S. d'un pays de petite agriculture paysanne en un pays à l'agriculture à la plus grande échelle dans le monde. (Staline, *Works*, vol. 13, p.194.)

Ces succès réalisés par le parti furent reconnus même par certains capitalistes et réformistes, c'est-à-dire ceux qui étaient les moins honnêtes et les moins capables de reconnaître la vérité. Voici par exemple ce que le capitaliste britannique, Mr Gibson Jarvis, le président de l'United Dominion Trust, écrivait en octobre 1932:

Je veux qu'on comprenne clairement que je ne suis ni un communiste ni un bolchevik. Je suis définitivement un capitaliste et un individualiste ... La Russie va de l'avant pendant que trop de nos usines et chantiers navals restent désaffectés et qu'approximativement 3 millions de nos concitoyens cherchent désespérément du travail. Des blagues ont été faites sur le plan quinquennal et on a prédit son échec. Vous pouvez prendre comme un fait établi que, sous le plan quinquennal, on a accompli beaucoup plus que ce qui avait été anticipé ... Dans toutes ces villes industrielles que j'ai visitées, une nouvelle cité grandit, une cité construite selon un plan défini avec des rues larges en cours d'embellissement par des arbres et du gazon, des maisons du type le plus moderne, des écoles, des hôpitaux, des clubs ouvriers et l'inévitable crèche ou jardin d'enfants où on prend soin des enfants des mères qui travaillent. .. Ne sous-évaluez pas les Russes ou leurs plans et ne faites pas l'erreur de croire que le gouvernement soviétique doit s'effondrer. .. La Russie aujourd'hui est un pays avec une âme et un idéal. La Russie est un pays d'une activité stupéfiante. Je crois que l'objectif russe est sensé ... Et peut-être le plus important de tout, tous ces jeunes et tous ces travailleurs en Russie possèdent une chose qui manque trop tristement dans les pays capitalistes aujourd'hui, et cette chose, c'est l'espoir! Le point de repère dans la campagne soviétique n'est plus le dôme d'une église mais] l'élévateur à grains et le silo. Des collectifs construisent des porcheries. des écuries et des maisons. L'électricité pénètre dans les villages et la radio et les journaux les ont conquis. Les ouvriers apprennent à manipuler les machines les plus modernes du monde; les jeunes paysans construisent et utilisent des machines agricoles plus grandes et plus compliquées que ce que l'Amérique ait jamais pu voir. La Russie devient «imprégnée par la machine», la Russie passe rapidement de l'âge du bois à l'âge du fer, de l'acier, du béton et des moteurs. (*The Nation*, magazine bourgeois des États-Unis, novembre 1932, cité dans Staline, *Works*, vol. 13, p. 169-170.)

Voici maintenant l'opinion d'un réformiste, exprimée en septembre 1932 par un magazine britannique réformiste de «gauche », *Forward*:

Personne ne peut manquer de remarquer la quantité énorme de travaux de construction

en cours. De nouvelles usines, de nouvelles maisons, de nouvelles écoles, de nouveaux clubs, de nouveaux grands blocs d'appartements, partout des nouvelles constructions, beaucoup achevées, d'autres en construction. Il est difficile de faire comprendre exactement au lecteur britannique ce qui a été fait et ce qui est en train d'être fait. Il faut le voir pour le croire. Nos propres efforts de guerre sont des piqûres de mouches comparés à ce qui a été fait en Russie. Les Américains admettent que, même aux plus grands jours de la ruée vers l'Ouest, il n'y avait rien de semblable à l'activité fiévreuse de construction qui se déroule en Russie aujourd'hui. On voit tellement de changements sur la scène russe après deux ans qu'on n'essaye plus d'imaginer ce à quoi la Russie ressemblera dans dix ans ... Oubliez donc les histoires fantaisistes et effrayantes de la presse britannique qui ment de façon si persistante, de façon si méprisante à propos de la Russie, et oubliez toutes les demi-vérités et idées fausses que fait circuler l'intelligentsia dilettante qui considère la Russie avec paternalisme, avec des lunettes de classes moyennes sans avoir la moindre compréhension de ce qui se passe ... La Russie construit une nouvelle société sur des bases en général fondamentalement fermes. Pour faire cela, elle prend des risques, elle travaille de façon enthousiaste avec une énergie qui n'a jamais été vue dans le monde auparavant, elle a des difficultés terribles, inséparables de sa tentative de construire le socialisme dans un pays vaste et sous-développé, isolé du reste du monde. Mais l'impression que j'ai, après l'avoir vue de nouveau deux ans plus tard, est celle d'une nation faisant des progrès solides, planifiant, créant, construisant d'une manière qui est un défi frappant au monde capitaliste hostile.

Les citations ci-dessus montrent bien que les trotskistes et autres «socialistes» qui attaquent la collectivisation et la construction du socialisme en U.R.S.S., qui refusent de reconnaître les réalisations du socialisme d'alors, sont en fait pire que les réformistes honnêtes et les capitalistes honnêtes et candides tels que Mr Jarvis. Elles ne font que montrer que les trotskistes et autres socialistes bourgeois, critiques de la collectivisation, sont des «acharnés» qui «appartiennent à l'espèce de fossiles médiévaux pour qui les faits ne représentent rien et qui persistent dans leurs opinions ... » peu importent les succès du plan de la collectivisation.

Les succès de la construction socialiste (l'industrialisation socialiste et la collectivisation) et l'amélioration conséquente des conditions matérielles et culturelles des ouvriers et des paysans étaient tels que Staline put dire au 16^e congrès du parti:

... Tout cela crée les conditions de vie et de travail pour la classe ouvrière qui nous permettent d'élever une nouvelle génération de travailleurs sains et vigoureux, capables d'élever la puissance du pays des soviets au niveau adéquat, et de le protéger, avec leurs vies, des attaques de ses ennemis. (Staline, *Works*, vol. 12, p. 307.)

Il ne fait pas de doute que les conditions matérielles des travailleurs s'étaient améliorées au point d'être devenues méconnaissables. Pourtant, comme on pouvait s'y attendre, les

bourgeois acharnés (trotskistes et «socialistes» de la même sorte inclus), ces «fossiles médiévaux », continuèrent et continuent encore à nier que la moindre amélioration ait eu lieu dans les conditions matérielles et culturelles des ouvriers et des paysans. Comme Staline l'a écrit:

Les seuls qui peuvent avoir le moindre doute à ce propos (que les conditions matérielles et culturelles du peuple s'amélioreraient rapidement) sont les ennemis jurés du régime soviétique ou peut-être certains représentants de la presse bourgeoise, qui savent à peine plus sur l'économie des nations et les conditions de vie des travailleurs que, disons, l'empereur d'Abyssinie n'en sait sur les mathématiques supérieures. (Staline, *Works*, vol. 13, p. 204.)

Au vu de ce qui a été affirmé ci-dessus, et pour résumer, on peut dire que la politique de collectivisation du parti a obtenu les succès historiques suivants:

- elle a aidé la masse des paysans pauvres à joindre les kolkhoz, les élevant ainsi au niveau des paysans moyens et mettant fin à leur insécurité matérielle et à la famine (pas moins de 20 millions de paysans furent sauvés de la déchéance et de la ruine); elle a mis fin à la différenciation de la paysannerie en paysans pauvres et koulaks (en 1928, la différenciation au sein de la paysannerie s'accroissait, mais la collectivisation y mit fin);
- elle a éliminé la classe des koulaks, et le système économique socialiste est devenu dominant dans l'agriculture;
- grâce à une agriculture collective mécanisée et à grande échelle, elle a créé la base au remodelage de la paysannerie dans l'esprit du collectivisme - du socialisme;
- elle a mis fin à l'agriculture à petite échelle (qui engendre le capitalisme), réduisant ainsi le danger de restauration capitaliste;
- elle a consolidé davantage la direction de la classe ouvrière sur la paysannerie, renforçant ainsi la dictature du prolétariat;
- elle a permis de satisfaire les grands besoins céréaliers de l'État soviétique (car seule l'agriculture socialiste à grande échelle pouvait produire ces grands surplus commercialisables), préservant ainsi la classe ouvrière dans les villes et l'Armée Rouge du spectre de la famine;
- elle a transformé l'U.R.S.S., de pays agraire qu'elle était. avec une production de petits paysans, en un pays industriel avec une industrie et une agriculture socialistes à grande échelle; et finalement,
- elle a mis fin de façon générale à la pauvreté et à la misère de millions de personnes à la campagne qui profitèrent alors de conditions matérielles

jusque-là inconnues.

Ce n'était pas sans raison que, dans son rapport au 17^e congrès du parti (janvier 1934), le camarade Staline, passant en revue la période depuis le 16^e congrès (juin 1930) et soulignant les changements qui avaient eu lieu depuis, a pu dire :

Pendant cette période, l'U.R.S.S. s'est transformée à fond; elle s'est débarrassée de son enveloppe arriérée et médiévale. [...] De pays de petite culture individuelle, elle est devenue un pays de grande agriculture collectivisée et mécanisée. De pays ignorant, illettré et inculte, elle est devenue - ou plus exactement, elle devient - un pays qui a du savoir et de la culture, couvert d'un immense réseau d'écoles supérieures, secondaires et primaires où l'enseignement se fait dans les langues des nations de l'U.R.S.S. (Staline 26-1-1934, p. 725.)

Au bout du compte, les succès de l'U.R.S.S. dans le domaine de la collectivisation socialiste (comme de l'industrialisation socialiste) ont ébranlé, une fois pour toutes, les thèses contre-révolutionnaires social-démocrates et trotskistes selon lesquelles il est impossible de construire le socialisme dans pays isolé; ils ont fait voler en éclats la thèse trotskiste-bourgeoise selon laquelle la paysannerie est contre-révolutionnaire par nature, que sa mission était de restaurer le capitalisme en U.R.S.S. et que, dès lors, elle ne pouvait pas être un allié stable de la classe ouvrière dans la construction socialiste. Les succès de l'U.R.S.S. sont une preuve éloquente du caractère correct du léninisme, du fait que le socialisme peut être construit avec succès dans un seul pays, du caractère révolutionnaire de la masse de base de la paysannerie, et du fait que ces derniers peuvent être mobilisés avec succès dans la construction d'un système économique socialiste, soviétique.

Après tout ce qui a été dit ci-dessus, est-il possible à quiconque n'appartenant évidemment pas à cette espèce de fossile médiéval pour lequel les faits ne signifient rien, de douter du caractère correct de la politique du Parti bolchevik durant la période en question? Non, il est impossible de douter de son caractère correct. Par quoi est prouvé le caractère correct de la ligne générale du parti?

C'est prouvé par nos succès et nos réalisations sur le front de la construction socialiste. La victoire décisive, gagnée par le parti sur le front de la construction socialiste à la ville et à la campagne durant la période passée, n'a pas été et n'aurait pu être le résultat d'une politique incorrecte. Seule une ligne générale correcte pouvait nous donner une telle victoire.

C'est prouvé par les vociférations frénétiques contre la politique de notre parti lancées dernièrement par nos ennemis de classe, les capitalistes et leur presse, le pape et les évêques de toutes sortes, les sociaux-démocrates et les mencheviques «russes» du

type Abramovitch et Dan. Les capitalistes et leurs laquais attaquent notre parti - c'est un signe que la ligne générale de notre parti est correcte. (Applaudissements)

C'est prouvé par le destin du trotskisme. avec lequel tout le monde est maintenant familier. Ces messieurs du camp de Trotski discutent de la «dégénérescence» du régime soviétique, de «thermidor», de la «victoire inévitable» du trotskisme etc. Mais en fait, que s'est-il passé? Ce qui s'est passé, c'est l'effondrement, la fin du trotskisme. Une section des trotskistes, comme on sait, s'est séparée du trotskisme et, dans de nombreuses déclarations de ses représentants, a admis que le parti avait raison et reconnaissait le caractère contre-révolutionnaire du trotskisme. Une autre section des trotskistes a vraiment dégénéré en contre-révolutionnaires petit-bourgeois typiques et devint en fait un bureau d'information de la presse capitaliste sur les questions concernant le P.C.(b)U.S. Mais le régime soviétique, qui était sensé «dégénérer» (ou «avait déjà dégénéré»), continue à lutter et à construire le socialisme, brisant l'échine des éléments capitalistes dans notre pays et leurs suiveurs petit-bourgeois.

C'est prouvé par le sort des déviationnistes de droite avec lequel chacun est maintenant familier. Ils poussaient de hauts cris, dénonçant la ligne du parti comme «fatale », la «probable catastrophe» en U.R.S.S., la nécessité de «sauver» le pays du parti et de sa direction, etc. Mais que s'est-il passé en fait? Ce qui s'est passé, c'est que le parti a obtenu des succès gigantesques sur tous les fronts de la construction socialiste, tandis que le groupe des déviationnistes de droite, qui voulait «sauver» le pays, mais a admis plus tard avoir eu tort. est maintenant mis de côté.

C'est prouvé par l'activité révolutionnaire croissante de la classe ouvrière et de la paysannerie, par le support actif à la politique du parti de la part des vastes masses d'ouvriers et de paysans des kolkhoz, dont l'immensité étonne à la fois les amis et les ennemis de notre pays. Cela sans parler d'autres signes de la croissance de confiance dans le parti, comme les candidatures d'ouvriers pour joindre le parti dans toutes les usines et les ateliers, la croissance du nombre de membres du parti entre le 15^e et le 16^e congrès de plus de 600 000 unités et les 200 000 nouveaux membres qui ont rejoint le parti dans le premier quart de cette année seulement. Que montre tout ceci sinon que les vastes masses de travailleurs se rendent compte que la politique de notre parti est correcte et sont prêts à la soutenir?

On doit admettre que ces faits n'auraient pas existé si la ligne générale de notre parti n'avait pas été la seule correcte. (Staline, *Works*, vol. 12, pp. 352-354.)

La citation ci-dessus est un bref résumé de l'importance de la collectivisation et la signification historique mondiale de son succès en U.R.S.S.; de la déviation de «gauche» (trotskiste) et de droite (boukharinienne) de la ligne léniniste sur la collectivisation. La signification internationale de la question de la collectivisation en U.R.S.S. a fait qu'il s'agissait pour nous d'une nécessité pratique d'écrire les remarques ci-dessus en guise de

préface aux contributions les plus brillantes du camarade Staline, publiées pour la première fois en Grande-Bretagne dans la présente collection⁴⁰ sur la question de la collectivisation. L'importance de la publication du présent volume, contenant presque tous les écrits et discours du camarade Staline sur la collectivisation, repose surtout sur le fait qu'il contient les affirmations marxistes-léninistes les plus sensées sur la question de la collectivisation, et ne peut donc qu'aider à éradiquer les diverses théories bourgeoises et calomnies qui très souvent - pour notre honte - sont propagées non seulement par les bourgeois ordinaires, mais même par des gens qui s'appellent eux-mêmes antirévissionnistes et communistes et qui remplissent de fadaïses les têtes de nos jeunes camarades inexpérimentés et souvent peu informés. Ces théories, qui auraient dû être éradiquées depuis longtemps, sont encore en circulation. D'où l'importance d'une lutte sans répit contre elles car ce n'est que grâce à un combat sans répit contre ces théories et calomnies bourgeoises que la pensée théorique peut se développer et se renforcer chez les étudiants marxistes-léninistes de la question agraire. D'où l'importance de la présente publication. ⁴¹

Chapitre 19

Critique du Groupe d'étude de la politique chinoise Les tentatives des libéraux bourgeois du Groupe d'étude de la politique chinoise de miner le léninisme

Dans ce contexte, il serait erroné de conclure cette préface sans faire quelques remarques sur les calomnies contre Staline et contre la ligne marxiste-léniniste du Parti bolchevik quant à la paysannerie et la collectivisation, par une coterie professorale vendant sa marchandise bourgeoise sous le couvert du China Policy Study Group (CPSG). Ce groupe publie un mensuel appelé *Broadsheet*. On peut en apprécier la physionomie politique quand on sait que les professeurs bourgeois suivants font partie de son équipe dirigeante: le docteur Joseph Needham FRS, le professeur Cyril Offord FRS, les professeurs Joan Robinson et George Thomson. Ce groupe est aussi en étroite relation avec la société pour (cela devrait être contre) la compréhension anglo-chinoise, une société bourgeoise, antichinoise et anticommuniste se prétendant société d'amitié avec la République populaire de Chine et avec la cause du communisme. Dans le numéro de novembre 1974 de *Broadsheet* (vol. 11, nr 11), la coterie professorale du groupe propose un article intitulé «Les sentiers de deux révolutions », supposé être une comparaison analytique entre la révolution d'Octobre en Russie et la révolution chinoise. Cet article, dans le style caractéristique des cercles professoraux bourgeois, regorge d'assertions hautaines mais ignorantes, aux côtés d'attaques ignobles contre Staline et le PC.(b)U.S. Il ne contient pas d'analyses marxistes-léninistes. Il s'agit au contraire d'une parodie d'analyse. La bonne centaine d'attaques qu'il contient contre le camarade Staline et le PC.U.S. d'alors ne nous concernent pas toutes ici⁴². La seule question que nous souhaitons aborder est celle de la politique du PC.U.S. et de Staline envers la paysannerie. Nous espérons que le lecteur comprendra que nous citons en entier la section de cet article qui traite du rôle de la paysannerie. Cette longue citation est nécessaire, (a) pour permettre au lecteur de comprendre en profondeur le contenu véritablement anticommuniste, bourgeois dégénéré de cet article et de mesurer ainsi les idées politiques de ses auteurs. (b) de faire prendre connaissance au lecteur des méthodes rusées de ces escrocs, l'habileté avec laquelle ils tentent d'effacer la frontière entre marxisme-léninisme et opportunisme; l'aisance avec laquelle ils inventent des mythes «nouveaux» qui n'ont rien à voir avec les faits historiques et n'ont rien de commun avec le marxisme-léninisme, (c) d'aider le lecteur à devenir pleinement conscient des tentatives désespérées faites par ces scribes bourgeois pour creuser un fossé entre le camarade Staline et le camarade Mao, entre la révolution russe et la révolution chinoise et, finalement, (d) d'éviter les accusations de

déformation et de citation hors du contexte. Voici la citation:

Le rôle de la paysannerie

Dès le début, les deux révolutions ont divergé sur un point majeur. Dans les deux pays, les paysans représentaient la majorité du peuple - en Chine plus de 80 %. Le traitement de la question paysanne devait s'avérer l'élément politique décisif dans les deux pays. Dans la Russie tsariste, les paysans, opprimés comme ils l'étaient, formaient une force de réserve pour la bourgeoisie. Dominés par le féodalisme, anesthésiés par la puissante Église orthodoxe russe, ils fournissaient leur soutien au parti paysan qui s'est aligné de façon répétée sur les mencheviques et leurs alliés petit-bourgeois en défiant et contestant les initiatives des bolcheviques dirigés par Lénine. Pendant des années après 1917, dans les luttes autour de la ligne et de la politique, les dirigeants du parti paysan ont maintenu leur soutien aux antimarxistes et aux révisionnistes.

En Chine, dès son arrivée précoce à la direction du parti, Mao Zedong a fait de la conquête de la paysannerie le point central de sa politique. Pendant des années, il a dirigé une minorité qui s'opposait à la direction du parti, qui suivait alors la ligne «de gauche» de se concentrer sur les villes. Ce ne fut pas avant 1935, lors de la Longue Marche, que sa direction fut reconnue.

En Union soviétique, durant les années difficiles qui ont suivi les guerres d'intervention des puissances capitalistes, les responsables soviétiques, alors privés de la main dirigeante de Lénine, ont été confrontés au problème de la construction de la force économique de leur pays. Encerclés par un monde hostile, ils ont donné la priorité à la création d'une industrie lourde, pour laquelle tout le reste devait être sacrifié. C'est la paysannerie qui a dû porter le fardeau car les paysans étaient considérés comme les seuls éléments capables de produire l'accumulation nécessaire au financement de l'énorme base industrielle qui devait être créée rapidement à partir de presque rien. Cette décision politique, diront certains, fut la source de la lutte sociale, économique et politique qui n'a jamais été apaisée les cœurs des paysans n'ont jamais vraiment été gagnés à la révolution.

L'industrie légère, le moyen essentiel d'élever le niveau de vie, n'a jamais été développée, n'a jamais été autorisée à fournir sa contribution à l'allègement du fardeau de la paysannerie et de la classe ouvrière.

En Chine, après 1949, Mao Zedong a mené son parti sur une route complètement différente, en dépit d'une forte opposition de la part des dirigeants soviétiques et de leurs partisans au sein de la direction chinoise. «L'agriculture, déclarait-il, est la fondation, l'industrie, le facteur dirigeant». Ainsi, tandis que le développement de l'agriculture devenait prioritaire, l'industrie légère se développa rapidement afin de fournir des biens de consommation pour élever le niveau de vie de tout le peuple et aussi, afin de fournir

l'accumulation de fonds pour financer l'industrie lourde.

Ainsi, en Union soviétique, la paysannerie -la majorité du peuple - est restée une force désenchantée, tandis qu'en Chine, son élan révolutionnaire a été saisi, attelé et transformé en une puissante force idéologique.

L'histoire peut juger que l'échec de la direction soviétique après Lénine à produire un nouvel «homme soviétique» découlait de deux erreurs fatales: une politique erronée envers la paysannerie et l'absence d'une ligne de masse.

On pourrait (on devrait) consacrer un livre entier à la réfutation de ces falsifications délibérées, de ces fabrications et mensonges. Il est beaucoup plus facile pour des professeurs payés par la bourgeoisie de raconter et de répandre, en son nom, des mensonges flagrants, sans aucune base réelle, qu'il ne l'est pour nous de les réfuter. Comme on peut le constater à partir des citations ci-dessus, ces bourgeois sont parvenus à entasser sur une seule page tellement de mensonges et de falsifications et à répandre une telle confusion qu'il faudrait un volume entier pour les réfuter. Mais nous n'avons ni le temps ni l'espace pour traiter du sujet exhaustivement et en profondeur. Nous nous limiterons donc à quelques brefs commentaires sur cette citation particulière.

1. Dans les deux premiers paragraphes cités ci-dessus, on crée l'impression claire que, tandis que le parti communiste chinois dirigé par le camarade Mao Zedong a fait de la «conquête de la paysannerie le point central» de sa politique, les bolcheviks en Russie ont simplement ignoré la paysannerie. Tout lecteur qui ignore l'histoire du bolchevisme et n'a jamais parcouru les brillants écrits du camarade Lénine et du camarade Staline serait ainsi conduit à penser que les bolcheviks n'avaient pas de programme, pas de politique pour conquérir la paysannerie et que les bolcheviks n'ont pas fait de « la conquête de la paysannerie le point central» de leur politique. Si c'était vrai, on nous pardonnerait de demander à ces érudits professeurs quelle était la différence entre le léninisme d'un côté et le trotskisme de l'autre? Si les bolcheviks n'avaient pas de programme pour conquérir la paysannerie, comment ont-ils alors été capables non seulement de diriger avec succès la grande révolution socialiste d'Octobre, mais aussi de la maintenir, de la consolider et de construire le socialisme dans un seul pays avec une population essentiellement paysanne? Comment alors expliquer les succès de la révolution d'Octobre? Il ne peut y avoir que «deux» explications: soit la révolution russe fut un miracle qui eut lieu comme résultat de la divine providence, soit la révolution russe fut un succès parce que, entre autres, les bolcheviks avaient un programme correct sur la question de la paysannerie - un plan correct pour la conquête de la paysannerie. La première explication n'en est bien sûr pas une; elle ne pourrait être acceptée que par ceux qui croient aux miracles, à la providence divine, etc. Si nos auteurs bourgeois souhaitent accorder foi à une telle «explication» de la révolution russe (et apparemment, c'est ce qu'ils font), nous ne

pouvons pas les empêcher de le faire. Ils ne doivent pas cependant inviter un marxisteléniniste honnête à accepter cette fadaise comme une explication de la révolution russe. La seconde explication est la seule à laquelle puisse adhérer un marxiste-léniniste.

La vérité est que les bolcheviks ont eu une politique correcte pour conquérir la paysannerie. La vérité est qu'ils ont fait de «la conquête de la paysannerie un point central» de leur politique. Cela sera absolument clair à tout qui lira le programme de la section agraire du P.O.S.D.R.⁴³ ou *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* de Lénine, texte publié dès 1905, ou une série d'autres écrits du camarade Lénine et plus tard du camarade Staline. On trouvera que le programme des bolcheviks sur la paysannerie était le seul correct; que ce programme était un tel modèle que les partis communistes et ouvriers de tous les pays avec une population majoritairement paysanne l'ont adopté depuis comme le leur propre, avec des modifications mineures. Le parti chinois ne fut pas une exception⁴⁴. Cela étant, pourquoi nos scribes bourgeois ont-ils tenté de déformer la question et de faire violence aux faits? La réponse ne peut être que la suivante: soit ils s'adonnent à une déformation délibérée des faits ou bien ils sont de fieffés ignorants. Dans les deux cas, ils causent beaucoup de tort au mouvement communiste.

2. Ayant, dans les deux premiers paragraphes cités ci-dessus, prétendu que les bolcheviks n'avaient pas une politique de conquête de la paysannerie, nos auteurs bourgeois poursuivent en insinuant, dans le paragraphe suivant, qu'en dépit de cette absence de politique, le parti bolchevik a été capable de s'en sortir aussi longtemps qu'existait «la main dirigeante de Lénine». Ainsi, «la main dirigeante de Lénine» devient un substitut à une stratégie déterminée de conquête de la paysannerie. Voilà bien un éloge pour Lénine! En pratique, un tel éloge du léninisme est assez proche du baiser de Judas. Non, messieurs les professeurs bourgeois, nous ne prendrons pas en considération votre «éloge» de Lénine. Nous le reconnaissons pour ce qu'il est: une tentative de dégrader et de miner le léninisme. Lénine fut le plus grand marxiste de l'histoire; dans le véritable esprit du marxisme, il croyait à l'analyse de la réalité concrète et à l'application du marxisme à la réalité concrète; il croyait à une stratégie concrète sur des questions importantes affectant le destin de la révolution comme la question paysanne. Attribuer à ce géant, Lénine, une position où sa «main dirigeante» devient un substitut à un programme clair sur n'importe quelle question, y compris la question paysanne, est non seulement terriblement absurde et simpliste, mais aussi un mensonge dégoûtant et insensé. Les bolcheviks avaient quelque chose de plus que «la main dirigeante de Lénine», à savoir le léninisme lui-même. Même après le départ de Lénine, même après que «la main dirigeante de Lénine» eut disparu, le parti bolchevik, sous la direction de Staline, a continué à adhérer fidèlement au léninisme sur toutes les questions, y compris la question paysanne. Fidèle au léninisme, le parti a remporté des succès véritablement vertigineux. Il s'agit donc d'un mensonge complet de la part de nos auteurs bourgeois, de dire que (a) les

bolcheviks n'avaient pas de programme sur la question paysanne; que tout ce qu'ils avaient était «la main dirigeante de Lénine », et (b) lorsque cette «main dirigeante» eut disparu, les bolcheviks furent laissés sans programme ni «main dirigeante» pour les guider sur la question paysanne.

Plus loin, dans le sixième paragraphe, les «marxistes» bourgeois livrent le coup «final» à Staline et au PC.U.S. qu'il dirigeait:

L'histoire peut juger que l'échec de la direction soviétique après Lénine à produire un «homme nouveau soviétique» découle de deux erreurs fatales: une politique erronée envers la paysannerie et l'absence de ligne de masse.

En ce qui concerne l'accusation de «l'absence de ligne de masse», nous n'en traiterons pas ici, uniquement parce qu'elle n'est pas *directement* pertinente pour ce qui nous concerne présentement, mais aussi parce que nous la traitons dans notre Préface à une anthologie de discours de Staline intitulée *Sur la mécanique de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat*⁴⁵. Dans cette préface, nous réfutons, entre autres, le professeur Thomson, l'un des membres dirigeants du Groupe d'étude de la politique chinoise, qui avait également exprimé cette accusation absurde dans son livre *De Marx à Mao Zedong*.

Quant à l'accusation de «politique erronée envers la paysannerie», nous avons déjà démontré que la politique du parti bolchevik sur la question paysanne était correcte. Pour répéter, le programme bolchevik sur la paysannerie peut être résumé dans les trois slogans suivants, qui correspondent aux différentes périodes du développement de la révolution russe. Quand le peuple russe accomplissait la révolution démocratique bourgeoise, dans la période où la tâche immédiate était la destruction de l'autocratie tsariste et l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui devait devenir la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, le slogan bolchevik était celui d'une alliance avec l'ensemble de la paysannerie. Dans la deuxième période, quand le prolétariat accomplissait la révolution socialiste d'Octobre, le slogan bolchevik était: alliance avec la paysannerie pauvre, neutralisation de la paysannerie moyenne et lutte contre les koulaks. Dans la troisième période, à la fin de la guerre civile et des guerres d'intervention, dans la période où la dictature du prolétariat avait été consolidée et où la tâche à laquelle le parti était confronté était la construction du socialisme, dans cette période, le slogan du parti n'était plus celui de neutraliser la paysannerie moyenne. À présent, le slogan était d'arriver à un accord avec le paysan moyen, sans jamais renoncer à la lutte contre les koulaks et à reposer fermement et uniquement sur le paysan pauvre. C'est en mettant ce slogan en pratique que le socialisme a été construit en U.R.S.S. C'est par de tels moyens, en suivant un programme aussi compliqué, mais développé scientifiquement et clairement, que le parti bolchevik a obtenu de telles réalisations historiques.

En dépit de ces évidences, et au mépris complet des faits, nos critiques «marxistes» disent que le parti bolchevik avait une «politique erronée envers la paysannerie». Très bien messieurs: que voulez-vous dire quand vous affirmez que le parti bolchevik avait une «politique erronée envers la paysannerie»? Vous êtes peut être trop lents d'esprit pour vous rendre compte que vous voulez dire que, soit la politique boukharinienne (l'alliance avec la paysannerie entière à l'inclusion des koulaks), soit la politique trotskiste (l'absence d'alliance avec la paysannerie, même la paysannerie pauvre et moyenne) était correcte. Si c'est ce que vous croyez être correct (et toutes les indications montrent que vous le croyez), ayez alors le courage d'affirmer ouvertement votre opinion.

Et lorsque, après avoir exprimé de telles absurdités réactionnaires, vous poursuivez pour comparer la Chine à l'U.R.S.S. et déversez des «louanges» sur celle-là, vous insinuez uniquement (et, de nouveau, vous êtes peut-être trop lents d'esprit pour vous en rendre compte) que le PCC a obtenu des succès sur la question paysanne en suivant une ligne qui était fondamentalement hostile à celle suivie en U.R.S.S. Qu'est-ce que cela peut vouloir dire? Cela peut seulement vouloir dire que le PCC a suivi le boukharinisme ou le trotskisme sur la question paysanne! Telle est l'absurdité logique de vos affirmations, messieurs, que dans votre zèle à dénoncer le parti bolchevik et Staline, vous dénoncez en fait, en leur attribuant faussement des positions boukhariniennes ou trotskistes, antibolcheviques et antistaliniennes, la grande république populaire de Chine, le PCC et le camarade Mao Zedong, qui tous possèdent une grande dette de gratitude envers le parti bolchevik et le camarade Staline. Peut-être serez-vous capables de gruger certaines personnes crédules, dans le mouvement, pendant un moment. Mais souvenez-vous, mesdames, messieurs, que les marxistes-léninistes révolutionnaires dans le mouvement sont déjà bien équipés pour dénoncer vos mensonges bourgeois. Soyez sûrs que vous serez dénoncés.

3. En relation avec l'accusation que le parti bolchevik n'avait pas de politique (ou avait une politique erronée) envers la paysannerie, nos soi-disant auteurs marxistes ajoutent une autre accusation à leur inculpation du parti bolchevik, à savoir que l'industrie lourde fut développée aux dépens de l'agriculture; que le parti bolchevik «a choisi⁴⁶ la priorité de créer une industrie lourde, à laquelle tout le reste devait être sacrifié», que «la paysannerie devait porter le fardeau, car ils étaient *considérés* comme le seul élément capable de produire l'accumulation nécessaire pour financer l'énorme base industrielle ... », insinuant ainsi que la paysannerie soviétique était exploitée sous le pouvoir bolchevik. Le lecteur notera la similitude de cette accusation avec l'accusation boukharinienne selon laquelle le parti soumettait la paysannerie à une exploitation «militaire féodale». On affirme plus loin que la politique d'industrialisation du parti fut la cause d'une «lutte politique, économique et sociale» qui a eu pour conséquence que la révolution s'est aliénée la paysannerie. Il vaut la peine de répéter la formulation profondément insensée et opportuniste de cette accusation. On dit:

Cette décision politique (relative à l'industrie lourde), diront certains (ce «certains» est leur façon opportuniste de dire qu'ils souscrivent à ce point de vue, mais n'ont pas les tripes de le dire explicitement), fut la source d'une lutte politique, économique et sociale qui n'a jamais été apaisée -les cœurs des paysans n' ont jamais été gagnés à la révolution.

Et pour couvrir ces accusations contre-révolutionnaires contre le parti bolchevik - accusations émanant des idéologues de la bourgeoisie impérialiste et des Cadets - nos escrocs bourgeois utilisent leur astuce caractéristique et frauduleuse d'opposer la Chine à l'U.R.S.S. et le camarade Mao Zedong aux camarades Lénine et Staline:

En Chine, prétendent-ils, après 1949, Mao Zedong a mené son parti sur une route *entièrement différente* en dépit de la forte opposition des dirigeants soviétiques et de leurs partisans au sein de la direction chinoise. L'agriculture, déclara-t-il, est la fondation, l'industrie le facteur dirigeant. ..

Voici quelques brèves remarques concernant ces accusations contre-révolutionnaires:

L'industrie lourde

Était-il incorrect, de la part du parti bolchevik, d'avoir insisté sur la signification du développement de l'industrie lourde? Certainement pas. Premièrement, parce que, sans l'insistance sur le développement de l'industrie lourde, en particulier l'industrie de construction de machines, il aurait été impossible de faire passer l'U.R.S.S. des temps médiévaux au monde moderne du 20^e siècle. Deuxièmement, parce que, sans le développement de l'industrie lourde, l'U.R.S.S. n'aurait pas pu émerger comme un pays pleinement indépendant, car elle aurait toujours été sujette au chantage de l'impérialisme. Troisièmement, parce que, sans la base de l'industrie lourde, l'U.R.S.S. n'aurait jamais pu réussir à construire son industrie de défense et à sauvegarder les frontières du premier État socialiste contre les attaques militaires de l'impérialisme international. Quelqu'un peut-il nier la contribution décisive de l'industrie lourde soviétique, des forces armées soviétiques et du peuple soviétique, à la défaite des forces obscures du fascisme? Quatrième raison: sans le développement de l'industrie lourde soviétique, même l'agriculture soviétique n'aurait pas été capable de beaucoup se développer⁴⁷. Avant que les kolkhoz ne puissent être développés sur une base solide, l'industrie soviétique devait notamment être en mesure de fournir aux sovkhos et aux kolkhoz les machines nécessaires ainsi que l'assistance technique et scientifique. Enfin, la dernière raison est que, sans le développement de l'industrie lourde, il aurait été impossible d'établir entre la classe ouvrière et la paysannerie ce lien basé sur le métal, le seul lien qui établit la base et facilite le remodelage de la paysannerie individualiste sur le modèle collectiviste -la voie du socialisme et du communisme.

Nos auteurs ne se contentent pas de lancer des affirmations insensées mais aussi des calomnies délibérées lorsqu'ils affirment que «après 1949, Mao a conduit son parti sur une route entièrement différente en dépit de la forte opposition des dirigeants soviétiques : "L'agriculture, a-t-il déclaré, est la fondation, l'industrie lourde le facteur dirigeant" » Tout d'abord, il n'est pas vrai qu'il y ait eu une quelconque opposition des «dirigeants soviétiques» à la ligne du parti chinois. Il n'y en a pas la moindre preuve, si ce n'est les affirmations qui émanent de temps en temps des milieux bourgeois du type représenté par le Groupe d'étude de la politique chinoise. Deuxièmement, le PCC n'a pas suivi une route différente, a fortiori une route «entièrement différente », que celle suivie par le parti bolchevik sur le sujet en question. Même nos auteurs bourgeois les plus lents d'esprit l'admettent lorsqu'ils citent en les approuvant les mots de Mao Zedong: «L'agriculture est la fondation, l'industrie le facteur dirigeant. » Qu'est -ce que cela signifie? Cela signifie donner la priorité à la construction de l'industrie, en particulier de l'industrie lourde avec une emphase sur l'industrie de construction de machines. Seule une telle industrie peut être un «facteur dirigeant». Seule une telle industrie peut «diriger» le développement de l'industrie et de l'agriculture et pousser le pays dans la voie du développement et de la prospérité. Seule une telle industrie peut libérer le pays de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme étranger. Et seule une telle industrie peut être la base d'un lien - d'une alliance - entre la classe ouvrière et la paysannerie, qui seule peut remodeler la conception du monde de la paysannerie dans la voie du collectivisme et du communisme et conduire à l'abolition des classes. Toutes les autres idées sur le changement de la conception du monde de la paysannerie ne sont rien d'autres que des tentatives de philosophie et de théorisation paysannes et n'ont rien de commun avec le marxisme-léninisme. Ainsi, quand nos auteurs citent Mao Zedong en l'approuvant, ils ne se rendent pas compte qu'ils le citent contre eux-mêmes et pas contre le parti bolchevik ou le camarade Staline! Nos critiques bourgeois ont tenté d'attaquer le camarade Staline. Ils ont fini par s'attaquer eux-mêmes. Nous avons été témoin auparavant du spectacle d'opportunistes giflés au visage par des révolutionnaires. Jamais auparavant, nous n'avions été témoins du merveilleux spectacle d'opportunistes se giflant leur propre visage publiquement et, pour cette raison. nos auteurs méritent louanges et salutations.

De ce qui précède, il ressort clairement que ce que nos auteurs auraient voulu que fasse l'U.R.S.S., c'est ce que le capitalisme monopoliste international aurait voulu que fasse l'U.R.S.S.: ne pas développer son industrie lourde, rester arriérée et dépendante économiquement, faible militairement et, le temps aidant, être vaincue par la force combinée de la bourgeoisie «soviétique» (c'est-à-dire les koulaks) et le capitalisme international. Car le processus de retour au capitalisme aurait démarré bien avant le 20^e congrès du Parti si l'U.R.S.S. n'avait pas donné la priorité à la construction du socialisme en U.R.S.S. en renversant les forces capitalistes dans le pays, sans quoi elle aurait été incapable d'obtenir une victoire glorieuse dans la guerre antifasciste. Il est maintenant parfaitement clair dans quel camp se trouvent

vraiment nos auteurs.

Paysannerie et accumulation interne

Nos auteurs se plaignent que «c'était à la paysannerie de supporter le fardeau, car ils étaient *considérés* comme le seul élément capable de produire l'accumulation nécessaire pour financer l'énorme base industrielle qui devait être créée rapidement à partir de pratiquement rien. Cette décision politique, diront certains (le fameux "certains" impliquent que les auteurs eux-mêmes sont de cette opinion) fut la source d'une lutte politique, économique et sociale qui n'a jamais été apaisée - les cœurs des paysans n'ont jamais été gagnés à la révolution.»

Pour commenter:

D'abord, il est incorrect de dire que les paysans étaient «*considérés*» comme le seul élément capable de produire l'accumulation nécessaire. La vérité est qu'il y avait deux sources qui pouvaient produire, et ont produit, l'accumulation nécessaire: la classe ouvrière et la paysannerie. Comme Staline l'a dit:

Dans les pays capitalistes, l'industrialisation s'est effectuée pour l'essentiel en pillant d'autres pays, en pillant des colonies ou des pays vaincus ou avec l'aide de prêts substantiels de l'étranger. (Staline, *Works*, vol. II, p. 165.)

Et plus loin:

Un aspect par lequel notre pays diffère des pays capitalistes est qu'il ne peut pas et ne doit pas se lancer dans le pillage colonial ou le pillage d'autres pays en général. Cette voie nous est donc barrée.

Notre pays n'a cependant pas non plus, et ne veut pas avoir, de prêts asservissants de l'étranger. Par conséquent, cette voie nous est barrée également.

Que nous reste-t-il? Une seule chose, et c'est développer l'industrie ... avec l'aide d'accumulations internes. (*Ibid.*)

Mais quelles sont les sources principales de ces accumulations? ... Il y en a deux: tout d'abord la classe ouvrière qui crée des valeurs et fait avancer notre industrie; ensuite, la paysannerie. (*Ibid.*)

La paysannerie a contribué à l'accumulation interne non seulement en payant à l'État les taxes usuelles, mais aussi en payant des prix relativement élevés pour des biens manufacturés et en étant sous-payée pour les prix des produits agricoles. Cela était inévitable dans le contexte de l'U.R.S.S. d'alors. La question se pose cependant de savoir si la paysannerie soviétique était en mesure de supporter ce fardeau ou bien ce fardeau était-il

insupportable et la paysannerie a-t-elle été exploitée par la classe ouvrière? Il est vrai, sans aucun doute, que la paysannerie soviétique était capable de supporter ce fardeau. Voici comment le camarade Staline a répondu à cette question:

Les paysans sont-ils capables de supporter ce fardeau? Ils le sont sans aucun doute: d'abord parce que ce fardeau va s'alléger d'année en année et deuxièmement parce que cette taxe additionnelle n'est pas éliminée dans les conditions du développement capitaliste, où les masses de la paysannerie sont condamnées à la pauvreté et à l'exploitation, mais dans les conditions soviétiques où l'exploitation de la paysannerie par l'État socialiste est hors de question et où cette taxe additionnelle est payée dans une situation dans laquelle le niveau de vie de la paysannerie augmente constamment. (*Ibid.*)

La relation entre industrie légère et industrie lourde

«L'industrie légère », affirment nos auteurs réactionnaires et ignorants, «n'a jamais démarré, n'a jamais été autorisée à offrir sa propre contribution pour faciliter le fardeau à la fois de la paysannerie et de la classe ouvrière. » Même l'examen le plus superficiel, sans parler d'une étude approfondie, de l'histoire réelle de l'Union soviétique montre clairement, à quiconque ne se met pas à inventer sa propre histoire comme substitut à l'histoire réelle, que l'U.R.S.S. a débuté en établissant entre la classe ouvrière et la paysannerie un lien basé sur la satisfaction des besoins personnels de la paysannerie. L'étape initiale de la NEP était caractérisée par l'insistance sur cet aspect du lien, car c'était la seule façon de faire revivre le commerce entre la ville et la campagne, de remettre sur pied et de renforcer l'agriculture paysanne individuelle, d'assurer que les villes reçoivent les produits agricoles nécessaires. Tout cela était nécessaire à l'époque, quand le besoin était de réhabiliter l'industrie d'un côté et de renforcer l'agriculture individuelle de l'autre, afin de faire revivre le commerce entre la ville et la campagne. Cela ne pouvait continuer indéfiniment, comme on l'a démontré de nombreuses fois. Le lien entre la classe ouvrière et la paysannerie ne pouvait être basé *exclusivement* sur la satisfaction des besoins personnels de la paysannerie. En fin de compte, il devait être basé sur le métal, si l'Union soviétique devait remodeler la conception du monde de la paysannerie et construire le socialisme. Bien sûr, les opportunistes boukhariniens ont prôné - comme le fait le Groupe d'étude de la politique chinoise - que l'industrie légère devait être utilisée *exclusivement* comme un moyen d'établir le lien entre la classe ouvrière et la paysannerie. Voici comment le camarade Staline a répondu aux boukhariniens - une réponse qui suffit amplement à réfuter le non-sens boukharinien du Groupe d'étude de la politique chinoise:

La deuxième question concerne le problème du *lien avec le paysan moyen* -le problème des objectifs de ce lien et des moyens de le réaliser.

D'après certains camarades, il s'ensuivrait que le lien entre ville et campagne, entre la classe ouvrière et la masse principale de la paysannerie, est basé *exclusivement* sur les textiles, sur la revendication des besoins *personnels* de la paysannerie? Est-ce vrai?

C'est faux, camarades. Bien sûr. il est d'une immense importance de satisfaire les besoins personnels des paysans en textiles. C'est ainsi que nous avons commencé à établir le lien avec la paysannerie dans de nouvelles conditions. Mais affirmer sur cette base que le lien basé sur le textile est le début et la fin de l'histoire, que le lien basé sur la satisfaction des besoins personnels des paysans est le fondement unique ou essentiel de l'alliance économique entre la classe ouvrière et la paysannerie, c'est commettre la plus grossière erreur. En fait, le lien entre la ville et la campagne n'est pas basé seulement sur la satisfaction des besoins *personnels* des paysans, non seulement sur les textiles, mais aussi sur la satisfaction des besoins *économiques* des paysans comme *producteurs* de produits agricoles.

Ce ne sont pas seulement des fabriques de coton que nous offrons aux paysans. Nous leur donnons aussi des machines de toutes sortes, des semences, des charrues, des fertilisants, etc., qui sont de la plus grande importance pour le progrès et la transformation socialiste de l'agriculture paysanne.

Dès lors, le lien n'est pas seulement basé sur les textiles. mais aussi sur les métaux. Sans cela, le lien avec la paysannerie serait incertain.

De quelle façon le lien basé sur les textiles diffère-t-il du lien basé sur les métaux? Essentiellement dans le fait que le lien basé sur les textiles concerne surtout les besoins personnels des paysans. sans affecter, ou seulement de façon limitée, la production de l'agriculture paysanne, tandis que le lien basé sur les métaux concerne essentiellement la production de l'agriculture paysanne, l'améliorant, la mécanisant, la rendant plus rémunératrice et ouvrant la voie à l'unification des fermes paysannes petites et dispersées en de grandes fermes gérées socialement.

Ce serait une erreur de penser que le but de ce lien est de préserver les classes, la classe paysanne en particulier. Il n'en est rien. camarades. Tel n'est pas du tout l'objectif. Le but de ce lien est de rapprocher la paysannerie de la classe ouvrière. qui dirige tout notre développement, de renforcer l'alliance de la paysannerie avec la classe ouvrière, la force dirigeante de l'alliance, de *remodeler* graduellement la paysannerie, sa mentalité et sa production, *en fonction de lignes collectivistes*, et de créer ainsi les conditions de l'abolition des classes.

Le but de ce lien n'est pas de préserver les classes, mais de les abolir. Alors que le lien basé sur les textiles affecte très peu le côté productif de l'agriculture paysanne et ne peut donc pas, en règle générale, avoir comme résultats le remodelage de la paysannerie selon des lignes collectivistes et l'abolition des classes, le lien basé sur les métaux, au contraire, affecte d'abord l'aspect productif de l'agriculture paysanne, sa mécanisation et sa collectivisation et justement pour cette raison, conduit au remodelage graduel de la paysannerie, à l'élimination progressive des classes et notamment de la classe paysanne.

Comment, en général, le paysan, sa mentalité, sa production, peuvent-ils être remodelés, en rapprochant sa mentalité de celle de la classe ouvrière, selon les principes socialistes de production? Qu'est-ce que cela requiert?

Cela requiert d'abord la plus large agitation au nom du collectivisme parmi les masses paysannes.

Cela requiert ensuite d'implanter une vie communale coopérative et l'extension toujours plus large de l'offre coopérative et des organisations de commerce aux millions de fermes paysannes. Il n'y a pas de doute que, sans le large développement de nos coopératives, nous n'aurions pas eu cet élan vers le mouvement des kolkhoz que nous observons actuellement parmi les paysans, car le développement des coopératives de fournitures et de commerce est, dans nos conditions, un moyen de préparer les paysans à l'agriculture collective.

Mais tout cela est encore loin de suffire pour remodeler la paysannerie. La force principale pour remodeler la paysannerie en fonction de lignes socialistes réside dans les nouveaux moyens techniques de l'agriculture, la mécanisation de l'agriculture, le travail paysan collectif et l'électrification du pays.

On a fait référence à Lénine et on a cité un passage de ses *Œuvres* sur le lien avec la paysannerie. Mais considérer une partie de Lénine sans le prendre comme un tout, c'est représenter faussement Lénine. Lénine était pleinement conscient du fait que le lien avec la paysannerie basé sur les marchandises textiles est une affaire très importante. Mais il ne s'en est pas tenu là, car, à côté de cela, il insistait sur le fait que le lien avec la paysannerie devait aussi être basé sur les métaux, sur la fourniture de machines aux paysans, sur l'électrification du pays, c'est-à-dire sur toutes ces choses qui promeuvent le remodelage de l'agriculture paysanne selon des lignes collectivistes.

Écoutez, par exemple, la citation suivante de Lénine:

Le remodelage du petit laboureur, de toute sa mentalité et de ses habitudes, est un travail de générations. En ce qui concerne le petit laboureur, ce problème peut être résolu, toute sa mentalité peut être placée sur une base saine, uniquement par la base matérielle, par des moyens techniques, en introduisant des tracteurs et des machines dans l'agriculture à une échelle massive, en électrifiant à une échelle massive. C'est ce qui remodelerait le petit laboureur, fondamentalement et avec une immense rapidité.

Assez clairement, l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie ne peut pas être stable et durable, le lien ne peut pas être stable et durable et atteindre son but de remodeler graduellement la paysannerie, la rapprocher de la classe ouvrière et la placer sur des lignes collectivistes, si le lien basé sur les textiles n'est pas remplacé par le lien basé sur les métaux.

Voilà comment le camarade Lénine comprenait ce lien.

Le lecteur, nous l'espérons, nous pardonnera cette longue citation. Elle était nécessaire pour dénoncer les fadaises réactionnaires avec lesquelles diverses organisations bourgeoises telles que le Groupe d'étude de la politique chinoise cherchent à bourrer le crâne de membres du mouvement ouvrier. Il faut absolument les dénoncer, puisque le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne n'est pas seulement assez ignorant sur le plan théorique, mais aussi ignorant de vérités qui devraient être connues de tous dans le mouvement prolétarien. Une chose est certaine, sur base des remarques ci-dessus du camarade Staline: la question n'était pas de savoir si l'U.R.S.S. devait développer une industrie légère, si elle devait permettre à l'industrie légère de «faire son chemin»; la question était plutôt de savoir si l'U.R.S.S. devait développer *exclusivement* l'industrie légère ou même développer son industrie avec une *insistance* sur l'industrie légère. Bien sûr, l'U.R.S.S. développa une industrie légère extensive⁴⁸, car c'était la seule façon de satisfaire les besoins personnels de la classe ouvrière et de la paysannerie. Le Groupe d'étude de la politique chinoise ne suggère sûrement pas que pendant une trentaine d'années le peuple soviétique vivait d'acier et mangeait du métal? Non, le fait est que le niveau de vie de la classe ouvrière et de la paysannerie a augmenté constamment durant ces années. Et cela n'a pu se passer que parce qu'en plus de l'industrie lourde, l'industrie légère a été développée à une grande échelle. Cependant, en plus du développement de l'industrie légère, l'Union soviétique a non seulement construit une industrie lourde, mais lui a aussi donné priorité, en particulier la construction de machines. Sans cela, l'U.R.S.S. n'aurait jamais accompli ses réalisations gigantesques et quasi miraculeuses dans la construction du socialisme, défendant la patrie socialiste contre la force combinée de la bourgeoisie impérialiste internationale, vainquant le fascisme et libérant l'humanité des hordes fascistes. Ces réalisations glorieuses de l'Union soviétique - qui sont en même temps les réalisations glorieuses du mouvement ouvrier international - ne sont pas appréciées par les bourgeois ordinaires, parmi lesquels les bourgeois ordinaires du Groupe d'étude de la politique chinoise. Ces réalisations sont détestées par ces gens. Mais, malgré leur désapprobation, les victoires glorieuses de l'Union soviétique sur les fronts économique, politique, idéologique, culturel et militaire ont fourni une contribution inestimable au progrès du mouvement prolétarien mondial, à la défaite finale de la bourgeoisie mondiale; elles ont laissé une marque indélébile sur le mouvement communiste et ne pourront jamais être gommées par les sarcasmes vulgaires de scribes bourgeois et de pleurnicheurs comme ceux du Groupe d'étude de la politique chinoise.

Taux d'industrialisation

On reproche souvent à Staline et au PC.(b)U.S. que le taux de développement de l'industrie, en particulier de celle des moyens de production, a été trop rapide en U.R.S.S. C'est aussi ce qu'insinue le Groupe d'étude de la politique chinoise, dans son habituel style lâche, vague

et évasif, dans les remarques citées ci-dessus. La question de la validité de cette accusation se pose donc. L'Union soviétique aurait-elle pu mener l'œuvre d'industrialisation à un rythme plus lent ou, comme interrogeait Staline, «dans une atmosphère plus «reposante»? Le taux rapide de développement industriel n'est-il pas dû au manque de repos des membres du Bureau politique et du Conseil des Commissaires du Peuple?» Staline répond ainsi à cette question:

Bien sûr que non! Les membres du Bureau politique et du Conseil des Commissaires du Peuple sont des personnes calmes et sobres. Abstraitement parlant, c'est-à-dire si nous ne considérons pas la situation interne et externe, nous pourrions, bien sûr, mener ce travail à une vitesse plus lente. Mais le fait est, d'abord, que nous ne pouvons mettre de côté la situation interne et externe, et deuxièmement, que si nous prenons la situation environnante comme notre point de départ, il faut admettre que c'est précisément cette situation qui dicte un taux rapide de développement de notre industrie. (Staline, *Works*, vol. 11, *Industrialisation of the Country and the Right Deviation in the CPSU(B).*)

Staline procède alors à un examen des conditions internes et externes qui ont dicté le rythme rapide du développement de l'industrie soviétique. Il cite les conditions suivantes comme essentielles:

Conditions externes

Les bolcheviks ont pris le pouvoir dans un pays qui était techniquement et industriellement arriéré en comparaison des pays capitalistes avancés d'alors comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Amérique etc. Mais le système politique en U.R.S.S. -le système soviétique - était le système le plus avancé du monde. Il y avait ainsi une contradiction entre le système politique avancé d'un côté et une industrie et une technique arriérées de l'autre. Tant que ces contradictions existaient, il était impossible d'obtenir la victoire du socialisme en U.R.S.S. Que devait-on faire pour mettre fin à cette contradiction?

Pour en finir avec elle, nous devons rattraper et dépasser la technologie avancée des pays capitalistes développés. Nous avons rattrapé et dépassé les pays capitalistes avancés en établissant un nouveau système politique. C'est bien. Mais ce n'est pas assez. Afin d'assurer la victoire finale du socialisme dans notre pays, nous devons aussi rattraper et dépasser ces pays techniquement et économiquement. Soit nous le faisons, soit nous sommes mis au pied du mur.

Pour dire la même chose dans les mots du camarade Lénine:

Le résultat de la révolution a été que le système politique de la Russie a rattrapé en quelques mois celui des pays avancés. Mais ce n'est pas suffisant. La guerre est inexorable le; elle nous place devant l'alternative: soit périr, soit rattraper et dépasser les pays avancés également économiquement. ... Périr ou aller de l'avant à toute vapeur.

Voilà l'alternative à laquelle l'histoire nous confronte.

Sans un taux rapide de développement industriel, il n'aurait pas été possible de créer une base industrielle adéquate pour la défense ni donc de maintenir l'indépendance de l'U.R.S.S.

La question du développement rapide de l'industrie ne se serait pas posée d'une façon si aiguë si l'Union soviétique avait eu une industrie et une technologie aussi hautement développées que l'Allemagne, par exemple, et si l'importance relative de l'industrie dans l'économie nationale de l'U.R.S.S. avait été aussi élevée qu'en Allemagne, pour prendre le même exemple.

L'Union soviétique était le seul État socialiste au monde, dans des conditions d'encercllement capitaliste:

La question d'un taux rapide de développement de l'industrie ne se poserait pas de façon si aiguë si nous n'étions pas le seul pays mais un des pays de la dictature du prolétariat, s'il y avait une dictature prolétarienne non seulement dans notre pays mais aussi dans d'autres pays plus avancés, disons l'Allemagne et la France. (Staline, *Ibid.*)

Plus loin:

On demande parfois s'il n'est pas possible de ralentir quelque peu le tempo. Non camarades, ce n'est pas possible! Le tempo ne doit pas être réduit! Au contraire, nous devons l'accroître autant que possible dans la mesure de nos capacités et possibilités. C'est ce que nous dictent nos obligations envers les ouvriers et les paysans de l'U.R.S.S. C'est ce que nous dictent nos obligations envers la classe ouvrière du monde entier.

Ralentir le tempo signifierait mettre pied à terre. Et ceux qui mettent pied à terre sont battus. Mais nous ne voulons pas être battus. Nous refusons d'être battus! L'histoire de l'ancienne Russie se caractérise par les défaites continues qu'elle a subies du fait de son arriération. Elle a été battue par les Mongols, par les Turcs, par les seigneurs féodaux suédois, par la noblesse polonaise et lithuanienne, par les capitalistes britanniques et français, par les barons japonais. Tous l'ont battue du fait de son arriération, de son arriération militaire, culturelle, politique, industrielle, agricole. Ils l'ont battue parce que c'était profitable et pouvait se faire en toute impunité. Vous vous souvenez des mots du poète pré-révolutionnaire: «Vous êtes pauvre et abondante, puissante et impuissante, Mère Russie. » Les vers du vieux poète étaient assez familiers à ces messieurs. Ils l'ont battue en disant: « Vous avez de l'abondance », nous pouvons donc nous enrichir à vos dépens. Ils l'ont battue en disant: «Vous êtes pauvre et impuissante», vous pouvez donc être battue et pillée en toute impunité. Telle est la loi des exploités - battre l'arriéré et le faible. C'est la loi de la jungle du capitalisme. Vous êtes arriéré,

vous êtes faible - vous avez donc tort, vous pouvez donc être battu et réduit en esclavage. Vous êtes puissant - vous avez donc raison, nous devons donc nous méfier de vous. C'est pourquoi nous ne devons plus rester en arrière⁴⁹.

Dans le passé, nous n' avions pas de patrie, nous ne pouvions pas en avoir. Mais maintenant que nous avons renversé le capitalisme et que le pouvoir est entre nos mains, entre les mains du peuple, nous avons une patrie et nous maintiendrons son indépendance. Souhaitez-vous que notre patrie socialiste soit battue et perde son indépendance? Si vous ne le souhaitez pas, vous devez mettre fin à son arriération dans le délai le plus bref possible et développer un véritable tempo bolchevique dans la construction de l'économie socialiste. Il n'y a pas d'autre chemin. C'est pourquoi Lénine a dit à la veille de la révolution d'Octobre: « Soit périr, soit rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés. »

Nous avons cinquante ou cent ans de retard sur les pays avancés. Nous devons éliminer cette distance en dix ans. Soit nous le faisons, soit nous nous écroulons.

C'est ce que nous dictent nos obligations envers les ouvriers et les paysans de l'U.R.S.S.

Mais nous avons pourtant d'autres obligations, plus sérieuses et plus importantes. Ce sont nos obligations envers le prolétariat mondial. Elles coïncident avec nos obligations envers les ouvriers et les paysans de l'U.R.S.S. Mais nous les plaçons plus haut. La classe ouvrière de l'U.R.S.S. est une partie de la classe ouvrière mondiale. Nous obtiendrons la victoire non seulement par les efforts de la classe ouvrière de l'U.R.S.S., mais aussi grâce au soutien de la classe ouvrière du monde. Sans ce soutien nous aurions été mis en pièce depuis bien longtemps. On dit que notre pays est la brigade de choc du prolétariat de tous les pays. C'est bien dit. Mais cela nous impose des obligations très sérieuses. Pourquoi le prolétariat international nous soutient-il? Comment avons-nous mérité ce soutien? Par le fait que nous avons été les premiers à engager la bataille contre le capitalisme, nous avons été les premiers à établir le pouvoir d'État de la classe ouvrière, nous avons été les premiers à commencer la construction du socialisme. Par le fait que nous nous sommes engagés dans une cause qui, si elle est victorieuse, transformera le monde entier et libérera toute la classe ouvrière. Mais de quoi le succès a-t-il besoin? L'élimination de notre arriération, le développement à un rythme élevé, bolchevique, de construction. Nous devons marcher de l'avant de façon à ce que la classe ouvrière du monde entier, en nous regardant, puisse dire: Voici mon détachement avancé, ma brigade de choc, mon pouvoir d'État ouvrier, ma patrie, ils s'engagent dans leur cause, notre cause, et ils travaillent bien; soutenons les contre les capitalistes et promouvons la cause de la révolution mondiale. Ne devons-nous pas justifier les espoirs de la classe ouvrière mondiale, ne devons-nous pas remplir nos obligations envers eux? Oui, nous en avons le devoir si nous ne voulons pas nous déshonorer. (Staline, *Works*, vol. 13, p. 40-42.)

Malgré ses a priori contre Staline, Isaac Deutscher, dans sa biographie de celui-ci, est obligé de

faire l'aveu suivant, en ce qui concerne les facteurs qui ont influencé la victoire soviétique dans la Seconde Guerre mondiale:

Il est un fait que la guerre n'aurait pu être gagnée sans l'industrialisation intensive de la Russie et de ses provinces orientales, en particulier. Elle n'aurait pu non plus l'être sans la collectivisation d'un grand nombre de fermes. Le moujik de 1930, incapable d'actionner un tracteur ou toute autre machine, n'aurait présenté que peu d'utilité dans une guerre moderne. La collectivisation des terres, avec ses tracteurs distribués sur l'ensemble du pays, avait, été l'école préparatoire du paysan pour la guerre mécanisée. L'augmentation rapide du niveau moyen d'éducation avait permis à l'Armée Rouge de disposer d'une réserve considérable d'officiers et de soldats intelligents. «Nous avons cinquante ou cent ans de retard sur les pays avancés; nous devons combler ce retard en dix ans. Ou bien nous le ferons, ou ils nous écraseront», avait dit Staline, exactement dix ans avant que Hitler décidât la conquête de la Russie. Si on rappelait maintenant ces mots, ils ne pouvaient qu'impressionner le peuple, aussi bien comme une prophétie que comme un appel à l'action venant juste à temps. En fait, un retard de quelques années dans la modernisation de la Russie aurait signifié peut-être la défaite à la place de la victoire. (Deutscher 1973, p. 549.)

Conditions internes

L'arriération de l'agriculture soviétique a dicté un taux rapide de développement industriel, sans lequel il aurait été impossible de placer l'agriculture soviétique sur une nouvelle base technique. La base d'une production à grande échelle.

Sans un taux rapide de développement dans l'industrie, il était impossible «d'extirper les racines du capitalisme» et de miner «les fondements, les bases de l'ennemi interne».

Aussi longtemps que nous vivons dans un pays de petits paysans, il y aura une base économique plus sûre pour le capitalisme en Russie que pour le communisme ... Nous n'avons pas arraché les racines du capitalisme et nous n'avons pas miné les fondements, les bases de l'ennemi interne. Celui-ci dépend de la production à petite échelle et il n'y a qu'une façon de le miner, à savoir de placer l'économie du pays, l'agriculture comprise, sur une base nouvelle, la base d'une production moderne à grande échelle. Et seule l'électricité constitue une telle base. Le communisme, c'est le pouvoir des Soviets et l'électrification de tout le pays.

Plus loin:

Si nous atteignons l'électrification en 10-20 ans, alors l'individualisme du petit laboureur et sa liberté de faire commerce localement seront très fortement réduits. Si nous n'atteignons pas l'électrification, un retour au capitalisme sera certainement inévitable. (Lénine, *L'impôt en nature*).

Et plus loin encore:

Dix ou vingt ans de relations correctes avec la paysannerie, et la victoire à l'échelle mondiale est assurée (même si les révolutions prolétariennes qui grandissent sont retardées); sinon, nous subirons 20 à 40 ans les tourments du terrorisme de la garde blanche.

Le taux rapide du développement industriel, sa capacité à mettre l'agriculture sur une base technique nouvelle, la base de la production à grande échelle, a fourni la seule base matérielle au remodelage du caractère individualiste de la paysannerie selon des lignes collectivistes. Car, comme dit Lénine:

Le remodelage du petit laboureur, de sa mentalité et de ses habitudes, est un travail de générations ... toute cette mentalité peut être mise sur des bases saines, pour ainsi dire, uniquement par la base matérielle, par des moyens techniques, en introduisant des tracteurs et des machines dans l'agriculture à une échelle de masse, par l'électrification à une échelle massive. C'est ce qui va transformer fondamentalement le petit laboureur et avec une rapidité immense.

Voilà comment Lénine a compris la question des «relations correctes avec la paysannerie». Soit placer «l'économie du pays, y compris l'agriculture, sur une nouvelle base technique, la base technique d'une production moderne à grande échelle» ou un retour au capitalisme est inévitable.

Mais, pour le Groupe d'étude de la politique chinoise, la poursuite de cette politique léniniste envers la paysannerie signifie la poursuite «d'une politique erronée envers la paysannerie», dont ils prétendent qu'elle fut l'une des «erreurs cardinales responsables de la déroute de la révolution bolchevique dont le monde est témoin aujourd'hui!» Autrement dit, l'adhésion du Parti bolchevik au programme bolchevique, léniniste sur la question de la paysannerie et de l'industrialisation de l'U.R.S.S. a conduit à «la déroute de la révolution bolchevique!» Selon cette «nouvelle» théorie, le léninisme et le bolchevisme sont semblables au capitalisme dans le sens où la plus grande barrière à leur développement, ce sont le léninisme et le bolchevisme eux-mêmes! Étrange, n'est-ce pas, camarades? De cette étrange théorie, nous pouvons juger la physionomie et l'affiliation politique de la noblesse professorale du Groupe d'étude de la politique chinoise. Lorsque nos professeurs «marxistes» déclarent fièrement que «en Union soviétique, la paysannerie -la majorité du peuple - est restée une force désenchantée », ils se révèlent être les scribouillards bourgeois de troisième catégorie, les plus pourris et les plus rabique ment anticommunistes, des personnes qui, en termes d'honnêteté, n'atteignent même pas les standards d'un capitaliste honnête comme Mr Gibson Jarvis. Celui-ci, président de l'United Dominion Trust en 1932, pouvait alors écrire:

La Russie aujourd'hui et un pays avec une âme et un idéal. .. d'une activité étonnante ... Et peut-être le plus important de tout, tous ces jeunes gens et ces ouvriers en Russie ont quelque chose qui manque dans les pays capitalistes d'aujourd'hui: l'espoir!

Pas vraiment l'image d'un pays dont la majorité de la population «est restée une force désenchantée» ... En dépit de subterfuges frauduleux, le Groupe d'étude de la politique chinoise ne parvient pas à dissimuler son anticommunisme par «l'éloge» lancé à la Chine dans la même phrase: « ... tandis qu'en Chine leur (celle des paysans) impulsion révolutionnaire a été saisie, bridée et transformée en une puissante force idéologique. » En écoutant ces professeurs bourgeois qui ne comprennent rien au communisme, on penserait que tout ce qui est nécessaire pour faire se tourner la paysannerie vers le communisme et le collectivisme est de combiner <d'impulsion révolutionnaire> du paysan avec des doses extra-puissantes d'idéologie, c'est-à-dire que tout ce qui est nécessaire pour transformer le paysan est de changer l'esprit du paysan. Autrement dit, il n'y a pas de lien entre l'esprit du paysan et les conditions matérielles qui l'entourent. Cette sorte de fadaise est connue dans les milieux bourgeois modernes sous le nom de «*hare-krishna-isme*», mais en philosophie, elle est connue sous le nom d' «idéalisme». Ce sont de pures fadaises idéalistes dont les critiques bourgeois de Staline et du bolchevisme, appartenant au Groupe d'étude de la politique chinoise, se servent sous une forme à peine déguisée. Il n'y a pas de doute que la paysannerie chinoise continue à être transformée, mais cela s'accomplit en transformant la base matérielle, par des moyens techniques - et pas en dépit de la transformation matérielle.

Quiconque pense que la paysannerie soviétique «est restée une force désenchantée», qui n'a jamais été gagnée pour la révolution, devrait répondre aux questions suivantes: comment a-t-il été possible pour les bolcheviks de prendre le pouvoir sans avoir gagné la paysannerie? Comment leur a-t-il été possible de vaincre la force combinée de la Garde blanche russe et de quatorze pays impérialistes ou non qui, armés jusqu'aux dents, ont attaqué la jeune république soviétique dans la période de la guerre civile et de la guerre d'intervention? Comment aurait-il été possible à l'U.R.S.S. d'accomplir des réalisations aussi renversantes dans la construction du socialisme et de placer l'économie entière du pays, *y compris l'agriculture*, sur une nouvelle base technique. la base technique d'une production moderne à grande échelle? Comment se fait-il que cette «force désenchantée» ait rejoint le mouvement de collectivisation avec un tel enthousiasme? Comment aurait-il été possible à ces «désenchantés», à ces prétendus misérables, de vaincre la machine de guerre nazie? Il suffit de poser ces questions pour se rendre compte de la nature contre-révolutionnaire de l'accusation. Seuls des adhérents au trotskisme peuvent souscrire à l'idée que l'Union soviétique aurait pu obtenir ces victoires sans gagner en même temps les cœurs de la paysannerie. Quiconque peut réfléchir par lui-même et est un tant soit peu honnête⁵⁰ ne croirait pas les fadaises écrites par nos professeurs

bourgeois après avoir pris connaissance des écrits et discours du camarade Staline sur la question.

De ce qui précède, on peut conclure que ces messieurs du Groupe d'étude de la politique chinoise ne connaissent rien, ni du point de vue léniniste sur la question paysanne, ni de l'industrialisation en Union soviétique; qu'ils traitent la question paysanne d'une façon idéaliste qui ignore la base matérielle; qu'ils traitent de la question de l'industrialisation d'une façon abstraite qui ignore les conditions externes et internes de l'industrialisation en Union soviétique; qu'ils ne sont pas des communistes mais des «philosophes-paysans»; qu'ils ne comprennent rien de ce que sont «des relations correctes avec la paysannerie»; qu'ils réduisent la question des «relations correctes avec la paysannerie» à simplement «chouchouter» les paysans, au lieu de les aider à placer leur culture «sur une nouvelle base technique, la base technique d'une production moderne à grande échelle»; en bref, qu'ils ne connaissent rien au marxisme-léninisme et au communisme.

Après avoir répandu la confusion. nos critiques du bolchevisme. et de Staline en particulier, poursuivent en écrivant la phrase suivante qui n'est pas seulement la plus hilarante, mais aussi l'une des rares affirmations correctes faites dans tout l'article. La voici:

Le rôle de Staline, écrivent-ils, nécessite éclaircissement et jugement - beaucoup de choses restent obscurcies par de fausses représentations, des mensonges et des hypothèses. Aucun marxiste-léniniste ne peut sentir que la complète vérité a déjà été dite.

Au vu de ce que le Groupe d'étude de la politique chinoise dit sur Staline dans cet article et ailleurs, il ne devrait pas s'étonner que «beaucoup de choses (sur le rôle de Staline) restent obscurcies par de fausses représentations, des mensonges et des hypothèses. » Loin de faire une quelconque contribution à «l'éclaircissement et au jugement» du rôle de Staline, ils se sont livrés à une orgie d'outrages au bolchevisme et à Staline, au P.C.(b)U.S., aux réalisations du socialisme en U.R.S.S. - en bref, à la révolution d'Octobre - au moyen de la méthode bourgeoise bien rodée qui consiste à jeter un voile «de fausses représentations. de mensonges et d'hypothèses». «Aucun marxiste-léniniste ne peut sentir» qu'une seule vérité «a déjà été dite» par le Groupe d'étude de la politique chinoise au sujet du bolchevisme et de Staline. Ils ont simplement ajouté davantage de confusion et ont renforcé le flot de «fausses représentations, de mensonges et d'hypothèses» qui entoure le rôle de Staline dans les cercles révisionnistes - bourgeois - trotskistes et qui émane directement de ces mêmes milieux. Mais, comme dit le camarade Mao Zedong, «de mauvaises choses peuvent être transformées en bonnes choses. » Les articles trotskistes du Groupe d'étude de la politique chinoise peuvent être utilisés comme moyen d'exposer la nature bourgeoise-trotskyiste-révisionniste de cette organisation. Ces messieurs n'ont

pas dit une seule vérité sur le rôle de Staline, mais, en écrivant cet article, ils nous ont dit «toute la vérité» sur eux-mêmes, à savoir qu'ils sont les colporteurs des légendes bourgeoises-trotskistes-révisionnistes au sein du mouvement ouvrier. Car seuls la bourgeoisie impérialiste ou non, les révisionnistes et les trotskistes ont obscurci le rôle de Staline «par de fausses représentations, des mensonges et des hypothèses ». Pour les marxistes-léninistes du monde entier. le rôle de Staline. loin d'être un mystère, est parfaitement clair: après la mort de Lénine, il a réalisé l'héritage de Lénine; il a dirigé la construction du socialisme en U.R.S.S., défendu la dictature du prolétariat en U.R.S.S. contre ses ennemis internes (capitalistes-trotskistes-boukhariniens) et externes (bourgeoisie impérialiste). il a rempli toutes ces tâches avec honneur. Seuls des pleurnicheurs bourgeois comme ceux du Groupe d'étude de la politique chinoise peuvent non seulement trouver le rôle de Staline «obscurci par de fausses représentations, des mensonges et des hypothèses », mais encore rajouter d'autres «fausses représentations et mensonges». Si le Groupe d'étude de la politique chinoise est sincère dans son désir de clarifier le rôle de Staline, il doit alors prendre connaissance de l'histoire réelle de l'Union soviétique, du rôle du véritable Joseph Staline et pas du Staline mythique. Ce n'est qu'après cela qu'ils pourront tenter d'écrire sur Staline. Si cependant ils sentent que cette tâche les dépasse, ils devraient rester silencieux sur le sujet. Cela aurait au moins l'avantage de réduire la confusion concernant le rôle de Staline, engendrée par leurs «fausses représentations, mensonges et hypothèses».

Le lecteur doit cependant être averti d'une propriété particulière de l'antibolchevisme et de l'anti-marxisme-léninisme de ces messieurs du Groupe d'étude de la politique chinoise: leur antibolchevisme s'accompagne invariablement d'un «soutien» et d'un «éloge» bruyants de la Chine, du PCC et du camarade Mao. Pourquoi ces bourgeois adoptent-ils cette tactique? Ils adoptent cette tactique parce que, ce faisant, ils espèrent faire d'une pierre deux coups. Premièrement, sous le couvert frauduleux d'un souci pour la paysannerie soviétique, ils dénoncent et discréditent la ligne léniniste du P.C.(b)U.S. sur la question agraire -la question de la paysannerie et de la collectivisation. Deuxièmement, ils prennent au piège les simples d'esprit parmi les révolutionnaires avec des racontars sur les prétendues différences entre la Chine et l'U.R.S.S., entre le camarade Mao et le camarade Staline, et de les embrouiller complètement en les éloignant du léninisme.

Comment certains de nos camarades réagissent-ils à cette escroquerie? Au lieu d'arracher leur masque à ces bourgeois, au lieu de dénoncer leurs mensonges, ils avalent la pilule, tombent dans le piège et adoptent eux-mêmes une position anti-stalinienne et donc antiléniniste. Ces camarades ne se rendent pas compte qu'il est impossible d'attaquer Staline sans en même temps attaquer Lénine car Staline a adhéré fidèlement au léninisme et l'a constamment réalisé durant toute sa vie. Ils ne comprennent pas qu'il est impossible d'attaquer Staline et d'être un véritable ami de la grande république populaire de Chine ou du camarade Mao Zedong. Ils ne

comprennent pas que tous ceux qui font «l'éloge» de la Chine ne sont pas nécessairement marxistes. Au contraire, certains dont la profession est de faire «l'éloge» de la Chine sont fondamentalement antimarxistes et donc antichinois. Voici, par exemple, une remarque, choisie au hasard, que le professeur Joan Robinson, membre éminent du Groupe d'étude de la politique chinoise, a faite sur Karl Marx, le génie fondateur du socialisme scientifique. Dans la préface à la seconde édition de son livre *An Essay on Marxian Economies* (Un essai sur l'économie marxiste, qui devrait plutôt être intitulé «Un essai contre l'économie marxiste»), madame Robinson accuse Marx de «modes de pensée métaphysiques ». Elle écrit:

Les universitaires ne prétendent même pas comprendre Marx. Il me semble qu'outre les préjugés, ses modes de pensée métaphysiques du 19^e siècle sont une barrière pour une génération éduquée pour s'interroger sur la signification de la signification. J'essaie donc de traduire les concepts de Marx en un langage compréhensible pour un universitaire. Cela a étonné et mis en colère les marxistes orthodoxes, pour qui la métaphysique est précieuse en soi. (p. VII.)

Sur la théorie de la valeur-travail de Marx, la pierre angulaire de toute la science économique marxiste qui a révolutionné le monde, notre professeur de Cambridge a ceci à dire:

Le concept de la *valeur* me semble un exemple remarquable de comment une notion métaphysique peut inspirer une pensée originale, bien qu'elle soit en elle-même plutôt dépourvue de signification opérationnelle. (*Ibid.*, p. XI.)

La théorie de la valeur de Marx a provoqué beaucoup de confusion et généré de nombreuses controverses. Elle semble certainement étonnante si l'on suit la lutte du propre esprit de Marx, du simple dogmatisme du premier volume du *Capital* à la formulation sophistiquée du Volume 3. Mais si nous partons du Volume 3, le voyage est beaucoup plus ardu. (*Ibid.*, p. 17.)

Dans sa tentative obstinée et futile de substituer le malthusianisme au marxisme, elle affirme:

Emplois et salaires. Il est généralement reconnu de nos jours que le chômage dû à un dérèglement de la demande effective (souvent appelé «keynésien») doit être distingué du non-emploi (souvent appelé «marxien») qui survient lorsque l'offre de travail disponible croît plus rapidement que le nombre d'emplois offerts par l'économie capitaliste. Marx pense que l'offre de travail est nourrie par la ruine de l'économie paysanne et artisanale. Dans sa hâte à combattre les vues réactionnaires de Malthus, il refuse d'admettre qu'une croissance rapide de la population est nuisible aux intérêts de la classe ouvrière. Cela semble une aberration, inconsistante avec sa théorie. (*Ibid.*, p. 14.)

Le capitalisme, dit-elle plus loin, n'est plus la cause de la misère. C'est la surpopulation qu'il faut maintenant combattre et non pas le capitalisme:

... l'exploitation ne peut plus être décrite comme une cause de l'accroissement de la misère. Elle offre plutôt une position privilégiée dans le monde qui fait de la classe ouvrière industrielle une force conservatrice plutôt que révolutionnaire. La misère s'accroît certainement, mais elle s'accroît en dehors de l'orbite tant du capitalisme que du socialisme, là où la force de travail disponible croît plus vite que ce que l'exploitation peut prendre en charge.

Et cetera, et cetera. À chaque page de ce livre de Joan Robinson, apparaissent des déformations de la science économique marxiste et des mensonges flagrants à son propos - en bref, des attaques contre le marxisme. Et pourtant, le professeur Robinson est une «marxiste»! Avec de tels amis, Marx n'aurait certainement pas besoin d'ennemis.

Quelles accusations seraient capables de lancer à ce pauvre Staline des gens qui sont capables d'accuser Marx - ce grand maître du matérialisme historique et dialectique - de «modes de pensée métaphysiques» et de «simple dogmatisme », qui dénoncent la théorie marxiste de la valeur-travail comme «plutôt dépourvue de signification opérationnelle»? Peut-on croire que de tels individus soient de véritables amis de la Chine? Il va sans dire que non. Et pourtant, il y a des camarades qui, adoptant les mots d'ordre de professeurs bourgeois comme Joan Robinson, se mettent absurdement à attaquer Staline.

Nos camarades ne saisissent pas non plus que le fait, pour ces professeurs bourgeois, d'utiliser fréquemment le nom du camarade Mao Zedong, dans leurs efforts de minimiser le marxisme-léninisme et Staline, ne signifie absolument pas qu'ils représentent les vues du camarade Mao. Bien au contraire. Si quelqu'un veut savoir ce que le camarade Mao Zedong pense du bolchevisme, de Staline et de l'Union soviétique à l'époque de Staline, qu'il lise les *Œuvres choisies* de Mao Zedong plutôt que de se fier aux colonnes de bavardages bourgeois telles que la *Broadsheet* éditée par le Groupe d'étude de la politique chinoise. Voici quelques citations du camarade Mao Zedong:

Adopter comme principal matériel d'étude du marxisme-léninisme, *l'Histoire du parti communiste (bolchevik) de l'UR.S.S.*⁵¹ Cet ouvrage est la meilleure synthèse et le meilleur bilan du mouvement communiste mondial des cent dernières années, c'est le modèle de l'union de la théorie et de la pratique [...] En voyant comment Lénine et Staline ont uni la vérité universelle du marxisme à la pratique concrète de la révolution en Union soviétique et ont, sur cette base, développé le marxisme, nous comprendrons comment nous devons travailler chez nous en Chine. (Mao 5-1941, p. 21.)

Tandis que le camarade Mao Zedong parle ici de Lénine et de Staline unissant «la vérité universelle du marxisme à la pratique concrète de la révolution en Union

soviétique» et développant ainsi le marxisme, nos illustres professeurs bourgeois du Groupe d'étude de la politique chinoise affirment que le P.C.(b)U.S. n'avait pas une politique correcte envers la paysannerie. Tandis que le camarade Mao relève l'exemple de l'Union soviétique, du P.C.(b)U.S., de Lénine et de Staline pour indiquer aux camarades chinois comment ils devraient travailler en Chine, la coterie professorale affirme que Mao Zedong a suivi une politique complètement différente, sur la question de la paysannerie, de celle suivie en Union soviétique et prétendument en opposition avec l'Union soviétique. Voilà comment l'histoire est écrite. Voilà comment «l'analyse critique» du développement du révisionnisme en Union soviétique est menée dans les milieux bourgeois. L'origine et le développement du révisionnisme en U.R.S.S. est une question qui doit être expliquée. Une chose cependant est certaine: c'est que la manière de mener une telle analyse n'est pas celle des professeurs bourgeois!

Mao Zedong dit ailleurs:

Cette théorie (du matérialisme dialectique et historique) fut développée plus tard par Lénine et Staline. (Mao 8-1937, p. 352.)

Et plus loin:

L'analyse de Staline est pour nous un modèle de la connaissance du caractère spécifique et de l'universalité de la contradiction ainsi que de leur liaison mutuelle. (Mao 8- 1937, p. 368.)

Tout cela n'empêche pas le professeur Georges Thomson, autre membre dirigeant du Groupe d'étude de la politique chinoise, d'accuser Staline, au nom de Mao Zedong, de ne pas comprendre la dialectique et la différence entre contradictions antagonistes et non-antagonistes!

Entre les ouvriers et les paysans, même dans les conditions sociales existant de l'Union soviétique, il existe une différence; cette différence est une contradiction qui, toutefois, contrairement à la contradiction entre le Travail et le Capital, ne peut s'accroître jusqu'à devenir un antagonisme ou revêtir la forme d'une lutte de classes; les ouvriers et les paysans ont scellé une solide alliance au cours de l'édification du socialisme, et ils résolvent progressivement la contradiction en question dans le processus de développement allant du socialisme au communisme. (Mao 8-1937, p. 355.)

Tandis que le camarade Mao Zedong parle de «l'alliance solide» entre la classe ouvrière et la paysannerie soviétiques, nos professeurs bourgeois du Groupe d'étude de la politique chinoise parlent, dans les remarques citées ci-dessus, de la paysannerie soviétique comme d'une «force désenchantée» dont «les cœurs n'ont jamais été gagnés à la révolution». Tandis que le camarade Mao Zedong parle de l'

«édification du socialisme» et du «développement allant du socialisme au communisme» en U.R.S.S., nos critiques bourgeois de Staline parlent de «cette décision politique» (l'industrialisation) comme étant «la source d'un conflit politique, économique et social qui n'a jamais été apaisé». Tandis que le camarade Mao Zedong parle avec approbation de la politique soviétique envers la paysannerie - celle d'une «solide alliance» avec elle - nos critiques bourgeois de Staline parlent comme si la ligne de Mao Zedong et du PCC envers la paysannerie était complètement différente de celle suivie en Union soviétique⁵².

Et finalement:

Staline est le fidèle ami du peuple chinois en lutte pour sa libération. L'amour et le respect du peuple chinois pour Staline, ses sentiments d'amitié pour l'Union soviétique sont profondément sincères, et aucune tentative de semer la discorde, aucun mensonge, aucune calomnie ne saurait les altérer. (Mao 20-12-1939, p. 358.)

Nos camarades devraient prêter une attention toute particulière à cette dernière citation du camarade Mao Zedong à un moment où des tentatives sont entreprises dans différents milieux bourgeois, y compris dans le Groupe d'étude de la politique chinoise, de construire, par des mensonges et des calomnies, une muraille de Chine entre Staline et Mao Zedong, entre la révolution d'Octobre et la révolution chinoise.

Au vu des citations ci-dessus du camarade Mao Zedong, nous pouvons nous émerveiller de la stupidité des affirmations faites par ces messieurs du Groupe d'étude de la politique chinoise qui, apparemment, ne savent rien non seulement de Staline, mais encore des écrits et de la ligne politique du camarade Mao et du PCC.

Finalement, pour souligner l'importance de la publication de la présente anthologie d'écrits du camarade Staline, nous souhaitons citer les lignes suivantes de Karl Marx dans sa préface à la première édition allemande du *Capital*:

Une nation peut et doit tirer un enseignement de l'histoire d'une autre nation. Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de la *loi naturelle qui préside à son mouvement*, - et le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne, - elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel; mais elle peut abréger la période de la gestation, et adoucir les maux de leur enfantement. (Marx 25-7 -1867, pp. 19-20.)

Il y a beaucoup de choses positives à apprendre de l'expérience de l'Union soviétique. En publiant ce volume, notre objectif est de «mettre à nu» la nature trotskiste-boukharinienne des attaques du type de celles faites par le Groupe d'étude de la politique chinoise, et autres «marxistes» du même tonneau, contre Staline et le

P.C.U.S. sous la direction du camarade Staline sur la question agraire et de renforcer la lutte contre les différentes formes de l'idéologie bourgeoise telles que le trotskisme, le révisionnisme et le réformisme. Il ne fait pas de doute que chaque nation, dans sa lutte pour le socialisme, devra faire face à ses propres problèmes spécifiques. « Mais elle peut abréger la période de la gestation, et adoucir les maux de leur enfantement » en tirant les leçons de l'expérience positive de la révolution d'Octobre, de la collectivisation en U.R.S.S. et de la construction du socialisme en U.R.S.S.

Septième partie

Des mécanismes de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat

Il est nécessaire de briser et de rejeter cette théorie pourrie prétendant que dans chaque étape que nous franchissons en direction du progrès, la lutte des classes est amenée ici à disparaître progressivement ...

Staline, 1937

Chapitre 20

Des mécanismes de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat

(rédigé en guise de préface aux écrits de Staline sur les mécanismes de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat)

Depuis le 20^e congrès du PC.(b)D.S. en 1956, le révisionnisme a triomphé en Union soviétique. Nombreux sont les soi-disant antirévissionnistes qui tiennent Staline pour responsable de la victoire du révisionnisme en U.R.S.S.:

Alors qu'il est vrai que la plate-forme antistalinienne a été d'une importance vitale dans l'adoption d'un programme entièrement révisionniste, on ne peut affirmer que le révisionnisme n'a pris de l'ascendant qu'après la mort de Staline ... C'est ce que déclare M. F. dans le *Marxist-Leninist Quarterly* n° 2, page 8.

Ils lui reprochent avant tout et surtout d'avoir défendu des points de vue «erronés» dans la question des classes et de la lutte des classes sous le socialisme ainsi que dans la question de l'État. Plus spécifiquement, ils l'accusent d'avoir dit, en 1936, que les classes, dans toutes les acceptions du terme, avaient été éliminées en Union soviétique; ils l'accusent «d'avoir prétendu que la restauration ne pourrait se produire que via une intervention extérieure», puisque, et toujours prétendument selon Staline, «en 1939. la lutte interne des classes était arrivée à sa fin en Union soviétique»; ils l'accusent également de défendre un point de vue sur la question de l'État qui «s'écarte radicalement du marxisme-léninisme». En résumé, ceci, par conséquent, est la première et principale accusation formulée contre Staline.

Pendant tout un temps, cette accusation n'a circulé que de façon imprécise, la plupart du temps verbalement, parmi le mouvement antirévissionniste. Et aussi longtemps qu'elle n'a été véhiculée qu'à la façon d'une rumeur, il a été malaisé d'avoir quelque emprise sur elle, car personne ne savait qui avait dit quoi, ni où ni quand. Dès ce moment, toutefois, une organisation se prétendant antirévissionniste, mais prônant en permanence l'idéologie du révisionnisme, a consigné par écrit la plupart des accusations qui n'avaient circulé jusque-là qu'en privé, de bouche à oreille, comme s'il s'était agi de commérages. Cette organisation s'appelle la Fédération communiste (marxiste-léniniste) de Grande-Bretagne (CFB). Dans le n° 2 de son journal théorique, le *Marxist-Leninist Quarterly*, elle a publié un article signé par un certain M. F. Cet article reprend la plupart, pour ne pas dire la totalité, des

accusations mentionnées ci-dessus, de même que d'autres formulées à l'encontre du camarade Staline.

Nous allons traiter les unes et les autres; ce faisant, il nous faudra nécessairement mentionner ce monsieur M. F et l'organisation à laquelle il appartient, non parce que, respectivement, en tant qu'individu et organisation, ils méritent qu'on perde son temps avec eux, mais parce qu'ils représentent l'une des tendances semi-mencheviques⁵³, semi-trotskistes⁵⁴ les plus dangereuses du mouvement antirévionniste, tentant de se faire passer pour marxistes-léninistes, trompant les gens du mouvement ouvrier et les induisant volontairement en erreur en recourant à une phraséologie marxienne.

La seconde et la troisième accusation viennent également de M. F, du CFB. La seconde accusation prétend que la «dégénérescence nationaliste» s'était installée pendant que Staline dirigeait l'U.R.S.S.; que Staline et le Parti avaient abandonné la perspective internationaliste; qu'ils considéraient la construction du socialisme en U.R.S.S. comme une fin en soi; que, ne considérant pas la révolution soviétique comme faisant partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale, ils avaient soumis les intérêts de cette dernière à ceux de la première.

La troisième accusation prétend que, durant la période de Staline, le Parti s'était «de plus en plus éloigné des masses»; qu'on assistait à une «absence de ligne de masse» se traduisant par la «dégénérescence du Parti et de l'État»; une approche erronée des contradictions sociales et un «contrôle complet» de la part de la bourgeoisie. Selon M. F, cette troisième «erreur» de Staline était responsable des deux premières.

La quatrième accusation contre Staline émane des antirévionnistes de la Finsbury Communist Association (FCA). Selon cette même FCA, ce fut «l'attitude affichée par Staline et Jdanov envers l'intelligentsia soviétique lors du 18^e congrès du Parti et retranscrite par la suite dans les règles du Parti», qui fut responsable du fait que «l'Union soviétique avait dégénéré».

Après avoir énoncé ces diverses accusations contre Staline, nous allons les traiter l'une après l'autre. Le fait de publier ces remarques en guise de préface à la présente collection des écrits du camarade Staline ne permettra pas un traitement exhaustif des questions soulevées et, pour cette raison, il se peut que nous soyons obligés, très prochainement, de revenir sur le sujet. En attendant, il convient de répondre aux attaques bourgeoises énumérées ci-dessus à l'encontre de Staline et de contrer ceux qui ont inventé ces prétendues «erreurs» de Staline.

Chapitre 21

Classes et lutte des classes

En 1936, dans son discours sur le projet de Constitution de l'U.R.S.S., Staline a-t-il dit que les classes, dans toute l'acception du terme, avaient déjà disparu en U.R.S.S.?

Non, il n'a rien dit de tel. Ici, le camarade Staline traite des changements qui se sont opérés en U.R.S.S. durant la période allant de 1924 à 1936. Il oppose le retard régnant encore en 1924 et les progrès socialistes réalisés depuis lors jusqu'en 1936. Après avoir passé en revue les progrès enregistrés durant ces années par l'industrie socialiste, la collectivisation de l'agriculture, le monopole étatique du commerce, l'élimination des koulaks et des capitalistes, le camarade Staline poursuit en ces termes:

Ainsi la victoire totale du système socialiste dans toutes les sphères de l'économie nationale est désormais un fait acquis.

Et qu'est-ce que cela signifie?

Cela signifie que l'exploitation de l'homme par l'homme a été supprimée, liquidée, et que la propriété socialiste des instruments et moyens de production s'est affirmée comme la base inébranlable de notre société soviétique. (*Applaudissements prolongés.*) Ces changements dans l'économie nationale de l'U.R.S.S. font que nous avons aujourd'hui une nouvelle économie, l'économie socialiste, qui ignore les crises et le chômage, qui ignore la misère et la ruine, et offre aux citoyens toutes possibilités d'une vie d'aisance et de culture.

Tels sont pour l'essentielles changements survenus dans notre *économie*, de 1924 à 1936. Ces changements dans l'économie de l'U.R.S.S. ont entraîné des changements dans la *structure de classe* de notre société.

On sait que la classe des grands propriétaires fonciers avait déjà été liquidée à la suite de notre victoire finale dans la guerre civile. Les autres classes exploiteuses ont partagé le même sort. Plus de classe des capitalistes dans l'industrie. Plus de classe des koulaks dans l'agriculture. Plus de marchands et spéculateurs dans le commerce. De sorte que toutes les classes *exploiteuses* ont été liquidées.

Est restée la classe ouvrière.

Est restée la classe des paysans.

Sont restés les intellectuels. (Staline 25-11-1936, c'est moi qui souligne *exploiteuses* - H. B.)

Il est parfaitement clair, au vu de la citation ci-dessus. que lorsqu'il parle de l'élimination des classes, le camarade Staline ne parle pas ici de l'élimination des classes en général. mais de l'élimination des «classes exploiteuses». Il est parfaitement vrai qu'à la date du 25 novembre 1936, date à laquelle le camarade Staline prononça son discours sur le projet de Constitution de l'U.R.S.S .. les classes - dans le sens strictement économique de l'existence de classes exploiteuses et de classes exploitées avaient été éliminées en U.R.S.S. Une fois les classes des capitalistes, des propriétaires terriens et des koulaks éliminées, il était tout à fait légitime de dire, comme l'a fait le camarade Staline, que les classes avaient cessé d'exister.

Mais, précisément parce que le camarade Staline prétendait, correctement, selon nous, que les classes dans le sens susmentionné de classes exploiteuses et de classes exploitées avaient été éliminées, cela signifie-t-il qu'il prétendait également que les classes avaient été éliminées dans toute autre acception du terme aussi? Bien sûr que non. Au contraire, le camarade Staline affirmait très clairement qu'il restait deux classes en Union soviétique. Répétons-le, il a dit:

Est restée la classe ouvrière.

Est restée la classe des paysans.

Et, plus loin, soulignant l'importance des changements dans la structure de classes de l'Union soviétique dans la période allant de 1924 à 1936, le camarade Staline poursuivait:

Qu'attestent ces changements?

Ils attestent, premièrement, que les démarcations entre la classe ouvrière et la paysannerie, de même qu'entre les classes et les intellectuels, *s'effacent* et que disparaît le vieil exclusivisme de classe. C'est donc que *la distance entre ces groupes sociaux diminue de plus en plus.*

Ils attestent, deuxièmement, que *les contradictions économiques entre ces groupes sociaux tombent, s'effacent.*

Ils attestent enfin que *tombent et s'effacent également les contradictions politiques qui existent entre eux.* (Staline 25-11-1936, c'est moi qui souligne - H. B.)

Comme on peut le voir très clairement, le camarade Staline ne dit en aucun cas que les classes, dans toutes les acceptions du terme, ont été éliminées; il prétend encore moins que toutes les contradictions économiques et politiques ont cessé en U.R.S.S.

Il en est même très loin: le camarade Staline dit que les classes exploiteuses avaient été éliminées, mais qu'il restait encore deux classes, en U.R.S.S., la classe ouvrière et la paysannerie, «dont les intérêts, loin d'être antagonistes, sont, au contraire, très proches». La ligne de séparation entre la classe ouvrière et la paysannerie et entre ces deux classes et l'intelligentsia, n'avait *pas* encore été estompée, mais était en voie de l'être; les contradictions économiques entre les classes et couches restantes n'avaient *pas* encore été abolies, mais l'allaient être; les contradictions politiques entre ces groupes sociaux n'avaient *pas* encore été abolies, mais étaient sur la voie de l'abolition de ces mêmes contradictions. Une seule de ces affirmations ci-dessus peut-elle être réfutée? Non, elle ne le peut. En d'autres termes, ce que disait le camarade Staline, c'était qu'en 1936, il n'y avait plus de classes *antagonistes* en Union soviétique, mais qu'il n'y avait que deux classes, la classe ouvrière et la paysannerie, dont les intérêts, loin d'être antagonistes, étaient au contraire très proches.

Traitant des principaux traits spécifiques du projet de Constitution, le camarade Staline devait dire ceci, qui a une portée directe sur la question des classes faisant l'objet de la présente discussion:

À la différence des constitutions bourgeoises, le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. part du fait que dans la société il n'existe plus de classes antagonistes; que la société est composée de deux classes amies, d'ouvriers et de paysans; que ce sont justement ces classes laborieuses qui sont au pouvoir; que la direction politique de la société (dictature) appartient à la classe ouvrière, en tant que classe avancée de la société; que la Constitution est nécessaire pour fixer l'ordre social au gré et à l'avantage des travailleurs.

Telle est la troisième particularité du projet de la nouvelle Constitution. (Staline 25-11- 1936, c'est moi qui souligne - H. B.)

Donc, selon Staline, la société soviétique n'était *pas* sans classes; elle n'était que *sans classes antagonistes*; elle consistait en *deux* classes amies, la classe ouvrière et la paysannerie. Existait également l'État (dictature), qui était aux mains de la classe ouvrière, la classe la plus avancée de la société. Tout ceci montre qu'il est faux d'affirmer que, selon Staline, les classes, dans toutes les acceptions du terme, avaient été éliminées en Union soviétique. Si Staline avait dit quelque chose de ce genre, il n'aurait eu aucune raison de parler de la préservation de l'État (la dictature) et de la conduite de la société par cet État aux mains de la classe ouvrière, la classe la plus avancée, car il est inutile de parler de la classe la plus avancée s'il n'existe pas également une classe arriérée par rapport à cette classe que l'on peut qualifier d'avancée. Le projet de Constitution soviétique, et Staline, portaient de la présupposition qu'il y avait deux classes.

Si les affirmations qui précèdent sont encore considérées comme insuffisantes par ceux qui prétendent calomnieusement que le camarade Staline croyait que les classes, dans tous les sens du terme, avaient été abolies, qu'il n'y avait plus de classes en Union soviétique, nous allons faire une dernière tentative en vue d'aider ces personnes à comprendre l'erreur de leur raisonnement et à leur faire retrouver la voie correcte, pour autant que la chose soit possible. Il est bien connu que l'article I du projet de Constitution traitait de la composition en classes de la société soviétique; il parlait de l'État soviétique comme de l'«État des ouvriers et des paysans». Quatre amendements furent soumis à cet article. L'un proposait qu'aux mots «État des ouvriers et des paysans» l'on substitue les mots «État des travailleurs». Selon le second amendement, les mots «État des ouvriers et des paysans» auraient dû être suivis des mots «et des travailleurs intellectuels». Le troisième amendement exigeait que l'article], au lieu de faire référence à l' «État des ouvriers et des paysans », parle de l'« État de toutes les races et nationalités peuplant le territoire de l'U.R.S.S. ». Et le quatrième amendement proposa que les mots «kolkhoziens» ou «travailleurs de l'agriculture socialiste» soient substitués au mot «paysans».

Le camarade Staline s'opposa à l'adoption de ces amendements. Certains de ses arguments opposés aux quatre amendements cités ci-dessus, et qui concernent le point litigieux, sont reproduits ci-dessous. Voici une partie de ce que le camarade Staline devait dire contre ces amendements:

De quoi parle l'article 1 du projet de Constitution? De la composition de classe de la société soviétique. Nous, marxistes, pouvons-nous dans la Constitution ne rien dire de la composition de classe de notre société? *Évidemment non. La société soviétique se compose, comme on sait, de deux classes.' les ouvriers et les paysans.* C'est de cela précisément que traite l'article 1 du projet de Constitution. Par conséquent, l'article 1 reflète bien la composition en classes de notre société. (Staline 25-11-1936, c'est moi qui souligne - H. B.)

Et, plus loin:

On aurait également tort de remplacer le mot «paysan» par le mot «kolkhozien» ou par les mots «travailleur de l'agriculture socialiste ». D'abord, il existe encore parmi les paysans, outre les kolkhoziens, plus d'un million de foyers de non-kolkhoziens. Comment faire? Les auteurs de cet amendement pensent-ils ne pas en tenir compte? Ce ne serait pas raisonnable. En second lieu, si la majorité des paysans ont passé à l'économie kolkhozienne, cela ne veut pas encore dire qu'ils aient cessé d'être des paysans, qu'ils n'aient plus d'économie personnelle, de foyer personnel, etc. Troisièmement, il faudrait substituer également au mot «ouvrier» les mots «travailleur de l'industrie socialiste», ce que pourtant les auteurs de l'amendement ne proposent pas. Enfin, est-ce que la classe des ouvriers et la classe des paysans ont déjà disparu

chez nous? Et si elles n'ont pas disparu, faut-il rayer du vocabulaire les dénominations établies pour elles? Les auteurs de l'amendement ont sans doute en vue, non pas la société actuelle, mais la société future, lorsqu'il n'y aura plus de classes et que les ouvriers et les paysans seront devenus les travailleurs d'une société communiste unique. C'est dire qu'ils anticipent manifestement. Or, en rédigeant la Constitution, il faut prendre comme point de départ, non le futur, mais le présent, ce qui existe déjà. La Constitution ne peut ni ne doit anticiper. (Staline 25-11-1936.)

En d'autres termes, les classes n'avaient pas été éliminées même si l'on s'était débarrassé des classes exploiteuses; par conséquent, la société soviétique était toujours dans une phase inférieure du communisme, laquelle est caractérisée par la non-existence des classes exploiteuses, la non-existence de l'exploitation de l'homme par l'homme; il lui fallait encore atteindre la phase supérieure du communisme, «lorsqu'il n'y aura plus de classes et que les ouvriers et les paysans seront devenus les travailleurs d'une société communiste unique », société au sein de laquelle prévaudra la formule: «De chacun selon ses capacités, pour chacun selon ses besoins ».

Évident, aurait-on cru.

Si, après tout ce qui a été dit plus haut, des calomnies sur cette question persistent toujours contre le camarade Staline, si les calomniateurs refusent de tenir compte des faits bien établis repris ci-dessus, il nous faudra simplement leur répondre dans les termes du fameux proverbe russe: «Les lois ne sont pas faites pour les fous. »

Staline a-t-il dit que le communisme total avait été construit en U.R.S.S.?

Certains critiques à l'imagination très fertile (une imagination «bien engraisée» serait une meilleure expression) - et, partant, nantis d'une grande capacité à proférer des inepties - continuent à affirmer que, étant donné que, selon Staline, les classes exploiteuses avaient été éliminées et qu'il n'y avait plus de classe à supprimer, cela voulait par conséquent dire que le communisme total avait été construit et que, de ce fait, l'existence de l'État n'était plus nécessaire en U.R.S.S. Mais l'État existait toujours en U.R.S.S. Le résultat net de ceci, selon ces mêmes «critiques» - ces écrivailleurs bourgeois, pour être plus exact - c'est que Staline avait commis une «erreur », il n'avait pas compris que la société soviétique était très éloignée encore du but final une société communiste sans classes. En proférant cette affirmation, les écrivailleurs bourgeois, payés au franc par ligne, témoignent non seulement de leur engouement pour la calomnie et la déformation, mais également de leur complète ignorance. Dans le même discours concernant le projet de Constitution dans lequel il est supposé, selon ces mêmes «critiques », avoir fait l'erreur fantôme mentionnée ci-dessus, le camarade Staline a ceci à dire à propos du niveau de développement de la société soviétique:

Notre société soviétique a d'ores et déjà réalisé le socialisme, dans l'essentiel; elle a créé l'ordre socialiste, c'est-à-dire qu'elle a atteint ce que, en d'autres termes, les

marxistes appellent la première phase ou phase inférieure du communisme. Cela veut dire que la première phase du communisme, le socialisme, est déjà réalisée chez nous, dans l'essentiel. (*Applaudissements prolongés.*) Le principe fondamental de cette phase du communisme est, on le sait, la formule: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Notre Constitution doit-elle marquer ce fait, celui de la conquête du socialisme? Doit-elle être basée sur cette conquête? Elle doit l'être incontestablement. Elle doit l'être parce que le socialisme, pour l'U.R.S.S., est ce qui a déjà été obtenu et conquis.

Mais la société soviétique n'a pas encore réalisé le communisme dans sa phase supérieure, où le principe dominant sera la formule: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins», encore qu'elle se fixe comme but de réaliser le communisme dans sa phase supérieure. Notre Constitution peut-elle être basée sur la phase supérieure du communisme, qui n'est pas encore et qui doit encore être conquise? Non, elle ne peut pas l'être, car la phase supérieure du communisme c'est, pour l'U.R.S.S., ce qui n'est pas encore réalisé et ce qui doit l'être dans l'avenir. Elle ne peut pas l'être si on ne veut pas transformer la Constitution en programme ou en simple déclaration sur les futures conquêtes.

Tel est le cadre de notre Constitution dans le moment historique actuel. (Staline 25-11-1936.)

C'est clair, nous semble-t-il.

Peut-on, sans cesser d'être marxiste-léniniste, dire que les classes exploiteuses ont été abolies alors que l'État existe toujours?

Maintenant, la question se pose: une fois que les classes exploiteuses avaient été éliminées, que les koulaks avaient été battus au grand jour sur le champ de bataille et que la phase inférieure du communisme, c'est-à-dire «De chacun selon ses capacités, pour chacun selon son travail» avait été réalisée, dans de telles circonstances, était-il légitime pour Staline de dire, comme il l'a fait réellement, que les classes en étaient arrivées à leur terme et qu'il ne restait plus de classes à supprimer? Nous croyons qu'il était très légitime de la part du camarade Staline de dire que les classes en étaient arrivées à leur terme. En U.R.S.S., les classes en étaient arrivées à leur terme dans le sens économique de l'expression, en ce sens qu'il n'y avait plus ni exploités ni exploités; en ce sens que la classe ouvrière, étant arrivée au pouvoir, avait déjà utilisé sa «suprématie politique» pour «arracher ... tout capital à la bourgeoisie» et avait très rapidement augmenté, en effet, «le total des forces productives ». Ainsi, nous avons un État prolétarien qui n'avait pas de classes, qui n'avait pas de classes dans le sens de classes exploiteuses et de classes exploitées. Mais peut-on parler, en tant que marxiste-léniniste, d'un État qui est sans classe dans le sens que nous venons tout juste de mentionner plus haut?

Oui, on le peut certainement. Mais les «critiques» bourgeois, tels M. F du CFB, le professeur George Thomson⁵⁵ et d'autres disent: Non, on ne peut certainement pas parler d'un État dans lequel il n'y a pas de classes dans le sens repris ci -dessus. Ils nous informent de ce qu'on ne peut parler d'un État dans lequel il n'y a pas de classes exploiteuses. Ils jurent par le marxisme léninisme (pauvre Marx! pauvre Lénine!) qu'ils ont raison et sont tout imbus de jubilation malicieuse d'avoir «prouvé» ce qu'ils avaient l'intention de prouver avec un zèle digne d'une meilleure cause, à savoir que Staline exprimait des absurdités antimarxiennes, antiléninistes lorsque, dans son discours de 1936 sur le projet de Constitution, ainsi que dans son discours au 18^e congrès, il avait dit que les classes exploiteuses avaient été éliminées en U.R.S.S. Il y a un «léger» hic, toutefois. Nos «critiques», tant M. F que l'illustre professeur Thomson, ont omis une brouille - à savoir que Lénine pensait différemment que ne le font ces «léninistes », les M. F, les Thomson et les autres crétins bourgeois (excusez-moi, «marxistes») de ce monde. Que Vladimir Ilitch comptait certainement que l'État existerait durant un laps considérable de temps, *sans classes*, devient parfaitement clair à la lecture de l'approche suivante qu'il a faite du sujet. Dans le chapitre V de son livre *L'État et la révolution*, Lénine discute des «Bases économiques de l'extinction de l'État». Ayant abordé «Comment Marx aborde la question» et «La transition du capitalisme au communisme », Lénine poursuit en traitant de la question de «La première phase de la société communiste». Dans cette première phase de la société communiste, Lénine dit:

Les moyens de production ne sont déjà plus la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à la société tout entière. Chaque membre de la société, accomplissant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant la quantité de travail qu'il a fournie. Avec ce certificat, il reçoit, dans les magasins publics d'objets de consommation, une quantité correspondante de produits. Par conséquent, défalcation faite de la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné.

Règne de l'« égalité», dirait-on.

Mais le «droit égal», ici, reste toujours un «droit bourgeois», qui n'a pas encore été aboli dans sa totalité; de la sorte, l'inégalité prévaut encore.

Lénine poursuit:

Le «droit égal », dit Marx, nous l'avons ici, en effet, mais c'est encore le «droit bourgeois» qui, comme tout droit, présuppose l'inégalité. Tout droit consiste dans l'application d'une règle unique à des gens différents, à des gens qui, en fait, ne sont ni identiques ni égaux. Aussi le «droit légal» équivaut-il à une violation de l'égalité, à une injustice. En effet, chacun reçoit, pour une part égale de travail social fourni par lui, une part égale du produit social (avec les défalctions indiquées plus haut).

Or, les individus ne sont pas égaux: l'un est plus fort, l'autre plus faible; l'un est marié, l'autre non; l'un a plus d'enfants, l'autre en a moins, etc.

À égalité de travail - conclut Marx, - et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.

La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser; des différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes; mais l'exploitation de l'homme par l'homme sera impossible, car on ne pourra s'emparer, à titre de propriété privée, des moyens de production, fabriques, machines, terre, etc. En réfutant la formule confuse et petite-bourgeoise de Lassalle sur l'«égalité» et la «justice» en général, Marx montre le cours du développement de la société communiste, obligée de commencer par détruire uniquement cette «injustice» qu'est l'appropriation des moyens de production par des individus, mais incapable de détruire d'emblée l'autre injustice: la répartition des objets de consommation «selon le travail» (et non selon les besoins).

Les économistes vulgaires, et parmi eux les professeurs bourgeois, «notre» Tougan y compris, font constamment aux socialistes le reproche d'oublier l'inégalité des hommes et d'en «rêver» la suppression. Ce reproche, on le voit, prouve simplement l'ignorance extrême de messieurs les idéologues bourgeois.

Marx tient rigoureusement compte non seulement de l'inévitable inégalité des hommes entre eux, mais aussi du fait que la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière (le «socialisme» au sens habituel du mot) ne supprime pas, à elle seule, les défauts de la répartition et l'inégalité du «droit bourgeois» qui continue de régner, puisque les produits sont répartis «selon le travail».

Mais, poursuit Marx, ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique et que le degré de civilisation qui y correspond ...

Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le «droit bourgeois» est aboli non pas complètement, mais seulement en partie. seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le «droit bourgeois» en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété commune. C'est dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, que le «droit bourgeois» se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. «Qui ne

travaille pas ne doit pas manger»: ce principe socialiste est déjà réalisé; «à quantité égale de travail, quantité égale de produits»; cet autre principe socialiste est déjà réalisé, lui aussi. Pourtant, ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le «droit bourgeois» qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégale en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

C'est là un «inconvenient», dit Marx; mais il est inévitable dans la première phase du communisme, car on ne peut, sans verser dans l'utopie, penser qu'après avoir renversé le capitalisme les hommes apprennent d'emblée à travailler pour la société sans normes juridiques d'aucune sorte; au reste, l'abolition du capitalisme ne donne pas d'emblée les prémisses économiques d'un tel changement.

Or, il n'y a d'autres normes que celles du «droit bourgeois». C'est pourquoi subsiste la nécessité d'un État chargé, tout en protégeant la propriété commune des moyens de production, de protéger l'égalité du travail et l'égalité dans la répartition des produits.

Après l'analyse remarquablement profonde qui précède, ce géant, Lénine, passe aux conclusions suivantes, découlant de l'analyse que l'on vient de lire. Le professeur Thomson, M. F. et les amateurs bourgeois du même tonneau du mouvement ouvrier feraient bien de noter soigneusement ces conclusions et (en admettant qu'ils en soient capables) d'en mûrir soigneusement la véritable signification profonde. Ces conclusions de Lénine, les voici donc:

L'État s'éteint, pour autant qu'il n'y ait plus de capitalistes, plus de classes et que, par conséquent, il n'y a pas de classe à mater.

Mais l'État n'a pas encore entièrement disparu puisque l'on continue à protéger le «droit bourgeois» qui consacre l'inégalité de fait. Pour que l'État s'éteigne complètement, il faut l'avènement du communisme intégral.

Il est donc parfaitement clair que Lénine estimait absolument que l'État continuerait à exister après la réalisation de la première phase du communisme, même s'il ne devait plus y avoir «de capitalistes, de classes et, par conséquent plus de *classe à mater*». Permettons au professeur Thomson et aux autres qui sont d'accord avec lui, d'affirmer, désormais: «Ici, les classes exploiteuses ont été éliminées; la lutte des classes, semblerait-il, touche à sa fin. » Nous devons en déduire que tant M. F. que le professeur Thomson sont bien conscients du contenu de *L'État et la révolution* et, en particulier, des conclusions citées ci-dessus. Et, en ce qui concerne le professeur Thomson, dont l'ouvrage *From Marx to Mao Tse-tung* n'est composé que d'une collection de citations reprises chez Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao, émaillées de quelques altérations, lesquelles constituent sa seule contribution à l'étude de la «dialectique révolutionnaire», nous présumons donc que lui, Thomson le «léniniste», a lu, lui aussi, les conclusions de *L'État et la révolution* de Lénine. Pourtant, tous deux attaquent Staline pour avoir pris ses distances vis-à-vis du léninisme alors qu'en réalité. Staline n'a fait que suivre les

traces de Lénine. En fait, si ces courageux individus veulent attaquer qui que ce soit parce qu'il défend des points de vue «antimarxiens» sur la question des classes et de la lutte des classes sous le socialisme, il leur faudrait également s'en prendre au camarade Lénine dont le camarade Staline suivait les traces. Nous attendons que vous fassiez preuve de ce courage, messieurs les «critiques»!

On peut donc se rendre compte de deux choses: soit nos «critiques» - qui en sont simplement en raison de tout le déballage de rhétorique qu'ils utilisent plutôt que par la profondeur de leur analyse - n'ont pas lu les conditions de *L'État et la révolution* de Lénine, soit ils les ont lues mais ne les ont pas comprises, à moins encore qu'ils n'aient lu et compris ce qui figure sur cette page, mais qu'ils se tiennent délibérément à carreau et qu'ils dirigent leurs coups contre Staline alors qu'ils veulent en fait s'en prendre à Lénine. Car, si leur «critique» de Staline est correcte, dans ce cas, comme on l'a montré plus haut, la même «critique» est également vraie à l'encontre de Lénine. On peut clairement voir, maintenant, que ces gens ne sont pas seulement des ennemis de Staline, mais qu'ils sont également des ennemis de Lénine; ils ne sont pas simplement des antistaliniens, ils sont en réalité des antiléninistes. Telle est la vérité et aucun déballage de rhétorique ne pourra l'évincer.

Il s'avère donc que lorsque Staline affirmait que les classes exploiteuses avaient été éliminées, il se trouvait en réalité en excellente compagnie, puisqu'il s'agissait de celle du camarade Lénine. Il est donc clair que Staline ne disait rien de neuf; il ne faisait que répéter ce que Lénine avait dit lui-même au début de 1917. Staline ne faisait que rappeler la concrétisation réelle, en Union soviétique, de ce que Lénine avait mentionné sous forme d'anticipation. Si tous les Thomson et M. F. de ce monde pensent que Staline était devenu antimarxien sur la question des classes, en toute honnêteté, ils doivent prétendre la même chose à l'encontre du camarade Lénine. En toute honnêteté, ils doivent affirmer que, sur la question des classes dans une société socialiste, Lénine était aussi «antimarxien» que ne l'était Staline. En toute honnêteté, ils doivent étendre la «logique» de l'application de leur argumentation de Staline à Lénine, et cela permettrait à tout le monde de voir clair dans l'absurdité «logique» de ces «pourfendeurs» antiléninistes de Staline. Peut-être, en attaquant Staline, les Thomson, M. F. et autres «communistes» doucereux de ce monde dirigent-ils indirectement mais intentionnellement, leurs coups sur Lénine? Dans ce cas, pourquoi n'ont-ils pas le courage de l'affirmer? Qu'est-ce qui les empêche de l'admettre ouvertement? Nous ne pouvons que supposer que c'est leur désir de ne pas être repérés en tant qu'ennemis du léninisme qui les empêche de s'en prendre ouvertement à Lénine. Ils veulent poursuivre le sale boulot de «destruction» du léninisme, tout en honorant d'un respect rituelle nom du camarade Lénine. Eux-mêmes, d'ailleurs, se prétendent léninistes. Pour reprendre l'expression de Lénine, il s'agit réellement d'une «rébellion sur les genoux».

Il est donc clair que, soit ces gens sont inconscients de la concordance complète, de

l'accord complet entre les vues de Lénine et de Staline sur la question des classes dans une société socialiste, soit ils en sont conscients mais n'ont pas le courage et l'honnêteté de lancer à la tête de Lénine la même accusation que celle qu'ils lancent contre Staline, soit, pire encore, ils se livrent à une tentative faiblement dissimulée d'attaquer Lénine sur une question théorique très importante - une question d'une importance pratique très grande pour le mouvement prolétarien mondial. En ce sens, ils ne font que suivre la voie amorcée par les trotskistes qui, chaque fois qu'ils veulent attaquer le léninisme (et c'est ce qu'ils font chaque jour), s'en prennent au « stalinisme» et le font invariablement au nom de Lénine, en partie par lâcheté et en partie par considération diplomatique, c'est-à-dire par souci de ne pas être repérés en tant que trotskistes contre-révolutionnaires antiléninistes, ce qu'ils sont réellement.

Chapitre 22

Intensification de la lutte des classes sous le socialisme

Staline adhérerait-il à la théorie du déclin de la lutte des classes sous le socialisme?

Affirmait-il que «la restauration ne pouvait se faire que par le biais d'une intervention extérieure?»

Si Staline, précisément, déclarait qu'il n'y avait pas de classes antagonistes en

U.R.S.S., cela signifie-t-il qu'il affirmait de la sorte que la lutte des classes en soi était terminée et que, dorénavant, le peuple soviétique pouvait se reposer sur ses lauriers? Non, ce n'est pas ce que cela veut dire.

Toutefois, à en croire les critiques bourgeois, Staline croyait que la lutte des classes était terminée en Union soviétique. Par conséquent, affirment-ils, Staline croyait que la restauration du capitalisme en Union soviétique NE pouvait avoir lieu QUE par le biais d'une intervention extérieure contre l'Union soviétique.

Le professeur Thomson, par exemple, cite les extraits que voici du discours de Staline sur le projet de Constitution:

La classe des propriétaires terriens, comme vous le savez, avait déjà été éliminée suite à la conclusion victorieuse de la guerre civile. Quant aux autres classes exploiteuses, elles ont partagé le sort de la classe des propriétaires terriens. La classe capitaliste du domaine de l'industrie a cessé d'exister. La classe des koulaks dans le domaine de l'agriculture a cessé d'exister. Donc, toutes les classes exploiteuses sont donc désormais éliminées.

Et:

Le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. découle du fait qu'il n'y a plus de classes antagonistes dans la société.

Ensuite, en guise de critique de Staline, Thomson y allait du commentaire suivant, à tout le moins bizarre :

Ici, les classes exploiteuses ont été éliminées; la lutte des classes, semblerait-il, est terminée (p. 131).

Semblerait-il, vraiment? Depuis quand l'élimination des classes exploiteuses, dans le sens utilisé plus haut, correspond-elle à l'élimination de la lutte des classes? Si les deux ont jamais été synonymes, ce fut entièrement l'œuvre des professeurs bourgeois comme le professeur Thomson, plutôt que celle des marxistes-léninistes comme le camarade Staline. Jamais le camarade Staline n'a dit que la lutte des classes en Union soviétique était terminée; tout ce qu'il a dit, c'est que les classes exploiteuses avaient été éliminées. Mais l'élimination des classes exploiteuses d'une part et l'élimination de la lutte des classes d'autre part sont deux choses différentes. En ce qui concerne les premières, on a montré plus haut qu'elles avaient été éliminées; quant à la dernière, on verra brièvement que, loin d'avoir été éliminée, la lutte des classes non seulement s'est poursuivie, mais qu'en outre, elle s'est considérablement intensifiée. Nous prouverons à suffisance dans les pages qui suivent que telle était bien la vision stalinienne des choses.

Passons à un autre «critique », à savoir M. F., qui écrit dans le *Marxist-Leninist Quarterly*, l'organe théorique du CFB. M. F. cite le passage suivant, tiré des *Principes du léninisme*, du camarade Staline:

Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et établir le pouvoir du prolétariat ne garantit pas encore la victoire complète du socialisme. Après avoir consolidé son pouvoir et conduit la paysannerie dans cette tâche, le prolétariat du pays avancé peut et doit construire une société socialiste. Mais cela signifie-t-il que, de la sorte, le prolétariat va assurer une victoire complète et définitive du socialisme, autrement dit, cela signifie-t-il qu'avec les forces d'un seul pays il peut en fin de compte consolider le socialisme et garantir complètement ce pays contre l'intervention, c'est-à-dire contre la restauration? Certainement pas. Il faut pour cela que la révolution soit victorieuse dans plusieurs pays au moins. Par conséquent, la tâche essentielle qui incombe à la révolution victorieuse dans un seul pays est de développer et de soutenir la révolution dans d'autres pays. Ainsi, la révolution dans un pays victorieux ne devrait pas se considérer elle-même comme une unité autosuffisante, mais comme un auxiliaire et un moyen de hâter la victoire du prolétariat dans d'autres pays.

Après avoir cité le paragraphe ci-dessus, M. F. Y va du commentaire suivant:

Nous verrons plus tard ce que signifie victoire «finale» du socialisme, et nous rattacherons cela à *l'affirmation par Staline de ce que la restauration ne pourrait se produire que par le biais d'une intervention extérieure.* (C'est moi qui souligne - H. B.)

Seules des personnes ayant perdu toute notion de honte et d'honnêteté peuvent interpréter les remarques précédentes du camarade Staline de la même manière que M. F. Seules des

personnes ayant rompu avec le marxisme-léninisme, ayant perdu leurs derniers reliquats de bon sens commun, et à plus forte raison du marxisme-léninisme, peuvent conférer aux remarques précitées du camarade Staline la signification que leur confère M. F.

Pour en revenir aux remarques du camarade Staline, quelle est exactement la signification que contient le passage précité? Qu'est-ce que Staline dit réellement?

Le camarade Staline insiste, d'abord, sur la nécessité de construire le socialisme en U.R.S.S., le seul pays socialiste de l'époque. Il insiste, deuxièmement, sur le fait que le socialisme en U.R.S.S. ne peut être consolidé et que le pays du socialisme ne peut être entièrement garanti contre l'intervention, si la révolution dans un seul pays (l'U.R.S.S.) ne s'accompagne pas d'une révolution victorieuse «dans plusieurs pays au moins ». Le camarade Staline insiste, troisièmement, sur le fait qu'une intervention réussie contre l'U.R.S.S. ne peut signifier qu'une seule chose, à savoir, la restauration du capitalisme, car les États bourgeois interventionnistes ne nourrissent aucun autre intérêt. Et, finalement, il insiste sur le fait que, pour toutes les raisons précitées, sinon pour d'autres, la révolution en U.R.S.S. doit se considérer comme faisant partie intégrante de la révolution dans d'autres pays, «comme un auxiliaire et un moyen de hâter la victoire du prolétariat dans d'autres pays» et non «comme une unité autosuffisante ».

En bref, il était nécessaire de construire le socialisme en U.R.S.S.; abandonnée à elle-même, l'Union soviétique pouvait réussir à construire le socialisme; il était improbable que l'U.R.S.S. aurait été laissée tranquille; une intervention réussie aurait signifié la restauration du capitalisme; et la seule garantie contre l'intervention et en faveur de la consolidation du socialisme en U.R.S.S. était «la victoire de la révolution dans plusieurs pays au moins ».

Où se trouve, dans ce cas, la prétendue «affirmation par Staline de ce que la restauration NE pourrait se produire QUE par le biais d'une intervention extérieure»? Nulle part.

Il est évident que cette «affirmation» est un pur produit de l'imagination de M. F. Staline dit qu'une intervention, si elle est menée à bien, signifierait inévitablement la restauration du capitalisme, ce qui est correct. M. F déforme cette remarque et accuse Staline de «l'affirmation de ce que la restauration NE pourrait se produire QUE par le biais d'une intervention extérieure», ce qui est incorrect, et c'est quelque chose que Staline n'a jamais dit. Pourtant, tout ceci nous est présenté comme une analyse de «l'origine et du développement du révisionnisme en Union soviétique»! Le genre de ficelle typiquement bourgeoise utilisée par M. F dans son «analyse» saute aux yeux de tous.

Avant de poursuivre, il est nécessaire d'insister sur un point, à savoir que l'altération de M. F au sujet de «l'affirmation par Staline de ce que la restauration ne pourrait se

produire que par le biais d'une intervention extérieure» repose, comme on l'a montré plus haut, sur une mésinterprétation délibérée d'une citation des *Principes du léninisme* de Staline, ouvrage qui constitue un recueil de conférences données par Staline à l'Université de Sverdlov, au début d'avril 1924. Cette date est très importante. Affirmer, comme le fait M. F, sur la base d'un discours du camarade Staline en 1924, que selon Staline, «la restauration ne pourrait se produire que par le biais d'une intervention extérieure », revient à dire que, selon Staline, la lutte interne des classes était terminée en 1924. Et c'est précisément ce que dit M. F, en fait. Cette accusation revient comme un fil rouge tout au long de son article. Après avoir attribué à Staline, sur base d'une citation des *Principes du léninisme*, «l'affirmation de ce que la restauration ne pourrait se produire que par le biais d'une intervention extérieure», M. F poursuit en disant: «La position de Staline était en accord avec les vues déjà exprimées par Lénine en 1915.» On ne peut tirer qu'une seule conclusion de ce commentaire de M. F, c'est qu'en 1915 déjà, Lénine affirmait que «la restauration ne pourrait se produire que par le biais d'une intervention étrangère»! Bizarre, non?

À la page 16 de son article, M. F répète la même accusation contre le camarade Staline dans les termes que voici: «Il ressort de ceci [le passage du discours du camarade Staline au 18^e congrès du P.C.(b)U.S. cité par M. F] que la lutte interne de classes était terminée en Union soviétique en 1939.» L'année 1939 est ajoutée pour faire bonne mesure, en guise de ruse militaire, afin de faire croire au lecteur que M. F n'accuse Staline de «l'affirmation de ce que la restauration ne pourrait se produire que par le biais d'une intervention extérieure» qu'à partir de 1939. En réalité, comme on l'a vu plus haut, l'accusation de M. F porte à partir de l'année 1924. Quoi qu'il en soit, cette accusation est sans fondement, mais la période allant de 1924 à 1939 est trop importante pour qu'on n'y revienne pas. Voici quelques faits de cette période et qui se rapportent à la question de la lutte des classes (et de son intensification) sous le socialisme.

Si Staline avait cru dès 1924, comme le prétendent M. F et les autres du même genre, que la «lutte interne des classes était terminée en Union soviétique» et que «la restauration ne pouvait se produire que par le biais d'une intervention extérieure», dans ce cas, sa lutte contre les tendances bourgeoises - tendances qui, si on leur laissait prendre l'ascendant, auraient conduit à la restauration du capitalisme - contre le boukharinisme et le trotskisme, aurait été complètement inexplicable.

La lutte de Staline contre le trotskisme et le boukharinisme n'est explicable qu'en se basant sur le fait que Staline adhérait à la théorie de l'intensification de la lutte des classes sous le socialisme

Quels sont les faits? Les faits indiquent que Staline a mené une lutte sans merci

contre la tendance opportuniste «gauchiste» du trotskisme. Si le trotskisme avait été victorieux dans sa lutte contre la ligne politique du Parti bolchevik, il en aurait inévitablement résulté la restauration du capitalisme. Nous l'avons montré dans nos brochures sur le trotskisme⁵⁶.

Staline dirigea également le Parti lorsqu'il s'agit de mener une lutte âpre et sans merci contre la tendance opportuniste de droite du boukharinisme. Si le boukharinisme avait été victorieux dans sa lutte contre la ligne politique du Parti bolchevik, il en aurait inévitablement résulté la restauration du capitalisme.

Le boukharinisme, qui prétendait que la lutte des classes sous le socialisme était amenée à se tasser, prônait la théorie du «développement pacifique sous le socialisme» des capitalistes. La théorie de Boukharine était une forme déguisée et très sophistiquée de plaider pour la restauration du capitalisme en U.R.S.S.

Staline mena une lutte violente contre la théorie boukharinienne des koulaks. Voici quelques citations - qui montrent que non seulement Staline ne défendait pas le point de vue selon lequel «la restauration ne pourrait se produire que par le biais d'une intervention extérieure », mais également qu'il adhérait fermement à la théorie marxiste-léniniste de l'intensification de la lutte des classes sous le socialisme tirées des discours du camarade Staline au cours de sa lutte difficile, âpre, constante et sans merci contre le boukharinisme:

Une victoire de la déviation droitière dans notre Parti signifierait un énorme renforcement des éléments capitalistes dans notre pays. Et que signifie le renforcement des éléments capitalistes dans notre pays? Il signifie un affaiblissement de la dictature du prolétariat et un accroissement des chances de restauration du capitalisme.

Par conséquent, une victoire de la déviation droitière dans notre Parti signifierait un développement des conditions nécessaires à *la restauration* du capitalisme dans notre pays. (*Collected Works*, vol. 11, p. 23, c'est moi qui souligne - H. B.)

Quelqu'un qui a encore toutes ses facultés peut-il interpréter les remarques ci-dessus de façon à leur faire dire que Staline défendait le point de vue selon lequel «la restauration ne pouvait se produire que par le biais d'une intervention extérieure»? Non, aucune personne saine d'esprit ne pourrait en déduire ce genre de conclusion. Si M. F., lui, la tire, cette conclusion, il est à peine utile de préciser qu'il a besoin de se faire examiner le cerveau.

La seule conclusion que l'on peut tirer des remarques de Staline susmentionnées, c'est que la restauration pouvait également avoir lieu par le biais du renforcement des éléments capitalistes en U.R.S.S., ce à quoi une victoire de la déviation droitière aurait inévitablement mené.

En outre, en comparant la déviation droitière à la déviation gauchiste (trotskiste) au sein du

P.C.(b)U.S. et en insistant sur le fait que l'une comme l'autre menaient, quoique via des directions différentes, au même résultat, à savoir la restauration du capitalisme, le camarade Staline dit ceci:

Où se situe le danger de la déviation *droitière*, ouvertement opportuniste, dans notre Parti? Dans le fait qu'elle *sous-estime* la force de nos ennemis, la force du capitalisme; elle ne voit pas le danger de la restauration du capitalisme; elle ne comprend pas le mécanisme de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat et, partant, est trop disposée à faire des concessions au capitalisme, en réclamant un ralentissement du taux de développement de notre industrie, en réclamant des concessions pour les éléments capitalistes dans les villes et les campagnes, en réclamant que la question des kolkhoz et des sovkhos soit reléguée à l'arrière-plan, en réclamant que le monopole du commerce extérieur soit libéré, etc., etc.

Il ne fait aucun doute que le triomphe de la déviation droitière dans notre Parti libérerait les forces du capitalisme, saperait les positions révolutionnaires du prolétariat et accroîtrait les chances de restauration du capitalisme dans notre pays.

Où se situe le danger de la déviation « *gauchiste* » (trotskiste) dans notre Parti? Dans le fait qu'elle *surestime* la force de nos ennemis, la force du capitalisme, mais est incapable de voir la possibilité de construire le socialisme par les efforts de notre pays; elle cède au désespoir et est obligée de se consoler en colportant des ragots sur les tendances thermidoriennes dans notre Parti.

Des mots de Lénine, qui disait que «aussi longtemps que nous vivrons dans un pays de petite paysannerie, il existera en Russie une base économique plus sûre pour le capitalisme que pour le communisme », la déviation «gauchiste» tire la fausse conclusion qu'il est absolument impossible de construire le socialisme en U.R.S.S.; que nous ne pouvons aller nulle part avec la paysannerie; que l'idée d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie est une idée démodée; qu'à moins qu'une révolution victorieuse en Occident ne vienne à notre aide, la dictature du prolétariat en U.R.S.S. doit échouer ou dégénérer; qu'à moins que nous n'adoptions une planification énorme de superindustrialisation, même au coût d'une scission avec la paysannerie, la cause du socialisme en U.R.S.S. doit être considérée comme perdue.

D'où l'aventurisme dans la ligne politique de la déviation «gauchiste». D'où ses bonds «surhumains» dans le domaine des principes politiques.

Il ne fait aucun doute que le triomphe de la déviation «gauchiste» dans notre Parti conduirait à séparer la classe ouvrière de sa base paysanne, à séparer l'avant-garde de la classe ouvrière du reste des masses ouvrières et, par conséquent, à la défaite du prolétariat et à faciliter les conditions de la restauration du capitalisme.

Vous comprenez, de ce fait, que ces deux dangers, à droite comme à «gauche», ces

deux déviations par rapport à la ligne léniniste, de droite comme de «gauche», conduisent au même résultat, quoique à partir de directions différentes.» (*Collected Works*, vol. II, pp. 240-241.)

N'est-il pas évident, à la lecture des lignes qui précèdent, que Staline estimait pleinement que la restauration du capitalisme aurait également lieu par le biais de la victoire, soit du boukharinisme, soit du trotskisme, c'est-à-dire sans intervention étrangère? C'est parfaitement clair. Où, dans ce cas, peut-on trouver «l'affirmation par Staline de ce que la restauration ne pourrait se produire que par le biais d'une intervention extérieure»?

Et, plus loin:

Staline: «Jusqu'à présent, nous, marxistes-léninistes, pensions qu'entre les capitalistes des villes et des campagnes, d'une part, et la classe ouvrière, d'autre part, il existait un antagonisme d'intérêts *irréconciliable*. C'est là-dessus que repose la théorie marxiste de la lutte des classes. Mais aujourd'hui, selon la théorie boukharinienne de la *transition pacifique* des capitalistes vers le socialisme, tout ceci a été mis sens dessus dessous, l'antagonisme irréconciliable des intérêts de classes entre les exploités et les exploités disparaît, les exploités passent au socialisme. »

Rosit: «Ce n'est pas vrai, on présuppose la dictature du prolétariat.»

Staline: «Mais la dictature du prolétariat est la forme la plus vive de la lutte des classes.» (*Collected Works*, vol. 12, p. 32, c'est moi qui souligne - H. B.)

Poursuivant, le camarade Staline demanda:

Peut-on évincer les capitalistes et détruire les racines du capitalisme sans une violente lutte des classes?

Il répondit:

Non, cela ne se peut. (*Ibid.*, p. 3.)

Peut-on abolir les classes si prévalent la théorie et la pratique du passage des capitalistes au socialisme? Non, on ne le peut. Ce genre de théorie et de pratique ne peut qu'entretenir et perpétuer les classes, car cette théorie contredit la théorie marxiste de la lutte des classes. (*Ibid.*, pp. 34-35.)

Que peut-il y avoir de commun entre la théorie boukharinienne des koulaks passant au socialisme et la théorie de Lénine de la dictature en tant que vive lutte des classes? De toute évidence, il n'y a rien, et il ne peut rien y avoir, de commun entre elles.

Boukharine pense que sous la dictature du prolétariat la lutte des classes peut *aller en diminuant* et *disparaître* de façon à entraîner l'abolition des classes. Lénine, au contrai-

re, nous enseigne que les classes ne peuvent être abolies qu'au moyen d'une lutte des classes opiniâtre qui, sous la dictature du prolétariat, va *encore être plus intense* qu'elle ne l'était avant la dictature du prolétariat. (*Ibid.*, p. 35.)

Même avant que la lutte contre la déviation droitière - le boukharinisme - n'ait débuté sérieusement, le camarade Staline avait eu l'occasion de remarquer que le progrès tout entier du socialisme découlait d'une violente lutte des classes. Car, développer le socialisme, qui revenait à évincer les ennemis capitalistes de la classe ouvrière, ne pouvait qu'intensifier la résistance des classes moribondes. Voici ce que le camarade Staline devait dire dans son discours du 9 juillet 1928 au Plénum du Comité central du PC.(b)U.S.:

Nous disons souvent que nous promovons des formes socialistes d'économie dans le domaine de l'industrie. Mais qu'est-ce que cela implique? Cela implique que, par notre progression en direction du socialisme, nous évinçons et ruinons, peut-être même sans le remarquer nous-mêmes, des milliers et des milliers de petits et moyens manufacturiers capitalistes. Doit-on s'attendre à ce que ces personnes ruinées gardent le silence et ne tentent pas d'organiser leur résistance? Bien sûr que non.

Nous disons souvent qu'il est nécessaire de restreindre les tendances exploiteuses des koulaks dans les campagnes, qu'ils doivent être lourdement taxés et que le droit à la location des terres doit être limité, que les koulaks ne peuvent pas avoir le droit de vote dans les élections des soviets, et cetera et cetera. Mais qu'est-ce que cela implique? Cela implique que nous fassions progressivement pression pour évincer les éléments capitalistes dans les campagnes, en les menant parfois à la ruine. Doit-on présumer que les koulaks vont nous en être reconnaissants et qu'ils ne vont pas tenter d'organiser une partie des paysans pauvres ou moyens contre la politique du gouvernement soviétique? Bien sûr que non.

N'est-il pas évident que tout notre mouvement vers l'avant, chacun de nos succès de quelque importance dans le domaine de la construction du socialisme est une expression et une résultante de la lutte des classes dans notre pays?

Mais il s'ensuit de tout ceci que plus nous progressons, plus forte sera la résistance des éléments capitalistes et plus intense sera la lutte des classes, pendant que le gouvernement soviétique, dont la force va augmenter progressivement, poursuivra une politique d'isolement de ces éléments, une politique de démoralisation des ennemis de la classe ouvrière, une politique, enfin, d'écrasement de la résistance des exploiters, créant de la sorte une base pour le progrès futur de la classe ouvrière et de la grande masse de la paysannerie.

Il ne faut pas s'imaginer que les formes socialistes vont se développer en évinçant les ennemis de la classe ouvrière, pendant que nos ennemis battent en retraite en silence et feront place nette pour nous permettre de progresser, qu'ensuite nous progresserons

à nouveau et qu'eux. à leur tour, battront en retraite jusqu'à ce que, de façon «inattendue », tous les groupes sociaux sans exception, tant les koulaks que les paysans pauvres, tant les travailleurs que les capitalistes, se retrouvent eux-mêmes, «soudainement» et «imperceptiblement», sans qu'il y ait eu combat ou agitation, dans le giron d'une société socialiste. De tels contes de fée n'existent pas et sont impensables en général et, tout particulièrement, dans les conditions de la dictature du prolétariat. Jamais ce ne fut le cas, et jamais ce ne le sera, qu'une classe moribonde puisse abandonner volontairement ses positions sans tenter d'organiser la résistance. Jamais ce ne fut le cas, et jamais ce ne le sera, que la classe ouvrière puisse progresser vers le socialisme dans une société de classes sans qu'il y ait combat ou agitation. Au contraire, la progression vers le socialisme ne peut que pousser les éléments exploités à résister à cette progression, et la résistance des exploités ne peut que mener au durcissement inévitable de la lutte des classes.

Voilà pourquoi il ne faut pas endormir la classe ouvrière avec ces discours sur le rôle secondaire de la lutte des classes. (*Collected Works*, vol. II, pp. 179-180.)

Non content d'avoir déjà procédé à cette altération, M. F. poursuit en citant (p. 15) les passages suivants extraits du Rapport de Staline au 18^e congrès du P.C.(b)U.S .. afin de «prouver» son affirmation de ce que Staline croyait «qu'en 1939, la lutte interne des classes était arrivée à sa fin en Union soviétique».

La seconde phase fut la période allant de l'élimination des éléments capitalistes dans les villes et les campagnes à la victoire complète du système économique socialiste et à l'adoption de la nouvelle Constitution. La tâche principale, durant cette période, consista à établir le système économique socialiste partout dans le pays et à éliminer les derniers reliquats des éléments capitalistes, à mettre sur pied une révolution culturelle et à constituer une armée absolument moderne pour la défense du pays. Et les fonctions de notre État socialiste furent adaptées à ces tâches. La fonction de la répression militaire cessa et disparut à l'intérieur du pays; car l'exploitation avait été abolie, il ne restait plus d'exploiteurs et, par conséquent, plus personne à réprimer. En lieu et place de cette fonction répressive, l'État endossa la fonction de protéger la propriété socialiste des voleurs et des chapeurs de la propriété du peuple. La fonction de défendre le pays contre toute attaque étrangère fut absolument maintenue; par conséquent, l' Armée Rouge et la Marine de guerre furent entièrement maintenues également, de même que les organes pénaux et les services de renseignement, indispensables pour la détection et le châtiement des espions, des assassins et des saboteurs envoyés dans notre pays par les services d'espionnage de l'étranger. La fonction de l'organisation économique et de l'éducation culturelle par les organes de l'État fut elle aussi maintenue et on la développa intensivement. Aujourd'hui, la principale tâche de notre État au sein même du pays consiste en un travail paisible d'organisation économique et d'éducation culturelle. Quant à notre armée, aux organes pénaux et aux services de renseignement, leur tranchant n'est plus tourné vers l'

intérieur du pays mais vers l'extérieur, contre les ennemis externes.

Comme vous le voyez, nous avons un État socialiste entièrement nouveau, sans précédent dans l'histoire et différant considérablement en forme et en fonctions de l'État socialiste de la première phase.

De cette citation tirée du discours de Staline, M. F. conclut:

Il ressort de ceci qu'en 1939, la lutte interne des classes en Union soviétique était arrivée à sa fin.

À notre point de vue, il n'est pas légitime de tirer de conclusion semblable à celle de M. F. Les points suivants sont importants afin de comprendre le sens que renferment les remarques du camarade Staline reprises ci-dessus:

Premièrement, il est essentiel de comprendre le contexte dans lequel le camarade Staline a formulé ses remarques. Il y avait, au sein du Parti, certaines personnes qui exigeaient la relégation de l'État soviétique «au musée des antiquités », puisque les classes exploiteuses avaient déjà été abolies. Dans sa réponse, Staline s'occupa *surtout* à montrer la nature erronée de ces exigences en insistant sur la nécessité de maintenir en place la dictature du prolétariat. Et «la dictature du prolétariat est la forme la plus aiguë de la lutte des classes ».

La dictature du prolétariat est la poursuite de la lutte des classes dans de nouvelles conditions. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre - sanglante et sans effusion de sang, violente et pacifique, militaire et économique, éducative et administrative - contre les forces et les traditions de la vieille société, contre les ennemis capitalistes extérieurs, contre les reliquats des classe exploiteuses à l'intérieur, contre les coups d'une nouvelle bourgeoisie émergeant du terrain de la production de marchandises qui n'a pas encore été éliminée. (Extrait du Programme du Comintern.)

Comment, dans ce cas, peut-on affirmer, comme le fait M. F., que «il ressort de ceci qu'en 1939, la lutte interne des classes en Union soviétique était arrivée à sa fin»? Staline a-t-il jamais affirmé que la dictature du prolétariat - cette «forme la plus aiguë de la lutte des classes» - était déjà devenue inutile et dépassée en 1939? À-t-il jamais dit qu'en 1939, le terrain de la production de marchandises avait déjà été éliminé en Union soviétique? Non, il n'a jamais dit rien de tel. Au contraire, il a insisté sur la nécessité, en 1939, de maintenir en place la dictature du prolétariat et ce, lors de son discours au 18^e congrès du P.C.(b)U.S. Et en ce qui concerne l'élimination de la production de marchandises, elle était encore loin d'être réalisée, même en 1952, à plus forte raison en 1939. Il suffit de lire le livre du camarade Staline, *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* pour faire cette «découverte», ce qui s'est avéré très malaisé, apparemment, pour M. F. et les gens de son bord.

Staline, afin de contrer les altérations apportées aux écrits de Lénine par les opportunistes, dit un jour ceci:

Ne prendre qu'une partie de Lénine, sans vouloir le considérer en tant que tout. c'est déjà se faire une représentation erronée de Lénine. (*Collected Works*, vol. II, p. 171.)

Il convient seulement d'ajouter: Ne prendre qu'une partie de Staline, sans vouloir le considérer en tant que tout, c'est déjà se faire une représentation erronée de Staline.

C'est précisément ce que font, en fait, M. F. et les gens de son bord, dont la profession est de découvrir de courts extraits des écrits de Staline, de les citer hors de leur contexte, d'en rassembler diverses bribes n'autorisant pas ce genre de connexions et d'en faire des ramassis de foutaises. Ils prennent des morceaux de Staline, sans le moindre désir de le considérer dans son ensemble, précisément parce qu'ils veulent le déformer, en livrer une image erronée. Et toutes ces images erronées, volontairement trompeuses, ils les présentent au mouvement au nom de l'« analyse » de *l'Origine et développement du révisionnisme en Union soviétique!*

Secundo, en insistant sur la nécessité de maintenir en place l'État soviétique, le camarade Staline décrit les phases de son développement, les changements de *forme* dans la lutte des classes en Union soviétique. C'est dans ce contexte qu'apparaissent les remarques reprises ci-dessus du discours de Staline lors du 18^e congrès du PC.(b)U.S.; et ce sont ces mêmes remarques que notre maquilleur professionnel, M. F., a tenté de son mieux de déformer. Dans ces remarques, le camarade Staline ne fait rien de plus que d'exprimer les réels changements dans la situation tant externe qu'interne de l'U.R.S.S.; il insiste sur le fait qu'à *cette époque*, le principal danger pour l'Union soviétique venait de l'étranger, c'est-à-dire de l'Allemagne fasciste, tandis que, sur le plan interne, la classe ouvrière soviétique était temporairement sortie victorieuse de sa lutte contre les reliquats des anciennes classes exploiteuses, ce qui déboucha, en fait, sur un tassement de la lutte des classes *au plan interne*, c'est-à-dire dans le cadre de l'U.R.S.S. On ne peut toutefois affirmer la même chose en ce qui concerne la situation extérieure (internationale, donc) de l'U.R.S.S. qui, en fait, présentait une image d'intensification fébrile de la lutte des classes. Par conséquent, Staline avait entièrement raison d'insister sur la lutte des classes *au plan externe*, et cette insistance, vu les circonstances, était amenée à avoir l'air de s'être produite au détriment de la lutte des classes *au plan interne*. Mais, en réalité, elle ne se produisit pas aux dépens de la lutte interne des classes. Staline avait absolument raison de prétendre que, *vu les conditions prévalant à cette époque*, la manière de traiter de la lutte des classes *au plan externe* consistait pour l'U.R.S.S. à se préparer militairement alors que, *au plan interne*, la meilleure méthode de la traiter, c'était d'arrêter, de juger et de condamner les ennemis du régime soviétique - espions, assassins, saboteurs, etc. Staline, en effet,

aurait commis une erreur s'il n'avait pas fait passer son emphase de la lutte interne des classes à la lutte externe des classes.

Et précisément parce que Staline insistait sur les changements qui s'étaient produits dans la *forme* de la lutte des classes, cela signifie-t-il que, de ce fait, il prônait la théorie du tassement de la lutte des classes sous le socialisme? Non, ce n'est certainement pas ce que cela signifie. Pas une seule fois, le camarade Staline, dans la totalité de son discours devant le 18^e congrès du Parti, ni ailleurs, n'a prétendu que dans les conditions du socialisme, c'est-à-dire dans les conditions de la dictature du prolétariat, la lutte des classes était amenée à se tasser. C'est exactement le contraire. Staline a insisté tant et plus sur la théorie marxiste-léniniste de l'intensification de la lutte des classes dans les conditions de la dictature du prolétariat. Les formes de cette lutte peuvent changer, mais la lutte en tant que telle reste valable pour la totalité de l'époque historique de cette dictature. Voici, par exemple, ce que le camarade Staline disait en 1937 - quelques mois à peine après l'adoption de la Constitution de 1936, c'est-à-dire durant la période concernée dans le discours de Staline lors du 18^e congrès:

Il est nécessaire de briser et de rejeter cette théorie pourrie prétendant que, dans chaque étape que nous franchissons en direction du progrès, la lutte des classes est amenée ici à disparaître progressivement, qu'en proportion du développement de nos succès, l'ennemi de classe sera de plus en plus maté.

C'est, non seulement, une théorie pourrie, mais également une théorie dangereuse, car elle endort notre peuple, elle le conduit vers un piège, tout en offrant à l'ennemi de classe la possibilité de recruter pour la lutte contre le pouvoir soviétique.

Au contraire, plus important sera notre progrès, plus grands seront nos succès et plus aigris deviendront les reliquats des classes exploiteuses écrasées, plus vite elles recourront à des formes plus aiguës de lutte, plus elles occasionneront des dégâts à l'État soviétique, plus elles se raccrocheront aux moyens les plus désespérés de lutte comme des condamnés à leur dernier recours.

Nous devons garder à l'esprit que les reliquats des classes vaincues en U.R.S.S. ne sont pas seuls. Ils jouissent d'un soutien direct de la part de nos ennemis au-delà de frontières de l'U.R.S.S. Ce serait une erreur que de croire que le domaine de la lutte des classes se limite aux frontières de l'U.R.S.S. Alors qu'un secteur de la lutte des classes se déroule en U.R.S.S. même, son autre secteur s'étend aux États bourgeois qui nous entourent. Les reliquats des classes vaincues ne peuvent pas ne pas en être conscients. Et, précisément parce qu'ils en sont conscients, ils vont poursuivre leurs tentatives désespérées.

C'est ce que l'histoire nous enseigne. C'est ce que le léninisme nous enseigne. Nous

devons nous souvenir de tout cela et nous tenir sur nos gardes. (Sur les défauts dans le travail du Parti et les mesures destinées à liquider les trotskistes et autres agents doubles).

Et, plus loin:

Il est nécessaire de briser et de rejeter une cinquième théorie pourrie prétendant que les saboteurs trotskistes n'ont plus de réserves, prétendant qu'ils sont en train de recruter leurs derniers cadres.

Ce n'est pas vrai, camarades. Cette théorie n'a pu être inventée que par des naïfs. Car les saboteurs trotskistes ont leurs réserves. Elles consistent *par-dessus tout dans les reliquats des classes exploiteuses vaincues en U.R.S.S.* Elles consistent en un certain nombre de groupes et d'organisations, au-delà des frontières de l'U.R.S.S., qui sont hostiles à l'Union soviétique. (*Ibid.*, c'est moi qui souligne - H.B.)

Maintenant, même les aveugles peuvent se rendre compte que Staline s'en tenait fermement à la théorie de la poursuite et de l'intensification de la lutte des classes sous le socialisme. Cette théorie fut mise en pratique par le PC.U.S. tout au long de l'époque de Staline, c'est-à-dire à la fois avant 1937 et après. En 1937-38, elle fut appliquée contre le «bloc des droitiers et des trotskistes» ; elle fut réappliquée encore et toujours aux moments où il le fallait dans les années 20, 30 et 40, et elle demeura la position de base du PC.(b)U.S. jusque après la mort de Staline. Ce n'est que lors du 20^e congrès du Parti que les révisionnistes khrouchtchéviens modernes furent à même d'appliquer la «théorie pourrie prétendant que dans chaque étape que nous franchissons en direction du progrès, la lutte des classes est amenée ici à disparaître progressivement .. » Cette théorie pourrie et dangereuse, ils en avaient besoin afin d'endormir le peuple soviétique, afin de le conduire vers un piège, pendant qu'eux-mêmes poursuivaient la tâche de restaurer le capitalisme en U.R.S.S.

Il est donc parfaitement clair que Staline ne défendait pas le point de vue selon lequel la lutte des classes était terminée *au sein des frontières* de l'U.R.S.S.; au contraire, il adhérait fermement à la théorie marxiste-léniniste de l'intensification de la lutte des classes sous le socialisme. Qui plus est, il faisait montre d'une compréhension profonde de la relation entre la lutte des classes en U.R.S.S. et «l'extension de cette lutte aux États bourgeois entourant l'U.R.S.S. »; de la lutte des classes tant interne qu'extérieure. Il comprenait très bien que le domaine de la lutte des classes n'avait pas de frontières; «ce serait une erreur», disait-il, «que de supposer que le domaine de la lutte des classes est limité aux frontières de l'U.R.S.S. » Et les reliquats des classes exploiteuses ne pouvaient qu'en être conscients.

Quoique les reliquats des classes exploiteuses fussent bien conscients de cette grande vérité que la lutte des classes n'a pas de frontières, il s'avère qu'un certain

marxiste douteux du CFB, à savoir M. F., en est, lui, totalement inconscient. Sinon, pourquoi attaquerait-il Staline pour avoir déplacé son insistance, en accord avec les changements réels de la situation sur les plans interne et extérieur, de la lutte des classes interne sur la lutte des classes extérieure? Tous les M. F. de ce monde n'ont aucune idée du «phénomène déplaisant» que représente l'encerclement par les capitalistes et qu'il ne s'agit pas seulement d'une expression vide de sens.

Peut-être M. F. pense-t-il qu'en dépit du tassement réel, même s'il n'est que temporaire, de la lutte des classes en 1939 en U.R.S.S., Staline et le gouvernement soviétique ainsi que le Parti auraient dû aviver les flammes de la lutte des classes - galvaniser la lutte des classes. Eh bien! Ni le Parti des soviets et le gouvernement, ni Staline ne furent assez stupides pour poursuivre une telle politique. Ce n'était pas leur politique d'aviver les flammes de la lutte des classes.

Bien sûr, notre politique ne doit être en aucun cas considérée comme une politique d'exacerbation de la lutte des classes. Pourquoi? Parce qu'aviver la lutte des classes mènerait à la guerre civile. Parce que, dans la mesure où nous sommes au pouvoir, et dans la mesure où nous avons consolidé notre pouvoir et que les positions clés sont aux mains de la classe ouvrière, il n'est pas de notre intérêt que la lutte des classes revête les formes de la guerre civile. Mais ceci n'implique en aucune façon que la lutte des classes ait été abolie ou qu'elle n'aille s'intensifier. Cela implique encore moins que la lutte des classes ne soit pas le facteur décisif de notre progrès. Non, cela n'implique rien de tel. (*Collected Works*, vol. 11, p. 178.)

La lutte des classes sous le socialisme ne s'intensifie pas à cause de l'exacerbation de la lutte des classes par le Parti et le gouvernement, mais en raison de la loi objective du développement du socialisme; toute avancée du socialisme est réalisée au détriment des classes exploiteuses - tant internes qu'externes - et ceci ne peut que susciter leur résistance désespérée. Mais il est vrai également qu'après la défaite des classes exploiteuses au cours d'une bataille ouverte, on peut disposer d'un répit *temporaire*; la lutte des classes peut se tasser *temporairement* sur le plan interne ou extérieur. Après la défaite des forces interventionnistes, l'Union soviétique conquiert un répit temporaire sur le plan de la lutte extérieure des classes, mais la lutte interne des classes s'intensifie de plus en plus jusqu'en 1939 lorsque, une fois de plus, l'insistance dut être reportée, en raison des changements réels dans la lutte des classes tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, sur la lutte des classes à l'extérieur. Il va sans dire que rien de tout ceci n'implique «qu'en 1939, la lutte interne des classes ait été terminée en Union soviétique», pas plus que la défaite des interventionnistes n'avait impliqué la fin de la lutte des classes à l'extérieur.

M. F. doit avoir compris que ses calomnies n'allaient pas demeurer sans réponse.

Les écrits de Staline, sans parler de l'histoire de la période en question, suffiraient plus

qu'amplement à réfuter les calomnies de M. F. C'est ainsi que, mû par des considérations de ce genre, peut-on présumer, M. F. déclare dans un numéro ultérieur de MLQ (le n° 4):

Comprendre le révisionnisme en Union soviétique, c'est comprendre comment et pourquoi le pouvoir des travailleurs établi en 1917 a fini par être renversé. *On ne peut le comprendre il moins de reconnaître que la période de transition vers la société sans classes est, dans le sens historique mondial et dans le cas de chaque pays pris séparément, une période d'intense lutte des classes.* La nature de la dictature du prolétariat en tant que période de transition impliquant un vif conflit des classes a été soulignée par Lénine - particulièrement dans sa polémique avec Kautsky. L'idée d'un «establishment socialiste» - d'un socialisme en tant que système complet et distinct d'une société de transition - a été largement acceptée à partir des années 30⁵⁷ et bien qu'il n'y ait pas eu de «rupture⁵⁸!» explicite entre les deux concepts, la réalité objective de la société soviétique a été mise en théorie par Staline de façon confuse et contractoire [sic]. Notre principal propos n'est pas d'établir s'il reconnaissait l'existence des classes et des contradictions [re-sic]⁵⁹ entre classes (à certaines époques, ses textes semblent montrer qu'il le faisait, à d'autres pas), mais si les lignes politiques suivies par Staline et la direction soviétique étaient toujours des lignes prolétariennes suivies par la direction prolétarienne dans sa lutte contre l'ennemi de classe. Nous ne pouvons être concernés par des questions de ligne politique dissociées des réalités du pouvoir de classe. Quelle était la réalité du pouvoir politique de la classe ouvrière en Union soviétique entre la mort de Lénine et celle de Staline⁶⁰?

Ici, vous avez une formulation tout à fait opportuniste de la question - une formulation qui, à tout égard, est «parfaite» en ce sens qu'elle parle de tout en présentant toutefois l'«avantage» de ne pas compromettre son auteur avec quelque point de vue spécifique que ce soit, ou de lui laisser une certaine marge de manœuvre afin d'éluder toute difficulté éventuelle. M. F est un homme qui parle beaucoup pour ne rien dire. D'une part, il dit, dans le paragraphe précédent, qu'il n'est pas du tout possible de comprendre le triomphe du révisionnisme en Union soviétique «à moins de reconnaître que la période de transition vers la société sans classes est une période d'intense lutte des classes» et, d'autre part, quelques phrases plus loin dans le même paragraphe, le même M. F dit: «Notre principal propos n'est pas d'établir s'il [c'est-à-dire Staline] reconnaissait l'existence des classes et des contradictions entre classes [remarquez ici les tentatives désespérées de M. F d'éviter l'expression «lutte des classes»] ... » Ne sommes-nous pas réellement concernés par la question des classes et des «contradictions entre classes », monsieur M. F? Comment, alors, est-il possible de comprendre «le révisionnisme en Union soviétique» quand, selon votre propre prescription, «on ne peut le [le révisionnisme] comprendre à moins de reconnaître que la période de transition vers la société sans classes est ... une période d'intense lutte des classes»? Pourquoi, dans ce cas, tout ce foin au sujet des classes et de la lutte des classes?

Après avoir débité ses calomnies dans le numéro 2 de MLQ, M. F, en bon trotskiste qu'il est, continue à trotskiser de façon typiquement trotskarde, pour faire glisser l'accent, dans le numéro 4 du même MLQ, des classes et de la lutte des classes vers le fait de savoir si oui ou non les lignes politiques de Staline et du P.C.(b)U.S. étaient « toujours des lignes politiques révolutionnaires prolétariennes ». Voilà la « dialectique » pour vous ! Et c'est la seule application de la « dialectique » à laquelle soient habitués M. F et d'autres opportunistes, en ce sens qu'avec leurs besoins opportunistes changeants, ils sont obligés d'être sans cesse ambigus dans leurs déclarations ainsi que dans les positions qu'ils adoptent. Et, assurément, le spectacle des acrobaties « dialectiques » de ces opportunistes est des plus hilarants.

Et l'extrême confusion dans laquelle s'est retrouvé M. F lui-même ne l'empêche nullement d'affirmer, avec la téméraire ignorance qui le caractérise, que « la réalité objective de la société soviétique a été mise en théorie par Staline de façon confuse et contradictoire ». N'est-ce pas amusant ? Nous laissons le soin au lecteur de juger qui met en théorie « la réalité objective » de « façon confuse et contradictoire » - M. Fou Staline ?

Le caractère totalement évasif, diffus - et complètement opportuniste - de la formulation de M. F nous remet en mémoire la description par Lénine des opportunistes en général. Cette description est importante pour nous non seulement en raison de sa signification générale, mais également parce qu'elle s'applique parfaitement à M. F. Voici ce que dit le camarade Lénine des caractéristiques spécifiques de l'opportunisme et des opportunistes :

Lorsqu'on parle de la lutte contre l'opportunisme, il ne faut jamais oublier le trait caractéristique de l'ensemble de l'opportunisme moderne [et c'est on ne peut plus vrai encore aujourd'hui - H. B.] dans tous les domaines sans exception : ce qu'il a de vague, d'imprécis et d'insaisissable. De par sa nature, l'opportuniste évite toujours de poser les questions d'une manière claire et résolue : il recherche toujours la résultante, il a des louvoiements de couleuvre entre deux points de vue qui s'excluent, cherchant à « se mettre d'accord » avec l'un aussi bien qu'avec l'autre, et réduisant ses divergences à de légères modifications, à des doutes, à des vœux pieux et innocents, etc., etc. (Lénine 5- 1904, p.423.)

Voilà la caractéristique de l'opportuniste qui tire une formulation claire et précise des problèmes, car la clarté et la précision constituent un désastre pour l'opportuniste et pour son opportunisme. L'indétermination, le caractère diffus, évasif, par ailleurs, fournissent précisément le terrain et le climat qui conviennent à la prolifération luxuriante de l'opportunisme.

Il est du devoir des révolutionnaires prolétariens de combattre non seulement le contenu de l'opportunisme actuel, mais également de combattre la forme sous laquelle cet opportunisme

se présente, à savoir, son caractère diffus, évasif, son indétermination. Nous devons continuer à mettre l'accent sur une formulation claire et précise des désaccords, des problèmes et des points de principe. Seule une telle insistance peut être utile au mouvement dans sa tâche d'élimination de toute confusion et de clarification des problèmes.

Chapitre 23

Le communisme dans un seul pays

M. F. a fait monter d'un cran la controverse concernant le *socialisme* dans un seul pays en la déplaçant vers le «communisme dans un seul pays». Voici comment il poursuit:

Et, se tournant vers le futur, Staline déclara: «Mais le développement ne peut s'arrêter là. Nous allons de l'avant, vers le communisme. Notre État se maintiendra-t-il également dans la période du communisme?»

Et il répondit: «Oui, il le fera, à moins que l'encerclement par les capitalistes ne soit pas liquidé et que le danger d'attaque militaire étrangère n'ait pas disparu. »

Voici comment M. F. commente ces remarques du camarade Staline:

Il apparaît dans cette partie du rapport de Staline citée ci-dessus qu'il croyait en la possibilité de construire le communisme dans un seul pays. Une telle proposition s'écarte radicalement de toute la discussion à propos du «socialisme dans un seul pays» qui avait été menée avec les trotskistes dans les années 20. Elle s'écarte tout aussi radicalement du marxisme-léninisme. Parler du maintien de l'État dans une société communiste est une absurdité, rendue plus absurde encore par les qualifications concernant la possibilité d'un encerclement hostile. Une société communiste *présuppose* la fin des classes et la disparition de l'État et elle dépend, comme le dit Mao, de «l'abolition du système de l'exploitation de l'homme par l'homme à la surface entière du globe ». Il n'est possible de parler de victoire finale qu'une fois que le communisme aura été réalisé. (p. 16)

On ne peut que rire au spectacle absurde de l'un des «théoriciens» -l'une des éminentes lumières - du semi-menchevique, semi-trotskiste CFB (et n'oublions surtout pas d'ajouter «marxiste-léniniste») s'imaginant enseigner au camarade Staline qu' «une société communiste *présuppose* la fin des classes et la disparition de l'État». Cette formule ne constitue nullement une découverte du CFB. Marx est le seul homme à avoir découvert cela. Et Staline, il y a longtemps, et même sans le soin paternaliste et l'aide du CFB, avait su dégager l'essence de cette formule - non en l'ayant simplement apprise par cœur comme l'ont fait les gens du CFB - ce qui ne les empêche pas de tenter d'adapter Staline à leur méthode de bourrage de crâne à l'aide d'expressions et de formules prémâchées.

Que dit exactement Staline dans les remarques citées ci-dessus? Ici, Staline soulève la

question absolument abstraite, théorique de la *possibilité* de construire le communisme en U.R.S.S. alors que l'encerclement capitaliste n'a toujours pas été éliminé. Dans l'abstrait, formuler la question de cette manière est très possible et légitime. En 1939, comme on l'a dit plus haut, les classes exploiteuses avaient été abolies, mais le développement ne s'était pas arrêté là. La société soviétique allait en permanence de l'avant vers le communisme, comme doit le faire en effet toute société socialiste dès le premier jour de la révolution. Qu'en serait-il si le développement devait se poursuivre sans les attaques militaires des pays capitalistes contre l'U.R.S.S.? Qu'en serait-il si l'U.R.S.S. devait continuer seule durant des décennies - voire des siècles - sur la voie du communisme sans avoir été rejointe par la révolution victorieuse dans d'autres pays? Qu'en serait-il si, au cours de son développement, elle devait atteindre les conditions matérielles et culturelles, dont la réalisation devrait rendre possible de mettre en application la formule «De chacun selon ses capacités, pour chacun selon ses besoins»? Dans ce cas, la société soviétique serait devenue une société communiste, mais l'État n'aurait pas encore pu être aboli en raison de l'encerclement par les capitalistes. Et cela ne sert à rien de tenter d'appliquer à la situation unique ci-dessus, que nous venons de décrire, la formule correcte mais inapplicable dans cette situation: «Une société communiste *présuppose* la fin des classes et la disparition de l'État», car cette formule n'envisage pas la situation qui vient d'être évoquée.

Juste avant que Staline ne soulève la question abstraite, purement théorique, de la possibilité de construire le communisme en U.R.S.S. alors que l'encerclement par les capitalistes existait toujours, cela signifie-t-il que c'était ce qu'il croyait devoir se produire? Non, certainement pas. Le domaine des possibilités est beaucoup plus étendu que la réalité. La possibilité n'est même pas la probabilité, et encore moins la réalité. Alors qu'il est abstraitement possible d'envisager - et c'est là tout ce que le camarade Staline a jamais fait - une situation dans laquelle un pays atteint le stade du communisme alors que l'encerclement par les capitalistes existe toujours, en pratique, les choses sont différentes. Bien avant qu'un seul pays atteigne la phase supérieure de la société communiste - et c'est plus probable qu'improbable - soit la révolution va s'étendre à d'autres pays ou, si, *éventuellement*, la révolution devait échouer partout, le socialisme serait détruit dans ce pays donné par les États capitalistes qui l'encerclent, car, «avec les forces d'un seul pays», il est effectivement très difficile pour le prolétariat «d'assurer une victoire complète et définitive du socialisme» pour «en fin de compte consolider le socialisme et garantir pleinement ce pays contre l'intervention, laquelle signifie la restauration », comme le faisait remarquer Staline dans les *Principes du léninisme* des années avant que le CFB en ait jamais entendu parler; car «ce serait folie que de croire que le capital international va nous laisser tranquilles. » (*Collected Works*, vol. 11, p. 58.)

Il n'y a pas de doute non plus sur le fait que, dans une société socialiste donnée, le développement se fait en direction d'une société complètement communiste, mais le

développement dans cette direction passe par de telles contradictions - externes et internes - *qu'avant que* le communisme total soit atteint, soit la révolution mondiale aura eu lieu, soit la progression vers une société faisant route vers le communisme aura été bloquée.

Par conséquent, alors qu'on ne la conteste pas abstraitement, alors qu'on admet sa possibilité, toujours abstraitement, et qu'on puisse concevoir une situation telle que celle envisagée par le camarade Staline, on ne doit pas escompter qu'elle aura lieu, on ne doit pas rejeter les tâches de la lutte des classes auxquelles on est confronté dans une société socialiste, on ne doit pas s'abstraire - se détacher - de la vie réelle au nom de ces rêveries. Il n'y a même pas la moindre trace d'évidence permettant de suggérer que le camarade Staline, au nom de ces rêveries, niait les tâches de la lutte des classes auxquelles était alors confrontée la société soviétique. Au contraire, on ne doit pas oublier que ces remarques sont tirées de cette partie de son discours au 18^e congrès dans lequel il réprimande certains camarades du Parti qui exigeaient, à l'époque, qu'on relègue l'État soviétique au «musée des antiquités»; on ne doit pas oublier que dans cette partie de son discours, comme on l'a montré plus haut, il était *surtout* soucieux d'insister sur la nécessité de maintenir en place l'État. Les remarques, à propos desquelles M. F. a fait tellement de foin, étaient mentionnées au titre de formulation abstraite, théorique, de la question, et non au titre de négation du problème de la lutte des classes. Il dit simplement aux camarades exigeant erronément l'abolition de l'État: Camarades, d'une façon ou d'une autre, l'État soviétique est amené à se maintenir durant une période considérable; la tâche de l'abolition de l'État appartient au futur; continuons davantage à nous occuper des problèmes de la lutte des classes et à combattre les ennemis internes et externes de la société soviétique et moins à nous occuper, dans l'immédiat, de l'abolition de l'État.

Avant de laisser de côté la question du «communisme dans un seul pays », nous pensons qu'il sera particulièrement utile ici de nous reporter aux vues de Lénine sur la théorie de Kautsky de l'« ultra-impérialisme », car elle a un certain rapport précis avec la question que nous traitons, à savoir la relation entre la possibilité et la probabilité. Afin de ne pas être mal compris, nous répétons que ce n'est que pour révéler la relation de la possibilité à la probabilité que nous allons comparer la théorie contre-révolutionnaire de Kautsky de l'ultra-impérialisme avec les références du camarade Staline à la possibilité du communisme en U.R.S.S. Au-delà de cela, il n'y a pas de similitude entre les deux.

L'implacable hostilité de Lénine à l'égard de la théorie kautskienne de l'ultra-impérialisme «pacifique» est bien connue. Lénine prétendait, de façon absolument correcte, que seule la «rupture ouverte» de Kautsky avec le marxisme pouvait avoir amené celui-ci à «rêver d'un «capitalisme pacifique». Lénine attribuait l'ultra-impérialisme de Kautsky au désir petit-bourgeois de ce dernier de refuser d'affronter - de

s'écarter précipitamment - des «conflits politiques, des convulsions et des transformations qui caractérisent particulièrement l'époque impérialiste» et de chercher refuge dans des rêveries essentiellement petites-bourgeoises et des «contemplations innocentes envisageant un ultra-impérialisme "pacifique"». En d'autres termes, la base de la théorie kautskienne de l' «ultra-impérialisme pacifique» n'était rien d'autre que le désir réactionnaire d'un philistin d'éliminer les conflits qui sont les plus déplaisants, les plus dérangeants et les plus désagréables aux petits bourgeois, tels que les guerres, les convulsions politiques, etc., «un désir de s'éloigner de l'époque impérialiste déjà présente - une époque pleine de conflits, de catastrophes, de convulsions, de guerres et de révolutions - et de se tourner vers des rêves innocents d'un ultra-impérialisme comparativement pacifique, comparativement sans conflits, comparativement dénué de catastrophes ». En pratique, la théorie de l' «ultra-impérialisme pacifique» signifiait l'abandon des tâches révolutionnaires exigeantes requises par l'époque de l'impérialisme et, en lieu et place, qu'on allait se tourner vers les douces rêveries concernant l'imminente disparition de l'époque impérialiste actuelle et son remplacement par «une époque comparativement pacifique» d'ultra-impérialisme qui n'exige pas ce genre de tactiques «abruptes» de la part du prolétariat.

On peut donc voir que le léninisme est inconciliablement opposé à l'absurde théorie kautskienne de «l'ultra-impérialisme pacifique» parce que cette théorie endort les masses prolétariennes avec des rêveries essentiellement petites-bourgeoises à propos de la proximité de l'« ultra-impérialisme» qui, présume-t-on, est comparativement pacifique, comparativement dénué de conflits, comparativement libre des convulsions et des soulèvements caractéristiques de l'époque actuelle - précisément à un moment où il est nécessaire de préparer les masses à affronter les tâches posées par l'époque impérialiste présente qui est loin d'être pacifique. Sans parler du caractère inconciliable du léninisme avec les absurdités contenues dans la théorie kautskienne de l'«ultra-impérialisme», nous découvrons le paragraphe suivant dans le même article du camarade Lénine, à savoir, «Préface à la brochure de N. Boukharine *L'économie mondiale et l'impérialisme*» (Lénine 12-1915) dont proviennent les lignes et expressions citées ci-dessus:

Peut-on cependant contester qu'il soit possible de «concevoir» abstraitement une phase nouvelle du capitalisme *après* l'impérialisme, à savoir l'ultra-impérialisme? Non. Il est possible de concevoir dans l'abstrait une telle phase. Seulement, dans la pratique, cela signifie devenir un opportuniste qui nie les tâches aiguës de l'actualité au nom de rêveries sur des tâches futures sans acuité. En théorie, cela signifie ne pas s'appuyer sur le développement réellement en cours, mais *s'en détacher* arbitrairement au nom de ces rêveries. Il ne fait pas de doute que le développement va dans le *sens* d'un seul et unique trust mondial absorbant, sans exception, toutes les entreprises et tous les États. Mais ce développement s'opère dans des circonstances, sur

un rythme, avec des contradictions, des conflits et des bouleversements tels (et non seulement économiques, tant s'en faut, mais aussi politiques, nationaux, etc., etc.) que, sans aucun doute, *avant* qu'on n'en arrive à un seul trust mondial, à une association mondiale «ultra-impérialiste» des capitaux financiers nationaux, l'impérialisme devra inévitablement sauter et le capitalisme se transformera en son contraire. (Lénine 12-1915, p. 114.)

En d'autres termes, *abstraitement*, Lénine n'était pas préparé à contester *même* qu'une nouvelle phase du capitalisme allait suivre l'impérialisme, à savoir une phase d'ultra-impérialisme. Une telle phase, disait Lénine, était envisageable, car le développement allait «en direction d'un seul et unique trust mondial absorbant sans exception toutes les entreprises et tous les États ». Si une telle phase est envisageable, comme Lénine le prétend correctement, pourquoi est-il impensable *abstraitement*, dans ce cas, que le communisme dans un seul pays (l'U.R.S.S.) soit réalisable (sans l'abolition de l'État en raison de l'encerclement par les capitalistes) alors que le développement au sein du pays allait «en direction» du communisme? Toutefois, dans la pratique réelle, selon toute *probabilité*, ni le stade de l'ultra-impérialisme ni celui du «communisme dans un seul pays» ne seront atteints. Bien avant cela, le capitalisme se transformera partout en son contraire, c'est-à-dire en socialisme.

La question de l'ultra-impérialisme a été introduite de façon à montrer la relation entre la possibilité et la probabilité; de façon à montrer que la relation entre possibilité et probabilité est la même dans les deux cas, c'est-à-dire l'ultra-impérialisme et le communisme dans un seul pays. Selon nous, l'ultra-impérialisme, quoique envisageable *abstraitement*, est aussi impossible à réaliser dans la *pratique* que ne l'est «le communisme dans un seul pays », chose qui est, elle aussi, envisageable de façon abstraite.

Cependant, il y a une facette importante dans laquelle la formulation abstraite de Staline de la possibilité du «communisme dans un seul pays» diffère de la formulation kautskienne de l'ultra-impérialisme. Alors que Kautsky mettait sa théorie en exergue afin d'endormir le prolétariat avec des rêveries essentiellement petites-bourgeoises sur la proximité de l'ultra-impérialisme pacifique et ce, afin d'éluder les tâches de la lutte des classes, Staline, par ailleurs, en insistant sur la nécessité, non seulement de maintenir, mais également de renforcer la dictature du prolétariat, préparait le prolétariat de l'U.R.S.S., aussi bien que du monde entier, aux luttes des classes du moment, alors que dans un même temps, il se permettait d'envisager le communisme en U.R.S.S. tout en ne contestant pas *abstraitement* sa possibilité. En outre, Staline, en soulevant la possibilité théorique de construire le communisme en U.R.S.S., contribuait à la marche vers l'avant du peuple soviétique vers le communisme. Dans la situation dans laquelle se trouvait le peuple soviétique lorsqu'il avait éliminé les classes exploiteuses et n'avait pas encore été rejoint par des révolutions

victorieuses dans d'autres pays, seule la *possibilité* de construire une société communiste, de marcher dans la direction d'une société communiste avec des bottes de sept lieues, pouvait constituer le tremplin vers le développement ultérieur de la société soviétique. La seule alternative aurait été de contester cette *possibilité* et, partant, de végéter et de stagner en attendant la révolution mondiale avant d'avancer plus avant en direction du communisme, car on ne peut avancer dans cette direction si l'on conteste *même la possibilité* de le réaliser.

On peut donc voir que le contexte dans lequel Staline soulève sa *possibilité* (c'est-à-dire la possibilité de construire le communisme total en U.R.S.S.) est diamétralement opposé au contexte dans lequel Kautsky soulève «sa» possibilité (de l'ultra-impérialisme pacifique). Tandis que l'effet de Staline, soulevant la possibilité de construire le communisme (tout en se préparant en même temps et en se confrontant aux gigantesques luttes de classes externes et internes, dans le même temps qu'on renforçait la dictature du prolétariat - cette forme la plus aiguë de la lutte des classes), était d'aider à renforcer et à continuer à faire progresser la construction du socialisme et le mouvement en direction du communisme; par conséquent, aucune critique n'est justifiée à l'encontre de Staline pour avoir soulevé cette possibilité.

Kautsky, par ailleurs, en soulevant la possibilité d'un ultra-impérialisme pacifique, propageait l'opportunisme en endormant les masses et en cachant les caractéristiques de l'époque impérialiste - bien loin d'être pacifique - et en éludant les tâches attendant le prolétariat de cette époque. Par conséquent, Lénine avait parfaitement raison d'attaquer Kautsky pour avoir soulevé la possibilité (une possibilité que Lénine ne contestait pas, sur le plan de l'abstraction), car cette possibilité avait été soulevée par Kautsky à titre de diversion, à titre de rejet des tâches révolutionnaires qui attendaient la révolution.

Chapitre 24

«Dégénérescence nationaliste»

La seconde allégation concerne la «dégénérescence nationaliste» en Union soviétique. Existe-t-il la moindre évidence prouvant que la dégénérescence nationaliste ait submergé l'Union soviétique durant l'époque de Staline? Rien ne prouve ni ne donnerait même à penser que, durant cette période, l'Union soviétique fut dirigée selon les normes du nationalisme bourgeois plutôt que selon celles de l'internationalisme prolétarien. Sur quels faits, dans ce cas, M. F. appuie-t-il ses allégations? Les «faits» de M. F. (et ce sont littéralement les faits de M. F., car il en est le seul inventeur) sont les suivants:

À la page 18 de son article, il écrit: «Approximativement, dès l'époque du lancement du mouvement du Front Populaire, on peut dire que la question de la position nationale de l'U.R.S.S. a pris la priorité en politique sur les intérêts du mouvement communiste et ouvrier international. »

Vraiment?

Si l'on rapproche cette allégation générale, dépourvue de fondement d'une autre qui précède (aux pages 10, 12 et 13), sur la «relation partielle qui finit par prévaloir au sein du Comintern» entre le Parti bolchevik «et les partis plus faibles de l'étranger qui avaient été fondés principalement à l'initiative des bolcheviks », on ne peut tirer qu'une seule conclusion, selon M. F., c'est que, tout au long de la période considérée, le parti bolchevique *s'est servi* (dans le pire sens du terme) du Comintern, et qu'il a abusé de la bonne foi et de la confiance des partis membres et frères au profit des intérêts nationaux de l'U.R.S.S. et aux dépens de la révolution partout ailleurs. Comment M. F. prouve-t-il cette allégation? En l'affirmant. Quelle preuve a-t-il fournie pour étayer son allégation? Absolument aucune, car il n'y en a pas de disponible. M. F. n'a pas donné un seul fait - un seul exemple - pour prouver que le Comintern fut un simple instrument, une marionnette, en vue de la poursuite des intérêts nationaux de l'U.R.S.S.; il n'a donné aucune preuve montrant que les délégations des autres Partis acceptaient simplement, «sans formuler la moindre critique », les «directives» émanant du P.C.U.S. Il n'a fourni aucune preuve, et n'aurait pu en fournir non plus, car de telles preuves ne sont tout simplement pas disponibles.

Les preuves du contraire, toutefois, sont abondantes si l'on veut montrer qu'au Comintern, on statuait sur les problèmes après des débats libres et approfondis. À

l'évidence, le Comintern n'était pas une assemblée paisible et ennuyeuse de fidèles se réunissant de temps en temps pour recevoir leurs ordres de marche (ou leurs directives, si vous préférez) de la part des bolcheviks (que M. F. décrit sarcastiquement comme les «dépositaires de toute la sagesse») et qui s'en allaient ensuite défendre les intérêts *nationaux* soviétiques au détriment de la révolution qu'ils trahissaient partout ailleurs. À l'évidence, les polémiques, loin d'être absentes dans les débats du Comintern, étaient très fréquentes et, qui plus est, elles ne se limitaient en aucune façon aux discussions entre la délégation soviétique d'une part et quelque autre délégation d'autre part. À l'évidence, il arrivait que la délégation soviétique se trouve elle-même dans la position peu enviable d'avoir à introduire des amendements aux thèses signées et distribuées par un membre haut placé du PC.(b)U.S.⁶¹

Naturellement, les occasions furent nombreuses au cours desquelles les thèses avancées par le PC.(b)U.S. furent acceptées par d'autres Partis - pour la raison bien simple qu'il s'agissait de thèses correctes. Quel mal y a-t-il à cela? Peut-être M. F. pense-t-il que, dans l'intérêt de la «démocratie» et afin de ne pas donner l'air d'avoir été récipiendaires des «directives du Parti bolchevik», les délégations des autres Partis au sein du Comintern auraient dû, de temps à autre, rejeter les thèses correctes avancées par le P.C.(b)U.S.? Une «démocratie» de cet acabit, toutefois, serait contrarévolutionnaire dans son essence et opposée aux intérêts du prolétariat international.

De la façon toute superficielle dont M. F. examine les lignes politiques du Comintern, il est incapable d'y trouver la moindre faute; mais cela ne l'empêche pas de déclarer qu'il serait «imprudent d'affirmer» que les lignes politiques du Comintern étaient généralement correctes.

Chaque fois qu'il commence à s'en prendre aux lignes politiques du Comintern, il recule, comprenant que ces lignes étaient correctes et que, après tout, il est impossible de les attaquer sauf d'une façon très générale et dénuée de fondement - par exemple en susurrant combien «il serait imprudent d'affirmer que les lignes politiques du Comintern étaient généralement correctes ». Chaque fois que M. F. est obligé de quitter le registre des accusations générales et d'entrer dans une discussion sur les lignes politiques réelles du Comintern, il est également forcé de battre en retraite. Encore et toujours, il bat en retraite, admettant que ces lignes politiques du Comintern étaient «dictées par des considérations réelles. Les conditions de la lutte internationale avaient changé et, dans un pays après l'autre, au moment de la crise capitaliste, les social-démocrates s'étaient affirmés en tant que partisans dévoués d'un statu quo chancelant» (p. 12); et que «le concept du Front uni tel que le définissait Dimitrov était en général correct» (p. 13); que «Dimitrov avait insisté sur le fait que la défense de la démocratie bourgeoise contre le fascisme ne constituait qu'une partie de la lutte de longue haleine en vue de mettre un terme à la démocratie bour-

geoise et d'établir le pouvoir des travailleurs et la démocratie des travailleurs» (p. 14), etc., etc.

Il s'avère, dès lors, que les lignes politiques poursuivies par le Comintern étaient correctes. Néanmoins, il serait «imprudent d'affirmer» qu'elles étaient correctes! Mais il s'avère, dès lors, qu'elles l'étaient. Néanmoins, les Partis autres que le P.C.(b)U.S. n'auraient pas dû accepter ces lignes politiques, car le faire impliquait d'accepter les «directives» du P.C.(b)U.S. Il s'avère, dès lors, que le Comintern poursuivait une ligne politique basée sur «les conditions de la lutte internationale». Néanmoins, il était erroné de vouloir poursuivre une telle politique, car, à part aider la lutte du prolétariat dans d'autres pays, elle pouvait également aider la position de l'U.R.S.S., et ceci aurait constitué un crime, en effet, puisque cela serait revenu à utiliser le Comintern afin de servir les intérêts nationalistes de l'U.R.S.S. Il s'avère que ...
Basta!

M. F. n'a pas été capable de produire un seul fait qui aurait prouvé son affirmation. Quand, où et comment l'Union soviétique, durant la période considérée ici, a-t-elle utilisé le Comintern pour promouvoir ses intérêts nationalistes? Quand, où et comment l'Union soviétique, durant la période considérée ici, a-t-elle trahi le «mouvement international communiste et des travailleurs afin de sauvegarder ses intérêts nationalistes» ?

S'il n'y a pas de faits - et, comme on l'a montré plus haut, il n'y en a pas du tout pour corroborer l'affirmation de M. F., sur quoi repose-t-elle, dans ce cas? En examinant de beaucoup plus près l'article superficiel de M. F., une chose est claire, c'est que la base de ces accusations malveillantes, calomnieuses et sans fondement ne réside pas dans son prétendu souci de la révolution mondiale, mais dans son absence réelle de préoccupation à l'égard de la révolution soviétique. Il est parfaitement apparent dans son article qu'il se moque complètement de ce que l'existence de l'Union soviétique aurait ou n'aurait pas été en danger si elle n'avait pas suivi la ligne politique compliquée mais absolument scientifique et révolutionnaire qu'elle suivit de fait. Il est parfaitement clair que M. F. ne comprend pas la relation de la révolution soviétique à la révolution mondiale. Il est parfaitement clair, nonobstant les accusations calomnieuses proférées par M. F. à l'encontre de Staline, prétendant qu'il ne considérait pas la révolution soviétique comme un auxiliaire - une partie - de la révolution mondiale, que c'est M. F. et ses semblables qui ont toujours considéré la révolution mondiale tout à fait séparément par rapport à l'U.R.S.S. révolutionnaire de cette époque, comme si la révolution mondiale n'avait rien eu à voir avec le seul État (à l'époque) de la classe ouvrière. Ces gens continuent à opposer les intérêts de la révolution mondiale et les intérêts révolutionnaires de l'Union soviétique. Ils exigent tout de l'Union soviétique - y compris qu'elle aurait dû mener les révolutions des autres peuples à leur place - mais ils considèrent que le prolétariat des autres pays n'avait par contre aucun devoir vis-à-vis de la révolution soviétique. Il n'y a jamais eu

la moindre absence d'« internationalisme » du type préconisé par tous les M. F. de ce monde, qui n'ont jamais compris et ne comprendront jamais la relation de la révolution soviétique à la révolution mondiale et qui, par conséquent, à la manière trotskiste, recourent à des voies détournées pour accuser l'Union soviétique d'avoir poursuivi une ligne politique « nationaliste », ne comprenant pas que le combat livré par le prolétariat mondial pour défendre l'U.R.S.S. socialiste n'était pas moins une aide au « mouvement international communiste et ouvrier » qu'elle n'était une aide à la révolution soviétique. De la même façon, l'assistance donnée par l'U.R.S.S. (et elle était particulièrement fournie) aux mouvements révolutionnaires à l'étranger n'était pas moins une assistance à la révolution soviétique qu'elle ne l'était à ces mouvements. En effet, que serait le « mouvement international communiste et ouvrier » de cette époque si, de ce mouvement, nous devons soustraire la révolution soviétique, si nous devons abstraire, de façon arbitraire, les intérêts de la révolution soviétique ?

M. F. n'est pas la première personne - et ne sera pas la dernière - à soulever cette question. À l'époque de Staline aussi, il existait, dans certains milieux entourant le Comintern, des « internationalistes » du type de M. F. qui considéraient que le programme du Comintern, dans son essence même, n'était pas tout à fait international qu'il était « trop russe » de caractère. Il est extrêmement utile de pouvoir reproduire ici la réfutation par Staline du faux internationalisme de ces gens. Voici ce que disait le camarade Staline :

Qu'est-ce qui aurait pu fournir un fondement à ce genre d'opinion [prétendant que le programme du Comintern était « trop russe »] ?

S'agit-il, peut-être, du fait que le projet de programme contient un chapitre spécial sur l'U.R.S.S. ? Mais que peut-il donc y avoir de mauvais là-dedans ? En *caractère*, notre révolution est-elle nationale - et uniquement nationale - et non prioritairement une révolution internationale ? Si oui, pourquoi l'appelons-nous une *base* du mouvement révolutionnaire mondial, un *instrument* pour le développement révolutionnaire de tous les pays, la *mère patrie* du prolétariat mondial ?

Il y avait des gens parmi nous - nos opposants, par exemple - qui considéraient que la révolution en U.R.S.S. était exclusivement ou principalement une révolution nationale. C'est sur ce point qu'ils ont échoué. Il est étrange qu'il y ait autour du Comintern, semble-t-il, des gens qui sont prêts à suivre les traces mêmes de ces opposants. Peut-être notre révolution est-elle, *par sa nature*, une révolution nationale et uniquement nationale ? Mais notre révolution est une révolution soviétique, et la forme soviétique d'État prolétarien est plus ou moins de rigueur pour la dictature du prolétariat dans d'autres pays. Ce n'est pas sans raison que Lénine a dit que la révolution en U.R.S.S. avait marqué le début d'une ère nouvelle dans l'histoire du développement, l'ère des soviets. e s'ensuit-il pas que, non seulement en ce qui concerne son caractère, mais aussi son genre, notre révolution est prioritairement une révolution internationale, une révolution présentant un modèle de ce que devrait être, dans son ensemble, une

révolution prolétarienne dans n'importe quel pays?

Sans aucun doute, le caractère industriel de notre révolution impose à la dictature du prolétariat en U.R.S.S. certains devoirs envers les masses prolétariennes et opprimées du monde entier. C'est à cela que Lénine pensait lorsqu'il disait que la dictature du prolétariat en U.R.S.S. existe afin de mettre tout en œuvre pour le développement et la victoire de la révolution prolétarienne dans d'autres pays. Mais que s'ensuit-il? Il s'ensuit, à la fin, que notre révolution fait partie de la révolution mondiale, qu'elle est une base et un instrument du mouvement révolutionnaire mondial.

Il ne fait pas de doute, non plus que non seulement la révolution en U.R.S.S. a des devoirs envers les prolétaires de tous les pays, devoirs dont elle s'acquitte, d'ailleurs, mais qu'à leur tour, les prolétaires de tous les pays ont certains devoirs assez importants envers la dictature du prolétariat en U.R.S.S. Ces devoirs consistent à soutenir le prolétariat de l'U.R.S.S. dans sa lutte contre les ennemis internes et externes, dans son combat contre la guerre visant à étrangler la dictature du prolétariat en U.R.S.S.; ils consistent également à plaider pour que les armées impérialistes passent directement dans le camp de la dictature du prolétariat en cas d'attaque contre l'U.R.S.S. Mais ne s'ensuit-il pas de ceci que la révolution en U.R.S.S. est inséparable du mouvement révolutionnaire dans les autres pays, que le triomphe en U.R.S.S. est un triomphe pour la révolution à travers le monde?

Est-il possible, après tout ceci, de définir la révolution en U.R.S.S. uniquement comme une révolution nationale, isolée du mouvement révolutionnaire à travers le monde et n'ayant aucun lien avec lui?

Et, par ailleurs, est-il possible, après tout ceci, de ne rien du tout comprendre dans le mouvement révolutionnaire mondial, si l'on considère qu'il n'a aucun lien avec la révolution prolétarienne en U.R.S.S.?

Que serait la valeur du programme du Comintern, qui traite de la révolution prolétarienne mondiale, s'il *ignorait* la question fondamentale *du caractère et des tâches* de la révolution prolétarienne en U.R.S.S., ses *devoirs* envers les prolétaires de tous les pays, et *les devoirs des prolétaires de tous les pays* envers la dictature du prolétariat de l'U.R.S.S.? (Le programme du Comintern, discours prononcé le 5 juillet 1928, *Collected Works*, vol. 11, pp. 157-159.)

Il est parfaitement clair, par conséquent, que M. F. ne comprend rien du tout au mouvement révolutionnaire mondial de la période en question ici, car il le considère sans lien avec la révolution prolétarienne en U.R.S.S.

Il est tout aussi clair pour ceux qui - au contraire de notre pauvre mais si suffisant M.F. - ont une connaissance réelle de l'histoire de cette époque, en particulier de l'histoire du Comintern, que tant le programme que les lignes politiques du Comintern n'étaient pas le

programme et les lignes politiques de n'importe lequel des partis nationaux. Ils n'étaient pas le programme et les lignes politiques des nations «civilisées» uniquement, pour reprendre l'expression du camarade Staline. Au contraire, ils couvraient tous les Partis communistes du monde, tous les peuples, tant noirs que blancs.

Après avoir exprimé un tas de dénaturations à propos du Comintern, M. F. poursuit, de façon typiquement trotskarde, pour exprimer quelques autres dénaturations à propos du pacte germano-soviétique de non-agression, distorsions qui ne sont que d'autres déformations contre-révolutionnaires trotskistes. À la page 18 de son article, il dit:

Alors que dans les circonstances de l'époque, le gouvernement soviétique n'avait d'autre alternative que de signer un pacte, on peut considérer la conduite de la ligne politique soviétique et du Comintern entre novembre 1939 et juin 1941 comme n'étant rien d'autre qu'un abandon de l'internationalisme prolétarien.

Comment M. F. était-il cette affirmation? En l'affirmant. Son article ne contient pas un traître mot qui vienne appuyer cette affirmation !

En fait les seules personnes - jusqu'ici - à avoir attaqué Staline à propos du pacte de non-agression germano-soviétique et de la conduite de la ligne politique soviétique durant la période mentionnée par M. F. ont été les trotskistes et les impérialistes. Le fait que ces personnes se soient senties obligées d'attaquer la politique soviétique est parfaitement compréhensible. La politique soviétique a renversé les rôles à charge de l'impérialisme: celui -ci espérait écraser le bolchevisme, mais s'est retrouvé coincé dans une guerre très difficile contre lui-même. Les impérialistes de Grande-Bretagne, qui avaient espéré pousser l'Allemagne nazie contre la Russie soviétique étaient désormais obligés de combattre cette même Allemagne nazie. Les menées politiques soviétiques et du Comintern contribuèrent pour une part non négligeable à faire apparaître une situation où les impérialistes de divers pays allaient être forcés de mener une guerre de destruction les uns contre les autres, au lieu de s'unir dans une guerre de destruction contre l'U.R.S.S. *socialiste*. À la lumière de ces éléments, est-il surprenant que les impérialistes aient attaqué le camarade Staline, le P.C.(b)U.S. et le Comintern? Pouvons-nous nous attendre à ce que les impérialistes soient reconnaissants envers le P.C.(b)U.S., le Comintern et Staline d'avoir affaibli l'impérialisme? Quant aux trotskistes, nous avons montré dans nos publications antérieures⁶² que, dans les années 30, ils étaient devenus une agence du fascisme et qu'ils avaient travaillé à la défaite de l'U.R.S.S. Il n'était pas étonnant dès lors que les trotskistes aient attaqué la «bureaucratie stalinienne» pour avoir déjoué les plans des agents trotskistes du fascisme. Jusqu'à présent, toutefois, les marxistes-léninistes et les progressistes du monde entier ont considéré la conduite de la politique soviétique et du Comintern durant la période en question comme un modèle d'application des tactiques du léninisme à une situation internationale extrêmement compliquée et dangereuse, modèle qui allait mener à la défaite du

fascisme et à l'affaiblissement de l'impérialisme international. Aujourd'hui, il semble qu'il y ait des «marxistes-léninistes» adultes au sein du mouvement antirévionniste britannique qui considèrent «les menées politiques soviétiques et du Comintern entre novembre 1939 et juin 1941 comme n'étant rien d'autre qu'un abandon de l'internationalisme prolétarien». De cela, on ne peut tirer qu'une seule conclusion, c'est que ces «marxistes-léninistes» ne sont vraiment pas du tout des marxistes-léninistes, mais des trotskistes déguisés et des agents de l'impérialisme au sein du mouvement antirévionniste, des gens toujours en colère aujourd'hui et qui n'ont toujours pas pardonné au camarade Staline d'avoir dirigé la lutte contre l'impérialisme et d'avoir affaibli ce même impérialisme.

Résumé des faits relatifs au pacte de non-agression germano-soviétique

Voici des faits incontestables résumant très brièvement la position de l'U.R.S.S. dans la question de la guerre contre l'impérialisme.

Primo, il s'agissait d'une tentative de l'Union soviétique de ne pas se retrouver impliquée dans une guerre contre l'impérialisme.

Secundo, puisqu'il n'était pas entièrement de son ressort d'éviter une telle guerre, si l'impérialisme avait été disposé à mener une guerre contre l'Union soviétique, cette dernière *ne* devait *pas* se retrouver dans une situation l'obligeant à se battre toute seule, et encore à affronter les attaques combinées des principaux pays impérialistes - l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis, l'Italie et le Japon.

Tertio, à cette fin, des divisions entre les États impérialistes fascistes d'une part et les États impérialistes démocratiques d'autre part devaient être mises à profit au maximum. Ces divisions entre les deux groupes de l'impérialisme n'étaient pas un produit de l'imagination de Staline. Elles étaient réelles, reposaient sur les intérêts matériels des deux groupes d'États en question. Un développement inégal du capitalisme pousse certains États à faire des bonds en avant et d'autres à rester à la traîne. La vieille division du monde ne correspond plus à l'équilibre des forces, ce qui fait qu'une nouvelle division du monde est nécessaire. Ce fut précisément l'enjeu de la Première Guerre mondiale; et c'est précisément ce que voulaient l'Allemagne, l'Italie et le Japon, qui avaient fait des bonds en avant dans le développement capitaliste de leurs économies, alors que les anciens pays impérialistes - et notamment la Grande-Bretagne et la France - étaient restés à la traîne dans le développement capitaliste de leurs économies, comparés aux nouveaux venus, dont l'Allemagne, et étaient tout à fait satisfaits de l'ancienne division du monde. En exigeant une nouvelle division, les États fascistes empiétaient sur les intérêts matériels des États impérialistes démocratiques. Il y avait donc des possibilités pour l'U.R.S.S. de tirer profit de ce conflit d'intérêts.

Quarto, à cette fin, l'U.R.S.S., poursuivant une politique étrangère très compliquée, fit de son mieux pour conclure un pacte collectif de sécurité avec les États impérialistes démocratiques et ce, afin de décourager toute agression de la part des États fascistes, pacte qui garantissait, au cas où une telle agression aurait eu lieu, une action collective contre les agresseurs.

Quinto, lorsque les États impérialistes démocratiques, submergés par leur haine du communisme, refusèrent de signer un pacte collectif de sécurité avec l'U.R.S.S. et poursuivirent leur politique d'apaisement des États fascistes - et en particulier de l'Allemagne nazie - dans un effort de diriger leur agression en direction de l'Est, c'est-à-dire contre l'Union soviétique, cette dernière fut obligée de tenter une autre méthode en vue de protéger les intérêts de la mère patrie socialiste du prolétariat international. L'U.R.S.S. retourna la situation à charge de la politique étrangère des États impérialistes démocratiques et en signant, le 23 août 1939, le pacte germano-soviétique de non-agression.

Sexto, en signant ce pacte, l'U.R.S.S. garantissait non seulement qu'elle n'allait pas lutter seule contre l'Allemagne, mais que cette dernière allait également se battre contre les puissances mêmes qui avaient essayé, par leur refus de se mettre d'accord sur la sécurité collective, d'embrigader l'U.R.S.S. dans une guerre contre l'Allemagne. Le 1^{er} septembre 1939, Hitler envahissait la Pologne. Deux jours plus tard, l'ultimatum anglo-français expirait, et la Grande-Bretagne et la France entraient en guerre contre l'Allemagne.

Septimo, les dispositions du protocole secret complémentaire allaient jusqu'à sauvegarder les «zones d'intérêt» soviétiques qui, comme on le verra, s'avèrent vitales pour les défenses soviétiques lorsque la guerre frappa réellement l'U.R.S.S.

Finalement, le pacte germano-soviétique de non-agression valut à l'Union soviétique une période de deux ans extrêmement profitable, qui lui permit de renforcer ses dispositifs de défense avant d'entrer dans une guerre dont elle savait qu'elle n'allait pas rester à l'écart très longtemps.

En fin de compte, lorsque la guerre fut imposée à l'Union soviétique, elle contribua de la façon la plus héroïque qui soit à la glorieuse victoire finale des alliés contre l'Allemagne nazie et ses propres alliés. L'Armée Rouge et le peuple soviétique montrèrent leur ténacité, ainsi que la ténacité et la supériorité du système socialiste en battant les nazis en U.R.S.S. et en les poursuivant sans relâche jusqu'à Berlin, libérant de la sorte un pays après l'autre de l'occupation de la dictature nazie et instaurant le socialisme en Europe orientale.

Tous les historiens et hommes politiques révolutionnaires et bourgeois honnêtes sont d'accord sur le résumé présenté ci-dessus. Seuls les anticommunistes les plus

rabiques, et tout particulièrement les trotskistes, s'enhardissent à le mettre en doute. Ce qui suit confirme le récapitulatif ci-dessus.

L'Union soviétique bien consciente de la guerre qui se préparait

Bien sûr, c'est une absurdité que de prétendre que Staline et le P.C.U.S. n'avaient pas compris que l'Union soviétique aurait pu devoir combattre l'Allemagne et qu'elle s'appuyait sur la bonne volonté des nazis. Le fait est que «l'Union soviétique était menacée à l'Est et à l'Ouest, et la conduite de la politique étrangère devint plus complexe et exigeante au fur et à mesure qu'il [Staline] chercha à détourner ou du moins à retarder cette guerre inévitable. Il portait d'énormes responsabilités et, seul un homme d'une constitution physique exceptionnelle et d'une intelligence disciplinée, d'un self-control d'acier pouvait répondre à de telles exigences.» (Ian Grey, *Stalin : Man of History*, Abacus, Londres, 1982, p. 293.)

Fondamentale pour les menées politiques de Staline, tant internes qu'externes, il y avait la conviction que la guerre était imminente et qu'elle pouvait dévaster la Russie soviétique avant que celle-ci soit capable de rassembler ses forces. C'est cette pensée qui avait requis une collectivisation immédiate et une industrialisation précipitée. Il n'y avait pas de temps à perdre ... (*ibid.*, pp. 295-296.)

Dès janvier 1925, s'adressant au Comité central, Staline, après avoir dit que «les conditions préalables à la guerre mûrissent... » poursuivit sa mise en garde: «Notre bannière est toujours la bannière de la paix. Mais si la guerre se déclenche, nous ne pourrions rester les bras ballants. Il nous faudra nous y mettre, mais nous devons être les derniers à le faire. Et nous devons nous y mettre afin de jeter un poids décisif dans la balance.» (Staline, *Collected Works*, vol. 7, pp. 13-14.)

Tout le monde connaît, naturellement, son discours de 1931 qui contient la déclaration suivante, que même Deutscher allait appeler «une prophétie [et] un appel à l'action venant juste à temps»:

Nous avons cinquante ou cent ans de retard sur les pays avancés; nous devons combler ce retard en dix ans. Ou bien nous le ferons, ou ils nous écraseront. (Staline, *Les tâches des cadres*, *Collected Works*, vol. 13, p. 41.)

Dans son autobiographie, *Mein Kampf*, Hitler avait insisté clairement et de façon candide sur la politique étrangère des nazis:

Nous, les national-socialistes, nous insistons consciemment sur les tendances de la politique étrangère de notre période d'avant-guerre ... Nous interrompons l'incessant mouvement de l'Allemagne vers le Sud et tournons nos regards vers les territoires de l'Est. ..

Si nous parlons du sol en Europe aujourd'hui, nous ne pouvons d'abord penser qu'à la Russie. (Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Londres 1984, pp. 598 et 604.)

Les efforts soviétiques pour réaliser la sécurité collective

et la politique d'apaisement des États impérialistes non agressifs

L'Union soviétique ne s'est guère réjouie du spectacle de l'accession des nazis au pouvoir en janvier 1933, laquelle confronta l'U.R.S.S. à une situation d'un danger sans précédent. D'où, durant cette période, l'insistance de la politique étrangère soviétique sur la sauvegarde de la paix dans le monde et sur les efforts en vue de conclure un pacte collectif de sécurité avec les pays impérialistes démocratiques qui avaient, comme on l'a déjà mentionné, un intérêt *objectif* à maintenir le monde dans sa répartition de l'époque.

Dans la conduite de la politique étrangère, Staline fit preuve de beaucoup de prudence, de modération et de réalisme. Il lui fallait du temps pour bâtir l'industrie et la puissance militaire de la Russie. Il était constamment provoqué à l'est et à l'ouest, et de diverses façons qui doivent l'avoir mis en colère, mais il ne perdit jamais de vue ce besoin majeur de reporter le déclenchement de la guerre aussi longtemps que possible. C'est pour cette raison qu'il mit la plus grande insistance sur la paix et le désarmement dans les affaires mondiales. Dans un même temps, il poursuivit une politique de sécurité collective ... (Ian Grey, op. cit., p. 296.)

La politique de la sécurité collective fut poursuivie parce que l'Union soviétique socialiste avait tout intérêt à éviter la guerre et à poursuivre la tâche de la construction socialiste, qui demandait la paix, et parce que les pays impérialistes non belliqueux avaient intérêt à éviter une guerre déclenchée par les États bellicistes ou à se garder d'une défaite précoce.

S'adressant au 18^e congrès du P.C.U.S. en mars 1939, et prétendant que la guerre avait déjà commencé, Staline déclara:

La guerre va être menée par les États agresseurs qui, de n'importe quelle façon, empiètent sur les intérêts des États non belliqueux, à commencer par l'Angleterre, la France et les États-Unis. N'empêche que ces derniers reculent et battent en retraite, faisant concession sur concession aux agresseurs.

Nous assistons donc à une redivision ouverte du monde et des zones d'influence au détriment des États non agressifs, sans la moindre tentative de résistance et même avec une certaine connivence de leur part. (Staline, *Les problèmes du léninisme*, Moscou, 1953, p. 753.)

Bien qu'ayant un intérêt objectif à entrer dans un arrangement sécuritaire collectif avec l'U.R.S.S., il n'empêche que, submergées par leur haine du socialisme, la Grande-Bretagne et la France, dirigées par les gouvernements de Neville Chamberlain et d'Édouard Daladier,

refusèrent de conclure une telle alliance.

La politique d'apaisement des États non agressifs «doit-elle être attribuée à la faiblesse des États non agressifs? », demanda Staline. Il poursuivit par cette réponse:

Bien sûr que non! Ensemble, les États démocratiques non agressifs sont indubitablement plus forts que les États fascistes, tant sur le plan économique que militaire .

... La principale raison est que la majorité des pays non agressifs, particulièrement la Grande-Bretagne et la France. ont rejeté la politique de sécurité collective, de résistance collective aux agresseurs et qu'ils ont adopté une position de non-intervention, une position de neutralité.

La politique de non-intervention révèle une impatience, un désir. .. de ne pas entraver l'Allemagne, disons ... à se plonger dans une guerre avec l'Union soviétique, de permettre à tous les belligérants de s'enfoncer profondément dans le borborygme de la guerre, de les encourager subrepticement à le faire; de leur permettre de s'affaiblir et de s'épuiser les uns les autres; et alors, quand ils seront devenus suffisamment faibles, d'apparaître sur la scène avec des forces fraîches, d'apparaître, naturellement, «dans les intérêts de la paix », et de dicter leurs conditions aux belligérants affaiblis.

C'est pingre et c'est facile ! (*Ibid.*, p. 754.)

Plus tard, faisant référence aux accords de Munich qui livrèrent la Tchécoslovaquie aux nazis, Staline poursuivit:

On pourrait croire que les districts de la Tchécoslovaquie ont été donnés à l'Allemagne afin de la payer pour qu'elle entreprenne une guerre avec l'Union soviétique ... (*Ibid.*, p. 756.)

Soulignant les tâches de la politique étrangère soviétique, Staline insista sur le besoin «d'être prudent et de ne pas permettre à notre pays d'être entraîné dans des conflits provoqués par des semeurs de guerre habitués à ce que d'autres tirent les marrons du feu à leur profit. » (*Ibid.*, p. 759.)

Le gouvernement soviétique ne fut même pas consulté à ce sujet, encore moins invité, à la conférence de Munich qui, se réunissant du 28 au 30 septembre 1938, remit la Tchécoslovaquie aux bons soins de l'Allemagne fasciste. Dans le même temps, les puissances occidentales refusèrent de répondre à la proposition soviétique d'une grande alliance sécuritaire collective sous J'égide de la Société des Nations. Voici ce que Winston Churchill allait dire dans ce contexte:

En effet, l'offre soviétique fut ignorée. On ne les mit pas dans la balance contre Hitler et on les traita avec une indifférence - pour ne pas dire un mépris - qui laissa une marque dans l'esprit de Staline. Les événements prirent leur

cours comme si l'Union soviétique n'existait pas. Par la suite, nous allions le payer cher. (W.S. Churchill, La Seconde Guerre mondiale, vol. 1, p. 104.)

Dans le même ouvrage, Churchill admet que le plan soviétique aurait évité - ou du moins retardé - la guerre durant une période considérable, et c'était justement en faveur du temps que l'Union soviétique jouait.

Mais l'anticommunisme des États non agressifs remporta une victoire temporaire.

En novembre 1937, lord Halifax, le secrétaire britannique au Foreign Office, raconta à Hitler que:

... lui et d'autres membres du gouvernement britannique étaient bien conscients que le führer avait obtenu de grands résultats ... Après avoir détruit le communisme dans son pays, il lui avait barré la route vers l'Europe occidentale et, de ce fait, l'Allemagne méritait d'être considérée comme un bastion de l'Occident contre le bolchevisme ... Après que le terrain eut été préparé en vue d'un rapprochement anglo-allemand. les quatre grandes puissances ouest-européennes devaient conjointement établir les fondations d'une paix durable en Europe. (Documents sur la politique étrangère allemande: 1918-45, vol. 1, Londres, 1954, p. 55.)

L'Union soviétique persiste dans sa ligne politique

Consciente de ce que la politique d'apaisement, qui allait à l'encontre des intérêts de l'impérialisme britannique et français, allait tôt ou tard être contrée par des représentants puissants de l'impérialisme dans ces pays, la direction du P.C.(b)U.S. persista dans ses efforts en vue de conclure une alliance sécuritaire collective.

Le 15 mars 1939, Hitler marchait sur la Tchécoslovaquie. L'opinion publique occidentale fut outragée par cette violation du territoire tchécoslovaque. Chamberlain fut visiblement ébranlé par le public très en colère et par la réaction parlementaire. Sur des instructions émanant du gouvernement britannique, l'ambassadeur britannique à Moscou contacta le Commissaire du Peuple soviétique aux Affaires étrangères, Maxime M. Litvinov, afin de savoir quelle serait la réaction soviétique si l'Allemagne attaquait la Roumanie. Litvinov répondit le même soir en proposant que des représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'U.R.S.S., de la Pologne et de la Roumanie se rencontrent de toute urgence afin de prévenir ce danger. Le gouvernement britannique rejeta cette proposition et, en lieu et place, proposa une déclaration disant qu'en cas d'agression ultérieure, les quatre pays se consulteraient mutuellement. Bien qu'ennuyé par cette réponse, le gouvernement soviétique donna son accord, pourvu que la Pologne fût également signataire. Le ministre polonais des Affaires étrangères, Col Beck, aussi antisoviétique que Chamberlain, refusa de signer, proposant en lieu et place un pacte polonais-britannique d'assistance mutuel-

le.

Le 31 mars 1939, sans consultation préalable de l'Union soviétique, le pacte polono-britannique, qui comportait une garantie unilatérale britannique de défendre la Pologne contre l'agression, fut annoncé. Le 13 avril, il s'étendit à la Grèce et à la Roumanie. Comme Ian Grey le fait correctement remarquer: «Si l'Allemagne attaquait la Pologne ou la Roumanie, la Grande-Bretagne ne pouvait rien sans le soutien de l'Union soviétique, et ce, d'une façon gratuitement insultante, puisque les deux gouvernements ayant soigneusement ignoré le gouvernement soviétique. Churchill, Eden et les autres eurent tôt fait de mettre le doigt sur la stupidité de la politique de Chamberlain.» (Ian Grey, *op. cit.*, p. 306.)

Le 15 avril, sous l'extrême pression de son opinion publique, le gouvernement britannique proposa à l'Union soviétique que cette dernière donne des garanties unilatérales. Le gouvernement soviétique déclina cette proposition puisqu'elle ne fournissait aucune assistance à l'Union soviétique en cas d'attaque allemande. Le 17 avril, le gouvernement soviétique proposa un pacte britannico-franco-soviétique d'assistance mutuelle, qui devait inclure une convention militaire et garantir l'indépendance de tous les États ayant une frontière commune avec l'Union soviétique depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire. Chamberlain et Halifax rejetèrent ce pacte en prétextant de façon douteuse qu'il pourrait offenser la Pologne et l'Allemagne et qu'il impliquerait la Grande-Bretagne dans la défense de la Finlande et des États baltes.

Pour Staline, la conclusion inévitable fut que les dirigeants du gouvernement britannique étaient si aveuglés par leur hostilité à l'égard du régime soviétique que, même s'il s'agissait d'éviter les horreurs de la guerre, ils n'envisageraient pas une alliance avec la Russie soviétique contre l'Allemagne. (Ian Grey, *ibid.*, p. 307.)

Il était indéniable que, pour les milieux gouvernementaux anglais et français, l'idée d'une coalition avec les soviets restait, profondément antipathique, [...]. Les hommes d'État occidentaux considéraient le nazisme comme une barrière appréciable contre le bolchevisme et il est certain que quelques-uns ont envisagé de faire de cette barrière une arme et que même ceux qui avaient compris la nécessité absolue d'une alliance avec la Russie, se demandaient s'il ne valait pas mieux laisser les Russes et les Allemands se déchirer mutuellement. (Deutscher, *op.cit.*, p. 506.)

Le 3 mai, Litvinov fut remplacé par Molotov au poste de Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères. La Grande-Bretagne et la France auraient dû y voir un avertissement des plus clairs, car le nom de Litvinov était associé de très près aux efforts en vue d'une sécurité collective. À cette date encore, l'U.R.S.S. persistait dans sa

politique en vue d'une alliance sécuritaire collective. Le gouvernement britannique était de plus en plus pressé par sa propre opinion publique à négocier avec l'Union soviétique. Le 2 juin, le gouvernement soviétique soumit un nouveau projet d'accord, spécifiant les pays devant bénéficier de la sauvegarde, ainsi que le degré d'implication des trois signataires. Exprimant de l'intérêt pour les propositions soviétiques, le gouvernement britannique décida d'envoyer un représentant à Moscou pour accélérer les négociations. Bien que Chamberlain et Halifax se fussent personnellement rendus à Berlin, ils délèguèrent cette fois, à Moscou, un jeune fonctionnaire du Foreign Office. Cet affront délibéré provoqua une «réelle offense». (Churchill, *ibid.*, p. 304⁶³.)

Le 17 juillet, Molotov annonçait qu'il ne servait pas à grand-chose de poursuivre la discussion autour du traité politique si l'on ne concluait pas en même temps une convention militaire. Le gouvernement britannique répondit à l'annonce de Molotov en acceptant d'envoyer une mission militaire à Moscou. Au lieu d'envoyer Lord Gort, chef de l'état-major impérial - comme le gouvernement soviétique l'avait espéré -, Chamberlain désigna un vieil amiral retraité, l'amiral Reginald Plunkett-Ernie-Erle-Drax, qui se mit en route en empruntant le moyen de transport le plus lent et la route la plus longue (après avoir été instruit, dans les tractations, «d'y aller très lentement dans les négociations») et qui arriva à Moscou le 11 août. Qui plus est, le camp soviétique découvrit, à sa grande surprise, que la délégation britannique était tout simplement venue pour «avoir des entretiens», sans la moindre autorité pour négocier.

Ce qui est certain, c'est que, si les gouvernements occidentaux avaient voulu le [Staline] pousser dans les bras d'Hitler, ils n'auraient pu le faire plus efficacement qu'ils ne le firent. La mission militaire anglo-française reporta son départ de ce précieux jour. Elle gaspilla cinq jours de plus en route, voyageant à bord du navire le plus lent possible. Lorsqu'elle arriva à Moscou, ses lettres de créance et ses pouvoirs n'étaient pas clairs. Les gouvernements dont les Premiers ministres n'avaient pas considéré en dessous de leur dignité de s'envoler pour Munich sur un simple claquement de doigts de Hitler, refusèrent d'envoyer la moindre délégation officielle ou ministérielle négocier l'alliance avec la Russie. Les officiers envoyés pour les entretiens militaires étaient d'un rang inférieur à ceux envoyés, par exemple, en Pologne ou en Turquie. Si Staline voulait une alliance, la façon dont il fut traité pourrait presque avoir été calculée de façon à lui faire abandonner ses intentions. (Deutscher, *ibid.*, p. 425.)

Tout de même, le 12 août, les entretiens concernant une convention militaire débutèrent. Le maréchal Vorochilov, chef de la délégation soviétique, informa les délégués que, sans que les troupes soviétiques soient autorisées à entrer en Pologne, il serait impossible pour elles de défendre ce pays. Les Polonais déclarèrent qu'ils n'avaient pas besoin de l'aide soviétique et qu'ils ne l'accepteraient pas.

S'il faut juger Staline pour sa conduite de l'époque [vers septembre 1938], on ne peut rien lui reprocher. (*Ibid.*, p. 419.)

Et, plus loin:

La devise non écrite de Munich était de garder la Russie hors de l'Europe. Non seulement les grandes puissances - ou grandes en apparence - de l'Occident souhaitaient exclure la Russie. Les gouvernements des petites nations de l'Est de l'Europe, eux aussi, poussaient les hauts cris face à l'ours géant: «Reste où tu es, reste dans ta tanière. » Un peu avant Munich, lorsque les Français et les Anglais discutaient des actions conjointes en vue de défendre la Tchécoslovaquie, les gouvernements polonais et roumain refusèrent catégoriquement d'autoriser le passage des troupes russes vers la Tchécoslovaquie. Ils refusèrent le droit de passage à l'Armée Rouge - et même aux Forces Aériennes Rouges - mais pas simplement parce qu'ils avaient peur du communisme: ils se mettaient à plat ventre devant Hitler.

Ce doit avoir été peu de temps après Munich que l'idée d'une nouvelle tentative de rapprochement avec l'Allemagne prit forme dans l'esprit de Staline ... (*Ibid.*, p. 419.)

Les gouvernements britannique et français, eux aussi, rejetèrent cette proposition.

Il était inutile, dans de telles circonstances, de poursuivre les discussions, qui furent reportées sine die le 21 août. À la suite de quoi, le gouvernement soviétique, se rendant compte de l'entêtement borné des gouvernements britannique et français dans leur refus de conclure une alliance avec l'U.R.S.S. décida de conclure le pacte de non-agression avec l'Allemagne.

Sa [à Staline] préoccupation principale était encore de gagner du temps de sorte que l'industrie et les forces armées soviétiques puissent se renforcer. Avec dégoût, il envisagea désormais la possibilité d'un accord avec Hitler. (Ian Grey, *op. cit.*, p. 309 et Churchill, *op. cit.*, p. 306.)

Quant à la raison pour laquelle Staline donna son accord au pacte de non-agression avec l'Allemagne, Deutscher dit:

Qu'il [Staline] n'ait eu que peu de confiance dans une victoire de Hitler est également certain. Désormais, son but était de gagner du temps, du temps et encore du temps, de poursuivre ses plans économiques, de construire la puissance de la Russie et ensuite de jeter cette puissance sur les plateaux de la balance quand les autres belligérants en seraient aux dernières extrémités. (*Ibid.*, p. 430.)

Signature du pacte de non-agression germano-soviétique

Quoique l'Allemagne ait approché l'Union soviétique dès le 17 avril 1939 pour une normalisation des relations germano-soviétiques et que des approches ultérieures aient été faites en direction du gouvernement soviétique via l'ambassade allemande à Moscou, l'ambassadeur allemand, le comte Fritz von der Schulenburg, rapportait, le 4 août:

Mon impression générale est que le gouvernement soviétique est à présent déterminé à signer avec l'Angleterre et la France. si elles exaucent tous les souhaits soviétiques ... Cela va demander un effort considérable de notre part si nous voulons que le gouvernement soviétique change de direction. (Churchill, *op. cit.*, p. 305.)

Le 14 août, Joachim von Ribbentrop, le ministre allemand des Affaires étrangères, ordonna par télégramme à Schulenburg d'appeler Molotov et de lui lire la communication suivante :

Il n'y a pas de problème entre la mer Baltique et la mer Noire qui ne puisse être réglé à la satisfaction complète des deux pays ... Je suis disposé à faire une brève visite à Moscou ... pour présenter les vues du fùhrer à monsieur Staline ... ce n'est que via une telle discussion que l'on pourra amener un changement... (*Documents sur la politique étrangère allemande: 1918-45. Série D, vol. 7, Londres, 1956, p. 63.*)

Le 16 août, Schulenburg rencontra Molotov et lui lisait le message de Ribbentrop. La même nuit, il rapportait à Berlin «le grand intérêt» de Molotov pour le message, ajoutant que Molotov «était intéressé par la question de savoir comment le gouvernement allemand était disposé envers l'idée de conclure un pacte de non-agression avec l'Union soviétique.» (*Ibid.*, p. 77.)

Ribbentrop répondit le même jour, chargeant Schulenburg de revoir Molotov et de lui faire savoir que :

L'Allemagne est disposée à conclure un pacte de non-agression avec l'Union soviétique.

Je suis disposé à me rendre à Moscou, en avion, n'importe quel jour à partir de vendredi 18 août, pour traiter, sur base des pleins pouvoirs conférés par le fùhrer, toute l'affaire des relations germano-russes et, si l'occasion se présente, pour signer les traités appropriés. (*Ibid.*, p. 84.)

Le 17 août, Molotov tendit une réponse écrite à Schulenburg, lui proposant un accord commercial, pour commencer, devant être suivi, «peu de temps après» par la conclusion d'un pacte de non-agression. Le 18 août, Ribbentrop informait Schulenburg par télégramme que le «premier stade» - celui consistant à signer un accord commercial- avait été atteint et il demandait qu'il lui soit permis de faire un voyage «immédiatement» à Moscou.

Le 19 août, Schulenburg répondait que Molotov était d'accord pour que :

... le ministre des Affaires étrangères du Reich arrive à Moscou le 26 ou 27 août. Molotov m'a tendu le projet du pacte de non-agression. (*Ibid.*, p. 134.)

Le 20 août, Hitler envoya un télégramme personnel urgent à Staline, acceptant le projet soviétique du pacte de non-agression, en lui demandant de recevoir Ribbentrop à Moscou, le 22 août ou le 23 au plus tard.

Staline répondit le 21 août pour accepter cette visite:

Le gouvernement soviétique m'a chargé de vous informer qu'il est d'accord avec l'arrivée de monsieur von Ribbentrop à Moscou, le 23 août. (*Ibid.*, p. 168.)

Ribbentrop arriva à Moscou à la tête d'une délégation le 23 août. Le même soir, il était reçu par Staline. Selon un compte-rendu digne de foi, la réunion fut glaciale et loin d'être amicale. Gauss, adjoint principal de Ribbentrop. et qui l'accompagnait, rapporte:

Ribbentrop en personne avait ajouté au préambule une phrase plutôt ronflante concernant les relations amicales germano-soviétiques. À ceci, Staline fit une objection. faisant remarquer que le gouvernement soviétique ne pouvait brusquement présenter à son public une déclaration germano-soviétique d'amitié après avoir été couvert de seaux de fumier, durant six ans, par le gouvernement nazi. Sur ce, la phrase du préambule fut supprimée. (Churchill, *op. cit.*, p. 306.)

Le pacte était donc signé. Sous protocole secret, on s'accorda pour que, dans la Baltique, «la frontière nord de la Lituanie représente la limite des zones d'intérêt à la fois de l'Allemagne et de l'U.R.S.S » et pour que, dans le cas de la Pologne, « ... les zones d'intérêt à la fois de l'Allemagne et de l'U.R.S.S. soient limitées approximativement par la ligne des cours d'eau Narew, Vistule et Sau. » (Documents sur la politique étrangère allemande: 1918-45, *op. cit.*, p. 264.)

En d'autres termes, la ligne Curzon allait devenir cette frontière et, dans la zone est de celle-ci, qui avait été prise par la Pologne à l'Union soviétique après la Révolution d'Octobre, l'Allemagne avait été d'accord avec l'U.R.S.S. pour qu'elle mène toute action qu'elle souhaitait.

Pourquoi l'Union soviétique signa le pacte du 23 août

S'adressant au Soviet suprême le 31 août, Molotov dissipa «la fiction selon laquelle la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique avait mis sens dessus dessous les négociations anglo-franco-soviétiques»:

Des tentatives ont été menées en vue de répandre la fiction selon laquelle la conclusion du pacte germano-soviétique a interrompu les négociations avec la Grande-Bretagne et la France en vue d'un pacte d'assistance mutuelle ... En réalité, comme vous le savez, c'est tout l'inverse qui est vrai ... L'Union soviétique a signé le pacte de non-agression avec l'Allemagne, entre autres choses, parce que les négociations avec la France et la Grande-Bretagne s'étaient ... terminées par un échec et ce, par la faute des sphères dirigeantes de la Grande-Bretagne et de la France. (Molotov, *La politique soviétique de paix*, Lawrence & Wishart, Londres, p. 20.)

Même l'historien Edward Carr, résolument antisoviétique, est obligé d'admettre que la décision de l'Union soviétique de signer le pacte de non-agression avec l'Allemagne était un second choix fait à contrecœur et forcé:

La caractéristique frappante des négociations germano-soviétiques ... est l'extrême prudence avec laquelle elles furent conduites par le camp soviétique, et la résistance prolongée des Soviétiques à vouloir fermer les portes aux négociations occidentales. (Carr E 1949, p. 104.)

Le même Edward Carr, notant que le gouvernement de Chamberlain, «en tant que défenseur du capitalisme», rejeta une alliance avec l'U.R.S.S. contre l'Allemagne, fit l'estimation suivante des bénéfices réalisés par l'Union soviétique suite à la signature du pacte de non-agression avec l'Allemagne:

Avec le pacte du 23 août 1939, il [le gouvernement soviétique] s'assura: (a) un temps de respiration pour se protéger d'une attaque; (b) l'aide allemande pour limiter la pression japonaise en Extrême-Orient; (c) l'accord allemand pour l'établissement d'un bastion avancé au-delà des frontières soviétiques existantes en Europe orientale; il était important que ce bastion fût, et ne pût être que, une ligne de défense contre une attaque allemande potentielle dont l'éventualité ne fut jamais absente des calculs soviétiques. Mais ce que ce pacte assura par-dessus tout, ce fut la garantie que, si l'U.R.S.S. devait finalement combattre Hitler, les puissances occidentales seraient déjà impliquées. (Carr E 1949, p. 103.)

Après ce résumé correct, succinct et brillant des bénéfices de l'Union soviétique. suite à la signature du pacte du 23 août, il est difficile d'imaginer qu'il reste encore des gens qui affirmeront qu'en signant ce pacte de non-agression avec l'Allemagne. l'Union soviétique fut coupable «d'avoir abandonné l'internationalisme prolétarien ». Malheureusement, on rencontre toujours ce genre de personne. Il est difficile de dire si c'est l'ignorance ou la mauvaise intention qui les fait penser et émettre de telles idées erronées. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que nul n'est si sourd que celui qui ne veut entendre.

Tout hostile qu'il soit, Deutscher est forcé d'admettre un autre bénéfice, à savoir l'avantage moral conquis par l'Union soviétique dans le fait d'avoir signé ce pacte du 23 août avec l'Allemagne hitlérienne:

Son gain moral [à l'U.R.S.S.] consista en la conscience claire de ses peuples que l'Allemagne était l'agresseur et que leur propre gouvernement avait recherché la paix jusqu'au bout.

En ce qui nous concerne, nous nous souviendrons toujours avec admiration et gratitude de ce coup de maître de la politique étrangère russe qui contribua de façon si significative à libérer l'humanité des horreurs de l'Allemagne nazie. Les résultats

furent exactement ceux que l'U.R.S.S. avait espérés. Exactement une semaine après la signature du pacte, c'est -à-dire le 1^{er} septembre 1939, les nazis envahissaient la Pologne. Le surlendemain, à l'expiration de leur ultimatum, la Grande-Bretagne et la France déclaraient la guerre à l'Allemagne. Alors que les impérialistes, qui, tous avaient prévu d'étrangler l'Union soviétique, se combattaient mutuellement, l'Union soviétique s'assurait deux précieuses années en vue de se préparer à une guerre finale, laquelle fut déclenchée à 4 heures du matin, le 22 juin 1941, par l'invasion allemande de l'Opération Barbarossa, lancée par Hitler avec 162 divisions, 3 400 chars et 7 000 canons. La défense héroïque de l'Union soviétique, les batailles titanesques qu'elle livra, ses victoires légendaires sont passées dans le folklore et ne nécessitent plus de commentaire ici⁶⁴.

Un point, pour terminer: des cercles hostiles à l'Union soviétique ont toujours mis sur un même pied l'invasion soviétique de la Pologne à l'est de la ligne Curzon et l'invasion nazie et l'occupation du reste de la Pologne. Les deux sont qualitativement différents. Primo, les forces soviétiques se sont engagées dans le seul territoire qui était le leur avant qu'il ait été accaparé par la Pologne après la Révolution d'Octobre. Secundo, et c'est beaucoup plus important, l'Union soviétique attendit seize jours après l'invasion nazie de la Pologne.

Lorsque, le 5 septembre [1939], Ribbentrop commença à presser les Russes à marcher dans leur part de la Pologne, Staline n'était pas encore prêt à donner les ordres de marche ... Il ne voulait pas ... prêter la main à la défaite de la Pologne et il refusa de bouger avant que l'effondrement de la Pologne soit complet au-delà de tout doute. (Deutscher, *op. cit.*, p. 432.)

C'est seulement quand il fut absolument certain que l'État polonais s'était effondré, que les forces soviétiques entrèrent en Pologne (le 17 septembre) et ce, afin de sauvegarder ses défenses de même que l'intégrité des peuples des territoires envahis par les forces soviétiques. La vérité est que les soldats soviétiques furent salués par la population locale comme des libérateurs et des héros.

Dans son discours au Soviet suprême, le 31 octobre 1939, Molotov déclara:

Nos troupes sont entrées sur le territoire de la Pologne seulement après que l'État polonais se fut effondré et eut en fait cessé d'exister. Bien sûr. nous ne pouvions pas rester neutres envers ces faits, puisque suite à ces événements, nous avons été confrontés à des problèmes urgents concernant la sécurité de notre État. En outre, le gouvernement soviétique ne pouvait que tenir compte de la situation exceptionnelle créée pour nos frères en Ukraine occidentale et en Biélorussie occidentale, qui avaient été abandonnés à leur sort suite à l'effondrement de la Pologne. (Molotov, *op. cit.*, pp. 31-32.)

Et, plus loin:

Quand l'Armée Rouge entra dans ces régions, elle fut saluée avec une sympathie générale par la population ukrainienne et biélorusse qui accueillit nos troupes comme des libérateurs du joug de la noblesse, du joug des grands propriétaires et capitalistes polonais. (*Ibid.*, p. 33.)

La marche soviétique dans ces territoires eut l'effet de délivrer 13 millions de personnes, y compris un million de juifs, des horreurs de l'occupation nazie et de l'extermination. On ne peut que conjecturer que ceux qui étaient opposés à l'entrée soviétique dans les territoires à l'Est de la ligne Curzon auraient plutôt vu ces zones envahies par les nazis! Un «internationalisme» des plus bizarres, en fait! De tels individus sont en réalité à la droite de certains conservateurs mêmes. Que les mots qui suivent, prononcés à la Chambre des Députés le 20 septembre 1939 par le conservateur Robert Boothby, jettent l'éternel opprobre sur de tels «socialistes» et «internationalistes»:

Je pense qu'il est légitime de supposer que cette action de la part du gouvernement soviétique a été entreprise ... du point de vue de l'autopréservation et de l'autodéfense ... L'action entreprise par les troupes russes ... a repoussé la frontière allemande considérablement vers l'ouest. ..

Je suis reconnaissant de ce que les troupes russes sont aujourd'hui le long de la frontière polono-roumaine. Je préférerais avoir là des troupes russes que des troupes allemandes. (Cité par Bill Bland dans son ouvrage, *Le pacte de non-agression germano-soviétique de 1939*, un excellent article présenté à la Staline Society en 1992.)

Staline accusé de nationalisme bourgeois

Mais M. F, comme dans tous les autres sujets, s'est trouvé lui-même attiré par une ligne semi-trotskiste d'hostilité envers Staline, dont il n'aurait probablement pas pu commencer à comprendre les calculs, même s'il avait essayé de le faire. À la page 19 de son article, il continue à fustiger Staline:

Pendant la guerre, il y eut, et c'est compréhensible, un élan de sentiment national contre les agresseurs nazis, mais Staline encouragea ceci bien au-delà des limites compatibles avec les principes internationalistes prolétariens sur lequel repose l'État soviétique. Il invoqua les esprits du passé impérial russe dans les premiers jours de la guerre: «Puissent les figures humaines de nos grands ancêtres - Alexandre Nevski, Dimitri Donskoï, Kazuma Minine, Dimitri Pozarski, Alexandre Souvorov et Mikhaïl Koutsov - vous inspirer dans cette guerre] Puisse la bannière victorieuse du grand Lénine être votre étoile! »

Ces lignes citées par M. F. sont tirées du discours de Staline lors du défilé de l' Ar-
506

mée Rouge sur la Place Rouge de Moscou, le 7 novembre 1941. Le contexte dans lequel ces remarques ont été faites était le suivant: l'Union soviétique était amenée à gagner en raison de sa force matérielle et de la *justesse de sa cause*, parce qu'elle menait une guerre de libération non seulement pour le peuple soviétique, mais aussi pour les peuples asservis de l'Europe, tombés sous le joug des oppresseurs fascistes. Voici le contexte dans lequel le camarade Staline avait fait ces remarques:

Camarades, hommes de l'Armée Rouge et de la Flotte Rouge, commandants et instructeurs politiques, hommes et femmes de la guérilla. Le monde entier vous regarde comme étant les forces capables de détruire les hordes pillardes des envahisseurs allemands. *Les peuples asservis de l'Europe qui sont tombés sous le joug des envahisseurs allemands vous regardent comme leurs libérateurs.* Une grande mission libératrice vous est échue. Soyez dignes de cette mission! *La guerre que vous menez est une guerre de libération. Une guerre juste.* Puissent les figures humaines de nos grands ancêtres - Alexandre Nevski, Dimitri Donskoï. Kazuma Minine, Dimitri Pozarski, Alexandre Souvorov et Mikhaïl Koutsov - vous inspirer dans cette guerre! Puisse la bannière victorieuse du grand Lénine être votre étoile! (C'est moi qui souligne - H. B.)

Serait-il permis de conclure des remarques de Staline reprises ci-dessus qu'il encourageait un grand élan de sentiments nationaux allant «bien au-delà des limites compatibles avec les principes internationalistes prolétariens»? Bien sûr que non. Le premier point dont il faut se souvenir ici - et c'est un point que tous les «socialistes» du genre de M. F. oublient - c'est que la nation qui doit être défendue est une nation socialiste. Secundo. Staline parle ici de l'Union soviétique qui menait une guerre juste, une guerre de libération contre une agression étrangère. C'est dans ce contexte que les noms des grands patriotes russes (« les esprits du passé impérial russe », comme M. F. préfère les appeler) ont été mentionnés. Car, en leur temps, ces «grands ancêtres» avaient également combattu en vue de défendre la Russie contre une agression extérieure. Dans le contexte de la grande guerre patriotique du peuple de l'U.R.S.S., il était parfaitement légitime d'invoquer les noms des «grands ancêtres» qui, à leur époque, avait montré leur patriotisme dans la défense de leur pays. Le Parti du Travail d'Albanie et tout le peuple albanais continuent à «invoquer l'esprit» de Scanderbeg, un seigneur féodal, qui combattit pour l'indépendance albanaise. M. F. considère-t-il que le Parti du Travail d'Albanie encourage le nationalisme albanais «bien au-delà des limites compatibles avec les principes internationalistes prolétariens»? Tertio, le camarade Staline lance un appel aux hommes et aux femmes des forces armées et des unités de guérilla soviétiques en vue de combattre pour la libération non pas du seul peuple soviétique, mais aussi pour la libération des «peuples asservis de l'Europe» - très étrange nationalisme que celui-ci! Et, quarto, M. F. «oublie» de poursuivre ses commentaires sur le fait que Staline, dans son discours, non seulement «invoquait les esprits du passé impérial de la Russie », mais il invoquait également l'esprit du grand Lénine:

Que l'esprit du grand Lénine et sa bannière victorieuse nous animent dans cette guerre patriotique de la même façon qu'il y a vingt-trois ans [c'est-à-dire, durant la guerre civile et la guerre d'intervention de 1918].

Puisse la bannière du grand Lénine être votre étoile ! Sous la bannière de Lénine, en avant vers la victoire!

À propos de l'invocation de l'esprit de Lénine, M. F ne dit pas un mot. Il fuit cette partie du discours du camarade Staline comme le diable fuit l'eau bénite⁶⁵. Ou, peut être M. F considère-t-il l'esprit de Lénine comme l'un des esprits du «passé impérial de la Russie»?

En fin de compte, si on lit ce discours du camarade Staline dans le contexte de tous ses discours sur la grande guerre patriotique, on peut en arriver à une conclusion, et une seule, c'est que, si les discours de Staline contiennent le moindre appel au sentiment national, un tel appel n'est jamais poussé «bien au-delà des limites compatibles avec les principes internationalistes prolétariens». Le véritable patriotisme prolétarien, l'amour de sa mère patrie socialiste, n'a jamais été et ne sera jamais incompatible avec l'internationalisme prolétarien.

Tous les M. F de ce monde, toutefois, sont habitués à apprendre des phrases et des formules par cœur. Ils ne se penchent jamais un instant sur leur sens. Ils ont évidemment entendu que pendant la première guerre impérialiste, Lénine avait dénoncé le slogan de défense de la patrie comme une trahison infamante envers le socialisme. Par conséquent, ils pensent que Lénine était opposé à jamais et sous toutes les conditions à la défense de la patrie, qu'importe si cette patrie était socialiste ou impérialiste ou si c'était une patrie opprimée ou oppressive. Ils sont incapables, par conséquent, de faire la différence entre guerres justes et guerres injustes, entre guerre entre impérialistes et guerres contre l'impérialisme. D'où leurs dénonciations hystériques de Staline parce qu'il encourageait la défense de la patrie socialiste. Si la défense de la patrie, dans *toutes* les circonstances, devait être considérée comme un mal, comme c'est le cas aux yeux de certains «marxistes» de pacotille comme M. F, dans ce cas, les guerres de libération nationale (par exemple, la lutte du peuple vietnamien) contre l'impérialisme et les guerres défensives de la révolution prolétarienne contre l'intervention impérialiste (telles la guerre de l'U.R.S.S. contre l'intervention et l'agression) auraient dû être dénoncées comme des trahisons envers le socialisme. C'est précisément la conclusion à laquelle arrivent explicitement ou implicitement, intentionnellement ou pas, les M.F et, en aboutissant à ce genre de conclusion, ils rendent leur rupture avec le marxisme-léninisme totale, absolue et sans appel.

De la lecture des discours du camarade Staline et de l'histoire de l'époque, il devient parfaitement clair que le peuple soviétique fut mobilisé sur des slogans prônant de

combattre le fascisme pour la défense et la liberté de la mère patrie socialiste et pour la défense et la liberté des peuples asservis de l'Europe qui étaient tombés sous le joug des agresseurs fascistes. De ce fait, l'accusation de nationalisme lancée par M. F., ne tient pas le coup face au test de la vérification.

Pour étayer son allégation concernant la «dégénérescence nationaliste» de l'Union soviétique, M. F. s'amène à la page 20 avec un autre élément ou «preuve». Cette «preuve» consiste en une citation reprise par M. F. chez Ilya Ehrenbourg qui prétendait n'entretenir aucun espoir de soulèvement populaire en Allemagne parce que:

Pour un mouvement populaire, il faut des gens. Mais ce que nous avons en Allemagne, ce sont des millions de Fritz et de Gretchen, une masse avide et stupide, certains sont effrontés, d'autres timorés, mais toujours incapables de réflexion ou de sentiment.

Est-ce que ceci a quelque chose à voir avec la ligne politique du P.C.(b)U.S., du gouvernement soviétique ou de Staline? Rien du tout, sous quelque angle où l'on se place. Ehrenbourg appartenait à une organisation juive russe, et il réagissait de façon très émotionnelle à la persécution des juifs par les fascistes allemands. Ehrenbourg n'était pas membre du P.C.(b)U.S.

En ce qui concerne le P.C.(b)U.S. et Staline, le peuple allemand, loin d'être considéré comme «une masse avide et stupide ... incapable de réflexion ou de sentiment», était, au contraire, considéré comme une force révolutionnaire qui était vouée à briser et à «submerger» les arrières des fascistes hitlériens. La propagande soviétique officielle durant la guerre reflétait cette position correcte du P.C.U.S. et de Staline. Voici un exemple - parmi les nombreux autres auxquels on pourrait faire allusion - des références de Staline au rôle révolutionnaire du prolétariat allemand:

Seuls les fous hitlériens ne parviennent pas à comprendre que non seulement les arrières de l'Europe, mais *également les arrières allemands des troupes allemandes représentent un volcan qui est prêt à entrer en éruption et à submerger les aventuriers hitlériens.* (Discours prononcé le 6 novembre 1941, c'est moi qui souligne - H. B.)

Il y a d'innombrables exemples dans les discours de Staline sur la grande guerre patriotique, aussi bien que dans la propagande soviétique, où le sentiment ci-dessus est répété tant et plus. Qui, sinon les menteurs les plus effrontés et les calomniateurs professionnels (comme M. F.) pourraient, à la lumière de tout ceci, affirmer que la «répétition constante» de la «ligne propagandiste» soviétique «qui rejetait tous les Allemands comme des sadiques abrutis ne pouvait qu'empêcher toute véritable compréhension du fascisme»?

Le truc de M. F. consistant à fouetter Staline pour les péchés d'Ilya Ehrenbourg peut

être pris maintenant pour ce qu'il est, c'est-à-dire une ficelle bourgeoise, et une ficelle malhonnête qui plus est. Cela ne prendra tout simplement pas, monsieur M. F. - certainement pas en dehors des cercles semi-trotskistes et semi-révisionnistes du CFB et autres organisations «marxistes» du même acabit!

La «preuve» suivante avancée par M. F. est celle-ci:

Sans doute afin d'investir le nationalisme bourgeois de quelque dignité, Staline exprima l'opinion bizarre selon laquelle les nazis n'étaient pas *exactement* des nationalistes: «Les hitlériens peuvent-ils être considérés comme des nationalistes? Non, ils ne le peuvent. En fait, les hitlériens ne sont pas des nationalistes, pour l'instant, mais des *impérialistes*. »

Une fois de plus, atteignant un niveau de bassesse face auquel les normes et pratiques même du journalisme le plus sensationnel de Fleet Street semblent plutôt décentes, M. F. a détourné la remarque ci-dessus de Staline de son contexte. Les fascistes hitlériens envahissaient un pays après l'autre, soumettant des peuples au vol, au meurtre, au pillage, à la mise à sac, aux pogroms - tout cela dans l'intérêt de l'impérialisme allemand, afin de créer un «grand empire allemand». Afin de masquer leur essence réactionnaire, impérialiste, aux Allemands et aux autres peuples, les fascistes continuaient à commettre leurs crimes haineux - l'asservissement des peuples à l'étranger et du peuple allemand sur le territoire national - en se faisant appeler «national-socialistes ». Dans son discours, Staline réfutait la prétention de ces fascistes à vouloir s'appeler socialistes ou nationalistes. Les fascistes, dit-il, n'étaient pas des socialistes, car ils étaient les ennemis les plus féroces de la classe ouvrière de l'Allemagne et des autres pays. Ils n'étaient pas non plus des nationalistes, car ils n'étaient pas engagés dans la défense de l'Allemagne, mais, au contraire, dans la soumission d'autres peuples dans les intérêts de l'impérialisme allemand. Les hitlériens, disait-il, devraient par conséquent être appelés par leur propre nom, c'est-à-dire impérialistes. L'espace ne permet pas la citation du passage entier du discours du camarade Staline, duquel M. F. a détourné la remarque qui précède, mais les importants paragraphes qui suivent suffiront à le remettre dans son contexte approprié et légitime:

Qui sont les «national-socialistes»?

Dans notre pays, les envahisseurs allemands, c'est-à-dire les hitlériens, sont habituellement appelés fascistes. Les hitlériens, apparaît-il, considèrent ceci comme une erreur et continuent obstinément à s'appeler «national-socialistes», Ce qui fait que les Allemands veulent nous assurer que le parti hitlérien, le parti des envahisseurs allemands, qui est occupé à piller l'Europe et a organisé la traîtresse attaque de notre État socialiste, est un parti socialiste. Est-ce possible? Que peut-il y avoir de commun entre le socialisme et la bestialité des envahisseurs hitlériens qui pillent et oppriment les nations d'Europe?

Les hitlériens peuvent-ils être considérés comme des *nationalistes*? Non, ils ne le peuvent. En fait, les hitlériens ne sont pas des nationalistes, pour l'instant, mais des *impérialistes*. Tant que les hitlériens ont été engagés à rassembler les territoires allemands et à réunifier le district du Rhin, l'Autriche, etc., il était *possible* avec un certain fondement de les appeler nationalistes. Mais après qu'ils se soient emparés de territoires étrangers, qu'ils aient asservi les nations européennes -les Tchèques, les Slovaques, les Polonais, les Norvégiens, les Danois, les Hollandais, les Belges, les Français, les Serbes, les Grecs, les Ukrainiens, les Biélorusses, les habitants des pays baltes, etc. - et qu'ils aient commencé à s'étendre en vue de la domination mondiale, le parti hitlérien a cessé d'être un parti nationaliste, parce qu'à partir de ce moment, il est devenu un parti impérialiste, un parti d'annexion et d'oppression.

Le parti hitlérien est un parti d'impérialistes, et d'impérialistes des plus rapaces et des plus prédateurs parmi tous les impérialistes du monde.

Les hitlériens peuvent-ils être considérés comme des *socialistes*? Non, ils ne le peuvent. En fait, les hitlériens sont les ennemis jurés du socialisme, de fieffés réactionnaires et des Cent-Noirs qui ont dérobé à la classe ouvrière et aux peuples d'Europe leurs libertés démocratiques les plus élémentaires.

.. . En fait, le régime hitlérien est une copie de ce régime réactionnaire qui existait en Russie sous le tsarisme. Il est bien connu que les hitlériens suppriment les droits des travailleurs, les droits des intellectuels et les droits des nations aussi facilement que ne le faisaient les régimes tsaristes, et qu'ils organisent des pogroms moyenâgeux contre les juifs aussi facilement que le régime tsariste⁶⁶ les organisait.

Le parti hitlérien est un parti d'ennemis des libertés démocratiques, un parti de réaction médiévale et de pogroms des Cent-Noirs. (C'est moi qui souligne - H. B.)

Dans ce cas, qu'est-ce qui ne va pas, dans le contexte ci-dessus, avec Staline qui refuse aux fascistes le titre de «national-socialistes»? Peut-être M. F. ne veut-il pas contester le droit des hitlériens bestiaux à se faire appeler «national-socialistes»? Si c'est le cas, M. F. devrait avoir ouvertement le courage de proclamer ce droit des fascistes, plutôt que d'admettre ce droit de façon simplement timide, imperceptible et implicitement sous le couvert d'un torrent d'insultes lancées au camarade Staline. Si c'est la position de M. F. - et il s'avère que ce l'est - il faudrait lui demander: monsieur M. F., dans quel camp êtes-vous? Etes-vous dans le camp des forces du fascisme et de la réaction la plus noire ou êtes-vous dans le camp des forces de la révolution prolétarienne et de la libération nationale?

Au vu de ce qui a été dit plus haut, on peut conclure, sans l'ombre d'un doute, que les allégations de M. F. à propos de la «dégénérescence nationaliste» de l'U.R.S.S. durant la période considérée manquent totalement de fondement.

Chapitre 25

Absence d'une ligne de masse

La troisième accusation vient, entre autres, de deux individus, à savoir M.F et le professeur G. Thomson. Voici ce que dit M.F:

En un mot, ce qui manquait, c'était une vraie «ligne de masse». (p. 20).

Il n'y a aucune preuve que l'appareil de l'État soviétique ait réellement commencé à «fusionner avec les masses» ou à «comprendre en lui-même les millions de travailleurs». En l'absence d'une ligne de masse, la dégénérescence du Parti et de l'État était inévitable tôt ou tard ...

En l'absence d'une ligne de masse, le «parti se sépare de plus en plus des masses et les contradictions sociales sont inévitablement traitées de mauvaise façon ... ». Et ainsi de suite ...

Quelle est la preuve fournie par M. F de cette grave allégation? La preuve de M.F consiste en sa propre affirmation: «Il n'y a aucune preuve que l'appareil de l'État soviétique ait réellement commencé à "fusionner avec les masses" ou à "comprendre en lui-même les millions de travailleurs".» Si cette méthode bizarre de «preuve» par affirmation devait être acceptée comme valable, il n'y aurait rien d'étrange à répondre à l'allégation de M. F en lui disant tout simplement: «Il n'y a pas de preuve» que l'allégation de M. F. ait quelque fondement que ce soit. On espère que le présent article fera mieux que cela, mais avant de traiter de M. F, il faudrait également entendre le confus professeur Thomson sur la question.

Dans son ouvrage *From Marx to Mao Tse-tung - A Study in Revolutionary Dialectics* - ç' aurait été plus judicieusement intitulé «contre la dialectique révolutionnaire» -, le professeur s'amène avec le beau morceau choisi que voici:

... La propriété capitaliste avait été remplacée [en U.R.S.S.] par la propriété socialiste la production à petite échelle par la production à grande échelle. Mais la transformation socialiste de la superstructure politique et idéologique restait toujours à accomplir. Un nouvel appareil d'État avait été créé, contrôlé, via le Parti, par le prolétariat, mais les masses n'étaient pas encore pleinement impliquées en lui. Au contraire, il s'était jusqu'à un certain point aliéné des masses Les tendances bureaucratiques se développaient aussi au sein du Parti même. Les vieilles classes exploiteuses avaient été exploitées, mais en aucun cas éliminées. (Thomson 1971,

Cette dernière phrase - en ne tenant compte provisoirement de rien de ce qui figure dans le reste du paragraphe cité - est une perle rare, dont seul le professeur des classiques, le professeur Thomson en personne, connaît sans doute le secret. Au profit de certains d'entre nous qui, au contraire du professeur, ne peuvent revendiquer le privilège d'être «instruits», le professeur aurait-il la bonne obligeance de nous éclairer sur le sens de la phrase: «Les vieilles classes exploiteuses avaient été expropriées, mais en aucun cas éliminées»? Jusqu'ici, les marxistes, y compris Lénine par exemple, ont considéré l'expropriation des classes exploiteuses comme étant la même chose que leur élimination. Le professeur, semble-t-il, pense autrement. Il le fait précisément parce que, comme on l'a vu plus haut, il confond l'élimination des classes exploiteuses et l'élimination de la lutte des classes. Vu que la lutte des classes, sous le socialisme, se poursuit (et ceci, même notre professeur le sait), il en arrive, par un processus de raisonnement en sens inverse, à la conclusion que les classes exploiteuses n'avaient pas été éliminées, car, selon lui, la lutte des classes doit arriver à son terme lorsqu'on a éliminé les classes exploiteuses (voir page 131 de son ouvrage). Peut-être, par élimination des classes exploiteuses, le professeur entend-il l'extermination physique de tous les membres des anciennes classes exploiteuses? Si c'est cela qu'il a en tête, il devrait le dire. Peut-être aurait-il aimé voir leur élimination physique. Si cette extermination s'était produite - en fait, ce n'est pas le cas nous ne serions toujours pas débarrassés du professeur, car il nous confronterait à une autre déviation «gauchiste» de la part de Staline. Telle est la façon d'opérer de tous les Thomson de ce monde.

Pour ce faire, le professeur Thomson poursuit ainsi, page 135: «Si les masses s'étaient levées pour prendre la lutte des classes en mains propres et la mener à bien jusqu'à la fin, prenant soin de distinguer entre les amis et les ennemis, elles auraient été en mesure d'isoler les contre-révolutionnaires en leur sein et, en même temps, de fournir un contrôle sur les activités de la police de sécurité. »

Et, plus loin: «... *Les ennemis étaient traités comme des amis et les amis comme des ennemis.* »

Quelles preuves le professeur a-t-il fournies à l'appui de ces affirmations?

Quelques autres affirmations de plus. Il part du principe établi que ses affirmations sont des vérités éternelles et immuables. Sur base de cette présomption, il poursuit en faisant quelques affirmations supplémentaires, censées fournir une explication relative aux «erreurs» attribuées à Staline dans les affirmations citées ci-dessus.

Staline avait divorcé des masses, affirme le professeur. Pourquoi? « ... Peut-être parce que lui-même était enclin à beaucoup trop compter sur *l'administration en elle-*

même», répond notre rat d'archives, Thomson. Pourquoi Staline était-il «enclin à beaucoup trop compter sur *l'administration en elle-même*»], demandons-nous. La réponse fournie par le professeur de classiques est la suivante: parce que Staline avait commis «l'erreur» de croire qu'en 1936, la lutte des classes en U.R.S.S. était terminée; il n'avait donc pas compris que «loin de disparaître, la résistance des classes expropriées se poursuivait et adoptait de nouvelles formes, plus insidieuses que les anciennes et, de ce fait, plus dangereuses même. Dans ces circonstances, il était d'une nécessité vitale que l'on maintînt et renforçât la dictature du prolétariat, comme Lénine l'avait prévu» (p. 135).

Le mensonge éhonté, contenu dans le paragraphe ci-dessus, a déjà été réfuté dans cet article. On a clairement montré, plus haut, que Staline, loin de croire dans l'étiollement de la lutte des classes sous le socialisme, défendait le point de vue contraire selon lequel la lutte des classes allait s'intensifier sous la dictature du prolétariat; qu'il conduisait une lutte sans merci contre ceux qui avançaient cette théorie «dangereuse» et «pourrie» de l'étiollement de la lutte des classes. C'est notre si brillant et pourtant si stupide professeur qui a commis l'erreur et qui, dans sa confusion et sa vanité, présente sa propre erreur comme une «erreur de Staline». C'est le professeur qui confond, comme on l'a vu plus haut, l'élimination des classes exploiteuses et l'élimination de la lutte des classes.

Quant à l'implication selon laquelle la Constitution de 1936 affaiblissait la dictature du prolétariat, elle est inexacte. Loin de l'affaiblir, la nouvelle Constitution renforçait la dictature du prolétariat en élargissant sa base, conformément aux changements dans la structure de classes de la société soviétique. Staline traita de cette critique dans son discours sur la Constitution:

Le *quatrième* groupe de critiques, en attaquant le projet de la nouvelle Constitution, le caractérise comme une «évolution à droite », comme un «abandon de la dictature du prolétariat», comme la «liquidation du régime bolchevik». «Les bolcheviks ont obliqué à droite, c'est un fait», déclarent-ils sur divers tons. Certains journaux polonais et, en partie, les journaux américains, se montrent particulièrement zélés à cet égard.

Que peut-on dire de ces critiques, s'il est permis de les appeler ainsi?

Si l'élargissement de la base de la dictature de la classe ouvrière et la transformation de la dictature en un système plus souple, et par conséquent plus puissant, de direction politique de la société, sont interprétés par eux, non comme un renforcement de la dictature de la classe ouvrière, mais comme son affaiblissement ou même comme son abandon, il est permis de demander: ces messieurs savent-ils en général ce que c'est que la dictature de la classe ouvrière?

Si la consécration législative de la victoire du socialisme, la consécration législative des succès de l'industrialisation, de la collectivisation et de la démocratisation, ils l'appellent «évolution à droite», il est permis de demander: ces messieurs savent-ils en général ce qui distingue la gauche de la droite? (Staline 25-11-1936.)

Comme on l'a noté plus haut, le professeur dit ceci. Durant les années 30 et ensuite, les ennemis «étaient traités comme des amis et les amis comme des ennemis». Pourquoi? Parce que Staline ne comprenait pas la distinction entre contradictions antagonistes et contradictions non antagonistes. C'est ce que dit le professeur. Quelle est la preuve de cette affirmation? Voici ce que profère le pédant professeur, dans l'espoir que ses lecteurs seront aussi crédules que les étudiants d'université auxquels le professeur est habitué, et qu'ils accepteront cela comme «preuve»:

À ce propos, il est caractéristique que dans son *Matérialisme dialectique et historique* de 1938, Staline ne faisait pas la distinction entre contradictions antagonistes et non antagonistes, pas plus qu'il ne faisait remarquer que, selon qu'on les maniait, les contradictions antagonistes peuvent se muer en non antagonistes et les contradictions non antagonistes devenir antagonistes.

S'il fallait nous atteler à la tâche de dresser la liste de tout ce qu'on ne trouve pas dans le *Matérialisme dialectique et historique* de Staline (Staline 9-1938), il vaudrait particulièrement la peine de «remarquer» que cette tâche requerrait non seulement les existences de centaines de professeurs, mais qu'elle serait également futile. Nous n'avons pas l'intention de charger l'aristocratie des professeurs - ne serait-ce que pour leur garder un emploi lucratif - de cette tâche aux dépens de la classe ouvrière britannique déjà si taxée - pour ne rien dire des peuples hyper-exploités de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine.

Le fait que, dans *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique*, Staline ne traite pas des contradictions antagonistes et non antagonistes ne prouve rien, certainement pas qu'il ne comprenait pas la distinction entre ces deux types de contradictions. Seuls des hommes mentalement déficients, issus des «études supérieures» et habitués à être nourris à la cuiller par des formules toutes faites, sont susceptibles d'aboutir à ce genre de conclusion. Un jour, Mikhaïlovski, un personnage de l'acabit du professeur se demandait gravement: «Dans quel ouvrage Marx a-t-il exposé sa conception matérialiste de l'histoire?» À cette question, Lénine répondit: «Dans quel ouvrage Marx n'a-t-il pas exposé sa conception matérialiste de l'histoire?» (Lénine 1894, p. 158.)

Pour comprendre le matérialisme dialectique et historique et les contradictions des différents types, il ne suffit pas d'écrire sur le sujet. On les comprendra avant tout par leur application réelle à l'étude de la société, à la solution des problèmes. Si l'on

applique ceci - le seul test légitime - à Staline, la seule conclusion qu' on puisse en tirer est que non seulement il avait entendu parler des divers types de contradictions (et c'est tout ce que nos professeurs connaissent des contradictions), mais il les saisissait et comprenait pleinement et, plus encore, il a appliqué leur compréhension pour résoudre des problèmes d'importance historique mondiale durant les quelque 30 années de sa vie qui ont suivi la mort de Lénine. Ce n'est qu'en comprenant correctement différents types de contradictions que Staline et le P.C.(b)U.S. furent à même de mener avec succès la lutte pour l'industrialisation de l'U.R.S.S., pour la collectivisation de son agriculture et pour la défaite du fascisme. Le professeur Thomson pense-t-il qu'il aurait été possible de collectiviser l'agriculture dans l'U.R.S.S., par exemple, sans que le gouvernement soviétique, le P.C.(b)U.S. et Staline aient été capables de distinguer les contradictions entre la dictature du prolétariat et les koulaks (une contradiction antagoniste), de la contradiction entre la dictature du prolétariat et la moyenne et pauvre paysannerie (une contradiction non antagoniste)? Il ne fait absolument aucun doute dans nos esprits que la moindre mise en pratique cumulée de ces deux différentes sortes de contradictions aurait débouché non pas à la collectivisation de l'agriculture, mais à la défaite de la dictature du prolétariat et à la restauration du capitalisme. C'est là-dessus que tournait toute la controverse avec les trotskistes et les boukhariniens. Ce qui s'applique à la collectivisation s'applique également - si pas davantage - à d'autres domaines comme l'industrialisation, la politique étrangère, etc.

Si, toutefois, une compréhension correcte des différents types de contradictions et une application correcte de cette compréhension à la réalité ne satisfait pas le professeur, si une simple citation textuelle sur le sujet des contradictions ne peut l'apaiser, la déclaration suivante tirée de la seconde lettre du camarade Staline au camarade Ch. pourrait peut-être l' y aider. «À ce propos, il est caractéristique que» cette lettre est datée du 7 décembre 1930, c'est-à-dire, approximativement, huit ans avant que *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique* de Staline ne paraisse. Voici ce que le camarade Staline écrivait dans sa lettre à Ch.:

Camarade Ch.,

Dans votre première lettre, vous *jouiez* avec le mot «contradictions» et vous *associez* les contradictions antagonistes (c'est-à-dire des contradictions entre la dictature du prolétariat et les éléments capitalistes du pays) et celles non antagonistes (c'est-à-dire les contradictions entre le prolétariat et la grande masse de la paysannerie). Vous auriez pu éviter ce jeu inadmissible pour un marxiste, si vous aviez pris la peine de comprendre les causes fondamentales des disputes entre le Parti (le P.C.(b)U.S.) et les trotskistes. *In Collected Works*, vol. 13, p. 22.)

Il est parfaitement clair, dans ce cas, que Staline non seulement comprenait pleine-

ment la distinction entre différentes sortes de contradictions, mais qu'il administrait également quelques remarques sévères à ceux qui, comme Ch., associaient des contradictions antagonistes et des contradictions non antagonistes. Le professeur Thomson «aurait pu éviter ce jeu inadmissible pour un marxiste» consistant à exprimer de fausses allégations, s'il s'était donné la peine de vérifier les faits, s'il «avait pris la peine de comprendre les causes fondamentales des disputes entre le parti (le P.C.(b)U.S.) et les trotskistes »⁶⁷.

Aussi bien M. F. que le professeur Thomson affirment avec emphase que «ce qui manquait, c'était une véritable «ligne de masse» «dans l'U.R.S.S.; que le Parti avait «divorcé d'avec les masses» ; que les liens du Parti avec les masses étaient «corrodés par la rouille bureaucratique»; qu'il y avait trop «d'administration en soi» - «d' excès d'administration». À la lueur de ce plaisant bouquet jeté à la tête du camarade Staline et du P.C.U.S. qu'il dirigeait, il est vraiment évident que nos deux «dignes critiques» attribuent les succès de l'Union soviétique dans chaque domaine - industriel, agricole, scientifique, culturel, éducatif, défensif et diplomatique - à «l'administration en soi », à la «rouille bureaucratique », à l'aliénation vis-à-vis des masses et à l'inévitable «incapacité de traiter les contradictions»; en bref, à «l'absence d'une ligne de masse» et à la «dégénérescence du Parti et de l'État». Étrange, n'est-ce pas, camarades? Nos deux «critiques », par ces accusations, se sont rendus indiscernables des trotskistes qui, pendant qu'ils poussaient les hauts cris à propos de la «dégénérescence bureaucratique» du Parti et de l'État, attribuaient tous les succès de l'U.R.S.S. aux «rapports socialistes de propriété créés par la Révolution d'Octobre ». C'est plutôt dans le genre des gens dévotement religieux qui attribuent chaque échec à la nature imparfaite et pécheresse de l'homme, tout en attribuant chaque succès à la grandeur de Dieu.

Quoi que puissent penser M. F et le professeur Thomson, il est impossible de construire le socialisme en sortant des décrets et au moyen de mesures administratives, la construction du socialisme est l'activité vivante de millions de personnes. Ce n'est qu'en combattant contre la bureaucratie, en purgeant constamment le Parti et l'appareil soviétique de ce rebut et en mobilisant les masses dans ce combat, que la résistance de la classe des koulaks et des autres classes ennemies du prolétariat a été brisée et que le socialisme a été construit:

Il serait insensé de penser que le plan de production est une simple énumération de chiffres et d'assignations de tâches. En fait, le plan de production est l'activité vivante et pratique de millions de personnes. La réalité de notre plan de production réside dans les millions de travailleurs qui créent une nouvelle existence. La réalité de notre programme réside dans des personnes vivantes, vous et moi, dans notre volonté de travailler, notre promptitude à travailler de la façon nouvelle, notre détermination à accomplir le plan. Avons-nous cette détermination? Oui, nous l'avons. Eh bien, alors, notre

programme de production peut et doit être réalisé. (Staline, *Collected Works*, vol. 13, p. 82.)

Le fait que le peuple soviétique a construit le socialisme et a vaincu le fascisme est une preuve suffisante de ce que les masses ont été mobilisées, que le Parti et l'appareil soviétique, loin d'avoir divorcé des masses, étaient, au contraire, indissociablement associés aux masses. Laissez les pleurnicheurs trotskistes et révisionnistes (les agents de l'impérialisme au sein du mouvement ouvrier) et leurs adeptes au sein du mouvement antirévionniste -les Thomson et autres M. F - pousser leurs hauts cris à propos de «l'absence d'une ligne de masse» et de «la dégénérescence du Parti et de l'État» pendant la période dont il est question ici. Cela ne peut affecter la vérité de la situation.

Comment N. R. «défend» Staline

Avant de passer à l'allégation suivante -la dernière - contre le camarade Staline, il est nécessaire, dans le souci d'être complet, de mentionner brièvement un article paru dans *MLQ* n° 3 et intitulé «Débat: les origines du révisionnisme en U.R.S.S.» L'article a été écrit par un monsieur dont les initiales sont N. R. et qui est une autre étoile de la galaxie du CFB en même temps que la principale lumière de l'Association des Travailleurs communistes de Manchester et Stockport. L'article de . R. contient de telles perles et pensées profondes qu'on pourrait littéralement écrire un volume entier à son sujet. Malgré la tentation, le manque de place m'impose de remettre à plus tard tout traitement de l'article de N. R. J'espère que cela pourra se faire un autre jour. L'article de N. R. est censé avoir été écrit en guise de défense de Staline et de réponse à l'article de M. F, «L'origine et le développement du révisionnisme en Union soviétique », publié dans le n° 2 de *MLQ* (cf. supra). On va maintenant voir comment N. R. «défend» Staline et «réfute» M. F. Voici quelques exemples de la façon dont N. R s'y prend pour «défendre» Staline:

Voici ce que dit la phrase d'ouverture de l'article de N. R: «L'article du camarade M. F. sur «Les origines et le développement du révisionnisme en Union soviétique», *tout en faisant nombre de critiques valables et pertinentes* sur certaines lignes politiques et idées incorrectes de Staline ... dans la période de 1935 à 1952, ne contribue pas, néanmoins, ... à faire comprendre pourquoi l'Union soviétique a dégénéré en État impérialiste. »(p. 51 - c'est moi qui insiste).

«Tout en faisant la critique valable et pertinente» que l'article de M. F. ne contribue pas à comprendre le développement du révisionnisme?⁶⁸ en Union soviétique et la dégénérescence qui a suivi - dans les termes de N. R. - «en État impérialiste», la phrase d'ouverture ci-dessus de l'article de N. R constitue un exemple typique de sa rébellion menée à genoux contre M. F. C'est une reddition et une soumission aux allégations contre-révolutionnaires de M. F. tout au long de l'article.

Comme si la phrase ci-dessus ne rendait pas sa reddition tout à fait évidente, N. R. dit, dans le second paragraphe de son article:

Nombre de points soulevés ne sont pas sérieusement mis en doute par la plupart des marxistes-léninistes, mais ces points, en eux-mêmes, ne montrent pas une direction révisionniste du PC.(b)U.S., mais plutôt [je vous en prie, ne riez pas, H. B.] des erreurs commises par de bons marxistes-léninistes ... En fait, tout l'article consiste en critiques, la plupart du temps fondées, mais parfois erronées, de Staline et du P.C.U.S (C'est moi qui souligne - H. B.)

On se souviendra que les critiques de Staline et du PC.U.S. par M. F. comprennent, entre autres choses, une foi en l'étiollement de la lutte des classes sous le socialisme, des visions incorrectes à propos de l'État, la dégénérescence nationaliste, l'absence de ligne de masse et l'aliénation vis-à-vis des masses. Si ces critiques sont «la plupart du temps fondées », comme le prétend N. R., alors, comment diable la direction qui commet ces erreurs peut-elle être décrite comme une «bonne» direction «marxiste-léniniste»? Si une telle direction est une «bonne» direction «marxiste-léniniste», qu'est donc une direction bourgeoise pourrie? Afin d'être une «bonne» direction «marxiste-léniniste», une telle direction doit-elle croire en l'étiollement de la lutte des classes sous le socialisme? Doit-elle se planter sur la question de l'État? Doit-elle être bourgeoise nationaliste et aliénée vis-à-vis des masses? C'est précisément ce qu'implique N. R. Mais non, monsieur N. R.! Soit les critiques de M. F. sont «la plupart du temps fondées », auquel cas Staline et le PC.U.S. ne constituaient pas une «bonne» direction «marxiste-léniniste», ou les allégations de M. F. sont erronées (et nous l'avons démontré plus haut), auquel cas, Staline et le PC.U.S. constituaient en effet «une bonne direction marxiste-léniniste ». C'est l'un ou l'autre.

Plus loin, dans le troisième paragraphe: « ... À coup sûr, les relations entre le PC.U.S., le Comintern et les partis fraternels *laissaient-elles grandement à désirer*, mais c'était le cas, en fait, dans les relations internes au parti au sein du P.C.U.S. depuis 1921...» (C'est moi qui souligne - H. B.)

Maintenant, comment N. R. «défend-il» Staline? Il pense que, s'il ajoute quelques-unes de ses propres attaques contre le P.C.U.S. à celles de M. F., celles-ci vont se métamorphoser en une défense de Staline.

Au paragraphe quatre: «M. F indique aussi les glissements dans la ligne politique en 1928, 1935 et 1939 vers les partis social-démocratiques et dit que ces glissements politiques peuvent avoir été incorrects. *Il est possible que ce soit le cas*, mais pourquoi de tels glissements devraient-ils mener au révisionnisme?» (C'est moi qui souligne - H. B.)

Toutes ces merveilleuses perles figurent dans la toute première page d'un article censé avoir été écrit pour défendre Staline! À la page suivante (p. 52), N. R. déclare:

... M. F. déclare que Staline voyait les contradictions externes plutôt que les contradictions internes comme étant décisives dans la lutte pour le socialisme. Il y a certainement l'une ou l'autre preuve que *Staline devait souffrir de quelque confusion idéologique sur cette question ...* (C'est moi qui souligne - H. B.)

Voyez donc qui parle! !! Page 54 :

Certains des problèmes soulevés par M. F. *sont certainement* des facteurs qui contribuent à l'apparition du révisionnisme en Union soviétique, particulièrement les concessions aux nationalistes et à la nouvelle bourgeoisie [???] durant la guerre, les terribles différences salariales dans l'armée et *l'introduction de coutumes bourgeoises* dans l'armée, les déviations *nationalistes ... et l'absence d'une ligne de masse ...*

Cependant, alors que les points soulevés par M. F. sont pertinents, il faut dire que M. F. les soulève de façon idéaliste et métaphysique ... *on ne peut nier* que ces tendances dénotaient une *sérieuse érosion* de la dictature du prolétariat. .. (C'est moi qui souligne -H. B.)

Si les points «pertinents» de M. F., au lieu d'être soulevés «de façon idéaliste et métaphysique », avaient été soulevés de manière matérialiste et dialectique, quel aurait alors été le résultat? Le résultat aurait été de rendre les points «pertinents» de M. F. encore plus «pertinents» et violents. . R., dans ce cas, en tant que «défenseur» de Staline, se plaint-il de ce que les attaques de M. F. contre Staline ne soient pas assez violentes? Bizarre défense de Staline, en fait!

Dans son zèle à vouloir «défendre» Staline, en page 55, N. R. en arrive à l'étrange conclusion que la grande révolution socialiste d'Octobre 1917 en Russie n'a pas écrasé la dictature de la bourgeoisie: «Alors que le prolétariat russe s'emparait du pouvoir de l'État via les bolcheviks, en 1917, il *n'écrasa* pas la machine de l'État... »

Si le prolétariat russe «n'avait pas écrasé la machine [bourgeoise] de l'État », quelle était dans ce cas l'utilité de la révolution d'Octobre? D'où le socialisme débarquait-il? Seuls Dieu et N. R. peuvent répondre à la question.

La page 56 témoigne de cette merveilleuse «défense» de Staline: « ... Il me semble que la nouvelle Constitution de 1936, vue par beaucoup comme étant révisionniste, était en effet une tentative par la direction du parti d'impliquer les masses de plus en plus. Cependant [le «cependant» de N. R. est devenu célèbre, maintenant], *en raison de la confusion idéologique de Staline* sur la question des contradictions internes, la nouvelle Constitution habilita également de nombreux éléments douteux, la nouvelle bourgeoisie [???], les gardes blancs, les koulaks, etc., à se faufiler vers les positions du pouvoir. .. » (C'est moi qui souligne - H. B.)

N.R. cite les lignes suivantes de l'article de M. F:

Bien que Staline en personne ne fût pas entraîné du côté de la vague nationaliste, il ne tenta pas de la contenir, il l'encouragea, au contraire. Peut-être n'y avait-il pas d'alternative, mais cela élude la question à propos de la nature des lignes politiques d'avant la guerre.

Voici le commentaire de N. R sur les remarques ci-dessus, émises par M. F:

Cette affirmation [celle de M. E] *est fondamentalement vraie*. Il n'y avait pas d'alternative, mais M. E poursuit pour conclure que des lignes politiques incorrectes furent suivies avant la guerre, alors que j'ai tenté de montrer [il ne plaisante pas] que, bien que certaines erreurs aient été commises, la ligne générale était correcte.

La dernière phrase indique certainement que, si N. R. est peut-être éloigné du marxisme-léninisme, il n'est certainement pas dépourvu d'un certain sens de l'humour. Il peut être un grabataire des plus démunis sur le plan du marxisme-léninisme, il est par contre nanti d'un riche capital de plaisanteries. Après avoir lu son article, qui non seulement admet toutes les attaques bourgeoises de M. F contre Staline, mais, en plus, en ajoute quelques autres, on commence presque à éprouver un sain respect même pour la saleté qui sort de la plume de M. F. - et cela en dit long.

Après avoir lu la «défense» de Staline par N. R, «la plupart des marxistes-léninistes ne peuvent plus mettre en doute sérieusement» qu'en comptant des gens comme N. R au nombre de ses «amis », Staline n'a plus besoin d'ennemis; «la plupart des marxistes-léninistes ne peuvent plus non plus mettre en doute» qu'avec des gens comme N. R pour le «réfuter», M. F n'a pas besoin d'amis.

N.R. déploie son véritable étendard trotskiste quand, à la fin, il en arrive à la conclusion que le triomphe du révisionnisme, de la contre-révolution, en U.R.S.S., était inévitable: « ... étant donné les circonstances objectives de la construction du socialisme, une telle contre-révolution était inévitable» et, ironiquement, il ajoute «ce qui n'est absolument pas une façon d'accepter le concept de Trotski selon lequel le socialisme ne peut être construit dans un seul pays ». Vraiment? Il semblerait que c'est précisément ce que cela *signifie*, cher N.R.!

Chapitre 26

Staline et l'intelligentsia

Maintenant, voici la dernière allégation contre le camarade Staline. Cette allégation provient de la Finsbury Communist Association (FCA) dans une lettre datée du 2 juillet 1973 et adressée à l'Association des Travailleurs communistes. Voici donc le passage exact de cette lettre:

Nous aimerions entendre votre opinion sur l'attitude de Staline et de Jdanov envers l'intelligentsia soviétique, telle qu'elle fut exprimée au 18^e congrès et par la suite publiée dans les statuts du Parti. Les pages pertinentes du livre en question [c'est-à-dire *The land of socialism today and tomorrow*] sont les pages 51-53, les pages 180-183, les pages 447-448, section 1, la page 457, section 1. Quelques extraits indiquent la nature du sujet. Staline a dit:

Il est d'autant plus étonnant et plus étrange qu'après tous les changements radicaux survenus dans le statut des intellectuels, il y ait encore, dans notre Parti, des hommes qui essaient d'appliquer la vieille théorie, dirigée contre les intellectuels bourgeois, à notre nouvelle intelligentsia soviétique, laquelle est socialiste dans son essence. Ces hommes prétendent, voyez-vous, que des ouvriers et des paysans qui, tout dernièrement encore, travaillaient en stakhanovistes dans les usines et les kolkhoz, et ont été envoyés ensuite aux écoles supérieures pour y recevoir l'instruction, cessent d'être par là même des hommes de pleine valeur; qu'ils deviennent des hommes de deuxième qualité. Il s'ensuit que l'instruction est chose nuisible et dangereuse. (Staline 10-3-1939.)

La résolution adoptée suite au rapport de Jdanov déclare:

Cette nouvelle situation implique qu'il est nécessaire d'améliorer les conditions d'admission au parti déposées dans les Statuts du P.C.(b)U.S. Le système existant, tel que prescrit dans les Statuts du Parti et consistant à admettre de nouveaux membres au sein du Parti selon quatre catégories différentes, dépendant du statut social du demandeur, est selon toute évidence incompatible avec les changements dans la structure de classe de la société soviétique résultant de la victoire du socialisme en U.R.S.S. La nécessité de différentes catégories d'admission des nouveaux membres et de différentes périodes d'essai a disparu. En fonction de ceci, des conditions uniformes d'admission et une période uniforme d'essai devrait être établie pour tous les nouveaux membres, indifféremment du fait qu'ils appartiennent à la classe ouvrière, à la paysannerie ou à 1 "intelligentsia. (Résolutions)

Donc, le parti de la classe ouvrière est en effet devenu «un parti du peuple tout entier». L'intelligentsia, qui occupait déjà des positions privilégiées dans la société en vertu de sa position et de son éducation, était admise dans le parti en termes d'égalité avec les travailleurs. Rien de bien étonnant, dans ce cas, que l'Union soviétique ait dégénéré. Les chiffres les plus récents dans la composition des affiliés du PC.(b)U.S. (que vous pouvez confirmer en vous basant sur *Soviet News* à la Maison marxiste) indiquent 40 % d'ouvriers, 15 % de paysans et 45 % de membres de l'intelligentsia.

Ne seriez-vous pas d'accord pour dire que ceci, en tout cas, fut une erreur de Staline?

Pour répondre au FCA, il faudrait faire les mises au point suivantes.

Une étude des points de vue publiés du camarade Staline, en particulier les passages pertinents de son discours relatif au projet de Constitution (Staline 25-11-1936) et son discours du 18^e congrès du P.C.U.S. (Staline 10-3-1939), concernant l'intelligentsia, montre de façon convaincante que sa position sur le sujet était une position marxiste-léniniste. Il a correctement soutenu, en accord avec la science du marxisme-léninisme, que l'intelligentsia constitue «une couche sociale spéciale» ; que l' 'intelligentsia' dans l'histoire, ajouté un rôle important dans le développement de la culture, de la science et de la technologie; qu'elle a *principalement* servi les intérêts des classes au pouvoir; que, parce qu'aucune classe dirigeante dans aucun ordre social ne peut faire sans sa propre intelligentsia, chaque classe qui vient au pouvoir consacre une attention spéciale à la création d'une intelligentsia destinée à le servir; que, alors que dans le capitalisme l'intelligentsia, en tant que couche spéciale, est recrutée dans diverses classes, surtout dans les classes exploiteuses, et sert les intérêts des classes exploiteuses, sous le socialisme, l'intelligentsia est recrutée principalement au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse et sert les intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuses; que, dans une société socialiste, le rôle et la composition de l'intelligentsia en tant que couche sociale sont différents de son rôle sous le capitalisme; que, «dirigée par la classe ouvrière et son parti marxiste-léniniste», l'intelligentsia socialiste joue un grand rôle dans la création des valeurs matérielles et culturelles de la société socialiste; que, étant «principalement» recrutée dans la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, l'intelligentsia socialiste est étroitement liée à ces deux classes par des intérêts communs sur les plans économique, politique et idéologique, et par un but commun qui est la construction du socialisme et du communisme.

Jamais Staline n'a nié, comme le font les révisionnistes khrouchtchéviens en U.R.S.S. aujourd'hui, l'existence de l'intelligentsia en tant que couche sociale spéciale; jamais il ne l'a fusionnée avec les classes fondamentales de la société socialiste; jamais il n'a considéré l'ensemble de l'intelligentsia comme une partie compo-

sante de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse.

Dans toute véritable société socialiste - ce que l'U.R.S.S. a été durant l'époque de Staline -, suite au développement sans précédent des forces productives, de l'élimination des classes exploiteuses, du rapprochement des différences essentielles entre la classe ouvrière et la paysannerie, l'intelligentsia croît en nombre. Son rôle dans le développement de la société s'accroît et on assiste à un développement continu sur les plans idéologique, politique, éducatif, culturel et technique, de la classe ouvrière et de la paysannerie. Toutefois, cela ne signifie pas que, dans les conditions du socialisme, toutes les différences disparaissent et que nous ne pouvons plus parler de l'intelligentsia en tant que couche spéciale. L'intelligentsia, écrivait Lénine, « ... restera une couche spéciale jusqu'à ce qu'on atteigne le plus haut niveau de développement dans la société communiste ... » Que ceci ait été la position de Staline peut également se voir dans son discours sur le projet de Constitution (Staline 25-11-1936), dans son discours du 18^e congrès du P.C.U.S. (Staline 10-3-1939) et dans ses *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* (Staline 1952) Staline ne s'est jamais départi de la position marxiste-léniniste correcte qui considère l'intelligentsia comme une couche sociale spéciale.

Selon la science du marxisme-léninisme, le rôle joué par cette couche spéciale - l'intelligentsia socialiste - dépend directement du rôle prépondérant, d'avant-garde, joué par la classe ouvrière. C'est pourquoi, bien que le rôle de l'intelligentsia dans le processus de la construction socialiste continue de croître, il ne peut jamais remplacer le rôle prédominant de la classe ouvrière. Reflétant cette position correcte, Staline combattit toute sa vie les deux maux jumeaux - celui des concepts et manifestations de l'intellectualisme, de la suffisance et de l'arrogance d'une part, et des concepts vulgaires qui nient et sous-estiment le travail et le rôle de l'intelligentsia d'autre part.

Ce n'est qu'après que les révisionnistes khrouchtchéviens eurent usurpé le pouvoir en U.R.S.S. que le rôle de l'intelligentsia changea. Les révisionnistes mirent en exergue des thèses aussi pourries que celle de «l'État du peuple tout entier» et «le Parti du peuple tout entier» comme une couverture de la restauration du capitalisme. Ce n'est qu'après que les révisionnistes eurent réussi à modifier la couleur du P.C.U.S. -le transformant, de parti révolutionnaire qu'il était, en parti révisionniste pourri - qu'ils réussirent également à modifier le rôle de l'intelligentsia. Les tentatives des théoriciens révisionnistes d'oblitérer, de balayer toutes les différences entre l'intelligentsia et la classe ouvrière visaient précisément à nier le rôle prépondérant de la classe ouvrière. Car, une fois qu'il est communément admis qu'il n'y a pas de différence entre la classe ouvrière d'une part et l'entière intelligentsia d'autre part, c'est qu'on a déjà trouvé une formule accommodante destinée à nier le rôle prépondérant de la classe ouvrière afin de la pousser de plus en plus à l'arrière-plan et de propulser l'intelligentsia de plus en plus à l'avant-plan. Cependant, une telle oblitéra-

tion, un tel balayage de toute différence entre la classe ouvrière et l'intelligentsia n'a jamais eu lieu en U.R.S.S. durant l'époque de Staline. À l'époque, l'intelligentsia continua à être considérée comme une couche spéciale, tout comme la classe ouvrière continua résolument à être considérée comme la classe dirigeante.

La «logique» du FCA est désespérément illogique quand elle conclut, à propos des remarques ci-dessus de Staline et de la résolution adoptée sur le rapport de Jdanov:

Donc, le parti de la classe ouvrière est devenu, en effet, «un parti du peuple tout entier». L'intelligentsia, qui occupait déjà des positions privilégiées dans la société en vertu de sa position et de son éducation, était admise dans le parti en termes d'égalité avec les travailleurs. Rien de bien étonnant que l'Union soviétique ait dégénéré. Les chiffres les plus récents dans la composition des affiliés du P.C.(b)U.S indiquent 40 % d'ouvriers, 15 % de paysans et 45 % de membres de l'intelligentsia.

D'abord, dans le paragraphe cité par FCA, Staline explique simplement la différence entre l'intelligentsia socialiste soviétique et l'intelligentsia bourgeoise. Il insiste sur le fait que l'on ne peut avoir la même attitude envers l'intelligentsia socialiste recrutée principalement parmi la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse et pénétrée des idéaux du socialisme et du communisme - qu'avec celle que l'on considère comme l'intelligentsia bourgeoise, qui était recrutée surtout parmi les classes exploiteuses et qui servait les intérêts de ces classes. Il est loin de dire que toutes les différences entre la classe ouvrière et l'intelligentsia avaient été balayées; il est loin de nier le rôle prépondérant de la classe ouvrière. Comment peut-on, alors, en venir à la conclusion, comme le fait le FCA, que «le parti de la classe ouvrière est devenu "un parti du peuple tout entier"»? Des conditions uniformes d'admission, mises en vigueur pour affronter la nouvelle situation, ne pouvaient pas - et ne l'ont pas fait non plus - aboutir d'elles-mêmes à ce que le parti du prolétariat devienne le «parti du peuple tout entier». Une telle chose ne pouvait se produire aussi longtemps que le rôle prépondérant du prolétariat n'était pas réfuté. Cette négation du rôle prépondérant du prolétariat eut lieu après l'usurpation du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens et non avant. L'uniformité des conditions d'affiliation ne donne pas un droit automatique à l'affiliation au Parti. Les gens doivent se faire admettre au Parti; ils ne peuvent simplement s'y enrôler. Aussi longtemps que le Parti continua d'être un Parti révolutionnaire, on put être sûr que seuls ceux de l'intelligentsia qui furent admis au sein du Parti satisfaisaient aux exigences du Parti révolutionnaire. Mais avec la victoire du révisionnisme khrouchtchévien, les choses changèrent et ceux de l'intelligentsia souffrant le plus de suffisance intellectualiste furent introduits à une échelle de plus en plus grande. Alors que, dans la pratique réelle, les révisionnistes inversent la construction du socialisme, mettant en effet de plus en plus de normes économiques bourgeoises en vue de restaurer un jour le capitalisme, ces mêmes révisionnistes mettent hypocritement en exergue la théorie selon laquelle

toutes les distinctions entre l'intelligentsia et la classe ouvrière avaient été oblitérées. Le Parti, affirmaient-ils, était devenu un «Parti du peuple tout entier» et l'État soviétique «l'État du peuple tout entier».

Il est intéressant de noter que le FCA, pour étayer son allégation, produit seulement «les chiffres les plus récents dans la composition des affiliés du P.C.(b)U.S. ». Qu'est-ce que ces chiffres les plus récents ont à voir avec Staline et le PC.(b)U.S. qu'il dirigeait? Si le FCA veut prouver que le PC.(b)U.S. est devenu un parti révisionniste après la mort de Staline - depuis la victoire du révisionnisme khrouchtchévien moderne - alors, son argument est irréfutable. Si, toutefois, il affirme que le PC.U.S. est devenu révisionniste et que l'Union soviétique a dégénéré avant la mort de Staline, c'est alors au FCA d'en fournir la preuve. Il n'a rien fait de tel. Tout ce qu'il a fait, c'est exhiber «les chiffres les plus récents dans la composition des affiliés du P.C.(b)U.S. », chiffres qui ne confirment que le fait que la dégénérescence de l'Union soviétique a eu lieu après la mort de Staline. Que le FCA cite les chiffres de la composition des membres du PC.(b)U.S. dans la période précédant la mort de Staline. En l'absence de tout élément probant fourni par le FCA, il n'y pas lieu de lui répondre - et ce particulièrement à la lumière de ce qui a été dit plus haut sur le point de vue défendu par Staline concernant l'intelligentsia en tant que couche sociale spéciale et le rôle prépondérant de la classe ouvrière.

Chapitre 27

Conclusion

Au vu de ce qui précède, on pourrait conclure maintenant que l'ensemble des quatre allégations exprimées contre Staline sont fausses. Par leurs «critiques» de Staline, nos «critiques» n'ont contribué qu'à exposer leur propre confusion désespérée. Dans son article de *MLQ* n° 2, M. F dit: «À présent, le mouvement révolutionnaire souffre d'un sérieux manque de clarté théorique. »(p. 3). Le reste de son article semble n'avoir été écrit (il est possible que l'auteur ne s'en soit pas rendu compte) que pour fournir la preuve de cette affirmation. En toute sincérité, il faut féliciter l'auteur, M. F, de son brillant succès à avoir révélé d'une façon si remarquable «un sérieux manque de clarté théorique» tel celui dont il souffre. De la même manière, il faut aussi féliciter le professeur Thomson et N. R.

Nos «critiques» ont commencé par un désir d'expliquer *L'origine et le développement du révisionnisme en Union soviétique*. Ils n'arrivent à rien de tel. Ils terminent en lâchant quelques affirmations anticomunistes, antisoviétiques et antistaliniennes. Ces messieurs s'attendent à ce que le mouvement anticomuniste accepte ces affirmations révisionnistes comme une analyse de l'origine et du développement du révisionnisme en U.R.S.S.! Au vu de ce qui a été dit plus haut en guise de réfutation de ces «critiques», on a le droit (et on peut se le permettre) de rire des invectives grossières adressées par ces messieurs au camarade Staline lorsqu'ils étalent leur ignorance en jouant aux oracles de l'infaillibilité scientifique. Les véritables raisons du triomphe du révisionnisme khrouchtchévien en U.R.S.S. après la mort de Staline ne sont pas encore connues. Néanmoins, il est nécessaire de poser un dernier clou sur le cercueil des assertions bourgeoises prétentieuses et des explications pseudo-scientifiques se voulant une analyse de «l'origine et du développement du révisionnisme en Union soviétique».

L'usurpation du pouvoir par les révisionnistes en 1956 lors du 20^e congrès du Parti ne peut en aucune façon être citée comme preuve que les «critiques» de Staline ont raison dans les «critiques» qu'ils expriment contre lui. Une telle méthode de discussion serait une insulte à la méthode dialectique de Marx et à sa théorie matérialiste, et elle serait inadmissible pour des marxistes. Néanmoins, c'est précisément la façon dont tous les M. F discutent. Ceci ne sert qu'à montrer que nous avons affaire à des chasseurs de fortune petits-bourgeois et non à des matérialistes consciencieux, c'est-à-dire des marxistes. Le genre de personne à la M. F est bien mis en lumière dans le texte qui suit, d'une grande profondeur:

Si, à sa mort, Staline laissait derrière lui une dictature du prolétariat, elle avait certainement subi une érosion très forte. On a dit que le plus grand reproche qu'on peut adresser à Staline, c'est d'avoir été suivi par Khrouchtchev. Et cela en dit long.

En d'autres termes, l'usurpation du pouvoir en Union soviétique par les révisionnistes khrouchtchéviens signifie que Staline est responsable de cette victoire révisionniste; cela signifie que les 30 longues années de lutte du camarade Staline contre le révisionnisme doivent par conséquent être frappées de discrédit; cela signifie que le révisionnisme a triomphé en Union soviétique, non en dépit de Staline, mais par sa faute. Pourquoi? Parce que le révisionnisme a finalement triomphé, disent les M. F. de tous bords. Que se serait-il passé si le révisionnisme n'avait pas triomphé? Tout aurait bien marché avec Staline, selon cette «logique». C'est le genre de stupidité que proposent au mouvement tous les M. F. de la terre et ce, au nom de l'analyse historique! Ne conviendrait-il pas mieux de qualifier les diatribes de M. F. contre le camarade Staline d'analyse hystérique plutôt que d'analyse historique? Ces messieurs ne travaillent que de façon rétroactive vis-à-vis de certains événements. «Le plus grand reproche qu'on peut adresser à Staline, c'est d'avoir été suivi par Khrouchtchev. Et cela en dit long. » Les vieux Marx et Engels doivent trembler dans leurs tombes à la pensée: À qui le tour, après cela?

Selon la «logique» ci-dessus - pour autant qu'on puisse l'appeler «logique» - si, à l'avenir, le révisionnisme devait gagner en influence en Chine, ce qui, espérons-le, ne se produira jamais, ce serait la faute de Mao Zedong. Dans une telle éventualité, toutes les luttes menées par le camarade Mao Zedong contre le révisionnisme ne vaudraient même pas une remarque de la part de marxistes-léninistes tels que M.F.⁶⁹

Terminons cette postface par quelques extraits d'un éditorial de *Zeri i Popullit* pour le 20^e anniversaire de la mort du camarade Staline:

J.V. STALINE - GRAND RÉVOLUTIONNAIRE ET MARXISTE-LÉNINISTE

J.V. Staline, ce glorieux disciple de V.I. Lénine, qui se trouva durant trente ans à la tête du parti communiste et de l'État soviétique, est mort il y a vingt ans. Tous les peuples révolutionnaires aimant la liberté se souviennent de Staline comme d'un grand révolutionnaire et d'un marxiste-léniniste d'exception qui consacra toute son existence à la défense des victoires de la révolution et à la construction du socialisme en Union soviétique, à la cause de la libération du prolétariat et de tous les peuples opprimés.

Les brillantes victoires du peuple soviétique qui ont succédé à la révolution socialiste d'Octobre, la construction d'une société socialiste en Union soviétique, la glorieuse victoire sur les hordes fascistes au cours de la Seconde Guerre mondiale, le développement des mouvements communistes et ouvriers démocratiques et de libération nationale à travers le monde sont étroitement associés au nom de Staline.

J.V. Staline a développé et enrichi le léninisme, la théorie de la construction du socialisme, de la lutte contre l'opportunisme, le révisionnisme et l'impérialisme. Après la mort de Lénine, il a défendu le léninisme avec une ferme détermination contre tous les ennemis de la classe ouvrière - les trotskistes, les boukhariniens, les nationalistes bourgeois, les révisionnistes modernes. Il a continué à développer les enseignements de Marx, Engels et Lénine sur le parti, la révolution et l'État, et les a appliqués avec constance, obstination et perspicacité. Il est devenu un camarade, un professeur et un grand défenseur de tous les opprimés, de tous ceux qui combattaient pour la libération sociale et nationale. *Puisque tel était Staline, les impérialistes, les révisionnistes modernes et tous les ennemis du communisme et de la liberté des peuples ont cherché de toutes leurs forces à ternir son image de révolutionnaire intrépide et à dénigrer ses réalisations glorieuses:*

Annexes et Postface

Annexe 1

Le testament de Lénine

Comme on l'a clairement montré dans les pages précédentes, Lénine tenait Trotski en très piètre estime et combattit le menchevisme et le kautskisme opportunistes de Trotski. Il est également bien connu que Lénine tenait Staline en très haute estime, le considérant comme un révolutionnaire convaincu aux références impeccables. Voici quelques citations exprimant la considération, l'enthousiasme et l'affection éprouvées par Lénine à l'endroit de Staline:

Dès février 1913, dans une lettre adressée à Maxime Gorki. Lénine écrivait:

Nous avons ici un merveilleux Géorgien qui, après avoir rassemblé *tous* les matériaux autrichiens et autres, s'est mis à composer un grand article pour *Prosvéchtchénié*. (Lénine 2-1913, p. 80.)

En décembre de la même année, Lénine parle de Staline comme du théoricien marxiste de pointe sur la question nationale:

Dans la littérature théorique marxiste, cette situation et les fondements du programme national des sociaux-démocrates ont déjà été mis en lumière dans la dernière période (il faut citer ici au premier chef l'article de Staline). (Lénine 15-12-1913, p. 578.)

Lorsque, en mars 1922, lors du 11 e congrès du Parti, Préobrajenski avait critiqué Staline pour avoir tenu les postes de Commissaire du Peuple aux Nationalités et de Commissaire du Peuple au Contrôle de l'État, Lénine défendit Staline dans les termes suivants:

[...] toutes les questions du Turkestan, du Caucase, etc.? Ce sont pourtant, toutes, des questions politiques! Et il est indispensable de les régler; ces problèmes ont préoccupé les États européens pendant des siècles [...] Nous sommes en train de les résoudre et il nous faut un homme que n'importe quel représentant des nationalités puisse aller trouver pour lui raconter en détails ce qui se passe. Où trouver cet homme? Je pense que Préobrajenski lui-même ne pourrait pas proposer une autre candidature que celle du camarade Staline.

Il en va de même pour l'Inspection ouvrière et paysanne. C'est un travail gigantesque. Mais pour savoir manier le contrôle, il faut qu'il y ait à sa tête un homme qui a de l'autorité, sinon nous allons nous embourber et nous noyer dans les intrigues mesquines. (Lénine 28-3-1922, pp. 320-321.)

Et c'est sur proposition de Lénine en personne qu'à l'issue du II^e congrès du Parti, en avril 1922, le Comité central créa le poste suprême de Secrétaire général et désigna Staline pour l'occuper.

Il est... farfelu de la part de certains historiens, officiels ou non, de suggérer que Staline n'était pas le choix personnel de Lénine au poste de Secrétaire général du Comité central auquel il avait été nommé en avril 1922. (Ulam, 1989, p. 205.)

L'homme le plus évident et, en effet, le seul qui ait eu la connaissance, l'efficacité et l'autorité pour occuper ce poste clé [de Secrétaire général] était Staline... Il ne peut y avoir de doute sur le fait que Lénine soutenait cette nomination, qu'il suggéra probablement. (Grey 1979.)

Quelque chose doit s'être produite fin 1922 pour provoquer un changement radical dans la manière dont Lénine considérait Staline et Trotski. Dans sa lettre au congrès du Parti, Lénine s'exprimait ainsi à ce propos:

Staline est trop brutal, et ce défaut... n'est plus tolérable dans les fonctions de secrétaire général. Je propose donc aux camarades d'étudier un moyen pour démettre Staline de ce poste. (Lénine 4-1-1923, p. 608.)

Dans la même lettre, Lénine parlait de Trotski comme possédant «... des capacités éminentes. Il est peut-être l'homme le plus capable de l'actuel Comité central.» (Lénine 24-12-1922, p. 607.)

Sur la base de la seule déclaration ci-dessus, la mythologie trotskiste et bourgeoise a tenté de construire une image selon laquelle les relations entre Trotski et le Parti bolchevik étaient basées sur la bonne foi et la confiance; que les difficultés de Trotski avec le Parti bolchevik étaient nées uniquement après que Staline en avait assumé la direction. Ce ne fut pas le cas, nous l'avons déjà montré au-delà du moindre doute. La question à laquelle il convient de répondre, toutefois, est de savoir pourquoi Lénine changea d'opinion à propos de Staline et de Trotski. Deux facteurs semblent avoir joué un rôle sur ce plan: d'abord, la question du nationalisme géorgien et, ensuite, la maladie de Lénine.

Le nationalisme géorgien

Affecté de la montée du nationalisme au sein du Parti communiste de Géorgie, et dans un effort de le contrer, Lénine, en complet accord avec lui, proposa ceci dans une note à Staline:

Reconnaître qu'une fédération des républiques de Transcaucasie [comprenant l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie] est absolument juste dans son principe et

devra nécessairement être réalisée. (Lénine 28-11-1921, p. 125.)

La proposition de Lénine fut unanimement adoptée par le Bureau politique et confirmée par trois décisions successives du Comité central. À la suite de quoi, la Fédération transcaucasienne fut fondée le 12 mars 1922 et exista jusqu'en 1936. La Fédération transcaucasienne fut constituée en «organe de paix nationale» dans une zone qui, sous les tsars, les moussavatistes, les dachnaks et les mencheviks, s'était caractérisée par «des massacres et des contestations».

De tous temps, la Transcaucasie a été une région de massacres et de contestations et, sous les mencheviks et les dachnaks, ce fut une zone de guerre ...

C'est pourquoi le Comité central a, à trois reprises, affirmé la nécessité de préserver la Fédération transcaucasienne en tant qu'organe de paix nationale ...

L'important, c'est que les liens de la Fédération transcaucasienne privent la Géorgie de cette position quelque peu privilégiée qu'elle pourrait assumer en vertu de sa position géographique ... La Géorgie a son propre port - Batoumi - par lequel doivent passer les marchandises venant de l'Ouest; la Géorgie a une jonction ferroviaire comme Tbilissi. que les Arméniens ne peuvent éviter, pas plus que l'Azerbaïdjan ... Si la Géorgie était une république séparée, si elle ne faisait pas partie de la Fédération transcaucasienne, elle pourrait présenter quelque chose dans le genre d'un petit ultimatum à la fois à l'Arménie, qui ne peut faire sans Tbilissi, et à l'Azerbaïdjan, qui ne peut faire sans **Batoumi** ...

Et il y a encore une autre raison. Tbilissi est la capitale de la Géorgie, mais les Géorgiens ne constituent pas plus de 30% de la population, les Arméniens ne sont pas moins de 35% et puis viennent encore toutes les autres nationalités ... Si la Géorgie était une république séparée, la population pourrait être quelque peu redistribuée ... Un décret bien connu n'a-t-il pas été adopté en Géorgie pour ... redistribuer la population de sorte à réduire le nombre d'Arméniens à Tbilissi d'année en année, pour rendre leur nombre inférieur à celui des Géorgiens, et donc transformer Tbilissi en une véritable capitale de la Géorgie? (Staline, Rapport sur les facteurs nationaux dans le Parti et les affaires de l'État, 12^e Congrès du PCR(B), dans *Works*, vol. 5, FLPH, Moscou, 1953, pp. 256- 259.)

La sagesse des remarques de Staline peut aisément être appréciée à la lumière de la lutte nationaliste actuelle et de la guerre fratricide qui terrasse ces régions depuis l'éclatement de l'U.R.S.S. Mais la formation et la pérennité de la Fédération transcaucasienne furent combattues par un groupe d'éminents nationalistes géorgiens, dirigés par Budu Mdivani et Philippe Makharadzé (connus sous l'appellation des «déviationnistes géorgiens»), au sein du Parti communiste de Géorgie. Nombre de ces déviationnistes géorgiens allaient rejoindre les rangs de l'opposition trotskiste contre le Parti.

La cause de la déviation géorgienne ne fut pas le chauvinisme russe, mais un désir de la part des nationalistes géorgiens de ne pas perdre les avantages géographiques qui auraient été plus nombreux dans une Géorgie indépendante - créant ainsi «une position privilégiée pour les Géorgiens en Transcaucasie. C'est là que se situe le réel danger ... »

Les déviationnistes géorgiens ... nous poussent sur la voie de leur reconnaître certains privilèges au détriment des républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Mais c'est une voie que nous ne pouvons emprunter, car elle signifie une mort certaine pour .. le pouvoir soviétique dans le Caucase. (Staline, *Works*, vol. 5, pp. 258-261.)

Les déviationnistes géorgiens, qui constituaient une majorité au Comité central du parti communiste de Géorgie, ne représentaient qu'une petite minorité au sein du Parti en Géorgie. Tirant avantage de leur position dominante au sein du Comité central, les déviationnistes géorgiens firent tout ce qui était en leur pouvoir pour bloquer

499

la mise en place de la Fédération et pour empêcher l'intégration économique des trois républiques - allant jusqu'à installer des gardes militaires aux frontières de la république géorgienne.

Comme les préparatifs étaient en route pour la formation de l'U.R.S.S., conformément à la politique de maintien de la Fédération. le Comité central du Parti communiste russe décida, le 6 octobre 1922, de faire entrer la Transcaucasie au sein de l'Union en tant qu'unité. Les protestations des déviationnistes géorgiens à ce propos furent unanimement rejetées par le Comité central.

Après une entrevue glaciale de la part du Comité central du Parti communiste russe, un groupe de déviationnistes géorgiens télégraphièrent directement leurs protestations à Lénine, en prenant spécialement pour cible Ordjonikidzé. Dans sa réponse par télégramme, Lénine remit les déviationnistes à leur place et prit la défense d'Ordjonikidzé en ces termes:

Je m'étonne du ton inconvenant du message par fil direct, signé par Tsintsadzé et d'autres [...] J'étais persuadé que tous les désaccords avaient été tranchés par les résolutions adoptées lors de la réunion plénière du *Comité central* avec ma participation indirecte et la participation directe de *Mdivani*. C'est pourquoi je condamne catégoriquement les injures à l'adresse d'*Ordjonikidze* et j'insiste pour que votre conflit soit porté, sur un ton convenable et loyal, devant le secrétariat du Comité central du PCR, qui tranchera. (Lénine 21-10-1922, p. 601.)

Suite à la rebuffade de Lénine, les déviationnistes géorgiens, représentant neuf des onze membres du Comité central du Parti communiste de Géorgie, démissionnèrent

le 22 octobre 1922, en guise de protestation, sur quoi Ordjonikidzé désigna un nouveau Comité central.

Le Politburo décida, le 25 novembre 1922, d'envoyer une commission, dirigée par Félix Dzerjinski, en Géorgie, pour élaborer des mesures en vue de rétablir la tranquillité au sein du parti communiste géorgien. Le 12 décembre 1922, Dzerjinski remit les rapports de sa commission à Lénine, y compris la décision de la commission «de rappeler à Moscou les dirigeants de l'ancien Comité central géorgien, qui étaient tenus pour responsables de tout ce qui s'était passé». (Lewin 1969, p. 68.)

Puis, brusquement, à la fin décembre 1922, Lénine, qui avait si violemment remis à leur place les déviationnistes géorgiens et avait défendu Ordjonikidzé avec la même véhémence contre leurs assauts, renversa sa position. Dans un document, connu désormais sous le nom de «*Testament de Lénine*», dicté à sa secrétaire Maria Voloditchéva, Lénine laisse fermement entendre que l'accusation de «nationalisme géorgien» lancée contre les déviationnistes géorgiens était un produit «imaginaire» du chauvinisme russe de la part de Dzerjinski. tout en plaçant le blâme principal sur Staline:

Je crains aussi que le camarade Dzerjinski, qui s'est rendu au Caucase pour enquêter sur les «crimes» de ces «social-nationaux », se soit de même essentiellement distingué ici par son état d'esprit cent pour cent russe (on sait que les allogènes russifiés forcent constamment la note en l'occurrence). (Lénine 30-12-1922, pp. 619-620.)

Lénine venait de dire qu'il était nécessaire

de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand Russe, du chauvin, de ce gremlin et de cet oppresseur [...]

Je pense qu'un rôle fatal a été joué ici par la hâte de Staline [...] ainsi que par son irritation contre le fameux «social-nationalisme». L'irritation joue généralement en politique un rôle des plus désastreux. (Lénine 30-12-1922, p. 619.)

Et Staline est décrit comme

Le Géorgien qui [...] lance dédaigneusement des accusations de «social-nationalisme» (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique «social-national», mais encore un brutal argousin grand-russe [...] (Lénine 30-12-1922, pp. 619-620.)

Il va de soi que c'est Staline et Dzerjinski qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe. »

(Lénine 31-12-1922, p. 623.)

En mars 1923, Lénine adressa une lettre à Trotski (Lénine 5-3-1923), lui demandant de défendre la cause géorgienne au Comité central - une tâche que Trotski déclina en prétextant sa mauvaise santé. Le lendemain de sa lettre à Trotski, Lénine écrivit également (Lénine 6-3-1923) aux «déviationnistes géorgiens», pour leur exprimer son soutien à leur cause. Malgré le changement de position de Lénine, cependant, le Politburo du parti refusa, le 26 mars 1923, et par 6 voix contre 1, de modifier sa position à propos de la Fédération transcaucasienne ou du caractère politique des déviationnistes géorgiens, comme il avait été invité à le faire par une motion présentée par Trotski.

La maladie de Lénine

Vers la fin de 1921, Lénine tomba sérieusement malade et fut forcé au repos pendant plusieurs semaines. Le 23 avril 1922, il subit une opération pour le traitement d'une des balles tirées sur lui par la révolutionnaire socialiste Fanya Kaplan, le 30 août 1918. Le 26 mai 1922, il ressentit une paralysie de la main et de la jambe droites et il se mit à avoir des difficultés d'élocution. Le 16 décembre 1922, Lénine subit deux graves attaques, et une autre encore le 23 décembre. Le 10 mars 1923, une nouvelle attaque paralysa la moitié de son corps, le privant de la faculté de parler et mettant un terme à ses activités politiques. Le 21 janvier 1924, ce géant remarquable mourut.

Le document que l'on connaît sous l'appellation de «*Testament de Lénine*» (Lénine 12-1922) fut dicté par lui entre le 23 et le 31 décembre 1922, avec un ajout supplémentaire le 4 janvier 1923 - c'est-à-dire après avoir subi quatre attaques sévères qui, non seulement allaient gravement affecter sa santé, mais allaient le laisser complètement isolé du monde extérieur.

Le 18 décembre 1922, un plénum du Comité central rendit Staline personnellement responsable de l'observation du régime prescrit par les médecins. Selon Robert

Mc Neal: «... quoique virtuellement gardien légal de Lénine, Staline n'assuma jamais sa charge personnellement... » après le 13 décembre 1922, qui fut « ... la dernière fois où Staline vit Lénine vivant». (Mc Neal, 1988, p. 73.)

Selon les réglementations strictes établies, aucun visiteur n'était toléré. Sauf pour les docteurs et ses proches parents, Lénine ne pouvait voir que ses secrétaires. Dans ces circonstances, un rôle crucial fut joué par l'épouse de Lénine, Nadejda Kroupskaïa, dont « ... la vieille antipathie personnelle à l'égard de Staline» est décrite par Robert Mc Neal, qui est également son biographe.

Après la mort de Lénine, Kroupskaïa devint un membre ouvert et actif de l'opposition

trotskiste:

Le 14^e congrès du Parti [en décembre 1925] lui-même fut le couronnement de la carrière de Kroupskaïa dans l'opposition ... C'est à elle qu'on laissa le soin d'entamer la critique de l'opposition.

Kroupskaïa demeura dans l'opposition ... jusqu'en octobre 1926 ... Elle signa le manifeste politique majeur que l'opposition Trotski-Zinoviev produisit durant cette période, la Déclaration des Treize ainsi qu'une autre protestation contre la politique soviétique dans la grève générale anglaise de 1926. (McNeal 1973, pp. 250-256.)

Quoique Staline fit remarquer lors de la 1^{se} Conférence du P.C.U.S., en novembre 1926, que Kroupskaïa avait quitté l'opposition, ce n'est que six mois plus tard que Kroupskaïa le confirma personnellement.

N'est-ce pas un fait, que la camarade Kroupskaïa, par exemple, quitte le bloc de l'opposition? (*Applaudissements frénétiques.*) (Staline, *Works*, vol. 8, p. 371.)

Le 20 mai 1922, la Pravda transmet une brève note émanant de Kroupskaïa à son rédacteur en chef. Dans cette note, elle donnait au Parti et au public la première confirmation de ce qu'elle avait quitté l'opposition ... Il n'y eut pas un mot de repentir sur quelque problème spécifique que ce fût. (McNeal 1973, pp. 261-262.)

Le biographe de Lénine, Robert Payne, quoique violemment hostile à Staline, fait néanmoins cette remarque en ce qui concerne le comportement de Kroupskaïa durant la maladie de Lénine:

... Kroupskaïa ... ne manifesta pas la moindre intention d'exécuter les ordres des médecins et du Politburo; et c'est ainsi que de petites bribes d'informations parvenaient à Lénine ... alors qu'il était couché, malade, elle était ses oreilles et ses yeux, son seul contact de poids avec le «monde extérieur». (Payne 1964, pp. 555-556.)

Et ces «bribes d'informations» étaient, sans aucun doute, hostiles à Staline et favorables à Trotski et aux déviationnistes géorgiens. Son biographe pense lui aussi que Staline avait raison de soupçonner qu'elle avait influencé l'attitude de Lénine envers lui durant la période de sa maladie:

Elle peut avoir influencé l'attitude de Lénine envers Staline, intentionnellement, ou autrement... Staline a raison de soupçonner qu'elle le faisait, comme il le laissa entendre plus tard. (McNeal 1973, p. 223.)

Robert Payne est plus catégorique:

Kroupskaïa fit ce qu'elle avait à faire: elle fit la guerre à Staline. (Payne 1964, p. 563.)

Le 22 décembre 1922, Staline réprimanda Kroupskaïa par téléphone pour le fait qu'elle alimentait Lénine de bribes sélectives d'informations et il menaça de porter l'affaire devant la Commission centrale de contrôle du P.C.U.S. Cet appel téléphonique constitua la base de la lettre de Kroupskaïa à Kaménev pour se plaindre de la «brutalité» de Staline:

Staline me soumit à une tempête d'insultes les plus senties hier à cause d'une brève note que Lénine m'avait dictée ... J'en sais davantage que tous les médecins sur ce qu'on peut ou ne peut pas dire à Ilitch, car je sais ce qui le perturbe ou pas. Et, en tout cas, j'en sais davantage que Staline ...

Je n'ai aucun doute quant à la décision unanime de la commission de contrôle dont Staline prend sur lui-même de me menacer, mais je n'ai ni temps ni énergie à perdre dans une farce aussi stupide. (N. K. Kroupskaïa, Lettre à Lev Kaménev. 23-12-1922, citée dans Lewin 1969.)

Le fait de savoir ce qui perturbait ou non Lénine n'empêcha apparemment pas Kroupskaïa de lui rapporter la conversation qu'elle avait eue avec Staline, et le 5 mars, Lénine écrivit à Staline ce qui suit:

Vous avez eu la grossièreté d'appeler ma femme au téléphone et de l'insulter. .. Inutile de dire que je considère comme fait contre moi ce qui est fait contre ma femme. C" est pourquoi je vous demande de me dire, après réflexion, si vous êtes d'accord ... pour vous excuser, ou si vous préférez que les relations soient rompues entre nous. (Lénine 5-3-1923b, p. 629.)

Une note (na 767) dans le même tome 45 des *Œuvres* de Lénine, p. 798, dit que Maria Oulianova, la sœur de Lénine, écrivit au præsidium de la session plénière conjointe du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, en 1926, pour dire qu'en fait, Staline avait proposé ses excuses.

Les cercles trotskistes et autres milieux bourgeois et petits-bourgeois ont émis l'accusation selon laquelle Staline avait supprimé le «testament» de Lénine. Les faits, cependant, sont tout à fait à l'opposé. Le 18 mai 1924, Kroupskaïa envoya le «testament» à Kaménev, qui le passa au Secrétaire général, Staline. Ce dernier, le 19 mai, passa le même «testament» au Comité d'organisation du 13^e congrès, censé débiter le 23 mai 1924. Laissons Staline raconter l'histoire:

Et maintenant, à propos du «testament» de Lénine. Les gens de l'opposition ont crié ici - vous les entendez d'ici - que le Comité central du Parti «cachait» le «testament» de Lénine. Nous avons discuté cette question à plusieurs reprises lors du plénum du Comité central et de la Commission centrale de Contrôle, vous le savez. (Une voix s'écrie: «Des dizaines de fois. ») Il a été prouvé et prouvé encore que personne n'a caché quoi que ce soit, que le «testament» de Lénine était adressé au 13^e congrès du Parti, que ce «testament» a été lu entièrement au congrès (des voix: «C" est

exact! »), que le congrès a décidé *unanimentement* de ne pas le publier parce que, entre autres choses, Lénine lui même ne voulait pas qu'il fût publié et n'a pas demandé qu'il le fût non plus. L'opposition sait tout ceci aussi bien que nous. Néanmoins, elle a l'audace de déclarer que le Comité central «cache» le «testament».

La question du «testament» de Lénine a été soulevée, si je ne me trompe, dès 1924. Il y a un certain Eastman, un ancien communiste américain qui a été plus tard chassé du parti. Ce monsieur, qui se mêlait aux trotskistes de Moscou, a recueilli plusieurs rumeurs et on-dit concernant le «testament» de Lénine, s'est rendu à l'étranger et a publié un livre intitulé *Après la mort de Lénine*, dans lequel il a fait de son mieux pour noircir le Parti, le Comité central et le régime soviétique, et le point essentiel de l'histoire, c'est que le Comité central de notre parti cachait le «testament» de Lénine. Vu le fait que cet Eastman avait été jadis en rapport avec Trotski, nous, les membres du Bureau politique, avons demandé à Trotski de se dissocier de cet Eastman qui, se raccrochant à Trotski et se référant à l'opposition, avait rendu Trotski responsable des affirmations calomnieuses contre notre Parti à propos du «testament». Vu que la question était si évidente, Trotski se dissocia lui-même, et publiquement, d'Eastman dans une déclaration qu'il fit à la presse. Elle fut publiée en septembre 1925 dans le n° 16 de *Bolchevik*.

Permettez-moi de lire le passage de l'article de Trotski dans lequel il traite la question de savoir si le Parti et son Comité central cachait ou non le «testament» de Lénine. Je cite l'article de Trotski:

Dans plusieurs passages de son ouvrage, Eastman dit que le Comité central «a caché» au parti un certain nombre de documents exceptionnellement importants écrits par Lénine dans la dernière période de sa vie (il est question de lettres concernant la question nationale, du prétendu «testament», et d'autres choses encore). *Il ne peut y avoir d'autre mot pour qualifier cette calomnie contre le Comité central de notre parti.* De ce que dit Eastman, on peut déduire que Vladimir Ilitch destinait ces lettres, qui revêtaient le caractère de conseils sur l'organisation interne, à la presse. En fait, c'est absolument inexact. Durant sa maladie, Vladimir Ilitch envoya souvent des propositions, des lettres, etc., aux instances dirigeantes du Parti et à son congrès. Il va sans dire que toutes ces lettres et propositions ont toujours été remises à ceux à qui elles étaient destinées, qu'elles ont été portées à la connaissance des délégués des 12^e et 13^e congrès et qu'elles ont toujours, naturellement, exercé l'influence escomptée sur les décisions du Parti; et si toutes ces lettres n'ont pas été publiées, c'est parce que leur auteur ne les destinait pas à la presse. Vladimir Ilitch n'a laissé aucun «testament», et le caractère même de son attitude envers le Parti, ainsi que le caractère du Parti même, empêchait la possibilité d'un tel «testament». Ce qu'on désigne habituellement par «testament» dans la presse émigrée et bourgeoise étrangère et menchevique (d'une façon dénaturée au-delà de toute possibilité de s'y reconnaître), c'est l'une des lettres de Vladimir Ilitch contenant des conseils sur des problèmes organisationnels. Le 13^e congrès du Parti a consacré la plus grande attention à cette lettre, ainsi qu'à toutes les autres, et en a tiré des conclusions appropriées aux conditions et circonstances de l'époque. *Toute allusion a propos de la dissimulation ou de la violation d'un «*

testament» est une invention malintentionnée et est entièrement dirigée contre la volonté réelle de Vladimir Ilitch, et contre les intérêts du Parti qu'il a créé. (Voir l'article de Trotski intitulé «À propos du livre d'Eastman: Après la mort de Lénine », *Bolchevik*, n° 16, 1^{er} septembre 1925, p. 68.)

C'est clair, penserait-on. Ce fut écrit par quelqu'un qui n'était autre que Trotski. Sur quelles bases, dans ce cas, les Trotski, Zinoviev et Kaménev viennent-ils débiter leurs histoires sur le Parti et son Comité central qui «cacheraient» le «testament» de Lénine? On «peut» raconter des histoires, mais il faudrait savoir où s'arrêter.

On dit que dans ce «testament», le camarade Lénine suggérait au congrès que, vu la « brutalité » de Staline, il devrait envisager la question de mettre un autre camarade à la place de Staline comme secrétaire général. C'est tout à fait exact. Oui, camarades, je suis brutal avec ceux qui, grossièrement et perfidement, sabotent et divisent le Parti. Je ne l'ai jamais caché et je n'ai pas l'intention de le cacher maintenant. Peut-être une certaine douceur est-elle nécessaire dans la façon de traiter les diviseurs, mais je n'ai pas la main assez habile pour cela. À la toute première réunion du plénum du Comité central après le 13^e congrès, j'ai demandé au plénum du Comité central de me relever de mes devoirs en tant que secrétaire général. Le congrès lui-même a discuté de cette question. Mon cas a été examiné par chaque délégation séparément et toutes les délégations, unanimement, y compris Trotski, Kaménev et Zinoviev, ont obligé Staline à rester à son poste.

Que pouvais-je faire? Déserter mon poste? Ce n'est pas dans ma nature; je n'ai jamais déserté aucun poste, et je n'ai pas le droit d'agir de la sorte, car ce serait une désertion. Comme je l'ai déjà dit auparavant, je ne suis pas un agent libre, et quand le Parti m'impose une obligation, je dois obéir.

Un an plus tard, j'ai à nouveau introduit une requête au plénum pour qu'il me libère, mais une fois de plus, j'ai été contraint de rester à mon poste.

Que pouvais-je faire d'autre?

En ce qui concerne la publication du «testament», le congrès a décidé de ne pas le publier, puisqu'il était adressé au congrès et n'était pas destiné à la publication.

Nous avons la décision d'un plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle en 1926 de demander au 15^e congrès la permission de publier ce document. Nous avons la décision du même plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle de publier d'autres lettres de Lénine, dans lesquelles il mettait le doigt sur les erreurs de Kaménev et de Zinoviev juste avant l'insurrection d'Octobre et dans lesquelles il réclamait leur expulsion du Parti.

Manifestement, venir dire que le Parti cache ces documents est une calomnie infamante. Parmi ces documents figurent des lettres de Lénine insistant sur la nécessité d'expulser Zinoviev et

Kaménev du Parti. Le Parti bolchevik, le Comité central du Parti bolchevik, n'ont jamais eu peur de la vérité. La force du Parti bolchevik réside précisément dans le fait qu'il ne craint pas la vérité, mais qu'il la regarde bien en face.

L'opposition essaie d'utiliser le «testament» de Lénine comme une carte maîtresse; mais il suffit de lire ce «testament» pour comprendre qu'il ne constitue pas du tout une carte maîtresse pour ces gens. Au contraire, le «testament» de Lénine est fatal pour les actuels dirigeants de l'opposition.

En effet, il est un fait que dans son «testament», Lénine accuse Trotski d'être coupable de «non-bolchevisme» et, en ce qui concerne l'erreur commise par Kaménev et Zinoviev au cours d'Octobre, il dit que cette erreur n'était pas «accidentelle ». Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que Trotski, qui souffre de «non-bolchevisme» et Kaménev et Zinoviev, dont les erreurs ne sont pas «accidentelles» et peuvent donc certainement se répéter, ne sont pas dignes de confiance *sur le plan politique*.

Il est caractéristique qu'il n'y a pas un mot, pas une allusion dans le «testament» concernant le fait que Staline aurait commis des erreurs. Il ne parle que de la brutalité de Staline. Mais la brutalité n'est pas et ne peut pas être comptée pour un défaut dans la ligne ou position *politique* de Staline.

Voici le passage pertinent du «testament»:

« Je ne poursuivrai pas en caractérisant les qualités personnelles des autres membres du Comité central. Je vous rappellerai simplement que l'épisode d'Octobre avec Zinoviev et Kaménev n'était, bien sûr, pas accidentel, mais qu'ils peuvent aussi peu en être blâmés personnellement que ne peut l'être Trotski pour son non-bolchevisme. »

C'est clair, pourrait-on penser. (Staline 23-10-1927, c'est Staline qui souligne).

Conclusion

Je conclus cette section avec les mots de Bill Bland que voici:

Le fait que, malgré sa réputation d'être le plus grand marxiste au monde, l'appel de Lénine, dans son «testament», en faveur de l'évincement de Staline du poste de secrétaire général, fut rejeté par le 13^e Congrès du P.C.U.S., en dit long sur les *circonstances* dans lesquelles le document fut émis. *Mais il en dit plus encore sur la haute estime dans laquelle Staline était tenu par le parti.* (Bland 1992, un excellent article de Bill Bland présenté à la Staline Society.).

Annexe 2

Trotsky et la presse impérialiste

Une autre façon d'éclairer quelque peu l'essence contre-révolutionnaire du trotskisme est de l'examiner dans le contexte des relations entre le trotskisme et la presse bourgeoise. Il est bien connu que la presse impérialiste dénigre et dénonce toutes les idées marxistes et tous les marxistes. Mais comment cette presse impérialiste traitait elle Trotsky, supposé être le plus grand marxiste après Lénine? Voici quelques exemples.

En 1929, le *Daily Express* de Lord Beaverbrook était, comme il l'est toujours aujourd'hui, un journal réactionnaire, de droite et impérialiste. Dans le camp tory, c'est l'un des organes les plus efficaces de la propagande impérialiste, exerçant, par-delà les décennies, une terrible influence impérialiste sur la politique d'une section importante de la classe ouvrière britannique. Quand des dizaines de milliers de travailleurs, qui étaient sous l'emprise de son torysme strident, jetèrent un coup d'œil dans leur *Daily Express* du 27 février 1929, ils eurent sous les yeux les manchettes suivantes, étalées sur la une:

TROTSKI EN PERSONNE PARLE DE SON EXIL DE LA RUSSIE:

Révélations dramatiques du révolutionnaire banni. Comment il s'est précipité en Turquie. Attaques amères contre Staline, son pire ennemi. L'usage de la force sur un peuple rebelle: Un document historique. Photographies de monsieur et madame Trotsky. L'histoire exclusive de Trotsky, par Léon Trotsky lui-même.

Le *Daily Express* publie aujourd'hui la première livraison de l'histoire de Léon Trotsky et de son bannissement de la Russie bolchevique qu'il contribua tellement à créer. C'est un document historique. Trotsky, malade et exilé à Constantinople, où il est protégé par des fonctionnaires russes du danger de se faire assassiner, a dramatiquement brisé son long silence. Il blâme amèrement son pire ennemi, Staline, le dictateur de la Russie, du sort qui l'a rattrapé, il prédit la chute de Staline, critique l'actuel régime soviétique et révèle l'histoire secrète des développements qui ont fait de lui un exilé politique sans ressources.

Le *Daily Express* poursuit en commentant les articles de Trotsky comme suit:

Leur importance politique et historique est remarquable et, en même temps, ils sont remplis d'un vif intérêt humain qui transporte le lecteur d'une étape à

l'autre au cours d'une narration étonnante.

Le lendemain, le *Daily Express* consacra à nouveau sa une à Trotski, avec les manchettes:

La violente dénonciation de Staline par Trotski: «Le fossoyeur du Parti ». Amusant éclat de la part de l'exilé: Je veux lui mettre des bâtons dans les roues. Défis provocants lancés par le banni soviétique: Ce que je pense de Staline par Léon Trotski.

Et une fois de plus, le 1^{er} mars 1929, le *Daily Express* consacra sa une à Trotski. Le 27 février 1929, parmi une avalanche de manchettes sensationnelles et, comme à son habitude, maniant une prose convenable, Trotski débute ses articles par les lignes suivantes:

Toute politique qui a de grandes idées devrait éviter la sensation et mon objet, en rédigeant ces dépêches, n'est pas de faire encore davantage de sensation autour de mon cas, mais, au contraire, de réprimer ce sensationnalisme en donnant au public une information objective dans la mesure, toutefois, où l'objectivité est possible dans des matières politiques.

Il est vrai que j'adopte maintenant un moyen différent d'approcher l'opinion publique, mais c'est parce que je suis dans une position différente de toutes celles que j'ai jamais occupées auparavant. ..

Mon objet n'est pas la propagande mais simplement la vérité. Avant d'entreprendre d'écrire ces articles, j'ai exigé une entière liberté d'expression. Je dirai ce que je pense - ou je ne dirai rien du tout.

Dans les articles qui suivirent ces lignes, Trotski entama publiquement sa nouvelle carrière politique. D'autres puissances impérialistes puissantes d'Europe et d'Amérique furent très intéressées à suivre la direction donnée par le *Daily Express* et mirent leurs colonnes à la disposition de Trotski, lui permettant de dire «ce qu'il pensait».

Commentant ce qui constituait à l'époque le développement le plus récent du trotskisme, le journal du Comintern, *Imprecor* (International Press Correspondence), disait ceci, dans son numéro du 22 mars 1929:

Depuis la fin de 1928, la presse bourgeoise réactionnaire s'est enrichie d'un nouveau collaborateur en la personne de L.D. Trotski. Dans le *Daily Express*, l'organe de Chamberlain et du parti conservateur de Grande-Bretagne, dans le *New York Herald and Tribune*, les organes des capitalistes américains, dans les journaux hollandais de l'ultra-droite *Algemeen Handelsblad* et *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, ainsi que dans d'autres journaux bourgeois réactionnaires, servis par l'American Consolidated Press Agency, une série d'articles par Trotski ont paru récemment et avaient été acquis par l'agence pour une somme substantielle en devises américaines. Ceci a évidemment

suscité un triomphe dans la presse bourgeoise, qui n'aurait jamais accepté en 1929 d'avoir comme collaborateur quelqu'un de l'acabit de «monsieur Trotski », comme on le désigne sous son portrait publié dans le *Daily Express*.

Oui, la bourgeoisie a raison d'être contente. Pendant tout un temps, le nom de «monsieur Trotski» va servir comme appât à l'amour de la sensation de la part d'un public que la bourgeoisie s'arrange pour garder dans un état de stupidité la plus noire. Et cela vaut bien la peine de payer à Trotski quelques milliers ou même dizaines de milliers de dollars pour les articles dans lesquels il calomnie le Parti communiste, les autorités soviétiques et l'Internationale communiste.

Ces dernières années, nos ennemis de classe ont manifesté un grand intérêt pour le sort de Trotski. Tant la presse sociale-démocrate que bourgeoise ont promptement saisi chaque invention, chaque déclaration diffamatoire de Trotski, toutes ses attaques contre le Parti, contre ses dirigeants, contre les autorités soviétiques et contre le Comintern. Ses livres et articles sont payés par des éditeurs bourgeois et les éditeurs bourgeois, qui sont heureux d'en faire la réclame, voyant que le vernis extérieur de gauche de ses écrits n'est d'aucune importance comparé à leur contenu contre-révolutionnaire et comparé au rôle objectivement contre-révolutionnaire que ces écrits ont joué et jouent encore dans les mains de nos ennemis de classe.

L'article de *l'Imprecor* poursuit en citant cette observation de Théodore Dan, qui était le dirigeant des émigrés mencheviques :

Le mouvement ouvrier social-démocrate ne doit pas avoir peur au vu de l'activité politique de Trotski. Au contraire, il est plus susceptible de donner le coup mortel au mouvement communiste en dehors de la Russie et d'induire les travailleurs communistes à retourner à la social-démocratie que de renforcer quelque Parti communiste que ce soit ou d'affaiblir de toute façon les social-démocrates.

Écrivant dans un journal social-démocrate allemand, une autre immigrée menchevique dit que l'article de *l'Imprecor* «présume que Trotski garde toujours des restes d'illusions communistes, des symptômes du communisme de guerre et autres choses du même genre, et que l'article nous fait remarquer que ce ne sont pas ces différences qui doivent rester à l'esprit, mais plutôt les différents points qui rendent Trotski plus proche des social-démocrates. Cette approche, dit-elle, repose principalement sur le fait que: «Aujourd'hui, Trotski tire ses mots d'ordre "vitaux" du programme des social-démocrates russes. Progressivement, les trotskistes trouvent la bonne voie. »

L'histoire des sept dernières décennies a pleinement confirmé la confiance exprimée en 1929 par les réactionnaires mencheviques de ce que le trotskisme allait faire au détriment du mouvement communiste et au bénéfice de la social-démocratie. Depuis lors, le trotskisme a effectivement continué à fonctionner comme un fer de lance de «gauche», militant,

anticommuniste, de la social-démocratie.

Poursuivons avec l'article de l'*Imprecor*:

Les réactionnaires savent ce qu'ils font. Ils savent pourquoi ils publient cet article de Trotski. Dans l'intérêt des crédules, il est libre de faire cette réserve: «Avant d'entamer la rédaction de cet article, j'ai exigé le droit de liberté totale dans ce que j'allais dire. Je dirai soit ce que je pense, soit rien du tout. » Tout le monde est en droit de se demander depuis quand et pourquoi la presse impérialiste bourgeoise est devenue une tribune libre pour des gens qui se prétendent de bons léninistes. Et si cette «vérité» qui paraît aujourd'hui dans les colonnes du *Daily Express* ... a été payée avec l'argent de la bourgeoisie, chaque travailleur comprendra que cette «vérité» est avantageuse pour la bourgeoisie, sinon elle ne paierait pas pour l'obtenir. Laissez Trotski déclarer qu'il ne vise pas la propagande, mais uniquement la vérité. Toute personne sachant que Trotski était soumis à la condition d'éviter toute propagande révolutionnaire saura comment évaluer le sens de sa déclaration prétendant que la propagande n'était pas son objectif.

Et n'est-il pas curieux que la bourgeoisie britannique ait l'intention de payer des dizaines de milliers de dollars en «propagande» à Trotski alors qu'elle a organisé sa rupture avec l'Union soviétique pour nulle autre raison hormis des raisons de «propagande»? N'est-il pas évident que l'espèce de propagande à laquelle se livre monsieur Trotski est absolument différente de l'espèce de propagande pour laquelle les communistes ont été arrêtés et abattus dans tous les pays capitalistes d'Europe et d'Amérique

Le *Daily Express* préface l'article par une brève remarque: «Il révèle l'histoire secrète des développements qui ont fait de lui un exilé politique sans ressources. »Pauvre monsieur Trotski. Comment est-il possible de ne pas éprouver de la pitié pour cet homme qui est aujourd'hui sans ressources et obligé de monnayer financièrement sa conscience politique? Il n'y a rien à faire. Celui qui s'était engagé à servir de nouveaux maîtres doit également souffrir de telles réserves et, il n'y a pas si longtemps, Trotski lui-même aurait stigmatisé ce genre d'individu dans les termes les plus virulents.

Dans son numéro du 5 avril 1929, l'*Imprecor* rapportait que les écrits de Trotski trouvaient même leur chemin dans «des organes fascistes comme le *Corriere della Sera* et dans les journaux à sensations comme le *Journal*, de Paris. En Amérique, les articles de Trotski sont distribués par le Cuitent News and Features, une organisation auxiliaire de la Consolidated Press ... Cette agence contrôle un gros journal dans pratiquement chaque ville et, dès le début, Trotski a donc la "grande" presse de son côté. »

En ce qui concerne la propagande antisoviétique venimeuse de Trotski, pour la diffusion de laquelle il a bénéficié de la coopération des organes impérialistes de pointe et des barons de

la presse, il vaut la peine de reproduire l'assez longue citation suivante tirée de *La grande conspiration*, un livre magnifique de Sayers et Kahn:

Dès 1903, Trotski avait utilisé avec maîtrise les articles de propagande que Lénine qualifiait de «slogans ultra-révolutionnaires, qui ne lui coûtaient rien».

Maintenant, à l'échelle mondiale, Trotski commençait à développer la technique de propagande qu'il avait à l'origine employée contre Lénine et le Parti bolchevik. Dans une quantité innombrable d'articles, de livres, de brochures et de discours ultra-gauchistes et d'apparence violemment révolutionnaire, Trotski se mit à attaquer le régime soviétique et à faire appel à son renversement par la violence, non parce qu'il était révolutionnaire, mais parce qu'il était, selon ses dires, «contre-révolutionnaire» et «réactionnaire». En un tournemain, de nombreux anciens antibolcheviks abandonnèrent leur ancienne forme de propagande pro-tsariste et ouvertement contre-révolutionnaire et adoptèrent la nouvelle ruse trotskiste à la mode en attaquant la Révolution russe «par la gauche ». Dans les années suivantes, ce fut une chose acceptée qu'un lord Rothermere ou qu'un William Hearst accusât Staline de «trahir la Révolution».

La première grande œuvre de Trotski pour présenter cette nouvelle politique antisoviétique à la contre-révolution internationale fut son autobiographie mélodramatique et semi-fictive, *Ma Vie*. Publiée d'abord sous la forme d'une série d'articles antisoviétiques dans les journaux d'Europe et d'Amérique, son but, en tant que livre, était de calomnier Staline et l'U.R.S.S., d'accroître le prestige du mouvement trotskiste et de soutenir le mythe de Trotski, «révolutionnaire mondial». Il se dépeignait dans son livre, comme le véritable inspirateur et l'organisateur de la Révolution russe, qui avait été dépouillé de sa situation méritée de dirigeant de la Russie par des adversaires «rusés», «médiocres», «asiatiques».

Immédiatement, les journalistes, les agents antisoviétiques présentèrent à grand bruit le livre de Trotski comme l'ouvrage le plus sensationnel du monde racontant l'«histoire intime» de la Révolution russe.

Adolf Hitler lut l'autobiographie de Trotski dès sa parution. Le biographe d'Hitler, Konrad Heiden, raconte dans son livre *Der Führer*, comment le chef nazi surprit ses amis en 1930, en éclatant en concert de louanges sur le livre de Trotski. «Épatant !» s'écria Hitler, en montrant l'ouvrage à ses amis. «J'y ai appris beaucoup de choses, et vous pouvez en apprendre aussi! »

Le livre de Trotski devint rapidement un ouvrage classique pour les services secrets antisoviétiques. Il fut accepté comme le guide fondamental de la propagande contre le régime soviétique. La politique secrète japonaise en fit des lectures obligatoires aux communistes japonais et chinois emprisonnés, pour abattre leur moral et les convaincre

que la Russie soviétique avait trahi la Révolution chinoise et la cause pour laquelle ils se battaient. La Gestapo fit un usage similaire de ce livre.

Ma Vie n'était que la première arme de la prodigieuse campagne de propagande antisoviétique de Trotski. Elle fut suivie par la *Révolution trahie*; *l'Économie soviétique en danger*; *l'Échec du plan quinquennal*; *Staline et la Révolution chinoise*; *l'École stalinienne de falsification*; et d'innombrables autres livres, brochures et articles antisoviétiques, dont un certain nombre étaient publiés pour la première fois, sous des titres flamboyants, dans les journaux réactionnaires d'Europe et d'Amérique. Le «Bureau» de Trotski fournissait continuellement des «révélations », des «scandales », des «histoires intimes» sur la Russie à la presse antisoviétique mondiale.

Pour l'Union soviétique, Trotski publiait un officiel *Bulletin de l'opposition*, imprimé à l'étranger, d'abord en Turquie, puis en Allemagne, en France, en Norvège et dans d'autres pays et introduit en contrebande par des messagers trotskistes secrets; le *Bulletin* n'avait pas pour objet d'atteindre les masses soviétiques. Il s'adressait aux diplomates, aux fonctionnaires de l'État, aux militaires et aux intellectuels qui avaient autrefois suivi Trotski ou qui semblaient pouvoir être influencés par lui. Le *Bulletin* contenait aussi des directives pour le travail de propagande des trotskistes tant en U.R.S.S. qu'à l'étranger. Sans discontinuer, le *Bulletin* dressait un tableau sinistre du désastre qui menaçait le régime soviétique, prédisait des crises industrielles, une nouvelle guerre civile et l'effondrement de l'Armée Rouge à la première attaque étrangère. Le *Bulletin* jouait habituellement sur tous les doutes et les inquiétudes que la tension extrême et les difficultés de la période de construction faisaient naître dans l'esprit des éléments instables, troublés et mécontents. Le *Bulletin* faisait ouvertement appel à ces éléments pour commettre d'une façon clandestine des actes de violence contre le Gouvernement soviétique.

Voici quelques exemples typiques de la propagande antisoviétique et des appels au renversement par la violence du régime soviétique que Trotski diffusait dans le monde au cours des armées qui suivirent son expulsion de l'U.R.S.S.:

La politique des dirigeants actuels, le petit groupe de Staline, conduit à toute vitesse le pays à des crises dangereuses et à l'effondrement (*Lettres aux membres du Parti communiste de l'U.R.S.S.*, mars 1930).

La crise menaçante de l'économie soviétique réduira en poussière dans un avenir très proche, la légende mielleuse (que le socialisme peut être construit dans un seul pays) en causant, nous n'aurons aucune raison d'en douter, de nombreuses morts ... L'économie (soviétique) fonctionne sans réserves, matérielles et sans calculs ... la bureaucratie sans contrôle a lié son sort à une suite d'erreurs accumulées ... une crise menace (l'U.R.S.S.) avec un cortège de conséquences, telles que la ruine inévitable des entreprises et le chômage (*L'économie soviétique en danger*, 1923).

Les travailleurs affamés (en U.R.S.S.) sont mécontents de la politique du Parti. Le Parti est mécontent de sa direction. La paysannerie est mécontente de l'industrialisation, de la collectivisation, des villes (*Le Militant*, 4 février 1933).

Le premier choc social, qu'il vienne de l'extérieur ou de l'intérieur, peut jeter la société soviétique divisée dans la guerre civile (*L'U.R.S.S. et la 4e Internationale*, 1933).

Il serait enfantin de penser que la bureaucratie peut être chassée au moyen d'un congrès du Parti ou des Soviets. Les moyens normaux, constitutionnels ne sont pas valables désormais pour chasser la clique au pouvoir. Elle ne peut être forcée de passer le pouvoir à l'avant-garde prolétarienne que par la violence (*Bulletin de l'opposition*, octobre 1933). La crise politique converge vers la crise générale qui progresse (*L'assassinat de Kirov*, 1935).

Dans le Parti, Staline s'est mis au-dessus de toute critique et au-dessus de l'État. Il est impossible de le destituer, sauf par l'assassinat. Tout oppositionniste devient ipso facto un terroriste (compte rendu d'une interview accordée au *New-York Evening Journal*, de W. R. Hearst, 26 janvier 1937).

Pouvons-nous penser que l'U.R.S.S. sortira de la grande guerre qui s'approche sans défaite? À cette franche question, nous répondrons aussi franchement: Si la guerre n'est qu'une guerre, la défaite de l'U.R.S.S. est inévitable. Du point de vue technique, économique et militaire, l'impérialisme est incomparablement plus fort. S'il n'est pas paralysé, par une révolution à l'Ouest, l'impérialisme balayera le régime actuel (*American Mercury*, mars 1937).

La défaite de l'U.R.S.S. est inévitable. Si la prochaine guerre ne provoque pas une nouvelle révolution ... Si nous admettons théoriquement la guerre sans révolution, alors la défaite de l'U.R.S.S. est inévitable (*Déposition aux débats de Mexico*, avril 1937). (Sayers & Kahn 1947. pp. 252-256.)

Certains groupes trotskistes, dans une vaine tentative de justifier Trotski, ont comparé la relation de celui-ci avec la presse impérialiste aux articles de Marx destinés au *New York Herald Tribune* dans les années 1850. Cette comparaison, toutefois, ne résiste pas à une analyse plus profonde. Voici les différences:

En 1929, comme c'est toujours le cas aujourd'hui, le *Daily Express* était l'organe de la réaction impérialiste, alors que le *New York Herald Tribune* des années 1850 était l'organe de la démocratie la plus avancée dans la phase pré-impérialiste du capitalisme américain une période au cours de laquelle la démocratie bourgeoise était toujours progressiste et avait d'importantes tâches progressistes à son ordre du jour, par exemple, l'abolition de l'esclavage. Le journal avait été fondé par un groupe de socialistes utopistes fouriéristes et il faisait campagne contre l'esclavage et en faveur du mouvement démocratique

en Europe. Mehring, dans sa biographie de Marx, dit que le *Tribune*, «par son agitation menée en vue d'une mouture américaine du fouriérisme, s'était élevé au-dessus des activités exclusivement mercantiles d'une entreprise capitaliste. » (p. 227)

Pour Lord Beaverbrook, il va sans dire, aucune activité humaine ne pouvait être plus noble que celle consistant à ramasser de l'argent. Alors que Marx récoltait quelques dollars pour des travaux scientifiques excellemment écrits et particulièrement fouillés sur les mouvements démocratiques révolutionnaires en Europe et en Inde, le portefeuille de Trotski était bourré de l'argent ensanglanté de l'impérialisme, pour ses attaques réactionnaires contre le premier pays socialiste qui, à l'époque, construisait héroïquement le socialisme tout en se défiant de l'opposition interne comme de l'encercllement impérialiste. Tandis que, dans ses articles, Marx attaquait et dénonçait toute réaction, Trotski attaquait le socialisme en Union soviétique et ses articles manquent singulièrement de toute forme de dénonciation de l'impérialisme. Après tout, Beaverbrook ne payait pas Trotski pour dénoncer l'impérialisme britannique: il le payait pour attaquer l'Union soviétique et le Comintern - le mouvement communiste international - et c'était tout ce que Trotski était «libre» d'écrire dans le *Daily Express*, ainsi que dans d'autres organes impérialistes.

Au vu de ce qui précède, il n'y a pas de comparaison entre les articles de Marx dans le *Tribune* et ceux de Trotski dans le *Daily Express* et autres organes impérialistes. Nous pourrions être enclins à entretenir une telle comparaison si, par exemple, Marx s'était, à la façon de Trotski, prostitué durant la période de législation antisocialiste de Bismarck en écrivant pour la presse réactionnaire de bas étage d'Allemagne, en attaquant les dirigeants socialistes et en recevant en échange de gros paquets d'argent en remerciement de ce même travail.

Après son expulsion de l'Union soviétique, Trotski poursuivit, comme il l'avait commencé, ses articles pour le *Daily Express* de Lord Beaverbrook. Tout au long des années 30, il fut le propagandiste sensationnaliste et anticommuniste de pointe de l'impérialisme. Toutes ses œuvres majeures, depuis *Ma vie*, en 1929, jusqu'à sa biographie de Staline (une diatribe hystérique contre Staline à laquelle il travaillait juste avant sa mort) furent toutes écrites à l'intention de la presse impérialiste.

Dans sa campagne antisoviétique, mû par un désir insatiable de vengeance personnelle, Trotski perd toute crédibilité, même dans les normes infiniment basses de l'objectivité requise dans le journalisme anticommuniste telles qu'elles sont imposées par la presse dite de «qualité». Dans son *Journal d'exil*, Trotski écrit sur Staline dans les termes suivants:

La motivation de la *vengeance personnelle* a toujours été un facteur considérable dans les lignes politiques répressives de Staline ... Sa soif de vengeance contre moi

est complètement insatisfaite ... C'est la source d'appréhensions les plus graves pour Staline: ce sauvage craint les idées, depuis qu'il connaît leur pouvoir explosif et ses propres faiblesses face à ces idées.

Toute personne habituée à la fois aux écrits de Staline et de Trotski sait que, alors qu'il ne fait aucun doute que Staline méprisait Trotski (Je mépris prolétarien pour celui qui a des attitudes d'intellectuel petit-bourgeois), toute la ruminantion et la soif de vengeance personnelle se donnaient libre cours chez Trotski. Il n'y a pas une trace de ruminantion dans les écrits de Staline. Les écrits de Trotski de cette période (1929- 1939) sur Staline et sur l'Union soviétique, par ailleurs, ont le même caractère de subjectivité que ses écrits sur Lénine durant la période 1903-1917, lorsqu'il se sentait en permanence blessé par Lénine.

Poussé par sa «soif revancharde». Trotski écrit :

Après que la bureaucratie eut étranglé la vie interne du parti, les huiles staliniennes étranglèrent la vie interne de la bureaucratie même ... (*L'assassinat de Kirov*, p. 25.)
La faction stalinienne se hisse au-dessus du parti et au-dessus de la bureaucratie elle même. (*L'assassinat de Kirov*, p. 12.)

Tout cela revient à dire ceci: la «bureaucratie» a «exproprié» la classe ouvrière et Staline a «exproprié la bureaucratie». En d'autres termes, la classe ouvrière de l'U.R.S.S. était dirigée par une dictature bureaucratique qui, à son tour, se trouvait sous la dictature personnelle de Staline qui, on suppose, est encore plus étranger aux intérêts du prolétariat que la bureaucratie. Comment Staline en était-il venu à occuper cette position de pouvoir «dictatorial»? Non par le biais de ses capacités politiques et par sa fidélité au marxisme-léninisme, dit Trotski, mais par une soif de pouvoir personnel absolu:

Staline mesurait chaque situation ... selon un seul critère - l'utilité à lui-même, à sa lutte pour la domination sur les autres. Toute autre chose était intellectuellement au delà de sa profondeur d'esprit. .. Il ne pensait pas non plus par le biais de l'importance sociale de ce processus dans lequel il jouait le rôle principal. Il agissait. .. comme l'empiriste qu'il est. (Trotski, *Staline*, p. 386.)

Ainsi, si nous acceptons cette minable explication, nous sommes obligés d'accepter aussi que les développements tumultueux et mémorables des années 30 -l'industrialisation et la collectivisation socialistes - ainsi que la victoire de l'U.R.S.S. sur l'Allemagne nazie ont eu lieu sous la dictature personnelle d'un bureaucrate aux vues étriquées, un médiocre politique possédé par une soif de pouvoir personnel absolu qui, d'une façon ou d'une autre, s'était arrangé pour devenir le dictateur soviétique! Ce n'est pas une explication, mais une parodie d'explication. Ce n'est pas de la science, mais de la sorcellerie. Sa valeur se résume à l'expression de la ruminantion personnelle de Trotski - une expression de ses sentiments blessés en tant que «génie non reconnu », comme dirait Engels.

Il ne fait pas le moindre doute que Staline occupait une position exceptionnelle au sein du

550

Parti bolchevik. Bien qu'il n'ait pas été la première personne à occuper une position conférant un pouvoir aussi énorme (une «position dictatoriale », si cela peut faire plaisir à certains), personne ne l'occupa aussi longtemps. Comme l'expliquait Lénine, le simple fait d'une «dictature» personnelle ne nous dit rien sur sa nature de classe. Et pourtant, il y eut une époque (1925) où Trotski saisit cette vérité élémentaire. Dans sa brochure *Où va la Grande-Bretagne?*, il écrit:

En suivant de très près ces fantômes de lions qui écrivent des articles importants dans le *Manchester Guardian* et autres organes libéraux, les dirigeants du Labour Party opposent d'ordinaire la démocratie à n'importe quelle sorte de gouvernement despotique, sous la forme de «dictature de Lénine» ou «dictature de Mussolini» ... Les vulgaires libéraux disent d'ordinaire qu'ils sont contre une dictature de la gauche autant que de la droite, bien qu'en pratique, ils ne laissent passer aucune occasion de soutenir une dictature de droite. Pour nous, toutefois, la question est décidée par le fait qu'une dictature pousse la société vers l'avant, et que l'autre la fait régresser. La dictature de Mussolini est une dictature d'une bourgeoisie italienne prématurément pourrie, impuissante, complètement corrompue. C'est une dictature au nez cassé. La «dictature de Lénine» exprime la pression puissante d'une nouvelle classe historique et sa lutte surhumaine contre toutes les forces de la vieille société. Si Lénine doit être comparé à quelqu'un, ce n'est pas à Bonaparte, et encore moins à Mussolini, mais à Cromwell et Robespierre, On peut dire, avec une certaine dose de vérité, que Lénine est le Cromwell prolétaire du 20^e siècle. (Trotski 1925, pp. 91-92.)

Et, plus loin:

Un fou, un ignorant, ou un Fabian ne peut voir en Cromwell qu'un dictateur personnel. Mais dans les faits, ici, dans les conditions d'une profonde rupture sociale, la dictature personnelle était la forme adoptée par une dictature de classe, et cette classe qui, seule, était capable de libérer l'essentiel de la nation des vieilles enveloppes et carcasses. (Trotski 1925, p. 97.)

Il est donc clair que l'explication de la «dictature de Staline» est la même que celle de la «dictature de Lénine», car aucune autre explication n'a de sens. Trotski, qui avait en 1925 une explication exacte de la «dictature de Lénine», était devenu, à l'époque où il en était à expliquer la «dictature de Staline », «un fou, un ignorant ou un Fabian», qui ne voyait en Staline «qu'un dictateur personnel», ignorant «les conditions d'une profonde rupture sociale» et la classe ouvrière «qui seule était capable de libérer» la société «des vieilles enveloppes et carcasses».

Trotski, dans sa soif de revanche, dépeint Staline comme un sauvage. Le pouvoir du sauvage, c'est sa fantaisie, car il vit dans un monde imaginaire, dans lequel il imagine qu'il peut contrôler les forces de la nature à travers ses imitations - croyant qu'il peut amener la pluie en imitant un orage. Staline, par ailleurs, exerçait un réel pouvoir - un pouvoir qu'en

aucune façon il n'exerçait par les méthodes inefficaces d'un sauvage. Le pouvoir de Staline dérivait de la classe ouvrière soviétique. Son autorité personnelle n'était pas plus - *et pas moins* - qu'une expression de sa position de dirigeant du parti du prolétariat (le PC.U.S.) dans la tâche historique mondiale de la construction du socialisme. Staline menait ce combat contre les assauts rageurs de l'opposition de «gauche» (trotskiste) et de droite (boukharinienne). La ligne léniniste de Staline de la construction socialiste et de la collectivisation remporta la bataille et la pratique confirma le caractère correct de cette ligne. Au cours de cette lutte âpre pour la victoire de la ligne léniniste, Staline émergea comme le porte-parole le plus représentatif du PC.U.S. et du prolétariat soviétique. C'est cette direction de la lutte, qu'il a si efficacement assumée, qui lui donna une autorité et un pouvoir immenses et uniques.

La citation suivante d'une excellente brochure de la fin des années 60, produit par un groupe antirévissionniste, renvoie correctement la source du pouvoir de Staline au prolétariat soviétique:

La source du pouvoir de Staline était la classe ouvrière. Son pouvoir personnel, en fait, n'était rien de plus que sa direction effective de la classe ouvrière dans la construction du socialisme.

Staline dirigea la classe ouvrière durant trente ans. Ce furent des années de changement social continu, rapide et fondamental en Union soviétique. Dans une société en stagnation, une dictature personnelle basée sur le pouvoir militaire peut se maintenir durant une période relativement longue par la force de l'inertie. Mais la force de l'inertie ne peut rien expliquer dans la position de Staline. À aucun moment, la force de l'inertie ne peut expliquer quoi que ce soit dans la position de Staline. À aucun moment, la force de l'inertie ne l'aurait maintenu dans sa position pendant une seule année.

Dans une période de changement révolutionnaire, la maintenance au pouvoir d'un dirigeant politique individuel ne peut s'expliquer que par sa position de direction de la classe dont l'intérêt est la force motrice pour ce changement. Il y avait une seule classe en Union soviétique dont l'intérêt requérait l'abolition du capitalisme et du système des marchandises, c'était la classe ouvrière. Si le pouvoir de Staline n'était pas une expression de sa position réelle de dirigeant de la classe ouvrière, il était alors d'un caractère absolument miraculeux. (Irish Communist Organisation, p. xxvii.)

Avec le temps, Trotski devint de plus en plus aigri et frustré.

La débâcle finale de la cinquième colonne en Russie à la suite du procès du bloc des droitiers et des trotskistes, disent Sayers et Kahn, fut un coup terrible pour Trotski. Ses écrits furent marqués d'une note de désespoir et d'hystérie. Sa propagande contre l'U.R.S.S. devint de plus en plus absurde, contradictoire et extravagante. Il parlait sans

arrêt de sa «justesse de vue historique ».

Ses attaques contre Staline perdirent toute apparence de raison. Dans ses articles, il affirmait que le chef soviétique prenait un plaisir sadique à «souffler de la fumée» au visage des enfants. De plus en plus, cette haine personnelle de Staline qui le consumait devenait la force dominante de sa vie. Il mit ses secrétaires au travail sur une massive et agressive *Vie de Staline*. (Sayers & Kahn 1947, pp. 365-366.)

Dix ans après la mort de Trotski, son biographe trotskiste donne ce compte rendu des activités littéraires de Trotski dans la dernière année de sa vie:

Les difficultés financières [pas sur le plan de la nourriture. de l'habillement ou du logement. mais des problèmes concernant le financement de ses groupes contre-révolutionnaires l'avaient mené à une querelle bizarre avec le magazine *Life*. À la fin septembre 1939 ... l'un des responsables rédactionnels de *Life* était venu à Coyoacan [la forteresse mexicaine de Trotski] et lui avait commandé la rédaction d'un article sur la mort de Lénine [Trotski venait de terminer le chapitre de Staline suggérant que Staline avait empoisonné Lénine, et c'est cette version qui devait être publiée dans *Life*]. Son premier article parut dans le magazine le 2 octobre. Bien qu'il contînt des souvenirs relativement inoffensifs, l'article suscita la colère des «libéraux» pro staliniens qui inondèrent *Life* de protestations indignées. *Life* en publia quelques-unes au grand déplaisir de Trotski qui prétendait que les protestations venaient d'une «usine de la Guépéou» à New York et qu'elles le diffamaient. Néanmoins, il envoya son second article, celui concernant la mort de Lénine, mais *Life* refusa de le publier. Assez ironiquement, les objections des éditeurs étaient assez raisonnables: ils estimaient peu convaincantes les conjectures de Trotski selon lesquelles Staline aurait empoisonné Lénine, et ils exigèrent de sa part «moins de conjectures et davantage de faits indubitables ». Il menaça de poursuivre *Life* pour rupture de contrat et, vexé, soumit l'article au *Saturday Evening Post* et à *Colliers*, chez qui, à nouveau, il se heurta à des refus, jusqu'à ce qu'en fin de compte, *Liberty* le publie enfin. Il est triste de voir combien de temps, dans sa dernière année, prit cette correspondance coléreuse et futile. À la fin, *Life* lui paya les piges de l'article rejeté. (Deutscher 1963, p. 446.)

La biographie de Staline par Trotski est une collection de potins acariâtres amoncelés de façon si sensationnaliste, si injurieuse, si ouvertement hystérique et sans le moindre fondement qu'ils ne sont pas acceptables - non seulement aux yeux des organes de presse impérialistes, mais même à ceux de son biographe attiré, Isaac Deutscher, qui estime prudent de concéder que:

... en composant le portrait [de Staline], il utilise abondamment et bien trop souvent du matériel de déduction, des suppositions et des «on-dit». Il saute sur n'importe quel ragot ou rumeur pour autant qu'il montre un trait de cruauté ou qu'il suggère la tricherie chez le jeune Djougachvili. Il donne foi aux condisciples et futurs ennemis de Staline qui, dans leurs souvenirs d'enfance, écrits en exil trente ans et plus après les événe-

ments, prétendent que le jeune Saso «n'avait qu'un ricanement sarcastique pour les joies et tristesses de ses compagnons» ... ou que depuis «sa jeunesse, la mise en œuvre d'intrigues vengeresses devint pour lui un but qui domina tous ses efforts». Il cite des adversaires de Staline qui dépeignent le jeune homme et l'homme mûr quasiment sous les traits d'un agent provocateur.

Il n'est nul besoin d'aborder de nombreux exemples de cette approche. Le plus frappant est, bien sûr, la suggestion par Trotski que Staline avait empoisonné Lénine. (Deutscher 1963, p. 453.)

Deutscher est incapable de se réconcilier avec la caricature de Staline telle que brossée par Trotski. Le supposé brillant Trotski avait tellement dégénéré en 1939 que même ses admirateurs et ses idolâtres se sentaient mal à l'aise et embarrassés par ses activités littéraires. Deutscher estime le portrait de Staline par Trotski «non plausible» parce que:

Le monstre ne prend pas forme. il n'apparaît pas, n'émerge pas. Il a presque toutes ses plumes dès l'éclosion. Aucune des meilleures qualités et émotions ... sans lesquelles aucun jeune homme ne rallierait jamais un parti révolutionnaire poursuivi ... n'est pour ainsi dire présente. L'ascension de Staline au sein du parti n'est pas due à son mérite ou à ses réalisations; ainsi, sa carrière devient pour ainsi dire inexplicable. Son élection au Politburo de Lénine, sa présence dans le cabinet intérieur bolchevique et sa désignation au poste de secrétaire général apparaissent tout à fait fortuites. (Deutscher 1963, p.455.)

De 1929 au 20 août 1940, jour de sa mort, Trotski a rendu un service de lèche bottes anticommuniste de taille inestimable à la machine de propagande impérialiste et, avant de quitter ce monde, il confia dûment ses archives à la bourgeoisie impérialiste. Alors que Marx avait tout donné à Engels, ce dernier transmet tout au Parti social-démocratique allemand (révolutionnaire, à l'époque). De même, Lénine et Staline léguèrent tout au Parti bolchevik. Trotski, lui, vendit ses archives à l'Université de Harvard pour 15 000 dollars, où elles continuent à être utilisées comme matériel de «recherche» dans l'incessante propagande anticommuniste de l'impérialisme international.

Et durant cette période, les activités littéraires anticommunistes de Trotski furent complétées par des activités pratiques, méticuleusement coordonnées via des liens intimes entre la soi-disant Quatrième Internationale trotskiste et le réseau de la cinquième colonne de l'Axe. Laissons Sayers et Kahn reprendre le fil de l'histoire:

De sa villa fortifiée de Coyoacan, Trotski dirigeait son organisation antisoviétique mondiale, la Quatrième Internationale.

En Europe, en Asie, en Amérique du Nord et du Sud, des liens intimes existaient entre la Quatrième Internationale et le réseau de la cinquième colonne fasciste:

En *Tchécoslovaquie*, les trotskistes travaillaient en collaboration avec l'agent nazi Konrad Henlein et son Parti allemand des Sudètes. Serge Bessonov, le messager trotskiste qui avait été conseiller à l'ambassade soviétique de Berlin, déclara, quand il fut inculpé au procès du bloc des droitiers et des trotskistes, en mars 1938, qu'au cours de l'été 1935, il avait assuré des liaisons à Prague avec Henlein. Bessonov déclara qu'il avait lui-même servi d'intermédiaire entre le groupe d'Henlein et Trotski.

En *France*, Jacques Doriot, agent nazi et fondateur du fasciste Parti populaire français, était un renégat du Parti communiste et un ami de Trotski. Doriot travaillait en liaison étroite, comme d'autres agents nazis et fascistes français, avec la section française de la Quatrième Internationale.

En *Espagne*, les trotskistes pénétrèrent dans les rangs du P.O.U.M., l'organisation de la cinquième colonne qui apportait son aide au soulèvement de Franco. La tête du P.O.U.M. était Andres Nin, un vieil ami et allié de Trotski.

En *Chine*, les trotskistes opéraient sous le contrôle direct de l'espionnage militaire japonais. Leur travail intéressait vivement les officiers de ce service dont le chef déclara à Peiping en 1937: «Nous devons soutenir le groupe des trotskistes et favoriser leurs succès, afin que leurs activités dans les diverses régions de Chine servent au profit et à l'avantage de l'Empire, car ces Chinois travaillent à détruire l'unité du pays. Ils agissent avec une habileté et une finesse remarquables. »

Au *Japon*, les trotskistes étaient appelés «le *brain trust* du Service secret». Ils formaient des espions japonais dans une école spéciale et leur enseignaient les moyens de pénétrer dans le Parti communiste de l'U.R.S.S. et de lutter contre les mouvements antifascistes en Chine et au Japon.

En *Suède*, Nils Hyg, un des chefs trotskistes, avait été subventionné par le financier pronazi Ivar Kreuger. Les subsides au mouvement trotskiste furent découverts après le suicide de Kreuger, lorsque les liquidateurs trouvèrent dans ses papiers des reçus signés par toutes sortes d'aventuriers politiques, parmi lesquels Adolf Hitler.

Dans le monde entier, les trotskistes étaient devenus les instruments par lesquels les services de d'espionnage fascistes pensaient pouvoir pénétrer dans les mouvements libéraux et ouvriers, à leurs fins propres. (Sayers & Kahn 1947, pp. 363-364.)

Les mêmes auteurs insistent sur le fait que, même après la mort de Trotski, la Quatrième Internationale poursuivit ses activités de cinquième colonne. Après avoir cité des exemples en Grande-Bretagne et en Amérique, ils ajoutent:

Le journaliste américain Paul Ghali, correspondant du *Chicago Daily News*, a rapporté de Suisse, le 28 septembre 1944, qu'Himmler, le chef de la Gestapo, se servait des trotskistes de l'Europe comme d'un élément nazi clandestins pour le sabotage et les

intrigues de l'après-guerre. Ghali a pu dire que les organisations fascistes de la jeunesse étaient éduquées dans l'esprit du «marxisme trotskiste», qu'on donnait à leurs membres de faux papiers et des armes et qu'on les laissait derrière les lignes alliées avec l'ordre de pénétrer dans le Parti communiste dans les régions libérées. Ghali a révélé qu'en France les membres de la milice fasciste de Darnand étaient armés par les nazis pour leur permettre de commettre les actes de terrorisme et d'agir en cinquième colonne après la guerre. Cette lie de la population française, ajoutait-il, est maintenant éduquée en vue d'une activité bolchevique dans la tradition de l'Internationale trotskiste, sous la direction personnelle d'Himmler. Leur tâche est de saboter les lignes de communications alliées et de tenter d'assassiner les hommes politiques gaullistes. On leur apprend à répéter à leurs compatriotes que les Soviets actuels ne sont plus qu'une déformation bourgeoise des principes originels de Lénine et qu'il est grand temps de revenir à la saine idéologie bolchevique. Cette constitution de groupes de terroristes rouges est la plus récente politique d' Himmler; elle a pour but de créer une quatrième internationale, sérieusement contaminée par les germes nazis. Elle est dirigée à la fois contre les Anglais, les Américains et les Russes, mais surtout contre ces derniers. (Sayers & Kahn 1947, p. 365.)

Les gaffes théoriques et organisationnelles de Trotski étaient aggravées par son insupportable arrogance et une croyance en sa propre infaillibilité. Pour donner au lecteur un goût de l'arrogance gonflée jusqu'à la nausée de Trotski, typique de l'intellectuel petit-bourgeois qu'il était, nous concluons cette annexe par trois citations de *Ma vie* de Trotski, dont chacun révèle ce qu'il fut en réalité - un poseur et un orgueilleux plein de suffisance.

Au cours de la révolution de 1905. Trotski retourna en Russie et devint un membre éminent du soviet de Saint-Pétersbourg, alors sous le contrôle des mencheviks. À 26 ans, il sortit de l'expérience avec la conviction qu'il était destiné à devenir le dirigeant de la révolution russe, parlant déjà en termes de sa propre «destinée» et de son «intuition révolutionnaire». Plus de 20 ans plus tard, il écrivait:

Je rentrai en Russie en février 1905; les autres leaders émigrés ne revinrent qu'en octobre et en novembre. Parmi les camarades russes, pas un qui put alors m'enseigner quelque chose. Bien au contraire, je me trouvai dans la situation d'un maître. [...] En octobre, je me jetai brusquement dans le formidable remous qui, pour moi personnellement, était la plus sérieuse épreuve. C'est sous le feu qu'il fallait prendre des décisions. Je ne puis me dispenser de noter ici que je réussissais à les prendre comme des déterminations qui s'imposaient d'elles-mêmes [...] Je sentis, organiquement, que j'avais dépassé l'âge de la scolarité. [...] Mais, à partir d'un certain moment, je poursuivis mes études en maître, et non plus en élève [...]

On ne conçoit pas qu'une grande œuvre puisse être accomplie sans intuition [...] Les événements de 1905 ont révélé, me semble-t-il, en moi cette intuition révolutionnaire sur laquelle j'allais ainsi pouvoir m'appuyer dans la suite. [...] Dans l'appréciation

d'une situation politique en son ensemble et de ses perspectives révolutionnaires, je ne puis, en conscience, me reprocher aucune erreur sérieuse. (Trotsky 1953, pp. 219-220.)

Le 21 janvier 1924, Lénine mourait. Trotsky, qui à l'époque se remettait, dans le Caucase, d'une légère attaque de grippe, ne retourna pas à Moscou pour les funérailles de Lénine, préférant rester dans son séjour du bord de mer de Soukhoum. Il écrit :

À Soukhoum, je restai couché de longues journées, sur un balcon, face à la mer. Bien que ce fût le mois de janvier, le soleil brillait clair et chaud. [...] Avec le souffle de la mer, je me pénétrais de l'assurance en la justesse de mes vues historiques [...] (Trotsky 1953, p. 586.)

Trotsky conclut son livre par ce paragraphe final, tendant à prendre une nouvelle pose - cette fois en renvoyant à Proudhon, le socialiste de marché petit-bourgeois et le père de l'anarchisme moderne:

Mais Proudhon, dit Trotsky, avait la nature d'un combattant, il avait le désintéressement moral, la faculté de mépriser l'opinion publique officielle et, enfin le feu d'une curiosité portée sur divers côtés ne s'éteignait pas en lui. Cela lui donnait la possibilité d'être toujours au-dessus de sa propre vie [...] comme également au-dessus des réalités de son temps.

Le 26 avril 1852, Proudhon écrivait d'une prison à un de ses amis:

Le mouvement ne se montre pas sans aucun doute juste ni direct, mais c'est une tendance constante. Ce qui est fait, à tour de rôle, par chaque gouvernement, au profit de la révolution, ne peut être retiré; [...] je me délecte à ce spectacle dans lequel je comprends chaque tableau; j'assiste à ces transformations de la vie du monde comme si j'en recevais d'en haut l'explication. Ce qui écrase les autres m'élève de plus en plus, m'inspire et me fortifie: comment voulez-vous donc que j'accuse le sort, que je pleure sur les gens et les maudisse? Le sort, je m'en moque! quant à ce qui concerne les gens, ils sont trop peu instruits, trop asservis pour que je puisse me sentir offensé à leur égard. Bien que tout cela ait un certain goût de pathétique ecclésiastique, ce sont de belles paroles. Je les signe. (Trotsky 1953, pp. 671-672.)

Du moins, quand Proudhon sentait le pressant besoin de s'élever «au-dessus de toute réalité contemporaine », le faisait-il dans sa correspondance privée. Pour sa part, Trotsky, lorsqu'il prenait cette pose, riant à la destinée et méprisant les hommes et les femmes comme étant «trop ignorants », il le faisait dans la presse impérialiste, c'est -à-dire à travers les véritables instruments visant à la perpétuation de l'ignorance et de l'esclavage. Pas étonnant qu'il fut confortablement récompensé par tous les Beaverbrook de la terre pour ses tentatives de garder la classe ouvrière

dans une ignorance noire.

Le désir de Trotski d'adopter une pose proudhonienne nous rappelle cette observation pénétrante de Marx:

... tous les faits et personnages de grande importance dans l'histoire se présentent deux fois: la première fois en tant que tragédie, la seconde fois comme farce. (*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*.)

En 1939, Trotski fut en rapport avec le Comité congressiste dirigé par le représentant Martin Dies du Texas. Attelé à examiner des activités anti-américaines, le Comité était devenu un forum de propagande antisoviétique. Trotski fut invité à témoigner en tant que «témoin expert» à propos de la menace de Moscou. Le *New York Times* du 8 décembre 1939 cita Trotski qui avait dit qu'il considérait de son devoir politique de témoigner devant le Comité Dies. Des arrangements furent discutés pour le voyage de Trotski aux États-Unis. Le plan, cependant, tomba à l'eau. Moins de huit mois plus tard, Trotski était assassiné par un de ses propres disciples, Jacson, dans sa villa hyper-fortifiée de Coyoacan, au Mexique.

Annexe 3

Trotski a été assassiné par un trotskiste

À la fin de l'après-midi du 20 août 1940, dans une villa hyper-fortifiée de Coyoacan (Mexique), Frank Jacson, l'un des disciples de Trotski, assassinait son dirigeant, Trotski, en lui défonçant le crâne à coups de piolet de montagne. Le meurtre de Trotski par un de ses propres disciples offrait l'occasion aux trotskistes d'attribuer un crime imaginaire de plus aux agents de Staline -l'assassinat de Trotski. Comme toujours, la réalité est très différente de sa représentation par le trotskisme. Voici les faits.

En septembre 1939, un agent trotskiste européen voyageant sous le nom présumé de Frank Jacson (son vrai nom était Jacques Mornard van den Dresche) débarquait aux États-Unis. Jacson avait été recruté au sein du mouvement trotskiste par Sylvia Ageloff, une trotskiste américaine, alors qu'il était encore étudiant à la Sorbonne, à Paris. En 1939, toujours à Paris, il avait été contacté par un représentant de la prétendue Quatrième Internationale et on lui avait demandé de se rendre au Mexique afin d'y devenir l'un des «secrétaires» de Trotski. À son arrivée, Jacson fut accueilli par Sylvia Ageloff et d'autres trotskistes, puis emmené à Coyoacan, où il se mit à travailler pour Trotski. Après son arrestation, Jacson déclara à la police mexicaine:

Trotsky voulait m'envoyer en U.R.S.S. dans le but d'y organiser un nouvel état des choses. [...] Notre mission avait pour objet d'amener la démoralisation dans l'Armée Rouge, de commettre divers sabotages dans des usines d'armement et autres. (Sayers & Kahn 1947, p. 367.)

Jacson n'entreprit jamais sa mission terroriste en Union soviétique. En lieu et place, il en accomplissait une autre à la villa Coyoacan. Laissons Sayers et Kahn reprendre le fil de l'histoire:

Arrêté par la police mexicaine, Jacson prétendit qu'il voulait épouser Sylvia Agelov, et que Trotsky c'était opposé à ce mariage. Une violente dispute, à propos de cette jeune fille, avait éclaté entre les deux hommes. «Dans l'intérêt de Sylvia, dit Jacson, je me suis décidé à me sacrifier totalement. »

Dans ses déclarations ultérieures, Jacson précisa:

... Au lieu de me trouver en face d'un chef politique dirigeant la lutte pour la libération de la classe ouvrière, je me trouvai devant un homme qui ne désirait rien de plus que la satisfaction de ses besoins et désirs de vengeance et de haine et qui n'utilisait la lutte des travailleurs que comme un paravent à sa propre méchanceté et à ses calculs méprisables.

Quant à cette maison, dont il disait justement qu'elle avait été transformée en une forteresse, je me suis demandé souvent d'où venait l'argent d'une telle entreprise ... Peut-être que le Consul d'une grande nation étrangère qui venait souvent le voir pourrait répondre pour nous à cette question ...

C'est Trotsky qui a détruit ma nature, mon avenir et toutes mes affections. Il a fait de moi un homme sans nom, sans patrie; je suis devenu un instrument de Trotsky. J'étais dans une impasse ... Trotsky m'écrasait dans ses mains comme si j'avais été une boule de papier.

La mort de Trotsky ne laissait plus qu'un candidat vivant au rôle de Napoléon en Russie: Adolf Hitler. (Sayers & Kahn 1947, pp. 367-368.)

Postface de Ludo Martens

Harpal Brar, né en Inde, enseigne le droit à l'Université de Westminster à Londres.

Son livre *Trotskisme ou Léninisme?* vient à son heure, alors que la politique de Gorbatchev et de Eltsine a conduit l'Union soviétique au capitalisme sauvage. Il est essentiel pour tous ceux qui se rendent compte que l'impérialisme n'a plus rien d'autre à offrir à l'humanité que l'exploitation, le chômage, le racisme, le fascisme et la guerre. A ceux qui veulent combattre le capitalisme, le livre montre qu'il est vital de distinguer communisme et pseudo-communisme, léninisme et trotskisme.

Il y a quelques jours, je rencontrais un ancien ami, étudiant en mai 68. Il s'était établi comme ouvrier dans une usine liégeoise. Après l'effondrement de son organisation, il avait voué la politique marxiste-léniniste au diable. Le déchaînement de la réaction dans le monde entier le pousse aujourd'hui à retourner aux amours politiques de sa jeunesse. «Tu sais, me disait-il, j'ai compris qu'il y a deux choses capitales dont je ne me rendais pas clairement compte il y a vingt-cinq ans: l'importance du travail accompli par Staline et le rôle destructeur joué par Trotsky. »

Une avant-garde de l'anticommunisme

Deux fois dans l'histoire de ce siècle, à deux moments cruciaux, les trotskistes ont jeté le masque. La première fois, ce fut en 1940-1941, au début de la seconde guerre mondiale. Trotsky avait affirmé au début des années vingt qu'il était impossible de construire le socialisme dans un seul pays, l'URSS. Il avait enchaîné en disant que le régime soviétique devait nécessairement être écrasé en cas de guerre avec l'Allemagne hitlérienne puisque ce dernier disposait d'une économie et d'une organisation militaire supérieures. Pour sauver l'URSS, disait Trotsky en 1940, il faut renverser Staline et la direction du Parti bolchevique par une insurrection populaire. C'est ainsi que ce banqueroutier lança son ultime provocation dont seule l'Allemagne hitlérienne pouvait tirer profit. La seconde guerre mondiale a montré la force impressionnante du régime social, dirigé par Staline. Le trotskisme a disparu honteusement de la scène politique.

Le trotskisme a montré une seconde fois sa véritable nature de force anticommuniste au cours des années 1989-1990. Les trotskistes ont soutenu à fond les processus contrerévolutionnaires dans les pays socialistes. D'après eux, les «masses populaires» s'engageaient alors dans le «combat anti-stalinien », ces masses réalisaient la «révolution politique anti-bureaucratique» prévue par Trotsky et rétablissaient «le socialisme démocratique authentique». De nombreux jeunes ont cru cette démagogie dégoûtante. Or, aujourd'hui les choses sont claires: les trotskistes ont, pour la seconde fois, joué le rôle d'avant-garde dans les opérations de reconquête de l'impérialisme mondial. Harpal Brar cite différents groupes trotskistes qui en 1990 ont déclaré que «Eltsine marche sur les traces de Trotsky », que «l'esprit de la révolution socialiste de 1917 revient en URSS» et que «tout socialiste doit se réjouir de l'effondrement du communisme» ! (1)

Le nouvel essor révolutionnaire et le trotskisme

Dans le monde entier, la dictature de la grande bourgeoisie revêt aujourd'hui un caractère plus ouvert, plus violent, plus barbare. Pour perpétuer cette dictature, la bourgeoisie affirme que toute alternative est criminelle: voilà le sens de l'interminable flot de mensonges et de calomnies contre Staline et le communisme "stalinien". Mais en même temps, dans d'innombrables articles, livres et documentaires, la grande bourgeoisie manifeste sa sympathie pour Trotsky et les trotskistes. Il s'agit de pousser discrètement les jeunes qui en ont ras-le-bol du capitalisme dans la voie de l'anticommunisme «à

couleur de gauche», voie sans issue ... sauf celle du retour à l'ordre établi. On se rappellera la carrière des Spaak et des Vandembroucke qui furent trotskistes avant de devenir les porte-parole de l'impérialisme belge et européen.

Harpal Brar écrit: «Dans la période actuelle de confusion idéologique, les trotskistes vont se présenter avec des phrases pompeuses, sonnantes, vides et obscures, dans une tentative de remplir le vide idéologique et de faire passer le trotskisme pour le léninisme. » (2)

Aujourd'hui, dans le monde entier, d'innombrables organisations révolutionnaires naissent pour faire face à la nouvelle vague de fascisme, de terreur et de guerre. Ces organisations sont confrontées aux questions soulevées par l'effondrement du régime se réclamant du marxisme-léninisme en URSS. Le livre d'Harpal Brar peut les mettre en garde contre un piège majeur que leur tend la bourgeoisie. Comprendre le caractère contre-révolutionnaire du trotskisme. c'est comprendre en général comment des phrases ultragauches peuvent être utilisées pour couvrir une politique bourgeoise.

Trotsky, adversaire acharné du Parti de Lénine

Harpal Brar rappelle que Trotsky avait été, au moment de la création du Parti bolchevique en 1903, l'adversaire le plus virulent de Lénine. Dans son livre "Nos tâches politiques" (1904), Trotsky a traité Lénine de «dictateur », d'« autocrate asiatique », de «révolutionnaire bourgeois», de «scissionniste fanatique », de «théocrate» - toute une série d'insultes qu'il réservera vingt ans plus tard à Staline, le plus brillant des élèves de Lénine.

Depuis 1903, Lénine n'a pas cessé de dénoncer Trotsky, cet individualiste imbu de soi-même, phraseur et adversaire obstiné du bolchevisme. Harpal Brar donne de nombreuses citations de Lénine sur ce thème. (3) «Trotsky se conduit comme un carriériste méprisable et un fractionniste», dit Lénine en 1909. Et l'année suivante: «Trotsky regroupe tous les ennemis du marxisme». Puis, en 1911 : «Il est impossible de discuter avec Trotsky sur la question parce qu'il n'a aucune opinion à lui », Et juste avant la guerre mondiale: «Trotsky n'ajamaï eu de "physionomie" propre. La seule chose qu'il a, c'est l'habitude de changer de position, de se déplacer entre les libéraux et les marxistes et vice versa. » Et en février 1917 : «ça, c'est bien Trotsky ! Toujours fidèle à lui-même: virages, duperies. il se fait passer pour un homme de gauche, mais il aide la droite aussi longtemps qu'il peut ... » Harpal Brar écrit: «Quand Trotsky arriva à Petrograd en 1917, il s'affilia aux Mezhrayontsi (L'Interrégional), un groupe qui oscillait entre les Bolcheviques et les Mencheviques. En août 1917, déclarant qu'ils n'avaient pas de différences avec les Bolcheviques, les Mezhrayontsi se joignaient au Parti Bolchevique. Trotsky y arriva avec eux». (4) Trotsky n'avait jamais été bolchevique. Toutes les organisations auxquelles il avait appartenu, s'étaient effondrées. Pour faire "carrière" dans la révolution, il ne restait que le parti bolchevique. Trotsky y entra sans faire une autocritique sur son combat acharné contre Lénine et le léninisme.

A propos du «retour au léninisme» ...

Lénine fut grièvement blessé lors d'un attentat en 1918 et en 1922 il était presque paralysé. Individualiste et arriviste, Trotsky se lança dans une critique des cadres dirigeants du Parti bolchevique dans le but de prendre la direction du Parti. Dès 1923, Staline perça ses intentions. Il écrit: «Trotsky a "désespérément" besoin de discréditer le Parti et ses cadres qui ont dirigé l'insurrection (d'Octobre). Son but, c'est de discréditer le léninisme après avoir discrédité le Parti. Et il est nécessaire pour lui de discréditer le léninisme, pour introduire le trotskisme comme la "seule" idéologie "prolétarienne" (ne riez pas !). Tout cela, naturellement, sous le drapeau du léninisme pour que l'opération de remplacement puisse être accomplie le plus "doucement" possible. Le groupe dirigeant de l'opposition a montré qu'il fut un groupe d'intellectuels petits-bourgeois divorcés de la vie,

divorcés de la révolution, divorcés du Parti et de la classe ouvrière. La raison (de son échec), c'est que l'opposition avait l'intention de remplacer léninisme par trotskisme, d' « améliorer » le léninisme au moyen du trotskisme». (5) A l'époque, le Parti avait une direction authentiquement révolutionnaire avec Staline à sa tête. Cette attaque de l'intérieur fut combattue et vaincue et le socialisme connut un essor formidable. En 1956, après la mort de Staline, des opportunistes qui avaient minutieusement caché leurs véritables intentions, prirent la direction du Parti. Khrouchtchev utilisa alors certaines méthodes de Trotsky, et notamment ses calomnies contre Staline, ses phrases «ultra-révolutionnaires» (il promit la réalisation du communisme pour 1980...) et sa démagogie à propos du «retour au léninisme dans sa pureté». Puis, en 1985, Gorbatchev acheva l'œuvre de la contre-révolution avec des idées de droite, qui furent présentées, elles aussi, comme un «retour au léninisme» ...

Trotsky : impossible de construire le socialisme et impossible de défendre l'URSS contre les nazis

Harpai Brar discute dans son livre la question de la construction du socialisme dans un seul pays, l'URSS. «Le thème sous-jacent et l'objet de toutes les déclarations de Trotsky entre 1923 et 1930 était de nier toute possibilité de construire le socialisme en URSS. Ainsi il minait la confiance du prolétariat soviétique dans la construction d'une société nouvelle par ses propres efforts. au cas où la révolution mondiale ne vint pas à son secours.» (6) Et Harpai Brar cite Trotsky en 1924: «Nous commençons et continuons notre lutte sur notre sol national, convaincus que notre initiative va donner une impulsion à la lutte dans d'autres pays. Mais si cela n'arrive pas, il serait illusoire, à la lumière de l'expérience historique et de l'analyse théorique, de penser qu'une Russie révolutionnaire peut se maintenir en face d'une Europe conservatrice. » (7)

En 1924 déjà, Trotsky était sur la même longueur d'ondes que Kautsky, le chef de la social-démocratie et ennemi acharné de la révolution d'Octobre. Kautsky écrit: «La révolution bolchevique était basée sur la supposition qu'elle serait le point de départ d'une révolution européenne générale. Selon cette théorie, la révolution européenne ... qui amènerait le socialisme en Europe, serait aussi le moyen d'enlever les obstacles à la réalisation du socialisme en Russie, obstacles créés par le retard économique de ce pays. Mais si cela ne se passe pas? Nos camarades bolcheviques ont tout misé sur la carte de la révolution européenne générale. Comme cette carte n'est pas sortie, ils étaient forcés de prendre une orientation qui les a placés devant des problèmes insolubles. » (8) Voilà comment un traître aimait discourir de «l'impossibilité du socialisme en un seul pays» ...

L'Union Soviétique perdra la guerre contre l'Allemagne ...

Après avoir crié pendant dix ans l'impossibilité de construire le socialisme, Trotsky change sa ligne d'attaque à partir de 1933, lorsque les succès fantastiques obtenus par l'URSS sont devenus évidents. Dans la bible des anticommunistes, «La Révolution Trahie», publiée en 1933, Trotsky s'étend sur «les réalisations gigantesques dans le domaine de l'industrie, les débuts très prometteurs en agriculture, une élévation du niveau culturel et des exigences culturelles » ... «Un pays arriéré a obtenu en moins de 10 ans des succès sans pareils dans l'histoire». (9) Après avoir dénoncé pendant dix ans «l'illusion» de Staline de pouvoir édifier une économie socialiste, Trotsky affirme maintenant que Staline «freine» les progrès de l'économie socialiste soviétique: En se débarrassant de Staline, l'Union Soviétique avancerait beaucoup plus vite! Désormais Trotsky ne parle plus de l'impossibilité de construire le socialisme, mais de l'impossibilité à défendre l'URSS contre une agression hitlérienne! «Staline ne peut pas faire la guerre avec des ouvriers et des paysans qui sont mécontents et avec une Armée Rouge décapitée.» (10) Les Staliniens «trahiront le pays dans les moments difficiles », «Staline prépare la défaite de l'URSS», écrit Trotsky, le faux prophète, en 1938. En mai 1940, lorsque la guerre mondiale a déjà commencé, il appelle à une «insurrection populaire» contre Staline ...

Staline, l'internationalisme réel

Staline a construit le socialisme en URSS, il s'est montré capable de le défendre contre le fascisme allemand et il a donné une puissante impulsion à la lutte pour le socialisme dans le monde entier. Face à ce géant du combat pour le socialisme mondial, Trotsky apparaît comme une nullité.

Voici dans quel esprit Staline a servi la révolution socialiste internationale. Il parle au XIVe Congrès en 1927. «De quoi les prolétaires de l'Occident ont-ils besoin pour trouver le chemin de la victoire? Avant tout, ils ont besoin de la confiance dans leurs propres forces, de la conviction que la classe ouvrière peut se débarrasser de la bourgeoisie, de la conviction que la classe ouvrière est compétente, non seulement pour détruire le vieux mais également pour construire le nouveau, pour construire le socialisme. L'effort principal des réformistes, consiste à instaurer le scepticisme dans l'esprit des ouvriers, de pousser les ouvriers à douter de leurs propres forces, douter de leur capacité à gagner par la force la victoire contre la bourgeoisie. La signification de tout notre travail constructif, c'est qu'il sert comme une preuve pour la classe ouvrière dans des pays capitalistes que eux aussi seront capables de se débarrasser de la bourgeoisie, et seront capables de construire une nouvelle société sans aide ... Une fois que les ouvriers du monde capitaliste auront acquis confiance dans leurs propres forces, vous pouvez être certain que cela marquera le début de la fin du capitalisme, ce sera un signe clair que la victoire de la révolution prolétarienne est tout près. »

Ludo Martens 1995

(1) *Trotskyism or Leninism ?*, Harpai Brar, London, 1993, p.S6-66. (2) Ibid., p.69. (3) Ibid., p.3-8. (4) Ibid., p.IS. (5) Ibid., p.24-29.(6) Ibid., p.33. (7) Ibid., p.123. (8) Ibid., p.163. (9) Ibid., p.39. (1a) Ibid., p.43. (II) Ibid., p.145.

Bibliographie

Quand plusieurs éditions sont renseignées, nous mentionnons *en premier*, même si ce n'est pas l'édition originale, celle dont nous citons les numéros de page.

BAUGET, Daniel, 1990-91
in *Spartacist*, 45 et 46 (hiver 1990-91), LC.I.

BLAND, W., 1992
Lenin 's Testament, Stalin Society, Londres, c. 1992.

BRAR, Harpal, 1992
Perestroika - the Complete Collapse of Revisionism, H. B. Publications, Londres, 1992.

BROUÉ, Pierre, 1988
Trotski, Fayard, Paris, 1988.

CAMPBELL, J. R., 1939
Soviet Policy and its Critics, Left Book Club Edition, Victor Gollancz, Londres, 1939.

CARR, Edward Hallet, 1949
From Munich to Moscow II, *Soviet Studies*, volume 1, octobre 1949.

CARR, Edward Hallet, 1984
The Comintern and the Spanish Civil War, Macmillan, Londres, 1984.

CARR, Raymond, 1982
Spain 1808- 1 975, 2nd edition, Clarendon Press, Oxford, 1982.

CHEN, Po-Ta, 1949
Stalin and the Chinese Revolution, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1953.

COLLARD, Dudley, 1937
Soviet Justice and the Trial of Radek and others, Gollancz, Londres, 1937.

COMINTERN

Inprekorr (International Press Correspondence), organe de l'Internationale communiste (plusieurs langues)

COMINTERN 1919-1923

Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e congrès de l'Internationale Communiste, 1919-1923, F. Maspero, Paris, 1969 (facsimilé).

COMINTERN ABC

When and in what circumstances soviets of worker's deputies may be formed (quand et dans quelles circonstances on peut constituer des soviets de députés des ouvriers), special theses of the 2nd congress of the Comintern, cité dans Staline 24-5-1927, pp. 302-303.

COMMISSARIAT JUSTICE 1936

Trial of the Trotskyite-Zinovievite Terrorist Centre

COMMISSARIAT JUSTICE 1936a

Le procès du centre terroriste Trotskiste-Zinoviéviste devant le tribunal militaire de la Cour suprême de l'U.R.S.S. Compte-rendu des débats (19 août-24 août 1936), Commissariat du Peuple de la Justice de l'U.R.S.S., Moscou, 1936.

COMMISSARIAT JUSTICE 1937

Le procès du centre antisoviétique trotskiste, Commissariat du Peuple de la Justice de l'U.R.S.S., Moscou, 1937.

COMMISSARIAT JUSTICE 1938

Trial of the Anti-Soviet Block of Rights and Trotskyites

CONGRÈS CLANDESTIN

Le Congrès clandestin -le 14^e congrès extraordinaire, Éditions du Seuil, Paris, 1969

DEUTSCHER 1963

The prophet outcast, Trotsky, 1929-1940, Oxford University Press, Londres, New York et Toronto, 1963.

DEUTSCHER, Isaac, 1973

Staline, Gallimard. Paris. 1973. (Aussi: Le livre de poche. nO; 1284-1285-1286, 1966 mais l'édition de 1973 est augmentée).

ENGELS 10-1872

De l'autorité, Karl Marx et Friedrich Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, Éditions du Progrès. Moscou. s.d., tome I , pp. 679-682.

ENGELS 18-3-1875

Lettre à A. Bebel, 18 mars 1875, Karl Marx et Friedrich Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, Éditions du Progrès, Moscou, s.d., tome 2, pp. 32-40. (En ligne: <http://www.marxists.org/francais/engels/works/1875/03/18750318.htm>.)

ENGELS 11-9-1878

Anti-Dühring, Alfred Costes, éditeur, Paris, 1946. GORBATCHEV
Report at the Festive Meeting on the 70th Anniversary of the Great October Revolution (Rapport lors de l'assemblée festive du 70^e anniversaire de la grande révolution d'Octobre), 1987

GREY, Ian, 1979

Stalin - Man of History, Abacus, 1982. (Édition originale: Weidenfeld and Nicolson, 1979.)

HIROAKI KUROMIYA 1988

Stalin's Industrial Revolution, Cambridge University Press, 1988.

HISTOIRE DU PC(B)US 1938

Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., précis rédigé par une commission du Comité central du P.C.(b) de l'U.R.S.S., approuvé par le Comité central du P.C.(b) de l'U.R.S.S., 1938, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1949. (Fasimilé: Solidaire, s.l.. s.d.)

INPRECOR

Inprecor, correspondance de presse internationale, Inprecor, Bruxelles.

IRISH COMMUNIST ORGANISATION

On Trotskiism, Irish Communist Organisation, London, *circa 1969*.

JELLINEK. Frank, 1938

The Civil War in Spain, Left Book Club edition, Victor Gollancz, Londres, 1938. LÉNINE 1894

Ce que sont les « Amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates, *Œuvres*, tome 1, pp. 143-360.

LÉNINE 2-1902

Que faire? *Œuvres*, tome 5, pp. 353-542

LÉNINE 5-1904

Un pas en avant, deux pas en arrière, *Œuvres*, tome 7, pp. 211-444.

LÉNINE 1905

Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, *Œuvres*, tome 9, pp. 9-

LÉNINE 24-8-1909

À la rédaction du journal *Social-démocrate*, *Oeuvres*, tome 34, pp. 418-419.

LÉNINE 19-3-1910

Notes d'un publiciste. *Oeuvres*, tome 16, pp. 203-273.

LÉNINE 11-1910

La signification historique de la lutte au sein du Parti en Russie, *Œuvres*, tome 16. pp. 397-416.

LÉNINE 12-1910

Lettre au Collège russe du Comité Central du P.O.S.D.R., *Œuvres*. tome 17, pp. 11-16.

LÉNINE 14-9-1911

En provenance du parti « ouvrier » stolypinien, *Œuvres*, tome 17, pp. 245-247.

LÉNINE 8-12-1911

À propos de la diplomatie de Trotski et d'une plate-forme proparti, *Œuvres*, tome 17, pp. 364-

LÉNINE 19-7-1912

À la rédaction de la *Pravda*, *Œuvres*, tome 35, pp. 29-30.

LÉNINE 2-1913

Lettre à A. M. Gorki, *Œuvres*, tome 35, pp. 78-81.

LÉNINE 15-12-1913

Le programme national du P.O.S.D.R., *Œuvres*, tome 19, pp. 578-584.

LÉNINE 15-3-1914

La désagrégation du bloc d'Août, *Œuvres*, tome 20, pp. 162-165.

566

LÉNINE 5-1914 A

La violation de l'unité aux cris de: «Vive l'unité! », *Œuvres*, tome 20, pp. 341-364.

LÉNINE 5-1914B

Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, *Oeuvres*, tome 20, pp. 415-481.

LÉNINE 23-8-1915

À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe, *Œuvres*, tome 21, pp. 351-355.

LÉNINE 20-11-1915

À propos des deux lignes de la révolution, *Œuvres*, tome 21, pp. 431-436.

LÉNINE 12-1915

Préface à la brochure de N. Boukharine *L'économie mondiale et l'impérialisme*, *Œuvres*, tome 22, pp. 109-114.

LÉNINE 8-3-1916

À Henriette Roland-Holst, *Œuvres*, tome 43, pp. 522-526.

LÉNINE 6-1916

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, *Œuvres*, tome 22, pp. 201-327.

LÉNINE 9-1916

Le programme militaire de la révolution prolétarienne, *Œuvres*, tome 23, pp. 84-96.

LÉNINE 17-2-1917

À A. M. Kollontaï, *Œuvres*, tome 35, pp. 288-290.

LÉNINE 19-2-1917

À Inessa Armand, *Œuvres*, tome 35, pp. 291-293.

LÉNINE 1 0-4-191 7

Les tâches du prolétariat dans notre révolution, *Oeuvres*, tome 24, pp. 47-81.

LÉNINE 22- 5-1917

Ier congrès des députés paysans de Russie, discours sur la question agraire, *Oeuvres*, tome 24, pp. 500-520.

LÉNINE 30-11-1917

L'État et la révolution, *Œuvres*, tome 25, pp. 413-531.

LÉNINE 7-3-1918

7e Congrès du P.C.(b)R., Rapport sur la guerre et la paix, *Œuvres*, tome 27, pp. 83-106.

LÉNINE 8-1918

Camarades ouvriers! Marchons au dernier combat, au combat décisif! *Œuvres*, tome 27, pp. 49- 53.

LÉNINE 18-3-1919

Le 8^e congrès du P.C.(b)R., Discours d'ouverture, *Œuvres*, tome 29, pp. 139-142.

LÉNINE 23-6-1919

Préface à l'édition du discours «Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité», *Œuvres*, tome 29, pp. 381-385.

LÉNINE 28-6-1919

La grande initiative, *Œuvres*, tome 29, pp. 413-438.

LÉNINE 18-11-1919

Discours à la Ire conférence de Russie sur le travail du parti à la campagne, 18 novembre 1919, *Oeuvres*, tome 30, pp. 141-148.

LÉNINE 4-12-1919

Discours au 1^{er} congrès des communes agraires et des artels agricoles, 4 décembre 1919, *Oeuvres*, tome 30, pp. 197-206.

LÉNINE 5-1920

La maladie infantile du communisme, le «gauchisme », *Œuvres*, tome 31, pp. 11-116.

LÉNINE 6-7-1920

Préface aux éditions française et allemande de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, *Œuvres*, tome 22, pp. 205-211.

LÉNINE 22-12-1920B

Le 8^e congrès des Soviets de Russie, Rapport sur l'activité du Conseil des Commissaires du Peuple, *Œuvres*, tome 31, pp. 506-540.

LÉNINE 25-1-1921

À nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski et Boukharine, *Œuvres*, tome 32, pp. 67-109.

LÉNINE 15-3-1921

10^e congrès du P.C.(b)R., Rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions, *Œuvres*, tome 32, pp. 224-239.

LÉNINE 16-3-1921

10^e congrès du P.C.(b)R., Avant-projet de résolution du 10^e congrès du Parti communiste de Russie sur l'unité du parti, *Œuvres*, tome 32, pp. 252-255.

LÉNINE 21-4-1921

L'impôt en nature, *Œuvres*, tome 32, pp. 349-389.

LÉNINE 5-7-1921

3^e congrès de l'Internationale communiste, Rapport sur la tactique du Parti communiste de Russie, *Œuvres*, tome 32, pp. 509-527.

LÉNINE 28-11-1921

Projet de proposition pour la formation d'une fédération des républiques de Transcaucasie, *Œuvres*, tome 33, p. 125

LÉNINE 28-3-1922

11^e congrès du P.C.(b)R., Conclusions sur le rapport politique du c.c. du P.C.(b)R., *Oeuvres*, tome 33, pp. 315-329.

LÉNINE 21-10-1922

Télégramme à K. M. Tsintsadzé et S. 1. Kavtaradzé, *Oeuvres*, tome 45, p. 601.

LÉNINE 20-11-1922

Discours prononcé à l'assemblée plénière du Soviet de Moscou, le 20 novembre 1922, *Oeuvres*, tome 33, pp. 447-456.

LÉNINE 23-12-1922

8^e congrès des Soviets de Russie, *Oeuvres*, tome 33, pp. 139-182.

LÉNINE 12-1922

Lettre au Congrès, *Oeuvres*, tome 36, pp. 603-624.

LÉNINE 24-12-1922

Lettre au Congrès, II. Suite des Notes, *Oeuvres*, tome 36, pp. 606-608.

LÉNINE 30-12-1922

Lettre au Congrès, VIII. La question des nationalités ou de l' «autonomie», *Oeuvres*, tome 36, pp. 618-620.

LÉNINE 31-12-1922

Lettre au Congrès, VIII. La question des nationalités ou de l' «autonomie», Suite des notes, *Oeuvres*, tome 36, pp. 622-624.

LÉNINE 4-1-1923

Lettre au Congrès, Complément à la lettre du 24 décembre 1922, *Oeuvres*, tome 36, p. 608. LÉNINE 6-1-1923

De la coopération, *Oeuvres*, tome 33, pp. 480-488. LÉNINE 5-3-1923

Lettre à L. D. Trotski, *Oeuvres*, tome 45, p. 628. LÉNINE 5-3-1923B

Lettre au camarade Staline, *Oeuvres*, tome 45, pp. 628-629. LÉNINE 6-3-1923

Lettre à P. G. Mdivani, F. E. Makharadzé, etc., *Oeuvres*, tome 45, p. 629.

LES PROGRÈS

Les progrès du pouvoir soviétique depuis 40 ans, un recueil statistique publié à Moscou (Éditions en langues étrangères)

LEWIN, M., 1969

Lenin 's Last Struggle, Londres, 1969. LIITLEPAGE, John D., 12-1937 in *Saturday Evening Post*. (Des passages sont cités dans Sayers et Kahn 1947, pp. 262 & ss. On retrouve essentiellement la même chose dans Littlepage 1939.)

LIITLEPAGE, John D., 1939

À la recherche des mines d'or de Sibérie, 1928-1937, Payot, Paris, 1939. (Cité dans Martens 1994, pp. 157-165.)

McNEAL, ROBERT H., 1973

Bride of the Revolution: Krupskaya and Lenin, Londres, 1973.

McNEAL, ROBERT H., 1988

Stalin: Man and Ruler, Macmillan, Oxford, 1988.

MAO, Zedong (Mao Tsé-toung), 8- 1 937

De la contradiction, *Œuvres choisies*, tome 1, pp. 347-387.

MAO, Zedong (Mao Tsé-toung), 20- 1 2-1939

Staline, l'ami du peuple chinois, *Œuvres choisies*, tome 2, pp. 357-358.

MAO, Zedong (Mao Tsé-toung), 5-1941

Réformons notre étude, *Œuvres choisies*, tome 3, pp. 13-21.

MARTENS, Ludo, 1991

L'U.R.S.S. et la contre-révolution de velours, EPO, Bruxelles-Anvers, 1991.

MARTENS, Ludo, 1994

Un autre regard sur Staline, EPO, Bruxelles-Anvers, 1994.

MARX 25-7 -1867

Préface de la première édition allemande, *Le Capital*, Éditions sociales, Paris, 1969, pp. 17-21.

MARX 5-5-1875

Critique du programme de Gotha, in Marx, Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, Éditions du Progrès, Moscou,, tome 2, pp. 5-40.

MAZEPPA, Isaac, 1934

... in *Slavonie Review*

MEDVEDEV, Roy A., 1971

Let history judge (L'histoire jugera), Macmillan, Londres, 1971.

MEDVEDEV, Roy A., 1972

Let history judge: the origins and consequences of stalinism (L'histoire jugera: origines et conséquences du stalinisme), Knopf, New York, 1972.

MEDVEDEV, Roy A., 1972b

Le stalinisme: origines, histoire, conséquences, Paris: Éditions du Seuil, 1972.

MITCHELL, David, 1982

The Spanish Civil War, Granada Publishing, Londres, 1982.

MORROW. Felix, 1974

Revolution and Counter Revolution in Spain, 2nd edition, Pathfinder Press, New York, 1974.

MORROW, Felix, 1978 *Révolution et contre-révolution en Espagne, 1936-1938*, La Brèche, Paris, 1978.

PAYNE, Robert, 1964

The Life and Death of Lenin, Londres, 1964.

570

QUE FAIRE?

Pourquoi ont-ils avoué? brochure publiée par le groupe «Que faire ?»

REED, John, 1958

Dix jours qui ébranlèrent le monde, Éditions sociales, Paris, 1958. (Aussi: 10/18, nOS 59-60, 1962.) *Renmin Ribao & Hongqi 13-9-1963*.

Sur la question de Staline. À propos de la lettre ouverte du Comité Central du P.C.U.S. (II), rédaction du *Renmin Ribao* et rédaction du *Hongqi*, 13 septembre 1963, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1963.

RÉSOLUTIONS

Résolution «Sur les résultats du débat et sur la déviation petite-bourgeoise au sein du Parti », *Le pc. U.S. au travers de ses résolutions, etc.*, vol. 2.

ELWOOD, Ralph Carter, (éd.) 1974

Resolutions and decisions of the communist party of the Soviet Union, 1898-1964, University of Toronto Press, Toronto et Buffalo, 1974.

SANDOVAL, J., & M. AZCÀRATE 1966

Spain 1936-1939, Lawrence & Wishart, Londres, 1966.

SAYERS, MICHEL, & ALBERT E. KAHN 1947

La grande conspiration contre la Russie, Éditions Hier et Aujourd'hui, Paris, 1947. SCHACHTMAN 1-11-1936 in *The American Trotskiist*, 1-11-1936, États-Unis. STALINE 15-12-1923

À propos de la discussion, de Rafaïl, des articles de Préobrajenski et de Sapronov ainsi que de la lettre de Trotski, *Œuvres*, tome 5, Éditions sociales, Paris, 1955, pp. 303-316.

STALINE 4-1924

Des principes du léninisme, *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 1-118.

STALINE 19-11-1924

Trotskisme ou léninisme? discours prononcé à la séance plénière de la fraction communiste au Conseil central des syndicats de l'U .R.S.S., 19 novembre 1924, <http://www.francia-latina.com/ceps/jsl924a.htm>.

STALINE 17-12-1924

La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes, *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 119-161. - Extraits dans *Trotski et le trotskisme*, pp. 17-21.

STALINE 18-12-1925

Rapport politique du Comité central au 14^e congrès du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., Éditions en langues étrangères, Moscou, 1950.

STALINE 23-12-1925

Discours de clôture sur le rapport politique du Comité central, *Rapport politique du Comité central au 14^e congrès du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.*, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1950, pp. 84-119.

STALINE 25-1-1926

Questions du léninisme, *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 162-238.

STALINE 1-11-1926

À propos de la déviation social-démocrate dans notre parti, rapport présenté il la 15^e conférence du PC.(b) de l'UR.S.S., Éditions en langues étrangères, Moscou, 1953.

STALINE 30-11-1926

The prospects of the revolution in China (les perspectives de la révolution en Chine), speech delivered in the Chinese Commission of the E.C.C.I, November 30,1926, *Works*, vol. 8, pp. 373- 391.

STALINE 24-5-1927

The revolution in China and the tasks of the Comintern (la révolution en Chine et les tâches du Comintern), speech delivered at the 10th sitting, 8th plenum of the E.C.C.I., May 24, 1927, *Works*, vol. 9, pp. 288-318.

STALINE 28-7-1927

Notes on contemporary themes. II, China (notes sur des thèmes contemporains, II, la Chine), *Works*, vol. 9, pp. 337-369.

STALINE 1-8-1927

Joint plenum of the Central Committee and Central Control Commission of the C.P.S.U.(b), The international situation and the defence of the U.S.S.R. (la situation internationale et la défense de l'UR.S.S.), *Works*, vol. 10, pp. 3-62.

STALINE 27 -9-1927

The political complexion of the Russian opposition (la nature politique de l'opposition russe), excerpt from a speech delivered at a joint meeting of the presidium of the E.C.C.I. and the international control commission, *Works*, vol. 10, pp. 158-172.

STALINE 23-10-1927

The Troskyist opposition before and now (l'opposition trotskiste dans le 3passé et aujourd'hui), speech delivered at a meeting of the central committee and central control commission of the C.P.S.U.(b), *Works*,vol.10, pp. 177-211.

STALINE 23-11-1927

The Party and the opposition, speech deliverd at the 16th Moscow Gubernia party conference, *Works*, vol. 10, pp. 257-274.

STALINE 3-12-1927

Rapport politique du Comité central au 15^e congrès du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., Éditions en langues étrangères, Moscou, 1950.

STALINE 13-4-1928

The work of the April joint plenum of the Central Committee and Central Control Commission, *Works*, vol. II, pp. 30-68.

STALINE 9-7 -1928

Plénum of the CC, C.C.P.S.U(b), Industrialisation and the grain problem, *Works*, vol. II, pp. 165- 196.

STALINE 19-10-1928

572

Du danger de droite dans le Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 312-329.

STALINE 19-11-1928

Industrialisation of the country and the right deviation in the C.P.S.U(b), *Works*, vol. II, pp. 255- 302.

STALINE 4-1929

La déviation de droite dans le Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 330-437.

STALINE 3-11-1929

L'année du grand tournant, pour le 12^e anniversaire de la révolution d'Octobre, *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 438-455.

STALINE 27-12-1929

Questions de politique agraire en U.R.S.S., discours prononcé à la conférence des marxistes spécialistes de la question agraire, *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 456-485.

STALINE 2-3-1930

Le vertige du succès, questions du mouvement de collectivisation agricole, *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 492-500.

STALINE 3-4-1930

Réponse aux camarades kolkhoziens, *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 501-527.

STALINE 27 -6-1930

Political report of the Central Committee to the 16th congress of the c.P.S.U.(b) (rapport politique du Comité central au 16^e congrès du P.C.(b)U.S.), June 27, 1930, *Works*, vol. 12, pp. 242-385. - Des citations dans Histoire du PC(b)US 1938.

STALINE 7-1-1933

Le bilan du premier plan quinquennal, rapport présenté à la session plénière commune du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du P.C.(b)U.S.), le 7 janvier 1933, *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 590-643.

STALINE 26-1-1934

Rapport présenté au 17^e congrès du Parti sur l'activité du Comité central du Parti communiste (bolchevik) de l' U.R.S.S., *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 683-778.

STALINE 25-11-1936

Sur le projet de Constitution de l'U.R.S.S., rapport présenté au 8^e congrès - congrès extraordinaire - des Soviets de l'U.R.S.S., *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977.

STALINE 3-3-1937

Rapport présenté au plénum du Comité central du Pecz) de l'U.R.S.S., *Œuvres*, tome 14, Nouveau bureau d'éditions, Paris, 1977, pp. 128-151 - Aussi: Pour une formation bolchevik - défauts du travail du Parti et mesures à prendre pour liquider les gens à double face, trotskistes et autres, rapport à l'assemblée plénière du CC du PC(b)R le 3 mars 1937, *Textes*, tome 2, Éditions sociales, Paris, 1983,

pp. 61-77.

STALINE 5-3-1937

Discours de clôture au plénum du Comité central du Pecz) de l'U.R.S.S., *Œuvres*, tome 14, Nouveau bureau d'éditions, Paris, 1977, pp. 152-167.

STALINE 9-1938

Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, dans Histoire du Pecz)US 1938, pp. 115-146. - Aussi dans *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 849-888.

STALINE 10-3-1939

Rapport présenté au 18^e congrès du Parti sur l'activité du Comité central du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., *Les questions du léninisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 889-959. -Aussi *Œuvres*, tome 14, Nouveau bureau d'éditions, Paris, 1977.

STALINE 1952

Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., Éditions en langues étrangères, Pékin, 1974.

STALINE

Les questions du léninisme, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1977. (Autres éditions: Éditions en langues étrangères, Moscou, 1949; Éditions Norman Béthune, Paris, 1970, facsimilé en deux volumes de l'édition de Moscou 1951; Éditions «Naim Frashëri», Tirana, 1970.)

TAMAMES, R., 1979

La República en La Era de Franco, *Historia de España Alfaguara*, vol. 7, Alianza Universitaria, Madrid, 1979.

THOMAS, Hugh, 1977

The Spanish Civil War, 3rd edition, Hamish Hamilton, Londres, 1977.

THOMSON, G., 1971

From Marx to Mao Tse-tung, China Policy Study Group, Londres, 1971.

TROTSKI

<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/>

TROTSKI 1906A

Nos tâches politiques, Éditions Pierre Belfond, Paris, 1970.

TROTSKI 1906B

Notre révolution, 1906

TROTSKI 1909

(*La Russie en révolution* ou) *1905*, Librairie de l'Humanité, Paris, 1923.

TROTSKI 1-4-1913

Lettre de Trotski à Tchkhéidzé, *Trotski et le trotskisme, textes et documents*, Bureau d'éditions, Paris, 1937. (Fac-similé : Éditions Norman Béthune, Paris, 1971.)

TROTSKI 17-10-1915

La lutte pour le pouvoir, *Textes*, Messidor/Éditions sociales, Paris, 1984, pp. 154-159.

TROTSKI 25- 5-1917,

Le programme de la Paix, en ligne: <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1917/05/1t19170500.htm>.

TROTSKI 1922A

Préface à Trotski 1909

TROTSKI 1922B

Préface à Trotski 25-5-1917, en ligne: <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1917/05/1t19170500.htm>.

TROTSKI 1923

Cours nouveau, *De la révolution*, Éditions de Minuit, Paris, 1963 - autre édition: *Cours nouveau*, 10/18, n° 665.

TROTSKI 21-4-1924

Perspectives et tâches en Orient, en ligne:

<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1924/04/1t1924042101.htm>.

TROTSKI 9-1924

Les leçons d'Octobre, *Cahiers du Bolchevisme*, nOS 5 et 6, décembre 1924. - Aussi en ligne: <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1924/09/19240915.htm>.)

TROTSKI 11-1924

Nos divergences

TROTSKI 1925

Where is Britain Going ? (Où va la Grande-Bretagne)

TROTSKI 5-1927

The Chinese revolution and Stalin's theses (la révolution chinoise et les thèses de Staline), cité dans Staline 24-5-1927.

TROTSKI 1928

Sur le projet de programme du Comintern TROTSKI 23- 3-1930
Lettre ouverte aux membres du Parti communiste de l'Union soviétique

TROTSKI 1931 *Problems of Development in the USSR*

TROTSKI 26-11-1931 La clé de la situation internationale est en Allemagne, en ligne:

<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1931/11/311126.html>.

TROTSKI 1932 *Soviet Economy in Danger*

TROTSKI 1933A *L'économie socialiste en danger*

TROTSKI 1-10-1933

La Quatrième Internationale et l'U.R.S.S. La nature de classe de l'État soviétique, *Œuvres*, vol. 2, EDI, Paris, 1978, pp. 243-268. - Aussi en ligne:

<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1933/10/331001a.htm>.

TROTSKI 10-6-1934

La guerre et la lve internationale, *Œuvres*, vol. 4, EDI, Paris, 1979, p. 69.

TROTSKI 2-1935 L'État des travailleurs, thermidor et le bonapartisme, *Œuvres*, vol. 5, EDI, Paris, 1979, p. 87. Aussi en ligne: <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1935/02/350201.htm>.

TROTSKI 1936 *La révolution trahie*, Éditions de Minuit, Paris, 1963. - Aussi: in *De la révolution*, Éditions de Minuit, Paris, 1963.

TROTSKI 2-9-1939 Staline intendant de Hitler, *Œuvres*, vol. 21, EDI, Paris, 1986, p. 384

TROTSKI 4-9-1939 Le pacte germano-soviétique, *Œuvres*, vol. 21, EDI, Paris, 1986, p. 390

TROTSKI 4-12-1939 Hitler et Staline, étoiles jumelles, *Œuvres*, vol. 22, EDI, Paris, 1985, p. 176

TROTSKI 1953

Ma vie, Gallimard, Paris, 1953. Cité d'après les pages de l'édition en Livre de poche, 1966.

TROTSKI ET LE TROTSKISME

Trotsky et le trotskisme, textes et documents, Bureau d'éditions, Paris, 1937. - Fac-similé Éditions Norman Béthune, Paris, 1971.

ULAM, Adam Bruno, 1989

Stalin: the Man and his Era, Tauris, Londres, 1989.

American Committee for the Defence of Leon Trotsky. *Report of the Dewey Commission.*

Arch Getty, J., *Origin of the Great Purges*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985.
Association of Communist Workers.

1. *On Collectivisation*, ACW, London, 1975
2. *On the Mechanics of Class Struggle under the Dictatorship of the Proletariat*, ACW, London, 1973.
3. *Some Questions Concerning the Struggle of Counter-Revolutionary Trotskism against Revolutionary Leninism*, ACW, London, 1972-74.

La Batalla (journal), POUM, Spain, issues of 16-12-1936, 22-3-1937, 1-5-1937, 2-5-1937. Bland, W.

1. *The German-Soviet Non-Aggression Pact of 1939*, Stalin Society, London, 1992.
2. *Lenin 's Testament*, Stalin Society, London, c. 1992.

Brar, H. *Perestroika - the Complete Collapse of Revisionism*, H. B. Publications, London, 1992. Broué, *Trotsky*, France, 1988

Bukharin, N. *The Path of Socialism, Selected Works*, Moscow, (1958).

Campbell, J.R. *Soviet Policy and its Critics*, Left Book Club Edition, Victor Gollancz, London, 1939.

Carr E.H.

1. *The Comintern and the Spanish Civil War*, Macmillan, London, 1984.
2. *From Munich to Moscow II*, Soviet Studies, Volume 1. October 1949.

Carr, R. *Spain 1808-1975*, 2nd edition, Clarendon Press, Oxford, 1982.

Chen, Po-Ta. *Stalin and the Chinese Revolution* (1949), FLPH, Peking, 1953.

China Policy Study Group *The Paths of Two Revolutions*, Broadsheet, Vol 11, No II, CPSG, London, 1974

Churchill, W. *The Second World War*, London.

Collard, D. *Soviet Justice and the Trial of Radek and others*, Gollancz, London, 1937. Communist Federation of Britain *The Origin and Development of Revisionism in the Soviet Union* (plus discussion), Marxist-Leninist Quarterly, numbers 2, 3 & 4, CFB, London, 1972.

Communist Party of China

1. *Second Comment on the Open Letter of the CPSU*, FLPH, Peking, 1963.
2. *A Self-Criticism. 7-8-1927.*

Communist Party of the Soviet Union (Bolsheviks) *History of the CPSU(B)*, FLPH, Moscow, 1939.

Crankshaw, E. Article in *The Observer*, London, 26-3-1972.

Dan, F. Article in *Sotsialistichesky vestnik*, numbers 17 & 18, Moscow. Deutscher, 1.

1. *The Prophet Outcast*, Oxford University Press, London, 1963.
2. *Stalin -A Political Biography*, Pelican. London. 1966.

Daz, J. *Tres anos de lucha* [Three Years of Struggle], Ediciones Ebrc, Paris, 1970. *Documents of German Foreign Policy*, vol. I , London 1954, vol. 7, London 1956. Engels, F.

1. *Anti-Duhring* (1878), FLPH, Moscow, 1954.
2. *On Authority* (1873), Marx and Engels *Collected Works*, Lawrence and Wishart, London, 1988.
3. *Letter to A. Bebel* (1873), Marx and Engels *Selected Works* in One Volume, Lawrence & Wishart, London, 1968.

Finsbury Communist Association *Letter to ACW*, FCA, London, 2-7-1973. *Forward* (journal), London, 1932.

Gorbachev, M. *Report at the Festive Meeting on the 70th Anniversary of the Great October Revolution*, 1987

Grey, I. *Stalin - Man of History*, Abacus, London, 1982.

Hitler, A. *Mein Kampf*[My Struggle] (1925), Houghton Mifflin Company, Boston, USA, 1943. *Inprecor* (journal) issue of November 1979, and Numbers 285 (1989) and Numbers 300, 304 & 319 (1990), United Secretariat of the Fourth International, Belgium.

Inprecorr (journal), Communist International, issues of 22-3-1929 and 5-4-1929. *IS* (journal), Number 32, International Socialists, London, 1972.

Irish Communist Organisation *On Trotskiism*, ICO, London, c. 969.

Jarvis, G. Article in *The Nation*, USA, November 1932.

Jellinek, F. *The Civil War in Spain*, Left Book Club edition, Victor Gollancz, London, 1938.

Jones, M. Article in *New Statesman*, London, 14-4-1972.

Kautsky, K. *The Dictatorship of the Proletariat (1918)*

Klugmann, J. *From Trotski to Tito*, Lawrence & Wishart, London, 1951.

Kuromiya, H. *Stalin 's Industrial Revolution*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.

Lénine, V.1.

1. *The break-up of the August bloc (1914)*, *Collected Works* vol. 20, Progress Publishers, Moscow, 1972
2. *On Cooperation (1923)*, *Collected Works* vol. 33, Moscow, 1976.
3. *Disruption of Unity under Cover of Outcries for Unity (1914)*, *Collected Works* vol. 20, Progress Publishers, Moscow, 1972.
4. *The Historical Meaning of the limer-Party Struggle (1910)* *Collected Works* vol. 16, Progress Publishers, Moscow, 1974.
5. *Imperialism, the Highest Stage of Capitalism (1917)*, *Collected Works* vol. 22, Progress Publishers, Moscow, 1964.
6. *Left-wing Communism - an Infantile Disorder (1920)*, *Collected Works* vol. 31, Progress Publishers, Moscow, 1977.
7. *Letter to Maxim Gorky (1913)*, *Collected Works* vol. 35, Progress Publishers, Moscow.
8. *Letter to Henriette Roland-Holst (1916)* *Collected Works* vol. 43, Progress Publishers, Moscow.
9. *Letter to Inessa Armand (1917)*, *Collected Works* vol. 35, Progress Publishers, Moscow.
10. *Letter to 1. V. Stalin (1923)*, *Collected Works* vol. 45, Progress Publishers, Moscow, 1970.
11. *Letter to the Russian Collegium of the CC of the RSDLP (1910)*, *Collected Works* vol. 17, Progress Publishers, Moscow, 1968.
12. *Memo to J. V. Stalin (28-11-1921)*, *Collected Works* vol. 33, Progress Publishers, Moscow.
13. *Military Programme of Proletarian Revolution (1916)*, *Collected Works* Vol 23, Progress Publishers, Moscow, 1977.
14. *Notes of Publicist (1910)*, *Collected Works* vol. 16, Progress Publishers, Moscow, 1974.
15. *Once Again on the Trade Unions, the Present Situation and the Mistakes of Trotski and Bukharin (1921)*, *Collected Works* vol. 32, Progress Publishers, Moscow, 1973.
16. *One Step Forward, Two Steps Back (1904)*, *Collected Works* vol. 7, Progress Publishers, Moscow, 1965.
17. *Opening Speech at the 8th Congress of the RCP(B) (1919)*, *Collected Works* vol. 29, Progress Publishers, Moscow, 1965.
18. *Political Report of the Central Committee to the Extraordinary Seventh Congress of the RCP(B) (1918)*, *Collected Works* vol. 27, Progress Publishers, Moscow, 1974.
19. *Preface to NI.Bukharin's Imperialism and World Economy (1915)*, *Collected Works* vol. 22, Progress Publishers, Moscow, 1964.
20. *Preliminary Draft Theses on the National and Colonial Questions (1920)*, *Collected Works* vol. 31, Progress Publishers, Moscow, 1977.
21. *The Proletarian Revolution and the Renegade Kautsky (1918)*, *Collected Works* vol. 28, Progress Publishers, Moscow, 1977.
22. *The Question of Nationalities. or « autonomisation» (1922)*, *Collected Works* vol. 36, Progress Publishers, Moscow, 1966.

23. *Report on the Tactics of the RCP(B)* (1921), *Collected Works* vol. 32, Progress Publishers, Moscow, 1973.
24. *The Right of Nations to Self-Determination* (1914) *Collected Works* vol. 20, Progress Publishers, Moscow, 1972.
25. *Speech to the Moscow Soviet* (20-11-1922), *Collected Works* vol. 33, Progress Publishers, Moscow, 1976.
26. *State and Revolution* (1917), *Collected Works* vol. 25, Progress Publishers, Moscow, 1977.
27. *The Tax in Kind* (1921), *Collected Works* vol. 32, Progress Publishers, Moscow, 1973.
28. *Trotsky's Diplomacy and a certain Party Platform* (1911), *Collected Works* vol. 17, Progress Publishers, Moscow, 1968.
29. [On the] *Two Lines in the Revolution* (1915), *Collected Works* vol. 21, Progress Publishers, Moscow, 1977.
30. *Two Tactics of Social-Democracy in the Democratic Revolution* (1905), *Collected Works* vol. 9, Progress Publishers, Moscow, 1972.
31. *The United States of Europe Slogan* (1915), *Collected Works* vol. 21, Progress Publishers, Moscow, 1977.

Lin Piao, *Long Live the Victory of People's War*, FLPH, Peking, 1965.

Littlepage, J. Article in *Saturday Evening Post*, USA, December 1937.

Mandel, E.

1. Article in *Humo*, Belgium, 21-12-1989.
2. Article in *De Financieel Economische Tijd*, Belgium, 21-3-1990.
3. Article in *New Times*, French edition, number 38, 1990.

Mao Tse-tung

1. *On Contradiction* (1937), *Selected Works* vol. I, FLPH, Peking, 1965.
2. *Reform our Study* (1941), *Selected Works* vol. III, FLPH, Peking, 1965.
3. *Stalin, Friend of the Chinese People*, (On Stalin's 60th birthday) (1939), *Selected Works* vol. II, FLPH, Peking, 1965.

Martens, L.

1. *Un Nouveau Regard Sur Staline* [A New Look at Stalin], Parti du Travail de Belgique, Brussels, 1993.
2. *USSR - The Velvet Counter-Revolution*, EPO Distribution, Brussels, 1992.

Marx, K.

1. *Critique of the Gotha Programme* (1875), Marx and Engels *Selected Works* in One Volume, Lawrence & Wishart, London, 1968.
2. *The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte* (1852), Marx and Engels *Selected Works* in One Volume, Lawrence & Wishart, London, 1968.
3. *Preface to the First German Edition of Capital* (1867), Marx and Engels *Selected Works* in One Volume, Lawrence & Wishart, London, 1968.

Mazeppa, I. Article in *Slavonie Review*, 1934. McNeal, R.

1. *Bride of the Revolution: Krupskaya and Lénine*, London, 1973.
2. *Stalin: Man and Ruler*, Basingstoke, 1988.

Medvedev, R. *Let History Judge*, Macmillan, London, 1971.

Mee, A. *Children 's Encyclopaedia*, The Educational Book Company, London, c. 1948. **Mitchell, D.** *The Spanish Civil War*, Granada Publishing, London, 1982.

Molotov, V. *Soviet Peace Policy*, Lawrence & Wishart, London, 1941.

Morrow, F. *Revolution and Counter Revolution in Spain*, 2nd edition, Pathfinder Press, New York, 1974.

Payne, R. *The Life and Death of Lénine*, London, 1964. **Peking Review** (journal), Number 22, 1975.

People's Commissariat of Justice of the USSR

1. *Trial of the Anti-Soviet bloc of Righ and Trotskiites*, Moscow, 1938
2. *Trial of Anti-Soviet Trotskiite Centre*, Moscow, 1937.
3. *Trial of the Trotskiite-Zinovievite Terrorist Centre*, Moscow, 1936
4. *Wrecking Activities at Power Stations in the Soviet Union*, Modern Books Ltd., London, J 933
Posledniye Novosti (journal), Numbers 1983 & 1990.

Que Faire. *Why did they Confess ?*

Red Mole (journal), International Marxist Group, London, 15-5-1972.

Reed, J. *Ten Days that Shook the World* (1919), Modern Library Books, New York, J 935. Robinson, J. *An Essay on Marxian Economies*, Macmillan, London, 1966.

Sandéval, J. and Azcárate, M. *Spain 1936-1939*, Lawrence & Wishart, London, 1966. Sayers, M. and Kahn, A. *The Great Conspiracy* (1946), Red Star Press, London, 1991. Schachtman, Article in *The American Trotskiist*, USA, 1-11-1936.

Scott, J. *Beyond the Urals*, Massachussetts, USA, 1946.

Socialist Organiser (journal), Socialist Organiser (organisation), London, issues of 20-8-1992, 19-11-1992 and number 557 (1993).

Socialist Worker, Socialist Workers Party, London, issues of 3-6-1972, 31-8-1991, 9-JI-1991, and 10-4-1993.

Spartacist (journal), numbers 45 and 46 (1990-91) and issue of November 1992.

Staline, J.

1. *About China, the International Situation and the Defence of the USSR* (1927), Works vol. 10, FLPH, Moscow, 1954.

2. *Defects in Party Work and Measures for Liquidating Trotskiites and Other Double Dealers* (1937), Works vol. 14, Red Star Press, London, 1978.
3. *Dialectical and Historical Materialism* (1938) in *Problems of Leninism*, FLPH, Moscow, 1953.
4. *Dizzy with Success* (1930), Works Vol 12, FLPH, Moscow, 1955.
5. On the] *Draft Constitution of the USSR* (1936) in *Problems of Leninism*, FLPH, Moscow,
6. *Economic Problems of Socialism in the USSR*, FLPH, Moscow, 1952.
7. *Foundations of Leninism* (1924), in *Problems of Leninism*, FLPH, Moscow, 1953.
8. [On the] *Great Patriotic War*, Hutchinson, London, 1943.
9. *Industrialisation of the Country and the Right Deviation in the CPSU(B* (1928), Works vol. 11, FLPH, Moscow, 1954.
10. The International Situation and the Defence of the USSR, Speech delivered on 1-8-1927, Works vol. 10, FLPH, Moscow, 1954.
11. *Letter to Comrade Ch.* (1930), Works vol. 13, FLPH, Moscow, 1955.
12. *Notes on Contemporary Themes - China* (1922), Works vol. 9, FLPH, Moscow, 1954.
13. *On the Opposition*, FLPH, Peking.
14. *The Political Complexion of the Russian Opposition* (1927), Works vol. 10, FLPH, Moscow, 1954.
15. *Problems of Leninism*, FLPH, Moscow, 1953.
16. *The Programme of the Comintern* (1928), Works vol. 11, FLPH, Moscow, 1954.
17. *The Prospects of the Revolution in China* (1926), Works vol. 8. FLPH, Moscow, 1954.
18. *Reply to Collective Farm Workers* (1930), Works vol. 12, FLPH, Moscow, 1955.
19. *Report on National Factors in Party and State Affairs*, Works vol. 5, FLPH, Moscow, 1953.
20. *Report to the 16th Party Congress* (1930), Works vol. 12, FLPH, Moscow, 1955. 2J. *Report to the 17th Party Congress* (1934), Works vol. 13. FLPH, Moscow, 1955.
21. *Report to the 18th Party Congress* (1939), in *Problems of Leninism*, FLPH, Moscow, 1953.
22. *The Right Deviation in the CPSU(B)* (1930), Works vol. 12, FLPH, Moscow, 1955.
23. *Revolution in China and the Tasks of the Comintern* (1927), Works vol. 9, FLPH, Moscow, 1954.
24. *Social-Democratic Deviation in Our Party* (1926), Works vol. 8, FLPH, Moscow, 1954.
26. *Speech at the Plénum of the Central Committee of the CPSU(B)* 9-7-1928, Works vol. II, **FLPH**, Moscow, 1954.
27. *The Tasks of Business Executives* (1931), Works vol. 13, **FLPH**, Moscow, 1955.
28. *Trotskyism or Leninism ?* (Speech at the Plénum of the Communist Group in the AUCCTU) (1924), Works vol. 6, **FLPH**, Moscow, 1953.
29. *A Year of Great Change* (1929), Works vol. 12, **FLPH**, Moscow, 1955.

Tamames, R. *La Republica en La Era de Franco*, Vol VII of *Historia de España* Alfaguara, Alianza Universitaria, Madrid, 1979.

Taylor, F.J. *The United States and the Spanish Civil War*, New York, 1956.

Thomas, H. *The Spanish Civil War*, 3rd edition, Hamish Hamilton, London, 1977.

Thomson, G. *From Marx to Mao Tse-tung*, China Policy Study Group, London, 1971.

Tokaev, G. *Comrade X*, Harvill Press, London, 1956.

Topitsch, E. *Stalin's War*, Fourth Estate, London, 1987.

Trotsky, L.

1. *The Class Nature of the Soviet State (1933)*
2. *The Chinese Revolution and Stalin 's Theses (1927)*
3. *Diary in Exile*
4. *[On the] Draft Programme of the Comintern (1928)*
5. *Extraordinary Congress of the RCP(B) (1918)*
6. *The Failure of the Five-Year Plan*
7. *The Fourth International and the War*
8. *German-Soviet Alliance (1940)*
9. *Germany, Key to the International Situation (1933)*
10. *10. It is Time to Pass to an International Offensive Against Stalinism (1937)*
11. *The Kirov Assassination (1935)*

12. *Lessons of October 1917 (1924)*
13. *Letter to Chkeidze (1913)*
14. *My Life (1929)*
15. *New Course (1923)*
16. *Open Letter to Members of the CPSU (1924)*
17. *Our Differences (1924)*
18. *Our Political Tasks (1906)*
19. *Our Revolution (1906)*
20. *Problems of Development in the USSR (1931)*
21. *Programme of Peace (postscript) (1922)*
22. *Prospects and Tasks in the East (1924)*
23. *Report of the Siberian Delegation (1903)*
24. *Revolution Betrayed (1933)*
25. *Soviet Economy in Danger (1933)*
26. *The Soviet Union and the Fourth International (1933)*
27. *Stalin*, Hollis & Carter, London, 1946.
28. *Stalin and the Chinese Revolution*
29. *Stalin - Hitler's Quartermaster (1940)*
30. *The Stalin School of Falsification*
31. *The Struggle for Power (1915)*
32. *The Twin-Sisters: Hitler-Stalin (1940)*
33. *Where is Britain Going ? (1925)*
34. *The Workers» State, Thermidor and Bonapartism (1933)*
35. *The Year 1905 (Preface) (1924)*
36. *The Year 1917(1924).*

Ulam,A.B. *Stalin: the Man and his Era*, London, 1989.

Workers» Hammer (journal), Jul/Aug 1993, International Communist League, London.

Zeri I Popullitt (journal), Albania, 1973.

Zinoviev, A.

1. Interview dans *Humo*, Belgique, 25-2-1993.

2. *Les Confessions d'un Homme de Trop*, Olivier Orban, Paris, 1990.

Zinoviev, G. Paper distributed at Plénum of CC of CPSU(B), April 1927.

Les organisations trotskistes ne cessent de proclamer que trotskisme et léninisme sont synonymes. Que Trotski était le véritable héritier de Lénine, son successeur désigné... Pourtant, le trotskisme ne s'est pas imposé au temps de Lénine, ni après la mort de celui-ci. Pourquoi?

Les partis et mouvements d'obéissance trotskiste n'ont jamais pris la tête d'aucune révolution dans l'histoire. Pourquoi?

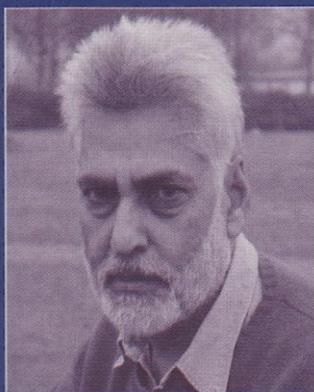
Les leaders politiques du trotskisme se sont mis au service de la contre-révolution pendant la guerre froide, déstabilisant les pays qui construisaient le socialisme au nom d'une «lutte contre le bureaucratisme», applaudissant les «révolutions démocratiques» d'Eltsine et consorts. Pourquoi?

Alors qu'en France, en Grande-Bretagne et d'autres pays encore, des tendances trotskistes, divisées entre elles, disposent d'une audience certaine suite à la disparition des partis communistes révolutionnaires, il était important de faire parler les faits, de replacer Léon Trotski, sa politique et son idéologie devant l'histoire. L'impossibilité de la construction du socialisme dans un seul pays, la défaite annoncée face à l'Allemagne nazie, la guerre civile en Espagne, le Testament de Lénine, la lutte de classe dans les campagnes soviétiques, les procès de Moscou...

A travers de nombreuses citations de Trotski lui-même, des luttes au Comité Central avec Lénine et de sources inédites, et dans un style sans fard, Harpal Brar nous livre ici un document fondamental pour l'avenir du mouvement communiste international.

En effet, cette analyse méticuleuse démasque les imposteurs réactionnaires au verbiage révolutionnaire qui l'ont toujours divisé et veut ainsi contribuer à la réunification, sur une base marxiste-léniniste conséquente, des communistes du monde entier.

Harpal Brar dédie cet ouvrage à tous les jeunes révolutionnaires.



Harpal Brar est né en 1939 à Mukstar, dans le Pendjab, en Inde. Depuis 1962, il vit et travaille en Grande-Bretagne. Il a participé activement au mouvement ouvrier et anti-impérialiste britannique. Actuellement, il occupe le poste de secrétaire aux relations fraternelles de l'IWA(GB), l'Association des travailleurs indiens de Grande-Bretagne, et dirige le journal de cette dernière, *Lalkar*. Il est professeur de droit à l'Université de Westminster, à Londres. En 1992, il publiait un ouvrage des plus applaudis sur les causes de l'effondrement du socialisme dans l'ancienne et jadis glorieuse U.R.S.S.: *La perestroïka. L'effondrement total du révisionnisme*. Il est coauteur de *Crise économique et guerre au 21^e siècle. Une analyse marxiste* (Etudes marxistes 59 / Ed. EPO, 2002) et *Irak. Les enjeux de la deuxième guerre du Golfe* (Etudes marxistes 60 / Ed. EPO, deuxième réimpression, 2003).



¹ Les otzovistes: un groupe opportuniste constitué au sein du P.O.S.D.R. en 1908. Il était dirigé par A. Bogdanov. Derrière un paravent de verbiage révolutionnaire, les otzovistes exigeaient le rappel des députés social-démocrates de la troisième Douma (le parlement tsariste) et la cessation des activités du Parti dans les organisations légales et semi-légales, prétendant que, du fait que la réaction était déchaînée, le Parti devait se confiner dans le travail illégal. Cela aurait isolé le Parti des masses et l'aurait transformé en une organisation sectaire incapable de rassembler des forces pour une autre insurrection révolutionnaire.

Lénine montra que les conceptions des otzovistes étaient inconsistantes, sans principes et hostiles au marxisme. Lors d'une conférence d'un staff éditorial étendu du journal bolchevique, *Proletary*, en juin 1909, on adopta une résolution affirmant que «en tant que tendance nettement marquée au sein du P.O.S.D.R., le bolchevisme n'a rien de commun avec l'otzovisme ou l'ultimatumisme» (une variété de l'otzovisme). A. Bogdanov, le dirigeant des otzovistes, fut exclu du Parti

² Les liquidateurs: représentants d'une tendance opportuniste au sein du P.O.S.D.R. durant la période de la réaction entre 1907 et 1912. Les mencheviks étaient scandaleusement démoralisés par la défaite de la révolution de 1905-1907. Ils voulaient la dissolution des organisations illégales du Parti et la cessation des activités révolutionnaires clandestines. Leur but était de liquider le Parti révolutionnaire de la classe ouvrière et d'installer un parti ouvertement réformiste. Les liquidateurs pressaient la classe ouvrière de se mettre d'accord avec la bourgeoisie et de se réconcilier avec le régime réactionnaire qui sévissait en Russie.

Les liquidateurs étaient dirigés par Martov, Axelrod, Dan, Martynov et d'autres dirigeants mencheviques. En réalité, Trotski était du côté des liquidateurs.

Lors de la 6^e Conférence générale du P.O.S.D.R. (janvier 1912, à Prague), les liquidateurs furent expulsés du Parti.

³ Le Conseil Général Central des Syndicats.

⁴ Note de Staline:

Parmi les légendes de ce genre, il convient d'inclure aussi la version très répandue, selon laquelle Trotski serait le «seul» ou le «principal organisateur» des victoires sur les fronts de la guerre civile. Je me vois contraint de déclarer, camarades, par respect pour la vérité, que cette version ne correspond nullement à la réalité. Je ne veux nullement nier le rôle important de Trotski dans la guerre civile. Mais je dois déclarer de la manière la plus catégorique que le grand honneur d'avoir organisé nos victoires n'appartient pas à telle ou telle personne, mais au grand organe collectif d'avant-garde des ouvriers de notre pays, au Parti communiste de Russie. Je pense qu'il ne serait pas superflu de donner quelques exemples. Vous savez que les principaux ennemis de la République soviétique ont été Koltchak et Dénikine, Vous savez que notre pays n'a respiré librement qu'après les victoires sur ces ennemis. Et voilà que l'histoire témoigne que ces deux ennemis, c'est-à-dire Koltchak et Dénikine, ont été vaincus par nos troupes en opposition avec les plans de Trotski.

Jugez-en vous-mêmes.

- 1) *À propos de Koltchak.* Cela se passe en été 1919, Nos troupes attaquent Koltchak et opèrent dans la région d'Ufa. Le Comité central se réunit. Trotski propose que l'offensive s'arrête sur la ligne du fleuve Biélaya (à proximité d'Ufa), en laissant l'Oural aux mains de Koltchak, de retirer une partie des forces du Front de l'Est et de les transférer sur le Front du Sud. Cela donne lieu à un débat animé. Le Comité central n'est pas d'accord avec Trotski, en soutenant que l'Oural, avec ses usines, son réseau ferroviaire, ne doit pas être laissé aux mains de Koltchak, car il peut rapidement se ressaisir, organiser une force puissante et déboucher à nouveau sur la Volga, - au

début il faut chasser Koltchak au-delà des sommets de l'Oural, dans les steppes de Sibérie, et c'est seulement après que cela aura été fait, que l'on pourrait transférer des forces dans le Sud. Le Comité central rejette le plan de Trotski. Celui-ci donne sa démission. Le Comité central refuse de l'accepter. Le commandant en chef Vatsetis, qui appuie le plan de Trotski, se démet. Il est remplacé par un nouveau commandant en chef, Kaménev. Depuis lors, Trotski ne participe plus directement aux affaires du Front de l'Est.

- 2) À propos de Dénikine. Cela se passe en automne 1919. L'offensive contre Dénikine ne se développe pas avec succès. L'«Anneau d'acier» autour de Mamontov (l'incursion de Mamontov) se solde par un échec total. Dénikine prend Kursk. Dénikine s'approche de d'Orel. Trotski est appelé du Front du Sud pour participer à une réunion du Comité central. Le Comité central constate que la situation est alarmante et décide d'envoyer sur le Front du Sud de nouveaux cadres militaires dirigeants, et d'en écarter Trotski. Les nouveaux chefs militaires exigent la «non-ingérence» de Trotski dans les affaires du Front du Sud. Trotski ne participe pas directement aux affaires du Front du Sud. Les opérations sur le Front du Sud jusqu'à la prise de Rostov-sur-le-Don et d'Odessa par nos troupes, sont menées sans Trotski.

Que l'on tâche, si l'on veut, de réfuter ces faits. (Trotskisme ou léninisme?)

<http://www.francia latina.com/ceps/js1924a.htm>. note 4.)

⁵ Ce principe est vrai en toutes circonstances et, aujourd'hui, il est universellement admis par tous les partis marxistes-léninistes du monde entier. L'expérience historique et les nécessités de la lutte requièrent que l'affiliation à un parti d'avant-garde ne soit pas accessible à toute personne soucieuse de s'engager dans le parti -les gens doivent être admis au sein du parti par le parti lui-même. Seuls les révisionnistes, les trotskistes et autres éléments bourgeois violent ce principe léniniste d'organisation

⁶ À l'issue de ce Congrès, Plekhanov, suivant la ligne politique constituant à «*tuer avec douceur*», abandonna Lénine et rejoignit Martov et consorts.

⁷ Manilovisme, du nom de Manilov, personnage des *Âmes mortes* de Gogol, type de philistin sans principes, doucereux, à l'esprit chimérique.

⁸ Commentant les «*conceptions anarchistes*» contenues dans la formule de Martov et décrivant les vues opportunistes de Martov, Trotski et consorts, Lénine déclara ceci à propos, spécifiquement, des arguments opportunistes de Trotski:

Au nombre de ces raisonnements [raisonnements opportunistes - H. B.], qui ne manquent pas de surgir lorsqu'on essaie de motiver la formule de Martov, appartient notamment cette phrase du camarade Trotski [...]: «l'opportunisme naît de causes plus complexes (ou bien: est déterminé par des causes plus profondes) que tel ou tel point des statuts; il est provoqué par le niveau de développement relatif de la démocratie bourgeoise et du prolétariat [...]» La question n'est pas que de tels points des statuts peuvent engendrer l'opportunisme. Il faut, à l'aide de ces statuts, forger une arme plus ou moins tranchante contre l'opportunisme. Plus ses causes sont profondes, plus cette arme doit être tranchante. Aussi, justifier par les «causes profondes» de l'opportunisme une formule qui lui ouvre la porte, c'est du suivisme de la plus belle eau. Lorsque le camarade Trotski était contre le camarade Liber, il comprenait que les statuts sont une «méfiance organisée» du tout envers la partie, de l'avant-garde envers le détachement retardataire! Mais sitôt passé du côté du camarade Liber, le camarade Trotski a oublié tout cela et même s'est mis à justifier la faiblesse et la précarité de notre façon d'organiser cette méfiance (la méfiance envers l'opportunisme) par des «causes complexes», par le «niveau de développement du prolétariat», etc. Autre argument du camarade

Trotsky: «Pour la jeunesse intellectuelle, organisée d'une manière ou d'une autre, il est beaucoup plus facile de s'inscrire soi-même (souligné par moi) sur les listes du Parti.» Justement. Voilà pourquoi la formule d'après laquelle même les éléments inorganisés se déclarent membres du Parti pêche par son imprécision d'intellectuel, et non la mienne qui supprime le droit de «s'inscrire soi-même» sur les listes. Le camarade Trotsky dit que si le Comité central «ne reconnaît pas» une organisation opportuniste, c'est seulement en raison du caractère des personnes; et puisque ces personnes sont connues comme individualités politiques, elles ne sont pas dangereuses; le Parti peut les exclure par un boycottage général. Cela n'est vrai que pour les cas où il faut exclure du Parti (et encore n'est-ce vrai qu'à moitié, car un parti organisé exclut par un vote, et non par le boycottage). C'est tout à fait faux pour les cas, beaucoup plus fréquents, où il est absurde d'exclure. où il faut simplement contrôler. Aux fins de contrôle. le Comité central peut intentionnellement admettre dans le Parti, à des conditions déterminées, une organisation pas tout à fait sûre. mais apte au travail, pour la mettre à l'épreuve, pour essayer de l'orienter sur le chemin de la vérité, pour paralyser, en la dirigeant, ses déviations partielles, etc. Une admission de ce genre n'est pas dangereuse si, d'une façon générale, il n'est pas permis de «s'inscrire soi-même» sur les listes du Parti. Elle sera souvent utile pour obtenir une expression (et une discussion) publique, responsable, contrôlée, des conceptions fausses et d'une tactique erronée. «Mais si les définitions juridiques doivent correspondre aux rapports réels. il faut repousser la formule du camarade Lénine», dit le camarade Trotsky. Cette fois encore, il parle en opportuniste. Les rapports réels ne sont pas inertes; ils vivent et se développent. Les définitions juridiques peuvent correspondre à un développement progressif de ces rapports, mais elles peuvent aussi (si ces définitions sont mauvaises) «correspondre» à une régression ou à une stagnation. Ce dernier cas est justement le «cas» du camarade Martov, (*Un pas en avant, deux pas en arrière*).

⁹ En réalité, les termes de Ryazanov étaient incorrects. Comme le montre la note précédente, lors du 2e Congrès, Trotsky joua un rôle opportuniste dans l'importante question du Parti et se joignit à tous les autres opportunistes pour s'opposer à Lénine.

¹⁰ « Le problème des masses laborieuses de la petite bourgeoisie, à la fois urbaine et rurale, le problème d'amener ces masses aux côtés du prolétariat, est d'une importance exceptionnelle pour la révolution prolétarienne. Qui les travailleurs des villes et des campagnes vont-ils soutenir dans la lutte pour le pouvoir, la bourgeoisie ou le prolétariat? Quelle réserve vont-ils devenir, la réserve de la bourgeoisie ou celle du prolétariat? De ceci dépend le sort de la révolution et la stabilité de la dictature du prolétariat. En France, les révolutions de 1848 et de 1871 ont échoué principalement parce qu'il s'est avéré que les réserves paysannes étaient aux côtés de la bourgeoisie. La révolution d'Octobre a été victorieuse parce qu'elle a été à même de priver la bourgeoisie de ses réserves paysannes, parce qu'elle a été capable d'amener ces réserves du côté du prolétariat et parce que, dans cette révolution, le prolétariat a prouvé qu'il était la seule force directrice pour les masses importantes des travailleurs des villes et des campagnes. »

« Celui qui n'a pas compris ceci ne comprendra jamais le caractère de la révolution d'Octobre. ni la nature de la dictature du prolétariat. ni les caractéristiques particulières de la politique interne de notre pouvoir prolétarien. » (*Les problèmes du léninisme*)

¹¹ Il est très néfaste de confondre les deux stades, c'est-à-dire la révolution national-démocratique et la révolution socialiste. Le camarade Mao-Zedong a critiqué l'idée erronée envisageant de "faire les deux d'un seul coup" et a fait remarquer que cette idée utopique ne pouvait qu'affaiblir la lutte contre l'impérialisme et ses valets, ce qui constituait la tâche la plus importante de l'époque. Les réactionnaires du Kuo ming Tang et les trotskistes qu'ils avaient engagés lors de la guerre de Résistance confondaient délibérément ces deux stades de la révolution chinoise, proclamant la "théorie d'une seule révolution" et prêchant un prétendu "socialisme" sans le moindre Parti communiste. Avec cette théorie absurde, ils tentèrent d'engloutir le Parti communiste, de balayer toute

révolution et d'empêcher le progrès de la révolution national démocratique, et ils s'en servirent en outre comme d'un prétexte à leur non-résistance et leur capitulation face à l'impérialisme. Cette théorie réactionnaire fut enterrée il y a longtemps par l'histoire de la révolution chinoise.» (Lin Piao, *Longue vie à la victoire de la guerre populaire.*)

¹² Dans son n° 557, le journal trotskiste peu connu *Socialist Organiser* a publié, avec une jubilation malicieuse, le dégoûtant article que voici à propos de Chris Hani, fun des plus grands combattants pour la libération des Noirs en Afrique du Sud, suite à son assassinat par le fascisme sud-africain:

Un combattant, mais un stalinien

Chris Hani était un combattant. Il était né dans la pauvreté des campagnes du Transkei. Sa mère était allée à l'école et son père, mineur, travaillait à des centaines de milles de chez lui, dans le Transvaal. Il avait consacré sa vie au renversement du régime raciste blanc en Afrique du Sud et c'est en raison de cet engagement qu'il a été assassiné.

Mais Hani n'était pas qu'un combattant, il était également un stalinien virulent.

En 1984. Hani devint commissaire politique et commandant adjoint de la branche armée de l'ANC. Umkhonto we Sizwe. C'était l'année des mutineries dans les camps angolais de l'A C. La jeunesse de la «génération Soweto», radicalisée lors de l'insurrection de 1976, s'était révoltée après que l'on eut rejeté sa demande de retourner en Afrique du Sud pour combattre.

Hani fut responsable de la répression de la mutinerie et de l'emprisonnement des guérilleros dissidents de l'ANC dans le fameux camp de prisonniers de Quatro, en Angola, lequel était dirigé par des gens entraînés par le KGB et la police secrète est-allemande tant détestée, la Stasi.

Le fait qu'aujourd'hui, la presse libérale ne tarit pas d'éloges envers cet «homme d'une honnêteté suprême» montre la profonde véracité du vieux dicton qui dit que «plus les choses changent, plus elle restent pareilles. »

Dans les années 1930, les chambres de torture de l'U.R.S.S., ses goulags et la gestion par Staline du mensonge étaient défendus et justifiés par les libéraux et les staliniens en tant que «moindre mal». De même, aujourd'hui, les libéraux, les staliniens et les tiers-mondistes semblent disposés à oublier que si jamais Hani était venu au pouvoir, il l'aurait fait en tant qu'élément d'une machine d'État imposant une tyrannie de fer à la classe ouvrière. Même après 1989. il est toujours possible d'être à la fois un combattant contre le capitalisme et un ennemi du socialisme ouvrier. Chris Hani l'a prouvé.

¹³ Analysant ailleurs les contradictions et obstacles internes et externes à la victoire du socialisme dans un seul pays, Staline a maintenu correctement que, si les contradictions internes pouvaient être surmontées et le socialisme construit dans un seul pays (l'U.R.S.S. à ce moment-là), cela ne signifiait pas en soi la victoire finale du socialisme. Cela ne garantissait pas l'U.R.S.S. contre l'intervention impérialiste et la restauration du capitalisme. Pour une telle victoire finale, la révolution dans plusieurs pays est requise. Voici ce que dit Staline:

«Si la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, c'est la possibilité de résoudre les contradictions intérieures qu'un seul pays (nous voulons parler, bien entendu, de notre pays) peut parfaitement surmonter la possibilité d'une victoire définitive du socialisme, c'est la possibilité de résoudre les contradictions extérieures entre le pays du socialisme et les pays du capitalisme,

contradictions que seules les forces de la révolution prolétarienne dans plusieurs pays sont capables de surmonter.

«Celui qui confond ces deux catégories de contradictions est ou bien un brouillon fini, ou bien un opportuniste incorrigible. » (Staline 1-11-1926, p. 33.)

Les trotskistes sont de tels brouillons finis et opportunistes incorrigibles

¹⁴ Vu l'échec du prolétariat européen à prendre le pouvoir, du fait, entre autres, de la fourberie de la social-démocratie officielle, la position du PCUS concernant la réussite de la construction du socialisme en U.R.S.S. était la seule porte de sortie révolutionnaire. C'était la seule façon de développer et de rendre plus proche la révolution mondiale. Tandis que le peuple soviétique, sous la bannière du marxisme-léninisme et sous la juste direction du PC.(b)U.S. avec à sa tête le camarade Staline, était occupé à construire le socialisme et contribuait ainsi au développement de la révolution mondiale, les trotskistes et autres opportunistes incorrigibles débutaient leur longue et désespérée attente de la révolution mondiale. À ce propos, on doit dire que la position de Trotski est identique à celle du kautskisme, la forme d'opportunisme élaborée par ce Kautsky dont la trahison vis-à-vis du prolétariat joua un rôle considérable dans la défaite du prolétariat européen et dont l'idéologie se mit au service de la bourgeoisie européenne dans son opposition au bolchevisme, à la grande révolution d'Octobre et à la construction du socialisme en U.R.S.S. Il vaut la peine de fournir au lecteur un échantillon du kautskisme sur ce sujet. Voici ce que dit Kautsky de l'agression contre les bolcheviks en 1918:

La révolution bolchevique se basait sur l'hypothèse qu'elle serait le point de départ d'une révolution européenne générale ... Selon cette théorie, la révolution européenne qui apporterait le socialisme en Europe permettrait aussi d'éliminer les obstacles au développement du socialisme en Russie, obstacles créés par l'arriération économique de ce pays. Tout cela était très logiquement pensé, et assez bien fondé, pourvu que l'hypothèse de base se réalise, à savoir que la révolution russe devait inévitablement ouvrir la voie à la révolution européenne. Mais que faire si cette hypothèse ne se réalise pas? Nos camarades bolcheviques ont tout misé sur la carte de la révolution européenne générale. Comme cette carte n'est pas apparue, ils furent forcés d'emprunter une voie qui les a menés face à des problèmes insolubles. » (Kautsky, *La dictature du prolétariat.*)

Une rapide comparaison de la citation ci-dessus avec la théorie trotskiste de la «révolution permanente» suffit à démontrer que le trotskisme est une variante du kautskisme.

¹⁵ Le trotskisme n'accepte pas la thèse de Lénine selon laquelle le développement économique inégal est une loi absolue du capitalisme. D'après Trotski, l'impérialisme abolit toutes les inégalités dans le développement économique des différents pays. L'exploitation impérialiste, prétend Trotski, conduit à l'élimination des inégalités dans les conditions économiques des pays exploités et exploités. En 1928, par exemple, Trotski parlait de «l'écart décroissant entre l'Inde et la Grande-Bretagne»¹ À partir de cette position de rejet de la loi du développement inégal du capitalisme, Trotski en déduit, en opposition directe au léninisme, la conclusion erronée, voire contre-révolutionnaire, qu'une révolution nationale n'est pas possible car, dit le trotskisme, l'impérialisme a aboli les économies nationales et créé une seule économie mondiale. Tout comme il ne peut y avoir de révolution socialiste dans une partie d'un pays (c'est-il dire dans une partie d'une économie nationale intégrée), de même, dit le trotskisme, il ne peut y avoir de révolution nationale car l'économie nationale est une partie d'une seule économie mondiale intégrée. Donc, d'après Trotski, la révolution mondiale - une révolution dans tous les pays du monde - doit se produire partout simultanément ou pas du tout. Les différents pays doivent accomplir la révolution socialiste les uns après les autres en une succession rapide, comme

les différentes régions d'un pays lors d'une révolution nationale. Si le point de vue de Trotski avait été correct, il n'y aurait pas eu de construction du socialisme en U.R.S.S. Mais la construction du socialisme en U.R.S.S. a fourni une preuve vivante du gouffre qui sépare le trotskisme de la réalité, de la nature opportuniste profonde et incorrigible du trotskisme, de son contenu contre-révolutionnaire

¹⁶ Sur la question du socialisme, comme sur d'autres questions, les attaques contre Staline et le «stalinisme» sont presque toujours des attaques contre Lénine et le léninisme. Afin de montrer le caractère correct de cette affirmation, il est utile de jeter un œil sur un livre intitulé *Let history judge*, écrit par un intellectuel bourgeois soviétique, Roy Medvedev. Medvedev attaque Staline, mais «fait l'éloge» de Lénine. Les attaques de Medvedev contre Staline ne sont pas basées sur des faits ou de la documentation, mais sur de simples racontars et sur l'imagination fertile d'un cerveau bourgeois. Même le journaliste réactionnaire et anticommuniste Edward Crankshaw, l'un des critiques de ce livre dans *l'Observer* du 26 mars 1972 devait admettre que «Medvedev n'avait pas eu accès à toutes les archives officielles.» Cela n'empêche cependant pas Crankshaw d'être d'accord et d'admirer les attaques de Medvedev contre Staline; il se justifie en écrivant que «ce livre décrit avec intensité la lutte d'un individu doué pour la vérité, uniquement guidé par sa lumière intérieure. » Voilà comment la «vérité» est établie par l'esprit bourgeois: en ignorant complètement les faits et en se basant sur sa « lumière intérieure ».

Crankshaw poursuit: «Mais au-delà d'être l'histoire d'une époque et un hommage aux victimes innombrables et aux souffrances du peuple soviétique dans son ensemble, son récit a, avant tout, pour but d'établir la base nécessaire non seulement pour le rejet absolu par l'auteur de la prétention de Staline à la grandeur, mais aussi, plus profondément, pour l'ouverture d'une discussion intelligente sur la nature de la révolution de Lénine et sur sa perversion.

Comme le souligne le professeur Joravsky dans son introduction, une bonne part de l'impact extraordinaire de ce livre dérive de la tension permanente causée par les contradictions inhérentes à sa thèse centrale. Comment diagnostiquer la "maladie" staliniste sans condamner le système soviétique et son géniteur, Lénine ?»

Le professeur Joravsky ne se trompe pas dans la détection de cette contradiction inhérente. Il a plutôt raison lorsqu'il sous-entend que la «maladie staliniste» ne peut être diagnostiquée «sans condamner le système soviétique et son progéniteur Lénine ». Toutes les tentatives en ce sens vont échouer et tous ceux qui condamnent le «stalinisme» finissent par condamner le léninisme. Ce n'est pas pour rien que Crankshaw termine sa critique en exprimant l'espoir que Medvedev «pourrait bien un jour corriger ses faiblesses [corriger, en condamnant Lénine, son incapacité à diagnostiquer la "maladie" staliniste] et rendre ainsi sa contribution tout à fait remarquable. »

Mervyn Jones, dans le même ordre d'idées, dans sa critique de ce même livre (*New Statesman*, 14 avril 1972) se plaint de ce que «même ses chapitres analytiques répondent à la question "comment" plutôt qu'à la question "pourquoi". Il adopte sans broncher la doctrine des "normes léninistes", suppose que Lénine avait toujours raison et nous affirme que Staline a presque complètement liquidé la démocratie socialiste qui était l'une des réalisations principales de la révolution d'Octobre - sans se demander dans quelle mesure cette démocratie s'était érodée du vivant de Lénine, et encore moins si elle avait jamais vraiment existé. Il oppose même la police secrète de Staline à la Tcheka, humaine et scrupuleuse, qui a pourtant fusillé 6 000 personnes sans procès en 1918 et fut autorisée par Lénine à entreprendre une "terreur rouge massive". On nous dit que la théorie trotskiste de la révolution permanente était "fausse" et la théorie de Préobrajensky de l'accumulation socialiste primitive "incorrecte", un rejet sommaire de sujets hautement complexes. Le pire faux pas vient lorsque Medvedev affirme solennellement que Beria était un agent anti-bolchevik en 1919 et que cela fut

"établi" par son procès en 1953 - un procès qui fut certainement secret et probablement non existant. Il est bien difficile, hélas, même pour le produit le plus honnête du régime soviétique de se libérer de cette camisole de force mentale. »

En d'autres mots, Mervyn Jones affirme que l'on ne peut pas condamner Staline sans condamner le système soviétique et le léninisme. Et il a raison. Bien sûr, il va sans dire que monsieur Jones voudrait voir condamnés non seulement le « stalinisme », mais aussi le léninisme et le système soviétique. Les révolutionnaires, cependant, devraient tirer la conclusion inverse et ne pas condamner Staline car une telle condamnation mène directement à la condamnation du léninisme et du système soviétique. Staline ne fit rien d'autre que d'appliquer le léninisme aux conditions de l'U.R.S.S. dans la construction du socialisme. On peut donc voir que, quand les trotskistes, révisionnistes et autres condamnent Staline, ils condamnent en fait le léninisme, en dépit des souhaits subjectifs contraires que pourraient avoir ces messieurs.

Nous pouvons aussi ajouter que, même avant la révolution d'Octobre, le Parti bolchevik et pas seulement Lénine comme individu - était décidé à la construction du socialisme en Russie dans l'éventualité d'une prise de pouvoir par le parti bolchevik. Au 6e Congrès du Parti bolchevik en août 1917, une motion fut avancée, d'après laquelle les travailleurs russes devaient « utiliser toutes leurs forces pour prendre le pouvoir d'État... et, en alliance avec le prolétariat révolutionnaire des pays avancés, le diriger en faveur de la paix et de la reconstruction socialiste de la société. » # Préobrajensky, qui devint plus tard membre de l'opposition trotskiste, proposa que la motion soit amendée pour dire: « Pour l'orienter vers la paix et, si la révolution prolétarienne se produit en Occident, vers le socialisme. » (Cité dans Staline, *Œuvres*, tome 3, Nouveau bureau d'éditions, Paris, 1976, p. 158.)

Au Congrès, Staline, représentant Lénine qui devait rester dans la clandestinité à cette époque, s'opposa à l'amendement de Préobrajensky et dit: <de suis contre cet amendement. La possibilité n'est pas exclue que la Russie soit justement le pays qui fraie la voie au socialisme. Jusqu'à présent, aucun pays n'a bénéficié, dans les conditions de la guerre, d'une liberté comparable à celle qui existe en Russie, ni n'a tenté d'établir le contrôle des ouvriers sur la production. En outre, [...] chez nous les ouvriers ont l'appui des couches pauvres de la paysannerie. Enfin, en Allemagne, l'appareil du pouvoir d'État fonctionne incomparablement mieux que l'appareil imparfait de notre bourgeoisie [...]. Il faut rejeter cette idée périmée que seule l'Europe peut nous montrer le chemin. » (Staline, *Intervention au 6e congrès du P.O.S.D.R.(b)*, *Œuvres*, tome 3, Nouveau bureau d'éditions, Paris, 1976, p. 158.)

L'amendement de Préobrajensky fut repoussé.

Il est donc clair que, même avant la révolution d'Octobre, le Parti bolchevik était décidé à construire le socialisme en Russie. Seuls les opportunistes incorrigibles veulent cacher ce fait aux travailleurs.

¹⁷ Outre l'attitude générale de défaitisme et de capitulation face aux difficultés issues de la résistance des koulaks à la collectivisation, les boukhariniens mettent aussi en avant la théorie non marxiste selon laquelle les koulaks vont évoluer vers le socialisme et ils s'abstiennent complètement de comprendre le mécanisme de la lutte de classes sous la dictature du prolétariat. Si la théorie non-marxiste de Boukharine avait été suivie, non seulement les koulaks n'auraient pas évolué vers le socialisme, mais au contraire ils seraient devenus une force dominante qui, en temps opportun, aurait détruit la dictature du prolétariat. Ainsi, fondamentalement, la position de Boukharine n'était pas différente de celle de Trotski.

¹⁸ Les membres de l'opposition remirent une déclaration au Parti le 16 octobre 1926, dans laquelle ils promettaient de mettre fin à leur activité factieuse et scissionniste. Etant donné les violations des

promesses contenues dans cette déclaration, les dirigeants de l'opposition remirent une nouvelle déclaration au Comité central du Parti en août 1927. À peine quelques mois plus tard, lors du 10^e anniversaire de la révolution d'Octobre, l'opposition, en violation de ses précédentes déclarations, tenta d'organiser des contre-manifestations aux manifestations officielles du Parti. À la suite de quoi le Parti perdit patience. Il était clair que l'opposition tramait une scission, si bien que les dirigeants de l'opposition furent exclus du Parti.

¹⁹ Il est intéressant de savoir que, dans les pays où le mouvement prolétarien a été contraint à la clandestinité et où le fascisme a prévalu, les écrits de Trotski étaient disponibles librement. C'était le cas, par exemple, en Espagne sous le régime de Franco et en Iran sous le régime fasciste féodal, brutal et tyrannique du Shah. Ces régimes étaient assez perspicaces - plus perspicaces que certains «marxistes» de Grande-Bretagne - pour réaliser l'essence anticommuniste du trotskisme. Une situation similaire a prévalu en Allemagne fasciste. Voici ce qu'écrit James Klugmann dans *From Trotski to Tito* (Lawrence & Wishart Ltd, Londres, 1951):

Dans l'Italie de Mussolini des années trente, lorsque toute relation, quelle qu'elle soit, avec le Parti communiste signifiait un emprisonnement de longue durée et peut-être la torture ou même la mort, et lorsque non seulement toutes les *Œuvres* de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline, mais aussi les *Œuvres* de tous les démocrates et progressistes italiens et étrangers étaient strictement bannies des bibliothèques et librairies italiennes, les *Œuvres* de Trotski, sur une «autre sorte de communisme» étaient «librement» et largement traduites et distribuées. Je me souviens très bien qu'en 1938, en traversant l'Italie pour me rendre à une rencontre d'étudiants antifascistes et communistes de l'université de Belgrade, j'ai passé quelques heures dans le Milan de Mussolini et que j'ai eu le regard attiré par le mot «communisme» sur un grand nombre d'ouvrages disposés à la vitrine d'une librairie. C'étaient les *Œuvres* de Trotski, récemment traduites.

Dans l'Allemagne hitlérienne, lorsque le fait d'être communiste ou socialiste ou militant syndical ou libéral ou démocrate signifiait l'arrestation, le camp de concentration et souvent la mort ou la torture, lorsqu'avait été instaurée une des «purges», l'un des autodafés de livres les plus excessifs que le monde ait jamais connu, lorsque le *Don Carlos* de Schiller, les poèmes de Heine et les nouvelles de Thomas Mann étaient interdites et brûlées comme des œuvres «subversives», les écrits de Trotski étaient largement traduits et distribués.

Les écrits de Trotski et ceux de ses partisans étaient librement publiés au milieu et à la fin des années trente aux Editions Hearst Press aux États-Unis. Ses œuvres sur un «nouveau type de communisme» ont été publiées chez Franco Press à Salamanque et Burgo. La police secrète de la dictature polonaise était spécialement formée au trotskisme afin de faciliter son travail d'espionnage et de désorganisation au sein du mouvement de la classe ouvrière polonaise.

²⁰ Les mythes et les mensonges à propos de la famine en Ukraine en 1932, répandus par des contingents contre-révolutionnaires bourgeois à travers le monde, ont été formidablement exposés dans un excellent livre intitulé *Fraud, Famille and Fascism* par Douglas Tottle (Progress Books, Toronto, 1987). Nous recommandons à chacun de lire cet excellent ouvrage qui non seulement présente les faits tels qu'ils étaient, mais aussi jette un éclairage énorme sur la manière d'agir de la machine de propagande mensongère bourgeoise.

²¹ Il est un fait que les propositions de Trotski concernant la collectivisation en 1924 étaient une forme de destruction qui, si elle avait été suivie, aurait conduit au renversement de la dictature du prolétariat aussi certainement que la mise en application de la théorie boukharinienne, non-marxiste, de l'évolution des koulaks vers le socialisme. L'essence de la déviation «de gauche» de Trotski et la déviation de droite de Boukharine est la même - toutes deux conduisent au renversement du pouvoir d'État prolétarien et à la restauration du capitalisme.

²² La victoire du révisionnisme en U.R.S.S. après la mort du camarade Staline ne prouve en aucune manière la justesse de l'absurde théorie de Trotski selon laquelle, avec la progression dans la construction socialiste, la guerre civile conduisant à la restauration du capitalisme, est inévitable. En ce qui concerne les raisons du triomphe du révisionnisme en U.R.S.S., ce n'est pas l'endroit pour en traiter ici, mais nous y reviendrons à un autre moment.

²³ Le programme de Rioutine contient aussi les points suivants:

(a) Ce programme vise à une entente avec le fascisme parce que, pour le dire dans le langage de l'accusé Sokolnikov, «les membres dirigeants du centre étaient d'avis que, en tant que révolution isolée, notre révolution ne pouvait se maintenir comme une révolution socialiste, que la théorie kautskienne de l'ultra-impérialisme, que la théorie boukharinienne apparentée du capitalisme organisé avaient prouvé leur justesse. Nous étions d'avis que le fascisme est la forme la plus organisée de capitalisme, il conquiert l'Europe, s'empare d'elle, nous étrangle. De ce fait, il serait préférable pour nous d'en venir à une entente avec lui, d'en venir à un certain compromis dans le sens de se replier du socialisme au capitalisme.» (*Trial of the Anti-Soviet Trotskiiste Centre*, p. 489.)

(b) Ce programme signifiait la défaite de l'U.R.S.S. en guerre.

(c) Ce programme signifiait aussi l'abolition de la démocratie, parce que, comme Trotski l'écrivait à Radek en décembre 1935, conformément au témoignage de Radek à ce procès, «Il ne peut être question d'aucune sorte de démocratie. La classe laborieuse a traversé 18 ans de révolution et elle a des appétits immenses: et cette classe laborieuse devra être renvoyée à des usines appartenant à des propriétaires privés et, en partie à des usines appartenant à l'État qui devront entrer en concurrence avec le capital étranger dans des conditions plus difficiles. Cela signifie que le standard de vie de la classe laborieuse va baisser de manière draconienne. À la campagne, la lutte des paysans pauvres et moyens contre les koulaks va reprendre. Et alors, pour conserver le pouvoir, nous aurons besoin d'un gouvernement fort, quelles que soient les formes qui seront employées pour le masquer.» (*Trial of the Anti-Soviet Trotskiiste Centre*, p. 114)

(d) Enfin, ce programme signifiait la partition de l'U.R.S.S. «Donnez l'Ukraine à l'Allemagne; la Province maritime et la région de l'Amour au Japon.»

²⁴ Afin de jeter le doute quant à l'authenticité des procès de Moscou, et en même temps, de calomnier Staline, les trotskistes et les historiens bourgeois ordinaires ont fait l'assertion sans fondement, répétée un million de fois dans les cercles politiques et académiques bourgeois que Staline se trouvait derrière l'assassinat de Kirov - car Kirov, d'après ces allégations, était opposé à Staline qui devait donc éliminer Kirov afin d'établir son propre pouvoir absolu. Cela faisait partie de la prétendue politique de Staline d'obtenir le pouvoir en se débarrassant des «vieux bolcheviques» qui se trouvaient sur son chemin.

Il s'agit d'un mensonge monstrueux que même les historiens bourgeois, s'ils sont honnêtes, trouvent dur à avaler. J. Arch Getty est un tel historien. Dans son livre *L'origine des grandes purges* (Cambridge, 1985), il donne non seulement un démenti formel à cette accusation, mais dénonce aussi plusieurs pseudo-experts de ces procès - comme Robert Conquest - ou de «vieux bolcheviques» ayant écrit leurs mémoires, pour avoir basé leurs écrits sur des anecdotes et des rumeurs au lieu de faire un usage critique des «comptes-rendus internes des participants ».

La recherche de Getty était basée sur l'examen des comptes rendus du parti de Smolensk en rapport avec la campagne du PCUS de vérification des membres du parti (Proverka) et de purges (Chistka) de 1929, 1933 et 1935, qui avaient pour but d'exclure du parti les éléments indésirables, corrompus et étrangers. Assez correctement, Getty restreint prudemment l'usage du mot «purgé» à ces campagnes et ne l'applique pas aux procès de Moscou de figures éminentes accusées de crimes contre l'État soviétique. Certaines des observations de Getty sont d'un tel intérêt et d'une telle signification qu'il vaut la peine de les reproduire ici: « ... les interprétations basées sur l'usage critique des comptes-rendus internes des participants sont mieux fondées que celles qui reposent sur les mémoires

littéraires de victimes courageuses, mais étrangères au procès ». (Cf. p. 7 de la préface de Getty.) Dans leurs écrits sur les grandes purges, les historiens et journalistes se sont traditionnellement basés sur les mémoires d'émigrés et de dissidents de l'Union soviétique ainsi que sur les récits personnels de victimes de la terreur.

Néanmoins, les historiens sont à bon droit sceptiques vis-à-vis des mémoires et des autobiographies. Louis Gottschalk, le fameux historien de la révolution française, les considérait comme des sources non fiables écrites sur le tard pour une audience de masse par des gens dont les intentions étaient douteuses. (Cf. 1^{re} introduction de Getty, p. II.)

Pour aucune autre période ou aucun autre sujet, les historiens n'ont à ce point été désireux d'écrire et d'accepter une histoire basée sur des anecdotes. De grandes généralisations analytiques se sont faites à partir de bruits de couloir rapportés de seconde main. Des histoires de camps de prisonniers (« mon ami a rencontré la femme de Boukharine dans un camp et elle a dit ... ») sont devenues des sources premières à propos de prises de décisions capitales. Le besoin de généraliser à partir de faits particuliers isolés et non vérifiés a transformé des rumeurs en sources et a mis un signe d'égalité entre répétitions d'histoires et confirmation. En effet, l'expert dominant sur les grandes purges (Robert Conquest) a écrit que « la vérité peut seulement filtrer sous la forme de «on-dit» et que «essentiellement, la meilleure, bien que non infaillible, source d'informations est la rumeur». Tant que des classes inexplorées de sources consistent en archives et matériels de presse, il n'est ni sûr, ni nécessaire de se baser sur la rumeur et l'anecdote. (P. 5.)

Pour comprendre pourquoi quelque chose a eu lieu, il est avant tout nécessaire de savoir ce qui a eu lieu. (P. 9.)

Bien que les grandes purges soient souvent associées avec l'hécatombe des «vieux bolcheviques », le contraire semble avoir été le cas à Smolensk en 1935. (P. 85)

À propos de l'assassinat de Kirov, Getty écrit:

On pense parfois que Kirov était un «modéré» qui s'opposait à la ligne généralement «dure» de Staline sur plusieurs sujets. D'après l'essentiel de la littérature, Staline a tué Kirov pour rendre la voie libre à sa politique de terreur» et donc «on dit qu'il a pris prétexte de l'assassinat de Kirov pour la phase suivante de la «grande purge» dans laquelle il a annihilé les membres de la vieille opposition bolchevique pour leur complicité supposée dans le meurtre de ce dirigeant populaire. (Pp. 92-93.)

Boris Nicolaevsky, écrivant en tant que «vieux bolchévique», est à l'origine de ce conte de fées, qui a été répété des millions de fois depuis par divers écrivains bourgeois et trotskistes, bien qu'à l'époque, Trotski lui-même ne souscrivait pas à ce mensonge. Voici l'observation de Getty sur cette falsification grossière:

Le scénario de Nicolaevsky souffre de plusieurs inconsistances. Premièrement, il n'y a virtuellement aucune évidence qui suggère que Kirov ait favorisé ou prôné une ligne politique spécifique autre que la ligne générale de Staline. Un historien a récemment conclu que de problème existe d'établir dans quelle mesure l'ascension de Kirov et la nouvelle orientation de la politique soviétique étaient connectées. Comme nous l'avons vu, elles sont si souvent entrelacées qu'il est difficile d'isoler une ligne mise en avant par Kirov que l'on puisse distinguer de la ligne officielle. » La rumeur selon laquelle Kirov favorisait un traitement indulgent pour les dissidents par exemple est contredite par des spéculations contemporaines opposées. Trotski, écrivant trois ans après l'assassinat appelait Kirov «un dictateur intelligent et sans scrupules de Léninegrad, un représentant typique de sa corporation », et soutenait que des actes terroristes comme le meurtre de Kirov par «des individus désespérés» de la «jeune génération» «ont une très grande signification». Gregory Tokaev, qui était un des exécutants des politiques de Kirov vis-à-vis de l'opposition, affirma que Kirov «écrasait sans merci» l'opposition à ce moment et était le «premier exécuteur». Un article contemporain dans le journal de Nicolaevsky *Sotsialisticheskii vestnik* (les *Nouvelles socialistes*) appelait Kirov un partisan de la ligne dure. Si Kirov

était doux envers l'opposition, alors l'opposition n'était certainement pas au courant. Les discours publics de Kirov ne reflètent certainement pas une attitude modérée envers les membres de l'opposition. Dans son discours au 17e Congrès, il ridiculisait les membres de l'opposition, mettait en question leur «humanité» et la sincérité de leurs affirmations. Il dénonçait sévèrement Trotski comme un «bavard contre-révolutionnaire» et faisait l'éloge du travail des services secrets, incluant leur usage du travail forcé pour les projets de construction de canaux. Ce fut sur motion de Kirov que le discours de Staline fut pris comme base pour la résolution du congrès. (Pp. 93-94.)

Et plus loin:

Si Staline et Kirov étaient antagonistes, il serait difficile d'expliquer l'ascension constante de Kirov. Staline choisit Kirov pour le poste sensible de chef du parti de Léninegrad et lui faisait confiance pour des missions délicates comme la supervision de récoltes critiques (comme le voyage de Kirov en Asie Centrale en 1934). Kirov fut élu au secrétariat et au Politburo en 1934 et Staline souhaitait qu'il passe au secrétariat du Comité central à Moscou dès que possible. À moins que l'on ne soit prêt à croire que Staline ne contrôlait pas les nominations au secrétariat et au Politburo, on doit bien supposer que Kirov et lui étaient des alliés. (Pp. 94-95.)

²⁵ Pour vous donner un exemple de «l'héroïsme au travail» des accusés: des terroristes trotskistes sont venus de l'étranger en Union soviétique pour commettre des actions terroristes contre les dirigeants du parti et du gouvernement. La section zinoviéviste du «centre uni trotskiste-zinoviéviste» a multiplié ses efforts par cent afin de commettre des actions terroristes avant les trotskistes. Pour la section zinoviéviste du centre terroriste, il s'agissait d'un «point d'honneur» d'exécuter ses actions criminelles avant les trotskistes. Voilà la sorte «d'émulation» et «d'héroïsme au travail» que pratiquaient les accusés.

²⁶ Ils échappèrent aussi à la détection pour la raison qu'un nombre important de membres du parti du P.C.(b)U.S., du fait de leur absorption totale dans le travail économique et enivrés par les succès économiques, devinrent complaisants. Voici comment le camarade Staline s'exprima sur cette question:

La vérité est que, ces dernières années, nos camarades du Parti étaient entièrement absorbés par le travail économique, les succès économiques les exaltaient à l'extrême; devant cette exaltation, ils ont oublié toute autre chose, délaissé tout le reste. La vérité est qu'étant exaltés par les succès économiques, ils y ont vu le commencement et la fin de tout; quant aux problèmes touchant la situation internationale de l'Union soviétique, l'encercllement capitaliste, le renforcement du travail politique du Parti, la lutte contre le sabotage, etc.. ils ont simplement cessé d'y faire attention, estimant que toutes ces questions sont choses de deuxième et même de troisième ordre.

Certes, les succès et les réalisations sont une grande chose. Nos succès dans le domaine de l'édification socialiste sont immenses en effet. Mais les succès, comme tout ce qui existe au monde, ont aussi leurs ombres. Les grands succès et les grandes réalisations font souvent naître chez des hommes peu rompus à la politique, l'insouciance, la bénignité, le contentement de soi, une assurance excessive, la suffisance, la vantardise. Vous ne pouvez nier que, ces derniers temps, les vantards pullulent chez nous. Il n'est pas étonnant que, dans cette ambiance de grands et sérieux succès dans le domaine de l'édification socialiste, des tendances se font jour à la fanfaronnade, à la démonstration pompeuse de nos succès. des tendances à sous-estimer les forces de nos ennemis et à surestimer nos propres forces et, comme conséquence de tout cela, la cécité politique se manifeste.

À ce propos, je dois dire quelques mots sur les dangers liés aux succès, sur les dangers liés aux réalisations.

Les dangers liés aux difficultés, nous les connaissons par expérience. Voilà plusieurs années que nous menons la lutte contre les dangers de ce genre et, il faut le dire, non sans succès. Les dangers

liés aux difficultés font souvent naître chez les gens instables des tendances à l'abattement, au manque de foi en leurs forces des tendances au pessimisme. Et, au contraire, là où il s'agit de vaincre les dangers résultant des difficultés, les hommes se trempent dans cette lutte et en sortent de véritables bolchéviques de silex. Telle est la nature des dangers liés aux difficultés. Tels sont les résultats que donne la lutte menée pour triompher des difficultés.

Mais il est un autre genre de dangers, dangers liés aux succès, liés aux réalisations. Parfaitement, des dangers liés aux succès, aux réalisations. Ces dangers consistent en ceci: chez les hommes peu rompus à la politique et n'ayant pas beaucoup d'expérience, l'ambiance des succès, succès sur succès, réalisation sur réalisation, dépassement de plan sur dépassement de plan, engendre des tendances à l'insouciance et au contentement de soi. crée une atmosphère de solennités, d'apparat et de félicitations mutuelles qui tue le sens de la mesure et émousse le flair politique, désaimante les hommes et les incite à se reposer sur leurs lauriers.

Il n'est pas étonnant que dans cette atmosphère grisante de suffisance et de contentement de soi, que dans cette atmosphère de démonstrations pompeuses et de tapageuses louanges réciproques, les gens oublient certains faits essentiels d'une importance primordiale pour les destinées de notre pays; les gens commencent à ne pas remarquer des choses désagréables comme l'encerclement capitaliste, les nouvelles formes de sabotage, les dangers attachés à nos succès, etc. Encerclement capitaliste? Bah, mais c'est une bagatelle! Quelle importance peut bien avoir un encerclement capitaliste, si nous accomplissons et dépassons nos plans économiques? Nouvelles formes de sabotage lutte contre le trotskisme? Bêtises que tout cela! Quelle importance peuvent bien avoir toutes ces vétilles, si nous accomplissons et dépassons nos plans économiques? Statut du Parti, caractère électif des organes du Parti, devoir pour les dirigeants du Parti de rendre compte de leur mandat devant la masse des militants du Parti. Mais tout cela est-il bien nécessaire? D'une façon générale, est-ce la peine de perdre son temps à ces vétilles, si notre économie croît, et si la situation matérielle des ouvriers et des paysans s'améliore de plus en plus? Bêtises que tout cela! Nous dépassons nos plans, nous avons un Parti qui n'est pas mal; le Comité Central du Parti n'est pas mal non plus. Du diable si nous avons besoin d'autre chose? Drôles de gens que ceux qui siègent là-bas à Moscou, au Comité Central du Parti: ils inventent un tas de problèmes, ils discutent d'on ne sait quel sabotage, ils ne dorment pas eux-mêmes et empêchent les autres de dormir. ..

Voilà un exemple démonstratif de la facilité et de la «simplicité» avec laquelle certains de nos camarades sans expérience, emportés par le vertige des succès économiques, contractent la cécité politique.

Tels sont les dangers liés aux succès, aux réalisations.

Voilà ce qui fait que nos camarades du Parti, s'étant laissés emporter par les succès économiques, ont oublié les faits d'ordre international et intérieur, dont l'importance est essentielle pour l'Union soviétique et n'ont pas remarqué tout un ensemble de dangers qui entourent notre pays.

Telles sont les racines de notre insouciance, de notre amnésie, de notre bénignité, de notre cécité politique. Telles sont les racines des défauts de notre travail économique et du Pa11i. (Staline 3-3-1937, pp. 138-141.)

²⁷ D'après le témoignage de l'accusé Bessonov au troisième procès, Trotski devait arriver à un accord avec les services secrets allemands et japonais pour mener une lutte commune contre le pouvoir soviétique et l'U.R.S.S. Bessonov affirma que cet accord avait été conclu sur base des cinq points suivants:

(a). Sabotage mutuel de toutes les relations officielles entre l'U .R.S.S. et l'Allemagne. Il ne s'agit de rien de moins que de la provocation dans les relations internationales de l'U.R.S.S. afin de provoquer des conflits au service des impérialistes.

(b). Complète collaboration entre les organisations trotskistes en U.R.S.S. et les espions et agents

secrets allemands afin de miner la puissance militaire et économique de l'U.R.S.S. pour assurer sa défaite dans une guerre.

(c). Le fascisme allemand devait fournir de l'aide pour un coup d'État en U.R.S.S., son but étant de transmettre le pouvoir au bloc de la droite et des trotskistes.

(d). Le 4e point consistait en l'accélération de l'intervention étrangère suivi par la conclusion de la paix avec le nouveau gouvernement - un gouvernement trotskiste - que les trotskistes espéraient établir.

(e), Et, finalement, la sécession de l'Ukraine de l'U.R.S.S. en faveur de l'Allemagne, la sécession de la région maritime en faveur du Japon, la sécession de la Biélorussie en faveur de la Pologne et le démembrement de l'U.R.S.S. en séparant d'elle des régions et des républiques et en les mettant à la disposition des impérialistes

^{xxviii} Voici une autre preuve cruciale, fournie par un autre ingénieur américain, John Scott, qui a travaillé plusieurs années à Magnitogorsk. Scott n'était pas un communiste. En fait, il était un critique du bolchevisme et le disait. Cela ne donne que plus de poids à son récit, donné dans son livre *Au-delà de l'Oural*. Le récit donné par Scott de ce qu'il a vécu lorsqu'il travaillait dans cette gigantesque entreprise d'une énorme importance, le complexe de Magnitogorsk, permet de comprendre l'immense ampleur des tâches de la construction socialiste face à l'opposition d'éléments de classe hostiles, ainsi que des saboteurs contre-révolutionnaires qui avaient infiltré le système soviétique au moyen de leurs talents, de leur intelligence, de leur dynamisme et de leur ardeur au travail, se faisant passer pour des prolétaires - parvenant ainsi à occuper de hautes positions de responsabilité et d'autorité dans le parti, le gouvernement et l'administration économique.

Le récit de Scott révèle aussi que la majorité de ces contre-révolutionnaires étaient des espions potentiels de diverses puissances impérialistes. Il était à l'époque difficile de distinguer les contre-révolutionnaires conscients d'un côté et les bureaucrates corrompus de l'autre. Voici ce que John Scott avait à dire à propos de Magnitogorsk:

Shevchenko était directeur en 1936 des usines de gaz avec leurs 2 000 travailleurs industriels. C'était sûrement un homme extrêmement énergique et fier, souvent rude et vulgaire. Néanmoins, Shevchenko n'était pas un mauvais directeur. Les travailleurs le respectaient et se dépêchaient d'obéir à ses ordres. Schevchenko venait d'un petit village ukrainien. En 1920, alors que l'armée blanche de Denikine occupait la région, le jeune Shevchenko - il avait 19 ans à l'époque - s'enrôla dans la milice. Plus tard, Denikine fut repoussé et l'Armée Rouge reprit le contrôle de la région. Shevchenko fut guidé par son instinct de conservation à nier son rôle et émigra vers une autre partie du pays, où il trouva du travail dans une usine. Grâce à son énergie, l'ancien milicien et instigateur de pogroms, subit rapidement une transformation extraordinaire et devint un responsable syndical avec des qualités prometteuses. Montrant un grand enthousiasme prolétarien, il travailla bien et n'hésita jamais à tirer parti de tous les moyens pour faire avancer sa carrière, aux dépens de ses camarades si nécessaire. Il joignit ensuite le parti, l'Institut des directeurs rouges, obtint diverses positions importantes à la tête des syndicats et fut finalement envoyé à Magnitogorsk en 1931 comme assistant du directeur de construction.

En 1935, un travailleur arriva d'un village ukrainien et commença à donner des informations sur les activités de Schevchenko en 1920. Schevchenko lui graissa la patte et obtint pour lui une bonne position. Mais les histoires avaient pris racine.

Un soir, Schevchenko organisa une fête sans précédent à Magnitogorsk. Le maître de maison et ses

compagnons mangèrent et firent la fête toute la nuit ainsi qu'une bonne partie de la nuit suivante.

Un beau jour, Schevchenko fut renvoyé, de même qu'une demi-douzaine de ses subordonnés immédiats. Quinze mois plus tard, Schevchenko passa en jugement et fut condamné à dix ans de travaux forcés.

Shevchenko était un demi-bandit, un opportuniste malhonnête sans le moindre scrupule. Ses idéaux n'avaient rien à voir avec ceux des fondateurs du socialisme. Néanmoins, il n'était certainement pas un espion au service du Japon comme ses juges l'ont prétendu. Il n'avait pas d'intention terroriste envers le gouvernement et les dirigeants du parti. Finalement, il n'avait pas provoqué l'explosion. (On fait ici référence à une explosion qui a eu lieu en 1935 et a tué 4 travailleurs).

À peu près 20 personnes faisaient partie de la clique de Schevchenko. Ils ont tous été condamnés à de lourdes peines. Certains d'entre eux étaient des opportunistes et des capitaines d'industrie. D'autres étaient vraiment des contre-révolutionnaires cherchant délibérément à faire tout ce qui était possible pour renverser le pouvoir soviétique. Mais d'autres avaient simplement eu la malchance de travailler sous les ordres d'un patron qui avait attiré l'attention du KVD. Nicholas Michaelovitch Udine, un collègue de Schevchenko, était l'aîné d'une famille ukrainienne. Il avait le sentiment que l'Ukraine avait été conquise et que ses nouveaux maîtres la menaient à la ruine. Il pensait que le système capitaliste était meilleur que le socialisme. C'était un homme qui aurait pu aider les Allemands à «libérer» l'Ukraine en 1941. Il fut lui aussi condamné à dix ans de travaux forcés. (Scott, *Au-delà de l'Oural*, ed. Marguerat, Lausanne 1945 pp. 170-175.)

Plus loin:

Nombreux étaient les bureaucrates qui tremblaient à l'époque des purges. Des officiels, des directeurs, des gens qui n'étaient jamais auparavant arrivés au travail avant 10 heures, y arrivaient maintenant à 4h30. Précédemment, ils ne s'étaient jamais préoccupés des erreurs, des plaintes ou des difficultés. À présent, ils étaient à leur poste de l'aube jusqu' à la tombée de la nuit. Avec un zèle sincère, ils se forçaient à prendre soin de remplir le plan, de faire des économies, de promouvoir le bien-être de leurs travailleurs. (*Ibid.*, p. 189.) Alexis Ivanovich Poushnov, le chef du NKVD à Magnitogorsk en 1937, fut lui-même arrêté en 1939. Il était accusé d'ardeur excessive dans les purges de la population du village ... (*Ibid.*, p. 189.)

Scott fait aussi remarquer que, loin d'avoir eu un «effet négatif », comme le prétend la propagande impérialiste. les purges représentèrent une grande mobilisation politique des masses, ce qui renforça la conscience anti-impérialiste et antifasciste de la classe ouvrière, obligea les bureaucrates à améliorer leur travail et contribua à améliorer l'efficacité et la productivité. En fait, il est évident, d'après le récit de Scott, que les purges faisaient partie intégrante de la préparation des masses à la résistance à la guerre qui était alors dans l'air, ce qui réfute les affirmations, faites par Khrouchtchev, les trotskistes et autres bouffons, selon lesquelles Staline n'avait pas préparé le pays à la guerre à venir. Voici ce que dit Scott:

La production en général s'est accrue entre 1938 et 1941. Fin 1938, l'effet contre-productif des purges avait pratiquement disparu. Les industries de Magnitogorsk produisaient plus que leur capacité. Dans toutes les usines, chaque travailleur était conscient de la tension qui régnait dans toute l'U.R.S.S. depuis Munich. «L'attaque capitaliste contre l'Union soviétique qui est en préparation depuis des années peut être lancée à tout moment», répétaient la radio, la presse, les enseignants. les orateurs, le parti, les syndicats. Chaque année, le budget de la défense nationale était doublé. Des réserves énormes d'armements, de machines, de carburant et de nourriture étaient stockées. L'Armée Rouge

passa de 2 millions d'hommes en 1938 à 6 ou 7 millions au printemps 1941. Les usines de matériel roulant et de constructions mécaniques dans l'Oural, l'Asie Centrale et la Sibérie travaillaient plus intensément. Tout cela absorba le petit excès de production dont les travailleurs avaient commencé à bénéficier entre 1935 et 1938 sous forme de bicyclettes, de montres, de radio et de nourriture de meilleure qualité. (*Ibid.* p. 242.)

En 1942, la région industrielle de l'Oural devint le cœur de la résistance soviétique. Ses mines, ses usines, ses dépôts, ses champs et ses forêts fournirent à l'Armée Rouge des quantités énormes de matériel militaire ainsi que les produits nécessaires pour entretenir les divisions motorisées de Staline. Au centre de l'immense Russie, une zone de 800 km carrés contenait d'énormes réserves de fer, de charbon, de cuivre, d'aluminium, de plomb, d'asbeste, de manganèse, de potassium, d'or, d'argent, de platine, de zinc et de pétrole. Avant 1930, ces trésors étaient à peine exploités. Pendant les dix années qui ont suivi, des usines ont été construites. Elles ont rapidement démarré leurs activités. Tout cela était dû à la sagacité politique de Joseph Staline, à sa persévérance et à sa détermination. Il avait surmonté toutes les résistances afin de réaliser son programme. en dépit de dépenses fantastiques et de difficultés extraordinaires. Il souhaitait avant tout créer une industrie lourde puissante. Il la situa dans l'Oural et en Sibérie, à des milliers de kilomètres de la frontière la plus proche, hors de portée de tout ennemi. De plus, la Russie ne serait plus jamais dépendante d'une puissance étrangère pour pratiquement tout son caoutchouc, ses produits chimiques, ses outils, ses tracteurs, etc. Elle produirait tout cela elle-même, assurant ainsi son indépendance technique et militaire.

Boukharine et beaucoup d'autres anciens bolcheviques ne partageaient pas cette opinion. Avant de lancer cet audacieux programme d'industrialisation, ils voulaient assurer la fourniture de biens de consommation au peuple. L'un après l'autre, ces dissidents furent réduits au silence. Les vues de Staline l'emportèrent. En 1932, 56% du revenu national russe fut mis en réserve afin de supporter ces grandes dépenses. C'était un effort financier extraordinaire. Aux États-Unis, 70 ans auparavant, on n'avait investi que 12% du revenu national annuel dans les grandes entreprises industrielles. De plus, l'essentiel du capital avait été fourni par l'Europe, tandis que la Chine, l'Irlande, la Pologne etc. exportaient de la main-d'œuvre. L'industrie soviétique fut créée pratiquement sans aucun capital étranger. (*Ibid.*, pp. 244-245.)

Voici une autre preuve révélant l'infiltration de l'appareil soviétique au plus haut niveau par des contre-révolutionnaires qui, tout en occupant des postes à responsabilité dans le parti et l'administration, étaient liés à divers groupes d'opposition clandestins travaillant au renversement du gouvernement soviétique.

En 1948, le colonel Tokaev, un brillant ingénieur aéronautique, haut placé dans le régime soviétique, fit défection à l'Ouest. Il écrivit un livre intitulé *Camarade X* -le nom qu'il utilise dans son livre pour cacher l'identité d'un membre éminent du parti qui a organisé une opposition clandestine au régime soviétique, et pour lequel Tokaev a travaillé depuis le début de sa carrière au milieu des années 30. En 1946, après la défaite de l'Allemagne nazie. Tokaev devint le conseiller scientifique de Joukov en Allemagne et fut, selon lui, chargé d'enrôler des scientifiques allemands pour travailler sur des missiles à très longue portée en U.R.S.S. - une tâche qu'il fit échouer avant de fuir à l'Ouest. Bien sûr, tout n'est pas crédible dans le livre de Tokaev. Ce qui ne peut pas être nié cependant, est son récit de l'existence d'une opposition clandestine contre-révolutionnaire (à laquelle, comme on pouvait s'y attendre, Tokaev se réfère comme les «démocrates révolutionnaires»), qui est parvenue à infiltrer l'appareil du parti et du gouvernement à tous les niveaux et à causer des dommages considérables à l'économie. Ce qui transparaît aussi du récit de Tokaev est l'affinité entre les différentes tendances contrerévolutionnaires - des nationalistes bourgeois aux boukhariniens et aux trotskistes.

Tokaev nous décrit une rencontre secrète tenue dans une ville de Crimée par son groupe peu après la publication de la constitution de Staline. Cette rencontre, affirme Tokaev, fait l'analyse suivante des différences entre Staline et Boukharine:

Staline avait pour but la dictature d'un seul parti et une centralisation complète. Boukharine envisagea plusieurs partis et même des partis nationalistes et était partisan d'un maximum de décentralisation. Il estimait qu'il fallait donner plus d'autorité aux différentes républiques constituantes et pensait que le plus important pour elles serait de contrôler leurs propres relations extérieures. En 1936, Boukharine approchait le point de vue social-démocrate de l'aile gauche des socialistes occidentaux. Cependant, nous étions encore en désaccord profond avec lui sur de nombreuses questions. (P. 4.)

Tokaev décrit de façon vivante <d'atmosphère lourde> et les «manières ultra-conspirationnelles » avec lesquelles l'opposition contre-révolutionnaire en U.R.S.S. devait travailler. Pour garder intacte leur couverture et leurs hautes positions, ils devaient publiquement affirmer leur soutien aux politiques du parti, y compris la suppression de l'opposition contre-révolutionnaire, tout en organisant dans le même temps l'opposition clandestine destinée à renverser le régime soviétique. Lors d'une réunion du parti, Tokaev fut obligé de soutenir la décision de Vychinski d'enquêter sur les activités de Boukharine, Rykov, Tomski et Ouglanov » et de dire que « des peuples de l'Union soviétique et notre parti ont le droit de connaître les intrigues de Boukharine et de Rykov ... » Pourtant, avant la fin du mois, Tokaev «présenta un long rapport clandestin sur la situation politique et les perspectives de poursuite de la lutte dans le Sud, en particulier dans la flotte de la mer Noire et dans la base navale et militaire de Sébastopol. C'était une conférence très fermée, qui se déroulait sous le nez de Yezhov et Malenkov, et le camarade X la présidait. .. » (P. 61.)

Tokaev poursuit: «Après la fin du meeting, le camarade X m "informa que Boukharine était non seulement au courant de mon discours contre lui à rassemblée du parti, mais qu'il avait aussi été informé du travail de Demokratov en Crimée. Quelques jours plus tard, le 4 septembre, j' ai aussi appris qu'avant d'être renvoyé de la Commission rédigeant la constitution, Boukharine avait étudié le projet alternatif rédigé par Demokratov (c'est le pseudonyme d'un des dirigeants du groupe contre-révolutionnaire de Tokaev) et que parmi les documents se trouvaient maintenant un certain nombre d'observations importantes basées sur notre travail.» (p. 61) #

Tokaev nous informe qu'en 1938, «des cercles proches du camarade X avaient été presque complètement éliminés. La plupart d'entre eux avaient été arrêtés en connexion avec la «déviation de droite». En fait, les membres du groupe du camarade X n'étaient pas des déviationnistes de droite, mais une opposition militaire de droite, ce qui n' est pas du tout la même chose.» (P. 84.)

Cela peut ne pas être la même chose. Ce qui compte, c'est que tous ces divers groupes et tendances contre-révolutionnaires furent unis dans leur haine du régime bolchevique, organisèrent des activités clandestines dans le but de le renverser et collaborèrent dans ces activités les uns avec les autres à différents niveaux.

D'après Tokaev, le groupe de Boukharine est parvenu à publier l'essentiel du programme en 1928. Il se présentait comme suit:

- (1) Ne pas arrêter la NEP, mais la poursuivre pendant au moins dix ans;
- (2) Limiter la vente obligatoire de produits agricoles à l'État et autoriser des prix de marché libre;
- (3) Réduire le monopole d'État du commerce;

(4) Tout en poursuivant l'industrialisation, se souvenir que la révolution a été faite pour les gens ordinaires et que, dès lors, il faut donner beaucoup plus d'énergie pour l'industrie légère - le socialisme est construit par des hommes heureux et bien nourris et pas par des mendiants affamés;

(5) Arrêter la collectivisation forcée de l'agriculture et la destruction des koulaks. (P. 86.)

Il poursuit:

L'opposition *clandestine* à laquelle j'appartenais a repris du travail actif en 1938 ... Des contacts à l'intérieur du Kremlin nous furent essentiels ... Gardinashvili (l'assistant de Beria) m'a aidé à devenir un visiteur fréquent de soirées privées où j'ai eu la possibilité d'avoir une bonne idée de ce que les dirigeants de l'oligarchie savaient et pensaient ... » (Chapitre 15.)

En avril (1939), nous avons tenu un congrès de dirigeants de l'opposition clandestine pour passer en revue la situation dans le pays et à l'étranger. À part les démocrates révolutionnaires, étaient présents deux socialistes et deux opposants de l'aile droite militaire, dont l'un se proclamait un décentraliste-démocrate populaire. La rencontre était dirigée par Belinsky, derrière qui se trouvait le camarade X. Nous avons passé une résolution qui définissait pour la première fois le stalinisme comme un fascisme contre-révolutionnaire, une trahison fasciste de la classe ouvrière. Je ne sais pas si le lecteur peut comprendre la gravité de l'accusation, la haine qui nous a poussés à la lancer.

La résolution fut immédiatement communiquée à des personnalités éminentes du parti et du gouvernement et des conférences semblables furent organisées dans d'autres centres ... (P. 156.)

Et:

Notre but cette fois n'était pas seulement d'avoir des discussions. Nous avons fait un pas décisif supplémentaire: nous voulions évaluer les chances d'une insurrection armée contre Staline dans un avenir immédiat. (*Ibid.*)

Après ce «congrès », Tokaev fut envoyé par son groupe contre-révolutionnaire à Léninegrad où il resta dans l'hôtel de l'Armée Rouge et «rencontra un officier de haut rang dont le nom clandestin était Smolinsky. »CP. 156.)

Lors de cette rencontre, Tokaev suggéra que Jdanov soit assassiné comme Kirov l'avait été en 1934:

... Pensez-vous que, dans les conditions actuelles, nous devrions éliminer certains tyrans? Ne devrions-nous pas répéter en 1939 les coups de feu de 1934? (P. 157.)

Tokaev nous informe que, comme le terrorisme ne faisait pas partie du programme de son groupe, sa suggestion, faite dans l'excitation du moment, fut rejetée, du moins veut-il nous le faire croire. Ce qui est intéressant cependant est qu'il admet que « .. il y a eu plusieurs actes de terrorisme, réussis ou non, contre le régime de Staline », ajoutant de façon peu convaincante, «aucun d'entre eux ne fut l'œuvre des hommes groupés autour du camarade X.»(P. 157.)

La victoire soviétique dans la Seconde Guerre mondiale amena le prestige du PCUS et de Staline à son apogée, ce qui créa bien sûr une situation presque impossible pour les contre-révolutionnaires opposés au régime:

En 1945, le danger d'être mal compris était si grand que je fus amené à dire que nous, antistaliniens,

601

ferions mieux de maintenir un profil bas et d'attendre des jours meilleurs.

En résumé, comme la guerre touchait à sa fin, ceux d'entre-nous qui étaient encore antistaliniens et avaient gardé le sens des faits objectifs, se retrouvèrent de plus en plus isolés. L'officier de la force aérienne qui en 1941 avait essayé de me faire participer à un coup d'État contre Staline essaya tout aussi passionnément en 1944 de me convaincre qu'il n'y avait à présent plus de raisons de s'opposer au pouvoir de Staline ... En 1943 et 1944, je ne pense pas qu'il y avait la moindre trace d'opposition en U.R.S.S. Des hommes qui s'étaient opposés à Staline étaient honteux de ce qu'ils avaient fait ... (Pp. 252-253.)

Terminons avec quelques citations d'Alexandre Zinoviev, qui en 1939 était un brillant étudiant du secondaire âgé de 17 ans. Dans son livre, publié en 1990, il affirme:

J'étais un antistalinien convaincu depuis l'âge de 17 ans. L'idée de l'assassiner imprégnait mes pensées et mes sentiments. Nous étudiâmes les possibilités « techniques » d'un assassinat. Nous allâmes jusqu'à faire des préparatifs pratiques. (*Les confessions d'un homme de trop*, éd. Olivier Orban, Paris, 1990.)

Zinoviev poursuit:

L'idée d'assassiner Staline imprégnait mes pensées et mes sentiments. J'étais déjà enclin au terrorisme ... Nous étudiâmes les possibilités d'un assassinat: lors d'une parade sur la Place Rouge, nous pourrions provoquer une panique artificielle qui me permettrait, armé d'un pistolet et de grenades, de me rapprocher des dirigeants.

Il affirme: «le me considère comme un néo-anarchiste.» (P. 126.) Il lut attentivement les écrits de Bakhounine et de Kropotkine, et ensuite ceux de Zheliabov et des populistes (pp. 110 et 118). «L'idée de la dictature du prolétariat était une ineptie.» (P. 115.)

S'ils m'avaient condamné à mort en 1939, ajoute Zinoviev, cette décision aurait été juste. J'avais conçu le plan de tuer Staline et c'était bien un crime. (P. 120.)

En 1993, se rendant compte de l'erreur de son parcours, Zinoviev fit dans une interview l'observation remarquable suivante:

Quand Staline était en vie, je voyais les choses différemment. Mais maintenant que je peux avoir une vue d'ensemble sur le siècle écoulé, je dis: Staline était la plus grande personnalité de notre siècle, le plus grand génie politique. Adopter une attitude scientifique vis-à-vis de quelqu'un est quelque chose de différent de l'attitude personnelle. (Interview dans *Humo*, 25 février 1993, pp. 48-49.)

^{xxix} L'histoire des révolutions n'a, jusqu'à présent, jamais produit, et ne produira jamais, un seul cas où des révolutionnaires meurent en se prétendant contre-révolutionnaires afin de discréditer quelqu'un d'autre. Des révolutionnaires sont morts dans le passé, et mourront dans l'avenir, afin de faire progresser la cause dans laquelle ils croient. Mais en mourant pour leur cause, ils mourront en héros et pas en criminels. L'absurdité mise en avant par le groupe Que Faire est «digne» de la considération sérieuse d'un psychiatre bourgeois et pas de révolutionnaires sérieux.

^{xxx} Il serait déplacé de donner ici les raisons de la dégénérescence de Kautsky. Nos camarades devraient lire les ouvrages de Lénine *L'État et la révolution* et *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* afin de se familiariser avec ces raisons.

^{xxx} Pour exposer la dualité du trotskisme, le camarade Staline au 16e Congrès du parti en 1930 a fait remarquer que cette dualité «explique le fait que le trotskisme (les capitulards masqués) couronne d'habitude ses attaques "furieuses" contre les déviationnistes de droite en entrant dans un bloc avec ces capitulards sans masque. »

^{xxxii} Dans son message au Comité central du Parti Communiste d'Espagne adressé au camarade Jose Diaz, le camarade Staline affirme:
Les travailleurs d'Union soviétique remplissent simplement leur devoir en donnant toute l'assistance qu'ils peuvent aux masses révolutionnaires d'Espagne. Ils ont pleinement conscience que la libération de l'Espagne du joug des réactionnaires fascistes n'est pas l'affaire privée des Espagnols, mais la cause commune de toute l'humanité progressiste.

^{xxxiii} Voir la 5^e partie de cet ouvrage.

^{xxxiv} Wuhan: la ville triple de Wuchang-Hankou-Hanyang.

^{xxxv} Lénine, Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale, *Œuvres*, tome 31. pp. 145-152.

^{xxxvi} Dans un article sur le développement de la révolution chinoise de 1925-1927, A. Martynov (un ancien menchevik qui avait été admis au sein du P.C.R.(b) lors du 12e Congrès du Parti), avançait la thèse selon laquelle la révolution en Chine pouvait évoluer pacifiquement d'une révolution bourgeoise-démocratique vers une révolution prolétarienne. Le bloc antisoviétique de Trotski-Zinoviev essaya de rejeter la responsabilité de la thèse incorrecte de Martynov sur la direction du Comintern et du P.C.U.S

^{xxxvii} Cette partie du pamphlet de Tchen Po-ta a été écrite en 1949.

^{xxxviii} Staline, *La révolution chinoise et les tâches de l'Internationale communiste*.

³⁹ Précisément parce que l'opposition trotskiste en U.R.S.S. reflétait les sentiments des classes non prolétariennes qui étaient mécontentes de la dictature du prolétariat. Les ennemis de la dictature du prolétariat ont accumulé les éloges sur l'opposition dont voici quelques exemples. Citons ce que Dan, le dirigeant des sociaux-démocrates «russes». le dirigeant des mencheviques «russes» qui prônait la restauration du capitalisme en U.R.S.S., devait dire sur l'opposition:

Par leur critique du système existant qui répète presque mot pour mot la critique social-démocrate, l'opposition bolchevique prépare les esprits ... à l'acceptation de la plate-forme positive de la social-démocratie ... Non seulement parmi les masses des travailleurs. mais aussi parmi les travailleurs communistes, l'opposition sème des idées et des sentiments qui, s'ils sont soigneusement manipulés, peuvent facilement porter des fruits social-démocrates, (*Sotsialisticheskij Vestnik*, n° 17-18.)

Voici ce que *Posledniye Novosti*, l'organe central du parti bourgeois contre-révolutionnaire de Milyukov, dit de l'opposition:

Aujourd'hui, l'opposition mine la dictature, chaque nouvelle publication de l'opposition contient des mots de plus en plus «terribles », l'opposition elle-même évolue dans la direction d'assauts de plus en plus violents contre le

système en place; et ceci nous est suffisant aujourd'hui pour l'accepter avec gratitude comme le porte-parole de larges sections de la population mécontente politiquement. (*Posledniye Novosti*, n° 1990.)

Et plus loin:

L'ennemi le plus formidable du pouvoir soviétique aujourd'hui est celui qui rampe sur lui de façon inconsciente, qui le prend dans ses tentacules de tous les côtés et le détruit avant qu'il ne se rende compte qu'il a été détruit. C'est précisément ce rôle - inévitable et nécessaire dans la période préparatoire dont nous n'avons pas encore émergé - que l'opposition soviétique est en train de jouer. (*Posledniye Novosti*. n° 1983.)

Tout commentaire est superflu.

⁴⁰ L'anthologie des écrits de Staline sur la collectivisation n'est pas reproduit ici.

⁴¹ Certains camarades diront: dans les conditions de l'Europe, largement vouée à l'agriculture capitaliste à grande échelle, quelle est la signification et la nécessité de discuter en longueur de questions relatives à la collectivisation? Pourquoi perdre du temps à de telles questions? Une telle approche est fautive d'abord parce que le processus d'élimination de l'agriculture paysanne individuelle et à petite échelle n'a pas été suffisamment loin, même en Europe occidentale. Pour ôter aux questions de la collectivisation leur importance et leur pertinence. Deuxièmement, du point de vue de la stratégie globale du prolétariat mondial, les questions de la collectivisation et de l'attitude envers la paysannerie sont d'une importance vitale. Près des deux tiers de la population mondiale vit dans des pays essentiellement agraires. Pour obtenir la victoire dans ces pays, le prolétariat de ces pays doit avoir un programme défini pour gagner la paysannerie à la révolution, à sa consolidation, à la construction du socialisme et au progrès vers le communisme. De ce point de vue, la question de la collectivisation, qui n'est qu'une partie du problème général de la construction du socialisme, devient très importante. Pour nous, en Grande-Bretagne, il est de notre devoir d'étendre notre solidarité aux camarades d'autres pays qui ont appliqué ou appliquent avec succès le marxisme-léninisme en matière de collectivisation, car leur succès rend également notre succès plus proche. C'est pourquoi nous faisons de notre mieux pour contrer les enseignements contre-révolutionnaires du trotskisme sur tous les problèmes, et en particulier sur celui de la collectivisation.

⁴² J'ai traité de la plupart de ces attaques dans ma préface à une anthologie de discours de Staline publiée sous le titre «Sur le mécanisme de la lutte de classe sous la dictature du prolétariat ». Cette préface, publiée ailleurs dans ce volume, contient une section spéciale sur des attaques semblables du professeur Thomson contre Staline et le P.C.U.S

⁴³ La section agraire fut rédigée par Lénine.

⁴⁴ Voir par exemple, *Beijing Review*, 1975, N°22, Armes idéologiques pour restreindre la droite bourgeoise.

⁴⁵ Cette préface est publiée ailleurs dans ce volume.

⁴⁶ Le parti bolchevik n'a pas «choisi». Ce «choix» a été imposé par les conditions internes et externes de la révolution d'Octobre. «Le sauvetage de la Russie ne réside pas seulement dans une bonne récolte - ce n'est pas suffisant - et pas seulement dans le bon état de l'industrie légère, qui fournit à la paysannerie les biens de consommation; cela non plus n'est pas suffisant. Nous avons aussi besoin d'une industrie LOURDE. Et la mettre en bon état nécessitera des années de travail.» Et plus loin: «À moins que nous ne sauvions l'industrie lourde, nous ne serons pas capables de construire une quelconque industrie; et sans cela, nous ne sauvegarderons pas notre indépendance.» (Lénine)

⁴⁷ Nous avons l'habitude de dire que l'industrie est le fondement principal de toute notre économie nationale, y compris l'agriculture, qu'elle est la clef de la reconstruction de notre système agricole, arriéré et dispersé, sur une base collective. C'est parfaitement vrai. Nous ne pouvons pas abandonner cette position. Mais il faut aussi se souvenir que, si l'industrie est le fondement principal, l'agriculture constitue la base du développement industriel, à la fois comme marché qui absorbe les produits industriels et comme fournisseur de matières premières et alimentaires, ainsi que comme une source de réserves d'exportation essentielle afin d'importer des machines pour les besoins de l'économie nationale. Pouvons-nous faire progresser l'industrie tout en laissant l'agriculture dans un état d'arriération technique complète, sans donner à l'industrie une base agricole, sans reconstruire l'agriculture et l'amener au niveau de l'industrie? Non, c'est impossible. D'où la tâche de fournir à l'agriculture une quantité maximale d'instruments et de moyens de production essentiels afin d'accélérer et de promouvoir sa reconstruction sur une nouvelle base technique. Mais pour l'accomplissement de cette tâche, un taux rapide de développement de notre industrie est nécessaire. (Staline, «L'industrialisation du pays et la déviation de droite dans le P.C.(b)U.S. », discours présenté au Plenum du CC, P.C.(b)U.S., 19 novembre 1928.)

⁴⁸ Voici les chiffres de la production industrielle à grande échelle entre 1913 et 1937 en milliards de roubles, en prix de 1926-27:

Année	Biens de production	Biens de consommations
1913	4,7	6,3
1917	3,7	3,2
1920	0,9	0,8
1928	7,8	9,0
1932	21,7	17,2
1937	53,3	36,9

⁴⁹ Les auteurs bourgeois interrompent d'habitude cette citation à cet endroit, la détachant ainsi de son contexte, dans le seul but de mettre en évidence le prétendu nationalisme de Staline et son manque d'internationalisme prolétarien. Pour dévoiler cette fraude plutôt stupide, nous avons reproduit la citation en entier.

⁵⁰ Cela peut sembler une découverte à nos «marxistes» du Groupe d'étude de la politique chinoise, mais c'est néanmoins un fait que même *l'Encyclopédie des enfants*, ouvertement bourgeoise, publiée en 1948 en Grande-Bretagne contient, sur la vie soviétique, des vérités bien connues comme celles qui suivent:

Le deuxième plan fut encore plus impressionnant que le premier, mais avait un but moins austère. Le bien-être du peuple devait être doublé et les fermiers collectifs devaient devenir aisés ... la production alimentaire et toute la production en général devaient augmenter afin d'assurer les besoins des travailleurs. En gros, la Russie avait pour but de doubler sa production de 1932 ... Le nombre de nouveaux hôpitaux, homes pour personnes âgées, écoles, crèches, bibliothèques, clubs, centres sportifs etc. s'était accru. La consommation de viande, lait, œufs, graisse, sucre, vêtements et chaussures avait plus que doublé ... Aujourd'hui, les travailleurs regardent la machine non pas comme une cause de chômage, mais comme libératrice de l'humanité, car les machines remplacent de plus en plus le travail humain, la population récolte la récompense en termes de plus de biens de

consommation, de salaires plus élevés de meilleures conditions de travail, de journées de travail plus courtes. Mais une liberté politique absolue dans notre sens du mot, est toujours inconnue en Russie. Il ne manque probablement pas au Russe quelque chose qu'il n'a jamais eu. Mais il a des libertés sociales et économiques qui veulent dire beaucoup. Il a la liberté de se considérer comme l'égal de tous. Seul le service à la communauté détermine la position sociale. S'il est trop âgé pour travailler, il est mis à la pension; s'il est malade, on prend soin de lui. Ses enfants sont éduqué par l'État jusqu' à leurs 17 ans ... Il fut démontré que cet amour sincère de leur pays était inné à chaque Russe, citoyen comme paysan, quand les hordes nazies ont envahi leur pays en 1941. Ses forces armées se sont battues à mort, les ouvriers des usines ont travaillé sans répit et les paysans n'ont pas hésité à détruire tout ce qui avait de la valeur devant l'avance nazie.

Mettant de côté les calomnies habituelles sur le manque de liberté sous la dictature du prolétariat et «J'amour de Russes pour ce manque de liberté», les paragraphes cités dépeignent indéniablement la vérité sur le bien-être spirituel et matériel du peuple soviétique à cette époque. Ils reflètent fidèlement l'enthousiasme et la joie du peuple soviétique et leur amour du pays du socialisme, du parti de Lénine et de Staline, qui contredit totalement l'assertion de nos «marxistes» décrivant la paysannerie soviétique comme «une force désenchantée».

⁵¹ «L'histoire du parti communiste (bolchevik) de l'Union soviétique», écrite par le camarade Staline, fait partie du recueil des *Œuvres complètes*.

⁵² Une autre preuve du fait que les calomnies du Groupe d'étude de la politique chinoise contre Staline et le P.C.(b)U.S. ne sont rien d'autre que des calomnies fut la publication au milieu des années 70, par les Editions en Langues Etrangères de Pékin, des écrits du camarade Staline *Sur l'opposition*, qui fournissent tous des arguments contre le Groupe d'étude de la politique chinoise.

⁵³ En Russie, les mencheviks représentaient une tendance petite-bourgeoise au sein du mouvement ouvrier et s'opposaient au bolchvisme-Léninisme révolutionnaire. Ils s'opposaient au marxisme. qu'ils révisèrent, l'expurgeant de son essence révolutionnaire

⁵⁴ Le fait qu'il arriva occasionnellement aux gens du CFB de mener des batailles verbales contre le trotskisme ne les empêcha en aucun cas d'être eux aussi des trotskistes. Comme ra montré cette préface, toutes les attaques du CFB contre Staline ont été empruntées dans l'arsenal trotskiste.

⁵⁵ Les attaques du professeur George Thomson ont été abordées de façon plus détaillée dans la préface aux *Œuvres* de Staline «sur la collectivisation », qui est reproduite plus haut dans le présent ouvrage.

⁵⁶ Voir la série «Quelques questions concernant la lutte du trotskisme contre-révolutionnaire contre le léninisme révolutionnaire », publiée dans ce même ouvrage immédiatement à la suite de la préface.

⁵⁷ Cette calomnie n'a nullement empêché M. F d'affirmer, dans MLQ n° 2 que Staline «croyait qu'il était possible de construire le communisme dans un seul pays ». Qui donc est ce monsieur M. F? Soit Staline croyait que la société soviétique se dirigeait vers le communisme, auquel cas c'était une société de transition, un État de transition, soit il croyait qu'elle n'allait pas dans cette direction, c'est-à-dire que c'était un «establishment socialiste», «un système complet tout à fait distinct d'une société transitionnelle»?

⁵⁸ Le dictionnaire anglais ne reprend pas ce terme. Je l'ai utilisé uniquement pour montrer que, non seulement, monsieur M. F enrichit et fait progresser le marxisme, mais qu'il enrichit et fait également progresser la langue anglaise.

⁵⁹ À l'instar de M. F, nous ne sommes pas du tout certain que Staline ait reconnu les «contractions» de classe dans tous les sens du terme. Si, toutefois, M. F entend par là contradictions de classe, Staline les reconnaissait certainement, comme on l'a montré plus haut.

⁶⁰ Quant à savoir si le pouvoir politique de la classe ouvrière était moins réel en Union soviétique entre la mort de Lénine et celle de Staline, d'une part, et entre la révolution d'Octobre et la mort de Lénine d'autre part, nous laissons au lecteur qui, même en essayant de se l'imaginer comme tel, ne pourrait être plus ignorant que M. F en ce qui concerne l'histoire de la période considérée ici, le choix d'en juger lui-même. En ce qui nous concerne, nous dirons simplement ceci: à notre avis, le pouvoir politique de la classe ouvrière est plus grand après l'élimination des classes exploiteuses qu'avant; et cette élimination a eu lieu «entre la mort de Lénine et celle de Staline». Maintenant, même M. F devrait, en toute honnêteté, être à même de dire que deux et deux font quatre, c'est-à-dire que le pouvoir politique de la classe ouvrière était plus réel entre la mort de Lénine et celle de Staline.

⁶¹ Lors du 6e Congrès du Comintern (17 juillet- 1 septembre 1928), Boukharine fit part de ses thèses sur la situation internationale. Ces thèses, contrairement à la règle générale, n'avaient pas été examinées par la délégation du PCUS(B). Il se fit qu'elles s'avérèrent insatisfaisantes sur un certain nombre de points et que la délégation du PCUS(B) fut forcée d'y introduire quelque vingt amendements.

⁶² Voir la série «À propos de la lutte du trotskisme contre-révolutionnaire contre le léninisme révolutionnaire », publiée ailleurs dans cette collection.

⁶³ À l'époque où ils se livraient à leurs absurdes accusations contre Staline. M. F et l'organisation à laquelle il appartient, le RCL, se glorifiaient d'être les maoïstes de pointe en Grande-Bretagne. Il est clair, cependant, que leur ignorance du marxisme-léninisme n'a d'égale que leur ignorance des écrits du camarade Mao Tsé-toung. S'ils avaient pris la peine de lire l'article de Mao Tsé-toung, *L'identité d'intérêts entre l'Union soviétique et toute l'humanité*, daté du 28 septembre 1939, c'est-à-dire juste un mois avant la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, ils auraient compris l'extrême fausseté de leurs accusations. Tout en invitant tout le monde à lire cet excellent article que l'on peut trouver dans le vol. 2, pp. 275-83 des *Selected Works* de Mao Tsé-toung, nous en reproduisons ici quelques-uns des paragraphes importants:

Certains disent que l'Union soviétique ne veut pas que le monde reste en paix parce que le déclenchement d'une guerre mondiale l'avantage et que l'actuelle guerre a été précipitée par la conclusion par l'Union soviétique d'un pacte de non-agression avec l'Allemagne au lieu d'un traité d'assistance mutuelle avec la Grande-Bretagne et la France. Je considère ce point de vue comme étant incorrect. La politique étrangère de l'Union soviétique pendant une longue période a été, à tout moment, une politique de paix, une politique reposant sur les liens étroits entre ses propres intérêts et ceux de l'écrasante majorité de l'humanité. Pour sa propre construction du socialisme, l'Union soviétique a toujours eu besoin de place, elle a toujours eu besoin de renforcer ses relations pacifiques avec les autres pays et d'empêcher une guerre antisoviétique ; pour l'amour de la paix à l'échelle mondiale, elle a également eu besoin d'arrêter l'agression des pays fascistes, d'infléchir le bellicisme des prétendus pays démocratiques et de reporter le déclenchement d'une guerre mondiale impérialiste le plus longtemps possible. Pendant longtemps, l'Union soviétique a consacré une grande

énergie à la cause de la paix mondiale. Par exemple, elle a rejoint la Société des Nations, a signé des traités d'assistance mutuelle avec la France et la Tchécoslovaquie et a essayé de toutes ses forces de conclure des pactes sécuritaires avec la Grande-Bretagne et tous les autres pays susceptibles de vouloir la paix. Après que l'Allemagne et l'Italie eurent conjointement envahi l'Espagne et quand la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France adoptèrent une politique de « non-intervention » nominale, mais, en fait, de complicité réelle à cette agression, l'Union soviétique s'opposa à la politique « non interventionniste » et donna aux forces républicaines espagnoles une aide active dans leur résistance à l'Allemagne et à l'Italie. Après que le Japon eut envahi la Chine et quand les trois puissances précitées eurent adopté le même genre de politique « non interventionniste », l'Union soviétique non seulement conclut un traité de non-agression avec la Chine, mais donna à la Chine une aide active dans sa résistance. Lorsque la Grande-Bretagne et la France se rendirent complices de l'agression d'Hitler et sacrifièrent l'Autriche et la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique n'épargna aucun effort pour dénoncer les sinistres desseins cachés derrière la politique de Munich et fit des propositions à la Grande-Bretagne et la France afin d'empêcher d'autres agressions. Lorsque la Pologne devint le problème brûlant du printemps et de l'été de cette année et qu'il était très hasardeux de dire si la guerre mondiale allait éclater, l'Union soviétique négocia avec la Grande-Bretagne et la France durant quatre mois, en dépit du manque complet de sincérité de Chamberlain et de Daladier, dans une tentative de conclure un traité d'assistance mutuelle afin d'empêcher le déclenchement de la guerre, Mais tous ces efforts furent bloqués par la politique impérialiste des gouvernements britannique et français, une politique de connivence, consistant à instiguer et à propager la guerre, de sorte qu' à la fin la cause de la paix mondiale fût vouée à l'échec et que la guerre mondiale impérialiste finit par éclater. Les gouvernements de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de la France n' avaient aucun véritable désir d'empêcher la guerre; au contraire, ils aidèrent à son déclenchement. Le refus de se mettre d'accord avec l'Union soviétique et de conclure un traité vraiment efficace d'assistance mutuelle basée sur l'égalité et la réciprocité prouva qu'ils ne voulaient pas la paix, mais la guerre. Tout le monde sait que, dans le monde contemporain, rejeter l'Union soviétique signifie en même temps rejeter la paix. Même Lloyd George, ce représentant typique de la bourgeoisie britannique, sait cela. Ce fut dans ces circonstances, et lorsque l'Allemagne fut d'accord pour mettre un terme à ses activités antisoviétiques, pour abandonner l'Accord contre l'Internationale communiste et pour reconnaître l'inviolabilité des frontières soviétiques, que le pacte de non-agression germano-soviétique fut conclu. Le plan de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de la France était d'inciter l'Allemagne à attaquer l'Union soviétique, de sorte qu'eux-mêmes, « s'asseyant au sommet des montagnes pour regarder les tigres se battre », pouvaient descendre et prendre la relève une fois que l'Union soviétique et l'Allemagne se seraient épuisées mutuellement. Le traité germano-soviétique de non-agression anéantit ce scénario. En examinant ce plan ainsi que les plans des impérialistes anglo-français qui se rendaient complices de la guerre en y poussant et en précipitant une guerre mondiale, certains de nos concitoyens ont en fait été bernés par la propagande mielleuse de ces comploteurs. Ces politiciens roués n'étaient pas le moins du monde intéressés à arrêter l'agression contre l'Espagne, contre la Chine ou contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie; au contraire, ils se sont rendus complices de l'agression et ont poussé à la guerre, jouant le rôle proverbial du pêcheur qui opposait la bécassine à la palourde et qui, en fin de compte, tirait parti des deux. Usant d'euphémisme, ils avaient qualifié leurs actions de « non-intervention », mais ce qu'ils faisaient, en fait, c'était « s'asseoir au sommet de la montagne pour regarder les tigres se battre ». Un grand nombre de gens, partout dans le monde, ont été abusés par les paroles mielleuses de Chamberlain et de ses partenaires, incapables de voir les intentions meurtrières que cachaient leurs sourires ou ne comprenant pas que le pacte de non agression germano-soviétique ne fût conclu qu'après que Chamberlain et Daladier se furent résolus à rejeter l'Union soviétique et à provoquer la guerre impérialiste. Il est temps que ces personnes s'éveillent. Le fait que l'Union soviétique a travaillé dur pour préserver la paix mondiale jusqu'à la dernière minute prouve que les intérêts de l'Union soviétique sont identiques à ceux de l'écrasante majorité de l'humanité.

⁶⁴ Le professeur autrichien Topitsch, dont les antécédents anticommunistes et les sympathies pro-impérialistes sont parfaits et qui, par conséquent, ne peut être accusé de la moindre douceur dans les attaques qu'il fit contre Staline et l'U.R.S.S., déclare ceci, à propos des événements considérés ici:

... Une analyse fouillée du déroulement des principaux événements m'a mené à la conviction que ... Staline fut non seulement le véritable vainqueur, mais aussi le personnage clé de la guerre; il fut, en effet, le seul chef d'État qui eût à l'époque une idée claire et large de ses objectifs.» (Ernest Topitsch, *La guerre de Staline*, Londres, Fourth Estate, 1987, p. 4.)

Plus loin, il dit encore:

Les événements de l'été 1939 montrent les conséquences fatales de l'absence, chez Hitler, de qualités de chef d'État et de vision politique orientée sur le monde, ce qui le fait considérer comme très inférieur à son homologue russe. En ce qui concerne l'intelligence politique et le style politique, leur relation est comme celle existant entre un joueur et un grand maître aux échecs, et il est à peine exagéré d'affirmer que le führer est tombé comme un collégien dans le piège que lui avait tendu Moscou. Manifestement, le Géorgien démoniaque avait dû se montrer cent fois plus malin pour affronter les luttes interne du Parti communiste soviétique qu'il ne lui avait été nécessaire pour embobiner Hitler. sans mentionner les dirigeants des puissances occidentales. (*Ibid.*, p. 7.)

Sur le pacte entre Hitler et Staline, le même auteur écrit:

Après la conclusion de ce traité, Hitler et Ribbentrop peuvent s'être considérés comme des hommes d'État du plus gros calibre; au lieu de cela, leurs actions trahirent un manque effrayant d'intelligence politique. Tandis que Staline avait profondément médité le contenu et la phraséologie des accords, ses vis-à-vis s'étaient même révélés incapables de passer soigneusement en revue les conséquences qui pouvaient résulter pour l'Allemagne de ces documents fatidiques. En fait, les deux traités cadraient parfaitement avec la stratégie soviétique à long terme, visant à impliquer l'Allemagne dans une guerre avec les Britanniques et les Français, la faire dépendre de la Russie et, si l'occasion se présentait, amener sa disparition en tant qu'État indépendant. Prévoyant comme il l'était, Staline pensait déjà, à ce stade précoce, obtenir un point de départ favorable pour la réalisation de tels plans. (P. 4.)

Contredisant la légende, largement répandue dans les milieux trotskistes et bourgeois, selon laquelle l'U.R.S.S. n'était pas prête pour la guerre et avait été prise par surprise, et faisant référence au sentiment de supériorité soviétique, Topitsch déclare:

Il était de toute façon complètement injustifié et provenait jusqu'à un certain point de la force réelle de l'Armée Rouge et de l'efficacité de l'industrie des armements. Le vrai potentiel de ces deux-ci fut prouvé dans la guerre lorsque les Russes se montrèrent capables de récupérer à une vitesse extraordinaire les lourdes pertes des premiers mois et lancèrent alors contre l'ennemi des masses sans cesse croissantes d'hommes et de matériel. Ces réalisations sont à tout le moins étonnantes parce qu'à l'époque, d'importantes zones industrielles et productrices de matières premières avaient été perdues et ne pouvaient être remplacées par le transfert de nombreuses usines d'armement jusqu'à l'Oural et au-delà ... Numériquement, cette supériorité ne peut être établie qu'approximativement, mais dans de nombreuses zones, elle était tout à fait distincte, comme le montre une comparaison de la force de l'agresseur avec les pertes russes de la première année de la guerre. Au commencement de la campagne, l'armée allemande avait à l'Est un total de plus de 3 050 000 hommes, 7 184 pièces d'artillerie, 3 580 chars et 2 740 avions. En face, selon des chiffres allemands se rapportant uniquement aux actions d'encerclement de Bialystok-Minsk et Smolensk jusqu'à la mi-juillet, pas moins de 642 000 prisonniers furent capturés, alors que 4 929 pièces

d'artillerie et 6 537 chars étaient saisis ou détruits. Si ces chiffres sont susceptibles d'être inexacts ou forcés, ils semblent néanmoins crédibles au vu des chiffres donnés par les sources soviétiques, puisque le Bureau soviétique d'Information donne les pertes suivantes pour la première année de la guerre: 4 500 000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers, 22 000 canons lourds, 15 000 chars et 9 000 avions. C'est également le verdict de l'expert militaire britannique John Erickson: «Si l'on applique les chiffres de Staline, basés sur des sources soviétiques, la supériorité soviétique se chiffrait à 7 pour 1 dans les chars, au moins; en aviation, les Allemands étaient inférieurs à raison de 4 ou 5 pour 1.

Quand bien même un grand nombre d'avions et de chars eussent été démodés, un nombre considérable de modèles récents étaient également disponibles dès le début de la guerre. Pour les seuls six premiers mois de 1941, 2 653 bombardiers et chasseurs avaient été construits selon des conceptions modernes: à la mi-juin, l'armée avait reçu 1 861 chars des types KW et T34. Le légendaire T34 était sans nulle comparaison supérieur à son équivalent allemand et il était presque invulnérable pour les armes antichars courantes chez les adversaires. De janvier 1939 au 22 juin 1941, plus de 7 000 véhicules blindés furent livrés, et au cours de l'année 1941, quelque 5 500 chars de tous les types furent livrés. Pour équiper les unités motorisées celles qui en étaient au stade des préparatifs aussi bien que celles qui étaient déjà opérationnelles - 16 600 chars nouveaux étaient disponibles, sur 32 000 projetés environ - le chiffre est énorme. Il semble extrêmement improbable que cette avalanche de chars ait uniquement été conçue pour des opérations de défense. Le seul modèle de char allemand quelque peu comparable aux nouveaux modèles soviétiques fut le Panzer IV, mais seuls 618 d'entre eux étaient opérationnels au début de la campagne de l'Est: les autres unités motorisées étaient équipées de Kampfswagen II et III (véhicules blindés).

Au début 1941, la production mensuelle s'élevait seulement à 250 chars et pièces d'artillerie lourde.

C'est dans l'artillerie que la supériorité soviétique était la plus remarquable. Des documents d'archives révèlent que du 1er janvier 1939 au 22 juin 1941, l'Armée Rouge avait reçu un total de 29 637 canons de campagne et 52 407 mortiers de tranchées ce qui, combiné aux canons des chars, représentait un total de 92 578 grosses pièces et mortiers. Parmi cette artillerie, les lance-roquettes (les fameuses «orgues de Staline») constituèrent une surprise des plus déplaisantes pour l'envahisseur.

Ces chiffres et d'autres montrent à suffisance que la foi soviétique dans la force militaire et industrielle de la patrie était bien plus qu'une simple «fata morgana». L'Union soviétique de cette époque contenait déjà le noyau d'une future superpuissance. (Pp. 73-74.)

Topitsch fait remarquer à propos que 1^{re} Opération Barbarossa était basée sur une surestimation de la puissance militaire allemande et sur une sous-estimation de la puissance soviétique, de même que sur d'autres présomptions qui commencèrent à se manifester une après l'autre dès le moment où l'armée allemande traversa la frontière soviétique:

Quand les Allemands traversèrent la frontière vers l'est, un sentiment les envahit souvent depuis le führer jusqu'au plus petit soldat – c'est qu'ils ouvraient une porte sur l'inconnu, derrière lequel Staline avait pour eux de vilaines surprises en réserve et qu'à la fin, le destin funeste pouvait très bien les guetter dans les immensités désolées au-delà de la frontière. (*Ibid.*, p. 103.)

Après leurs succès des débuts, acquis par l'avantage tactique de leur attaque surprise contre l'U.R.S.S., les nazis commencèrent à croire que la victoire était déjà acquise et ils se laissèrent aller à des plans fantastiques sur 1^{er} avenir.

Mais, progressivement, il devint clair que l'Union soviétique était tout sauf un «colosse aux pieds

d'argile ». En dépit de pertes énormes, ce vaste empire pouvait continuer à lancer de nouvelles masses d'hommes et de matériel contre l'envahisseur, et les nombres bientôt en augmentation de nouveaux types de chars et les maudits lance-roquettes apparurent sur les champs de bataille. La victoire en quinze jours se mua en une guerre qui allait durer quatre ans, livrée avec le plus grand acharnement de part et d'autre, et les victoires dramatiques des premières semaines ne tardèrent pas à se muer en commencement de la fin pour le Troisième Reich. (P. 113.)

... L'impitoyable énergie de Staline fit en sorte que toutes les réserves des profondeurs les plus éloignées du pays furent mobilisées. En effet, au cours de cette lutte effrayante, l'Union soviétique s'étendit et franchit un pas décisif vers sa métamorphose en grande puissance. Par contraste, l'Allemagne se rapetissait réellement à chaque pas de son épuisante campagne de l'Est, (P. 115.)

Topitsch commente également le traité de neutralité avec le Japon, daté d'avril 1941.

En le signant, l'Union soviétique s'arrangea avec succès pour réaliser à l'Est ce qu'elle avait réalisé en Occident par le biais du pacte de non-agression d'août 1939 avec l'Allemagne. Laissons le professeur Topitsch s'exprimer sur la question:

Il est utile de remarquer que les termes de ce pacte étaient tels que - selon la seule interprétation possible - les Japonais seraient obligés d'observer la neutralité même dans le cas d'une attaque soviétique contre l'Allemagne, tout comme l'étaient les Russes en cas d'action japonaise dans le Pacifique. Staline cherchait, naturellement, à assurer ses arrières avant le grand choc avec l'Allemagne, mais il poursuivait peut-être aussi des buts plus importants.

Le mouvement astucieux de Staline amena bientôt le résultat escompté. Directement après la signature du pacte et encouragées par le fait qu'un accord avait été atteint, l'armée et la marine japonaise commencèrent à intensifier leur expansion vers le sud, afin d'améliorer la position stratégique de leur pays et ses fournitures de matières premières et aussi pour mettre la pression sur les Chinois à partir de cette direction. Elles étaient préparées à faire face aux conséquences si cette action se muait en une collision avec la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Les plans de Staline allaient plus loin, toutefois, comme Grigore Gafencu l'a fait remarquer avec une clairvoyance toute spéciale: la pénétration japonaise vers le sud libérerait la Sibérie orientale de la menace japonaise, soulagerait la Chine, qui avait bien du mal à respirer avec le garrot que lui appliquait Tokyo, et impliquerait le Japon dans une guerre avec les États-Unis. À long terme, ceci se traduirait par un désastre pour le Japon, mais cela révélerait également les faiblesses de l'Empire britannique, cela renforcerait le sentiment internationaliste des vastes masses du peuple en Asie centrale et la suite du combat de l'Asie pour sa liberté.

Exactement comme le pacte avec Hitler allait déchaîner la « guerre impérialiste » à l'Ouest, le pacte de neutralité avec le Japon allait servir le même but en Asie. Le Kremlin espérait que les luttes amères entre la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Japon allaient mettre en colère et soulever les masses des peuples de l'Asie et les rendre mûres pour une révolution sous direction soviétique.

De ce fait, le pacte de neutralité constituait une partie intégrante de la vaste stratégie de Staline consistant à détourner les politiques expansionnistes des puissances capitalistes agressives loin de l'Union soviétique et vers les puissances « non agressives » ... Ayant déjà réussi à embringuer Hitler dans une sorte de guerre par procuration avec les démocraties occidentales en se mettant d'accord pour ne pas qu'il s'engage à l'Est, il entra maintenant dans son intention de proposer une protection similaire aux Japonais afin de les persuader d'entrer en confrontation avec les Britanniques et les

Américains. De cette façon, une fois de plus. en utilisant un pacte de neutralité, un autre agresseur potentiel était transformé en instrument des intérêts soviétiques et était utilisé contre les états capitalistes.» (Pp. 95-96.)

Jusqu'à quel point le nouvel accord avec l'Union soviétique encouragea-t-il Tokyo dans sa décision, c'est discutable. Mais à l'époque, le Japon n'avait rien à craindre de cette direction, du fait particulièrement que les forces soviétiques étaient empêtrées dans le conflit avec l'Allemagne. En tout cas - tout comme Staline en avait eu l'intention avec le pacte de neutralité -les Japonais furent impliqués dans une guerre avec la puissance occidentale. (P. 124.)

Pearl Harbour, poursuit Topitsch, fut un triomphe particulièrement grand pour Staline. À la fin, les Soviétiques étaient libérés du danger d'une guerre sur deux fronts; au lieu de cela, les Britanniques et les Américains étaient désormais impliqués dans un front. (P. 125.) Selon les plans de Staline, le Japon - source continue de tension et d'ennuis pour l'Union soviétique - devait être contourné et utilisé contre les Britanniques et les Américains. Cet objectif reçut l'aide du traité de neutralité du 13 avril 1941 par lequel Moscou était assuré de la couverture dans l'Est dont il avait besoin pour la guerre contre l'Allemagne et dans un même temps, donnait des garanties similaires au Japon, libérant donc ce pays en vue d'un conflit armé avec les Britanniques et les Américains. La politique sévère de Roosevelt envers le Japon coïncida parfaitement avec les intentions du Kremlin et, finalement, déboucha sur l'attaque de Pearl Harbour - qui marqua le déclenchement de la «guerre impérialiste» dans l'Extrême-Orient et donna la preuve que le concept de manipulation défini par Lénine et développé par Staline avait été largement concrétisé. (P. 135.)

Topitsch, homme de droite et anticommuniste jusqu'au bout des ongles, s'indigne carrément des succès de la diplomatie léniniste de l'Union soviétique et le déplore amèrement dans les termes suivants:

De la sorte, l'Union soviétique fut à même d'infliger une lourde défaite aux puissances occidentales durant la Seconde Guerre mondiale en utilisant des moyens essentiellement officiels et stratégiques. L'Armée Rouge n'eut jamais besoin de croiser le fer avec les forces britanniques ou américaines: ce furent l'Allemagne et le Japon qui le firent pour eux. La Grande-Bretagne et l'Amérique, en effet, livrèrent d'abondantes fournitures à l'Union soviétique - bien plus qu'il n'en fallait pour empêcher une victoire allemande dans l'Est. Sous l'influence des émotions engendrées par la guerre contre Hitler et les ficelles psycho-stratégiques de Staline - le mythe de l'attaque fasciste non provoquée et les exigences permanentes en faveur d'un second front - ni les hommes politiques ni le public dans les grandes démocraties ne se rendirent compte que l'ennemi le plus dangereux n'est pas nécessairement celui qui est directement impliqué dans le conflit militaire. À travers l'art de ces avances indirectes, cachées et non dramatiques, que Staline développa de manière rusée, le rusé Géorgien réalisa ses grands succès. La faiblesse des puissances occidentales n'était pas due à un manque d'instruments du pouvoir, mais à une déficience de leur intelligence politique.

Seuls les contre-révolutionnaires trotskistes et certaines dupes «antirévissionnistes» ont des difficultés à considérer le pacte de non-agression avec l'Allemagne, et le traité de neutralité avec le Japon, dans leur contexte historique propre.

⁶⁵ C'est avec une certaine agitation que cette expression a été utilisée, puisque les accusations d'invoquer les esprits religieux paraissaient être une conséquence éventuelle d'une telle manière d'agir.

⁶⁶ Sans aucun doute, M. F. trouverait-il quelque moyen de considérer cette phrase du camarade

Staline comme une autre invocation des « esprits du passé impérial de la Russie au cours des premiers jours de la guerre ».

⁶⁷ Mais peut-être le professeur Thomson croit-il, comme le faisaient les trotskistes et les boukhariniens, que Staline s'était trompé dans sa catégorisation des éléments koulaks comme étant en contradiction antagoniste avec la dictature du prolétariat durant la période de la collectivisation? Peut-être le professeur Thomson croit-il, comme les boukhariniens, que la contradiction avec les éléments koulaks était fondamentalement non antagoniste et qu'elle n'est devenue antagoniste qu'en raison des « erreurs » de Staline lorsqu'il avait traité la situation? Ou peut-être le professeur Thomson croit-il que la contradiction entre la paysannerie pauvre et moyenne et la dictature du prolétariat était antagoniste - comme le faisaient les trotskistes? Si le professeur Thomson est d'accord avec Boukharine ou Trotski, pourquoi ne le dit-il donc pas? Tout travailleur honnête lisant les divers discours de Staline reproduits dans ce pamphlet sera convaincu que c'était Staline qui comprenait la différence entre des contradictions antagonistes et non antagonistes, et non Boukharine ou le professeur Thomson, et non Trotski ou le professeur Thomson.

⁶⁸ Ni l'article de M. F. ni celui de N. R. ne contribuent à comprendre le développement du révisionnisme en U.R.S.S. Le révisionnisme signifie la restauration du capitalisme. Aucun de ces deux articles n'a jamais mentionné, et encore moins analysé, la question de savoir si ceci a en effet eu lieu en U.R.S.S. à l'époque. Tout ce qui était disponible, c'étaient de petites citations détournées de leur contexte.

⁶⁹ En fait, les développements connus en Chine, depuis la mort de Mao Tsé-toung, ont provoqué nombre de volte-face parmi ces « antirévissionnistes », qui ont émis des accusations similaires.